




3 1761 11729490 0



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117294900>

270



Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue, US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 10 \$ l'exemplaire, 90 \$ par année
États-Unis : 12 \$ US l'exemplaire, 108 \$ US par année
Autres pays : 14 \$ US l'exemplaire, 126 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.16, No. 1

Vol.16, n° 1

Police Personnel and Expenditures in Canada - 1994

Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada - 1994

Highlights

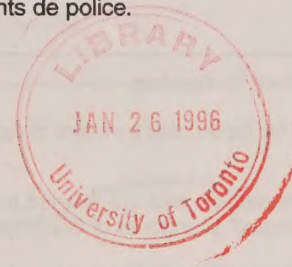
- Expenditures on policing in 1994/95 remained virtually unchanged for the second consecutive year, after having increased an average of 7% annually between 1985/86 and 1992/93. The total of \$5.78 billion costs Canadians about \$200 per capita on an annual basis.
- 1994 represented the largest annual decline in police strength (2%) since the survey began in 1962, and the second straight annual decrease. This resulted in the fewest number of police officers per capita in Canada since 1972.
- Despite the overall decline in police strength, the number of female police officers continued to increase, now accounting for 9% of all police officers.

Faits saillants

- Les dépenses engagées au chapitre des services de police en 1994-1995 n'ont à peu près pas changé pour la deuxième année consécutive, après avoir enregistré des augmentations annuelles moyennes de 7 % entre 1985-1986 et 1992-1993. Le total de 5,78 milliards de dollars coûte aux Canadiens environ 200 \$ par habitant annuellement.
- L'année 1994 a été l'année où l'on a enregistré la plus forte baisse annuelle de l'effectif policier (2 %) depuis que l'enquête a commencé en 1962, et la deuxième baisse annuelle consécutive. C'est ainsi que le Canada a affiché le nombre le plus faible d'agents de police par habitant depuis 1972.
- En dépit de la baisse générale de l'effectif policier, le nombre de femmes policières a continué à croître, celles-ci représentant maintenant 9 % de tous les agents de police.

January 1996
ISSN 0715-271X

Janvier 1996
ISSN 0715-271X



Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1996. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, 1996. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Policing in the 1990's

Since the beginning of the decade, policing in Canada has been undergoing changes on several fronts. While crime remains high on the list of public concerns, governments have been forced to make budget cuts to most public sector areas, including policing services. The results of these public sector reductions can be seen in the last two years of police expenditure data, which have levelled off after years of constant increase. Further, the number of police officers in Canada has declined by 2% between 1993 and 1994.

The police community has responded to these conditions in several ways. In an effort to maintain the same level of service, there has been a trend towards keeping more officers "on the street". During the past two years, the ranks above constable have been reduced more than the constable ranks, meaning that the number of officers "on patrol" have decreased less than the decline in overall police strength. There has also been a shift towards "community-based policing" initiatives, resulting in police becoming more visible and accessible within the community.

Another shift has been towards the creation of "regional" police forces to create efficiencies, both in terms of combining urban and suburban forces as in the case of both Ottawa and Halifax, as well as in the combining of various small, rural detachments into larger detachments.

The purpose of this report is to analyze changes in key ratios relating to police expenditures and personnel, and to show how these relate over time to the changing police environment. These key ratios include: per capita costs, population per police officer, the police to civilian ratio, and the number of *Criminal Code* offences per officer. An examination of these trends can also help shed some light on how the nature of policing has changed over time in response to changing budgetary conditions.

Note to Readers

This report uses a mixture of calendar and fiscal year periods.

Personnel data are referred to as "1994" data, representing "actual" strength as of September 30, 1994.

Expenditure data are referred to as fiscal year (eg. 1994/95) data representing the period April 1994 to March 1995. All provincial forces and the RCMP report expenditures by fiscal year. Most municipal forces report expenditures by calendar year (January to December 1994).

Police Personnel

Police personnel include sworn police officers, civilians, and those with specialized training who provide services such as airport security and by-law enforcement. For the purposes of this report, police personnel are divided into two categories: sworn police officers and all other personnel under the broad category of civilian personnel.

Les services de police dans les années 1990

Depuis le début de la décennie, plusieurs aspects des services de police du Canada ont subi des changements. Même si le public continue à accorder une importance prioritaire à la criminalité, les gouvernements ont été obligés de réduire les budgets de la plupart des services du secteur public, y compris les services de police. Les résultats de ces réductions dans le secteur public se reflètent dans les deux dernières années des dépenses des services de police, qui se sont stabilisées après des années d'augmentations soutenues. En outre, le nombre d'agents de police au Canada a diminué au cours de chacune des deux dernières années, affichant entre autres une réduction de 2 % entre 1993 et 1994.

La collectivité policière a réagi à cette situation de plusieurs façons. Dans un effort visant à maintenir le même niveau de service, elle tente de garder plus d'agents «dans la rue». Au cours des deux dernières années, elle a fait davantage de réductions dans les grades supérieurs à celui d'agent que chez les agents eux-mêmes, et c'est pourquoi le nombre d'agents affectés aux patrouilles a connu une baisse inférieure à celle de l'ensemble de l'effectif policier. Elle a aussi lancé de plus en plus de programmes de «police communautaire», et la police est devenue plus visible et plus accessible dans la collectivité.

Un autre changement a mené à la création de forces de police «régionales» pour réaliser des économies; ainsi, on a fusionné des forces urbaines et des forces suburbaines, comme dans le cas d'Ottawa et de Halifax, et divers petits détachements ruraux avec de plus gros détachements.

Dans le présent rapport, on analyse les changements survenus dans les ratios clés ayant trait aux dépenses et au personnel des services de police, et l'on montre comment, avec le temps, ceux-ci évoluent avec le milieu policier. Ces ratios clés comprennent les suivants : coût par habitant, nombre d'habitants par agent de police, ratio agents de police et employés civils, et nombre d'infractions au *Code criminel* par agent. Un examen de ces tendances peut également nous aider à comprendre la façon dont la nature des services de police a changé avec le temps, pour faire face à de nouvelles conditions financières.

Note aux lecteurs

Dans le présent rapport, on utilise un mélange d'années civiles et d'exercices financiers.

Les données sur le personnel s'entendent des données de «1994», représentant l'effectif «réel» au 30 septembre 1994.

Les données sur les dépenses s'entendent des données de l'exercice financier (p. ex., 1994-1995) représentant la période allant d'avril 1994 à mars 1995. Toutes les forces provinciales et la GRC déclarent les dépenses selon l'exercice financier. La plupart des forces municipales déclarent les leurs selon l'année civile (janvier à décembre 1994).

Effectif policier

L'effectif policier comprend les agents de police assermentés, les employés civils et les personnes ayant une formation spécialisée qui fournissent des services tels la sécurité aéroportuaire et l'application des règlements municipaux. Aux fins du présent rapport, l'effectif est divisé en deux catégories : les agents de police assermentés et tous les autres membres du personnel dans la vaste catégorie du personnel civil.

The largest annual drop in police personnel was recorded in 1994. This represents the first time that both police and civilian strength decreased during two consecutive years. Since 1962, the only other year to show a decline in both sworn officers and civilian personnel was 1983 (Table 6, Figure 1).

In 1994, there were 74,902 persons employed providing police services in Canada, three-quarters of whom were police officers. This is 1,494 fewer personnel than in 1993 (1,036 fewer officers and 458 fewer civilian personnel), a decrease of 2.0%.

Between 1962 and 1975, total police personnel in Canada increased 93%, a much faster rate than the Canadian population which increased 25%. From 1975 until 1992, police personnel increased at a rate close to that of the Canadian population. During the past two years, the trend has reversed with police personnel declining by 2.2% while the Canadian population increased by 2.5%.

Over the past three decades, the two components of police personnel, officers and civilians, experienced different rates of change as reflected in the ratio of police officers to civilians. Between 1962 and 1974 police officers increased (73.3%) at a much faster rate than the Canadian population (23.1%) but at a slower rate than civilian personnel (112.1%). This is indicated by the drop in the number of police officers to each civilian employee from 4.58:1 to 3.75:1. During the next twelve years, 1975 - 1987, civilian strength continued to grow at a faster rate (38.8%) than either police officers (10.1%) or population (14.4%). Since 1988 both civilian personnel (0.3%) and police officer (4.8%) strength have increased at a much slower rate than the Canadian population (8.8%). Overall, civilian personnel increased from 17.9% of total police personnel in 1962 to 25.4% in 1994. This change reflects the re-assignment of duties such as dispatch and by-law enforcement from police officers to civilian employees.

La plus forte réduction de l'effectif policier a été enregistrée en 1994. C'est la première fois que l'effectif policier et l'effectif civil diminuent tous les deux au cours de deux années consécutives. Depuis 1962, la seule année où l'on a enregistré une baisse à la fois du nombre d'agents assermentés et du nombre d'employés civils a été 1983 (tableau 6, figure 1).

En 1994, les services policiers comptaient 74 902 employés au Canada, dont les trois quarts étaient des agents de police. Par rapport à 1993, il s'agit d'une perte de 1 494 employés (1 036 agents de moins et 458 employés civils de moins), soit une diminution de 2,0 %.

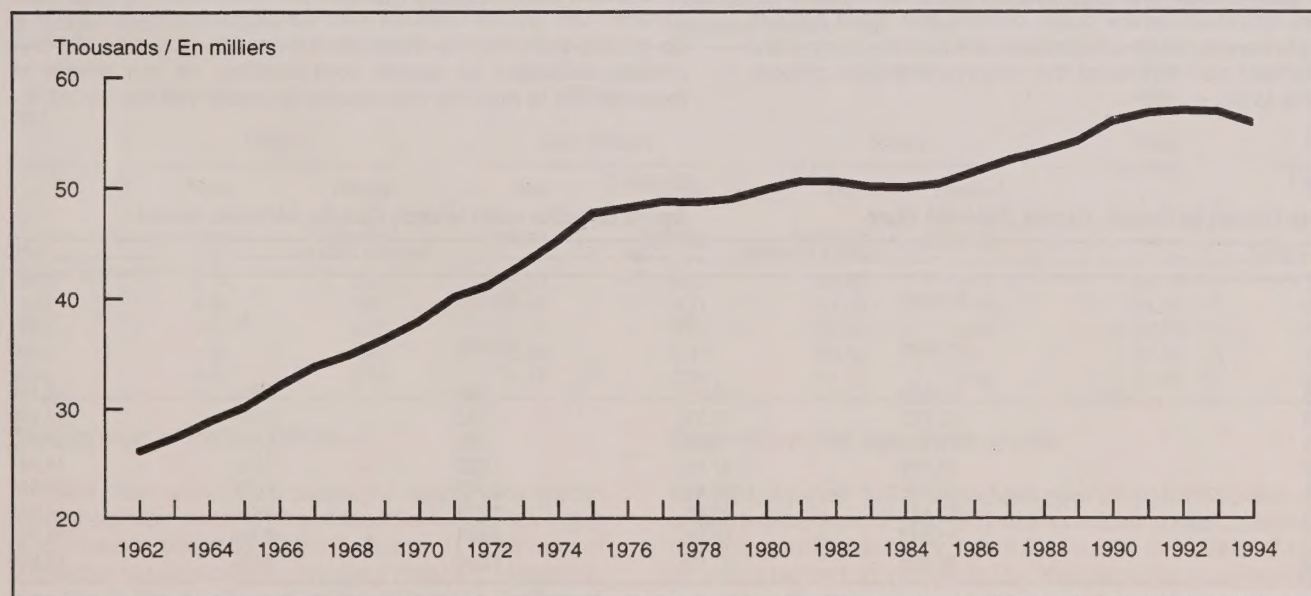
Au cours de la période de 1962 à 1975, l'effectif policier total au Canada a augmenté de 93 %, soit une hausse beaucoup plus marquée que celle enregistrée pour la population canadienne (25 %). De 1975 à 1992, l'effectif policier a augmenté à peu près au même rythme que celui de la population. Au cours des deux dernières années, la tendance a été à l'inverse, l'effectif policier diminuant de 2,2 % alors que la population augmentait de 2,5 %.

Au cours des trois dernières décennies, les deux composantes du personnel policier, soit les agents et les employés civils, ont connu des taux de changement différents, qui se reflètent dans le ratio agents de police : employés civils. Entre 1962 et 1974, le nombre d'agents de police a augmenté (73,3 %) à un rythme beaucoup plus rapide que la population canadienne (23,1 %), mais à un rythme plus lent que les employés civils (112,1 %). C'est ainsi que le ratio agents de police : employés civils a été ramené de 4,58:1 à 3,75:1. Au cours des douze années suivantes, soit de 1975 à 1987, le nombre d'employés civils a continué de croître à un rythme plus rapide (38,8 %) que le nombre d'agents de police (10,1 %) ou le nombre d'habitants (14,4 %). Depuis 1988, l'effectif civil (0,3 %) et l'effectif policier (4,8 %) ont tous deux augmenté beaucoup plus lentement que la population canadienne (8,8 %). Dans l'ensemble, l'effectif civil a enregistré une hausse, passant de 17,9 % de tout l'effectif policier en 1962 à 25,4 % en 1994. Ce résultat s'explique par la redistribution de certaines fonctions policières à des employés civils (p. ex., répartition et application des règlements municipaux).

Figure 1

Police officers, Canada, 1962-1994

Agents de police, Canada, 1962-1994



Police Officers

1994 represented the second consecutive year of decline in sworn police officer strength in Canada and the largest recorded annual decrease. The 55,865 police officers represented 1,036 (-1.8%) fewer officers than in 1993 and 1,126 (-1.9%) fewer officers than in 1992. The Royal Canadian Mounted Police headquarters and training academy accounted for half of the decrease during 1994, with the remaining half spread out among numerous forces.

Since 1962, the only other years police officer strength declined were in 1978 when the number of officers fell by 59 (-0.1%) and between 1981 and 1984 when the number of officers fell each year by a total of 553 (-1.1%).

Police Officers by Gender and Rank

Women are increasing their representation among police officers. In 1994 the number of female police officers increased 10.9% over the previous year to 5,056. While the total number of sworn police officers has fallen since 1992, the number of women police officers increased by 770 (Table 1). After remaining constant during the 1960's and early 1970's at less than 1% (fewer than two hundred officers), the proportion of female officers rose to 2.2% in 1980, 3.6% in 1985, 6.4% in 1990 and 9.0% in 1994 (Figure 2).

Since 1986, data have been collected on three categories of rank: officers; non-commissioned officers; and constables. The officer level includes officers who have reached the rank of lieutenant or higher, non-commissioned officers are usually between lieutenant and constable, while all levels of constable are grouped together.

Between 1991 and 1994, the ranks above constable fell by 2.5% (officers -3.7%, non-commissioned officers -2.3%). The constable ranks, however, declined at a slower rate (-1.1%) during the same period. These numbers are in keeping with the need most Canadian governments are facing to reduce costs and retain service levels. The officer ranks represent senior police officers and those closest to retirement, while constables are further away from retirement and represent the majority of police officers visible to the public.

Table 1

Police Officers by Gender, Canada, Selected Years

Year - Année	Male - Hommes		Female - Femmes		total
	Number Nombre	%	Number Nombre	%	
1965	29,956	99.4%	190	0.6%	30,146
1970	37,763	99.5%	186	0.5%	37,949
1975	47,151	98.8%	562	1.2%	47,713
1980	48,749	97.8%	1,092	2.2%	49,841
1985	48,518	96.4%	1,833	3.6%	50,351
1990	52,461	93.6%	3,573	6.4%	56,034
1993	52,340	91.9%	4,561	8.1%	56,901
1994	50,809	91.0%	5,056	9.0%	55,865

Agents de police

L'année 1994 a été la deuxième année consécutive où l'on a relevé une diminution de l'effectif d'agents de police assermentés au Canada, cette diminution étant la plus forte qui ait jamais été enregistrée. Le chiffre total de 55 865 agents de police représentait 1 036 (-1,8 %) agents de moins qu'en 1993 et 1 126 (-1,9 %) agents de moins qu'en 1992. La Direction générale et l'École de la Gendarmerie royale du Canada ont compté pour la moitié de la baisse en 1994, l'autre moitié étant répartie entre de nombreuses forces policières.

Depuis 1962, les seules autres années où l'effectif d'agents de police a diminué ont été 1978 lorsque le nombre d'agents a chuté de 59 (-0,1 %), et entre 1981 et 1984 où il a diminué chaque année d'une baisse totale de 553 (-1,1 %).

Agents de police selon le sexe et le grade

Les femmes accroissent leur représentation parmi les agents de police. En 1994, le nombre de femmes policières a augmenté de 10,9 % par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 5 056. Alors que le nombre total d'agents de police assermentés a diminué depuis 1992, le nombre de femmes policières a augmenté de 770 (tableau 1). Après être demeurée constante pendant les années 1960 et au début des années 1970 à moins de 1 % (moins de deux cents agents), la proportion de femmes policières a augmenté à 2,2 % en 1980, 3,6 % en 1985, 6,4 % en 1990 et 9,0 % en 1994 (figure 2).

Depuis 1986, on a recueilli des données sur trois catégories de grades : les officiers, les sous-officiers et les agents. Le niveau d'officier comprend les policiers qui ont atteint le grade de lieutenant ou un grade plus élevé, les sous-officiers se situent normalement entre les lieutenants et les agents, alors que tous les niveaux d'agent sont regroupés.

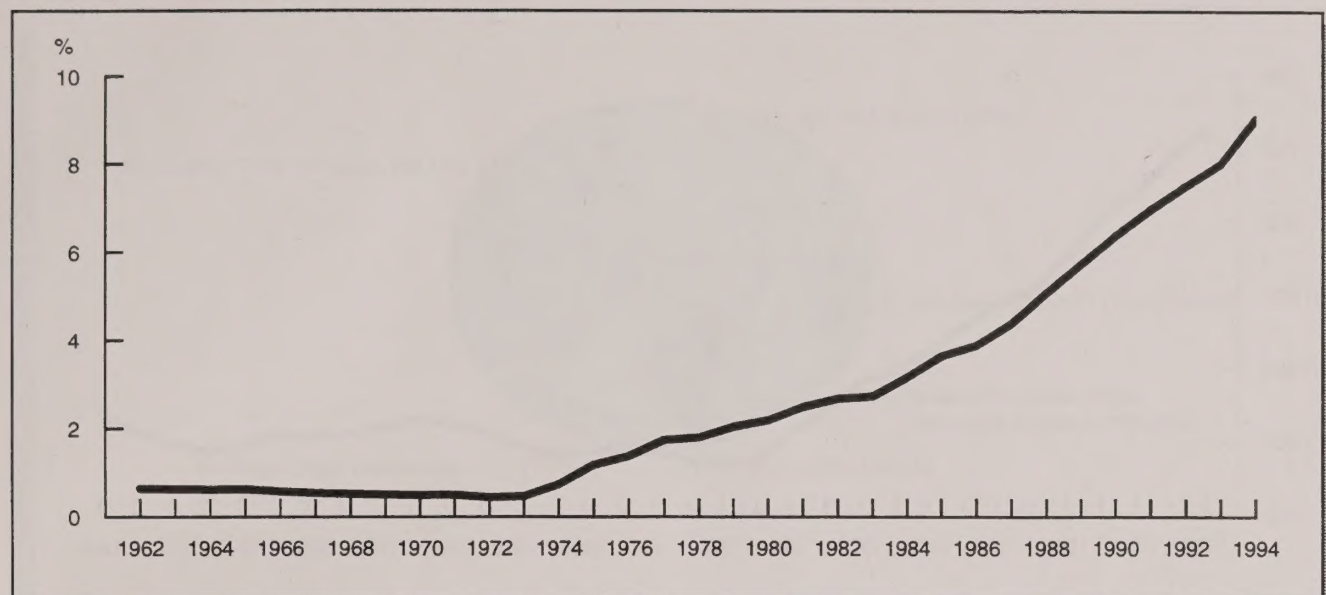
De 1991 à 1994, le nombre de policiers occupant un grade supérieur à celui d'un agent a diminué de 2,5 % (officiers -3,7 %, sous-officiers -2,3 %). Le nombre d'agents a toutefois diminué à un rythme plus lent (-1,1 %) au cours de la même période. Ces chiffres témoignent du besoin qu'ont la plupart des gouvernements au Canada de réduire les coûts et de maintenir les niveaux de service. Les grades d'officier sont constitués d'agents de police de niveau supérieur et d'agents qui sont le plus près de leur retraite, alors que les agents sont plus loin de leur retraite et représentent la majorité des agents de police visibles au public.

Tableau 1

Agents de police selon le sexe, Canada, certaines années

Year - Année	Male - Hommes		Female - Femmes		total
	Number Nombre	%	Number Nombre	%	
1965	29,956	99.4%	190	0.6%	30,146
1970	37,763	99.5%	186	0.5%	37,949
1975	47,151	98.8%	562	1.2%	47,713
1980	48,749	97.8%	1,092	2.2%	49,841
1985	48,518	96.4%	1,833	3.6%	50,351
1990	52,461	93.6%	3,573	6.4%	56,034
1993	52,340	91.9%	4,561	8.1%	56,901
1994	50,809	91.0%	5,056	9.0%	55,865

Figure 2

Police women, Canada, 1962-1994
(as a percentage of total police officers)**Femmes policières, Canada, 1962-1994**
(en tant que pourcentage du nombre total d'agents de police)

Since it takes several years to qualify for senior positions, of all female police officers in 1994, most (93%) were in the constable rank. Of the remaining women police officers, 6% were non-commissioned officers and less than one percent had attained officer status. The first woman chief of police was appointed in Guelph, Ontario in the fall of 1994. Male police officers were distributed as 67.9% constables, 27.3% non-commissioned officers and 4.8% as officers.

Comme il faut plusieurs années pour être admissible à un poste de niveau supérieur, la plupart des femmes policières (93 %) se trouvaient dans le grade d'agent. Parmi les autres femmes policières, 6 % étaient des sous-officiers et moins de 1 % avait accédé au grade d'officier. La première femme chef de police a été nommée à Guelph (Ontario) à l'automne de 1994. Les agents de police de sexe masculin se répartissaient de la façon suivante : 67,9 % des agents, 27,3 % des sous-officiers et 4,8 % des officiers.

When the total number of police officers across Canada are analyzed, the distribution by gender and rank changes slightly as indicated in Table 2.

Lorsque on analyse le nombre total d'agents de police partout au Canada, la répartition selon le sexe et le grade change légèrement, comme l'indique le tableau 2.

Table 2

Percentage of Police Officers by Rank and Gender, Canada, Selected Years, 1986 - 1994

Tableau 2

Pourcentage d'agents de police, selon le grade et le sexe, Canada, certaines années, 1986 - 1994

Year Année	Officers		Non-Commissioned Officers		Constables		Total Male	Total Female
	Officers		Sous-officiers		Agents		Total Hommes	Total Femmes
	Male	Female	Male	Female	Male	Female		
	Hommes	Femmes	Homme	Femmes	Hommes	Femmes		
1986	5.14	0.01	25.32	0.12	65.66	3.74	96.12	3.88
1988	4.80	0.01	25.46	0.21	64.66	4.87	94.92	5.08
1990	4.65	0.02	24.75	0.32	64.23	6.04	93.62	6.38
1992	4.68	0.04	25.29	0.41	62.52	7.07	92.48	7.52
1994	4.43	0.06	24.79	0.56	61.73	8.43	90.95	9.05

Distribution of Police Officers

In 1994 there were 523.5 people for each police officer, the highest ratio since 1972 and the third consecutive year of increase in this ratio (Table 6, Figure 3). The ratio of population to police officer provides a means of comparing changes in the number of police officers in relation to changes in the Canadian population.

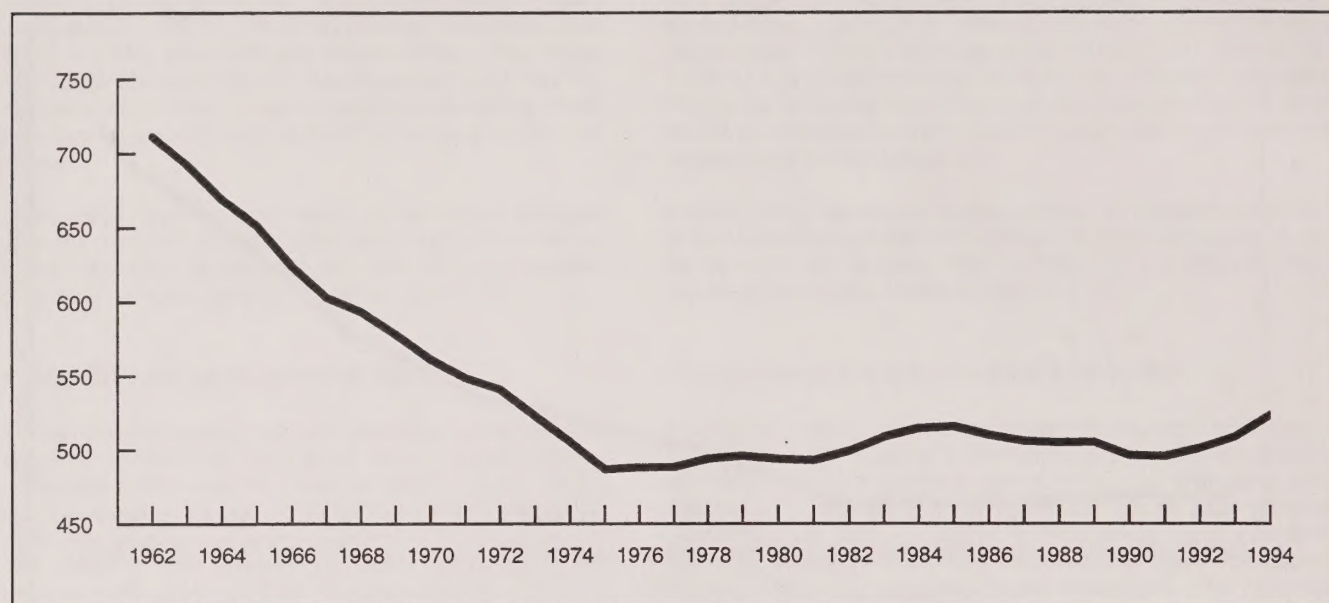
Répartition des agents de police

En 1994, il y avait 523,5 Canadiens pour un agent de police, soit le ratio le plus élevé depuis 1972 et la troisième année consécutive où il augmentait (tableau 6, figure 3). Le ratio habitants : d'agent de police permet de comparer les changements survenus dans le nombre d'agents de police par rapport aux changements qui se sont produits dans la population canadienne.

Figure 3

Population per officer, Canada, 1962-1994

Nombre d'habitants par agent de police, Canada,
1962-1994



Between 1992 and 1994, the ratio of population to police officer rose in all provinces and territories except Nova Scotia which decreased from 587:1 in 1992 to 581:1 in 1994 (-1.0%).

De 1992 à 1994, le ratio agent de police : habitants a augmenté dans toutes les provinces et les territoires, sauf en Nouvelle-Écosse où il a diminué de 587:1 en 1992 à 581:1 en 1994 (-1,0 %).

In 1994, Prince Edward Island (697:1) and Newfoundland (662:1) had the highest population to police officer ratios while the Yukon (266:1) and The Northwest Territories (275:1) had the lowest (Figure 4). Of the other provinces, Quebec had the lowest ratio (495:1) slightly less than that

En 1994, ce sont l'Île du Prince-Édouard (697:1) et Terre-Neuve (662:1) qui ont connu le rapport le plus élevé entre le nombre d'agents de police et d'habitants, tandis que le Yukon (266:1) et les Territoires du Nord-Ouest (275:1) enregistraient le plus faible (figure 4). Parmi les autres provinces, c'est le Québec qui avait

Figure 4

Population per police officer, Canada,
the provinces and territories, selected years,
1990-1994

Nombre d'habitants par agent de police, Canada,
provinces et territoires, certaines années, 1990-1994

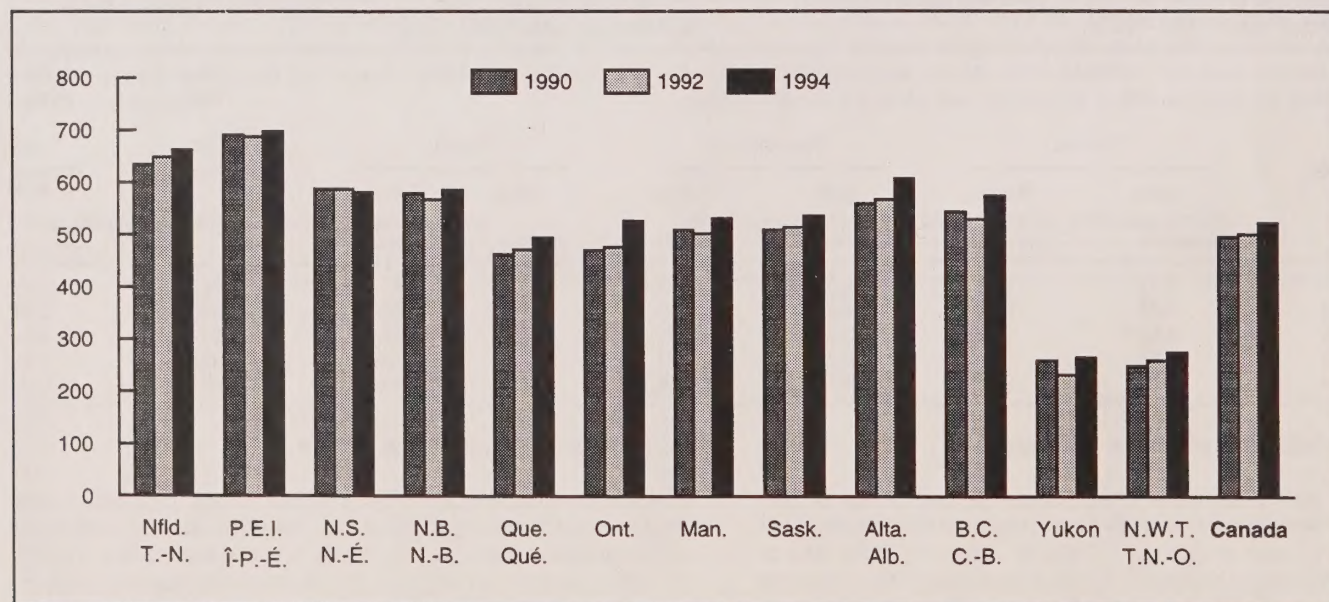
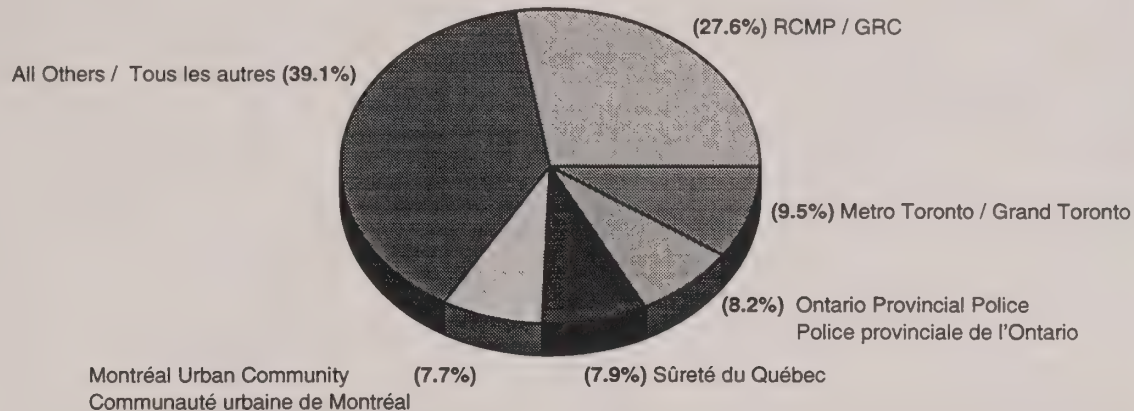


Figure 5

**Police officers, Canada's five largest forces,
1994****Agents de police, cinq corps policiers les plus
importants au Canada, 1994**

of Ontario (527:1), closely followed by Saskatchewan (536:1) and Manitoba (531:1). New Brunswick (585:1) and Nova Scotia (581:1) had police to population ratios similar to those in British Columbia (575:1) and Alberta (607:1).

The five largest police forces in Canada (Royal Canadian Mounted Police (RCMP), Metropolitan Toronto, Ontario Provincial Police (OPP), Sûreté du Québec, and the Montreal Urban Community) account for just over 60% of all police officers (Figure 5).

Table 3 compares the population per officer for the 33 forces policing cities with a population over 100,000. The five cities with ratios under 500 (the most police per capita) were Montreal (410:1), Halifax (431:1), Toronto (434:1), Vancouver (463:1) and Windsor (487:1). On the other extreme were five suburban municipalities with population to officer ratios over 800: Richmond (937:1) and Surrey (900:1) in B.C., Halton Regional (895:1), Nepean (855:1) and York Regional (814:1) in Ontario.

Police Officers by Level of Policing

Police officers providing municipal policing services (including RCMP and OPP municipal contracts) accounted for 62.4% (34,884) of all police officers in Canada. The 14,327 police officers providing provincial policing services (including RCMP provincial policing contracts) accounted for 25.6%. RCMP federal police officers accounted for 9.3%, (5,180 officers) and the 1,474 RCMP administrative and law enforcement service officers comprised the remaining 2.6% of police officers (Table 7).

le plus faible ratio (495:1), soit à peine inférieur à celui de l'Ontario (527:1), qui était suivie de près par la Saskatchewan (536:1) et le Manitoba (531:1). Les ratios enregistrés par le Nouveau-Brunswick (585:1) et la Nouvelle-Écosse (581:1) étaient semblables à ceux de la Colombie-Britannique (575:1) et de l'Alberta (607:1).

Les cinq corps policiers les plus importants au Canada, soit la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le Grand Toronto, la Police provinciale de l'Ontario (PPO), la Sûreté du Québec et la Communauté urbaine de Montréal, emploient un peu plus de 60 % de tous les agents de police du pays (figure 5).

Le tableau 3 présente le ratio habitants : agent de police pour les 33 villes canadiennes comptant plus de 100 000 habitants. Les cinq villes qui ont enregistré des ratios de moins de 500 (le plus d'agents de police par habitant) étaient Montréal (410:1), Halifax (431:1), Toronto (434:1), Vancouver (463:1) et Windsor (487:1). À l'autre extrême se retrouvaient les cinq municipalités suburbaines ayant des ratios habitants : agent de police de plus de 800 : Richmond (937:1) et Surrey (900:1) en C.-B., Halton Regional (895:1), Nepean (855:1) et York Regional (814:1) en Ontario.

Agents de police selon le niveau des services de police

Les policiers municipaux (y compris ceux qui étaient visés par les contrats de services de police municipaux de la GRC et de la PPO) représentaient 62,4 % (34 884) de tous les policiers au Canada. Les 14 327 policiers provinciaux (y compris ceux visés par les contrats de la GRC) comptaient pour 25,6 %. Les agents fédéraux de la GRC représentaient 9,3 % (5 180 agents), et les 1 474 agents de la GRC chargés des services administratifs et des services relatifs à l'application de la loi représentaient les 2,6 % restants (tableau 7).

Table 3

Tableau 3

Population per Officer, Cities over 100,000, Canada, 1994**Nombre d'habitants par agent, villes de plus de 100 000 habitants, Canada, 1994**

Police Force	Population	Number of Officers	Population per Officer
Corps policier	Population	Nombre d'agents	Nombre d'habitants par agent
Richmond, B.C.- C.-B.	137,800	147	937
Surrey, B.C.- C.-B.	278,100	309	900
Halton Regional Police, Ontario	328,200	367	895
Nepean, Ontario	112,800	132	855
York Regional Police, Ontario	553,500	680	814
Saanich, B.C.- C.-B.	104,300	132	790
Burnaby, B.C.- C.-B.	171,000	217	788
Gloucester, Ontario	106,500	137	777
Sudbury Regional Police, Ontario	164,800	214	770
Gatineau, Québec	117,200	153	766
Laval, Québec	331,300	434	763
Waterloo Regional, Ontario	392,000	515	761
London, Ontario	328,800	432	761
Niagara Regional Police, Ontario	402,300	544	740
Durham Regional Police, Ontario	423,400	588	720
Hamilton-Wentworth Regional Police, Ontario	456,800	648	705
Peel Regional Police, Ontario	759,500	1,084	701
Sherbrooke, Québec	100,400	147	683
Longueuil, Québec	134,400	200	672
Calgary, Alberta	744,700	1,150	648
St. John's, Nfld. - T.-N.	165,200	264	626
Québec, Québec	271,300	438	619
Saskatoon, Saskatchewan	188,000	313	601
Ottawa, Ontario	347,700	583	596
Edmonton, Alberta	633,700	1,089	582
Thunder Bay, Ontario	114,700	197	582
Regina, Saskatchewan	181,100	314	577
Winnipeg, Manitoba	619,200	1,078	574
Windsor, Ontario	195,400	401	487
Vancouver, B.C.- C.-B. ¹	503,900	1,089	463
Toronto, Ontario	2,307,400	5,311	434
Halifax, N.S.- N.-E.	116,500	270	431
Montréal, Québec	1,778,900	4,337	410

¹ Vancouver totals exclude the daily influx of persons into the municipality which is equal to, and often exceeds, the resident population. - Sont exclus des totaux pour Vancouver ceux qui se rendent chaque jour dans cette municipalité et qui sont aussi nombreux, voire plus nombreux, que les résidents permanents.

Criminal Code Incidents Per Police Officer**Nombre d'affaires reliées au Code criminel par agent de police**

The number of *Criminal Code* incidents (excluding traffic incidents) reported to police may be used as a partial indicator of police workload. Estimates indicate that between 20% and 25% of a police officer's time is spent investigating criminal incidents². The number of *Criminal Code* incidents per officer steadily increased from 20 in 1962 to a peak of 51.1 in 1991, despite a large increase in the number of officers between 1962 and 1975 (Figure 6).

Le nombre d'infractions au *Code criminel* (sauf celles touchant la circulation) qui sont signalées à la police peut servir d'indicateur partiel de la charge de travail des policiers. Les estimations indiquent qu'un policier consacre de 20 à 25 % de son temps aux enquêtes sur les affaires criminelles². Le nombre d'infractions au *Code criminel* par agent n'a pas cessé d'augmenter, passant de 20 en 1962 à un sommet de 51,1 en 1991, en dépit d'une forte augmentation du nombre d'agents entre 1962 et 1975 (figure 6).

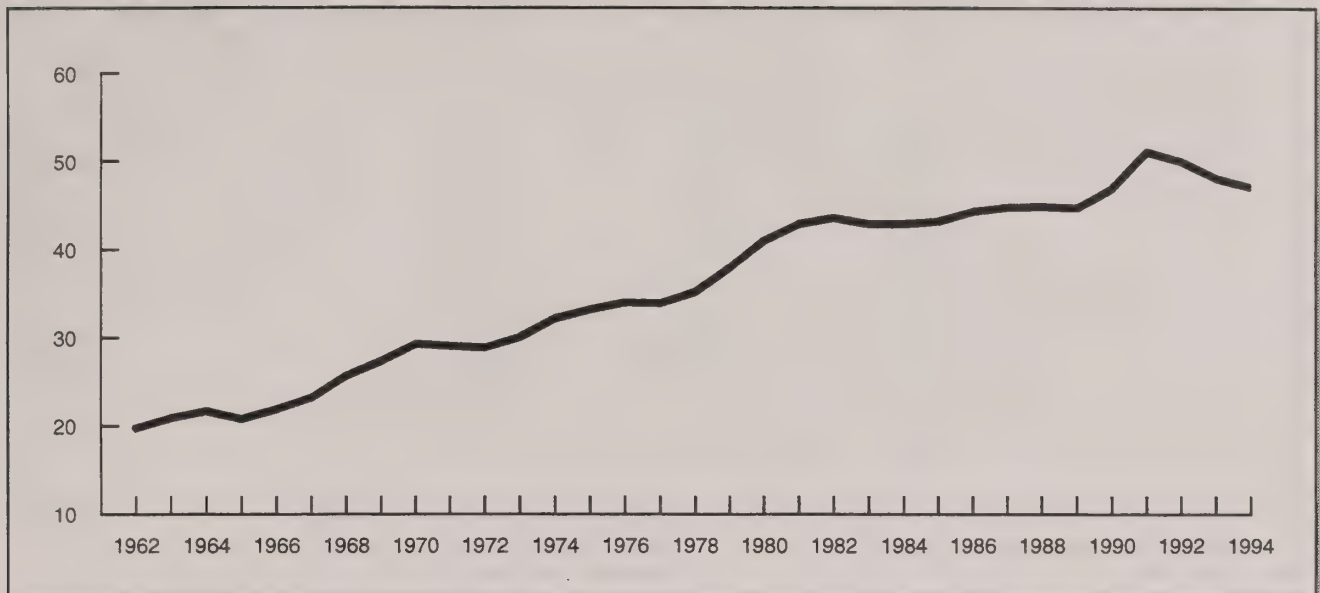
In 1994, the number of *Criminal Code* incidents reported to police and the number of *Criminal Code* incidents per officer fell for the third consecutive year. The 2.63 million *Criminal Code* incidents reported to police is 7.5% fewer than in 1992 and, combined with a 1.8% decline in the number police officers over the same period, resulted in a decline in the number of incidents per police officer from 50.0 in 1992 to 47.1 in 1994.

En 1994, le nombre d'infractions au *Code criminel* signalées à la police et le nombre d'infractions au *Code criminel* par agent ont diminué pour la troisième année consécutive. Les 2,63 millions d'infractions au *Code criminel* signalées à la police représentent une baisse de 7,5 % par rapport à 1992 qui, allée à la diminution de 1,8 % du nombre d'agents de police au cours de la même période, s'est traduite par une diminution du nombre d'affaires par agent, soit de 50,0 en 1992 à 47,1 en 1994.

² *The Police Function in Canada*. Edited by William McGrath and Michael Mitchell. Metheun: Agincourt, 1981, page 78.

² *The Police Function in Canada*. Ouvrage publié sous la direction de William McGrath et de Michael Mitchell. Metheun : Agincourt, 1981, page 78.

Figure 6

**Criminal Code incidents per officer,
Canada, 1962-1994****Nombre d'affaires reliées au Code criminel
par agent de police au Canada, 1962-1994**

Although the ratio of incidents per officer in 1994 (47.1) was almost two-and-one-half times higher than in 1962 (19.7), the overall clearance³ rate has remained relatively constant over the past thirty-two years: 37% in 1962 and 35% in 1994. This indicates that the police have managed to keep pace with the increasing portion of their workload involved in investigating *Criminal Code* incidents.

Civilian Personnel

For the purposes of this report "civilian" personnel refers to all police personnel including "special constables" who are not sworn police officers.

As with the number of police officers, civilian strength has decreased in each of the past two years by a total of 2.9% from 19,614 in 1992 to 19,037 in 1994.

The distribution of males and females in the civilian personnel category has shown considerable change since 1962. In 1962, females accounted for 44.6% of civilian personnel. By 1970, the number of females in the civilian personnel group surpassed the number of males and by 1994, two-thirds (67.5%) of civilian personnel were women (Figure 7, Table 4).

Même si le ratio d'affaires par agent en 1994 (47,1) était deux fois et demie plus élevé que celui enregistré en 1962 (19,7), le taux global d'affaires classées est demeuré relativement stable depuis les 32 dernières années : 37 % en 1962 et 35 % en 1994. Cela indique que la police a réussi à absorber la charge de travail de plus en plus lourde que représentent les enquêtes sur les infractions au *Code criminel*.

Personnel civil

Aux fins du présent rapport, le personnel «civil» s'entend de tout le personnel policier, y compris des «agents spéciaux» qui ne sont pas des agents de police assermentés.

À l'instar du nombre d'agents de police, l'effectif civil a diminué dans chacune des deux dernières années, soit de 2,9 % au total, passant de 19 614 en 1992 à 19 037 en 1994.

La répartition des hommes et des femmes dans la catégorie du personnel civil a beaucoup changé depuis 1962. En 1962, les femmes représentaient 44,6 % de ce personnel. En 1970, le nombre de femmes dans le groupe du personnel civil dépassait le nombre d'hommes, et en 1994 les deux tiers (67,5 %) du personnel civil étaient des femmes (figure 7, tableau 4).

³ The "clearance rate" represents the portion of "actual" incidents reported to police which are either "cleared by charge" or "cleared by other means". To clear an incident "by other means" indicates that there is sufficient evidence to lay an information (charge), but, for various reasons such as age of accused, death of an accused or complainant, or police discretion, the information is not laid.

³ Le «taux d'affaires classées» représente la portion d'affaires réelles signalées à la police qui sont «classées par suite d'inculpation» ou «classées pour d'autres raisons». Dans le cas d'une affaire classée «pour d'autres raisons», il existe suffisamment de preuves pour déposer une dénonciation (inculpation), mais la dénonciation n'est pas déposée pour diverses raisons telles que l'âge du contrevenant, le décès de l'accusé ou du plaignant ou le recours au pouvoir discrétionnaire de la police.

Table 4

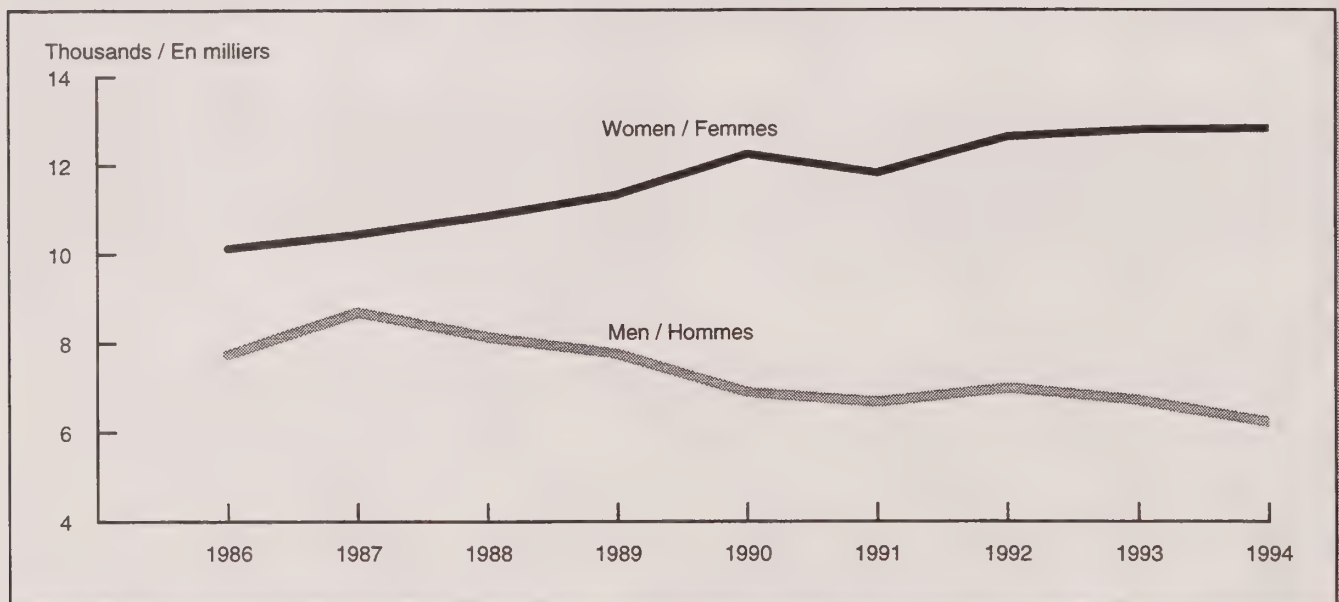
Tableau 4

Civilian Personnel By Gender, Canada, Selected Years

Personnel selon le sexe, Canada, certaines années

Year - Année	Male - Hommes		Female - Femmes		total
	Number	%	Number	%	
	Nombre		Nombre		
1962	3,160	55.4%	2,539	44.6%	5,699
1965	3,842	53.9%	3,291	46.1%	7,133
1970	4,929	49.6%	5,007	50.4%	9,936
1975	5,218	37.8%	8,577	62.2%	13,795
1980	6,140	37.4%	10,270	62.6%	16,410
1985	5,950	33.6%	11,752	66.4%	17,702
1990	7,077	36.6%	12,253	63.4%	19,330
1993	6,695	34.3%	12,800	65.7%	19,495
1994	6,196	32.5%	12,841	67.5%	19,037

Figure 7

Civilian personnel by gender,
Canada, 1986-1994Personnel civil selon le sexe,
Canada, 1986-1994

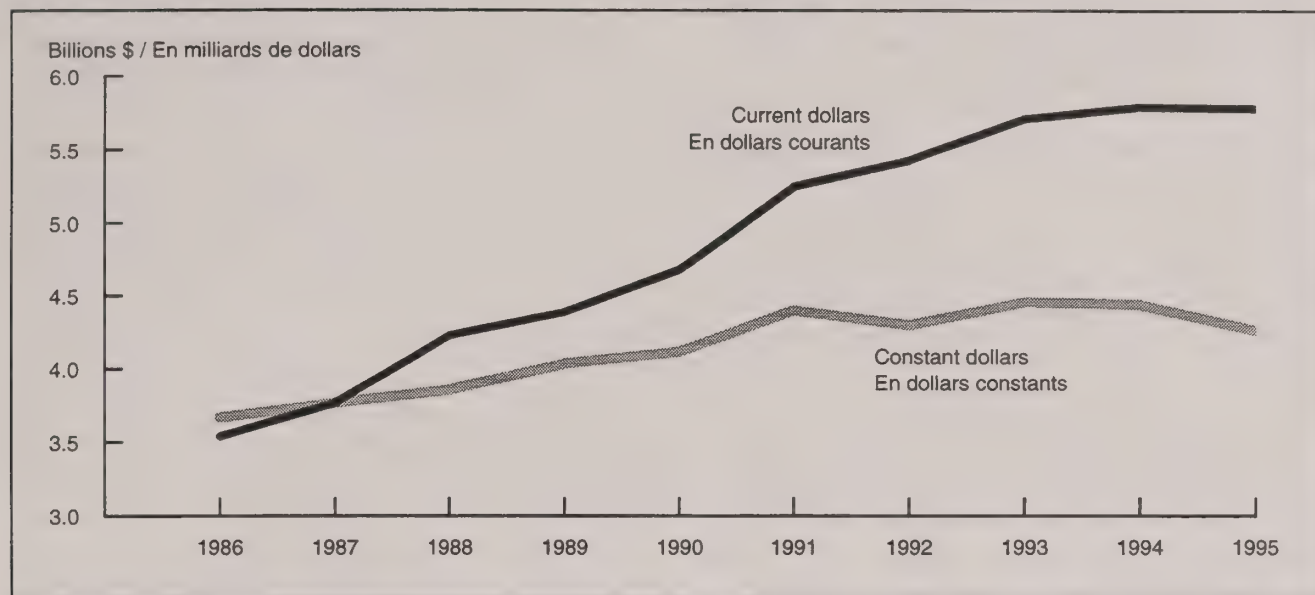
Policing Expenditures

Policing expenditures included in this report represent operating expenditures that are paid from police department budgets. Revenues, recoveries and capital expenditures (with the exception of motor vehicle leases and purchases) are excluded from the analysis. Due to variances in types of expenditures for which police departments are responsible, the figures provided may not always represent the complete cost of policing for a particular agency (See Methodology - Coverage).

Dépenses au chapitre des services de police

Les dépenses dont il est question dans le présent rapport représentent les dépenses d'exploitation payées à même les fonds prévus aux budgets des services de police. Les recettes, les recouvrements et les dépenses en immobilisations (sauf celles concernant l'achat ou la location de véhicules automobiles) ne sont pas inclus dans l'analyse. En raison des écarts entre les types de dépenses des services policiers, les chiffres fournis ne correspondent peut-être pas toujours au coût complet des services de police pour un corps policier particulier (voir «Méthodologie — Couverture»).

Figure 8

**Current and constant dollar spending on
policing, Canada, 1985/86 to 1994/95****Dépenses en dollars courantes et en dollars constants,
Canada, 1985-1986 à 1994-1995****Cost Of Policing, 1985/1986 - 1994/1995**

In 1994/1995, policing expenditures in Canada totalled \$5.78 billion. This was the first time since expenditure data have been collected that expenditures on policing decreased (-0.1%) (Figure 8, Table 5). After adjusting for inflation, policing expenditures last fiscal year decreased 0.3%.

Coût des services de police, de 1985-1986 à 1994-1995

En 1994-1995, les dépenses au chapitre des services de police au Canada ont totalisé 5,78 milliards de dollars. C'est la première fois depuis que l'on recueille des données sur les dépenses que celles-ci ont diminué (-0,1 %) (figure 8, tableau 5). Après ajustement en fonction de l'inflation, les dépenses relatives aux services de police ont diminué de 0,3 % au cours du dernier exercice financier.

Table 5

**Current and Constant Dollar Expenditures on Policing,
Canada, 1985/86 to 1994/95**

Tableau 5

**Dépenses totales au chapitre des services policiers en dollars
constants et en dollars courants, Canada, de 1985-1986 à 1994-1995**

Year Année	Current Dollars En dollars courants		Constant Dollars En dollars constants	
	(\$,000)	Year-to-Year % Change	(\$,000)	Year-to-Year % Change
	En milliers	Taux de variation d'une année à l'autre	En milliers	Taux de variation d'une année à l'autre
1985/1986	3,542,240	..	3,674,523	..
1986/1987	3,772,217	6.5%	3,772,217	2.7%
1987/1988	4,027,809	6.8%	3,858,055	2.3%
1988/1989	4,389,414	8.9%	4,041,818	4.8%
1989/1990	4,684,760	6.7%	4,109,439	1.7%
1990/1991	5,248,530	12.0%	4,392,075	6.9%
1991/1992	5,426,887	3.4%	4,300,227	-2.1%
1992/1993	5,716,833	5.3%	4,462,789	3.8%
1993/1994	5,788,065 ¹	1.2%	4,438,700	-0.5%
1994/1995	5,783,567	-0.1%	4,425,070	-0.3%

¹ Revised Figures. - Nombre rectifiés.

.. Figures unavailable. - Nombre indisponible.

From 1985/1986 to 1993/1994, the average annual increase in expenditures was 6.4%. After adjusting for inflation, policing expenditures increased an average of 2.4% during this period.

The \$5.78 billion spent in 1994/95 represents a cost of \$198 per Canadian, a slight decline from the 1992/93 and 1993/94 per capita costs of \$200 per Canadian.

Between 1985/86 and 1994/95, the distribution of the police dollar by expenditure type and among levels of policing has remained constant. Just over 80% of the police dollar continues to be spent on salaries. Municipal policing continues to account for 55.1% of policing expenditures, provincial policing 23.5%, federal policing 11.9%, and other RCMP costs accounting for the remaining 9.5% (Table 8).

Figure 9 compares per capita policing costs of municipal and provincial policing by province for 1994/1995 and two previous years. Only expenditures on municipal and provincial policing are included because the federal government is responsible for all federal policing and other RCMP expenditures. Per capita cost figures for the Yukon and Northwest Territories were excluded from the graph, as the sparse population results in per capita costs which were considerably higher than the rest of Canada. Further information on per capita costs is available from Table 8.

De 1985-1986 à 1993-1994, l'augmentation annuelle moyenne des dépenses s'est établie à 6,4 %. Après ajustement pour tenir compte de l'inflation, les dépenses au chapitre des services de police ont augmenté, en moyenne, de 2,4 % au cours de cette période.

Les dépenses de 5,78 milliards de dollars en 1994-1995 représentent un coût de 198 \$ par Canadien, soit une légère diminution par rapport au coût de 200 \$ par habitant en 1992-1993 et 1993-1994.

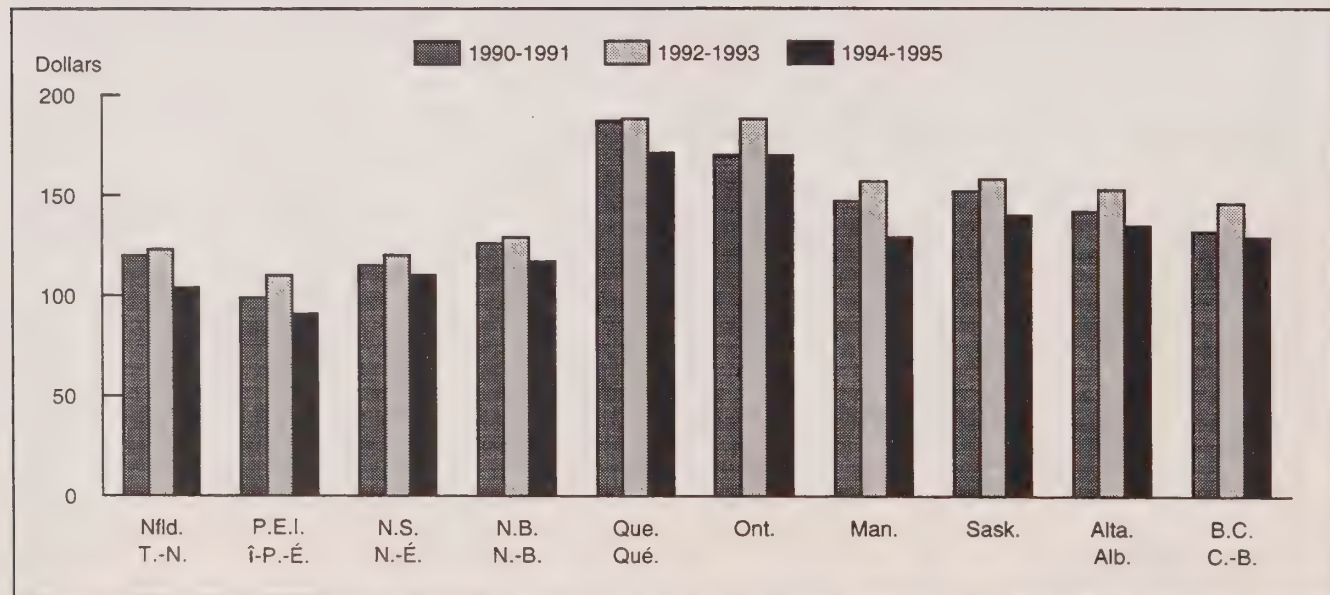
Entre 1985-1986 et 1994-1995, la répartition des dépenses selon les types de dépenses et entre les niveaux des services de police est demeurée stable. On continue de consacrer un peu plus de 80 % du budget aux salaires. Les services policiers municipaux continuent de représenter 55,1 % des dépenses des services de police, les services policiers provinciaux, 23,5 %, les services policiers fédéraux, 11,9 %, et d'autres coûts associés aux services assurés par la GRC représentent les derniers 9,5 % (tableau 8).

La figure 9 compare le coût par habitant des services de police municipaux et provinciaux pour 1994-1995. Seules les dépenses au chapitre des services policiers municipaux et provinciaux sont incluses parce que le gouvernement fédéral est responsable de l'ensemble des services policiers fédéraux et des autres dépenses liées à la GRC. Les coûts par habitant pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont été exclus du graphique, car la petite taille de la population se traduit par des coûts sensiblement plus élevés que ceux du reste du Canada. Le tableau 8 fournit d'autres données sur le coût par habitant.

Figure 9

Per capita spending on municipal and provincial policing, by province, selected years, 1990/91 – 1994/95

Dépenses par habitant au titre des services de police, municipaux et provinciaux, par province, certaines années, 1990-1991 – 1994-1995



The average per capita cost of municipal and provincial policing in the provinces during 1994/1995 was \$155, a decline from \$158 from the previous year. Quebec had the highest per capita costs (\$171), closely followed by Ontario (\$170), while Prince Edward Island (\$91) and Newfoundland (\$104) had the lowest (Table 8). Since expenditure data have been collected, this pattern has been consistent.

Municipal Policing Expenditures

Municipalities have two options when providing municipal policing services: forming an independent police force or entering into an agreement with another police agency (another independent municipal police force or the provincial police force) to meet the policing needs of the community. In 1994, there were 578 municipal police forces in Canada, 364 "independent" forces, 13 OPP contract forces, and 201 RCMP contract forces. In total, municipal policing accounted for 62.4% of all police officers and 55.1% of all policing expenditures. The Yukon, Northwest Territories, and Newfoundland were the only areas in Canada without municipal police forces.

Municipal policing in Newfoundland is managed differently than in other provinces. The Royal Newfoundland Constabulary, which is a provincial police force, only provides policing to the three largest municipalities: St. John's, Corner Brook, and Labrador City, with the costs paid by the provincial government. Because of this arrangement, policing costs for these municipalities are included under provincial policing costs.

The 364 independent municipal police forces employed 31,227 officers, or 90% of municipal police officers in Canada, and accounted for 92% of the total municipal policing expenditures.

The RCMP employed 3,430 officers under contract in 201 municipalities in all provinces except Newfoundland, Quebec and Ontario. RCMP municipal policing contract charges are based upon the size of the municipality. During the 1994/1995 fiscal year, policing contracts in municipalities with a population of under 15,000 were billed 70% of the cost of the contract, while municipalities over 15,000 were billed 90% of the contract cost. This costing formula takes into consideration the costs of providing federal and other RCMP policing duties while also performing municipal policing duties. Table 9 provides details on RCMP municipal policing expenditures separated by the amount paid by the municipality and the portion of the contract costs not billed to the municipality.

Excluding "integrated" municipal and provincial Ontario Provincial Police (OPP) detachments, 13 Ontario municipalities contracted with the OPP for a total of 227 officers to provide municipal policing services.

Le coût moyen par habitant des services de police municipaux et provinciaux dans les provinces en 1994-1995 était de 155 \$, une baisse par rapport au montant de 158 \$ l'année précédente. C'est le Québec qui avait le coût par habitant le plus élevé (171 \$), suivi de près par l'Ontario (170 \$), tandis que l'Île-du-Prince-Édouard (91 \$), et Terre-Neuve (104 \$) ont connu le plus faible (Tableau 8). Cette tendance se maintient depuis le début de la collecte des données sur les dépenses ont été recueillies pour la première fois.

Dépenses relatives aux services de police municipaux

Deux options s'offrent aux municipalités souhaitant offrir des services policiers municipaux : former un corps de police indépendant ou conclure un contrat avec un autre corps de police (un autre corps policier municipal ou les services policiers provinciaux) afin de répondre aux besoins de la collectivité à ce chapitre. En 1994, on comptait 578 corps policiers municipaux au Canada, dont 364 «corps indépendants», 13 contrats de services policiers avec la PPO et 201 contrats de services policiers avec la GRC. Au total, les services policiers municipaux comptaient 62,4 % de tous les agents de police et représentaient 55,1 % de l'ensemble des dépenses au chapitre des services de police. Le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, et Terre-Neuve étaient les seules régions du Canada à ne pas avoir de corps policier municipal.

Les services policiers municipaux à Terre-Neuve sont gérés différemment que dans les autres provinces. La Royal Newfoundland Constabulary, corps policier provincial, offre seulement des services aux plus grandes municipalités, soit St. John's, Corner Brook et Labrador City, dont les coûts sont assumés par le gouvernement provincial. Aux termes de cette entente, les coûts des services de police assurés à ces municipalités sont inclus dans les coûts des services policiers provinciaux.

Les 364 corps de police municipaux indépendants comptaient 31 227 agents, ou 90 % de tous les policiers municipaux du Canada, et représentaient 92 % du total des dépenses au chapitre des services de police municipaux.

La GRC employait 3 430 agents à contrat dans les 201 municipalités de toutes les provinces, sauf Terre-Neuve, Québec et Ontario. La répartition des frais des services policiers municipaux assurés à contrat par la GRC est fonction de la taille de la municipalité. Au cours de l'exercice 1994-1995, les municipalités de moins de 15 000 habitants assumaient 70 % des coûts des services policiers municipaux, tandis que les municipalités de plus de 15 000 habitants en assumaient 90 %. Cette formule de répartition des coûts tient compte des coûts associés aux services policiers fédéraux et autres services liés au maintien de l'ordre assurés par la GRC, qui viennent s'ajouter aux services policiers municipaux. Le tableau 9 fournit des détails sur les dépenses au chapitre des services policiers municipaux assurés par la GRC; il présente la part assumée par la municipalité, ainsi que la part des coûts des contrats qui ne lui est pas facturée.

À l'exception des détachements «intégrés» assurant les services policiers municipaux et provinciaux de la Police provinciale de l'Ontario (PPO), 13 municipalités ontariennes ont conclu un contrat de services avec la PPO, pour un total de 227 agents chargés de fournir des services policiers municipaux.

Provincial Policing Expenditures

Provincial policing accounted for almost one-quarter (23.5%) of policing costs, with RCMP contract provincial policing accounting for 34.2% of these expenditures. The three independent provincial police forces, (Royal Newfoundland Constabulary, Sûreté du Québec and Ontario Provincial Police) accounted for the remaining 65.8%.

The RCMP provide provincial policing services under contract to eight provinces (Ontario and Quebec are the only provinces without RCMP provincial policing) and the Yukon and Northwest Territories. In the provinces and territories where the RCMP are contracted to provide provincial level policing, the provinces are billed 70% of the total contract costs. As with municipal policing, this costing formula takes into consideration the costs of providing federal and other RCMP policing duties while also performing provincial policing duties. Table 10 provides information on the portion of the provincial policing contracts which are charged to the provinces.

Newfoundland maintains two provincial police agencies. As mentioned above, the Royal Newfoundland Constabulary provides policing to the three largest municipalities. The Royal Canadian Mounted Police, under contract with the province, provides policing to the remaining municipalities and the rural areas.

Federal Policing Expenditures

In 1994/1995, expenditures on federal policing totalled \$688.7 million which included \$129.8 million as the portion of contract policing which is considered federal policing. The RCMP has responsibility in all provinces and territories for enforcement of Federal Statutes, Executive Orders, providing protective services, and airport policing.

Other RCMP Policing

RCMP administration, training, divisional and headquarters responsibilities accounted for an additional \$551.9 million. These responsibilities include services such as forensic laboratory services; the Canadian Police College which provides training and research for all domestic and foreign police forces; and informatics support for management and operation of CPIC, an automated national computer information system which is available to all police forces; and telecommunications services for data and radio transmissions to ensure all detachments receive current information.

Policing Responsibilities

Policing in Canada is the responsibility of all three levels of government: federal, provincial/territorial and municipal. The federal government, through the RCMP, is responsible for enforcement of federal statutes and executive orders in each province and territory, and for providing services

Dépenses relatives aux services de police provinciaux

Les services de police provinciaux ont compté pour près d'un quart (23,5 %) du total des dépenses, dont 34,2 % allaient aux contrats de services policiers provinciaux assurés par la GRC. Les trois corps policiers indépendants, soit la Royal Newfoundland Constabulary, la Sûreté du Québec et la Police provinciale de l'Ontario, représentaient les 65,8 % restants.

La GRC a conclu des contrats de services policiers provinciaux avec huit provinces (l'Ontario et le Québec sont les seules provinces à ne pas avoir ce genre de contrat avec la GRC) ainsi qu'avec le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Dans les provinces et les territoires où la GRC assure des services policiers provinciaux à contrat, les provinces assument 70 % du total des coûts. Comme dans le cas des services policiers municipaux, cette formule de partage des coûts tient compte des coûts associés aux services policiers fédéraux et autres services liés au maintien de l'ordre assurés par la GRC, qui viennent s'ajouter aux services policiers provinciaux. Le tableau 10 donne de l'information sur la part des contrats de services policiers provinciaux qui est imputable à la province.

Terre-Neuve compte deux services de police provinciaux. Comme il est mentionné ci-dessus, la Royal Newfoundland Constabulary est un corps policier provincial qui offre des services aux trois plus grandes municipalités. La Gendarmerie royale canadienne assure, en vertu d'un contrat avec la province, des services de police aux autres municipalités et aux régions rurales.

Dépenses relatives aux services de police fédéraux

En 1994-1995, les dépenses engagées au chapitre des services policiers fédéraux ont totalisé 688,7 millions de dollars, ce qui comprend une somme de 129,8 millions pour la part des services à contrat considérés comme des services policiers fédéraux. La GRC est chargée de l'application des lois fédérales et des directives de l'Exécutif dans l'ensemble des provinces et territoires, ainsi que de la prestation de services de protection et de services de sécurité aéroportuaire.

Autres services de police assurés par la GRC

Les responsabilités assumées par la GRC sur les plans de l'administration et de la formation de même que dans les divisions et à la Direction générale ont occasionné des dépenses de l'ordre de 551,9 millions de dollars. Ces responsabilités comprennent des services comme les laboratoires judiciaires, le Collège canadien de police qui offre à tous les corps policiers, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, une formation et des services de recherche, un soutien informatique aux fins de la gestion et de l'exploitation du CIPC (base de données nationale informatisée à laquelle ont accès tous les corps policiers), de même que des services de télécommunications pour la transmission radio et la transmission de données, qui permettent de garantir que tous les détachements reçoivent de l'information à jour.

Responsabilités policières

Les services de police au Canada relèvent de trois ordres de gouvernement : fédéral, provincial et municipal. Le gouvernement fédéral, par l'entremise de la GRC, est chargé de l'application des lois fédérales et des directives de l'Exécutif dans l'ensemble des provinces et des territoires, ainsi que de la prestation de

such as forensic laboratories, identification services, the Canadian Police Information Centre (CPIC), and the Canadian Police College.

Each province assumes responsibility for its own municipal and provincial policing. Provincial policing involves enforcement of the *Criminal Code* and provincial statutes within areas of a province not served by a municipal police force. In some cases, there may be an overlapping of policing boundaries. Provincial police perform traffic duties on major provincial thoroughfares which pass through municipal jurisdictions. Only Ontario (Ontario Provincial Police), Quebec (Sûreté du Québec), and Newfoundland (Royal Newfoundland Constabulary) maintain their own provincial forces. For the remaining provinces/territories, this level of policing is provided by the RCMP under contract.

Provincial legislation can require that urban areas, upon reaching a minimum population of between 500 and 5,000 (depending upon the province), maintain their own municipal police force. Municipal policing can be provided either by an independent police force or through contract with the provincial police force or another municipal police force. Municipal policing consists of enforcement of the *Criminal Code*, provincial statutes, and municipal by-laws within the boundaries of a municipality or several adjoining municipalities which comprise a region (Durham Regional Police), or a metropolitan area (Montreal Urban Community).

Methodology - Coverage

This report is based upon data collected through the "Police Administration Statistics Annual Survey" conducted by the Canadian Centre for Justice Statistics. This survey is the primary mechanism for the collection of national statistics from municipal, provincial and federal police forces. More information is collected than is presented in this report and can be provided for special reports or individual requests.

The survey was revised in 1986 to collect police department expenditures as well as more detailed information on police personnel and functions. As both the old and revised surveys were run simultaneously in 1986, it was possible to examine the effects of the revised survey. An analysis of the data revealed that there were some minor differences in the distribution of police personnel between the two surveys. In order to correct these methodological differences, the data presented in Table 6 prior to 1986 have been adjusted at the national level.

All public municipal and provincial police forces and the Royal Canadian Mounted Police are included in the report. The following federal policing agencies are excluded: the Canadian Security Intelligence Service, Ports Canada, Canadian National Railway and military police. Federal and provincial government departments deploying personnel to enforce specific statutes in the areas of income tax, customs and excise, immigration, fisheries and wildlife are also excluded. Private security guards and investigators continue to be beyond the scope of this report.

services comme les laboratoires judiciaires, les services d'identité judiciaire, le Centre d'information de la police canadienne (CIPC) et le Collège canadien de police.

Chaque province est responsable de ses services de police municipaux et provinciaux. Les corps policiers provinciaux sont chargés de l'application du *Code criminel* et des lois provinciales dans les régions d'une province non desservies par un service de police municipal. Dans certains cas, les limites des territoires peuvent se recouper étant donné que les corps de police provinciaux exercent des fonctions liées à l'application des règlements de la circulation sur les principales routes provinciales qui traversent des municipalités. L'Ontario (Police provinciale de l'Ontario), le Québec (Sûreté du Québec) et Terre-Neuve (Royal Newfoundland Constabulary) sont les seules provinces qui ont un corps policier provincial. Quant aux autres provinces et territoires, les services policiers provinciaux sont assurés à contrat par la GRC.

Les villes et les villages peuvent être tenus par la loi d'avoir leur propre corps policier municipal une fois que leur population atteint une limite minimum qui se situe entre 500 et 5 000 habitants, selon la province. Les services policiers municipaux peuvent être assurés par un corps policier indépendant, ou à contrat par le corps policier provincial ou un autre corps policier municipal. Les services policiers municipaux sont chargés de l'application du *Code criminel*, des lois provinciales et des règlements municipaux à l'intérieur des limites d'une municipalité ou de plusieurs municipalités voisines qui forment une région (p. ex., Durham Regional Police Force) ou une zone métropolitaine (p. ex., les services de police de la Communauté urbaine de Montréal).

Méthodologie - Couverture

Le présent rapport est fondé sur les données recueillies dans le cadre de l'Enquête annuelle de la statistique de l'administration de la police, qui est réalisée par le Centre canadien de la statistique juridique. Cette enquête est le principal outil de collecte de renseignements auprès de tous les corps de police municipaux, provinciaux et fédéraux à l'échelle nationale. D'autres renseignements ne figurant pas dans le rapport sont disponibles et peuvent être fournis pour l'établissement de rapports spéciaux ou en réponse à des demandes individuelles.

L'enquête a été révisée en 1986 en vue de recueillir des données sur les dépenses relatives aux services de police ainsi que des renseignements plus détaillés sur l'effectif policier et le fonctionnement des services de police. Comme l'ancienne enquête et la nouvelle ont été menées simultanément en 1986, on a pu examiner les effets du passage de l'une à l'autre. Une analyse des données a révélé de légères différences entre les deux enquêtes sur le plan de la répartition de l'effectif policier. Pour corriger ces différences, les données antérieures à 1986 qui figurent dans le tableau 6 ont été ajustées au niveau national.

Tous les corps policiers municipaux et provinciaux ainsi que la Gendarmerie royale du Canada sont inclus. Sont exclus les services de police fédéraux suivants : le Service canadien du renseignement de sécurité, Ports Canada, le Canadien National et la Police militaire. Les ministères fédéraux et provinciaux qui sont chargés d'appliquer certaines lois dans les domaines de l'impôt sur le revenu, des douanes et de l'accise, de l'immigration, des pêches et de la protection de la faune sont aussi exclus. Le sont également les gardiens de sécurité et les enquêteurs du secteur privé.

National and provincial population figures are from the Demography Division of Statistics Canada and represent postcensal or intercensal estimates. Municipal population figures are from the Quickstat database at CCJS and are derived from official census figures. Population data are regularly updated and, as such, rates published in this report may differ slightly from rates published in earlier reports.

As the provinces are responsible for the delivery of municipal and provincial policing services, RCMP federal policing expenditures are excluded in the calculation of provincial per capita costs (Table 8). In provinces with RCMP municipal and/or provincial policing contracts, the federal share of the policing contracts has also been excluded in the per capita cost calculation.

A major concern regarding data from this survey pertains to the scope of the expenditure data and precisely what can be considered comparable among forces. Any comparisons among forces should be done with caution as only those expenditures paid from a police department's budget are reflected in this report. As an example, for some forces and not others, accommodation costs, support and maintenance costs or costs associated with by-law enforcement and court security are paid for by the municipality rather than by the police department. Similarly, RCMP municipal contract expenditures do not include the cost of municipal employees provided at no charge to the RCMP by the municipality.

Les données sur la population nationale et provinciale, qui ont été fournies par la Division de la démographie à Statistique Canada, représentent des estimations post censitaires et inter censitaires. Les données sur la population municipale proviennent de la base de données Quickstat du CCSJ et sont fondées sur des chiffres provenant de recensements officiels. Les données sur la population sont mises à jour régulièrement et, de ce fait, les taux publiés dans le présent rapport peuvent diverger légèrement des taux publiés dans des rapports antérieurs.

Comme les provinces sont chargées de la prestation des services de police municipaux et provinciaux, les dépenses au chapitre des services de police fédéraux assurés par la GRC ne sont pas incluses dans le calcul du coût par habitant des services provinciaux (Tableau 8). De même, dans les provinces ayant conclu des contrats de services de police municipaux et provinciaux avec la GRC, la part fédérale n'a pas été incluse dans le calcul du coût par habitant.

L'une des principales préoccupations concernant les données de cette enquête a trait à la nature des renseignements sur les dépenses et aux éléments précis qui peuvent être comparés entre les services policiers. Toute comparaison entre les corps policiers doit être faite avec prudence, puisque seules les données sur les frais acquittés à même les fonds prévus au budget des corps policiers figurent dans le présent rapport. Par exemple, dans certains corps policiers et non dans d'autres, les frais d'hébergement, d'entretien et de soutien, ou les frais liés à l'application des règlements municipaux et aux services de sécurité dans les tribunaux, sont assumés par la municipalité plutôt que par le corps policier. De même, les dépenses au chapitre des services de police municipaux assurés à contrat par la GRC ne comprennent pas les coûts liés aux employés municipaux que les municipalités fournissent sans frais à la GRC.

Table 6

Tableau 6

**Trends in Police Personnel¹ and Expenditures, Canada,
1962-1994****Tendances au chapitre du personnel policier¹ et dépenses policières,
Canada, 1962-1994**

Year	Population ²	Police Officers	Civilian Personnel	Total Personnel	Police: Civilian Ratio	Population per Police Officer	Actual Criminal Code Incidents ³	Incidents Per Officer	Total Expenditures	Per Capita Cost
Année	Population ²	Agents de police	Civils	Total Personnel	Ratio police: employé civil	Nombre d'habitants par agent de police	Infractions réelles au Code criminel ³	Infractions par agent de police	Dépenses totales	Coût par habitant
	000's								\$000's	\$
1962	18,583.0	26,129	5,699	31,828	4.58	711.2	514,986	19.7	...	...
1963	18,931.0	27,333	5,935	33,268	4.61	692.6	572,105	20.9	...	...
1964	19,291.0	28,823	6,655	35,478	4.33	669.3	626,038	21.7	...	...
1965	19,644.0	30,146	7,133	37,279	4.23	651.6	628,418	20.8	...	...
1966	20,014.9	32,086	7,583	39,669	4.23	623.8	702,809	21.9	...	...
1967	20,378.0	33,792	8,018	41,810	4.21	603.0	784,568	23.2	...	...
1968	20,701.0	34,887	8,351	43,238	4.18	593.4	897,530	25.7	...	...
1969	21,001.0	36,342	8,963	45,305	4.05	577.9	994,790	27.4	...	...
1970	21,297.0	37,949	9,936	47,885	3.82	561.2	1,110,066	29.3	...	...
1971	22,026.4	40,148	10,597	50,745	3.79	548.6	1,166,458	29.1	...	...
1972	22,284.5	41,214	11,762	52,976	3.50	540.7	1,189,805	28.9	...	...
1973	22,559.5	43,142	12,297	55,439	3.51	522.9	1,298,551	30.1	...	...
1974	22,874.7	45,276	12,085	57,361	3.75	505.2	1,456,885	32.2	...	...
1975	23,209.2	47,713	13,794	61,507	3.46	486.4	1,585,805	33.2	...	...
1976	23,517.5	48,213	14,377	62,590	3.35	487.8	1,637,704	34.0	...	...
1977	23,796.4	48,764	15,231	63,995	3.20	488.0	1,654,020	33.9	...	...
1978	24,036.3	48,705	15,749	64,444	3.09	493.5	1,714,297	35.2	...	...
1979	24,276.9	48,990	15,001	63,991	3.27	495.6	1,855,271	37.9	...	...
1980	24,593.3	49,841	16,410	66,251	3.04	493.4	2,045,399	41.0	...	...
1981	24,900.0	50,563	16,999	67,562	2.97	492.5	2,168,201	42.9	...	...
1982	25,201.9	50,539	17,738	68,277	2.85	498.7	2,203,668	43.6	...	...
1983	25,456.3	50,081	17,342	67,423	2.89	508.3	2,148,633	42.9	...	...
1984	25,701.8	50,010	17,503	67,513	2.86	513.9	2,147,697	42.9	...	...
1985	25,941.6	50,351	17,702	68,053	2.84	515.2	2,174,175	43.2	3,542,240	137
1986	26,203.8	51,425	17,855	69,280	2.88	509.6	2,277,749	44.3	3,772,217	144
1987	26,549.7	52,510	19,140	71,650	2.74	505.6	2,352,403	44.8	4,027,809	152
1988	26,894.8	53,312	18,985	72,297	2.81	504.5	2,392,419	44.9	4,389,414	163
1989	27,379.3	54,233	19,099	73,332	2.84	504.8	2,425,936	44.7	4,684,760	171
1990	27,790.6	56,034	19,330	75,364	2.90	496.0	2,627,193	46.9	5,248,530	189
1991	28,120.1	56,774	18,997	75,771	2.99	495.3	2,898,988	51.1	5,426,887	193
1992	28,542.2	56,991	19,614	76,605	2.91	500.8	2,847,981	50.0	5,716,833	200
1993	28,940.6	56,901 ¹	19,495	76,396	2.92	508.6	2,735,626	48.1	5,788,065 ¹	200
1994	29,248.1	55,865 ¹	19,037	74,902	2.93	523.5	2,632,830	47.1	5,783,567	198

¹ A new survey was implemented in 1986. To maintain historical continuity, figures previous to 1986 have been adjusted. - Un nouveau questionnaire a été adopté en 1986. Pour maintenir une continuité historique, les chiffres d'avant 1986 ont été ajustés.

² 1962 - 1980: Final intercensal estimates. - Estimations intercensitaires définitives.

1981 - 1990: Revised intercensal estimates. - Estimations intercensitaires révisées.

1991 - 1992: Final postcensal estimates. - Estimations postcensitaires définitives.

1993: Updated postcensal estimates. - Estimations postcensitaires mises à jour.

1994 - Preliminary postcensal estimates. - Estimations postcensitaires provisoires.

³ Excludes Criminal Code traffic incidents. Source: Uniform Crime Reporting Program, Canadian Centre for Justice Statistics. - Exclut les infractions au code criminel à la circulation. Source: Programme de la déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique.

¹ Revised Figures. - Nombre rectifiés.

... Figures not applicable. - N'ayant pas lieu de figurer.

Table 7

Tableau 7

Police Officers¹ by level of Policing, 1994Agents de police¹ selon les niveaux des forces de l'ordre, 1994

Province/ Territory	Independent (non-RCMP)			RCMP/GRC ²					Total Police Officers	% change 1993-1994	Population Per Police Officer
	Population ³	Municipal	Provincial	Municipal	Provincial ⁴	Federal	Other ⁵	Total			
Province/ Territoire	Population ³	Municipal	Provincial	Municipal	Provincial ⁴	Fédéral	Autre ⁵	Total	Total Agents de police	Taux de variation 1993-1994	Nombre d'habitants par agent de police
	000's										
Nfld. - T.-N. ⁶	582.4	...	329	...	425	96	30	551	880	0.7%	662
P.E.I. - Î.-P.É.	134.5	64	...	11	89	17	12	129	193	0.0%	697
N.S. - N.-É.	936.7	768	...	61	592	148	42	843	1,611	0.5%	581
N.B. - N.-B.	759.3	671	...	75	403	102	46	626	1,297	0.4%	585
Que. - QC ⁷	7,281.1	9,097	4,443	...	...	1,100	72	1,172	14,712	-0.3%	495
Ont. ⁸	10,927.8	14,461	4,346	...	...	1,826	109	1,935	20,742	-1.6%	527
Man.	1,131.1	1,182	...	169	526	200	53	948	2,130	-1.3%	531
Sask. ⁹	1,016.2	803	...	193	709	144	47	1,093	1,896	-1.6%	536
Alta. - Alb.	2,716.2	2,485	...	636	876	399	76	1,987	4,472	-2.2%	607
B.C. - C.-B.	3,668.4	1,923	...	2,285	1,310	731	134	4,460	6,383	1.1%	575
Yukon	30.1	...	...	...	78	22	13	113	113	-7.4%	266
N.W.T. - T.N.-O.	64.3	...	...	...	201	14	19	234	234	-1.7%	275
RCMP 'HQ' and training academy - Division 'DG' et école de la G.R.C.	...	...	...	...	...	381	821	1,202	1,202	-32.1%	...
Canada	29,248.1	31,454	9,118	3,430	5,209	5,180	1,474	15,293	55,865	-1.8%	524

¹ Represents actual police officer strength as of 30 September 1994. - Il s'agit des effectifs policiers réels au 30 septembre 1994.² Excludes 100 officers on special leave and 49 cadets at the RCMP training academy. - Sont exclus 100 agents en congé spécial et 49 cadets de l'École de la GRC.³ Preliminary postcensal estimates, Demography Division, Statistics Canada. - Estimations postcensitaires provisoires, Division de la démographie, Statistique Canada.⁴ Provincial RCMP officer totals will not match the RCMP provincial contract strengths which may include special constables and civilians. - Le total des agents de police provinciaux de la GRC ne correspondra pas aux effectifs des contrats provinciaux de la GRC puisqu'il peut inclure des agents spéciaux et des civils.⁵ Includes Canadian Police Services and Departmental and Divisional administration. - Comprend la prestation de services de police au Canada et l'administration du ministère et des divisions.⁶ The Royal Newfoundland Constabulary shares provincial policing duties with the RCMP. - La Royal Newfoundland Constabulary partage avec la GRC la prestation des services de police provinciaux à Terre-Neuve.⁷ The Sûreté du Québec provides all provincial policing services in Quebec. - La Sûreté du Québec assure tous les services de police provinciaux au Québec.⁸ Excludes personnel from RCMP 'HQ'. - Exclut le personnel de la DG de la GRC.⁹ The Ontario Provincial Police provide all provincial policing services in Ontario and deploys 227 officers to provide municipal policing under contract. - La Police provinciale de l'Ontario assure tous les services de police provinciaux en Ontario et utilise 227 agents à contrat.⁵ Excludes personnel from RCMP Training Academy. - Exclut le personnel de l'École de la GRC.

... Figures not applicable. - N'ayant pas lieu de figurer.

Table 8

Tableau 8

Total Expenditures¹ on Policing, 1994/1995Dépenses totales¹ consacrées aux services de police, 1994/1995

Province/ Territory	Population ²	Municipal and Provincial Policing				Federal & Other RCMP Policing Costs			Total Expen- ditures
		Services de police municipaux et provinciaux				Dépenses fédérale et autre de la GRC			Total des dépenses
		Municipal ³	Provincial ³	Total	Per Capita Cost	Federal Portion of Contracts ⁴	Federal Policing Costs	Other RCMP Expen- ditures ⁵	
Province/ Territoire	Population ²	Municipal ³	Provincial ³	Total	Coût par habitant	Part fédérale des contrats ⁴	Services de police fédéraux	Autres dépenses de la GRC ⁵	
	000's	\$000's	\$000's	\$000's	\$	\$000's	\$000's	\$000's	\$000's
Nfld. - T.-N. ⁶	582.4	...	60,288	60,288	104	8,335	11,729	7,088	87,440
P.E.I. - Î.-P.-É.	134.5	5,274	6,950	12,224	91	1,484	1,601	2,252	17,561
N.S. - N.-É.	936.7	57,429	45,603	103,033	110	10,172	15,654	10,417	139,276
N.B. - N.-B.	759.3	57,114	32,027	89,142	117	7,010	11,959	9,398	117,508
Que. - QC	7,281.1	831,048	414,747	1,245,795	171	...	106,201	21,309	1,373,305
Ont. ⁷	10,927.8	1,400,308	456,822	1,857,130	170	...	187,263	76,661	2,121,054
Man.	1,131.1	108,857	48,381	157,238	139	12,533	17,638	12,015	199,424
Sask. ⁸	1,016.2	81,634	60,745	142,379	140	14,007	13,900	11,574	181,861
Alta. - Alb.	2,716.2	287,977	78,453	366,430	135	21,709	38,326	19,285	445,750
B.C. - C.-B.	3,668.4	356,583	115,605	471,746	129	45,264	79,193	33,099	629,742
Yukon	30.1	...	9,978	9,978	332	1,652	2,815	2,956	17,401
N.W.T. - T.N.-O.	64.3	...	27,170	27,170	423	7,638	2,300	4,115	41,224
RCMP 'HQ' and Training Academy - Division 'DG' et école de la GRC	...	...	...	...	...	...	70,337	341,684	412,021
Canada	29,248.1	3,186,225	1,356,770	4,542,995	155	129,802	558,916	551,854	5,783,567

¹ Expenditure figures represent gross operating expenditures and include costs that are paid from police department budgets; revenues and recoveries are excluded. Also excluded are capital expenditures with the exception of motor vehicle purchases. - Les chiffres sur les dépenses représentent les dépenses d'exploitation brutes et comprennent les frais acquittés à même les fonds prévus au budget des services de police. Les recettes et les recouvrements ne sont pas inclus, ni les dépenses en immobilisations, sauf celles qui ont été engagées pour l'achat de véhicules automobiles.

² Preliminary postcensal estimates. Demography Division, Statistics Canada - Estimations postcensitaires provisoires, Division de la démographie, Statistique Canada.

³ Figures include the amount billed to the province, territory or municipality for RCMP contract policing and not the total cost of the contract. See tables 9 and 10 for details. - Les chiffres comprennent le montant facturé à la province, au territoire ou à la municipalité à l'égard des contrats de services de police assuré par la GRC, et non le coût total du contrat. Voir les détails aux tableaux 9 et 10.

⁴ Figures represent the federal portion of RCMP municipal and provincial contracts. See Tables 9 and 10 for details. - Les chiffres représentent la part assumée par le gouvernement fédéral à l'égard des contrats de services de police provinciaux et municipaux assurés par la GRC. Voir les détails aux tableaux 9 et 10.

⁵ Provincial level totals include Divisional Administration which are excluded in policing contracts. Law Enforcement Services and departmental administration are included under RCMP Headquarters. - Au niveau provincial, le total comprend les frais d'administration de la Division qui ne sont pas inclus dans les contrats de services de police. Les services d'exécution de la loi et d'administration du Ministère sont inclus sous la rubrique Direction générale de la GRC.

⁶ Provincial policing figures include both the Royal Newfoundland Constabulary and the RCMP. - Les chiffres des services de police provinciaux s'appliquent à la Royal Newfoundland Constabulary et à la GRC.

⁷ Excludes RCMP 'HQ' - Exclut la Division 'DG' de la GRC.

⁸ Excludes RCMP Training Academy - Exclut l'École de la GRC.

... Figures not applicable. - N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Totals may not add up due to rounding.

Nota: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Table 9

Tableau 9

Expenditures on Municipal Policing¹, 1994/1995Dépenses¹ consacrées aux services de police municipaux, 1994-1995

Province/ Territory	Municipal Forces (non- RCMP)			RCMP Municipal Contract Forces ²					Total Expenditures on Municipal Policing
	Services de police municipaux Sauf à contrat par la GRC			Services de police municipaux assurés à contrat par la GRC ²					Total des dépenses des services de police municipaux
	No. of Agencies	Population Policed	Total Expenditures	No. of Agencies	Population policed	Municipal Expenditures	Federal Expenditures	Total Expenditures	
Province/ Territoire	Nbre de services de police	Population surveillée	Total des dépenses	Nbre de services de police	Population surveillée	Dépenses des municipalités	Dépenses fédérales	Total des dépenses	
		(000's)	\$000's		(000's)	\$000's	\$000's	\$000's	\$000's
Nfld. - T.-N.	...	...	...	...	...	...	...	...	...
P.E.I. - Î.-P.-É.	5	28.4	4,479	3	10.3	795	338	1,133	5,612
N.S. - N.-É.	26	344.9	53,604	10	35.3	3,825	1,605	5,430	59,034
N.B. - N.-B.	25	315.3	52,010	12	54.9	5,104	1,715	6,820	58,830
Que. - QC	152	5,330.3	831,048	...	...	...	...	...	831,048
Ont. ³	122	8,697.9	1,400,308	...	...	...	...	...	1,400,308
Man.	8	679.7	97,778	23	106.9	11,079	4,622	15,701	113,480
Sask.	17	474.3	68,933	34	147.0	12,701	4,245	16,946	85,879
Alta. - Alb.	10	1,532.2	245,327	63	520.4	42,651	12,083	54,734	300,061
B.C. - C.-B.	12	1,027.3	192,181	56	1,898.0	164,402	25,048	189,450	381,630
Yukon	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N.W.T. - T.N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Canada	377	18,430.3	2,945,668	201	2,772.8	240,557	49,656	290,214	3,235,881

¹ Expenditure figures represent gross operating expenditures and include costs that are paid from police department budgets. Revenues, recoveries and capital expenditures with the exception of motor vehicle purchases are excluded. - Les chiffres sur les dépenses représentent les dépenses d'exploitation brutes et comprennent les frais acquittés à même les fonds prévus au budget des services de police. Les recettes et les recouvrements ne sont pas inclus, ni les dépenses en immobilisations, sauf celles qui ont servi à l'achat de véhicules automobiles.

² Under the 1994/95 contract, municipalities under 15,000 were billed 70% of total costs. Municipalities of 15,000 population and over were billed 90% of total costs. - Aux termes du contrat de 1994-1995, on a facturé 70% des coûts, aux municipalités de moins de 15 000 habitants, et 90% aux municipalités de 15 000 habitants ou plus.

³ Expenditures for OPP municipal contracts are included under "Non-RCMP" municipal police forces. - Les dépenses au chapitre des contrats municipaux de la PPO sont incluses sous "Services de police municipaux (sauf à contrat par la GRC)".

... Figures not applicable. - N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Totals may not add up due to rounding.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Table 10

Tableau 10

Expenditures¹ on Provincial/Territorial Policing, 1994/1995Dépenses¹ consacrées aux services policiers provinciaux/territoires,
1994/1995

Province/ Territory	Province/ Territoire	Provincial Police Forces (Non-RCMP)	RCMP Provincial/Territorial Contract Forces			Total Expenditures on Provincial/ Territorial Policing
		Services de police provinciaux (sauf à contrat par la GRC)	Services de police provinciaux/territoires assurés à contrat par la GRC			Total des dépenses des services de police Provinciaux/ Territoires
			Provincial Cost (70%)	Federal Cost (30%)	Total (100%)	
			Part de la province (70%)	Part du fédéral (30%)	Total (100%)	
		\$000's	\$000's	\$000's	\$000's	\$000's
Nfld. - T.-N. ²		21,091	39,197	16,799	55,996	77,087
P.E.I. - Î.P.-É.		...	6,950	2,979	9,929	9,929
N.S. - N.-É.		...	45,603	19,544	65,147	65,147
N.B. - N.-B.		...	32,027	13,726	45,753	45,753
Que - QC ³		414,747	...	...	...	414,747
Ont. ⁴		456,822	...	...	...	456,822
Man.		...	48,381	20,735	69,115	69,115
Sask.		...	60,745	26,034	86,779	86,779
Alta. - Alb.		...	78,453	33,623	112,076	112,076
B.C. - C.-B.		...	115,605	49,545	165,149	165,149
Yukon		...	9,978	4,276	14,255	14,255
N.W.T. - T.N.-O.		...	27,170	11,644	38,814	38,814
Canada		892,661	464,109	198,904	663,013	1,555,674

¹ Expenditure figures represent gross operating expenditures and include costs that are paid from police department budgets. Revenues, recoveries and capital expenditures, with the exception of motor vehicle purchases, are excluded. - Les chiffres sur les dépenses représentent les dépenses d'exploitation brutes et comprennent les frais acquittés à même les fonds prévus au budget des services de police. Les recettes et les recouvrements ne sont pas inclus, pas plus que les dépenses en immobilisations, sauf celles qui ont été engagées pour l'achat de véhicules automobiles.

² The Royal Newfoundland Constabulary shares provincial policing in Newfoundland with the RCMP. The Constabulary polices approximately 36% of the population and the RCMP the remaining 64%. - A Terre-Neuve, les services de police provinciaux sont assurés par la Royal Newfoundland Constabulary et par la GRC. La Constabulary dessert environ 36% de la population et la GRC, 64%.

³ The Sûreté du Québec provides all provincial policing in Quebec. - La Sûreté du Québec assure tous les services de police provinciaux dans la province.

⁴ The Ontario Provincial Police provides all provincial policing in Ontario. - La police provinciale de l'Ontario assure tous les services de police provinciaux dans la province.

... Figures not applicable. - N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Totals may not add up due to rounding.

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 **1-613-951-9023** or **toll-free 1-800-387-2231**. To order (Canada and the United States), call **Operations and Integration Division, Circulation Management, Statistics Canada, 1-800-267-6677** or **1-613-951-7277**.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 **1-613-951-9023** ou **le numéro sans frais 1-800-387-2231**. Pour commander (Canada et aux États Unis), communiquer avec la **Division des Opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, Statistique Canada, 1-800-267-6677** ou **1-613-951-7277**.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

- | | |
|----------------|---|
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No. 2 | Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No. 3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |
| Vol. 15 No. 14 | Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
 United States: US\$12.00 per issue, US\$108.00 annually
 Other Countries: US\$14.00 per issue, US\$126.00 annually
 To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Vol.16, No. 2

Motor Vehicle Crimes

by Peter Morrison and Rebecca Kong

Highlights

- In 1994, nearly 160,000 motor vehicles were reported stolen in Canada, the highest number yet recorded, representing 1 in every 111 registered motor vehicles.
- Property, such as automotive parts or personal property, was stolen from 1 in every 50 vehicles.
- The rate of motor vehicle theft in 1994 increased by 1% over 1993, the sixth consecutive year-to-year increase, and 70% above a decade ago.
- The rate of theft from vehicles declined by 6% below that of 1993, the third straight year of decline. However, the 1994 rate of 19.8 thefts per 1,000 vehicles was about the same as ten years ago.
- Since 1980, an average of 1 in 4 motor vehicles was not recovered and almost 9 in 10 motor vehicle crimes were not solved by the police.
- Persons aged 14 to 19 years accounted for 52% of those accused of motor vehicle crimes.

* Information and Client Services

January 1996
 ISSN 0715-271X

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Prix : Canada : 10 \$ l'exemplaire, 90 \$ par année
 États-Unis : 12 \$ US l'exemplaire, 108 \$ US par année
 Autres pays : 14 \$ US l'exemplaire, 126 \$ US par année
 Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol. 16, N° 2

Crimes liés aux véhicules à moteur

par Peter Morrison et Rebecca Kong

Points saillants

- En 1994, près de 160 000 véhicules à moteur ont été déclarés volés au Canada; ce nombre est le plus élevé qui ait jamais été signalé, représentant 1 véhicule immatriculé sur 111.
- Des biens, comme des pièces du véhicule ou des biens personnels, ont été volés dans 1 véhicule sur 50.
- Le taux de vols de véhicules à moteur en 1994 a augmenté de 1 % par rapport à 1993, la sixième augmentation d'une année à l'autre; il est également de 70 % supérieur à celui que l'on enregistrait il y a 10 ans.
- Le taux de vols de biens dans des véhicules à moteur a diminué de 6 % par rapport à 1993, ce qui constitue une baisse pour la troisième année consécutive. Toutefois, le taux de 1994 de 19,8 vols pour 1 000 véhicules était à peu près le même qu'il y a 10 ans.
- Depuis 1980, 1 véhicule à moteur sur 4, en moyenne, n'a pas été retrouvé, et près de 9 crimes sur 10 n'ont pas été résolus par la police.
- Les personnes âgées de 14 à 19 ans représentaient 52 % des personnes accusées de crimes liés aux véhicules à moteur.

* Information et Services à la clientèle

Janvier 1996
 ISSN 0715-271X

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1996. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, 1996. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics Canada
 Statistique Canada

Canada

- Manitoba, Quebec and British Columbia were the only provinces to exceed the national motor vehicle theft rate of 9 thefts per 1,000 vehicle registrations. Ontario was slightly below the national average.
- The rate of motor vehicle thefts per 1,000 vehicle registrations has been higher in Canada than in the United States for each year since 1992. The rate of automotive parts and personal properties stolen per 1,000 registrations is consistently higher in Canada.

Introduction

The Canadian public is increasingly alarmed by motor vehicle theft, by high speed chases between police and offenders often resulting in serious injury or death, and by the use of stolen cars to commit drive-by shootings, robberies and other crimes. According to the 1993 General Social Survey (GSS), one-in-ten households owning a motor vehicle was a victim of a motor vehicle crime in 1993. This included not only the theft of a vehicle, or its parts and contents, but also motor vehicle vandalism.

Motor vehicle crimes account for a considerable proportion of the annual crime volume each year. One-in-five *Criminal Code* offences reported to the police in 1994 involved the theft of a motor vehicle or theft of property from a vehicle. In 1994, one of every 111 registered motor vehicles was reported stolen, and automotive parts or personal property were stolen from one of every 50 vehicles. Such thefts can be stressful for vehicle owners, often leaving them inconvenienced by the lack of personal or business transportation. As well, time can be lost from work and household finances can be affected.

The 1993 GSS indicated that the total value of all property stolen or damaged during motor vehicle crimes amounted to \$1.6 billion. This amount represents the total value of all property stolen or damaged (e.g. breaking garage door in addition to stealing car), regardless of whether or not the property was recovered, replaced or repaired. This figure excludes the cost of police investigations and the economic cost of days lost from work. In sharp contrast to these losses, the Canadian Bankers' Association reported \$73 million in losses from credit card fraud during the 1994 fiscal year (November 1993 - October 1994), and the Insurance Bureau of Canada reported that annual losses from bank robberies average about \$3.5 million.

Although the problem of motor vehicle crime is not new, there continues to be a lack of research on the subject. In their analysis of auto thefts, Clarke and Harris (1992) were unable to find a single academic book on auto theft published in the English-speaking world during the last twenty years. This finding was all the more surprising to Clarke and Harris (1992) when one considers that "theft of vehicles is perhaps the best reported of all property crimes, while the offenders most usually involved, juveniles, are among the most accessible groups for study" (2). This *Juristat* examines data drawn from police records and victimization surveys to give readers a comprehensive picture of the circumstances surrounding motor vehicle crimes.

- Le Manitoba, le Québec et la Colombie-Britannique ont été les seules provinces à dépasser le taux national de vols de véhicules à moteur, soit 9 vols pour 1 000 véhicules immatriculés. L'Ontario était légèrement en-dessous de la moyenne nationale.
- Chaque année depuis 1992, le taux de vols de véhicules à moteur pour 1 000 véhicules immatriculés a été plus élevé au Canada qu'aux États-Unis. Le taux de vols de pièces de véhicule et de biens personnels pour 1 000 véhicules immatriculés est toujours plus élevé au Canada.

Introduction

Le public canadien est de plus en plus préoccupé par les vols de véhicules à moteur, par les poursuites à grande vitesse entre la police et des contrevenants qui, souvent, aboutissent à des blessures graves ou la mort, et par l'utilisation de voitures volées pour commettre des raids automobiles, des vols qualifiés et d'autres crimes. Selon les données de l'Enquête sociale générale (ESG) de 1993, 1 ménage sur 10 qui possède un véhicule à moteur a été victime d'un crime lié aux véhicules à moteur en 1993. Ce type de crime comprend non seulement le vol du véhicule, ou de ses pièces et de son contenu, mais aussi les actes de vandalisme.

Chaque année, les crimes liés aux véhicules à moteur représentent une proportion considérable du volume annuel de criminalité. En 1994, 1 infraction au *Code criminel* sur 5 signalée à la police impliquait le vol d'un véhicule à moteur ou le vol de biens dans un véhicule. De plus, 1 véhicule immatriculé sur 111 a été déclaré volé, tandis que pour 1 véhicule sur 50, on a déclaré un vol de pièces ou de biens personnels. Ces infractions peuvent mettre les propriétaires de véhicules dans une situation difficile et, souvent, les priver d'un moyen de transport personnel ou commercial. En outre, ils peuvent perdre des journées de travail, ce qui peut avoir un effet préjudiciable sur le budget du ménage.

L'ESG de 1993 a permis de chiffrer à 1,6 milliard de dollars la valeur totale de tous les biens volés ou endommagés pendant la perpétration d'un crime lié à un véhicule à moteur. Ce montant représente la valeur totale de tous les biens volés ou endommagés (p. ex. briser la porte du garage pour voler la voiture), peu importe que les biens aient été retrouvés, remplacés ou réparés. Il exclut le coût des enquêtes policières et le coût économique représenté par les jours de travail perdus. Ces pertes contrastent de façon très marquée avec les pertes découlant de fraudes commises à l'aide de cartes de crédit, dont le montant déclaré par l'Association des banquiers canadiens s'élevait, pour l'exercice 1994 (novembre 1993-octobre 1994), à 73 millions de dollars, et aussi avec les pertes liées aux vols de banque dont le chiffre annuel moyen, selon le Bureau d'assurance du Canada, s'établissait à 3,5 millions de dollars.

Même si le problème des crimes liés aux véhicules à moteur n'est pas nouveau, le manque de recherches sur le sujet persiste. Dans leur analyse des vols d'automobiles, Clarke et Harris (1992) ont été incapables de trouver un seul ouvrage traitant expressément de ce genre de vol qui aurait été publié dans le monde anglophone au cours des 20 dernières années. Selon eux, cette constatation est d'autant plus étonnante si l'on considère que, parmi tous les crimes contre les biens, le vol de véhicules à moteur est peut-être celui qui est le plus souvent signalé, et que la grande majorité des auteurs de ces crimes sont des jeunes, donc l'un des groupes qui pourraient très facilement faire l'objet d'une étude (2). Dans le présent *Juristat*, on examine des données extraites de dossiers de la police et d'enquêtes sur le crime, pour donner au lecteur une image complète des circonstances entourant les crimes liés aux véhicules à moteur.

Motor Vehicle Theft and Vandalism Defined

For the purpose of this *Juristat*, a motor vehicle is defined as an automobile, truck, van, bus, recreational vehicle, tractor-trailer, motorcycle, construction/farm equipment or other motorized land vehicle, go-cart, dune buggy or snowmobile. Airplanes and boats are excluded from this report.

The **theft** of a motor vehicle consists of stealing a motor vehicle or taking it without permission. **Theft from** a motor vehicle includes the theft of automotive accessories (e.g. tires, hubcaps, engines) as well as personal property located within the vehicle (e.g. stereo, clothes, purse/wallet, tools).

Automotive **vandalism** refers to the wilful destruction or damage of a motor vehicle. Examples of vandalism include the scratching of the vehicle's exterior, or the deliberate breaking of antennas or headlights on a vehicle.

These definitions include both completed and attempted thefts and vandalism.

Définition de vol de véhicule à moteur et de vandalisme

Aux fins du présent *Juristat*, un véhicule à moteur est défini comme étant une automobile, un camion, une fourgonnette, un autobus, un véhicule de plaisance, un camion semi-remorque, une motocyclette, une machine de construction, une machine agricole ou autre véhicule terrestre motorisé, p. ex. kart, motodune ou motoneige. Les avions et les bateaux sont exclus du rapport.

Le **vol de véhicule à moteur** est l'infraction qui consiste à prendre un véhicule à moteur sans autorisation. Le **vol de biens dans un véhicule à moteur** comprend le vol d'accessoires du véhicule (p. ex. pneus, enjoliveurs de roue, moteur) ainsi que de biens personnels se trouvant à l'intérieur du véhicule (p. ex. lecteur stéréo, vêtements, sac à main/portefeuille, outils).

Le **vandalisme** s'entend de la destruction ou de l'endommagement intentionnels d'un véhicule à moteur. À titre d'exemple, mentionnons égratigner l'extérieur du véhicule, ou en briser délibérément les antennes ou les phares.

Ces définitions comprennent aussi bien les vols et actes consommés que les tentatives de vol et de vandalisme.

National trends - 159,663 motor vehicles reported stolen in 1994

According to the UCR Survey, almost two-thirds of all motor vehicles reported stolen in 1994 were automobiles (64%), while 26% were trucks (includes mini-vans) or buses. Four percent of thefts were motorcycles, and 7% were other motor vehicles, such as recreational vehicles, tractor-trailers, construction/farm equipment or other motorized land vehicles, go-carts, snowmobiles or dune buggies.

In 1994, 159,663 motor vehicles were stolen in Canada, the highest annual total recorded since 1962, the year in which comparable statistics were first collected. The 1994 increase also represents the eleventh consecutive year in which the number of motor vehicle thefts rose and the sixth consecutive year-to-year increase in the motor vehicle theft rate (table 1). The rate of theft remained relatively unchanged during the 1980's before beginning to rise in the 1990's. The rate of vehicles stolen averaged 5.3 per 1,000 registrations between 1980 and 1989 compared with an average rate of 8.2 between 1990 and 1994. The 1994 rate reached a high of 9.0 motor vehicle thefts for every 1,000 registrations.

The rate for theft of property from motor vehicles followed a similar pattern, averaging 19.7 property thefts per 1,000 registrations between 1980 and 1989 and 21.4 between 1990 and 1994. The 1994 rate of 19.8 property thefts for every 1,000 vehicle registrations was below the recent 5 year average (21.4) and was also the third consecutive year-to-year decrease.

Tendances nationales - 159 663 véhicules à moteur déclarés volés en 1994

Selon le programme DUC, près des deux tiers de tous les véhicules à moteur déclarés volés en 1994 étaient des automobiles (64 %), alors que 26 % étaient des camions (comprend les minifourgonnettes) ou des autobus. Quatre pour cent des vols étaient liés à des motocyclettes, et 7 % à d'autres véhicules à moteur, comme des véhicules de plaisance, des camions semi-remorques, des machines de construction, des machines agricoles ou d'autres véhicules terrestres motorisés, p. ex. kart, motoneiges ou motodunes.

En 1994, 159 663 véhicules à moteur ont été volés au Canada, le total annuel le plus élevé enregistré depuis 1962, la première année où l'on a recueilli des statistiques de ce genre. L'augmentation affichée en 1994 représente également la onzième année consécutive où le nombre de vols de véhicules à moteur a connu une hausse, et la sixième année consécutive où le taux de ces vols a augmenté (tableau 1). Le taux de vols est demeuré relativement inchangé pendant les années 1980, commençant à augmenter dans les années 1990. Entre 1980 et 1989, le taux moyen de vols de véhicules immatriculés a été de 5,3 pour 1 000, comparativement à 8,2 entre 1990 et 1994. Le taux de 1994 a atteint un sommet de 9,0 vols de véhicules à moteur pour 1 000 véhicules immatriculés.

Le taux de vols de biens se trouvant à l'intérieur de véhicules a suivi une tendance analogue, s'établissant en moyenne à 19,7 vols de biens pour 1 000 véhicules immatriculés entre 1980 et 1989, et 21,4 entre 1990 et 1994. Le taux de 1994, soit 19,8 vols de biens pour 1 000 véhicules immatriculés, a été inférieur à la moyenne enregistrée au cours des cinq dernières années (21,4), et il représentait également une baisse pour la troisième année consécutive.

Table 1

Trends in Motor Vehicle Crimes, 1980-1994

Tableau 1

Tendances dans les crimes liés aux véhicules à moteur, 1980-1994

Year	Motor Vehicle Registrations ¹	Theft of Motor Vehicle	Motor Vehicles Stolen Per 1,000 Registrations	% of Motor Vehicles Not Recovered	Theft From Motor Vehicle	Theft From Motor Vehicle, Rate Per 1,000 Registrations
Année	Immatriculations de véhicules à moteur ¹	Vols de véhicules à moteur	Véhicules volés pour 1 000 immatriculations	% des véhicules non retrouvés	Vols de biens dans un véhicule à moteur	Taux des vols de biens dans un véhicule pour 1 000 immatriculations
1980	13,717,449	92,256	6.7	19.2	261,021	19.0
1981	13,851,482	93,436	6.7	20.6	289,315	20.8
1982	14,310,717	85,971	6.0	21.9	292,453	20.4
1983	14,620,648	75,159	5.1	22.7	283,357	19.3
1984	14,405,972	76,613	5.3	25.8	281,497	19.5
1985	14,818,625	82,250	5.6	27.3	283,307	19.1
1986	15,227,311	85,585	5.6	26.7	297,502	19.5
1987	15,864,388	87,061	5.5	27.5	318,308	20.1
1988	16,336,261	89,454	5.5	23.4	322,517	19.7
1989	16,719,529	100,208	6.0	26.1	318,573	19.1
1990	16,981,130	114,082	6.7	26.8	352,675	20.8
1991	17,223,039	139,345	8.1	27.4	393,518	22.8
1992	17,412,312	146,801	8.4	27.0	390,887	22.4
1993	17,586,041	156,685 ¹	8.9	24.2	370,603 ¹	21.1
1994	17,794,703	159,663	9.0	.. ²	351,821	19.8

Source: Current Uniform Crime Reporting Survey - Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

¹ revised figures - nombres rectifiés

.. figures not available - nombres indisponibles

¹ Source: Motor Vehicle Registrations, (catalogue no. 53-219) - Véhicules automobiles, immatriculations (n° 53-219 au catalogue).

² The Motor Vehicle Stolen/Recovery Survey was discontinued in 1994. - On a mis fin à l'Enquête sur les véhicules à moteur volés/retrouvés en 1994.

Provincial comparisons - theft rate highest in Manitoba

Among the provinces, owners of motor vehicles in Manitoba were the most likely to have had a vehicle stolen during 1994 (figure 1). That year, the rate of theft in that province was 12.0 of every 1,000 registered motor vehicles. The second highest theft rate was in Quebec where a rate of 11.7 per 1,000 vehicles were stolen. These findings represent a slight change in the pattern during the last decade when Quebec consistently reported the highest rate. The Atlantic provinces reported rates considerably lower than Central or Western Canada, ranging from a high of 2.9 in Nova Scotia to a low of 1.5 in Newfoundland.

Concerning theft of property from motor vehicles, British Columbia had the highest provincial rate in 1994 with 34.8 thefts per 1,000 vehicle registrations (table 2). Ontario (21.0) and Manitoba (20.8) were the only other provinces to exceed the national average of 19.8. As was the case for motor vehicle theft, the Atlantic provinces reported the lowest provincial rates of theft from vehicles, ranging from 13.1 in Nova Scotia to 6.3 in New Brunswick.

Comparaisons entre les provinces - le Manitoba avait le taux de vols le plus élevé

Parmi les provinces, c'est au Manitoba qu'il y avait la plus forte proportion de propriétaires de véhicules à s'être fait voler leur véhicule en 1994 (figure 1). Cette année-là, le taux de vols dans cette province était de 12,0 pour 1 000 véhicules immatriculés. Le Québec, avec un taux de 11,7 pour 1 000 véhicules, venait au deuxième rang. Ces résultats représentent un léger changement dans la tendance enregistrée au cours de la dernière décennie, lorsque le Québec a toujours enregistré le taux le plus élevé. Les provinces de l'Atlantique ont signalé des taux nettement plus bas que les provinces de l'Ouest et du Centre, allant de 2,9 en Nouvelle-Écosse à 1,5 à Terre-Neuve.

En ce qui concerne le vol de biens à l'intérieur d'un véhicule à moteur, la Colombie-Britannique a affiché en 1994 le taux le plus élevé, soit 34,8 vols pour 1 000 véhicules immatriculés (tableau 2). L'Ontario (21,0) et le Manitoba (20,8) étaient les deux seules autres provinces à avoir un taux supérieur à la moyenne nationale de 19,8. Comme pour les vols de véhicules, les provinces de l'Atlantique ont signalé les taux de vols de biens les plus bas, qui varient de 13,1 en Nouvelle-Écosse à 6,3 au Nouveau-Brunswick.

Figure 1

Motor Vehicle Crime Rates by Province, 1994

Crimes liés aux véhicules à moteur, selon la province, 1994

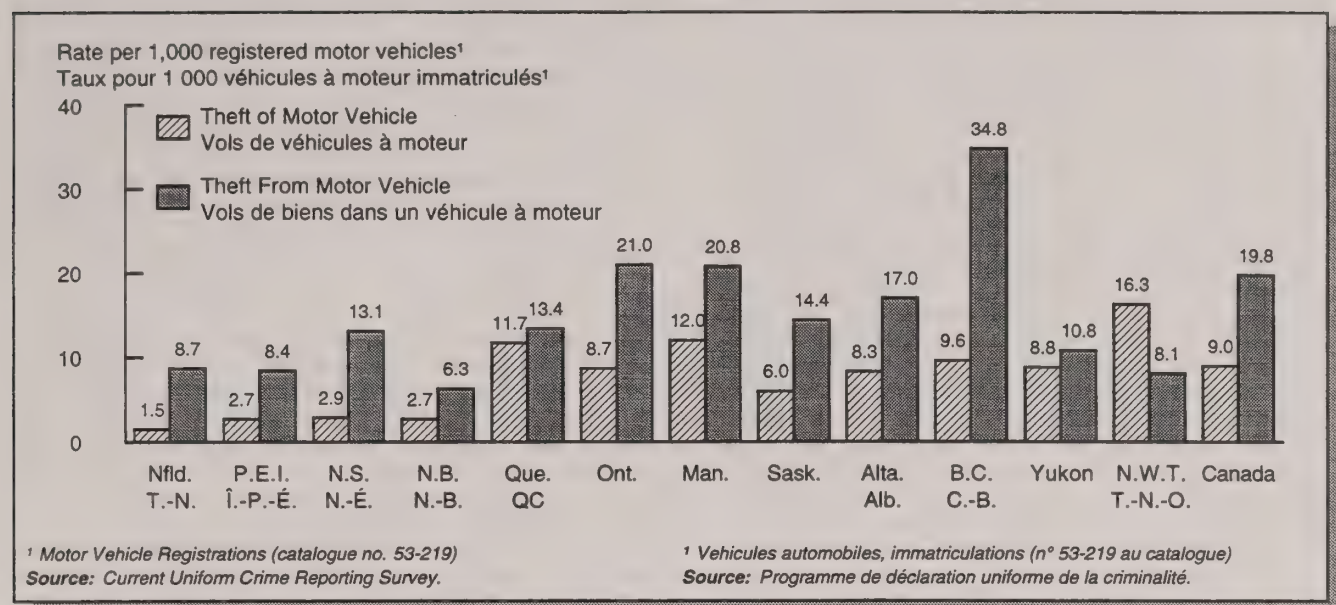


Table 2

Motor Vehicle Crimes by Province/Territory, 1994

Tableau 2

Crimes liés aux véhicules à moteur, selon la province ou le territoire, 1994

Province/Territory	Motor Vehicle Registrations ¹	Theft of Motor Vehicle	Motor Vehicles Stolen per 1,000 Registrations	Theft From Motor Vehicle	Theft From Motor Vehicle, Rate Per 1,000 Registrations
Province/territoire	Immatriculations de véhicules à moteur ¹	Vols de véhicules à moteur	Véhicules à moteur volés pour 1 000 immatriculations	Vols de biens dans un véhicule à moteur	Taux des vols de biens dans un véhicule à moteur pour 1 000 immatriculations
Newfoundland - Terre-Neuve	322,652	476	1.5	2,799	8.7
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	91,310	249	2.7	771	8.4
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	577,767	1,670	2.9	7,573	13.1
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	519,581	1,413	2.7	3,289	6.3
Québec	3,750,971	43,854	11.7	50,313	13.4
Ontario	6,304,627	55,116	8.7	132,134	21.0
Manitoba	796,368	9,555	12.0	16,566	20.8
Saskatchewan	721,309	4,305	6.0	10,386	14.4
Alberta	1,935,076	16,123	8.3	32,929	17.0
British Columbia - Colombie-Britannique	2,716,020	26,184	9.6	94,495	34.8
Yukon	32,301	283	8.8	349	10.8
Northwest Territories - Territoire du Nord-Ouest	26,721	435	16.3	217	8.1
Canada	17,794,703	159,663	9.0	351,821	19.8

Source: Current Uniform Crime Reporting Survey - Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

¹ Source: Motor Vehicle Registrations (catalogue no. 53-219) - Véhicules automobiles, immatriculations (n° 53-219 au catalogue).

Most motor vehicle crimes occur in parking lots and at night

Studies have shown that one of the strongest predictors of vehicle thefts is vehicle location at the time of the offence. Large parking lots and roadside parked cars are the most common sites for motor vehicle crimes (Poyner and Webb, 1987; Saville and Murdie, 1988; Morrison, 1991; Light, Nee and Ingham, 1993; Morrison and Ogrodnick, 1994). According to the revised UCR Survey, 57% of all motor vehicle thefts, 52% of thefts from vehicles, and 52% of vehicle vandalism took place in parking lots in 1994 (table 3). Streets, roads and highways were the second most common location of motor vehicle crimes, with 22% of motor vehicle thefts, 29% of thefts from motor vehicles, and 32% of vandalism occurring there. Twenty-one percent of motor vehicle thefts, 17% of thefts from motor vehicles, and 14% of vehicle vandalism occurred at a residential location, such as the owner's driveway. The fact that parking lots are prime sites for motor vehicle thefts is not surprising, given that a large number of potential targets are available at any one time in a publicly accessible location and generally left unprotected for considerable lengths of time. While improved parking lot security, such as lighting and patrols might produce fewer thefts, the likelihood is that these thefts will be displaced to other unprotected lots. High-risk parking lots could minimize their vulnerability to organized gangs which target particular parking lots by improving security measures.

Les crimes liés aux véhicules se produisent surtout la nuit, dans des parcs de stationnement

Des études ont révélé que l'un des meilleurs prédicteurs des vols de véhicules à moteur est l'endroit où se trouve le véhicule au moment de l'infraction. Les voitures garées dans de grands parcs de stationnement ou en bordure de la route sont les cibles les plus courantes des crimes liés aux véhicules à moteur (Poyner et Webb, 1987; Saville et Murdie, 1988; Morrison, 1991; Light, Nee et Ingham, 1993; Morrison et Ogrodnick, 1994). Selon le programme DUC révisé, 57 % des vols de véhicules à moteur, 52 % des vols de biens et 52 % des actes de vandalisme ont été commis dans des parcs de stationnement en 1994 (tableau 3). Les rues et les routes venaient au deuxième rang selon la fréquence des crimes commis, avec 22 % des vols de véhicules, 29 % des vols de biens et 32 % des actes de vandalisme. Enfin, 21 % des vols de véhicules, 17 % des vols de biens et 14 % des actes de vandalisme se sont produits dans un lieu résidentiel tel que l'allée de stationnement de la résidence. Il n'est pas étonnant que les parcs de stationnement soient des emplacements de premier choix pour les vols de véhicules à moteur, étant donné qu'un grand nombre de cibles possibles sont disponibles en tout temps dans un endroit accessible au public et qu'elles sont généralement laissées sans protection pendant de longues périodes. Même si des améliorations à la sécurité des parcs de stationnement, comme un meilleur éclairage et des patrouilles, pourraient se traduire par une réduction du nombre de vols, il est probable que les criminels chercheront tout simplement d'autres parcs non protégés. En améliorant les mesures de sécurité, les parcs à risque élevé pourraient minimiser leur vulnérabilité face aux bandes organisées qui ciblent des parcs particuliers.

Table 3

Motor Vehicle Violations¹ by Location of Incident, 1994

Location of Incident	Theft of Motor Vehicle	Theft From Motor Vehicle	Motor Vehicle Vandalism
Lieu de l'affaire	Vols de véhicules à moteur	Vols de biens dans un véhicule à moteur	Actes de vandalisme causés à un véhicule à moteur
Residential ² - Résidentiel ²	21%	17%	14%
Parking Lots ³ - Parcs de stationnement ³	57%	52%	52%
Streets, Road, Highways - Rues, chemins, routes	22%	29%	32%
Other ⁴ - Autre ⁴	1%	2%	2%
Unknown - Inconnu	--	--	--
Average dollar value of theft ⁵ - Montant moyen des vols ⁵	\$6,408	\$944	...
Average dollar value of damages ⁵ - Montant moyen des dommages ⁵	\$1,399	\$316	\$558

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey - Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité.

... Figures not appropriate or not applicable - n'ayant pas lieu de figurer.

-- Amount too small to be expressed - nombres infimes.

¹ Based on incidents reported by 111 police agencies to the Revised Uniform Crime Reporting survey and which represent approximately 33% of the national volume of crime. A single criminal incident may contain multiple motor vehicle violations. Percentages may not total 100 due to rounding. - Fondé sur des affaires signalées par 111 organismes de police au Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité qui représentent environ 33 % du volume national de criminalité. Une même affaire peut comporter plusieurs infractions liées aux véhicules à moteur. Le total des pourcentages n'équivaut peut-être pas à 100 %, car les chiffres ont été arrondis.

² Includes single homes, apartment units and commercial residences - Comprend les maisons unifamiliales, les appartements et les résidences commerciales.

³ Includes commercial and public parking lots - Comprend les parcs de stationnement commerciaux et publics.

⁴ Includes open areas, schools, public institutions and public transportation - Comprend les espaces ouverts, les écoles, les établissements publics et les installations de transport public.

⁵ Average dollar stolen/damaged calculated on the number of known incidents. Total excludes incidents where the dollar value was unknown - Les montants moyens des vols et des dommages sont calculés d'après le nombre d'affaires connues. Le total ne comprend pas les affaires dont la valeur est inconnue.

Tableau 3

Infractions liées aux véhicules à moteur¹, selon le lieu de l'affaire, 1994

Location of Incident	Theft of Motor Vehicle	Theft From Motor Vehicle	Motor Vehicle Vandalism
Lieu de l'affaire	Vols de véhicules à moteur	Vols de biens dans un véhicule à moteur	Actes de vandalisme causés à un véhicule à moteur
Residential ² - Résidentiel ²	21%	17%	14%
Parking Lots ³ - Parcs de stationnement ³	57%	52%	52%
Streets, Road, Highways - Rues, chemins, routes	22%	29%	32%
Other ⁴ - Autre ⁴	1%	2%	2%
Unknown - Inconnu	--	--	--
Average dollar value of theft ⁵ - Montant moyen des vols ⁵	\$6,408	\$944	...
Average dollar value of damages ⁵ - Montant moyen des dommages ⁵	\$1,399	\$316	\$558

Research shows that motor vehicle crimes are more likely to take place during the night (Ogrodnick and Paiement, 1992; Morrison, 1991; Harlow, 1988; Hope, 1987). Findings from the 1993 GSS show that 73% of motor vehicle crimes¹ occurred during the night (6:01 pm to 6:00 am) and 18% during the day (6:01 am to 6:00 pm). More precisely, 22% occurred between 6:01 pm and 12 midnight, 41% between 12 midnight and 6:00 am, and in 10% of incidents, victims did not know the precise time, but stated the crime occurred during the night. In their study of motor vehicle theft, Ogrodnick and Paiement (1992) found that the likelihood of a vehicle being stolen did not increase during the weekend.

Radios and stereos most commonly stolen items from motor vehicles

According to the revised UCR Survey, radios/stereos were stolen in 28% of thefts from motor vehicles in 1994 (figure 2). Other items stolen included vehicle accessories such as hubcaps or tires (15%), personal items such as clothing or luggage (15%), currency or credit cards (11%), machinery and tools (6%) and sporting and photographic equipment (6%). While firearms accounted for less than 1% of all property stolen, 1,015 firearms were taken from motor vehicles.

Il ressort des recherches que les crimes liés aux véhicules à moteur se produisent le plus souvent la nuit (Ogrodnick et Paiement, 1992; Morrison, 1991; Harlow, 1988; Hope, 1987). Selon les données de l'ESG de 1993, 73 % des crimes liés aux véhicules à moteur¹ se sont produits pendant la nuit (entre 18 h 01 et 6 h) et 18 % pendant le jour (entre 6 h 01 et 18 h). Plus précisément, 22 % des crimes ont été commis entre 18 h 01 et minuit, 41 % entre minuit et 6 h, et dans 10 % des affaires les victimes ne connaissaient pas l'heure exacte mais elles ont déclaré que le crime s'était produit pendant la nuit. Dans leur étude des vols de véhicules à moteur, Ogrodnick et Paiement (1992) ont constaté que la probabilité qu'un véhicule soit volé n'augmente pas la fin de semaine.

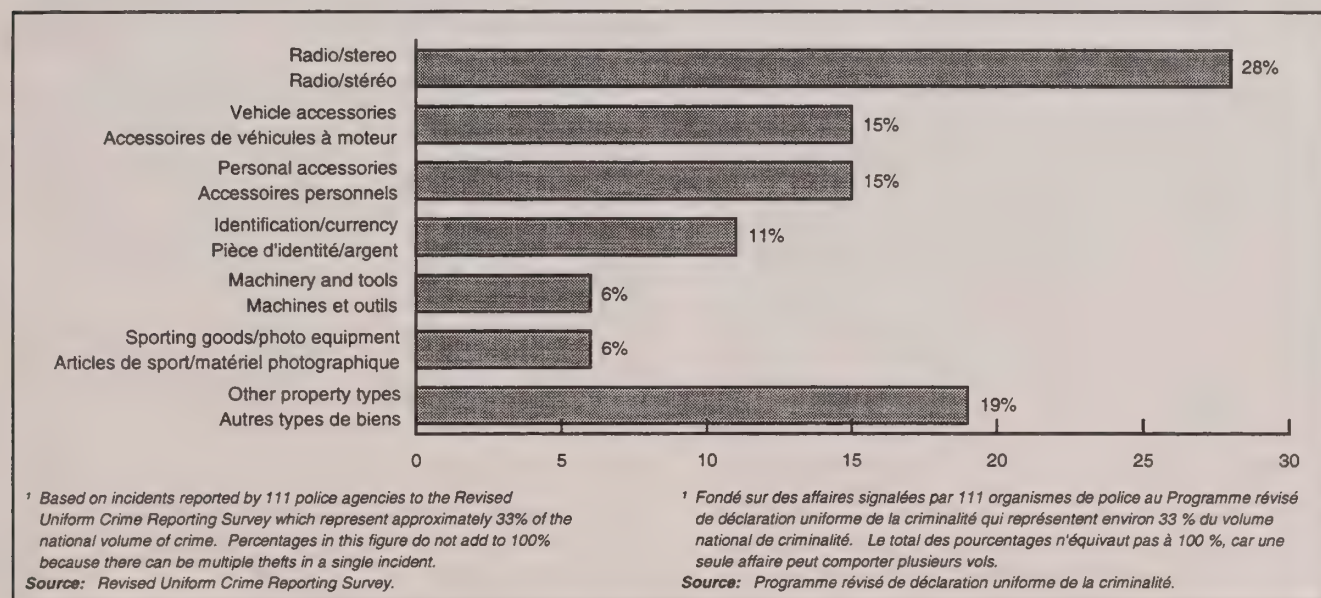
Les radios et les lecteurs stéréo sont les articles les plus souvent volés dans des véhicules

Selon les données du programme DUC révisé, les radios et les lecteurs stéréo ont été en 1994 les articles les plus souvent volés dans les véhicules, soit dans 28 % des cas (figure 2). Parmi les autres articles souvent volés figuraient les accessoires de véhicules tels que les enjoliveurs de roue ou les pneus (15 %), les biens personnels tels que des vêtements et des bagages (15 %), de l'argent ou des cartes de crédit (11 %), des machines et des outils (6 %) et du matériel de sport et de photographie (6 %). Même si les armes à feu représentaient moins de 1 % des articles volés, 1 015 ont été volées dans des véhicules.

Figure 2

Property Types Stolen From Motor Vehicles¹, 1994

Types de biens volés dans un véhicule à moteur¹, 1994



Dollar value of thefts and vandalism reach \$1.6 billion

Motor vehicle vandalism represented 63% of all motor vehicle crime reported to the 1993 GSS. In addition, motor vehicles were the most common targets in vandalism, representing 56% of such incidents. According to the

Les pertes dues aux vols et au vandalisme se chiffrent à 1,6 milliard de dollars

Le vandalisme représentait 63 % des crimes liés aux véhicules à moteur signalés à l'ESG de 1993. En outre, les véhicules étaient les cibles les plus courantes d'actes de vandalisme, représentant 56 % de ces affaires. Selon l'ESG, la valeur totale

¹ According to the GSS, motor vehicle crimes include theft of motor vehicles, theft of motor vehicle parts and vandalism of motor vehicles.

¹ Selon l'ESG, les crimes liés aux véhicules à moteur comprennent le vol de véhicules, le vol de pièces de véhicules et le vandalisme.

GSS, the total dollar value of property stolen during motor vehicle thefts in 1993 amounted to \$907 million, and parts stolen from motor vehicles amounted to a total worth of \$112 million. Motor vehicle vandalism accounted for an additional \$572 million. In more than 60% of all incidents in which a motor vehicle/part was stolen or vandalized, the value of property affected was estimated at less than \$500. In a further 30% of motor vehicle crimes, the value of property affected was estimated at more than \$1,000. These dollar values represent the worth of all property stolen/damaged during the commission of a motor vehicle crime, regardless of whether or not the items were recovered, repaired or replaced.

According to the revised UCR Survey, the average loss from a motor vehicle theft in 1994 was \$6,408, compared with \$944 for thefts of accessories or property from vehicles (table 3). Damages to a stolen motor vehicle averaged \$1,399, while damages averaged \$316 when the violation involved the theft of property from the vehicle, and \$558 when a motor vehicle was vandalized. Generally, such losses are partially offset by insurance coverage. In other instances, victims of motor vehicle crimes pay for their losses directly rather than submit an insurance claim. This may occur when the loss is less than their policy deductible, or where there is concern over the effect a minor claim will have on future insurance premiums. In 1992, Canadian households collectively paid nearly \$8 billion in automotive insurance premiums, nearly \$450 million of which were for theft coverage.

Most motor vehicle crimes are unsolved

An average of nine out of ten motor vehicle crimes were unsolved by the police in 1994, a pattern that is consistent with previous years. Theft of property from motor vehicles ranked highest at 95% unsolved, followed by vandalism of motor vehicles (92%), and theft of motor vehicles (85%). In 5% of cases, a motor vehicle reported stolen was "cleared otherwise." "Cleared otherwise" refers to an incident that is cleared by the police using one of twelve reasons, none of which results in the laying of a charge. The most common reason for a vehicle theft being cleared otherwise (37%) was that the police or crown attorney declined to lay charges. This is often because the owner reported a vehicle stolen only to learn that a relative or acquaintance had borrowed it without permission. When an incident involving a theft from a motor vehicle or vandalism was cleared otherwise (2% and 3% respectively), the primary reasons given were that the accused was already involved in other criminal incidents or the complainant refused to lay charges.

Ford Mustang and Plymouth Sundance popular car theft targets

According to Spencer (1992) and Light, Nee and Ingham (1993), high performance cars were a popular target among young car thieves, as well as cars that could be stripped of parts and easily sold. Other vehicles were susceptible to theft because of the high interchangeability

des biens volés au cours de vols de véhicules à moteur en 1993 se chiffrait à 907 millions de dollars, et celle des pièces volées dans des véhicules, à 112 millions. Les dommages causés par des actes de vandalisme représentaient une somme supplémentaire de 572 millions de dollars. Dans plus de 60 % des infractions au cours desquelles un véhicule à moteur ou une pièce du véhicule ont été volés ou endommagés, la valeur des biens en cause était inférieure à 500 \$. Dans 30 % des cas, cette valeur était estimée à plus de 1 000 \$. Ces sommes représentent la valeur de tous les biens volés/endommagés au cours de la perpétration d'un crime lié aux véhicules à moteur, peu importe que les articles aient ou non été retrouvés, réparés ou remplacés.

Selon les données du programme DUC révisé, en 1994, la valeur moyenne de la perte découlant du vol d'un véhicule à moteur a été de 6 408 \$, comparativement à 944 \$ pour les vols d'accessoires ou de biens se trouvant dans un véhicule (tableau 3). Les dommages causés à un véhicule volé s'élevaient à 1 399 \$, contre 316 \$ pour les vols de biens et 558 \$ pour les actes de vandalisme. En règle générale, les pertes sont partiellement assumées par des assureurs. Dans d'autres cas, les victimes absorbent personnellement leurs pertes plutôt que de présenter une demande de sinistre. C'est ce qui peut se produire lorsque le montant de la perte est inférieur à la franchise prévue dans la police d'assurance, ou lorsque la victime craint qu'une demande de sinistre, même d'un montant peu élevé, fasse augmenter ses primes dans l'avenir. En 1992, l'ensemble des Canadiens ont payé près de 8 milliards de dollars en primes d'assurance automobile, dont près de 450 millions pour des assurances contre le vol.

La plupart des crimes liés aux véhicules à moteur ne sont pas résolus

En 1994, les neuf dixièmes, en moyenne, des crimes liés aux véhicules à moteur n'ont pas été résolus par la police, une situation qui est conforme aux années précédentes. Ce sont les vols de biens personnels se trouvant dans un véhicule qui sont le moins souvent résolus (95 %), suivis des actes de vandalisme (92 %) et des vols de véhicules (85 %). Cinq pour cent des vols de véhicules ont été «classés sans mise en accusation». On parle de «classement sans mise en accusation» lorsque la police classe une affaire pour une raison parmi douze, dont aucune n'entraîne de mise en accusation. La raison la plus fréquente (37 %) est que la police ou le procureur de la Couronne décide de ne pas porter d'accusations. C'est souvent ce qui se produit quand, par exemple, le propriétaire d'un véhicule apprend, après avoir déclaré son véhicule volé, qu'un parent ou une connaissance l'avait emprunté sans sa permission. Dans les affaires classées sans mise en accusation et qui comportaient le vol d'un bien ou un acte de vandalisme (2 % et 3 % respectivement), les raisons les plus souvent invoquées étaient que l'accusé était déjà impliqué dans d'autres affaires criminelles ou que le plaignant refusait de porter des accusations.

Les voitures de marque Ford Mustang et Plymouth Sundance sont les plus volées

Selon Spencer (1992) et Light, Nee et Ingham (1993), les voitures à haute performance étaient une cible favorite des jeunes voleurs d'automobiles, tout comme les voitures qui pouvaient être mises en pièces ou facilement vendues. D'autres véhicules étaient populaires auprès des voleurs en raison de la grande

of their parts. The Vehicle Information Centre of Canada² reported that the most popular two-door car models stolen in 1993-94 were the Ford Mustang GT, Honda Civic and Honda Civic Del Sol (table 4). Among four-door models, the Plymouth Sundance, Dodge Shadow and Honda Civic were the most popular targets among thieves. The most popular passenger vans stolen were the Dodge Grand Caravan (4WD), Plymouth Grand Voyager (4WD) and the Plymouth Voyager (2WD). In comparison, the lowest claim records reported among two-door models were for the Oldsmobile Achieva, Buick Regal and Mercury Topaz, while the Buick LeSabre, Buick Park Avenue and Mercury Sable recorded the lowest theft rates among four-door models. The lowest claim records among passenger vans were the Ford Windstar Wagon (1995), Chevrolet Astro Wagon (4WD) and the GMC Safari Wagon (4WD).

interchangeabilité de leurs pièces. Le Centre d'information sur les véhicules du Canada² a signalé que les coupés les plus populaires volés en 1993-1994 étaient la Ford Mustang GT, la Honda Civic et la Honda Civic Del Sol (tableau 4). Chez les berlines, la Plymouth Sundance, la Dodge Shadow et la Honda Civic étaient les cibles les plus populaires. La Dodge Grand Caravan (4R.M.), la Plymouth Grand Voyager (4R.M.) et la Plymouth Voyager (2R.M.) étaient les fourgonnettes de tourisme les plus susceptibles d'être volées. Par comparaison, les meilleurs dossiers de sinistres parmi les coupés étaient ceux de la Oldsmobile Achieva, de la Buick Regal et de la Mercury Topaz, alors que la Buick LeSabre, la Buick Park Avenue et la Mercury Sable enregistraient les taux de vols les plus faibles parmi les berlines. Les meilleurs dossiers de sinistres parmi les fourgonnettes de tourisme étaient ceux de la Ford Windstar Wagon (1995), de la Chevrolet Astro Wagon (4R.M.) et de la GMC Safari Wagon (4R.M.) .

² The Vehicle Information Centre of Canada is a non-profit organization founded in 1989 by the Canadian automobile insurance industry to provide insurance companies in Canada with a comprehensive analysis of insurance claims, including advisory rating groups.

² Le Centre d'information sur les véhicules du Canada est un organisme sans but lucratif fondé en 1989 par l'industrie de l'assurance automobile du Canada, pour fournir aux compagnies d'assurance canadiennes une analyse complète des demandes de règlement, y compris proposer des groupes de tarification.

Table 4

Car Theft Claim Frequency, 1993-94¹

Best Claim Experience - Meilleur dossier de sinistres			Worst Claim Experience - Pire dossier de sinistres		
Make - Marque	Model - Modèle	Claim Frequency ² Fréquence des sinistres ²	Make - Marque	Model - Modèle	Claim Frequency ² Fréquence des sinistres ²
2 Door Models - Coupés			2 Door Models - Coupés		
Oldsmobile	Achieva	14	Ford	Mustang GT	754
Buick	Regal	23	Honda	Civic	405
Mercury	Topaz	35	Honda	Civic Del Sol	310
Ford	Tempo	38	Honda	Prelude	295
Pontiac	Grand Prix	41	Ford	Mustang LX	265
Pontiac	Grand AM	42	Dodge	Shadow	232
4 Door Models - Berlines			4 Door Models - Berlines		
Buick	LeSabre	17	Plymouth	Sundance	252
Buick	Park Avenue	17	Dodge	Shadow	212
Mercury	Sable	18	Honda	Civic	178
Mercury	Grand Marquis	21	Plymouth	Acclaim	164
Asuna	SE	23	Acura	Integra	160
Buick	Century	23	Dodge	Spirit	159
Oldsmobile	Delta 88 Royale	23	Eagle	Summit	141
Passenger Vans- Fourgonnettes			Passenger Vans- Fourgonnettes		
Ford	Windstar Wagon (1995)	38	Dodge	Grand Caravan (4wd - 4r.m.)	234
Chevrolet	Astro Wagon (4wd - 4r.m.)	38	Plymouth	Grand Voyager (4wd - 4r.m.)	220
GMC	Safari Wagon (4wd - 4r.m.)	40	Plymouth	Voyager (2wd - 2r.m.)	176
Mercury	Villager	41	Dodge	Caravan (2wd - 2r.m.)	169
GMC	Safari Wagon (2wd - 2r.m.)	44	Dodge	Grand Caravan (2wd - 2r.m.)	167
Dodge/Plymouth	Colt Wagon (2wd 2r.m.)	47	Plymouth	Grand Voyager (2wd - 2r.m.)	163

Source: How Cars Measure Up, 1993-94 Models. Vehicle Information Centre of Canada - Différence entre les voitures, modèles 1993 et 1994. Centre d'information sur les véhicules du Canada.

¹ Theft claim frequency rates are not presented for multi-purpose vehicles and station wagons - On ne présente pas les taux de fréquence des sinistres pour les véhicules à usages multiples et les familiales.

² Claim frequency refers to how often a theft claim is presented to an insurance company in comparison to the total number of similar vehicle make/models insured for theft. The ranking of claim frequencies are expressed in relative terms with 100 representing the average in each category. This means that a result of 122 is 22% above the average and a result of 87 is 13% below the average - La fréquence des sinistres s'entend du nombre de fois où une demande de règlement pour vol est présentée à une compagnie d'assurance contre le vol. Les divers taux de fréquence sont exprimés en termes relatifs, 100 représentant la moyenne dans chaque catégorie. Cela signifie qu'un résultat de 122 est de 22 % au-dessus de la moyenne, et un résultat de 87, de 13 % au-dessous de la moyenne.

Keys used most often to commit motor vehicle theft

Aside from the basic security measures of locking vehicle doors and not leaving keys inside, it is not known whether anti-theft devices, such as alarm systems or etching of the Vehicle Identification Number (VIN) on vehicle windows, inhibit motor vehicle theft. Theoretically, VIN etching allows stolen parts to be identified and thus renders them undesirable for the resale trade. Organized thieves, however, are able to remove or alter VINs. According to Clarke and Harris (1992), many of these security measures are of doubtful utility to a majority of motorists because they increase the risks for other motorists who do not, or cannot, take advantage of them.

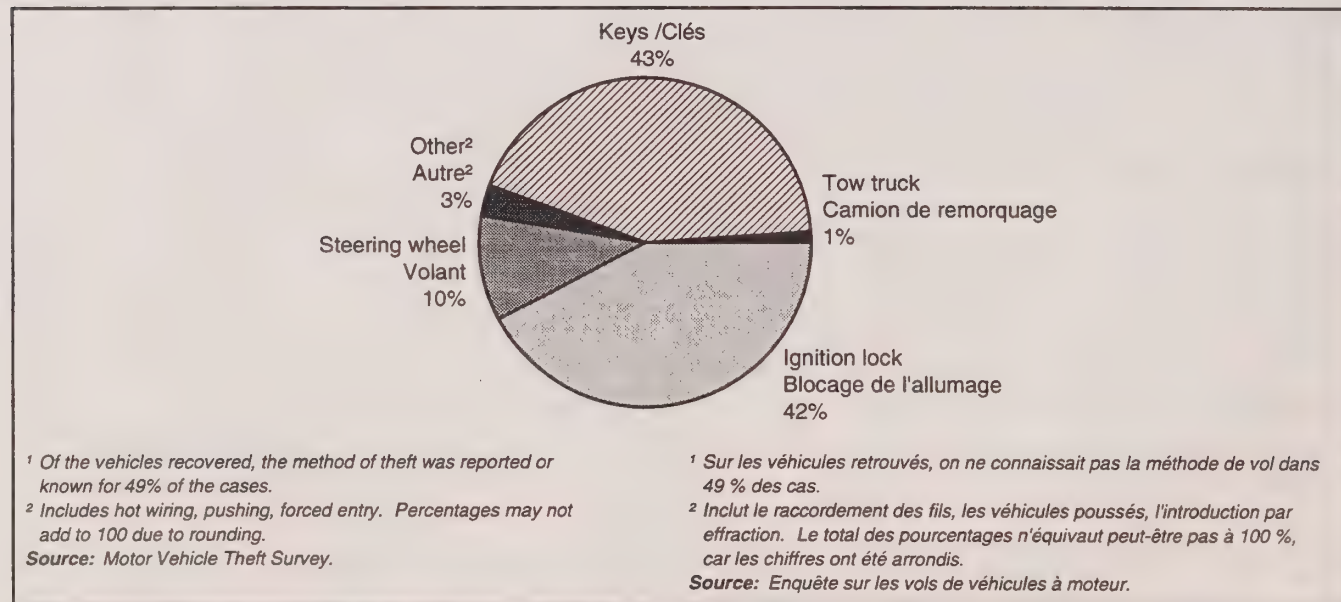
Previous research has identified how offenders marvel at the fact that most vehicles can be entered and driven away in a matter of seconds with minimal risk of police detection (Light, Nee and Ingham, 1993; Clarke and Harris, 1992). The 1991 Motor Vehicle Theft survey indicated that the two most common techniques for gaining access to motor vehicles were using the keys (43%) (keys may have been stolen, duplicated or left in the vehicle) and disabling the ignition lock cylinder (42%)(figure 3). The vehicle steering lock was the focus of attack in 10% of cases, while a tow truck was used to remove vehicles in 1% of cases. For the remaining 3%, other means were used such as hot wiring or pushing.

Le plus souvent on utilise la clé pour commettre le vol

Abstraction faite des mesures de sécurité élémentaires comme verrouiller les portières et ne pas laisser la clé dans le véhicule, on ignore si des dispositifs antivol comme les systèmes d'alarme et la gravure sur les vitres d'un numéro d'identification du véhicule (NIV) découragent les voleurs. En théorie, le NIV permet de reconnaître les pièces volées et de les rendre impropres à la revente. Dans les réseaux organisés, les voleurs réussissent cependant à enlever ou à modifier les NIV. Selon Clarke et Harris (1992), bon nombre de ces mesures de sécurité sont d'une utilité douteuse pour la majorité des automobilistes, car elles accroissent les risques pour les autres automobilistes qui ne se prévalent pas ou qui ne peuvent pas se prévaloir de ces mesures.

Selon des recherches antérieures, les contrevenants sont étonnés de voir à quel point il est facile, en quelques secondes, de s'introduire dans la plupart des véhicules et de prendre la fuite, avec un minimum de risque d'être découvert par la police (Light, Nee et Ingham, 1993; Clarke et Harris, 1992). Les données de l'Enquête sur les vols de véhicules à moteur de 1991 ont révélé que les deux méthodes les plus fréquemment employées pour voler un véhicule étaient, dans 43 % des cas, l'utilisation de la clé (il pouvait s'agir d'une clé volée, d'un double de la clé du propriétaire ou d'une clé laissée dans le véhicule) et, dans 42 % des cas, le démontage du cylindre de blocage de l'allumage (figure 3). Dans 10 % des cas, on a forcé l'antivol de la direction. Un camion de remorquage a été utilisé pour voler des véhicules dans 1 % des cas. Pour les 3 % restants, on a eu recours à d'autres moyens comme raccorder des fils ou pousser le véhicule.

Figure 3

Method of Motor Vehicle Theft¹, 1991Méthode employée pour voler le véhicule¹, 1991

Level of security of some vehicles weak

A number of recent studies have underlined the importance of looking at the social background of offenders. For instance, unemployment, inadequate schooling and poor leisure facilities (Spencer, 1992; McCullough and Schmidt, 1990) are seen as contributing

Des mesures de sécurité parfois inadéquates

Certaines études récentes ont fait ressortir l'importance d'examiner les antécédents sociaux des contrevenants. Par exemple, Spencer (1992) et McCullough et Schmidt (1990) considèrent le chômage, le faible niveau de scolarité et le manque d'installations de loisirs comme des facteurs qui contribuent à ce

factors while Briggs (1991) points toward inadequate opportunities for excitement and status. However, some motorists must accept some responsibility for their misfortunes. Of those vehicles where the level of security was known at the time of the motor vehicle theft, 23% of vehicles were not locked, 20% had keys left inside and 2% were left running according to the Motor Vehicle Theft Survey. These figures may actually be higher because victims of vehicle theft may be reluctant to report negligent vehicle security out of fear of jeopardizing their insurance coverage.

In recent years, consumers have expressed concern over the extent of motor vehicle theft and they, along with researchers, have suggested that car manufacturers can play a more important role in reducing the motor vehicle theft rate. According to Karmen (1979), cars are too easily damaged, expensive to repair and easily stolen because of inadequate security. Interestingly, the 1988 British Crime Survey found that 64% of consumers were willing to pay higher purchase prices for effective security features (Clarke, 1991).

Joyriding most common reason for vehicle theft

Motor vehicles are typically stolen for one of the following reasons: joyriding, using them to commit crimes, resale, export or stripping for parts. According to the 1991 Motor Vehicle Theft Survey, joyriding was the most common reason (76%) in cases where the purpose of the theft was known (figure 4). Joyriding is typically committed by amateur thieves who usually abandon the vehicle shortly after its theft. Stolen motor vehicles are also often used for various criminal activities, such as getaway cars during robberies or for the transportation of drugs. In the 1991 survey, 14% of stolen vehicles were used to commit other criminal offences or to escape from authorities. A further 7% of recovered vehicles were stolen for disassembly and resale of their parts. Stolen vehicles can often net double their original value when parts are sold on the black market. The increasing cost of vehicle replacement parts has, no doubt, contributed to growth in auto theft for parts.

Another type of vehicle theft involves owners who fraudulently report their vehicle as stolen. In 1991, 2% of vehicle thefts were linked to owners attempting to defraud insurance companies. The remaining 1% of vehicles stolen were resold. This activity usually involves professional thieves operating in organized rings who target specific vehicles for theft and resale. This figure may be higher since the detection of stolen vehicles being resold is difficult.

Most stolen motor vehicles returned within two days, many damaged

Since 1980, the proportion of unrecovered vehicles has been increasing, rising to 24% in 1993 from 19% in 1980 (table 1). However, the proportion of unrecovered motor vehicles has remained stable over the last ten years, averaging 26%. Among the provinces, Quebec had the highest proportion of motor vehicles not recovered at 39% in 1993, while Newfoundland (9%) and British Columbia (10%) had the lowest proportion of motor vehicles not

genre de crime, alors que Briggs (1991) mentionne le peu d'occasions de connaître des sensations fortes ou d'impressionner les autres. Toutefois, certains automobilistes doivent accepter une partie de la responsabilité de leur malheur. Parmi les véhicules où le niveau de sécurité était connu au moment du vol, le véhicule n'était pas verrouillé dans 23 % des cas, la clé y avait été laissée dans 20 % des cas et, dans 2 % des cas, le moteur était en marche selon l'Enquête sur les vols de véhicules à moteur. Il se peut que les chiffres réels soient plus élevés parce que les victimes ne sont pas toujours disposées à révéler leur négligence par crainte des conséquences possibles sur leurs assurances.

Au cours des dernières années, les consommateurs se sont dit préoccupés par la gravité du problème des vols de véhicules à moteur, et ils ont proposé, à l'instar des chercheurs, que les constructeurs d'automobiles jouent un rôle plus important dans la réduction du taux de vols de véhicules. Selon Karmen (1979), les voitures sont trop faciles à endommager, il en coûte cher pour les réparer, et il est facile de les voler en raison de dispositifs de sécurité inefficaces. Fait intéressant, l'enquête sur la criminalité effectuée en Grande-Bretagne en 1988 a révélé que 64 % des consommateurs étaient disposés à payer davantage pour une voiture dotée de dispositifs de sécurité efficaces (Clarke, 1991).

Le plus souvent, on vole un véhicule pour faire une virée

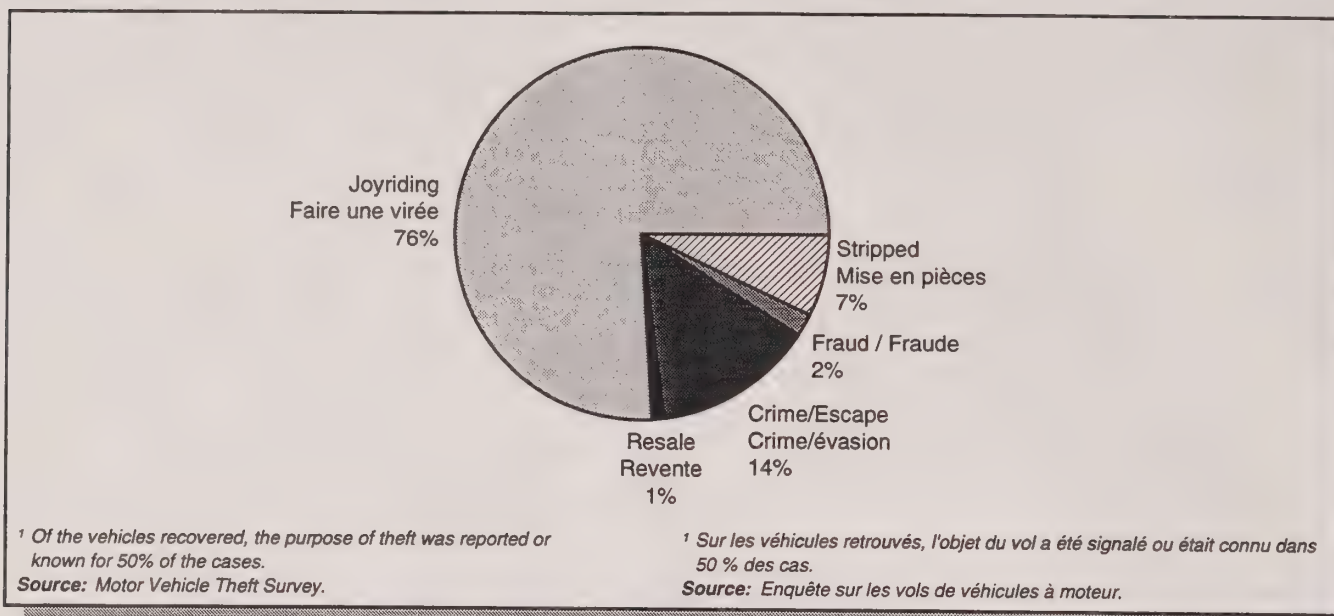
Normalement, on vole un véhicule à moteur pour l'un des motifs suivants : faire une virée, utiliser le véhicule pour commettre un crime, revendre ou exporter le véhicule, vendre les pièces. Selon l'Enquête sur les vols de véhicules à moteur de 1991, faire une virée est le motif le plus fréquent (76%) dans le cas où celui-ci est connu (figure 4). C'est habituellement celui de voleurs amateurs qui normalement abandonnent le véhicule peu après l'avoir volé. En outre, un véhicule volé sert souvent à commettre divers actes criminels, par exemple à prendre la fuite après avoir commis un vol ou à transporter de la drogue. En 1991, 14 % des véhicules volés ont servi à commettre d'autres infractions ou à prendre la fuite. Par ailleurs, 7 % des véhicules retrouvés avaient été volés pour être démontés et vendus en pièces. On peut souvent doubler la valeur d'un véhicule volé en le démontant et en vendant les pièces sur le marché noir. Il ne fait aucun doute que la hausse du coût des pièces d'automobiles a encouragé le vol de véhicules pour revente des pièces.

Il y a aussi des cas où le propriétaire déclare frauduleusement le vol de son véhicule. En 1991, 2 % des vols ont été commis par des propriétaires qui tentaient de frauder la compagnie d'assurance. Enfin, dans 1 % des cas les véhicules ont été revendus. Ce genre d'activité est habituellement le fait de voleurs professionnels organisés en réseaux, qui visent certains types de véhicules en vue de les revendre. Il se peut que la proportion de véhicules volés et revendus dépasse 1 %, car il est difficile de retracer un véhicule volé qui a été revendu.

La plupart des véhicules volés sont retrouvés, souvent endommagés, après deux jours

Depuis 1980, la proportion de véhicules volés et non retrouvés n'a pas cessé d'augmenter, passant de 19 % en 1980 à 24 % en 1993 (tableau 1). Toutefois, la proportion de véhicules non retrouvés est demeurée stable au cours des 10 dernières années, s'établissant en moyenne à 26 %. Parmi les provinces, le Québec affichait en 1993 la plus forte proportion de véhicules non retrouvés, soit 39 %, tandis que Terre-Neuve (9 %) et la Colombie-Britannique (10 %) enregistraient les plus faibles

Figure 4

Purpose of Motor Vehicle Theft¹, 1991Objet du vol¹, 1991

recovered. According to the Motor Vehicle Theft Survey, vans (79%) and cars (72%) were the most likely to be recovered, while snowmobiles (30%) and trailers (23%) were least likely. In light of recent public concern with violent crime, motor vehicle crimes overall may be drawing less attention from police, and thereby account for declining recovery rates. Another consideration is that we are witnessing the increasing involvement of more skilled offenders (Clarke and Harris, 1992).

Of motor vehicles recovered, 42% were located within 24 hours of being stolen, 16% were recovered between 24 and 48 hours, and 42% were recovered after more than 48 hours. Over three-quarters (79%) of recovered stolen vehicles were found locally (within the police jurisdiction where the theft occurred).

Although most of the stolen vehicles that are recovered are returned to their owners within two days, they are seldom returned in their original condition. Most stolen vehicles (55%) were found damaged upon recovery. Of these, 67% had been involved in an accident, 21% had parts or accessories missing, 8% were totally destroyed and rendered unusable, and almost 4% were completely disassembled. The high proportion of vehicles reported to have been involved in an accident is consistent with other findings, that offenders are at one point in time highly likely to be involved in a car accident (Light, Nee and Ingham, 1993; Spencer, 1992). The risk of being involved in an accident appears to be part of the excitement of driving at high speeds and is not viewed by the offender as a deterrent. Light et al (1993) characterized the motor vehicle offenders' perception of their criminal activity as "youthful feelings of immortality, a belief that it (accident) will never happen to me, and a high degree of confidence, perhaps misplaced, in driving ability" (44).

proportions. Selon l'Enquête sur les vols de véhicules à moteur, les fourgonnettes (79 %) et les automobiles (72 %) étaient les véhicules les plus souvent retrouvés, tandis que les motoneiges (30 %) et les remorques (23 %) étaient ceux que l'on retrouvait le moins souvent. Comme le public est depuis quelque temps fort préoccupé par les crimes de violence, il se peut que les crimes liés aux véhicules à moteur attirent moins, dans l'ensemble, l'attention de la police, ce qui expliquerait la baisse des taux de récupération. Un autre facteur tient à ce que les crimes sont de plus en plus commis par des contrevenants plus habiles (Clarke et Harris, 1992).

Sur les véhicules retrouvés, 42 % l'ont été dans les 24 heures suivant le vol, 16 % après 24 à 48 heures, et 42 % plus de 48 heures après le vol. Plus des trois quarts (79 %) des véhicules volés ont été retrouvés dans la même région (c'est-à-dire sur le territoire du service de police où avait eu lieu le vol).

Si la plupart des véhicules volés sont rendus à leur propriétaire dans les 48 heures, ils le sont rarement dans leur état d'origine. La majorité des véhicules volés (55 %) étaient endommagés lorsqu'ils ont été retrouvés. En effet, 67 % avaient été impliqués dans un accident, 21 % avaient des pièces ou des accessoires manquants, 8 % étaient complètement détruits et rendus inutilisables, et près de 4 % avaient été complètement démontés. La forte proportion de véhicules impliqués dans un accident confirme d'autres constatations, c'est-à-dire qu'à un moment donné, les contrevenants sont très susceptibles d'avoir un accident (Light, Nee et Ingham, 1993; Spencer, 1992). Le risque d'avoir un accident ferait partie, semble-t-il, de l'euphorie de conduire à de hautes vitesses, et ce n'est pas un facteur qui décourage le contrevenant. Light et coll. (1993) ont caractérisé la perception qu'ont les contrevenants de leur activité criminelle de la façon suivante : «le sentiment d'immortalité qu'éprouvent les jeunes, la croyance que cela (un accident) ne leur arrivera jamais, et un degré élevé de confiance, peut-être mal placée, dans leur capacité de conduire» (44) [traduction].

Most accused charged with motor vehicle crimes are males aged 25 and under

Who commits motor vehicle crimes? Existing literature indicates a long-standing relationship between young males and motor vehicle crimes throughout Western Europe and North America (Light, Nee and Ingham, 1993; Houghton, 1992; Webb and Laycock, 1992; Spencer, 1992; Morrison and Ogrodnick, 1994). Canadian evidence supports these findings in that the vast majority of motor vehicle crimes where charges are laid are committed by men (95%). Table 5 indicates that, in 1994, youths aged 12-17 represented over one-half of those charged with motor vehicle theft, one-third of thefts from motor vehicles and one-quarter of vandalism. People aged 18-25 accounted for 27% of those charged with motor vehicle theft, 42% of thefts from motor vehicles, and 38% of vehicle vandalism.

La plupart des accusés de crimes liés aux véhicules à moteur sont des hommes âgés de 25 ans et moins

Qui commet des crimes liés aux véhicules à moteur? Selon les ouvrages qui traitent de la question, on établit depuis longtemps, partout en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord, un lien entre les jeunes hommes et les crimes liés aux véhicules à moteur (Light, Nee et Ingham, 1993; Houghton, 1992; Webb et Laycock, 1992; Spencer, 1992; Morrison et Ogrodnick, 1994). Au Canada, les données confirment ce lien, en ce que la grande majorité des crimes liés aux véhicules à moteur qui entraînent une mise en accusation sont commis par des hommes (95 %). Le tableau 5 indique qu'en 1994 plus de la moitié des vols de véhicules, le tiers des vols de biens et le quart des actes de vandalisme ont été commis par des jeunes âgés de 12 à 17 ans. La proportion d'accusés âgés de 18 à 25 ans était de 27 % pour les vols de véhicules, 42 % pour les vols de biens et 38 % pour les actes de vandalisme.

Table 5

Age of Persons Accused of Motor Vehicle Crimes¹, 1994

Age of Accused Âge des accusés	Theft of Motor Vehicle Vols de véhicules à moteur		Theft From Motor Vehicle Vols de biens dans un véhicule à moteur		Motor Vehicle Vandalism Vandalisme causé à un véhicule à moteur	
	Accused Charged	Accused Cleared Otherwise	Accused Charged	Accused Cleared Otherwise	Accused Charged	Accused Cleared Otherwise
	Inculpation	Classement sans mise en accusation	Inculpation	Classement sans mise en accusation	Inculpation	Classement sans mise en accusation
	%	%	%	%	%	%
11 and under - 11 et moins	...	1	...	1	...	21
12-17	56	51	36	50	25	36
18-25	27	27	42	31	38	17
26-35	12	13	14	9	22	13
36-49	5	5	7	7	11	9
50-64	1	1	1	--	3	2
65 and over - 65 ans et plus	--	-	--	--	1	1
Unknown - Inconnu	-	3	--	1	--	1
Total	100	100	100	100	100	100

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey - Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité.

... Figures not appropriate or not applicable - n'ayant pas lieu de figurer.

-- Amount too small to be expressed - nombres infimes

- Nil or zero - néant ou zéro

¹ Based on incidents reported by 111 police agencies to the Revised Uniform Crime Reporting survey and which represent approximately 33% of the national volume of crime. The unit of count for this table is persons charged or cleared otherwise for each type of incident. Percentages may not total 100 due to rounding - Fondé sur des affaires signalées par 111 organismes de police au Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité qui représentent environ 33 % du volume national de criminalité. L'unité de dénombrement dans ce tableau est toute personne accusée ou dont l'affaire a été classée sans mise en accusation pour chaque genre d'affaire. Le total des pourcentages n'équivaut peut-être pas à 100 %, car les chiffres ont été arrondis.

Most of those accused of a motor vehicle crime "cleared otherwise" were under age 18. In 1994, 36% of all motor vehicle vandalism cleared otherwise involved accused who were aged 12-17, while 21% involved

La majorité des accusés dans des affaires «classées sans mise en accusation» étaient âgés de moins de 18 ans. En 1994, 36 % des personnes accusées d'actes de vandalisme classés sans mise en accusation avaient de 12 à 17 ans, et 21 %, moins

accused who were under age 12. These figures may indicate that young offenders involved in motor vehicle crimes are dealt with through avenues other than the formal criminal justice system. For example, the accused's parents may be informed or the accused may be warned or asked to pay restitution for damages. Because children under age 12 cannot be charged with a criminal offence, the cleared otherwise category is the only mechanism to measure the criminal activity of this group.

According to the Current UCR Survey, the motor vehicle theft rate among youths aged 12-17 who were charged steadily increased from 259 per 100,000 youths in 1987 to a peak of 384 in 1991. Since 1991, the annual rate of youths charged with motor vehicle theft has either remained stable or shown a decline below the previous year. In 1994, for example, the motor vehicle theft rate was 318 per 100,000 youths, a decrease of 9% below 1993.

In 1994, Manitoba reported the highest rate of youths charged with motor vehicle theft (610 per 100,000 youths) followed by Saskatchewan (549) and Alberta (495) (figure 5). Since 1986, these provinces have shown rates higher than those of the other provinces. Between 1993 and 1994, rates declined across all provinces, except in P.E.I. and Saskatchewan.

de 12 ans. Ces chiffres s'expliquent sans doute par le fait que c'est par d'autres moyens que le système de justice pénale que sont réglées les affaires concernant de jeunes contrevenants. Par exemple, il se peut qu'on informe les parents de l'accusé, qu'on donne un avertissement à ce dernier, ou qu'on l'oblige à payer les dommages. Comme les enfants de moins de 12 ans ne peuvent être accusés d'une infraction criminelle, la catégorie «classement sans mise en accusation» est le seul moyen de mesurer l'activité criminelle de ce groupe d'âge.

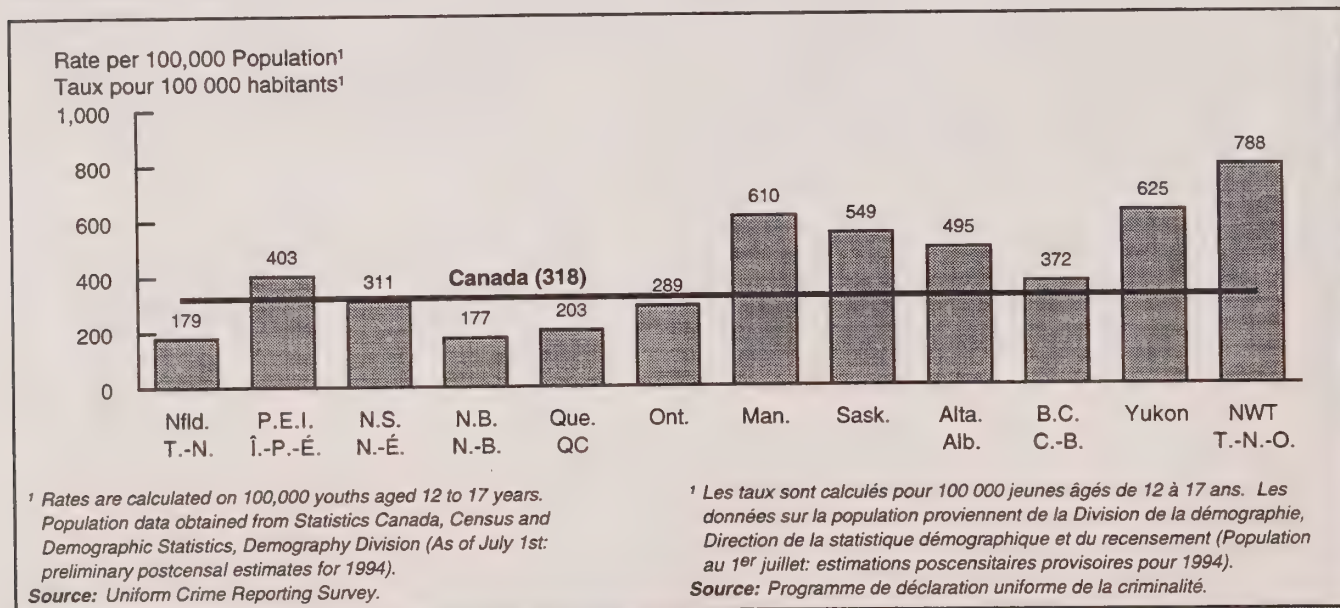
Selon le programme DUC actuel, le taux annuel de vols de véhicules à moteur chez des accusés âgés de 12 à 17 ans a augmenté progressivement, passant, pour 100 000 jeunes, de 259 en 1987 à un sommet de 384 en 1991. Depuis 1991, ce taux est demeuré stable ou a affiché une baisse par rapport à l'année précédente. En 1994, par exemple, il s'établissait à 318 pour 100 000 jeunes, une diminution de 9 % par rapport à 1993.

En 1994, le Manitoba a déclaré le taux le plus élevé de vols de véhicules à moteur dont étaient accusés des jeunes (610 pour 100 000 jeunes), suivi de la Saskatchewan (549) et de l'Alberta (495) (figure 5). Depuis 1986, ces provinces ont affiché des taux supérieurs à ceux des autres provinces. Entre 1993 et 1994, les taux ont enregistré une baisse dans toutes les provinces, sauf dans l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan.

Figure 5

Youths charged with motor vehicle theft offences, 1994

Jeunes accusés de vols de véhicules à moteur, 1994



A number of explanations have been advanced to describe the motivations for involvement in motor vehicle crimes. McCaghy, Giordano and Henson (1977) found that the symbolic nature of the motor vehicle within our society cannot be ignored as a contributing factor in this crime. This symbolism is reinforced by the media, which glamorize the motor vehicle and all it is supposed to represent. McCaghy et al (1977) maintained that as far as joyriding is concerned, the car is stolen not for what it does, but for the status it conveys to its possessor. Other studies have suggested that initial involvement in motor

Certains auteurs ont tenté d'expliquer les motifs derrière les crimes liés aux véhicules à moteur. Selon McCaghy, Giordano et Henson (1977), on ne pourrait écarter le caractère symbolique de l'automobile dans notre société comme facteur qui contribue à ce type de crime. Ce symbolisme est renforcé par les médias, qui donnent une image fort séduisante de l'automobile et de tout ce qu'elle est censée représenter. McCaghy et autres (1977) soutiennent que dans le cas des virées, l'automobile est volée non pour ce qu'elle fait mais pour le prestige qu'elle donne à celui qui la possède. Selon d'autres études, les contrevenants commencent à commettre des crimes liés aux véhicules à moteur

vehicle crimes centre around peer influence, the desire to drive, to make money, boredom and potential excitement (Foster, 1990; Cooper, 1989; Light, Nee and Ingham, 1993).

Light et al (1993) found that most car theft offenders attributed increased maturity and responsibility, and not legal sanctions, as the main reasons for ceasing car theft activities. This seems to support the premise that boredom or the need for excitement are motivating factors among younger age groups and will likely diminish with maturity. Figure 6 shows that 75% of accused charged with a motor vehicle crime were aged 25 or under, while persons aged 14 to 19 accounted for 52%. On the other hand, studies have indicated that those who progressed into a long term car theft career cited the potential for financial reward and subsequent dependence on this income as the primary reason for continuing in the auto theft industry (Cooper, 1989; Parker, 1974; Light, Nee, Ingham, 1993).

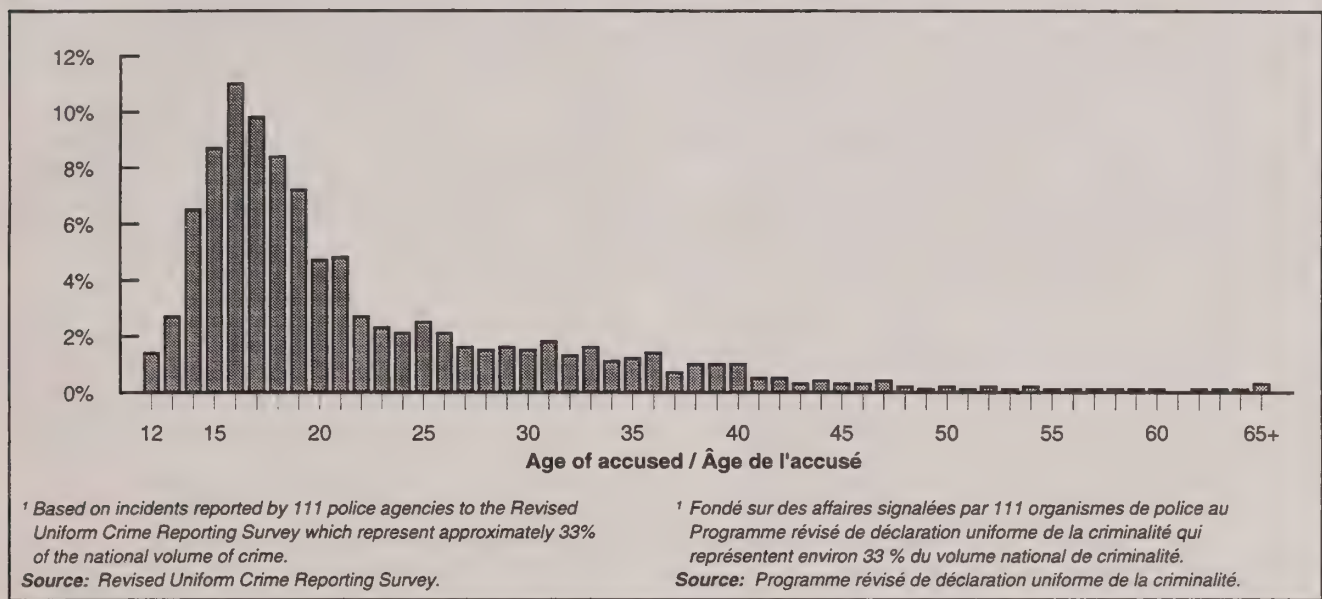
sous l'influence exercée par des pairs, ou encore parce qu'ils veulent conduire, qu'il veulent faire de l'argent, qu'ils s'ennuient et qu'ils recherchent des sensations fortes (Foster, 1990; Cooper, 1989; Light, Nee et Ingham, 1993).

Light et autres (1993) ont découvert que la plupart des voleurs d'automobiles attribuaient l'abandon de leurs activités criminelles à une plus grande maturité et un plus grand sens des responsabilités plutôt qu'à des sanctions juridiques. Cette constatation semble étayer l'hypothèse selon laquelle l'ennui ou le manque de sensations fortes sont des facteurs qui interviennent chez les groupes plus jeunes, et dont l'influence diminuera probablement avec la maturité. La figure 6 montre que 75 % des accusés d'un crime lié aux véhicules à moteur étaient âgés de 25 ans ou moins et 52 %, de 14 à 19 ans. Par ailleurs, ceux qui ont poursuivi à long terme une carrière de voleur de véhicules auraient, selon certaines études, mentionné la possibilité de gains financiers et la dépendance subséquente à l'égard de ce revenu comme la principale raison pour laquelle ils ont continué à voler des véhicules (Cooper, 1989; Parker, 1974; Light, Nee, Ingham, 1993).

Figure 6

Motor Vehicle Crimes by Age of Accused¹, 1994

Crimes liés aux véhicules à moteur selon l'âge de l'accusé¹, 1994



As indicated in figure 7, 67% of motor vehicle crimes involve a single accused being charged. A further 21% saw police charge two accused, while the remaining 11% involved three or more accused.

Comme l'indique la figure 7, 1 seule personne a été accusée dans 67 % des crimes liés aux véhicules à moteur. La police a porté des accusations contre 2 personnes dans 21 % des cas, et contre 3 personnes ou plus dans les 11 % restants.

Joyriding - youth court sentencing outcomes³

Faire une virée - peine imposée par les tribunaux de la jeunesse³

Research indicates that an attitude of youthful invincibility by young offenders is reinforced by the offender's perception that joyriding is not a serious form

Les recherches indiquent qu'une attitude d'invincibilité chez les jeunes contrevenants est renforcée par leur perception que faire une virée n'est pas un crime grave. Light et coll. (1993) ont

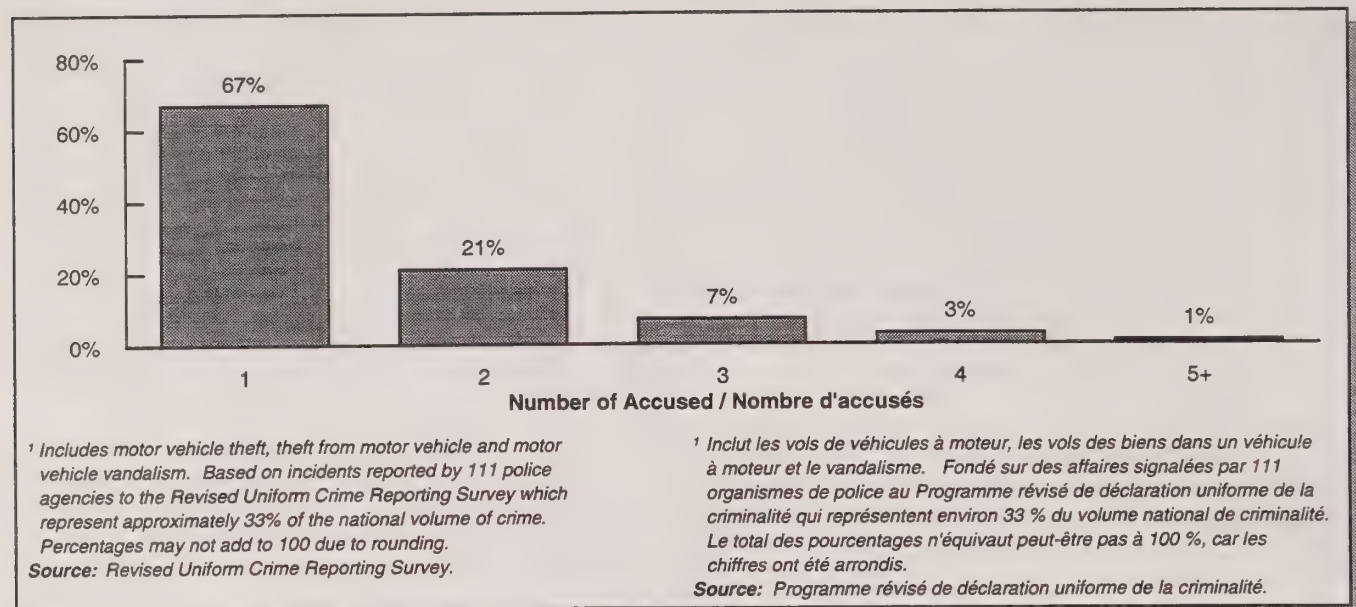
³ Under the Criminal Code an individual who steals a motor vehicle is charged with either "theft \$1,000 and under" or "theft over \$1,000". For this reason, sentencing data cannot distinguish motor vehicle theft from other types of theft. At the present time, sentencing data on joyriding is available for youth courts only.

³ En vertu du Code criminel, une personne qui vole un véhicule à moteur est accusée de «vol de 1 000 \$ ou moins» ou de «vol de plus de 1 000 \$». Pour cette raison, on ne peut faire la distinction, dans les données sur les peines, entre les vols de véhicules à moteur et d'autres types de vols. À l'heure actuelle, les données sur les peines dans les cas de virées ne sont disponibles que pour les tribunaux de la jeunesse.

Figure 7

Number of Accused Charged per Motor Vehicle Crime¹, 1994

Nombre d'accusés par crime lié à un véhicule à moteur¹, 1994



of crime. Light et al (1993) found that the majority of offenders did not weigh the risk of being apprehended or consider the punishment they would receive if caught. Furthermore, the effect of sanctions such as fines, probation or serving a custodial sentence for a motor vehicle crime did not appear to deter a significant number of offenders from re-committing similar offences.

In 1993-94, 77% of joyriding cases heard in youth courts resulted in a finding of guilt (figure 8). Proceedings were stayed or withdrawn in 20% of cases, and another 3% resulted in findings of not guilty or dismissal. Probation was the most significant disposition in 52% of the cases with findings of guilt, followed by community service (16%), open custody (13%), closed custody (5%) and fines (5%). A further 4% of dispositions resulted in an absolute discharge and 5% received another type of disposition (e.g. restitution, apologies, essays, counselling).

In 1993-94, under the *Young Offenders Act* (YOA), courts were able to sentence a youth found guilty of an offence to open or secure custody for a maximum of three years (or five years for murder), and to a maximum term of probation of two years⁴. The median⁵ sentence length for custodial sentences (open and secure) given for taking a vehicle without consent in 1993-94 was 45 days. The median term of probation was one year, while the median fine amount imposed was \$100.

⁴ Bill C-37 came into effect in December 1995 and increased the maximum sentence for first and second degree murder for young offenders to 10 and 7 years respectively.

⁵ The median represents the middle value when all values are ordered in terms of magnitude.

constaté que la majorité des contrevenants ne tenaient pas compte du risque d'être appréhendés ni de la peine qui leur serait imposée s'ils étaient attrapés. En outre, des sanctions comme une amende, une période de probation ou un placement sous garde pour un crime lié aux véhicules à moteur ne semblaient pas dissuader un grand nombre de contrevenants de commettre de nouveau des infractions semblables.

En 1993-1994, 77 % des affaires impliquant une virée entendues par les tribunaux de la jeunesse ont abouti à un verdict de culpabilité (figure 8). Il y a eu arrêt de procédure ou retrait des accusations dans 20 % des cas, et 3 % ont donné lieu à un verdict de non-culpabilité ou un rejet. Une période de probation était la peine la plus sévère dans 52 % des cas ayant abouti à un verdict de culpabilité, suivie des travaux communautaires (16 %), du placement sous garde en milieu ouvert (13 %), du placement sous garde en milieu fermé (5 %) et d'une amende (5 %). Quatre pour cent des accusés ont obtenu une libération inconditionnelle, et 5 % ont fait l'objet d'un autre type de décision (p. ex., restitution, présentation d'excuses, dissertations, counselling).

En 1993-1994, les tribunaux pouvaient, en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC), condamner un jeune reconnu coupable d'une infraction à un placement sous garde en milieu ouvert ou en milieu fermé, pour une période maximale de trois ans (ou cinq ans s'il s'agissait d'un meurtre), et à une période maximale de probation de deux ans⁴. La durée médiane⁵ des placements sous garde (en milieu ouvert et en milieu fermé) imposés en 1993-1994 pour prise d'un véhicule sans permission était de 45 jours. La durée médiane de la période de probation était d'un an, alors que le montant médian de l'amende imposée était de 100 \$.

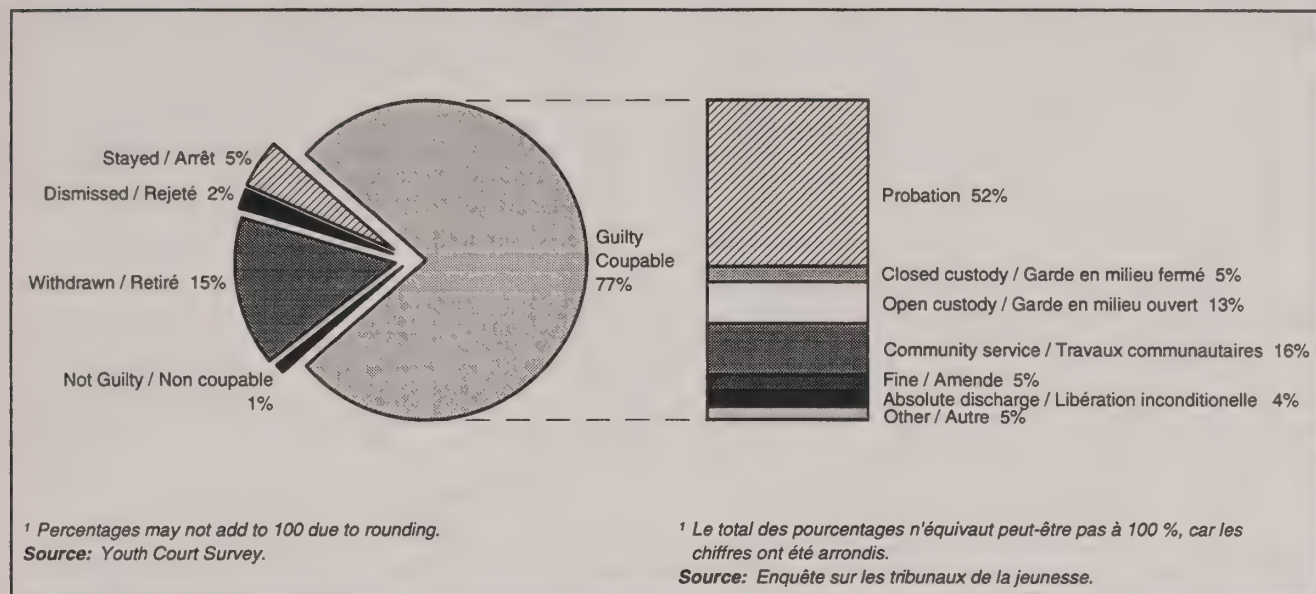
⁴ Le projet de loi C-37, qui est entré en vigueur en décembre 1995, a porté la peine maximale pour le meurtre au premier degré et au deuxième degré pouvant être imposée à de jeunes contrevenants à 10 et 7 ans respectivement.

⁵ Médian ou médiane s'entend du point milieu lorsque toutes les valeurs sont classées par ordre de grandeur.

Figure 8

Distribution of Joyriding Cases Heard in Youth Courts by Most Serious Decision and Disposition, Canada, 1993-94¹

Répartition des affaires impliquant une virée entendues par les tribunaux de la jeunesse, selon la décision et la peine les plus sévères, Canada 1993-94¹



Reporting to police⁶

According to the 1993 General Social Survey, motor vehicle thefts were more likely to be reported to police (91%) than thefts of motor vehicle parts (38%) or incidents of motor vehicle vandalism (55%). Victims gave various reasons for reporting to the police: to claim the insurance (82% of incidents); to catch the offender (81%); and to stop the crime or receive protection (47%).⁷ In 68% of incidents reported to police, victims were satisfied with the action taken by police, compared to 30% in which victims expressed dissatisfaction.

While the overwhelming majority of motor vehicle thefts were reported to police (91%)⁸, 60% of thefts of motor vehicle parts and 43% of motor vehicle vandalism were not. The most frequently cited reasons for not reporting the latter two victimizations were because the victims felt the incident was not important enough (60%), or they thought there was nothing the police could have done (50%).

International comparisons - vehicle vandalism most common in Canada

Motor vehicle crime has become a national and international problem. In recent years, several countries have conducted criminal victimization surveys.

⁶ Respondents to the GSS were asked to indicate whether the incident was reported or not reported to the police. In a small proportion of incidents the respondent did not answer the question, therefore, percentages of incidents reported and not reported may not add to 100%.

⁷ Percentages do not add to 100% because of multiple responses.

⁸ The number of motor vehicle thefts not reported to police was too low to enable a statistically reliable estimate.

Affaires signalées à la police⁶

Selon l'Enquête sociale générale de 1993, les vols de véhicules à moteur étaient plus susceptibles d'être signalés à la police (91 %) que les vols de pièces de véhicules (38 %) ou les actes de vandalisme (55 %). Les victimes ont donné diverses raisons pour avoir signalé le crime à la police : pour se faire rembourser par l'assurance (82 % des affaires); pour faire appréhender le contrevenant (81 %); et pour mettre fin au crime ou recevoir une protection (47 %)⁷. Dans 68 % des affaires signalées, les victimes étaient satisfaites des mesures prises par la police, comparativement à 30 % qui ne l'étaient pas.

Même si la grande majorité des vols de véhicules à moteur ont été signalés à la police (91 %)⁸, 60 % des vols de pièces de véhicules et 43 % des actes de vandalisme ne l'ont pas été. Les motifs les plus souvent cités pour ne pas avoir signalé les deux derniers types de crimes étaient que les victimes estimaient que l'affaire n'était pas assez importante (60 %) ou qu'elles pensaient qu'il n'y avait rien que la police aurait pu faire (50 %).

Comparaisons avec d'autres pays - c'est au Canada que le taux de vandalisme est le plus élevé

La criminalité liée aux véhicules à moteur est devenue un problème national et international. Au cours des dernières années, plusieurs pays ont mené des enquêtes sur le crime.

⁶ On a demandé aux répondants à l'ESG d'indiquer si l'affaire avait été signalée ou non à la police. Dans une petite proportion des affaires, le répondant n'a pas répondu à la question et, par conséquent, le total des pourcentages des affaires signalées et non signalées peut ne pas équivaloir à 100 %.

⁷ Le total des pourcentages n'équivaut pas à 100 % en raison de réponses multiples.

⁸ Le nombre de vols de véhicules à moteur non signalés à la police était trop faible pour que l'on puisse établir une estimation fiable sur le plan statistique.

Unfortunately, it has not always been possible to use the findings to make detailed comparisons of national crime levels among countries because of different methodological approaches. In 1989, the first international victimization survey was conducted in 14 countries. This survey used a standard interview questionnaire to ensure comparable results and collected data on 11 types of victimization occurring in 1988. A second survey was conducted in 1992 (the 1992 and 1989 surveys cover crime in the previous year) which expanded the number of countries covered to 20, and the coverage of victimization categories to 12. For those countries which participated in both cycles of the International Crime Survey, an average of rates for both 1988 and 1991 is presented.

Table 6 compares the proportion of motor vehicle owners in various countries who experienced either the theft of a vehicle, theft from a vehicle or vandalism of a vehicle. In their analysis of data from the international crime survey, van Dijk and Mayhew (1992) found that the risk of having a motor vehicle stolen was highest in England (2.8%), Australia (2.7%), New Zealand (2.7%), Italy (2.7%), France (2.4%) and the United States (2.3%). Of the twenty countries surveyed, Canada ranked eleventh with 1.1% of all motor vehicle owners having experienced a motor vehicle theft. Thus, the risk of victimization in the United States was more than twice that of Canada.

Malheureusement, il n'a pas toujours été possible d'utiliser les résultats pour établir des comparaisons détaillées des niveaux nationaux de criminalité entre les pays, en raison d'approches méthodologiques différentes. En 1989, la première enquête internationale sur le crime a été menée dans 14 pays. Cette enquête faisait appel à un questionnaire d'entrevue standard, pour garantir la comparabilité des résultats, et elle a recueilli des données sur 11 types de crimes commis en 1988. Une deuxième enquête a été effectuée en 1992 (les enquêtes de 1992 et 1989 portent sur les crimes commis au cours de l'année précédente), qui a augmenté à 20 le nombre des pays participants, et à 12 le nombre de catégories de crimes. Pour les pays qui ont participé aux deux cycles de l'Enquête internationale sur le crime, on présente une moyenne des taux pour les deux années, c'est-à-dire 1988 et 1991.

Le tableau 6 compare la proportion des propriétaires de véhicules dans divers pays qui soit se sont fait voler leur véhicule, soit se sont fait voler des biens dans leur véhicule, ou encore dont le véhicule a fait l'objet de vandalisme. Dans leur analyse des données provenant de l'enquête internationale sur le crime, van Dijk et Mayhew (1992) ont constaté que les pays où il y avait le plus de risque d'être victime d'un vol de véhicule à moteur étaient l'Angleterre (2,8 %), l'Australie (2,7 %), la Nouvelle-Zélande (2,7 %), l'Italie (2,7 %), la France (2,4 %) et les États-Unis (2,3 %). Parmi les vingt pays étudiés, le Canada s'est classé au onzième rang, avec 1,1 % des propriétaires de véhicules à moteur s'étant fait voler leur véhicule. Ainsi, la probabilité d'être victime de ce genre de crime aux États-Unis est plus de deux fois plus élevée qu'au Canada.

Table 6

Proportion of Car Owners Victimized, 1988 & 1991

Tableau 6

Proportion des propriétaires dont le véhicule a fait l'objet d'un crime, 1988 et 1991

Year(s)	Theft of cars/joyriding		Theft from cars		Car Vandalism	
Année(s)	Vol de voitures/faire une virée		Vol de biens dans une voiture		Vandalisme causé à un véhicule à moteur	
		%		%		%
(88+91)	England - Angleterre	2.8	Spain - Espagne	9.9	Canada	9.2
(88+91)	Australia - Australie	2.7	USA - États-Unis	8.1	Australia - Australie	9.1
(88+91)	New Zealand - Nouvelle-Zélande	2.7	Canada	7.2	Netherlands - Pays-Bas	8.9
(91)	Italy - Italie	2.7	England - Angleterre	7.1	England - Angleterre	8.7
(88)	France	2.4	Italy - Italie	7.0	W.Germany - Allemagne de l'Ouest	8.7
(88+91)	USA - États-Unis	2.3	New Zealand - Nouvelle-Zélande	6.9	USA - États-Unis	8.5
(91)	Sweden - Suède	1.7	Australia - Australie	6.7	New Zealand - Nouvelle-Zélande	8.0
(88)	N.Ireland - Irlande du Nord	1.6	Netherlands - Pays-Bas	6.0	Italy - Italie	7.6
(88)	Spain - Espagne	1.3	France	6.0	Scotland - Écosse	6.5
(88)	Norway - Norvège	1.1	Scotland - Écosse	5.4	Belgium - Belgique	6.4
(88+91)	Canada	1.1	Poland - Pologne	5.4	France	6.4
(88+91)	Belgium - Belgique	1.0	W. Germany - Allemagne de l'Ouest	4.7	Spain - Espagne	6.3
(88)	Scotland - Écosse	0.8	Czechoslovakia - Tchécoslovaquie	4.4	Poland - Pologne	4.9
(88+91)	Japan - Japon	0.7	N. Ireland - Irlande du Nord	4.0	Finland - Finlande	4.8
(91)	Czechoslovakia - Tchécoslovaquie	0.7	Sweden - Suède	3.9	Norway - Norvège	4.6
(88+91)	Finland - Finlande	0.6	Belgium - Belgique	3.3	Sweden - Suède	4.6
(91)	Poland - Pologne	0.6	Norway - Norvège	2.8	N. Ireland - Irlande du Nord	4.4
(88+91)	Netherlands - Pays-Bas	0.4	Finland - Finlande	2.8	Switzerland - Suisse	4.1
(88)	W. Germany - Allemagne de l'Ouest	0.4	Switzerland - Suisse	1.9	Czechoslovakia - Tchécoslovaquie	3.7
(88)	Switzerland - Suisse	0.4	Japan - Japon	1.5	Japan - Japon	2.7

Source: Jan J. M. Van Dijk and Pat Mayhew (1992). *Criminal Victimization in the Industrialized World: Key Findings of the 1989 and 1992 International Crime Surveys*. Ministry of Justice, The Netherlands - Jan J. M. Van Dijk et Pat Mayhew (1992). *Criminal Victimization in the Industrialized World: Key Findings of the 1989 and 1992 International Crime Surveys*. Ministère de la Justice, Pays-Bas.

For thefts from vehicles, Spain (9.9%) and the United States (8.1%) ranked first and second highest respectively, while Canada (7.2%) ranked third. Vandalism of motor vehicles was most common in Canada (9.2%), followed

Pour les vols de biens se trouvant dans un véhicule, l'Espagne (9,9 %) et les États-Unis (8,1 %) occupaient les deux premiers rangs respectivement, suivis, en troisième place, du Canada (7,2 %). Quant aux actes de vandalisme, c'est au Canada qu'ils

by Australia (9.1%), Netherlands (8.9%), England (8.7%) and West Germany (8.7%). The United States experienced less vehicle vandalism than Canada, ranking sixth overall (8.5%).

Figure 9 shows police-reported data for both Canada and the United States for motor vehicle thefts and thefts from motor vehicles from 1980 to 1994. The fact that Canada and the United States share a similar definition of motor vehicle theft and theft from a motor vehicle facilitates a comparison of rates between these two countries. Since 1980, the motor vehicle theft rate has been consistently lower in Canada than in the United States. However, the Canadian rate has continued to rise in recent years while the American rate has declined. The number of motor vehicle thefts per 1,000 vehicle registrations has been higher in Canada than in the United States for each year since 1992. In Canada, the rate increased to 9.0 thefts per 1,000 registered motor vehicles in 1994 from 5.5 in 1988, the sixth consecutive annual rate increase. In comparison, the American rate declined for the third straight year, dropping to 7.7 per 1,000 in 1994 from 7.8 in 1988.

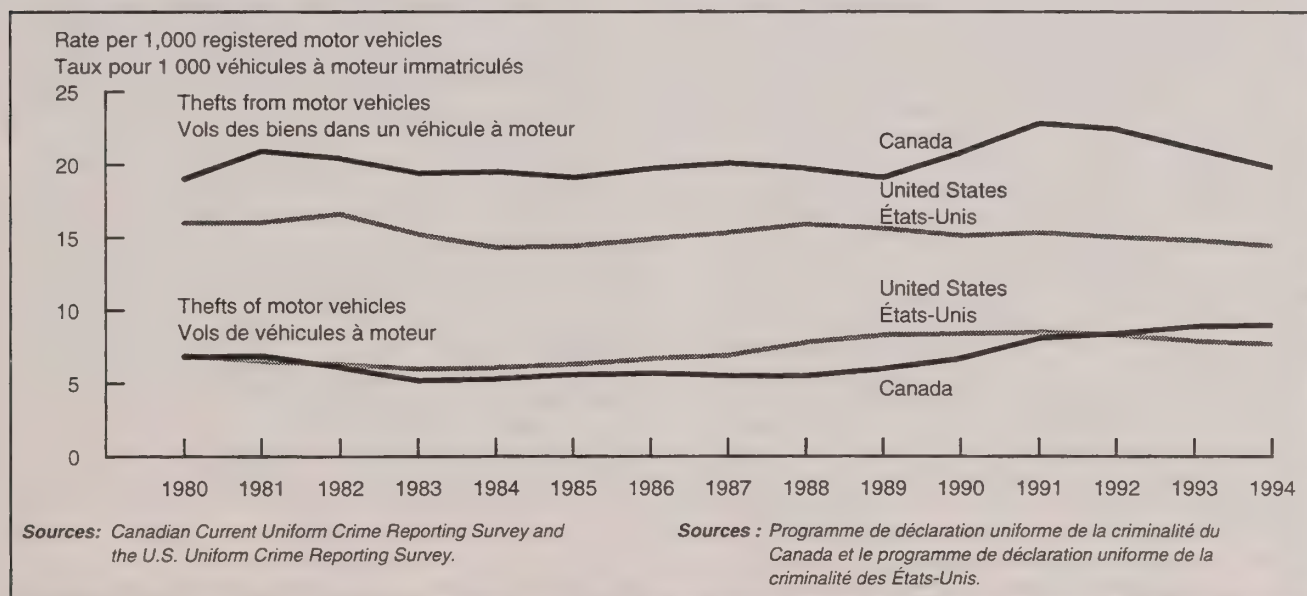
étaient les plus fréquents (9,2 %), puis en Australie (9,1 %), aux Pays-Bas (8,9 %), en Angleterre (8,7 %) et en Allemagne de l'Ouest (8,7 %). Les États-Unis affichaient un taux de vandalisme inférieur à celui du Canada, se classant au sixième rang (8,5 %).

La figure 9 présente, pour le Canada et les États-Unis, des données sur les vols de véhicules à moteur et les vols de biens se trouvant dans des véhicules qui ont été signalés à la police de 1980 à 1994. Le fait que le Canada et les États-Unis aient adopté une définition semblable de vol de véhicule à moteur et de vol de biens se trouvant dans un véhicule à moteur facilite une comparaison des taux entre ces deux pays. Depuis 1980, le taux de vols de véhicules à moteur enregistré au Canada a toujours été inférieur à celui des États-Unis. Cependant, il a augmenté régulièrement depuis quelques années, contrairement au taux américain qui a diminué. Chaque année depuis 1992, le nombre de vols de véhicules à moteur pour 1 000 véhicules immatriculés a été plus élevé au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, le taux de vols de véhicules à moteur a grimpé à 9,0 pour 1 000 véhicules immatriculés en 1994, comparativement à 5,5 en 1988, ce qui représente la sixième hausse annuelle d'affilée. En comparaison, le taux enregistré aux États-Unis était en baisse pour la troisième année de suite, s'établissant à 7,7 pour 1 000 en 1994, contre 7,8 en 1988.

Figure 9

Motor Vehicle Crimes, Canada and the United States, 1980-1994

Crimes liés aux véhicules à moteur, Canada et États-Unis, 1980-1994



Comparative rates for thefts from motor vehicles suggest a considerably different picture between the two countries. The rate for property thefts from motor vehicles, including both parts and personal property, has been considerably higher in Canada for each year since 1980. However, the rates in both countries has been stable throughout this period. The Canadian rate reached 19.8 per 1,000 registered motor vehicles in 1994, compared to 14.4 per 1,000 in the United States. Since 1992, Canada and the United States have experienced a downward trend in the motor vehicle property theft rates, consistent with the overall drop in the property crime rates in both countries.

Il se dégage des taux comparatifs pour les vols de véhicules à moteur une image sensiblement différente entre les deux pays. Le taux de vols de biens se trouvant dans un véhicule à moteur, y compris les pièces et les biens personnels, a été beaucoup plus élevé au Canada tous les ans depuis 1980. Toutefois, les taux dans les deux pays sont demeurés stables pendant cette période. Le taux canadien a atteint 19,8 vols pour 1 000 véhicules immatriculés en 1994, comparativement à 14,4 pour 1 000 aux États-Unis. Depuis 1992, le Canada et les États-Unis ont enregistré une tendance à la baisse dans les taux de vols de biens dans un véhicule à moteur, ce qui est conforme à la baisse générale des taux de crimes contre les biens dans les deux pays.

Police and community reactions to motor vehicle crimes

Attempts to reduce the conditions that produce crime are an important part of modern crime prevention. In recent years, co-operative efforts between police and the general public have resulted in the implementation of crime prevention programs that aim to minimize the risk of motor vehicle and other types of crimes. Law enforcement officials and insurance agencies advocate that the best approach to reducing motor vehicle crime is through the co-ordination of educational, enforcement and engineering efforts. Drivers can also take simple preventative measures to reduce the likelihood of their vehicle being stolen, by locking vehicle doors, not leaving keys in the ignition or hidden elsewhere in the vehicle, and not leaving registration, licence and proof of insurance in the vehicle. A variety of anti-theft security products are also available, ranging from steering wheel and transmission locks to electronic vehicle alarms, but further research is required to assess the relative effectiveness of these security devices.

Most major police forces across Canada have initiated anti-theft programs where residents who enrol are given a highly visible sticker to attach to the side or rear window of their car. The sticker alerts patrolling officers to vehicles not usually driven between the hours of midnight and 6 a.m., and authorizes them to stop the vehicle during this period and request identification. Findings indicate that the majority of motor vehicle thefts occur during this time period when most people do not usually drive their vehicles. A similar program in New York City found that of the 28,000 vehicles registered in the program, only 39 were reported stolen.

Public assistance in helping police combat crime is often dependent on the level of community awareness. In today's world of high technology, police forces use computers and telephone networks to simultaneously inform entire neighbourhoods of increases in criminal activity. One such program calls on residents to register their telephone number with their local police force, which is then entered into an automated database. If a neighbourhood should experience an outbreak of motor vehicle crimes, each resident listed in the program receives a recorded telephone message from the police informing them of the occurrences. This serves not only to heighten public awareness of crime in a specific neighbourhood, but also enlists the public's help in detecting and reporting suspicious activities to the police. Various efforts can be undertaken to combat motor vehicle theft, such as the educational efforts of the "Lock it and Pocket the Key" program. Additional safety measures include improving the physical security features of vehicles and their parts, improving police training programs to identify stolen vehicles and their components, curtailing the export of stolen vehicles, and devising a means for cross-checking scrapped vehicles against their registrations (Ogrodnick and Paiement, 1992).

In British Columbia, radio stations have started a program where descriptions of stolen vehicles are conveyed to listeners (e.g. make, colour, license number). The intent is that members of the general public will see the vehicle and report its location to the police.

Réactions de la police et de la collectivité face à la criminalité liée aux véhicules

Les mesures prises pour réduire les conditions qui engendrent la criminalité jouent aujourd'hui un rôle important dans la prévention du crime. Au cours des dernières années, la police et le grand public ont conjugué leurs efforts pour mettre en œuvre des programmes de prévention de la criminalité qui visent à réduire au minimum les risques d'infractions liées aux véhicules à moteur et d'autres types de crimes. Les responsables de l'application de la loi et les assureurs soutiennent que la meilleure façon de réduire la criminalité liée aux véhicules à moteur est de coordonner les efforts dans les domaines de l'éducation, de l'application de la loi et de la technologie. Les conducteurs peuvent aussi prendre des précautions très simples pour réduire la probabilité que leur véhicule soit volé : verrouiller les portières, ne pas laisser les clés dans l'allumage ni les cacher dans le véhicule, ne pas laisser dans le véhicule le certificat d'immatriculation, le permis de conduire ou la preuve d'assurance. Il existe également des dispositifs antivol, allant des verrous de volant et de transmission jusqu'aux alarmes électroniques, mais d'autres recherches sont requises pour évaluer l'efficacité relative de ces dispositifs de sécurité.

La plupart des grands services de police du Canada ont mis sur pied des programmes antivol qui consistent à remettre aux participants un autocollant très visible que ceux-ci apposent sur la vitre latérale ou sur la lunette arrière de la voiture. La police peut alors arrêter une voiture portant cet autocollant et demander à son conducteur une pièce d'identité s'il circule entre minuit et 6 h. Les résultats indiquent que la grande majorité des vols de véhicules à moteur se produisent durant cette période, lorsque la majorité des gens ne conduisent pas leur véhicule. Un programme semblable à New York a révélé que sur 28 000 véhicules inscrits au programme, seulement 39 ont été déclarés volés.

L'aide que le public apporte à la police dans la lutte contre la criminalité dépend souvent du niveau de sensibilisation. À l'ère des techniques de pointe, les corps policiers utilisent des réseaux informatiques et téléphoniques pour informer simultanément des quartiers complets des augmentations de l'activité criminelle. Dans le cadre d'un tel programme, les habitants inscrivent, auprès de leur service de police local, leur numéro de téléphone qui est ensuite versé dans une base de données automatisée. Si un quartier connaît une vague de crimes liés aux véhicules à moteur, chaque habitant inscrit au programme reçoit un message téléphonique enregistré de la police l'informant des cas survenus. Ce programme permet non seulement de sensibiliser davantage la population d'un quartier, mais également de s'assurer que celle-ci apportera une aide en détectant et en signalant à la police toute activité suspecte. On peut mettre en œuvre une grande variété de moyens pour combattre le vol de véhicules à moteur, comme le programme d'éducation «Verrouillez et emportez la clé». D'autres mesures de sécurité visent à améliorer les caractéristiques de sécurité des véhicules et des pièces, à améliorer les programmes de formation des policiers dans l'identification des automobiles et des pièces volées, à réduire l'exportation des véhicules volés, et à concevoir des moyens de vérifier l'immatriculation des véhicules mis en pièces (Ogrodnick et Paiement, 1992).

En Colombie-Britannique, les stations de radio ont lancé sur les ondes une émission où l'on donne aux auditeurs des descriptions de véhicules volés (p. ex. marque du véhicule, couleur, numéro d'immatriculation). Ainsi, si des membres du grand public voient le véhicule, ils peuvent signaler son emplacement à la police.

Previous studies have demonstrated that there is a link between automotive design and theft rates (Karmen, 1981). Manufacturers have yet to produce a theft-proof vehicle; however, they have been working with police and insurance companies to design more sophisticated security systems. For example, a deterrent system called pass-key consists of a pellet imbedded in the ignition key containing a unique code. If a person attempts to start the vehicle with either the wrong key or a key with the correct cut but the wrong code, the fuel system shuts down (Ogrodnick and Paiement, 1992).

In Quebec, where the incidence of motor vehicle theft and non-recovery are consistently above the national average, the Quebec government has reacted by implementing legislation to combat motor vehicle theft. In September 1987, the Highway Safety Code was amended to regulate all individuals selling motor vehicles and used automobile parts in that province. Moreover, every recycling plant owner must maintain a detailed record of vehicles and parts in stock, including their origin and destination. Dealers failing to record every transaction are subject to penalties.

Conclusion

Motor vehicles are the most widely used form of transportation in Canada. Among OECD countries, Canada was second only to the United States in total motor vehicle (personal use and commercial) ownership rates in 1991: 622 vehicles for every 1,000 Canadians, compared with 761 for every 1,000 Americans (Silver, 1994). The economic significance of motor vehicles in Canadian family life is demonstrated by Statistics Canada's 1992 Family Expenditure Survey which reported that of the \$55 billion spent by households on transportation, 92%, or more than \$51 billion, was spent for the purchase and maintenance of motor vehicles.

The economic and public safety concerns surrounding motor vehicle crimes are escalating the need to find solutions to this national problem. There is a continued need for research to guide policy initiatives and better understand the conditions that draw people, particularly young offenders, into committing motor vehicle crimes. Little is known about the relevant effects of improved parking lot security or the deterrent effect of anti-theft devices and automobile designs on motor vehicle theft rates.

Research by itself however, will not cause a reduction in motor vehicle crime or diminish its financial or societal consequences. The promise of success also lies in the quality of partnership arrangements struck in the future among the key players in this area: vehicle owners, the police, federal and provincial regulatory agencies, vehicle manufacturers and insurance companies.

Methodology

In order to provide readers with a comprehensive picture of motor vehicle crimes, data from several different surveys were utilized in preparing this *Juristat*. National

Des études antérieures ont démontré qu'il existe un lien entre la conception du véhicule et le taux de vols (Karmen, 1981). Les manufacturiers n'ont pas encore réussi à fabriquer un véhicule impossible à voler, mais ils travaillent de concert avec la police et les compagnies d'assurance pour concevoir des dispositifs de sécurité plus efficaces. Par exemple, le dispositif de prévention passe-partout est constitué d'une pastille insérée dans la clé d'allumage et qui contient un code unique. Si quelqu'un tente de faire démarrer le véhicule avec une mauvaise clé ou avec une clé du type requis, mais qui n'a pas le code, le circuit de carburant est coupé (Ogrodnick et Paiement, 1992).

Au Québec, où les taux de vols de véhicules à moteur et de non-récupération sont toujours plus élevés que la moyenne nationale, le gouvernement du Québec a adopté des lois qui visent à combattre les vols de véhicules à moteur. En septembre 1987, le Code de la sécurité routière a été modifié pour régir la vente des véhicules et des pièces d'automobiles usagées dans la province. De plus, tous les propriétaires d'entreprises de recyclage doivent tenir un registre détaillé des véhicules et des pièces en stock, y compris leur origine et leur destination. Si un vendeur n'enregistre pas toutes les transactions, il peut encourir des sanctions.

Conclusion

Les véhicules à moteur sont le mode de transport le plus utilisé au Canada. En 1991, parmi les pays de l'OCDE, le Canada se situait au deuxième rang, après les États-Unis seulement, pour ce qui est des taux de propriété de véhicules à moteur (usage personnel et usage commercial) : 622 véhicules pour 1 000 Canadiens, comparativement à 761 pour 1 000 Américains (Silver, 1994). L'importance économique des véhicules à moteur dans la vie familiale canadienne se dégage de l'Enquête sur les dépenses des familles de 1992 de Statistique Canada, selon laquelle les ménages canadiens auraient dépensé 55 milliards de dollars au titre du transport, dont plus de 51 milliards, soit 92 %, pour l'achat et l'entretien de véhicules à moteur.

En raison des difficultés économiques et des préoccupations en matière de sécurité publique que soulèvent les crimes liés aux véhicules à moteur, il devient de plus en plus urgent de trouver des solutions à ce problème national. Il faut poursuivre les recherches pour orienter les initiatives gouvernementales et mieux comprendre les conditions qui incitent des gens, particulièrement de jeunes contrevenants, à commettre des crimes liés aux véhicules à moteur. On dispose de très peu de renseignements sur les effets pertinents de meilleures mesures de sécurité dans les parcs de stationnement, ou sur l'effet de dissuasion des dispositifs antivols et de la conception des automobiles sur les taux de vols de véhicules à moteur.

Toutefois, la recherche ne peut pas, à elle seule, réduire la criminalité liée aux véhicules à moteur ni ses conséquences financières ou sociales. La clé du succès réside également dans la qualité des partenariats qui seront créés dans l'avenir entre les principaux intervenants dans ce domaine : les propriétaires de véhicules, la police, les organismes de réglementation fédéraux et provinciaux, les constructeurs de véhicules et les compagnies d'assurance.

Méthodologie

Afin de donner au lecteur une vue d'ensemble des crimes liés aux véhicules à moteur, on s'est servi des données provenant de différentes enquêtes pour préparer le présent bulletin. Les

data on motor vehicle theft and vandalism in Canada are extracted from the Uniform Crime Reporting Survey (UCR) of the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS). There are two versions of the UCR Survey running concurrently. The "current" UCR Survey measures the level of criminal activity that comes to the attention of the police. Individual police forces participate in this survey by submitting crime activity totals on a monthly basis. If a single criminal incident contains a number of violations of the law, only the most serious offence is recorded by the survey.

The "revised" UCR Survey provides detailed information on the characteristics of an incident, and basic data on the persons involved in an incident, both victims and accused. More importantly, when multiple violations occur within a single criminal incident, the new survey captures the four most serious charges. In 1994, 111 police forces reported to the revised UCR Survey. These forces accounted for approximately 33% of all criminal incidents reported to the police.

The Motor Vehicle Theft Survey referenced in this *Juristat* was completed by the CCJS and funded by the Insurance Crime Prevention Bureau of Canada. The purpose of the Motor Vehicle Theft Survey was to provide data on the conditions surrounding motor vehicle theft. Twenty-six large police forces across Canada were requested to complete a form for each motor vehicle stolen during the months of July, August and September, 1991.

Statistic Canada's General Social Survey (GSS) is made up of five cycles, and each is repeated every five years. The purpose of the GSS is to gather national statistical information on the living conditions and well-being of Canadians. In 1988 and again in 1993, the GSS collected information on personal risk, examining the prevalence and social and demographic distribution of eight specific types of criminal victimizations. Over 10,000 Canadians aged 15 years and older were surveyed about their experiences with crime and the criminal justice system within the twelve month period preceding the survey. Detailed information was collected on each victimization experienced by an individual during the reference period. Data collected from this survey have been weighted to represent Canada's population aged 15 years and older.

References

Briggs, J. 1991. *A Portrait of the Juvenile Joyrider*. Durham: University of Durham.

Clarke, Ronald, V., and Patricia M. Harris. 1992. "Auto Theft and Its Prevention." In *Crime and Justice: A Review of Research*, vol. 16, edited by Michael Tonry. Chicago: University of Chicago Press.

Clarke, R. 1991. *Preventing Vehicle Theft: A Policy Oriented Review of the Literature*. Edinburgh: Scottish Home and Health Department.

Cooper, B. 1989. *The Management and Prevention of Juvenile Crime Problems*. Crime Prevention Unit Paper No. 20. London: Home Office.

Foster, J. 1990. *Villains: Crime and Community in the Inner City*. London: Routledge.

données nationales sur les crimes liés aux véhicules à moteur, c'est-à-dire sur le vol et le vandalisme, sont tirées du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), qui est une enquête du Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ). Il y a actuellement deux versions du programme DUC. Le programme DUC «actuel» sert à mesurer le niveau d'activité criminelle d'après les actes signalés à la police. Les divers services de police transmettent tous les mois des données sur l'ensemble de l'activité criminelle. Si une même affaire comporte plusieurs infractions, seule la plus grave est comptée aux fins de l'Enquête.

Le programme DUC «révisé» permet de recueillir des renseignements détaillés sur les caractéristiques des actes criminels et des données de base sur les personnes impliquées, aussi bien les victimes que les accusés. Plus important encore, lorsqu'une seule affaire criminelle comporte plusieurs violations, la nouvelle enquête permet de saisir les quatre chefs d'accusation les plus graves. En 1994, 111 services de police ont participé au programme DUC révisé. Les crimes déclarés par ces services représentaient environ 33 % des infractions signalées à la police.

L'Enquête sur les vols de véhicules à moteur dont il est question dans le présent *Juristat* a été menée par le CCSJ et financée par le Service anti-crime des assureurs du Canada. Elle avait pour objet de recueillir des données sur les circonstances entourant les vols de véhicules à moteur. On a demandé à 26 grands services de police du Canada de remplir une formule pour chaque vol de véhicule à moteur qui aurait lieu en juillet, août et septembre 1991.

L'Enquête sociale générale (ESG) de Statistique Canada se compose de cinq cycles, qui sont tous répétés tous les cinq ans. L'ESG a pour objet de réunir des données statistiques nationales sur les conditions de vie et le bien-être des Canadiens. En 1988 et de nouveau en 1993, l'ESG a réuni de l'information sur les risques de victimisation, examinant la fréquence et la répartition sociale et démographique de huit types précis d'actes criminels. Dans les 12 mois qui ont précédé l'enquête, plus de 10 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus ont été interrogés au sujet de leurs expériences en ce qui concerne la criminalité et le système de justice pénale. Des renseignements détaillés ont été recueillis sur chaque acte criminel dont une personne avait été victime au cours de la période de référence. Les données recueillies au moyen de cette enquête ont été pondérées pour représenter la population du Canada âgée de 15 ans et plus.

Bibliographie

Briggs, J. 1991. *A Portrait of the Juvenile Joyrider*. Durham : University of Durham.

Clarke, Ronald, V. et Patricia M. Harris. 1992. «Auto Theft and Its Prevention». Dans *Crime and Justice : A Review of Research*, vol. 16, publié sous la direction de Michael Tonry. Chicago : University of Chicago Press.

Clarke, R. 1991. *Preventing Vehicle Theft : A Policy Oriented Review of the Literature*. Edinburgh : Scottish Home and Health Department.

Cooper, B. 1989. *The Management and Prevention of Juvenile Crime Problems*. Crime Prevention Unit Paper N° 20. Londres : Home Office.

Foster, J. 1990. *Villains: Crime and Community in the Inner City*. Londres : Routledge.

Harlow, C.W. 1988. *Motor Vehicle Theft*. Washington, D.C.: U.S. Department of Justice, Bureau of Justice Statistics.

Hope, T. 1987. "Residential Aspects of Autocrime." *Research Bulletin* 23: 28-33. London: Home Office.

Houghton, G. (1992). *Car Theft in England and Wales: the Home Office Car Theft Index*. Crime Prevention Unit Paper 33. London: Home Office.

Karmen, A. 1979. "Victim Facilitation: The Case of Automobile Theft." *Victimology* 4(4) :361-370.

Karmen, A. 1981. "Auto Theft and Corporate Irresponsibility." *Contemporary Crisis* 5(1) 63-81.

Light, R., C. Nee, and H. Ingham. 1993. *Car Theft: The Offender's Perspective*. Home Office Research Study No. 130. London: Home Office.

McCaghy, C.H., P. Giordano, and T. Henson. 1977. "Auto Theft: Offender and Offence Characteristics." *Criminology* 15: 367-385.

McCullough, D., and T. Schmidt. 1990. "Joyriding in West Belfast." In D. McCullough, D. Schmidt and B. Lockhart, *Car Theft in Northern Ireland: Recent Studies on a Persistent Problem*. Belfast: Extern Organization.

Morrison, P., and L. Ogradnick. 1994. "Motor Vehicle Crimes." *Canadian Social Trends* 34 (Autumn): 21-26. Ottawa : Statistics Canada

Morrison, P. 1991. "Motor Vehicle Theft and Vehicle Vandalism." *Juristat Service Bulletin* 11(2). Ottawa : Statistics Canada.

Ogradnick, L., and R. Paiement. 1992. "Motor Vehicle Theft." *Juristat Service Bulletin* 12(12). Ottawa : Statistics Canada.

Parker, H.J. 1974. *View From the Boys*. Newton Abbot: David & Charles.

Plate, T. 1975. *Crime Pays: An Inside Look at Burglars, Car Thieves, Loan Sharks, Hit Men, Fences and Other Professionals in Crime*. New York: Simon and Schuster.

Poyner, B., and B. Webb. 1987. *Successful Crime Prevention: Case Studies*. London: Tavistock Institute of Human Relations.

Saville, G., and R. Murdie. 1988. "The Spacial Analysis of Motor Vehicle Theft: A Case Study of Peel Region, Ontario." *Journal of Police Science and Administration* 16: 126-135.

Silver, C. 1994. "Fire." *Canadian Social Trends* 34 (Autumn): 17-20. Ottawa : Statistics Canada

Spencer, E. 1992. *Car Crime and Young People on a Sunderland Housing Estate*. Crime Prevention Unit Paper No. 40. London: Home Office.

van Dijk, Jan J.M., and P. Mayhew. 1992. *Criminal Victimization in the Industrial World: Key Findings of the 1989 and 1992 International Crime Surveys*. Netherlands: Ministry of Justice.

Webb, B., and G. Laycock. 1992. *Tackling Car Crime: The Nature and Extent of the Problem*. Crime Prevention Unit Paper No. 34. London: Home Office.

Harlow, C.W. 1988. *Motor Vehicle Theft*. Washington, D.C. : U.S. Department of Justice, Bureau of Justice Statistics.

Hope, T. 1987. "Residential Aspects of Autocrime". *Research Bulletin* 23 : 28-33. Londres : Home Office.

Houghton, G. (1992). *Car Theft in England and Wales : the Home Office Car Theft Index*. Crime Prevention Unit Paper 33. Londres : Home Office.

Karmen, A. 1979. "Victim Facilitation : The Case of Automobile Theft". *Victimology* 4(4) : 361- 370.

Karmen, A. 1981. "Auto Theft and Corporate Irresponsibility". *Contemporary Crisis* 5(1) 63-81.

Light, R., C. Nee et H. Ingham. 1993. *Car Theft : The Offender's Perspective*. Home Office Research Study N° 130. Londres : Home Office.

McCaghy, C.H., P. Giordano et T. Henson. 1977. "Auto Theft : Offender and Offence Characteristics". *Criminology* 15 : 367-385.

McCullough, D. et T. Schmidt. 1990. "Joyriding in West Belfast". Dans D. McCullough, D. Schmidt et B. Lockhart, *Car Theft in Northern Ireland : Recent Studies on a Persistent Problem*. Belfast : Extern Organization.

Morrison, P. et L. Ogradnick. 1994. "Les crimes liés aux véhicules à moteur". *Tendances sociales canadiennes* 34 (Automne) : 21-26. Ottawa : Statistique Canada.

Morrison, P. 1991. "Vol de véhicules à moteur et vandalisme causé aux véhicules à moteur". *Juristat, Bulletin de service* 11(2). Ottawa : Statistique Canada.

Ogradnick, L. et R. Paiement. 1992. "Vol de véhicules à moteur". *Juristat, Bulletin de service* 12(12). Ottawa : Statistique Canada.

Parker, H.J. 1974. *View From the Boys*. Newton Abbot : David & Charles.

Plate, T. 1975. *Crime Pays : An Inside Look at Burglars, Car Thieves, Loan Sharks, Hit Men, Fences and Other Professionals in Crime*. New York : Simon and Schuster.

Poyner, B. et B. Webb. 1987. *Successful Crime Prevention : Case Studies*. Londres: Tavistock Institute of Human Relations.

Saville, G. et R. Murdie. 1988. "The Spacial Analysis of Motor Vehicle Theft : A Case Study of Peel Region, Ontario". *Journal of Police Science and Administration* 16 : 126-135.

Silver, C. 1994. "Au feu". *Tendances sociales canadiennes* 34 (Automne) : 17-20. Ottawa : Statistique Canada.

Spencer, E. 1992. *Car Crime and Young People on a Sunderland Housing Estate*. Crime Prevention Unit Paper N° 40. Londres : Home Office.

van Dijk, Jan J.M. et P. Mayhew. 1992. *Criminal Victimization in the Industrial World : Key Findings of the 1989 and 1992 International Crime Surveys*. Pays-Bas : Ministère de la justice.

Webb, B. et G. Laycock. 1992. *Tackling Car Crime : The Nature and Extent of the Problem*. Crime Prevention Unit Paper N° 34. Londres : Home Office.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 **1-613-951-9023** or **toll-free 1-800-387-2231**. To order (Canada and the United States), call **Operations and Integration Division, Circulation Management, Statistics Canada, 1-800-267-6677** or **1-613-951-7277**.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 **1-613-951-9023** ou le **numéro sans frais 1-800-387-2231**. Pour commander (Canada et aux États Unis), communiquer avec la **Division des Opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, Statistique Canada, 1-800-267-6677** ou **1-613-951-7277**.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|----------------|---|
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |
| Vol. 15 No. 14 | Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |
| Vol. 16 No. 1 | Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US \$12.00 per issue, US \$108.00 annually
Other Countries: US \$14.00 per issue, US \$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free
line 1-800-267-6677

Vol. 16 No. 3

Government Spending on Adult Correctional Services

Tim Foran*

Highlights

- In 1994-95, federal and provincial/territorial government operating expenditures for adult corrections totalled \$1.9 billion. After adjusting for inflation, spending at the national level was 2% lower than four years ago.
- The federal government spent \$913 million on adult corrections while the provinces and territories spent \$980 million.
- It cost about \$44,000 per year to keep a person in a federal penitentiary, compared with \$39,000 in a provincial facility.
- The per capita cost to operate the adult corrections system represents \$65 for each person in Canada.
- In the federal sector, the number of inmates in federal institutions increased 24% between 1990-91 and 1994-95, while operational costs rose by only 6%.

* Senior Analyst, Correctional Services Program

March 1996
ISSN 0715-271X

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Prix : Canada : 10 \$ le numéro, 90 \$ l'abonnement annuel
États-Unis : 12 \$ US le numéro, 108 \$ US l'abonnement annuel
Autres pays : 14 \$ US le numéro, 126 \$ US l'abonnement annuel
Pour commander des publications de Statistique Canada, composer sans frais,
partout au pays, le numéro 1 800 267-6677

Vol. 16, n° 3

Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes

Tim Foran*

Faits saillants

- En 1994-1995, les gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux ont consacré, au total, 1,9 milliard de dollars aux dépenses d'exploitation liées aux services correctionnels pour adultes. Après rajustement pour tenir compte de l'inflation, les dépenses à l'échelle nationale étaient de 2 % inférieures à ce qu'elles étaient il y a quatre ans.
- Le gouvernement fédéral a dépensé 913 millions de dollars au chapitre des services correctionnels pour adultes, contre 980 millions de dollars dans le cas des provinces et territoires.
- Il en coûte environ 44 000 \$ par an pour garder une personne dans un pénitencier fédéral, comparativement à 39 000 \$ dans un établissement provincial.
- Le coût par habitant du système correctionnel pour adultes a coûté, au total, 65 \$ par personne au Canada.
- Dans le secteur fédéral, le nombre de détenus dans les établissements fédéraux s'est accru de 24 % entre 1990-1991 et 1994-1995, alors que les dépenses d'exploitation n'ont

* Analyste principal, Programme des services correctionnels

Mars 1996
ISSN 0715-271X

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1996. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, 1996. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

During the same time, the number of federal offenders under supervision in the community rose by only 0.2% and costs increased 2%.

- In the provincial sector, the number of inmates in provincial institutions increased 11% between 1990-91 and 1994-95, while operational costs rose by 8%. During the same time, the number of offenders under supervision in the community rose by 22% and costs increased 20%.

Introduction

Canada's incarceration rate is high by international standards. At 130 per 100,000 total population in 1994-95, the Canadian rate appears low in relation to countries such as Russia (558), the United States (519), and South Africa (368). However, Canadian rates are significantly higher than comparable western European countries including the United Kingdom (92), France (78), and Germany (66). In 1994-95, the average number of inmates held in federal and provincial custody reached an all time high of 33,900. The average annual cost of incarcerating provincial inmates (\$39,150) and federal inmates (\$44,344) is substantial, consuming nearly 80% of total correctional costs. The remaining costs were consumed by community corrections services (12%) and headquarters/central services (9%).

As with many private and public sectors of the Canadian economy, the criminal justice system is facing cutbacks. As part of the 1995 federal budget, it was announced that the government would develop a strategy to contain the growth rate of the inmate population and the costs of correctional services. At the same time, however, public concern about crime is increasing the demand for tougher prison sentences, particularly for crimes of violence and for serious offenders.

This Juristat describes adult correctional expenditures and personnel from 1990-91 to 1994-95. It examines expenditure and personnel trends in the context of rising inmate populations and community corrections caseloads. The information reported is based on the *Adult Corrections Revenue, Expenditure and Personnel survey*¹ which is conducted annually by the Canadian Centre for Justice Statistics. It is important to note that "operating expenditures" refer only to the day-to-day costs of delivering correctional services, and do not include "capital costs" for building new facilities, renovations, etc..

Overview of Correctional Services

Adult correctional services in Canada are a responsibility shared among the federal, provincial and territorial governments. Section 731 of the *Criminal Code of Canada*

augmenté que de 6 %. Au cours de la même période, le nombre de contrevenants sous responsabilité fédérale faisant l'objet d'une surveillance dans la collectivité a affiché une hausse de seulement 0,2 %, alors que les coûts ont augmenté de 2 %.

- Dans le secteur provincial, le nombre de détenus dans les établissements provinciaux s'est accru de 11 % entre 1990-1991 et 1994-1995, alors que les dépenses d'exploitation ont augmenté de 8 %. Au cours de la même période, le nombre de contrevenants faisant l'objet d'une surveillance dans la collectivité a affiché une hausse de 22 %, alors que les coûts ont augmenté de 20 %.

Introduction

Le taux d'incarcération au Canada est élevé par rapport à celui des autres pays. À 130 pour un total de 100 000 habitants en 1994-1995, il paraît faible si on le compare à celui d'autres pays comme la Russie (558), les États-Unis (519) et l'Afrique du Sud (368). Toutefois, les taux canadiens sont sensiblement plus élevés que ceux de pays comparables de l'Europe de l'Ouest, dont le Royaume-Uni (92), la France (78) et l'Allemagne (66). En 1994-1995, le nombre moyen de détenus dans des établissements fédéraux et provinciaux a atteint 33 900, un chiffre record. Le coût annuel moyen d'incarcération de détenus sous responsabilité provinciale (39 150 \$) et de détenus sous responsabilité fédérale (44 344 \$) est élevé, absorbant près de 80 % des dépenses totales des services correctionnels. Les autres dépenses ont été engagées au titre des services correctionnels communautaires (12 %) et des administrations centrales/ services centraux (9 %).

À l'instar de nombreux éléments des secteurs privé et public du Canada, le système de justice pénale fait face à des compressions budgétaires. Dans le cadre du budget fédéral de 1995, il a été annoncé que le gouvernement fédéral élaborerait une stratégie visant à freiner le taux de croissance de la population carcérale et les dépenses des services correctionnels. Parallèlement, toutefois, l'inquiétude du public face à la criminalité se traduit par un accroissement de la demande de peines d'incarcération plus longues, particulièrement pour les crimes de violence et pour les infractions graves.

Le présent bulletin décrit les dépenses et le personnel des services correctionnels pour adultes de 1990-1991 à 1994-1995. On y examine les tendances relatives aux dépenses et au personnel dans le contexte de l'accroissement des populations carcérales et du nombre de contrevenants faisant l'objet d'une surveillance dans la collectivité. Les données sont tirées de l'*Enquête sur les recettes, les dépenses et le personnel des services correctionnels pour adultes*¹, réalisée tous les ans par le Centre canadien de la statistique juridique. Il importe de noter que les «dépenses d'exploitation» s'entendent uniquement des dépenses courantes engagées pour la prestation de services correctionnels, et qu'elles n'englobent pas les «dépenses d'immobilisation» engagées pour la construction de nouvelles installations, des renovations, etc..

Aperçu des services correctionnels

Les administrations fédérale, provinciales et territoriales se partagent la responsabilité des services correctionnels pour adultes au Canada. L'article 731 du *Code criminel du Canada*

¹ The Adult Correctional Revenue, Expenditure, and Personnel Survey measures the resources and operational costs (fiscal year) of Canada's custodial and non-custodial programs.

¹ L'Enquête sur les recettes, les dépenses et le personnel des services correctionnels pour adultes évalue les ressources et les dépenses d'exploitation (exercice financier) des programmes de détention et de non-détention du Canada.

prescribes that all offenders sentenced to a term of imprisonment for a period of less than two years are a provincial/territorial responsibility; offenders sentenced to prison terms of two years or more are a federal responsibility. Typically, federal inmates are more dangerous or chronic offenders, and are considered to have committed more serious offences. In general, they require more intensive correctional programming than most provincial inmates. Interchange of inmates between federal and provincial jurisdictions may take place through Exchange of Service agreements, to enable offenders to maintain family connections, obtain treatment, or ensure appropriate levels of supervision.

In the federal sector, adult correctional services are provided by two distinct agencies - the Correctional Service of Canada and the National Parole Board. Both organizations operate under the authority of the federal Ministry of the Solicitor General, but the National Parole Board is independent in exercising its parole decision-making authority.

Total Spending Remains Stable

Total government operating costs for adult corrections remained stable between 1993-94 and 1994-95 at \$1.9 billion (Table 1). Correctional expenditures were about one-third of the amount spent on policing (\$5.8 billion).

Between 1990-91 and 1994-95, there was a 6% increase in total correctional operating expenditures. However, after adjusting for inflation, correctional costs actually decreased by 2% over this period. Data from the Financial Management System, Public Institutions Division reveal that the total of all federal and provincial/territorial government expenditures increased by 11% between 1990-91 and 1994-95.

Table 1

Total Federal and Provincial Adult Correctional Operational Expenditures in Current and Constant Dollars, Canada, 1990-91 to 1994-95

Year Année	Federal government Gouvernement fédéral		Provincial government Gouvernement provincial		Total		Per capita Par habitant	
	Current dollars	Constant 1990-91 dollars	Current dollars	Constant 1990-91 dollars	Current dollars	Constant 1990-91 dollars	Current dollars	Constant 1990-91 dollars
	Dollars courants	Dollars constants de 1990-91	Dollars courants	Dollars constants de 1990-91	Dollars courants	Dollars constants de 1990-91	Dollars courants	Dollars constants de 1990-91
	\$'000		\$'000		\$'000		\$	
1990-91	862,041	862,041	929,664	929,664	1,791,705	1,791,705	64.47	64.47
1991-92	876,447	839,784	995,924	954,263	1,872,371	1,794,048	66.58	63.80
1992-93	859,296	810,556	1,020,523	962,638	1,879,819	1,773,194	65.86	62.13
1993-94	881,988	819,857	996,904	926,678	1,878,892	1,746,535	64.92	60.35
1994-95	913,250	845,035	980,280	907,058	1,893,530	1,752,093	64.74	59.90

dispose que tous les contrevenants condamnés à une peine d'emprisonnement de moins de deux ans relèvent des administrations provinciales/territoriales, et les contrevenants condamnés à deux ans ou plus du gouvernement fédéral. Les détenus sous responsabilité fédérale sont normalement des contrevenants plus dangereux ou des récidivistes chroniques, et ils sont jugés avoir commis des infractions plus graves. En règle générale, ils ont besoin de programmes de traitement correctionnel plus intensifs que la plupart des détenus sous responsabilité provinciale. Il peut y avoir des échanges de détenus entre les secteurs de compétence fédéral et provinciaux, dans le cadre «d'accords d'échange de services» pour permettre aux détenus de maintenir des liens avec leur famille, d'obtenir un traitement, ou encore pour garantir des niveaux de surveillance appropriés.

Dans le secteur fédéral, les services correctionnels pour adultes sont fournis par deux organismes distincts - le Service correctionnel du Canada et la Commission nationale des libérations conditionnelles. Les deux organismes fonctionnent sous les auspices du ministère fédéral du Solliciteur général; toutefois, la Commission nationale des libérations conditionnelles exerce de façon autonome son pouvoir décisionnel sur les libérations conditionnelles.

Les dépenses totales demeurent relativement stables

Les dépenses totales des services correctionnels pour adultes sont demeurées stables entre 1993-1994 et 1994-1995, s'établissant à 1,9 milliard de dollars (tableau 1). Ce montant représente environ le tiers du montant consacré aux services de police (5,8 milliards de dollars).

Entre 1990-1991 et 1994-1995, le total des dépenses d'exploitation des services correctionnels a augmenté de 6 %. Toutefois, après rajustement pour tenir compte de l'inflation, les dépenses des services correctionnels ont en fait diminué de 2 % pendant cette période. Les données du Système de gestion financière, Division des institutions publiques ont démontré que entre 1990-1991 et 1994-1995, on a enregistré une hausse de 11 % dans le total des dépenses fédérales et provinciales/territoriales.

Tableau 1

Total des dépenses d'exploitation des services correctionnels fédéraux et provinciaux pour adultes, en dollars courants et en dollars constants, Canada, 1990-1991 à 1994-1995

Of the total operating expenditures on adult corrections in 1994-95, \$913 million were spent on the federal correctional system, a 4% increase over the previous year. The provinces and territories combined spent just over \$980 million on correctional services, a decrease of 2% from 1993-94.

Federal Expenditures

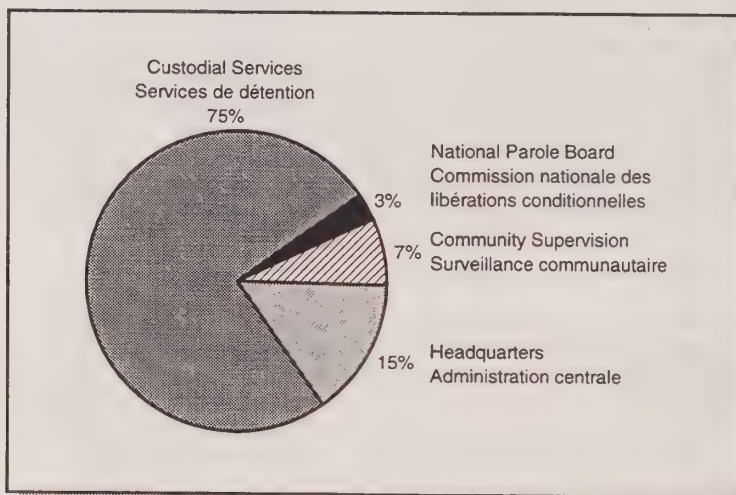
In 1994-95, the federal government spent \$1.1 billion on operating and capital costs for corrections. The majority of these expenditures were operating costs (\$913 million), but an additional \$150 million was spent on capital expenditures.

The majority of the \$913 million federal operating expenditures (\$682 million or 75% of the total) were for custodial services, while only 7% (\$64 million) was directed towards the community supervision of offenders (Figure 1). The operation of the National Parole Board cost \$24.7 million (3%). The remaining \$142 million (15%) was required to maintain headquarters and central service functions in five regional locations across the country (See Methodological notes).

Figure 1

Total Federal Operating Expenditures, by Major Service Area, 1994-95

Total des dépenses d'exploitation fédérales, selon le secteur de service principal, 1994-1995



Modest Rise in Federal Operating Costs

Total federal operating expenditures in 1994-95 increased by 4% over the \$882 million reported in 1993-94 and by 6% since 1990-91. This modest rise in costs is noteworthy, given that the number of inmates in federal custody (13,950) reached an all-time high in 1994-95, a 24% increase over 1990-91. As well, it should be noted that after adjusting for inflation, federal operating expenditures actually decreased 2% between 1990-91 and 1994-95 (Figure 2).

Légère augmentation des dépenses d'exploitation du gouvernement fédéral

Le total des dépenses d'exploitation fédérales en 1994-1995 a augmenté de 4 % par rapport aux 882 millions de dollars déclarés en 1993-1994, et de 6 % depuis 1990-1991. Cette modeste augmentation mérite d'être soulignée, car le nombre de détenus dans des établissements de détention fédéraux (13 950) a atteint un chiffre record en 1994-1995, qui représente une augmentation de 24 % par rapport à 1990-1991. En outre, il convient de mentionner qu'après rajustement pour tenir compte de l'inflation, les dépenses d'exploitation fédérales ont en fait diminué de 2 % entre 1990-1991 et 1994-1995 (figure 2).

Clearly, correctional administrators have been successful in their efforts to contain costs. One of the factors that has enabled the Correctional Service of Canada to contain costs is the use of "double-bunking". A decade ago there was no double-bunking, whereas today, approximately one-quarter of the cells originally built for one inmate, are now shared by two inmates.

Federal Capital Costs Soar

Capital costs soared 70% between 1990-91 and 1994-95, increasing from \$88 million to \$150 million. Most of this increase can be attributed to custodial facility expenditures, with over \$115 million being spent on the renovation and new construction of facilities in 1994-95 alone. As many federal institutions are already quite old, during 1994-95, major renovations were undertaken at a number of the older federal facilities such as Dorchester Institution, Kingston Penitentiary, and Bowden Institution, among others. These renovations were necessary to maintain the facilities and accommodate a growing inmate population.

The construction of regional facilities for federally sentenced women also contributed to rising capital costs between 1990-91 and 1994-95. In 1990, the task force report on federally sentenced women "Creating Choices" recommended the closure of the Kingston Prison for Women, and the construction of five new regional facilities. Construction costs are estimated at \$7 million for the Nova Institution for Women in Truro, Nova Scotia, \$9.5 million for the Edmonton Institution for Women, and \$9.2 million for the Okimaw Ohci Healing Lodge in Saskatchewan. It is expected that the two additional facilities still under construction (Établissement Joliette in Quebec, and the Grand Valley Institution for Women in Kitchener) will cost approximately \$29 million to complete. Some of these cost will be incurred during 1995-96.

Provincial/Territorial Expenditures Drop Slightly

In 1994-95, the operating expenditures on adult corrections for the provinces and territories totalled just over \$980 million. Operating expenditures peaked in 1992-93 at just over \$1 billion, but then decreased in 1993-94 and 1994-95. After adjusting for inflation, operating costs in 1994-95 were 2% lower than the amount spent in 1990-91 (Figure 2).

Across the provinces/territories, approximately 83% of the total 1994-95 operating expenditures on adult corrections were for custodial services. The remaining resources were spent on community supervision services (13%) and on headquarters and central services (3%). In addition, three provinces operate their own boards of parole: Québec, Ontario and British Columbia. The operation of these boards accounted for just 1% of the total expenditures in these provinces (Table 2). The remaining provinces obtain

Manifestement, les administrateurs des services correctionnels ont réussi dans leurs efforts visant à comprimer les dépenses. La double occupation des cellules est l'un des facteurs qui a permis au Service correctionnel du Canada de réduire les dépenses. Il n'y avait pas de double occupation de cellule il y a dix ans, alors qu'aujourd'hui environ le quart des cellules construites à l'origine pour un détenu en logent maintenant deux.

Montée en flèche des dépenses d'immobilisation du gouvernement fédéral

Les dépenses d'immobilisation ont augmenté de 70 % entre 1990-1991 et 1994-1995, passant de 88 millions de dollars à 150 millions de dollars. La majorité de cette augmentation peut être attribuée aux installations de détention, plus de 115 millions de dollars ayant été consacrés, en 1994-1995 seulement, à la construction ou la rénovation d'installations. Comme bon nombre des établissements fédéraux sont déjà assez âgés, on a procédé, au cours de 1994-1995, à d'importantes rénovations dans un certain nombre d'installations fédérales plus anciennes, comme le Pénitencier de Dorchester, le Pénitencier de Kingston et l'Établissement de Bowden, entre autres. Ces rénovations étaient nécessaires pour remettre les établissements en bon état ainsi que pour loger une population carcérale qui ne cesse de croître.

La construction d'installations régionales pour les condamnées sous responsabilité fédérale a également contribué à l'augmentation des dépenses d'immobilisation entre 1990-1991 et 1994-1995. En 1990, le groupe d'étude sur les femmes purgeant une peine fédérale a recommandé dans son rapport intitulé «La création de choix» la fermeture du Pénitencier de Kingston pour les femmes, et la construction de cinq nouvelles installations régionales. Les coûts de construction sont évalués à 7 millions de dollars pour l'Établissement Nova pour femmes à Truro, Nouvelle-Écosse, à 9,5 millions de dollars pour l'Établissement pour femmes d'Edmonton, et à 9,2 millions de dollars pour le «Okimaw Ohci Healing Lodge» en Saskatchewan. On s'attend que les deux autres installations encore en construction (l'Établissement Joliette au Québec et l'Établissement Grand Valley pour femmes à Kitchener) coûteront environ 29 millions de dollars. Une partie de ce montant sera engagé au cours de 1995-1996.

Légère baisse des dépenses des provinces/territoires

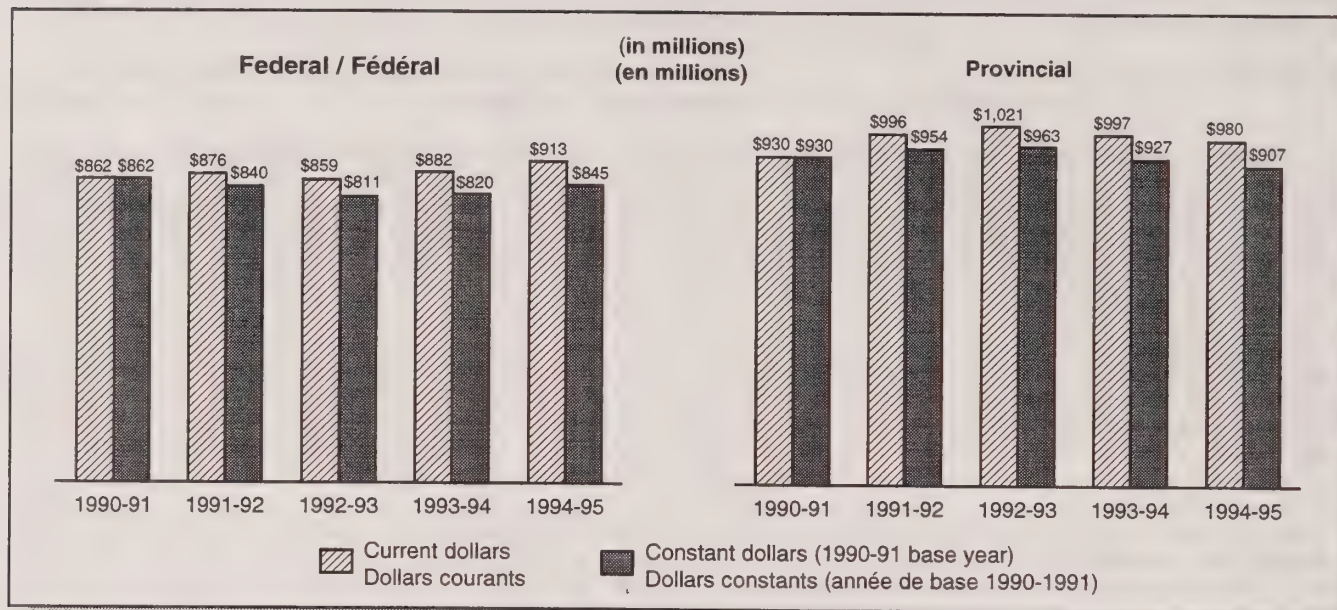
En 1994-1995, les dépenses d'exploitation au chapitre des services correctionnels pour adultes dans les provinces et territoires se sont élevées à un peu plus de 980 millions de dollars. Elles ont atteint un sommet en 1992-1993, s'établissant à un peu plus d'un milliard de dollars, puis elles ont accusé une baisse en 1993-1994 et 1994-1995. Après rajustement pour tenir compte de l'inflation, les dépenses d'exploitation en 1994-1995 étaient de 2 % inférieures au montant dépensé en 1990-1991 (figure 2).

Dans les provinces/territoires, environ 83 % de toutes les dépenses d'exploitation consacrées aux services correctionnels pour adultes en 1994-1995 ont été pour des services de détention. Les autres ressources ont été affectées à des services de surveillance dans la collectivité (13 %), ainsi qu'aux administrations centrales et aux services centraux (3 %). En outre, trois provinces ont leur propre commission des libérations conditionnelles : le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique. Le fonctionnement de ces commissions a compté pour seulement 1 %

Figure 2

Operating Expenditures on Federal and Provincial Corrections, in Current and Constant Dollars

Dépenses d'exploitation des services correctionnels fédéraux et provinciaux, en dollars courants et en dollars constants



parole decision and supervision services from the National Parole Board and the Correctional Service of Canada.

In all jurisdictions, the amount spent on custodial services represented the largest portion of operating expenditures, however, this percentage varied substantially. In 1994-95, Prince Edward Island and Nova Scotia reported the lowest percentage of expenditure committed to custodial services (76%) while Newfoundland and Labrador reported the highest (89%).

As noted, after adjusting for inflation, total provincial operating costs in 1994-95 were actually 2% lower than the amount spent four years earlier. However, as shown in Figure 3, there was substantial variability among the jurisdictions.

During this five-year period (1990-91 to 1994-95) the number of inmates in custody in British Columbia increased by 34% and the community supervision caseload rose by 33%. Additional responsibilities for offender programming spawned a 34% rise in British Columbia's operating costs, showing increased costs in all sectors - custodial services, probation and provincial parole supervision services, and headquarters operations.

du total des dépenses dans ces provinces (tableau 2). Dans les autres provinces, la Commission nationale des libérations conditionnelles et le Service correctionnel du Canada prennent des décisions concernant les libérés conditionnels et leur assurent des services de surveillance.

Dans tous les secteurs de compétence, le montant consacré aux services de détention a représenté la plus forte proportion des dépenses d'exploitation; toutefois, ce pourcentage variait sensiblement. En 1994-1995, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse ont affiché le plus faible pourcentage des dépenses engagées pour les services de détention (76 %), alors que Terre-Neuve et le Labrador ont enregistré le pourcentage le plus élevé (89 %).

On note, après rajustement pour tenir compte de l'inflation, le total des dépenses d'exploitation provinciales en 1994-1995 était en fait de 2 % inférieur au montant dépensé quatre ans auparavant. Toutefois, comme l'indique la figure 3, il y avait beaucoup de différences entre les secteurs de compétence.

Au cours de la période de cinq ans de 1990-1991 à 1994-1995, le nombre de détenus dans les établissements de la Colombie-Britannique a affiché une hausse de 34 %, et le nombre de contrevenants faisant l'objet d'une surveillance dans la collectivité a augmenté de 33 %. De nouvelles responsabilités en matière de programmes pour les contrevenants ont également contribué à une hausse de 34 % des dépenses d'exploitation de la Colombie-Britannique, qui a été enregistrée dans tous les secteurs - services de détention, services de probation et services de surveillance assurés par la commission provinciale des libérations conditionnelles, et activités de l'administration centrale.

Table 2

Total Correctional Operating Expenditures¹, by Major Function, in Current and Constant Dollars, Canada and the Provinces, 1990-91 to 1994-95

Tableau 2

Total des dépenses d'exploitation¹ correctionnelles, selon la fonction principale, en dollars courants et en dollars constants, Canada et les provinces, 1990-1991 à 1994-1995

Province and year Province et année		Current dollars Dollars courants				Constant 1990-91 dollars Dollars constants de 1990-91			
		Custodial services Services de détention	Community supervision services Services de surveillance communautaire	Headquarters and central services Administration centrale et services centraux	Parole boards Commissions des libérations conditionnelles	Total		Total	
		\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	per capita par habitant	\$'000	per capita par habitant
Newfoundland and Labrador - Terre-Neuve et le Labrador	1990-91	15,442	1,595	121	-	17,158	29.64	17,158	29.64
	1991-92	17,642	1,409	127	-	19,178	33.05	18,376	31.67
	1992-93	17,831	1,432	155	-	19,418	33.27	18,317	31.38
	1993-94	17,761	1,557	150	-	19,468	33.31	18,097	30.97
	1994-95	17,835	1,950	154	-	19,939	34.24	18,450	31.68
Prince Edward Island ² - Île-du-Prince-Édouard ²	1990-91	3,875	409	117	-	4,401	33.60	4,401	33.60
	1991-92	3,975	418	126	-	4,519	34.55	4,330	33.10
	1992-93	3,972	418	126	-	4,516	34.29	4,260	32.35
	1993-94	3,488	834	257	-	4,579	34.38	4,256	31.96
	1994-95	3,316	800	255	-	4,371	32.50	4,045	30.07
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	1990-91	17,342	4,488	1,395	-	23,225	25.45	23,225	25.45
	1991-92	17,241	4,867	1,314	-	23,422	25.51	22,442	24.45
	1992-93	17,839	4,898	1,358	-	24,094	26.05	22,728	24.57
	1993-94	18,116	5,008	1,356	-	24,480	26.29	22,756	24.44
	1994-95	18,456	5,093	940	-	24,489	26.14	22,660	24.19
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	1990-91	11,725	2,783	1,804	-	16,312	21.95	16,312	21.95
	1991-92	11,929	2,765	933	-	15,627	20.87	14,973	20.00
	1992-93	12,173	2,798	1,056	-	16,027	21.28	15,118	20.07
	1993-94	12,866	2,854	909	-	16,629	21.99	15,458	20.44
	1994-95	12,647	2,859	1,178	-	16,684	21.98	15,438	20.33
Québec	1990-91	132,379	16,716	5,447	1,889	156,431	22.28	156,431	22.28
	1991-92	145,734	17,756	5,974	2,071	171,535	24.23	164,360	23.21
	1992-93	154,184	19,527	6,326	2,654	182,691	25.53	172,329	24.09
	1993-94	147,194	19,105	6,258	2,623	175,180	24.23	162,840	22.53
	1994-95	145,702	18,362	5,953	2,691	172,708	23.72	159,808	21.95
Ontario ³	1990-91	339,917	44,554	38,383	4,434	427,288	41.32	427,288	41.32
	1991-92	364,902	52,429	35,438	4,333	457,102	43.65	437,981	41.83
	1992-93	364,739	55,445	32,404	4,313	456,901	42.92	430,985	40.48
	1993-94	361,411	55,654	9,400	4,308	430,773	39.84	400,428	37.03
	1994-95	345,211	50,487	8,192	4,083	407,973	37.33	377,499	34.54
Manitoba	1990-91	32,134	5,161	1,433	-	38,728	34.94	38,728	34.94
	1991-92	32,207	5,323	1,619	-	39,149	35.19	37,511	33.72
	1992-93	34,413	6,321	1,864	-	42,598	38.09	40,182	35.93
	1993-94	33,325	5,453	1,799	-	40,577	36.05	37,719	33.51
	1994-95	32,302	5,270	1,982	-	39,554	34.97	36,600	32.36
Saskatchewan	1990-91	37,516	3,881	1,157	-	42,554	42.10	42,554	42.10
	1991-92	38,239	4,499	1,324	-	44,062	43.78	42,219	41.95
	1992-93	36,732	4,785	1,382	-	42,898	42.54	40,465	40.12
	1993-94	39,720	4,860	1,402	-	45,982	45.45	42,743	42.24
	1994-95	41,892	5,262	1,439	-	48,593	47.82	44,963	44.25
Alberta	1990-91	75,489	11,282	4,559	-	91,330	35.73	91,330	35.73
	1991-92	78,046	11,771	4,383	-	94,200	36.21	90,260	34.70
	1992-93	78,444	12,290	3,964	-	94,698	35.75	89,327	33.72
	1993-94	76,279	11,854	3,145	-	91,278	33.96	84,848	31.56
	1994-95	71,684	11,938	2,964	-	86,586	31.88	80,118	29.50

See footnotes at end of table. - Voir notes à la fin du tableau.

Table 2

Total Correctional Operating Expenditures¹, by Major Function, in Current and Constant Dollars, Canada and the Provinces, 1990-91 to 1994-95 - Concluded

Tableau 2

Total des dépenses d'exploitation¹ correctionnelles, selon la fonction principale, en dollars courants et en dollars constants, Canada et les provinces, 1990-1991 à 1994-1995 - fin

		Current dollars					Constant 1990-91 dollars		
		Dollars courants					Dollars constants de 1990-91		
Province and year		Custodial services	Community supervision services	Headquarters and central services	Parole boards	Total		Total	
Province et année		Services de détention	Services de surveillance communautaire	Administration centrale et services centraux	Commissions des libérations conditionnelles				
		\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	\$'000	per capita	\$'000	per capita
							par habitant		par habitant
British Columbia - Colombie-Britannique	1990-91	77,717 ^r	13,973 ^r	3,306	663	95,659 ^r	28.99 ^r	95,659	28.99
	1991-92	87,155 ^r	17,976 ^r	3,600 ^r	659	109,390 ^r	32.37 ^r	104,814	31.01
	1992-93	91,653 ^r	21,193 ^r	4,600 ^r	717 ^r	118,163 ^r	33.96 ^r	111,461	32.04
	1993-94	101,586 ^r	21,923 ^r	5,313 ^r	795	129,617 ^r	36.27 ^r	120,486	33.71
	1994-95	109,044	23,768	4,724	886	138,422	37.73	128,083	34.92
Yukon	1990-91	3,915	1,242	172	-	5,329	190.34	5,329	190.34
	1991-92	4,386	700	217	-	5,302	182.21	5,081	174.59
	1992-93	4,803	1,259	360	-	6,422	211.95	6,058	199.93
	1993-94	5,086	959	144	-	6,189	201.60	5,753	187.39
	1994-95	5,811	1,083	204	-	7,098	235.81	6,568	218.20
Northwest Territories ⁴ - Territoires du Nord-Ouest ⁴	1990-91	10,490	-	759	-	11,249	189.38	11,249	189.38
	1991-92	11,546	-	892	-	12,438	202.90	11,918	194.42
	1992-93	11,178	-	918	-	12,096	193.23	11,410	182.27
	1993-94	11,303	-	849	-	12,152	191.67	11,296	178.17
	1994-95	11,996	981	886	-	13,863	215.26	12,828	199.18
CANADA	1990-91	757,941 ^r	106,084 ^r	58,653 ^r	6,986	929,664 ^r	33.45 ^r	929,664	33.45
	1991-92	813,002 ^r	119,913 ^r	55,947 ^r	7,063	995,924 ^r	35.42 ^r	954,264	33.94
	1992-93	827,961 ^r	130,365 ^r	54,513 ^r	7,684 ^r	1,020,523 ^r	35.75 ^r	962,638	33.73
	1993-94	828,135 ^r	130,061 ^r	30,982 ^r	7,726	996,904 ^r	34.45 ^r	926,678	32.02
	1994-95	815,896	127,853	28,871	7,660	980,280	33.52	907,058	31.01

¹ Capital costs have been excluded from all jurisdiction's expenditures. - Les coûts d'investissement ont été exclus des dépenses de tous les secteurs de compétence.

² Prince Edward Island - Beginning in 1993-94, community supervision costs include young offenders. - Île-du-Prince-Édouard - À partir de 1993-1994, les coûts relatifs à la surveillance communautaire incluent les jeunes contrevenants.

³ Ontario - Headquarters and central services costs decreased dramatically in 1993-94 due to the merging of the Ministry of the Solicitor General and the Ministry of Correctional Services and the exclusion of indirect corporate costs following the merger of the two government ministries. - Ontario - Les dépenses de l'administration centrale et des services centraux ont considérablement diminué en 1993-1994, à la suite du fusionnement des ministères du Solliciteur général et des Services correctionnels, et de l'exclusion des dépenses indirectes de ces ministères après le fusionnement.

⁴ Northwest Territories - Community supervision costs were reported for the first time in 1994-95. - Territoires du Nord-Ouest - Les coûts des services de surveillance ont été déclarés pour la première fois en 1994-1995.

- Nil or zero. - Néant ou zéro.

^r Revised figures. - Nombres rectifiés.

The increase in the Yukon can largely be attributed to the opening of a new correctional facility, the Teslin Community Correctional Centre. Community supervision costs, which were reported for the first time in 1994-95, account for the majority of the increase in the Northwest Territories.

The decrease in Alberta's total operating costs can be attributed to the provincial government's initiatives to reduce spending across all departments. In 1993-94, incentive pay to inmates was eliminated and in 1994-95, there was a 5% cut in salary expenditures.

In Ontario, decreases in operating expenditures can largely be attributed to the significant drop in headquarters costs (Table 2). Headquarters costs decreased, due to the merging of the Ministry of the Solicitor General and the

L'augmentation au Yukon est en grande partie attribuable à l'ouverture d'un nouvel établissement de correction, soit le Centre correctionnel communautaire Teslin. Les dépenses liées à la surveillance dans la collectivité, qui ont été déclarées pour la première fois en 1994-1995, comptent pour la majorité de l'augmentation dans les Territoires du Nord-Ouest.

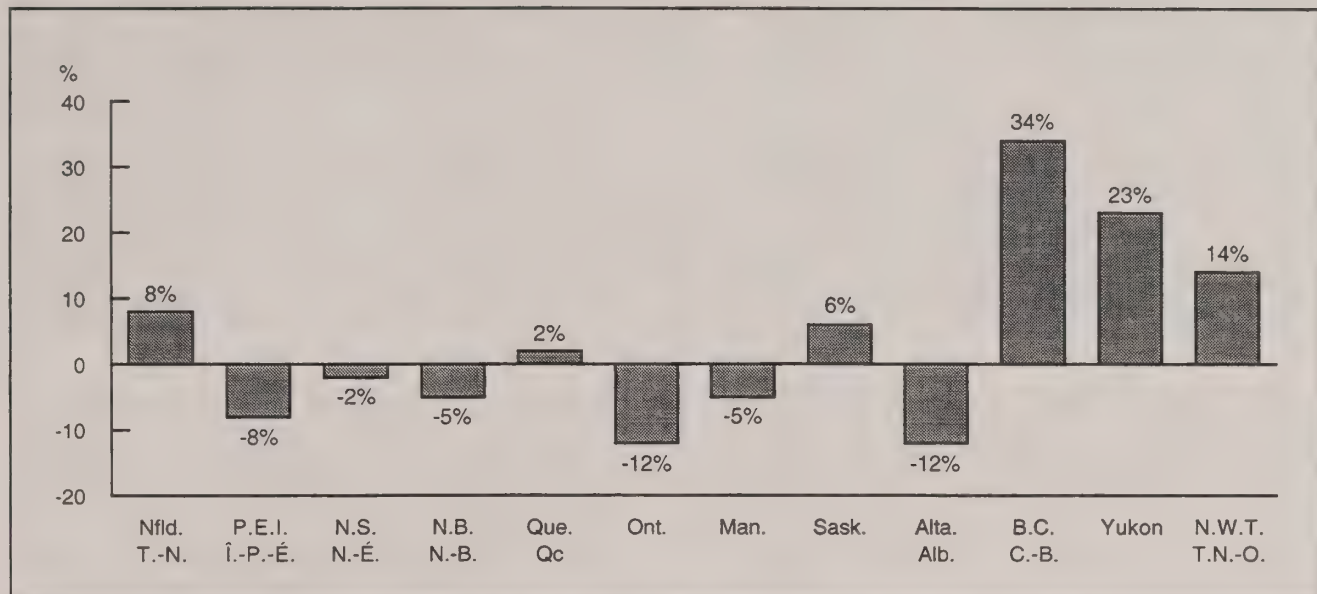
La baisse enregistrée dans les dépenses totales d'exploitation en Alberta peut être attribuée aux mesures prises par le gouvernement provincial pour réduire les dépenses dans tous les ministères. En 1993-1994 la rémunération au rendement des détenus a été éliminée, et en 1994-1995 il y a eu une réduction de 5 % dans les dépenses salariales.

En Ontario, la diminution des dépenses d'exploitation tient en grande partie à une forte baisse des dépenses de l'administration centrale (tableau 2), à la suite du fusionnement du ministère du Solliciteur général et du ministère des Services correctionnels

Figure 3

Percentage Change in Total Operating Expenditures on Provincial Adult Corrections in Constant Dollars, 1990-91 to 1994-95

Variation en pourcentage des dépenses d'exploitation, des services correctionnels pour adultes en dollars constants, 1990-1991 à 1994-1995



Ministry of Correctional Services in 1993-94. As well, indirect corporate costs were excluded beginning in 1993-94, as they were no longer specific to corrections.

Less Resources Allocated to Community Supervision Services

In 1994-95, supervision of offenders in the community accounted for 77% of the total federal and provincial offender caseloads, but accounted for only 12% of total operating costs. There were about 113,000 offenders under community supervision in 1994-95. Over 90% (103,600) were supervised by provincial probation and parole services. The remaining 9,400 offenders were under federal community supervision: 5,200 (55%) were federal offenders on full parole, 2,400 (25%) were on statutory release, and 1,400 (15%) were on day parole. Provincial offenders on day parole or full parole accounted for most of the remaining 400 cases, or 5%.

Custodial services accounted for only 23% of the federal and provincial caseloads in 1994-95; it consumed the largest portion (79%) of every dollar spent on corrections. Headquarters and central services² expenditures accounted for the remaining 9%.

² Headquarters and central services costs include the usual costs for administration, e.g. salaries, communications, transportation, telephone, financial and computer services.

en 1993-1994. En outre, des dépenses indirectes des ministères ont été exclues à compter de 1993-1994, car elles n'étaient plus particulières aux services correctionnels.

Moins de ressources sont allouées aux services de surveillance dans la collectivité

En 1994-1995, les contrevenants faisant l'objet d'une surveillance dans la collectivité ont compté pour 77 % de tous les contrevenants sous responsabilité fédérale et provinciale, mais pour seulement 12 % du total des dépenses d'exploitation. Le nombre de ces contrevenants s'établissait à environ 113 000 en 1994-1995. Plus de 90 % (103 600) étaient supervisés par des services provinciaux de probation et de libération conditionnelle. Les 9 400 autres contrevenants étaient des contrevenants sous responsabilité fédérale qui participaient à des programmes de surveillance communautaire : 5 200 (55 %) bénéficiaient d'une libération conditionnelle totale, 2 400 (25 %) d'une libération d'office, et 1 400 (15 %) d'une semi-liberté. Les contrevenants sous responsabilité provinciale bénéficiant d'une semi-liberté ou d'une libération conditionnelle totale représentaient la plupart des autres cas, soit 400 ou 5 %.

Même si les services de détention ne représentaient que 23 % du nombre total de contrevenants sous responsabilité fédérale et provinciale en 1994-1995, ils absorbaient la plus forte proportion (79 %) de chaque dollar consacré aux services correctionnels. Les dépenses des administrations centrales et des services centraux² comptaient pour les 9 % restants.

² Les dépenses des administrations centrales et des services centraux comprennent les dépenses habituelles pour l'administration, p. ex. les salaires, les communications, le transport, le téléphone, les services financiers et les services informatiques.

Approximately \$40,000 per Year to Keep Offenders Behind Bars

It is important to examine corrections expenditures in relation to variations in the size of the correctional population among jurisdictions. Using a calculated "average annual cost", which represents the yearly cost of housing an inmate, it is possible to make more direct comparisons among jurisdictions.

In 1994-95, a slight increase in the average annual cost of keeping a federal offender in prison was offset by a decrease in the average cost of keeping a provincial offender. Provincial governments spent an average of \$39,150 on each inmate, down 4% from the previous year. The average cost per inmate in federal penitentiaries rose a marginal 1% to \$44,344.

Average annual costs per inmate in the jurisdictions varied from a low of \$25,097 in Alberta and \$28,561 in the Northwest Territories to a high of \$81,943 in the Yukon. High average annual costs in the Yukon can largely be attributed to the opening of the Teslin Community Correctional Centre. In addition, it is important to note that the Yukon has experienced yearly decreases in the size of its inmate population over the past five years. During the last year, five jurisdictions reported average annual costs greater than the national average (Figure 4).

Environ 40 000 \$ par année pour garder des contrevenants derrière les barreaux

Il importe d'examiner les dépenses au chapitre des services correctionnels en regard des différences dans la taille de la population carcérale entre les secteurs de compétence. En appliquant un «coût annuel moyen» calculé, qui représente ce qu'il en coûte par année pour loger un détenu, il est possible d'établir des comparaisons plus directes entre les secteurs de compétence.

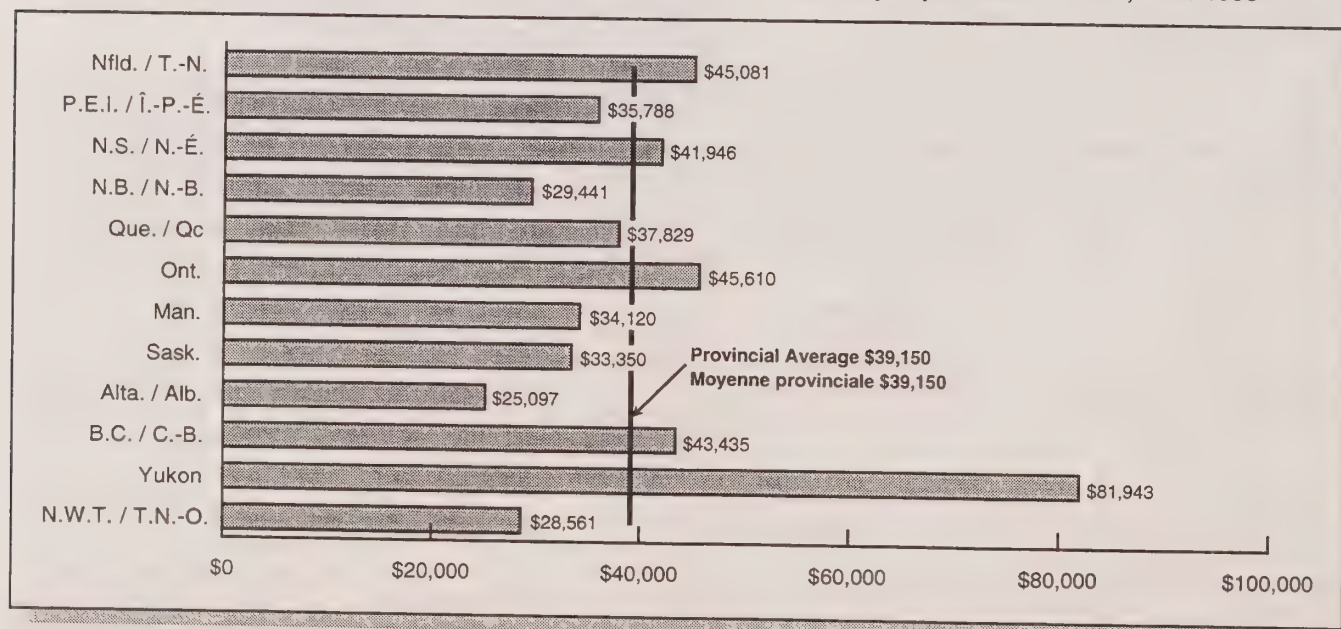
En 1994-1995, une légère augmentation du coût annuel moyen de l'entretien, en prison, d'un contrevenant sous responsabilité fédérale a été compensée par une diminution du coût moyen de l'entretien d'un contrevenant sous responsabilité provinciale. Les provinces ont dépensé en moyenne 39 150 \$ par détenu, soit une baisse de 4 % par rapport à l'année précédente. Toutefois, le coût moyen par détenu dans les pénitenciers fédéraux a accusé une hausse marginale de 1 %, s'établissant à 44 344 \$.

Les coûts annuels moyens par détenu dans les secteurs de compétence ont varié de 25 097 \$ en Alberta et 28 561 \$ dans les Territoires du Nord-Ouest à 81 943 \$ au Yukon. L'augmentation des coûts annuels moyen au Yukon est en grande partie attribuable à l'ouverture du Centre correctionnel communautaire Teslin. De plus, il est important de noter que le Yukon a connu des diminutions annuelles au niveau de sa population carcérale au cours des cinq dernières années. L'année dernière, cinq secteurs de compétence ont déclaré des coûts annuels moyens plus élevés que la moyenne nationale (figure 4).

Figure 4

Average Annual Cost Per Adult Inmate, 1994-95

Coût annuel moyen par détenu adulte, 1994-1995



Federal and provincial average annual costs reveal a similar trend between 1990-91 and 1994-95. In both systems, the 1994-95 average costs in current and constant dollars decreased over the 1990-91 figures. In current dollars, provincial average annual costs decreased 3%, while the federal cost declined by 12%. When

Entre 1990-1991 et 1994-1995, on relève une tendance semblable dans les coûts annuels moyens fédéraux et provinciaux. Dans les deux systèmes, les coûts moyens en 1994-1995, en dollars courants et en dollars constants, ont diminué par rapport aux chiffres de 1990-1991. En dollars courants, les coûts annuels moyens des provinces ont diminué de 3 %, et celui du

expressed in 1990-91 constant dollars, to control for inflation, provincial and federal average annual costs decreased by 18% and 11% respectively.

Per Capita Costs

Per capita costs present expenditures relative to the size of Canada's total population. In 1994-95, the total federal and provincial operating expenditures on adult corrections represented nearly \$65 for each person in Canada. Operation of the federal corrections system cost \$31.22 per person and the provincial systems cost \$33.52 per person. The total per capita cost of adult corrections in current dollars increased just slightly from \$64.47 in 1990-91 to \$64.74 in 1994-95 (Table 1), but when adjusted using 1990-91 constant dollars the total per capita cost actually decreased by 7% over this period.

Corrections Personnel

The staff complement for adult corrections during 1994-95 totalled 27,103 persons. The majority (16,245 or 60%) were employed in the provincial and territorial systems. The other 10,858 persons worked in the federal system - 10,497 employed with the Correctional Service of Canada and 361 working for the National Parole Board (Table 3). It is important to understand that the delivery of some services in both the federal and provincial correctional systems involve contractual arrangements with various non-government organizations such as the John Howard Society and the Elizabeth Fry Society.

Table 3

Adult Corrections Authorized Staff by Selected Categories, Canada, 1990-91 to 1994-95

	Headquarters		Custodial Services		Non-Custodial Services		Parole Boards		Total		Total
Year	Administration centrale		Services de détention		Services de non-détention		Commissions des libérations conditionnelles				
Année											
	Fed.	Prov.	Fed.	Prov.	Fed.	Prov.	Fed.	Prov.	Fed.	Prov.	
	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	
1990-91	1,099	831	8,482	12,779	945	2,368	337	83	10,863	16,061	26,924
1991-92	980	884	8,390	14,433	916	2,533	325	96	10,611	17,946	28,557
1992-93	1,005	927	8,311	14,297	920	2,413	358	96	10,594	17,733	28,327
1993-94 ¹	961	598	8,466	13,259	845	2,242	376	93	10,648	16,192	26,840
1994-95	938	456	8,690	13,409	869	2,285	361	95	10,858	16,245	27,103

¹ Indirect corporate staff were excluded in Ontario following the merger of the Ministry of Correctional Services and the Ministry of the Solicitor General. - Le personnel travaillant indirectement pour les organismes a été exclu à la suite du fusionnement du ministère des Services correctionnels et du ministère du Solliciteur général.

Of the 16,245 provincial/territorial correctional staff, the large majority (13,409 or 82%) were employed in the delivery of custodial services. There were only 2,285 (14%) staff involved in the delivery of community supervision services. Staff at headquarters and central services, (456 or 3%), and on the three provincial parole boards, (95 or 1%), made up the remainder of the total staff complement.

gouvernement fédéral, de 12 %. Lorsqu'ils sont exprimés en dollars constants de 1990-1991 pour tenir compte de l'inflation, les coûts annuels moyens des provinces et du gouvernement fédéral ont enregistré une baisse de 18 % et 11 % respectivement.

Coût par habitant

Le coût par habitant présente les dépenses en fonction de la taille de la population totale du Canada. En 1994-1995, le total des dépenses d'exploitation des administrations fédérale et provinciales au chapitre des services correctionnels pour adultes a été de presque 65 \$ par personne au Canada. Le fonctionnement du système correctionnel fédéral coûte 31,22 \$ par personne, et celui des systèmes provinciaux, 33,52 \$ par personne. En dollars courants, le coût total par habitant des services correctionnels pour adultes a très peu augmenté, passant de 64,47 \$ en 1990-1991 à 64,74 \$ en 1994-1995 (tableau 1); toutefois, après rajustement en dollars constants de 1990-1991, le coût total par habitant a en fait diminué de 7 % au cours de cette période.

Personnel des services correctionnels

En 1994-1995, l'effectif des services correctionnels pour adultes s'élevait à 27 103 personnes. La majorité (16 245 ou 60 %) travaillaient dans les systèmes provinciaux et territoriaux. Le système fédéral employait les 10 858 autres, dont 10 497 au Service correctionnel du Canada et 361 à la Commission nationale des libérations conditionnelles (tableau 3). Il importe de bien comprendre que la prestation de certains services dans les systèmes correctionnels aussi bien fédéral que provinciaux est assurée en vertu d'ententes contractuelles avec divers organismes non gouvernementaux comme la Société John Howard et la Société Elizabeth Fry.

Tableau 3

Personnel autorisé des services correctionnels pour adultes, selon certaines catégories, Canada, 1990-1991 à 1994-1995

Non-Custodial Services		Parole Boards		Total		Total
Services de non-détention		Commissions des libérations conditionnelles				
Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	
Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	
45	2,368	337	83	10,863	16,061	26,924
16	2,533	325	96	10,611	17,946	28,557
20	2,413	358	96	10,594	17,733	28,327
45	2,242	376	93	10,648	16,192	26,840
69	2,285	361	95	10,858	16,245	27,103

¹ Indirect corporate staff were excluded in Ontario following the merger of the Ministry of Correctional Services and the Ministry of the Solicitor General. - Le personnel travaillant indirectement pour les organismes a été exclu à la suite du fusionnement du ministère des Services correctionnels et du ministère du Solliciteur général.

Sur les 16 245 employés des services correctionnels provinciaux et territoriaux, la grande majorité (13 409 ou 82 %) étaient affectés à la prestation de services de détention. Seulement 2 285 (14 %) employés étaient chargés de la surveillance de contrevenants dans la collectivité. Les employés dans les administrations centrales et les services centraux (456 ou 3 %), ainsi que dans les trois commissions provinciales des libérations conditionnelles (95 ou 1 %), constituaient le reste de l'effectif total.

Offender Populations Grow As Staff Complements Drop

In the federal sector, between 1990-91 and 1994-95 the average number of offenders in custody increased 24%, but during the same period the number of custodial staff grew by only 2.5%. The average number of offenders under supervision in the community increased slightly (0.2%), while the number of community supervision staff decreased 4%.

In the provincial sector, between 1990-91 and 1994-95 the average number of offenders in custody increased 11% and the number of custodial staff grew by 5%. However, the average number of offenders under supervision in the community increased by 22%, while the number of community supervision staff actually decreased by about 3%.

Headquarters/Central Services Staff Complement Declines

Between 1990-91 and 1994-95, the number of staff employed in federal headquarters operations decreased by 15%. In the provincial sector, the size of headquarters operations in Newfoundland and Labrador, New Brunswick, Quebec, British Columbia, and the Yukon grew during this period, while the total headquarters staff complement across the provinces decreased by 45%. However, it is important to note that much of this overall decrease can be attributed to reductions in Ontario which excluded indirect corporate full-time staff, following the merger of the Ministry of Correctional Services with the Ministry of the Solicitor General.

Salary Costs

In 1994-95, employee salary and benefits accounted for approximately 76% of total provincial operating expenditures and 65% of federal expenditures. Salaries account for a lower proportion of costs in the federal system due to the greater use of contracted services for the delivery of rehabilitative and treatment programs to offenders.

Parole Boards

As noted earlier, three provincial jurisdictions also operate their own parole boards: Québec, Ontario and British Columbia. These provincial parole programs are intended to provide a more responsive "early release" decision-making process to offenders serving provincial jail sentences. The National Parole Board has exclusive jurisdiction in the other provinces and territories, as well as jurisdiction over federally sentenced offenders.

In 1994-95, expenditures for the various parole boards totalled \$32.3 million - \$4.1 million in Ontario, \$2.7 million in Québec, \$886 thousand in British Columbia, and \$24.7 million for the National Parole Board.

Le nombre de contrevenants s'accroît alors que le nombre d'employés diminue

Dans le secteur fédéral, le nombre moyen de contrevenants en détention a affiché une hausse de 24 % entre 1990-1991 et 1994-1995, alors que le nombre d'employés affectés aux services de détention n'a augmenté que de 2,5 % pendant la même période. Le nombre moyen de contrevenants faisant l'objet d'une surveillance dans la collectivité a accusé une légère hausse (0,2%), alors que le nombre d'employés affectés à cette surveillance a diminué de 4 %.

Dans le secteur provincial, le nombre moyen de contrevenants en détention a affiché une hausse de 11 % entre 1990-1991 et 1994-1995, alors que le nombre d'employés affectés aux services de détention a augmenté de 5 %. Toutefois, le nombre moyen de contrevenants faisant l'objet d'une surveillance dans la collectivité a accusé une hausse de 22 %, alors que le nombre d'employés affectés à cette surveillance a en réalité diminué d'environ 3 %.

L'effectif des administrations centrales/ services centraux diminue

Entre 1990-1991 et 1994-1995, le nombre d'employés travaillant à l'administration centrale fédérale a chuté de 15 %. Dans le secteur provincial, l'effectif des administrations centrales à Terre-Neuve et au Labrador, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Colombie-Britannique et au Yukon s'est accru au cours de cette période, alors que l'effectif total des administrations centrales de toutes les provinces a diminué de 45 %. Toutefois, il importe de noter qu'une bonne partie de cette baisse globale peut être attribuée à des réductions en Ontario qui exclut le personnel à plein temps travaillant indirectement pour le ministère, à la suite du fusionnement du ministère des Services correctionnels et du ministère du Solliciteur général.

Dépenses salariales

En 1994-1995, les salaires et les avantages sociaux des employés ont représenté environ 76 % de toutes les dépenses d'exploitation provinciales, et 65 % des dépenses fédérales. Si les salaires représentent une plus faible proportion des dépenses dans le système fédéral, c'est parce que celui-ci a d'avantage recours à des services contractuels pour la prestation, aux contrevenants, de programmes de réadaptation et de traitement.

Commissions des libérations conditionnelles

Comme il a déjà été mentionné, trois provinces ont également leur propre commission des libérations conditionnelles : le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique. Les programmes de libération conditionnelle provinciaux se veulent un processus décisionnel plus souple de « mise en liberté anticipée » des contrevenants incarcérés dans des établissements provinciaux. La Commission nationale des libérations conditionnelles a compétence exclusive dans les autres provinces et territoires, ainsi que sur les contrevenants sous responsabilité fédérale.

En 1994-1995, les dépenses totales des diverses commissions des libérations conditionnelles se sont établies à 32,3 millions de dollars - 4,1 millions de dollars en Ontario, 2,7 millions de dollars au Québec, 886 000 \$ en Colombie-Britannique, et 24,7 millions de dollars pour la Commission nationale des libérations conditionnelles.

The three provincial parole boards employed 95 persons: 51 in Ontario, 38 in Québec and 6 in British Columbia. In addition, the provincial parole boards utilized the services of many part-time and community members who are not included in these staffing figures. The National Parole Board employed 361 persons which includes both full-time and temporary board members, but does not include community board members.

Conclusion

If the growth of Canada's inmate population continues the overall trend of the past several years, federal and provincial custodial caseloads would be expected to increase to over 45,000 by the year 2004. As noted, the yearly cost of keeping an offender behind bars is quite substantial. To date, correctional administrators have been able to contain, and in some instances, reduce costs. However, if inmate populations continue to grow at the current pace, the existing correctional system will also have to grow - increasing capital expenditures to build new facilities and increasing operational expenditures to run these institutions. Alternatively, new and innovative policies may be needed to provide alternatives to incarcerating non-dangerous offenders convicted for fairly minor offences.

Les trois commissions provinciales des libérations conditionnelles employaient 95 personnes : 51 en Ontario, 38 au Québec et 6 en Colombie-Britannique. En outre, les trois avaient recours aux services de nombreux commissaires siégeant à temps partiel ainsi qu'à des membres de la collectivité. Pour sa part, la Commission nationale des libérations conditionnelles comptait 361 employés, composés à la fois de commissaires à plein temps et de commissaires à temps partiel, mais non de membres de la collectivité.

Conclusion

Si la croissance de la population carcérale au Canada suit la tendance générale des dernières années, on pourrait s'attendre que le nombre de détenus sous responsabilité fédérale et provinciale atteigne plus de 45 000 d'ici l'année 2004. Comme il a déjà été mentionné, l'incarcération d'un contrevenant entraîne des coûts annuels assez élevés. Jusqu'ici, les administrateurs des services correctionnels ont réussi à freiner et, dans certains cas, à réduire les dépenses. Toutefois, si les populations carcérales continuent à augmenter au même rythme qu'aujourd'hui, il faudra également élargir le système correctionnel existant - accroître les dépenses d'immobilisation pour construire de nouvelles installations, et accroître les dépenses d'exploitation pour administrer ces établissements. Par ailleurs, des programmes nouveaux et novateurs seront peut-être requis pour offrir des solutions de rechange à l'incarcération des contrevenants non dangereux reconnus coupables d'infractions relativement mineures.

Methodological notes

It is important to keep in mind that there are significant differences in how jurisdictions account for "common services" such as rent, maintenance and communications. There are also differences in the way revenues from Exchange of Service Agreements are reported. While many categories of expenditures on adult corrections are uniformly reported, there are always some services that may or may not be charged directly to the corrections budgets in each jurisdiction. For example, health care, education costs, computer services, etc., may be funded from alternate sources. In some jurisdictions these services may be provided through non-correctional agencies, while in others the corrections sector is responsible for these costs. Accordingly, it is not possible to make more detailed/standardized comparisons of corrections expenditures across provincial jurisdictions or between the provinces and federal correctional services. Federal headquarters expenditures include more extensive cost factors than those reported under provincial headquarters functions. For example, federal headquarters functions encompass the overall management direction including the operational positions of Wardens, Assistant Warden, Management Services and their support staff.

Statistics Canada's Consumer Price Index is used to calculate the constant dollar figures in this Juristat. The reported monthly price indexes are used to compile average fiscal year Consumer Price Indexes.

Expenditure and personnel data for adult corrections in Canada are collected and reported on a fiscal year basis. In these data, operating costs refer to costs associated with operating a government facility. The costs include: internal administrative costs, salaries, benefits, maintenance, food, clothing, etc. Capital expenditures are excluded from operating costs. Capital expenditures are costs incurred over and above day-to-day operational costs. For example, an addition or renovation to a correctional facility would be considered a capital expenditure. These data are reported only for the federal sector, because such information is not recorded uniformly across provincial jurisdictions.

Notes sur la méthodologie

Il importe de se rappeler qu'il y a d'importantes différences dans la façon dont les secteurs de compétence déclarent les dépenses liées aux «services communs», comme le loyer, l'entretien et les communications. Il y a également des différences dans la façon dont sont déclarées les recettes provenant des accords d'échange de services. Bien que de nombreuses catégories de dépenses au chapitre des services correctionnels pour adultes soient déclarées de façon uniforme, il existe toujours certains services qui peuvent ou non être imputés directement aux budgets des services correctionnels dans chaque secteur de compétence. Par exemple, les services de santé, les services éducatifs, les services informatiques, etc., peuvent être financés au moyen d'autres sources. Dans certains secteurs, ces services peuvent être fournis par l'entremise d'organismes non correctionnels, alors que dans d'autres le système correctionnel peut devoir assumer ces dépenses. Par conséquent, il n'est pas possible d'établir des comparaisons plus détaillées/normalisées des dépenses au titre des services correctionnels entre les provinces ou entre les provinces et les services correctionnels fédéraux. Les dépenses de l'administration centrale fédérale comprennent davantage de facteurs de coût que les dépenses déclarées pour les diverses activités des administrations centrales provinciales. Par exemple, les activités de l'administration centrale fédérale englobent les activités liées à la gestion globale, y compris les postes opérationnels de directeurs d'établissement, de directeurs adjoints, les services de gestion et leur personnel de soutien.

Dans le présent bulletin, les chiffres en dollars constants ont été calculés à partir de l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. On se sert des indices mensuels des prix déclarés pour établir les indices moyens des prix à la consommation, selon l'exercice.

Les données sur les dépenses et le personnel des services correctionnels pour adultes au Canada sont recueillies et déclarées selon l'exercice. Dans ces données, les dépenses d'exploitation s'entendent des coûts liés au fonctionnement d'un établissement public. Elles englobent les frais d'administration interne, les salaires, les avantages sociaux, l'entretien, l'alimentation, l'habillement, etc. Les dépenses d'immobilisation sont exclues des dépenses d'exploitation. Les dépenses d'immobilisation sont les dépenses engagées en sus des dépenses d'exploitation courantes. Par exemple, l'agrandissement ou la rénovation d'un établissement correctionnel serait considéré comme une dépense d'immobilisation. Ces données sont déclarées uniquement pour le secteur fédéral, car la façon de les consigner varie d'une province à l'autre.

Sources

Adult Correctional Services in Canada, 1994-95. Correctional Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada. Catalogue 85-211.

Public Financial Historical Data. Financial Management System. Public Institutions Division, System of National Accounts Branch. Catalogue 68-512 Occasional.

The Consumer Price Index Catalogue No. 62-001.

Sources

Services correctionnels pour adultes au Canada, 1994-1995. Programme des services correctionnels, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada. N° 85-211 au catalogue.

Finances publiques, données historiques. Système de gestion financière. Division des institutions publiques, Direction du Système de comptabilité nationale. N° 68-512 au catalogue. Hors série.

L'Indice des prix à la consommation. N° 62-001 au catalogue.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 **1-613-951-9023** or **toll-free 1-800-387-2231**. To order (Canada and the United States), call **Operations and Integration Division, Circulation Management, Statistics Canada, 1-800-267-6677** or **1-613-951-7277**.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 **1-613-951-9023** ou le **numéro sans frais 1-800-387-2231**. Pour commander (Canada et aux États Unis), communiquer avec la **Division des Opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, Statistique Canada, 1-800-267-6677** ou **1-613-951-7277**.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|----------------|---|
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth Custody and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |
| Vol. 15 No. 14 | Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |
| Vol. 16 No. 1 | Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994 |
| Vol. 16 No. 2 | Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US \$12.00 per issue, US \$108.00 annually
Other Countries: US \$14.00 per issue, US \$126.00 annually
Frequency: Irregular / ISSN 0715-271X
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free
line 1 800 267-6677 or internet: order@statcan.ca

Prix : Canada : 10 \$ le numéro, 90 \$ l'abonnement annuel
États-Unis : 12 \$ US le numéro, 108 \$ US l'abonnement annuel
Autres pays : 14 \$ US le numéro, 126 \$ US l'abonnement annuel
Périodicité : irrégulier / ISSN 0715-271X
Pour commander des publications de Statistique Canada, veuillez composer le
numéro national sans frais : 1 800 267-6677 ou par internet : order@statcan.ca

Vol. 16 No. 4

Vol. 16, n° 4

Youth Court Statistics 1994-95 Highlights

by Glen Doherty and Paul de Souza*

Highlights

- In 1994-95, there were 110,000 cases processed in the youth courts of Canada – a 5% decrease from the previous year. This decrease is in contrast to the steady growth in caseload since the mid 80's.
- Almost half of all cases involved property offences. By contrast, one in five cases involved violent offences – one-half being minor assaults.
- Two-thirds of the cases heard in youth courts resulted in findings of guilt.
- Property convictions decreased by 11% from the previous year. As well, the number of convictions involving violence decreased by 2%. Although a small proportion of youth court caseload, the number of convictions involving drugs increased by 49%.
- Probation was the most significant disposition in 48% of all cases with convictions, while a third of all cases received a custody disposition.
- Nearly three-quarters of cases with a custody disposition involved sentences of three months or less.
- Four of every ten convictions involved youth with at least one prior conviction.
- Half of all youth court cases were dealt with in two months or less.

* Analysts, Youth Court Survey, Courts Program.

March 1996

Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995

par Glen Doherty et Paul de Souza*

Faits saillants

- En 1994-1995, 110 000 causes ont été traitées par les tribunaux de la jeunesse au Canada – ce qui correspond à une baisse de 5 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution est l'inverse de l'augmentation continue du nombre de causes observée depuis le milieu de la dernière décennie.
- Presque la moitié du nombre total de causes comportait des infractions contre les biens. Par contraste, une cause sur cinq comportait des infractions contre la personne – la moitié de celles-ci étant des voies de fait mineures.
- Les deux tiers des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse se sont soldées par un verdict de culpabilité.
- Le nombre de condamnations impliquant des infractions contre les biens a diminué de 11 % par rapport à l'année précédente. De même, le nombre de condamnations impliquant des infractions contre la personne a diminué de 2 %. Bien qu'elles ne forment qu'une faible part du nombre total de causes devant les tribunaux de la jeunesse, les condamnations impliquant des infractions relatives à des drogues ont augmenté de 49 %.
- Dans 48 % des causes se soldant par un verdict de culpabilité, la décision la plus importante était la probation. Pour le tiers de toutes les causes, c'est la garde qui était la décision la plus importante.
- Dans presque trois quarts des causes, les adolescents condamnés à une peine comportant la garde se sont vu imposer une peine de trois mois ou moins.
- Quatre condamnations sur dix impliquaient des adolescents ayant encouru au moins une condamnation antérieure.
- Pour la moitié de toutes les causes devant les tribunaux de la jeunesse, le traitement a pris deux mois ou moins.

* Analystes, Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, Programme des tribunaux.

Mars 1996



Statistics Canada
Statistique Canada

Canada

Introduction

Canadians have become increasingly concerned about the incidence of youth crime in their communities and the youth court's ability to deal with these youths. The ongoing debate over the effectiveness of the youth justice system and frequent media accounts of sensational youth crimes largely shape public opinion. This report will hopefully increase public awareness of youth justice issues through the provision of information on the nature and extent of cases processed by the youth courts of Canada.

This Juristat summarizes the activity of youth courts in Canada for the 1994-95 fiscal year (April to March). Highlights are presented from the annual Youth Court Statistics report, including a summary of youth court caseload in 1994-95, and information on accused characteristics and case outcomes. Recent trends in the data are also examined.

Introduction

Les Canadiens s'inquiètent de plus en plus des crimes commis par les adolescents dans leur communauté et de la capacité des tribunaux de traiter avec ces jeunes. Le débat continu sur l'efficacité de la *Loi sur les jeunes contrevenants (LJC)* ainsi que les reportages des médias décrivant des crimes sensationnels commis par des adolescents ont une influence majeure sur l'opinion publique. Nous espérons que l'information sur la nature et le volume des causes traitées par les tribunaux de la jeunesse au Canada fournie dans ce rapport aidera au public à développer des connaissances plus approfondies sur les questions de justice pour les jeunes.

Dans le présent bulletin Juristat on résume l'activité des tribunaux de la jeunesse au Canada au cours de l'exercice financier allant d'avril 1994 à mars 1995. On présente les faits saillants du rapport annuel des *Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse*, y compris un résumé du nombre de causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse en 1994-1995 et des renseignements au sujet des caractéristiques des accusés et de l'aboutissement des causes. On examine également les tendances qui se dégagent des données.

The analysis is based on Youth Court Survey (YCS) data collected by the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) in collaboration with provincial and territorial government departments responsible for youth courts. The YCS collects data from youth courts on persons aged 12 to 17 appearing on federal statute offences. Federal statute offences in this report include *Criminal Code* offences, drug offences, the *Young Offenders Act (YOA)*, and other federal statute offences.

The unit of analysis is the case, which is defined by the YCS as one or more charges laid against a young person, presented in a youth court on the same date. Case counts are categorized by the most significant charge, most significant decision and most significant disposition. Consequently, less serious charges, decisions and dispositions are under-represented.

Differences in procedure and eligibility requirements for police diversion and alternative measures programs across the jurisdictions may influence the volume and characteristics of cases heard in youth courts. Consequently, analyses of YCS data should be limited to general comparisons. It should not be used as an indicator of youth criminal activity.

As of the 1992-93 reporting year, all youth courts in Canada reported to the YCS.

L'analyse est basée sur les données provenant de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ) recueillies par le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) en collaboration avec les ministères provinciaux et territoriaux responsables des tribunaux de la jeunesse. L'ETJ recueille des données provenant des tribunaux de la jeunesse sur l'ensemble des adolescents âgés de 12 à 17 ans comparaissant relativement à des infractions aux lois fédérales. Dans le présent rapport, les infractions aux lois fédérales comprennent les infractions relatives au *Code criminel*, aux drogues, à la *Loi sur les jeunes contrevenants (LJC)*, et aux autres lois fédérales.

L'unité d'analyse est la cause, définie par l'ETJ comme étant un ou plusieurs chefs d'accusation portés contre une jeune personne, et entendus devant un tribunal de la jeunesse à la même date. Les causes sont classées en fonction de l'accusation la plus importante, du jugement le plus important et de la décision la plus importante. Par conséquent, les infractions, jugements et décisions moins sévères sont sous-représentés.

Les différences qui existent entre les provinces et les territoires quant aux procédures et aux conditions d'admissibilité aux programmes de déjudiciarisation de la police et de mesures de rechange peuvent aussi influencer sur le nombre et les caractéristiques des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse. En conséquence, les analyses des données de l'ETJ devraient être strictement utilisées pour des comparaisons générales. Celles-ci ne devraient pas servir d'indicateur de l'activité criminelle chez les jeunes.

Depuis l'année de déclaration 1992-1993, l'ensemble des tribunaux de la jeunesse dans les provinces et les territoires ont fourni des données dans le cadre de l'ETJ.

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1996. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1996. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Declining youth court caseload

In 1994-95, 109,743 cases were heard in youth courts involving 203,900 federal statute charges. Relative to 1993-94, the youth court caseload decreased by 5% in 1994-95. This decrease is contrary to the steady growth in caseload since the mid-1980's. As in previous years, there was an average of 2 charges per case.

Caseloads in each Province/Territory : 1993-94 and 1994-95

	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yuk.	N.W.T.
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Q.C.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.-B.	Yuk.	T. N.-O.
93-94	2,126	501	3,133	2,527	10,322	50,008	8,329	8,095	19,240	10,613	323	732
94-95	2,061	404	3,240	2,550	10,944	46,355	7,847	7,577	17,505	10,258	343	659
% change - % de variation	-3	-19	+3	+1	+6	-7	-6	-6	-9	-3	+6	-10

Excluding Ontario and Northwest Territories¹, there was a 20% increase in overall caseload since 1986-87. Much of the increase was due to increased charging for administrative offences such as failure to comply with a disposition (YOA) and failure to appear in court (*Criminal Code*). Violent offence cases almost doubled over the

Diminution du nombre total de causes devant les tribunaux de la jeunesse

En 1994-1995, les tribunaux de la jeunesse ont entendu 109 743 causes comportant 203 900 infractions aux lois fédérales. Par rapport à 1993-1994, le nombre de causes devant les tribunaux de la jeunesse a diminué de 5 % en 1994-1995. Cette diminution est l'inverse de l'augmentation continue du nombre total de causes observée depuis le milieu de la dernière décennie. Comme lors des années précédentes, le nombre moyen d'accusations par cause était égal à 2.

Nombre de causes par province en 1993-1994 et 1994-1995

À l'exclusion de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest¹, il y a eu une augmentation de 20 % du nombre de causes devant les tribunaux de la jeunesse depuis 1986-1987. Une bonne part de cette augmentation est attribuable aux inculpations relatives aux infractions administratives, telles que le défaut de se conformer à une décision (*LJC*) et le défaut de comparaître (*Code criminel*).

Youth in Context

- Population for 1994¹
- 29.2 million in total
 - 2.4 million youth 12 through 17 years of age.
 - youth represent 8% of the population
- Police Charges in 1994²
- 702,000 persons charged - adult and youth
 - 127,000 youth charged - down for the third year
 - youth represent 18% of all persons charged
- Youth Convicted, 1994-95
- 74,000 cases with youth convictions
 - 2% of the youth population were convicted
 - 5% of 16 and 17 year old population were convicted
- Youth Population Projections over the next 5 years
- declines in the east
 - increases for Ontario through to British Columbia
 - overall :
 - increasing youth population

¹ Post-Censal Estimates, July 1994, Demography Division, Census and Demographic Statistics Branch, Statistics Canada

² Canadian Crime Statistics, 1994, Catalogue 85-205E, Policing Program, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

Les adolescents en perspective

- Population en 1994¹
- 29,2 millions, au total
 - 2,4 millions d'adolescents âgés de 12 à 17 ans
 - les adolescents représentent 8 % de la population
- Accusations de la police en 1994²
- un total de 702 000 personnes accusées - adolescents et adultes
 - 127 000 adolescents accusés - en baisse pour la troisième année
 - les adolescents représentent 18 % du total des personnes accusées
- Adolescents condamnés, 1994-1995
- 74 000 causes impliquant des adolescents condamnés
 - 2 % de la population des adolescents a été condamnée
 - 5 % des jeunes âgés de 16 et 17 ans ont été condamnés
- Projections de la population adolescente pour les 5 prochaines années
- diminue dans l'Est
 - augmente de l'Ontario jusqu'à la Colombie-Britannique
 - impact général
 - augmentation de la population des jeunes

¹ Estimations post-censitaires, juillet 1994, Division de la démographie, Direction de la statistique démographique et du recensement

² Statistiques de la criminalité au Canada, 1994, numéro 85-205F (au catalogue, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada).

¹ Data are not available for Ontario prior to 1991-92 and for the Northwest Territories prior to 1989-90. Therefore, all trend analyses involving the base year 1986-87 are made excluding these jurisdictions.

¹ Les données ne sont pas disponibles avant 1991-1992 pour l'Ontario et avant 1989-1990 pour les Territoires du Nord-Ouest. Par conséquent, toutes les analyses de tendance basées sur l'année 1986-1987 sont effectuées à l'exclusion de ces secteurs de compétence.

same period. One-third of this increase was due to an increase in minor assault cases.

Youth court cases most often involve property offences

In 1994-95, property offence cases accounted for almost half of the caseload in youth courts. The cases heard most often were theft under \$1,000² and break and enter.

Category	# of cases	%
Property offences	53,007	48
Violent offences	23,010	21
Other Criminal Code	18,327	17
YOA ³ offences	10,704	10
Drug offences	4,522	4
Other federal offences	173	—

Offences appearing in court most often	%
Theft under \$1,000	15
Break and Enter	13
Minor Assault	10
YOA offences	10
Failure to appear/comply	10

Compared to 1993-94, the number of property convictions decreased by 11%, the number of convictions involving violence decreased by 2%, while the number of convictions involving drugs increased by 49%. Since 1986-87, both violent offence cases and cases involving administration of justice offences have increased as proportions of overall caseload whereas the proportion of property offence cases has decreased (Figure 1).

More than 80% of youth court cases involve males

In 1994-95, approximately 8 out of 10 youths appearing in court were males. One-half of the youth court caseload involved 16 or 17 year old youths (Figure 2). There was a 6% decrease in caseload from the previous year for the 14 to 15 year old and 16 to 17 year old age groups. Males appearing in youth court were older than the females. More than half (54%) of males were 16 or 17 years of age compared to 41% of females.

² The monetary minimum was raised from \$1,000 to \$5,000 as of February 15, 1995. This change will have a minimal effect on YCS data for 1994-95.

³ The YOA includes such offences as "Failure to comply with a disposition", "Failure to comply with an Undertaking", "Contempt against youth court" and "Assist/Interfere/Other".

Les causes relatives à des infractions contre la personne ont presque doublé au cours de cette période. Le tiers de cette augmentation était attribuable à une augmentation du nombre des causes relatives à des voies de fait mineures.

Les causes impliquant des adolescents sont la plupart du temps liées à des infractions contre les biens

En 1994-1995, les causes concernant des infractions contre les biens comptaient pour presque la moitié du nombre total de causes devant les tribunaux de la jeunesse. Les causes les plus souvent entendues comportaient des vols de moins de 1 000 \$² et des introductions par effraction.

Catégorie	# de causes	%
Contre les biens	53 007	48
Contre la personne	23 010	21
Autre Code criminel	18 327	17
Infractions à la LJC ³	10 704	10
Relatives aux drogues	4 522	4
Autres infractions fédérales	173	—

Infraction la plus souvent entendue	%
Vol de moins de 1 000 \$	15
Introduction par effraction	13
Voies de fait mineures	10
Infractions à la LJC	10
Défaut de comparaître/se conformer	10

Comparativement à 1993-1994 le nombre de condamnations relatives à des infractions contre les biens a diminué de 11 %, le nombre de condamnations relatives à des infractions contre la personne a diminué de 2 %, tandis que le nombre de condamnations relatives à des infractions impliquant des drogues a augmenté de 49 %. Depuis 1986-1987, les causes impliquant des infractions contre la personne et les causes impliquant les infractions relatives à l'administration de la justice forment une proportion de plus en plus grande du nombre total de causes, tandis que la proportion des causes impliquant des infractions contre les biens a diminué (figure 1).

Plus de 80 % des causes devant les tribunaux de la jeunesse impliquent des adolescents

En 1994-1995, environ 8 adolescents sur 10 comparissant en cour étaient de sexe masculin et la moitié de toutes les causes avaient trait à des adolescents âgés de 16 et de 17 ans (figure 2). Chez les groupes de jeunes de 14 et 15 ans, et les groupes de jeunes de 16 et 17 ans, on a noté une baisse de 6 % du nombre de causes par rapport à l'année précédente. Les adolescents comparissant devant le tribunal de la jeunesse étaient plus âgés que les adolescentes. Plus de la moitié (54%) des adolescents étaient âgés de 16 et 17 ans, comparativement à 41% des adolescentes.

² Le montant minimal a été augmenté de 1 000 \$ à 5 000 \$ à compter du 15 février 1995. Le changement aura un impact minime sur les données de l'ETJ de l'année 1994-1995.

³ La LJC comprend des infractions telles que le défaut de se conformer à une décision, le défaut de se conformer à un engagement, l'outrage au tribunal de la jeunesse, et l'aide/entrave/autre.

Figure 1

Youth Court Cases by Select Offence Category, Canada¹, 1986-1987 and 1994-1995

Causes devant les tribunaux de la jeunesse selon certaines catégories d'infraction, Canada¹, 1986-1987 et 1994-1995

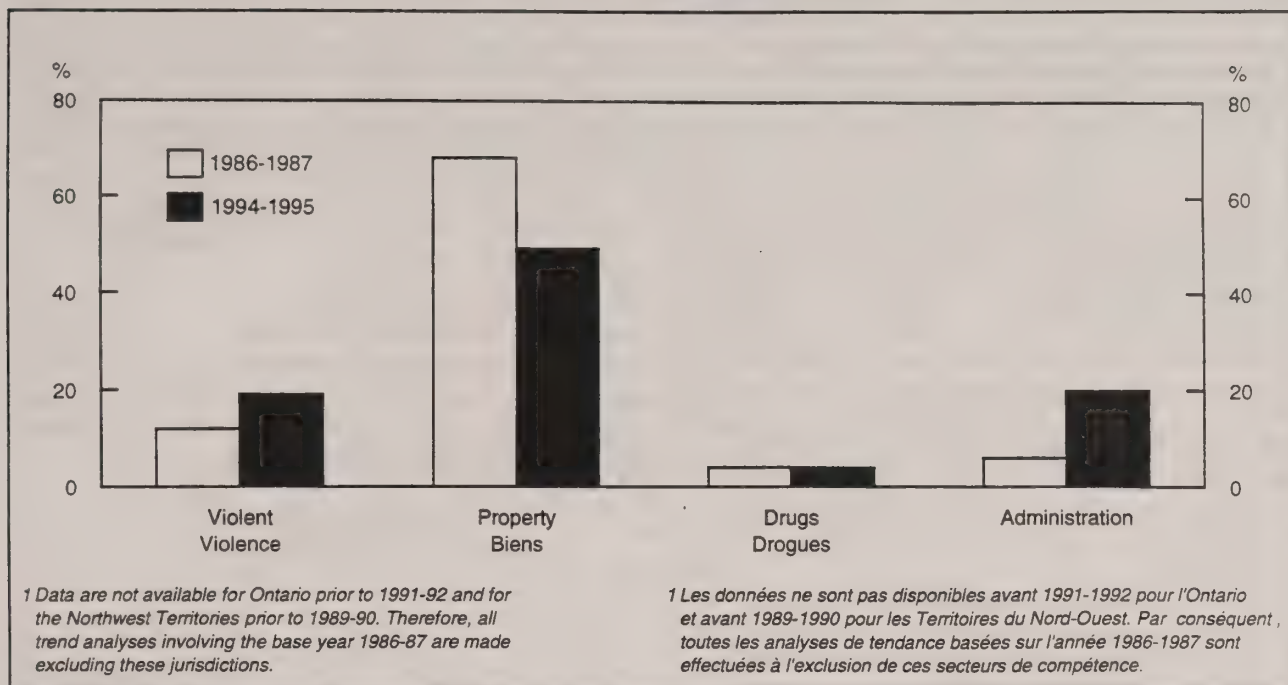
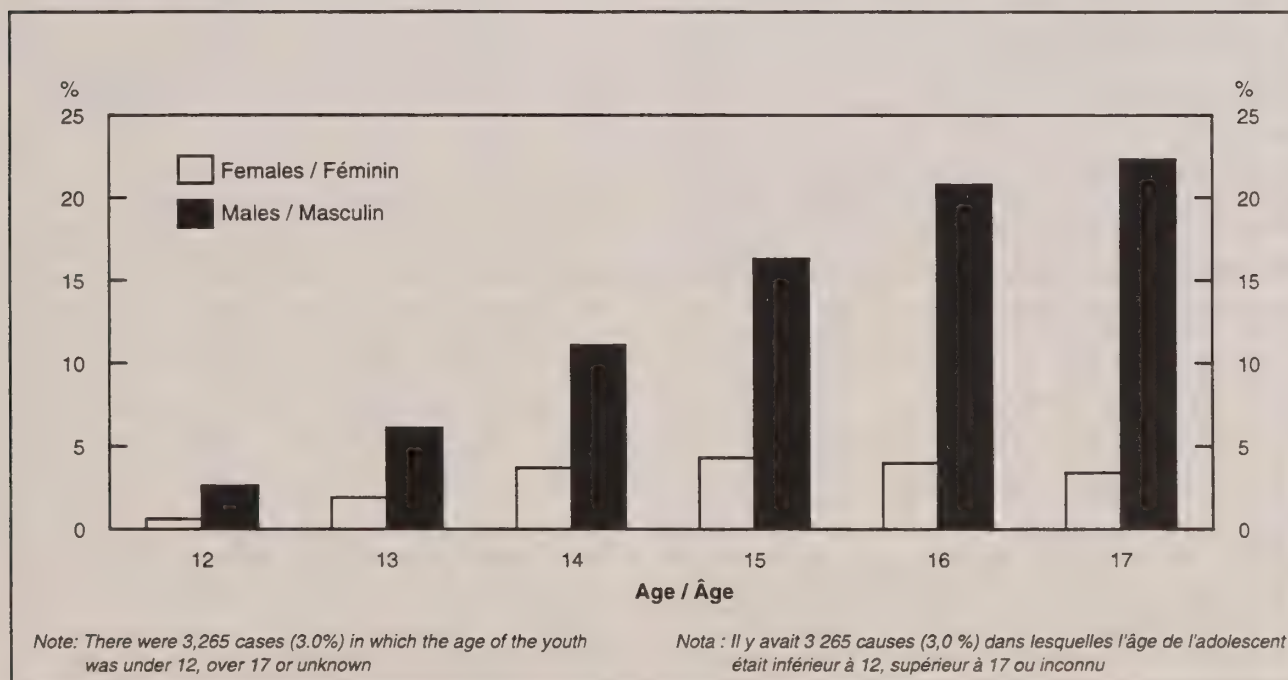


Figure 2

Youth Court Cases by Age and Sex of Accused, Canada, 1994-1995

Causes devant les tribunaux de la jeunesse selon l'âge et le sexe de l'accusé, Canada, 1994-1995



Offences vary by age

Younger youths tended to appear in youth court for different kinds of cases than older youths. Theft under \$1,000, minor assault, and break and enter offences were committed proportionately more often by 12 and 13 year old youths than from other age groups. On the other hand, involvement in such offences as failure to appear/comply, the YOA offences, possession of stolen goods, theft over \$1,000, and drug offences tended to increase with age (Table 1).

L'infraction varie selon l'âge

Les jeunes adolescents comparaissaient devant les tribunaux de la jeunesse pour des types de causes différents que les adolescents plus âgés. Le vol de moins de 1 000 \$, les voies de fait mineures, et les introductions par effraction étaient les infractions commises en plus grande proportion par des jeunes de 12 et 13 ans que des jeunes des autres groupes d'âge. Par contre, la proportion des causes concernant, par exemple, le défaut de comparaître ou de se conformer à une décision, les infractions à la LJC, la possession de biens volés, le vol de plus de 1 000 \$, et les infractions relatives aux drogues augmentait en même temps que l'âge des adolescents (tableau 1).

	Age group	%
Theft under \$1,000, Minor Assault and Break and Enter offences as a proportion of all offences for age group.	12-13	49
	14-15	40
	16-17	35

	Groupe d'âge	%
Vols de moins de 1 000 \$, voies de fait mineures, et introductions par effraction en tant que proportion du total des infractions selon le groupe d'âge.	12-13	49
	14-15	40
	16-17	35

Table 1

Cases Heard in Youth Court by Principal Charge and Age, Canada, 1994-95

Tableau 1

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse selon la nature de l'accusation principale et l'âge, Canada, 1994-1995

Principal Charge L'accusation principale	All Ages ¹ Tous les âges ¹		12-13		14-15		16-17	
Total	109,743	100.0%	12,407	100.0%	38,777	100.0%	55,294	100.0%
Theft under \$1,000 – Vol de moins de 1 000 \$	16,740	15.3%	2,607	21.0%	6,372	16.4%	7,517	13.6%
Break and Enter – Introduction par effraction	14,035	12.8%	1,630	13.1%	5,218	13.5%	7,000	12.7%
Minor Assault – Voies de fait mineures	10,906	9.9%	1,812	14.6%	4,093	10.6%	4,698	8.5%
YOAs Offences – Infractions à la LJC	10,704	9.8%	744	6.0%	3,906	10.1%	5,233	9.5%
Fail to Appear/Comply – Défaut de comparaître/de se conformer	10,519	9.6%	951	7.7%	3,495	9.0%	5,358	9.7%
Possession Stolen Goods – Possession de biens volés	7,267	6.6%	580	4.7%	2,558	6.6%	3,986	7.2%
Mischief/Damage – Méfait/Dommages	5,847	5.3%	1,006	8.1%	2,163	5.6%	2,585	4.7%
Drug Offences – Infractions relatives aux drogues	4,522	4.1%	152	1.2%	1,233	3.2%	3,087	5.6%
Theft over \$1,000 – Vol de plus de 1 000 \$	4,088	3.7%	283	2.3%	1,462	3.8%	2,274	4.1%
Aggravated Assault/Weapon – Voies de fait graves/Armes	4,062	3.7%	542	4.4%	1,332	3.4%	2,102	3.8%
Weapons/Firearms/Explosives – Armes/Armes à feu/Explosifs	2,684	2.4%	283	2.3%	867	2.2%	1,485	2.7%
Robbery – Vol qualifié	2,338	2.1%	237	1.9%	854	2.2%	1,200	2.2%
Escape/Unlawfully at Large – Évasion/Liberté sans excuses	2,065	1.9%	146	1.2%	775	2.0%	1,048	1.9%
Frauds/Forgery – Fraudes/Faux	1,798	1.6%	87	0.7%	489	1.3%	1,166	2.1%
Sexual Assault – Agressions sexuelles	1,758	1.6%	394	3.2%	662	1.7%	641	1.2%
Motor Theft-No Consent – Vol de véhicule-sans autorisation	1,526	1.4%	163	1.3%	687	1.8%	664	1.2%
Impaired Driving – Conduite avec facultés affaiblies	888	0.8%	1	0.0%	48	0.1%	832	1.5%
Other Offences ² – Autres infractions ²	7,996	7.3%	789	6.4%	2,563	6.6%	4,418	8.0%

Source: Derived from Youth Court Statistics, 1994-95, Table 3

Source: Proviennent des statistiques sur les tribunaux de la jeunesse 1994-1995, tableau 3

¹ There were 3,265 cases (3%) in which the age of the youth was under 12, over 17 or unknown.

¹ Il y avait 3 265 causes (3%) dans lesquelles l'âge de l'adolescent était inférieur à 12, supérieur à 17 ou inconnu.

² Other Offences include other Criminal Code offences and Federal Statute offences which do not appear separately in the table.

² Autres infractions comprennent les autres infractions au Code criminel et les infractions aux lois fédérales qui n'apparaissent pas séparément dans le tableau.

Two-thirds of youth court cases result in conviction

In 1994-95, 73,969 or two-thirds of cases heard in youth courts resulted in a finding of guilt for at least one charge. Proceedings were stayed or withdrawn in 28% of cases, and another 4% resulted in findings of not guilty or dismissal (Figure 3). Few cases were transferred to adult court (123) or to another province/territory (178). Sixty-seven percent of all cases transferred to adult court involved violent offences and 24% involved property offences. Manitoba reported 58 (47%) of all cases transferred to adult court. In Manitoba, youths are choosing to transfer to adult court to avoid the discipline and structure of a sentence to a youth custody facility.

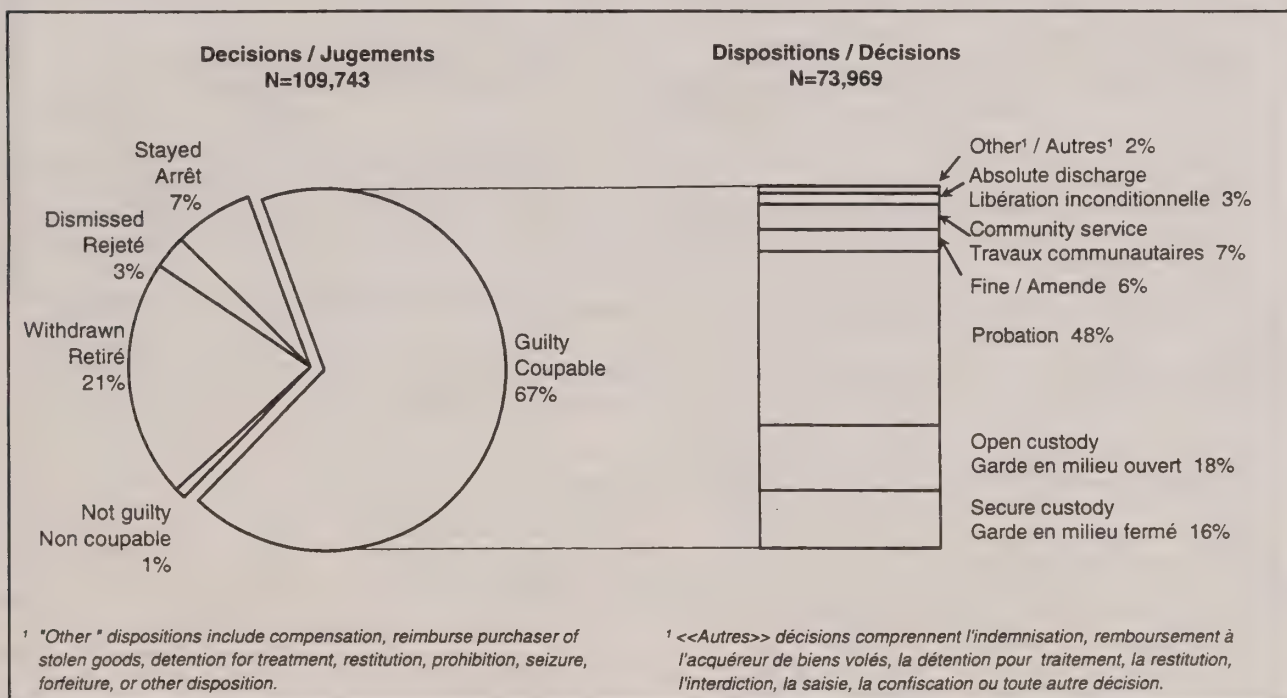
Les deux tiers des causes devant les tribunaux de la jeunesse se soldent par un verdict de culpabilité

En 1994-1995, 73 969 causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse (soit les deux tiers) se sont traduites par un verdict de culpabilité relativement à au moins une accusation. Il y a eu arrêt des procédures ou retrait des accusations dans 28 % des causes, tandis que 4 % des causes se sont soldées par un verdict de non culpabilité ou par un rejet (figure 3). Peu de causes ont été renvoyées à un tribunal pour adultes (123) ou à un autre secteur de compétence (178). Soixante-sept pour cent du total des causes renvoyées devant un tribunal pour adultes impliquaient des infractions contre la personne et 24 % impliquaient des infractions contre les biens. Le Manitoba a fourni 58 (47 %) de toutes les causes qui ont été renvoyées à un tribunal pour adultes. Au Manitoba, les jeunes choisissent le renvoi au tribunal pour adultes afin d'éviter la discipline et le régime des centres de détention pour adolescents.

Figure 3

Decisions and Dispositions in Youth Court, Canada, 1994-1995

Les jugements et les décisions devant les tribunaux de la jeunesse, Canada, 1994-1995



Cases most often with finding of guilt

Escape Custody/Unlawfully at Large (89%)
Break and Enter (77%)
Drug/Narcotics (74%)

Cases least often with a finding of guilt

Failure to Appear/Comply (55%)
Sexual Assault (57%)
Robbery (62%)

Causes les plus aptes à se solder par un verdict de culpabilité

Évasion/en liberté sans excuse (89 %)
Introduction par effraction (77 %)
Drogues/stupéfiants (74 %)

Causes les moins aptes à se solder par un verdict de culpabilité

Défaut de comparaître/se conformer (55 %)
Agression sexuelle (57 %)
Vol qualifié (62 %)

The proportion of cases resulting in a guilty finding ranged from 53% in the Yukon to 89% in New Brunswick (Figure 4). There were other striking differences among provinces concerning sentencing decisions. For example, Manitoba recorded the highest proportion of cases stayed (42%) while Ontario reported 34% of cases withdrawn. This is partially due to charges being stayed or withdrawn in these

La proportion de causes qui se sont traduites par un verdict de culpabilité variait de 53 % au Yukon à 89 % au Nouveau-Brunswick (figure 4). Il y avait d'autres différences frappantes dans les prononcés de la sentence entre les provinces. Par exemple, la proportion des arrêts de procédures était la plus élevée (42%) au Manitoba, alors qu'en Ontario, 34% des causes ont été retirées. Ces fortes proportions sont attribuables en partie aux accusations

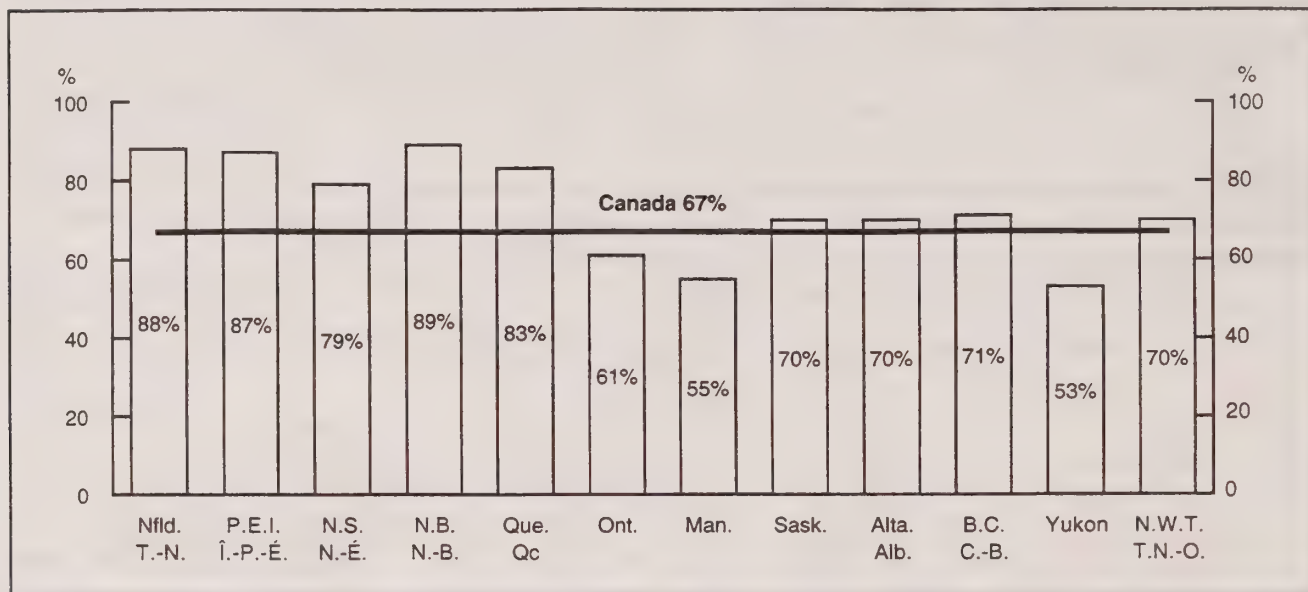
provinces pending completion of alternative measures programs. In addition, the varied use of 'stays' and 'withdrawals' by jurisdiction for administrative purposes impacts on usage. For more details, please see the Methodology section.

ayant été suspendues ou retirées dans ces provinces en attendant l'achèvement du programme des mesures de rechange. De plus, l'utilisation des «arrêts» et des «retraits» à des fins administratives varie selon le secteur de compétence et a un impact sur la fréquence de ces jugements. Pour de plus amples renseignements, voir la Section de la méthodologie.

Figure 4

Proportion of Youth Court Cases with Guilty Findings by Province/Territory, 1994-1995

Causes devant les tribunaux de la jeunesse comportant un verdict de culpabilité selon la province et le territoire, 1994-1995



Most youth court dispositions are served in the community

In 1994-95, probation was the most significant disposition in 48% of the cases with findings of guilt. (Figure 3) In other cases, the most significant dispositions were open custody in 18% of cases, secure custody in 16%, Community Service Order (CSO) in 7%, and fines in 6%. A further 3% of dispositions resulted in an absolute discharge and 2% received another type of disposition*. The percentage for a CSO appears low because, in most cases, CSOs are used as a condition of probation or in conjunction with a more significant disposition. In fact, 29% of all cases resulting in a conviction included a Community Service Order.

A case may result in more than one disposition for a young offender. Fifty-two percent of all cases with guilty findings involved only one disposition, 40% resulted in two dispositions, and 8% involved three or more dispositions. For those cases resulting in multiple dispositions, the most

* Figures for "other" dispositions are low since they are among the less serious dispositions, and are often used in combination with other more serious dispositions. About 14% of all cases resulting in a conviction involved or were combined with one (or more) "other" disposition. These included restitution (4%), prohibition (2%), compensation (1%), pay purchaser (0.2%), and other dispositions such as essays, apologies and counselling programs (7%).

La plupart des peines imposées par les tribunaux de la jeunesse sont purgées dans la communauté

En 1994-1995, dans 48 % des causes se soldant par un verdict de culpabilité, la décision la plus importante rendue par le tribunal de la jeunesse était la probation (figure 3). La garde en milieu ouvert a été ordonnée comme décision la plus importante dans 18 % des causes, la garde en milieu fermé, dans 16 % des causes, l'ordonnance de travaux communautaires (OTC), dans 7 % des causes, et une amende, dans 6 % des causes. Pour les autres causes, le tribunal a accordé une libération inconditionnelle (3 %) ou rendu un autre genre de décision* (2 %). Le pourcentage des OTC semble faible car, dans la plupart des causes, ces ordonnances sont une condition de la probation ou sont assorties d'une décision plus importante. En fait, les travaux communautaires ont été imposés dans 29 % des causes qui se sont soldées par un verdict de culpabilité.

Une cause peut se solder par plus d'une décision pour un jeune contrevenant. Cinquante-deux pour cent de toutes les causes comportant un verdict de culpabilité se sont soldées par une seule décision, 40 %, deux décisions et 8 %, trois décisions ou plus. Pour les causes qui se sont soldées par plusieurs décisions, les

* Les chiffres pour les «autres» décisions sont faibles car celles-ci sont parmi les décisions les moins sévères et sont souvent assorties d'autres décisions plus sévères. À peu près 14 % de toutes les causes se soldant par une condamnation impliquaient ou étaient combinées avec une «autre» décision au plus. Celles-ci incluent la restitution (4 %), l'interdiction (2 %), l'indemnité (1 %), le remboursement à l'acquéreur (0,2 %), et d'autres décisions telles que les dissertations, la présentation d'excuses, et les programmes de counseling (7 %).

frequent combinations include probation and community service (43%), open custody and probation (21%), and secure custody and probation (15%).

Custody dispositions given to one-third of youths found guilty of an offence

In 1994-95, secure and open custody orders were the most significant dispositions in 34% of the 73,969 cases resulting in convictions across Canada (Table 2). Custody was the most common disposition ordered in the cases involving offences such as importing/exporting drugs (100% of 7 cases), murder/manslaughter (92% of 24 cases), and escape from custody/being unlawfully at large (89% of 1,898 cases).

The proportion of cases resulting in a custodial disposition order ranged from 27% in Alberta to 41% in Prince Edward Island and Ontario. The use of custody was consistent with the previous year, with the exception of smaller provinces and the territories which have greater variability from year to year due to smaller caseloads.

Nearly three-quarters of custodial sentences were three months or less

Under the YOA, youth courts may sentence a youth found guilty of an offence to open or secure custody for a maximum of 5 years⁵. Of the 25,212 cases resulting in a custodial disposition, 27% were sentenced to less than one month, a further 45% from 1 to 3 months, 17% from 4 to 6 months, and 10% were for more than 6 months in custody. Murder/manslaughter cases had the highest median sentence length of 1 year and 10 months, followed by attempted murder at 9 months. Break and enter and theft under \$1,000, the two most common cases, resulted in median sentence lengths of 90 days and 30 days, respectively.

The proportion of cases resulting in a custodial disposition of 3 months or less increased from 55% in 1986-87 to 65% in 1994-95 (Ontario and Northwest Territories excluded). The proportion of cases resulting in a custodial disposition of more than six months decreased from 19% in 1986-87 to 14% in 1994-95 (Ontario and Northwest Territories excluded) (Figure 5). This trend is consistent for both open and secure custody⁶. When Ontario and the Northwest Territories cases for 1994-95 are included, the proportion of custodial cases resulting in a custodial disposition of 3 months or less is 73%.

⁵ On May 15, 1992, an amendment to the Young Offenders Act and the Criminal Code (c. 11, S.C. 1992) came into force increasing the maximum sentence imposed in youth courts for murder to five years.

⁶ The YCS does not distinguish between consecutive and concurrent sentences. As a result, sentence length in multiple disposition cases may be underestimated. For example, a case including two convictions - one a sentence to 3 months custody and the other with a sentence of 4 months custody, will be reported on the YCS database as 4 months. If the intent of the youth court judge was a consecutive sentence of 3 plus 4 months, i.e. 7 months in total, this information is not available to the survey.

combinaisons les plus fréquentes étaient la probation et les travaux communautaires (43 %), la garde en milieu ouvert et la probation (21 %), et la garde en milieu fermé et la probation (15 %).

Décisions comportant la garde imposées au tiers des adolescents condamnés

En 1994-1995, 34 % des 73 969 causes comportant un verdict de culpabilité au Canada se sont soldées par une ordonnance de garde en milieu fermé ou en milieu ouvert comme décision la plus importante (tableau 2). Le placement sous garde était la décision la plus fréquemment rendue dans les causes portant sur des infractions comme l'importation/l'exportation des drogues (100 % des 7 causes), le meurtre/l'homicide involontaire (92 % des 24 causes), et l'évasion/le fait d'être en liberté sans excuse (89 % des 1 898 causes).

La proportion de causes qui se sont traduites par une décision comportant la garde variait de 27 % en Alberta à 41 % à l'Île-du-Prince-Édouard et en Ontario. Le nombre de décisions comportant la garde était comparable à celui des années précédentes, à l'exception des provinces moins peuplées et des territoires qui manifestent une grande variation d'une année à l'autre à cause du faible volume de causes.

Presque les trois quarts des peines comportant la garde étaient de trois mois et moins

En vertu de la *LJC*, les tribunaux de la jeunesse peuvent condamner un adolescent déclaré coupable d'une infraction à une période de garde en milieu ouvert ou en milieu fermé d'une durée maximale de cinq ans⁵. Parmi les 25 212 causes à l'égard desquelles les tribunaux ont rendu une décision comportant la garde, 27 % des adolescents ont été condamnés à moins d'un mois, 45 % se sont vus imposer une peine d'un à trois mois, 17 %, une peine de quatre à six mois et 10 %, une peine de plus de six mois. C'est pour le meurtre et l'homicide involontaire que la durée médiane de la sentence était la plus longue (1 an, 10 mois), suivis de la tentative de meurtre (9 mois). L'introduction par effraction et le vol de moins de 1 000 \$, les deux types de causes les plus communes, se sont soldées par des peines d'une durée moyenne de 90 jours et de 30 jours, respectivement.

La proportion de causes qui se sont soldées par une décision comportant une période de garde de trois mois et moins est passée de 55 % en 1986-1987 à 65 % en 1994-1995 (à l'exclusion de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest). La proportion de causes qui se sont traduites par une décision comportant une période de garde de plus de six mois a régressé de 19 % en 1986-1987 à 14 % en 1994-1995 (à l'exclusion de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest) (figure 5). Cette tendance est semblable pour la garde en milieu ouvert et la garde en milieu fermé⁶. Si l'on inclut les causes en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest pour 1994-1995, la proportion de causes qui se sont soldées par une décision comportant une période de garde de trois mois et moins passe à 73 %.

⁵ Le 15 mai 1992, l'entrée en vigueur d'un amendement à la Loi sur les jeunes contrevenants et au Code criminel (c. 11, S.C. 1992), a augmenté à cinq ans la durée maximale de la peine pour meurtre imposée par les tribunaux de la jeunesse.

⁶ L'ETJ ne différencie pas les sentences consécutives des sentences concomitantes. En conséquence, la durée de la sentence dans les causes comportant plusieurs décisions peut être sous-représentée. Par exemple, dans le cas d'une cause comprenant deux condamnations, c.-à-d. une peine comportant une période de garde de 3 mois et une peine comportant une période de garde de 4 mois, c'est la peine de 4 mois qui sera retenue sur la base de données de l'ETJ. Si l'intention du juge était d'imposer deux peines consécutives de 3 et 4 mois, c.-à-d. une peine totale de 7 mois, cette information n'aura pas été captée dans l'enquête.

Table 2

Youth court Cases with Guilty Findings by Principal Charge and Most Significant Disposition, Canada, 1994-95

Tableau 2

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse comportant un verdict de culpabilité, selon l'infraction la plus importante et la décision la plus sévère, 1994-1995

Offence Type	Total Guilty Findings	Secure Custody	Open Custody	Probation	Fine	Community Services	Absolute Discharge	Other ¹
Genre d'infraction	Total avec verdict de culpabilité	Garde en milieu fermé	Garde en milieu ouvert	Probation	Amende	Travaux communautaires	Libération inconditionnelle	Autre ¹
TOTAL	73,969 100%	11,616 16%	13,596 18%	35,627 48%	4,472 6%	4,866 7%	2,413 3%	1,379 2%
Violent Offences – Infractions contre la personne	14,121 100%	2,121 15%	2,296 16%	8,246 58%	356 3%	560 4%	399 3%	143 1%
Minor Assault – Voies de fait mineures	7,311 100%	657 9%	985 13%	4,697 64%	248 3%	382 5%	273 4%	69 1%
Other Violent – Autres infractions contre la personne	6,810 100%	1,464 21%	1,311 19%	3,549 52%	108 2%	178 3%	126 2%	74 1%
Property Offences – Infractions contre les biens	36,024 100%	4,613 13%	6,211 17%	19,475 54%	1,467 4%	2,506 7%	1,242 3%	510 1%
Break and Enter – Introduction par effraction	10,199 100%	1,987 19%	2,288 22%	5,325 52%	83 1%	353 3%	88 1%	75 1%
Theft under \$1,000 – Vol de moins de 1 000 \$	10,260 100%	607 6%	1,295 13%	5,668 55%	821 8%	1,120 11%	609 6%	140 1%
Possession Stolen Goods – Possession de biens volés	5,634 100%	922 16%	1,111 20%	2,807 50%	240 4%	314 6%	179 3%	61 1%
Mischief/Damages – Méfait/Dommages	4,054 100%	257 6%	448 11%	2,485 61%	142 4%	366 9%	209 5%	147 4%
Other Property – Autres infractions contre les biens	5,877 100%	840 14%	1,069 18%	3,190 54%	181 3%	353 6%	157 3%	87 1%
Other Criminal Code – Autre Code criminel	12,259 100%	2,721 22%	2,647 22%	4,239 35%	1,202 10%	740 6%	293 2%	417 3%
Failure to Appear – Défaut de comparaître	5,682 100%	932 16%	1,556 27%	1,960 34%	476 8%	404 7%	109 2%	245 4%
Escape Custody/Unlaw. at Large – Évasion/liberté sans excuses	1,898 100%	1,211 64%	487 26%	109 6%	7 0%	22 1%	15 1%	47 2%
Impaired Driving – Conduite avec facultés affaiblies	727 100%	24 3%	30 4%	212 29%	403 55%	47 6%	1 0%	10 1%
Other Criminal Code – Autres au Code criminel	3,952 100%	554 14%	574 15%	1,958 50%	316 8%	267 7%	168 4%	115 3%
Drug Related – Relatives aux drogues	3,163 100%	301 10%	291 9%	1,545 49%	444 14%	203 6%	327 10%	52 2%
YOA Offences – Infractions à la LJJC	8,268 100%	1,858 22%	2,151 26%	2,100 25%	899 11%	851 10%	152 2%	257 3%
Other Federal Statutes – Autres aux lois fédérales	134 100%	2 1%	- 0%	22 16%	104 78%	6 4%	- 0%	- 0%

Source: Derived from Youth Court Statistics, 1994-95, Table 8.

Source: Proviennent des statistiques sur les tribunaux de la jeunesse 1994-1995, tableau 8.

¹ This includes detention for treatment, restitution, prohibition, seizure, forfeiture, compensation, pay purchaser and other disposition such as essays, apologies and counselling programs.

¹ Comprend détention pour traitement, restitution, interdiction, saisie, confiscation, indemnité, remboursement à l'acquéreur et autres décisions comme les travaux écrits, les excuses, les programmes de counseling.

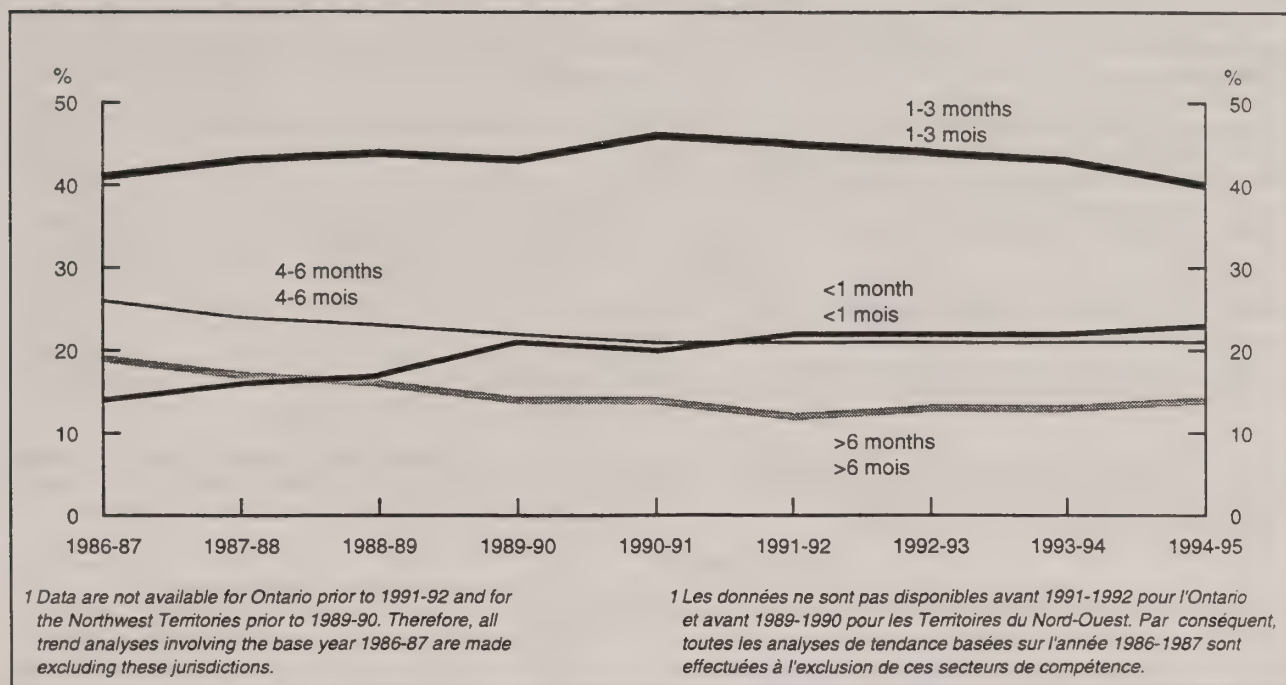
- figure not appropriate or not applicable.

- n'ayant pas lieu de figurer.

Figure 5

Youth Court Cases with Custodial Dispositions by Sentence Length, Canada¹, 1986-1987 to 1994-1995

Causes devant les tribunaux de la jeunesse avec décision de garde selon la sentence, Canada¹, 1986-1987 à 1994-1995



The majority of probation orders were for at least 12 months

Under the YOA, youth courts may sentence a young person found guilty of an offence to a term of probation of up to 2 years. In 1994-95, a probation order was the most significant disposition for 48% of all cases with a finding of guilt. Of the 35,627 cases resulting in probation as the most significant disposition, 23% were for a period of 6 months or less, 56% ranged from 7 to 12 months, and 21% were for more than 12 months. The median sentence length for a probation disposition was 1 year.

Probation dispositions were ordered most frequently in cases involving trafficking in drugs (67% of 180 cases), rape/indecent assault (67% of 27 cases), and arson (66% of 230 cases). Sexual assault offences had the longest median term of probation at 1 year and 6 months. Cases involving break and enter or theft under \$1,000 resulted in a median probation length of 1 year.

The majority of fines were \$100 or less

Under the YOA, a young person found guilty of an offence may receive a fine of up to \$1,000. In 1994-95, fines were the most serious disposition for only 4,472 or 6% of the total cases resulting in conviction. In the majority of cases receiving fines, the guilty were ordered to pay amounts of \$100 or less (53%), 44% were fined between \$101 and \$500, and 2% received a fine that was over \$500. The average dollar amount for fines was \$161.

La majorité des ordonnances de probation étaient pour une durée d'au moins 12 mois

En vertu de la LJC, les tribunaux de la jeunesse peuvent condamner un adolescent déclaré coupable d'une infraction à une période de probation d'une durée maximale de deux ans. En 1994-1995, une ordonnance de probation était la décision la plus importante dans 48 % de toutes les causes se soldant par un verdict de culpabilité. Parmi les 35 627 causes dont la décision la plus importante était la probation, 23 % était pour une période de 6 mois ou moins, 56 % de 7 à 12 mois, et 21 % pour une période de probation de plus de 12 mois. La durée médiane de la sentence pour une décision de probation était de 1 an.

La probation était la décision la plus couramment rendue relativement aux infractions suivantes: trafic des drogues (67 % de 180 causes) viol, attentat à la pudeur (67 % de 27 causes), et crimes d'incendie (66 % de 230 causes). La durée médiane de la probation imposée pour l'agression sexuelle était la plus longue (1 an et 6 mois). Les causes impliquant l'introduction par effraction et le vol de moins de 1 000 \$ ont entraîné l'imposition d'une sentence d'une durée médiane de probation d'un an.

La majorité des amendes était de 100 \$ et moins

En vertu de la LJC, un jeune contrevenant reconnu coupable d'une infraction peut se voir imposer une amende d'un montant maximal de 1 000 \$. En 1994-1995, l'imposition d'une amende était la décision la plus importante dans seulement 4 472 ou 6 % de toutes les causes se soldant par une condamnation. Dans la majorité des causes qui ont entraîné une amende, les coupables ont eu à payer des montants de 100 \$ ou moins (53 %), 44 % ont dû payer de 101 \$ à 500 \$, et 2 %, plus de 500 \$. Le montant moyen des amendes imposées était de 161 \$.

Fines were ordered most frequently in cases involving the impaired operation of a motor vehicle (55%). Impaired operation of a motor vehicle had one of the highest average fines of \$348. The average fine amount imposed for break and enter was \$307, while the average amount for theft under \$1,000 was \$126.

Half of all youth court cases are processed in two months or less

The successful rehabilitation of a young offender is often reliant on a prompt court process. Youth cases are handled with reasonable speed in the youth courts of Canada. Half of all cases are processed in two months or less with only 17% of cases lingering longer than six months.

Full trials and cases related to transfers to adult court have the longest elapsed times. Fifty percent of all transfers to adult court cases will spend four months or longer in the youth courts prior to the decision to transfer.

The median elapsed time for all cases in Canada is 61 days. Ontario and Manitoba have the longest median elapsed times of 96 and 77 days respectively.

Four in ten youth convictions involved repeat offenders

In 1994-95, 41% of cases with a conviction involved repeat offenders. About one-quarter of the repeat offenders were persistent re-offenders with 3 or more prior convictions. The definition of a repeat offender in this report is a young person who was found guilty of at least one federal statute charge during 1994-95 and had been previously convicted in a youth court of at least one other federal statute charge since 1986-87.

Repeat offenders tend to commit a greater number of property offences and conversely, fewer violent offences than first-time offenders. Male youths are more likely to be repeat offenders than females and twice as likely to become persistent offenders. As the young offender moves towards persistent re-offending, the number of charges per case increases and the elapsed time between convictions and re-offending decreases. Repeat young offenders receive increasingly harsher sentences from the youth courts as the number of prior convictions increases.

Summary findings

The youth courts of Canada processed 5% fewer cases in 1994-95 than in the previous year. Both property and violent offence cases decreased from previous year levels. However, there was a significant increase in the number of drug-related cases that appear to reflect increased enforcement of offences related to 'soft' drugs.

Des amendes ont surtout été imposées dans les causes impliquant la conduite avec facultés affaiblies (55 %), laquelle infraction avait une des amendes moyennes la plus élevée, 348 \$. Le montant moyen de l'amende imposée pour l'introduction par effraction était de 307 \$, tandis que pour le vol de moins de 1 000 \$, il était de 126 \$.

La moitié de toutes les causes devant les tribunaux de la jeunesse sont traitées en deux mois et moins

Le succès de la réhabilitation d'un jeune contrevenant dépend souvent de l'intervention rapide des tribunaux. Les causes impliquant des adolescents sont traitées dans des délais acceptables par les tribunaux de la jeunesse au Canada. La moitié de toutes les causes sont traitées en deux mois et moins, et seulement 17 % des causes prennent plus de six mois.

Ce sont les procès complets et les causes où il y a renvoi à un tribunal pour adultes qui ont les délais les plus longs. Cinquante pour cent de toutes les causes où il y a renvoi à un tribunal pour adultes passent quatre mois et plus dans les tribunaux de la jeunesse avant que soit rendu le jugement de renvoyer la cause.

Le temps de traitement médian pour le total des causes au Canada est de 61 jours. L'Ontario et le Manitoba sont les provinces où le temps de traitement médian est le plus long; il est de 96 et 77 jours respectivement.

Quatre condamnations sur dix impliquaient des récidivistes

En 1994-1995, 41 % des causes se soldant par une condamnation impliquaient des récidivistes. Environ un quart des récidivistes était des multirécidivistes ayant encouru au moins 3 condamnations antérieures. Dans le présent rapport, on définit un récidiviste comme une jeune personne qui a été reconnue coupable d'au moins une infraction à une loi fédérale en 1994-1995, et qui avait déjà été reconnue coupable par un tribunal de la jeunesse d'au moins une autre infraction à une loi fédérale depuis 1986-1987.

Les récidivistes sont davantage susceptibles de commettre des infractions contre les biens, et par conséquent, moins susceptibles de commettre des infractions contre la personne que les contrevenants primaires. Les adolescents sont plus aptes à récidiver que les adolescentes et deux fois plus susceptibles de devenir multirécidivistes que les adolescentes. Au fur et à mesure que le jeune contrevenant chemine vers le multirécidivisme, le nombre d'accusations par cause augmente et le temps écoulé entre les condamnations et les nouvelles infractions diminue. Les récidivistes se voient imposer des peines de plus en plus sévères par les tribunaux de la jeunesse à mesure qu'augmente le nombre de condamnations antérieures.

Récapitulation

Le nombre de causes traitées dans les tribunaux de la jeunesse a diminué de 5 % en 1994-1995 par rapport à l'année précédente. Le nombre d'infractions contre les biens et d'infractions contre la personne a diminué par rapport aux niveaux de l'année précédente. Toutefois, on remarque une forte augmentation du nombre de causes impliquant des drogues, laquelle semble être attribuable à une exécution plus assidue de la loi en ce qui concerne les infractions relatives aux drogues dites «douces».

Almost half of all cases involved property offences. By contrast, one in five cases involved violent offences — half being minor assaults.

Excluding Ontario and Northwest Territories⁷, there was a 20% increase in overall caseload since 1986-87. Much of the increase was due to increased charging for administrative offences. As well, violent offence cases almost doubled over the same period. Almost two-thirds of this increase was due to an increase in minor assault cases.

Probation was the most significant disposition in almost half of all cases. One-third of all convictions resulted in a custody disposition with two-thirds receiving sentences of three months or less in custody.

Four of every ten convictions involved youth with at least one prior conviction.

Half of all youth court cases are handled by the youth courts in two months or less.

Methodology

The Youth Court Survey (YCS) is a census of *Criminal Code* and other federal statute offences heard in youth court for youths aged 12 to 17 (up to the 18th birthday) at the time of the offence. Though every effort is made by respondents and the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) to ensure complete survey coverage, slight under-coverage may occur in some jurisdictions.

Survey forms covering charges laid against young persons are completed by court personnel. Some jurisdictions mail the completed forms directly to the CCJS for processing, while other jurisdictions forward data on tape extracted from local operating systems. At the CCJS, all records are submitted to an automated edit. Records that fail the edit are checked against the original information. If problems remain, telephone follow-ups are made to the courts themselves or to central collection points. Corrected data are re-submitted to the edit procedure.

Records are retained in master charge files organised by fiscal year based on the date of decision or disposition (depending on if the case had a guilty finding or not). Two additional files are derived from this master charge file: a "person" file is created by linking records based on the accused identifier code, sex and date of birth; and a "case"

⁷ Data are not available for Ontario prior to 1991-92 and for the Northwest Territories prior to 1989-90. Therefore, all trend analyses involving the base year 1986-87 are made excluding these jurisdictions.

Presque la moitié de toutes les causes impliquait des infractions contre les biens. Par contraste, une cause sur cinq impliquait des infractions contre la personne — la moitié de celles-ci étant des voies de fait mineures.

L'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest exclus⁷, le nombre total de causes a augmenté de 20 % depuis 1986-1987. Cette augmentation est attribuable en grande partie à un nombre accru de mises en accusations relatives à des infractions administratives. Aussi, le nombre de causes impliquant des infractions contre la personne a presque doublé au cours de cette période. Presque deux tiers de cette augmentation est attribuable à l'augmentation du nombre de causes impliquant des voies de fait mineures.

La probation était la décision la plus importante pour presque la moitié de toutes les causes. Le tiers de toutes les causes impliquant une condamnation s'est soldé par une décision comportant la garde. Pour les deux tiers de ces causes, les peines imposées étaient d'une durée de trois mois et moins.

Quatre condamnations sur dix impliquaient des adolescents ayant encouru au moins une condamnation antérieure.

La moitié de toutes les causes devant les tribunaux de la jeunesse sont traitées par ces tribunaux en deux mois et moins.

Méthodologie

L'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ) est un recensement de toutes les causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse au Canada relativement à des infractions au *Code criminel* et aux autres lois fédérales dont sont accusés des adolescents âgés de 12 à 17 ans (jusqu'à leur 18^e anniversaire) au moment de l'infraction. Malgré tous les efforts déployés par les répondants et le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) pour assurer une couverture complète de l'enquête, il peut y avoir un léger sous-dénombrement dans certains secteurs de compétence.

Les formules d'enquête relatives aux accusations portées contre les jeunes contrevenants sont remplies par les employés des tribunaux. Dans certains secteurs de compétence, les formules remplies sont envoyées directement par la poste au Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) aux fins de traitement, tandis que dans d'autres secteurs, les données tirées des systèmes opérationnels locaux sont transmises sur bande magnétique. Au CCSJ, tous les enregistrements sont soumis à un contrôle automatique. Les enregistrements rejetés au contrôle sont vérifiés en comparaison du formulaire original. Si le problème persiste, on assure un suivi par téléphone auprès des tribunaux ou des bureaux centraux de collecte. Après correction, les données font l'objet du processus de contrôle à nouveau.

Les enregistrements sont versés dans des fichiers principaux des accusations organisés par exercice financier, selon la date du jugement ou de la décision (tout dépendant du verdict rendu dans la cause, soit de culpabilité ou de non culpabilité). Deux autres fichiers sont ensuite établis à partir de ces fichiers principaux : un fichier des «personnes», que l'on crée en reliant les

⁷ Les données ne sont pas disponibles avant 1991-1992 pour l'Ontario et avant 1989-90 pour les Territoires du Nord-Ouest. Toutes les analyses de tendance dont l'année de base est 1986-1987 excluent donc ces deux secteurs de compétence.

file is created by linking "persons" records with the same court code and date of first appearance. The tabulations in this article are derived from the case file.

According to the YCS, the determination of the principal charge is by the ordering of charges from most to least serious. Violent charges are given first priority in the selection process, followed by drug and narcotic offences, property offences, other *Criminal Code* offences, offences under the *Young Offenders Act*, and other federal statute offences. Offences are further ranked within these offence categories.

Since a case with more than one charge may have more than one type of decision, the "most significant decision" has been selected for analysis on the basis of the following order from most to least serious: transfer to adult court; guilty; other decision (e.g., not fit to stand trial); stay of proceedings, charge withdrawn, or transfer to other jurisdiction; and not guilty or charge dismissed. The most significant disposition is determined by the effect the disposition has on the young person. Dispositions are ordered from most to least serious as follows: secure custody, detention for treatment, open custody, probation, fine, compensation, pay purchaser, compensation in kind, community service order, restitution, prohibition/seizure/forfeiture, other disposition, and absolute discharge.

The reader is advised that the use of the decisions 'stay' and 'withdrawn' for administrative purposes — that is, in the reduction of charges or the correcting of details on an information, varies by jurisdiction and has been found to inflate the total number of cases reported to the Youth Court Survey. As much as 30% of cases stayed or withdrawn are done so for administrative reasons. Ontario through to British Columbia are most affected by this practice. Caution is advised when analysing the characteristics of total caseload and in particular, the offence characteristics of total caseload should not be used as an indicator of youth criminal activity.

In April 1984, 12 became the minimum age requirement for charges under the *Young Offenders Act* (YOA). However, it was not until April 1985 that the maximum age of 17 (up to the 18th birthday) was established in all provinces and territories. Due to the changes in the upper and lower age limits, data from the first year of the YCS, 1984-85, cannot be directly compared with 1994-95 data. The same is true for 1985-86 data, which may refer to cases with charges laid in the previous year. Thus, the base year for the trend analyses in this report is 1986-87.

Differences in data over time and across jurisdictions result from a number of factors that reflect how the YOA has been implemented. Pre-court screening procedures may affect the number of youth appearing in court. The Crown Attorney, for example, may decide not to proceed with a charge, or the initial charge may be changed. A youth may also be diverted from the court process into a program such as Alternative Measures (either before or after police

enregistrements en fonction du code d'identification de l'accusé, du sexe et de la date de naissance; et un fichier des «causes», que l'on crée en associant les enregistrements sur les «personnes» à un code de tribunal et à une date de première comparution identiques. Les totalisations incluses dans le présent article sont tirées du fichier des causes.

En conformité avec l'ETJ, la détermination de l'accusation principale se fait en classant les accusations de la plus sévère à la moins sévère. Ce sont les infractions contre la personne qui sont considérées les plus sévères, suivies des infractions relatives à des drogues et des stupéfiants, des infractions contre les biens, des autres infractions au *Code criminel*, des infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenants* et des autres infractions à des lois fédérales. Les infractions font l'objet d'un second classement à l'intérieur des ces catégories d'infractions.

Étant donné qu'une cause comptant plus d'une accusation peut comporter plus d'un type de jugement, on a choisi aux fins de l'analyse, le «jugement le plus important» en classant les jugements du plus sévère au moins sévère comme suit : renvoi à un tribunal pour adultes; coupable; autre jugement (par ex., incapable de subir un procès); arrêt des procédures, accusation retirée, ou transfert à une autre juridiction; et non coupable ou accusation rejetée. On détermine la décision la plus importante par l'impact qu'elle aura sur la jeune personne. Les décisions sont classées de la plus sévère à la moins sévère comme suit : garde en milieu fermé, détention pour traitement, garde en milieu ouvert, probation, amende, indemnité, remboursement à l'acquéreur, indemnité en nature, ordonnance de travaux communautaires, restitution, interdiction/saisie/confiscation, autre décision, et libération inconditionnelle.

On prévient le lecteur que l'utilisation des jugements «arrêt» et «retrait» à des fins administratives, c'est à dire pour réduire une accusation ou corriger des détails sur une dénonciation, varie selon le secteur de compétence, et a pour effet d'exagérer le nombre total de causes signalées à l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse. Parmi les causes suspendues ou retirées, jusqu'à 30 % le sont à des fins administratives. Cette pratique a un impact plus marqué de l'Ontario à la Colombie-Britannique. Il est donc souhaitable de procéder avec prudence à l'analyse des caractéristiques du nombre total de causes. En particulier, les caractéristiques du nombre de causes liées aux infractions ne devraient pas servir d'indicateur du niveau de l'activité criminelle chez les jeunes.

En avril 1984, l'âge requis pour faire l'objet d'accusations en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC) a été établi à 12 ans. Ce n'est toutefois qu'en avril 1985 que l'âge maximal de 17 ans (jusqu'au 18^e anniversaire) a été établi dans l'ensemble des provinces et des territoires. Puisque l'âge minimal et l'âge maximal ont été modifiés, les données portant sur la première année d'application de la LJC, soit 1984-1985, ne peuvent pas être comparées directement à celles de 1994-1995. Il en va de même pour les données de 1985-1986, qui peuvent se rapporter à des causes relatives à des accusations portées l'année précédente. L'année de base utilisée pour les analyses de tendance présentées dans ce rapport est donc 1986-1987.

Les différences quant aux données qu'on constate entre périodes et entre secteurs de compétence sont attribuables à un certain nombre de facteurs qui traduisent la façon dont la LJC a été appliquée. Les procédures d'examen préalables à la comparution peuvent influencer sur le nombre de jeunes personnes qui comparaissent devant le tribunal. Il se peut, par exemple, que le procureur de la Couronne décide de ne pas poursuivre une accusation, ou encore que l'accusation initiale soit modifiée. Il

lay charges) or a police diversion program. Differences in procedures and eligibility requirements of these programs across the jurisdictions may also influence the volume and characteristics of cases heard in youth courts. Consequently, analyses of YCS data should be limited to general comparisons.

se peut aussi que l'on soustraie l'adolescent à la procédure judiciaire et qu'on l'oriente vers un programme comme celui des mesures de rechange (soit avant ou après la mise en accusation) ou un programme de déjudiciarisation de la police. Les différences qui existent entre les secteurs de compétence quant aux procédures et aux conditions d'admissibilité peuvent aussi influencer sur le nombre et les caractéristiques des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse. En conséquence, les analyses des données de l'ETJ devraient être strictement utilisées pour des comparaisons générales.

Standards of service to the public

To maintain quality service to the public, Statistics Canada follows established standards covering statistical products and services, delivery of statistical information, cost-recovered services and services to respondents. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Normes de service au public

Afin de maintenir la qualité du service au public, Statistique Canada observe des normes établies en matière de produits et de services statistiques, de diffusion d'information statistique, de services à recouvrement des coûts et de services aux répondants. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 **(613) 951-9023** or toll-free **1 800 387-2231**. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 **(613) 951-9023** ou le **numéro sans frais 1 800 387-2231**. Pour obtenir une publication, veuillez communiquer par téléphone au (613) 951-7277 ou par télécopieur au (613) 951-1584 ou par internet : order@statcan.ca Vous pouvez aussi appeler sans frais (Canada et États-Unis) au 1 800 267-6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation écrite pour une commande faite par téléphone.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|----------------|---|
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth Custody and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |
| Vol. 15 No. 14 | Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |
| Vol. 16 No. 1 | Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994 |
| Vol. 16 No. 2 | Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur |
| Vol. 16 No. 3 | Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Publications Canada / Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US \$12.00 per issue, US \$108.00 annually
Other Countries: US \$14.00 per issue, US \$126.00 annually
Frequency: Irregular / ISSN 0715-271X
To order Statistics Canada publications, please call our national toll-free
line: 1 800 267-6677 or internet: order@statcan.ca

Prix : Canada : 10 \$ le numéro, 90 \$ l'abonnement annuel
États-Unis : 12 \$ US le numéro, 108 \$ US l'abonnement annuel
Autres pays : 14 \$ US le numéro, 126 \$ US l'abonnement annuel
Périodicité : irrégulière / ISSN 0715-271X
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le
numéro national sans frais : 1 800 267-6677 ou par internet : order@statcan.ca

Vol. 16 No. 5

Vol. 16, n° 5

Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95

Carole St-Amand and Peter Greenberg*

Highlights

- In 1994-95, the majority of youth court cases with guilty findings (66%) resulted in probation or other community-based programs. Custody sentences were ordered for 34%, of which slightly more than half were to open custody.
- On any given day in 1994-95, there were on average 4,900 youths in custody, representing approximately 0.2% of Canada's youth population. Since 1990-91, the number of youths in custody has risen gradually each year, by 20% overall.
- An average of 35,770 young offenders were serving a term of probation in 1994-95. The number of probationers has increased steadily each year, 30% overall since 1990-91.
- Close to 40% of all youths in custody in 1994-95 were serving their sentences in secure custody, an overall increase of 15% since 1990-91. Approximately 45% of youths in custody were serving sentences in open custody – an increase of 24% since 1990-91.
- An average of 760 youths were held in custody on remand status (i.e., while awaiting completion of their cases), representing approximately 15% of all youths in custody. The remand count has also been rising steadily, up 20% since 1990-91.
- Youth court data indicated that, in 1994-95, 43% of sentences to custody were for property-related offences.

March 1996

Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995

Carole St-Amand et Peter Greenberg*

Faits saillants

- En 1994-1995, la majorité des causes impliquant des jeunes qui se sont soldées par un verdict de culpabilité (66 %) ont abouti à une mise en probation ou une autre peine purgée dans la collectivité. Des placements sous garde ont été ordonnés dans 34 % des causes, dont un peu plus de la moitié étaient des placements en milieu ouvert.
- À tout moment en 1994-1995, 4 900 adolescents, en moyenne, étaient sous garde, ce qui représente environ 0,2 % de la population d'adolescents au Canada. Depuis 1990-1991, le nombre d'adolescents mis sous garde a augmenté graduellement d'une année à l'autre, l'augmentation globale s'établissant à 20 %.
- En moyenne, environ 35 770 jeunes contrevenants, étaient en probation en 1994-1995. Le nombre de probationnaires n'a pas cessé d'augmenter d'une année à l'autre, l'augmentation globale s'établissant à 30 % depuis 1990-1991.
- Près de 40 % de tous les adolescents sous garde purgeaient leur peine dans un milieu fermé, pour une hausse globale de 15 % depuis 1990-1991. Environ 45 % de tous les adolescents mis sous garde purgeaient leur peine en milieu ouvert – une augmentation de 24 % depuis 1990-1991.
- Sept cent soixante adolescents, en moyenne, étaient en détention provisoire (c'est-à-dire qu'ils attendaient le règlement de leur cause); ce chiffre représente environ 15 % de tous les adolescents sous garde. Le nombre de cas de détention provisoire a aussi progressivement augmenté, enregistrant une hausse de 20 % depuis 1990-1991.
- Selon les données des tribunaux de la jeunesse, 43 % des adolescents condamnés à un placement sous garde en 1994-1995 l'ont été pour des infractions contre les biens.

Mars 1996

* Correctional Services Program, Canadian Centre For Justice Statistics

* Programme des services correctionnels, Centre canadien de la statistique juridique

Introduction

Concern that the justice system may not be tough enough on young offenders convicted of more serious offences has led to legislative changes to the **Young Offenders Act (YOA)** and the **Criminal Code of Canada**. Bill C-37, proclaimed December 1, 1995 specifies, among other things, the situations for which custody should and should not be ordered and whether it should be secure or open custody; new provisions for easing the transfer of specific youth court cases to adult court; and more severe penalties for youths convicted of violent crimes. Bill C-37 also specifies that the custodial system should be used only as a last resort for youths who have been convicted of non-violent offences.

On any given day in 1994-95, there were slightly less than 5,000 youths in custody and almost 36,000 young offenders serving a term of probation. Overall, these youths account for approximately 2% of youths aged 12 to 17 years. This Juristat examines youth correctional caseload trends, with a focus on the custodial population.

Overview of Youth Corrections

The **YOA** has, as its primary objective, the protection of society from criminal behaviour. At the same time, the Act acknowledges that youths, while in a state of dependency, must be held accountable for their actions. As noted above, recent legislative amendments imply a shift in policy direction: custody should only be used when necessary, for more serious offences. For non-violent offenders, there should be more reliance on rehabilitation within the community.

A youth may also participate in Alternative Measures programs, where young offenders are diverted from the court process but are still held accountable for their actions. This option includes several programs similar to non-custodial dispositions, for example, the performance of community or personal services and/or other measures as appropriate.

Custodial Options

Young offenders found guilty are sentenced according to guidelines prescribed in the **YOA**. If sentenced to custody, offenders may be required to serve time in a secure or open custody facility within which individual freedoms may be restricted. It is important to note that each province and territory is responsible for the administration of youth corrections and, as such, the extent to which young offenders' freedoms are limited while in custody varies. Regardless, the maximum custodial sentence is two years (three years if the offence would normally carry a maximum penalty of life imprisonment in adult court). The most serious crimes (first or second degree murder) carry a maximum custodial sentence of six years, to be followed by an additional four years of conditional supervision (Bill C-37, December, 1995).

Introduction

Comme l'on craignait que l'appareil judiciaire ne soit pas suffisamment sévère à l'endroit des jeunes contrevenants reconnus coupables d'infractions plus graves, on a modifié la **Loi sur les jeunes contrevenants (LJC)** et le **Code criminel du Canada**. Le projet de loi C-37, qui a été promulgué le 1^{er} décembre 1995, définit, entre autres, les situations où un placement sous garde devrait ou ne devrait pas être ordonné, et si le placement devrait être en milieu ouvert ou en milieu fermé; renferme de nouvelles dispositions visant à faciliter le transfert de certains cas du tribunal de la jeunesse au tribunal pour adultes; et impose des peines plus sévères aux adolescents reconnus coupables de crimes de violence. Le projet de loi C-37 précise également que le placement sous garde ne devrait être utilisé qu'en dernier ressort pour les adolescents reconnus coupables d'infractions sans violence.

À tout moment en 1994-1995, il y avait un peu moins de 5 000 adolescents sous garde, et presque 36 000 en probation. Dans l'ensemble, ces jeunes comptent pour environ 2 % des adolescents âgés de 12 à 17 ans. Le présent Juristat examine les tendances qui se dessinent dans les services correctionnels pour les jeunes, l'accent étant mis sur la population mise sous garde.

Aperçu des services correctionnels pour les jeunes

L'objectif primordial de la **LJC** est de protéger la société contre les comportements criminels. Parallèlement, la Loi reconnaît que les adolescents, même s'ils ne sont pas encore autonomes, doivent être tenus responsables de leurs actes. Comme il est mentionné ci-dessus, de récentes modifications législatives sous-entendent un virement de politique : le placement sous garde ne devrait être utilisé que dans les cas où il est nécessaire, pour les crimes les plus graves. Pour les contrevenants non violents, il faudrait avoir davantage recours à des programmes de réadaptation dans la collectivité.

Les jeunes contrevenants peuvent aussi participer à des programmes de mesures de rechange, selon lesquels ils sont soustraits au processus judiciaire mais sont encore tenus responsables de leurs actes. Ces programmes s'assimilent à des décisions ne comportant pas la garde – par exemple, indemnisation, fourniture de services communautaires et de services personnels, ou autres mesures jugées également appropriées.

Le placement sous garde

Les jeunes contrevenants reconnus coupables sont condamnés conformément aux lignes directrices prescrites dans la **LJC**. S'ils font l'objet d'une décision comportant la garde, ils peuvent être tenus de purger une peine dans un établissement en milieu fermé ou en milieu ouvert, où la liberté individuelle peut être restreinte. Il importe de mentionner que chaque secteur de compétence est responsable de l'administration des services correctionnels pour les jeunes et, pour cette raison, la mesure dans laquelle la liberté des jeunes contrevenants est restreinte pendant qu'ils sont sous garde varie. Néanmoins, la peine d'incarcération maximale est de deux ans (trois ans dans le cas des infractions dont la peine, qui est prononcée par un tribunal pour adulte, est habituellement passible d'un emprisonnement à perpétuité). Les crimes les plus graves sont passibles d'une peine d'incarcération maximale de six ans, suivis de quatre autres années en liberté sous condition dans la collectivité (Loi C-37, décembre 1995).

In addition to secure and open custody, youth custody caseloads also include those who have been remanded to custody (non-sentenced custody). Youths have a status of remand when they are being detained in custody under a Remand Warrant and are awaiting a further court appearance. In some jurisdictions, remanded youths represent a significant portion of youths in custody.

Community-Based Options

In addition to dispositions of custody, the Court may order youths to serve their sentences in the community. There are a variety of community-based options available – probation, community services, personal services, fines, compensation, and restitution. Probation dispositions are ordered for a specified period of time and may not exceed two years in length. Additionally, the Court may order special conditions such as residing at a specific location, attending school, and/or refraining from attending a certain place.

Review Orders

While parole provisions apply to adult corrections, the **YOA** allows for young offender dispositions to be reviewed provided certain conditions warrant the review (e.g., evidence that the youth's rehabilitation has progressed significantly to date). Upon review, the Court may (1) transfer the youth from secure to open custody or from custody to conditional supervision or to probation; (2) release the youth from further obligation (non-custodial dispositions) or have some of the dispositions varied; or, (3) confirm the dispositions and make no change to the youth's status.

About The Data

The data in this Juristat are drawn from the Youth Key Indicator Report (Y-KIR) and the Youth Court Survey (YCS). Y-KIR data present average counts of youths serving a sentence of secure custody, open custody or probation. In addition, Y-KIR data include young offenders who have been remanded to custody awaiting completion of their trials. YCS data provide information on the most serious disposition for cases which have received a guilty verdict.

It is important to note that Y-KIR data used in this report refer only to counts of offenders who are in custody on a remand warrant, serving a disposition of sentenced secure or open custody, or serving a term of probation. Excluded are offenders in the youth corrections system with a community disposition other than probation e.g., community service order, fines, restitution, compensation, etc. In 1994-95, approximately 18% of youth court cases with guilty findings resulted in community dispositions other than probation.

Outre la garde en milieu fermé et la garde en milieu ouvert, le nombre de jeunes placés sous garde comprend également ceux qui ont été renvoyés en détention provisoire (garde avant la condamnation). Les jeunes sont en détention provisoire lorsqu'ils sont placés sous garde en vertu d'un mandat de détention provisoire et qu'ils attendent de comparaître de nouveau en cour. Dans certains secteurs de compétence, les jeunes contrevenants en détention provisoire représentent une forte proportion des adolescents sous garde.

La mise en liberté dans la collectivité

Outre les décisions comportant le placement sous garde, le tribunal peut ordonner que les jeunes purgent leur peine dans la collectivité. Il existe diverses décisions ne comportant pas la garde – probation, services communautaires, services personnels, amendes, indemnisation et restitution. La mise en probation est ordonnée pour une période précise qui ne peut dépasser deux ans. En outre, le tribunal peut imposer des conditions spéciales, par exemple loger à un endroit précis, fréquenter l'école, ou ne pas fréquenter un certain endroit.

Examen des décisions

Bien que les dispositions relatives à la libération conditionnelle s'appliquent aux services correctionnels pour adultes, la **LJC** autorise l'examen de décisions d'un jeune contrevenant, pourvu que certaines conditions le justifient (p. ex., des preuves que l'adolescent a déjà fait beaucoup de progrès dans sa réadaptation). À l'issue de l'examen, le tribunal peut 1) transférer l'adolescent d'un établissement en milieu fermé à un établissement en milieu ouvert, le mettre en «liberté sous condition» ou encore, le mettre en probation; 2) supprimer toute autre obligation qui lui a été imposée (décisions ne comportant pas la garde) ou modifier certaines dispositions le concernant; ou 3) confirmer les décisions et ne pas modifier le statut de l'adolescent.

Les données

Les données figurant dans le présent Juristat sont tirées du Rapport des indicateurs clés pour les jeunes contrevenants (RIC-JC) et de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ). Les données RIC-JC présentent les comptes moyens d'adolescents condamnés à la garde en milieu fermé ou en milieu ouvert, ou mis en probation. En outre, elles comprennent les jeunes contrevenants placés en détention provisoire en attendant l'issue de leur procès. Les données de l'ETJ fournissent des renseignements sur la décision la plus sévère pour les affaires qui ont abouti à un verdict de culpabilité.

Il importe de mentionner que les données RIC-JC utilisées dans le présent rapport se rapportent uniquement aux nombres de contrevenants sous garde en vertu d'un mandat de détention provisoire, sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert, ou encore mis en probation. Sont exclus les contrevenants dans le système des services correctionnels pour les jeunes qui ont fait l'objet d'une décision ne comportant pas la garde, autre que la mise en probation, p. ex., ordonnance de services communautaires, amendes, restitution, indemnisation, etc. En 1994-1995, environ 18 % des causes dont ont été saisis les tribunaux pour adolescents et qui ont donné lieu à un verdict de culpabilité ont fait l'objet de décisions ne comportant pas le placement mais autre que la mise en probation.

Focus On Serious Violent Youth

Recent legislative amendments pursuant to Bill C-37 suggest that public pressure to 'get tough' with violent young offenders is being heard. The amended legislation places the onus on the young person, his/her counsel or the Attorney General to show why a case of serious violence should proceed in youth court. Otherwise, cases of murder or attempted murder, manslaughter, or aggravated sexual assault will automatically be heard in adult court if the offender was sixteen or seventeen years of age at the time of the offence.

If the case was not transferred to adult court:

- for first degree murder, the maximum sentence is 10 years, of which a maximum of 6 years is to be served in custody and the remainder on conditional supervision;
- for second degree murder, the maximum sentence is 7 years comprised of 4 years in custody and the remainder on conditional supervision; and
- for first or second degree murder, the young person has the option of electing trial before a youth court judge or trial by superior criminal court judge and jury. If an election is not made, then the election will have been deemed to be to superior court.

If the murder case is heard in adult court:

- if convicted of first or second degree murder and the offender is under 16, the penalty is life imprisonment without parole for between 5 and 7 years, or 5 years if the judge does not set parole ineligibility;
- if 16 or 17 and the offence was first degree murder, the penalty is life without parole for 10 years; and
- if 16 or 17 and the offence is second degree murder, the penalty is life with no parole for 7 years.

Attention particulière accordée aux jeunes reconnus coupables d'un crime de violence grave

Il ressort des récentes modifications législatives prévues au projet de loi C-37 que l'on tient compte des pressions exercées par le public pour que les jeunes contrevenants coupables de crimes de violence graves soient traités de façon plus sévère. Selon la nouvelle loi, il incombe à l'adolescent, à son avocat ou au procureur général de démontrer pourquoi une affaire impliquant un crime de violence grave devrait être entendue par un tribunal pour adolescents. Autrement, une affaire impliquant un meurtre ou une tentative de meurtre, un homicide involontaire ou une agression sexuelle grave sera entendue devant un tribunal pour adultes, si le contrevenant était âgé de 16 ou 17 ans au moment de l'infraction.

Si le cas n'a pas été transféré à un tribunal pour adultes :

- pour un meurtre au premier degré, la peine maximale est de dix ans, dont six ans au maximum doivent être purgés dans un établissement de détention, et le reste en liberté sous condition dans la collectivité;
- pour un meurtre au deuxième degré, la peine maximale est de sept ans, dont quatre ans en détention et le reste en liberté sous condition dans la collectivité;
- pour un meurtre au premier ou au deuxième degré, le jeune contrevenant peut choisir d'être jugé par un juge du tribunal pour adolescents, ou un juge d'une cour supérieure de juridiction criminelle. À défaut de choix, on présumera qu'il veut être jugé par un juge d'une cour supérieure.

Dans une affaire de meurtre entendue par un tribunal pour adultes :

- si le contrevenant est reconnu coupable de meurtre au premier ou au deuxième degré et qu'il a moins de 16 ans, la peine est l'emprisonnement à perpétuité, sans possibilité de libération conditionnelle avant cinq à sept ans, ou cinq ans si le juge ne décide pas qu'il est inadmissible à la libération conditionnelle;
- si le contrevenant est âgé de 16 ou 17 ans et qu'il s'agit d'un meurtre au premier degré, la peine est l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant dix ans;
- si le contrevenant est âgé de 16 ou 17 ans et que l'infraction est le meurtre au deuxième degré, la peine est l'emprisonnement à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle avant sept ans.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1996. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, 1996. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Custodial Caseload Trends

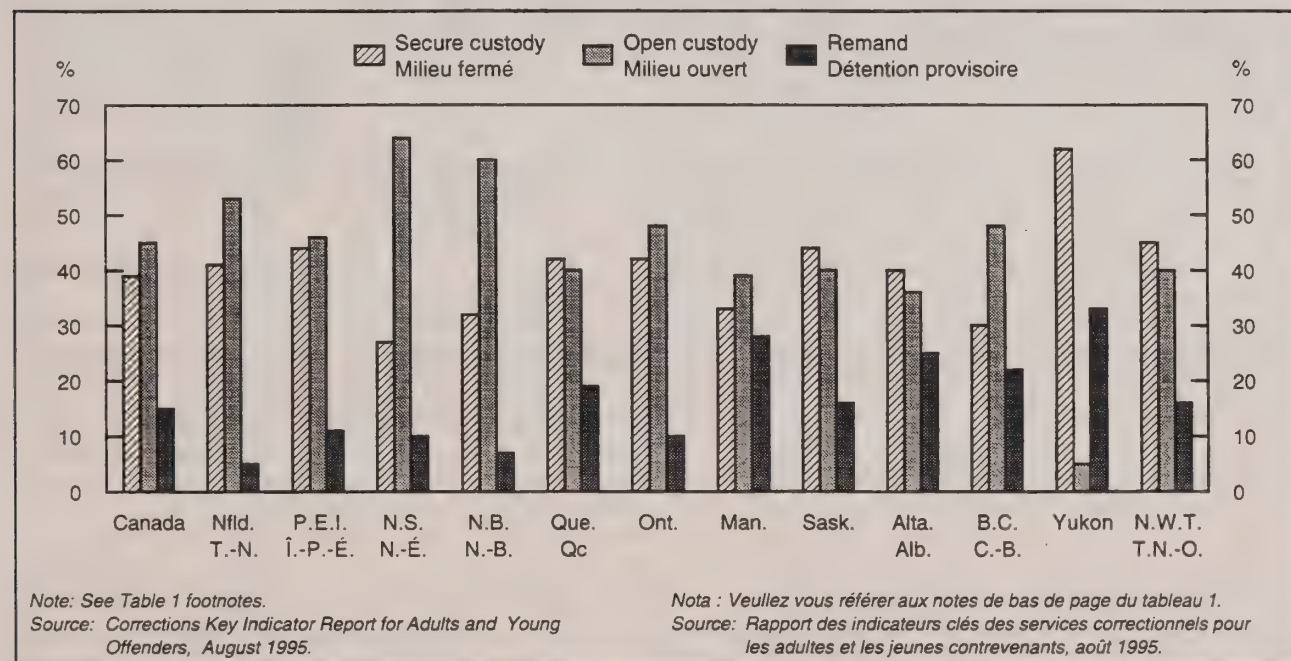
Youths in Custodial Facilities

During 1994-95, the average daily actual-in count¹ of young offenders across Canada was approximately 4,900 young offenders², an increase of 5% over 1993-94 (Table 1). This total includes young offenders in sentenced secure custody (40%), sentenced open custody (45%) and youths who have been remanded to custody awaiting completion of their trials and/or sentencing (15%). According to youth court statistics, the vast majority of these youths are male.

In some jurisdictions, remanded youth can represent a significant proportion of the supervised custodial caseload (Figure 1). For example, in 1994-95, 28% of the youth custody caseload in Manitoba and 25% in Alberta involved young offenders who had been remanded to custody. The use of remand is clearly an important aspect of the administration of youth custody and requires considerable resources. It should be noted that 'remand time' may be considered at the time of sentencing. While not a specific sentenced disposition, the amount of time spent in custody on a remand warrant may be factored into the youth's sentence.

Figure 1

Average Daily Count of Young Offenders, by Custody Status, Canada and the Provinces 1994-95



¹ Includes all youths who were legally required to be at a facility and who were serving sentences in secure custody, open custody and offenders who have been remanded to custody awaiting completion of their trials, and were present at the time the count was taken.

² Data for 12 to 15 year olds who have been remanded to custody in Ontario were not available from October to March 1993-94 and for fiscal year 1994-95 and are therefore not included in trend analysis.

Nombre d'adolescents en détention – tendances

Adolescents dans des établissements de détention

En 1994-1995, le compte quotidien moyen¹ des jeunes contrevenants en détention dans l'ensemble du Canada s'est établi à environ 4 900², soit une augmentation de 5 % par rapport à 1993-1994 (tableau 1). Ce total englobe les adolescents condamnés à la garde en milieu fermé (40 %), la garde en milieu ouvert (45 %), et la détention provisoire en attendant l'issue de leur procès ou le prononcé de la sentence (15 %). Selon les statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, la vaste majorité de ces adolescents sont de sexe masculin.

Dans certains secteurs de compétence, les jeunes en détention provisoire peuvent représenter une forte proportion du nombre de jeunes en détention (figure 1). Par exemple, en 1994-1995, 28 % des jeunes incarcérés au Manitoba et 25 % en Alberta étaient des jeunes contrevenants en détention provisoire. Le recours à la détention provisoire constitue nettement un aspect important de l'administration des services de garde pour les jeunes, qui exige des ressources considérables. Il convient de mentionner que la 'période de détention provisoire' peut être prise en compte au moment du prononcé de la sentence. Même s'il ne s'agit pas d'une peine bien distincte, on peut tenir compte du temps passé en détention provisoire dans la peine imposée à l'adolescent.

Répartition des comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants, selon le statut de la détention, 1994-1995

¹ Comprend tous les adolescents qui devaient, en vertu de la loi, être détenus dans un établissement et qui purgeaient des peines d'incarcération en milieu fermé, en milieu ouvert, ainsi que les contrevenants placés en détention provisoire en attendant l'issue de leur procès, et qui étaient présents lors du compte.

² Comme les données sur les jeunes de 12 à 15 ans qui avaient été placés en détention provisoire en Ontario n'étaient pas disponibles d'octobre à mars 1993-1994 et pour l'exercice 1994-1995, elles ne sont pas incluses dans l'analyse des tendances.

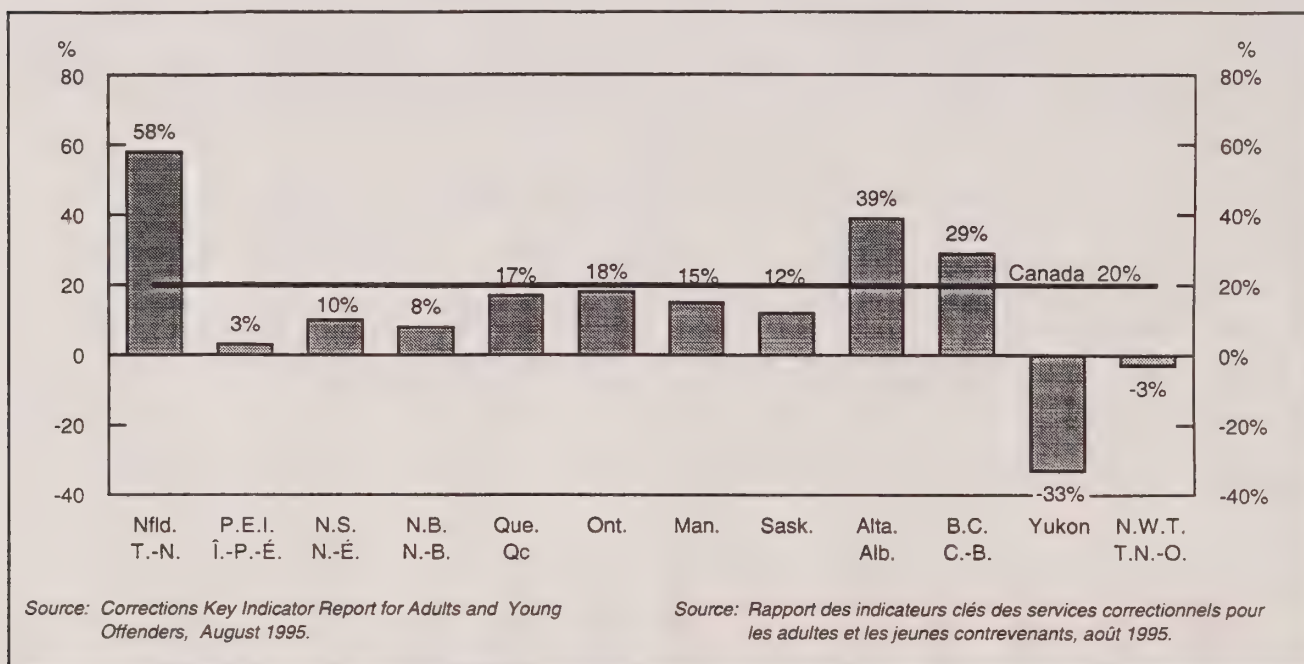
Data for 1990-91 to 1994-95 show that in most jurisdictions there have been sizeable increases in the number of youths in custodial facilities (Figure 2). One factor contributing to this trend is an increase in sentences to custody for violent crime. In 1994-95, excluding 12-15 year olds in Ontario, the average daily count of 4,942 young offenders represents an increase of 20% from 1990-91. This increase ranged from 3% in Prince Edward Island to 58% in Newfoundland and Labrador. Two other provinces also had large increases – Alberta (39%) and British Columbia (29%). The Northwest Territories and the Yukon were the only two jurisdictions reporting a decrease in their total actual-in counts.

Il ressort des données portant sur la période de 1990-1991 à 1994-1995 que le nombre d'adolescents placés sous garde a sensiblement augmenté dans la plupart des secteurs de compétence (figure 2). Cette tendance découle, entre autres, d'une augmentation du nombre de peines d'incarcération imposées pour des crimes de violence. En 1994-1995, à l'exclusion des adolescents de 12 à 15 ans en Ontario, le compte quotidien moyen de 4 942 jeunes contrevenants représente une augmentation de 20 % par rapport à 1990-1991. Cette augmentation variait de 3 % dans l'Île-du-Prince Édouard à 58 % à Terre-Neuve et au Labrador. Deux autres provinces ont aussi enregistré de fortes hausses - l'Alberta (39 %) et la Colombie-Britannique (29 %). Les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon ont été les deux seuls secteurs de compétence à déclarer une diminution de leur compte total.

Figure 2

Percentage Change in Average Daily Actual-in Counts of Young Offenders from 1990-91 to 1994-95, Canada and the Provinces

Taux de variation du compte quotidien moyen des jeunes contrevenants en établissement de 1990-1991 à 1994-1995, Canada et provinces



Rates of Youths in Custody

In 1994-95, including youths remanded to custody, Canada's youth custody rate was 20.9 per 10,000 youths, which was an increase of 4% from 1993-94 (Table 1). Excluding the Yukon and Northwest Territories³, Saskatchewan (37.4), Manitoba (31.7) and New Brunswick (31.2) had the highest rates of youths in custody while Quebec (10.5) had the lowest. It should be noted that, in New Brunswick, open custody is a community-based program (for secure custody, the rate was 10.1, for open custody, the rate was 18.7, for remand, the rate was 2.4).

Proportions d'adolescents placés sous garde

En 1994-1995, la proportion d'adolescents placés sous garde au Canada, y compris les adolescents placés en détention provisoire, s'établissait à 20,9 pour 10 000 adolescents, ce qui représente une hausse de 4 % par rapport à 1993-1994 (tableau 1). À l'exclusion du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest³, la Saskatchewan (37,4), le Manitoba (31,7) et le Nouveau-Brunswick (31,2) accusaient les proportions les plus élevées de jeunes placés sous garde, alors que le Québec affichait la plus faible (10,5). Il convient de mentionner qu'au Nouveau-Brunswick, le placement sous garde en milieu ouvert est un programme communautaire (pour le placement en milieu fermé, le taux était de 10,1 %, contre 18,7 % pour le placement en milieu ouvert et 2,4 % pour la détention provisoire).

³ Jurisdictions with small caseloads and population generally have disproportionate variability from year to year. Comparing rates of incarceration for the Yukon and Northwest Territories with the other provinces may not be appropriate.

³ Les secteurs de compétence où le nombre de cas et la population sont faibles enregistrent en général des variations disproportionnées d'une année à l'autre. Par conséquent, il serait peut-être préférable de ne pas comparer les taux d'incarcération du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest avec ceux des autres provinces.

Between 1990-91 and 1994-95, Canada's youth custody rate increased steadily from 18.3 to 20.9, an overall increase of 14%. In most jurisdictions, this rate has increased. Newfoundland recorded the highest overall increase – from 15.2 in 1990-91 to 27.2 in 1994-95. In the other jurisdictions, increases ranged from 4% in Prince Edward Island to 27% in Alberta. Decreases were only recorded in the Yukon and Northwest Territories.

Use of Open and Secure Custody

The **YOA** provides to the youth court the option of sentencing an offender to open or secure custody. In general, facilities are designated as secure or open, based on the nature and extent to which youths are restrained (i.e., level of supervision, restriction of freedoms, access to the community). The **YOA** refers to levels of physical restraint, security of premises and location of facilities (e.g., foster homes, group homes, etc.) in outlining the differences between secure and open custody facilities. However, for several jurisdictions, the distinction may not be as clear. For example, in some jurisdictions, an individual may be remanded to custody and then serve a sentence of secure custody followed by open custody all in the same complex. For some jurisdictions, the only difference between secure and open custody facilities is that an open custody facility may be less physically secure. In still others, for example, New Brunswick, open custody is treated as a community-based program involving much lower levels of supervision and minimal restrictions.

In 1994-95, the majority of youths sentenced to secure or open custody were males aged 16 years or older (Table 2).

Trends in Sentences to Custody

In 1994-95, 34% of youth court cases resulted in sentences to custody (Table 3). Property crime cases accounted for almost 43% of all sentences to custody. Of these, cases of break and enter represented 39% of all property cases ending in custody and almost 17% of all cases resulting in custody (Figure 3).

It is interesting to note a trend away from sentences to custody for property-related offences as demonstrated through recent youth court sentencing practises. For example, in 1991-92, property cases accounted for approximately 50% of all cases ending in custody. However, in 1994-95, only 43% of custody cases were for property related offences. Similarly, 21% of custody cases in 1991-92 were for break and enter offences while, in 1994-95, the proportion was only 17%.

De 1990-1991 à 1994-1995, le taux d'incarcération des adolescents au Canada a augmenté régulièrement, passant de 18,3 à 20,9, pour une augmentation globale de 14 %. Dans la plupart des secteurs de compétence, ce taux a augmenté. Terre-Neuve a affiché l'augmentation globale la plus élevée – de 15,2 en 1990-1991 à 27,2 en 1994-1995. Dans les autres secteurs de compétence, les augmentations variaient de 4 % dans l'Île-du-Prince-Édouard à 27 % en Alberta. Seuls le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont accusé des baisses.

Recours à la garde en milieu ouvert et la garde en milieu fermé

La **LJC** donne au tribunal pour adolescents le choix de condamner un contrevenant à un placement sous garde en milieu ouvert ou en milieu fermé. En règle générale, les établissements sont désignés comme étant des milieux fermés ou des milieux ouverts selon la mesure dans laquelle les mouvements des adolescents sont restreints, et selon les moyens employés à cette fin (c.-à-d. niveau de surveillance, restriction des libertés, accès à la collectivité). Dans la **LJC**, on fait allusion aux niveaux de contrainte physique, à la sécurité de l'établissement et à sa nature (p. ex. foyer d'accueil, foyer collectif, etc.) lorsqu'on décrit les différences entre les établissements en milieu fermé et les établissements en milieu ouvert. Toutefois, pour plusieurs secteurs de compétence, la distinction peut ne pas être aussi claire. Par exemple, dans certains secteurs, le contrevenant peut être placé en détention provisoire, puis purger une peine en milieu fermé suivie d'une peine en milieu ouvert, et ce, dans le même établissement. La seule différence entre un établissement en milieu fermé et un établissement en milieu ouvert peut tenir au fait que l'établissement en milieu ouvert est peut-être moins sécuritaire sur le plan des locaux. En outre, dans d'autres secteurs (par exemple, le Nouveau-Brunswick), le placement en milieu ouvert est traité comme un programme communautaire, qui nécessite un niveau de surveillance beaucoup plus faible et un minimum de restrictions.

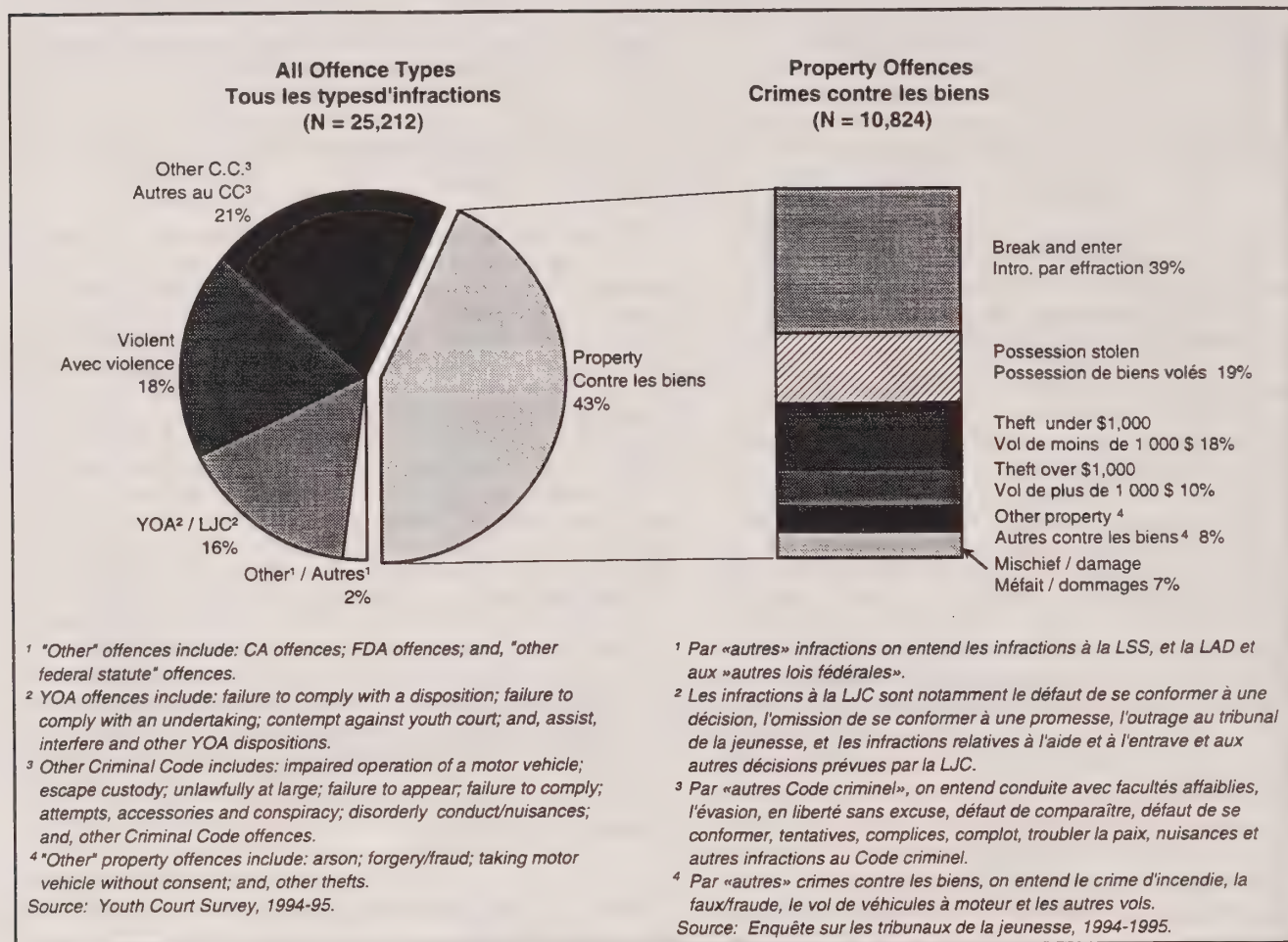
En 1994-1995, la majorité des adolescents placés sous garde ouverte ou fermée était de sexe masculin et étaient âgés de 16 ans ou plus (tableau 2).

Tendances relatives aux peines d'incarcération

En 1994-1995, 34 % des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse ont abouti à un placement sous garde (tableau 3). Les affaires impliquant des crimes contre les biens ont représenté près de 43 % de toutes les causes ayant donné lieu à un placement sous garde. Sur ce nombre, les introductions par effraction ont compté pour 39 % de tous les crimes contre les biens pour lesquels un placement sous garde a été ordonné, et près de 17 % de tous les crimes ayant donné lieu à un placement sous garde (figure 3).

Il est intéressant de noter que l'on a tendance à s'éloigner des peines comportant un placement sous garde dans le cas des infractions contre les biens, comme en témoignent les pratiques récentes des tribunaux de la jeunesse. Par exemple, en 1991-1992 les causes impliquant des crimes contre les biens ont compté pour environ 50 % de toutes les causes qui se sont traduites par un placement sous garde. Toutefois, en 1994-95, seulement 43 % des causes qui ont abouti à un placement sous garde impliquaient des infractions contre les biens. De même, en 1991-92, 21 % de tout les placements sous garde étaient reliés aux cas d'introduction par effraction, contre seulement 17 % en 1994-95.

Figure 3

Distribution of Custodial Dispositions by
Offence Type, Canada, 1994-95Répartition des décisions comportant le placement
sous garde, selon le type d'infraction, Canada,
1994-1995

It is also noteworthy that the proportion of YOA-related cases which involve 'administrative' offences has increased as a proportion of all custody cases. For example, 'escaping custody', 'failure to comply with a disposition' and 'breach of probation', accounted for 16% of all custody cases, up from 12% in 1991-92. The proportion of custody cases involving violent offences also increased from 15.4% in 1991-92 to 17.5% in 1994-95.

Rates Of Youths In Sentenced Custody

The rate of youth in sentenced custody has increased steadily since 1990-91. In 1994-95, there was an average of 4,190 young offenders serving sentences in secure or open custody facilities – a rate of 17.7 per 10,000 youths. This represents an overall increase of 14% from the 1990-91 rate. While yearly changes varied extensively for some provinces, all jurisdictional rates of youths in sentenced custody increased from 1990-91 levels except the rate for Prince Edward Island. (The Yukon and Northwest Territories have been excluded from this analysis because

Il importe aussi de noter que la proportion de cas visés par la LJC et impliquant des infractions 'administratives' a augmenté en tant que proportion de tous les cas de placement sous garde. Par exemple, 'l'évasion', 'le défaut de se conformer à une décision' et 'le manquement aux conditions de probation' ont compté pour 16 % de tous les cas de placement sous garde, contre 12 % en 1991-1992. La proportion de cas de placement sous garde impliquant des infractions avec violence a également augmenté, passant de 15,4 % en 1991-1992 à 17,5 % en 1994-1995.

Proportions d'adolescents ayant fait l'objet d'une
décision comportant la garde

La proportion de jeunes ayant fait l'objet d'une décision comportant la garde a progressivement augmenté depuis 1990-1991. En 1994-1995, 4 190 jeunes contrevenants, en moyenne, purgeaient des peines dans des établissements en milieu fermé ou en milieu ouvert – un taux de 17,7 pour 10 000 jeunes. Ce chiffre représente une augmentation globale de 14 % par rapport au taux de 1990-1991. Même si certaines provinces ont enregistré de fortes variations d'une année à l'autre, les taux de toutes les provinces ont augmenté par rapport aux niveaux de 1990-1991, sauf dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard. (Le Yukon et les

of high variability associated with very small caseloads). The lowest rate increases over the five year period occurred in British Columbia (8%), Quebec (9%) and Saskatchewan (11%), while the highest were recorded for Nova Scotia (16%), Manitoba (19%) and Alberta (30%). In 1994-95, the rate of youths in sentenced custody ranged from a low of 8.6 and 11.2 in Quebec and British Columbia respectively, to 31.4 in Saskatchewan (Table 4).

Youths in Sentenced Secure and Open Custody

There appears to be substantial variation in the proportion of young offenders in secure vs. open custody. During 1994-95, on any given day there were approximately 1,950 youths serving their sentences in secure custody facilities – slightly less than half (47%) of all youths in sentenced custody (Table 1). The number of youths in secure custody has increased steadily (15%) since 1990-91 although a slight decrease of 4% was recorded between 1990-91 and 1991-92. The number of youths serving their sentences in open custody also increased steadily, 24% since 1990-91.

Since 1990-91, there has been substantial variation in the proportions of youths in secure and open custody across the provinces (Figure 4). In Ontario, secure custody counts increased by only 10% while open custody counts increased almost three times as much (29%) during the same period. In Saskatchewan, the number of youths in secure custody increased by 29% while open custody counts decreased slightly (-1%). In British Columbia and New Brunswick, secure custody counts decreased (-5% and -13%, respectively) while the number of youths in open custody increased substantially (46% and 19%, respectively).

An important trend involves secure custody for specific offence types, specifically property offence cases, which have generally occupied the greatest proportion of custody sentences relative to other offence types. For example, in 1991-92, approximately 46% of all sentences to secure custody were for property cases while, in 1994-95, this proportion was only 40%. Similarly, in 1991-92, break and enter cases accounted for almost 23% of sentences to secure custody compared to 17% in 1994-95.

As with the trends in overall custody utilization, however, it is important to note that the generally non-violent YOA-related 'administration' offence cases have occupied a greater proportion of secure custody cases, increasing from 12.2% in 1991-92 to 16% in 1994-95. Similarly, violent cases also occupied a greater share of secure custody cases, increasing from 16% in 1991-92 to 18.3% in 1994-95.

Territoires du Nord-Ouest ont été exclus de la présente analyse en raison de la forte variabilité attribuable à des nombres très petits.) Les hausses les plus faibles au cours de la période de cinq ans ont été enregistrées en Colombie-Britannique (8 %), au Québec (9 %) et en Saskatchewan (11 %), alors que les hausses les plus fortes l'ont été en Nouvelle-Écosse (16 %), au Manitoba (19 %) et en Alberta (30 %). En 1994-1995, la proportion de jeunes ayant fait l'objet d'une décision comportant la garde variait de 8,6 et 11,2 au Québec et en Colombie-Britannique respectivement, à 31,4 en Saskatchewan (tableau 4).

Les adolescents sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert

Il semble y avoir beaucoup de différence dans la proportion des jeunes contrevenants placés en milieu fermé par rapport à la proportion qui sont placés en milieu ouvert. En 1994-1995, il y avait toujours, en moyenne, 1 950 adolescents qui purgeaient leur peine en milieu fermé – un peu moins de la moitié (47 %) de tous les adolescents placés sous garde (tableau 1). Le nombre d'adolescents en milieu fermé n'a pas cessé d'augmenter (15 %) depuis 1990-1991, bien qu'il ait affiché une légère diminution de 4 % entre 1990-1991 et 1991-1992. Le nombre d'adolescents qui purgeaient leur peine dans un milieu ouvert a aussi augmenté progressivement, soit de 24 % depuis 1990-1991.

Depuis 1990-1991, des variations considérables ont été relevées dans les provinces au niveau des proportions d'adolescents placés en milieu fermé et en milieu ouvert (figure 4). En Ontario, le nombre d'adolescents en milieu fermé n'a augmenté que de 10 %, alors que le nombre en milieu ouvert a connu une hausse de près de trois fois supérieure (29 %) au cours de la même période. En Saskatchewan, le nombre d'adolescents gardés en milieu fermé a augmenté de 29 %, alors que le nombre d'adolescents en milieu ouvert a légèrement diminué (-1 %). En Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick, le nombre d'adolescents placés en milieu fermé a diminué (-5 % et -13 %, respectivement), alors que le nombre d'adolescents en milieu ouvert a sensiblement augmenté (46 % et 19 % respectivement).

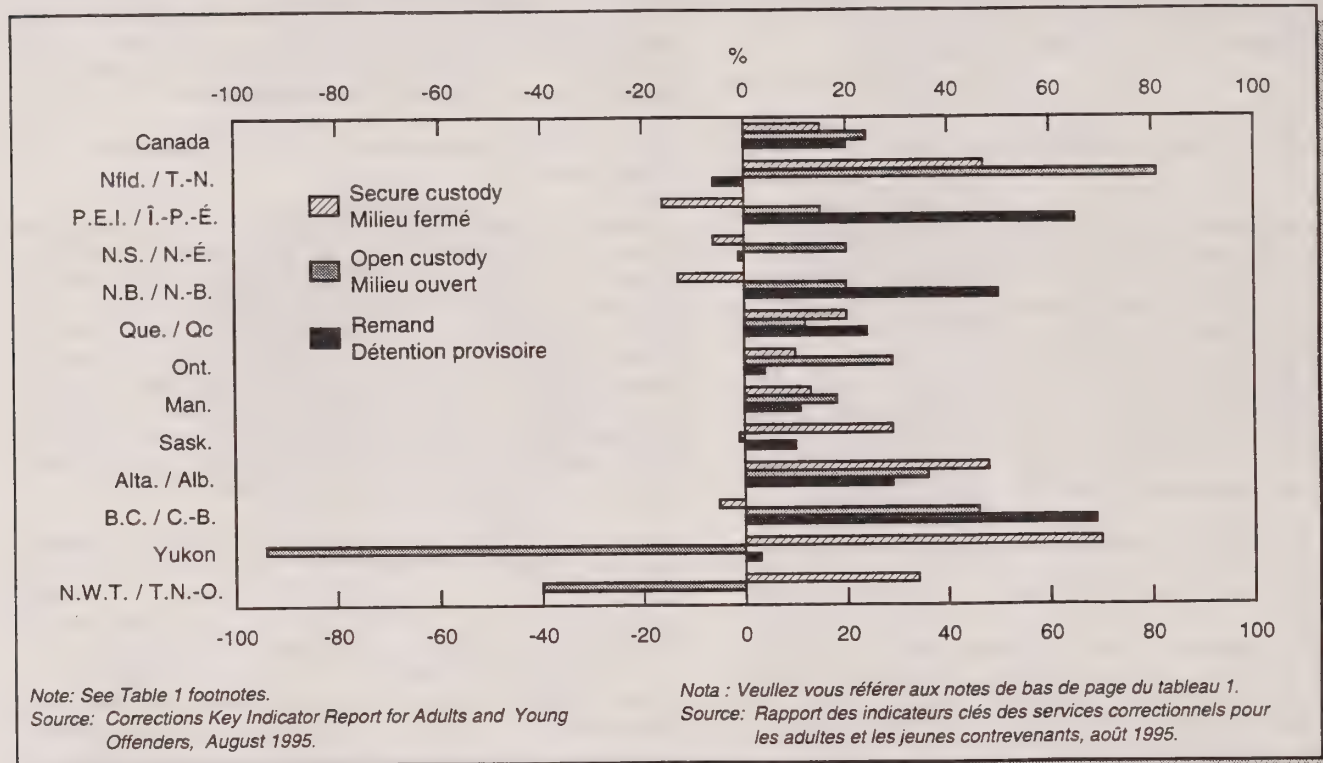
Une importante tendance tient au recours au placement en milieu fermé pour certains types d'infractions, plus précisément des infractions contre les biens, qui ont normalement représenté une plus forte proportion des placements sous garde par rapport aux autres types d'infractions. Par exemple, en 1991-1992, environ 46 % de toutes les condamnations à un placement sous garde en milieu fermé impliquaient des infractions contre les biens, alors qu'en 1994-1995 cette proportion ne s'établissait qu'à 40 %. De même, en 1991-1992, les introductions par effraction ont compté pour près de 23% des condamnations à un placement sous garde en milieu fermé, comparativement à 17 % en 1994-1995.

À l'instar des tendances enregistrées dans l'utilisation globale des placements sous garde, toutefois, il importe de noter que les cas d'infractions 'administratives' visés par la LJG, qui sont normalement des cas n'impliquant aucune violence, ont représenté une plus forte proportion des cas se soldant par une condamnation à un placement en milieu fermé, passant de 12,2 % en 1991-1992 à 16 % en 1994-1995. De même, les crimes de violence ont compté pour une plus forte proportion des cas se soldant par une condamnation à la garde en milieu fermé, augmentant de 16 % (en 1991-1992) à 18,3 % en 1994-1995.

Figure 4

Percentage Change in Average Daily Count of Young Offenders, by Custody Status from 1990-91 to 1994-95, Canada and the Provinces

Taux de variation du compte quotidien moyen des jeunes contrevenants, selon le statut de la détention de 1990-1991 à 1994-1995, Canada et provinces



Factors Involved In Sentences To Custody: Recent Amendments

Recent legislative amendments suggest an emphasis away from sentences to custody unless several key criteria are satisfied. For example, incarceration must not constitute a replacement for appropriate child protection in the absence of other necessary health and social measures. In addition, when dealing with cases which **do not** involve serious personal injury to victims, the youth court must respect the need to hold the offender responsible for his/her actions, but, through non-custodial dispositions whenever appropriate. Further, all available alternatives which are reasonable within the specific circumstances must be considered prior to sentencing a youth to custody. Finally, if after consideration of these provisions a sentence to custody is ordered, it is incumbent upon the youth court to state the reasons why a non-custodial disposition would not have been adequate.

Number of Youths on Probation

During 1994-95, excluding the Northwest Territories, an average of 35,770 youths were serving a term of supervised probation, an increase of 4% over 1993-94 (Table 5). The number of youths on probation has increased steadily every year since 1990-91, 30% overall. The number of youths on probation has also increased in each province since 1990-91, with Ontario recording the

Facteurs qui interviennent dans les décisions comportant un placement sous garde : modifications récentes

Selon des modifications récemment apportées à la loi, les tribunaux devraient éviter les placements sous garde à moins d'avoir satisfait à certains critères clés. Par exemple, l'incarcération ne doit pas remplacer une protection appropriée de l'enfant en l'absence d'autres mesures de santé et mesures sociales nécessaires. En outre, lorsqu'il s'agit de cas où **il n'y a pas eu** de lésions corporelles graves à des victimes, le tribunal pour adolescents doit respecter le besoin de tenir le contrevenant responsable de ses actes mais, dans la mesure du possible, au moyen de décisions ne comportant pas de placement sous garde. De plus, il faut examiner toutes les mesures de rechange possibles jugées raisonnables dans les circonstances de l'affaire avant de condamner un adolescent à un placement sous garde. Enfin, si après avoir tenu compte de ces dispositions le tribunal de la jeunesse ordonne un placement sous garde, il lui incombe de fournir les raisons pour lesquelles il a jugé qu'une décision ne comportant pas la garde n'aurait pas été appropriée.

Nombre d'adolescents en probation

En 1994-1995, à l'exclusion des Territoires du Nord-Ouest, 35 770 adolescents, en moyenne, étaient en probation sous surveillance, une augmentation de 4 % par rapport à 1993-1994 (tableau 5). Le nombre d'adolescents en probation a augmenté tous les ans depuis 1990-1991, pour une augmentation totale de 30 %. Le nombre d'adolescents en probation a aussi accusé une hausse dans chaque province depuis 1990-1991, l'Ontario affichant la

largest increase (44%). The next largest increase was in New Brunswick, where the number of youths on probation increased by 34%, from 876 youths in 1990-91 to 1,175 youths in 1994-95. Increases in the other jurisdictions ranged from 0.2% in Saskatchewan to 32% in Quebec.

Conclusion

As discussed in this Juristat, many young offenders in custody were involved in property-related crimes. Recent legislative amendments, however, imply a greater emphasis on rehabilitation in the community for non-violent offenders. While the system is being directed to treat serious violence more harshly, the frequency of custody being ordered for lesser serious/non-violent matters may decrease. This is emphasized in Bill C-37, which specifies that custody, for non-violent matters, should be used only after satisfying the court that non-custody is not the best option. Once these amendments have been implemented, together with the increasing use of other options such as Alternative Measures programs, it can be expected that the composition of Canada's youth custodial population will tend toward serious violent youths spending longer periods of time in facilities.

Methodology

Corrections Key Indicator Report For Adults And Young Offenders (KIR)

The KIR, prepared by the Corrections Program of the Canadian Centre for Justice Statistics, presents the average daily counts of young offenders in secure and open custody, and on remand. These data are presented monthly, by fiscal year. The data for the monthly average daily counts are calculated by dividing the total days stay for all remand, secure and open correctional institutions within the jurisdiction by the number of days in the month. Annual counts are calculated by averaging the monthly counts. The report also presents month-end supervised probation counts by jurisdiction.

plus forte augmentation (44 %). Venait ensuite le Nouveau-Brunswick, où le nombre d'adolescents en probation a augmenté de 34 %, de 876 adolescents en 1990-1991 à 1 175 adolescents en 1994-1995. Les autres secteurs de compétence ont affiché des augmentations variant de 0,2 % en Saskatchewan à 32 % au Québec.

Conclusion

Comme il est mentionné dans le présent Juristat, bon nombre de jeunes contrevenants placés sous garde avaient commis des crimes contre les biens. De récentes modifications législatives laissent entendre que les tribunaux devront mettre plus d'accent sur la réadaptation dans la collectivité pour les contrevenants ayant commis des crimes sans violence. Bien que le système tente de traiter plus sévèrement les crimes de violence graves, il pourrait y avoir une diminution du nombre de décisions comportant la garde dans le cas des crimes sans violence/moins graves. C'est ce que l'on souligne dans le projet de loi C-37, où il est indiqué que le placement sous garde, dans les affaires sans violence, devrait être utilisé seulement après que le tribunal a été convaincu qu'une décision ne comportant pas la garde n'est pas la meilleure solution. Une fois que ces modifications auront été mises en oeuvre, et que l'on aura davantage recours à d'autres possibilités comme des programmes de mesures de rechange, on pourra s'attendre que la population de jeunes détenus au Canada se compose en grande partie de contrevenants ayant commis des crimes de violence graves, qui passeront de plus longues périodes en établissement.

Méthodologie

Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour adultes et pour jeunes contrevenants (RIC)

Le RIC, qui est préparé par le Programme des services correctionnels du Centre canadien de la statistique juridique, présente les comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants dans des établissements en milieu fermé et en milieu ouvert, ainsi qu'en détention provisoire. Ces données sont présentées par mois et par exercice financier. On calcule les données pour les comptes quotidiens moyens, par mois, en divisant la durée totale (en jours) des séjours dans tous les établissements de détention provisoire, les établissements en milieu fermé et les établissements en milieu ouvert de chaque secteur de compétence, par le nombre de jours que compte le mois. On arrive aux comptes annuels en établissant la moyenne des comptes mensuels. Le rapport présente également le nombre de probationnaires sous surveillance à la fin du mois, par secteur de compétence.

Youth Court Survey (YCS)

The Youth Court Survey (YCS), conducted by the Courts Program of the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS), is intended to be a census of *Criminal Code* and other federal statute offences heard in youth court for youths aged 12 to 17 (up to the 18th birthday) at the time of the offence. The base year for all analyses in this report is 1991-92.

Differences in data over time and across jurisdictions result from a number of factors that reflect how the YOA has been implemented. Pre-court screening procedures may affect the number of youths appearing in court. The Crown Attorney, for example, may decide not to proceed with a charge, or the initial charge may be changed. A youth may also be diverted from the court process into a program such as Alternative Measures or a police diversion program. Differences in procedures and eligibility requirements of these programs across the jurisdictions may also influence the volume and characteristics of cases heard in youth courts. Consequently, these data should be considered indicative rather than definitive and their analysis is limited to general comparison. Ontario was included in the YCS for the first time in 1991-92, representing approximately 85% of its respective provincial total. Full coverage for Ontario has been available since 1992-93.

Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ)

L'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ), menée par le Programme des tribunaux du Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ), se veut un recensement des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse relativement à des infractions au *Code criminel* et aux autres lois fédérales dont sont accusés des adolescents qui étaient âgés de 12 à 17 ans (jusqu'à leur 18^e anniversaire) au moment de l'infraction. Pour toutes les analyses dans le présent rapport, l'année de base est l'année 1991-1992.

Les différences observées dans les années entre les périodes et entre les secteurs de compétence sont attribuables à un certain nombre de facteurs qui traduisent la façon dont la *LJC* a été appliquée. Les procédures d'examen préalables à la comparution peuvent influencer sur le nombre d'adolescents qui comparaissent devant le tribunal. Il se peut, par exemple, que le procureur de la Couronne décide de ne pas poursuivre une accusation, ou encore que l'accusation initiale soit modifiée. Il se peut aussi que l'adolescent soit soustrait à la procédure judiciaire et orienté vers un programme comme celui des mesures de rechange ou un programme de déjudiciarisation de la police. Les différences qui existent entre les secteurs de compétence quant aux procédures et aux critères d'admissibilité peuvent aussi influencer sur le nombre de causes et les caractéristiques des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse. L'analyse des données provenant de cette enquête consiste donc uniquement en des comparaisons générales des données, qui sont présentées à titre indicatif plutôt que définitif. L'Ontario a participé à l'ETJ pour la première fois en 1991-1992, et les données que la province a fournies représentaient environ 85 % de ses chiffres totaux. Toutes les données pour l'Ontario sont disponibles depuis 1992-1993.

Table 1

Average Daily Counts of Young Offenders by Custody Status, 1990-91 to 1994-95

Tableau 1

Comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants selon le statut de la détention, 1990-1991 à 1994-1995

Jurisdiction		Sentenced - Condamnés			Remand	Actual In ¹	% change from previous year	Rate of incarce- ation ²	% change from previous year
		Secure Custody	Open Custody	Total					
Secteur de compétence		Milieu fermé	Milieu ouvert		Renvois	Compte actuel ¹	% en varia- tion par rapport à l'année précédente	Taux d'incarcé- ration ²	% en varia- tion par rapport à l'année précédente
Newfoundland & Labrador - Terre-Neuve et Labrador	1990-91	42.8	45.0	87.8	8.8	96.6	...	15.2	...
	1991-92	51.3	75.2	126.5	10.5	137.0	41.8	22.3	46.9
	1992-93	67.8	77.3	145.1	12.7	157.8	15.2	26.4	18.3
	1993-94	65.6	71.2	136.8	8.3	145.1	-8.0	25.0	-5.4
	1994-95	62.7	81.3	144.0	8.3	152.3	5.0	27.2	8.9
Prince Edward Island - Île-du-Prince- Édouard	1990-91	18.1	14.2	32.3	2.3	34.6	...	28.8	...
	1991-92	18.2	15.9	34.1	4.1	38.2	10.4	32.1	11.3
	1992-93	28.1	19.0	47.1	3.4	50.5	32.2	42.8	33.3
	1993-94	22.5	21.9	44.4	2.9	47.3	-6.3	40.1	-6.3
	1994-95	15.6	16.3	31.9	3.8	35.7	-24.5	30.0	-25.2
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse ³	1990-91	47.1	89.1	136.2	16.8	153.0	...	19.5	...
	1991-92	33.3	95.0	128.3	16.2	144.5	-5.6	18.7	-4.2
	1992-93	39.6	107.8	147.4	15.5	162.9	12.7	21.3	13.6
	1993-94	46.6	96.5	143.1	14.5	157.6	-3.3	20.7	-2.5
	1994-95 ⁴	44.8	107.0	151.8	16.7	168.5	6.9	22.4	8.0
New Brunswick - Nouveau- Brunswick ⁵	1990-91	74.3	100.7	175.0	10.3	185.3	...	26.8	...
	1991-92	81.6	118.7	200.3	15.8	216.1	16.6	31.8	18.9
	1992-93	86.3	100.3	186.6	14.3	200.9	-7.0	30.1	-5.5
	1993-94	83.4	113.2	196.6	14.2	210.8	4.9	32.2	7.2
	1994-95	65.0	120.3	185.3	15.4	200.7	-4.8	31.2	-3.2
Québec	1990-91	218.9	222.0	440.9	93.6	534.5	...	9.5	...
	1991-92	228.3	241.0	469.3	107.9	577.2	8.0	10.1	5.7
	1992-93	237.1	258.0	495.1	99.4	594.5	3.0	10.1	0.8
	1993-94	245.0	226.8	471.8	118.6	590.4	-0.7	10.0	-1.8
	1994-95 ⁶	261.7	247.9	509.6	115.6	625.2	5.9	10.5	5.0
Ontario ⁷	1990-91	763.2	749.5	1,512.7	191.0	1,703.7	...	21.0	...
	1991-92	689.3	791.0	1,480.3	179.8	1,660.1	-2.6	20.3	-3.1
	1992-93	785.3	867.6	1,652.9	191.4	1,844.3	11.1	22.3	9.9
	1993-94	813.1	921.8	1,734.9	187.8	1,922.7	4.3	23.0	3.1
	1994-95	838.9	963.4	1,802.3	199.0	2,001.3	4.1	23.8	3.5
Manitoba	1990-91	86.2	99.2	185.4	74.9	260.3	...	27.1	...
	1991-92	102.8	102.0	204.8	76.6	281.4	8.1	29.5	8.6
	1992-93	77.0	101.2	178.2	51.9	230.1	-18.2	24.3	-17.6
	1993-94	96.8	100.6	197.4	76.7	274.1	19.1	29.0	19.5
	1994-95	97.7	117.3	215.0	83.3	298.3	8.8	31.7	9.4
Saskatchewan ⁸	1990-91	119.0	142.0	261.0	51.5	312.5	...	34.0	...
	1991-92	120.5	144.9	265.4	51.3	316.7	1.3	34.4	1.2
	1992-93	129.0	119.1	248.1	43.0	291.1	-8.1	31.5	-8.3
	1993-94	140.4	132.4	272.8	45.1	317.9	9.2	34.2	8.5
	1994-95	153.3	140.7	294.0	56.5	350.5	10.3	37.4	9.4
Alberta	1990-91	168.7	165.6	334.3	121.6	455.9	...	21.2	...
	1991-92	173.6	178.8	352.4	126.3	478.7	5.0	21.8	2.7
	1992-93	208.5	193.9	402.4	140.3	542.7	13.4	24.2	10.8
	1993-94	250.6	223.5	474.1	151.3	625.4	15.2	27.2	12.6
	1994-95	250.3	225.1	475.4	156.3	631.7	1.0	26.9	-1.0
British Columbia - Colombie-Britannique ⁹	1990-91	129.2	133.1	262.3	52.0	314.3	...	12.5	...
	1991-92	107.7	146.0	253.7	46.8	300.5	-4.4	11.6	-7.0
	1992-93	106.3	155.9	262.2	54.4	316.6	5.4	11.9	2.4
	1993-94	114.6	168.7	283.3	75.9	359.2	13.5	13.1	10.4
	1994-95	122.8	194.2	317.0	87.7	404.7	12.7	14.3	9.2
Yukon	1990-91	4.4	9.8	14.2	3.9	18.1	...	75.4	...
	1991-92	3.6	7.3	10.9	2.6	13.5	-25.4	56.3	-25.4
	1992-93	3.8	3.3	7.1	2.6	9.7	-28.1	40.4	-28.1
	1993-94	3.9	2.2	6.1	2.1	8.2	-15.5	32.8	-18.8
	1994-95	7.5	0.6	8.1	4.0	12.1	47.6	50.4	53.7
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest ¹⁰	1990-91	20.8	40.3	61.1	2.2	63.3	...	105.5	...
	1991-92	23.1	22.9	46.0	3.1	49.1	-22.4	79.2	-24.9
	1992-93	20.5	32.3	52.8	4.8	57.6	17.3	90.0	13.6
	1993-94	15.3	35.4	50.7	4.7	55.4	-3.8	86.6	-3.8
	1994-95	27.3	24.3	51.6	9.6	61.2	10.5	92.7	7.1
CANADA - TOTAL - CANADA ¹¹	1990-91	1,692.7	1,810.5	3,503.2	628.9	4,132.1	...	18.3	...
	1991-92	1,633.3	1,938.7	3,572.0	641.0	4,213.0	2.0	18.4	0.9
	1992-93	1,789.3	2,035.7	3,825.0	633.7	4,458.7	5.8	19.3	4.4
	1993-94	1,897.8	2,114.2	4,012.0	702.1	4,714.1	5.7	20.1	4.6
	1994-95	1,947.6	2,238.4	4,186.0	756.2	4,942.2	4.8	20.9	4.0

... See footnote(s) at end of tables. - Voir note(s) à la fin des tableaux.

Source: Young Offender Key Indicator Report. - Rapport des indicateurs clés des jeunes contrevenants.

Table 2

Number and Distribution of Cases Heard by Youth Courts by Most Significant Disposition, Age and Sex of the Accused, 1994-95

Tableau 2

Nombre et répartition des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse selon la décision la plus importante, l'âge et le sexe de l'accusé 1994-1995

Disposition Décision		Age ¹								
		Total	13 or less 13 ans et moins		14 and 15 14 et 15 ans		16 or greater 16 ans et plus		Unknown Inconnu	
		No. Nbre	No. Nbre	%	No. Nbre	%	No. Nbre	%	No. Nbre	%
Total	T	73,969	8,180	11%	26,915	36%	38,001	51%	873	1%
	M	61,360	6,444	11%	21,220	35%	32,973	54%	723	1%
	F	12,609	1,736	14%	5,695	45%	5,028	40%	150	1%
Secure/ Milieu fermé	T	11,616	543	5%	3,754	32%	7,149	62%	170	1%
	M	10,521	456	4%	3,228	31%	6,685	64%	152	1%
	F	1,095	87	8%	526	48%	464	42%	18	2%
Open/ Milieu ouvert	T	13,596	1,365	10%	5,448	40%	6,631	49%	152	1%
	M	11,800	1,149	10%	4,505	38%	6,024	51%	122	1%
	F	1,796	216	12%	943	53%	607	34%	30	2%
Probation	T	35,627	5,038	14%	13,659	38%	16,477	46%	453	1%
	M	28,675	3,944	14%	10,516	37%	13,850	48%	365	1%
	F	6,952	1,094	16%	3,143	45%	2,627	38%	88	1%
Other/Autre	T	13,130	1,234	9%	4,054	31%	7,744	59%	98	1%
	M	10,364	895	9%	2,971	29%	6,414	62%	84	1%
	F	2,766	339	12%	1,083	39%	1,330	48%	14	1%

¹ Age is the age at the time the most significant charge was committed

¹ L'âge est celui de l'accusé à la date de l'accusation la plus importante

Source: Youth Court Survey, 1994-95

Source: Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, 1994-95

Table 3

**Cases Heard in Youth Courts and Found Guilty, by
Custodial Disposition, 1991-92 to 1994-95**

Tableau 3

**Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse et qui
se sont soldées par une déclaration de culpabilité selon le
genre de garde, 1991-1992 à 1994-1995**

Jurisdiction		Total Cases		Total Guilty		Secure Custody		Open Custody	
		Total des causes		Total coupable		Milieu fermé		Milieu ouvert	
Secteur de compétence		No. Nbre.		No. Nbre.	%	No. Nbre.	%	No. Nbre.	%
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1991-92	2,887		2,508	87%	357	14%	496	20%
	1992-93	2,556		2,174	85%	383	18%	433	20%
	1993-94	2,126		1,805	85%	245	14%	345	19%
	1994-95	2,061		1,810	88%	289	16%	420	23%
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	1991-92	576		529	92%	82	16%	141	27%
	1992-93	490		441	90%	79	18%	123	28%
	1993-94	501		410	82%	61	15%	116	28%
	1994-95	404		353	87%	53	15%	91	26%
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	1991-92	3,520		2,769	79%	144	5%	569	21%
	1992-93	3,078		2,442	79%	142	6%	566	23%
	1993-94	3,133		2,446	78%	146	6%	518	21%
	1994-95	3,240		2,548	79%	160	6%	603	24%
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1991-92	2,401		2,141	89%	395	18%	387	18%
	1992-93	2,133		1,926	90%	342	18%	288	15%
	1993-94	2,527		2,274	90%	387	17%	416	18%
	1994-95	2,550		2,263	89%	357	16%	386	17%
Québec	1991-92	10,139		8,326	82%	1,723	21%	1,019	12%
	1992-93	10,293		8,603	84%	1,565	18%	1,148	13%
	1993-94	10,322		8,574	83%	1,595	19%	1,115	13%
	1994-95	10,944		9,065	83%	1,579	17%	1,284	14%
Ontario	1991-92 ¹	48,854		25,924	53%	3,676	14%	5,661	22%
	1992-93	47,970		28,469	59%	4,198	15%	6,273	22%
	1993-94	50,008		30,610	61%	5,389	18%	6,656	22%
	1994-95	46,355		28,085	61%	5,297	19%	6,158	22%
Manitoba	1991-92	7,795		4,457	57%	499	11%	628	14%
	1992-93	7,665		4,196	55%	511	12%	568	14%
	1993-94	8,329		4,526	54%	545	12%	634	14%
	1994-95	7,847		4,352	55%	482	11%	763	18%
Saskatchewan	1991-92	9,055		6,463	71%	760	12%	1,044	16%
	1992-93	8,012		5,731	72%	725	13%	776	14%
	1993-94	8,095		5,652	70%	768	14%	822	15%
	1994-95	7,577		5,308	70%	851	16%	824	16%
Alberta	1991-92	19,650		13,945	71%	1,587	11%	1,369	10%
	1992-93	19,882		14,296	72%	1,887	13%	1,692	12%
	1993-94	19,240		13,394	70%	1,913	14%	1,753	13%
	1994-95	17,505		12,309	70%	1,749	14%	1,576	13%
British Columbia – Colombie-Britannique	1991-92	13,229		9,234	70%	580	6%	1,497	16%
	1992-93	12,202		8,354	68%	672	8%	1,451	17%
	1993-94	10,613		7,615	72%	721	9%	1,559	20%
	1994-95	10,258		7,236	71%	675	9%	1,442	20%
Yukon	1991-92	342		197	58%	38	19%	54	27%
	1992-93	256		150	59%	37	25%	25	17%
	1993-94	323		172	53%	43	25%	28	16%
	1994-95	343		181	53%	51	28%	1	1%
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1991-92	574		434	76%	67	15%	52	12%
	1992-93	650		474	73%	75	16%	84	18%
	1993-94	732		532	73%	61	11%	109	20%
	1994-95	659		459	70%	73	16%	108	24%
CANADA – TOTAL – CANADA	1991-92 ¹	119,022		76,927	65%	9,908	13%	12,917	17%
	1992-93	115,187		77,256	67%	10,616	14%	13,427	17%
	1993-94	115,949		78,010	67%	11,874	15%	14,071	18%
	1994-95	109,743		73,969	67%	11,616	16%	13,596	18%

See footnote(s) at end of tables/Voir note(s) à la fin des tableaux

Source: Youth Court Survey, 1991-92 to 1994-95

Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, 1991-1992 à 1994-1995.

Table 4

**Rates of Youths in Custody Per 10,000 Youth
Population – 1994-95**

Tableau 4

**Le taux de placement sous garde d'adolescents, pour 10 000
adolescents – 1994-1995**

Jurisdiction Secteur de compétence	Sentenced – Condamnés			Remand	Total ¹
	Secure Custody	Open Custody	Total Sentenced Custody		
	Milieu fermé	Milieu ouvert	Total en milieu de garde	Renvois	
Newfoundland & Labrador – Terre-Neuve et Labrador	11.2	14.5	25.7	1.5	27.2
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	13.1	13.7	26.8	3.2	30.0
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	5.9	14.2	20.2	2.2	22.4
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	10.1	18.7	28.8	2.4	31.2
Québec	4.4	4.2	8.6	1.9	10.5
Ontario	10.0	11.4	21.4	2.4	23.8
Manitoba	10.4	12.5	22.9	8.8	31.7
Saskatchewan	16.4	15.0	31.4	6.0	37.4
Alberta	10.7	9.6	20.3	6.6	26.9
British Columbia – Colombie-Britannique	4.3	6.9	11.2	3.1	14.3
Yukon	31.3	2.5	33.8	16.7	50.4
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	41.4	36.8	78.2	14.5	92.7
CANADA	8.3	9.5	17.7	3.2	20.9

¹ Totals do not include Ontario remand data for 12 - 15 year olds¹ Les données sur la détention provisoire des adolescents de 12 à 15 ans en Ontario ne sont pas disponibles

Source: Young Offender Key Indicator Report

Rapport des Indicateurs clés des jeunes contrevenants

Table 5

**Month-End Probation Counts of Young Offenders,
1990-91 to 1994-95¹**

Jurisdiction		Total Supervised	% Change Previous Year
Secteur de compétence		Total avec suivi	% en variation par rapport à l'année précédente
Newfoundland & Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1990-91	1,209	...
	1991-92	1,326	10%
	1992-93	1,397	5%
	1993-94	1,395	0%
	1994-95	1,258	-10%
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard ²	1990-91	368	...
	1991-92	425	15%
	1992-93	485	14%
	1993-94	490	1%
	1994-95	475	-3%
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse ³	1990-91	1,186	...
	1991-92	1,334	12%
	1992-93	1,372	3%
	1993-94	1,376	0%
	1994-95	1,482	8%
New Brunswick – Nouveau-Brunswick ⁴	1990-91	876	...
	1991-92	1,020	16%
	1992-93	1,028	1%
	1993-94	1,124	9%
	1994-95	1,175	5%
Québec ⁵	1990-91	2,623	...
	1991-92	2,875	10%
	1992-93	3,214	12%
	1993-94	3,322	3%
	1994-95	3,455	4%
Ontario	1990-91	11,864	...
	1991-92	15,145	28%
	1992-93	16,079	6%
	1993-94	16,584	3%
	1994-95	17,055	3%
Manitoba	1990-91	1,395	...
	1991-92	1,496	7%
	1992-93	1,456	-3%
	1993-94	1,594	9%
	1994-95	1,759	10%

Tableau 5

**Comptes des probationnaires en fin de mois, 1990-1991 à
1994-1995¹**

Jurisdiction		Total Supervised	% Change Previous Year
Secteur de compétence		Total avec suivi	% en variation par rapport à l'année précédente
Saskatchewan	1990-91	1,610	...
	1991-92	1,705	6%
	1992-93	1,769	4%
	1993-94	1,735	-2%
	1994-95	1,614	-7%
Alberta	1990-91	2,597	...
	1991-92	2,871	11%
	1992-93	2,962	3%
	1993-94	2,923	-1%
	1994-95	3,019	3%
British Columbia – Colombie-Britannique ⁶	1990-91	3,733	...
	1991-92	3,989	7%
	1992-93	3,877	-3%
	1993-94	3,922	1%
	1994-95	4,399	12%
Yukon	1990-91	64	...
	1991-92	72	13%
	1992-93	81	13%
	1993-94	81	0%
	1994-95	80	-1%
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1990-91	..	..
	1991-92	..	..
	1992-93	..	..
	1993-94	..	..
	1994-95	..	..
CANADA – TOTAL – CANADA⁷	1990-91	27,525	..
	1991-92	32,258	..
	1992-93	33,720	5%
	1993-94	34,546	2%
	1994-95	35,771	4%

See footnote(s) at end of tables/Voir note(s) à la fin des tableaux

.. Figures not available / Nombres indisponibles

... Figures not applicable / Nombres inapplicables

Source: Young Offender Key Indicator Report

Rapport des indicateurs clé des jeunes contrevenants

Standards of service to the public

To maintain quality service to the public, Statistics Canada follows established standards covering statistical products and services, delivery of statistical information, cost-recovered services and services to respondents. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Normes de service au public

Afin de maintenir la qualité du service au public, Statistique Canada observe des normes établies en matière de produits et de services statistiques, de diffusion d'information statistique, de services à recouvrement des coûts et de services aux répondants. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Footnotes**Table 1**

- ¹ Actual in counts include secure custody, open custody, remand/temporary detention. Due to rounding, figures may not add to totals.
- ² Rate per 10,000 youth.
- ³ Nova Scotia: Supervised probation data for the months of October to March 1994-95 are not available. Note that the "average" is calculated based only on the months with available data.
- ⁴ Nova Scotia: Intermittent sentences have been included under the open custody cases.
- ⁵ New Brunswick: Secure custody counts are daily counts; open custody counts are weekly counts.
- ⁶ Quebec: Data for the month of March 1995 are not available. The "average" is calculated based only on the months of March 1994 to February 1995.
- ⁷ Ontario: Remand data for 12-15 year olds are not available for October to March 1993-94 and for fiscal year 1994-95, therefore they are not included for 1990-91 to 1994-95. Only 16-17 year olds are recorded in the remand data.
- ⁸ Saskatchewan: Young offenders on temporary absences are included in the actual-in count.
- ⁹ British Columbia: As of October 1991, open custody data include youths in community based residential centres.
- ¹⁰ Northwest Territories: 1990-91 totals for Northwest Territories' young offenders cover only the first six months of the 1990-91 fiscal year.
- ¹¹ Canada Total: Totals for Northwest Territories young offenders cover first six months of 1990-91 fiscal year. Total does not include Ontario remand data for 12 - 15 year olds in any year.

Table 3

- ¹ In 1991-92, Ontario figures represented approximately 85% of its respective provincial total.

Table 5

- ¹ Due to rounding, figures may not add to totals.
- ² Prince Edward Island – Data include alternative measures.

Notes**Tableau 1**

- ¹ Les comptes réels englobent les adolescents sous garde en milieu fermé ou en milieu ouvert, ainsi que les adolescents en prévention/détention provisoire. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.
- ² Taux pour 10 000 adolescents.
- ³ Nouvelle-Écosse : les données sur la probation sous surveillance ne sont pas disponibles pour les mois d'octobre à mars 1994-1995. À noter que la 'moyenne' est calculée uniquement en fonction des mois où des données sont disponibles.
- ⁴ Nouvelle-Écosse : les peines discontinues ont été incluses dans les causes impliquant un placement sous garde en milieu ouvert.
- ⁵ Nouveau-Brunswick : les comptes relatifs aux placements sous garde en milieu fermé sont des comptes quotidiens; les comptes relatifs aux placements en milieu ouvert sont des comptes hebdomadaires.
- ⁶ Québec : les données pour le mois de mars 1995 ne sont pas disponibles. La 'moyenne' est calculée uniquement en fonction de la période allant de mars 1994 à février 1995.
- ⁷ Ontario : les données sur la détention provisoire pour les adolescents de 12 à 15 ans ne sont pas disponibles pour la période allant d'octobre à mars 1993-1994, ni pour l'exercice 1994-1995; par conséquent, elles ne sont pas incluses pour la période 1990-1991 à 1994-1995. Seuls les adolescents de 16 à 17 ans sont inclus dans les données sur la détention provisoire.
- ⁸ Saskatchewan : les jeunes contrevenants bénéficiant d'une absence temporaire sont inclus dans le compte réel.
- ⁹ Colombie-Britannique : depuis octobre 1991, les données sur les placements sous garde en milieu ouvert comprennent les adolescents dans des centres résidentiels communautaires.
- ¹⁰ Territoires du Nord-Ouest : les totaux de 1990-1991 pour les jeunes contrevenants des Territoires du Nord-Ouest portent uniquement sur les six premiers mois de l'exercice 1990-1991.
- ¹¹ Total pour le Canada : les totaux pour les jeunes contrevenants des Territoires du Nord-Ouest portent sur les six premiers mois de l'exercice 1990-1991. Le total ne comprend pas les données sur la détention provisoire des adolescents de 12 à 15 ans en Ontario, et ce, pour aucune des années visées.

Tableau 3

- ¹ En 1991-1992, les chiffres de l'Ontario ont représenté environ 85 % de son total provincial respectif.

Tableau 5

- ¹ Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.
- ² Île-du-Prince-Édouard – les données se rapportent également aux mesures de rechange.

- ³ Nova Scotia: Total supervised data were calculated on the first 6 months of 1994-95 only. Data for the last 6 months are not available.
- ⁴ New Brunswick: Probation counts are monthly counts.
- ⁵ Quebec: Data for 1994-95 is an estimate
- ⁶ British Columbia – Due to the implementation of the Probation Records System, the supervised probation caseload does not include custody orders as previously reported prior to April 1991.
- ⁷ Canada Total – Excludes the last 6 months of Nova Scotia data for 1994-95 and the Northwest Territories for all years. Due to gaps in survey coverage, yearly percentage change for Canada totals is not applicable in most years.
- ³ Nouvelle-Écosse : le total pour les données sur la probation sous surveillance a été calculé en fonction des six premiers mois de 1994-1995 uniquement. Les données pour les six derniers mois ne sont pas disponibles.
- ⁴ Nouveau-Brunswick : les comptes de probationnaires sont des comptes mensuels.
- ⁵ Québec : les données pour 1994-1995 sont une estimation.
- ⁶ Colombie-Britannique – en raison de la mise en place du système d'enregistrement des cas de probation, le nombre de cas de probation sous surveillance n'inclut pas les ordonnances de garde, contrairement aux exercices antérieurs à avril 1991.
- ⁷ Canada – total : sont exclus les six derniers mois de données de la Nouvelle-Écosse pour 1994-1995 et des Territoires du Nord-Ouest pour toutes les années. En raison de lacunes dans la couverture de l'enquête, le changement en pourcentage d'une année à l'autre ne s'applique pas pour la plupart des années.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613) 951-9023 or toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613) 951-9023 ou le numéro sans frais 1 800 387-2231. Pour obtenir une publication, veuillez communiquer par téléphone au (613) 951-7277 ou par télécopieur au (613) 951-1584 ou par internet : order@statcan.ca Vous pouvez aussi appeler sans frais (Canada et États-Unis) au 1 800 267-6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation écrite pour une commande faite par téléphone.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|----------------|---|
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth Custody and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |
| Vol. 15 No. 14 | Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |
| Vol. 16 No. 1 | Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994 |
| Vol. 16 No. 2 | Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur |
| Vol. 16 No. 3 | Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes |
| Vol. 16 No. 4 | Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1994-1995 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique judiciaire



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US \$12.00 per issue, US \$108.00 annually
Other Countries: US \$14.00 per issue, US \$126.00 annually
Frequency: Irregular / ISSN 0715-271X
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free
line 1-800-267-6677 or internet: order@statcan.ca

Vol. 16 No. 6

Violent Crime in Canada

By Holly Johnson*

Highlights

- The violent crime rate recorded by the police increased significantly over the past two decades. However, the rate has dropped over the past two years.
- Minor assaults account for 60% of all violent crimes and most of the increase in the overall violent crime rate over the past decade.
- The rate of level I sexual assaults reported to the police has also increased significantly, although these offences account for a much smaller fraction of all violent crimes.
- Sharp increases in both assault and sexual assault follow major legal changes to these offences in 1983, and changes to the way police have responded to cases of spousal assault.
- The more serious assaults and robberies have shown more modest increases, while homicide rates have declined. The 1994 homicide rate is the lowest in 25 years.
- National crime rates do not always accurately reflect provincial rates. Manitoba, for example, reported a dramatic increase in violent crime rates during the 1990s while Alberta reported an equally dramatic decline.
- Women have higher rates of violent victimization than do men. The circumstances of events involving men and women also differ. Men are most likely to be victimized by acquaintances and strangers in locations

June 1996

Prix : Canada : 10,00 \$ l'exemplaire, 90,00 \$ par année
États-Unis : 12,00 \$ US l'exemplaire, 108,00 \$ US par année
Autres pays : 14,00 \$ US l'exemplaire, 126,00 \$ US par année
Périodicité : irrégulière / ISSN 0715-271X
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer notre
numéro national sans frais 1 800 267-6677 ou par internet : order@statcan.ca

Vol. 16, n° 6

Les crimes de violence au Canada

Par Holly Johnson*

Faits Saillants

- Après avoir sensiblement augmenté au cours des deux dernières décennies, le taux des crimes de violence consignés par la police a diminué depuis deux ans.
- Les voies de fait mineures constituent 60 % de tous les crimes de violence et expliquent en grande partie l'augmentation du taux global des crimes de violence au cours de la dernière décennie.
- Le taux des agressions sexuelles de niveau I signalées à la police a aussi beaucoup augmenté, même si ces infractions représentent une proportion beaucoup plus faible de tous les crimes de violence.
- Les fortes augmentations enregistrées dans les voies de fait et les agressions sexuelles font suite à des changements importants apportés en 1983 à la législation concernant ces infractions et à des changements dans la façon dont la police a réagi aux voies de fait contre le conjoint.
- Les voies de fait plus graves et les vols qualifiés ont affiché des augmentations plus modestes, alors que les taux d'homicides ont accusé une baisse. Le plus faible taux d'homicides enregistré en 25 ans est celui de 1994.
- Les taux nationaux de criminalité ne reflètent pas toujours fidèlement les taux provinciaux. Ainsi, au cours des années 1990, le Manitoba enregistrait une augmentation spectaculaire des taux de crimes de violence, alors que l'Alberta a signalé une baisse de ces taux tout aussi spectaculaire.
- Les taux de victimisation liée à un acte de violence sont plus élevés chez les femmes que chez les hommes. Les circonstances dans lesquelles sont perpétrés les actes de violence diffèrent aussi pour les hommes et pour les femmes.

Juin 1996

* Integration and Analysis Program

* Programme de l'intégration et de l'analyse



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

outside the home. When women are victims of these crimes, most occur in their own homes by someone they know, quite often a spouse.

- Young single people and those who are active in social activities in the evenings also report above-average rates of violent victimization.

Introduction

Many Canadians are concerned about the threat that violent crime poses to their personal safety. Almost half (46%) of Canadians polled in the 1993 General Social Survey felt that the level of crime in their own neighbourhoods had recently increased. Canadians are more concerned about violent crime than about any other type of crime — 43% of those polled in 1988 said an attack or a threat of violence are the types of crime of greatest concern to them.

Concern about personal safety is also reflected in the fact that in 1993 12% of Canadians stated that they feel very unsafe walking alone in their neighbourhoods after dark, and an additional 15% feel somewhat unsafe. Twenty-five percent of Canadians also feel very or somewhat worried when alone in their homes at night. Worry about safety is higher for women, urban dwellers, and recent victims of crime. Many Canadians take active measures to reduce the chances of victimization by changing their routine activities, by avoiding certain places, and by installing locks and burglar alarms.

The purpose of this Juristat is to examine available statistics on violent crime, emphasizing both longer and shorter term trends. It compares rates of violent crime among provinces and territories, and compares Canada with other countries. Violent crime in this report includes homicide and attempted murder, assault, sexual assault and other sexual offences, robbery, and abduction. General trends in violent crime are first presented, then individual crime types are examined, as various types of crimes follow different patterns. Violence by youth and young adults will be given special focus in an upcoming Juristat.

How Do We Measure Violent Crime?

Questions such as "How much violent crime is there?" and "Is it increasing?" may at first appear to be straightforward. However, such apparently simple questions can have complicated answers. There are a number of factors which influence whether and how criminal events come to be recorded in official statistics.

Les hommes sont plus susceptibles d'être agressés à l'extérieur de leur domicile par une connaissance ou par un étranger. La plupart des actes de violence commis contre les femmes sont perpétrés dans leur propre domicile par quelqu'un qu'elles connaissent, le plus souvent un conjoint.

- Les taux de victimisation liée à un acte de violence sont également supérieurs à la moyenne chez les jeunes célibataires et ceux et celles qui participent à des activités sociales nocturnes.

Introduction

Beaucoup de Canadiens se préoccupent du fait que les crimes de violence constituent une menace pour leur sécurité personnelle. Près de la moitié (46 %) des Canadiens interrogés au cours de l'Enquête sociale générale de 1993 estimaient que le niveau de criminalité dans leur propre quartier avait récemment augmenté. Les Canadiens sont davantage préoccupés par les crimes de violence que par tout autre type de crime — 43 % de ceux qui ont participé à l'enquête en 1988 ont déclaré qu'une agression ou une menace de violence constituent les types de crimes qui les inquiètent le plus.

L'inquiétude qu'éprouvent les Canadiens au sujet de leur sécurité personnelle se reflète dans le fait qu'en 1993, 12 % d'entre eux ont déclaré qu'ils se sentent très inquiets lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier une fois la nuit tombée et 15 % ont affirmé qu'ils se sentent un peu inquiets. En outre, 25 % des Canadiens se sentent très inquiets ou un peu inquiets lorsqu'ils sont seuls à la maison le soir. L'inquiétude au sujet de la sécurité est plus grande chez les femmes, chez les citadins et chez les personnes qui ont récemment été victimes d'un crime. Un grand nombre de Canadiens prennent des mesures concrètes pour réduire les risques de victimisation, en modifiant leurs habitudes, en évitant certains endroits et en installant des dispositifs de verrouillage et des alarmes antivol.

Le présent numéro de *Juristat* a pour objet d'examiner les statistiques qui existent sur les crimes de violence, en mettant l'accent à la fois sur les tendances à long terme et sur les tendances à court terme. On y compare les taux de crimes de violence des provinces et des territoires, ainsi que les taux du Canada avec ceux d'autres pays. Dans le présent rapport, les crimes de violence font référence aux homicides et aux tentatives de meurtre, aux voies de fait, aux agressions sexuelles, aux autres infractions d'ordre sexuel, aux vols qualifiés et aux enlèvements. On présente d'abord les tendances générales pour les crimes de violence, puis un examen des divers types de crimes, étant donné que les tendances varient selon les crimes. Dans un *Juristat* à venir, une attention particulière sera accordée à la violence chez les jeunes, et les jeunes adultes.

Comment mesure-t-on les crimes de violence?

De prime abord, il peut sembler facile de répondre à des questions comme «Y a-t-il beaucoup de crimes de violence?» et «Le nombre de ces crimes augmente-t-il?». Toutefois, ces questions apparemment simples peuvent avoir des réponses compliquées. Un certain nombre de facteurs influent sur le fait de consigner des incidents criminels dans les statistiques officielles et sur la façon de le faire.

Two types of information

There are two primary types of statistical information about crime in Canada. The first are those provided by agencies of the criminal justice system, such as police departments, courts, probation offices, and correctional facilities. The most commonly used of these is the Uniform Crime Reporting (UCR) Survey which records crimes reported to the police in Canada. The second type of information is gathered by telephone in crime victimization surveys from samples of citizens. Two examples are Statistics Canada's General Social Survey (GSS) and the 1993 Violence Against Women Survey (VAWS).

The method and the point at which crime statistics are gathered will have a significant effect on the results. One reason is the "funneling" effect that takes place as cases proceed through the criminal justice system. Only a portion of all criminal events that occur will be reported to the police, a portion of these will result in a suspect being apprehended and charged with a criminal offence, a portion of accused persons will proceed to court, and a smaller portion of cases will result in a person being convicted and sentenced. The number of criminal events reported to crime victimization surveys therefore will normally exceed the number recorded by the police, the courts or the correctional system.

Crime victimization surveys are considered to have certain advantages over police statistics because of their ability to measure the "dark figure" of crimes that are not detected by the police. Over the years, victimization surveys in Canada, the United States and Great Britain have estimated the rate of unreported crime for some crime types to be considerable. The 1993 General Social Survey estimated that 90% of sexual assaults, 68% of other assaults, and 53% of robberies in that year were not reported to the police. A number of factors enter into the decision to report crimes to the police, including the seriousness of the event, the value of property stolen or damaged, the degree of injury to the victim, and the social relationship between the victim and the perpetrator. The closer the relationship between the victim and the offender, the more likely the event is to go unreported.

As a rule then, crime victimization surveys produce much higher rates of violent victimization than surveys of police-recorded crime. However, victimization surveys are also not without limitations. They rely on the truthfulness and accuracy of recollection from respondents who may fail to report certain events to interviewers, either because they have forgotten about them, are embarrassed to mention them, or considered them unimportant. They may also wittingly or unwittingly inflate statistics by "telescoping" events, that is, by reporting events that occurred prior to or outside the survey reference period.

In addition, incidents reported to crime victimization surveys do not have the benefit of a third party assessment of the event. An individual involved in a bar fight, for example, may report to a survey interviewer that he has been assaulted, when a police officer attending the call may record the individual in police statistics as the offender.

Deux types de renseignements

Il existe deux principaux types de renseignements statistiques sur la criminalité au Canada. Les premiers sont fournis par des organismes du système de justice pénale, comme les services de police, les tribunaux, les bureaux de probation et les établissements correctionnels. Le mécanisme le plus souvent utilisé est le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), qui permet de consigner les crimes signalés à la police au Canada. Les renseignements du second type sont recueillis par téléphone auprès d'échantillons de citoyens, dans le cadre d'enquêtes sur la victimisation. Citons, à titre d'exemples l'Enquête sociale générale (ESG) et l'Enquête de 1993 sur la violence envers les femmes (VEF).

La méthode retenue et le moment choisi pour recueillir des statistiques sur la criminalité auront un effet important sur les résultats. Cela tient, entre autres, à l'effet «d'entonnoir» qui se produit au fur et à mesure que les causes franchissent les diverses étapes du système de justice pénale. Une partie seulement de tous les crimes commis seront signalés à la police, une partie de ceux-ci aboutiront à l'arrestation d'un suspect et à une inculpation d'infraction criminelle, une partie des personnes accusées subiront un procès, et une partie encore plus petite des causes donneront lieu à une condamnation et à l'imposition d'une peine. Par conséquent, le nombre d'incidents criminels signalés lors des enquêtes sur la victimisation liée à un acte de violence dépassera normalement le nombre consigné par la police, les tribunaux ou le système correctionnel.

On estime que les enquêtes sur la victimisation liée à un crime présentent certains avantages par rapport aux statistiques policières, car elles permettent d'évaluer le «chiffre noir» des crimes qui ne sont pas décelés par la police. Au cours des années, des enquêtes sur la victimisation menées au Canada, aux États-Unis et en Grande-Bretagne ont révélé que, pour certains types de crime, le taux approximatif de crimes non signalés était assez élevé. Selon l'Enquête sociale générale de 1993, 90 % des agressions sexuelles, 68 % des voies de fait et 53 % des vols qualifiés commis au cours de l'année n'avaient pas été signalés à la police. Un certain nombre de facteurs interviennent dans la décision de déclarer des crimes à la police, notamment la gravité de l'incident, la valeur des biens volés ou endommagés, la gravité des blessures causées à la victime et la relation entre la victime et le contrevenant. Plus la relation entre la victime et le contrevenant est étroite, plus il y a de chance que l'incident ne soit pas signalé.

On peut donc dire que de façon générale, les enquêtes sur les victimes d'actes criminels produisent des taux de victimisation liée à un acte de violence beaucoup plus élevés que les enquêtes sur les crimes signalés par la police. Toutefois, les enquêtes sur la victimisation comportent aussi leurs limites. On se fie sur la sincérité et la mémoire des répondants, qui omettent peut-être de signaler certains incidents aux intervieweurs, soit parce qu'ils les ont oubliés, qu'ils sont gênés de les mentionner ou encore qu'ils les considèrent comme n'étant pas importants. En outre, ils peuvent consciemment ou inconsciemment grossir les statistiques en «télescopant» les incidents, c'est-à-dire en déclarant des incidents qui se sont produits avant la période de référence du sondage ou après cette période.

De plus, les incidents signalés lors des enquêtes sur la victimisation liée à un crime ne font pas l'objet d'une évaluation par une tierce partie. Par exemple, une personne impliquée dans une bagarre dans un bar peut déclarer à un intervieweur qu'elle a été agressée, alors que l'agent de police qui a répondu à l'appel peut l'inscrire dans les statistiques policières comme étant l'auteur de l'infraction.

As well, victimization surveys are able to address only certain crimes. They cannot capture information about crimes which do not have a clear-cut victim (such as prostitution, impaired driving and drug dealing), where the victim is a business, a corporation or a school (in cases of fraud, vandalism or theft), or where the victim is dead (as in homicides). They typically do not interview children, nor do they collect proxy information from parents about crimes committed against their children. Consequently, rates are calculated on the basis of the number of adults of a certain age in the population whereas police statistics count all reported crimes committed against all members of society.

Generally speaking, the UCR Survey can be said to capture those criminal incidents that are serious enough to warrant police attention. However, seriousness is not the only criteria victims use in deciding to seek the support and protection of the justice system. The 1993 Violence Against Women Survey found that fully 45% of women assaulted by their husbands to the extent that they feared for their lives never once reported an incident to the police, nor did 43% of women who suffered injuries during a sexual attack that resulted in medical treatment. There are various reasons that come into play in decision to report violent incidents to the police, and seriousness is just one. Many of these women did not contact the police because of a fear of the offender, embarrassment or shame associated with these types of incidents.

Changes to the criminal law

Changes to the criminal law can have an effect on the violent crime rate. An important change to the law occurred in 1983 when the offences relating to rape and indecent assault were repealed from the *Criminal Code* and replaced with three levels of sexual assault. Under the new law, both men and women can be victims of sexual assault, and charges can be brought in cases of sexual assaults involving spouses.

Three parallel offences of assault came into effect at the same time. Under the new assault law, police officers can lay a charge of assault if they have "reasonable and probable cause" to believe an assault has occurred. Prior to 1983, police had difficulty proceeding with charges unless there was independent evidence, apart from the complainant's testimony, to corroborate the complaint. Throughout the 1980s, policy directives came into effect in police departments across the country that made it mandatory for police officers to lay charges in cases of wife assault where probable grounds exist. This removed what used to be a significant amount of discretion in the decision to lay charges, and shifted domestic violence from a private to a public affair. The elevated rates of assault are at least partly due to these changes in police procedures (Kingsley, 1996:101).

Changes to survey methodology

One advantage of crime victimization surveys is that they can be adapted to meet changing needs for

En outre, dans le cadre des enquêtes sur la victimisation liée à un crime, on ne peut traiter que de certains crimes. On ne peut obtenir de renseignements sur le crime dans les cas où la victime n'est pas bien définie (comme la prostitution, la conduite avec facultés affaiblies et le trafic de stupéfiants), où la victime est une entreprise, une société ou une école (fraude, vandalisme ou vol) ou encore où la victime est décédée (comme dans les homicides). Normalement, on n'interroge pas les enfants, et on ne demande pas aux parents de renseignements par procuration sur des crimes commis contre leurs enfants. Par conséquent, les taux sont calculés en fonction du nombre d'adultes d'un certain âge dans la population, alors que les statistiques policières tiennent compte de tous les crimes commis contre tous les membres de la société et signalés.

En règle générale, on peut dire que le programme DUC permet de recueillir des données sur les incidents criminels qui sont suffisamment graves pour justifier leur signalement à la police. Toutefois, la gravité n'est pas le seul critère sur lequel se basent les victimes pour décider si elles devraient ou non solliciter l'appui et la protection du système judiciaire. Selon l'Enquête de 1993 sur la violence envers les femmes, 45 % des femmes agressées par leur mari au point où elles craignaient pour leur vie n'ont jamais signalé un incident à la police, pas plus que ne l'ont fait 43 % des femmes victimes d'une agression sexuelle ayant donné lieu à des blessures pour lesquelles elles ont dû recevoir des soins médicaux. Divers facteurs entrent en jeu lorsqu'il s'agit de décider si des crimes de violence devraient être signalés à la police, la gravité n'étant que l'un de ces facteurs. Bon nombre de ces femmes n'ont pas appelé la police parce qu'elles craignaient leur agresseur, ou encore parce qu'elles éprouvaient de la gêne ou de la honte d'avoir été victimes de ce type de crime.

Changements apportés au droit pénal

Les changements apportés au droit pénal peuvent avoir un effet sur le taux des crimes de violence. Un important changement s'est produit en 1983, lorsque les infractions ayant trait au viol et à l'attentat à la pudeur ont été supprimées du *Code criminel* et remplacées par trois niveaux d'agression sexuelle. Selon la nouvelle loi, aussi bien les hommes que les femmes peuvent être victimes d'une agression sexuelle, et des accusations peuvent être portées dans les cas d'agression sexuelle entre conjoints.

Trois infractions parallèles de voies de fait sont entrées en vigueur au même moment. Selon les nouvelles dispositions concernant les voies de fait, les agents de police peuvent porter une accusation s'ils ont «un motif raisonnable et probable» de croire qu'une agression a eu lieu. Avant 1983, les agents de police pouvaient difficilement déposer une accusation à moins qu'il n'y ait une preuve indépendante, en dehors du témoignage du plaignant ou de la plaignante, qui puisse corroborer la plainte. Pendant les années 80, les services de police de tout le pays ont reçu des directives obligeant les agents de police à porter une accusation dans les cas de voies de fait contre la conjointe lorsqu'il existe des motifs probables que l'agression a eu lieu. On a ainsi supprimé ce qui constituait auparavant un pouvoir discrétionnaire assez important de décider s'il fallait ou non porter une accusation, et la violence familiale est passée du domaine privé au domaine public. Les taux plus élevés de voies de fait sont attribuables, du moins en partie, à ces changements apportés aux procédures policières (Kingsley, 1996, p. 101).

Changements apportés à la méthode de l'enquête

Les enquêtes sur la victimisation liée à un crime présentent un avantage, à savoir qu'elles peuvent être adaptées pour

information about crime and justice. However, changes to question wording can have a profound effect on the number of incidents captured by these surveys. The number of sexual assault cases reported in the 1988 General Social Survey was too small to yield statistically reliable estimates. The questions relating to sexual assault were modified in the 1993 survey and the rate increased to 17 per 1,000 total adult population and 29 per 1,000 women. Distinguishing the "true" change in the occurrence of sexual assault from the effect of question wording, and perhaps victims' willingness to discuss these experiences with interviewers, is an impossible task.

In summary, violent crime trends must be considered in light of changing societal values, modifications to the criminal law, modifications to survey instruments, changing police policies, and the recent expansion of support services for victims of violence and training for criminal justice personnel that encourage victims to come forward. These points will be revisited in discussions of specific crime types.

None of the measures available to describe patterns and prevalence of violent crime can provide definitive answers to questions about the "true" level of violence in society. All provide information from different perspectives that can assist in answering certain questions within certain limitations and qualifications. As this report will show, many violent incidents occur in private and between people with social or family connections to one another. Consequently, there is often a desire to keep the incident private and efforts are made to resolve conflicts without resorting to the criminal law, even in the case of some very serious events.

General Trends In Violent Crime

Violent crimes account for a relatively small proportion of all criminal incidents recorded by the police each year. As Figure 1 indicates, there were almost 3 million incidents involving violations of the *Criminal Code* recorded by the police across Canada in 1994. Eleven percent were violent crimes. Fifty-four percent were property offences, 7% were *Criminal Code* traffic offences, such as impaired driving, and failing to remain at the scene of an accident, and 29% were other *Criminal Code* offences, such as mischief, prostitution and disturbing the peace.

The violent crime rate increased significantly over the past two decades but has declined in recent years (Figure 2). The 1994 violent crime rate was 49% higher than the rate a decade ago. Level I assaults accounted for most of this increase. If these relatively minor assaults are factored out, other more serious types of violent crimes increased 23% (Hendrick, 1995).

The violent crime rate peaked in 1992 and has declined each year since then. The rate in 1994 was 1,037 per 100,000 population, 3% lower than the 1993 rate, and 4% lower than the rate for 1992.

répondre aux nouveaux besoins en information sur la criminalité et la justice. Toutefois, tout changement dans le libellé des questions peut avoir de profondes répercussions sur le nombre d'incidents enregistrés au moyen de ces enquêtes. Le nombre de cas d'agressions sexuelles signalés au cours de l'Enquête sociale générale de 1988 était trop faible pour donner des estimations statistiquement fiables. Les questions ayant trait aux agressions sexuelles ont été modifiées dans l'enquête de 1993, et le taux est passé à 17 pour 1 000 adultes et à 29 pour 1 000 femmes. Il est impossible de définir le «véritable» changement survenu dans le nombre d'agressions sexuelles qui est attribuable à l'effet du libellé des questions, et peut-être au fait que les victimes acceptent de discuter de ces expériences avec des intervieweurs.

En résumé, les tendances relatives aux crimes de violence doivent être examinées à la lumière de l'évolution des valeurs sociales, des modifications apportées au droit pénal, des modifications des instruments utilisés pour les enquêtes, de l'évolution des directives policières, de l'accroissement récent des services de soutien aux victimes de violence, ainsi que de la formation des intervenants dans le domaine de la justice pénale qui encouragent les victimes à signaler les incidents. Ces points seront réexaminés lorsque nous discuterons des types de crimes particuliers.

Aucune des mesures dont on dispose pour décrire les tendances relatives aux crimes de violence et leur fréquence ne peut fournir de réponses définitives aux questions sur le «véritable» niveau de violence dans la société. Elles fournissent toutes, dans une perspective différente, des renseignements qui peuvent nous aider à répondre à certaines questions, dans une certaine mesure et selon certains critères. Comme nous le verrons, bon nombre des incidents de violence se produisent en privé, et entre des gens qui ont un lien de parenté ou qui entretiennent des rapports sociaux. Par conséquent, il arrive souvent que les parties veuillent garder l'affaire secrète et qu'elles s'efforcent de résoudre les conflits sans avoir recours au droit criminel, même dans le cas de certains incidents très graves.

Tendances générales pour les crimes de violence

Les crimes de violence représentent une proportion relativement faible de tous les incidents criminels consignés par la police chaque année. Comme l'indique le figure 1, les services de police ont enregistré en 1994 près de 3 millions d'infractions au *Code criminel* au Canada. Dans 11 % des cas, il s'agissait de crimes de violence. Cinquante-quatre pour cent étaient des crimes contre les biens, 7 %, des délits de la route prévus dans le *Code criminel*, comme la conduite avec facultés affaiblies et la fuite des lieux d'un accident, et 29 %, d'autres infractions au *Code criminel*, comme un méfait, la prostitution et le fait de troubler la paix publique.

Le taux des crimes de violence a sensiblement augmenté au cours des deux dernières décennies, mais il a diminué au cours des dernières années (figure 2). En 1994, le taux des crimes de violence était de 49 % supérieur à ce qu'il était il y a 10 ans. Les voies de fait de niveau I sont en grande partie responsables de cette augmentation. Si l'on écarte ces infractions de nature relativement mineure, d'autres types de crimes de violence plus graves ont augmenté de 23 % (Hendrick, 1995).

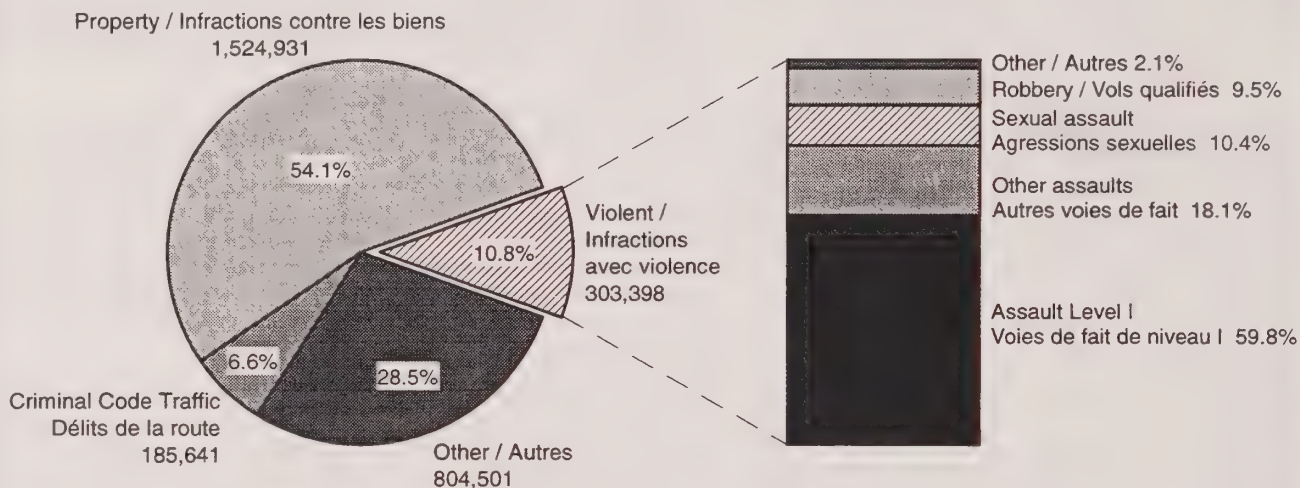
Le taux des crimes de violence a atteint un sommet en 1992, pour diminuer chaque année par la suite. En 1994, le taux était de 1 037 pour 100 000 habitants, ce qui constitue une baisse de 3 % par rapport au taux de 1993 et une baisse de 4 % par rapport au taux de 1992.

Figure 1

Number of infractions of the *Criminal Code* reported to the police by crime type, Canada, 1994

Nombre d'infractions au *Code criminel* signalées à la police, selon le type de crime, Canada, 1994

Total number of *Criminal Code* incidents = 2,818,471
Nombre total d'infractions au *Code criminel* = 2 818 471



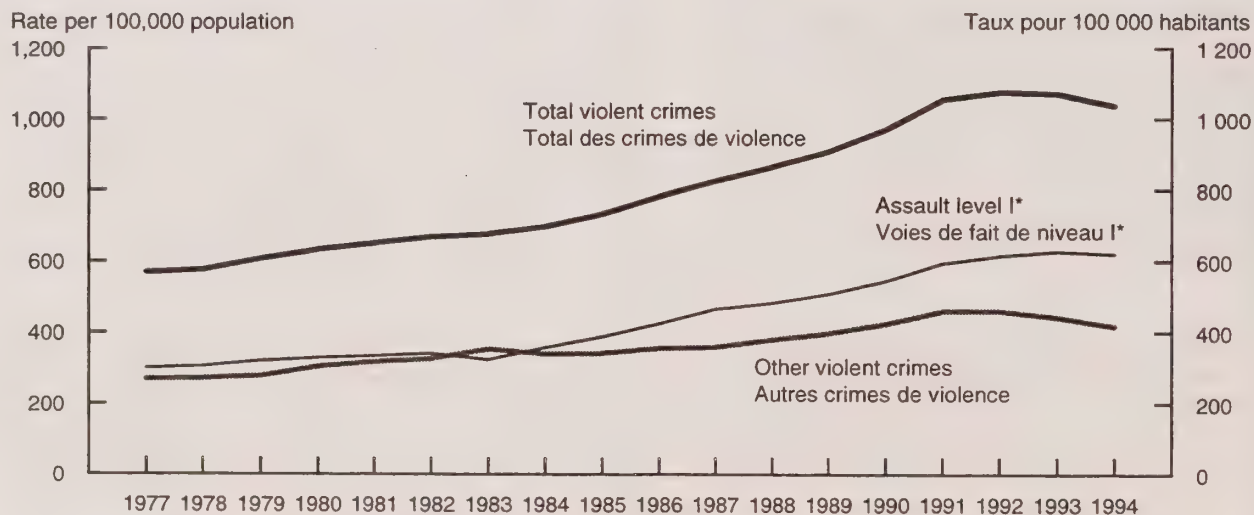
Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Uniform Crime Reporting Survey, 1994

Source : Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, 1994

Figure 2

Rates of assault level I and other violent crimes, 1977 to 1994

Taux des voies de fait de niveau I et des autres crimes de violence, 1977 à 1994



Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Uniform Crime Reporting Survey, 1994

* Assault level I includes common assault between 1977 and 1982, and level I assaults between 1983 and 1994.

Source : Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, 1994

* Les voies de fait de niveau I comprennent les voies de fait simples commises entre 1977 et 1982 et les voies de fait de niveau I commises entre 1983 et 1994.

All categories of violent crime declined between 1993 and 1994. Six of the seven categories of violent crime showed large rate decreases: sexual assault declined by 10%, other sexual offences by 10%, attempted murder by 8%, abduction by 7%, homicide by 6%, robbery by 5%, and assault by 2% (Table 1).

Toutes les catégories de crimes de violence ont régressé en 1993 et 1994. Les taux de six des sept catégories de crimes de violence ont accusé de fortes baisses : les agressions sexuelles ont diminué de 10 %, les autres infractions d'ordre sexuel de 10 %, les tentatives de meurtre, de 8 %, les enlèvements, de 7 %, les homicides, de 6 %, les vols qualifiés de 5 % et les voies de fait, de 2 % (tableau 1).

Table 1

Violent incidents reported to the police by most serious offence type, 1990-1994

Tableau 1

Incidents de violence signalés à la police, selon le type d'infraction le plus grave, 1990 à 1994

Type of incident Type d'incident	1990		1991		1992		1993		1994	
	No.	Rate	No.	Rate	No.	Rate	No.	Rate	No.	Rate
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Total	269,503	970	296,962	1,056	307,512	1,077	310,201	1,072	303,398	1,037
Homicide	656	2	753	3	732	3	630	2	596	2
Attempted Murder - Tentative de meurtre	905	3	1,044	4	1,054	4	984	3	918	3
Assault - Total - Voies de fait	207,331	746	226,552	806	232,910	816	238,503	824	236,364	808
Level I - Niveau I	151,585	545	167,227	595	175,745	616	181,807	628	181,400	620
Level II - Niveau II	35,282	127	37,796	134	37,459	131	38,767	134	37,706	129
Level III - Niveau III	3,470	12	3,884	14	3,551	12	3,180	11	2,993	10
Other ¹ - Autre ¹	16,994	61	17,645	63	16,155	57	14,749	51	14,265	49
Sexual Assault - Total - Agression sexuelle	27,843	100	30,351	108	34,355	120	34,754	120	31,690	108
Level I - Niveau I	26,540	95	28,916	103	33,022	116	33,536	116	30,560	104
Level II - Niveau II	918	3	971	3	935	3	860	3	768	3
Level III - Niveau III	385	1	464	2	398	1	358	1	362	1
Other sexual offences ² - Autres infractions d'ordre sexuel ²	3,613	13	3,931	14	4,040	14	4,171	14	3,812	13
Abduction - Enlèvement	1,046	4	1,095	4	1,220	4	1,204	4	1,130	4
Robbery - Total - Vol qualifié	28,109	101	33,236	118	33,201	116	29,955	104	28,888	99
With firearms - Avec armes à feu	7,426	27	9,006	32	8,736	31	8,038	28	7,371	25
Other weapons - Autres armes	7,783	28	9,436	34	10,793	38	9,720	34	9,336	32
Other - Autre	12,900	46	14,794	53	13,672	48	12,197	42	12,181	42

Rates are calculated per 100,000 population. Les taux sont calculés pour 100 000 habitants.

¹ Includes assaulting a police officer, unlawfully causing bodily harm, discharging a firearm, and other assaults.

¹ Comprend les voies de fait contre un agent de police, les voies de fait causant illégalement des lésions corporelles, la décharge d'une arme à feu et les autres voies de fait.

² Includes sexual interference, invitation to sexual touching, sexual exploitation, and incest.

² Comprend les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle et l'inceste.

Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Uniform Crime Reporting Survey, 1994.

Source: Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, 1994.

It is difficult to say whether the steady increase in the violent crime rate recorded by the police up to 1992 is a reflection of actual increases in the levels of violence in society, artifacts of other factors, or both. Nor can it be established with certainty whether the latest declines reflect a real reduction in levels of violence. Changes to the law and reduced societal tolerance towards certain types of violence, such as schoolyard violence and spousal assaults, no doubt have increased the reporting rate for some offences, and have changed the way police respond to and record these types of incidents. About 60% of violent crimes are classified as level I assaults where the physical injury inflicted on the victim was relatively minor, and much of the increase in total violent crime rates is attributable to changing rates of level I assaults.

Not surprisingly, the General Social Survey estimates the rate of violent crime to be many times higher than the rate reported by the police. In 1993, the three violent

Il est difficile de dire si l'augmentation constante du taux des crimes de violence enregistrés par la police jusqu'en 1992 reflète des augmentations réelles des niveaux de violence dans la société, des événements liés à d'autres facteurs, ou les deux. On ne peut non plus affirmer avec certitude que les baisses récentes traduisent une véritable réduction des niveaux de violence. Il ne fait aucun doute que les changements apportés à la loi et le fait que la société tolère moins certains types de violence, comme la violence dans les cours d'écoles et les voies de fait contre le conjoint, ont contribué à faire augmenter le taux de déclaration dans le cas de certaines infractions, et qu'ils ont changé la façon dont la police réagit à ces types d'incidents ainsi que la façon dont elle les consigne. Environ 60 % des crimes de violence sont classés comme des voies de fait de niveau I, lorsque les blessures corporelles infligées à la victime sont relativement mineures, et une bonne partie de l'augmentation des taux globaux de crimes de violence est attribuable à un changement dans les taux des voies de fait de niveau I.

Il n'est pas étonnant que, selon les estimations de l'Enquête sociale générale, le taux des crimes de violence soit beaucoup plus élevé que celui qui est déclaré par la police. En 1993, les

offences of sexual assault, assault and robbery were reported to the GSS at an estimated rate of 93 per 1,000 population 15 and over. These same offences were reported to police and recorded in the UCR survey at a rate of 1,015 per 100,000 which, for comparison, can be calculated as a rate of 10 incidents per 1,000 people in the population.

Assault

Non-sexual assaults account for about three-quarters of all violent crimes reported to the police and so have a major influence on the overall violent crime rate. Although other violent crimes also increased over the past two decades, notably sexual assault, much of the increase in the violent crime rate is attributable to the dramatic increase in non-sexual assault.

The three levels of assault established in 1983 are: common assault (level I); assault with a weapon or causing bodily harm (level II); and aggravated assault causing wounding, maiming, disfiguring, or endangering the life of the victim (level III). The category of "other" types of assault includes assaulting a police officer, unlawfully causing bodily harm, discharging a firearm, and other assaults. Level I assaults account for 77% of all assaults and 60% of all violent crimes (Figure 1).

Minor assaults have increased dramatically since the implementation of the new legislation in 1983, and since directives to police to treat spousal assaults more seriously came into effect across the country throughout the 1980s (Figure 2). The sharp rise begins in 1983 and starts to level off in 1991.

Rates of level II assault increased at half the rate of level I assaults over the same period, and level III assaults actually declined.

The 1983 changes to the *Criminal Code* have also had a significant impact on the proportion of assault cases "cleared" by the police through laying a charge. Again, the most dramatic increase was shown for level I assault. Prior to 1983, about 30% of all cleared level I assaults resulted in charges laid against a suspect. In 1983, this proportion jumped to 40% and continued to increase to 61% in 1994. The proportion of all *Criminal Code* offences resulting in a charge remained fairly stable, ranging from 61% to 66% during this period (Kingsley, 1996). It seems plausible that the charging policies police have adopted with respect to spousal violence, and the special training given to police to handle these cases, have encouraged greater numbers of victims to come forward which, in turn, has increased the rate of assault recorded by police.

Despite this apparent link between spousal charging policies and assault rates, spousal assault account for a minority (23%) of all assaults reported to police in 1994. (Information to show whether this proportion has increased over time is unavailable.) Much of this increase in assault

trois infractions avec violence que constituent les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés étaient déclarés au personnel de l'ESG à un taux approximatif de 93 pour 1 000 habitants âgés de 15 ans et plus. Ces mêmes infractions ont été signalées à la police et consignées dans le programme DUC à un taux de 1 015 pour 100 000 habitants, lequel, à des fins de comparaison, peut être converti au taux de 10 incidents pour 1 000 habitants.

Voies de fait

Comme les agressions non sexuelles représentent environ les trois quarts de tous les crimes de violence signalés à la police, elles ont une forte influence sur le taux global de ces crimes. Même si les autres crimes de violence ont aussi augmenté au cours des deux dernières décennies, en particulier les agressions sexuelles, une bonne partie de la hausse du taux est attribuable à l'augmentation spectaculaire des agressions non sexuelles.

Les trois niveaux de voies de fait créés en 1983 sont les suivants : voies de fait simples (niveau I); agression armée ou voies de fait causant des lésions corporelles (niveau II); et voies de fait graves qui blessent, mutilent ou défigurent la victime ou qui mettent sa vie en danger (niveau III). La catégorie des «autres» types de voies de fait comprend les voies de fait contre un agent de la paix, celles qui causent illégalement des lésions corporelles, la décharge d'une arme à feu et les autres voies de fait. Les voies de fait de niveau I constituent 77 % de toutes les voies de fait et 60 % de tous les crimes de violence (figure 1).

Les voies de fait mineures ont augmenté de façon spectaculaire depuis que les nouvelles dispositions législatives sont entrées en vigueur en 1983 et depuis que tous les services de police du pays ont reçu instruction, au cours des années 80, de traiter les voies de fait contre le conjoint de façon plus sérieuse (figure 2). La forte hausse a débuté en 1983 et a commencé à se stabiliser en 1991.

Les taux des voies de fait de niveau II ont connu une augmentation correspondant à la moitié de celle des taux des voies de fait de niveau I au cours de la même période, et les voies de fait de niveau III ont effectivement diminué.

Les changements apportés au *Code criminel* en 1983 ont également eu de profondes répercussions sur la proportion d'affaires de voies de fait «régées» par la police par une mise en accusation. Ici encore, ce sont les voies de fait de niveau I qui affichent l'augmentation la plus forte. Avant 1983, environ 30 % de toutes les voies de fait de niveau I réglées aboutissaient au dépôt d'une accusation contre un suspect. En 1983, cette proportion est passée à 40 %, et elle a continué d'augmenter, finissant par atteindre 61 % en 1994. La proportion de toutes les infractions au *Code criminel* qui ont donné lieu à une accusation est demeurée relativement stable, se situant entre 61 % et 66 % au cours de cette période (Kingsley, 1996). Il semble plausible que les pratiques de mise en accusation qu'ont adoptées les services de police relativement à la violence entre conjoints et la formation spéciale qu'ont reçue les policiers sur la façon de traiter ces affaires aient encouragé un plus grand nombre de victimes à les signaler, ce qui, à son tour, a fait augmenter le taux des voies de fait consignées par la police.

En dépit du lien apparent entre, d'une part, les pratiques de mise en accusation dans les cas de voies de fait contre le conjoint et, d'autre part, les taux de voies de fait, les voies de fait contre le conjoint représentent la minorité (23 %) de toutes les voies de fait signalées à la police en 1994. (Les renseignements qui

rates must therefore be due to changing levels of other types of assault, increased reporting rates, or changes to the way police handle other assaults.

Sexual offences

The law surrounding sexual offences also underwent a transformation in the 1980s. The 1983 legislation abolished the offences of rape, attempted rape and indecent assault and replaced them with three levels of sexual assault parallel to the assault offences described above. As in the case of assault, the level of sexual assault is distinguished by the level of injury and the presence of a weapon.

In addition, the following offences of child sexual abuse came into effect in 1988: sexual interference, invitation to sexual touching, and sexual exploitation. These offences, together with incest, are included in Table 1 in the category of "other sexual offences." The rate at which these offences were reported to the police since their implementation has remained constant between 12 and 14 per 100,000 population.

As Figure 3 illustrates, there has been a dramatic increase in the rate of sexual assaults recorded by the police since the new law came into effect in 1983, and this is due almost entirely to level I offences. A total of 30,560 level I offences were recorded in 1994 (104 per 100,000 population). This is more than twice the 1983

permettraient d'évaluer si ce pourcentage a augmenté au fil des années ne sont pas disponibles.) Une bonne partie de cette hausse des taux de voies de fait doit donc être attribuable à des changements dans les niveaux des autres types de voies de fait, à une hausse des taux de déclaration ou à des changements dans la façon dont la police traite les autres voies de fait.

Infractions d'ordre sexuel

La législation régissant les infractions d'ordre sexuel a également évolué au cours des années 80. La loi de 1983 a aboli les infractions de viol, de tentative de viol et d'attentat à la pudeur pour les remplacer par trois niveaux d'agressions sexuelles, parallèles aux infractions de voies de fait décrites ci-dessus. Comme dans le cas des voies de fait, le niveau d'agression sexuelle est défini en fonction de la gravité des blessures et de l'utilisation ou non d'une arme.

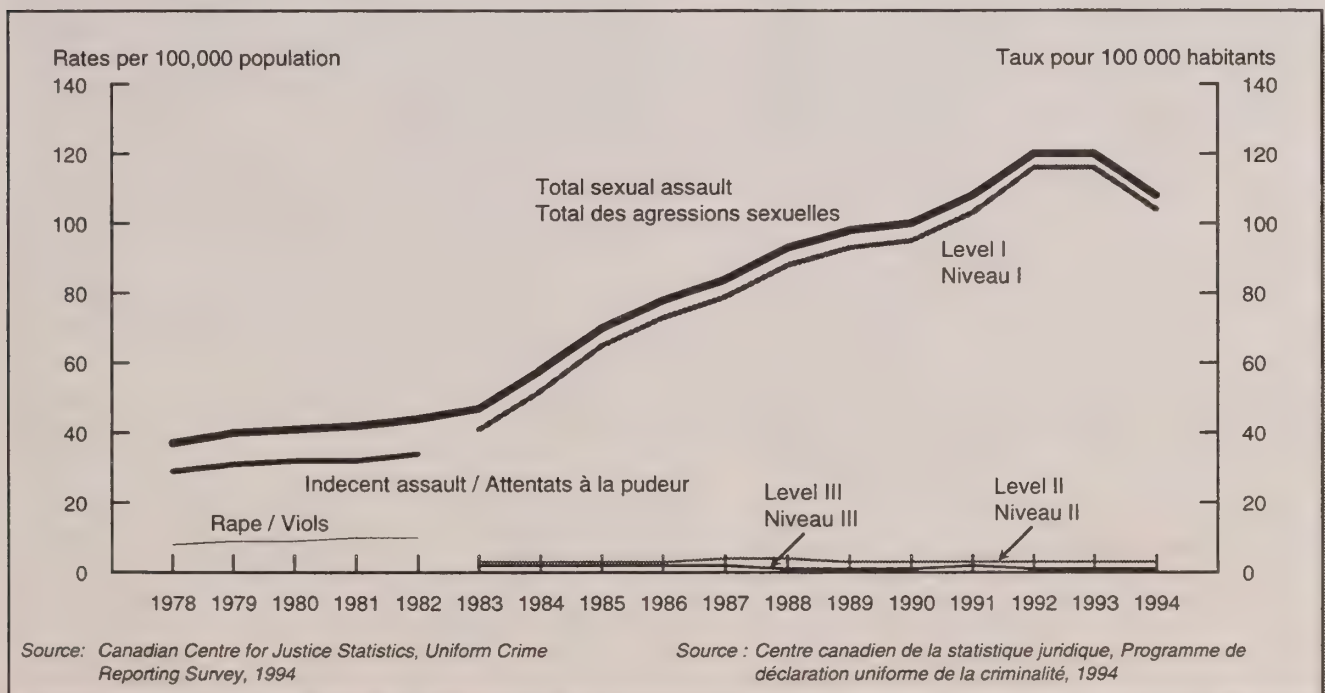
En outre, les infractions suivantes de violence sexuelle à l'endroit des enfants ont été créées en 1988 : contacts sexuels, incitation à des contacts sexuels et exploitation sexuelle. Ces infractions de même que l'inceste sont inclus au tableau 1 dans la catégorie «autres infractions d'ordre sexuel». Le taux de déclaration de ces infractions à la police est demeuré constant depuis leur création, se situant entre 12 et 14 pour 100 000 habitants.

Comme le montre le figure 3, le taux des agressions sexuelles consignées par la police a augmenté de façon spectaculaire depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi en 1983, une augmentation qui est presque entièrement attribuable à des infractions de niveau I. Au total, 30 560 infractions de niveau I ont été consignées en 1994 (104 pour 100 000 habitants). Ce

Figure 3

Rates of sexual assault offences reported to the police, Canada, 1978-1994

Taux d'agressions sexuelles signalées à la police, Canada, 1978 à 1994



rate of 41 per 100,000 (10,542 incidents). Levels II and III sexual assault have remained constant at between 1 and 4 per 100,000. In the five years prior to law reform, rates of rape and indecent assault increased only 18%, from 38 to 45 per 100,000 population.

Can the increase in the official sexual assault rate be attributed solely to law reform? The new legislation was designed to encourage victims to report sexual attacks to the police by downplaying the sexual nature and emphasizing the assaultive nature of these crimes. It was hoped that these measures would improve the way in which these crimes were handled by the police and courts, reduce the trauma to victims, and increase the number of convictions (Roberts and Gebotys, 1992). The scope of the new law was also broadened to allow charges to be laid in cases of sexual assaults involving spouses, and to make the law gender-neutral with respect to both victims and perpetrators. Has the new law been successful in its aims?

An evaluation of the law undertaken by the Department of Justice suggests that the changing scope and nature of the law may not have been sufficient to have caused this sharp increase in reported cases of sexual assault. This research found that incidents now recorded as sexual assaults do not differ greatly from the kinds of incidents formerly recorded as rape or indecent assault. The number of cases in which the suspect was the spouse of the victim, or the victim was male, remain small (5% or less in both cases). The increase in child victims also has been relatively small and cannot explain the dramatic increase in overall reports of sexual assault (see Roberts and Gebotys, 1992; Roberts and Grossman, 1994; and Department of Justice, 1985).

Other important historical and social factors must also be considered in evaluating this increase. For example, the 1970s and 1980s saw significant changes in the social and economic status of women, in the media attention given crime victims (particularly female victims), in the formal training given police officers and hospital staff, in the expansion of sexual assault support centres, and in the growth of the women's movement (Clark and Hepworth, 1994:117). There has also been a trend toward disclosing sexual assaults which occurred in the victims' distant past, often when they were children. All of these factors may have influenced victims' willingness to report crimes of sexual violence, even in the absence of law reform.

Although the increase in the sexual assault rate coincided with the new legislation, we cannot say with certainty that the implementation of the law "caused" the increase because of the many other social factors that occurred concurrently. It is also not clear whether very recent declines in reported sexual assaults reflect actual decreases. Unlike non-sexual assault offences discussed above, changes to the law did not have a significant effect on the way police responded to suspects. The proportion of cleared sexual assault incidents resulting in charges against a suspect increase only slightly from 69% in 1983 to 72% in 1994.

taux est plus de deux fois plus élevé que celui de 1983, lequel s'établissait à 41 pour 100 000 habitants (10 542 infractions). Les taux des agressions sexuelles de niveaux II et III sont demeurés constants, se situant entre 1 et 4 pour 100 000 habitants. Au cours des cinq années qui ont précédé la réforme de la loi, les taux des viols et des attentats à la pudeur n'ont augmenté que de 18 %, passant de 38 à 45 pour 100 000 habitants.

La hausse du taux officiel des agressions sexuelles tient-elle uniquement à la réforme de la loi ? Les nouvelles dispositions avaient pour objet d'encourager les victimes à signaler les agressions sexuelles à la police en minimisant le caractère sexuel de ces crimes et en accentuant leur caractère violent. On espérait que ces mesures amélioreraient la façon dont ces crimes sont traités par la police et les tribunaux, qu'elles réduiraient le traumatisme causé aux victimes et qu'elles feraient accroître le nombre de condamnations (Roberts et Gebotys, 1992). On a également élargi la portée de la nouvelle loi de façon à permettre le dépôt d'accusations dans les cas d'agression sexuelle entre conjoints et à rendre la loi non sexiste tant pour ce qui est des victimes que des contrevenants. La nouvelle loi a-t-elle atteint ses objectifs ?

Selon une évaluation effectuée par le ministère de la Justice, il se pourrait que la modification de la portée et de la nature de la loi n'ait pu, à elle seule, causer cette forte hausse du nombre de cas d'agressions sexuelles déclarés. En effet, la recherche a révélé que les incidents qui sont maintenant consignés comme des agressions sexuelles ne diffèrent pas tellement des types d'incidents auparavant consignés comme des viols ou des attentats à la pudeur. Le nombre de cas où le suspect était le conjoint de la victime, ou le nombre de cas où la victime était un homme, demeure faible (5 % ou moins pour les deux). Le nombre de cas où les victimes étaient des enfants est aussi demeuré relativement faible et il ne peut expliquer la forte augmentation du nombre global d'agressions sexuelles déclarées (voir Roberts et Gebotys, 1992; Roberts et Grossman, 1994; ministère de la Justice, 1985).

Pour évaluer cette augmentation, il faut aussi tenir compte d'autres facteurs historiques et sociaux importants. Par exemple, on a été témoin, au cours des années 70 et 80, de profonds changements dans la situation sociale et économique des femmes, dans l'attention accordée par les médias aux victimes de crimes (particulièrement aux femmes victimes), dans la formation officielle donnée aux agents de police et au personnel hospitalier, dans l'expansion des centres de soutien aux victimes d'agressions sexuelles et dans la montée du mouvement féministe (Clark et Hepworth, 1994, p. 117). En outre, de plus en plus de victimes divulguent des agressions sexuelles qu'elles ont subies dans leur passé lointain, souvent lorsqu'elles étaient enfants. Tous ces facteurs ont peut-être incité des victimes à signaler des crimes de violence sexuelle, même sans la réforme de la loi.

Bien que l'augmentation du taux des agressions sexuelles ait coïncidé avec la nouvelle législation, nous ne pouvons dire avec certitude que l'entrée en vigueur de la loi a «causé» l'augmentation, en raison des nombreux autres facteurs sociaux qui se sont manifestés à la même époque. Il n'est pas clair non plus que les baisses très récentes du nombre d'agressions sexuelles signalées soient de véritables baisses. Contrairement aux infractions d'agressions non sexuelles analysées ci-dessus, les changements apportés à la loi n'ont pas eu d'effet profond sur la façon dont la police réagit à l'endroit des suspects. La proportion d'affaires d'agressions sexuelles qui ont été réglées par une mise en accusation du suspect n'a augmenté que très légèrement, passant de 69 % en 1983 à 72 % en 1994.

Using question wording that conforms to *Criminal Code* definitions, the Violence Against Women Survey estimates that 39% of Canadian women 18 years of age and over have experienced at least one incident of sexual assault since reaching the age of 16 (Table 2). This figure represents an estimated 4.1 million women. One-quarter of all women reported minor assaults, termed "unwanted sexual touching," and the same proportion reported "sexual attacks" involving force or the threat of force (more than half reported more than one incident). Men who were known to the victim were more likely than strangers to be the perpetrators of sexual assault. Five percent of women, representing approximately 572,000 women, experienced at least one incident of sexual assault in the one-year period preceding the survey.

Table 2

Estimated number and percentage of Canadian women age 18 and over reporting experiences of sexual assault by relationship to perpetrator, Canada, 1993

Relationship to perpetrator Relation avec l'agresseur	Total sexual assault Agression sexuelle total		Sexual attack Attaque sexuelle		Unwanted sexual touching ¹ Contacts sexuels importuns ¹	
	No.		No.		No.	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Numbers in thousands – Nombres en milliers						
Total	4,097	39	2,498	24	2,624	25
Stranger – Étranger	2,024	19	741	7	1,578	15
Date/boyfriend – Rendez-vous ou amoureux	1,257	12	1,257	12	n/a	n/a
Spouse ² – Conjoint ²	729	8	729	8	n/a	n/a
Other known men – Autre homme connu	2,173	21	694	7	1,625	16

Figures will not add to totals because of multiple responses. - En raison des réponses multiples, la somme des nombres peut ne pas correspondre au total.

¹ Respondents were not asked about incidents of unwanted sexual touching involving dates, boyfriends or spouses.

¹ Sont exclus des questions les contacts sexuels importuns commis par un homme rencontré au cours d'un rendez-vous amoureux, un amoureux ou un conjoint.

² Percentages are based on the number of ever-married women in the population (including common-law marriages).

² Les pourcentages sont fondés sur le nombre de femmes non célibataires (unions de fait comprises).

n/a Not applicable. - Sans objet.

Source: Statistics Canada, Violence Against Women Survey, 1993.

Source: Statistique Canada, Enquête sur la violence envers les femmes, 1993.

Robbery

Historical trends in police-recorded robbery rates do not indicate a consistent increase, but show fluctuations, with the highest rates in the early 1980s and again in the early 1990s (see Figure 4). The rate dipped in the intervening years.

Robberies committed with firearms follow the general trend shown for total robberies (Figure 4). Overall, rates of firearm robberies were lower in 1994 than in the beginning of this period, accompanied by an increase in the use of other types of weapons. In all years, robberies were more likely to be committed through the use of physical force than with firearms.

Selon l'Enquête sur la violence envers les femmes, où le libellé des questions est conforme aux définitions du *Code criminel*, 39 % des Canadiennes âgées de 18 ans et plus ont été victimes d'au moins une agression sexuelle depuis l'âge de 16 ans (tableau 2). Ce chiffre représente environ 4,1 millions de femmes. Le quart des femmes ont signalé des agressions mineures, appelées «contacts sexuels importuns», et la même proportion ont déclaré des «attaques sexuelles» avec force ou menace de force (plus de la moitié ont signalé plus d'une agression). Les agresseurs étaient plus susceptibles d'être des hommes connus de la victime que des étrangers. Cinq pour cent des femmes, soit environ 572 000 femmes, avaient été victimes d'au moins une agression sexuelle au cours de l'année précédant l'enquête.

Tableau 2

Nombre et pourcentage approximatifs de Canadiennes âgées de 18 ans et plus ayant déclaré avoir été agressées sexuellement, selon la relation avec l'agresseur, Canada, 1993

Vol qualifié

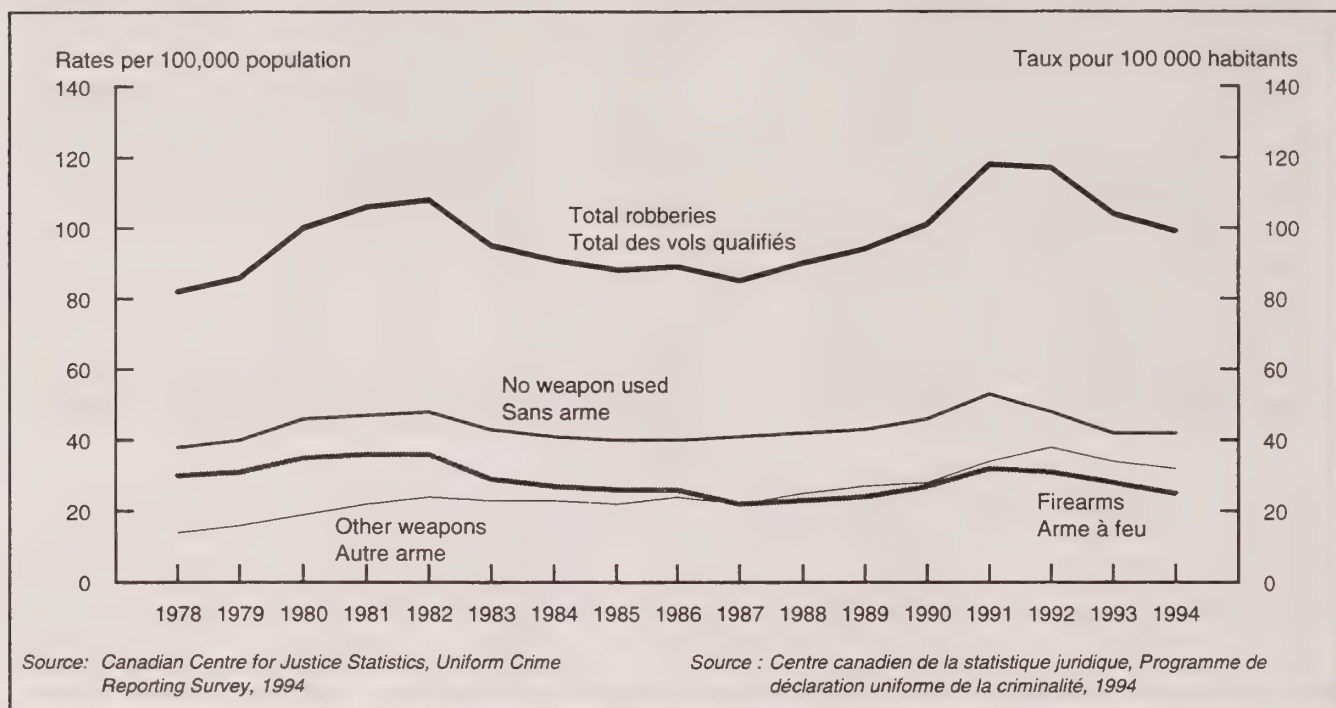
Les tendances historiques pour les taux de vols qualifiés consignés par la police n'indiquent pas une augmentation constante mais des fluctuations, les taux les plus élevés ayant été enregistrés au début des années 80, puis de nouveau au début des années 90 (figure 4). Ce taux avait régressé au cours des années qui s'étaient écoulées dans l'intervalle.

Les vols qualifiés commis avec une arme à feu suivent la tendance générale indiquée pour l'ensemble des vols qualifiés (figure 4). Dans l'ensemble, les taux des vols qualifiés commis avec une arme à feu étaient plus faibles en 1994 qu'au début des années 80, et ils s'accompagnaient d'une augmentation de l'utilisation d'autres types d'armes. Pour toutes ces années, les contrevenants étaient plus susceptibles de commettre des vols qualifiés en ayant recours à la force plutôt qu'aux armes à feu.

Figure 4

Rates of robbery by type of weapon used, 1978-1994

Taux des vols qualifiés, selon le type d'arme utilisée, 1978 à 1994



According to the UCR II Survey, the most popular target for robbers are commercial establishments, such as banks, gas stations, and convenience stores. In 1994, 51% fell into this category, while 40% took place on streets and other outdoor spaces.

Selon le programme DUC II, les cibles préférées des voleurs sont les établissements commerciaux, comme les banques, les stations-services et les dépanneurs. En 1994, 51 % des vols entraient dans cette catégorie, alors que 40 % avaient eu lieu dans la rue et dans d'autres endroits à l'extérieur.

Homicide

Measures of homicide are generally considered more reliable than measures of other types of crimes because homicide is not as susceptible to subtle changes in public willingness to report, or to changes in police policy or recording practices. Almost all homicides become known to the police and are recorded in police statistics.

Cases of homicide understandably receive much media attention, particularly those involving very vulnerable victims or very heinous acts of violence. This may give the impression that very serious violence is on the rise. Notwithstanding extensive media coverage of particularly brutal killings and the trials of the accused, the homicide rate has generally declined over the past two decades, and in 1994, it reached its lowest level in 25 years. There were 596 homicide victims in Canada in 1994, 34 fewer than 1993. The 1994 homicide rate of 2.04 per 100,000 population was 6% lower than the 1993 rate of 2.18 and 51% lower than the 1975 high of 3.02.

Homicide

Le taux d'homicides est généralement considéré comme une mesure plus fiable que les taux d'autres types de crimes car l'homicide n'est pas aussi susceptible que d'autres crimes d'être assujéti à des changements subtils dans la disposition du public à signaler ces crimes ou à des changements dans les politiques de la police ou dans ses pratiques de consignation des infractions. Presque tous les homicides viennent à la connaissance de la police et sont consignés dans les statistiques policières.

Les cas d'homicide reçoivent naturellement beaucoup d'attention de la part des médias, surtout lorsqu'il s'agit de victimes très vulnérables ou d'actes de violence particulièrement odieux. Toute cette attention peut donner l'impression que les crimes de violence très graves s'accroissent. En dépit de cette grande couverture médiatique des meurtres particulièrement brutaux et des procès des accusés, le taux d'homicides a généralement diminué au cours des deux dernières décennies et, en 1994, il a atteint son niveau le plus faible en 25 ans. En 1994, il y a eu 596 victimes d'homicide au Canada, soit 34 de moins qu'en 1993. Le taux d'homicides de 1994, qui s'établit à 2,04 pour 100 000 habitants, était de 6 % inférieur au taux de 1993 de 2,18 pour 100 000 habitants et de 51 % inférieur au taux de 3,02 pour 100 000 habitants enregistré en 1975.

Since 1961, when collection of national homicide statistics began, there have been two distinct trends. Between 1961 and 1975, the homicide rate increased steadily from 1.28 per 100,000 population to a peak of 3.02, an increase of 136%. From 1975 to 1994, despite yearly fluctuations, the homicide rate declined gradually to 2.04 per 100,000.

During the latter time period two significant pieces of legislation were enacted; one to abolish the death penalty for crimes of murder (in 1976) and the second to control the proliferation and ownership of certain types of guns (in 1978). That legislation prohibited firearms with no legitimate sporting or recreational purpose (such as sawed-off shotguns and fully automatic weapons), and restricted others (such as handguns). It also instituted Firearms Acquisition Certificates and greater penalties for using a firearm during a crime. By restricting access to firearms, legislators intended to reduce the availability of deadly weapons during violent interactions.

Most recently, Parliament has established new regulations for the storage and ownership of firearms that will come into effect over the next few years. Can gun control legislation improve the safety of Canadians and reduce the number of killings and other crimes committed with firearms? While it is too early to assess the impact of the newest restrictions on the possession and storage of firearms, we can observe the trends in homicide and robbery since the 1978 legislation restricting ownership of firearms.

Typically, about one-third of all homicides are committed with firearms, averaging about 214 annually. These figures are relatively small and when calculated as rates per 100,000 population they show a great deal of fluctuation. But despite these fluctuations, there has been a general overall decline in the rate of firearm usage in homicides from 38% in 1978 to 33% in 1994 (Figure 5).

Nor can it be said that the declining homicide rate is due to more advanced medical procedures that reduce the mortality rate of victims of wounding and very serious assaults (Fedorowycz, 1995). If that were the case, the rate of attempted murders and very serious assaults would show a parallel increase. Instead, rates of attempted murder and level III assault remained stable or declined in recent years (see Table 1).

Geographic Patterns In Violent Crime

Citizens often regard crime statistics with disbelief when they are at odds with their personal perceptions and experience. National trends described above represent the average violent crime rate for the whole country - naturally some provinces and cities are above the national average and some fall below (Grainger, 1996:23). A small number of very disturbing crimes can have devastating consequences for the victims, their families and communities and can give the impression of a "crime

Depuis 1961, année où a débuté la collecte de statistiques nationales sur les homicides, deux tendances très distinctes se sont dessinées. Entre 1961 et 1975, le taux d'homicides a augmenté régulièrement, passant de 1,28 pour 100 000 habitants à un sommet de 3,02 pour 100 000 habitants, ce qui constitue une augmentation de 136 %. De 1975 à 1994, le taux d'homicides a graduellement régressé à 2,04 pour 100 000 habitants, en dépit de fluctuations annuelles.

Au cours de la dernière partie de la période, deux mesures législatives importantes ont été adoptées; l'une ayant pour objet d'abolir la peine de mort pour les crimes de meurtre (en 1976) et l'autre visant à contrôler la prolifération et la possession de certains types d'armes (en 1978). Cette législation interdisait la possession d'armes à feu ne pouvant servir dans une intention légitime à des fins sportives ou récréatives (comme les fusils de chasse à canon tronçonné et les armes complètement automatiques) et restreignait l'usage de certaines autres (comme les armes de poing). Elle créait également des Autorisations d'acquisition d'armes à feu et elle imposait des peines plus sévères pour l'utilisation d'une arme à feu au cours de la perpétration d'un crime. En restreignant l'accès aux armes à feu, les législateurs visaient à réduire la disponibilité d'armes meurtrières au cours de violentes altercations.

Tout récemment, le Parlement a adopté, pour l'entreposage et la possession des armes à feu, de nouveaux règlements qui entreront en vigueur au cours des prochaines années. Les mesures législatives sur le contrôle des armes à feu amélioreront-elles la sécurité des Canadiens et réduiront-elles le nombre de meurtres et autres crimes commis avec des armes à feu? Même s'il est trop tôt pour évaluer l'impact des nouvelles restrictions sur la possession et l'entreposage des armes à feu, nous pouvons observer les tendances qui se dégagent pour les homicides et les vols qualifiés depuis l'adoption, en 1978, de la loi limitant la possession des armes à feu.

En règle générale, environ le tiers des homicides sont commis avec des armes à feu, ce qui correspond à une moyenne de 214 par année. Ces chiffres sont relativement faibles, et lorsqu'on les convertit en taux pour 100 000 habitants, on relève beaucoup de fluctuations. Toutefois, en dépit de ces fluctuations, le taux des homicides commis avec une arme à feu a diminué globalement de 38% en 1978 à 33% en 1994 (figure 5).

On ne peut pas non plus affirmer que la baisse du taux d'homicides est attribuable à des interventions médicales plus avancées qui réduisent le taux de mortalité chez les victimes de blessures et de voies de fait très graves (Fedorowycz, 1995). Si c'était le cas, les taux des tentatives de meurtre et des voies de fait très graves afficheraient une augmentation parallèle. Au contraire, les taux des tentatives de meurtre et des voies de fait de niveau III sont demeurés stables ou ont régressé au cours des dernières années (tableau 1).

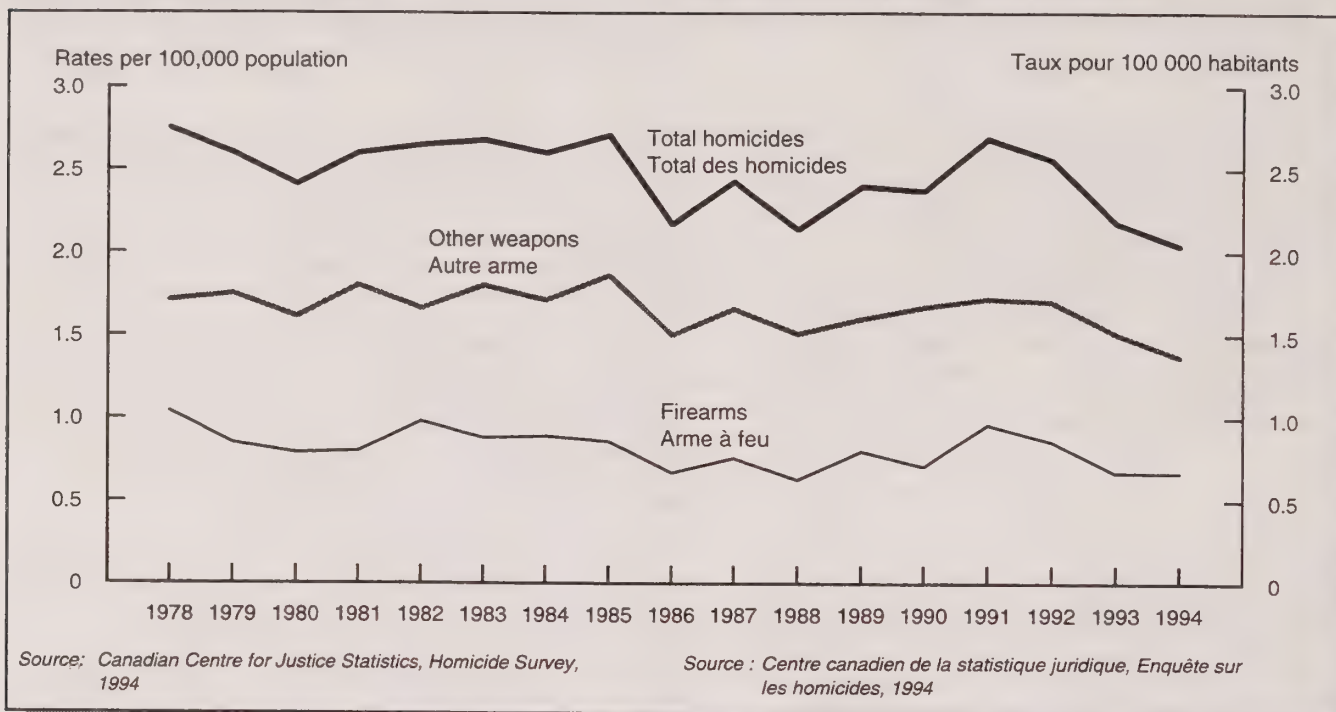
Tendances géographiques pour les crimes de violence

Très souvent, les citoyens ne peuvent croire les statistiques sur la criminalité lorsque celles-ci ne correspondent pas à leur perception et à leur expérience personnelle. Les tendances nationales décrites ci-dessus représentent le taux moyen de crimes de violence pour tout le pays -- naturellement, certaines provinces et certaines villes se situent au-dessus de la moyenne nationale, et d'autres, en-dessous (Grainger, 1996, p. 23). Un petit nombre de crimes très troublants peuvent avoir des conséquences désastreuses pour les victimes, leurs familles et

Figure 5

Rates of homicide committed with firearms and other weapons, 1978-1994

Taux d'homicides commis avec une arme à feu ou avec une autre arme, 1978 à 1994



wave"; however, they may not have an appreciable effect on the crime rate calculated as a rate per 100,000 population at the national or provincial level.

Violent crime rates based on the size of a population standardize the number of criminal incidents for changes in the population over time. In many cases, when there has been an increase in the number of incidents, the growth in violent incidents has kept pace with the growth in the population. Conversely, a small number of incidents in an area with a small population, such as the Yukon and Northwest Territories or Prince Edward Island, can cause large fluctuations in the crime rate. This section examines patterns and trends in rates of violent crime among provinces and territories. An upcoming Juristat will review patterns in violent crime in urban areas across the country.

Provincial Trends

Rates of violent crime in 1994 were highest in the Yukon and Northwest Territories, British Columbia, and Manitoba, and lowest in Quebec and Prince Edward Island (Table 3).

All provinces, with the exception of the Yukon, show an overall increasing trend in rates of violent crime since 1977 (Figure 6). Rates of violent crime in the 1990s in the Yukon were below mid-1980 levels. While in most provinces, rates have leveled off in recent years, some provinces recorded significant overall increases during the 1990-1994 period. Since 1990, violent crime rates

les collectivités, et ils peuvent donner l'impression qu'une « vague de criminalité » se produit; toutefois, ils n'ont peut-être pas d'effet appréciable sur le taux de criminalité calculé pour 100 000 habitants à l'échelle nationale ou provinciale.

Les taux des crimes de violence calculés en fonction de la taille d'une population normalisent le nombre d'incidents criminels en fonction des changements qui se produisent dans la population avec le temps. Dans bien des cas, lorsqu'il s'est produit une augmentation du nombre d'incidents, la hausse des crimes de violence a suivi la croissance de la population. Par ailleurs, un petit nombre d'incidents dans une région à faible population, comme le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest ou l'Île-du-Prince-Édouard, peut causer de fortes fluctuations dans le taux de criminalité. Dans la présente partie, on examine les courbes et les tendances relatives aux taux de crimes de violence des provinces et des territoires. Les tendances relatives aux crimes de violence commis dans des régions urbaines de tout le pays seront analysées dans un prochain numéro de Juristat.

Tendances provinciales

En 1994, les taux de crimes de violence les plus élevés se retrouvaient au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, en Colombie-Britannique et au Manitoba, et les plus faibles, au Québec et dans l'Île-du-Prince-Édouard (tableau 3).

Depuis 1977, toutes les provinces et les Territoires du Nord-Ouest affichent une tendance générale à la hausse dans les taux de crimes de violence (figure 6). Au Yukon, dans les années 90, ces taux étaient inférieurs à ceux enregistrés au milieu des années 80. Dans la plupart des provinces, les taux se sont stabilisés au cours des dernières années. Toutefois, certaines provinces ont enregistré des augmentations générales importantes de 1990 à

Table 3

Rates of selected violent crimes reported to the police, Canada and the provinces/territories, 1994

Province/territory	Total	Assault	Sexual assault	Robbery	Change in violent crime	Change in violent crime
Province-territoire	Total	Voies de fait	Agression sexuelle	Vol qualifié	Changements dans les crimes de violence	Changements dans les crimes de violence
					1990-1994	1993-1994
					1990 à 1994	1993 et 1994
	Rate per 100,000 population				Percent	Percent
	Taux pour 100 000 habitants				Pourcentage	Pourcentage
Canada	1,037	759	108	99	+6.9	-3.2
Newfoundland - Terre-Neuve	1,102	661	181	12	+4.6	-4.4
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	765	568	132	20	+12.0	+4.6
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	1,088	840	128	40	+26.8	+2.6
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	935	692	160	16	+16.3	-2.5
Quebec - Québec	730	478	52	135	+2.0	-1.7
Ontario	994	753	104	76	+3.1	-4.4
Manitoba	1,600	1,195	150	161	+39.0	-0.3
Saskatchewan	1,208	889	154	52	+19.4	-0.5
Alberta	1,050	755	133	88	+0.8	-7.9
British Columbia - Colombie-Britannique	1,464	1,116	144	148	+7.5	-3.1
Yukon	2,714	2,143	346	63	-14.8	-4.1
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	5,543	4,219	904	56	+2.0	+1.1

Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Uniform Crime Reporting Survey, 1994.

Source : Centre canadien de la statistique juridique, Programme de déclaration uniforme de la criminalité, 1994.

increased by 39% in Manitoba, by 27% in Nova Scotia, and by 19% in Saskatchewan. Selecting two points in time arbitrarily for comparison can mask sharp fluctuations in the intervening years, however. For example, although Alberta shows no change between these two timepoints, there has been a 17% decline in violent crime rates beginning in 1991.

There are also some discernible patterns with respect to offence type. The Atlantic provinces report rates of sexual assault above the national average and very low rates of robbery. The western provinces also report relatively high rates of sexual assault, but British Columbia and Manitoba have high rates of all three violent crimes presented in Table 3. Although Quebec scores lowest on sexual assault, it consistently reports one of the highest robbery rates. The Northwest Territories and the Yukon report assault and sexual assault rates many times the national average, but score lower than average on robbery.

International Comparisons

The homicide rate is commonly viewed as a relatively reliable measure to compare crime levels among nations. The United States, which has a reputation for being more violent than Canada, generally reports a homicide rate three to four times higher. In 1994, the FBI reported 23,305 homicides or 9.0 per 100,000 population.

In the United States, where approximately four in every ten households contains a firearm, about 70% of all homicides in 1994 were committed with firearms (U.S. Department of Justice, 1995). In Canada, where gun control laws are much stricter, the proportion of homicides

Tableau 3

Taux des crimes de violence signalés à la police, qui ont été choisis, Canada et les provinces-territoires, 1994

Province/territoire	Total	Assaut	Sexual assault	Robbery	Change in violent crime	Change in violent crime
Province-territoire	Total	Voies de fait	Agression sexuelle	Vol qualifié	Changements dans les crimes de violence	Changements dans les crimes de violence
					1990-1994	1993-1994
					1990 à 1994	1993 et 1994
	Rate per 100,000 population				Percent	Percent
	Taux pour 100 000 habitants				Pourcentage	Pourcentage
Canada	1,037	759	108	99	+6.9	-3.2
Newfoundland - Terre-Neuve	1,102	661	181	12	+4.6	-4.4
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	765	568	132	20	+12.0	+4.6
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	1,088	840	128	40	+26.8	+2.6
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	935	692	160	16	+16.3	-2.5
Quebec - Québec	730	478	52	135	+2.0	-1.7
Ontario	994	753	104	76	+3.1	-4.4
Manitoba	1,600	1,195	150	161	+39.0	-0.3
Saskatchewan	1,208	889	154	52	+19.4	-0.5
Alberta	1,050	755	133	88	+0.8	-7.9
British Columbia - Colombie-Britannique	1,464	1,116	144	148	+7.5	-3.1
Yukon	2,714	2,143	346	63	-14.8	-4.1
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	5,543	4,219	904	56	+2.0	+1.1

1994. Depuis 1990, les taux de crimes de violence ont affiché une hausse de 39 % au Manitoba, de 27 % en Nouvelle-Écosse et de 19 % au Saskatchewan. Le choix arbitraire, à des fins de comparaison, de deux dates au cours d'une période peut masquer de fortes fluctuations qui se seraient produites entre ces deux dates. Par exemple, même si l'Alberta n'affiche aucun changement pour ces deux dates, la province a accusé une baisse de 17 % dans les taux de crimes de violence à partir de 1991.

D'autres tendances se dessinent pour ce qui est du type d'infraction. Les provinces Atlantiques déclarent des taux d'agressions sexuelles au-dessus de la moyenne nationale et des taux très faibles de vols qualifiés. Les provinces de l'Ouest déclarent aussi des taux d'agressions sexuelles relativement élevés, mais la Colombie-Britannique et le Manitoba enregistrent des taux élevés pour les trois crimes de violence présentés au tableau 3. Bien que le Québec affiche le taux le plus faible d'agressions sexuelles, il déclare toujours l'un des taux de vols qualifiés les plus élevés. Les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon signalent des taux de voies de fait et d'agressions sexuelles de beaucoup supérieurs à la moyenne nationale, mais des taux plus faibles que la moyenne pour ce qui est des vols qualifiés.

Comparaisons internationales

Le taux d'homicides est souvent considéré comme une mesure relativement fiable pour comparer les niveaux de criminalité entre les pays. Les États-Unis, qui ont la réputation d'être plus violents que le Canada, signalent généralement un taux d'homicides de trois à quatre fois supérieur. En 1994, le FBI a déclaré 23 305 homicides, soit 9,0 pour 100 000 habitants.

Aux États-Unis, où à peu près 4 ménages sur 10 ont une arme à feu, environ 70 % de tous les homicides commis en 1994 l'ont été avec une arme à feu (U.S. Department of Justice, 1995). Au Canada, où les lois régissant le contrôle des armes à feu sont plus strictes, la proportion d'homicides commis avec une arme à

Figure 6

Rates of violent crime reported to the police, 1977-1994

Taux des crimes de violence signalés à la police, 1977 à 1994

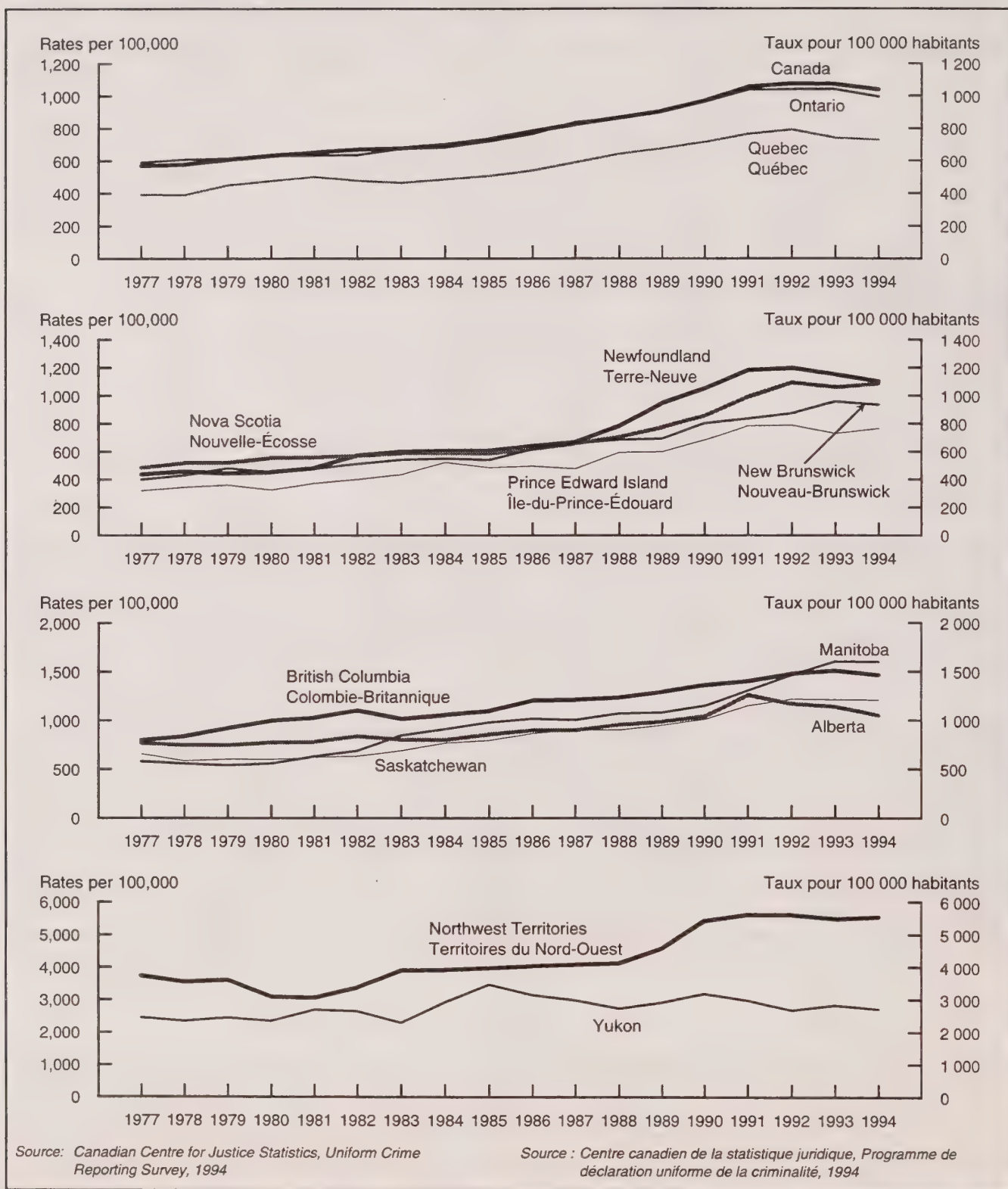


Table 4

One year victimization rates for selected violent crimes by country

Tableau 4

Taux de victimisation au cours d'une année pour des crimes de violence choisis, selon le pays

Country	Homicide	Assault	Sexual assaults ¹	Robbery
Pays	Homicide	Voies de fait	Agression sexuelle ¹	Vol qualifié
	Rates per 100,000 population		Rates per 1,000 population	
	Taux pour 100 000 habitants		Taux pour 1 000 habitants	
United States - États-Unis	9.4	50	15	17
Northern Ireland - Irlande du Nord	5.2	18	4	5
Italy - Italie	3.0	8	10	13
Canada	2.4	44	18	11
France	2.4	20	6	4
Switzerland - Suisse	1.6	12	0	5
Netherlands - Pays-Bas	1.5	37	9	9
Sweden - Suède	1.4	27	8	3
England and Wales - Angleterre et pays de Galles	1.3	28	3	9
West Germany - République fédérale d'Allemagne	1.2	31	17	8
Scotland - Écosse	1.0	18	8	5
Norway - Norvège	1.0	30	6	5

¹ For females only. Includes rape, attempted rape, and indecent assault. As sexual incidents are very difficult to measure (being influenced by victim willingness to report, interviewer skills and other factors) these data must be interpreted with care.

¹ Cette catégorie s'applique aux femmes seulement et elle comprend les viols, les tentatives de viol et les attentats à la pudeur. Comme les infractions d'ordre sexuel sont très difficiles à mesurer (il faut tenir compte de la disposition de la victime à signaler le crime, des habiletés de l'intervieweur et d'autres facteurs), il faut faire preuve de prudence dans l'interprétation de ces données.

Sources: "Understanding Crime: Experiences of Crime and Crime Control" United Nations Interregional Criminal Justice Research Institute (UNICRI), Rome, August, 1993. Data for assaults, sexual assaults and robbery are based on responses obtained in the 1989 and 1992 International Crime Surveys combined, except for the following countries: Scotland (1989), Northern Ireland (1989), West Germany (1989), Switzerland (1989), France (1989), Norway (1989), Sweden (1992), and Italy (1992).

Data for homicide are based on "International Crime Statistics for 1989 and 1990" Interpol, International Criminal Police Organization.

Sources: Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI). «Understanding Crime: Experiences of Crime and Crime Control», Rome, août 1993. Les données sur les voies de fait, les agressions sexuelles et les vols qualifiés sont fondées sur les réponses obtenues de la combinaison de l'Enquête internationale sur la criminalité de 1989 et de celle de 1992 sauf pour les pays suivants : Écosse (1989), Irlande du Nord (1989), République fédérale d'Allemagne (1989), Suisse (1989), France (1989), Norvège (1989), Suède (1992) et Italie (1992).

Les données sur les homicides sont fondées sur «Statistiques de la criminalité internationale, 1989 et 1990» Interpol, Organisation internationale de la police judiciaire.

committed with firearms (33%) is less than half that. When homicides committed with firearms are factored out, the difference in the 1994 rates between these two countries is less dramatic - 1.4 per 100,000 population in Canada, compared to 2.5 per 100,000 in the United States. In other words, much of the difference in the homicide rates between the two countries can be explained by a much higher use of firearms in the United States.

Compared to other western countries, however, Canada's homicide rate was relatively high in 1990 (the most recent year for which comparable statistics were available). Of all the countries shown in Table 4, only the United States, Northern Ireland and Italy reported higher homicide rates. The other European countries shown reported lower rates with Norway and Scotland reporting the lowest rates.

Through a cooperative effort coordinated by the United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (UNICRI), International Crime Surveys have been conducted in 1989 and 1992. A third survey is underway in 1996. The purpose of these surveys is to gather comparable information about crime victimization from a number of countries in order to facilitate international comparisons.

Table 4 also shows the results of the 1989 and 1992 International Crime Surveys combined for these countries in order to make comparisons among them with respect

feu (33 %) représente moins de la moitié du taux américain. Lorsqu'on écarte la proportion d'homicides commis avec une arme à feu, la différence entre les taux de 1994 de ces deux pays est moins spectaculaire -- 1,4 pour 100 000 habitants au Canada comparativement à 2,5 pour 100 000 habitants aux États-Unis. En autres mots, la différence dans les taux d'homicides entre les deux pays peut s'expliquer en grand partie par une utilisation beaucoup plus élevée d'armes à feu aux États-Unis.

Toutefois, si on le compare à d'autres pays occidentaux, le taux d'homicides du Canada était relativement élevé en 1990 (l'année la plus récente pour laquelle des statistiques comparables étaient disponibles). Parmi tous les pays figurant au tableau 4, seuls les États-Unis, l'Irlande du Nord et l'Italie ont déclaré des taux d'homicides plus élevés. Les autres pays européens apparaissant dans le tableau ont signalé des taux inférieurs, la Norvège et l'Écosse affichant les plus faibles.

Dans le cadre d'un effort de collaboration coordonné par l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), des enquêtes internationales sur la criminalité ont été réalisées en 1989 et 1992. Une troisième enquête est en cours en 1996. Ces enquêtes ont pour objet de réunir des renseignements comparables sur la victimisation liée à un crime pour un certain nombre de pays, afin de faciliter l'établissement de comparaisons internationales.

Le tableau 4 montre également les résultats de l'Enquête internationale sur la criminalité de 1989 et de celle de 1992; on a combiné les résultats obtenus pour ces pays afin de les comparer

to lethal and non-lethal violence.¹ With the exception of the United States, there are few consistent patterns among these countries. The United States ranks highest in homicide, assault and robbery and among the highest in sexual assault. Canada ranks fourth in homicide rates and among the highest in non-lethal violence. By comparison, the Netherlands, Germany and Norway rank fairly high in non-lethal assaults but quite low in homicide rates, while Northern Ireland shows the reverse pattern.

Patterns In Violent Victimization

There are identifiable patterns to the way in which violence is committed with certain segments of the population reporting higher rates than others.

Violent crimes, like most other offences, are committed most often by males. In 1994, 88% of all violent incidents with an identified suspect listed the suspect as male. Half of all incidents involved a male perpetrator and a female victim, and 39% involved a male perpetrator and a male victim. The remaining 12% were committed by female offenders against male and female victims in equal number.

Women have higher rates of violent victimization than do men. According to the 1993 GSS, the national rate for three violent crimes (assault, sexual assault and robbery) was 93 per 1,000 people 15 years of age and older. The rate for women was 100 per 1,000 females 15 and over, and the rate for men was 84 per 1,000 males.

The circumstances of violent events involving men and women also differ in important ways. Women report much higher rates of sexual assault (29 incidents per 1,000 women compared to a very small number for men), while men report robbery rates twice those of women (12 per 1,000 men compared to 6 per 1,000 women). The sexes report very similar rates of assault (68 and 66 per 1,000).

Females are most likely to be assaulted, sexually assaulted and murdered in their own homes by someone they know, most often a spouse or ex-spouse. The situation is different for males. When males are the victims of these crimes, they are more likely to be victimized at locations outside the home by non-family members. As shown in Figure 7, spouses were implicated in one-third of violent incidents against females compared to only 5% of those involving male victims. Males were more likely than females to be victimized by acquaintances and strangers.

Victimization surveys like the GSS and the Violence Against Women Survey show that, among adults, the

quant à la violence mortelle et non mortelle¹. À l'exception des États-Unis, il se dégage peu de tendances uniformes entre ces pays. Les États-Unis affichent le taux le plus élevé d'homicides, de voies de fait et de vols qualifiés, et fait partie des pays ayant les taux les plus élevés d'agressions sexuelles. Le Canada se situe au quatrième rang pour ce qui est des taux d'homicides, et parmi les premiers pour ce qui est de la violence non mortelle. Par comparaison, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Norvège occupent des rangs assez élevés pour les voies de fait non mortelles, mais assez bas pour les taux d'homicides, alors que pour l'Irlande du Nord, la tendance est inverse.

Tendances en ce qui a trait à la victimisation liée à un acte de violence

Des tendances se dessinent dans la façon dont les actes de violence sont commis, certains segments de la population déclarant des taux plus élevés que les autres.

Les crimes de violence, comme la plupart des autres infractions, sont le plus souvent commis par des contrevenants de sexe masculin. En 1994, on indiquait dans 88 % de tous les incidents de violence que le suspect était de sexe masculin. Dans la moitié des incidents, l'agresseur était de sexe masculin et la victime de sexe féminin, et dans 39 % des incidents, l'agresseur et la victime étaient de sexe masculin. Dans les 12 % de cas restants, l'agresseur était de sexe féminin et il y avait autant de victimes de sexe masculin que de sexe féminin.

Les taux de victimisation liée à un acte de violence sont plus élevés chez les femmes que chez les hommes. Selon l'Enquête sociale générale (ESG) de 1993, le taux national associé à trois types de crime de violence (voies de fait, agressions sexuelles et vols qualifiés) était de 93 pour 1 000 habitants âgés de 15 ans et plus. Chez les femmes, ce taux était de 100 pour 1 000 femmes, alors que chez les hommes, il se chiffrait à 84 pour 1 000 hommes.

Les circonstances entourant les actes de violence qui impliquent des hommes et des femmes sont très différentes. Les femmes déclarent des taux beaucoup plus élevés d'agressions sexuelles (29 incidents pour 1 000 femmes, comparativement à un très petit nombre d'hommes), alors que les hommes signalent des taux de vols qualifiés deux fois plus élevés que ceux des femmes (12 pour 1 000 hommes comparativement à 6 pour 1 000 femmes). Les hommes et les femmes déclarent des taux de voies de fait très semblables (68 pour 1 000 hommes et 66 pour 1 000 femmes).

Les femmes sont plus susceptibles d'être victimes de voies de fait, d'agressions sexuelles et de meurtre commis par quelqu'un qu'elles connaissent, le plus souvent un conjoint ou un ex-conjoint, dans leur propre domicile. La situation est différente pour les hommes. Lorsque ceux-ci sont victimes de crimes de ce genre, ils sont plus susceptibles d'être attaqués à l'extérieur de leur domicile par des personnes autres que des membres de la famille. Comme l'indique la figure 7, les conjoints étaient impliqués dans le tiers des actes de violence perpétrés contre les femmes, comparativement à seulement 5 % des incidents de violence qui impliquaient des victimes de sexe masculin. Les hommes étaient plus susceptibles que les femmes d'être victimes d'actes criminels commis par une connaissance ou par un inconnu.

Il ressort d'enquêtes sur la victimisation comme l'ESG et l'Enquête sur la violence envers les femmes que, parmi les adultes,

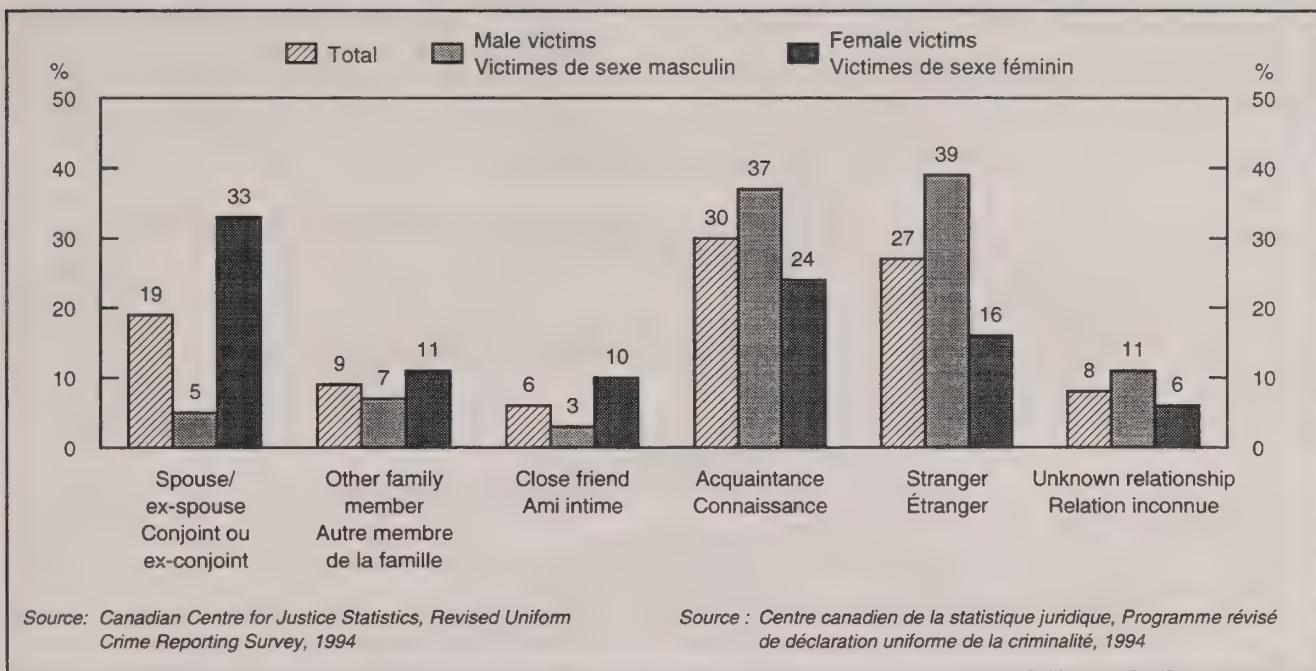
¹ Readers are reminded that crime victimization surveys are subject to many limitations that do not effect homicide statistics, including respondent discretion in reporting these experiences.

¹ Le lecteur ne doit pas oublier que les enquêtes sur la victimisation liée à un crime sont sujettes à de nombreuses limites qui n'ont pas d'influence sur les statistiques des homicides, dont le choix qu'ont les répondants de déclarer ou non ces expériences.

Figure 7

Sex of victims and victim-offender relationship in violent incidents, Canada, 1994

Sexe des victimes et relation entre la victime et l'auteur de crimes de violence, Canada, 1994



youngest age group interviewed (those 24 years of age and under) report the highest rates of violence and these decline steadily with age for both males and females. According to the GSS, young adults age 15-24 have rates of violent victimization five times higher than those aged 45 and over (Figure 8).

A number of other factors associated with youth also elevate their risk of violent victimization. For example, single people (the majority of whom are young) report rates of violent victimization that are twice the national average and almost four times the rate for people who are married or living in common-law unions. In the case of women, separation and divorce elevates the risk of violence. This may be associated partly with the increased risk of spousal assault for women in the immediate aftermath of separation (Wilson and Daly, 1994), and partly a function of the different lifestyles for single, separated and divorced people, as compared to married people. Unattached individuals generally have more leisure time to pursue a variety of social activities in public places, some of which may involve potentially risky situations.

The GSS data bear this out. Young single people and those who describe themselves as "students" reported the highest frequency of evening activities spent outside the home. They also reported the highest rates of violent victimization no matter how frequently they went out in the evenings. This suggests that the types of evening activities young people engage in are even more important than simply the frequency of going out in explaining their greater risk of violent victimization. For older people, rates of violence were directly influenced by the frequency of

le groupe d'âge le plus jeune qu'on a interviewé (ceux qui sont âgés de 24 ans et moins) signale les taux de violence les plus élevés, et ces taux diminuent progressivement avec l'âge, tant chez les hommes que chez les femmes. Selon l'ESG, les jeunes adultes âgés de 15 à 24 ans courent cinq fois plus de risque d'être victimes d'un acte de violence que les personnes âgées de 45 ans et plus (figure 8).

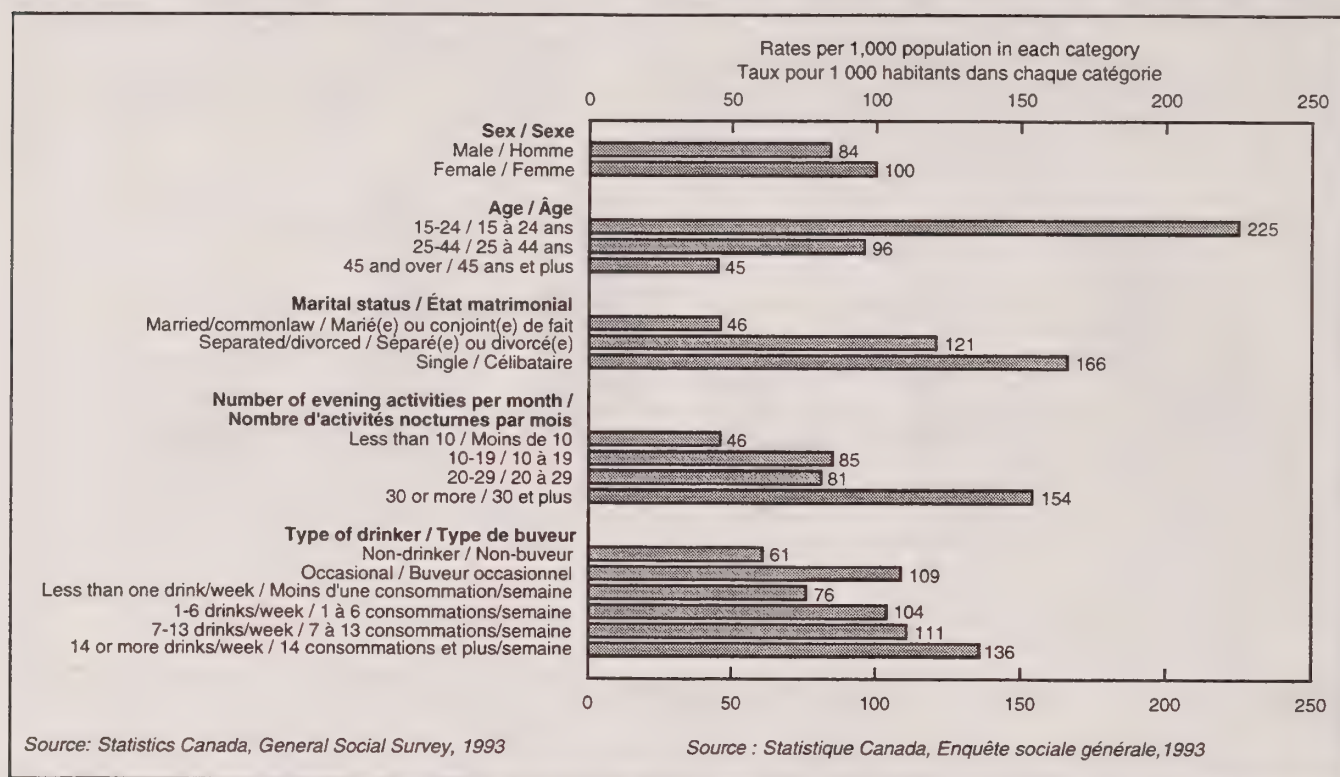
Un certain nombre d'autres facteurs associés à la jeunesse contribuent également à accroître le risque d'être victimes de violence couru par les jeunes. Par exemple, les personnes célibataires (dont la majorité sont jeunes) signalent des taux de victimisation deux fois plus élevés que la moyenne nationale, et presque quatre fois plus élevés que le taux des personnes mariées ou de celles vivant en union de fait. Dans le cas des femmes, la séparation et le divorce accroissent le risque de violence. Cette situation peut être attribuée en partie au risque plus grand que la femme soit agressée par son conjoint à cause de la séparation (Wilson et Daly, 1994) et en partie aux modes de vie différents des personnes célibataires, séparées et divorcées, comparativement à celui des personnes mariées. Les personnes seules ont normalement plus de temps libre pour s'adonner à diverses activités sociales dans des lieux publics, dont certaines peuvent être risquées.

Les données de l'ESG le confirment. Les jeunes célibataires et ceux qui se décrivent comme des «étudiants» ont signalé la fréquence la plus élevée d'activités nocturnes à l'extérieur de la maison. Ils ont également déclaré les taux les plus élevés de victimisation liée à un acte de violence, peu importe le nombre de fois qu'ils sortaient le soir. Cela laisse entendre que les types d'activités nocturnes auxquelles participent les jeunes jouent un rôle encore plus important que la fréquence à laquelle ils sortent, lorsqu'il s'agit d'expliquer le plus grand risque qu'ils courent d'être victimes d'un acte de violence. Pour les personnes plus âgées,

Figure 8

Rates of violent victimization by personal characteristics of victims, 1993

Taux de victimisation liée à un crime de violence, selon les caractéristiques personnelles des victimes, 1993



evening activities. Older married people with family responsibilities engage in fewer activities outside the home in the evenings, and those who frequently go out report higher rates of violent victimization.

A substantial proportion of violent incidents occur in the context of alcohol, both in public drinking establishments and in private settings. Almost half of all assaults, sexual assaults and robberies were, in the opinion of the victim, "related to someone else's or their own alcohol or drug use." And, frequency of personal drinking was linked to the risk of personal victimization. As Figure 8 shows, those who consume an average of at least 14 drinks per week reported the highest rate of violent victimization (136 per 1,000), more than twice the rate of non-drinkers. This pattern seems to hold more for men than for women, however. Female non-drinkers had the lowest rates of violence, and rates among female drinkers were comparable, regardless of the frequency of drinking. Rates of violence generally increased by frequency of drinking for men, although male non-drinkers had higher rates of violent victimization than male occasional drinkers (Wright, 1995).

One-quarter of adults (26%) who reported consuming illicit drugs during the one-year period prior to the survey also experienced a violent victimization, more than twice the number who did not use any illicit substances (10%).

les taux de violence étaient directement liés à la fréquence des activités nocturnes. Les personnes mariées plus âgées, qui ont des responsabilités familiales, participent à moins d'activités à l'extérieur de la maison le soir, et ceux qui sortent souvent signalent des taux de victimisation plus élevés.

Une forte proportion des incidents de violence se produisent dans des situations où l'alcool entre en jeu, que ce soit dans des établissements publics ou dans des endroits privés. De l'avis des victimes, près de la moitié de l'ensemble des voies de fait, des agressions sexuelles et des vols qualifiés sont liés au fait qu'elles-mêmes ou quelqu'un d'autre consommaient de l'alcool ou des drogues. De plus, il existe un lien entre la quantité d'alcool consommée par une personne et le risque de victimisation qu'elle court. Comme l'indique le figure 8, ceux qui prennent en moyenne au moins 14 consommations par semaine ont signalé le taux le plus élevé de victimisation liée à un acte de violence (136 pour 1 000), plus du double de celui des non-buveurs. Toutefois, cette tendance semble s'appliquer davantage aux hommes qu'aux femmes. Alors que les non-buveuses enregistrent les taux de violence les plus faibles, les taux chez les buveuses sont comparables, peu importe le nombre de consommations. De façon générale, les taux de violence chez les hommes augmentent en fonction du nombre de consommations, bien que les non-buveurs affichent des taux plus élevés de victimisation liée à un acte de violence que les buveurs occasionnels (Wright, 1995).

Le quart des adultes (26 %) qui ont déclaré avoir fait usage de drogues illicites au cours de l'année qui a précédé l'enquête avaient également été victimes d'actes de violence; ce chiffre est plus de deux fois supérieur à celui enregistré pour ceux qui n'avaient pas consommé de substances illicites (10 %).

Summary

Although it is not possible to assess the *actual* level of violent crime in society, police statistics and crime victimization surveys can provide proxy measures with certain limitations. We must be cautious of making judgments based only on stories of crime presented in the media. These are understandably the most newsworthy and typically the most serious, and not necessarily representative of the majority of violent crimes.

Interpreting the various statistics on violent crime requires some knowledge of their limitations. For example, police statistics give an indication of the types and volume of crime *reported to the police*. Crime victimization surveys provide *estimates* of the number of people victimized by certain crimes, their personal characteristics, and their reactions to these events, including their interactions with the criminal justice system.

When interpreting crime statistics, we must also be aware of other societal factors that act to influence crime rates. Examples include a changing tolerance for certain crimes at the community level, police practices and policies, modifications to the criminal law, and alterations to question wording on crime victim surveys.

Police recorded significantly higher violent crime rates in 1994 than they did in the 1970s and 1980s. Much of this increase was in relation to the least serious forms of assault and sexual assault. Serious assaults, robbery and homicide rates have not increased substantially over the last ten years. The General Social Survey suggests that the actual incidence of violence in Canadian society is higher than that recorded by the police.

Almost everyone would agree that violence in society is something we want to reduce, no matter what the level and no matter whether statistics show a recent increase or decrease. To say that violent crime declined over a certain period is not to say that violence is no longer a problem, given the steady year-to-year increases that preceded recent declines.

The different measures of crime help to highlight directions for further exploration. For example, certain types of crime (such as robbery) occur more often in public areas than other types (such as homicide, assault and sexual assault) which are more prevalent in private places. Young single people and separated and divorced women, and people who frequently engage in evening activities are at greatest risk of violent victimization. Women generally are subject to higher rates of violence at the hands of family members than are men, while men are more likely to be victimized by acquaintances and strangers. These are examples of how crime statistics can help inform debates about particular issues.

Résumé

Même s'il n'est pas possible d'évaluer le niveau *réel* de la violence dans la société, les statistiques policières et les enquêtes sur la victimisation liée à un crime peuvent fournir des données substitutives comportant certaines limites. Nous devons prendre garde de ne pas poser de jugement en se basant uniquement sur les histoires de crimes qui paraissent dans les médias. Ces crimes sont naturellement ceux qui méritent le plus d'attention et qui, habituellement, sont les plus graves, mais ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la majorité des crimes de violence.

Pour interpréter les diverses statistiques sur les crimes de violence, il faut avoir une certaine connaissance de leurs limites. Par exemple, les statistiques policières donnent une idée des types et des quantités de crimes *signalés à la police*. Les enquêtes sur la victimisation fournissent des *estimations* du nombre de personnes qui ont été victimes de certains crimes, ainsi que des données sur leurs caractéristiques personnelles et leur réaction devant de tels actes, y compris leurs interactions avec le système de justice pénale.

Lorsque nous interprétons des statistiques sur la criminalité, nous devons aussi être conscients de l'existence d'autres facteurs sociaux qui influent sur les taux de criminalité. Mentionnons, à titre d'exemples l'évolution du niveau de tolérance de la collectivité face à certains crimes, les pratiques et politiques policières, les modifications apportées au droit pénal et la modification du libellé des questions utilisées pour les enquêtes sur la victimisation.

La police a consigné des taux de crimes de violence sensiblement plus élevés en 1994 qu'en 1970 et en 1980. Une bonne partie de cette augmentation était liée à des types de voies de fait et d'agressions sexuelles moins graves. Les taux de voies de fait graves, de vols qualifiés et d'homicides n'ont pas beaucoup augmenté au cours des 10 dernières années. Selon l'Enquête sociale générale, le taux réel de violence dans la société canadienne est plus élevé que celui qui est consigné par la police.

Presque tout le monde est d'accord pour dire que nous aimerions réduire la violence dans la société, peu importe son niveau et peu importe que les statistiques indiquent une augmentation ou une baisse récente. Affirmer que les crimes de violence ont régressé au cours d'une certaine période ne veut pas dire que la violence ne constitue plus un problème, compte tenu des hausses annuelles successives qui ont précédé les baisses récentes.

Les différents mécanismes utilisés pour mesurer la criminalité aident à orienter les recherches dans ce domaine. Par exemple, certains types de crimes (comme le vol qualifié) sont plus souvent commis dans des endroits publics que d'autres crimes (comme l'homicide, les voies de fait et l'agression sexuelle), qui sont le plus souvent perpétrés dans des endroits privés. Les jeunes personnes célibataires, les femmes séparées et divorcées ainsi que les personnes qui s'adonnent souvent à des activités nocturnes à l'extérieur sont les plus vulnérables aux actes de violence. Normalement, les femmes risquent plus que les hommes d'être victimes d'actes de violence perpétrés par un membre de la famille, alors que les hommes sont plus susceptibles d'être attaqués par une connaissance ou par un inconnu. Ce sont là des exemples de la façon dont les statistiques sur la criminalité peuvent aider à éclairer les débats portant sur des questions particulières.

Data Sources

Uniform Crime Reporting Survey

The Uniform Crime Reporting (UCR) Survey has been collecting summary information on crime from police departments across Canada since 1962. This survey records the number of criminal incidents that come to the attention of the police. Incidents that include more than one violation of the law are listed under the most serious violation. It therefore undercounts the number of violent offences in cases involving multiple infractions, and undercounts less serious offences and property offences.

Revised Uniform Crime Reporting Survey

The UCR Survey began major revisions in the late 1980s. The Revised UCR Survey (UCR II) is a microdata survey that captures detailed information on individual criminal incidents reported to the police, including characteristics of victims, offenders and incidents. UCR II data in this report refer to 1994 when the survey captured 33% of all criminal incidents reported to 111 participating police departments. These data are a non-representative sample of jurisdictions that are largely urban in nature. Coverage will continue to grow as more police agencies convert to the Revised UCR Survey.

Homicide Survey

The Homicide Survey has collected detailed information from the police on all homicides across Canada since 1961. The survey questionnaire remained virtually unchanged from 1961 to 1990. In 1991, the survey was revised to add some new data elements as well as to improve some existing ones. One homicide is counted for every victim.

General Social Survey

The General Social Survey (GSS) is a multi-cycle survey designed to measure the social conditions of Canadians. The topics covered include time use, the family, work and leisure, and crime and accidents. Each cycle runs once every five years.

The 1993 GSS was the second running of the crime and accident cycle. Telephone interviews were conducted with approximately 10,000 Canadians aged 15 and older. The sample covered the non-institutionalized population of the ten provinces and was selected using random digit dialing techniques. Respondents were asked about their experiences with crime and the criminal justice system over the previous 12 month period. On the basis of these interviews, estimates were made of the incidence of eight specific crimes (three violent and five property crimes) in the general population 15 years of age and over.

Violence Against Women Survey

Statistics Canada conducted the Violence Against Women Survey in 1993 on behalf of Health Canada. It was conducted by telephone using random digit dialing

Sources des données

Programme de déclaration uniforme de la criminalité

Depuis 1962, le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) permet de recueillir des renseignements sommaires sur la criminalité auprès de services de police de tout le Canada. On y enregistre le nombre d'incidents criminels qui viennent à la connaissance de la police. Les incidents qui comprennent plus d'une infraction à la loi sont classés sous l'infraction la plus grave. Par conséquent, le nombre d'infractions avec violence dans les cas comportant des infractions multiples, les infractions moins graves et les infractions contre les biens sont sous-estimées.

Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité

Vers la fin des années 80, on a commencé à apporter d'importantes révisions au programme DUC. Le programme DUC révisé (DUC II) est une enquête fondée sur des microdonnées qui permet de saisir des renseignements détaillés sur divers incidents criminels signalés à la police, notamment les caractéristiques des victimes, des contrevenants et des incidents. Dans le présent rapport, les données du programme DUC II se rapportent à l'année 1994, année où l'on a saisi des données sur 33 % de tous les incidents criminels signalés à 111 services de police participants. Ces données proviennent d'un échantillon non représentatif de services de police, qui desservent en grande partie des régions urbaines. La portée de l'enquête continuera à s'élargir au fur et à mesure que d'autres services de police participeront au programme DUC révisé.

Enquête sur les homicides

Depuis 1961, l'Enquête sur les homicides recueille auprès des services de police des renseignements détaillés sur tous les homicides commis au Canada. Le questionnaire de l'enquête n'a à peu près pas changé de 1961 à 1990. On l'a révisé en 1991 pour y ajouter certains nouveaux éléments d'information et pour améliorer les éléments existants. On compte un homicide pour chaque victime.

Enquête sociale générale

L'Enquête sociale générale (ESG) est une enquête comportant de nombreux cycles, conçue pour mesurer les conditions sociales des Canadiens. Les sujets traités comprennent l'emploi du temps, la famille, le travail et les loisirs, ainsi que la criminalité et les accidents. Chaque cycle a lieu tous les cinq ans.

L'ESG de 1993 marquait le deuxième cycle du volet de la criminalité et des accidents. On a interviewé par téléphone environ 10 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus. L'échantillon se composait de la population des 10 provinces hors institutions, et il a été choisi selon la méthode de l'enquête téléphonique à composition aléatoire. On a interrogé les répondants sur leur expérience vécue relativement à la criminalité et au système de justice pénale au cours des 12 mois précédents. À partir de ces interviews, on a établi des estimations sur la fréquence de huit crimes particuliers (trois crimes de violence et cinq crimes contre les biens) dans la population générale âgée de 15 ans et plus.

Enquête sur la violence envers les femmes

En 1993, Statistique Canada a mené l'Enquête sur la violence envers les femmes, pour le compte de Santé Canada. Il s'agissait d'une enquête téléphonique à composition aléatoire. Au total,

techniques. A total of 12,300 women 18 years of age and older were interviewed about their experiences of physical and sexual violence since the age of 16, their responses to these experiences, and their perceptions of their personal safety. Responses were weighted to represent the 10,498,000 women in the Canadian population. Estimates were made of both twelve-month and adult lifetime rates of violence.

Additional Reading

Clark, Scott and Dorothy Hepworth. 1994. "Effects of Reform Legislation on the Processing of Sexual Assault Cases" In J. Roberts and R. Mohr (eds.) *Confronting Sexual Assault: A Decade of Legal and Social Change*. Toronto: University of Toronto Press.

Clermont, Yvan. 1996. "Robbery" In L. Kennedy and V. Sacco (eds.) *Crime Counts: A Criminal Event Analysis* Scarborough, ON: Nelson Canada.

Department of Justice. 1985. *Sexual Assault Legislation in Canada: An Evaluation*.

Fedorowycz, Orest. 1995. "Homicide in Canada - 1994" *Juristat* Vol. 15, No. 11, Canadian Centre for Justice Statistics.

Grainger, Bob. 1996. "Data and Methodology in the Area of Criminal Justice" In L. Kennedy and V. Sacco (eds.) *Crime Counts: A Criminal Event Analysis* Scarborough, ON: Nelson Canada.

Hendrick, Dianne. 1995. "Canadian Crime Statistics" *Juristat* Vol. 15, No. 12, Canadian Centre for Justice Statistics.

Johnson, Holly. 1996. "Sexual Assault" In L. Kennedy and V. Sacco (eds.) *Crime Counts: A Criminal Event Analysis* Scarborough, ON: Nelson Canada.

Johnson, Holly. 1995. "Children and Youths as Victims of Violent Crimes" *Juristat* Vol. 15, No. 15, Canadian Centre for Justice Statistics.

Kingsley, Bob. 1996. "Assault" In L. Kennedy and V. Sacco (eds.) *Crime Counts: A Criminal Event Analysis* Scarborough, ON: Nelson Canada.

Roberts, Julian. 1994. "Criminal Justice Processing of Sexual Assault Cases." *Juristat* Vol. 14, No. 7, Canadian Centre for Justice Statistics.

Roberts, Julian and Michelle Grossman. 1994. "Changing Definitions of Sexual Assault: An Analysis of Police Statistics" In J. Roberts and R. Mohr (eds.) *Confronting Sexual Assault: A Decade of Legal and Social Change*. Toronto: University of Toronto Press.

12 300 femmes âgées de 18 ans et plus ont été interviewées au sujet des actes de violence physique et de violence sexuelle dont elles avaient été victimes depuis l'âge de 16 ans, de la façon dont elles avaient réagi à ces incidents, et de la perception qu'elles avaient de leur sécurité personnelle. Les réponses ont été pondérées de façon à représenter les 10 498 000 femmes de la population canadienne. On a estimé les taux de la violence subie au cours des 12 mois précédant l'enquête et au cours de la vie adulte.

Lectures complémentaires

Clark, Scott et Dorothy Hepworth. «Effects of Reform Legislation on the Processing of Sexual Assault Cases», publié sous la direction de J. Roberts et R. Mohr dans *Confronting Sexual Assault: A Decade of Legal and Social Change*, Toronto, University of Toronto Press, 1994.

Clermont, Yvan. «Robbery», publié sous la direction de L. Kennedy et V. Sacco dans *Crime Counts: A Criminal Event Analysis*, Scarborough (ON), Nelson Canada, 1996.

Fedorowycz, Orest. «L'homicide au Canada — 1994», dans *Juristat*, vol. 15, n° 11, Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

Grainger, Bob. «Data and Methodology in the Area of Criminal Justice», publié sous la direction de L. Kennedy et V. Sacco dans *Crime Counts: A Criminal Event Analysis*, Scarborough (ON), Nelson Canada, 1996.

Hendrick, Dianne. «Statistiques de la criminalité au Canada», dans *Juristat*, vol. 15, n° 12, Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI). «*Understanding Crime: Experiences of Crime and Crime Control*», Rome, août 1993.

Johnson, Holly. «Sexual Assault», publié sous la direction de L. Kennedy et V. Sacco dans *Crime Counts: A Criminal Event Analysis*, Scarborough (ON), Nelson Canada, 1996.

Johnson, Holly. «Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence», dans *Juristat*, vol. 15, n° 15, Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

Kingsley, Bob. «Assault», publié sous la direction de L. Kennedy et V. Sacco, dans *Crime Counts: A Criminal Event Analysis*, Scarborough (ON), Nelson Canada, 1996.

Ministère de la Justice. *La Loi sur les agressions sexuelles au Canada, une évaluation, analyse des statistiques nationales*, 1985.

Roberts, Julian. «L'administration de la justice pénale dans les cas d'agression sexuelle», dans *Juristat*, vol. 14, n° 7, Centre canadien de la statistique juridique, 1994.

Standards of service to the public

To maintain quality service to the public, Statistics Canada follows established standards covering statistical products and services, delivery of statistical information, cost-recovered services and services to respondents. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Normes de service au public

Afin de maintenir la qualité du service au public, Statistique Canada observe des normes établies en matière de produits et de services statistiques, de diffusion d'information statistique, de services à recouvrement des coûts et de services aux répondants. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Roberts, Julian and Robert Gebotys. 1992. "Reforming Rape Laws." *Law and Human Behavior* 16(5):555-573.

Sacco, Vincent. 1995. "Fear and Personal Safety" *Juristat* Vol. 15, No. 9, Canadian Centre for Justice Statistics.

"*Understanding Crime: Experiences of Crime and Crime Control*" United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute (UNICRI), Rome, August, 1993.

Wilson, Margo and Martin Daly. 1994. "Spousal Homicide" *Juristat* Vol. 14, No. 8, Canadian Centre for Justice Statistics.

Wright, Christine. 1995. "Risk of Personal and Household Victimization: Canada, 1993" *Juristat* Vol. 15, No. 2, Canadian Centre for Justice Statistics.

Roberts, Julian et Michelle Grossman. «Changing Definitions of Sexual Assault: An Analysis of Police Statistics», publié sous la direction de J. Roberts et R. Mohr dans *Confronting Sexual Assault: A Decade of Legal and Social Change*, Toronto, University of Toronto Press, 1994.

Roberts, Julian et Robert Gebotys. «Reforming Rape Laws», dans *Law and Human Behavior*, vol. 16, n° 5, 1992, p. 555 à 573.

Sacco, Vincent. «La peur et la sécurité personnelle», dans *Juristat*, vol. 15, n° 9, Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

Wilson, Margo et Martin Daly. «Les homicides entre conjoints», dans *Juristat*, vol. 14, n° 8, Centre canadien de la statistique juridique, 1994.

Wright, Christine. «Risques de victimisation des personnes et des ménages : Canada, 1993», dans *Juristat*, vol. 15, n° 2, Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1996. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, 1996. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Canadian Centre for Justice Statistics**Centre canadien de la statistique juridique**

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 **(613) 951-9023** or **toll-free 1 800 387-2231**. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 **(613) 951-9023** ou **le numéro sans frais 1 800 387-2231**. Pour obtenir une publication, veuillez communiquer par téléphone au (613) 951-7277 ou par télécopieur au (613) 951-1584 ou par internet : order@statcan.ca. Vous pouvez aussi appeler sans frais (Canada et États-Unis) au 1 800 267-6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation écrite pour une commande faite par téléphone.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|----------------|---|
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth Custody and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |
| Vol. 15 No. 14 | Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |
| Vol. 16 No. 1 | Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994 |
| Vol. 16 No. 2 | Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur |
| Vol. 16 No. 3 | Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes |
| Vol. 16 No. 4 | Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 5 | Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Price: Canada: \$3.60 per issue, \$65.00 annually
 United States: US \$4.30 per issue, US \$78.00 annually
 Other Countries: US \$5.00 per issue, US \$91.00 annually
 Frequency: Irregular / ISSN 0715-271X

To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677 or internet: order@statcan.ca

Vol. 16 No. 7

Adult Correctional Services In Canada: Highlights For 1994-95

Micheline Reed

Highlights

- On any given day in 1994-95, an average of 154,200 persons were under the direct care or supervision of correctional agencies. About 13,900 (9%) were inmates in federal penitentiaries, 19,900 (13%) were in provincial/territorial facilities, and 120,500 (78%) were offenders on probation or some form of conditional release in the community.
- Between 1990-91 and 1994-95, the number of adults in prison or under community supervision increased steadily from 129,000 to 154,200, an overall increase of 20%.
- About 80% of all provincial offenders were serving a term of probation in the community.
- Almost 40% of the federal offender population were being supervised in the community after having served part of their sentence in a penitentiary.
- The typical offender serving a provincial sentence (under two years) was male, aged 31 years, convicted of a property offence, and serving a median sentence length of 33 days. The typical federal offender (sentences of two years or more) was male, aged 32 years, convicted of robbery, and serving a 44 month sentence.
- Adult correctional services cost \$1.9 billion in 1994-95. After adjusting for inflation, spending at the national level was actually 2% lower than four years ago. Federal expenditures accounted for \$913 million of the 1994-95 total, while the provinces and territories reported expenditures of \$980 million.

June 1996

* Correctional Services Program

Prix : Canada : 3,60 \$ l'exemplaire, 65,00 \$ par année
 États-Unis : 4,30 \$ US l'exemplaire, 78,00 \$ US par année
 Autres pays : 5,00 \$ US l'exemplaire, 91,00 \$ US par année
 Périodicité : irrégulière / ISSN 0715-271X

Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer notre numéro national sans frais 1 800 267-6677 ou par internet : order@statcan.ca

Vol. 16, n° 7

Les Services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995

Micheline Reed

Faits saillants

- Un jour donné en 1994-1995, les services correctionnels s'occupaient de près de 154 200 personnes. De ce nombre, 13 900 (9 %) étaient incarcérés dans les pénitenciers fédéraux, 19 900 (13 %) étaient détenus dans les établissements provinciaux et territoriaux et 120 500 (78 %) étaient en probation ou bénéficiaient d'une forme quelconque de mise en liberté sous condition dans la collectivité.
- Entre 1990-1991 et 1994-1995, le nombre total d'adultes purgeant une peine en établissement ou dans la collectivité sous surveillance a augmenté progressivement, passant de 129 000 à 154 200, ce qui représente une hausse totale de 20 %.
- Presque 80 % des contrevenants sous responsabilité provinciale étaient en probation dans la collectivité.
- Près de 40 % des contrevenants sous responsabilité fédérale étaient surveillés dans la collectivité après avoir purgé une partie de leur peine en établissement.
- D'après les caractéristiques des contrevenants purgeant une peine provinciale (de moins de deux ans), le portrait moyen correspond à des hommes, âgés de 31 ans, condamnés pour une infraction contre les biens et purgeant une peine d'une durée moyenne de 33 jours. Le contrevenant sous responsabilité fédérale typique (purgant une peine minimale de deux ans) est un homme, âgé de 32 ans, condamné pour vol qualifié et purgeant une peine de 44 mois.
- Les services correctionnels pour adultes, fédéraux, provinciaux et territoriaux, ont coûté 1,9 milliard de dollars en 1994-1995. Après un rajustement des chiffres pour tenir compte de l'inflation, les dépenses au niveau national ont baissé de 2 % par rapport à celles d'il y a quatre ans. Les dépenses fédérales comptaient pour 913 \$ million du total en 1994-1995, tandis que les dépenses provinciales/territoriales représentaient 980 \$ million.

Juin 1996

* Programme des services correctionnels



Statistics Canada
 Statistique Canada

Canada

INTRODUCTION

What kind of offender is sentenced to prison? Has the incarceration rate in Canada changed over the past five years? How many people are imprisoned for failing to pay a fine? What does it cost to imprison an offender? How many offenders are serving part of their sentence in the community under supervision? These questions can all be answered by correctional data which are the subject of this Juristat. The findings reported here are explored in much greater detail in the annual report Adult Correctional Services in Canada, 1994-95 (Catalogue 85-211).

In Canada, all persons convicted of a crime committed after their eighteenth birthday are processed through the criminal justice system as adults. The criminal justice system is divided into three major components: policing, criminal courts, and correctional services.

Adult corrections involves more than simply the custodial care of offenders sentenced to prison. Correctional authorities are responsible for the custodial care of accused persons awaiting trial, offenders sentenced to a period of probation, and offenders who are sentenced to prison but serve part of their custodial sentence in the community through a conditional release program. Almost all inmates serve part of their sentences in the community. Correctional authorities have responsibility for supervising these offenders until their sentences expire.

Canada's adult correctional services are organized and operated as two distinct administrative sectors.

The federal sector (Correctional Service Canada) is responsible for all offenders sentenced to a term of imprisonment of two years or more, and following a decision by the National Parole Board, has jurisdiction over those offenders released in the community under some form of conditional release such as day parole, full parole, and statutory release.

The provincial/territorial systems handle inmates serving a sentence of less than two years as well as being responsible for accused persons awaiting trial, offenders imprisoned for failing to pay a fine, and offenders sentenced to a period of probation. Offenders who are to serve a federal sentence are first admitted to a local provincial/territorial facility to allow them to exercise their right to appeal their conviction and/or sentence. Normally, a notice of appeal must be filed within 30 days after sentencing.

Many provincial/territorial offenders serve all of their sentence in the community on supervised probation. Others are sentenced to prison, but serve part of their custodial sentence in the community, through conditional release program. Three provinces operate their own parole boards - Quebec, Ontario, and British Columbia. The remaining provinces and the two territories fall within the jurisdiction of the National Parole Board, which is also responsible for parole applications from inmates in federal institutions.

INTRODUCTION

Quelle sorte de contrevenant est condamné à une peine d'emprisonnement? Le taux d'incarcération au Canada a-t-il évolué au cours des cinq dernières années? Combien de personnes sont incarcérées pour défaut de paiement d'une amende? Combien en coûte-t-il pour incarcérer un contrevenant? Combien de contrevenants purgent une partie de leur peine sous surveillance dans la collectivité? On trouvera la réponse à toutes ces questions dans les statistiques correctionnelles exposées dans le présent bulletin. Les constatations dont on fait état ici sont examinées en plus grand détail dans le rapport annuel intitulé Services correctionnels pour adultes au Canada, 1994-1995 (n° 85-211 au catalogue).

Au Canada, toutes les personnes reconnues coupables d'un crime commis après leur dix-huitième anniversaire sont traitées en tant qu'adultes par le système de justice pénale. Celui-ci se compose de trois éléments : les services de police, les tribunaux de juridiction criminelle et les services correctionnels.

Les services correctionnels pour adultes ne s'occupent pas uniquement des contrevenants condamnés à une peine d'emprisonnement. Les autorités correctionnelles ont aussi la responsabilité des accusés en détention qui attendent de subir leur procès, des contrevenants condamnés à une période de probation, et des contrevenants condamnés à une peine d'emprisonnement mais qui purgent une partie de leur peine à l'extérieur dans le cadre d'un programme de mise en liberté sous condition. Un grand nombre de contrevenants soumis à une mesure correctionnelle purgent une partie de leur peine dans la collectivité. Les autorités correctionnelles sont chargées d'assurer la surveillance de ces contrevenants jusqu'à l'expiration de leur peine.

Du point de vue de l'organisation et de la gestion, les services correctionnels pour adultes au Canada se composent de deux secteurs administratifs distincts.

Le secteur fédéral (le Service correctionnel du Canada) est chargé de tous les contrevenants purgeant une peine minimale de deux ans, et à la suite d'une décision rendue par la Commission nationale des libérations conditionnelles, il est aussi chargé des contrevenants libérés dans la collectivité sous un régime quelconque de mise en liberté sous condition, comme la semi-liberté, la libération conditionnelle totale et la libération d'office.

Le système provincial/territorial s'occupe des détenus condamnés à une peine de moins de deux ans ainsi que des accusés en détention qui attendent de subir leur procès, des contrevenants incarcérés pour défaut de paiement d'une amende, et des contrevenants condamnés à une période de probation. Les contrevenants condamnés à une peine dans un établissement fédéral sont d'abord admis dans un établissement provincial local pour leur permettre d'exercer leur droit d'en appeler de leur condamnation ou de la peine qui leur a été infligée, ou de l'un et de l'autre. Normalement, un avis d'appel doit être déposé dans les 30 jours qui suivent le prononcé de la sentence.

Plusieurs contrevenants purgent la totalité de leur peine dans la collectivité, en probation sous surveillance. D'autres sont condamnés à une peine d'emprisonnement mais purgent une partie de cette peine dans la collectivité, en vertu d'un programme de mise en liberté sous condition. Trois provinces ont leur propre commission des libérations conditionnelles - le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique. Les autres provinces et les deux territoires relèvent de la Commission nationale des libérations conditionnelles, laquelle est également chargée d'examiner les demandes de libération conditionnelle présentées par les détenus purgeant une peine dans un établissement fédéral.

Two statistics describe the use of correctional facilities: the number of **admissions** to a correctional facility and the average **count** of inmates imprisoned at any given point in time. Recent trends relating to both statistics are presented in this Juristat.

PROFILE OF CUSTODIAL ADMISSIONS

Custodial Admissions Are Stable While Prison Population Growing

In 1994-95, the total number of **admissions** to both federal and provincial/territorial correctional facilities decreased slightly from the previous year, but the average daily inmate **count** increased. There are several possible explanations for this seemingly contradictory pattern. First, the courts may be imposing longer sentences. Second, just as the admission rate can affect the inmate count, the release rate can also influence the growth of the prison population. Thus, for example, if the parole grant rate is reduced, this will cause the inmate count to increase relative to previous years. Also, recent legislative changes have increased the period of time that certain offenders must serve in prison before they are eligible for release on parole. Fourth, one must also distinguish between new admissions and re-admissions. For example, new admissions account for about only two-thirds of all federal admissions; the other one-third are for re-admissions resulting generally from revocations or terminations of day parole, full parole or statutory release. A higher revocation rate will result in a higher prison population. Any one of these four factors, or a combination of them, could explain why the total number of admissions has decreased while the daily inmate count has increased. The net result is that most provinces and territories experienced increases in their prison populations. In 1994-95, the provincial population reached 19,934 individuals. The federal inmate population also reached an all time high of 13,948 in 1994-95 (see Table 2).

As noted above, people are imprisoned either while awaiting trial (on remand), or following conviction and sentencing. Table 1 presents the numbers of admissions to custody for Canada, the provinces and territories for the period 1990-91 to 1994-95.

Correctional Trends At The Provincial/Territorial Level

The relatively short stay in provincial/territorial jails accounts for the large number of adult offenders entering the system. Many offenders may re-enter an institution more than once in a given year because of the shorter sentences served in the provincial system. A total of 238,860 offenders were admitted to provincial/territorial correctional facilities in 1994-95. This represented a 15% increase nationally since 1990-91, but a slight drop (1%), over 1993-94. As shown in Figure 1, compared to 1993-94, admissions decreased in five jurisdictions, with Prince

Deux statistiques montrent le recours aux établissements correctionnels : le nombre d'**admissions** dans les établissements correctionnels et le **compte** moyen de détenus incarcérés à un moment donné. On trouvera dans le présent bulletin les tendances récentes en ce qui concerne ces données.

PROFIL DES ADMISSIONS EN ÉTABLISSEMENT

Les admissions dans les établissements correctionnels sont relativement stables alors que la population carcérale s'accroît

En 1994-1995, le nombre d'**admissions** dans les établissements correctionnels tant fédéraux que provinciaux/territoriaux a légèrement diminué par rapport à l'année précédente, mais le **compte** quotidien moyen de détenus a augmenté. Plusieurs facteurs pourraient expliquer cette tendance apparemment contradictoire. Premièrement, il se peut que les tribunaux imposent des peines plus longues. Deuxièmement, tout comme le taux d'admissions peut influencer sur le compte de détenus, le taux de mises en liberté peut aussi avoir une influence sur la croissance de la population carcérale. Par exemple, si le taux d'octroi de la libération conditionnelle diminue, le compte de détenus augmentera par rapport aux années antérieures. En outre, de récents changements législatifs ont prolongé la période que certains contrevenants doivent purger en prison avant d'être admissibles à la libération conditionnelle. Quatrièmement, il faut également faire la distinction entre de nouvelles admissions et des réadmissions. Par exemple, les nouvelles admissions comptent pour seulement les deux tiers environ de toutes les admissions dans des établissements fédéraux; l'autre tiers consiste en des réadmissions, qui découlent généralement de la révocation ou de la cessation d'une semi-liberté, d'une libération conditionnelle totale ou d'une libération d'office. Un taux de révocation plus élevé se traduira par une population carcérale plus élevée. L'un ou l'autre de ces quatre facteurs, ou une combinaison d'entre eux, pourrait expliquer pourquoi le nombre d'admissions a régressé alors que le compte quotidien de détenus a affiché une hausse. Cette situation a pour résultat net que dans la plupart des provinces et les territoires, la population carcérale a augmenté. En 1994-1995, la population carcérale provinciale comptait 19 934 personnes. La population carcérale fédérale a aussi atteint le chiffre record de 13 948 personnes en 1994-1995 (voir le tableau 2).

Comme on l'a signalé ci-dessus, les personnes sont incarcérées soit alors qu'elles attendent de subir leur procès (dans le cas des prévenus), soit après la condamnation et le prononcé de la sentence. On trouvera au tableau 1 le nombre des admissions dans les établissements au Canada, dans les provinces et dans les territoires pour la période allant de 1990-1991 à 1994-1995.

Tendances des services correctionnels au niveau provincial/territorial

Le nombre élevé de contrevenants adultes qui entrent dans le système s'explique par leur séjour relativement court dans les prisons provinciales et territoriales. Bon nombre de contrevenants peuvent réintégrer un établissement plus d'une fois au cours d'une année en raison des peines plus courtes purgées dans le système provincial. Au total, 238 860 adultes ont été admis dans les établissements correctionnels provinciaux/territoriaux en 1994-1995, ce qui représente une hausse de 15 % à l'échelle nationale depuis 1990-1991, mais une légère baisse (1 %) par rapport à 1993-1994. Comme le montre la figure 1, par rapport à

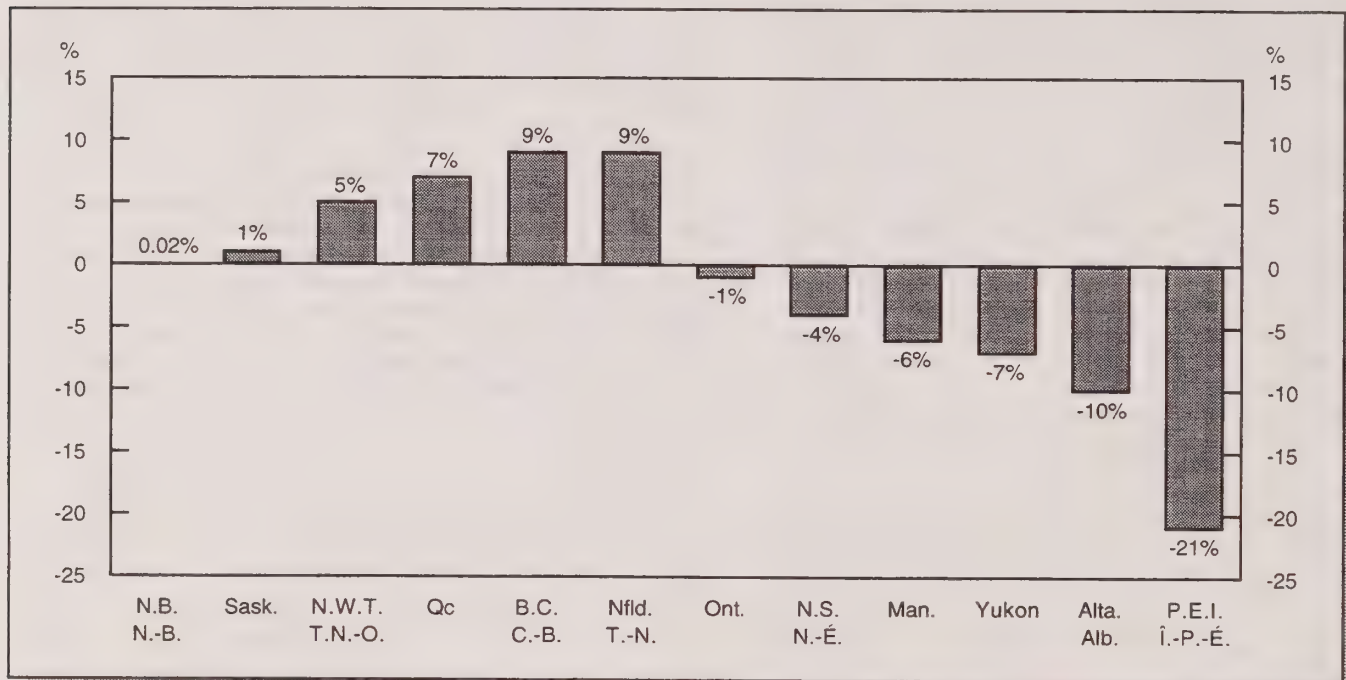
Edward Island (-21%) showing the largest decrease and Nova Scotia (-4%) the smallest decrease. In five other jurisdictions, increases in admissions ranged from 9% in Newfoundland and Labrador and British Columbia to 5% in the Northwest Territories. In New Brunswick, Ontario and Saskatchewan, there was little change in the number of admissions (less than 1%) over the preceding year.

1993-1994, le nombre d'admissions a baissé dans cinq secteurs de compétence, la baisse la plus importante étant enregistrée à l'Île-du-Prince-Édouard (-21 %) et la plus petite baisse, en Nouvelle-Écosse (-4 %). Dans cinq autres secteurs de compétence, on a constaté une hausse allant de 9 % à Terre-Neuve et au Labrador ainsi qu'en Colombie-Britannique à 5 % dans les Territoires du Nord-Ouest. Au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Saskatchewan, le nombre d'admissions a peu changé (moins de 1 %) par rapport à l'année précédente.

Figure 1

**Percentage Change in Custodial Admissions
from 1993-94 to 1994-95**

**Variation en pourcentage des admissions en détention
de 1993-1994 à 1994-1995**



**Fine Defaulters Continue To Place Demands On
Correctional Resources**

In 1994-95, the median¹ sentence to be served on admission to provincial/territorial facilities was 33 days, a small but significant increase from 31 days in the previous four years. This median sentence length is markedly skewed by the shorter sentences associated with the large number of fine defaulters (29,739 or 25% of sentenced admissions) who are required to serve a short jail sentence in default of paying a fine. Though a number of jurisdictions have established "fine option" programs to divert fine defaulters from jail, fine default continues to account for a large proportion of the total number of short stay admissions. There was considerable variation across the country in terms of the percentage of fine default admissions. For example, the percentage of fine default admissions ranged from 5% in New Brunswick to 44% in Quebec.

¹ A median represents the mid point when the values are arranged in order of magnitude, one-half of the observations have a value less than the median and one-half have a value greater than the median.

**Les condamnés pour défaut de paiement d'une
amende continuent à imposer un fardeau aux services
correctionnels**

En 1994-1995, la durée médiane¹ de la peine devant être purgée à l'admission dans un établissement provincial/territorial était de 33 jours, ce qui représente une augmentation faible mais néanmoins significative par rapport à la durée médiane de 31 jours les quatre années précédentes. Cette durée médiane de la peine est nettement biaisée en raison des peines d'emprisonnement plus courtes infligées aux nombreuses personnes condamnées pour défaut de paiement d'une amende (29 739 condamnés ou 25 % des admissions de condamnés). Même si un certain nombre de secteurs de compétence ont mis sur pied des programmes de «solutions de rechange à l'amende» afin de réduire le nombre de personnes incarcérées pour défaut de paiement d'une amende, ces personnes continuent de représenter un nombre important des admissions totales en établissement pour une courte durée. Le pourcentage des admissions pour défaut de paiement d'une amende variait considérablement d'un bout à l'autre du pays, allant de 5 % au Nouveau-Brunswick à 44 % au Québec.

¹ La médiane est la valeur centrale d'une série de valeurs rangées par ordre de grandeur, la moitié des observations ayant une valeur inférieure à la médiane et l'autre moitié, une valeur supérieure à la médiane.

Women Represent Less Than 10% Of Provincial/Territorial Admissions

In 1994-95, males represented 91% and females 9% of sentenced admissions to provincial/territorial adult correctional facilities. Women have accounted for between 8% and 9% of sentenced admissions since 1990-91. In 1994-95, the median age of sentenced offenders was 31, up from a median of 28 years in 1990-91. Aboriginal peoples accounted for 17% of total sentenced admissions, down from 18% in 1993-94 and 20% in 1990-91.

Crimes Involving Property Account For The Greatest Percentage Of Admissions

Most provinces/territories report the most serious offences for which persons are incarcerated. This means that if the offender is sentenced on more than one offence, the most serious of these offences is reported. Almost one-third of sentenced admissions in the nine provinces reporting data on the most serious offence, were offenders convicted of property offences (31%). The other three provinces/territories reported either multiple charges or most serious dispositions. The next largest group of offenders (20%) were sentenced for crimes against the person, followed by impaired driving offences (14%).

Two factors account for the fact that property offences account for such a high percentage of admissions (relative to offenders convicted of crimes of violence). First, crimes involving property are far more frequent than crimes of violence. In fact, property offences account for over 50% of convictions in provincial courts. The second explanation is that property offenders frequently have longer criminal records. In addition to the seriousness of the offence, an offender's criminal record is one of the most important determinants with respect to receiving a term of incarceration.

Number Of Accused Remanded To Custody Remains Unchanged

In 1994-95, non-sentenced admissions² totalled 120,922, of which 112,671 (93%) were remand admissions. The 1994-95 total is virtually unchanged over the previous year, but represents an increase of 30% since 1990-91. The vast majority of the accused persons on remand status are incarcerated for a short period of time relative to the general prison population - the median length of stay in jail for persons remanded to custody was six days.

Five jurisdictions followed the national increase in remand admissions from 1993-94 to 1994-95. They were:

² Non-sentenced admissions include persons admitted on remand while awaiting trial or their sentence and other forms of temporary detention such as an Immigration Hold.

Les femmes représentent moins de 10 % des admissions dans les établissements provinciaux/territoriaux

En 1994-1995, les hommes représentaient 91 % et les femmes, 9 % des condamnés admis dans des établissements correctionnels provinciaux/territoriaux pour adultes. Les femmes représentent entre 8 % et 9 % des condamnés admis dans les établissements correctionnels depuis 1990-1991. En 1994-1995, l'âge médian des condamnés était de 31 ans, soit une augmentation par rapport à l'âge médian de 28 ans en 1990-1991. Les Autochtones comptaient pour 17 % du nombre total de personnes condamnées admises dans les établissements provinciaux/territoriaux, ce qui représente une baisse par rapport à 18 % en 1993-1994 et à 20 % en 1990-1991.

Les crimes contre les biens sont à l'origine du plus grand pourcentage d'admissions

Dans la majorité des provinces/territoires, l'infraction la plus grave pour laquelle le contrevenant est incarcéré est enregistrée. Ce qui veut dire que si le contrevenant est condamné pour plus d'une infraction, seule l'infraction la plus grave est rapportée. Près du tiers des condamnés admis dans les établissements correctionnels dans les neuf provinces qui fournissent des données sur l'infraction la plus grave étaient des contrevenants reconnus coupables d'infractions contre les biens (31 %). Les trois autres provinces et territoires ont fourni des données soit sur les accusations multiples, soit sur la décision la plus sévère. Le deuxième groupe de contrevenants le plus nombreux (20 %) était celui des condamnés pour des crimes contre la personne, suivis des condamnés pour conduite avec facultés affaiblies (14 %).

Le pourcentage élevé des admissions de personnes condamnées pour des infractions contre les biens (par rapport aux contrevenants condamnés pour des crimes de violence) tient à deux facteurs. En premier lieu, les infractions contre les biens sont beaucoup plus fréquentes que les crimes de violence. D'ailleurs, les infractions contre les biens sont à l'origine de plus de 50 % des condamnations par les tribunaux provinciaux. En deuxième lieu, les auteurs d'infractions contre les biens ont souvent un casier judiciaire. En plus de la gravité de l'infraction, c'est le casier judiciaire du contrevenant qui est l'un des plus importants facteurs déterminants pour ce qui est de l'imposition d'une peine d'incarcération.

Le nombre des accusés renvoyés en détention demeure inchangé

En 1994-1995, on a dénombré 120 922 admissions de personnes non condamnées², dont 112 671 (93 %) étaient des prévenus. Le total pour 1994-1995 est virtuellement le même que celui de l'année précédente mais représente une hausse de 30 % depuis 1990-1991. Dans le cas de la grande majorité des prévenus, la durée de l'incarcération est relativement courte par rapport à celle de la population carcérale générale, la durée médiane de leur séjour en établissement étant de six jours.

Cinq secteurs de compétence ont suivi la tendance nationale à la hausse des admissions de prévenus entre 1993-1994 et

² Ces admissions de personnes non condamnées comprennent celles des personnes renvoyées en détention provisoire en attendant leur procès ou leur sentence et celles en détention provisoire pour d'autres raisons, par exemple celles gardées sous surveillance par les autorités pour raison d'immigration.

Prince Edward Island (69%); New Brunswick (4%); Saskatchewan (6%); British Columbia (10%); and the Northwest Territories (18%). Five jurisdictions reported decreases: Newfoundland and Labrador (-2%); Nova Scotia (-4%); Manitoba (-7%); Alberta (-8%); and the Yukon (-9%). There was relatively no change in Ontario or Quebec.

Correctional Trends At The Federal Level

Offenders sentenced to two years or more are admitted to a federal penitentiary under a Warrant of Committal. In 1994-95, there were 4,758 of these new admissions, representing a decrease of 6% over the previous year, but an increase of 11% since 1990-91.

Almost All Admissions To Federal Penitentiaries Are Males

Over the past five years, the profile of federally sentenced offenders has changed little. As in the provincial sector, almost all (97%) sentenced admissions to federal institutions were male. The average age of sentenced offenders was 32 years, up slightly from 31 years in 1990-91. Aboriginal peoples represented 13% of all sentenced admissions, increasing from 12% in 1990-91.

Persons Admitted To Federal Institutions Are Most Likely To Have Been Convicted Of Robbery

As would be expected, federally sentenced offenders were typically serving sentences for more serious crimes than offenders in the provincial sector. Specifically, robbery accounted for 21% of admissions, sexual assaults 13%, and major assaults 11%. Offenders convicted of homicide represented 6% of admissions, while drug trafficking accounted for 3%. The average sentence length (excluding life sentences) for federally sentenced offenders was 44 months.

Deaths and Escapes Within The Institutional Population

Suicide Most Frequent Cause Of Death In The Correctional Population

There were 113 inmate deaths across Canada in 1994-95. Of these, 57 occurred within the provincial inmate population and 56 within the federal inmate population. The most common cause of death was suicide, which accounted for 32% of all deaths in provincial/territorial correctional institutions, and 25% of deaths in federal penitentiaries. The number of suicides declined in both the provincial/territorial and the federal correctional populations from 1993-94 to 1994-1995. The decline was most apparent in the federal population where the number of suicides fell from 24 to 14 over this period. No murders were committed within the provincial inmate population in 1994-95, but in the federal penitentiaries, 7 murders were committed in this period.

1994-1995. Il s'agit de l'Île-du-Prince-Édouard (69 %), du Nouveau-Brunswick (4 %), de la Saskatchewan (6 %), de la Colombie-Britannique (10 %) et des Territoires du Nord-Ouest (18 %). Cinq secteurs de compétence ont enregistré des baisses : Terre-Neuve et le Labrador (-2 %), la Nouvelle-Écosse (-4 %), le Manitoba (-7 %), l'Alberta (-8 %) et le Yukon (-9 %). Il n'y avait pratiquement aucun changement en Ontario et au Québec.

Tendances des services correctionnels au niveau fédéral

Les contrevenants condamnés à deux ans ou plus sont admis dans un pénitencier fédéral en vertu d'un mandat d'incarcération. En 1994-1995, 4 758 contrevenants ont ainsi été admis dans des établissements fédéraux, ce qui représente une baisse de 6 % par rapport à l'année précédente, mais une hausse de 11 % depuis 1990-1991.

Presque tous les contrevenants admis dans les pénitenciers fédéraux sont des hommes

Le profil des contrevenants purgeant une peine fédérale a peu changé au cours des cinq dernières années. Comme dans le secteur provincial, presque toutes (97 %) les personnes condamnées admises dans les établissements fédéraux étaient des hommes. L'âge moyen des condamnés était de 32 ans, ce qui représente une hausse par rapport à 31 ans en 1990-1991. Les Autochtones comptaient pour 13 % du nombre total des personnes condamnées admises dans les établissements, ce qui représente une hausse par rapport à 12 % en 1990-1991.

Les personnes admises dans les établissements fédéraux ont le plus souvent été condamnées pour vol qualifié

Comme on pouvait s'y attendre, les contrevenants purgeant une peine fédérale avaient été généralement condamnés pour des crimes plus graves que ceux purgeant une peine provinciale. Plus particulièrement, le vol qualifié était à l'origine de 21 % des admissions, suivi des agressions sexuelles (13 %) et des voies de faits graves (11 %). Les contrevenants condamnés pour homicide représentaient 6 % des admissions et ceux condamnés pour trafic de drogue, 3 %. La durée moyenne de la peine (à l'exclusion d'une peine d'emprisonnement à perpétuité) purgée par les contrevenants sous responsabilité fédérale était de 44 mois.

Décès et évasions dans la population carcérale

Le suicide est la plus fréquente cause de décès dans la population carcérale

En 1994-1995, il y a eu 113 décès de détenus au Canada, dont 57 dans la population carcérale provinciale et 56 dans la population carcérale fédérale. La plus fréquente cause de décès était le suicide, cause de 32 % de tous les décès survenus dans les établissements provinciaux/territoriaux et de 25 % dans les pénitenciers fédéraux. Dans l'une et l'autre population, le nombre de suicides a baissé entre 1993-1994 et 1994-1995. La baisse la plus marquée a été enregistrée dans la population carcérale fédérale où le nombre de suicides est passé de 24 à 14 au cours de cette période. Aucun meurtre n'a été commis au sein de la population carcérale provinciale en 1994-1995, mais sept meurtres ont été commis pendant cette même période dans des pénitenciers fédéraux.

Escapes Are Rare

For the fourth consecutive year there were no escapes from federal multi-level or maximum security institutions. There were 19 escapes from federal medium security penitentiaries. The number of escapes from provincial/territorial institutions is considerably different. Of the 320 offenders unlawfully at large, 196 escapes were from secure facilities and the remaining 124 from open facilities.

PROFILE OF COMMUNITY CORRECTIONS INTAKE

Trends AtThe Provincial/Territorial Level

Probation is considered the primary community-based sanction in the provincial/territorial corrections system. As well, provincial offenders are eligible for release on parole. Individuals will serve a term of probation either directly from a court disposition or after serving a jail sentence.

In 1994-95, 78,639 offenders started serving new probation terms. This represents a decrease of almost 1% over the previous year, but an increase of 19% since 1990-91. However, three provinces showed decreases in their probation intakes both between 1993-94 and 1994-95 and between 1990-91 and 1994-95: Prince Edward Island (-30% and -24%); New Brunswick (-14% and -2%); and the Yukon (-5% and -11%) (see Table 3).

In 1994-95, males accounted for 83% of all probation intakes, while females made up the remaining 17%. The proportion of male probationers has fluctuated between 83% and 85% since 1990-91. Aboriginal peoples accounted for 14% of all probation intakes in 1994-95, up from 13% in 1993-94 and 13% in 1990-91. In 1994-95, the median age of probationers was 29 years, compared with 27 years in 1990-91.

Probationers were served a median probation term of 12 months, which has remained unchanged since 1990-91. About 40% of these offenders were on probation for offences against the person (violent offences), followed by another 38% for property offences.

Three provinces (Quebec, Ontario and British Columbia) operate their own parole boards and have jurisdiction for all provincial offenders in their provincial institutions. In 1994-95, 3,676 offenders were released into the community under full parole. Quebec accounted for the largest proportion (54%), followed by Ontario with 38%. British Columbia reported the smallest proportion of full parole releases at 8%.

The National Parole Board has jurisdiction over provincial/territorial offenders in those jurisdictions that do not operate their own parole board. In 1994-95, there were 327 provincial/territorial offenders released on full parole. This marks a decrease of 35% over the previous year.

Les évasions sont rares

Pour la quatrième année consécutive, il n'y a pas eu d'évasions d'établissements fédéraux à niveaux de sécurité multiples ou à sécurité maximale. Il y a eu 19 évasions d'établissements fédéraux à sécurité moyenne. Dans le cas des établissements provinciaux/territoriaux, la situation est assez différente. Sur les 320 contrevenants illégalement en liberté, 196 se sont évadés d'établissements en milieu fermé et 124 d'établissements en milieu ouvert.

PROFIL DES INSCRIPTIONS DANS LES SERVICES CORRECTIONNELS EN MILIEU COMMUNAUTAIRE

Tendances au niveau provincial/territorial

Dans le système correctionnel provincial/territorial, la probation est la principale peine purgée en milieu communautaire. En outre, les contrevenants sous responsabilité provinciale sont admissibles à la libération conditionnelle. Les contrevenants purgent leur période de probation dès que le tribunal a rendu une décision en ce sens, ou après avoir purgé une peine d'incarcération.

En 1994-1995, 78 639 contrevenants ont commencé à purger une nouvelle période de probation. Ceci représente une baisse de près de 1 % par rapport à l'année précédente, mais une hausse de 19 % depuis 1990-1991. Toutefois, trois provinces ont enregistré une baisse de leur nombre d'inscriptions à la probation entre 1993-1994 et 1994-1995 ainsi qu'entre 1990-1991 et 1994-1995 : il s'agit de l'Île-du-Prince-Édouard (-30 % et -24 %), du Nouveau-Brunswick (-14 % et -2 %) et du Yukon (-5 % et -11 %) (voir le tableau 3).

Les probationnaires de sexe masculin représentaient 83 % du nombre total d'inscriptions à la probation en 1994-1995, et les probationnaires de sexe féminin, 17 %. La proportion de probationnaires de sexe masculin a fluctué entre 83 % et 85 % depuis 1990-1991. Les Autochtones comptaient pour 14 % du nombre total d'inscriptions à la probation en 1994-1995, soit une augmentation par rapport à 13 % en 1993-1994 et à 13 % en 1990-1991. En 1994-1995, l'âge médian des probationnaires était de 29 ans, comparativement à 27 ans en 1990-1991.

La durée médiane de la période de probation est de 12 mois, c'est-à-dire qu'elle n'a pas changé depuis 1990-1991. Environ 40 % des probationnaires avaient commis des infractions contre la personne (infractions avec violence), et 38 % avaient commis des infractions contre les biens.

Trois provinces (le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique) ont leur propre Commission des libérations conditionnelles, qui sont chargées de tous les contrevenants sous responsabilité provinciale dans leurs établissements provinciaux. En 1994-1995, 3 676 contrevenants ont obtenu une libération conditionnelle totale et sont donc retournés dans la collectivité. Le Québec a compté pour la plus forte proportion (54 %), suivi de l'Ontario avec 38 %. La Colombie-Britannique a déclaré la proportion la plus faible de cas de libération conditionnelle totale, cette proportion s'établissant à 8 %.

La Commission nationale des libérations conditionnelles est chargée des contrevenants de responsabilité provinciale/territoriale, dans les secteurs de compétence qui n'ont pas leur propre Commission des libérations conditionnelles. En 1994-1995, 327 contrevenants sous responsabilité provinciale/territoriale bénéficiaient d'une libération conditionnelle totale. Ce chiffre représente une baisse de 35 % par rapport à l'année précédente.

Trends At The Federal Level

In 1994-95, 5,224 offenders serving a term of imprisonment in a federal penitentiary were released into the community on full parole by the National Parole Board. From 1990-91 to 1993-94, full parole releases increased steadily by (26%) until 1994-95 when the number of releases decreased by 7%.

AVERAGE COUNT OF THE CUSTODIAL AND COMMUNITY CORRECTIONS POPULATION

On any given day during 1994-95, an average of 154,200 persons were under the direct care or supervision of adult correctional agencies - about 33,700 (22%) were incarcerated and 120,500 (78%) were in the community (see Figure 2). Between 1990-91 and 1994-95, the total adult corrections caseload grew steadily from 129,000 to 154,200, an overall increase of 20%. The largest percentage increase (24%) between 1990-91 and 1994-95 occurred in the federal custodial population.

Tendances au niveau fédéral

En 1994-1995, 5 224 contrevenants purgeant une peine d'emprisonnement dans un pénitencier fédéral ont été mis en liberté conditionnelle totale dans la collectivité par la Commission nationale des libérations conditionnelles. De 1990-1991 à 1993-1994, le nombre de cas de libérations conditionnelles totales a augmenté progressivement de 26 % jusqu'à 1994-1995, année où il a diminué de 7 %.

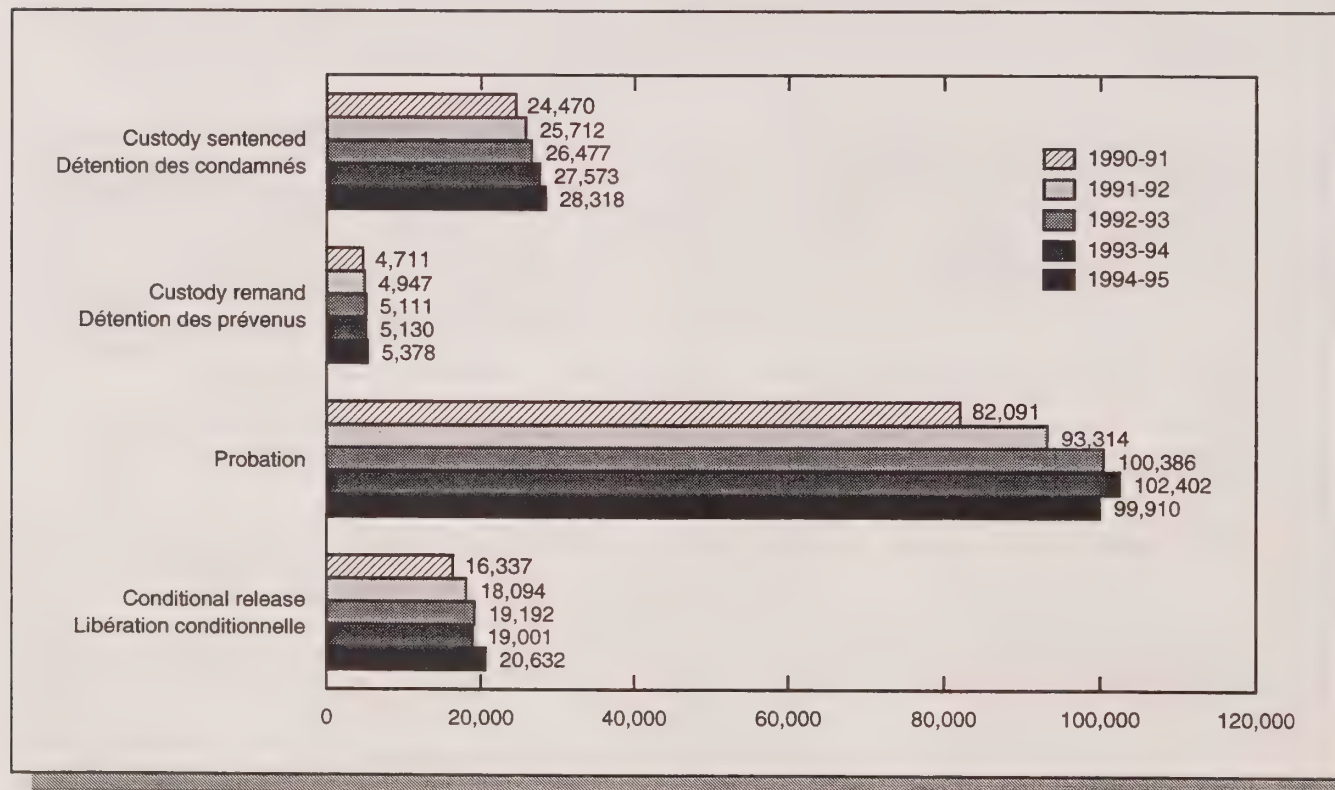
COMPTE MOYEN - POPULATION CARCÉRALE ET SOUS LA SURVEILLANCE DES SERVICES CORRECTIONNELS COMMUNAUTAIRES

Un jour donné en 1994-1995, une moyenne de 154 200 personnes étaient sous la garde ou la surveillance directe d'organismes correctionnels s'occupant d'adultes. De ce nombre, environ 33 700 (22 %) étaient incarcérés et 120 500 (78 %) étaient sous surveillance dans la collectivité (voir la figure 2). Entre 1990-1991 et 1994-1995, le nombre total de cas relevant des services correctionnels pour adultes a augmenté progressivement, passant de 129 000 à 154 200, ce qui représente une hausse globale de 20 %. La plus grande hausse de pourcentage (24 %) entre 1990-1991 et 1994-1995 a été enregistrée dans la population carcérale fédérale.

Figure 2

Adult Correctional Populations

Populations correctionnelles adultes



The Custodial Population

In 1994-95 there was an average daily count of 28,300 offenders serving custodial sentences. Of these, an average of 14,400 (51%) were sentenced offenders housed in provincial/territorial facilities. This represents only a 1% increase over the previous year, but a 9% increase since 1990-91. This national upward trend (see Figure 3) was reflected in three jurisdictions: Manitoba (8%); British Columbia (13%); and the Northwest Territories (20%). The populations of the other provinces and territories increased by less than 3%.

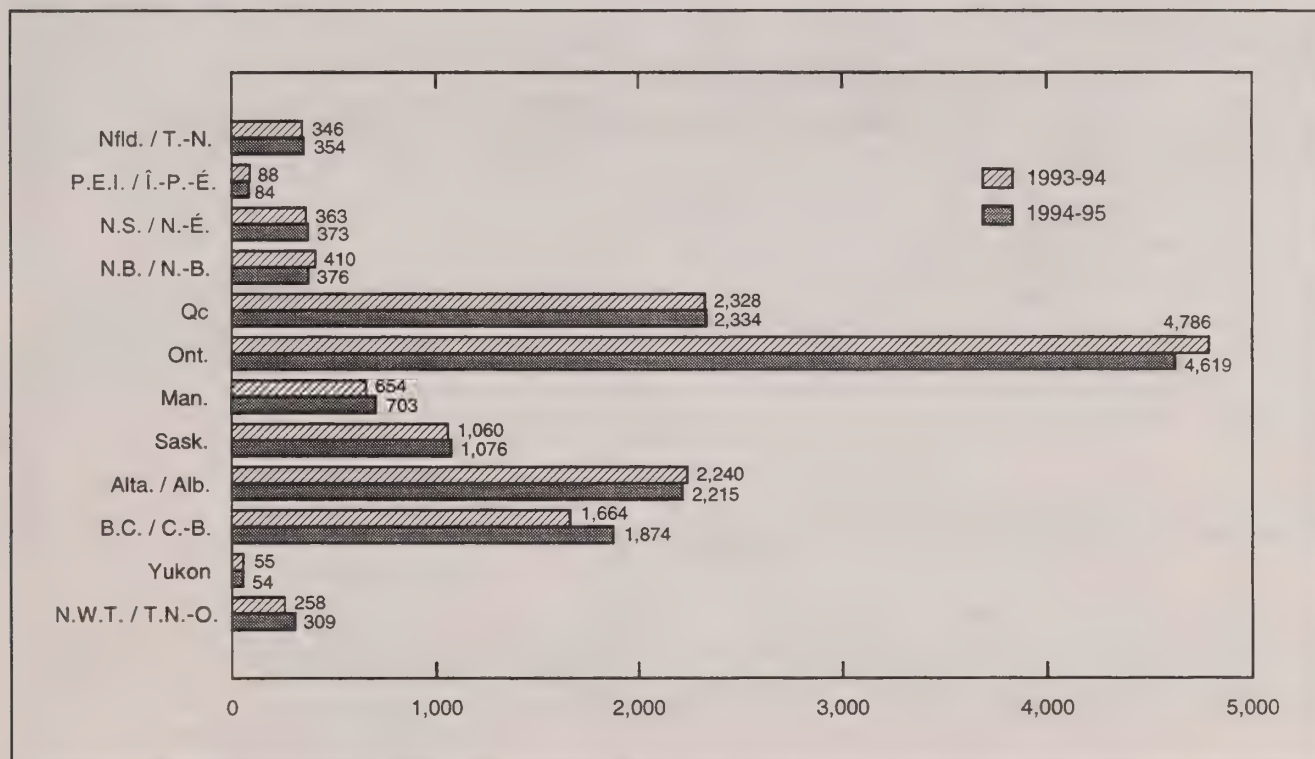
La population carcérale

En 1994-1995, un compte quotidien moyen de 28 300 contrevenants purgeaient une peine d'emprisonnement. De ce nombre, une moyenne de 14 400 (51 %) étaient incarcérés dans les établissements provinciaux/territoriaux, ce qui représente une augmentation de 1 % seulement par rapport à l'année précédente mais de 9 % depuis 1990-1991. Trois secteurs de compétence ont suivi cette tendance nationale à la hausse (voir la figure 3), soit le Manitoba (8 %), la Colombie-Britannique (13 %) et les Territoires du Nord-Ouest (20 %). Les populations carcérales des autres provinces et des territoires ont augmenté de moins de 3 %.

Figure 3

Provincial Sentenced Counts

Compte moyen des condamnés provinciaux



In addition, there were another 5,600 inmates in provincial/territorial facilities who were not serving a sentence; 5,400 (97%) of these were remanded to custody awaiting disposition of their cases, while the remaining 200 (3%) were on temporary detention. It is important to note that, during 1994-95, inmates on remand status represented about 27% of the average daily inmate population in provincial correctional facilities.

Between 1993-94 and 1994-95, the average number of offenders on remand status increased by 5%. As shown in Figure 4, this upward trend was evident in Newfoundland and Labrador (15%), Prince Edward Island (38%), Quebec (0.2%), Ontario (5%), Saskatchewan (7%), Alberta (4%) and British Columbia (9%). The largest increase occurred in the Northwest Territories (166%). All but four jurisdictions followed this trend, they were: Nova Scotia (-10%); New Brunswick (-7%); the Yukon (-17%) and

De plus, il y avait 5 600 détenus dans les établissements provinciaux/territoriaux qui ne purgeaient pas une peine; 5 400 (97 %) de ces détenus étaient renvoyés en détention en attendant qu'une décision soit rendue dans leur cas, tandis que les autres 200 détenus (3 %) étaient en détention provisoire. Il importe de signaler qu'en 1994-1995, les prévenus représentaient environ 27 % de la population quotidienne moyenne des détenus dans les établissements correctionnels provinciaux.

Entre 1993-1994 et 1994-1995, le nombre moyen de prévenus a augmenté de 5 %. Comme le montre la figure 4, cette tendance à la hausse s'est manifestée en Terre-Neuve et au Labrador (15 %), à l'Île-du-Prince-Édouard (38 %), au Québec (0,2 %), en Ontario (5 %), en Saskatchewan (7 %), en Alberta (4 %) et en Colombie-Britannique (9 %). La plus forte augmentation (166 %) a été enregistrée dans les Territoires du Nord-Ouest. Tous les secteurs de compétence sauf quatre ont suivi cette tendance; ces quatre secteurs sont la Nouvelle-Écosse

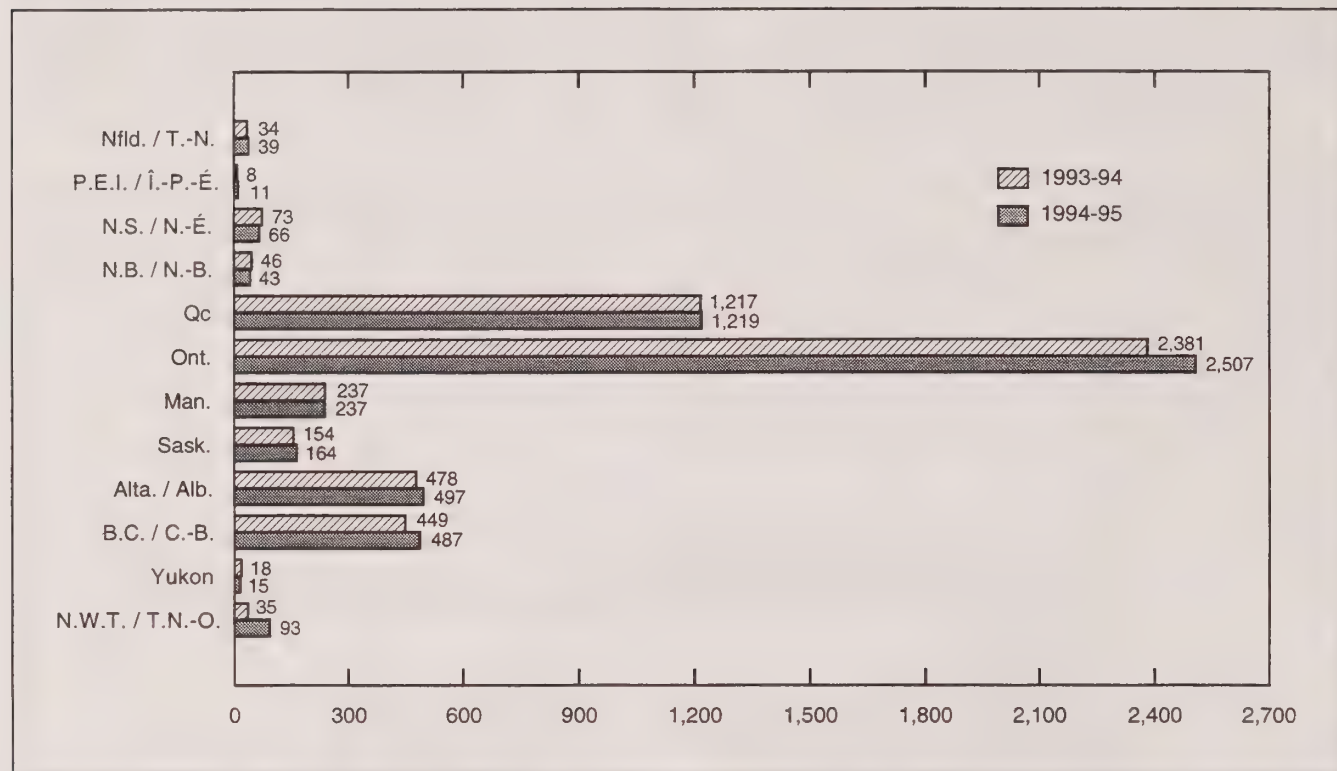
Manitoba with no change from the previous year. Since 1990-91, the average number of remand inmates has increased 14%.

(-10 %); le Nouveau-Brunswick (-7 %); le Yukon (-17 %) et le Manitoba qui n'enregistrait aucun changement par rapport à l'année précédente. Le nombre moyen de prévenus a augmenté de 14 % depuis 1990-1991.

Figure 4

Provincial Remand Counts

Compte moyen des prévenus provinciaux



Between 1993-94 and 1994-95, the average daily count of offenders in federal correctional facilities increased by 5% or 626 offenders. The average count has increased steadily from 11,289 in 1990-91 to 13,948 in 1994-95, representing a 24% increase.

Entre 1993-1994 et 1994-1995, le compte moyen quotidien de contrevenants dans les établissements correctionnels fédéraux a augmenté de 5 % (626 contrevenants). Le compte moyen a augmenté progressivement, passant de 11 289 en 1990-1991 à 13 948 en 1994-1995, soit une augmentation de 24 %.

The Community Corrections Population

As noted earlier, not all offenders in the correctional population are in prison. On any given day in 1994-95 about 120,500 offenders (78% of the total adult corrections caseload) were either on probation or serving part of their custodial sentences under supervision in the community. The vast majority of these offenders (99,900 or 83%) were on probation, while the remainder (20,600 or 17%) were in the community on some type of parole or statutory release.

Between 1990-91 and 1994-95 probation counts increased steadily, growing by 22% (17,800 offenders). However, between 1993-94 and 1994-95 average probation counts decreased by about 2,500 (-2%). Three jurisdictions reported decreases - Prince Edward Island

Population qui relève des services correctionnels en milieu communautaire

Comme on l'a signalé plus tôt, tous les contrevenants qui relèvent des services correctionnels ne sont pas incarcérés dans des établissements correctionnels. Un jour donné en 1994-1995, environ 120 500 contrevenants (78 % du nombre total de cas relevant des services correctionnels pour adultes) étaient soit en probation, soit purgeaient une partie de leur peine d'emprisonnement sous surveillance dans la collectivité. La grande majorité de ces contrevenants (99 900 personnes ou 83 %) était en probation alors que le reste (20 600 ou 17 %) bénéficiaient d'une libération conditionnelle ou d'une libération d'office dans la collectivité.

Entre 1990-1991 et 1994-1995, les comptes des probationnaires ont augmenté progressivement, enregistrant une hausse de 22 % (17 800 contrevenants). Toutefois, entre 1993-1994 et 1994-1995, les comptes moyens des probationnaires ont enregistré une baisse d'environ 2 500

(-10%), Quebec (-28%) and Ontario (-2%). Other jurisdictions showed increases or no change in their probation caseloads (see Figure 5). Although there was a decrease in the probation caseload in the last year, over the five-year time period, the average probation caseload increased. This change has not affected the median probation term which has remained constant for the last five years. While the probation caseload has increased by 22% over the past five years, the median length of probation terms being served has remained constant at 12 months.

There are three conditional release options by which a federal offender can be released into the community: day parole, full parole, and statutory release. Of these three types of conditional release, full parole is the one most often used.

Over fifty percent (58%) of the federal offender population in the community were on full parole supervision in 1994-95. This represents a 7% decrease over 1993-94 and a 17% increase since 1990-91, when almost 4,500 individuals were on full parole. The remaining offenders (42%) were either on day parole or statutory release.

personnes (-2 %). Trois secteurs de compétence ont signalé une baisse, soit l'Île-du-Prince-Édouard (-10 %), le Québec (-28 %) et l'Ontario (-2 %). Dans d'autres secteurs de compétence, le nombre de cas de probation soit a augmenté, soit est resté le même (voir la figure 5). Malgré la baisse du nombre de cas de probation enregistré l'an dernier, sur une période de cinq ans, le nombre moyen de cas de probation a augmenté. Ce changement n'a pas eu d'incidence sur la durée médiane de la période de probation, qui n'a pas changé au cours des cinq dernières années. Ainsi, bien que le nombre de cas de probation ait augmenté de 22 % au cours des cinq dernières années, la durée médiane de la période de probation s'est maintenue à 12 mois.

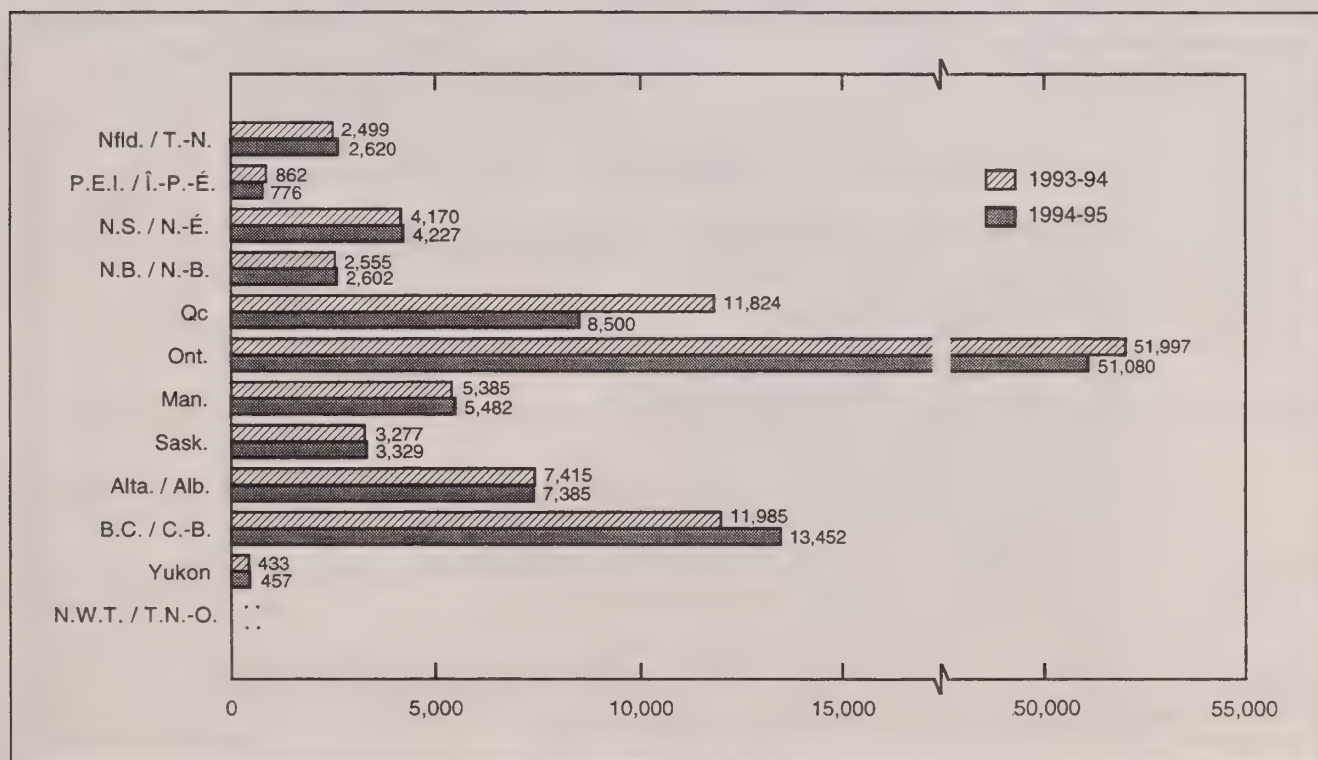
Un contrevenant sous responsabilité fédérale peut être mis en liberté dans la collectivité sous trois régimes différents : semi-liberté, libération conditionnelle totale, et libération d'office. Parmi ces trois types de mise en liberté sous condition, celui auquel on a recours le plus souvent est la libération conditionnelle totale.

Plus de cinquante pour cent (58 %) des contrevenants sous responsabilité fédérale en liberté sous surveillance dans la collectivité bénéficiaient d'une libération conditionnelle totale en 1994-1995. Cela représente une baisse de 7 % par rapport à 1993-1994 et une hausse de 17 % depuis 1990-1991 quand près de 4 500 personnes étaient en liberté conditionnelle totale. Les autres contrevenants (42 %) étaient soit en semi-liberté, soit bénéficiaient d'une libération d'office.

Figure 5

Provincial Probation Counts

Compte moyen des probationnaires provinciaux



Greater detail on the use of community-based sanctions is published in the "Adult Community Corrections In Canada, 1994-95" Juristat Vol. 16 No. 8.

On trouvera plus de détails sur le recours aux sanctions communautaires dans le Juristat intitulé *Services correctionnels communautaires pour adultes au Canada, 1994-1995*, vol. 16 N° 8.

INCARCERATION RATES AND COMMUNITY CORRECTIONS RATES PER 10,000 ADULTS CHARGED

Across Canada, Incarceration Rates Increased From 1993-94 To 1994-95

There are several ways of expressing the incarceration rate. Perhaps the most useful index is the rate of admissions expressed as a function of the number of persons charged with an offence. This also makes it easy to compare trends in the use of incarceration between provinces/territories and over time. In 1994, 699,932 adults were charged with committing an offence³. Across Canada, the 1994-95 sentenced incarceration rate was 206 per 10,000 adults charged, an increase from the previous year's rate of 188 per 10,000 adults charged. Newfoundland and Labrador experienced the largest increase (23%) in the incarceration rate between 1993-94 and 1994-95, followed by Manitoba (14%) and British Columbia (14%). Only two jurisdictions New Brunswick (-4%) and the Yukon (-21%) experienced a decrease in their incarceration rates (see Figure 6).

TAUX D'INCARCÉRATION DE RECOURS AUX SERVICES CORRECTIONNELS COMMUNAUTAIRES POUR 10,000 ADULTES ACCUSÉS

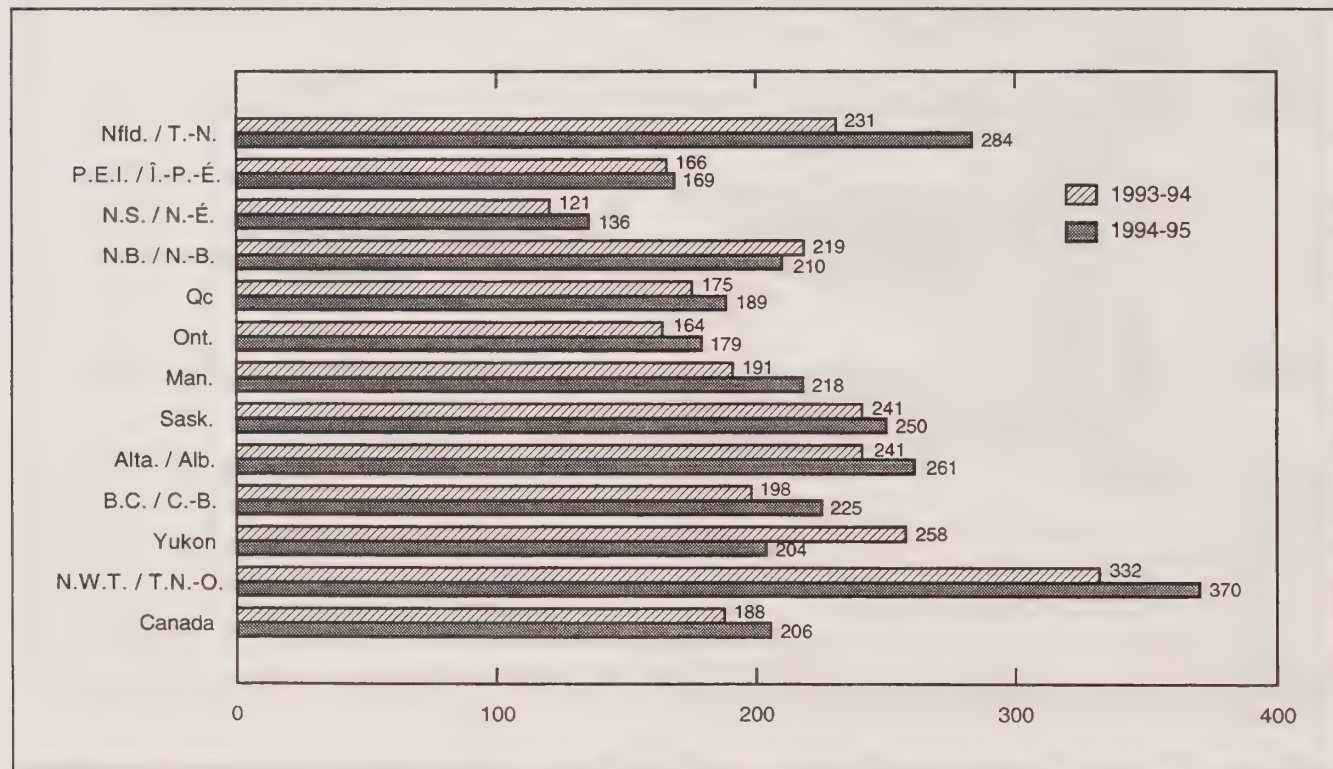
Dans tout le Canada, les taux d'incarcération ont augmenté entre 1993-1994 et 1994-1995

Il y a différentes façons d'exprimer le taux d'incarcération. La plus utile est peut être le taux d'admission exprimé en fonction du nombre de personnes accusées d'une infraction. Il est alors facile de comparer les tendances en ce qui a trait au recours à l'incarcération entre les provinces et territoires et au fil des années. En 1994, 699 932 adultes ont été accusés d'une infraction³. Pour l'ensemble du Canada, le taux d'incarcération des condamnés en 1994-1995 s'est établi à 206 pour 10 000 adultes accusés, soit une augmentation par rapport au taux de 188 pour 10 000 adultes accusés de l'année précédente. Terre-Neuve et le Labrador a enregistré la plus forte augmentation (23 %) du taux d'incarcération entre 1993-1994 et 1994-1995, suivis du Manitoba et de la Colombie-Britannique (14 % chacune). Deux secteurs de compétence seulement ont enregistré une baisse de leurs taux d'incarcération; il s'agit du Nouveau-Brunswick (-4 %) et du Yukon (-21 %) (voir la figure 6).

Figure 6

Counts of Sentenced Offenders:
Rate per 10,000 Adults Charged

Compte moyen des personnes condamnées :
Taux pour 10 000 adultes accusés



³ Canadian Crime Statistics, 1994 (Catalogue 85-205, Annual) Canadian Centre for Justice Statistics.

³ Statistique de la criminalité au Canada, 1994 (no 85-205 au catalogue, annuel) Centre canadien de la statistique juridique.

Probation Rates Across Canada Also Increased

As with the institutional data, probation rates were calculated as a function of the number of adults charged. The national probation rate increased from 1,300 per 10,000 adults charged in 1993-94 to reach 1,692 in 1994-95. As shown in Figure 7, only three jurisdictions experienced decreases in their probation rates: Prince Edward Island (-4%), Quebec (-23%) and the Yukon (-15%).

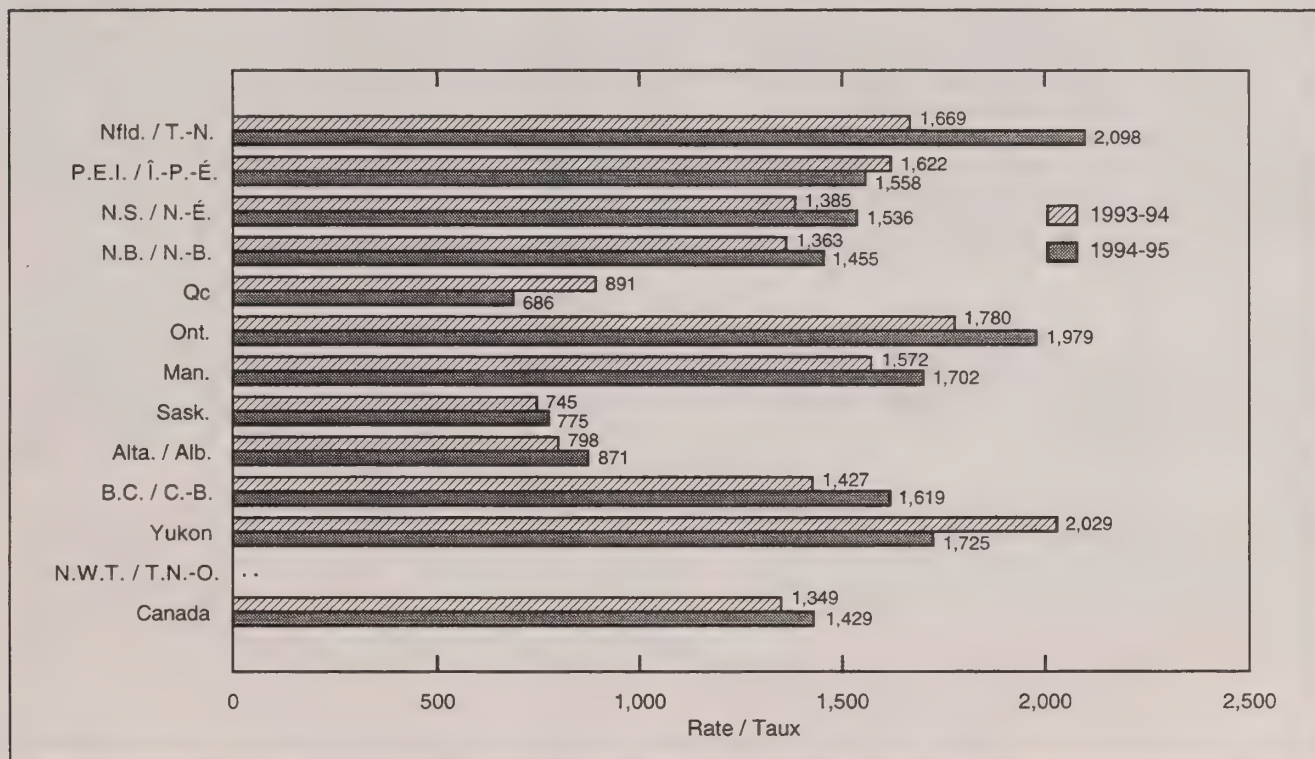
Les taux de probation ont aussi augmenté dans tout le Canada

Comme dans le cas des données sur les établissements correctionnels, les taux de probation ont été calculés en fonction du nombre d'adultes accusés. Le taux national de probation est passé de 1 300 pour 10 000 adultes accusés en 1993-1994 à 1 692 en 1994-1995. Comme le montre la figure 7, trois secteurs de compétence seulement ont enregistré une baisse de leurs taux de probation; il s'agit de l'Île-du-Prince-Édouard (-4 %), du Québec (-23 %) et du Yukon (-15 %).

Figure 7

Average Probation Counts:
Rate per 10,000 Adults Charged

Compte moyen de contrevenants en probation :
Taux pour 10 000 adultes accusés



EXPENDITURES ON ADULT CORRECTIONAL SERVICES

Keeping Offenders Behind Bars Costs An Average of \$40,000 Per Year

Government spending on adult corrections in Canada for 1994-95 was \$1.9 billion, of which \$913.3 million was spent in the federal sector and \$980.3 million by the provinces and territories.

At the provincial level, the average cost of keeping an offender behind bars, regardless of the hold status, was \$39,100 which represents a decrease of 4% from the previous year. The average cost of housing an offender in a federal penitentiary was \$44,300, a slight increase of 1% since 1993-94.

DÉPENSES AU CHAPITRE DES SERVICES CORRECTIONNELS POUR ADULTES

Il en coûte en moyenne 40 000 \$ par an pour garder un contrevenant derrière les barreaux

En 1994-1995, le total des dépenses gouvernementales au chapitre des services correctionnels pour adultes au Canada était 1,9 milliard de dollars; de cette somme, 913,3 millions de dollars ont été dépensés au niveau fédéral et 980,3 millions de dollars ont été dépensés par les provinces et les territoires.

Au niveau provincial, il en a coûté en moyenne 39 100 \$ par année pour garder un contrevenant, peu importe son statut, derrière les barreaux, ce qui représente une baisse de 4 % par rapport à l'année précédente. Le coût moyen d'hébergement d'un contrevenant dans un établissement correctionnel fédéral était de 44 300 \$, ce qui représente une légère augmentation, soit de 1 %, depuis 1993-1994.

More detailed analysis on the cost of adult corrections is discussed in the "Government Spending on Adult Correctional Services" Juristat Vol. 16 No. 3, which was released in March 1996.

Methodology and Data Limitations

The operation of adult correctional services in Canada in 1994-95, and basic trends over the five-year period 1990-91 to 1994-95 are discussed in this Juristat. The number of admissions to federal and provincial/territorial correctional facilities, average daily inmate counts, and probation and parole intake and average counts are all analyzed. In addition, some summary information about expenditures on adult correctional services is provided.

The information presented in this Juristat is based on the operation of adult correctional services in Canada which is collected by the Adult Correctional Services Survey. This survey is conducted annually (on a fiscal year basis from April to March) and is designed to collect caseload and case characteristics information on adult offenders (18 years and over). The survey captures custodial and community corrections data for both provincial/territorial and federal corrections sectors.

For 1993-94 and 1994-95, the Northwest Territories could not provide community corrections caseload data. Accordingly, information from this jurisdiction has been excluded from all calculations.

Data relating to operating expenditures are also collected on a fiscal year basis through the Resource, Expenditures and Personnel Survey. It is important to note that the expenditure data reported do not include "capital costs" which are incurred over and above daily operational costs.

On trouvera une analyse plus détaillée du coût des services correctionnels pour adultes dans le Juristat intitulé *Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes*, vol. 16 n° 3, qui a été publié en mars 1996.

Méthode et limites des données

Le présent bulletin porte sur l'exploitation des services correctionnels pour adultes au Canada en 1994-1995 et les tendances fondamentales qui se sont dégagées au cours de la période allant de 1990-1991 à 1994-1995. On y trouvera une analyse du nombre d'admissions dans les établissements correctionnels fédéraux et provinciaux/territoriaux, les comptes quotidiens moyens des détenus et les comptes moyens des prévenus et des inscriptions à la probation. En outre, ce bulletin contient des renseignements sommaires sur les dépenses d'exploitation des services correctionnels pour adultes.

Les données présentées ici portent sur l'exploitation des services correctionnels pour adultes au Canada et sont tirées de l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes. Cette enquête est menée chaque exercice (d'avril à mars) et vise à recueillir des renseignements sur les contrevenants adultes âgés de 18 ans et plus, soit sur le nombre de cas et les caractéristiques des cas. Elle permet de recueillir des données sur les contrevenants incarcérés et purgeant une peine sous la responsabilité des services correctionnels communautaires dans les deux secteurs correctionnels, soit le secteur fédéral et le secteur provincial/territorial.

Les Territoires du Nord-Ouest n'ont pu fournir de données sur le nombre de cas relevant des services correctionnels communautaires pour 1993-1994 et 1994-1995. Par conséquent, les renseignements provenant de ce secteur de compétence ont été exclus de tous les calculs.

Les données sur les dépenses d'exploitation sont aussi recueillies pour chaque exercice au moyen de l'enquête sur les ressources, les dépenses et le personnel. Il importe de signaler que les dépenses d'exploitation présentées ne comprennent pas les «coûts d'immobilisation» qui représentent des dépenses engagées en sus des dépenses d'exploitation quotidiennes.

Standards of service to the public

To maintain quality service to the public, Statistics Canada follows established standards covering statistical products and services, delivery of statistical information, cost-recovered services and services to respondents. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Normes de service au public

Afin de maintenir la qualité du service au public, Statistique Canada observe des normes établies en matière de produits et de services statistiques, de diffusion d'information statistique, de services à recouvrement des coûts et de services aux répondants. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Table 1

Total Number of Admissions to Custody, Canada and the Provinces, 1990-91 to 1994-95¹

Tableau 1

Nombre total des admissions dans les établissements, Canada et les provinces, 1990-91 à 1994-95¹

Province and year Province et année		Sentenced on admission Condamnés à l'admission	Non-sentenced admissions - Peines non prononcées à l'admission			Total
			Remand Prévenus	Other/temporary detention Autres/détentions temporaires	Total	
Newfoundland and Labrador - Terre-Neuve et le Labrador	1990-91	2,035	234	-	234	2,269
	1991-92	2,438	264	-	264	2,702
	1992-93	2,666	304	-	304	2,970
	1993-94	2,525	260	-	260	2,785
	1994-95	2,769	254	-	254	3,023
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	1990-91	1,447	70	-	70	1,517
	1991-92	1,416	90	-	90	1,506
	1992-93	1,185	67	-	67	1,252
	1993-94	1,070	54	-	54	1,124
	1994-95	802	91	-	91	893
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	1990-91	1,927	1,579	183	1,762	3,689
	1991-92	2,140	1,622	151	1,773	3,913
	1992-93	2,542	1,212	267	1,479	4,021
	1993-94	2,743	1,100	558	1,658	4,401
	1994-95	2,748	1,054	442	1,496	4,244
New Brunswick ² - Nouveau-Brunswick ²	1990-91	3,448	874	-	874	4,322
	1991-92	4,029	878	-	878	4,907
	1992-93	4,070	910	-	910	4,980
	1993-94	3,702	914	-	914	4,616
	1994-95	3,669	948	-	948	4,617
Québec ³	1990-91	17,316	32,275	-	32,275	49,591
	1991-92	20,578	37,246	-	37,246	57,824
	1992-93	23,306	36,776	-	36,776	60,08
	1993-94	24,802	36,314	-	36,314	61,116
	1994-95	25,852	36,321	-	36,321	62,173
Ontario	1990-91	45,076	27,504	..	27,504	72,580
	1991-92	..	..	..	..	..
	1992-93	..	..	..	..	..
	1993-94	39,861	46,161	5,923	52,084	91,945
	1994-95	38,823	46,496	5,733	52,229	91,052
Manitoba	1990-91	5,148	7,642	766	8,408	13,556
	1991-92	3,697	5,946	1,020	6,966	10,663
	1992-93	3,587	4,958	1,213	6,171	9,758
	1993-94	3,140	5,277	2,008	7,285	10,425
	1994-95	3,036	4,918	1,854	6,772	9,808
Saskatchewan	1990-91	7,377	5,127	-	5,127	12,504
	1991-92	7,448	5,664	-	5,664	13,112
	1992-93	6,889	5,149	-	5,149	12,038
	1993-94	7,069	5,095	-	5,095	12,164
	1994-95	6,728	5,385	159	5,544	12,272
Alberta	1990-91	20,580	10,998	-	10,998	31,578
	1991-92	22,646	11,340	-	11,340	33,986
	1992-93	23,771	10,601	-	10,601	34,37
	1993-94	22,021	9,666	-	9,666	31,687
	1994-95	19,764	8,912	-	8,912	28,676
British Columbia - Colombie-Britannique	1990-91	9,138	5,340	-	5,340	14,478
	1991-92	10,135	5,760	-	5,760	15,895
	1992-93	10,597	6,058	-	6,058	16,655
	1993-94	11,536	6,934	-	6,934	18,470
	1994-95	12,437	7,653	-	7,653	20,090

Table 1 - Concluded

Total Number of Admissions to Custody, Canada and the Provinces, 1990-91 to 1994-95¹

Tableau 1 - fin

Nombre total des admissions dans les établissements, Canada et les provinces, 1990-91 à 1994-95¹

Province and year Province et année		Sentenced on admission Condamnés à l'admission	Non-sentenced admissions - Peines non prononcées à l'admission			Total
			Remand Prévenus	Other/temporary detention Autres/détentions temporaires	Total	
Yukon	1990-91	435	204	-	204	639
	1991-92	296	210	5	215	511
	1992-93	324	215	18	233	557
	1993-94	389	253	16	269	658
	1994-95	368	232	9	241	609
Northwest Territories ⁴ - Territoires du Nord-Ouest ⁴	1990-91	942	255	26	281	1,223
	1991-92	1,004	315	18	333	1,337
	1992-93	946	348	47	395	1,341
	1993-94	931	345	67	412	1,343
	1994-95	942	407	54	461	1,403
Provincial Total - Total provincial (Excludes Ontario - Exclut l'Ontario) (Excludes Ontario - Exclut l'Ontario)	1990-91	114,869 ^r	92,102 ^r	975	93,077 ^r	207,946 ^r
	1991-92	75,827 ^r	69,335 ^r	1,194	70,529	146,356 ^r
	1992-93	79,883	66,598	1,545	68,143	148,026
	1993-94	119,789 ^r	112,373 ^r	8,572	120,945 ^r	240,734 ^r
	1994-95	117,938	112,671 ^r	8,251	120,922 ^r	238,860 ^r
Federal Total ⁵ - Total fédéral ⁵	1990-91	4,296	...	...	...	4,296
	1991-92	4,878	...	...	...	4,878
	1992-93	5,583	...	...	...	5,583
	1993-94	5,084	...	...	...	5,084
	1994-95	4,758	...	...	...	4,758

See footnote(s) at end of tables. - Voir note(s) à la fin des tableaux.

... Figures not available. - Nombres indisponibles.

... Figures not appropriate or applicable. - N'ayant pas lieu de figurer.

- Nil or zero. - Néant ou zéro.

^r Revised figures. - Nombres rectifiés.

Table 2

Average Number of Offenders in Provincial and Federal Custody - On-Register and Actual-In, Canada and the Provinces, 1990-91 to 1994-95¹

Tableau 2

Nombre moyen de contrevenants dans les établissements provinciaux et fédéraux - Compte inscrit au registre et compte réel, Canada et les provinces, 1990-91 à 1994-95¹

Province and year Province et année		On-register count Compte inscrit au registre	Actual-in count - Compte réel				Total	Sentenced rate per 10,000 adults charged Condamnés selon le taux pour 10 000 adultes accusés	Remand rate per 10,000 adults charged Prévenus selon le taux pour 10 000 adultes
			Sentenced Condamnés	Not sentenced - Peines non prononcées					
				Remand Prévenus	Other/ temporary detention Autres/ détentions temporaires	Total			
Newfoundland and Labrador - Terre-Neuve et le Labrador	1990-91	351	263	31	-	31	294	156	18
	1991-92	415	323	31	-	31	354	189	18
	1992-93	470	373	37	-	37	410	224	22
	1993-94	422	346	34	-	34	380	231	23
	1994-95	444	354	39	-	39	393	284	31
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	1990-91	114	92	13	-	13	105	184	26
	1991-92	108	92	16	-	16	108	173	30
	1992-93	115	99	16	-	16	115	185	30
	1993-94	96	88	8	-	8	96	165	15
	1994-95	95	84	11	-	11	95	169	22
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	1990-91	450	323	56	-	56	379	95	17
	1991-92	437	340	56	-	56	396	100	16
	1992-93	480	335	60	-	60	395	101	18
	1993-94	546	363	73	-	73	436	121	24
	1994-95	542	373	66	-	66	439	136	24
New Brunswick ² Nouveau-Brunswick ²	1990-91	424	360	37	7	44	404	164	17
	1991-92	419	371	36	9	45	416	182	18
	1992-93	494	414	42	8	50	464	207	21
	1993-94	510	410	46	11	57	467	219	25
	1994-95	491	376	43	11	54	429	210	24
Québec ³	1990-91	4,622	2,012	1,156	-	1,156	3,168	151	87
	1991-92	5,131	2,099	1,245	-	1,245	3,344	150	89
	1992-93	5,568	2,269	1,287	-	1,287	3,556	164	93
	1993-94	5,727	2,328	1,217	-	1,217	3,545	175	92
	1994-95	6,097	2,334	1,219	-	1,219	3,553	189	98
Ontario	1990-91	8,088	4,562	2,246	45	2,291	6,853	131	65
	1991-92	8,288	5,052	2,270	59	2,329	7,381	147	66
	1992-93	8,416	4,955	2,381	85	2,466	7,421	153	73
	1993-94	8,283	4,786	2,381	87	2,468	7,254	164	82
	1994-95	9,353	4,619	2,507	156	2,663	7,282	179	97
Manitoba	1990-91	1,227	771	216	-	216	987	236	66
	1991-92	1,183	721	238	-	238	959	213	70
	1992-93	1,191	672	239	28	267	939	199	71
	1993-94	1,151	654	237	2	239	893	191	69
	1994-95	1,208	703	237	1	238	941	218	74
Saskatchewan	1990-91	1,493	1,157	159	-	159	1,316	227	31
	1991-92	1,531	1,136	179	-	179	1,315	242	38
	1992-93	1,490	1,042	156	-	156	1,198	232	35
	1993-94	1,479	1,060	154	-	154	1,214	241	35
	1994-95	1,454	1,076	164	-	164	1,240	250	38
Alberta	1990-91	3,491	1,877	448	-	448	2,324	208	50
	1991-92	3,729	1,952	477	-	477	2,430	192	47
	1992-93	4,113	2,112	472	-	472	2,584	218	49
	1993-94	4,035	2,240	478	-	478	2,718	241	51
	1994-95	3,944	2,215	497	-	497	2,712	261	59
British Columbia - Colombie-Britannique	1990-91	..	1,448	313	-	313	1,761	189	41
	1991-92	..	1,528	367	-	367	1,895	180	43
	1992-93	..	1,548	379	-	379	1,927	180	44
	1993-94	..	1,664	449	-	449	2,113	198	53
	1994-95	..	1,874	487	-	487	2,361	225	59

Table 2 - Concluded

Tableau 2 - fin

Average Number of Offenders in Provincial and Federal Custody - On-Register and Actual-In, Canada and the Provinces, 1990-91 to 1994-95¹

Nombre moyen de contrevenants dans les établissements provinciaux et fédéraux - Compte inscrit au registre et compte réel, Canada et les provinces, 1990-91 à 1994-95¹

Province and year Province et année		On-register count Compte inscrit au registre	Actual-in count - Compte réel				Total	Sentenced rate per 10,000 adults charged Condamnés selon le taux pour 10 000 adultes accusés	Remand rate per 10,000 adults charged Prévenus selon le taux pour 10 000 adultes
			Sentenced Condamnés	Not sentenced - Peines non prononcées					
			Remand Prévenus	Other/ temporary detention Autres/ détentions temporaires		Total			
Yukon	1990-91	91	78	13	-	13	91	213	35
	1991-92	85	70	14	-	14	84	226	45
	1992-93	81	64	16	-	16	80	214	54
	1993-94	82	55	18	-	18	73	258	84
	1994-95	74	54	15	-	15	69	204	57
Northwest Territories ⁴ - Territoires du Nord-Ouest ⁴	1990-91	..	227	25	-	25	252	309	34
	1991-92	..	241	18	-	18	259	260	19
	1992-93	..	252	26	-	26	278	299	31
	1993-94	..	258	35	-	35	293	332	45
	1994-95	..	309	93	18	111	420	370	111
Provincial Total - Total provincial	1990-91	20,351	13,170 ^r	4,713 ^r	52	4,765 ^r	17,935 ^r	160	57
	1991-92	21,326 ^r	13,925 ^r	4,947	68	5,015	18,940 ^r	165	59
	1992-93	22,418	14,135	5,111	121	5,232	19,367	174	63
	1993-94	22,331	14,251	5,130	100	5,230	19,481	188	68
	1994-95	23,702	14,370	5,378	186	5,564	19,934	206	77
Federal Total ⁵ - Total fédéral ⁵	1990-91	12,864	11,289	...	...	...	11,289	137	...
	1991-92	13,248	11,783	...	...	...	11,783	140	...
	1992-93	13,709	12,342	...	...	...	12,342	152	...
	1993-94	...	13,322	...	...	...	13,322	175	...
	1994-95	14,933	13,948	...	...	...	13,948	200	...

See footnote(s) at end of tables. - Voir note(s) à la fin des tableaux.

.. Figures not available. - Nombres indisponibles.

... Figures not appropriate or applicable. - N'ayant pas lieu de figurer.

- Nil or zero. - Néant ou zéro.

^r Revised figures. - Nombres rectifiés.

Table 3

Community Supervision Caseload - Average Offender Count and Admissions/Releases, Canada and the Provinces, 1990-91 to 1994-95

Tableau 3

Nombre de contrevenants sous surveillance communautaire - compte moyen de contrevenants et nombre d'admissions et de libérations, Canada et les provinces, 1990-91 à 1994-95

Province and year Province et année		Average monthly offender count Compte mensuel moyen de contrevenants				Admissions/releases Admissions/libérations			
		Probation	Parole	Statutory release	Total	Probation intakes	Full parole	Statutory release	Total
			Libération conditionnelle	Libération d'office		Inscriptions à la probation	Libération conditionnelle totale	Libération d'office	
Newfoundland and Labrador - Terre-Neuve et le Labrador	1990-91	1,434 ^r	...	...	1,434 ^r	1,945 ^r	...	...	1,945 ^r
	1991-92	1,949 ^r	...	...	1,949 ^r	2,203 ^r	...	...	2,203 ^r
	1992-93	2,119 ^r	...	...	2,119 ^r	2,431 ^r	...	...	2,431 ^r
	1993-94	2,499	...	...	2,499	2,316	...	...	2,316
	1994-95	2,620	...	...	2,620	2,300	...	...	2,300
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	1990-91	621	...	...	621	674	...	...	674
	1991-92	738	...	...	738	726	...	...	726
	1992-93	830	...	...	830	813	...	...	813
	1993-94	862	...	...	862	734	...	...	734
	1994-95	776	...	...	776	512	...	...	512
Nova Scotia ¹ - Nouvelle-Écosse ¹	1990-91	2,647	...	...	2,647	3,588	...	...	3,588
	1991-92	3,563	...	...	3,563	3,843	...	...	3,843
	1992-93	4,561	...	...	4,561	3,962	...	...	3,962
	1993-94	4,170	...	...	4,170	3,654	...	...	3,654
	1994-95	4,227	...	...	4,227	3,873	...	...	3,873
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	1990-91	2,122	...	...	2,122	1,697	...	...	1,697
	1991-92	2,136	...	...	2,136	1,727	...	...	1,727
	1992-93	2,435	...	...	2,435	1,770	...	...	1,770
	1993-94	2,555	...	...	2,555	1,942	...	...	1,942
	1994-95	2,602	...	...	2,602	1,665	...	...	1,665
Québec ²	1990-91	10,342	916 ^r	...	11,258 ^r	5,998	1,492 ^r	...	7,490 ^r
	1991-92	11,584	898	...	12,482	7,074	1,600 ^r	...	8,674 ^r
	1992-93	12,047	1,332	...	13,379	7,044	2,783 ^r	...	9,827 ^r
	1993-94	11,824	1,804	...	13,628	6,672	3,226	...	9,898
	1994-95	8,500	1,981	...	10,481	6,449	3,381	...	9,830
Ontario	1990-91	40,376	1,273	...	41,649	27,476	2,204	...	29,680
	1991-92	46,284	1,428	...	47,712	..	..	...	..
	1992-93	50,558	1,558	...	52,116	..	..	...	..
	1993-94	51,997	1,772	...	53,769	35,066	3,456	...	38,522
	1994-95	51,080	1,405	...	52,485	33,440	2,563	...	36,003
Manitoba	1990-91	3,791	...	...	3,791	2,720	...	...	2,720
	1991-92	4,758	...	...	4,758	3,131	...	...	3,131
	1992-93	5,066	...	...	5,066	3,221	...	...	3,221
	1993-94	5,385	...	...	5,385	2,959	...	...	2,959
	1994-95	5,482	...	...	5,482	3,610	...	...	3,610
Saskatchewan	1990-91	3,106	...	...	3,106	2,882	...	...	2,882
	1991-92	3,453	...	...	3,453	3,197	...	...	3,197
	1992-93	3,149	...	...	3,149	3,025	...	...	3,025
	1993-94	3,277	...	...	3,277	3,272	...	...	3,272
	1994-95	3,329	...	...	3,329	3,329	...	...	3,329
Alberta	1990-91	6,236	...	...	6,236	8,145	...	...	8,145
	1991-92	6,901	...	...	6,901	8,903	...	...	8,903
	1992-93	7,345	...	...	7,345	9,028	...	...	9,028
	1993-94	7,415	...	...	7,415	8,667	...	...	8,667
	1994-95	7,385	...	...	7,385	8,381	...	...	8,381
British Columbia - Colombie-Britannique	1990-91	9,996	355	...	10,351	10,230	635	...	10,865
	1991-92	10,903	330	...	11,233	11,115	621	...	11,736
	1992-93	11,126	303	...	11,429	11,503	567	...	12,070
	1993-94	11,985	284	...	12,269	13,513	559	...	14,072
	1994-95	13,452	290	...	13,742	14,724	541	...	15,265

Table 3 - Concluded

Community Supervision Caseload - Average Offender Count and Admissions/Releases, Canada and the Provinces, 1990-91 to 1994-95

Tableau 3 - fin

Nombre de contrevenants sous surveillance communautaire - compte moyen de contrevenants et nombre d'admissions et de libérations, Canada et les provinces, 1990-91 à 1994-95

Province and year Province et année		Average monthly offender count Compte mensuel moyen de contrevenants				Admissions/releases Admissions/libérations			
		Probation	Parole	Statutory release	Total	Probation intakes	Full parole	Statutory release	Total
			Libération conditionnelle	Libération d'office		Inscriptions à la probation	Libération conditionnelle totale	Libération d'office	
Yukon	1990-91	809	...	...	809	400	...	...	400
	1991-92	713	...	...	713	376	...	...	376
	1992-93	700	...	...	700	373	...	...	373
	1993-94	433	...	...	433	376	...	...	376
	1994-95	457	...	...	457	356	...	...	356
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	1990-91	611	...	...	611	345	...	...	345
	1991-92	342	...	...	342	374	...	...	374
	1992-93	450	...	...	450	474	...	...	474
	1993-94	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-95	..	..	..	..	..	..	..	..
Provincial Total - Total Provincial	1990-91	82,091 ^r	2,544 ^r	...	84,635 ^r	66,100 ^r	4,331 ^r	...	70,431 ^r
	1991-92	93,314 ^r	2,656 ^r	...	95,970 ^r	42,669 ^r	2,221 ^r	...	44,890 ^r
	1992-93	100,386 ^r	3,193 ^r	...	103,579 ^r	43,644 ^r	3,350 ^r	...	46,994 ^r
	1993-94	102,402	3,860	...	106,262	79,171	7,241	...	86,412
	1994-95	99,910	3,676	...	103,586	78,639	6,485	...	85,124
Federal Corrections ³ - Services correctionnels fédéraux ³	1990-91	...	6,886 ^r	2,520 ^r	9,406 ^r	...	2,007	3,416	5,423
	1991-92	...	7,212 ^r	2,495 ^r	9,707 ^r	...	2,132	3,471	5,603
	1992-93	...	7,573 ^r	2,341 ^r	9,914 ^r	...	2,178	3,572	5,750
	1993-94	...	7,770 ^r	2,197 ^r	9,967 ^r	...	1,341 ^r	3,510 ^r	4,851 ^r
	1994-95	...	7,057	2,365	9,422	...	927	3,917	4,844

See footnotes(s) at end of tables. - Voir note(s) à la fin des tableaux.

Note: For those jurisdictions which do not operate a provincial parole board, the probation caseload may also include a small number of provincial parolees who have been transferred since being placed on parole.

Nota: Pour ces secteurs de compétence là où il n'y a pas de commission provinciale des libérations conditionnelles, le nombre de contrevenants en probation peut également comprendre un petit nombre de personnes en libération conditionnelle provinciale qui ont été transférés depuis leur libération conditionnelle.

.. Figures not available. - Nombres indisponibles.

... Figures not appropriate or applicable. - N'ayant pas lieu de figurer.

^r Revised figures. - Nombres rectifiés.

Footnotes

Tables 1 and 2

- ¹ These data tables exclude lock-up counts. However, all provincial and territorial institutions may hold a small number of inmates temporarily who are not sentenced or on remand, i.e. held for immigration purposes. Consequently, these temporary detainees are reported separately as **Other Temporary Detention** if possible. If not, these counts are included in either the sentenced admission or remand counts. Given the small number of temporary detainees held in the institutions, the remand and sentenced counts are marginally affected.

Counts are reported as **average daily counts** unless otherwise noted.

- ² New Brunswick - Total admission figures are reported on a fiscal year basis, while all profile distributions are calculated using admission data for the calendar year.
- ³ Quebec - Average counts are based on the count taken on the 15th day of each month.
- ⁴ Northwest Territories - Average counts are derived from monthly counts.
- ⁵ In November 1992, the *Corrections and Conditional Release Act* was enacted. The Act has brought about changes regarding the admission and release of day parolees as they are now counted as an admission or release in the same manner as full parole or statutory release.

Average counts until 1992-93 were based on 52 weekly counts. In 1993-94, the count is based on a snapshot taken on March 31st.

Table 3

- ¹ Nova Scotia - The average offender count for 1992-93 is reported as of March 31, 1993.
- ² Quebec - Parole data are reported on a calendar year basis.
- ³ Includes provincial offenders in those provinces which do not operate their own parole boards and supervised by Correctional Service Canada.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Notes

Tableaux 1 et 2

- ¹ Ces tableaux ne comprennent pas les comptes des personnes en détention temporaire. Cependant, tous les établissements provinciaux et territoriaux peuvent détenir temporairement un petit nombre de personnes qui ne sont ni condamnées ni prévenues, p. ex. celles détenues en vertu de la *Loi sur l'immigration*. Par conséquent, ces détenus temporaires sont enregistrés séparément dans la catégorie **Autres genres de détention temporaire** dans la mesure du possible. Sinon, ces comptes sont compris soit dans les comptes des admissions de personnes condamnées, soit dans ceux des prévenus. Le petit nombre de personnes détenues temporairement dans des établissements a peu d'influence sur les comptes des prévenus et des personnes condamnées.

Les comptes présentés sont des **comptes quotidiens moyens** sauf indication contraire.

- ² Nouveau-Brunswick - Les chiffres sur les admissions de personnes sont basés sur l'année financière, tandis que les répartitions sont basées sur les données des admissions de l'année civile.
- ³ Québec - Les comptes moyens sont fondés sur le dénombrement effectué le 15^e jour de chaque mois.
- ⁴ Territoires du Nord-Ouest - Les comptes moyens proviennent des comptes mensuels.
- ⁵ La *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* a été adoptée en novembre 1992. Elle a entraîné des modifications en ce qui concerne le dénombrement des admissions et des libérations des détenus en semi-liberté, les admissions et les libérations étant maintenant comptées de la même façon comme des libérations conditionnelles totales ou d'office.

Jusqu'en 1992-1993, les comptes moyens étaient fondés sur 52 comptes hebdomadaires. En 1993-1994, les comptes sont fondés sur un relevé pontuel au 31 mars.

Tableau 3

- ¹ Nouvelle-Écosse - Le compte moyen de contrevenants en 1992-1993 représente le compte au 31 mars 1993.
- ² Québec - Les données portant sur les libérations conditionnelles sont déclarées sur l'année civile.
- ³ Comprend les contrevenants provinciaux dans les provinces ne possédant pas leur propre commission des libérations conditionnelles qui sont sous la surveillance du Service Correctionnel Canada

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 **(613) 951-9023** or **toll-free 1 800 387-2231**. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 **(613) 951-9023** ou le **numéro sans frais 1 800 387-2231**. Pour obtenir une publication, veuillez communiquer par téléphone au (613) 951-7277 ou par télécopieur au (613) 951-1584 ou par internet : order@statcan.ca. Vous pouvez aussi appeler sans frais (Canada et États-Unis) au 1 800 267-6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation écrite pour une commande faite par téléphone.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

- | | |
|----------------|---|
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |
| Vol. 15 No. 14 | Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |
| Vol. 16 No. 1 | Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994 |
| Vol. 16 No. 2 | Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur |
| Vol. 16 No. 3 | Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes |
| Vol. 16 No. 4 | Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 5 | Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 6 | Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$3.60 per issue, \$65.00 annually
United States: US \$4.30 per issue, US \$78.00 annually
Other Countries: US \$5.00 per issue, US \$91.00 annually
Frequency: Irregular / ISSN 0715-271X
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677 or internet: order@statcan.ca

Vol. 16 No. 8

Adult Community Corrections in Canada: 1994-95

Micheline Reed¹
Julian V. Roberts²

Highlights

- In 1994-95, the average monthly count of adults on probation in Canada was just under 100,000. This represents a 2% decrease over the previous year, but a 22% increase since 1990-91.
- Probation rates have increased faster than rates of imprisonment since 1990-91.
- Men sentenced to probation are more likely than women to have been convicted of a crime of violence, whereas women were more likely placed on probation for crimes against property.
- Probationers as a group are getting older. In 1994-95, the median age of probationers was 29 years, compared to 27 years in 1990-91.
- On any given day in 1994-95, there were just over 9,000 persons on full federal and provincial parole, 1,500 federal and provincial offenders on day parole and nearly 2,400 federal offenders on statutory release.
- Of all eligible inmates in 1994-95, 33% were granted full federal parole and 60% were granted day parole from the National Parole Board.
- In the three provinces operating their own parole boards, 60% of eligible provincial offenders were granted full parole.
- The number of day paroles granted by the National Parole Board dropped by 17% since 1990-91 to reach 4,309 this year.
- In 1994-95, 49,285 federal escorted and unescorted temporary absences were granted by the Correctional Service Canada. Of these, almost all (99.6%) were completed successfully.

¹ Correctional Services Program

² Professor of Criminology, University of Ottawa

June 1996

Prix : Canada : 3,60 \$ l'exemplaire, 65,00 \$ par année
États-Unis : 4,30 \$ US l'exemplaire, 78,00 \$ US par année
Autres pays : 5,00 \$ US l'exemplaire, 91,00 \$ US par année
Périodicité : irrégulière / ISSN 0715-271X
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer notre numéro national sans frais 1 800 267-6677 ou par internet : order@statcan.ca

Vol. 16, n° 8

Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995

Micheline Reed¹
Julian V. Roberts²

Faits saillants

- En 1994-1995, le compte mensuel moyen des adultes en probation au Canada se situait juste en-dessous de 100 000. Ce chiffre représente une diminution de 2 % par rapport à l'année précédente, mais une augmentation de 22 % depuis 1990-1991.
- Depuis 1990-1991, les taux de probation ont augmenté plus rapidement que les taux d'incarcération.
- Parmi les probationnaires, les hommes étaient plus susceptibles que les femmes d'avoir été reconnus coupables d'un crime de violence, et les femmes plus susceptibles d'avoir commis un crime contre les biens.
- La population des probationnaires vieillit. En 1994-1995, l'âge médian des probationnaires était de 29 ans, comparativement à 27 ans en 1990-1991.
- Un jour donné en 1994-1995, un peu plus de 9 000 personnes bénéficiaient d'une libération conditionnelle totale fédérale et provinciale, 1 500 détenus fédéraux et provinciaux, d'une semi-liberté et près de 2 400 détenus fédéraux, d'une liberté d'office.
- Parmi tous les détenus sous responsabilité fédérale en 1994-1995, 33 % ont obtenu une libération conditionnelle totale et 60 % ont obtenu une semi-liberté.
- Dans les trois provinces possédant leur propre commission des libérations conditionnelles, 60 % des détenus provinciaux admissibles ont obtenu une libération conditionnelle totale.
- Le nombre total de semi-libertés accordées par la Commission nationale des libérations conditionnelles a baissé de 17 % depuis 1990-1991, pour atteindre 4 309 cette année.
- En 1994-1995, 49 285 le nombre fédéral de permissions de sortir avec ou sans surveillance ont été accordées par le Service correctionnel Canada. Sur ce nombre, presque toutes (99,6 %) ont été complétées avec succès.

¹ Programme des services correctionnels

² Professeur de criminologie, Université d'Ottawa

Juin 1996



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

INTRODUCTION

Developing community-based alternatives to incarceration has become a priority for the criminal justice systems of most western nations, and Canada is no exception. There are several reasons for this interest in community-based corrections.

The greater use of community-based sanctions (such as probation) and community corrections (such as parole) is consistent with the principle of restraint in the use of punishment. This principle has been endorsed by numerous Commissions of Inquiry in Canada, such as the Canadian Sentencing Commission, the Law Reform Commission of Canada, and the House of Commons Standing Committee on Justice and Legal Affairs. Most recently, the Sentencing Reform Bill (C-41), which will be proclaimed law in 1996, provides judges with a statement outlining the purposes and principles underlying the sentencing process. One principle states that: "an offender should not be deprived of liberty, if less restrictive alternatives may be appropriate in the circumstances"¹. This means that an offender should only be imprisoned if no other sanction will accomplish the goal of sentencing. Another important principle in the Bill relates to the use of community-based sanctions. According to the Sentencing Reform Bill, "all available sanctions other than imprisonment that are reasonable in the circumstances should be considered, with particular attention to the circumstances of aboriginal offenders"², such as aboriginal sentencing circles for formal and healing circles for informal sanctioning.

Another reason for expanding the use of community corrections is that while providing a degree of punishment to reflect the seriousness of the crime, community sanctions can be more effective in rehabilitating offenders. Effective rehabilitation leads to lower recidivism rates.

The final explanation for the current interest in community corrections is that keeping offenders in prison is considerably more costly than supervising them in the community. At the federal level, the average annual cost of locking up an offender is currently about \$45,753, and the average cost for a provincial offender is about \$39,000. The average annual cost of supervising an offender in the community on parole or statutory release last year was only \$8,527³. As a result, it costs five times as much to keep offenders behind bars as to supervise them and facilitate their social reintegration into the community. However, the over-riding principle is the safety of the community and not cost.

This *Juristat* summarizes data relating to the use of community supervision of offenders in Canada. Further details can be found in the report, *Adult Correctional Services in Canada, 1994-95* (Statistics Canada, Cat. 85-211). Data limitations are discussed at the end of this *Juristat*.

INTRODUCTION

L'élaboration de solutions de rechange à l'incarcération est devenue une priorité pour les systèmes de justice pénale de la plupart des pays occidentaux, et le Canada ne fait pas exception. Cet intérêt que suscitent les services correctionnels communautaires tient à plusieurs raisons.

Tout d'abord, le recours accru à des sanctions communautaires (comme la probation) et à d'autres services correctionnels communautaires (comme la libération conditionnelle) est conforme au principe selon lequel il faut faire preuve de retenue dans l'utilisation des sanctions. Au Canada, de nombreuses commissions d'enquête ont souscrit à ce principe, y compris la Commission canadienne sur la détermination de la peine, la Commission de réforme du droit du Canada, et le Comité permanent de la justice et des questions juridiques de la Chambre des communes. Le projet de loi sur la réforme de la détermination de la peine (C-41), qui a récemment été adopté et qui sera promulgué en 1996, fournit aux juges un énoncé des buts et principes sous-jacents au processus de détermination de la peine. L'un des principes est le suivant : « l'obligation, avant d'envisager la privation de liberté, d'examiner la possibilité de sanctions moins contraignantes lorsque les circonstances le justifient »¹. Cela signifie qu'un délinquant ne devrait être incarcéré que s'il n'existe pas d'autres sanctions qui conviennent à son crime. Un autre important principe énoncé dans le projet de loi a trait à l'utilisation de sanctions communautaires. Selon le projet de loi, il faut tenir compte de « l'examen de toutes les sanctions substitutives applicables qui sont justifiées dans les circonstances, plus particulièrement en ce qui concerne les délinquants Autochtones² », comme la détermination de la peine par un cercle d'Autochtones dans les cas des cercles officiels et de guérison pour les sanctions officielles.

Une autre raison qui milite en faveur de l'élargissement du recours aux services correctionnels communautaires est que, tout en assurant une certaine punition en rapport avec la gravité du crime, les sanctions communautaires peuvent être un moyen plus efficace de réadaptation. Une véritable réadaptation se traduit par des taux de récidive plus faibles.

Enfin, si l'on s'intéresse actuellement aux services correctionnels communautaires, c'est qu'il est considérablement plus coûteux de garder des délinquants en prison, comparativement à leur surveillance dans la collectivité. À l'échelle fédérale, le coût annuel moyen de l'incarcération d'un délinquant se situe actuellement à 45 753 \$ environ et à l'échelle provinciale, le coût moyen est de 39 000 \$. L'année dernière, la surveillance dans la collectivité d'un délinquant qui bénéficiait d'une libération conditionnelle ou d'une libération d'office n'a coûté, en moyenne, que 8 527 \$³. Par conséquent, il en coûte cinq fois plus cher de garder les délinquants derrière les barreaux que de les surveiller et de favoriser leur réinsertion sociale dans la collectivité. Toutefois, le principe fondamental et absolu reste la sécurité de la communauté et non les coûts.

Le présent *Juristat* résume les données ayant trait à l'utilisation de la surveillance communautaire des délinquants au Canada. On peut trouver plus de détails dans le rapport intitulé *Services correctionnels pour adultes au Canada, 1994-1995* (n° 85-211 au catalogue de Statistique Canada). Les limites des données sont décrites à la fin du présent bulletin.

¹ Bill C-41, S. 718.2 (d).

² Bill C-41, S. 718.2 (e).

³ *Basic Facts About Corrections in Canada*. Ottawa: Minister of Supply and Services, 1995.

¹ *Projet de loi C-41, par. 718.2 d).*

² *Projet de loi C-41, par. 718.2 e).*

³ *Faits et chiffres sur les services correctionnels au Canada*. Ottawa : ministre des Approvisionnements et Services, 1995.

Categories of Community Corrections

Community corrections encompasses two types of offender: individuals sentenced to a period of probation and inmates who are released from prison to serve some portion of their sentence in the community under supervision. Both categories of offenders are supervised by correctional authorities.

(a) Offenders on Probation

Probation can be imposed in conjunction with a suspended sentence or along with another disposition such as imprisonment. Generally speaking, offenders who receive a suspended sentence and a probation order are younger and/or have no previous convictions. If probation is imposed in conjunction with imprisonment, it is designed to provide some degree of supervision after the inmate is released from prison. According to the *Criminal Code*, a judge may suspend the passing of sentence and place the offender on probation for a period of up to 3 years. The terms of probation vary from case to case, but usually include a requirement that the offender keep the peace, appear before the court when required to do so, and fulfil any other conditions imposed by the judge. Occasionally, terms of probation do not include a condition of supervision. These cases, which are quite rare, except for Quebec, where the majority of probations ordered by the court are unsupervised, do not come to the attention of correctional authorities and they are not included in the analyses presented here.

(b) Offenders on Conditional Release from Prison

Almost all inmates will eventually return to the community. The planned and gradual release of inmates into the community, through conditional release mechanisms, is an important aspect of corrections. The use of such mechanisms facilitates the re-integration of offenders into the community while ensuring the protection of society through the supervision of these offenders by correctional authorities.

Offenders in Community Corrections Represent Four-Fifths of the Total Correctional Population

In 1994-95, on average, there were 154,200 offenders in the total correctional population across Canada. Of these, 120,500 offenders were being supervised in the community. This represents almost four-fifths of the total correctional population. Most of the community corrections population was accounted for by offenders on probation (99,910). The remainder were inmates serving some portion of their sentences in the community. Figure 1 presents a breakdown among the various categories.

Catégories de services correctionnels communautaires

Le secteur des services correctionnels communautaires englobe deux types de délinquants : les délinquants condamnés à une période de probation, et les détenus qui sont libérés de prison pour purger une partie de leur peine dans la collectivité, sous surveillance. Les deux catégories de délinquants sont supervisées par les autorités correctionnelles.

a) Probationnaires

Une période de probation peut être imposée de concert avec une condamnation avec sursis ou une autre peine comme l'emprisonnement. En règle générale, les délinquants qui font l'objet d'une condamnation avec sursis et d'une ordonnance de probation sont jeunes, et il s'agit de leur première condamnation. Si une période de probation est infligée parallèlement à une peine d'incarcération, c'est pour garantir une certaine supervision du détenu après sa libération. Selon le *Code criminel*, un juge peut surseoir au prononcé de la sentence et mettre le délinquant en probation pour une période maximale de trois ans. La période de probation varie d'un délinquant à l'autre, mais normalement elle est assortie de l'exigence que le délinquant ne trouble pas l'ordre public, qu'il comparaisse devant le tribunal lorsqu'on le lui ordonne, et qu'il respecte toute autre condition imposée par le juge. Il arrive parfois que les conditions de probation ne prévoient pas de surveillance. Ces cas, qui sont assez rares sauf au Québec où les probations sans surveillance constituent la majorité des ordonnances de probation émises par la cour, ne sont pas portés à l'attention des autorités correctionnelles, et ils ne sont pas inclus dans les analyses présentées ici.

b) Détenus mis en liberté sous condition

Presque tous les détenus réintégreront tôt ou tard la collectivité. Leur mise en liberté planifiée et progressive, qui se fait au moyen de mécanismes de mise en liberté sous condition, constitue un aspect important du programme correctionnel. L'utilisation de tels mécanismes facilite la réintégration des délinquants dans la collectivité, et la société est protégée car ceux-ci font l'objet d'une surveillance par les autorités correctionnelles.

Les délinquants visés par des mesures correctionnelles communautaires représentent les quatre cinquièmes de la population correctionnelle totale

En 1994-1995, la population correctionnelle totale du Canada s'établissait, en moyenne, à 154 200 délinquants, dont 120 500 faisaient l'objet d'une surveillance dans la collectivité. Ce chiffre représente presque les quatre cinquièmes de la population correctionnelle totale. La majeure partie de cette population se composait de délinquants mis en probation (99 910), les autres étant des ex-détenus qui purgeaient une partie de leur peine dans la collectivité. La figure 1 présente leur répartition entre les diverses catégories.

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

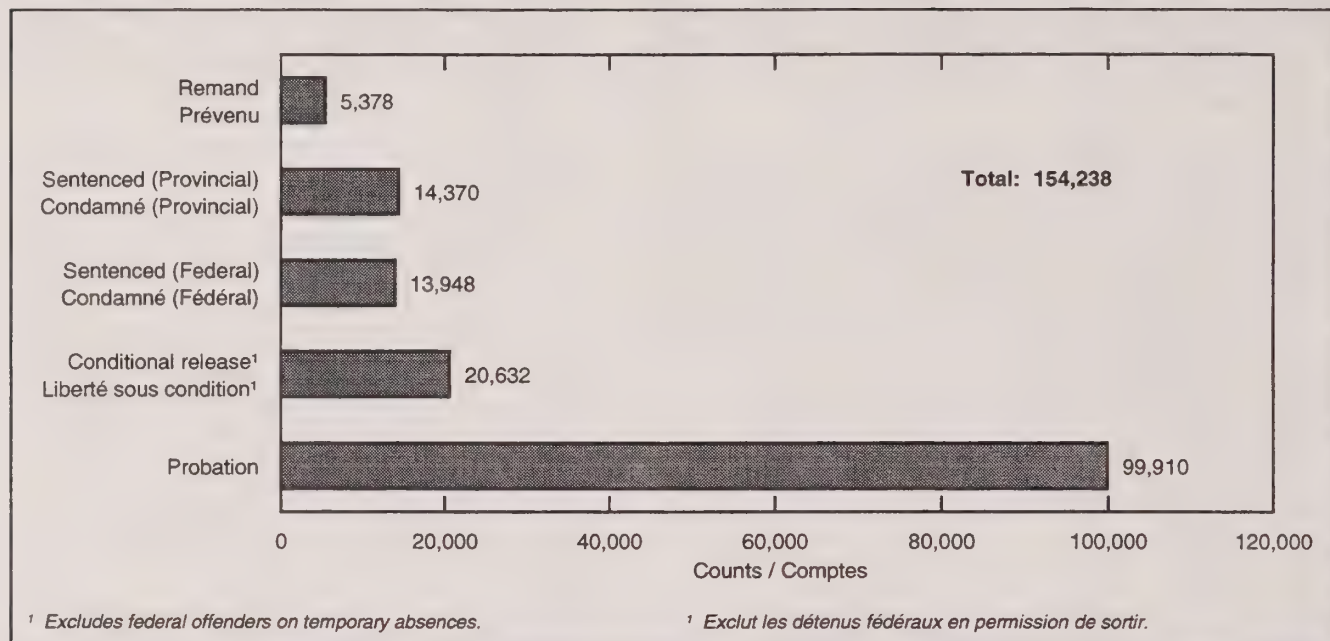
Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Figure 1

Correctional Population in Canada, 1994-95

Population correctionnelle au Canada, 1994-1995



PROBATION COUNTS

The average number of probationers represents a major indicator of workload for correctional authorities. Generally, these counts are collected by the jurisdictions on a monthly basis and converted to an annual average. The data presented in Figure 2 reveal short-term trends in probation counts.

The annual average monthly counts of probationers are presented in Table 1. In 1994-95, the Canadian average count of probationers was 99,910. This represents a 2% decrease from the previous year but a 22% increase since 1990-91. In 1994-95, half of the probationers were in Ontario. All jurisdictions with the exception of Prince Edward Island (-10%), Quebec (-28%), Ontario (-2%) and Alberta (-0.4%) experienced increases in their average counts during the last year. The increases ranged from 6% in the Yukon to 12% in British Columbia. With the exception of Quebec (-18%), and the Yukon (-44%) all other jurisdictions have experienced increases in their average probation counts since 1990-91 (Table 1). These increases ranged from 7% in Saskatchewan to 83% in Newfoundland and Labrador. On the whole, the Atlantic provinces experienced larger increases than the Western provinces.

There is Considerable Variation in Probation Rates Across the Country

The provinces and territories vary greatly in terms of the incidence of crime and their population bases. For this reason, in order to compare the use of probation as a sanction across the country, rates of probation population were calculated based on the number of adults charged with a criminal offence. This is still not a perfect measure, since there may well be differences between jurisdictions

COMPTES DES PROBATIONNAIRES

Le compte moyen de probationnaires constitue l'un des principaux indicateurs de la charge de travail des autorités correctionnelles. En règle générale, ces comptes sont recueillis tous les mois par les secteurs de compétence, et une moyenne annuelle est ensuite calculée. Les données présentées à la figure 2 illustrent les tendances à court terme des inscriptions à la probation.

La moyenne annuelle des comptes mensuels des probationnaires est présentée au tableau 1. En 1994-1995, le compte moyen national des probationnaires s'établissait à 99 910. Ce chiffre représente une diminution de 2 % par rapport à l'année précédente, mais une hausse de 22 % depuis 1990-1991. En 1994-1995, la moitié des probationnaires se trouvaient en Ontario. L'année dernière, les comptes moyens ont augmenté dans tous les secteurs de compétence, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard (-10 %), au Québec (-28 %), en Ontario (-2 %) et en Alberta (-0,4 %). Les hausses variaient de 6 % au Yukon à 12 % en Colombie-Britannique. Tous les secteurs de compétence, sauf le Québec (-18 %) et le Yukon (-44 %), ont connu une augmentation de leurs comptes moyens de probationnaires depuis 1990-1991 (tableau 1). Ces augmentations variaient entre 7 % en Saskatchewan et 83 % à Terre-Neuve et le Labrador. Dans l'ensemble, les comptes des provinces de l'Atlantique ont affiché une hausse supérieure à ceux des provinces de l'Ouest.

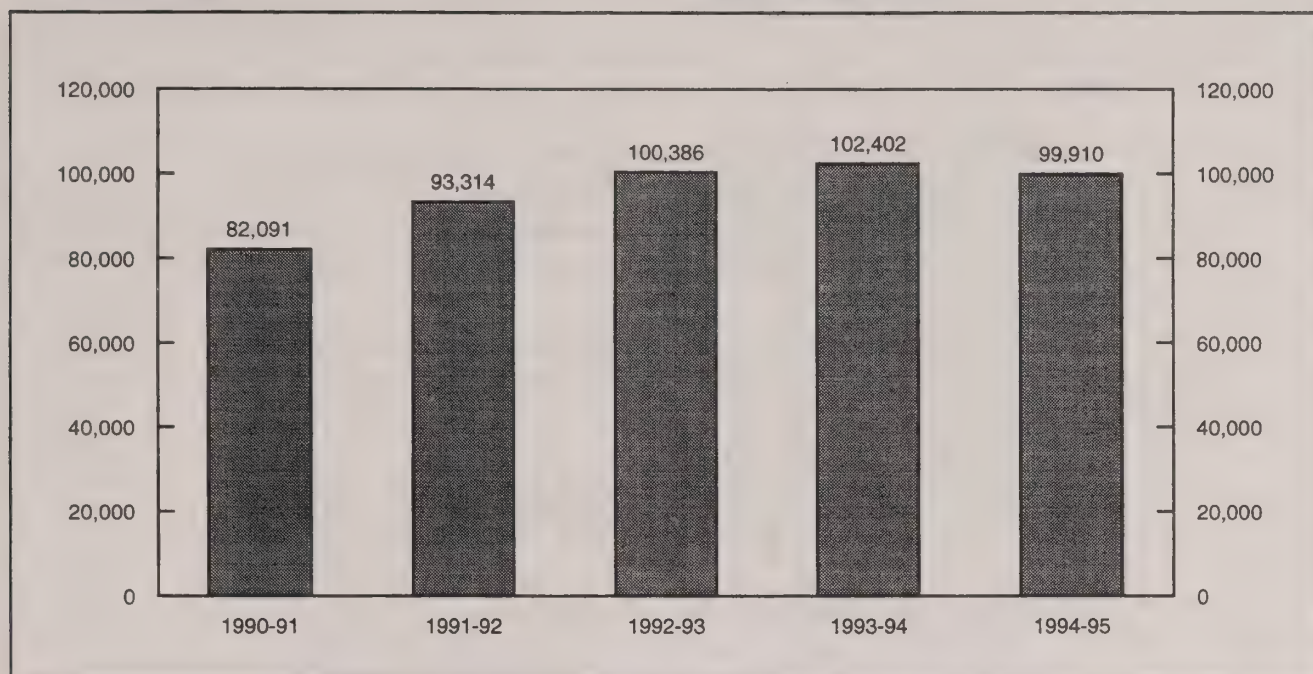
Les taux de probation varient considérablement d'une région à l'autre du pays

Il y a énormément de différences entre les provinces et territoires pour ce qui est de la fréquence des crimes et de la taille de leur population. Par conséquent, pour pouvoir comparer le recours à la probation entre les diverses régions du pays, on a calculé les taux de probation en fonction du nombre d'adultes accusés d'une infraction criminelle. Il ne s'agit pas encore d'une mesure parfaite, étant donné qu'il peut fort bien y avoir des différences entre les

Figure 2

**Average Probation Population,
1990-91 to 1994-95**

**Population moyenne de contrevenants en probation,
1990-1991 à 1994-1995**



in charging practices. Nevertheless, it is a better measure than using the adult population statistics.

Data from 1994-95 show considerable variation between jurisdictions in the use of probation. Newfoundland and Labrador had the highest rate of 2,098 probationers per 10,000 adults charged. The lowest rate was observed in Quebec (687). All jurisdictions, with the exception of Quebec and the Yukon, experienced increases in their probation rates since 1990-91 (Figure 3).

Rates of Offenders Placed on Probation Show Significant Increase Since 1990-91

In 1994-95, for every 10,000 adults charged nationally by the police, an average of 1,430 persons received a probation sentence. This is a 5% increase over 1993-94 and a 48% increase over 1990-91.

PROBATION INTAKES

There Has Been an Increase in the Use of Probation Since 1990-91

In 1994-95, 78,639 offenders began serving a term of probation, a 19% increase since 1990-91 (Table 2). Data on the use of probation per adults charged show that there has been an increase in the use of probation independent of changes in the crime rate.

secteurs de compétence dans les pratiques d'inculpation. Néanmoins, il est préférable de procéder de cette façon plutôt que d'utiliser les statistiques sur la population adulte.

Il ressort des données de 1994-1995 que le recours à la probation varie sensiblement d'un secteur de compétence à l'autre. Terre-Neuve et le Labrador affichaient le taux le plus élevé, avec 2 098 probationnaires pour 10 000 adultes accusés. Le taux le plus faible était enregistré au Québec (687). Tous les secteurs de compétence, sauf le Québec et le Yukon, ont affiché des hausses de leurs taux de probation depuis 1990-1991 (figure 3).

Les taux de probation ont sensiblement augmenté depuis 1990-1991

En 1994-1995, pour chaque 10 000 adultes accusés par la police au Canada, une moyenne de 1 430 personnes recevaient une ordonnance de probation. Ce chiffre représente une augmentation de 5 % par rapport à 1993-1994, et de 48 % par rapport à 1990-1991.

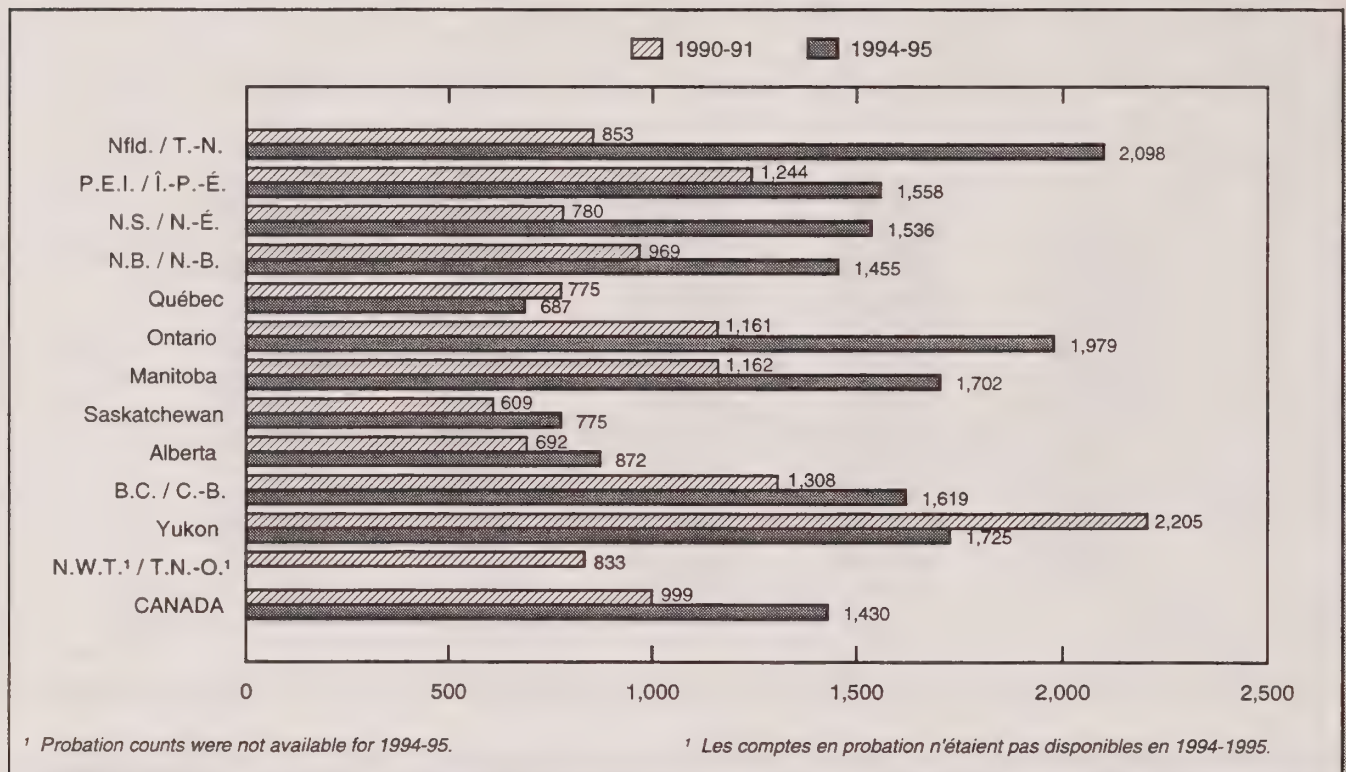
INSCRIPTIONS À LA PROBATION

Le recours à la probation s'est accru depuis 1990-1991

En 1994-1995, 78 639 délinquants ont commencé à purger une période de probation, soit une augmentation de 19 % depuis 1990-1991 (tableau 2). Les données sur le recours à la probation selon le nombre d'adultes accusés révèlent que l'utilisation de cette peine a augmenté indépendamment des changements survenus dans le taux de criminalité.

Figure 3

Probation Rates per 10,000 Adults Charged

Taux des contrevenants en probation pour 10 000
adultes accusés

As reported in Table 2, probation intakes are expressed in terms of a rate per 10,000 adults charged. Nationally, the rate went up 42% between 1990-91 (804) and 1994-95 (1,139). While this rate shows an increase in the number of offenders starting a term of probation, the comparable rate of offender counts has seen a larger increase. This increase in rates was evident in all jurisdictions with the exception of Prince Edward Island where the rate declined by 24%. Over the same period, the use of incarceration increased by only 21% (from 1,397 admissions per 10,000 adults charged in 1990-91 to 1,687 admissions per 10,000 adults charged in 1994-95)⁴. Thus, there has been an increase in the use of probation as a sanction, relative to other dispositions such as incarceration.

Comme on le mentionne au tableau 2, les inscriptions à la probation sont exprimées selon un taux pour 10 000 adultes accusés. Au niveau national, le taux s'est accru de 42 % entre 1990-1991 (804) et 1994-1995 (1 139). Même s'il indique une augmentation du nombre de délinquants inscrits à la probation, le taux comparable des délinquants accusés a affiché une plus forte augmentation. Cette augmentation était évidente dans tous les secteurs de compétence, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard où le taux a chuté de 24 %. Au cours de la même période, le recours à l'incarcération n'a augmenté que de 21 % (de 1 397 admissions pour 10 000 adultes accusés en 1990-1991 à 1 687 admissions pour 10 000 adultes accusés en 1994-1995)⁴. Ainsi, le recours à la probation en tant que sanction a affiché une hausse comparativement à d'autres peines comme l'incarcération.

Females Are More Likely to Get Probation

On a national level, 17% of the probationers were female (Table 2). The percent distribution of female probationers in the jurisdictions varied from 22% in Alberta to 12% in Quebec (Figure 4). Gender specific intake rates were calculated based on the number of adults charged. The rates per 10,000 males charged and per 10,000 females charged are shown in Table 2. At the national level, the probation intake rates for males and females were quite similar. In 1994-95, 1,122 males per 10,000 males charged were placed on probation, and 1,232 females per 10,000 females charged were sentenced to probation.

Les femmes sont plus susceptibles d'être mises en probation

Au niveau national, 17 % des probationnaires étaient des femmes (tableau 2). La répartition en pourcentage des femmes inscrites à la probation dans les secteurs de compétence variait de 22 % en Alberta à 12 % au Québec (figure 4). Les taux d'inscription selon le sexe ont été calculés en fonction du nombre d'adultes accusés. Les taux pour 10 000 hommes accusés et pour 10 000 femmes accusées sont présentés au tableau 2. À l'échelle nationale, les taux d'inscription à la probation pour les hommes et pour les femmes étaient assez semblables. En 1994-1995, 1 122 hommes pour 10 000 hommes accusés ont été mis en probation, contre 1 232 femmes pour 10 000 femmes accusées.

⁴ See *Adult Correctional Services in Canada Highlights, 1994-95*. Statistics Canada, Juristat Vol. 16, No. 7.

⁴ Voir «Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995. Statistique Canada, Juristat vol. 16, n° 7.

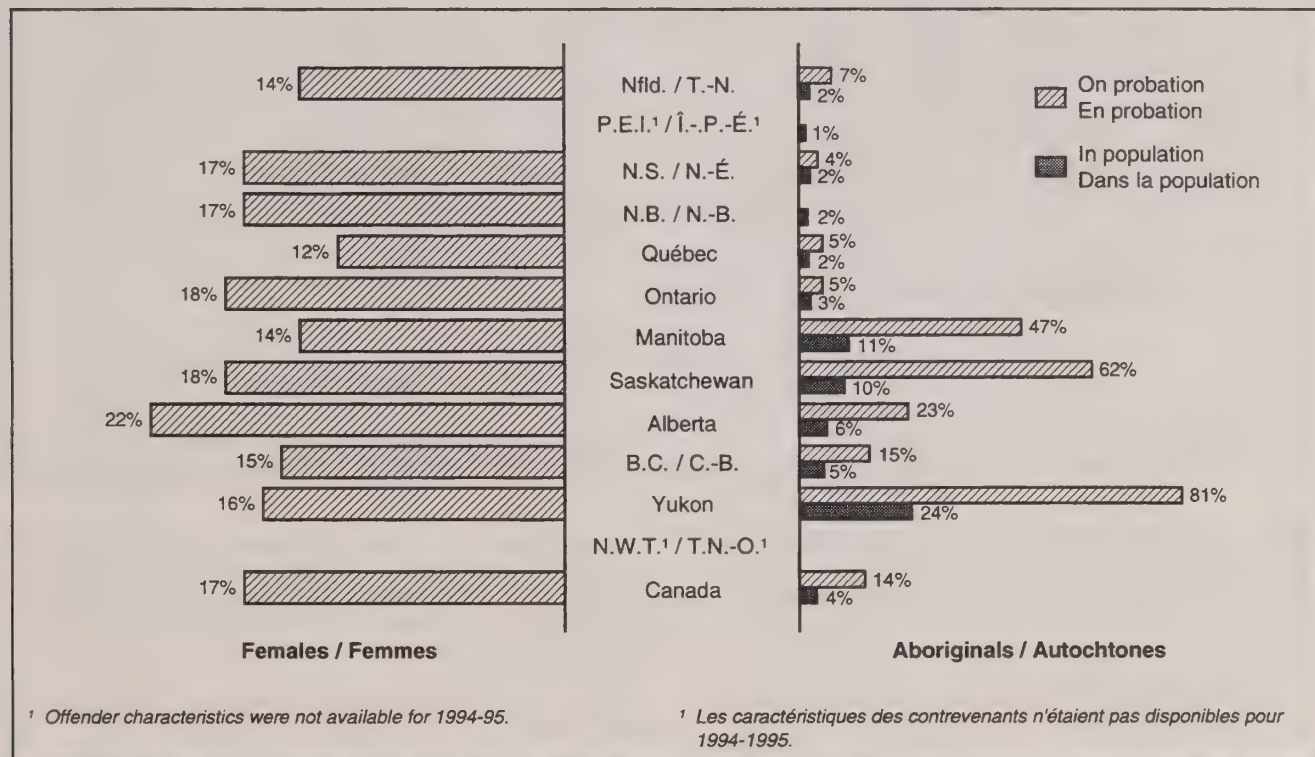
However, this overall statistic masks a variable pattern across the country. In most jurisdictions, the rate of females sentenced to a term of probation was higher than for males. The exceptions to this trend were Quebec, Manitoba and the Northwest Territories, where rates for males exceeded those for females (see Table 2). Aboriginal offenders accounted for 14% of all probation intakes in 1994-95, up from 13% the previous year and in 1990-91.

Toutefois, ces statistiques globales masquent des différences entre les diverses régions du pays. Dans la plupart des secteurs de compétence, les taux chez les femmes inscrites à la probation étaient supérieurs aux taux chez les hommes. Faisaient exception le Québec, le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest, où les taux chez les hommes étaient supérieurs aux taux chez les femmes (voir tableau 2). Les délinquants Autochtones comptaient pour 14 % des personnes inscrites à la probation, une hausse de 13 % par rapport à 1990-1991 et 1993-1994.

Figure 4

**Selected Offender Characteristics:
Percent Distribution on Intake of Females
and Aboriginals, 1994-95**

**Certaines caractéristiques du contrevenant
en inscription : pourcentage des femmes et
des autochtones, 1994-1995**



The Average Age of Offenders on Probation is Increasing

Since 1990-91, the age distribution of probationers has shown a tendency towards increased numbers of older probationers until 1994-95 when the median age decreased to 29 years from 30 the previous year (see Table 3). The traditional view that probation is the purview of youth has been partially upheld, in that younger persons (or offenders with no criminal records, who are more likely to be young) are more likely to be placed on probation. However, the aging population at large is also reflected in greater numbers of older persons being placed on probation.

The Length of Probation Term Remains One Year

The national median period of probation was 1 year in 1994-95. This statistic is unchanged since 1990-91 (see Table 2). Over half the probation terms imposed in

Les probationnaires ont tendance à être plus âgés

Depuis 1990-1991, la répartition selon l'âge des probationnaires révélait une tendance vers une augmentation du nombre de probationnaires plus âgés; toutefois, en 1994-1995 l'âge médian est passé de 30 l'année précédente à 29 ans (voir tableau 3). Ces chiffres appuient en partie l'opinion traditionnelle selon laquelle la probation est l'apanage des jeunes (ou des délinquants n'ayant pas de casier judiciaire, qui sont plus susceptibles d'être jeunes), en ce que les jeunes adultes sont plus susceptibles que les adultes plus âgés d'être mis en probation. Toutefois, le vieillissement de la population en général se traduit aussi dans les nombres plus élevés de personnes plus âgées mises en probation.

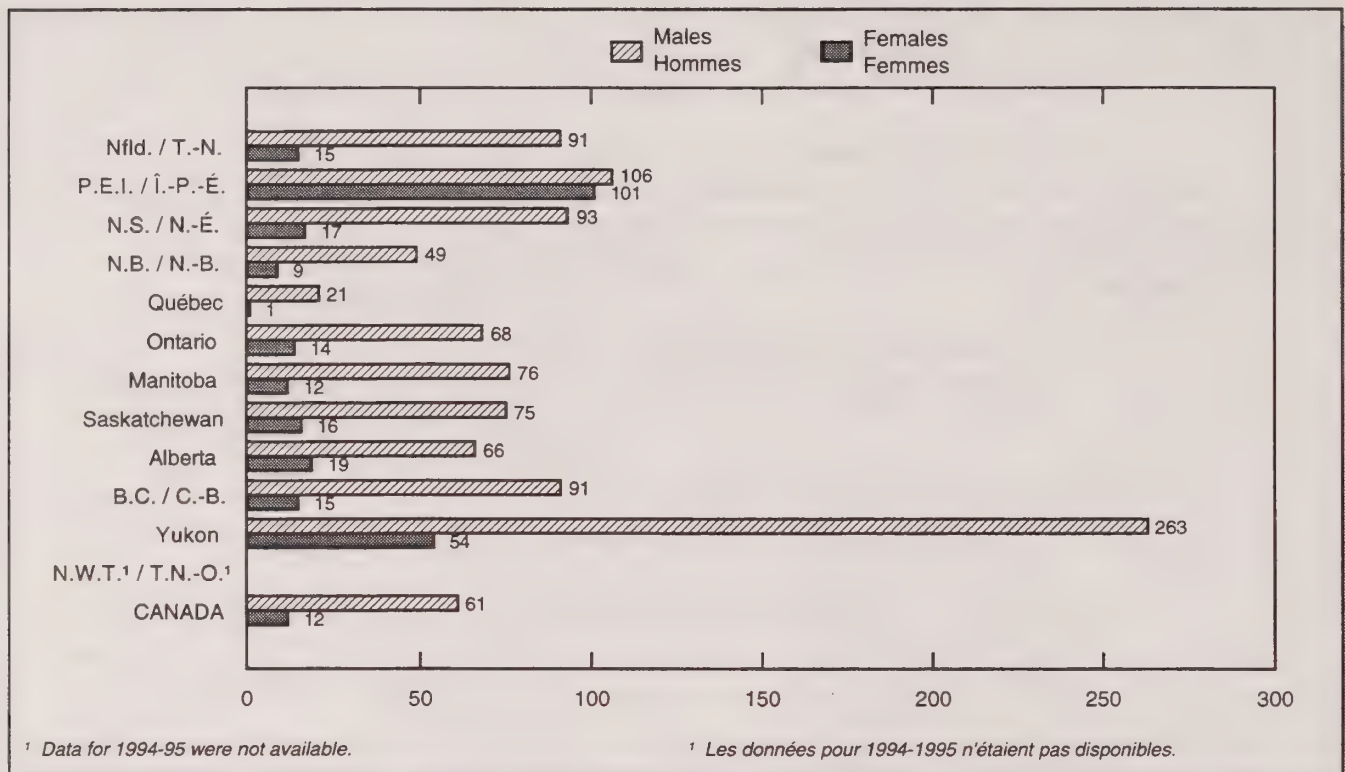
La durée de la probation est encore d'un an

Au niveau national, la durée médiane de la probation était d'un an en 1994-1995. Cette statistique n'a pas changé depuis 1990-1991 (voir tableau 2). Plus de la moitié des périodes de

Figure 5

**Probation Intakes: Rate per 10,000 Adults
Charged by Gender, 1994-95**

**Inscriptions à la probation : taux pour 10 000 adultes
accusés selon le sexe, 1994-1995**



1994-95 were between six months and one year in duration. Two provinces had median probation lengths significantly above the national level: in Quebec the median was 2 years, in Manitoba it was 22 months.

Men More Likely than Women to be Put on Probation for Crimes of Violence

Overall, 39% of the probationers sentenced for a *Criminal Code* infraction had been convicted of a crime of violence, 37% for a crime involving property and 6% for impaired driving. This does not necessarily mean that 39% of offenders received only probation for a crime of violence. A significant number of these offenders would have received another sentence in addition to the probation term. Previous research has shown that over one-quarter of probation terms imposed in provincial courts were accompanied by a period of imprisonment.⁵

When the probation statistics are broken down by gender, an interesting pattern emerges. In most provinces, men sentenced to probation are more likely to have been convicted of a crime of violence, while women were more likely to be placed on probation for crimes against property. This finding is independent of the fact that men are more likely to commit (and be convicted) of violent crimes.

probation imposées en 1994-1995 étaient de six mois à un an. Deux provinces enregistraient une durée médiane sensiblement plus élevée que celle des autres secteurs de compétence : le Québec, où la durée médiane était de deux ans, et le Manitoba où elle était de 22 mois.

Les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'être mis en probation pour des crimes de violence

Dans l'ensemble, 39 % des probationnaires condamnés pour une infraction au *Code criminel* avaient été reconnus coupables d'un crime de violence, 37 % d'un crime contre les biens et 6 % de conduite avec facultés affaiblies. Cela ne signifie pas nécessairement que 39 % des délinquants se sont vu imposer une période de probation pour un crime de violence. Un assez grand nombre de ces délinquants auraient reçu une autre peine en sus de la période de probation. Il ressort de recherches antérieures que plus du quart des périodes de probation imposées par des cours provinciales s'accompagnaient d'une période d'incarcération⁵.

Une tendance intéressante se dégage lorsque les statistiques sur la probation sont réparties selon le sexe. Dans la plupart des provinces, les hommes condamnés à la probation sont plus susceptibles d'avoir été reconnus coupables d'un crime de violence et les femmes d'un crime contre les biens, et ce, indépendamment du fait que les hommes sont plus susceptibles de se rendre (et d'être reconnus) coupables de crimes de violence.

⁵ Statistics Canada, *Sentencing in Adult Criminal Provincial Courts*. Ottawa: Statistics Canada. (Reference No. 46018).

⁵ Statistique Canada, *La détermination de la peine dans les tribunaux provinciaux de juridiction criminelle pour adultes*. Ottawa: Statistique Canada (n° de référence 46018).

Across Canada, of all men sentenced to probation, 42% had been convicted of a crime of violence compared to 34% of a crime involving property. For women sentenced to probation however, 22% had been convicted of a crime of violence, compared to 55% of a crime involving property. This gender difference may reflect the possibility that men were more likely than women to receive a term of probation as well as a term of imprisonment.

COMMUNITY SUPERVISION OF OFFENDERS ON CONDITIONAL RELEASE

The following types of conditional release from prison are used in Canada:

- **Full Parole** is a form of conditional release, granted at the discretion of parole authorities, which allows an offender to serve part of a prison sentence in the community. The offender is placed under supervision and is required to abide by conditions designed to reduce the risk of re-offending and to foster re-integration of the inmate into the community. Under full parole, the person does not have to return nightly to an institution, but must report regularly to a parole supervisor, and in certain cases, to the police.
- **Day Parole** provides offenders with the opportunity to participate in on-going community-based activities. Ordinarily, the offender resides at a correctional institution or community residence. Offenders are also granted day parole in order to prepare for full parole and statutory release.
- **Statutory Release** requires that federally sentenced offenders serve the final third of their sentence in the community under supervision and under conditions of release similar to those imposed on offenders released on full parole. Offenders on statutory release are therefore inmates who either did not apply for release on parole, or who were denied release on full parole.

In November 1992, Bill C-36, the *Corrections and Conditional Release Act (CCRA)* was proclaimed in force replacing the *Parole Act* and the *Penitentiary Act*. The authority to grant parole is now found in the *Corrections and Conditional Release Act*, and the respective provincial legislation. The authority for temporary absences is found in both federal and provincial correctional legislation and is exercised by correctional authorities in provincial and territorial systems. In the federal system the responsibility for temporary absences is shared between the National Parole Board (NPB) and Correctional Services Canada (CSC).

Three provincial jurisdictions (Quebec, Ontario and British Columbia) operate parole boards that have jurisdiction for all provincial offenders in their provincial institutions. The NPB has jurisdiction over all offenders sentenced to a penitentiary (terms of two years or more) and offenders

À l'échelle du pays, sur tous les hommes condamnés à une période de probation, 42 % l'avaient été pour un crime de violence, comparativement à 34 % pour un crime contre les biens. Toutefois, dans le cas des femmes inscrites à la probation, 22 % l'avaient été pour un crime de violence, comparativement à 55 % pour un crime contre les biens. Il se peut que cette différence selon le sexe tienne à ce que les hommes sont plus susceptibles que les femmes de se voir imposer une période de probation en plus d'une période d'incarcération.

SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE DES DÉLINQUANTS EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

Les types de mise en liberté sous condition utilisés au Canada sont les suivants :

- La **libération conditionnelle totale** est une forme de mise en liberté sous condition, accordée à la discrétion des responsables des libérations conditionnelles, qui permet à un contrevenant de purger une partie de sa peine d'emprisonnement dans la collectivité. Dans tous les cas, le contrevenant est sous surveillance et doit respecter les conditions qui lui ont été imposées pour réduire le risque de récidive et favoriser sa réinsertion dans la société. Il n'est pas tenu de rentrer tous les soirs à un établissement, mais il doit se présenter régulièrement devant un agent de libération conditionnelle et, dans certains cas, à la police.
- La **semi-liberté** donne au contrevenant l'occasion de participer à des activités communautaires permanentes. En général, le contrevenant vit dans un établissement correctionnel ou un établissement résidentiel communautaire. La semi-liberté lui est accordée pour le préparer à la libération conditionnelle totale ou la libération d'office.
- La **libération d'office** est le mécanisme selon lequel les contrevenants sous responsabilité fédérale doivent purger le dernier tiers de leur peine dans la collectivité, sous surveillance et selon des conditions de libération semblables à celles qui sont imposées au contrevenant bénéficiant d'une libération conditionnelle totale. Les contrevenants en libération d'office sont donc des détenus qui soit n'ont pas demandé une libération conditionnelle, soit se sont vu refuser une libération conditionnelle totale.

En novembre 1992, la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (projet de loi C-36) est entrée en vigueur, remplaçant ainsi la *Loi sur la libération conditionnelle* et la *Loi sur les pénitenciers*. Le pouvoir d'accorder la libération conditionnelle est désormais régi par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, ainsi que les lois provinciales pertinentes. Le pouvoir d'accorder des permissions de sortir est régi par les lois fédérales et provinciales concernant les services correctionnels, et il est exercé par les autorités correctionnelles des systèmes provinciaux et territoriaux. Dans le système fédéral, l'octroi des permissions de sortir est une responsabilité que se partagent la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) et le Service correctionnel du Canada (SCC).

Trois provinces (le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique) ont des commissions de libération conditionnelle qui sont chargées de tous les contrevenants sous responsabilité provinciale détenus dans leurs établissements. La CNLC est chargée de tous les contrevenants envoyés à un pénitencier (ceux qui ont été

held in provincial and territorial correctional institutions where there are no provincial boards of parole.

While on parole or statutory release, the offender must conform to a set of release conditions. Some of these conditions are standard and others are determined by the specific needs of the offender. Standard conditions typically are that the inmate must:

- remain within the jurisdiction of the Board;
- keep the peace, be of good behaviour and obey the law;
- report to a parole supervisor and the police as required;
- keep the Board or parole supervisor/service informed about changes of residence or employment; and,
- refrain from criminal associates and contacts.

Additional conditions may be imposed. For example, a board may require an offender to refrain from possession of firearms, to refrain from the use of alcohol and/or non-prescribed drugs, to reside in a halfway house for a period of time or to attend a treatment or training program.

Supervision of parolees in the community is provided by the appropriate correctional agency. In the case of persons granted parole by the National Parole Board (NPB), the responsibility rests with the Correctional Service Canada. Persons released by a provincial board are supervised by probation and parole officers in that province.

ELIGIBILITY FOR FULL PAROLE RELEASE

While not all inmates are eligible to be considered for parole release, those in provincial institutions sentenced to a term of six months or longer are automatically eligible for parole consideration after having served six months. Inmates serving shorter sentences must apply for parole consideration.

Normally, other than for certain specific exceptions, the time served before a federal offender becomes eligible for full parole is the lesser of one-third of the sentence of imprisonment or seven years. Some of the specific exceptions include indeterminate and life sentence, first and second degree murder or those cases where the court orders that an offender must serve at least half of their sentence before becoming eligible for full parole. In these latter cases, judges can only extend the parole eligibility for those cases that are listed on Schedule I (generally the more violent acts) and Schedule II (drug offences) of the *Corrections and Conditional Release Act*. Federal inmates who are not released on parole will generally

condamnés à une peine minimale de deux ans) et des contrevenants détenus dans les établissements correctionnels des provinces et des territoires où il n'existe pas de commission provinciale ou territoriale des libérations conditionnelles.

Le contrevenant en libération conditionnelle ou en libération d'office doit respecter un ensemble de conditions. Certaines de ces conditions sont générales, d'autres sont définies en fonction des besoins particuliers du contrevenant. Parmi les conditions générales figurent les suivantes :

- demeurer dans le ressort de la Commission;
- ne pas troubler l'ordre public, avoir une bonne conduite et respecter la loi;
- se présenter à un agent de libération conditionnelle et à la police, s'il y a lieu;
- faire connaître tout changement d'adresse ou d'emploi à la Commission ou à l'agent ou au service de libération conditionnelle; et
- s'abstenir de tout contact avec des complices ou des éléments criminels.

D'autres conditions peuvent être imposées. Par exemple, une Commission peut exiger d'un contrevenant qu'il ne possède pas d'armes à feu, qu'il s'abstienne de consommer de l'alcool ou des médicaments non prescrits, qu'il habite dans une maison de transition pendant une certaine période, ou qu'il participe à un programme de traitement ou de formation.

La surveillance des détenus en libération conditionnelle dans la collectivité est assurée par l'organisme correctionnel compétent. Dans le cas des personnes à qui la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) a accordé la libération conditionnelle, cette responsabilité incombe au Service correctionnel du Canada. Les personnes libérées par une commission provinciale sont placées sous la surveillance d'agents de probation ou d'agents de libération conditionnelle de la province concernée.

ADMISSIBILITÉ À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE

Les détenus ne sont pas tous admissibles à la libération conditionnelle, mais ceux incarcérés dans des établissements provinciaux qui purgent des peines de six mois ou plus sont automatiquement admissibles à la libération conditionnelle après avoir purgé six mois. Les détenus purgeant des peines moindres doivent présenter une demande s'ils veulent obtenir une libération conditionnelle.

Normalement, sauf certaines exceptions bien précises, les détenus sous responsabilité fédérale sont admissibles à la libération conditionnelle totale après avoir purgé le tiers ou sept ans de leur peine d'emprisonnement, selon la période la moins longue. Les exceptions particulières comprennent les peines d'emprisonnement pour une durée indéterminée et à perpétuité, les cas de meurtre au premier et au deuxième degré ou les cas où le tribunal ordonne que le détenu purge au moins la moitié de sa peine avant d'être admissible à la libération conditionnelle totale. Dans ces derniers cas, les juges ne peuvent prolonger l'admissibilité à la libération conditionnelle que pour les cas énumérés à l'annexe I (généralement les actes plus violents) et à l'annexe II (infractions relatives aux drogues) de la *Loi sur le*

spend the last third of their sentence on *statutory release* in the community under the supervision of parole officers, unless they are serving an indeterminate or life sentence.

The average count of offenders on full parole on March 31st 1995 was 9,227. At the national level, in 1994-95, there was an 8% decrease in the average count of offenders on full parole over the previous year but a 23% increase since 1990-91 (see Table 4). The jurisdictional trend since 1993-94 is somewhat different: Quebec was the province with the largest increase (10%) in counts since 1993-94. Ontario showed the largest decrease of 21% over the previous year, and the NPB (provincial offenders) showed a 35% decrease. The number of federally sentenced offenders on full parole went down as well (7%).

To some extent, the changes in Quebec and NPB data can be attributed to recent legislative changes for both jurisdictions. Both the *Corrections and Conditional Release Act* and *Bill 147* in Quebec affected parole eligibility. For example, as noted above, some federal offenders must now serve half of their sentence rather than one-third before becoming eligible for full parole. The legislative changes in Quebec, allows for provincial offenders having served between one-sixth and one-third of their sentence to be eligible for temporary absences.

Full Parole Grant Rates for Provincial Parole Boards

The changes in the number of individuals on full parole reflect changes in the parole grant rate. In 1994-95, provincial parole boards granted full parole to 60% of applicants. Although down slightly from 1993-94, this rate is up 7% since 1990-91. However, the three provincial parole boards show very different patterns in their grant rates over the five-year period. The parole grant rate has remained stable in Ontario: it was 52% in 1990-91 and 51% in 1994-95. The grant rate in British Columbia declined over the period 1990-91 to 1993-94 from 60% to 54%. (Data on full parole decisions were not available in 1994-95.) In Quebec, however, there was a significant increase in the parole grant rate, which rose from an average of 52% in the first two years (1990-91 to 1991-92) to 74% in the two most recent years (1993-94 to 1994-95). In the most recent year, the grant rate in Quebec was 72%.

Federal Full Parole Rate Lower Than Provincial Rate

In contrast to the provincial parole boards, the full parole grant rate for federal inmates is considerably lower. In 1994-95, the full parole grant rate for federal inmates was 33%, and in 1990-91, 30% of applications for full parole were granted.

système correctionnel et la mise en liberté sous condition. Les détenus sous responsabilité fédérale qui n'obtiennent pas une libération conditionnelle se voient normalement accorder une *libération d'office*, c'est-à-dire qu'ils purgent le dernier tiers de leur peine dans la collectivité sous la surveillance d'agents de libération conditionnelle.

Au 31 mars 1995, le compte moyen de contrevenants bénéficiant d'une libération conditionnelle totale s'établissait à 9 227. Au niveau national, ce chiffre représentait une diminution de 8 % par rapport à l'année précédente, mais une augmentation de 23 % depuis 1990-1991 (voir tableau 4). La tendance dans les secteurs de compétence depuis 1993-1994 est quelque peu différente : le Québec a affiché la plus forte augmentation (10 %), l'Ontario la plus forte diminution (21 %), et la CNLC (contrevenants sous responsabilité provinciale) a enregistré une baisse de 35 %. Le nombre de contrevenants sous responsabilité fédérale bénéficiant d'une libération conditionnelle totale a aussi diminué (7 %).

Dans une certaine mesure, les changements observés dans les données du Québec et de la CNLC peuvent être attribués à de récentes modifications législatives dans ces deux secteurs de compétence. La *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et la *Loi 147* au Québec ont eu une influence sur l'admissibilité à la libération conditionnelle. Par exemple, ainsi qu'il est indiqué plus haut, certains détenus sous responsabilité fédérale doivent désormais purger la moitié de leur sentence plutôt que le tiers avant d'être admissibles à la libération conditionnelle totale. Au Québec, les contrevenants peuvent, en vertu des nouvelles dispositions législatives, être admissibles à des permissions de sortir, s'ils ont purgé entre le tiers et le sixième de leur peine.

Taux d'octroi de la libération conditionnelle totale pour les commissions provinciales des libérations conditionnelles

Les changements dans le nombre de détenus bénéficiant d'une libération conditionnelle totale correspondent aux changements enregistrés dans les taux d'octroi de la libération conditionnelle. En 1994-1995, les commissions provinciales des libérations conditionnelles ont accordé la libération conditionnelle totale à 60 % des requérants. Même si ce taux est légèrement inférieur à celui qui a été enregistré en 1993-1994, il représente une augmentation de 7 % depuis 1990-1991. Toutefois, les trois commissions provinciales des libérations conditionnelles affichent des tendances très différentes pour ce qui est de leurs taux d'octroi de la libération conditionnelle au cours de la période de cinq ans. Le taux n'a pas beaucoup changé en Ontario : il était de 52 % en 1990-1991, et de 51 % en 1994-1995. En Colombie-Britannique, il a diminué de 1990-1991 à 1993-1994, soit de 60 % à 54 % (en 1994-1995, on ne disposait pas de données sur les décisions concernant la libération conditionnelle totale). Au Québec, toutefois, le taux d'octroi de la libération conditionnelle a sensiblement augmenté, c'est-à-dire de 52 % au cours des deux premières années (1990-1991 à 1991-1992) à 74 % au cours des deux dernières années (1993-1994 à 1994-1995). L'année dernière, il a atteint 72 %.

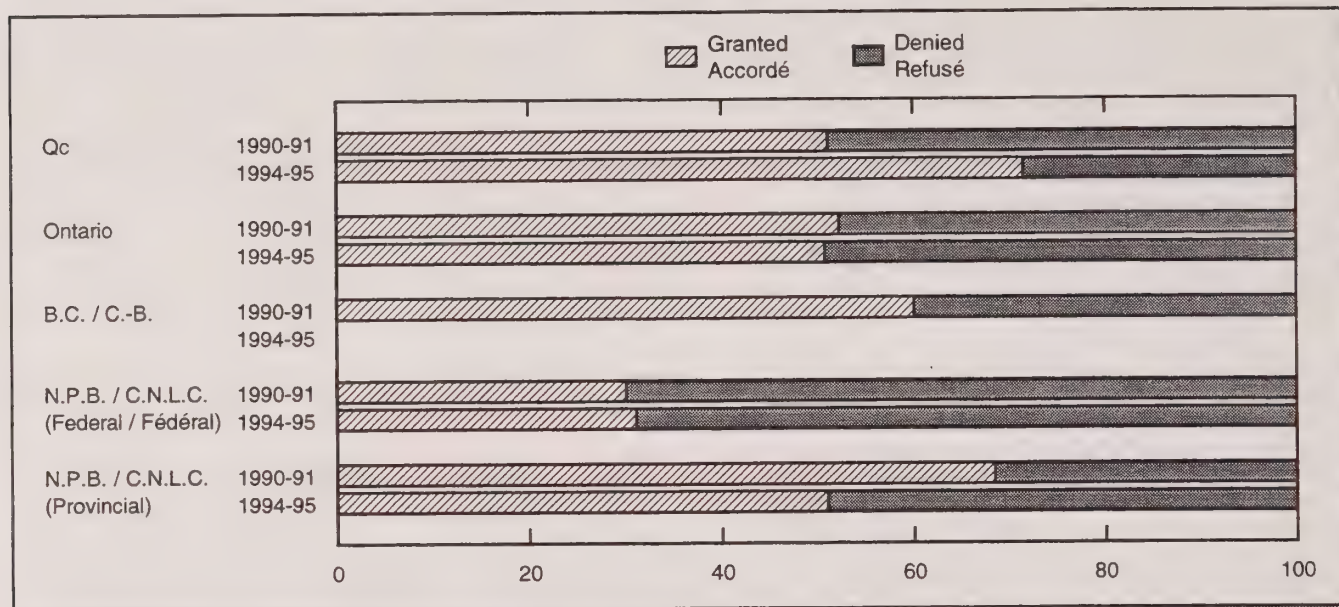
Le taux fédéral d'octroi de la libération conditionnelle totale est plus faible que le taux provincial

Si on le compare aux taux des commissions provinciales des libérations conditionnelles, le taux d'octroi de la libération conditionnelle totale est sensiblement plus faible pour les détenus sous responsabilité fédérale. En 1994-1995, le taux d'octroi de la libération conditionnelle totale dans le cas des détenus sous responsabilité fédérale s'établissait à 33 % et en 1990-1991, 30 % des demandes ont été approuvées.

Figure 6

**Provincial and Federal Full Parole Decisions,
1990-91 and 1994-95**

**Décisions provinciales et fédérales rendues
relativement à la libération conditionnelle totale,
1990-1991 et 1994-1995**



Revocation of Full Parole

When offenders serve part of their sentence in the community, they can be returned to prison if they violate the conditions of parole or commit a new offence. In 1994-95, 1,206 offenders had their parole revoked by the NPB; 89% were federal offenders, 11% were provincial offenders.

Révocation de la libération conditionnelle totale

Lorsque des détenus purgent une partie de leur peine dans la collectivité, ils peuvent être réincarcérés s'ils violent les conditions de leur libération conditionnelle ou s'ils commettent une nouvelle infraction. En 1994-1995, la CNLC a révoqué 1 206 libérations conditionnelles : 89 % pour des contrevenants sous responsabilité fédérale, et 11 % pour des contrevenants sous responsabilité provinciale.

INMATES RELEASED ON DAY PAROLE

Use of Day Parole Declines for Third Consecutive Year

The NPB has the authority to grant day parole to offenders under its jurisdiction. The average count of offenders on day parole in 1994-95 was 1,506 (see Table 4). The majority (94%, 1,414) were federal offenders. The 1994-95 count represents a 9% decrease from the previous year. The grant rate of day parole applications declined in 1994-95 for the third consecutive year. In 1994-95, 60% of applications for day parole were granted. This is down from 65% in 1993-94, and 64% in 1991-92.

DÉTENUS EN SEMI-LIBERTÉ

Le recours à la semi-liberté diminue pour la troisième année consécutive

La CNLC a le pouvoir d'octroyer la semi-liberté aux contrevenants sous sa responsabilité. Le compte moyen des détenus en semi-liberté en 1994-1995 s'établissait à 1 506 (voir tableau 4). La majorité d'entre eux (94 % ou 1 414) étaient des contrevenants sous responsabilité fédérale. Le compte de 1994-1995 représente une baisse de 9 % par rapport à l'année précédente. Le taux d'octroi de la semi-liberté a régressé en 1994-1995, ce qui représente une diminution pour la troisième année consécutive. En 1994-1995, 60 % des demandes ont été approuvées. Ce pourcentage se compare à 65 % en 1993-1994, et 64 % en 1991-1992.

NUMBER OF INMATES RELEASED ON STATUTORY RELEASE INCREASING

Many federal offenders who are not granted parole must be released into the community after having served two-thirds of their sentence. This process is known as statutory release. Some offenders choose not to be released because they would rather serve their entire sentence in prison rather than abide by the conditions of supervision that would be placed upon them. Also, the following types of offenders are not eligible for statutory release: offenders

LE NOMBRE DE DÉTENUS BÉNÉFICIAIRE D'UNE LIBÉRATION D'OFFICE S'ACCROÎT

Plusieurs condamnés fédéraux qui n'obtiennent pas la libération conditionnelle doivent être remis en liberté dans la collectivité après avoir purgé les deux tiers de leur peine. Ce processus s'appelle la libération d'office. Certains détenus refusent leur remise en liberté parce qu'ils aiment mieux purger la totalité de leur peine d'emprisonnement que d'avoir à se plier aux conditions de la surveillance qui leur seraient imposées. De même, les genres suivants de détenus ne sont pas admissibles à la libération

serving a life or indeterminate sentence and those offenders who have been ordered by the board to serve their entire sentence incarcerated (these are known as detention review cases). In 1994-95, an average count of 2,365 federal offenders were released into the community under statutory release provisions. This represents an 8% increase over the 2,197 releases in the previous year.

Although statutory release does not apply to provincial offenders, they can achieve early release under provisions of earned remission, which releases them to the community without the need of supervision. No counts are kept of provincial offenders who are released to the community prior to their sentence expiry date.

TEMPORARY ABSENCES

Temporary absences (TA) allow the offender to leave the institution for specific purposes. The offender may be either *escorted* or *unescorted* by a correctional officer on such occasions. Inmates may apply for a temporary absence for a variety of reasons. These include medical, administrative (e.g. court appearances), community service, family contacts, parental responsibility, personal development for rehabilitative purposes and compassionate reasons. The duration of a temporary absence can be from several hours to up to a few days, but in cases of personal development the length can be up to 60 days.

The NPB grants TA's for offenders serving a life or indeterminate sentence and for those offenders who are serving a sentence for an offence set out in Schedule I (generally violent offences such as attempted murder, manslaughter, assaults, etc.) or II (drug offences) of the *Criminal Code*. It is important to note that offenders are only granted TA's where the offender will not, by reoffending, present an undue risk to society during the absence. In 1994-95, Correctional Service Canada gave out 45,359 escorted and 3,926 unescorted absences representing an increase of 11% and a decrease of 2% respectively from the previous year. A further 335 escorted and 654 unescorted TA's were granted by the NPB, marking a decrease of 17% and an increase of 19% respectively since 1993-94.

In the provinces and territories, the release of an offender on temporary absence falls under the responsibility of the superintendent (warden) of the institution. In 1994-95, the jurisdictions granted 214,799 temporary absences, an increase of 42% from the 1993-94 number (151,508). Information on the duration of absences and the reasons for the release is not available.

Temporary Absences From Prison Are Almost Always Completed Without Problems

Of the 49,285 federal escorted and unescorted temporary absences granted by the CSC in 1994-95, 99.6% were completed successfully.

d'office : les détenus purgeant une peine d'emprisonnement à perpétuité ou une peine pour une période indéterminée et ceux qui, sur l'ordre de la Commission, doivent purger la totalité de leur peine d'emprisonnement (il s'agit des cas de révision des motifs de la garde). En 1994-1995, on comptait, en moyenne, 2 365 contrevenants sous responsabilité fédérale en liberté dans la collectivité aux termes des dispositions relatives à la libération d'office. Ce chiffre représente une augmentation de 8 % par rapport aux 2 197 libérations de l'année précédente.

Bien que la libération d'office ne s'applique pas aux détenus provinciaux, ils peuvent obtenir une libération anticipée aux termes des dispositions de la réduction méritée de peine, et ils ne font pas l'objet d'une surveillance dans leur collectivité. On ne dispose pas de données sur les détenus sous responsabilité provinciale qui sont mis en liberté dans la collectivité avant la date d'expiration de leur peine.

PERMISSIONS DE SORTIR

La permission de sortir permet au contrevenant de quitter l'établissement à des fins bien précises. Lorsqu'il sort, le contrevenant peut être *accompagné* ou *non* par un agent de correction. Les contrevenants peuvent demander une permission de sortir pour diverses raisons. Ces raisons sont d'ordre médical ou administratif (p. ex., comparutions devant le Tribunal) ou l'exécution de travaux communautaires, des contacts avec la famille, des responsabilités familiales, du perfectionnement personnel et de la réadaptation, ou des motifs humanitaires. La durée de la permission de sortir peut être de plusieurs heures à quelques jours, mais, dans les cas du perfectionnement personnel, elle peut atteindre 60 jours.

La CNLC accorde des permissions de sortir aux détenus qui purgent une peine pour une période indéterminée et à ceux qui purgent une peine d'emprisonnement à perpétuité pour une infraction figurant à l'annexe I (généralement des crimes de violence comme tentative de meurtre, homicide involontaire coupable, voies de faits, etc.) ou de l'annexe II (infractions relatives aux drogues) du *Code criminel*. Il est important de noter que les détenus n'obtiennent la permission de sortir que dans les cas où une nouvelle infraction ne représenterait pas un risque indu pour la société pendant la sortie. En 1994-1995, le Service correctionnel du Canada a octroyé 45 359 permissions de sortir sous surveillance et 3 926 permissions de sortir sans surveillance, ce qui représente une augmentation de 11 % et une diminution de 2 % respectivement par rapport à l'année précédente. De plus, la CNLC a accordé 335 permissions de sortir sous surveillance et 654 permissions de sortir sans surveillance, pour une baisse de 17 % et une hausse de 19 % respectivement depuis 1993-1994.

Dans les provinces et les territoires, l'octroi d'une permission de sortir à un détenu est la responsabilité du surintendant (directeur) de l'établissement. En 1994-1995, les secteurs de compétence ont accordé 214 799 permissions de sortir, soit une augmentation de 42 % par rapport à 1993-1994 (151 508). On ne dispose pas de renseignements sur la durée des permissions et les raisons de la mise en liberté.

Presque toutes les permissions de sortir se déroulent sans incident

Sur les 49 285 permissions de sortir avec ou sans surveillance accordées par le SCC en 1994-1995, 99,6 % ont été une réussite.

METHODOLOGY AND DATA LIMITATIONS

The data presented in this *Juristat* were taken from the annual Adult Correctional Services Survey. This survey collects information on custodial and community corrections caseload and caseload characteristics for both provincial/territorial and federal corrections. Intake data were not available from Ontario for 1991-92 and 1992-93. No data for community programs were available from the Northwest Territories and only limited data for Alberta. Saskatchewan and the Northwest Territories were not able to provide data on the number of TAs granted for the years 1993-94 and 1994-95. The calculation of all rates and percentage change were adjusted to account for unavailable data.

MÉTHODE ET LIMITES DES DONNÉES

Les données présentées ici sont tirées de l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes. Cette enquête annuelle permet de recueillir des renseignements sur le nombre de cas de détention et de surveillance communautaire, ainsi que sur les caractéristiques de ces cas, aux niveaux tant provincial/territorial que fédéral. Les données sur les inscriptions en Ontario n'étaient pas disponibles pour 1991-1992 et 1992-1993. Les Territoires du Nord-Ouest n'ont pu fournir de données sur les programmes communautaires, et l'Alberta n'a fourni que des données limitées. La Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest n'ont pu fournir de données sur le nombre de permissions de sortir accordées pour les années 1993-1994 et 1994-1995. Le calcul de tous les taux et de toutes les variations en pourcentage a été rajusté pour tenir compte des données non disponibles.

Standards of service to the public

To maintain quality service to the public, Statistics Canada follows established standards covering statistical products and services, delivery of statistical information, cost-recovered services and services to respondents. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Normes de service au public

Afin de maintenir la qualité du service au public, Statistique Canada observe des normes établies en matière de produits et de services statistiques, de diffusion d'information statistique, de services à recouvrement des coûts et de services aux répondants. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1996. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1996. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Table 1

Average Probation Counts, 1990-91 to 1994-95

Tableau 1

Compte moyen des contrevenants en probation, 1990-91 à 1994-95

Province and year Province et année		Average counts Comptes moyens	Rates – Taux	
			Per 10,000 adults Pour 10 000 adultes	Per 10,000 adults charged Pour 10 000 adultes accusés
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1990-91	1,434	34.7	852.8
	1991-92	1,949	46.5	1,142.1
	1992-93	2,119	49.7	1,273.3
	1993-94	2,499	57.9	1,668.8
	1994-95	2,620	60.3	2,098.4
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1990-91	621	65.2	1,243.5
	1991-92	728	76.3	1,369.2
	1992-93	830	86.2	1,554.3
	1993-94	862	88.0	1,621.5
	1994-95	776	78.2	1,557.9
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	1990-91	2,647	38.6	780.1
	1991-92	3,563	51.5	1,042.7
	1992-93	4,561	65.2	1,373.3
	1993-94	4,170	59.0	1,385.1
	1994-95	4,227	59.3	1,536.2
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1990-91	2,122	38.5	968.7
	1991-92	2,136	38.3	1,046.9
	1992-93	2,435	43.1	1,214.7
	1993-94	2,555	44.8	1,362.6
	1994-95	2,602	45.1	1,455.2
Québec	1990-91	10,342	19.3	774.5
	1991-92	11,584	21.5	826.7
	1992-93	12,047	22.1	872.9
	1993-94	11,824	21.4	890.2
	1994-95	8,500	15.3	686.5
Ontario	1990-91	40,376	51.5	1,160.6
	1991-92	46,284	62.2	1,344.8
	1992-93	50,558	62.6	1,559.0
	1993-94	51,997	63.3	1,779.9
	1994-95	51,080	61.5	1,978.6
Manitoba	1990-91	3,791	46.4	1,161.7
	1991-92	4,758	58.0	1,408.0
	1992-93	5,066	61.3	1,502.2
	1993-94	5,385	64.6	1,571.8
	1994-95	5,482	65.3	1,702.0
Saskatchewan	1990-91	3,106	42.9	609.1
	1991-92	3,453	47.9	734.6
	1992-93	3,149	43.5	699.8
	1993-94	3,277	45.0	744.9
	1994-95	3,329	45.4	774.6
Alberta	1990-91	6,236	33.7	691.8
	1991-92	6,901	36.7	678.2
	1992-93	7,345	38.3	758.7
	1993-94	7,415	38.0	797.6
	1994-95	7,385	37.3	870.9
British Columbia – Colombie-Britannique	1990-91	9,996	39.8	1,307.5
	1991-92	10,903	42.4	1,284.8
	1992-93	11,126	41.9	1,292.0
	1993-94	11,985	43.9	1,426.7
	1994-95	13,452	48.0	1,618.7
Yukon	1990-91	809	408.6	2,205.0
	1991-92	713	342.8	2,305.2
	1992-93	700	324.1	2,341.1
	1993-94	433	196.8	2,029.1
	1994-95	457	210.6	1,724.5
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1990-91	611	161.6	832.7
	1991-92	342	89.1	369.4
	1992-93	450	115.1	534.0
	1993-94	..	..	..
	1994-95	..	..	..
Canada	1990-91	82,091	39.3	998.7
	1991-92	93,314	44.1	1,107.8
	1992-93	100,386	46.7	1,238.4
	1993-94	102,402	46.9	1,348.7
	1994-95	99,910	45.3	1,429.7

.. Data not available.

.. Nombres indisponibles.

Table 2

Tableau 2

Probation Intakes with Selected Offender Characteristics,
1990-91 to 1994-95Nombre d'inscriptions à la probation, selon certaines
caractéristiques du contrevenant, 1990-91 à 1994-95

Province and year Province et année		Total intakes Nombre total d'inscriptions	Males		Females		Aboriginals		Rates per 10,000 adults		Rates per 10,000 adults charged		Total	Median probation order length (in months) Durée médiane de l'ordon- nance de probation (en mois)
			Hommes		Femmes		Autochtones		Taux pour 10 000 adultes		Taux pour 10 000 adultes accusés			
			No.	%	No.	%	No.	%	Males	Females	Males	Females		
			nbre	%	nbre	%	nbre	%	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1990-91	1,945	1,677	86	268	14	135	7	81.5	12.9	1,112.1	1,506.5	1,156.7	12
	1991-92	2,203	1,915	87	288	13	124	6	91.8	13.7	1,243.3	1,696.1	1,290.9	12
	1992-93	2,431	2,095	86	336	14	157	6	99.3	15.8	1,439.4	1,610.0	1,460.8	18
	1993-94	2,316	1,974	85	342	15	148	6	92.8	16.0	1,525.9	1,678.1	1,546.6	19
	1994-95	2,300	1,976	86	324	14	160	7	91.0	14.9	1,794.2	2,199.6	1,842.1	18
Prince Edward Island – Île-du-Prince- Édouard	1990-91	674	581	86	93	14	..	...	124.7	19.1	1,251.6	2,307.7	1,349.6	12
	1991-92	726	646	89	80	13	..	...	138.3	16.4	1,250.0	1,793.7	1,365.4	12
	1992-93	813	717	88	96	16	..	...	154.5	19.6	1,438.6	2,696.6	1,522.5	12
	1993-94	734	639	87	95	15	..	...	135.7	19.2	1,297.2	2,435.9	1,380.7	12
	1994-95	512	..	...	..	...	..	...	105.8	100.8	..	..	1,027.9	12
Nova Scotia ¹ – Nouvelle-Écosse ¹	1990-91	3,588	3,056	85	532	15	171	5	91.2	15.2	982.6	1,351.3	1,057.4	12
	1991-92	3,843	3,227	84	616	16	150	4	95.6	17.4	1,032.3	1,608.8	1,124.7	12
	1992-93	3,962	3,308	83	654	17	129	3	97.5	18.4	1,126.9	1,696.1	1,192.9	..
	1993-94	3,654	3,033	83	621	17	144	3	89.1	17.3	1,158.5	1,581.4	1,213.7	14
	1994-95	3,873	3,239	84	634	17	156	4	92.9	17.4	1,361.1	1,704.8	1,407.5	12
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1990-91	1,697	1,490	88	207	12	..	...	55.0	7.4	745.1	1,008.8	774.7	10
	1991-92	1,727	1,518	88	209	12	..	...	55.4	7.3	819.1	1,042.4	846.4	10
	1992-93	1,770	1,497	85	273	15	..	...	54.3	9.5	837.8	1,253.4	883.0	11
	1993-94	1,942	1,648	85	294	15	..	...	59.5	10.2	994.5	1,348.6	1,035.7	11
	1994-95	1,665	1,390	83	275	17	..	...	49.2	9.4	884.7	1,267.9	931.2	11
Québec	1990-91	5,998	5,365	89	633	11	209	3	20.6	2.3	417.5	324.1	449.2	24
	1991-92	7,074	6,310	89	764	11	280	4	24.0	2.8	472.2	386.9	504.9	24
	1992-93	7,044	6,271	89	773	11	265	4	23.6	2.8	525.6	413.3	510.4	24
	1993-94	6,672	5,883	88	789	12	322	5	22.0	2.8	513.3	432.9	502.3	24
	1994-95	6,449	5,703	88	746	12	280	5	21.0	1.3	531.4	452.4	520.8	24
Ontario	1990-91	27,476	22,485	82	4,991	18	911	3	58.7	12.4	735.2	935.0	798.8	12
	1991-92	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1992-93	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1993-94	35,066	28,695	82	6,371	18	1,593	5	72.2	15.3	1,178.7	1,308.3	1,200.3	12
	1994-95	33,440	27,575	82	5,865	18	1,632	5	68.1	13.8	1,275.6	1,396.9	1,295.3	12
Manitoba	1990-91	2,720	2,275	84	445	16	1,198	44	56.7	10.7	831.7	814.6	833.5	14
	1991-92	3,131	2,671	85	460	15	1,342	43	66.3	11.0	938.5	816.3	926.6	18
	1992-93	3,221	2,779	86	442	14	1,421	44	69.1	10.5	992.0	774.1	955.1	18
	1993-94	2,959	2,531	86	428	14	1,632	55	62.9	10.2	887.1	747.2	863.7	18
	1994-95	3,610	3,110	86	500	14	1,689	47	75.5	11.7	1,156.0	942.3	1,120.8	22
Saskatchewan	1990-91	2,882	2,317	80	565	20	1,667	58	64.7	15.4	537.8	624.2	565.2	12
	1991-92	3,197	2,579	81	618	19	1,850	58	72.4	16.9	651.9	728.9	680.1	12
	1992-93	3,025	2,456	81	569	19	1,696	56	69.3	15.6	666.7	697.1	672.2	12
	1993-94	3,272	2,658	81	614	19	1,357	58	75.1	16.8	743.4	745.8	743.8	12
	1994-95	3,329	2,720	82	609	18	2,078	62	75.3	16.4	768.8	801.4	774.6	12
Alberta	1990-91	8,145	6,535	80	1,610	20	1,862	23	70.5	17.5	857.0	1,091.6	903.6	12
	1991-92	8,903	7,143	80	1,760	20	2,095	24	75.7	18.7	830.9	1,041.9	874.9	12
	1992-93	9,028	7,082	78	1,946	22	2,075	23	74.3	20.5	879.5	1,194.4	932.5	12
	1993-94	8,667	6,837	79	1,830	21	1,978	23	70.8	19.0	891.0	1,127.5	932.3	..
	1994-95	8,381	6,553	78	1,828	22	1,886	23	66.4	18.5	925.3	1,307.7	988.3	..
British Columbia – Colombie- Britannique	1990-91	10,227	8,615	84	1,612	16	1,569	17	69.5	12.7	1,263.8	1,460.4	1,337.7	10
	1991-92	11,103	9,296	84	1,807	16	1,806	17	73.3	13.9	1,269.9	1,452.0	1,308.4	9
	1992-93	11,503	9,622	84	1,881	16	1,781	16	74.3	14.1	1,309.1	1,491.0	1,335.8	..
	1993-94	13,513	11,391	84	2,122	16	2,067	15	85.8	15.5	1,585.3	1,746.5	1,608.6	12
	1994-95	14,724	12,564	85	2,160	15	2,127	15	91.1	15.2	1,768.1	1,792.8	1,771.7	12
Yukon	1990-91	400	346	87	54	14	231	65	332.7	57.4	1,108.6	981.8	1,090.2	11
	1991-92	376	321	85	55	15	227	71	302.8	55.6	1,221.0	1,185.3	1,215.6	12
	1992-93	373	319	86	54	15	223	72	292.7	51.9	1,230.7	1,356.8	1,247.5	12
	1993-94	376	317	84	59	16	187	79	270.9	51.3	1,725.6	1,986.5	1,761.9	15
	1994-95	356	300	84	56	16	168	81	263.2	54.4	1,307.8	1,573.0	1,343.4	12
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1990-91	345	294	85	51	15	313	93	146.3	28.8	472.4	436.3	470.2	12
	1991-92	374	321	86	53	14	344	93	155.8	29.3	405.9	374.3	404.0	12
	1992-93	474	409	86	65	14	423	91	198.5	35.7	583.6	458.1	562.5	12
	1993-94	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-95	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada Excludes Ontario – Exclut l'Ontario	1990-91	66,097	55,036	83	11,061	17	8,266	13	53.7	10.4	754.6	898.5	804.1	12
	1991-92	42,657	35,947	84	6,710	16	8,218	20	35.1	6.3	485.1	525.4	856.3	12
	1992-93	43,644	36,555	84	7,089	15	8,170	16	35.7	6.7	533.4	565.6	897.4	12
	1993-94	79,171	65,606	83	13,565	17	9,428	13	62.0	12.3	1,035.8	1,148.7	1,053.5	12
	1994-95	78,639	65,642	83	12,997	17	10,176	14	60.6	11.5	1,122.0	1,231.7	1,138.7	12

.. Data not available.

... Figures not appropriate or applicable.

¹ Nova Scotia – In 1992-93, the percentage value shown for Aboriginal peoples and median age are based on the number of probation orders (4,192) rather than the number of probationers.

.. Nombres indisponibles.

... N'ayant pas lieu de figurer.

¹ Nouvelle-Écosse – En 1992-1993, la valeur en pourcentage indiquée pour les Autochtones et l'âge médian sont fondés sur le nombre d'ordonnances de probation (4 192) plutôt que sur le nombre de probationnaires.

Table 3

Age of Probationers on Intake, Canada and the
Provinces, 1990-91 to 1994-95

Tableau 3

Âge des contrevenants à l'inscription à la probation, Canada
et les provinces, 1990-91 à 1994-95

Province and year Province et année		Age on intake – Âge à l'inscription							50 and over 50 et plus	Median age Âge médian	Total known cases Total des cas connus
		18-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49			
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1990-91	273	505	339	283	209	146	83	105	27	1,943
	1991-92	364	540	403	289	216	152	106	133	27	2,203
	1992-93	320	650	407	342	241	185	119	165	27	2,429
	1993-94	289	559	399	348	247	191	111	170	28	2,314
	1994-95	279	559	375	255	261	199	109	162	28	2,199
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1990-91	97	187	125	65	71	41	35	50	27	671
	1991-92	82	159	117	74	63	53	24	40	28	612
	1992-93	102	241	129	109	82	64	37	44	27	808
	1993-94	88	185	108	98	70	66	35	58	29	708
	1994-95	86	175	98	93	54	55	38	55	28	654
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	1990-91	578	935	698	469	338	235	154	181	26	3,588
	1991-92	1,164	489	709	..	911	..	378	186	26	3,837
	1992-93	529	1,158	761	610	410	271	199	249	27	4,187
	1993-94	473	996	654	615	445	260	182	215	29	3,840
	1994-95	471	920	651	608	463	290	212	257	29	3,872
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1990-91	288	416	271	245	166	119	53	118	27	1,676
	1991-92	354	436	311	227	147	95	64	82	26	1,716
	1992-93	274	444	322	243	180	103	87	113	27	1,766
	1993-94	322	444	293	303	208	128	98	130	28	1,926
	1994-95	295	403	243	236	175	123	68	110	27	1,653
Québec	1990-91	651	1,534	1,193	980	654	439	252	293	28	5,996
	1991-92	802	1,792	1,395	1,110	782	506	325	360	27	7,072
	1992-93	715	1,774	1,338	1,172	836	513	326	368	28	7,042
	1993-94	772	1,694	1,168	1,083	780	470	333	370	29	6,670
	1994-95	690	1,515	1,143	1,066	785	527	333	386	29	6,445
Ontario	1990-91	1,475	10,399	5,234	3,862	2,467	..	2,584	1,421	28	27,442
	1991-92	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1992-93	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1993-94	3,517	7,742	6,377	5,984	4,341	2,836	1,764	2,468	29	35,029
	1994-95	3,389	7,013	5,795	5,919	4,384	2,760	1,770	2,354	30	33,384
Manitoba	1990-91	368	748	565	403	285	204	103	133	27	2,809
	1991-92	307	818	636	511	334	223	130	164	28	3,12
	1992-93	282	834	665	558	337	231	134	172	28	3,213
	1993-94	255	769	567	465	379	218	123	176	28	2,952
	1994-95	277	890	702	620	407	279	186	239	28	3,600
Saskatchewan	1990-91	464	801	610	375	261	137	86	139	26	2,873
	1991-92	516	889	654	415	303	177	101	132	26	3,187
	1992-93	418	798	599	483	293	182	101	143	27	3,017
	1993-94	434	931	663	548	315	201	101	172	27	3,365
	1994-95	394	891	665	544	353	201	108	144	27	3,300
Alberta	1990-91	1,190	1,970	1,531	1,105	687	465	303	358	26	7,609
	1991-92	1,420	2,168	1,602	1,284	904	568	326	426	27	8,698
	1992-93	1,112	2,156	1,662	1,534	1,036	608	368	484	28	8,960
	1993-94	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-95	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
British Columbia ¹ – Colombie-Britannique ¹	1990-91	1,624	2,495	1,866	1,487	1,097	..	1,101	560	28	10,230
	1991-92	1,665	2,803	1,976	1,707	1,184	..	1,221	559	27	11,115
	1992-93	1,629	2,714	2,040	1,810	1,349	..	1,369	592	28	11,503
	1993-94	1,716	3,014	2,311	2,284	1,730	..	1,687	770	29	13,512
	1994-95	1,656	3,107	2,402	2,435	1,846	1,164	689	819	29	14,118
Yukon	1990-91	54	73	83	63	37	31	14	19	28	374
	1991-92	42	97	72	64	37	22	13	13	28	360
	1992-93	39	86	75	64	37	22	13	12	28	348
	1993-94	31	83	77	77	43	29	16	20	29	376
	1994-95	22	86	78	69	35	30	15	18	29	353
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1990-91	43	98	70	54	29	20	14	12	27	340
	1991-92	48	127	86	52	27	20	7	7	26	374
	1992-93	58	142	110	56	43	31	14	19	27	473
	1993-94	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1994-95	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CANADA ²	1990-91	7,105	20,161	12,585	9,391	6,301	1,837	4,782	3,389	27	65,551
	1991-92	6,764	10,318	7,961	5,733	4,908	1,816	2,695	2,102	27	42,297
	1992-93	5,478	10,997	8,108	6,981	4,844	2,210	2,767	2,361	28	43,746
	1993-94	7,897	16,417	12,617	11,805	8,558	4,399	4,450	4,549	30	70,692
	1994-95	7,559	15,559	12,152	11,845	8,763	5,628	3,528	4,544	29	69,578
Rate ³ – Taux ³	1994-95	9.5	7.6	5.3	4.4	3.4	2.5	1.8	0.6	..	..

¹ Data not available.² British Columbia - Prior to 1994-95, the figures reported in category 45-49 represent the age grouping 40-49.³ Excludes data for Ontario in 1991-92 and 1992-93, and for Alberta and the Northwest Territories in 1993-94 and 1994-95.⁴ Rates are based on the number of adults in the age cohort.¹ Nombres indisponibles.² Colombie-Britannique - Avant 1994-1995, les figures apparaissant à la catégorie d'âge 45-49, comprennent le groupe d'âge 40-49 ans.³ Exclut les données de l'Ontario en 1991-1992 et 1992-1993 ainsi que les données de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest en 1993-1994 et 1994-1995.⁴ Les taux sont fondés sur le nombre d'adultes dans chacune des catégories d'âge.

Table 4

Tableau 4

Release of Offenders and Average Counts of
Parolees, 1990-91 to 1994-95Les libérations de détenus et le nombre moyen des
contrevenants en libération conditionnelle, 1990-91 à
1994-95

		Full parole		Day parole	
		Libération conditionnelle		Semi-liberté	
		Releases	Average count	Releases	Average count
		Libérations	Compte moyen	Libérations	Compte moyen
Québec ¹	1990-91	1,492	916	...	...
	1991-92	1,600	898	...	...
	1992-93	2,783	1,332	...	...
	1993-94	3,226	1,804	...	...
	1994-95	3,381	1,981	...	...
Ontario	1990-91	2,204	1,273	...	...
	1991-92	3,631	1,428	...	...
	1992-93	..	1,558	...	...
	1993-94	3,456	1,772	...	...
	1994-95	2,563	1,405	...	...
British Columbia – Colombie-Britannique	1990-91	635	355	...	...
	1991-92	621	330	...	...
	1992-93	567	303	...	...
	1993-94	559	284	...	...
	1994-95	541	290	...	...
N.P.B. – C.N.L.C. Federal offenders – Contrevenants Fédéraux	1990-91	..	4,467r	4,113	1,841r
	1991-92	..	4,695r	4,795	1,922r
	1992-93	..	5,060r	5,095	1,927r
	1993-94	1,341	5,613r	3,307r	1,553r
	1994-95	927	5,224	2,579	1,414
N.P.B. – C.N.L.C. Provincial offenders ² – Contrevenants provinciaux ²	1990-91	..	511r	474	67r
	1991-92	..	490r	419	105r
	1992-93	..	497r	445	89r
	1993-94	..	505r	436	99r
	1994-95	..	327	..	92
CANADA	1990-91	...	7,522r	4,587	1,908r
	1991-92	...	7,841r	5,214	2,027r
	1992-93	...	8,750r	5,540	2,016r
	1993-94	...	9,978r	3,743	1,652r
	1994-95	...	9,227	2,579	1,506

.. Data not available.

... Figures not appropriate or applicable.

r Revised figures.

¹ The Québec Board of Parole reported data on calendar year basis from 1990 to 1994 inclusively and on a fiscal year basis as of 1994-95.² These provincial offenders are supervised by Correctional Service Canada since they are in provinces which do not operate their own parole board.

.. Nombres indisponibles.

... N'ayant pas lieu de figurer.

r Nombres rectifiés.

¹ La Commission québécoise des libérations conditionnelles déclarait ses données selon l'année civile de 1990 à 1994 inclusivement et sur l'année financière à partir de 1994-1995.² Ces contrevenants provinciaux sont supervisés par le Service correctionnel Canada car ils sont incarcérés dans des provinces ne possédant pas de commission des libérations conditionnelles.

Canadian Centre for Justice Statistics

Centre canadien de la statistique juridique

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613) 951-9023 or toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613) 951-9023 ou le numéro sans frais 1 800 387-2231. Pour obtenir une publication, veuillez communiquer par téléphone au (613) 951-7277 ou par télécopieur au (613) 951-1584 ou par internet : order@statcan.ca. Vous pouvez aussi appeler sans frais (Canada et États-Unis) au 1 800 267-6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation écrite pour une commande faite par téléphone.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

- | | |
|----------------|---|
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |
| Vol. 15 No. 14 | Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |
| Vol. 16 No. 1 | Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994 |
| Vol. 16 No. 2 | Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur |
| Vol. 16 No. 3 | Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes |
| Vol. 16 No. 4 | Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 5 | Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 6 | Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada |
| Vol. 16 No. 7 | Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada: Faits saillants de 1994-1995 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
 United States: US \$12.00 per issue, US \$108.00 annually
 Other Countries: US \$14.00 per issue, US \$126.00 annually
 Frequency: Irregular / ISSN 0715-271X
 To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free
 line 1-800-267-6677 or internet: order@statcan.ca

Vol. 16 No. 9

The Justice Data Factfinder

Introduction

The Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) is the administrative arm of the National Justice Statistics Initiative and a division of Statistics Canada. The purpose of the Initiative is to collect and disseminate justice statistics and information to support the administration of justice in Canada, and to ensure that accurate information regarding the nature and extent of crime and the administration of civil and criminal justice is available to the Canadian public. Canadians also provide Statistics Canada with information about their experiences with crime and the criminal justice system by responding to periodic household surveys. The Factfinder *Juristat*, produced annually, summarizes key survey findings that have been released in the previous year.

This Factfinder serves to answer some of the most frequently-asked questions about crime in Canada:

- What is the risk of being a victim of crime?
- Have risk levels increased?
- Are youth more criminally active than adults?
- Is youth crime on the rise?
- How are offenders punished by the courts?
- Have demands on the corrections system gone up?
- What does it cost to run our justice system?

For a more detailed analysis of these and other issues, refer to the list of recently released publications at the end of this *Juristat*.

What is the risk of being a victim of crime?

Criminal victimization is not a random occurrence. Rates of victimization are higher for certain groups in the

July 1996

Integration and Analysis Program

Prix : Canada : 10,00 \$ l'exemplaire, 90,00 \$ par année
 États-Unis : 12,00 \$ US l'exemplaire, 108,00 \$ US par année
 Autres pays : 14,00 \$ US l'exemplaire, 126,00 \$ US par année
 Périodicité : irrégulière / ISSN 0715-271X
 Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer notre
 numéro national sans frais 1 800 267-6677 ou par internet : order@statcan.ca

Vol. 16, n° 9

Recueil de données sur la justice

Introduction

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ), qui est une division de Statistique Canada, est l'organe administratif de l'Entreprise nationale relative à la statistique juridique. L'Entreprise a pour but de recueillir et de diffuser des statistiques et de l'information juridiques, afin d'appuyer l'administration de la justice au Canada, et de garantir que le public canadien a accès à des renseignements exacts sur la nature et l'étendue de la criminalité ainsi que sur l'administration de la justice civile et pénale. Les Canadiens fournissent également à Statistique Canada des renseignements sur leur expérience de la criminalité et du système de justice pénale, en répondant à des enquêtes périodiques menées auprès des ménages. Le *Juristat* annuel intitulé Recueil de données résume les principaux résultats des enquêtes de l'année précédente.

Le présent Recueil de données fournit des réponses à certaines des questions les plus souvent posées au sujet de la criminalité au Canada :

- Quels sont les risques de devenir victime d'un crime?
- Les niveaux de risque ont-ils augmenté?
- Les jeunes commettent-ils plus de crimes que les adultes?
- La criminalité chez les jeunes augmente-t-elle?
- Comment les délinquants sont-ils punis par les tribunaux?
- Le fardeau imposé au système correctionnel s'est-il accru?
- Combien en coûte-t-il pour administrer notre système de justice?

Pour une analyse plus détaillée de ces questions et d'autres points, voir la liste des publications récemment diffusées à la fin du présent *Juristat*.

Quels sont les risques de devenir victime d'un crime?

La victimisation n'est pas un incident qui se produit au hasard. Les taux de victimisation sont plus élevés pour certains groupes

Juillet 1996

Programme de l'intégration et de l'analyse

population than for others. Age, gender and lifestyle factors elevate the risk of being a victim of violent crime, while property victimizations are more strongly linked to income and place of residence.

Violent victimization

According to Statistics Canada's General Social Survey (GSS), rates of violent victimization are higher among women than men. In this survey, violent crime refers to non-sexual assault, sexual assault, and robbery. In 1993, the national rate of violent victimization was 93 per 1,000 people aged 15 and older (100 per 1,000 women, and 84 per 1,000 men). Men are victims of robbery twice as often as women (12 compared with 6 per 1,000), while women report much higher rates of sexual assault (29 per 1,000 compared with a very small rate for men). Women and men are almost equally as likely to be victims of non-sexual assault (66 compared with 68 per 1,000 respectively).

Violent incidents involving women tend to occur in the victim's home and are often perpetrated by a known person, usually a family member or close friend. About half (54%) of all violent incidents against women reported to a number of municipal police forces in 1994 involved someone who had a close relationship to the victim; spouses were perpetrators in one-third of total incidents. By comparison, only 12% of all violent incidents against men were committed by a person having a close relationship to the victim, and only 5% of these assailants were spouses.

Victimization surveys consistently show that rates of violent victimization are highest among young adults and decline steadily with age (these surveys generally do not interview persons under 15 years). The 1993 GSS estimated the rate of violent victimization among 15 to 24 year-olds to be 225 per 1,000, or more than twice the national average for all adults. The national 1993 Violence Against Women Survey (VAWS) estimated the rate of sexual and non-sexual assault against women 18 to 24 years of age to be about three times the national average.

A number of factors help to explain the higher rates of violence against young people. Most young adults are single and unencumbered with family responsibilities. They tend to have more leisure time to get involved in social activities with people they don't know well, and often place themselves in high risk situations. For example, a substantial proportion of violent incidents take place in drinking establishments or otherwise involve drinking. About half of all violent incidents reported in the GSS were, in the opinion of the victim, "related to someone else's or their own alcohol or drug use." The same proportion of incidents reported to the VAWS involved an intoxicated assailant. These surveys also show that frequent heavy drinking is associated with an elevated risk of victimization.

de la population que pour d'autres. Des facteurs comme l'âge, le sexe et le mode de vie accroissent le risque d'être victime d'un crime de violence, alors que les crimes contre les biens sont davantage reliés au revenu et au lieu de résidence.

Crimes de violence

Selon l'Enquête sociale générale (ESG) de Statistique Canada, les taux de crime de violence sont plus élevés chez les femmes que chez les hommes. Dans cette enquête, les crimes de violence sont définis comme des agressions non sexuelles, des agressions sexuelles et des vols qualifiés. En 1993, le taux national de crimes de violence était de 93 pour 1 000 personnes âgées de 15 ans et plus (100 pour 1 000 femmes, et 84 pour 1 000 hommes). Les hommes sont deux fois plus susceptibles que les femmes d'être victimes d'un vol qualifié (12 comparativement à 6 pour 1 000), alors que les femmes signalent des taux d'agressions sexuelles beaucoup plus élevés (29 pour 1 000 comparativement à un taux très faible pour les hommes). Les hommes et les femmes sont presque également susceptibles d'être victimes d'une agression non sexuelle (66 comparativement à 68 pour 1 000 respectivement).

Les crimes de violence perpétrés contre des femmes ont tendance à l'être au domicile de la victime, et ils sont souvent commis par une personne connue, normalement un membre de la famille ou un ami intime. Environ la moitié (54 %) de tous les crimes de violence contre des femmes qui ont été signalés à des services de police municipaux en 1994 impliquaient une personne qui entretenait une relation étroite avec la victime; les conjoints étaient les coupables dans le tiers des affaires. Par comparaison, seulement 12 % de tous les crimes de violence contre les hommes avaient été commis par une personne qui entretenait une relation étroite avec la victime, et seulement 5 % des agresseurs étaient des conjoints.

Il ressort de toutes les enquêtes sur la victimisation que les taux de crimes de violence sont les plus élevés parmi les jeunes adultes, et que leur nombre diminue progressivement avec l'âge (dans ces enquêtes, on n'interviewe pas généralement des personnes âgées de moins de 15 ans). Selon l'ESG, le taux des crimes de violence parmi des jeunes de 15 à 24 ans serait de 225 pour 1 000, ou plus du double de la moyenne nationale pour les adultes. Les estimations établies à la suite de l'Enquête sur la violence envers les femmes (EVEF), qui a été menée à l'échelle nationale, révèlent que le taux des agressions sexuelles et non sexuelles contre les femmes âgées de 18 à 24 ans serait environ trois fois plus élevé que la moyenne nationale.

Divers facteurs aident à expliquer les taux de violence plus élevés contre les jeunes. La plupart des jeunes adultes sont célibataires et n'ont pas de responsabilités familiales. Ils disposent normalement de plus de temps de loisirs pour participer à des activités sociales avec des gens qu'ils ne connaissent pas très bien, et souvent ils se placent dans des situations très dangereuses. Par exemple, une forte proportion des crimes de violence sont commis dans des débits de boisson, ou encore l'alcool a été un facteur. Environ la moitié de tous les crimes de violence signalés à l'ESG étaient, de l'avis de la victime, liés «à la consommation d'alcool ou de drogue, soit parce que les victimes en avaient consommé soit parce que d'autres personnes en avaient consommé». La même proportion d'affaires signalées à l'EVEF impliquait un agresseur intoxiqué. Ces enquêtes révèlent également qu'une consommation excessive et courante d'alcool accroît le risque de victimisation.

Focus on violence against women

Statistics Canada's 1993 Violence Against Women Survey asked 12,300 women across the country about their adult experiences concerning sexual and non-sexual assault (i.e., since the age of 16). Results weighted to represent the total female population show that 29% of women who have ever been married or lived in a common-law relationship have experienced at least one episode of spousal violence.

Forty percent of all women have been the victims of a sexual assault; one-quarter of all women reported very serious assaults and the same proportion reported unwanted sexual touching. The proportions affected by violence in the one-year period prior to the survey were 3% for spousal assault and 5% for sexual assault.

La violence envers les femmes

Dans l'Enquête sur la violence envers les femmes menée par Statistique Canada en 1993, on a posé à 12 300 femmes de tout le pays des questions sur leurs expériences se rapportant à des agressions sexuelles et/ou non sexuelle depuis l'âge de 16 ans. Selon les résultats qui ont été pondérés pour représenter la population totale de femmes, 29 % des femmes qui ont déjà été mariées ou qui ont vécu dans une union libre ont été victimes d'au moins une agression par leur conjoint.

Quarante pour cent de toutes les femmes ont été victimes d'une agression sexuelle; le quart des femmes ont signalé des agressions très graves, et la même proportion ont mentionné des attouchements sexuels non voulus. Les proportions de femmes victimes d'actes de violence au cours de la période d'un an qui a précédé l'enquête étaient de 3 % pour les agressions par le conjoint et 5 % pour les agressions sexuelles.

Household victimization

The location, type of dwelling, and the availability of valuable goods are factors that affect the risk of property crime. The GSS surveyed four household property crimes: breaking and entering, theft of motor vehicles, theft of other household property, and vandalism. The combined rate of household property offences in 1993 was 190 per 1,000 households in Canada. Vandalism against household property (including cars) was most prevalent at a rate of 55 per 1,000 households, followed by breaking and entering (50 per 1,000), theft of property (including theft from motor vehicles at 48 per 1,000), and motor vehicle theft (37 per 1,000).

The risk of being the victim of a property offence is positively related to household income. The relationship is strongest for theft of property and vandalism, while breaking and entering and theft of motor vehicles is most likely to occur in middle income households. The rate of household crime also increases steadily with the number of people living in the household.

Renters suffer higher rates of household offences than do homeowners, and the types of dwellings typically occupied by renters (such as apartments, semi-detached houses, rowhouses and duplexes) are most vulnerable. Urban areas, where renters and these types of dwellings are more common, show considerably higher rates of household property crime than rural areas (222 compared with 133 per 1,000 households).

Victimisation des ménages

L'emplacement, le type de logement et la présence de biens de valeur sont des facteurs qui influent sur le risque d'être victime d'un crime contre les biens. L'ESG a permis de recueillir des données sur quatre types de crimes contre les biens du ménage : introduction par effraction, vol de véhicules à moteur, vol d'autres biens du ménage, et actes de vandalisme. En 1993, le taux combiné d'infractions contre des biens du ménage s'établissait à 190 pour 1 000 ménages au Canada. Les actes de vandalisme contre des biens du ménage (y compris les voitures) étaient plus courants, (55 pour 1 000 ménages) ils étaient suivis par les introductions par effraction (50 pour 1 000), les vols de biens (y compris les vols de biens dans des véhicules à moteur à 48 pour 1 000), et les vols de véhicules à moteur (37 pour 1 000).

Le risque d'être victime d'une infraction contre les biens est relié positivement au revenu du ménage. Le lien est toutefois plus étroit pour les vols de biens et les actes de vandalisme, que pour les introductions par effraction et pour les vols de véhicules à moteur puisqu'il se produisent plus souvent dans des ménages à revenu moyen. En outre, le taux des crimes contre les ménages s'accroît parallèlement au nombre de personnes qui font partie du ménage.

Les locataires affichent des taux plus élevés de crimes contre les ménages que les propriétaires, et les types de logements normalement occupés par des locataires (comme des appartements, des maisons jumelées, des maisons en rangée et des duplex) sont les plus vulnérables. Dans les régions urbaines, où les locataires et ces types de logements sont plus courants, les taux de crimes contre les biens du ménage sont sensiblement plus élevés que dans les régions rurales (222 comparativement à 133 pour 1 000 ménages).

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Measuring crime

There are two primary types of statistical information about crime in Canada: police-reported crime data, generated from the Uniform Crime Reporting Survey and the Homicide Survey, and victimization data obtained from periodic household surveys (e.g., Statistics Canada's General Social Survey and the Violence Against Women Survey).

Crime victimization surveys have certain advantages over police statistics. Most notably, they measure the "dark figure" of crime that is not detected by the police. These figures are sizable. For example, the 1993 General Social Survey estimated that 90% of sexual assaults, 68% of other assaults, and 53% of robberies in that year were not reported to the police.

However, victimization surveys are not without limitations. They rely on truthfulness and accuracy of recollection from respondents who may fail to report certain events to interviewers, either because they have forgotten about it, are embarrassed about it, or considered it unimportant. They may also wittingly or unwittingly inflate statistics by "telescoping" events, that is, by bringing forward events that occurred prior to the reference period and reporting them as occurring during the reference year. As well, victimization surveys are able to address only certain crimes. They cannot capture information about crimes which do not have a clear-cut victim (such as prostitution, impaired driving and drug dealing), where the victim is a business, a corporation or a school, or where the victim is dead (as in homicides). They typically do not interview children, nor do they collect proxy information from parents about crimes committed against their children. Consequently, rates are calculated on the basis of the number of adults of a certain age in the population whereas UCR statistics count all types of crimes committed against all members of society.

While police-based surveys provide a less complete accounting of some types of crime, they have numerous advantages: a historical series beginning in 1962, a census of all types of crimes, a third party assessment of the incident (i.e., by the police officer or a witness), and information about charges. However, like all administrative data sources, consistency over time can be affected by many factors, for example, changes in legislation, police reporting practices, and the tendency of victims to report crimes to the police.

Mesure de la criminalité

Il existe deux principaux types de renseignements statistiques sur la criminalité au Canada : les données sur la criminalité déclarées par la police, qui proviennent du Programme de déclaration uniforme de la criminalité et de l'Enquête sur les homicides, et les données sur la victimisation obtenues d'enquêtes menées périodiquement auprès des ménages (p. ex., l'Enquête sociale générale et l'Enquête sur la violence envers les femmes de Statistique Canada).

Les enquêtes sur la victimisation présentent certains avantages par rapport aux statistiques policières. Plus précisément, elles mesurent le « chiffre noir » des crimes qui ne sont pas décelés par la police. Ces chiffres peuvent être comptabilisés. Par exemple, selon l'Enquête sociale générale de 1993, 90 % des agressions sexuelles, 68 % des autres agressions et 53 % des vols qualifiés commis au cours de l'année n'avaient pas été signalés à la police.

Toutefois, les enquêtes sur la victimisation comportent aussi des limites. On se fie sur la sincérité et la mémoire des répondants, qui omettent peut-être de signaler certains incidents aux intervieweurs, soit parce qu'ils les ont oubliés, qu'ils sont gênés de les mentionner, ou encore qu'ils les considèrent comme n'étant pas importants. En outre, ils peuvent consciemment ou inconsciemment grossir les statistiques en « télescopant » les incidents, c-à-d. en déclarant des incidents qui se sont produits avant la période de référence du sondage ou à l'extérieur de cette période. De plus, les enquêtes sur la victimisation ne peuvent examiner que certains crimes. Elles ne peuvent saisir de renseignements sur les crimes qui n'ont pas de victime bien définie (comme la prostitution, la conduite avec facultés affaiblies et le trafic de stupéfiants), dans les cas où la victime est une entreprise, une société ou une école, ou encore où la victime est décédée (comme dans les homicides). Normalement, on n'interviewe pas les enfants, et on ne recueille pas auprès des parents des renseignements indirects sur des crimes commis contre leurs enfants. Par conséquent, les taux sont calculés en fonction du nombre d'adultes d'un certain âge dans la population, alors que les statistiques policières tiennent compte de tous les crimes signalés et commis contre tous les membres de la société.

Même si les enquêtes menées auprès des services de police fournissent des données moins complètes sur certains types de crimes, elles présentent de nombreux avantages : une série chronologique qui commence en 1962, un recensement de tous les types de crimes, l'évaluation de l'affaire par une tierce partie (c.-à-d. par l'agent de police ou un témoin) et des renseignements sur les chefs d'accusation. Toutefois, comme dans le cas de toutes les sources de données administratives, l'uniformité peut, avec le temps, être réduite, et ce, en raison de nombreux facteurs comme des changements législatifs, les pratiques de déclaration de la police, et la disposition des victimes à signaler les crimes à la police.

Have risk levels increased?

Statistical evidence suggests that Canadians today are not more likely to be victimized by crime than they were in the late 1980s. According to the GSS, victimization rates in 1993 were about the same as those reported in 1988; that is, essentially the same proportion of the population (24%) experienced at least one instance of criminal victimization in 1993 as in 1988. Police-reported crime rates also suggest that risk rates have not increased. The first two years of the 1990s were characterized by increases in crime rates, but since 1992, crime rates have declined significantly. This is true for both violent and property crime.

Les niveaux de risque ont-ils augmenté?

Selon des données statistiques, aujourd'hui les Canadiens ne sont pas plus susceptibles d'être victimes d'un acte criminel qu'ils ne l'étaient à la fin des années 1980. L'ESG a révélé que les taux de victimisation en 1993 étaient à peu près les mêmes que ceux qui ont été signalés en 1988; la proportion de la population (24 %) ayant subi au moins un acte criminel en 1993 est essentiellement la même qu'en 1988. Les taux de criminalité signalés par la police indiquent également que les taux de risque n'ont pas augmenté. Les deux premières années des années 1990 ont été caractérisées par une augmentation des taux de criminalité, mais depuis 1992 ces taux ont sensiblement diminué. Et cela est vrai aussi bien pour les crimes de violence que les crimes contre les biens.

Victimization rates

The victimization component of the General Social Survey was administered in 1988 and, for a second time, in 1993. With the release of the most recent data in 1994, it was possible to analyze, for the first time, changes in victimization rates between the two time periods (data are not available for the intervening years).

Overall, the rates of victimization in 1993 were either the same or lower than those reported five years earlier. Canadians 15 years and over were not more likely to be victims of assaults, thefts of personal or household property, vandalism, or household break-and-enters than they were in 1988. They were less likely in 1993 to have been victims of robberies or motor vehicle thefts (or attempts) (the robbery rate decreased from 13 to 9 per 1,000 households; the motor vehicle theft rate decreased from 51 to 37 per 1,000 households).

Police-reported crime

In recent years, the police have reported approximately 2.6 million criminal incidents annually (excluding traffic). National data, collected since 1962, permit a long-term perspective on changes over time in police-reported crime.

Criminal Code crime rates rose steadily between 1962 and 1981. The rate almost tripled from 2,771 offences per 100,000 population in 1962 to 8,708 per 100,000 population in 1981 (Figure 1). The 1980s were characterized by an initial decline in rates, followed by a

Taux de victimisation

La composante victimisation de l'Enquête sociale générale a été administrée en 1988 et de nouveau en 1993. Avec la publication des données les plus récentes en 1994, on a pu analyser, pour la première fois, les changements qui se sont produits dans les taux de victimisation entre les deux périodes (les données ne sont pas disponibles pour les années qui se sont écoulées dans l'intervalle).

Dans l'ensemble, les taux de victimisation en 1993 étaient soit les mêmes soit plus faibles que les taux enregistrés cinq ans auparavant. Les Canadiens âgés de 15 ans et plus n'étaient pas plus susceptibles d'être victimes d'agressions, de vols de biens personnels ou de biens du ménage, d'actes de vandalisme, ou d'introductions par effraction qu'ils ne l'étaient en 1988. Ils étaient moins susceptibles en 1993 d'avoir été victimes de vols qualifiés ou de vols (ou tentatives de vol) de véhicules à moteur (le taux de vols qualifiés a diminué de 13 à 9 pour 1 000 ménages; le taux de vols de véhicules à moteur a affiché une baisse de 51 à 37 pour 1 000 ménages).

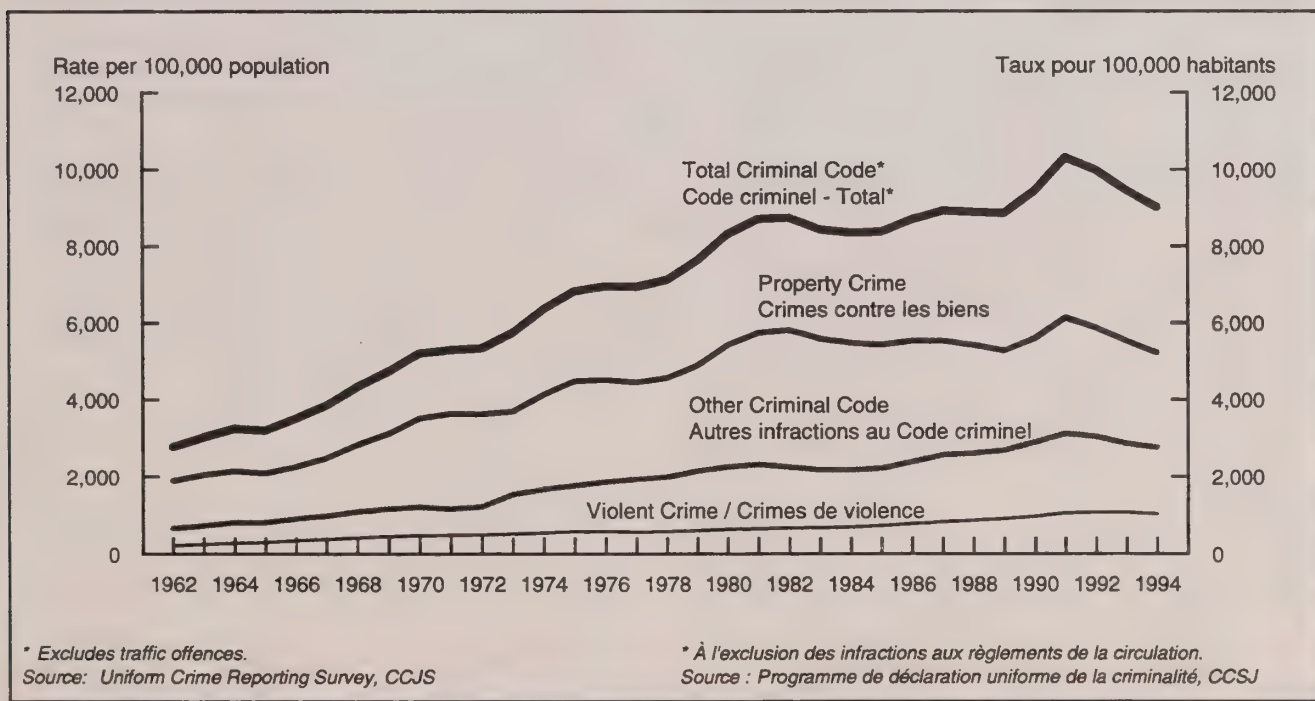
Crimes signalés à la police

Au cours des dernières années, la police a signalé, par année, environ 2,6 millions d'affaires criminelles (à l'exclusion des infractions aux règlements de la circulation). Les données nationales recueillies depuis 1962 fournissent une perspective à long terme des changements qui se sont produits avec le temps dans les crimes signalés par la police.

Les taux des crimes prévus au Code criminel n'ont pas cessé d'augmenter entre 1962 et 1981. Le taux a presque triplé, passant de 2 771 infractions pour 100 000 habitants en 1962 à 8 708 infractions pour 100 000 habitants en 1981 (figure 1). Les années 1980 ont été caractérisées par une baisse initiale des

Figure 1

Crime Rates, Canada, 1962-1994



period of relative stability. While rates increased in 1990 and 1991, decreases have been reported since that time. In fact, the decline reported in 1993 and 1994 were the largest in the 33-year history of the survey (-5.3% and -4.8% respectively).

Violent crime

Incidents involving violent crime numbered slightly more than 300,000 in 1994, representing about 10% of total Criminal Code incidents. Non-sexual assault accounts for approximately three-quarters of the total number of violent crimes. The next most frequent categories are sexual assault and robbery, each accounting for about 10% of violent crime in 1994. Three remaining categories account for less than 1% of total violent crimes: homicide, attempted murder, and abduction.

The trend for violent crime reveals a steady increase from 1962 to 1992. Rates rose most significantly in the seven year period following 1984, from 698 per 100,000 population in 1984 to 1,077 in 1992 (Figure 1). Most of this increase was reported for the least serious assault category (minor assault). Minor assaults account for about three-quarters of total non-sexual assaults reported to police and so have a major influence on the overall violent crime rate. It is difficult to determine what proportion of this increase was caused by actual increases in the level of societal violence, as opposed to other factors, for example, legislative change, changes in reporting behavior by the public, or police charging practices.

More recently, national violent crime rates have declined: the rate dropped slightly in 1993, then decreased by 3% in 1994. This decline was the greatest in the history of the survey.

taux, suivie d'une période assez stable. Les taux ont augmenté en 1990 et 1991, mais ils ont enregistré des baisses depuis cette période. En fait, les baisses affichées en 1993 et 1994 ont été les plus fortes jamais enregistrées au cours des 33 années où l'enquête a été administrée (-5,3 % et -4,8 % respectivement).

Crimes de violence

Le nombre d'affaires impliquant des crimes de violence s'est établi à un peu plus de 300 000 en 1994, ce qui représente à peu près 10 % de toutes les infractions au Code criminel. Les agressions non sexuelles comptent pour environ les trois quarts du nombre total de crimes de violence. Viennent ensuite les catégories des infractions sexuelles et des vols qualifiés, chacune représentant environ 10 % des crimes de violence en 1994. Trois autres crimes comptent pour moins de 1 % du nombre total de crimes de violence : l'homicide, la tentative de meurtre et l'enlèvement.

Dans le cas des crimes de violence, la tendance révèle une augmentation progressive de 1962 à 1992. C'est au cours de la période de sept ans qui a suivi 1984 que les taux ont affiché la plus forte hausse, passant de 698 pour 100 000 habitants en 1984 à 1 077 en 1992 (figure 1). La majeure partie de cette augmentation visait la catégorie des voies de fait moins graves (voies de fait mineures). Les voies de fait mineures représentent environ les trois quarts de tous les voies de fait non sexuelles signalés à la police, elles ont une forte influence sur le taux global de ces crimes. Il est difficile de déterminer quelle proportion de cette hausse était attribuable à des augmentations réelles du niveau de violence dans la société, par opposition à d'autres facteurs comme des changements législatifs, des changements dans la disposition du public à signaler des crimes, ou des changements dans les pratiques d'inculpation de la police.

Plus récemment, les taux nationaux de crimes de violence ont diminué : le taux a légèrement régressé en 1993, puis il a accusé une baisse de 3 % en 1994. Cette baisse est la plus forte qui ait jamais été enregistrée dans l'histoire de l'enquête.

Is homicide increasing?

Homicide, the most serious type of violent crime, is often considered the most accurate measure of violence in a community. It is particularly noteworthy then, that Canada's homicide rate has declined in recent years. The rate hit a twenty-five year low in 1994 (2.04 per 100,000 people) (Figure 2). That year, 596 people were murdered (34 fewer than in the previous year).

Between 1961 and 1975, the homicide rate more than doubled. However, since that time, the trend has been irregular but slightly downward. Declines have been witnessed in each of the last three years.

Le taux d'homicides augmente-t-il?

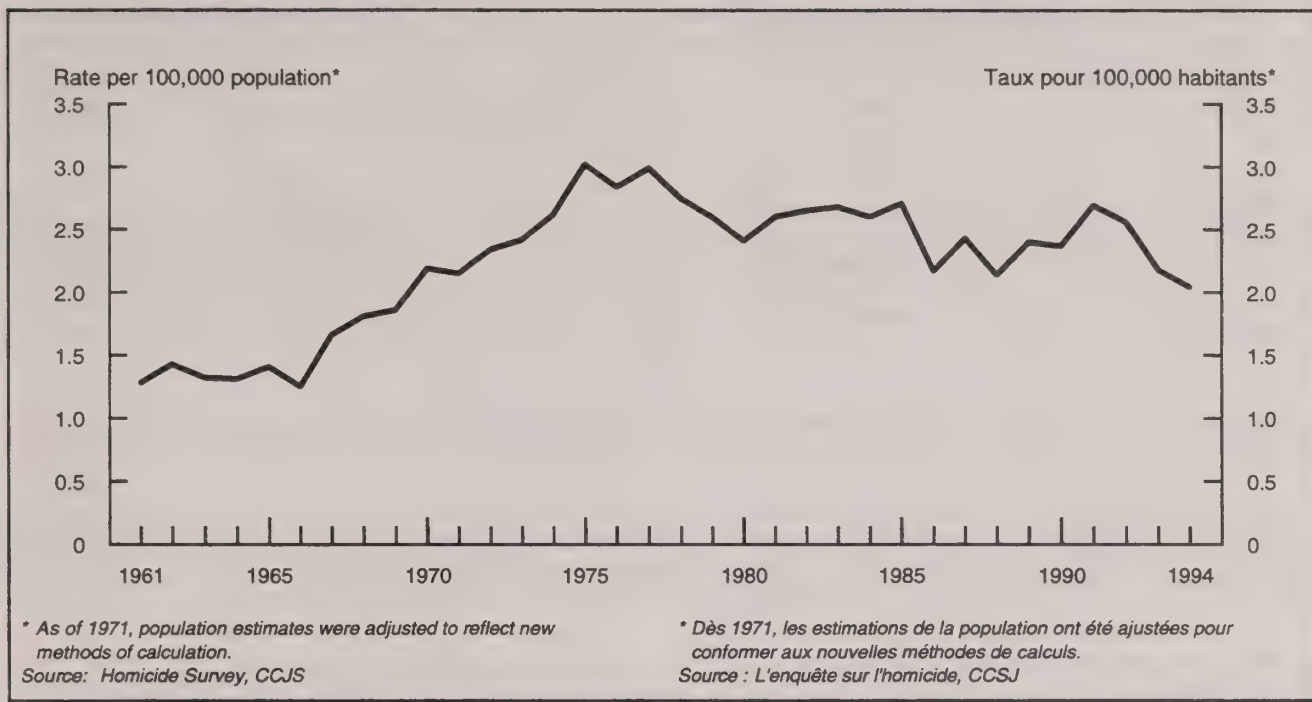
L'homicide, qui est le type de crime de violence le plus grave, est souvent considéré comme le meilleur indicateur du niveau de violence dans une collectivité. Il est donc tout particulièrement important de mentionner que le taux d'homicide du Canada a diminué au cours des dernières années. En 1994 il a atteint son niveau le plus faible depuis 25 ans (2,04 pour 100 000 habitants) (figure 2). En 1994, 596 personnes ont été victimes d'un homicide (34 de moins que l'année précédente).

Entre 1961 et 1975, le taux d'homicides a plus que doublé. Toutefois, en dépit de fluctuations annuelles, il a légèrement régressé depuis cette époque. Des baisses ont été enregistrées dans chacune des trois dernières années.

Figure 2

Homicide Rates, Canada, 1961-1994

Taux d'homicides, Canada, 1961-1994



Is violence against women and children escalating?

The number of women killed by spouses and common-law partners has remained fairly stable over the past two decades, with an average of 78 women murdered each year. The number of men killed by their spouses during the same period averaged 24.

Over the past two decades, an average of 54 children (under 12) and 60 youths (12-19 years of age) were the victims of homicide each year in Canada. Children represented 8% of homicides during this time period and youths accounted for 9%. When the rate of newborns and infants (under 12 months) is calculated separately, it becomes clear that the highest risk of homicide occurs within the first year of life.

Other violent crimes against women, particularly sexual assault and wife battering, are frequently reported in newspapers across the nation. This may leave readers with the impression that these crimes are on the rise. Statistics show that a great many women and their families are affected by violence, but there are no data available to show whether these crimes have increased over time.

Police statistics do show increases in the level of both sexual assault and non-sexual assault reported over the past decade, but there are several limitations to these data. It is not possible to distinguish real increases in the level of these offences from increases or decreases in the number of crimes reported to the police. The steady increase in the rate of sexual assault since 1983 may reflect a number of factors, for example, changes to legislation, increases in actual levels of sexual assault in society, and an increased willingness of victims to report these incidents to the police. It is also noteworthy that the police survey was only recently expanded to include the sex of victims and the relationship between the victim and the accused. These survey enhancements will improve our ability to answer questions about violence against women and children in future years.

La violence envers les femmes et les enfants augmente-t-elle?

Le nombre de femmes tuées par un conjoint et un conjoint de fait est demeuré relativement stable au cours des deux dernières décennies, s'établissant à 78 femmes en moyenne chaque année. Au cours de la même période, 24 hommes, en moyenne, ont été tués par leur conjointe.

Au cours des deux dernières décennies, et chaque année au Canada, 54 enfants (moins de 12 ans) et 60 adolescents (12 à 19 ans) ont été, en moyenne, victimes d'homicide. Au cours de cette période, les enfants représentaient 8 % des homicides, et les adolescents 9 %. Si l'on calcule séparément le taux pour les nouveau-nés et les enfants en bas âge (moins de 12 mois), il devient évident que c'est au cours de leur première année de la vie que le risque d'homicide est le plus élevé.

Partout au pays, les journaux font souvent état de crimes de violence contre les femmes, particulièrement des agressions sexuelles et des voies de fait contre la conjointe, ce qui peut donner au lecteur l'impression que ces types de crimes augmentent. Les statistiques indiquent qu'un grand nombre de femmes et de familles sont affectées par la violence, mais on ne dispose pas de données permettant de confirmer si ces crimes ont augmenté avec le temps.

Les statistiques policières indiquent effectivement une augmentation du niveau tant des agressions sexuelles que des agressions non sexuelles signalées au cours de la dernière décennie, mais ces données comportent plusieurs limites. Il n'est pas possible de faire la distinction entre les hausses réelles du niveau de ces infractions et les hausses ou baisses du nombre de crimes signalés à la police. La hausse progressive du taux des agressions sexuelles depuis 1983 peut tenir à un certain nombre de facteurs, par exemple des changements législatifs, une augmentation du niveau réel des agressions sexuelles dans la société, et une plus grande disposition des victimes à signaler ces incidents à la police. Il convient également de mentionner que ce n'est que récemment que l'on a élargi l'enquête auprès des services de police pour inclure le sexe des victimes et la relation entre la victime et l'accusé. Ces changements amélioreront notre capacité de répondre à des questions sur la violence envers les femmes dans les années à venir.

Property crime

In 1994, there were 1.5 million property crimes, accounting for 58% of all Criminal Code incidents. These crimes involve unlawful acts aimed at gaining property without the use or threat of violence against persons. Theft, breaking and entering, fraud, and possession of stolen goods are examples of property crimes.

The property crime rate increased steadily from 1962 to 1982, then declined slightly and remained relatively stable throughout the remainder of the decade. This period of stability was interrupted in 1991, when property crime rates reached an all-time high (Figure 1). However, since that time, property crime rates have decreased to levels consistent with the mid 1980s.

Are youth more criminally active than adults?

Canadians have become increasingly concerned about the nature and extent of crime committed by youth. Statistical evidence suggests that youth are, in fact, over-represented in crime relative to their proportion in the total population.

One way to assess the involvement of youth in crime is to examine the number of youth charged by the police with a Criminal Code offence. In 1994, a total of 542,132 persons were charged of which 119,759 were young people. Youth were charged more frequently than expected given their percentage in the population. Specifically, youth aged 12 to 17 represented 10% of the population aged 12 and over, but were charged in 22% of all Criminal Code incidents where an offender was identified.

Property crime

Youth are most over-represented in incidents involving property offences. On average, youth are charged in about three out of every ten property offences. In 1994, almost half of all persons charged with theft of a motor vehicle, and 40% of persons charged with breaking and entering were under the age of 18. Youth were also over-represented in the areas of theft of goods valued at \$1,000 and under (31%) and possession of stolen goods (30%), but were less likely to be charged with fraud (7%).

Violent crime

Although youth are less likely to be charged with violent offences than property offences, they are still over-represented among persons charged with violent crimes. In 1994, 15% of persons charged in violent incidents were under the age of 18. However, in the case of robbery, youth comprised almost one-third of all persons charged. Youth were less likely to be charged with homicide (11%) and attempted murder (15%), assault (13%), and abduction (6%).

Crimes contre les biens

En 1994, on a dénombré 1,5 million de crimes contre les biens, qui représentaient 58 % de toutes les infractions au Code criminel. Ces crimes sont des actes illicites commis pour obtenir des biens sans avoir recours à la violence ou à la menace de violence contre des personnes. Le vol, l'introduction par effraction, la fraude et la possession de biens volés sont des exemples de crimes contre les biens.

Après avoir augmenté régulièrement de 1962 à 1982, le taux des crimes contre les biens a affiché une légère baisse, puis il est demeuré relativement stable pendant le reste de la décennie. Cette période de stabilité a été interrompue en 1991, lorsque le taux a atteint un chiffre record (figure 1). Toutefois, depuis cette époque, il a diminué à un niveau qui se rapproche de celui qui était enregistré au milieu des années 1980.

Les jeunes commettent-ils plus de crimes que les adultes?

Les Canadiens sont de plus en plus préoccupés par la nature et l'étendue de la criminalité chez les jeunes. Il ressort de données statistiques que les jeunes sont effectivement surreprésentés dans la criminalité par rapport à leur proportion de la population totale.

Une façon d'évaluer l'implication des jeunes dans la criminalité est d'examiner le nombre de jeunes accusés par la police d'une infraction au Code criminel. En 1994, 542 132 personnes, au total, ont été accusées; sur ce nombre, 119 759 étaient des jeunes. Les jeunes ont été accusés plus souvent qu'on aurait pu le croire, compte tenu de leur pourcentage de la population. Plus précisément, les jeunes âgés de 12 à 17 ans représentaient 10 % de la population âgée de 12 ans et plus, mais ils ont été inculpés dans 22 % de toutes les infractions au Code criminel pour lesquelles un coupable avait été identifié.

Crimes contre les biens

C'est dans le cas des affaires impliquant des crimes contre les biens que les jeunes sont le plus surreprésentés. En moyenne, ils sont inculpés d'environ 3 infractions de ce genre sur 10. En 1994, presque la moitié des personnes accusées de vol d'un véhicule à moteur, et 40 % des personnes accusées d'une introduction par effraction étaient âgées de moins de 18 ans. Les jeunes étaient également surreprésentés lorsqu'il s'agissait de vols de biens de 1 000 \$ et moins (31 %) et de possession de biens volés (30 %), mais ils sont moins susceptibles d'être accusés de fraude (7 %).

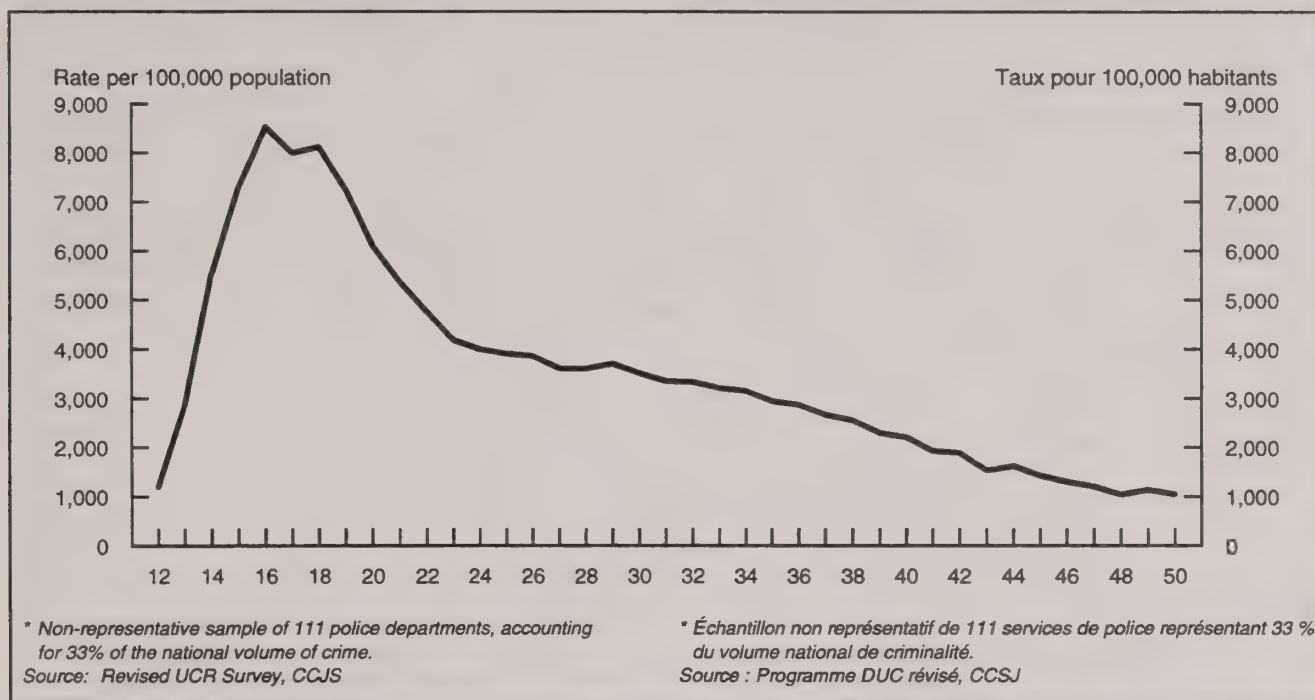
Crimes de violence

Même si les jeunes sont moins susceptibles d'être accusés de crimes de violence que de crimes contre les biens, ils sont encore surreprésentés parmi les personnes accusées de crimes de violence. En 1994, 15 % des personnes accusées de ce type de crime étaient âgées de moins de 18 ans. Toutefois, dans le cas des vols qualifiés, les jeunes représentaient presque le tiers de toutes les personnes accusées. Ils étaient moins susceptibles d'être accusés d'homicide (11 %), de tentative de meurtre (15 %), de voies de fait (13 %) et d'enlèvement (6 %).

Figure 3

**Age-Specific Criminal Code Crime Rates,
in Selected Municipalities, Canada, 1994***

**Taux d'inculpation en vertu de Code criminel,
selon l'âge, municipalité choisies, Canada, 1994***



Is youth crime on the rise?

Charge rates for all Criminal Code offences combined rose steadily between 1986 (by which time the minimum and maximum ages for young offenders were standardized across the country) and 1991 for both youth and adults. Since 1991, however, charge rates have declined, particularly for property crime. Youth charge rates for violent crime have been out-pacing adult charge rates by a wide margin.

Note that, in the analysis to follow, trends in charge rates for youth are compared to trends in charge rates for adults. The reader is cautioned that the focus of this comparison is on changes in the trends for both groups rather than in the rates themselves. It is inappropriate to compare rates because the adult charge rate is based on the population aged 18 to 100, and rates of criminality vary substantially over this age range (see "Crime-prone years").

La criminalité chez les jeunes augmente-t-elle?

Les taux d'inculpation pour toutes les infractions au Code criminel combinées ont augmenté progressivement entre 1986 (à ce moment l'âge minimal et l'âge maximal des jeunes contrevenants ont été normalisés à l'échelle du pays) et 1991, tant pour les jeunes que pour les adultes. Depuis 1991, toutefois, les taux ont affiché une baisse, particulièrement pour ce qui est des crimes contre les biens. Dans le cas des crimes de violence, les taux d'inculpation chez les jeunes ont dépassé, et de loin, les taux d'inculpation des adultes.

À noter que dans l'analyse qui suit, les tendances des taux d'inculpation pour les jeunes sont comparées aux tendances des taux d'inculpation pour les adultes. Le lecteur ne doit pas oublier que cette comparaison porte sur les changements survenus dans les tendances des deux groupes, plutôt que dans les taux eux-mêmes. Il faudrait éviter de comparer les taux, car le taux d'inculpation des adultes est fondé sur la population âgée de 18 à 100 ans, et les taux de criminalité varient sensiblement dans cette plage d'âge (voir «Âges les plus vulnérables»).

Crime-prone years

The relationship between criminality and age was examined using Criminal Code charge rates for single years of age starting at age 12 and ending at age 50. The analysis was based on 1994 data from a number of municipal police forces.

Findings reveal that criminality - as measured by the rates at which people of different ages are charged by the police - is heavily concentrated among people within a very narrow age range. The largest percentage of arrests for Criminal Code incidents involved persons between the ages of 14 and 22: this age category represented 12% of the population aged 12 and over, but were involved in 44% of total arrests. Further details will be available in the upcoming Juristat entitled *Crimes by Youth and Young Adults*.

Âges les plus vulnérables

On a analysé la relation entre la criminalité et l'âge, en se servant des taux d'inculpation en vertu du Code criminel pour chaque âge, allant de 12 ans à 50 ans. L'analyse était fondée sur des données de 1994 fournies par divers services de police municipaux.

Il ressort de l'analyse que la criminalité - mesurée selon les taux auxquels des personnes d'âges différents sont accusées par la police - est fortement concentrée chez des personnes faisant partie d'un groupe d'âge très restreint. Le plus fort pourcentage d'arrestations pour des infractions au Code criminel était enregistré chez des personnes âgées de 14 à 22 ans : les personnes faisant partie de cette catégorie d'âge représentaient 12 % de la population âgée de 12 ans et plus, mais elles étaient impliquées dans 44 % du nombre total d'arrestations. On trouvera plus de détails dans le Juristat intitulé *Criminalité chez les jeunes contravenants et les jeunes adultes* qui sera publié prochainement.

Violent crime

From 1986 to 1994 violent crime charge rates for adults and youth increased; however, the youth rate increased at a much faster pace (Figure 4). During this period, the charge rate for adults increased by 41%, while the comparable youth rate increased by 125%.

Over the 1986-1994 period, youth charge rates for homicide, attempted murder and abduction remained relatively stable, while the charge rate for sexual assault increased moderately. The greatest increases, however, were reported for non-sexual assault and robbery. The youth charge rate for each of these offences more than doubled between 1986 and 1994. It is noteworthy that the most significant increase was reported for minor assault, the least serious assault crime.

Crimes de violence

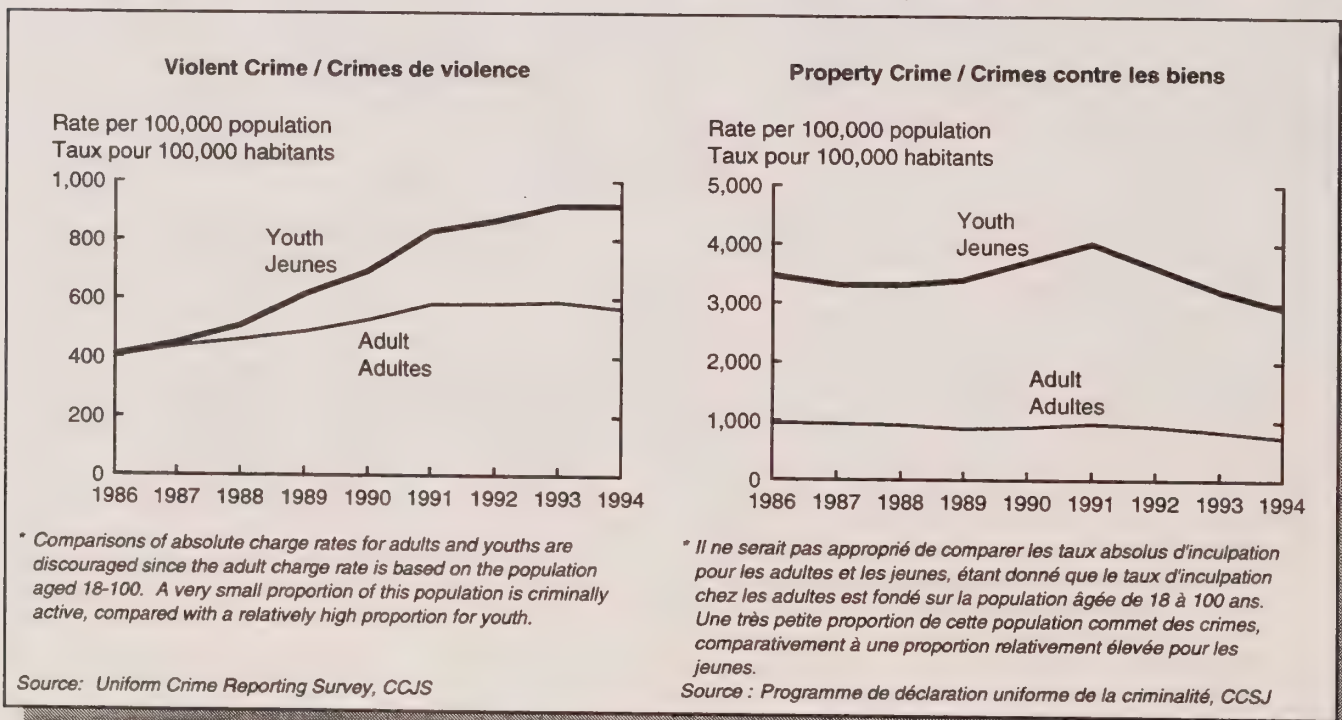
De 1986 à 1994, les taux d'inculpation chez les adultes et les jeunes pour des crimes de violence ont augmenté; toutefois, celui des jeunes a augmenté beaucoup plus rapidement (figure 4). Au cours de cette période, le taux d'inculpation chez les adultes a affiché une hausse de 41 %, contre 125 % dans le cas des jeunes.

De 1986 à 1994, les taux d'inculpation chez les jeunes pour des homicides, des tentatives de meurtre et des rapt sont demeurés relativement stables, alors que le taux d'inculpation pour des agressions sexuelles a augmenté modérément. Les plus fortes augmentations, toutefois, ont été signalées pour les agressions non sexuelles et les vols qualifiés. En effet, le taux d'inculpation chez les jeunes pour chacune de ces infractions a plus que doublé entre 1986 et 1994. Il convient de mentionner que la hausse la plus forte a été signalée pour les agressions mineures, les voies de fait les moins graves.

Figure 4

Trends in Adult and Youth Charge Rates, Canada, 1986-1994*

Tendances des taux d'inculpation chez les adultes et les jeunes, Canada, 1986-1994*



Property crime

In 1994, the property crime charge rates for adults and youth were the lowest reported since 1986 (Figure 4). The adult rate peaked in 1986 and has declined steadily since then, while the youth rate peaked in 1991 and has declined over the past three years.

How are offenders punished by the courts?

Available data suggest that adults and youth appearing in court are convicted of Criminal Code and drug crimes in equal proportions. In 1994-95, two out of every three adult provincial court cases and youth court cases resulted in a guilty finding for a least one charge. Adults were much more likely than youth to be sentenced to prison for committing a violent crime. However, for property crimes, adults and young offenders were sentenced to prison in close to equal proportions.

Young offenders

Two-thirds of all youth court cases involving a violent crime resulted in conviction. The most serious disposition for the majority of these offenders was probation (63%); 34% were sentenced to custody; and, a very small proportion were fined (3%) (Table 1). Over half of the probation orders were for seven to twelve months (56%). Custodial sentences were equally divided between open and secure facilities. Most custodial terms handed out were for three months or less (62%); the vast majority were for a period of six months or less (83%). Custodial terms exceeding one year were rare (5%) (Table 2).

Conviction rates for cases involving property crimes were slightly higher than those involving violence (69% vs. 66%). Those convicted of property crimes were also most likely to be put on probation (61%), followed by a custodial term (35%) (Table 1). Over half of probation orders were for 7 to 12 months, while two-thirds of all custodial terms were for three months or less (Table 2). As with violent convictions, fines were relatively infrequent (5%).

Re-offending youth

A substantial proportion of youth court cases resulting in conviction are known to involve repeat offenders (40% in 1994-95). About one-quarter of these youth had previously been convicted of a federal statute offence on three or more occasions.

An analysis of 1993-94 sentencing data reveals that, as the number of prior convictions increases, the severity of the sentence increases as well. Repeat young offenders tend to commit more serious violent and property offences than first-time offenders. They are also known to commit a greater number of property offences and fewer violent offences: 19% of re-offenders were convicted of violent crimes versus 25% of first-time offenders, and 65% of re-offenders were convicted of property crimes compared with 60% of first-time offenders.

Crimes contre les biens

En 1994, les taux d'inculpation chez les adultes et les jeunes pour des crimes contre les biens ont été les plus faibles qui aient jamais été signalés depuis 1986 (figure 4). Après avoir atteint un sommet en 1986, le taux des adultes a constamment diminué, alors que le taux des jeunes a atteint un maximum en 1991 et diminué au cours des trois dernières années.

Comment les délinquants sont-ils punis par les tribunaux?

Les données disponibles indiquent que les adultes et les jeunes qui comparaissent en cour sont reconnus coupables d'infractions au Code criminel et d'infractions reliées aux drogues dans des proportions égales. En 1994-1995, deux causes sur trois dont ont été saisis une cour provinciale pour adultes ou un tribunal de la jeunesse ont abouti à un verdict de culpabilité pour au moins un des chefs d'accusation. Les adultes étaient beaucoup plus susceptibles que les jeunes d'être condamnés à l'emprisonnement pour avoir commis un crime de violence. Toutefois, dans le cas des crimes contre les biens, les adultes et les jeunes contrevenants étaient condamnés à l'incarcération dans des proportions à peu près égales.

Jeunes contrevenants

Les deux tiers de toutes les causes traitées par un tribunal de la jeunesse et impliquant un crime de violence ont donné lieu à une condamnation. La peine la plus sévère pour la majorité des contrevenants a été une période de probation (63 %); 34 % ont été condamnés à une peine d'emprisonnement, et une très petite proportion se sont vu infliger une amende (3 %) (tableau 1). Plus de la moitié des ordonnances de probation variaient entre sept et douze mois (56 %). Les peines d'emprisonnement étaient réparties en proportions égales entre des établissements en milieu ouvert et des établissements en milieu fermé. La plupart de ces peines étaient pour une période de trois mois ou moins (62 %), et la grande majorité pour six mois ou moins (83 %). Les peines d'emprisonnement de plus d'un an étaient rares (5 %) (tableau 2).

Les taux de condamnation dans les cas impliquant des crimes contre les biens étaient légèrement plus élevés que dans les cas impliquant des crimes de violence (69 % contre 66 %). Pour les personnes reconnues coupables d'un crime contre les biens, la peine la plus courante était la probation (61 %), suivie d'une peine d'emprisonnement (35 %) (tableau 1). Plus de la moitié des ordonnances de probation visaient une période de 7 à 12 mois, alors que les deux tiers de toutes les peines d'emprisonnement étaient pour 3 mois ou moins (tableau 2). Comme dans le cas des condamnations pour crime de violence, les amendes étaient relativement rares (5 %).

Les jeunes récidivistes

On sait qu'une forte proportion des affaires dont sont saisis les tribunaux de la jeunesse et qui aboutissent à une condamnation impliquent des récidivistes (40 % en 1994-1995). Environ le quart de ces jeunes avaient déjà été reconnus coupables d'une infraction à une loi fédérale à trois occasions ou plus.

Il ressort d'une analyse des données sur les peines imposées en 1993-1994 que la gravité de la peine augmente proportionnellement au nombre de condamnations antérieures. Les jeunes récidivistes ont tendance à commettre des crimes de violence et des crimes contre les biens plus graves que les délinquants primaires. On sait aussi qu'ils commettent un plus grand nombre de crimes contre les biens et moins de crimes de violence : 19 % des récidivistes ont été reconnus coupables de crimes de violence contre 25 % des délinquants primaires, et 65 % des récidivistes ont été reconnus coupables de crimes contre les biens comparativement à 60 % des délinquants primaires.

Table 1

Most Serious Court Disposition for Convictions, Canada, 1994-95

Tableau 1

Peine la plus sévère pour les condamnations, Canada, 1994-1995

	Prison/Custody	Probation	Fine
	Prison/Détention		Amende
	%		
Violent Crimes - Crimes de violence			
Adult - Adultes*	64	25	6
Youth - Jeunes	34	63	3
Property Crimes - Crimes contre les biens			
Adult - Adultes*	39	41	17
Youth - Jeunes	35	61	5
C.C. Traffic Offences - Infractions aux règlements de la circulation			
Adult - Adultes*	27	12	61
Youth - Jeunes	19	35	46
Other Criminal Code - Autres infractions au Code criminel			
Adult - Adultes*	36	36	24
Youth - Jeunes	49	39	11
Drug Offences - Infractions liées aux drogues			
Adult - Adultes*	28	25	45
Youth - Jeunes	23	6	17

* Includes data for the following jurisdictions: Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Saskatchewan, Yukon and Northwest Territories. - Comprend des données des secteurs de compétence suivants : Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Québec, Saskatchewan, Yukon et Territoires du Nord-Ouest.

Sources: Adult Criminal Court Survey, Youth Court Survey, Canadian Centre for Justice Statistics - Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, Centre canadien de la statistique juridique.

Table 2

Sentence Length and Fine Amounts for Young Offenders, Canada, 1994-95

Tableau 2

Durée de la peine et montant de l'amende pour les jeunes contrevenants, Canada, 1994-1995

	Total	3 months or less	> 3 months to 6 months	> 6 months to 1 year	> 1 year
		3 mois et moins	> 3 mois - 6 mois	> 6 mois - 12 mois	+12 mois
	Number				
	Nombre				
Prison - Total - Incarcération	21,405	14,937	4,022	1,987	459
Violent Crimes - Crimes de violence	4,417	62	21	13	5
Property Crimes - Crimes contre les biens	10,824	65	22	11	2
C.C. Traffic Offences - Infractions aux règlements	204	68	19	12	1
Other Criminal Code - Autres infractions au Code criminel	5,368	85	10	4	1
Drug Offences - Infractions liées aux drogues	592	73	18	8	1
Probation - Total	33,871	941	6,670	19,065	7,195
Violent Crimes - Crimes de violence	8,246	2	17	56	25
Property Crimes - Crimes contre les biens	19,475	3	20	57	20
C.C. Traffic Offences - Infractions aux règlements	366	4	27	51	19
Other Criminal Code - Autres infractions au Code criminel	4,239	4	20	54	22
Drug Offences - Infractions liées aux drogues	1,545	3	25	61	11
	Total	< \$50	\$50 - \$100	> \$100 - \$500	> \$500
Fine - Total - Amende	3,952	284	1,477	2,049	142
Violent Crimes - Crimes de violence	356	6	35	57	2
Property Crimes - Crimes contre les biens	1,467	8	42	48	2
C.C. Traffic Offences - Infractions aux règlements	483	-	7	83	10
Other Criminal Code - Autres infractions au Code criminel	1,202	9	37	49	5
Drug Offences - Infractions liées aux drogues	444	7	57	35	1

Source: Youth Court Survey, Canadian Centre for Justice Statistics - Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, Centre canadien de la statistique juridique.

- Nil or zero. - Néant ou zéro.

Adult offenders

Provincial/territorial court data available for seven jurisdictions reveal that adults are less likely than youth to be convicted of a violent offence. Only half of all adult provincial court cases involving violence resulted in a finding of guilt in 1994. Adults convicted of violent offences were twice as likely as youth to be sentenced to a prison term (64%), of which seven in ten were for six months or less (Tables 1 and 3). Probation was the most serious disposition ordered in one-quarter of all violent cases, three-quarters of which were greater than 6 months to two years. Similar to youth, fines were rarely the most serious disposition ordered (6 %). One-half of these fines ranged from \$100 to \$300.

The likelihood of being convicted of a property crime is considerably higher than for a violent crime. In 1994-95, 71% of provincial court cases involving a property crime resulted in a finding of guilt (compared with 52% for violent crimes). Prison and probation were ordered in close to equal proportions as the most serious disposition (Table 1). A fine was the most serious disposition in close to one-fifth of cases resulting in a conviction. Three-quarters of all prison terms were for six months or less, while the large majority of probation terms were for greater than six months and less than two years (71%) (Table 3). Almost all fines were for \$500 or less (95%).

Délinquants adultes

Les données des cours provinciales/territoriales de sept secteurs de compétence révèlent que les adultes sont moins susceptibles que les jeunes d'être reconnus coupables d'un crime de violence. En 1994, seulement la moitié de toutes les affaires impliquant de la violence dont ont été saisies des cours provinciales pour adultes ont abouti à un verdict de culpabilité. Les adultes étaient deux fois plus susceptibles d'être condamnés à des peines d'emprisonnement (64 %); sept peines sur dix étaient pour six mois ou moins (tableaux 1 et 3). La probation était la peine la plus sévère imposée dans le quart de toutes les affaires, les trois quarts étant pour une période variant entre plus de six mois et deux ans. À l'instar des jeunes, les amendes étaient rarement la peine la plus sévère imposée (6 %). La moitié de ces amendes variaient de 100 \$ à 300 \$.

La probabilité d'être reconnu coupable d'un crime contre les biens est sensiblement plus élevée que dans le cas d'un crime de violence. En 1994-1995, 71 % des causes impliquant des crimes contre les biens dont ont été saisies les cours provinciales ont abouti à un verdict de culpabilité (comparativement à 52 % dans le cas des crimes de violence). L'emprisonnement et la probation étaient imposés dans des proportions à peu près égales comme peine la plus sévère (tableau 1). L'amende était la peine la plus sévère dans près du cinquième des causes qui ont abouti à une condamnation. Les trois quarts de toutes les peines d'emprisonnement étaient pour six mois ou moins, alors que la grande majorité des périodes de probation variaient entre six mois et moins de deux ans exclusivement (71 %) (tableau 3). Presque toutes les amendes étaient pour 500 \$ et moins (95 %).

Table 3

Sentences and Fines for Adult Offenders, Selected Jurisdictions, Canada, 1994*

	Total	3 months or less	> 3 months to 6 months	> 6 months to 1 year	> 1 year to 2 years	> 2 years
		3 mois et moins	> 3 mois - 6 mois	> 6 mois - 12 mois	+12 mois - 24 mois	> 24 mois
	Number					
	Nombre					
Prison - Total - Incarcération	31,545	13,383	13,318	2,454	1,235	1,155
Violent Crimes - Crimes de violence	4,762	25	44	12	8	12
Property Crimes - Crimes contre les biens	10,406	28	48	14	6	4
C.C. Traffic Offences - Infractions aux règlements de la circulation	5,251	5	45	3	1	1
Other Criminal Code - Autres infractions au Code criminel	9,697	64	34	1	1	1
Drug Offences - Infractions reliées aux drogues	1,429	35	41	13	7	5
Probation - Total	41,963	1,412	7,732	14,651	13,526	4,642
Violent Crimes - Crimes de violence	8,991	2	13	4	34	12
Property Crimes - Crimes contre les biens	17,162	3	13	33	38	13
C.C. Traffic Offences - Infractions aux règlements de la circulation	5,492	5	46	32	13	4
Other Criminal Code - Autres infractions au Code criminel	8,305	5	18	35	3	11
Drug Offences - Infractions reliées aux drogues	2,013	3	15	35	39	9
		< \$100	\$100 - \$300	> \$300 - \$500	\$500 - \$1000	> \$1000
Fine - Total - Amende	47,739	12,511	18,197	10,218	6,227	586
Violent Crimes - Crimes de violence	4,097	28	48	17	6	1
Property Crimes - Crimes contre les biens	10,128	42	41	12	4	1
C.C. Traffic Offences - Infractions aux règlements de la circulation	19,690	-	34	37	27	2
Other Criminal Code - Autres infractions au Code criminel	10,359	56	36	6	2	-
Drug Offences - Infractions reliées aux drogues	3,465	34	45	12	6	2

* These figures include data for the following jurisdictions: Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Saskatchewan, Yukon and Northwest Territories. Comprend des données des secteurs de compétence suivants : Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Québec, Saskatchewan, Yukon et Territoires du Nord-Ouest.

- Nil or zero. - Néant ou zéro.

Source: Adult Criminal Court Survey, Canadian Centre for Justice Statistics - Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Centre canadien de la statistique juridique.

Have demands on the corrections system gone up?

All components of the corrections population have experienced caseload increases in recent years. Average daily inmate counts have been rising for both adult and young offenders. However, both the adult and youth corrections sectors report strongest growth in the population being supervised in the community as opposed to prison.

Adult corrections

During 1994-95, about 154,000 adults were under the supervision of correctional authorities on any given day. Most of these offenders were serving their sentences in the community: 65% on probation, and a further 13% on conditional release (i.e., parole or statutory release). The remaining 22% of the corrections population was in prison. Almost three-quarters of these inmates had been sentenced to a prison term (73%), and were equally divided between federal penitentiaries (where sentences of over two years are served) and provincial/territorial prisons. The remainder were awaiting trial or sentencing in a provincial/territorial prison (27%).

Since 1980-81, when the time series began, the adult corrections caseload has increased from an average of about 93,000 to 154,000 people. Over the 15-year period, the community corrections count rose 60%, while the prison count rose 50%. Among offenders under community supervision, significant increases were reported for the average number of probationers (59%) as well as those on conditional release from custody (63%) (provincial supervision, 83%; federal supervision, 56%) (Table 4).

More recently, growth in the adult corrections population can largely be attributed to increases in the number of offenders under community supervision. For example, since 1989-1990, significant increases were reported for both probationers (37%) and those on conditional release from custody (34%). The overall rate of increase for the inmate population was much lower (12%).

While the overall rate of increase for the inmate population was 50% since 1980-81, the federal inmate population grew at a faster pace than the provincial/territorial inmate population (61% and 43% respectively) (Figure 5). The difference in growth rates has been most evident in recent years. For example, since 1989-90, the federal inmate population grew by 22% while the corresponding provincial/territorial count increased by 12%.

Le fardeau imposé au système correctionnel s'est-il accru?

Toutes les composantes de la population correctionnelle ont affiché une hausse du nombre de cas au cours des dernières années. Les comptes quotidiens moyens des détenus ont augmenté à la fois pour les délinquants adultes et les jeunes contrevenants. Toutefois, les deux secteurs correctionnels, pour jeunes et pour adultes, signalent la plus forte croissance dans la population supervisée dans la collectivité par opposition à la population incarcérée.

Services correctionnels pour adultes

En 1994-1995, peu importe le jour, environ 154 000 adultes étaient sous la surveillance des autorités correctionnelles. La plupart de ces délinquants purgeaient leur peine dans la collectivité : 65 % en vertu d'une ordonnance de probation, et 13 % en vertu de libération sous condition (p. ex., libération conditionnelle ou libération d'office). Les 22 % restants étaient incarcérés. Près des trois quarts de ces détenus avaient été condamnés à une peine d'emprisonnement (73 %), et ils se répartissaient en proportions égales entre les pénitenciers fédéraux (où sont purgées les peines de plus de deux ans) et les prisons provinciales/territoriales. Les autres attendaient leur procès ou le prononcé de leur sentence dans une prison provinciale/territoriale (27 %).

Depuis 1980-1981, année où l'on a commencé les séries chronologiques, le nombre de cas dont s'occupent les services correctionnels pour adultes passent d'une moyenne d'environ 93 000 à 154 000 personnes. Au cours de la période de 15 ans, la population des services correctionnels communautaires a affiché une hausse de 60 %, contre 50 % dans le cas de la population carcérale. Parmi les délinquants bénéficiant d'une surveillance dans la collectivité, on a signalé de fortes augmentations du nombre moyen de probationnaires (59 %) et de libérés conditionnels (63 %) (supervision provinciale, 83 %; supervision fédérale, 56 %) (tableau 4).

Plus récemment, une grande partie de la croissance de la population correctionnelle adulte peut être attribuée à des augmentations du nombre de délinquants sous surveillance dans la collectivité. Par exemple, depuis 1989-1990, on a déclaré de fortes hausses tant du nombre de probationnaires (37 %) que du nombre de libérés conditionnels (34 %). Le taux global d'augmentation de la population carcérale était beaucoup plus faible (12 %).

Même si le taux global d'augmentation de la population carcérale s'est établi à 50 % depuis 1980-1981, la population carcérale fédérale s'est accrue beaucoup plus rapidement que la population carcérale provinciale/territoriale (61 % et 43 % respectivement) (figure 5). C'est au cours des dernières années que la différence a été la plus évidente. Par exemple, depuis 1989-1990, la population carcérale fédérale a augmenté de 22 %, et la population carcérale provinciale/territoriale de 12 %.

Table 4

Community Supervision Caseload Counts, Adult Offenders, Canada

Tableau 4

Nombre de délinquants adultes sous surveillance communautaire, Canada**Provincial Caseload - Sous responsabilité provinciale****Federal Caseload - Sous responsabilité fédérale****Parole - Libération conditionnelle**

Year Année	Probation	Provincial Parole (Qc, Ont. B.C.) Libérés conditionnels sous resp. prov. (Qc, Ont., C.-B.)	Provincial Total	Federal Offenders Délinquants sous resp. féd.	Provincial Offenders* Délinquants sous resp. prov.*	Statutory Release Libération d'office	Federal Total Fédéral
1980-81	62,656	2,008	64,664	4,263	..	1,780	6,043
1981-82	65,123	2,641	67,764	4,758	..	1,783	6,541
1982-83	71,880	2,335	74,215	5,023	..	1,674	6,697
1983-84	74,386	2,773	77,159	4,697	704	1,868	7,269
1984-85	68,028	2,944	70,972	4,568	589	2,090	7,247
1985-86	72,249	2,677	74,926	4,485	580	2,252	7,317
1986-87	67,133	2,622	69,755	5,182	584	2,499	8,265
1987-88	66,105	2,674	68,779	5,610	741	2,396	8,747
1988-89	68,475	2,658	71,133	5,322	612	2,373	8,307
1989-90	73,044	2,625	75,669	5,850	593	2,498	8,941
1990-91	82,091	2,544	84,635	6,308	578	2,520	9,406 ^r
1991-92	93,314	2,656	95,970	6,617	595	2,495	9,707 ^r
1992-93	100,386	3,193	103,579	6,987	586	2,341	9,914 ^r
1993-94	102,402	3,860	106,262	7,166	604	2,197	9,967 ^r
1994-95	99,910	3,676	103,586	6,638	419	2,365	9,422

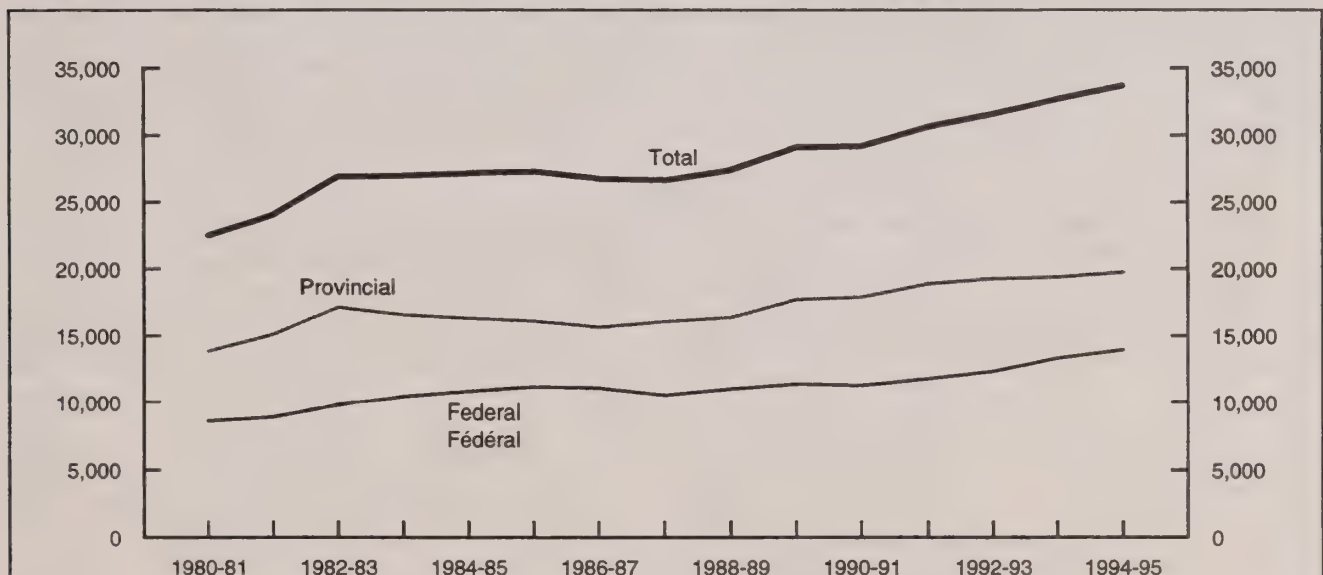
* These provincial offenders are supervised by the NPB in jurisdictions where there is no provincial parole boards. - Ces délinquants sous responsabilité provinciale sont supervisés par la CNLB dans les secteurs de compétence qui n'ont pas de commission provinciale des libérations conditionnelles.

^r Revised figures. - Nombres rectifiés.

.. Figures not available. - Nombres indisponibles.

Source: Canadian Centre for Justice Statistics - Centre canadien de la statistique juridique.

Figure 5

Trends in Adult Prison Population Counts, Canada**Tendance des comptes de la population carcérale adulte, Canada**

Source: Juristat Vol. 16, No. 7, Adult Correctional Services in Canada; Highlights for 1994-95, Adult Corrections Key Indicator Reports 1980 to 1994, CCJS

Source: Juristat, vol. 16, no 7, Services correctionnels pour adultes au Canada: Faits saillants, 1994-1995; Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour adultes: 1980 à 1994, CCSJ

Youth corrections

Almost 36,000 young offenders were on probation and 4,900 were held in custody on any given day during 1994-95. Forty percent were sentenced to secure custody and 45% to open custody. The remaining 15% were remanded to custody (i.e., awaiting completion of their trial and/or sentencing).

The average daily inmate count for youth has increased by 26% since 1986-87, when consistent data were first collected. Average month-end probation counts for youth have been collected since 1990-91. These counts have risen steadily over the five-year period, increasing by 30% overall. The comparative increase in the youth custody count was somewhat lower. The 1994-95 youth custody count was 20% higher than the 1990-91 count.

Services correctionnels pour jeunes

Peu importe le jour en 1994-1995, près de 36 000 jeunes contrevenants étaient en probation et 4 900 en détention. Quarante pour cent avaient été condamnés à la détention en milieu fermé, et 45 % à la détention en milieu ouvert. Le reste, soit 15 %, avaient été mis en détention provisoire (p. ex., en attendant la fin de leur procès ou encore le prononcé de leur sentence).

Le compte quotidien moyen de jeunes en détention a augmenté de 26 % depuis 1986-1987, première année où des données uniformes ont été recueillies. On recueille les comptes moyens de jeunes probationnaires à la fin du mois depuis 1990-1991. Ces comptes n'ont pas cessé d'augmenter au cours de la période de cinq ans, enregistrant une hausse globale de 30 %. L'augmentation correspondante du compte de jeunes en détention a été un peu plus faible. En effet, le compte en 1994-1995 était de 20 % supérieur au compte de 1990-1991.

Imprisonment rates for adults and youth

On a per capita basis, there are more young offenders than adults in prison. The adult rate of imprisonment, including both provincial/territorial prisons and federal penitentiaries, was 15 persons per 10,000 adults in 1994-95. The corresponding rate for young offenders was 21 per 10,000 youth.

Taux d'emprisonnement des adultes et des jeunes

Par habitant, il y a plus de jeunes délinquants que de délinquants adultes incarcérés. Le taux d'incarcération des adultes, comprenant tant les prisons provinciales/territoriales que les pénitenciers fédéraux, s'établissait à 15 personnes pour 10 000 adultes en 1994-1995. Le taux correspondant pour les jeunes contrevenants était de 21 pour 10 000 jeunes.

What does it cost to run our justice system?

Each year, Canada's justice system deals with approximately three million criminal incidents. While figures are not available, many other transactions - for example, civil, family, and tax law matters - are also processed by the courts annually. The most recent cost estimate of government-run justice services is \$9.6 billion, or \$331 for every person in Canada (Table 5). Taken together, spending on police, courts, corrections and legal aid represents close to one-quarter of the amount spent on health and education, or about 3% of total government spending.

Combien en coûte-t-il pour administrer notre système de justice?

Chaque année, le système de justice du Canada s'occupe d'environ trois millions d'affaires criminelles. Même si les chiffres ne sont pas disponibles, un grand nombre d'autres affaires - p. ex., affaires relevant du droit civil, du droit familial ou du droit fiscal - sont également traitées par les tribunaux tous les ans. Les dernières estimations du coût des services de justice administrés par le gouvernement se chiffrent à 9,6 milliards de dollars, ou 331 \$ pour chaque personne au Canada (tableau 5). Collectivement, les dépenses consacrées aux services de police, aux tribunaux, aux services correctionnels et à l'aide juridique représentent près du quart du montant dépensé au titre de la santé et de l'éducation, ou environ 3 % des dépenses totales du gouvernement.

Table 5

Government Expenditures on Justice Services by Sector, in Current Dollars, Canada

Sector - Secteur	1988-89	1989-90	1990-91	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95
	\$'000						
Police	4,389,414	4,684,760	5,248,530	5,426,887	5,716,833	5,783,567	5,788,065
Courts - Tribunaux	639,891	N/A	766,334	N/A	867,006	N/A	N/A
Legal Aid - Aide juridique	300,312	341,388	412,072	513,953	602,128	594,939	646,433
Youth Corrections - Services correctionnels pour jeunes	355,926	398,400	434,010	475,113	487,900	N/A	N/A
Adult Corrections - Services correctionnels pour adultes	1,477,416	1,653,785	1,791,705	1,872,371	1,879,819	1,878,892	1,893,530
Total *	7,162,959	7,781,333	8,661,139	9,119,262	9,569,655	9,678,403	9,682,934

* In order to allow annual comparisons, court expenditures for 1989/90, 1991/92, 1993/94 and 1994/95 have been estimated and included. - Pour pouvoir établir des comparaisons d'une année à l'autre, on a estimé et inclus dans ces totaux les dépenses des tribunaux pour 1989-1990, 1991-1992, 1993-1994 et 1994-1995.

Sources: Juristats Vol. 16, No's 1, Police Personnel and Expenditures in Canada - 1994, No. 3, Government Spending on Adult Correctional Services, No. 7, Adult Correctional Services in Canada: Highlights For 1994-95 and Legal Aid in Canada Report, Canadian Centre for Justice Statistics/Juristats, vol. 16, no 1, Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994, n° 3, Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes.

Police services

The largest share of the justice dollar is spent on policing (60%) (Figure 6). The policing bill was \$5.8 billion in 1994-95, which translates into about \$200 for every person in Canada.

Just over 80% of every policing dollar is spent on salaries. In 1994, close to 75,000 people were employed in the police sector, three-quarters of whom were police officers. That year, police strength declined by 2% nationally, representing the largest annual decline since data were first collected in 1962. Despite this decline, however, the number of female police officers continued to rise. Twenty years ago, women accounted for 1% of police officers; today, 9% of all police officers are women.

Spending on police services has levelled off in recent years: 1994-95 marked the second consecutive year of stable costs. Between 1988-89 and 1994-95, inflation-adjusted costs rose by 8%.

Adult corrections

Spending on adult correctional services accounts for the second-largest share of the justice dollar (20%). In 1994-95 these services were delivered at an operating cost of \$1.9 billion, or about \$65 for each person in Canada.

Most of this money was spent on keeping offenders in prison (it cost about \$44,000 per year to keep a person in a federal penitentiary, compared with \$40,000 in a provincial facility). While the majority of offenders in the system are under some form of community supervision (77%), these services accounted for only 12 cents of every dollar spent on adult corrections. Keeping offenders in prison cost 79 cents and administrative services, 9 cents.

Spending on adult corrections has been stable since 1991-92. However, since 1988-89, costs have increased 19% on a constant dollar basis.

Legal aid

Canada's legal aid plans spend 7% of the justice dollar. Costs rose to \$646 million in 1994-95, representing a \$22 outlay for every person in Canada.

More than half (58%) of total legal service expenditures was paid for family and other civil law matters, while the remainder was spent on criminal matters. Two-thirds of total spending (\$433 million) was for work done by private lawyers on a fee-for-service basis, while the balance went to staff professionals.

Spending on legal aid rose in 1994-95, resuming a long-standing trend of annual increases that was interrupted briefly in 1993-94. Since 1988-89, when costs

Services de police

La part la plus élevée du budget de la justice est consacrée à la surveillance policière (60 %) (figure 6). En effet, en 1994-1995 la facture des services de police atteignait 5,8 milliards de dollars, ce qui se traduit par environ 200 \$ pour chaque personne au Canada.

Seulement un peu plus de 80 % de chaque dollar consacré à la surveillance policière sert à payer les salaires. En 1994, près de 75 000 personnes travaillaient dans le secteur policier, les trois quarts d'entre eux étant des agents de police. Cette année-là, l'effectif policier a diminué de 2 % à l'échelle nationale, ce qui représente la plus forte baisse annuelle depuis que des données ont été recueillies pour la première fois en 1962. En dépit de cette baisse, toutefois, le nombre d'agents de police de sexe féminin continue à augmenter. Il y a 20 ans, les femmes constituaient 1 % de l'effectif des agents de police; aujourd'hui, 9 % de tous les agents de police sont des femmes.

Les dépenses au chapitre des services de police se sont stabilisées au cours des dernières années : 1994-1995 a marqué la deuxième année consécutive où les dépenses n'ont pas changé. De 1988-1989 à 1994-1995, elles ont affiché une hausse de 8 %, après rajustement pour tenir compte de l'inflation.

Services correctionnels pour adultes

Les services correctionnels pour adultes se situent au deuxième rang pour ce qui est des fonds consacrés à la justice (20 %). En 1994-1995, ces services ont été assurés moyennant un coût de fonctionnement de 1,9 milliard de dollars, ou environ 65 \$ par personne au Canada.

Une bonne partie de ce montant a été affectée à la détention de délinquants (il en coûte, environ 44 000 \$ par an pour garder une personne dans un pénitencier fédéral, comparativement à 40 000 \$ dans un établissement provincial). Même si la majorité des délinquants dans le système bénéficient d'une forme quelconque de surveillance communautaire (77 %), ces services n'ont représenté que 12 cents de chaque dollar dépensé pour les services correctionnels pour adultes. Le maintien en prison des délinquants coûte 79 cents, et les services administratifs, 9 cents.

Les dépenses au chapitre des services correctionnels pour adultes sont demeurées relativement stables depuis 1991-1992. Toutefois, depuis 1988-1989, les coûts ont augmenté de 19 % en dollars constants.

Aide juridique

Les régimes d'aide juridique du Canada absorbent 7 % du budget de la justice. Les coûts ont atteint 646 millions de dollars en 1994-1995, ce qui représente 22 \$ pour chaque personne au Canada.

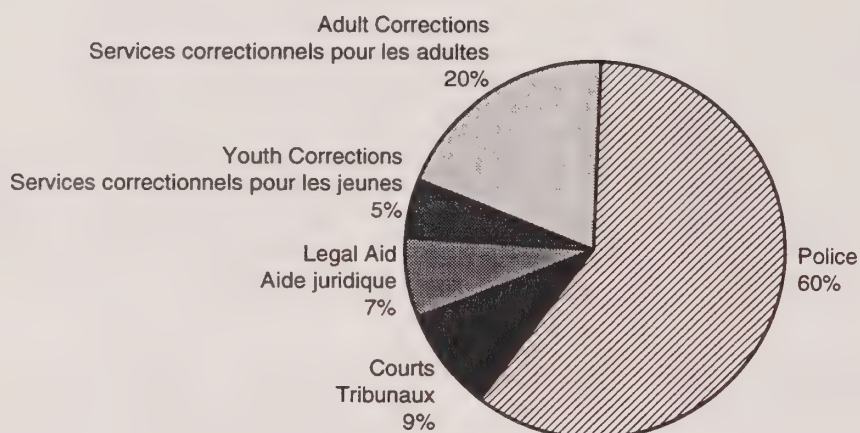
Plus de la moitié (58 %) de tous les fonds consacrés aux services juridiques l'ont été pour des affaires relevant du droit de la famille et pour d'autres causes civiles, et le reste pour des affaires criminelles. Les deux tiers des dépenses totales (433 millions de dollars) ont été alloués à des travaux effectués par des avocats privés rémunérés selon la formule de paiement à l'acte, et le reste a été versé à des spécialistes salariés.

Les dépenses au chapitre de l'aide juridique ont augmenté en 1994-1995, reprenant une tendance à long terme d'augmentations annuelles qui avait été brièvement interrompue

Figure 6

Spending the Justice Dollar, Canada, 1994-95

Dépenses consacrées à la justice, Canada, 1994-95



Source: Reference Table 5
Canadian Centre for Justice Statistics

Source : Voir tableau 5
Centre canadien de la statistique juridique

began to rise quickly, spending has slightly more than doubled. Constant dollar costs have increased by 80% since 1988-89.

Courts and youth corrections

The most recent cost estimates available for court services and youth corrections are for the 1992-93 reporting period. During that year, the administration of Canada's courts consumed \$867 million, or \$30 for every Canadian. Youth corrections cost \$488 million, or \$17 per capita. Since 1988-89, expenditures (adjusted for inflation) have risen by about 15% for both sectors.

en 1993-1994. Depuis 1988-1989, année où les coûts ont commencé à augmenter rapidement, les dépenses ont un peu plus que doublé. En dollars constants, les coûts ont augmenté de 80 % depuis 1988-1989.

Tribunaux et services correctionnels pour les jeunes

Les dernières estimations des coûts relatifs aux services aux tribunaux et aux services correctionnels pour les jeunes s'appliquent à la période de référence de 1992-1993. Cette année-là, il en a coûté 867 millions de dollars, ou 30 \$ par Canadien, pour administrer les tribunaux du Canada. Les services correctionnels pour les jeunes ont absorbé 488 millions de dollars, ou 17 \$ par habitant. Depuis 1988-1989, les dépenses (rajustées pour tenir compte de l'inflation) ont augmenté d'environ 15 % dans les deux secteurs.

References

Brantingham, Paul and Easton, Stephen T. 1996. "The Crime Bill: Who Pays and How Much?" *Fraser Forum*, Vancouver: The Fraser Institute.

Canadian Centre for Justice Statistics. 1994. *Adult Corrections Key Indicator Reports 1980 to 1994*. Ottawa: Statistics Canada.

Canadian Centre for Justice Statistics. 1996. *Adult Criminal Court Statistics 1994*. Ottawa: Statistics Canada.

Canadian Centre for Justice Statistics. 1996. *Adult Criminal Court Caseload Trends 1992-93 to 1994-95*. Ottawa: Statistics Canada.

Canadian Centre for Justice Statistics. 1996. *Legal Aid in Canada: Resource and Caseload Statistics, 1994-95*. Ottawa: Statistics Canada.

Canadian Centre for Justice Statistics. 1996. "Police Personnel and Expenditures in Canada-1994". *Juristat*, Vol.16, No.1. Canadian Centre for Justice Statistics.

Canadian Centre for Justice Statistics. 1996. *Youth Court Statistics 1994-95*. Ottawa: Statistics Canada.

Canadian Centre for Justice Statistics. 1995. *Canadian Crime Statistics 1994*. Ottawa: Statistics Canada.

Chard, Jennifer. 1995. "Breaking and Entering in Canada" *Juristat*, Vol. 15, No. 13. Canadian Centre for Justice Statistics.

Doherty, Glen and de Souza, Paul. 1995. "Recidivism in Youth Courts 1993-94" *Juristat*, Vol. 15, No. 16. Canadian Centre for Justice Statistics.

Doherty, Glen and de Souza, Paul. 1996. "Youth Court Statistics 1994-95 Highlights" *Juristat*, Vol. 16, No. 4. Canadian Centre for Justice Statistics.

Fedorowycz, Orest. 1995. "Homicide in Canada - 1994" *Juristat*, Vol. 15, No.11, Canadian Centre for Justice Statistics.

Foran, Tim. 1996. "Government Spending on Adult Correctional Services" *Juristat*, Vol. 16, No. 3. Canadian Centre for Justice Statistics.

Hendrick, Dianne. 1995. "Canadian Crime Statistics, 1994" *Juristat*, Vol.15, No.12. Canadian Centre for Justice Statistics.

Hung, Kwing and Lipinski, Stan. 1995. *Questions and Answers on Youth and Justice*. Ottawa: Department of Justice Canada.

Références

Brantingham, Paul et Easton, Stephen T., «The Crime Bill: Who Pays and How Much?» dans *Fraser Forum*, Vancouver : The Fraser Institute, 1996.

Centre canadien de la statistique juridique, «Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada - 1994» dans *Juristat*, vol. 16, n° 1, Centre canadien de la statistique juridique, 1996.

Centre canadien de la statistique juridique, *L'aide juridique au Canada : Statistiques des ressources et des cas, 1994-1995*, Ottawa : Statistique Canada, 1996.

Centre canadien de la statistique juridique, *Nombre de causes entendues devant les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, Rapport sur les tendances, 1992-1993 à 1994-1995*, Ottawa : Statistique Canada, 1996.

Centre canadien de la statistique juridique, *Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes : 1980 à 1994*, Ottawa : Statistique Canada, 1994.

Centre canadien de la statistique juridique, *Statistique de la criminalité au Canada, 1994*, Ottawa : Statistique Canada, 1995. Centre canadien de la statistique juridique, *Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 1994*, Ottawa : Statistique Canada, 1996.

Centre canadien de la statistique juridique, *Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, 1994-1995*, Ottawa : Statistique Canada, 1996.

Chard, Jennifer, «Les introductions par effraction au Canada» dans *Juristat*, vol. 15, n° 13, Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

Doherty, Glen et de Souza, Paul, «La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994», dans *Juristat*, vol. 15, n° 16, Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

Doherty, Glen et de Souza, Paul, «Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, faits saillants de 1994-1995, dans *Juristat*, vol. 16, n° 4, Centre canadien de la statistique juridique, 1996.

Enquête sur la violence envers les femmes, 1993, Tableaux standard 1-25, Ottawa : Statistique Canada, 1993.

Fedorowycz, Orest, «L'homicide au Canada - 1994» dans *Juristat*, vol. 15, n° 11, Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

Foran, Tim, «Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes» dans *Juristat*, vol. 16, n° 3, Centre canadien de la statistique juridique, 1996.

Hendrick, Dianne, «Statistiques de la criminalité au Canada, 1994» *Juristat*, vol. 15, n° 12, Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

Hung, Kwing et Lipinski, Stan, *Questions et réponses sur les adolescents et la justice*, Ottawa : Department of Justice Canada, 1995.

Johnson, Holly. 1996. "Analysis of Violent Crime" *Juristat*, Vol. 16, No. 6. Canadian Centre for Justice Statistics.

Johnson, Holly. 1995. "Children and Youths as Victims of Violent Crimes" *Juristat*, Vol. 15, No. 15. Canadian Centre for Justice Statistics.

Johnson, Holly. 1996. *Dangerous Domains: Violence Against Women in Canada*, Toronto: Nelson Canada.

Morrison, Peter and Kong, Rebecca. 1996. "Motor Vehicle Crimes" *Juristat*, Vol. 16, No. 2. Canadian Centre for Justice Statistics.

Reed, Micheline. 1996. "Adult Community Corrections in Canada: 1994-95" *Juristat*, Vol. 16, No. 8. Canadian Centre for Justice Statistics.

Reed, Micheline. 1996. "Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95" *Juristat*, Vol. 16, No. 7. Canadian Centre for Justice Statistics.

St. Amand, Carole and Greenberg, Peter. 1996. "Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95" *Juristat*, Vol. 16, No. 5. Canadian Centre for Justice Statistics.

Turner, John. 1993. *Sentencing in Adult Criminal Provincial Courts A study of Six Canadian Jurisdictions 1991 and 1992*. Ottawa: Statistics Canada.

Violence Against Women Survey, 1993 Shelf Tables 1-25. Ottawa: Statistics Canada.

Young, Gail. 1994. "Trends in Justice Spending-1988/89 to 1992/93" *Juristat*, Vol. 14, No. 16. Canadian Centre for Justice Statistics.

Johnson, Holly, «Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence» dans *Juristat*, vol. 15, n° 15, Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

Johnson, Holly, «Les crimes de violence au Canada» dans *Juristat*, vol. 16, n° 6, Centre canadien de la statistique juridique, 1996.

Johnson, Holly, *Dangerous Domains: Violence Against Women in Canada*, Toronto : Nelson Canada, 1996.

Morrison, Peter et Kong, Rebecca, «Crimes liés aux véhicules à moteur» dans *Juristat*, vol. 16, n° 2, Centre canadien de la statistique juridique, 1996.

Reed, Micheline, «Les Services correctionnels communautaires pour adultes au Canada: 1994-95» dans *Juristat*, vol. 16, n° 8, Centre canadien de la statistique juridique, 1996.

Reed, Micheline, «Les Services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995» dans *Juristat*, vol. 16, n° 7, Centre canadien de la statistique juridique, 1996.

St. Amand, Carole et Greenberg, Peter, «Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995» dans *Juristat*, vol. 16, n° 5, Centre canadien de la statistique juridique, 1996.

Turner, John, *La détermination de la peine dans les tribunaux provinciaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada, Étude de six secteurs de compétence, 1991 et 1992*, Centre canadien de la statistique juridique, 1993.

Enquête sur la violence envers les femmes, 1993 Tableau standard 1-25. Ottawa: Statistique Canada, 1993.

Young, Gail, «Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993» dans *Juristat*, vol. 14, n° 16, Centre canadien de la statistique juridique, 1994.

Standards of service to the public

To maintain quality service to the public, Statistics Canada follows established standards covering statistical products and services, delivery of statistical information, cost-recovered services and services to respondents. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Normes de service au public

Afin de maintenir la qualité du service au public, Statistique Canada observe des normes établies en matière de produits et de services statistiques, de diffusion d'information statistique, de services à recouvrement des coûts et de services aux répondants. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1996. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1996. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Canadian Centre for Justice Statistics**Centre canadien de la statistique juridique**

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613) 951-9023 or toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613) 951-9023 ou le numéro sans frais 1 800 387-2231. Pour obtenir une publication, veuillez communiquer par téléphone au (613) 951-7277 ou par télécopieur au (613) 951-1584 ou par internet : order@statcan.ca. Vous pouvez aussi appeler sans frais (Canada et États-Unis) au 1 800 267-6677. Il n'est pas nécessaire de nous faire parvenir une confirmation écrite pour une commande faite par téléphone.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

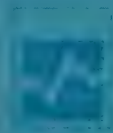
- | | |
|----------------|---|
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |
| Vol. 15 No. 14 | Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |
| Vol. 16 No. 1 | Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994 |
| Vol. 16 No. 2 | Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur |
| Vol. 16 No. 3 | Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes |
| Vol. 16 No. 4 | Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 5 | Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 6 | Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada |
| Vol. 16 No. 7 | Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada: Faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 8 | Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 16 No. 10



CANADIAN CRIME STATISTICS, 1995

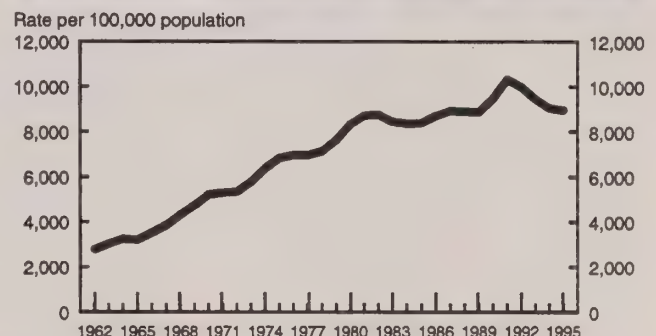
Dianne Hendrick

Highlights

- The police-reported crime rate decreased for the fourth consecutive year in 1995, down 1.0%. Although the crime rate has dropped by 13.1% since 1991, it is still 6.8% higher than ten years ago.
- The violent crime rate decreased by 4.1%, the largest annual decline since the survey began in 1962, and the third consecutive annual decline. These decreases followed 15 consecutive years of increases in violent crime.
- Most categories of violent crime showed a rate decrease in 1995: homicides, assaults, sexual assaults, other sexual offences and abductions. The decline in the homicide rate in 1995 (-3.0%) followed a 25-year low reached the previous year. There was a notable decrease in the rate of sexual assaults (-12.1%). In contrast, the robbery rate increased (+3.1%).
- After three straight years of decline, the property crime rate stabilized in 1995. The rate of motor vehicle theft, which increased by 62.7% from 1988 to 1993, has now leveled off over the last two years. Although the rate for all break and enters (B&Es) decreased slightly (less than 1%) in 1995, residential B&Es increased by 2.7%.
- There appears to have been a general decline in firearm-related offences in 1995. The number of homicides committed with a firearm decreased by 10.2%. Although total robberies increased in 1995, robberies with firearms decreased by 9.0%. Offensive weapons offences, which primarily involve firearms, also declined (-7.0%).
- The youth charge rate remained stable in 1995, following three consecutive annual decreases. The rate of youths charged with violent crime increased by 2.4% and was more than twice the rate in 1986, the first full year of data after the implementation of uniform maximum age provisions of the *Young Offenders Act*. Of all youths charged, 19% were charged with violent crimes compared to 29% of all adults charged.



Crime Rate, Canada, 1962-1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.



Price/Canada: \$10.00 per issue,
\$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue,
US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per
issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada
publications, please call our
National toll-free line
1-800-267-6677 or internet:
order@statcan.ca

July 1996
ISSN 0715-271X

Published by authority of the
Minister responsible for Statistics
Canada.

© Minister of Industry, 1996.

All rights reserved. No part of
this publication may be reproduced,
stored in a retrieval system or
transmitted in any form or by any
means, electronic, mechanical,
photocopying, recording or
otherwise without prior written
permission from Licence Services,
Marketing Division, Statistics
Canada, Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its
statistical system to a long-standing
co-operation involving Statistics
Canada, the citizens of Canada, its
businesses, governments and other
institutions. Accurate and timely
statistical information could not be
produced without their continued
co-operation and goodwill.

The paper used in this publication
meets the minimum requirements
of American National Standard for
Information Sciences - Perma-
nence of Paper for Printed Library
Materials, ANSI Z39.48 - 1984.



Standards of service to the public

To maintain quality service to the
public, Statistics Canada follows
established standards covering
statistical products and services,
delivery of statistical information,
cost-recovered services and
services to respondents. To obtain
a copy of these service standards,
please contact your nearest
Statistics Canada Regional
Reference Centre.

Introduction

This Juristat focuses on crime data reported to the Uniform Crime Reporting (UCR) survey by police agencies across the country. The Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) gratefully acknowledges the assistance of Canadian police agencies and the Canadian Association of Chiefs of Police in making this report possible. The 1995 UCR data are presented within the context of both short and long term trends for each of the following areas: violent crime, property crime, impaired driving, drugs, and youth crime, as well as detailed characteristics of violent crime incidents. Crime trends are examined from a national, provincial/territorial and major metropolitan area perspective.

The UCR survey measures criminal incidents which come to the attention of the police, and which are then captured and forwarded to the CCJS according to a nationally-approved set of common scoring rules and definitions. The reader should note that there are many factors which can influence official crime statistics, including:

- reporting by the public to the police
- reporting by police to the CCJS
- impact of new initiatives e.g. community-based policing, changing legislation

Reporting by the public: Not all crime is reported to the police.¹ Estimates of unreported crime are available from victimization surveys, such as the 1993 General Social Survey (GSS).² In addition, victimization surveys examine reasons why victims decide not to report a crime, the consequences of crime upon its victims, and public perceptions about the level of crime. A crime victim will consider a number of factors in the decision as to whether or not to report an incident, including: the seriousness of the crime, fear of retaliation, and the ability of the police to do anything about the crime. Insurance premium increases related to repeat claims, and policy deductibles may be factors as well, although these have not been major deterrents to date according to the 1993 GSS.

Reporting by police to the CCJS: Crimes reported to the CCJS by police agencies are subjected to extensive quality-control procedures, both on-site at the police agency and at the CCJS. Recently, however, concerns have been raised that budget restraint is diminishing the ability of some police agencies to respond to, and consequently document, crimes reported to them with a resulting loss of UCR coverage.

It has been suggested that this may be a contributing factor in the recent declines in the crime rates. While the extent to which this possible loss of coverage is unknown, it is possible to compare the trends in minor offences with those for more serious crimes (which are less prone to this type of problem), as well as to compare trends among police agencies. To date, the recent drops in crime apply equally to both serious and less serious crimes. As well, these decreases have been evident in police agencies right across the country. With declining resources in the policing sector, this situation will require further monitoring. At present, however, the data do not suggest any systematic decreases in coverage.

Community-based policing: Changes in police policies or resources can result in important changes in the number of police reported incidents. For example, in recent years many large urban police agencies have introduced programs or management practices referred to as community-based policing, involving "a philosophical, organizational, and operational approach to urban policing which emphasizes a police-community partnership to solve local crime and disorder problems".³ Community-based

¹ See *Statistic Canada's Canadian Crime Statistics* (catalogue no. 85-205-XPB), for more details on data coverage and quality.

² See "Trends in Criminal Victimization, 1988-1993" by Rosemary Gartner and Anthony Doob in *Juristat* (catalogue no. 85-002-XPB, vol. 14, no. 13).

³ Leighton, Barry, "Community Policing: Problems and Prospects", address to participants in *Management Challenges in 21st Century Policing workshop*, September, 1995.

policing is a formalized approach to policing which, some would argue, has always been part of an effective police agency. Others suggest, however, that the community-based approach is quite different from the traditional model of policing: it is a proactive response to the causes of crime rather than reactive to reported incidents, employs police officers who are generalists rather than specialists, and focuses on the local definition of problems, priorities and solutions for crime rather than looking at crime detection and enforcement from a global perspective.⁴

There are different schools of thought with regard to the impact of community-based policing initiatives on local crime rates. Some suggest that a departmental policy of proactive intervention and problem-solving rather than formal processing should result in a decrease in the number of incidents reported and persons charged in official police statistics, while clearance rates might improve as more time would be available with less paperwork required. The Edmonton Police Service, for example, attributes declining crime rates and increasing clearance rates to the department-wide implementation of the community-based policing philosophy.⁵

Others would point out that some police agencies which have implemented community-based policing now require a complainant to appear in person at the community police station to report certain minor offences (i.e. reports will not be taken over the phone). While critics suggest that this process would lower reporting rates since complainants are inconvenienced, others feel it fosters a sense of community between the police and its citizens, and encourages more people to come forward to report minor incidents. In summary, it is difficult to assess the impact, if any, of community-based policing initiatives on official police-reported crime statistics

Criminal Code incidents

Throughout this report, the terms "crime" and "crime rate" refer to total police-reported Criminal Code "actual" incidents, excluding traffic crime, unless noted otherwise. It is also important to note that, for incidents involving multiple offences, only the most serious offence in the incident is counted. Unless otherwise stated, violent crime counts reflect the number of victims in the incidents, whereas non-violent crime counts reflect the number of incidents or occurrences of crime. Crime rates are based on 100,000 population.

1995 Crime Trends

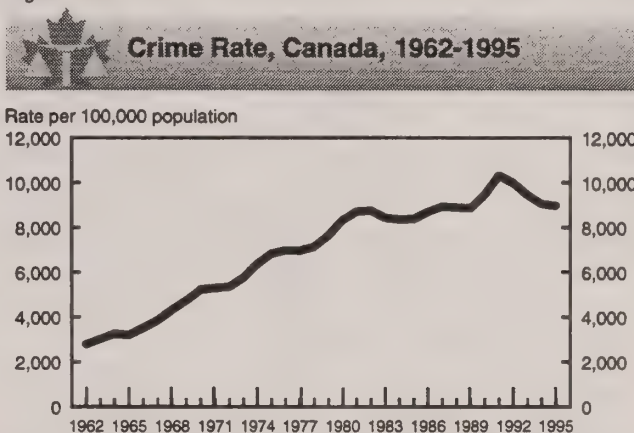
Crime rate declines for fourth consecutive year

Of the 2.7 million Criminal Code incidents (excluding traffic crime) reported in 1995, 11% were violent crimes, 58% were property

crimes, and 30% were other Criminal Code crimes (e.g. prostitution, arson, mischief, possession of restricted weapons). In addition, there were approximately 172,000 Criminal Code traffic incidents, 62,000 drug incidents and 36,000 other federal statute incidents (e.g. *Excise Act*, *Immigration Act*, *Canada Shipping Act*) reported. In total, there were 2.9 million federal statute crimes reported to police.

The police-reported crime rate fell for the fourth consecutive year in 1995 (down 1.0%). Although the crime rate has decreased by 13.1% over these four years, the 1995 rate was still 6.8% higher than in 1985 (Figure 1). The violent crime rate decreased by 4.1%, the largest annual decline since the survey began in 1962, and the third consecutive annual decline. These decreases followed 15 consecutive years of increases in violent crime.

Figure 1



The property crime rate remained unchanged in 1995, after decreasing between 1992 and 1994. The rate of other Criminal Code crimes also continued to drop in 1995 (-2.6%) (Figure 2). In contrast to the declines reported for most crimes between 1994 and 1995, rate increases were reported for robbery (+3.1%), residential breaking and entering (+2.7%), cannabis offences (+6.9%) and prostitution (+27.0%).

In 1995, crime rates in Canada and the United States declined.

	Canada (Criminal Code rates)	U.S. (Index rates)
Violent crime	-4%	-4%
Property crime	<1%	-1%
Total crime	-1%	-2%

Other countries have also experienced recent declines in their crime rate. The 1995 preliminary data released by the Federal Bureau of Investigation (May, 1996) showed decreases in the

⁴ Hornick, Joseph, "Community Policing in Canada: Areas of Agreement", address to participants in Management Challenges in 21st Century Policing workshop, September, 1995.

⁵ Lindsay, John, "Managing Financial Restraint: Affording Community Base Policing on a Budget" address to participants in Management Challenges in 21st Century Policing workshop, September, 1995.

U.S. for total crime, violent crime, and property crime for the fourth year in a row; theft was the only "index" crime to increase (1%) in 1995.⁶

⁶ The US Crime Index is composed of the violent crimes of murder, non-negligent manslaughter, forcible rape, robbery, aggravated assault (not common assault), and the property crimes of burglary, larceny-theft, motor vehicle theft, and arson.

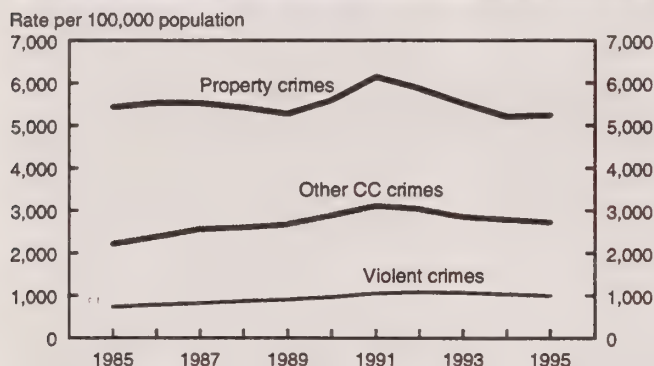
Violent Crime

Large decrease in violent crime

Violent criminal incidents (294,704 incidents in 1995) include homicide, attempted murder, assault, sexual assault, other sexual offences, abduction and robbery (Figure 3). The violent crime rate declined by 4.1% in 1995, the largest year-over-year decline in the history of the survey, which began in 1962. This

Figure 2

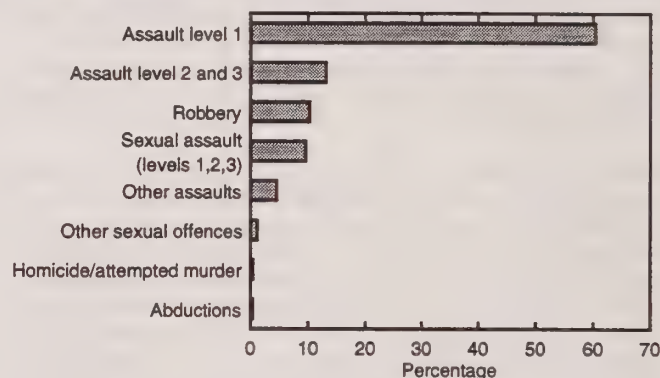
Violent, property and other Criminal Code incidents, Canada, 1985-1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Figure 3

Violent crime categories, Canada, 1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 1

Rates of Criminal Code Incidents, Canada, 1985 - 1995¹

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 ²	1992 ²	1993	1994 ^r	1995
Population ('000)	25941.6	26203.8	26549.7	26894.8	27379.3	27790.6	28120.1	28542.2	28947.0	29251.3	29606.1
Violent crime rate	732	782	826	865	908	970	1056	1077	1072	1038	995
Year-to-year % change from previous year	4.9	6.9	5.7	4.7	5.0	6.8	8.9	2.0	-0.5	-3.1	-4.1
Property crime rate	5,430	5,528	5,531	5,419	5,271	5,593	6,141	5,868	5,524	5,212	5,237
Year-to-year % change from previous year	-0.9	1.8	0.1	-2.0	-2.7	6.1	9.8	-4.4	-5.9	-5.6	0.5
Other Criminal Code rate	2,219	2,382	2,565	2,603	2,682	2,891	3,113	3,033	2,855	2,796	2,722
Year-to-year % change from previous year	1.9	7.4	7.7	1.5	3.0	7.8	7.7	-2.6	-5.9	-2.1	-2.6
Total Criminal Code rate, excluding traffic infractions	8,381	8,692	8,923	8,887	8,860	9,454	10,309	9,978	9,450	9,046	8,954
Year-to-year % change from previous year	0.3	3.7	2.6	-0.4	-0.3	6.7	9.1	-3.2	-5.3	-4.3	-1.0

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 population. The population estimates are provided by Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. Populations as of July 1st: revised intercensal estimates from 1985 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993, 1994 and 1995.

² Due to a change in counting procedures for Metro Toronto as of 1992, caution should be used when calculating year-to-year changes between 1991 and 1992 for Canada, Ontario and Toronto.

^r Revised.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 2

Federal Statute Incidents Reported to Police, by Most Serious Offence, Canada, 1991-1995

	1991 ¹		1992 ¹		1993		1994 ¹		1995	
	Number	Rate*	Number	Rate*	Number	Rate*	Number	Rate*	Number	Rate*
Population ('000)	28,120.1		28,542.2		28,947.0		29,251.3		29,606.1	
CRIMINAL CODE										
Homicide	753	3	732	3	630	2	598	2	586	2
Attempted murder	1,044	4	1,054	4	984	3	922	3	932	3
Assaults - Total	226,552	806	232,910	816	238,503	824	236,564	809	230,167	777
Level 1	167,227	595	175,745	616	181,807	628	181,577	621	178,046	601
Level 2-Weapon	37,796	134	37,459	131	38,767	134	37,725	129	35,854	121
Level 3-Aggravated	3,884	14	3,551	12	3,180	11	2,998	10	2,771	9
Other	17,645	63	16,155	57	14,749	51	14,264	49	13,496	46
Sexual assaults	30,351	108	34,355	120	34,754	120	31,706	108	28,216	95
Level 1	28,916	103	33,022	116	33,536	116	30,572	105	27,257	92
Level 2-Weapon	971	3	935	3	880	3	769	3	659	2
Level 3-Aggravated	464	2	398	1	358	1	365	1	300	1
Other sexual offences	3,931	14	4,040	14	4,171	14	3,818	13	3,490	12
Robbery - Total	33,236	118	33,201	116	29,955	103	29,010	99	30,273	102
Firearms	9,006	32	8,736	31	8,038	28	7,361	25	6,692	23
Other Weapons	9,436	34	10,793	38	9,720	34	9,386	32	10,136	34
Other	14,794	53	13,672	48	12,197	42	12,263	42	13,445	45
Abduction	1,095	4	1,220	4	1,204	4	1,129	4	1,040	4
Violent crime - Total	296,962	1,056	307,512	1,077	310,201	1,072	303,745	1,038	294,704	995
Break & enter - Total	434,602	1,546	427,153	1,497	406,421	1,404	387,867	1,326	390,726	1,320
Business	134,432	478	128,514	450	115,757	400	110,480	378	108,201	365
Residential	246,716	877	245,453	860	239,322	827	227,199	777	236,211	798
Other	53,454	190	53,186	186	51,342	177	50,188	172	46,314	156
Motor vehicle theft	139,345	496	146,801	514	156,685	541	159,469	545	163,293	552
Theft over \$1,000 (\$5,000 in 1995)	117,540	418	120,063	421	117,765	407	116,396	398	114,194	391
Theft \$1,000 and under (\$5,000 in 1995)	864,349	3,074	823,469	2,885	774,293	2,675	727,414	2,487	820,099	2,770
Have stolen goods	34,040	121	31,551	111	30,827	106	30,130	103	31,128	105
Fraud	136,893	487	125,736	441	113,046	391	103,243	353	104,052	351
Property crime - Total	1,726,769	6,141	1,674,773	5,858	1,599,037	5,524	1,524,519	5,212	1,550,492	5,237
Mischief	465,045	1,654	453,547	1,589	415,508	1,435	396,904	1,357	379,878	1,283
Bail violation	59,608	212	65,466	229	66,271	229	65,952	225	66,395	224
Disturbing the peace	57,407	204	56,327	197	54,492	188	51,213	175	51,872	175
Offensive weapons	19,687	70	17,704	62	18,584	64	18,898	65	17,502	59
Prostitution	10,567	38	10,137	36	8,517	29	5,575	19	7,165	24
Arson	12,389	44	13,146	46	12,470	43	13,509	46	13,228	45
Other	250,554	891	249,369	874	250,546	866	265,894	909	269,822	911
Other Criminal Code - Total	875,257	3,113	865,896	3,033	826,388	2,855	817,945	2,796	805,862	2,722
CRIMINAL CODE WITHOUT TRAFFIC - TOTAL	2,898,988	10,309	2,847,981	9,978	2,735,626	9,450	2,646,209	9,046	2,651,058	8,954
Impaired driving - Total ²	140,727	500	132,419	464	117,574	406	107,768	368	101,074	341
Fail to stop/remain	65,974	235	67,053	235	60,066	208	60,138	206	54,217	183
Other	19,369	69	20,221	71	20,185	70	18,529	63	17,146	58
Criminal Code Traffic - TOTAL	226,070	804	219,693	770	197,825	683	186,435	637	172,437	582
CRIMINAL CODE - TOTAL	3,125,058	11,113	3,067,674	10,748	2,933,451	10,134	2,832,644	9,684	2,823,495	9,537
Drugs	57,093	203	58,881	206	56,817	196	60,153	206	61,660	208
Other Federal Statutes	36,626	130	44,671	157	48,282	167	40,525	139	36,033	122
TOTAL FEDERAL STATUTES	3,218,777	11,447	3,171,226	11,111	3,038,550	10,497	2,933,322	10,028	2,921,188	9,867

¹ Due to changes in counting procedures for Metro Toronto as of 1992, caution should be used when calculating year-to-year changes between 1991 and 1992 for Canada, Ontario and Toronto.

² Includes impaired operation of a vehicle causing death, causing bodily harm, alcohol rate over 80mg, failure/refusal to provide a breath/blood sample.

* Rates are calculated based on 100,000 population. The population estimates are provided by Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. Populations as of July 1st: final postcensal estimates for 1991 and 1992 and updated postcensal estimates for 1993, 1994 and 1995.

[†] Revised.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

decline, and those reported in 1994 (-3.1%) and 1993 (-0.5%), follow 15 years of annual increases in the violent crime rate. Despite these recent declines, the 1995 violent crime rate was still 36.0% higher than in 1985. Much of this increase was directly attributable to a large increase in the rate of common assaults (level 1), which account for 6 in 10 violent crimes. If this category is excluded from total violent crime, the increase in the violent crime rate from 1985 to 1995 drops from 36.0% to 15.1%.

Most categories of violent crime declined in 1995.

	change in rate
homicide	-3%
sexual assault (levels 1-3)	-12%
other sexual offences	-10%
assault (levels 1-3)	-4%
abduction	-9%
robbery	+3%
attempted murder	<1%

It is difficult to determine what proportion of the increase in violent crime over the past decade is due to actual increases in the level of societal violence. As previously discussed, factors such as changes in reporting behaviour by the public, police charging practices, and policy and legislative changes may all have contributed to this increase.⁷

Lowest homicide rate since 1969

Homicide includes first and second degree murder, manslaughter, and infanticide. In 1995, there were 586 homicides and 932 attempted murders. Together these crimes continue to account for less than 1% of reported violent incidents. Despite reaching a 25-year low in 1994, the homicide rate dropped again in 1995 (-3.0%), to a level of 1.98 homicides per 100,000 population. This is the fourth consecutive year of decrease, continuing the general downward trend that began in the mid-1970s. Although the attempted murder rate stabilized in 1995, the general trend for attempted murder has followed that of murder since 1990 (Figure 4).

The number of homicides committed with a firearm decreased by 10.2%. Firearms were used in 30% of homicides in 1995, slightly lower than the average over the previous ten years. Other common methods used to commit homicide in 1995 included stabbing (31%), beating (21%), strangulation/suffocation (12%), fire/arson (3%), and poisoning (1%).

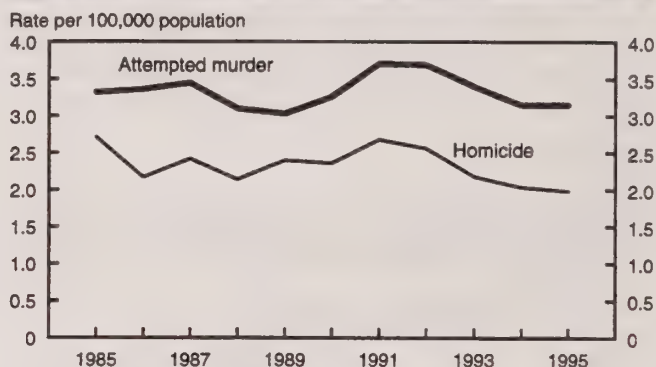
Of the homicides where an accused was identified, 47% of the victims were killed by an acquaintance, 36% by a spouse or other family member, and 16% by a stranger. For a detailed analysis on homicide, refer to "Homicide in Canada, 1995" by Orest Fedorowycz in *Juristat* (catalogue 85-002-XPE, vol. 16, no. 11).

Robbery with firearms declining

Robbery accounted for 1 in 10 violent crimes in 1995. Police reported a total of 30,273 incidents of robbery, up 4.3% from the previous year. Although the robbery rate declined from 1992 to

Figure 4

Homicide and attempted murder incidents, Canada, 1985-1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

1994, the rate for 1995 was still 16.6% higher than the rate in 1985. From 1985 to 1995, the largest rate increases were for robberies involving weapons other than firearms (59.2%), such as knives (Figure 5).

Firearms were present in fewer than one in four robberies in 1995.

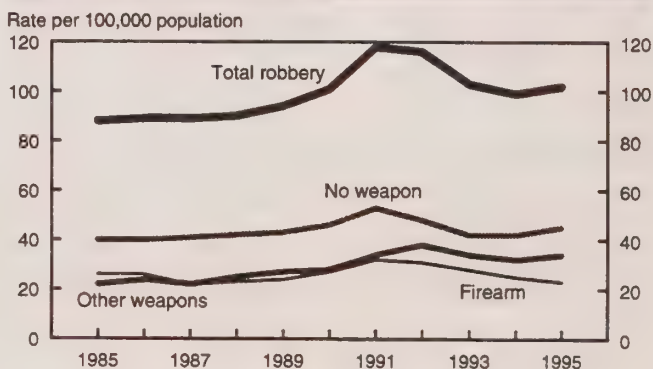
Firearms	22%
Other offensive weapons	34%
Threat of violence/use of physical force	44%

Correspondingly, there has been a dramatic decrease in the number of robberies with firearms over the last four years, from 9,006 in 1991 to 6,692 in 1995 (-25.7%), including a 9.1% decrease between 1994 and 1995.

While most violent crime victims knew their accused, the accused was a stranger to the victim for nine in ten victims of robbery (1995 UCR II Research File).

Figure 5

Robbery incidents, Canada, 1985-1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

⁷ For more information, see "Violent Crime in Canada", by Holly Johnson in *Juristat* (catalogue vol. 16, no. 6).

1995 UCR II (Incident-based) Research File

The revised UCR survey captures detailed information on individual criminal incidents reported to police, including characteristics of victims, accused persons and the incidents. The survey presently collects data from 140 police agencies in six provinces. These data represent 46% of the national volume of actual Criminal Code crimes. The reader is cautioned that these data are not nationally representative. See the methodology section for more information. All calculations exclude records where the variable under study is reported as unknown, unless otherwise mentioned.

Sexual assaults decline notably for the second year in a row

Sexual assaults accounted for one in ten violent crimes in 1995. Sexual assault is assigned to one of three levels according to the seriousness of the incident: level 1 sexual assault (the category of least physical injury to the victim); level 2 sexual assault (with a weapon, threats to use a weapon, or causing bodily harm); and, level 3 aggravated sexual assault (wounds, maims, disfigures or endangers life of victim).

There were 28,216 reported incidents of sexual assault in 1995, most of which (97%) were classified by police as level 1. The rate of level 1 sexual assault decreased for the second year in a row (-11.9%) in 1995. Despite this decline, the rate of level 1 sexual assault was still 35.5% higher than in 1985. Rates of sexual assault causing serious physical harm have been generally decreasing since 1985. Level 2 and level 3 sexual assault rates have each decreased by over 35% since 1991.

Approximately one-quarter of reported sexual assault victims were children under 12 years and a further one-third were youths aged 12 to 17 (1995 UCR II Research File). Children were more at risk of sexual abuse by family members while youths and young adults were more likely to be sexually assaulted by acquaintances. One-third of sexual assault victims under the age of 12 were boys.⁸

It is noteworthy that a large number of sexual assaults are not reported to the police: 90% of victims aged 15 and over failed to report the incident to police according to the 1993 GSS.⁹ Asked why these incidents were not reported, two-thirds stated that the incident was a personal matter. Thirty percent stated each of the following: fear of revenge; the police couldn't do anything about it; and, the incident was too minor to report.

The prevalence and nature of assault against women was further quantified by the Violence Against Women Survey, 1993,¹⁰ which measured both sexual and physical assault. During the twelve months prior to being interviewed, 3% of women experienced violence by their spouse or ex-spouse, 2% by dates or boyfriends, 4% by acquaintances and 4% by strangers. The 1995 UCR II Research File suggests that a small proportion of female victims were sexually assaulted by their spouses/ex-spouse. However, 4 in 10 female victims of assault (levels 1, 2 and 3) were assaulted by their spouse/ex-spouse. That is, based on the non-random sample of police agencies representing 46% of the national volume of crime, approximately 18,000 female victims were assaulted by their spouse/ex-spouse.

Six in ten violent crimes are common assaults

The most frequently reported category of violent crime is assault. The *Criminal Code* defines several categories of assault: common assault (level 1), assault with a weapon or causing bodily harm (level 2), aggravated assault (level 3), and other assaults (i.e., assault on peace officer, unlawfully causing bodily harm, discharge of firearm with intent and other assaults). Common assault accounts for eight in ten assaults and six in ten reported violent incidents.

⁸ For more information, see "Children and Youths as Victims of Violent Crimes" by Holly Johnson in *Juristat* (catalogue no. 85-002-XPB, vol. 15, no. 15).

⁹ "Trends in Criminal Victimization: 1988-1993" by Rosemary Gartner and Anthony Doob in *Juristat* (catalogue no. 85-002-XPB, vol. 14 no. 13).

¹⁰ For more information, see *Dangerous Domains, Violence Against Women in Canada*, by Holly Johnson, 1995.

Children are most at risk of sexual abuse by family members.

	Children (age 1-11)		Youths (age 12-17)		Adults (age 18+)	
	sexual assault 1,2,3 (100%)	other sexual offences (100%)	sexual assault 1,2,3 (100%)	other sexual offences (100%)	sexual assault 1,2,3 (100%)	other sexual offences (100%)
Accused:						
Parents	18%	15%	11%	12%	3%	6%
Other immediate family*	13%	15%	7%	10%	13%	9%
Extended Family	14%	12%	6%	7%	2%	3%
Close friend**	9%	6%	9%	8%	9%	2%
Casual acquaintance**	34%	34%	44%	38%	31%	24%
Business acquaintance**	2%	3%	5%	4%	10%	8%
Stranger	9%	15%	19%	21%	31%	48%

* Includes spouse, ex-spouse and child.

** Also includes friends/acquaintances of family.

Police recorded 178,046 level 1 assault incidents in 1995. Although the rate for these assaults declined for the second straight year in 1995 (-3.1%), it was still 54.5% higher than in 1985. Increases in level 1 assault incidents have strongly influenced the overall increases in violent crime since 1985.

In 1995, police recorded 35,854 incidents of level 2 assault, and 2,771 incidents of level 3 assault. Since 1985, the rate of level 2 assault incidents has not increased as rapidly as the rate for level 1 assaults. The rate of aggravated assault (level 3) incidents declined for the fourth year in a row.

In 1983, Bill C-127 gave police the right to make arrests without a warrant if there were reasonable and probable grounds to believe that an assault had taken place. Police no longer had to witness the assault or see evidence of physical injury in order to make an arrest. The intention of this Bill was to facilitate police action in cases of domestic violence. In fact, however, this amendment has made it easier for police to process all assaults.

For level 1 assault incidents, the cleared-by-charge rate increased steadily from 37% in 1985 to 50% in 1994, before declining slightly in 1995. It is likely that the introduction of Bill C-127 and subsequent changes in police charging practices have influenced the overall rate of assault and, consequently, the rate of reported violent incidents since 1983.

Most victims of assault (75%) knew their assailant: 19% were assaulted by a spouse, 6% by an ex-spouse, 10% by other family members, 8% by a close friend (including intimate and ex-intimate relationships), 6% by a business acquaintance, and 27% by a casual acquaintance; 25% of victims were assaulted by a stranger (1995 UCR II Research File).

Seven in ten violent crimes solved

A crime is solved by police when there is sufficient evidence to lay a charge against a suspect. The incident is referred to as cleared, either by charge or otherwise. Cleared-otherwise means that, for a variety of reasons, no charges are laid, although there is an identified suspect and sufficient evidence to lay a charge. Examples of the latter include cases where the alleged offender dies before being formally charged, where the accused is less than 12 years of age, or where a witness refuses to lay charges.

Consistent with past years, clearance rates for violent crimes were three times higher than for property crimes in 1995. Almost three-quarters of violent incidents were cleared (49% by charge and 24% cleared-otherwise), compared with slightly less than one-quarter for property crimes (15% by charge and 7% cleared-otherwise). Of all the violent crimes, robbery tends to have the lowest clearance rate (Table 3).

Table 3

Selected Incidents by clearance status, Canada, 1995

	Cleared			Not Cleared
	Cleared by charge %	Cleared otherwise %	Total %	%
Homicides ¹	73	8	81	19
Attempted murder	76	5	82	18
Assaults	52	28	80	20
Sexual assaults	48	21	69	31
Other sexual offences	58	20	78	22
Robbery	27	4	32	68
Abduction	25	32	57	43
Violent crime - Total	49	24	74	26
Break and enter	11	5	16	84
Motor vehicle theft	9	5	13	87
Fraud	45	19	64	36
Theft over \$5,000	10	6	17	83
Theft \$5,000 and under	13	7	20	80
Property crime - Total	15	7	23	77
Mischief	7	8	15	85
Arson	11	9	20	80
Prostitution	96	2	98	2
Offensive weapons	55	23	78	22
Criminal Code without traffic offences - Total	22	12	34	66
Impaired driving ²	92	4	96	4
Cocaine - Possession	82	10	92	8
Cocaine - Trafficking	77	3	79	21
Cannabis - Possession	63	28	91	9
Cannabis - Trafficking	76	6	82	18

¹ Homicide Survey, CCJS.

² Includes impaired operation of a vehicle causing death, causing bodily harm, alcohol rate over 80mg, failure/refusal to provide a breath/blood sample.

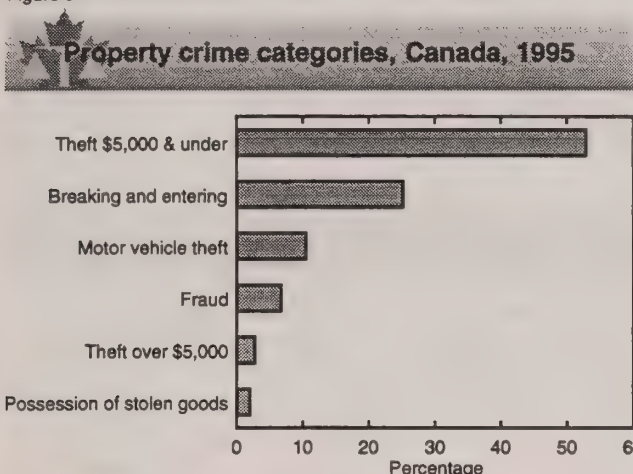
Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Property Crime

Property crime rate stabilized in 1995

Property incidents involve unlawful acts with the intent of gaining property but do not involve the use or threat of violence. Theft, breaking and entering, fraud and possession of stolen goods are examples of property crimes (Figure 6). After decreasing from 1992 to 1994, the property crime rate remained virtually unchanged in 1995. In 1995, there were 1.6 million property crime incidents. Crimes against property as a proportion of all Criminal Code incidents have generally been declining, from 65% in 1985 to 58% in 1995, primarily due to the rapid increase in the number of violent crimes during the 1980s and early 1990s.

Figure 6



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Breaking and entering continues to decline

In 1995, there were 390,726 reported incidents of breaking and entering (B&E), representing one-quarter of property crimes. The rate of B&Es declined slightly in 1995, marking the fourth consecutive year of decline (Figure 7).

Residential B&Es have fluctuated over the past 10 years, and the rate increased slightly (+2.7%) in 1995, while the rates for business (-3.2%) and other types of B&E (-8.8%) declined.

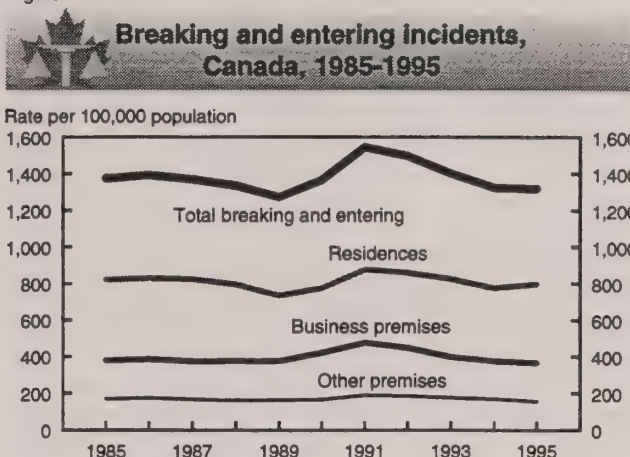
Majority of B&E's are residential.

Residence	60%
Business premise	28%
Other premises	12%

Victimization survey results (GSS, 1993) suggest that urban dwellings are more likely to be targeted for residential B&Es than rural dwellings, and that semi-detached homes, row houses and duplexes were more likely targets than single, detached dwellings. Rented dwellings were a more likely target than owner-occupied dwellings.

Victims of B&E were also more likely to report this crime to the police than other types of crime; only one-third did not report

Figure 7



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

victimizations according to the 1993 GSS. Nearly one-half of those who did not report said the incident was too minor or could be dealt with another way.

Claims reported by the membership of the Insurance Bureau of Canada for 1994 for losses through thefts occurring in B&E incidents totalled \$267 million for home-owner insurance claims, \$63 million for tenant insurance claims and \$110 million for commercial claims. The membership of the Insurance Bureau of Canada accounts for 83% of the industry for personal property and 75% of the industry for commercial property.

Audio-visual equipment (televisions, VCRs, stereos) was the most common type of property stolen in residential B&Es (1995 UCR II Research File). In business B&Es, currency and office equipment were the most common property stolen. In other types of B&E (e.g. from sheds, open garages, storage containers), machinery and tools were the most common property stolen, followed by bicycles.

In approximately 2,000 incidents of B&E, a firearm was reported stolen (1995 UCR II Research File).¹¹ Of the types of stolen property, rifles accounted for 39%, shotguns for 29%, restricted weapons for 9% and other types for 23%. Additionally, in 2,500 incidents of theft, a firearm was reported stolen.

The research file also showed that the median age of persons charged with residential B&E was 19 years, compared to 21 years for business B&Es.

One-third of Criminal Code crimes are thefts

Canadians were more likely to have suffered from a theft than from any other type of crime. In 1995, the 861,293 incidents of theft, excluding motor vehicle theft and thefts perpetrated through B&E, accounted for one-third of all Criminal Code incidents and over one-half of property crimes. Although the 1995 theft rate was similar to the previous year, this rate has been generally declining since 1991.

¹¹ More than one type of firearm may be reported stolen in a single B&E.

The 1993 General Social Survey (GSS) found that incidents of theft were not being reported to police by 56% of victims of personal property theft and 57% of victims of household property theft. Of those who did not report the theft incident, 54% and 58% respectively felt that the incident was too minor to report.

In February 1995, the *Criminal Code* was amended to change the dollar cut-off for "theft under" and "theft over" to \$5,000 from \$1,000. The previous revision to the cut-offs had taken place in 1986 when the limit was increased from \$200 to \$1,000. Therefore, the reader is advised not to make historical comparisons in the "theft under/over" counts.

In 1995, there were 820,099 incidents of "theft under \$5,000" and 41,194 reported incidents of "theft \$5,000 and over". One in five "theft under" and "theft over" incidents were cleared by police. A relatively high proportion of persons charged with "theft under" are female (32%), largely for shoplifting (Table 4).

Although the number of shoplifting incidents reported to police represents a small proportion of thefts in comparison with thefts from motor vehicles, the financial loss to retailers is enormous. According to the 1996 Retail Council of Canada's annual survey of retail companies, customers stole almost \$6 million worth of goods per day in 1995. Shoplifting is a major concern among retailers as 52% of inventory losses is attributed to "shoptheft", 25% to employee theft, 18% to administrative errors, and 5% to vendor fraud.¹²

Motor vehicle theft remains stable

Motor vehicle theft accounted for one in ten property crimes in 1995 (163,293 incidents). From 1988 to 1993, the rate of motor vehicle theft increased by 62.7%, levelling off in 1994 and 1995 (Figure 8). In recent years, the rise in popularity of minivans has resulted in an increase in the number of trucks stolen, which include minivans and jeeps.

¹² Retail Council of Canada, 1996 Crime and Prevention Report, *Executive Summary*.

Table 4

Persons Charged by Gender and Age, Selected Incidents, 1995

	Gender		Age Group		Median Age ¹		
	Males	Females	Adults (age 18+)	Youths (age 12-17)	Males	Females	Total
	%	%	%	%			
Homicides ²	87	13	87	13	28	30	28
Attempted murder	90	10	89	11	26	26	26
Assaults	85	15	85	15	30	27	30
Sexual assaults	98	2	85	15	32	32	32
Other sexual offences	96	4	84	16	34	24	34
Robbery	89	11	65	35	22	20	22
Abduction	71	29	95	5	31	31	31
Violent crime - Total	86	14	84	16	29	27	29
Break and enter	93	7	60	40	19	20	19
Motor vehicle theft	92	8	55	45	19	18	19
Fraud	71	29	93	7	29	29	29
Theft over \$5,000	82	18	80	20	23	30	24
Theft \$5,000 and under	68	32	69	31	25	27	26
Property crime - Total	77	23	70	30	23	27	24
Mischief	89	11	68	32	22	27	23
Arson	86	14	56	44	19	33	20
Prostitution	46	54	97	3	33	27	29
Offensive weapons	92	8	79	21	26	26	26
Criminal Code - Total	82	18	77	23	26	27	26
Impaired driving³	90	10	100	..	34	34	34
Cocaine - Possession	82	18	95	5	29	29	29
Cocaine - Trafficking	84	16	96	4	29	28	29
Cannabis - Possession	90	10	83	17	22	23	22
Cannabis - Trafficking	86	14	89	11	26	29	26

¹ 1995 Uniform Crime Reporting Incident-based Research File - CCJS, representing 46% of the national volume of crime.

² Homicide Survey, CCJS.

³ Includes: impaired operation of a vehicle causing death, causing bodily harm, alcohol rate over 80mg, failure/refusal to provide a breath/blood sample.
.. not available.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Theft of trucks accounts for over one in four motor vehicle thefts in 1995.

Auto theft	64%
Theft of trucks (includes jeeps, minivans)	27%
Theft of motorcycles	4%
Theft of other vehicles	6%

Although motor vehicle theft represented a relatively small proportion of theft incidents in 1995 (16%), the financial losses are enormous. Research suggests that the total dollar value of property stolen or damaged in motor vehicle crime approximated \$1.6 billion in 1993, whereas losses from credit card fraud and robberies totalled approximately \$77 million.¹³ In addition, 4 in 10 of property theft under and over incidents were from motor vehicles.

In 1995, 13% of motor vehicle theft incidents were cleared (9% by charge), consistent with recent years. Of the 15,442 persons charged, 92% were male. Motor vehicle theft is generally described as a youth crime: almost half of all persons charged with this crime were aged 12-17.

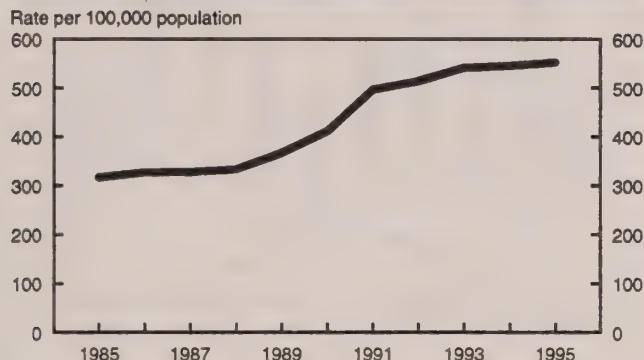
A 1994 study in British Columbia suggested that crime prevention strategies to curb the incidence of auto theft should consider not only the type of vehicle targeted, but also the motivation of the perpetrator.¹⁴ The researchers found that young offenders in B.C. who target older Japanese manufactured vehicles were responsible for a disproportionate amount of auto theft; there was little evidence to suggest that auto theft was a result of "organized, profit-motivated adult offenders". Joy-riding (auto-theft for temporary use) was widespread and carried out by thrill-seeking youths.

¹³ See "Motor Vehicle Crimes" by Peter Morrison and Rebecca Kong in *Juristat* (catalogue no. 85-002-XPB, vol. 16, no. 2).

¹⁴ "Exploring Auto Theft in British Columbia" by Zachery Fleming, Patricia Brantingham and Paul Brantingham, in *Crime Prevention Studies*, Ronald V. Clarke (ed.), 1994, Vol. 3.

Figure 8

Motor vehicle theft incidents, Canada, 1985-1995



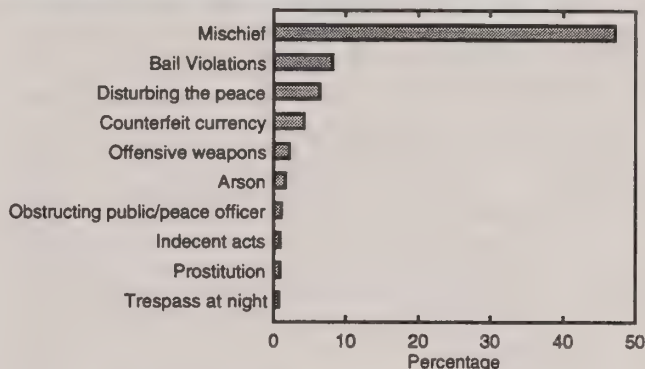
Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Other Criminal Code Incidents

The over 800,000 Criminal Code crimes which are not in the violent or property crime categories are reported under the category "other Criminal Code" (Figure 9). These crimes account for 3 in 10 Criminal Code incidents and include such crimes as mischief, bail violations, disturbing the peace, arson, prostitution and offensive weapons.

Figure 9

Other Criminal Code categories, Canada, 1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Weapons offences decline

Offensive weapon crimes include possession/use of prohibited and restricted weapons, possession of a weapon for the purpose of committing a crime, and careless use of a firearm. Prohibited weapons are those which are illegal to possess except by police officers/peace officers and members of the military. These weapons include spring-loaded knives, nunchaku sticks, rapid-fire firearms, and sawed-off shotguns or rifles. Restricted weapons, such as handguns, are those which may be owned under certain conditions. Though many firearms, such as rifles and shotguns, may be legally possessed, certain types may be prohibited or restricted.

Bill C-68, proclaimed on January 1, 1996, requires that all firearm owners must obtain a Firearms Licence by January, 2001. This licence replaces the Firearms Acquisition Certificate in use since 1977. Commencing January 1, 1998, each weapon must be registered within five years and a Registration Certificate will be issued. Bill C-68 also provides for tougher penalties for using a firearm while committing a crime.

In 1995, offensive weapons incidents accounted for less than 1% of Criminal Code incidents. The rate of offensive weapons incidents fluctuated after 1989, following years of stability. In 1995, however, these crimes decreased considerably (-8.5%).

Mischief accounts for one in seven Criminal Code incidents

In 1995, almost 380,000 mischief incidents were reported, accounting for one in seven Criminal Code crimes. The general

decline in the rate of mischief incidents continued in 1995, with a 5.4% decrease. Clearance rates for mischief incidents are low, as perpetrators are not easily identified: 15% of mischief incidents were cleared in 1995 (7% by charge).

Prostitution-related incidents increase across the country

Most prostitution-related crimes involve communicating with a person for the purpose of engaging in prostitution (including both prostitutes and clients) or stopping a vehicle for the same purpose. The rate of prostitution incidents reported by police increased notably (+27.0%) in 1995, following a 49.3% decrease from 1991 to 1994. The reporting of prostitution incidents is highly sensitive to police enforcement practices. The reader is cautioned that these practices may vary over time and across provinces and municipalities.

In 1995, 7,646 persons were charged with prostitution-related crimes, 54% of whom were female. Although some males charged were living from the avails of prostitution or were themselves prostitutes, the majority of them were clients. Only 3% of persons charged in prostitution incidents in 1995 were youths. Although child prostitution is a serious concern for Canadians, the UCR counts may not reflect their actual numbers, as youths are often diverted to social services by police in lieu of being charged.

Criminal Code Traffic Incidents

Police reported 172,437 incidents involving Criminal Code traffic crimes in 1995, down 8.6% from 1994 rate. Impaired driving accounted for 59% of these incidents in 1995, failure to stop and remain at the scene of an accident accounted for 31%, and dangerous driving, and driving while prohibited comprised the remaining 10%.

Impaired driving incidents continue to decline

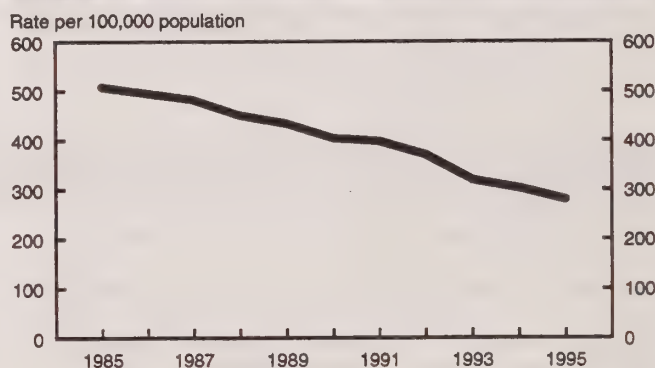
Impaired driving offences include impaired operation of a motor vehicle, boat or aircraft, driving with over .08% alcohol in the bloodstream, and failing to provide a breath and/or blood sample when requested by a police officer. In 1995, 82,792 persons were charged with impaired driving, down 7.7% from 1994 and consistent with the long-term trend of declining rates. Since 1985, the rate of persons charged with impaired driving has declined annually (Figure 10a), representing an average annual decline of 5.7%. In 1995, Ontario, Newfoundland, and British Columbia had the lowest charge rates and Saskatchewan, Prince Edward Island and Alberta had the highest charge rates (Figure 10b).

Contrary to popular belief, young persons were not largely responsible for the drinking and driving problem. Consistent with earlier UCR incident-based findings,¹⁵ the 30-34 age group was the most likely to be charged with impaired driving in 1995. This age group accounted for 2 in 10 persons charged (1995 UCR II Research File).

This declining trend may reflect the success of anti-drinking and driving campaigns across Canada, which have contributed to making drinking and driving socially unacceptable. In addition, alcohol consumption has been gradually decreasing over the past decade. The rate of persons charged in impaired driving incidents is also affected by police enforcement practices. Roadside-testing and random checking of drivers by police act as deterrents to drinking and driving, but also increase the probability of detecting impaired drivers. A final factor to consider is the trend in the number of "roadside suspensions" handed out by police, although national data are currently not available. It should be noted that all these practices may vary over time and across provinces and municipalities.

Figure 10a

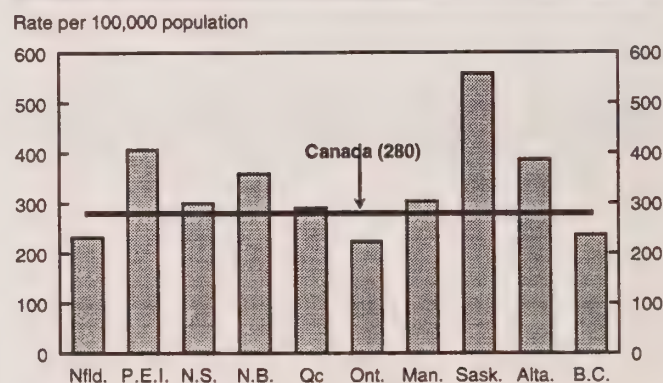
Persons charged with impaired driving, Canada, 1985-1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Figure 10b

Persons charged with impaired driving, Canada and the Provinces, 1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

¹⁵ See "Impaired Driving - Canada, 1994" by Andy Birkenmayer in Juristat (catalogue no. 85-002-XPB, vol. 15, no. 14).

Drugs

Cannabis incidents up, cocaine down

Drug incidents involve offences under two federal statutes: the *Narcotics Control Act*, which deals with illicit drugs, (e.g. cannabis, cocaine and heroin) and the *Food and Drugs Act*, which deals with controlled and restricted drugs (e.g. amphetamines and LSD). Cannabis offences accounted for 7 in 10 of the 61,660 drug-related incidents reported in 1995.

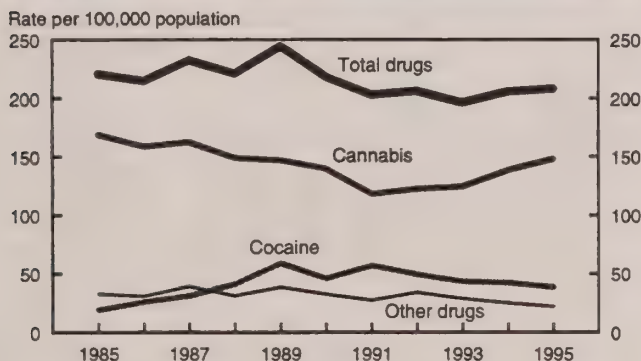
	Total Drugs (100%)	Possession (100%)	Trafficking (100%)	Importation (100%)
Cannabis	71%	79%	49%	56%
Cocaine	18%	13%	37%	30%
Other e.g. heroin restricted/ controlled drugs	11%	9%	14%	14%
	Cultivation/ Other	Possession	Trafficking	Importation
Total Drugs (100%)	8%	63%	27%	2%

The rate of drug-related incidents has fluctuated in recent years. The 1995 rate was 1.3% higher than in 1994, largely due to an increase in cannabis incidents. The rate of cannabis incidents increased (+6.9%), while declines were reported in cocaine (-9.1%) and other drug incidents (-12.4%). The recent decline in cocaine incidents contrasts the sharp increases seen prior to 1992: the rate of cocaine incidents had more than tripled from 1985 to 1991 (Figure 11).

Historically, the majority of drug incidents involve "possession" (63% in 1995), although this proportion has gradually been declining since 1985. Most possession incidents involve cannabis. Trends in drug-related crimes are influenced by police enforcement activities, similar to those for prostitution and impaired driving.

Figure 11

Drug Incidents, Canada, 1985-1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Selected Demographics of Crime

Most persons charged are male

Eight in ten persons charged with crimes in 1995 were male. There were some notable differences between the types of offences for which males and females were charged. Although females represented less than 20% of offenders overall, they were charged in 54% of prostitution, 29% of abduction, 32% of "theft under \$5,000" (mainly shoplifting), and 30% of fraud (Table 4).

Victims as likely to be female as male

Half of violent crime victims in 1995 were female (1995 UCR II Research File). Females accounted for most sexual assault victims (85%), and more than half of level 1 assault victims (53%). Victims of robbery and level 2 and 3 assaults were more likely to be male (61%, 65% and 79% respectively). (Table 5)

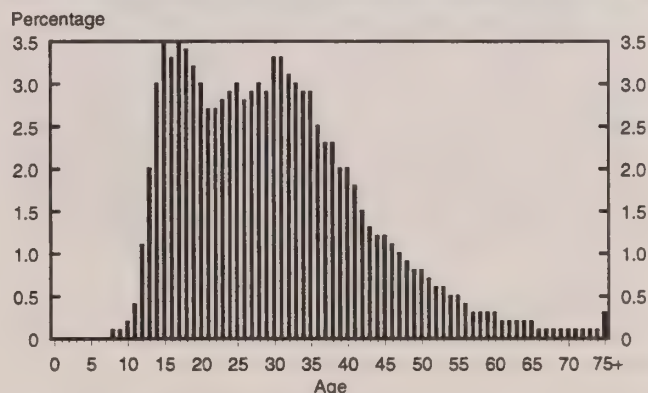
Persons accused of property crimes are younger than those accused of violent crimes

Persons accused¹⁶ of violent crimes tended to be older than persons accused of property crimes (1995 UCR II Research File) (Figure 12, Figure 13). Property crimes tended to involve youths or young adults aged 13 to 21 years. Persons aged 15 to 34 were implicated in a relatively high proportion of violent crimes. The involvement in violent crime of persons over the age of 30 gradually decreased with age. Of the accused who were charged with property crimes, a median age of 24 was reported compared with a median age of 29 for violent crimes (Table 4).

¹⁶ Persons accused refers to those involved in incidents "cleared by charge" and "cleared otherwise".

Figure 12

Persons accused in violent crimes, by age, 1995 UCR Research File



Source: Non-random sample of 140 police agencies, accounting for 46% of the national volume of crime. The data are not nationally representative.

Table 5

Victims of Selected Incidents by Gender and Age, 1995 UCR Research File

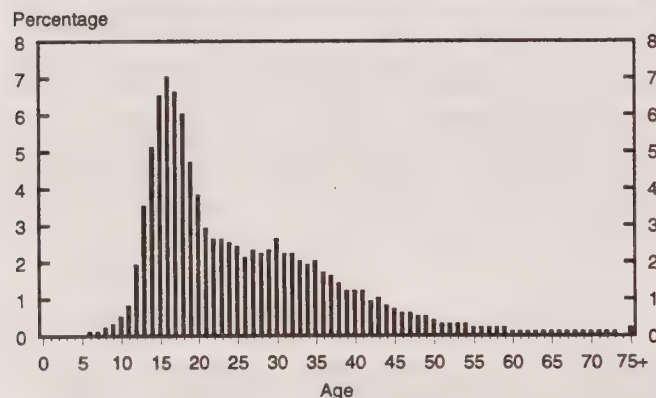
	Gender		Median Age		Total
	Male	Female	Males	Females	
	%	%			
Homicides ¹	67	33	34	35	34
Attempted murder	77	23	28	34	29
Assaults	53	47	26	28	27
Sexual assaults	15	85	11	17	16
Other sexual offences	23	77	11	13	12
Robbery	61	39	25	33	28
Abduction	41	59	5	6	5
Victims of violence - Total	50	50	26	27	26

¹ Homicide Survey, CCJS.

Source: 1995 Uniform Crime Reporting Incident-based Research File - CCJS, representing 46% of the national volume of crime.

Figure 13

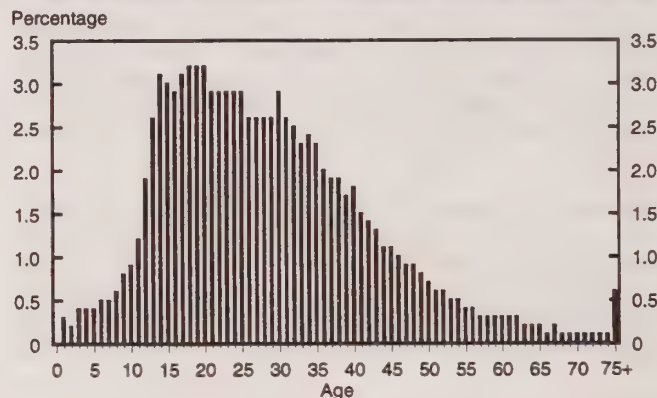
Persons accused in property crimes, by age, 1995 UCR Research File



Source: Non-random sample of 140 police agencies, accounting for 46% of the national volume of crime. The data are not nationally representative.

Figure 14

Victims of violent crime, by age, 1995 UCR Research File



Source: Non-random sample of 140 police agencies, accounting for 46% of the national volume of crime. The data are not nationally representative.

Victims of violent crimes aged 14 to 32 years account for 55% of all victims (1995 UCR II Research File) (Figure 14). The median age of violent crime victims was 26 years. Victims of sexual assault tended to be slightly younger than victims of other types of violent crime. The UCR incident-based survey does not capture characteristics of victims of property crime.

Youth Crime

Rate of youths charged stable

In total, 120,632 youths were charged with Criminal Code crimes in 1995. The youth charge rate remained stable in 1995, following three consecutive annual decreases. Six in ten youths charged in Criminal Code incidents in 1995 were charged with property crimes, while two in ten youths were charged with violent crimes.

	Youths charged (100%)	Adults charged (100%)
Total violent	19%	29%
assaults	14%	24%
robbery	3%	2%
Total property	56%	39%
theft over & under	28%	19%
breaking and entering	15%	7%
theft motor vehicle	6%	2%
Total other Criminal Code	25%	32%
mischievous	6%	4%

Youths accounted for 4 in 10 persons charged with motor vehicle theft, breaking and entering, arson, and robbery (Table 4).

The rate of youths charged with violent crime increased (+2.4%) in 1995, after remaining stable in 1994, and remains more than

twice the rate in 1986, the first year following the implementation of the uniform maximum age provisions of the *Young Offenders Act*. By comparison, the rate of adults charged with violent crimes increased 46% between 1986 and 1993, and declined the following years.

The rate of youths charged with property crimes has been declining since 1991. Youths charged with other Criminal Code offences increased slightly (+2.5%) for the first time since 1991 (Table 6).

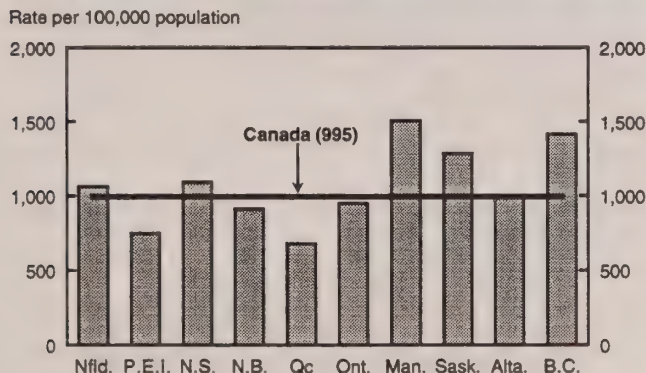
Young persons in conflict with the law may be charged or dealt with "otherwise", as mentioned earlier in the report. The decision to proceed with laying a charge is influenced by many factors, one of which is the eligibility of the youth for an alternative measures program. As outlined in the YOA, the objective of alternative measures (AM) is to avoid court proceedings for young persons, provided certain conditions are met. Generally, referrals to AM programs are made before charges are laid and reserved for first time offenders.¹⁷ Charge rates are influenced by the extent to which AM is used, and the process established for AM. Consequently, the youth charge rate is not a perfect indicator of the prevalence of youth crime, particularly with respect to measuring relatively minor incidents committed by first time offenders.

Provincial Comparisons

There is considerable regional variation in the distribution of reported crime across Canada. Crime rates in the Atlantic provinces and Quebec are generally lower than those in Ontario, which in turn are lower than rates in the Western provinces (Figure 15a, 15b). Historically, crime rates in the Yukon and Northwest Territories have been higher than those in the provinces. Provincial crime rates in 1995 ranged from a low of 5,380 incidents per 100,000 population in Newfoundland to 13,898 per 100,000 in British Columbia (Table 7).

Figure 15a

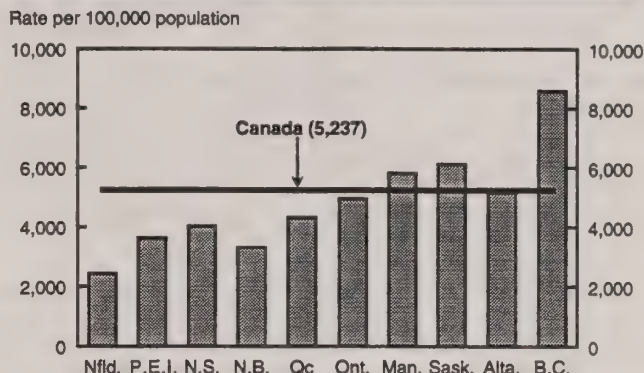
Violent crime, Canada and the provinces, 1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Figure 15b

Property crime, Canada and the provinces, 1995



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Five of the provinces followed the national decline in the crime rate in 1995, with the largest decreases reported in Manitoba (-5.8%), Newfoundland (-3.6%) and Alberta (-3.5%). Increases in the overall crime rate were reported in Saskatchewan (+5.1%) and Prince Edward Island (+2.0%) while the rate remained stable in New Brunswick, Quebec, and Ontario. Although the overall crime rate in PEI increased, it is still among the lowest in Canada.

While Canada's violent crime rate declined (-4.1%) in 1995, one province experienced an increase: Saskatchewan (+5.8%). Nova Scotia remained stable, while all other jurisdictions reported declines, with the most substantial being in Quebec (-7.5%), and Manitoba (-6.1%).

Five of the provinces experienced an increase in property crime. The largest increases were found in Prince Edward Island (+6.4%) and Saskatchewan (+4.9%), whereas the largest decreases were reported by Manitoba (-8.2%), Newfoundland (-5.6%) and Alberta (-4.0%).

Census Metropolitan Area Comparisons

In response to concerns over the comparability of crime rates among police forces which may differ in their mix of urban/suburban populations and boundaries, this year's report uses the Census Metropolitan Area (CMA) as the standard geographical unit. A CMA refers to a large urban core (over 100,000 population) together with adjacent urban and rural areas that have a high degree of economic and social integration. Usually, more than one police force is responsible for enforcing the law within the boundaries of a CMA. Although there are 25 CMAs in Canada, only the nine largest (over 500,000 population) are examined in this report (Figure 16a, 16b). Data for the remaining 16 CMAs are available on request and will be analyzed in an upcoming Juristat to be released later this year.

¹⁷ See "National Summary of Alternative Measures Services for Young Persons" in Juristat (catalogue no. 85-205-XPB, vol. 10, no. 2).

Table 6

Youths Charged in Criminal Code Incidents, Canada, 1986 - 1995¹

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ²	1995
Population (aged 12-17)	2,272,400	2,260,900	2,249,500	2,245,700	2,260,100	2,284,800	2,315,800	2,341,200	2,360,400	2,384,600
Violent crime										
number	9,275	10,165	11,437	13,780	15,690	18,919	20,028	21,477	21,629	22,375
rate	408	450	508	614	694	828	865	917	916	938
% change in rate from previous year	...	10.2	13.1	20.7	13.1	19.3	4.4	6.1	-0.1	2.4
Property crime										
number	78,862	74,769	74,316	76,317	83,741	91,656	83,603	74,981	68,907	68,138
rate	3,470	3,307	3,304	3,398	3,705	4,012	3,610	3,203	2,919	2,857
% change in rate from previous year	...	-4.7	-0.1	2.9	9.0	8.3	-10.0	-11.3	-8.8	-2.1
Other Criminal Code										
number	20,869	22,764	24,136	25,865	27,118	31,741	31,651	30,429	29,089	30,119
rate	918	1,007	1,073	1,152	1,200	1,389	1,367	1,300	1,232	1,263
% change in rate from previous year	...	9.6	6.6	7.3	4.2	15.8	-1.6	-4.9	-5.2	2.5
Total Criminal Code										
number	109,006	107,698	109,889	115,962	126,549	142,316	135,282	126,887	119,625	120,632
rate	4,797	4,764	4,885	5,164	5,599	6,229	5,842	5,420	5,068	5,059
% change in rate from previous year	...	-0.7	2.6	5.7	8.4	11.2	-6.2	-7.2	-6.5	-0.2

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 youths. The population estimates are provided by Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division.

Populations as of July 1st: revised intercensal estimates from 1985 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993, 1994 and 1995.

² revised.

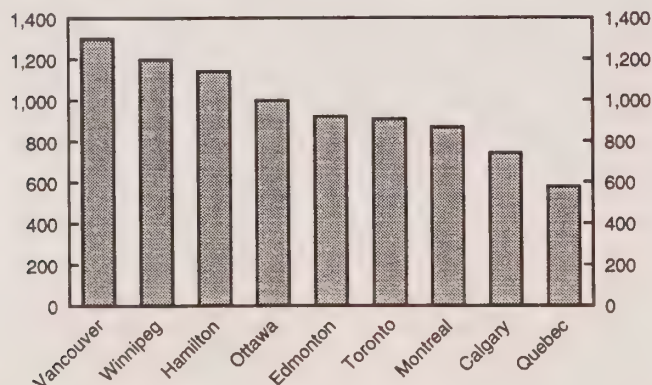
... figures not appropriate.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Figure 16a

Violent crime for major Census Metropolitan Areas, 1995

Rate per 100,000 population

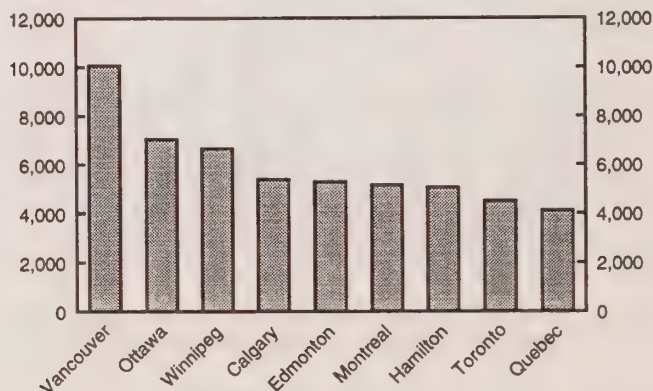


Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Figure 16b

Property crime for major Census Metropolitan Areas, 1995

Rate per 100,000 population



Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Six of the nine largest metropolitan areas reported a drop in their overall crime rate in 1995, ranging from 1.0% in Hamilton to 8.7% in Winnipeg while the rate remained stable in Vancouver (-0.7%) and Ottawa (+0.2%)(Table 8). Vancouver reported the highest overall crime rate, 32% higher than the second highest metropolitan area, Ottawa. This was mainly due to significantly higher property crime rates. Quebec City reported the lowest crime rate, followed by Toronto and Montreal.

All major urban areas, except for Hamilton (+2.6%), showed declines in their 1995 violent crime rate, with large declines in Calgary (-11.0%), Montreal (-9.7%) and Winnipeg (-7.1%). Vancouver reported the highest violent crime rate, closely followed by Winnipeg and Hamilton. Quebec City was the lowest, with Calgary and Montreal second and third lowest, respectively. Quebec City was among the lowest in all major violent crime categories. Vancouver was highest for homicide, Hamilton for assault, Edmonton for sexual assault, and Winnipeg for robbery.

Only Vancouver (+6.2%), Ottawa (+3.3%), and Quebec City (+1.9%) reported increases in their property crime rate, with large decreases reported in Winnipeg (-9.7%), Calgary (-7.6%), and Edmonton (-5.4%). Vancouver's property crime rate was 43% higher than the next closest metropolitan area, Ottawa. For breaking and entering, Vancouver showed the highest rate and Toronto the lowest. For motor vehicle theft, Winnipeg was the highest and Quebec the lowest.

Methodology - Uniform Crime Reporting Survey

The Uniform Crime Reporting (UCR) Survey was developed by Statistics Canada with the co-operation and assistance of the Canadian Association of Chiefs of Police. The aggregate UCR survey, which became operational in 1962, collects crime and traffic statistics reported by police agencies in Canada. UCR survey data reflect reported crime that has been substantiated through police investigation.

Currently, there are two levels of detail collected by the UCR survey:

1. **Aggregate UCR Survey** - The aggregate-based UCR survey records the number of incidents reported to the police. It includes the number of reported offences, the number of actual offences, those that are unfounded, the number of offences cleared by charge, the number of persons charged by sex and by an adult/youth breakdown. It does not include victim characteristics. Unless otherwise mentioned, all analysis in this report is based on aggregate survey counts.
2. **Revised UCR Survey - (UCR II Incident-based Research File)** - The incident-based survey captures detailed

information on individual criminal incidents reported to police, including characteristics of victims, accused persons and the incidents, based on data collected from 140 agencies in six provinces through the Revised UCR Survey. These data represent 46% of the national volume of actual Criminal Code crimes.

The 1995 research file contains approximately 1.3 million incident records, 500,000 accused records, and 130,000 victim records (victim information is only collected for violent crimes). The distribution of these incidents by province is as follows: 39% from Quebec, 37% from Ontario, 10% from Alberta, 8% from British Columbia, 5% from Saskatchewan, and 0.8% from New Brunswick. Other than Quebec, the data are primarily from urban police departments. The reader is cautioned that these data are not nationally representative. Continuity with the aggregate survey data is maintained by a conversion of the incident-based data to aggregate counts at year-end.

The aggregate UCR survey classifies incidents according to the most serious offence in the incident, (generally the offence which carries the longest maximum sentence under the *Criminal Code*). In categorizing incidents, violent offences always take precedence over non-violent offences. As a result, less serious offences are under-represented by the UCR survey.

The aggregate UCR survey scores violent incidents differently from other types of crime, with few exceptions. For violent crime, a separate incident is recorded for each victim (i.e. if one person assaults three people, then three incidents are recorded; but if three people assault one person, only one incident is recorded). Robbery, however, is counted as if it were a non-violent crime in order to avoid inflating the number of victims (e.g. persons in a bank during a robbery). For non-violent crimes, one incident (categorized according to the *most serious offence*) is counted for every distinct or separate occurrence.

The total number of incidents recorded by the aggregate UCR survey is not a census of all violations of the law that come to the attention of police. Rather, the total number of incidents is equal to the number of victims of violent crimes (other than robberies) plus the number of separate occurrences of non-violent crimes (and robberies).

In this report, the crime rate excludes traffic violations as the data have proven to be volatile over time and these shifts could influence the overall crime rate if they were included. Such shifts are often a result of changes in police procedures for traffic violations which may be scored as either a provincial statute infraction or as a Criminal Code infraction (e.g. failure to stop or remain at an accident).

Table 7

Selected Criminal Code Incidents, Canada and the Provinces/Territories, 1995¹

	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
Population, 1995	575,400	136,100	937,800	760,100	7,334,200	11,100,300	1,137,500	1,015,600	2,747,000	3,766,000	30,100	65,800	29,606,100
Homicide													
number	5	1	16	14	135	181	27	21	59	120	4	429	586
rate	0.9	0.7	1.7	1.8	1.8	1.6	2.4	2.1	2.1	3.2	13.3	4.6	2.0
% change from 1994 rate	26.3	-1.1	-16.1	-7.0	6.5	-7.1	-7.5	-12.8	-11.7	3.5	31.6	-26.3	-3.0
Sexual Assault (1,2,3)													
number	914	168	1,181	1,177	3,333	9,905	1,365	1,563	3,116	4,940	125	429	28,216
rate	159	123	126	155	45	89	120	154	113	131	415	652	95
% change from 1994 rate	-12.5	-6.1	-2.2	-3.6	-12.7	-14.5	-20.2	-1.2	-14.3	-9.1	18.6	-27.4	-12.1
Assault (1,2,3)													
number	3,736	784	8,112	5,057	32,460	79,844	12,735	9,655	20,263	40,556	811	2,658	216,671
rate	649	576	865	665	443	719	1,120	951	738	1,077	2,694	4,040	732
% change from 1994 rate	-1.9	1.5	2.7	-4.1	-7.8	-4.4	-6.4	6.4	-2.3	-3.4	24.1	-3.7	-3.7
Robbery													
number	64	28	304	148	9,345	9,569	1,973	664	2,120	5,999	17	42	30,273
rate	11	21	32	19	127	86	173	65	77	159	56	64	102
% change from 1994 rate	-10.2	2.6	-18.4	21.9	-6.1	13.8	7.5	25.3	-13.8	7.9	-11.7	14.7	3.1
Violent crime - Total													
number	6,108	1,019	10,238	6,928	49,703	105,447	17,122	13,047	27,450	53,300	997	3,345	294,704
rate	1,062	749	1,092	911	678	950	1,505	1,285	999	1,415	3,312	5,084	995
% change from 1994 rate	-3.9	-2.1	0.1	-2.8	-7.5	-4.3	-6.1	5.8	-4.8	-3.3	20.4	-7.7	-4.1
Breaking & Entering													
number	3,924	1,094	8,836	6,786	102,862	123,168	16,504	18,111	30,999	75,688	776	1,978	390,726
rate	682	804	942	893	1,402	1,110	1,451	1,783	1,128	2,010	2,578	3,006	1,320
% change from 1994 rate	-5.3	5.8	0.3	4.3	-1.1	2.5	-19.2	4.2	-9.3	2.6	33.6	5.2	-0.5
Motor Vehicle Theft													
number	477	233	1,797	1,372	42,977	57,211	9,538	5,272	14,195	29,532	219	470	163,293
rate	83	171	192	181	586	515	839	519	517	784	728	714	552
% change from 1994 rate	1.2	-7.5	7.2	-3.1	-2.3	2.3	-0.9	22.2	-12.7	9.9	-23.6	6.2	1.2
Other Theft													
number	7,818	2,751	22,454	13,925	150,995	317,967	34,636	30,856	79,033	197,060	1,527	2,271	861,293
rate	1,359	2,021	2,394	1,832	2,059	2,864	3,045	3,038	2,877	5,233	5,073	3,451	2,909
% change from 1994 rate	-8.6	0.3	-1.7	1.9	0.4	1.4	-4.4	3.1	-3.4	2.5	2.8	4.9	0.8
Property crime - Total													
number	13,980	4,939	37,738	25,171	317,001	549,456	66,185	62,242	142,224	323,747	2,761	5,048	1,550,492
rate	2,430	3,629	4,024	3,312	4,322	4,950	5,818	6,129	5,177	8,597	9,173	7,672	5,237
% change from 1994 rate	-5.6	6.4	-0.9	1.3	-0.9	1.6	-8.2	4.9	-4.0	2.6	6.6	5.3	0.5
Offensive weapons													
number	188	31	575	267	1,473	7,326	1,152	800	2,247	3,172	65	206	17,502
rate	33	23	61	35	20	66	101	79	82	84	216	313	59
% change from 1994 rate	-10.4	-12.4	-10.4	-6.6	-5.5	-9.9	-3.9	12.1	-9.1	-12.7	-7.0	-6.2	-8.5
Mischief													
number	5,019	1,598	11,942	8,164	58,956	139,693	21,983	15,727	35,282	78,479	764	2,271	379,878
rate	872	1,174	1,273	1,074	804	1,258	1,933	1,549	1,284	2,084	2,538	3,451	1,283
% change from 1994 rate	-4.5	-0.9	-3.9	-2.0	-2.1	-4.3	-3.7	0.9	-3.1	-13.5	5.6	-5.1	-5.4
Other Criminal Code - Total													
number	10,868	3,779	27,118	20,115	144,879	284,265	41,927	38,980	77,752	146,359	2,334	7,486	805,862
rate	1,889	2,777	2,892	2,646	1,975	2,561	3,686	3,838	2,830	3,886	7,754	11,377	2,722
% change from 1994 rate	-0.8	-2.2	-5.1	1.1	3.1	-3.9	-1.6	5.3	-2.0	-8.8	-3.4	-2.9	-2.7
CRIMINAL CODE - TOTAL - without traffic crime													
number	30,956	9,737	75,094	52,214	511,583	939,168	125,234	114,269	247,426	523,406	6,092	15,879	2,651,058
rate	5,380	7,154	8,007	6,869	6,975	8,461	11,010	11,251	9,007	13,898	20,239	24,132	8,954
% change from 1994 rate	-3.6	2.0	-2.3	0.7	-0.5	-0.8	-5.8	5.1	-3.5	-1.5	4.4	-1.5	-1.0

¹ Excludes traffic crimes.

² Rates are calculated on the basis of 100,000 population. The population estimates are provided by Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. Populations as of July 1st: revised intercensal estimates from 1985 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993, 1994 and 1995.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 8

Selected Criminal Code Incidents for Major Census Metropolitan Areas, 1995¹

	Toronto	Montréal	Vancouver	Edmonton	Calgary	Ottawa	Québec	Winnipeg	Hamilton
Population, 1995	4,338,374	3,328,339	1,826,832	882,940	828,516	774,773	695,203	676,501	641,543
Homicide									
number	74	77	64	19	17	24	4	16	17
rate	1.7	2.3	3.5	2.2	2.1	3.1	0.6	2.4	2.6
% change from 1994 rate	-14.6	2.0	29.8	-21.0	-7.4	96.6	-63.9	-11.5	29.6
Sexual assault (1,2,3)									
number	2,731	1,537	1,587	983	562	695	280	420	628
rate	63	46	87	111	68	90	40	62	98
% change from 1994 rate	-10.6	-9.2	-12.4	-11.5	-15.9	-11.3	-16.1	-19.1	-1.9
Assault (1,2,3)									
number	29,096	17,930	16,782	5,700	4,310	5,711	2,736	5,336	5,951
rate	671	539	919	646	520	737	394	789	928
% change from 1994 rate	-8.0	12.6	-3.1	-1.2	-9.2	-2.1	1.3	-11.0	3.6
Robbery									
number	6,029	7,332	4,628	991	860	1,021	730	1,850	522
rate	139	220	253	112	104	132	105	273	81
% change from 1994 rate	21.2	-5.1	10.8	-5.2	-24.6	4.6	-20.9	6.9	7.1
Violent crime - Total									
number	39,431	28,870	23,747	8,132	6,139	7,750	4,023	8,104	7,321
rate	909	867	1,300	921	741	1,000	579	1,198	1,141
% change from 1994 rate	-5.5	-9.7	-1.5	-4.2	-11.0	-1.8	-3.8	-7.1	2.6
Break & enter									
number	37,256	50,169	44,598	10,912	9,690	13,357	9,068	10,380	6,364
rate	859	1,507	2,441	1,236	1,170	1,724	1,304	1,534	992
% change from 1994 rate	-1.0	-0.4	5.7	-5.3	-19.2	17.0	-3.6	-23.1	3.8
Motor vehicle theft									
number	19,313	27,692	20,414	5,363	5,269	7,704	3,038	8,003	6,235
rate	445	832	1,117	607	636	994	437	1,183	972
% change from 1994 rate	-3.1	-3.8	15.2	-6.9	-24.0	-11.2	12.5	0.4	11.1
Other theft									
number	121,703	83,909	110,898	25,115	25,335	29,985	14,722	24,248	18,264
rate	2,805	2,521	6,071	2,844	3,058	3,870	2,118	3,584	2,847
% change from 1994 rate	1.3	-4.2	6.6	-7.9	-3.7	1.5	4.0	-5.7	-2.3
Property crime - Total									
number	195,184	171,664	184,018	46,712	44,715	54,533	28,639	45,107	32,536
rate	4,499	5,158	10,073	5,291	5,397	7,039	4,120	6,668	5,072
% change from 1994 rate	0.1	-3.2	6.2	-5.4	-7.6	3.3	1.9	-9.7	-0.1
Offensive weapons									
number	1,774	571	1,214	470	346	362	56	397	213
rate	41	17	66	53	42	47	8	59	33
% change from 1994 rate	-19.9	-14.4	-17.5	-5.4	-22.5	-0.6	-14.6	-12.6	-16.6
Mischief -									
number	44,106	28,770	34,684	10,134	8,787	12,386	5,884	13,113	7,589
rate	1,017	864	1,899	1,148	1,061	1,599	846	1,938	1,183
% change from 1994 rate	-3.5	-4.3	-23.2	-8.4	1.8	-11.5	5.4	-4.4	-3.4
Other Criminal Code - Total /									
number	88,692	58,285	57,425	20,847	14,504	23,004	9,623	18,110	14,959
rate	2,044	1,751	3,143	2,361	1,751	2,969	1,384	2,677	2,332
% change from 1994 rate	-6.4	-2.6	-17.7	-4.8	-4.0	-5.9	5.8	-6.7	-4.5
CRIMINAL CODE - TOTAL - excluding Traffic									
number	323,307	258,819	265,190	75,691	65,358	85,287	42,285	71,321	54,816
rate	7,452	7,776	14,516	8,573	7,889	11,008	6,082	10,543	8,544
% change from 1994 rate	-2.5	-3.9	-0.7	-5.1	-7.2	0.2	2.2	-8.7	-1.0

¹ Comparable data for all police services is available upon request. Rates are calculated based on 100,000 populations. The estimates are based on populations from Statistics Canada, Demography Division. The intercensal estimates match the jurisdictional boundaries of the police agency.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 9

Population Estimates of Canada and the Provinces/Territories, 1985 to 1995

	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
Year	Thousands												
1985													
Total	580.9	128.1	887.7	726.1	6,690.3	9,334.4	1,084.6	1,028.8	2,411.1	2,990.0	24.6	55.0	25,941.6
Adult (18+)	392.6	91.8	652.1	523.8	5,034.7	6,998.5	794.5	731.9	1,733.1	2,249.7	17.1	34.2	19,252.8
Youth (12-17)*	72.0	12.9	86.0	73.5	554.5	825.9	99.7	96.2	215.5	254.7	2.3	6.4	2,299.3
1986													
Total	578.1	128.8	892.1	727.7	6,733.8	9,477.2	1,094.0	1,032.9	2,438.7	3,020.4	24.8	55.4	26,203.8
Adult (18+)	394.8	93.0	659.2	528.2	5,089.2	7,131.1	803.4	735.6	1,757.0	2,280.8	17.5	34.4	19,524.3
Youth (12-17)	70.0	12.7	84.4	72.3	545.2	818.5	99.3	95.0	215.1	251.6	2.3	6.4	2,272.4
1987													
Total	576.5	129.0	896.3	730.5	6,805.9	9,684.9	1,100.5	1,036.4	2,443.5	3,064.6	26.0	55.7	26,549.7
Adult (18+)	398.2	93.7	664.8	533.2	5,161.5	7,304.0	809.0	739.0	1,762.2	2,320.3	18.5	35.1	19,838.8
Youth (12-17)	68.3	12.4	83.3	72.0	545.3	818.0	98.8	94.0	212.3	248.0	2.3	6.2	2,260.9
1988													
Total	576.2	129.7	900.2	733.1	6,860.4	9,884.4	1,104.7	1,031.7	2,463.0	3,128.2	26.9	56.3	26,894.8
Adult (18+)	403.0	94.6	671.0	538.3	5,218.0	7,469.7	813.2	737.2	1,779.8	2,373.8	18.9	35.5	20,152.9
Youth (12-17)	67.4	12.2	82.0	71.4	545.5	814.3	98.0	93.4	210.5	246.5	2.3	6.1	2,249.5
1989													
Total	577.4	130.6	906.7	738.0	6,948.0	10,151.0	1,106.2	1,023.0	2,504.3	3,209.2	27.4	57.5	27,379.3
Adult (18+)	408.4	95.1	678.8	544.8	5,297.3	7,694.0	815.5	731.9	1,812.1	2,440.9	19.5	36.1	20,574.1
Youth (12-17)	65.7	12.1	79.9	70.6	551.2	811.1	96.6	92.7	210.6	247.0	2.3	6.0	2,245.7
1990													
Total	578.9	131.0	912.5	743.0	7,020.7	10,341.4	1,108.4	1,010.8	2,556.4	3,300.1	28.0	59.4	27,790.6
Adult (18+)	413.7	95.1	685.6	551.3	5,352.9	7,838.8	816.9	723.2	1,849.2	2,510.5	19.8	37.4	20,895.4
Youth (12-17)	63.6	12.0	78.3	69.2	561.2	813.1	95.9	92.0	214.6	252.3	2.4	6.0	2,260.1
1991													
Total	580.3	130.8	917.9	748.5	7,080.6	10,471.5	1,112.5	1,006.3	2,601.3	3,379.8	29.1	61.3	28,120.1
Adult (18+)	419.2	95.4	691.8	558.4	5,395.7	7,935.7	820.4	721.0	1,882.1	2,572.0	20.9	38.4	21,151.2
Youth (12-17)	61.4	11.9	77.2	67.9	573.4	817.8	95.5	92.1	219.4	259.5	2.4	6.2	2,284.8
1992													
Total	583.4	131.6	924.6	753.0	7,161.2	10,646.4	1,117.6	1,008.0	2,646.8	3,476.9	30.3	62.6	28,542.2
Adult (18+)	426.1	96.4	698.9	565.0	5,460.8	8,077.8	825.6	723.9	1,917.1	2,650.8	21.6	39.1	21,502.9
Youth (12-17)	59.8	11.8	76.6	66.8	586.3	826.6	94.8	92.3	224.5	267.1	2.4	6.4	2,315.8
1993													
Total	584.2	133.2	930.4	755.5	7,238.6	10,815.5	1,124.1	1,010.8	2,686.0	3,574.6	30.4	63.7	28,947.0
Adult (18+)	431.3	97.9	705.8	570.2	5,531.2	8,212.4	832.3	727.8	1,950.0	2,730.4	21.8	17.6	21,851.0
Youth (12-17)	58.1	11.8	76.0	65.4	593.2	836.4	94.3	92.9	229.7	274.6	2.5	6.5	2,341.2
1994													
Total	581.2	134.6	933.9	757.7	7,287.1	10,936.4	1,129.6	1,012.1	2,714.8	3,669.5	29.7	64.7	29,251.3
Adult (18+)	433.5	99.2	711.0	575.2	5,578.4	8,306.0	837.5	730.3	1,976.7	2,806.8	21.3	40.6	22,116.5
Youth (12-17)	56.0	11.9	74.9	64.3	595.6	843.6	94.0	94.2	234.2	283.0	2.4	6.5	2,360.4
1995													
Total	575.4	136.1	937.8	760.1	7,334.2	11,100.3	1,137.5	1,015.6	2,747.0	3,766.0	30.1	65.8	29,606.1
Adult (18+)	432.8	100.8	715.9	579.7	5,631.9	8,435.8	844.1	734.5	2,007.5	2,885.3	21.6	41.4	22,431.3
Youth (12-17)	54.3	12.0	75.2	63.3	599.9	859.0	94.7	94.2	239.7	291.8	2.6	6.7	2,384.6

* All provinces did not implement common age definitions for youths, from 12 - 17 years of age, until 1985 pursuant to the Young Offenders Act.

Source: Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division As July 1st 1993: Revised intercensal estimates for 1984 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993, 1994 and 1995.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613) 951-9023 or toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

- | | |
|----------------|--|
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |
| Vol. 16 No. 1 | Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994 |
| Vol. 16 No. 2 | Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur |
| Vol. 16 No. 3 | Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes |
| Vol. 16 No. 4 | Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 5 | Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 6 | Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada |
| Vol. 16 No. 7 | Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada: Faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 8 | Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 9 | The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice |



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 16 no. 11



HOMICIDE IN CANADA — 1995

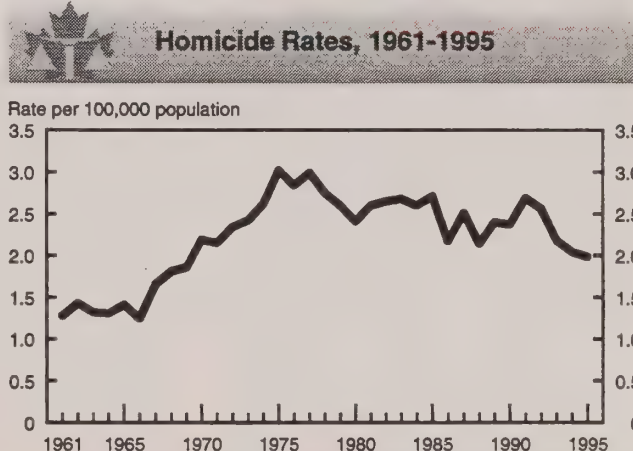
Orest Fedorowycz

Highlights

- The homicide rate declined again in 1995, after reaching a 25-year low in 1994. This was the fourth consecutive annual decrease. There were 586 homicides reported in 1995, 10 fewer than the previous year. The national homicide rate has gradually been declining over the last 20 years.
- Most provinces reported a decline in their homicide rate in 1995; minor increases occurred in British Columbia, Quebec and Newfoundland. British Columbia recorded the highest provincial rate for the fourth straight year, followed by Manitoba and Alberta. Prince Edward Island and Newfoundland recorded the lowest rates. Both Manitoba and Saskatchewan reported their lowest homicide rates in nearly 30 years.
- Since 1979, firearms have accounted for one in every three homicides. In 1995, 30% of homicides were committed with firearms, slightly lower than average. Handguns have comprised one in every six homicides since 1991. In the 15 years previous to 1991, handguns accounted for only one in every 10 homicides.
- Most homicides are committed by someone known to the victim. One in every six solved homicides (16%) were perpetrated by strangers in 1995, consistent with previous years. Spousal homicides increased slightly in 1995, accounting for a further 19% of the total.
- In 1995, 65 youths (aged 12-17) were accused of committing homicide. This total is eight more than in 1994 and is the highest number of youths accused in 20 years. From 1985 to 1994, the youth homicide rate remained relatively stable, fluctuating between 1.5 and 2.5 per 100,000 youths. While the 1995 rate of 2.7 was higher than average, it is difficult to say, given the small numbers, if this is the start of a new trend or simply normal year-to-year fluctuations in the numbers.



Figure 1



Price/Canada: \$10.00 per issue,
\$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue,
US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per
issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada
publications, please call our
National toll-free line
1-800-267-6677 or internet:
order@statcan.ca

July 1996
ISSN 0715-271X

Published by authority of the
Minister responsible for Statistics
Canada.

© Minister of Industry, 1996.

All rights reserved. No part of this
publication may be reproduced,
stored in a retrieval system or
transmitted in any form or by any
means, electronic, mechanical,
photocopying, recording or
otherwise without prior written
permission from Licence Services,
Marketing Division, Statistics
Canada, Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its
statistical system to a long-standing
co-operation involving Statistics
Canada, the citizens of Canada, its
businesses, governments and other
institutions. Accurate and timely
statistical information could not be
produced without their continued
co-operation and goodwill.

The paper used in this publication
meets the minimum requirements
of American National Standard for
Information Sciences - Perma-
nence of Paper for Printed Library
Materials, ANSI Z39.48 - 1984.



Standards of service to the public

To maintain quality service to the
public, Statistics Canada follows
established standards covering
statistical products and services,
delivery of statistical information,
cost-recovered services and
services to respondents. To obtain
a copy of these service standards,
please contact your nearest
Statistics Canada Regional
Reference Centre.

Introduction

Police-reported violent crime in Canada increased steadily from the early 1970s through to the early 1990s. Homicides, in particular, tend to be widely covered in the media, especially those of a brutal nature or those targeting the more vulnerable members of society. The 1993 General Social Survey indicated a growing concern among Canadians about threats of attack or violence. Yet the homicide rate has gradually been declining since the mid 1970s.

This *Juristat* examines homicide data collected from police agencies through the Homicide Survey and comments on short and long-term trends, and the circumstances surrounding homicide incidents. In addition, this report presents rates by province, territory and Census Metropolitan Area (CMA), and provides international comparisons.

In Canada, criminal homicide is classified as first degree murder, second degree murder, manslaughter or infanticide. Deaths caused by criminal negligence, suicide, accident or justifiable homicide are not included in this classification.

GENERAL TRENDS

Homicide is a relatively rare occurrence in Canada: homicides accounted for 0.02% of the almost three million *Criminal Code* incidents reported to police in 1995, and 0.2% of all violent incidents.

Homicide rate declining over the last 20 years

Despite public perceptions of increasing crime, the homicide rate has been generally declining since the mid 1970s. There were 586 homicide offences reported in 1995, a decrease of 10 homicides from 1994. The 1995 homicide rate of 1.98 per 100,000 population represented the fourth consecutive annual decline, a decrease of 26% over these four years.

Since 1961, when national homicide statistics were first collected, there have been two distinct trends. Between 1961 and 1975 the homicide rate increased steadily from 1.28 per 100,000 population to a peak of 3.02, an increase of 136%. Since then, despite yearly fluctuations, the homicide rate has gradually declined to the current rate of 1.98, a decrease of 34% (Figure 1).

International comparisons

According to preliminary figures, the Federal Bureau of Investigation reported 21,445 homicides in the United States in 1995, a rate of 8.5 per 100,000 population. Although Canada's rate (1.98) was one-quarter that of the United States, it was still higher than many European countries. For example, England and Wales reported a homicide rate of 1.4 per 100,000 population in 1995, about 30% lower than Canada's rate (Table 1).¹

¹ Information provided by National Central Bureau - Interpol Ottawa.

Table 1

	1994 homicide rate ¹		1994 homicide rate ¹
Ireland	0.15	Canada	(1995) 1.98
Australia	0.88	Scotland	2.10
Switzerland	1.14	France	2.44
England and Wales	(1995) 1.40	Hungary	3.02
Germany	1.69	Northern Ireland	6.51
Italy	1.71	Netherlands	7.98
Sweden	1.81	United States	(1995) 8.50

¹ Rates are calculated per 100,000 population.

Violent crime rate decreasing since 1992

Contrary to the trend in homicide rates, the violent crime rate more than doubled from the early 1970s to the early 1990s, primarily because of large increases in Level 1 assaults, where physical injury inflicted on the victim was relatively minor. In the early 1980s, changes in legislation (rape and indecent assault), police policy or recording practices (eg. in spousal assault cases) and reduced societal tolerance of certain types of violence (eg. school violence) contributed at least partly to the increased rates of assault.² The violent crime rate has been decreasing, however, since 1992.

Speculation that the declining homicide rate over the past few years may in part be due to victims of serious assaults being saved by more advanced medical procedures and the increased use of paramedics, implies that the number of attempted murders in Canada would have increased in recent years. In fact, the trend in the rate of attempted murders is almost parallel to that of homicide. While the homicide rate declined by 26% since 1991, the attempted murder rate has also declined (15%) during this same period. Therefore, the decline in the homicide rate must be attributed to other factors.

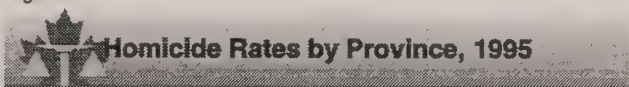
GEOGRAPHICAL PATTERNS

Homicide rate declining in most provinces

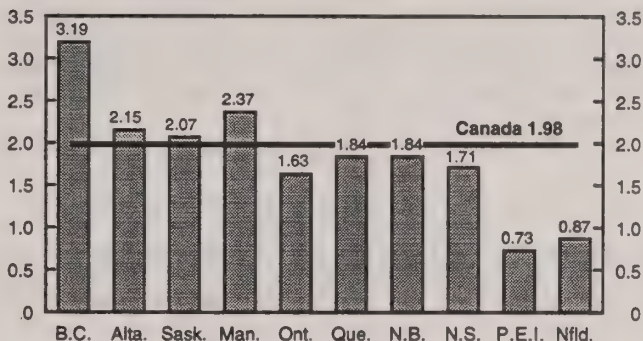
Most provinces have generally followed the national trend of declining homicide rates since the mid-1970's. The exceptions have been in the Atlantic provinces where homicide rates have remained relatively constant over the last 20 years.

Only three provinces reported an increase in homicides in 1995: Quebec (+9), British Columbia (+7) and Newfoundland (+1) (Table 2). The increase in Quebec followed a 26-year low in the homicide rate reached in 1994; the 1995 rate was still well below

Figure 2



Rate per 100,000 population



Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

the average in that province over the past 10 years. The homicide rates in both British Columbia and Newfoundland were very close to the previous 10-year average for those provinces.

As is the case historically, rates were generally higher in the west than in the east. Among the provinces, British Columbia recorded the highest rate (3.19) for the fourth consecutive year, followed by Manitoba (2.37) and Alberta (2.15). Prince Edward Island, with one homicide, recorded the lowest rate (0.73), followed by Newfoundland (0.87). The homicide rates in both Manitoba and Saskatchewan were the lowest in nearly 30 years in those provinces (Figure 2).

² Kingsley, B. Crime Counts - A Criminal Event Analysis, edited by L. Kennedy and V. Sacco, Toronto, Nelson Canada, 1996: 101.

Table 2

Province/Territory	1995 ¹		1994		Average 1985-1994	
	Number	Rate ²	Number	Rate ^{2*}	Number	Rate ²
Newfoundland	5	0.87	4	0.69	5	0.86
Prince Edward Island	1	0.73	1	0.74	1	0.69
Nova Scotia	16	1.71	19	2.03	17	1.88
New Brunswick	14	1.84	15	1.98	14	1.86
Québec	135	1.84	126	1.73	173	2.48
Ontario	181	1.63	192	1.76	195	1.92
Manitoba	27	2.37	29	2.57	36	3.27
Saskatchewan	21	2.07	24	2.37	27	2.67
Alberta	59	2.15	66	2.43	70	2.74
British Columbia	120	3.19	113	3.08	104	3.17
Yukon	4	13.29	3	10.10	2	7.60
Northwest Territories	3	4.56	4	6.18	8	14.60
CANADA	586	1.98	596	2.04	652	2.37

¹ The following numbers of homicides were reported and included in 1995 but occurred in previous years: N.S. - 1; Ont. - 3; Man. - 1; Alta. - 1; B.C. - 3; TOTAL - 9.

² Rates are calculated per 100,000 population using updated postcensal estimates.

^{2*} Revised.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

Homicide rate in major metropolitan areas only slightly higher than national average

Crime, particularly homicide, is often considered to be an urban phenomenon. In 1995, 368 (63%) of the 586 reported homicides occurred within Canada's 25 Census Metropolitan Areas (CMAs). During the same year, CMAs comprised 61% of the Canadian population, meaning that major metropolitan areas were only slightly over-represented in terms of homicide occurrences.

Census Metropolitan Area (CMA) - a large urban core (population of 100,000 and over) together with adjacent urban and rural areas which have a high degree of economic and social integration.

Table 3 divides the CMAs into three population categories and shows that the nine largest CMAs (populations of 500,000 and over) had, in 1995, a homicide rate (2.22) that was 12% higher than the national rate of 1.98 homicides per 100,000 population. The remaining CMA groups (100,000 - 249,999 population and 250,000 - 499,999 population) reported rates (1.69 and 1.12, respectively) well under the national average.

Table 3



Homicides by Census Metropolitan Area, 1994 and 1995

Census Metropolitan Areas	1995 ¹			1994			Average 1985-1994		
	Population (000s)	Number	Rate ²	Population (000s) ³	Number	Rate ²	Population (000s)	Number	Rate ²
500,000+ population									
Toronto	4,338.4	74	1.71	4,254.5	85	2.00	3,890.5	76	1.94
Montréal	3,328.3	77	2.31	3,307.5	75	2.27	3,148.4	97	3.08
Vancouver	1,826.8	64	3.50	1,778.5	48	2.70	1,585.6	52	3.30
Ottawa-Hull	1,026.9	28	2.73	1,010.2	17	1.68	915.0	16	1.72
Ontario	774.8	24	3.10	761.5	12	1.58	693.4	12	1.70
Quebec	252.1	4	1.59	248.7	5	2.01	221.5	4	1.76
Edmonton	882.9	19	2.15	881.6	24	2.72	825.3	27	3.30
Calgary	828.5	17	2.05	812.5	18	2.22	737.2	17	2.32
Québec	695.2	4	0.58	689.3	11	1.60	647.4	19	2.93
Winnipeg	676.5	16	2.37	673.5	18	2.67	654.3	12	1.76
Hamilton	641.5	17	2.65	635.7	13	2.04	606.0	11	1.88
Total	14,245.0	316	2.22	14,043.3	309	2.20	13,009.7	327	2.51
250,000 - 499,999 population									
London	412.6	3	0.73	408.2	6	1.47	376.2	5	1.33
Kitchener	395.5	3	0.76	388.4	3	0.77	353.4	8	2.41
St. Catharines-Niagara	385.4	1	0.26	384.4	6	1.56	364.7	6	1.56
Halifax	342.8	6	1.75	338.8	8	2.36	318.9	7	2.29
Victoria	311.2	6	1.93	308.2	6	1.95	284.7	5	1.72
Windsor	286.2	8	2.80	281.4	4	1.42	268.6	7	2.61
Oshawa	276.2	-	0.00	269.6	2	0.74	234.6	4	1.71
Total	2,409.9	27	1.12	2,379.0	35	1.47	2,201.1	42	1.93
100,000 - 249,999 population									
Saskatoon	219.9	3	1.36	218.1	10	4.59	209.2	5	2.39
Regina	198.7	3	1.51	197.9	3	1.52	193.1	6	3.11
St. John's	177.3	4	2.26	178.4	2	1.12	171.3	2	1.17
Chicoutimi-Jonquière	167.7	1	0.60	167.2	1	0.60	161.3	2	1.24
Sudbury	166.3	4	2.41	166.7	3	1.80	158.7	4	2.52
Sherbrooke	148.0	-	0.00	146.8	2	1.36	140.8	1	0.71
Trois-Rivières	143.0	2	1.40	142.5	2	1.40	135.5	3	2.21
Saint John	129.1	3	2.32	129.4	6	4.64	126.1	3	3.17
Thunder Bay	130.9	5	3.82	130.7	4	3.06	127.7	4	3.13
Total	1,480.9	25	1.69	1,477.7	33	2.23	1,423.7	30	2.18
< 100,000 population									
Total	11,470.3	218	1.90	11,351.6	219	1.93	10,927.9	253	2.30
CANADA	29,606.1	586	1.98	29,251.3	596	2.04	27,562.1	652	2.37

¹ The following numbers of homicides were reported and included in 1995 but occurred in previous years: Winnipeg - 1; Vancouver - 1; Areas < 100,000 population - 7; TOTAL - 9.

² Rates are calculated per 100,000 population.

- Nil or zero.

³ Revised.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

Among the nine largest CMAs, Vancouver (with 64 homicides) reported the highest rate (3.50), followed by Ottawa (3.10) and Hamilton (2.65). Both Ottawa and Hamilton had unusually high rates: Ottawa's rate was the highest since 1981, when CMA data were first collected, and Hamilton's rate was the highest since 1983. Quebec City, with four homicides, reported the lowest rate (0.58) for the second consecutive year, followed by Toronto at 1.71. Also, Quebec City and Edmonton experienced their lowest homicide rates since 1981.

Among the seven CMAs with populations of 250,000 - 499,999, Windsor reported the highest homicide rate (2.80), while Oshawa reported no homicides and St. Catharines-Niagara, only one (0.26). For the nine CMAs with populations less than 250,000, Thunder Bay, with five homicides, reported the highest rate (3.82), while Sherbrooke recorded no homicides and Chicoutimi-Jonquière, only one (0.60).

It is important to note that, due to the relatively small number of homicides within some of the smaller CMAs, homicide rates for these areas can change dramatically from year to year.

CHARACTERISTICS OF HOMICIDE INCIDENTS

First degree murders show a slight increase

With the abolition of capital punishment in 1976, murder was categorized into first and second-degree (see Glossary of Terms for definitions of homicide). First degree murder as a proportion of all homicides rose from 36% in 1978 to 54% in 1995. There was a corresponding decline in the proportion of second degree murders reported by the police from 54% in 1978 to 37% in 1995. During the same time period, the proportion of manslaughters has remained relatively stable at about 9%, as has the percentage of infanticides, at approximately 1% annually (0.2% in 1995).

The classification of homicide offences in this report is based upon initial police investigation. In the transition period from initial police charging of the accused to final court disposition, the legal classification of an incident may change.

95% of homicide incidents involved a single victim

In 1995, 557 separate homicide incidents involving 586 victims were reported by the police. Similar to previous years, the majority of these incidents (95%) involved a single victim, while 5% were multiple-victim incidents. The 27 multiple-victim incidents reported in 1995 were distributed as follows: 25 incidents involved two victims, and two incidents involved three victims.

Eight in ten homicides solved by police

During 1995, 81% of the 557 reported homicide incidents were solved by the police through the identification of at least one accused, a slight increase from the previous year. Over the past ten years, clearance rates have fluctuated between 77% and 85%. Since the process of solving a homicide can be time-consuming, an incident may not be solved until after the year in

which it was initially recorded. These data, therefore, underestimate final police clearance rates.

Of those incidents cleared in 1995, 90% were cleared by a charge being laid, 9% by the accused having committed suicide immediately following the offence, and the remaining 1% by the death of the accused (other than suicide). Of the 42 incidents cleared by suicide, 31 (74%) were of a domestic nature.

FIREARM USE IN HOMICIDE

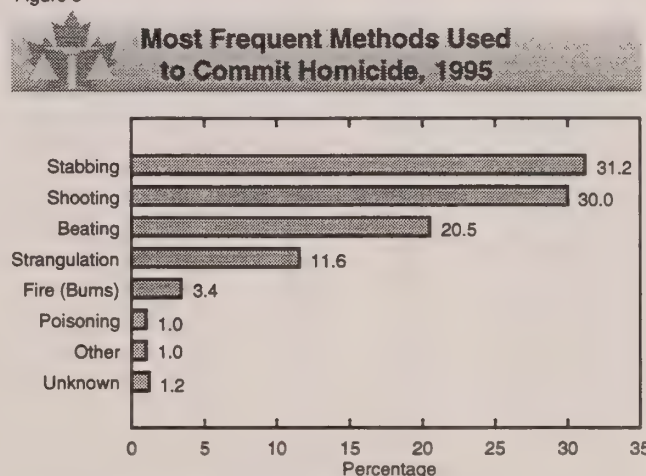
The homicide rate in Canada reached an all-time high in 1975. In 1976, Parliament passed Bill C-105 which abolished the death penalty for first degree murder and, in 1978, passed Bill C-51 which prohibited firearms that did not have a legitimate sporting or recreational purpose (eg. sawed-off shotguns, fully automatic firearms), and which also restricted the ownership of other weapons such as handguns. The latter bill introduced Firearm Acquisition Certificates and provided greater penalties for using firearms in the commission of crimes.

In December 1995, Parliament passed Bill C-68 which set new regulations for the ownership and storage of firearms. As part of this Bill, firearm owners are now required to register and to licence all firearms over the next few years. As well, the legislation introduced new mandatory penalties for those who use firearms in crime and created new offences for gun smuggling.

There are approximately 200 homicides each year caused by firearms. Homicides, however, account for a relatively small portion of all firearm-related deaths. Of the 1,300 deaths in Canada involving firearms in 1994 (the latest year that figures were available), the largest proportion of these deaths was due to suicide (77%), followed by homicide (16%), accidents (5%), and other types (2%).³

³ Statistics Canada. Causes of Death, Catalogue no. 84-208, Health Statistics Division, 1996.

Figure 3



Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

Shootings account for one-third of all homicides

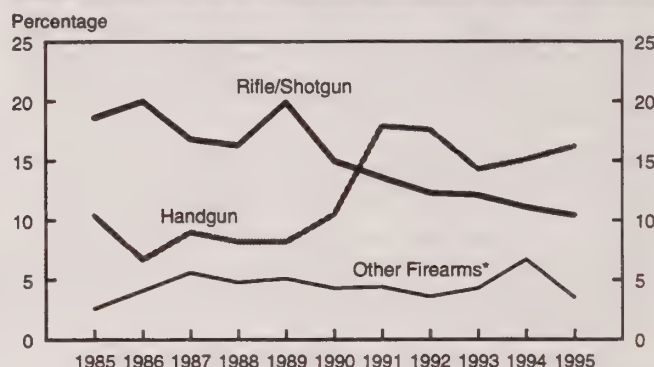
Since 1979, firearms have been used in about one-third of all homicides each year. In 1995, shootings accounted for 30% of all homicides, slightly lower than average (Figure 3). The 176 shootings represented the lowest number of firearm homicides since 1988, and were distributed as follows: 95 with a handgun, 61 with a rifle/shotgun, 15 with a sawed-off rifle/shotgun, and 5 with a fully-automatic firearm.

Between 1975 and 1990, one in ten homicides were committed each year with handguns. Since 1991, handguns have accounted for one in every six homicides. In 1995, there were 95 homicides committed with handguns, accounting for 16% of all homicides. The use of rifles/shotguns in homicides continues to decrease, from 26% in 1975 to 20% in 1989 to 10% in 1995. Fully-automatic weapons were used in less than 1% of all homicides in 1995 (Figure 4 and Table 4).

In 1995, more homicides were committed by stabbings (31%) than by shootings (30%). Other methods used included beatings - 21%, strangulation/suffocation - 12%, fire (burns) - 3% and poisoning - 1% (Table 5).

Figure 4

Firearm Homicides as a Proportion of All Homicides, 1985-1995



* This category includes sawed-off rifles/shotguns, fully-automatic firearms (since 1991), and firearm-like weapons.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

Table 4

Firearm Homicides, 1975-1995

Year	Firearm											
	Handgun		Rifle/ Shotgun		Fully automatic firearm ¹		Sawed-off shotgun		Other firearms		Total firearm homicides	
	Number	% of total homicides	Number	% of total homicides	Number	% of total homicides	Number	% of total homicides	Number	% of total homicides	Number	% of total homicides
1975	88	12.6	183	26.1	...	...	10	1.4	11	1.6	292	41.7
1976	68	10.2	165	24.7	...	...	5	0.7	20	3.0	258	38.6
1977	61	8.6	161	22.6	...	...	14	2.0	24	3.4	260	36.6
1978	63	9.5	177	26.8	...	...	2	0.3	8	1.2	250	37.8
1979	54	8.6	135	21.4	...	...	4	0.6	14	2.2	207	32.8
1980	62	10.5	120	20.3	...	...	4	0.7	9	1.5	195	32.9
1981	59	9.1	123	19.0	...	...	2	0.3	15	2.3	199	30.7
1982	88	13.2	146	21.9	...	...	9	1.3	5	0.7	248	37.2
1983	78	11.4	127	18.6	...	...	4	0.6	15	2.2	224	32.8
1984	66	9.9	142	21.3	...	...	2	0.3	18	2.7	228	34.2
1985	73	10.4	131	18.6	...	...	9	1.3	9	1.3	222	31.5
1986	38	6.7	114	20.0	...	...	1	0.2	22	3.9	175	30.8
1987	58	9.0	108	16.8	...	...	7	1.1	29	4.5	202	31.4
1988	47	8.2	94	16.3	...	...	7	1.2	21	3.6	169	29.3
1989	54	8.2	131	19.9	...	...	3	0.5	30	4.6	218	33.2
1990	69	10.5	99	15.0	...	...	1	0.2	27	4.1	196	29.7
1991	135	17.9	103	13.6	6	0.8	25	3.3	2	0.3	271	35.8
1992	129	17.6	90	12.3	12	1.6	15	2.0	-	0.0	246	33.6
1993	90	14.3	76	12.1	11	1.7	15	2.4	1	0.2	193	30.6
1994	90	15.1	66	11.1	14	2.3	26	4.4	-	0.0	196	32.9
1995	95	16.2	61	10.4	5	0.9	15	2.6	-	0.0	176	30.0

¹ This category was introduced in 1991 and may account for some of the decrease in the numbers for the "other firearms" category.

... Figures not applicable or not appropriate.

- Nil or zero.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

Table 5

Homicides by Cause of Death, 1994 and 1995

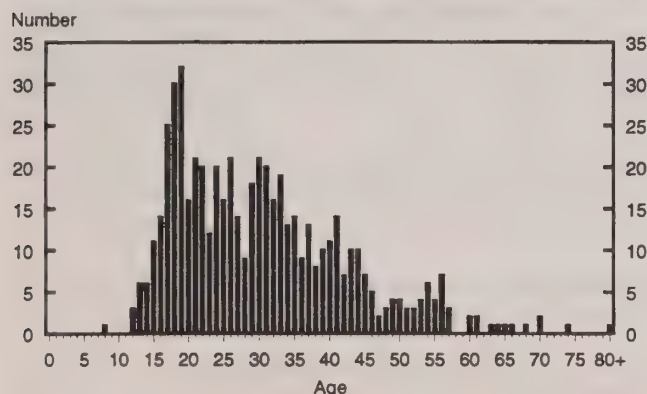
Cause of Death	1995		1994		Average 1985-1994	
	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent
Stabbing	183	31.2	154	25.8	191	29.2
Shooting	176	30.0	196	32.9	208	32.0
Beating	120	20.5	106	17.8	129	19.8
Strangulation	68	11.6	83	13.9	71	10.8
Fire (burns)	20	3.4	17	2.9	20	3.1
Poisoning	6	1.0	11	1.8	3	0.5
Other ¹	6	1.0	23	3.9	23	3.5
Unknown	7	1.2	6	1.0	7	1.0
Total	586	100.0	596	100.0	652	100.0

¹ Prior to 1991, included poisoning.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

Figure 5

Homicide Accused by Age, 1995



Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

PROFILES OF HOMICIDE VICTIMS AND ACCUSED

Males continue to account for two-thirds of victims and 9 in 10 accused

Since 1985, almost two-thirds of victims were male and one-third were female. This pattern also held true in 1995. The median ages for male and female victims of homicide were 34 and 35 years of age, respectively.

Males accounted for 87% of all those accused of homicide in 1995, consistent with the average for the previous ten years.

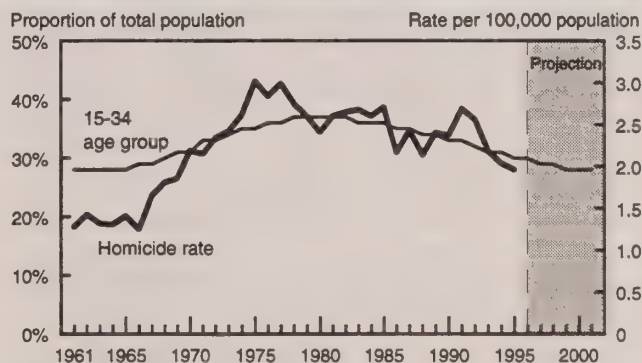
When females commit homicide, they are more likely to kill family members than are their male counterparts: 59% versus 29%.

High-risk accused age group population declining

Figure 5 shows that the most common single age for someone accused of homicide in 1995 was 19 years. In recent years, the 15-34 age group was the highest-risk group for accused, accounting for 70% of all accused of homicide in a given year, while comprising only 30% of the total population. This group's population as a proportion of the total population has been declining since 1981, and is expected to continue to decline over the next five years. Other factors being constant, the projected decline in the 15-34 age group may result in a corresponding decline in the homicide rate in the future (Figure 6).

Figure 6

Homicide Rates, 1961-1995 and 15-34 Age Group Proportions, 1961-2001



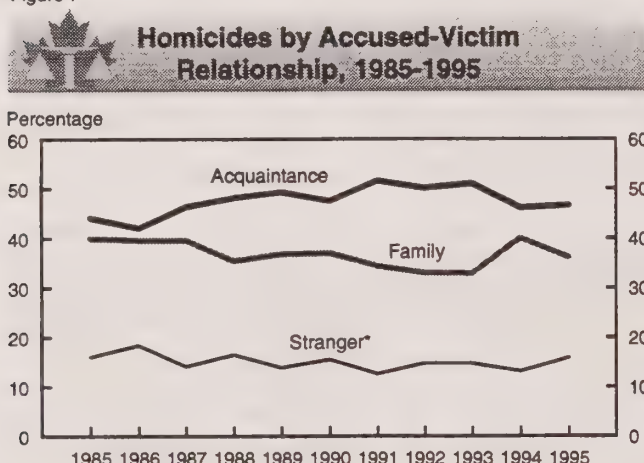
Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

One in six homicides committed by a stranger

In general, people are more fearful of being victims of violence at the hands of a stranger than of someone they know. Media coverage of murders perpetrated by strangers tends to reinforce this fear in the minds of the public. However, data indicate that homicides are more likely to be committed by someone known to the victim than by a stranger.

Where an accused was identified, 36% of the victims were killed by a spouse or other family member (40% in 1994), 47% were killed by an acquaintance (46% in 1994), 16% were killed by a stranger (13% in 1994), and in 2% of the cases the accused-victim relationship was not known (Table 6). The proportion of homicides known to be committed by strangers has remained relatively stable over the past ten years, ranging from 12% to 18% (Figure 7). Male victims were more likely to be killed by strangers (22%) than female victims (6%).

Figure 7



* Includes unknown relationships prior to 1991.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

Almost half of victims killed in own residence

Of the 544 homicide incidents with a known location (13 were unknown), two-thirds (65%) of these occurred in a private residence in 1995, up slightly from 61% in 1994. Forty-seven percent occurred in the victim's residence (occupied either solely by the victim or jointly with the accused); a further 10% occurred in the residence of the accused; 6% occurred in a private residence occupied by other than the victim or the accused; and, in 2% of the cases, the residential occupancy was unknown.

The remaining one-third of locations that were not private residences were distributed as follows: 22% in an open area (e.g., a parking lot, street or field), 8% in a commercial area (e.g., bar, bank, restaurant), 3% in a private vehicle and the remaining 2% in a public institution (correctional facility (three), hospital (three), community centre/arena (two), school (two), and community police station (one)).

In 1995, females were more likely to be killed in a private residence than males (76% versus 56%). This is not surprising, given two facts: females are killed in greater proportion than males (60% versus 24%) by spouses and family members, and domestic homicides usually occur in a private residence (87% of the time in 1995).

Separated and divorced persons at high risk

This section examines only those victims and accused who were 15 years of age and over at the time of the homicide. Thirty-six percent of homicide victims in 1995 were single (ie. never married), 37% were married, 17% were separated or divorced, and 4% were widowed. The marital status was unknown for the remaining 6%.

Separated and divorced persons were at greatest risk of being a victim of homicide, comprising 17% of such victims, but only 6% of the population. Male victims were more likely to be single than female victims (45% versus 17%), while females were more likely to be married (52% versus 30%).

Almost half (48%) of the 542 persons (15 years of age and over) accused of homicide in 1995 were single at the time of the offence, 31% were married or living common-law, 12% were separated or divorced, and less than 1% were widowed. The marital status of the remaining 8% was unknown. Similar to the profile for victims, single and separated or divorced persons charged with homicide were over-represented in relation to their proportion in the Canadian population. Accused males were more likely than females to be single at the time of the offence (50% versus 29%), while females were more likely to be married (54% compared with 29%).

Spousal homicides include persons in registered marriages and common-law relationships, as well as persons separated or divorced from such a union.

Women are six times more likely to be killed by a spouse than by a stranger

Spousal homicides continue to account for one out of every six solved homicides. In 1995, 90 persons were killed by a spouse, up slightly from 85 the previous year. From 1985 through 1994, 110 victims were killed by a spouse each year on average, with women representing three-quarters of these victims.

In 1995, 53 women were killed by a current spouse (legal or common-law), and 16 were killed by a separated or divorced spouse. The data also show that women were six times more likely to be killed by a spouse than by a stranger. Of the 21 men killed by a spouse in 1995, 20 were killed by a current spouse and 1 by a separated spouse.

Many spousal homicides are a tragic outcome of ongoing domestic violence: in 1995, 6 in 10 incidents of spousal homicide involved a history of domestic violence known to police.

Estrangement associated with increased risk

Canadian data indicate that 23% of women killed in registered marriages were separated at the time of the incident. Studies

Table 6

Solved Homicides by Accused-Victim Relationship¹, 1994 and 1995

Relationship Type (accused was)	1995		1994		Average 1991-1994	
	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent
Family Relationship						
Husband (legal and common-law)	53	11.1	51	10.7	56	10.2
Husband (separated/divorced)	16	3.3	14	2.9	20	3.6
Wife (legal and common-law)	20	4.2	19	4.0	20	3.6
Wife (separated/divorced)	1	0.2	1	0.2	2	0.4
Father	30	6.3	29	6.1	22	4.0
Mother	10	2.1	19	4.0	19	3.5
Child	9	1.9	20	4.2	21	3.8
Sibling	14	2.9	17	3.6	13	2.4
Other Family Relation	20	4.2	20	4.2	18	3.3
Total Family	173	36.1	190	39.9	191	34.7
Acquaintance						
Estranged lover	7	1.5	5	1.1	9	1.6
Intimate relation	20	4.2	13	2.7	21	3.8
Close acquaintance	33	6.9	30	6.3	32	5.8
Business associate (legal)	12	2.5	11	2.3	18	3.3
Business associate (illegal) ²	31	6.5	49	10.3	38	6.9
Neighbour	19	4.0	14	2.9	25	4.5
Casual acquaintance	101	21.1	98	20.6	128	23.3
Total Acquaintance	223	46.6	220	46.2	271	49.3
Stranger	76	15.9	62	13.0	75	13.6
Unknown Relationship	7	1.5	4	0.8	13	2.4
TOTAL SOLVED HOMICIDES	479	100.0	476	100.0	550	100.0

¹ Includes only homicide offences in which there are known suspects. If there was more than one suspect, only the closest relationship to the victim was recorded.

² Includes business relationships such as prostitutes, drug dealers and their clients.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

have shown that wives are particularly at risk during the first two months after separation.^{4,5}

Female victims were also at higher risk of being killed by another family member (19%) than male victims (17%), or someone with whom they shared an intimate relationship (9% of female victims compared with 4% of male victims in 1995). Males were at greater risk of being killed by a non-intimate acquaintance (51%) or a stranger (21%) than female victims (24% and 7% respectively). These patterns are also evident for other violent crimes.

Other family-related homicides in 1995 included: 40 victims killed by a parent (30 by a father or step-father and 10 by a mother), 9 by one of their children, 14 by a sibling, and 20 by another relative.

Domestic homicides are less likely than other types of homicide to involve firearms: 25% involved firearms compared with 30%

of non-domestic homicides. In the 43 domestic homicides involving firearms in 1995, rifles and shotguns (including sawed-off guns) were used in three-quarters (77%) of the cases.

One-half of accused and 4 in 10 victims had consumed alcohol or drugs

Alcohol and drugs are known to play a role in the commission of many crimes, including homicide. For the purposes of this report, "drugs" refer to illegal, controlled and restricted substances, as defined by the *Narcotic Control Act* and the *Food and Drugs Act*.

In 1995, police reported that 38% of homicide victims had consumed alcohol or drugs, or both, at the time of the offence: 25% had taken alcohol only; 8% both alcohol and drugs; and, 5% drugs only. A further 41% of the victims had not consumed either, and alcohol and drug use was unknown for the remaining 21% of victims. This pattern has remained consistent back to 1991 when this information was first collected. Male victims were almost twice as likely to have consumed alcohol and/or drugs as female victims. Where the blood-alcohol concentration level of the victim was known to police (79 incidents), 21% of these victims were found to be over the legal driving limit (0.08).

⁴ Wallace, A. Homicide: the social reality, Sydney, New South Wales Bureau of Crime Statistics and Research, 1986.

⁵ Wilson, M. and M. Daly. "Spousal homicide risk and estrangement" in Violence and Victims 8, 1993.

In 1995, consistent with previous years, police reported that almost half (47%) of all persons charged with homicide had consumed alcohol, drugs or both at the time of the offence: 30% had ingested alcohol; 4% had taken drugs; and, 13% had taken both alcohol and drugs. Twenty-four percent of accused persons had not taken any intoxicating substance and, for the remaining 29%, alcohol and drug consumption was unknown. There was little difference in these patterns by sex of the accused.

One in nine homicide incidents are drug-related

Drug abuse and drug-dealing are believed to be the precipitating factors of many types of crimes, including homicide. Accordingly, in 1991, the following question was added to the Homicide Survey: "Was there evidence of drug trafficking or settling of drug-related accounts". In 1995, one in nine (60) homicide incidents were reported by police to be drug-related.

One-quarter of all homicide incidents reported in 1995 occurred during the commission of another criminal offence. Of these 127 incidents, 91 were committed at the same time as another violent offence: 40 during a robbery, 15 during an assault, 15 during a sexual assault, nine during an arson, eight during a kidnapping, and four during other violent offences. A further 13 homicides occurred during a property offence and 23 in combination with other types of criminal offences.

Two police officers killed in line of duty

Some occupations involve more risk to personal safety than others. In 1995, two police officers were victims of homicide while on duty (both by firearms), compared with one in 1994, two in 1993 and one in 1992. By comparison, 72 police officers were victims of homicide in the United States in 1995, 61 (85%) of which were killed by firearms. For the eleventh consecutive year, no federal or provincial correctional worker was a victim of homicide in the line of duty.

Prostitutes at high risk

Other victims of homicide in the course of their work in 1995 included nine known prostitutes (compared with 16 in 1994, nine in 1993 and five in 1992). It should be noted that the number of prostitutes reported killed most likely under-represents the actual figure: only those incidents where the police are certain that the victim was killed in the course of engaging in prostitution-related activities are counted.

Taxi drivers are also a high-risk group because of the nature of their job. In 1995, four taxi drivers were killed, compared with four in 1994, seven in 1993 and three in 1992.

YOUTH HOMICIDE

Since the introduction of the *Young Offenders Act* in 1984, much publicity has focussed on youths accused of homicide and their subsequent treatment by the courts. Recently, a number of violent incidents involving youths have been widely reported by the media, initiating a public outcry for harsher penalties for young offenders, and for the lowering of the age of criminal responsibility

from the current 12 years. As a result, the Standing Committee on Justice and Legal Affairs is currently looking at these and other related issues.

Youth homicide rate stable

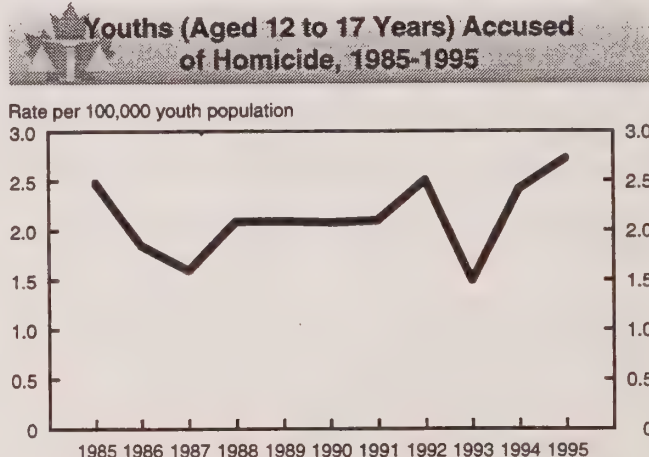
Over the last ten years, the youth homicide rate has remained relatively stable while the homicide rate for adults has generally been decreasing. From 1985 through 1994, an average of 47 youths were charged each year, accounting for an average of 8% of homicide suspects annually. In 1995, 65 youths (representing 12% of all homicide suspects) were charged with homicide. This total is eight more than in 1994 and is the highest number of youths accused in 20 years.

Figure 8 shows that, from 1985 to 1994, the youth homicide rate fluctuated between 1.5 and 2.5 per 100,000 youths. While the 1995 rate of 2.7 was higher than average, it is difficult to say, given the small numbers, if this is the start of a new trend or simply normal year-to-year fluctuations in the numbers (Table 7).

Youths tend to kill other youths

Of the 539 homicides between 1985 and 1995 where youths were identified as the accused, 28% of the victims were under the age of 18 years compared to 11% of victims of homicide committed by adults (Table 8).

Figure 8



Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

Table 8

Victim Age Group	Youth Accused 1985-1995	Adult Accused 1985-1995
Less than 12 years	10%	8%
12-17 years	18%	3%
18-24 years	14%	16%
25-39 years	20%	39%
40-59 years	23%	24%
60 years and over	15%	10%

Table 7

Youths (Aged 12-17 Years) Accused of Homicide, Canada 1985-1995

Year	Youth population (Aged 12-17) (000s)	Number of Youths accused of homicide	Rate per 100,000 Youth population	Percent of Total Accused (%)
1985	2,299.3	57	2.48	8.85
1986	2,272.4	42	1.85	7.61
1987	2,260.9	36	1.59	6.10
1988	2,249.5	47	2.09	8.87
1989	2,245.7	47	2.09	8.36
1990	2,260.1	47	2.08	8.47
1991	2,284.8	48	2.10	7.52
1992	2,315.9	58	2.50	8.99
1993	2,341.7	35	1.49	6.42
1994	2,360.3	57	2.41	10.54
1995	2,384.6	65	2.73	11.65

Source : Homicide Survey, Policing Survey Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

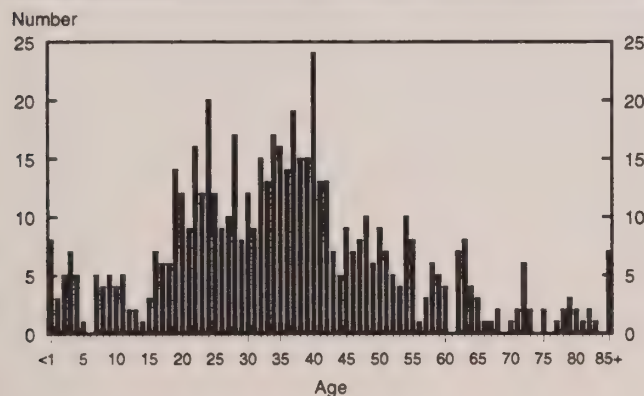
Large drop in infant homicides in 1995

Violence against children is a source of major concern in Canadian society. In total, there were 52 children (under the age of 12) killed in 1995, compared with an average of 56 killed each year since 1985.

During the previous ten years, an annual average of 20 infants under one year of age have become victims of homicide, accounting for between 2.5% and 5% of all victims. In 1993 and 1994, the single age of greatest risk of homicide was "under one year of age". This pattern did not hold in 1995, with only eight victims being under one year of age. Figure 9 shows that forty year-olds were at greatest risk of being a homicide victim in 1995. Persons 50 years of age and older accounted for 21% of all victims, while comprising 25% of the general population.

Figure 9

Homicide Victims by Age, 1995



Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

The figure for infants may be under-reported since some claims of accidental childhood death (resulting from a fall or "sudden infant death" for example) could actually be a result of child abuse. Coincidentally, in 1995 most provinces legislated, or considered legislating, mandatory coroner inquests into deaths of children under two years of age. Of the eight children under one year of age killed in 1995, six were killed by a parent (three by the father and three by the mother), one by an aunt, and the accused was unknown for the remaining victim. Under Section 233 of the *Criminal Code*, there is a provision for diminished responsibility (infanticide) in the case of a mother killing her new born child, if at the time of the act she was not fully recovered from the act of giving birth or was otherwise affected mentally by the act of giving birth. In 1995, one of the three accused mothers was charged with infanticide.

Since 1985, females were accused in 38% of child homicides, compared with 10% of adult homicides. Of the females implicated in child homicide, 12% were under the age of 18, and 39% were under the age of 25. Research has found that mothers who killed their children were younger than other female offenders, and those charged with infanticide were "barely more than children themselves".⁶

METHODOLOGY

The Homicide Survey has collected police-reported data on homicide incidents, including the characteristics of victims and accused, since 1961. Whenever a homicide becomes known to the police, the police department in whose jurisdiction it is committed completes a survey questionnaire. This questionnaire remained virtually unchanged from 1961 to 1990. In 1991, in an effort to respond to changing information needs, the survey was revised to add some new data elements as well as improve existing ones.

⁶ Silverman, R. and L. Kennedy. *Deadly Deeds - Murder in Canada*, Nelson Canada, 1988: 188.

Note that the homicide "count" for a particular year reflects the number of homicides "reported" to police that year, regardless of the date the homicide actually occurred.

Glossary of Terms

Homicide is **murder** when a person intentionally causes the death of another human being, or means to cause bodily harm that the person knows is likely to cause death.

- **First degree murder** occurs when:
 - a) it is planned and deliberate or,
 - b) the victim is a person employed and acting in the course of his/her work for the preservation and maintenance of the public peace (e.g., police officer, correctional worker) or,
 - c) the death is caused by a person committing or attempting to commit certain serious offences (e.g., sexual assault, kidnapping, hijacking).
- **Second degree murder** is all murder that is not first degree.

- **Manslaughter** is generally considered to be a homicide committed in the heat of passion caused by sudden provocation. It also includes other culpable homicides that are not murder or infanticide.
- **Infanticide** occurs when a female causes the death of her newly-born child, if at the time of the act or omission, she is not fully recovered from the effects of giving birth to the child and by reason thereof, or of the effect of lactation consequent on the birth of the child, her mind is then disturbed.

Offence - equals the number of homicide victims.

Incident - is the occurrence of one (or more) criminal offence(s) during one single, distinct event, regardless of the number of victims. If there are multiple victims or multiple suspects, the offences must occur at the same location and at the same time if they are to be included within the same incident. The incident count will normally be lower than the victim (or offence) count due to incidents involving multiple victims.

Violence in the Violence Against Women Survey - is defined as an experience of physical or sexual assault that is consistent with the legal definitions of these offences and could be acted upon by a police officer.

Table 9

Number of Homicides, 1961-1995

Year	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
1961	1	1	6	2	52	89	15	14	18	34	1	-	233
1962	-	1	10	8	62	76	19	13	18	55	3	-	265
1963	3	-	6	5	69	76	16	8	27	35	3	1	249
1964	5	-	13	5	52	81	16	20	25	32	1	3	253
1965	6	4	10	5	63	77	15	15	20	57	3	2	277
1966	3	1	9	6	56	71	17	12	27	48	-	-	250
1967	1	-	10	5	75	114	15	25	38	47	6	2	338
1968	5	-	9	5	102	104	28	23	25	73	1	-	375
1969	5	1	12	1	126	111	28	33	23	50	-	1	391
1970	1	1	15	8	141	115	29	24	42	78	6	7	467
1971	2	-	16	10	124	151	33	29	45	61	-	2	473
1972	2	2	14	11	157	141	36	28	37	88	3	2	521
1973	3	-	19	17	155	160	38	23	36	87	4	4	546
1974	3	2	8	21	169	160	42	31	44	107	5	8	600
1975	4	-	14	12	226	206	37	36	57	98	6	5	701
1976	6	2	25	14	205	183	31	34	68	88	4	8	668
1977	8	1	14	38	197	192	44	46	70	91	6	4	711
1978	9	4	13	27	180	182	39	32	84	85	2	4	661
1979	5	-	17	11	186	175	44	36	56	90	4	7	631
1980	3	1	12	9	181	158	31	31	55	105	2	4	592
1981	4	1	11	17	186	170	41	29	73	110	1	5	648
1982	6	-	12	13	190	184	35	39	70	109	2	7	667
1983	6	-	13	11	190	202	40	33	75	108	1	3	682
1984	6	-	15	14	198	190	43	30	54	110	2	5	667
1985	5	1	26	14	219	193	26	28	63	113	6	10	704
1986	4	-	15	12	156	139	47	26	64	89	3	14	569
1987	5	-	14	20	174	204	44	30	73	78	-	2	644
1988	7	1	11	8	154	186	31	23	66	80	1	8	576
1989	5	1	16	18	215	175	43	22	67	86	2	7	657
1990	-	1	9	12	184	182	39	36	74	110	1	12	660
1991	11	2	21	17	181	245	43	21	84	128	-	3	756
1992	2	-	21	11	166	242	29	32	92	122	2	13	732
1993	7	2	19	11	159	193	31	30	49	122	-	7	630
1994	4	1	19	15	126	192	29	24	66	113	3	4	596
1995	5	1	16	14	135	181	27	21	59	120	4	3	586
Total	152	32	490	427	5,211	5,500	1,121	937	1,844	3,007	88	157	18,976

- Nil or zero.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

Table 10

Homicide Rates¹, 1961-1995²

Year	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
1961	0.22	0.96	0.81	0.33	0.99	1.43	1.63	1.51	1.35	2.09	6.85	0.00	1.28
1962	0.00	0.93	1.38	1.32	1.15	1.20	2.03	1.40	1.31	3.31	20.00	0.00	1.43
1963	0.63	0.00	0.80	0.82	1.26	1.17	1.69	0.86	1.92	2.06	20.00	3.85	1.32
1964	1.04	0.00	1.72	0.82	0.93	1.22	1.67	2.12	1.75	1.83	6.67	11.11	1.31
1965	1.23	3.67	1.32	0.81	1.11	1.13	1.55	1.58	1.38	3.17	21.43	7.41	1.41
1966	0.61	0.92	1.19	0.97	0.97	1.02	1.77	1.26	1.85	2.56	0.00	0.00	1.25
1967	0.20	0.00	1.32	0.81	1.28	1.60	1.56	2.61	2.55	2.42	40.00	6.90	1.66
1968	0.99	0.00	1.17	0.80	1.72	1.43	2.88	2.40	1.64	3.64	6.67	0.00	1.81
1969	0.97	0.90	1.55	0.16	2.11	1.50	2.86	3.44	1.48	2.43	0.00	3.23	1.86
1970	0.19	0.91	1.92	1.28	2.34	1.52	2.95	2.55	2.63	3.67	35.29	21.21	2.19
1971	0.38	0.00	2.00	1.55	2.01	1.92	3.30	3.10	2.69	2.71	0.00	5.45	2.15
1972	0.37	1.76	1.74	1.69	2.53	1.77	3.59	3.03	2.18	3.81	14.78	5.12	2.34
1973	0.55	0.00	2.33	2.58	2.49	1.98	3.76	2.52	2.08	3.66	18.78	9.73	2.42
1974	0.54	1.72	0.98	3.15	2.69	1.95	4.12	3.40	2.50	4.36	23.58	19.32	2.62
1975	0.72	0.00	1.69	1.77	3.56	2.47	3.60	3.91	3.14	3.90	27.27	11.57	3.02
1976	1.06	1.68	2.99	2.02	3.19	2.17	3.00	3.64	3.63	3.46	17.70	17.94	2.84
1977	1.41	0.83	1.66	5.45	3.05	2.25	4.23	4.86	3.58	3.53	26.09	8.89	2.99
1978	1.58	3.28	1.54	3.85	2.78	2.11	3.74	3.35	4.14	3.24	8.37	8.77	2.75
1979	0.88	0.00	2.00	1.56	2.87	2.01	4.23	3.74	2.66	3.36	16.60	15.18	2.60
1980	0.52	0.81	1.40	1.27	2.77	1.80	2.99	3.20	2.50	3.81	8.16	8.57	2.41
1981	0.69	0.81	1.28	2.40	2.83	1.92	3.95	2.96	3.17	3.88	4.15	10.44	2.60
1982	1.04	0.00	1.39	1.83	2.88	2.06	3.34	3.94	2.94	3.78	8.10	14.00	2.65
1983	1.03	0.00	1.49	1.53	2.87	2.23	3.76	3.28	3.13	3.70	4.20	5.83	2.68
1984	1.03	0.00	1.71	1.94	2.98	2.06	4.00	2.95	2.25	3.72	8.30	9.42	2.60
1985	0.86	0.78	2.93	1.93	3.27	2.07	2.40	2.72	2.61	3.78	24.39	18.18	2.71
1986	0.69	0.00	1.68	1.65	2.32	1.47	4.30	2.52	2.62	2.95	12.10	25.27	2.17
1987	0.87	0.00	1.56	2.74	2.56	2.11	4.00	2.89	2.99	2.55	0.00	3.59	2.43
1988	1.21	0.77	1.22	1.09	2.24	1.88	2.81	2.23	2.68	2.56	3.72	14.21	2.14
1989	0.87	0.77	1.76	2.44	3.09	1.72	3.89	2.15	2.68	2.68	7.30	12.17	2.40
1990	0.00	0.76	0.99	1.62	2.62	1.76	3.52	3.56	2.89	3.33	3.57	20.20	2.37
1991	1.90	1.53	2.29	2.27	2.56	2.34	3.87	2.09	3.23	3.79	0.00	4.89	2.69
1992	0.34	0.00	2.27	1.46	2.32	2.27	2.59	3.17	3.47	3.51	6.60	20.77	2.56
1993r	1.20	1.50	2.04	1.46	2.20	1.78	2.76	2.97	1.82	3.41	0.00	10.99	2.18
1994r	0.69	0.74	2.03	1.98	1.73	1.76	2.57	2.37	2.43	3.08	10.10	6.18	2.04
1995	0.87	0.73	1.71	1.84	1.84	1.63	2.37	2.07	2.15	3.19	13.29	4.56	1.98

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 population.

² Estimates of population used:

1961-1990: (IR) Revised intercensal estimates

1991-1992: (PD) Final postcensal estimates

1993: (PR) Updated postcensal estimates

1994: (PR) Preliminary postcensal estimates

1995: (PR) Preliminary postcensal estimates

As of 1971, population estimates were adjusted to reflect new methods of calculation.

^r Revised.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1996.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613) 951-9023 or toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

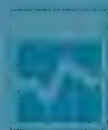
Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

- | | |
|----------------|--|
| Vol. 15 No. 15 | Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence |
| Vol. 15 No. 16 | Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 |
| Vol. 16 No. 1 | Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994 |
| Vol. 16 No. 2 | Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur |
| Vol. 16 No. 3 | Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes |
| Vol. 16 No. 4 | Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 5 | Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 6 | Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada |
| Vol. 16 No. 7 | Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada: Faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 8 | Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 9 | The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice |

Catalogue 85-002-XPE

- | | |
|----------------|---------------------------------|
| Vol. 16 No. 10 | Canadian Crime Statistics, 1995 |
|----------------|---------------------------------|



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 16 no. 12



CRIMINAL HARASSMENT

by Rebecca Kong

Highlights

- In 1993, criminal harassment ("stalking") legislation was first enacted to respond to cases of women stalked by men, particularly by former partners. According to a sample of harassment incidents reported by police in 1994 and 1995, eight in ten victims were female, and nine in ten accused were male. This sample is not nationally representative.
- Female victims were most frequently stalked by a current or former partner: 39% by an ex-husband, 2% by a current husband and 17% by a current/former boyfriend. One in four female victims were stalked by a casual acquaintance, the majority of whom were male.
- Male victims were usually stalked by a casual acquaintance. Compared to female victims, few were stalked by an ex-spouse (9%) or an (ex-)girlfriend (4%).
- One-quarter of stalking incidents involved other crimes. The most common were uttering threats (24%), assaults (22%), and threatening or harassing phone calls (10%).
- In one-quarter of incidents, an accused was identified but not charged by police, primarily because the victim did not want to pursue the laying of charges. This scenario was most common for victims who were stalked by a business acquaintance and for men who were stalked by an ex-wife.
- 1994 data from a sample of provincial courts showed that a high proportion (39%) of criminal harassment charges were dropped. Just over one-third of criminal harassment charges resulted in a conviction.
- Of all charges ending in conviction, six in ten received probation as the most serious sentence and one-third resulted in imprisonment, usually for a term less than six months.



Price/Canada: \$10.00 per issue,
\$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue,
US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per
issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada
publications, please call our
National toll-free line
1-800-267-6677 or internet:
order@statcan.ca

December 1996
ISSN 0715-271X

Published by authority of the
Minister responsible for Statistics
Canada.

© Minister of Industry, 1996.

All rights reserved. No part of this
publication may be reproduced,
stored in a retrieval system or
transmitted in any form or by any
means, electronic, mechanical,
photocopying, recording or
otherwise without prior written
permission from Licence Services,
Marketing Division, Statistics
Canada, Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its
statistical system to a long-standing
co-operation involving Statistics
Canada, the citizens of Canada, its
businesses, governments and other
institutions. Accurate and timely
statistical information could not be
produced without their continued
co-operation and goodwill.

The paper used in this publication
meets the minimum requirements
of American National Standard for
Information Sciences – Perma-
nence of Paper for Printed Library
Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Standards of service to the public

To maintain quality service to the
public, Statistics Canada follows
established standards covering
statistical products and services,
delivery of statistical information,
cost-recovered services and
services to respondents. To obtain
a copy of these service standards,
please contact your nearest
Statistics Canada Regional
Reference Centre.

Introduction

On August 1, 1993, Canada's first criminal harassment legislation, section 264(1) of the Criminal Code, was proclaimed into force. Criminal harassment, commonly referred to as "stalking," is generally defined as repeatedly following or communicating with another person, repeatedly watching someone's house or workplace, or directly threatening another person or any member of their family, causing a person to fear for their safety or the safety of someone known to them. The relationship between the offender and the victim can take several forms, but cases of women being stalked by ex-husbands or ex-boyfriends, and celebrities by obsessed fans, have been highly publicized in Canada and the United States. The objective of criminal harassment legislation is to try to control this type of behaviour and respond to it before it results in serious harm.

While section 264(1) was enacted primarily to strengthen *Criminal Code* provisions that deal with family violence and violence against women in general, little statistical information on the nature and extent of criminal harassment has been available. The intent of this *Juristat* is to present police and court data on criminal harassment that are currently available from Statistics Canada's Revised Uniform Crime Reporting (UCR) Survey and Adult Criminal Court Survey (ACCS). As the legislation is relatively new, this report is a first attempt at producing a detailed analysis of criminal harassment data. The statistics in this report provide only a partial picture of criminal harassment in Canada and are not nationally representative. As such, the analysis will focus on the nature of incidents rather than the extent. Please refer to the Methodology section for more details on the data sources.

Background to the legislation

In April 1993, Bill-126, *An Act to Amend the Criminal Code and the Young Offenders Act* was first read in the House of Commons. The Bill contained a number of legislative reforms intended to better address family violence and violence against women, including criminal harassment. The legislation was in response to a number of highly publicized cases in Canada where women had been killed by their estranged partners.¹ It also followed on the heels of legislative reforms in the United States where anti-stalking laws were first enacted in California in 1990. Over 40 other states have since passed or drafted similar legislation.²

The new legislation also sought to provide better protection to victims of criminal harassment. Before the legislation was enacted, stalkers could be charged with either uttering threats, intimidation, trespassing, indecent or harassing phone calls, or assault by threatening.³ Also, persons fearing injury to themselves, injury to their families, or property damage could ask a justice of the peace to lay a "peace bond" against an accused. Through this process, the justice would order the accused to engage in a promise to "keep the peace and be of good behaviour." Finally, "no contact orders" could be imposed by civil courts dealing with matrimonial disputes, and criminal action could be taken against those contravening these orders.⁴

However, these ways of dealing with stalking behaviour were criticized for failing to protect victims, as an accused had to either threaten or physically harm someone before any action could be taken by the authorities. Moreover, non-violent yet harassing behaviour, such as repeatedly sending gifts and letters, and constantly following or watching another person, could rarely be dealt with by the legal measures available. Now, section 264 of the *Criminal Code* specifically addresses these types of harassing behaviours and allows more serious penalties to be imposed on the accused.

¹ House of Commons Debates (May 6, 1993), page 19015.

² Rosemary Cairns Way, "The Criminalization of Stalking: An Exercise in Media Manipulation and Political Opportunism," 39 McGill Law Journal, page 384.

³ Canadian Criminal Code, R.S.C. 1985, Chap. C-46, as amended s.264(1); s.423(1); s.177; s.372; s.265(1)(b).

⁴ Canadian Criminal Code, R.S.C. 1985, Chap. C-46, s.127(1).

Criminal Harassment as defined by the Criminal Code

264. (1) No person shall, without lawful authority and knowing another person is harassed or recklessly as to whether the other person is harassed, engage in conduct referred to in subsection (2) that causes that other person reasonably, in all the circumstances, to fear for their safety or the safety of anyone known to them.

(2) The conduct mentioned in subsection (1) consists of
(a) repeatedly following from place to place the other person or anyone known to them;
(b) repeatedly communicating with, either directly or indirectly, the other person or anyone known to them;
(c) besetting or watching the dwelling-house, or place where the other person, or anyone known to them, resides, works, carries on business or happens to be; or,
(d) engaging in threatening conduct directed at the other person or member of their family.

Section 264 creates a hybrid offence, meaning the Crown may prosecute the offence as a summary or indictable offence.⁵ If prosecuted as a summary offence, the accused faces a maximum penalty of six months imprisonment or a fine not exceeding \$2,000. If the Crown chooses to proceed by way of indictment, the maximum penalty is a term of imprisonment not exceeding five years.

Incidents of harassment reported to police

The Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS), in cooperation with the policing community, collects police-reported statistics through the UCR Survey. In 1995, 130 police agencies were participating in the Revised UCR Survey, representing 43% of the national volume of reported crime. It should be noted that these 130 forces represent a non-random sample and, thus, are not nationally representative. Please refer to the Methodology section for more details on the survey.

As the criminal harassment legislation was enacted in 1993, this report will present an analysis of police-reported data from the calendar years 1994 and 1995 (combined), the most recent years for which criminal harassment data are available. Police reported a total of 7,462 incidents (whether criminal harassment was the most serious violation in an incident or not), 7,472 victims and 5,382 persons accused of criminal harassment during 1994 and 1995. The analysis by accused-victim relationship in this report is based on a sample of 5,023 of these incidents. Please refer to the Methodology section for more detail on these counts. As with other crimes, police statistics only reflect those incidents that are reported to police.

⁵ The procedure involved in prosecuting an indictable offence is more formal than that involved in a summary offence and requires that a certain set of procedural rules and established proceedings be followed, such as providing the accused the option of having a trial by judge or jury. A summary proceeding disregards many procedural rules and follows simpler, more expeditious procedures set out in the Criminal Code.

Relationship of accused to victim key in examining cases of stalking

Literature on criminal harassment, or stalking, suggests that this behaviour can occur within various types of accused-victim relationships, such as ex-marital and work relationships, and that motives of this crime may vary.⁶ For example, the literature suggests there are instances where the perpetrator refuses to accept that their relationship with another person has ended, and therefore continuously pursues their victim causing them to fear for their safety. This latter situation may encompass marital and dating relationships, as well as friendship and acquaintance relationships. Research also suggests that there are instances where the stalker may be delusional and falsely believes that their victim is equally in love with them. Other situations exist where the stalker is fully aware that the victim does not return love, but believes the victim might if he/she would only get to know them. What differentiates behaviour we may perceive as "courting" from "stalking" is that the latter causes a person to fear for their safety or the safety of someone known to them.

Work-related criminal harassment may occur where a victim is harassed by a co-worker, perhaps because of jealousy or racist or sexist attitudes. Victims of work-related criminal harassment may also be harassed by unsatisfied clients, former employees or by persons protesting the type of work being carried out by the victim or his/her business (e.g. abortion clinic workers, logging companies). Criminal harassment may also occur between disputing neighbours. One of the defining characteristics of criminal harassment cases, therefore, is the relationship of the accused to the victim.

Most female victims stalked by a former partner

Research to date has found that victims of criminal harassment are usually women who are stalked by men.⁷ Data from the Revised UCR Survey show that 5,948 of the 7,472 victims (80%) during 1994-1995 were female and that 4,733 of the 5,382 (88%) persons accused of criminal harassment were male.⁸ Analysis by accused-victim relationship shows that a large proportion of female victims were stalked by an ex-husband or (ex-)boyfriend (Table 1 and Figure 1).

Although a recent Justice Canada study on stalking did not distinguish relationships as former/current husbands and boyfriends, it did find that 57% of cases in their sample involved current or former "partners" (i.e. spouses and intimates) and that the majority of victims were female (88%). Therefore, it may be deduced that a large percentage of female victims in their sample were stalked by current or former partners.

⁶ Mary Cooper. Criminal Harassment and Potential for Treatment: Literature review and annotated bibliography (1994), B.C. Institute on Family Violence, unpublished paper.

⁷ Justice Canada. A Review of Section 264 of the Criminal Code (Criminal Harassment)-Draft Report (1996), page 25. The purpose of data collection for this study was to examine how the justice system has handled cases of criminal harassment since August 1993. The focus was largely on police and Crown case files from six large urban centres. The data are not nationally representative. Analysis of case files is based on a sample of 601 cases drawn from cases in Halifax, Montreal, three police divisions in Metropolitan Toronto, Winnipeg, Edmonton and Vancouver. Also, Attorney General, British Columbia. The Report of the Criminal Harassment Unit - Part II: The nature and extent of criminal harassment in British Columbia (1995), page 19.

⁸ An accused is a person who has been identified as an offender in an incident and against whom a charge may be laid in connection with that incident.

Relationships of accused to victim

Husband: The accused is male and the victim is female, and their relationship at the time of the incident was spouse through marriage or common-law.

Ex-husband: The accused is male, the victim is female and their relationship at the time of the incident was separated or divorced.

Wife: The accused is female, the victim is male and their relationship at the time of the incident was spouse through marriage or common-law.

Ex-wife: The accused is female, the victim is male and their relationship at the time of the incident was separated or divorced.

(Ex-)boyfriend: The accused is male, the victim is female and their relationship at the time of the incident was long-term and/or close friend or intimate. Includes ex-friendships.

(Ex-)girlfriend: The accused is female, the victim is male and their relationship at the time of the incident was long-term and/or close friend or intimate. Includes ex-friendships.

Casual acquaintance: Refers to a social relationship which is neither long-term nor close at the time of the incident. Includes persons known by sight only, neighbours, etc.

Work relationship: Refers to a relationship between the victim and accused in which the workplace or business involved is the primary source of contact. Includes co-workers, business partners, employee-customer, employee-employer relationships, and non-commercial relationships (e.g. student-teacher, physician-patient, etc.).

Other family: The victim and accused are related, but are not spouses. Other family members include, parents, children, other immediate family members (e.g. siblings) or extended family members (e.g. uncles, cousins, etc.).

Stranger: The accused is not known to the victim in any way.

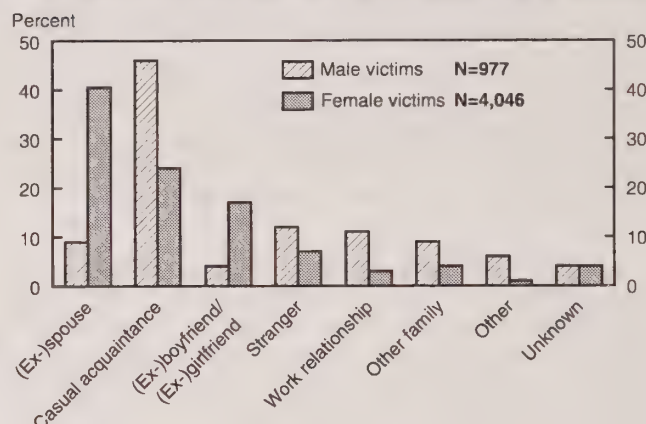
Other: Includes any relationships not included in the above categories, such as same-sex partners (current and previous) and long-term and/or close friends of the same gender (current or previous).

Research on wife assault suggests that it is not uncommon for abusive husbands or partners to continue to pursue their partners after the relationship has ended. For example, the 1993 Violence Against Women Survey found that approximately 20% of women who experienced violence by a previous spouse reported that the violence occurred during or after separation, and in 35% of these cases, the violence became more severe at the time of separation.⁹ Justice Canada's analysis of a sample of criminal harassment cases found that previous violence was reported in 50% of criminal harassment cases involving current or former partners.¹⁰

Homicide statistics also reveal that women are not always free from their husbands once the relationship has ended: in 1995, one-quarter of women killed by their spouse were separated or divorced at the time of the incident. Generally, women are at

Figure 1

Female victims harassed by ex-husbands, male victims by casual acquaintances



Source: Table 1.

greater risk of being killed by their spouse after separation than when living with him: between 1974 and 1992, the rate for women killed by their husband while separated was six times higher than the rate for women killed by their husband while co-residing.¹¹

Table 1 reveals that female victims were also criminally harassed by casual acquaintances (24%), strangers (7%), other family members (4%) and persons known from work relationships (3%). For female victims, 7% were stalked by another female, most of whom were casual acquaintances.

Male victims stalked mostly by casual acquaintances

For male victims, the relationship of the accused was quite different. Few were stalked by an ex-spouse (9%) or (ex-) girlfriend (4%), yet almost half (46%) were stalked by a casual acquaintance, usually male (Table 1 and Figure 1). Table 1 also shows that 11% of male victims were stalked by work relationships compared to only 3% of female victims.

One-quarter of incidents involve other crimes

One in four criminal harassment incidents involved other offences. Some of the most frequent offences were uttering threats (24% of related offences), assault (levels 1, 2, 3) (22%), harassing phone calls (10%), mischief (8%), breach of probation (6%), bail violations (6%), and breaking and entering (6%) (Table 2).

Overall, less than 1% of related offences involved a homicide or attempted murder. It should be noted, however, that police may not even have been aware that stalking preceded a homicide if the victim had never reported it.

⁹ Karen Rodgers. "Wife Assault: Findings of a National Survey." Juristat Vol. 14, No. 9. Statistics Canada: Canadian Centre for Justice Statistics, page 12.

¹⁰ Justice Canada. A Review of Section 264 of the Criminal Code (Criminal Harassment)-Draft Report (1996), page 30.

¹¹ Margo Wilson and Martin Daly. "Spousal Homicide." Juristat Vol. 14, No. 8. Statistics Canada: Canadian Centre for Justice Statistics, page 8.

Table 1

Victims of criminal harassment by gender and accused-victim relationship, 1994 and 1995¹

Relationship of accused to victim	Total victims ²		Female victims		Male Victims	
	Number	Percent ³	Number	Percent ³	Number	Percent ³
Total	5,023	100	4,046	100	977	100
Husband	75	1.5	75	1.9	...	...
Ex-husband	1,564	31.1	1,564	38.7	...	...
Wife	3	0.1	...	...	3	0.3
Ex-wife	88	1.8	...	...	88	9.0
(Ex-)boyfriend	684	13.6	684	16.9	...	...
(Ex-)girlfriend	38	0.8	...	...	38	3.9
Other Family	234	4.7	150	3.7	84	8.6
Casual Acquaintance	1,402	27.9	952	23.5	450	46.1
Work Relationship	246	4.9	136	3.4	110	11.3
Stranger	408	8.1	296	7.3	112	11.5
Other	77	1.5	23	0.6	54	5.5
Unknown	204	4.1	166	4.1	38	3.9

... not applicable.

¹ Based on a non-random sample of 130 police agencies, accounting for 43% of the national volume of crime. These data are not nationally representative.

² Includes victims who were linked to only one accused person. Victim records which had either no or more than one associated accused record are excluded from this total.

³ Percents may not add to 100% due to number rounding.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 2

Incidents of criminal harassment involving other related offences, 1994 and 1995¹

Other related offences	Incidents with other related offences	
	Number	Percent
Total	1,864	100
Uttering threats	446	23.9
Assault levels 1, 2, 3	410	22.0
Threatening/harassing phone calls	188	10.1
Mischief	140	7.5
Breach of probation	104	5.6
Bail violations	102	5.5
Breaking and entering	103	5.5
Sexual assault	50	2.7
Theft	38	2.0
Offences against public order	34	1.8
Other offensive weapons	28	1.5
Offences against the administration of law and justice	24	1.3
Kidnapping	20	1.1
Other offences	177	9.5

¹ Based on a non-random sample of 130 police agencies, accounting for 43% of the national volume of crime. These data are not nationally representative.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Few incidents result in injury

According to police-reported data, few victims (5%) actually experienced physical injury. Similarly, Justice Canada's analysis of a sample of case files found that 91% of victims suffered no physical injury.¹² Moreover, a British Columbia study found that while physical violence was most prevalent in cases involving intimate partners and family/friends, "none suffered grievous bodily harm ... [and] 19 victims in those two categories [roughly 20%] experienced relatively minor physical abuse, consisting of grabbing, pushing and slapping."¹³

Aside from harm inflicted directly by the accused, research suggests that simply the *threat* of harm associated with stalking can affect one's emotional and physical well-being. According to clinicians, persons who experience emotional trauma often exhibit behavioural, emotional and cognitive reactions similar to those who experience physical trauma.¹⁴ Victims' reactions to criminal harassment may vary, ranging from no effect to severe reactions such as depression, substance abuse, and phobic anxiety.

Victims most likely to be harassed at home

Criminal harassers usually follow, watch or make contact with their victims at the victim's home or place of work. Police-reported data show that two-thirds of all incidents occurred at someone's place of residence (Table 3), with the majority happening specifically at the victim's home (55% of all incidents). Although workplace locations cannot be isolated through police-reported data, Table 3 shows that those criminally harassed by someone known through work were more likely, compared to other victims, to be stalked at a corporate/commercial place or a public institution.

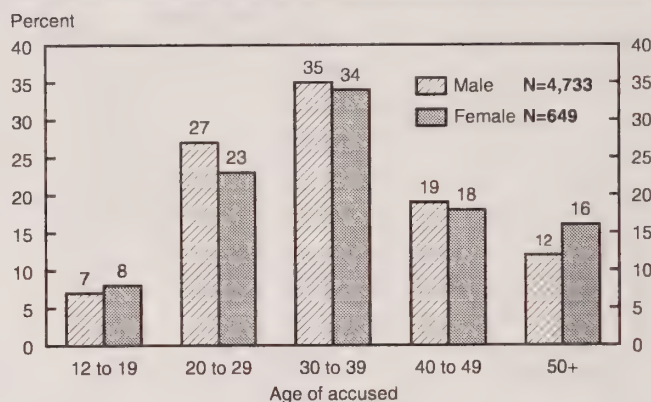
Both victims and accused tend to be older than those involved in assaults

Criminal harassment incidents may be compared to minor assaults (level 1) in that they are both violent crimes of similar seriousness, they carry the same maximum penalties, and frequently involve persons known to the victim. Persons involved in harassment incidents tend to be older than those associated with assault. Police-reported data show that the median age was 34 years for those accused of criminal harassment and 30 for those accused of assault. While slightly more than two-thirds of those accused of stalking were aged 30 years or older, the same is true for half of persons accused of assault. Figure 2 shows that there is little difference in the age distribution between male and female accused.

Compared to other accused, younger persons are most highly represented in incidents involving (ex-)boyfriends and (ex-)girlfriends. While those aged 30 to 49 are most highly

Figure 2

Age distributions differ little between male and female accused¹



¹ Based on a non-random sample of 130 police agencies, accounting for 43% of the national volume of crime. These data are not nationally representative. Percentages may not add to 100% as categories "age unknown" and "under 12" were excluded because the amounts were too small to be expressed.

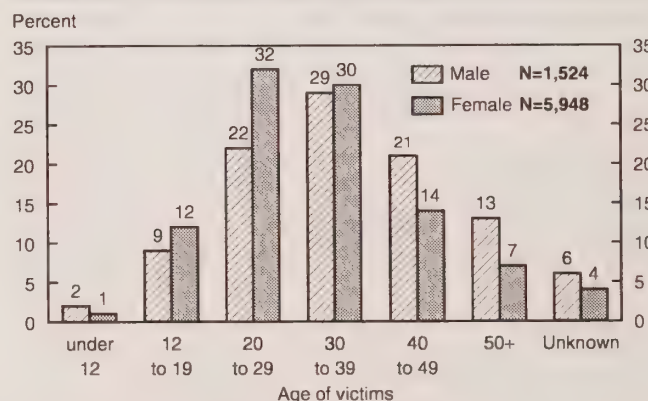
Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, CCJS, 1994 and 1995.

represented by spouses and ex-spouses, those aged 50 years and over are most frequently found among husbands and accused persons who know their victims through work (Table 4).

The median age for stalking victims was slightly higher than for assault victims: 31 years compared to 28. More specifically, slightly more than half of harassment victims were 30 years of age or older, compared to 43% of victims of assaults. The age distribution of victims in Figure 3 shows that, compared to males,

Figure 3

Female victims tend to be younger than male victims¹



¹ Based on a non-random sample of 130 police agencies, accounting for 43% of the national volume of crime. These data are not nationally representative. Percentages may not add to 100% due to number rounding.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, CCJS, 1994 and 1995.

¹² Justice Canada. A Review of Section 264 of the Criminal Code (Criminal Harassment)-Draft Report (1996), page 30.

¹³ Attorney General, British Columbia. The Report of the Criminal Harassment Unit - Part II: The nature and extent of criminal harassment in British Columbia (1995), page 22-23.

¹⁴ Kathleen G. McAnaney, Laura A. Curliss, and C. Elizabeth Abeyta-Price. "From Imprudence to Crime: Anti-stalking Laws." (1993) 68 The Notre Dame Law Review, page 851, and; Harvey Wallace and Joy Silverman. "Stalking and Post Traumatic Stress Syndrome" (1996) LXIX The Police Journal, page 25.

Table 3

Incidents of criminal harassment by accused-victim relationship and location of the incident, 1994 and 1995¹

Relationship of accused to victim	Location									
	Number	Total ²	Residence	Commercial corporate place	Street/ Public transit	Public institution	Parking lot	School	Open area	Unknown
Total³	5,023	100%	69%	11%	10%	3%	2%	3%	1%	2%
Husband	75	100%	91%	3%	1%	1%	-	1%	-	3%
Ex-husband	1,564	100%	77%	7%	8%	1%	2%	1%	1%	2%
Wife	3	100%	--	-	-	-	-	-	-	-
Ex-wife	88	100%	78%	10%	3%	2%	1%	-	2%	2%
(Ex-)boyfriend	684	100%	75%	11%	7%	1%	1%	2%	--	2%
(Ex-)girlfriend	38	100%	87%	5%	3%	-	-	-	-	5%
Other Family	234	100%	82%	6%	8%	1%	2%	--	-	--
Casual Acquaintance	1,402	100%	64%	11%	13%	3%	2%	4%	1%	2%
Work Relationship	246	100%	36%	39%	5%	9%	1%	7%	--	3%
Stranger	408	100%	45%	16%	22%	7%	2%	3%	3%	3%
Other	77	100%	75%	10%	3%	1%	1%	3%	-	6%
Unknown	204	100%	65%	13%	9%	4%	1%	3%	1%	3%

- nil or zero.

-- amount too small to be expressed.

¹ Based on a non-random sample of 130 police agencies, accounting for 43% of the national volume of crime. These data are not nationally representative.

² Row percents may not add to 100% due to number rounding.

³ Includes victims who were linked to only one accused person. Victim records which had either no or more than one associated accused record are excluded from this total.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 4

Persons accused of criminal harassment by accused-victim relationship and by age of the accused, 1994 and 1995¹

Relationship of accused to victim	Age of Accused						
	Number	Total ²	12 to 19	20 to 29	30 to 39	40 to 49	50+
Total³	5,023	100%	5%	26%	36%	20%	13%
Husband	75	100%	1%	20%	36%	21%	21%
Ex-husband	1,564	100%	1%	23%	42%	22%	11%
Wife	3	100%	-	-	--	--	--
Ex-wife	88	100%	3%	25%	34%	27%	10%
(Ex-)boyfriend	684	100%	9%	39%	31%	13%	8%
(Ex-)girlfriend	38	100%	5%	37%	39%	11%	5%
Other Family	234	100%	6%	22%	29%	24%	18%
Casual Acquaintance	1,402	100%	8%	25%	33%	18%	15%
Work Relationship	246	100%	5%	16%	33%	25%	20%
Stranger	408	100%	7%	27%	30%	22%	13%
Other	77	100%	3%	30%	44%	16%	6%
Unknown	204	100%	6%	22%	40%	15%	15%

- nil or zero.

-- amount too small to be expressed.

¹ Based on a non-random sample of 130 police agencies, accounting for 43% of the national volume of crime. These data are not nationally representative.

² Rows percents may not add to 100% as categories "age unknown" and "under 12" are not shown because they are too small to be expressed. They represent only 0.4% of total accused.

³ Includes accused persons where he/she was the only accused linked to one or more victims. An accused linked to two or more victims will be counted more than once.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

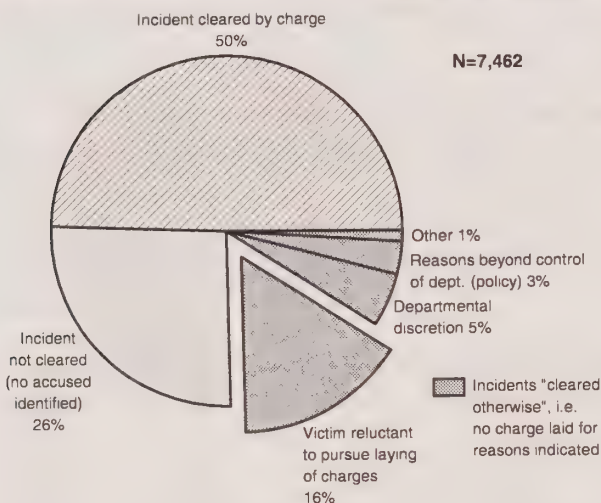
a greater proportion of female victims were less than 30 years old. Age patterns for victims differ little from those of accused (Table 5). Victims aged 12 to 19 years comprised 10% of all victims, yet accounted for 20% of those stalked by strangers.

Victims decline to lay charges in one-in-six incidents

Half of the harassment incidents on the UCR Research File resulted in an accused being identified and a charge being laid (Figure 4). In a further quarter of incidents, an accused was identified, but a charge was not laid as a result of one of the following reasons: the complainant was reluctant to pursue the laying of charges (16%); departmental discretion (5%); reasons beyond the control of the police department (e.g. policy) (3%); and, 1% comprise various other reasons. In the remaining one-quarter of incidents, no accused was identified.

Figure 4

Victims often reluctant to pursue the laying of charges¹



¹ Based on a non-random sample of 130 police agencies, accounting for 43% of the national volume of crime. These data are not nationally representative. Percentages may not add to 100% due to number rounding.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, CCJS, 1994 and 1995.

Similarly, Justice Canada's analysis of a sample of court cases found that in 20% of court cases where criminal harassment charges were dropped (includes withdrawn, dismissed, or stayed), this action had been taken at the victim's request or because she/he was reluctant to take part in the prosecution.¹⁵

Data from the Revised UCR Survey reveal that the most reluctant to pursue the laying of charges were victims involved in work relationships with their stalkers (32%), followed by men stalked by their ex-wives (27%) (Table 6). Women stalked by an ex-husband or (ex-)boyfriend were less likely to avoid the laying of charges (17% and 12%, respectively).

¹⁵ Justice Canada. A Review of Section 264 of the Criminal Code (Criminal Harassment)-Draft Report (1996), page 38.

Court Data

The following analysis of court cases and charges involving criminal harassment is based on 1994 calendar year data from the Adult Criminal Court Survey (ACCS). Seven jurisdictions reported to the ACCS that year: Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Saskatchewan, the Yukon, and the Northwest Territories. As the court data represent 34% of the total provincial court caseload, the findings below are not nationally representative. Please refer to the Methodology section for more details on the ACCS.

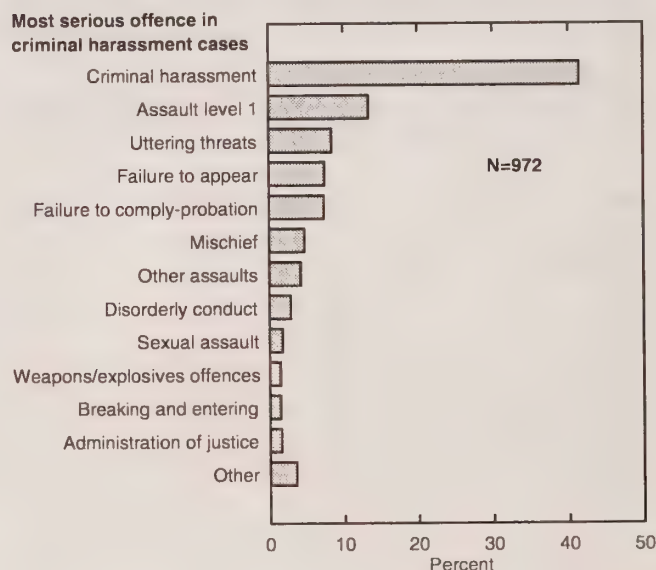
In 1994, these seven jurisdictions reported a total of 972 cases involving at least one offence under section 264 of the *Criminal Code*. Figure 5 shows a distribution of these cases by the most serious offence. A total of 1,110 charges of criminal harassment were dealt with in these cases, meaning one case could involve multiple charges of criminal harassment.

Number of cases and charges of criminal harassment, 1994

Cases and charges	Total	Number not transferred to a superior court	Number resulting in a finding of guilt	Number sentenced to prison
Cases involving at least one charge of criminal harassment	972	752	426	142
Total charges	1,110	857	311	102

Figure 5

Criminal harassment is usually the most serious offence in cases¹



¹ Based on data from provincial courts of 7 jurisdictions: Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Saskatchewan, Yukon Territory, Northwest Territories. These data are not nationally representative.

Source: Adult Criminal Court Survey, CCJS, 1994.

Table 5

Victims of criminal harassment by accused-victim relationship and by age of victim, 1994 and 1995¹

Relationship of accused to victim	Number	Total ²	Age of Victim						
			Under 12	12 to 19	20 to 29	30 to 39	40 to 49	50+	Age unknown
Total³	5,023	100%	1%	10%	29%	30%	16%	9%	6%
Husband	75	100%	-	4%	16%	37%	24%	15%	4%
Ex-husband	1,564	100%	-	4%	32%	36%	16%	6%	4%
Wife	3	100%	-	-	-	-	-	-	-
Ex-wife	88	100%	-	1%	28%	25%	30%	14%	2%
(Ex-)boyfriend	684	100%	-	15%	38%	24%	12%	4%	7%
(Ex-)girlfriend	38	100%	-	-	24%	53%	13%	3%	8%
Other Family	234	100%	1%	10%	20%	21%	16%	28%	5%
Casual Acquaintance	1,402	100%	2%	12%	27%	26%	17%	10%	6%
Work Relationship	246	100%	-	5%	24%	33%	20%	13%	5%
Stranger	408	100%	2%	20%	25%	24%	15%	5%	8%
Other	77	100%	3%	4%	26%	38%	16%	6%	8%
Unknown	204	100%	-	12%	29%	32%	14%	7%	5%

- nil or zero.

-- amount too small to be expressed.

¹ Based on a non-random sample of 130 police agencies, accounting for 43% of the national volume of crime. These data are not nationally representative.

² Row percents may not add to 100% due to number rounding.

³ Includes victims who were linked to only one accused person. Victim records which had either no or more than one associated accused record are excluded from this total.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 6

Incidents of criminal harassment by accused-victim relationship and by type of clearance of incident by police, 1994 and 1995¹

Relationship of accused to victim	Number	Total ³	Type of clearance by police ²				
			Cleared by charge	Cleared otherwise			
				Victim reluctant to pursue the laying of charges	Reasons beyond control of department	Departmental discretion	Other
Total⁴	5,023	100%	70%	19%	5%	5%	1%
Husband	75	100%	83%	9%	4%	1%	3%
Ex-husband	1,564	100%	75%	17%	4%	4%	1%
Wife	3	100%	-	-	-	-	-
Ex-wife	88	100%	56%	27%	9%	8%	-
(Ex-)boyfriend	684	100%	82%	12%	1%	4%	-
(Ex-)girlfriend	38	100%	68%	24%	3%	5%	-
Other Family	234	100%	73%	15%	8%	3%	1%
Casual Acquaintance	1,402	100%	64%	23%	5%	7%	1%
Work Relationship	246	100%	57%	32%	4%	7%	1%
Stranger	408	100%	64%	20%	6%	8%	1%
Other	77	100%	65%	17%	14%	3%	1%
Unknown	204	100%	70%	24%	2%	3%	1%

-- amount too small to be expressed.

- nil or zero.

¹ Based on a non-random sample of 130 police agencies, accounting for 43% of the national volume of crime. These data are not nationally representative.

² As an accused was identified in all relationships, all incidents in this table were cleared.

³ Row percents may not add to 100% due to number rounding.

⁴ Includes victims who were linked to only one accused person. Victim records which had either no or more than one associated accused record are excluded from this total.

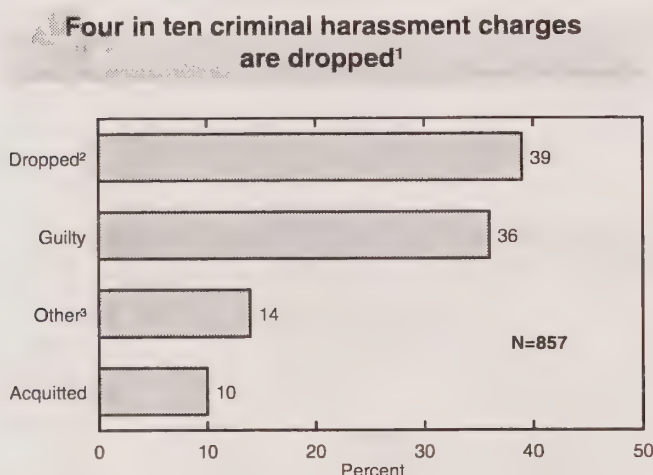
Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

A high rate of charges are withdrawn

In 1994, 23% of harassment cases heard in provincial court were moved to a superior court, a decision which may indicate that these cases were of a more serious nature. For example, while 18% of cases with criminal harassment as the most serious offence were transferred to superior court, the same is true for 59% of stalking cases where sexual assault was the most serious offence and 31% where it was assault. The outcome of these transferred cases is unknown.

Of those charges that were dealt with at the provincial court level, 36% resulted in a finding of guilt (includes conditional and absolute discharges and guilty pleas) while 39% were dropped (includes withdrawn, dismissed and stayed) (Figure 6). The remaining harassment charges resulted in either an acquittal (10%) or another type of decision (14%), e.g. acquitted on account of insanity. In comparison, minor assault charges dealt with in provincial court that same year were more likely to have resulted in a conviction (57%) and were less likely to be dropped (27%).

Figure 6



¹ Based on data from provincial courts of 7 jurisdictions: Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Saskatchewan, Yukon Territory, Northwest Territories. These data are not nationally representative. Percentages may not add to 100% due to number rounding.

² Includes dismissed, withdrawn and stayed.

³ E.g. acquitted on account of insanity, waived in or out of a province or territory, a special plea accepted by the court.

Source: Adult Criminal Court Survey, CCJS, 1994.

Justice Canada's examination of a sample of criminal harassment cases found that 58% of charges were stayed (includes dismissed and withdrawn). The study found that one-quarter of charges were dropped in exchange for a peace-bond, and almost one in five were dropped unconditionally.¹⁶ The report also commented that the victim's willingness to participate in the court process and their request to drop charges influenced the Crown's decision to do so.

Stalkers likely to receive probation

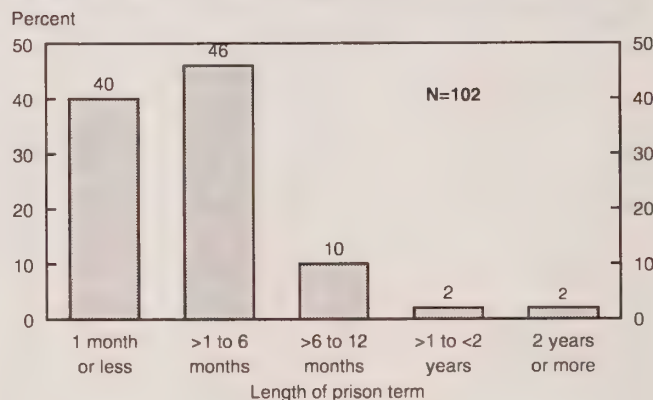
While Bill C-126 clearly states that criminal harassment is a serious crime, it appears that relatively few are prosecuted as an indictable offence, which may explain why even fewer result in imprisonment. Justice Canada's study found that 71% of cases in their sample were prosecuted by way of summary conviction.¹⁷ The Crown may choose to proceed summarily to achieve efficient and expedient processing, particularly if the crime did not result in serious harm or if the offender does not pose a threat to society. The maximum penalty for a summary offence upon conviction is six months imprisonment or a fine not exceeding \$2,000.

Data from the ACCS show that, of the 311 charges of criminal harassment resulting in a finding of guilt, 60% resulted in probation as the most serious sentence. In comparison, 55% of total assault charges for that same year resulted in probation. An additional 33% of criminal harassment charges resulted in a prison term, and the remaining 7% resulted in either a fine or other type of sentence as the most serious. Cases having at least one criminal harassment charge and a more serious violent offence were more likely to receive a prison sentence (56%) than cases where the most serious offence was criminal harassment (19%).

Of the 102 charges that resulted in imprisonment, 14% ended in a sentence greater than six months (Figure 7). An additional 40% received a sentence of one month or less, and almost half (46%) resulted in a term of one to six months. It should be noted that the two cases that resulted in a sentence of two years or more both involved criminal harassment as the most serious offence.

Figure 7

Majority of prison sentences are for less than six months¹



¹ Based on data from provincial courts of 7 jurisdictions: Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Saskatchewan, Yukon Territory, Northwest Territories. These data are not nationally representative. Percentages may not add to 100% due to number rounding.

Source: Adult Criminal Court Survey, CCJS, 1994.

¹⁶ Justice Canada. A Review of Section 264 of the Criminal Code (Criminal Harassment)-Draft Report (1996), page 37-38.

¹⁷ Justice Canada. A Review of Section 264 of the Criminal Code (Criminal Harassment)-Draft Report (1996), page 33.

Of the 261 charges that resulted in probation, half (52%) of the probation terms ordered were for periods ranging from one to two years. One-quarter of probation terms were for six months to one year and 13% were for more than two years. Probation terms of six months or less were infrequent (8%) (the length was unknown for 2%).

Only 18 charges resulted in a fine as the most serious sentence. Of the total 72 fines issued, 79% were for an amount less than \$300.

Persons appearing in court tend to be male

Where the gender of the accused was identified, the vast majority of charges (95%) were laid against males. Although police-reported data and court data are not directly comparable, it should be pointed out that police statistics showed a smaller proportion of male accused (88%). This difference could be explained by the earlier finding that male victims, particularly those stalked by an ex-partner or business acquaintance, were more likely than female victims to decline from assisting police in the laying of charges.

Summary

Legislators have responded to society's intolerance for stalking behaviour by naming it a criminal offence. However, as with any crime, legislation alone cannot prevent its occurrence. While stalking behaviour may not be new to our society, it is now being recognized by official agencies who are responsible for addressing it. Knowledge of the nature and extent of criminal harassment can help agencies better understand and respond to it. Based on data from a sample of police departments and provincial courts, this *Juristat* has been a first attempt by the CCJS at providing detailed information on the relatively new offence of criminal harassment. To date, statistics reported by a non-representative sample of police departments show that the majority of reported cases involve female victims, most of whom are stalked by previous partners. Yet, current statistics give only partial insight into the effect of stalking on its victims. Police and court data also show that a number of cases are being dropped due to the victim's reluctance to take part in the laying of charges and the prosecution. As the coverage of police and court statistics increases and as research on the issue builds, more information will be available to help improve our understanding of criminal harassment and the responses of the justice system.

Methodology

THE REVISED UNIFORM CRIME REPORTING SURVEY

Coverage

As indicated earlier, the CCJS, in co-operation with the policing community, collects detailed police-reported statistics through the Revised UCR Survey. By 1995, 130 police agencies were responding to the Revised UCR Survey, representing 43% of the national volume of reported crime. These 130 forces

represent a non-random sample and, thus, are not nationally representative. Over 90% of the criminal harassment incidents in this sample were from Quebec and Ontario.

The majority of total incidents in this *Juristat* are reported by the largest departments on the Revised UCR Survey: Toronto and Montreal accounted for the largest volume of criminal harassment incidents reported (30% and 25%, respectively). Other large municipal forces reporting to the survey include Peel Regional, York Regional, Regina, Saskatoon, Calgary, Edmonton and Vancouver. In 1994-1995, police departments responding to the Revised UCR Survey reported a total of 7,462 incidents, 7,472 victims and 5,382 persons accused of criminal harassment.

Counts of incidents, victims and accused of criminal harassment, 1994 and 1995 combined

	Incidents	Victims	Accused
Total records	7,462	7,472	5,382
Records with one or more associated victims and one associated accused	4,768	5,023	4,768
Total records based on accused-victim relationship (basis of relationship analysis)	5,023 ¹	5,023	5,023 ¹

¹ Of the 4,768 records, 4,555 were associated with a single victim and 213 records were associated with multiple victims (468 victims). Analysis by accused-victim relationship requires a count of each accused to each victim, which results in a total of 5,023 incident and accused records (4,555 plus 468). As explained below, incidents and accused associated with multiple victims will be counted more than once when analyzed by accused-victim relationship.

Analysis by the accused-victim relationship

The analysis in this report focuses on the accused-victim relationship. To establish the precise relationship of the accused to the victim, incidents with no victim and/or more than one accused were excluded from the analysis. These were excluded because, in the Revised UCR Survey, relationship of the accused to the victim is indicated on the victim record. When there are multiple accused in an incident, the police mark the relationship of the accused who perpetrated the most serious violation against the victim. If two or more accused each perpetrated a violation of equal seriousness against the same victim, then the police mark the relationship of the accused who is closest in relationship. However, where there are multiple accused, it is impossible to determine which accused represents the relationship. Therefore, these records were dropped from the analysis based on relationship.

Once these records were dropped, 4,768 incidents, 5,023 victims and 4,768 accused records remained. Where there are two or more victims in an incident, analyses of incidents and accused persons by relationship will result in a multiple counting. For example, if a woman and her child are stalked by the woman's ex-husband, analysis of the incident and the accused will occur under two relationship categories: "ex-husband" and "other family." In total, there were 213 incidents with multiple victims and one accused: 182 incidents involved two victims; 24 involved three victims; 6 involved four victims, and; 1 involved eight victims (total of 468 victims).

The most serious violation in an incident

This *Juristat* analyses all violations of criminal harassment, be they the most serious in the incident or not. Under the Revised UCR survey, a maximum of four violations can be reported in one incident. Normally, published data from the Revised UCR survey reflect only the "most serious" violation of the four. The most serious violation is determined by the following criteria. Violent violations or violations against the person take precedence over non-violent violations. Where two or more violations meet this criteria, then the violation with the greatest maximum penalty prescribed by law takes precedence. If neither of these rules break "ties", then it is the department's discretion as to which is the most serious violation. With respect to the incidents of criminal harassment in this report, the overwhelming majority (96%) showed criminal harassment as the most serious violation.

THE ADULT CRIMINAL COURT SURVEY

The Adult Criminal Court Survey is intended eventually to be a census of federal and provincial/territorial statute charges and municipal by-law infractions heard in adult criminal courts in Canada. The Case Characteristics component of the survey, which was the source used in this *Juristat*, collects detailed information on completed charges, appearances and cases for federal statute offences. Currently, the ACCS collects Case Characteristics data from provincial/territorial courts in seven jurisdictions: Newfoundland (2 courts); Prince Edward Island (5 courts); Nova Scotia (38 courts); Quebec (54 courts); Saskatchewan (16 courts); the Yukon (18 courts); and the Northwest Territories (66 courts). Therefore, the coverage is not national, but is currently 34% of the national provincial court caseload. The vast majority (79%) of criminal harassment charges in the 1994 sample originated from provincial courts in Quebec.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613) 951-9023 or toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

- Vol. 15 No. 15 Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence
- Vol. 15 No. 16 Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994
- Vol. 16 No. 1 Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994
- Vol. 16 No. 2 Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur
- Vol. 16 No. 3 Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes
- Vol. 16 No. 4 Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 5 Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
- Vol. 16 No. 6 Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
- Vol. 16 No. 7 Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada: Faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 8 Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
- Vol. 16 No. 9 The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

- Vol. 16 No. 10 Canadian Crime Statistics, 1995
- Vol. 16 No. 11 Homicide in Canada — 1995



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 1



SENTENCING IN ADULT PROVINCIAL COURTS

A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994

A. C. Birkenmayer and J.V. Roberts¹

Highlights

- Six relatively less serious offences accounted for half of the charges (impaired driving; failing to appear in court; simple assault; failing to comply with a judicial order; theft under \$1,000 and other federal statute offences). Impaired driving was the single most frequently occurring offence, accounting for 13% of all charges.
- Half of all sentencing decisions involved property crimes or motor vehicle offences. Crimes against the person accounted for only a minority (14%) of the charges.
- Offenders convicted of multiple charges received more severe sanctions. The incarceration rate for multiple charge cases was 53% compared to 26% for single charge cases.
- Most offenders were convicted of a single charge (79%), however one in five were sentenced for multiple charges.
- In one charge cases, crimes against the person, crimes involving property and drug offences all had similar incarceration rates (28%, 27% and 26% respectively) which were consistent with the overall incarceration rate of 26%.
- A fine was the most frequently imposed sanction in single charge cases (45% of cases). A term of probation was imposed as a sanction in 25% of cases and a period of imprisonment in 26% of cases. Other kinds of sanctions were imposed in 4% of the cases. Thus, for single charge cases, non-custodial sanctions were the most frequently imposed penalty.
- The more serious offences resulted in the imposition of more severe penalties. For example, the most serious form of assault (aggravated assault) resulted in incarceration for 79% of cases; the least serious form of assault (simple) had an incarceration rate of only 20%.
- The average prison sentence for cases with one charge was just under three months. The length of the prison sentences also varied with the severity of the offence. Thus, the average sentence for manslaughter was 62 months; for aggravated sexual assault was 38 months and for robbery was 22 months.
- For cases with one charge, the average term of probation imposed was 14 months and the average fine was \$430. The median value of restitution orders was \$325.
- Offenders frequently received multiple sanctions. On average, 1.6 dispositions were imposed per one charge case. Judges imposed additional sanctions in almost half the cases with sentences of imprisonment. Thus, four out of five offenders, who were convicted of crimes of violence and were sentenced to custody, received an additional penalty of a period of probation.

¹Andy Birkenmayer, Canadian Centre for Justice Statistics and Julian V. Roberts, Department of Criminology, University of Ottawa.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Price/Canada: \$10.00 per issue,
\$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue,
US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per
issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada
publications, please call our
National toll-free line
1-800-267-6677 or internet:
order@statcan.ca

February 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the
Minister responsible for Statistics
Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this
publication may be reproduced,
stored in a retrieval system or
transmitted in any form or by any
means, electronic, mechanical,
photocopying, recording or
otherwise without prior written
permission from Licence Services,
Marketing Division, Statistics
Canada, Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its
statistical system to a long-standing
co-operation involving Statistics
Canada, the citizens of Canada, its
businesses, governments and other
institutions. Accurate and timely
statistical information could not be
produced without their continued
co-operation and goodwill.

The paper used in this publication
meets the minimum requirements
of American National Standard for
Information Sciences – Perma-
nence of Paper for Printed Library
Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Standards of service to the public

To maintain quality service to the
public, Statistics Canada follows
established standards covering
statistical products and services,
delivery of statistical information,
cost-recovered services and
services to respondents. To obtain
a copy of these service standards,
please contact your nearest
Statistics Canada Regional
Reference Centre.

INTRODUCTION

Sentencing is considered by many people to be the most important stage in the criminal justice process. It consists of the judicial determination of a legal sanction upon a person convicted of an offence. Determining the sentence is one of the most complex decisions facing a judge, who must consider several sentencing purposes such as deterrence, incapacitation and rehabilitation. As well, in order to arrive at a just sanction, the judge needs to weigh the effects of many aggravating and mitigating factors, such as the degree of harm inflicted, the number and nature of any previous convictions and the circumstances surrounding the commission of the offence. Unlike the judiciary in the United States, who must follow rigid sentencing guidelines and are constrained by mandatory minimum sentences, judges in Canada have a considerable degree of discretion. This is because there are no formal sentencing guidelines for Canadian judges, and the maximum penalties specified in the *Criminal Code* are very high, thereby allowing considerable room for variation in sentences.

Sentencing Reform in Canada

Some sentencing reforms have recently been introduced in Canada. After many years of study and consultation, the federal government proclaimed reform legislation affecting sentencing in September 1996. Bill C-41 contained a number of provisions designed to improve the nature of the sentencing process in Canada. One of these reforms is a statement of the purposes and principles of sentencing which aims to provide guidance to judges and promote more uniform sentencing patterns. As well, the sentencing reform Bill mandated harsher penalties for crimes motivated by hate or which involve a breach of trust. Finally, Bill C-41 also created a new disposition called a conditional sentence, and introduced a number of additional changes to the sentencing process.

Background

The sentencing process has frequently attracted widespread public criticism. The results of nation-wide opinion surveys reveal that most Canadians believe that sentences should be more severe especially for violent offenders. However, neither the general public nor criminal justice professionals have much awareness of sentencing patterns in Canada. One of the reasons for this is the absence of regularly published sentencing statistics. The 1987 report of the Canadian Sentencing Commission² decried the absence of aggregate sentencing statistics for Canada. In 1993, the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) produced a report³ containing sentencing data from six jurisdictions in Canada. The current study is an expanded version of that study to include nine jurisdictions. Direct comparisons between this report and its predecessor are not possible because they include different jurisdictions from across the country.

This *Juristat* is a summary of the findings of the CCJS sentencing study which is to be published at a later date. The longer report contains further details about findings presented here, as well as additional analyses⁴.

The purpose of this document is to provide a picture of the most recent sentencing trends in Canadian adult provincial courts. Several issues can be explored using the aggregate statistics found in this data base. First, what percentage of all convictions result in a sentence of imprisonment? Many commissions of inquiry as well as the federal government have noted the need to develop more alternatives to imprisonment, in order to reduce Canada's reliance on incarceration as a sanction. Second, what kinds of sanctions are associated with various offences? Third, are sentences proportional in their severity to the seriousness of the crimes for which they are imposed? The principle of proportionality in the use of punishment lies at the heart of the

² Sentencing Reform - A Canadian Approach. *Report of the Canadian Sentencing Commission, 1987.* Ottawa: Supply and Services Canada.

³ Sentencing in Adult Criminal Provincial Courts - A Study of Six Canadian Jurisdictions: 1991 and 1993. *Turner, J. Statistics Canada, 1993.*

⁴ Sentencing in Adult Provincial Courts - A study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 and 1994. *Ottawa: Statistics Canada.*

sentencing system in Canada. The recently enacted sentencing reform Bill, declared that "A sentence must be proportionate to the gravity of the offence and the degree of responsibility of the offender"⁵. Fourth, what kinds of offences attract non-custodial sanctions such as probation and fines? Finally, how do the sentences imposed in provincial courts relate to the maximum penalties contained in the *Criminal Code*?

This *Juristat* addresses these questions using sentences imposed in Adult Provincial Courts in nine Canadian jurisdictions. Data were extracted from the Adult Criminal Court Survey (ACCS) data base to create a special research file. These data represent cases resolved in provincial courts from selected court locations⁶ in Newfoundland and Labrador, Nova Scotia and Québec, and from all court locations in Prince Edward Island, Ontario, Saskatchewan, Alberta, the Yukon, and the Northwest Territories⁷. Only federal statute offences were included. This report deals with offences against the *Criminal Code* (CC), the *Narcotic Control Act* (NCA), the *Food and Drugs Act* (FDA) and a variety of 'Other Federal Statutes'⁸. The data derive from the calendar years 1993 and 1994, except for statistics from Ontario which cover the fiscal years 1993-94 and 1994-95. Trends are presented in this *Juristat* for a number of specific offences, as well as general offence categories, such as crimes against the person or the administration of justice⁹.

The Adult Criminal Court Survey¹⁰ (ACCS) currently only compiles data from provincial¹¹ or lower courts. More severe offences are heard in Superior Courts of criminal jurisdiction and these offences would normally receive higher sentences. However, the vast majority of cases are disposed of in provincial courts¹².

Principal Sanctions Imposed in Canada

The principal sanctions that can be imposed in Canada in the period covered by the study include the following:

Imprisonment: This involves a term of custody served within a penal institution. Sentences of two years or longer are served in a federal penitentiary, while terms of less than two years in duration are served in provincial correctional facilities. Sentences of 90 days or less can be served intermittently, which usually means on week-ends.

Probation: A period of probation cannot be imposed as a separate sanction. It can only be imposed in conjunction with one of the following dispositions: a suspended sentence, a term of imprisonment not exceeding two years or an intermittent term of imprisonment. Thus the court may suspend the passing of sentence and direct that the accused serve the sentence in the community provided that he or she abide by conditions contained in a probation order. The maximum period of probation that can be imposed is three years. The conditions of probation can include abstaining from the consumption of alcohol or from owning or carrying a firearm, making restitution to a victim or performing a number of hours of service to the community.

Fines: When a fine is imposed as a sanction, the offender is directed to pay a certain amount to the provincial or federal government. According to the *Criminal Code* an offender may be fined in lieu of any other punishment, or, in addition to any other punishment, unless the offender has been convicted of an offence which carries a minimum term of imprisonment, or, which carries a maximum penalty of more than five years.

In addition to these sanctions, judges can use other sentencing options that include among others conditional and absolute discharges, community service orders, compensation orders, restitution orders, and driving prohibition orders.

Overview

Offenders may face multiple charges, and judges may impose multiple sanctions

Offenders may be convicted of more than a single offence. As well, judges often impose more than one sentence per offence upon an offender. Thus, offenders can face multiple charges, and may receive multiple sentences for a conviction for a single offence. The sentencing data base contained information on 551,682 individual cases¹³ involving 820,606 charges. These charges resulted in the imposition of 1,331,183 sanctions. This is an indication of the complexity of the sentencing process. Thus, there was an average of 1.5 charges per case, 1.6 sanctions imposed per charge and 2.4 sanctions imposed per case. Offenders sentenced for crimes involving property faced, on average, a slightly higher number of charges per case than offenders convicted of a crime against the person (Table 1).

Most cases involved only a single charge

The vast majority of cases (79%) involved only one charge (Table 1). For the remaining 21% of the cases there were convictions for two or more charges. Nine percent of cases involved three or more charges. It is impossible, in multiple charge cases, to know which component of the sentence is associated with which criminal charge. For example, an offender convicted of two crimes such as break and enter and assault may receive a nine month prison term as a punishment. In this case it is not clear which part of the sentence was accounted for by the break and enter and what portion was imposed for the assault. It is only for cases in which there is only one charge involving one only offence that there is a clear sanction for any one crime. Thus, in multiple charge cases, the influence of the multiple charges on any one sentencing component is not known. For this reason,

⁵ Bill C-41, S. 718.1.

⁶ See Methodology section at end of the *Juristat* for details of jurisdictional coverage.

⁷ Ontario and Alberta are not participants in the ACCS but provided data for the present study.

⁸ Other Federal Statutes include, among others, the Unemployment Insurance Act, the Income Tax Act and the Fisheries Act.

⁹ Offences against the 'administration of justice' included offences such as escape custody, unlawfully at large and fail to appear.

¹⁰ For Details on the ACCS see: Adult Criminal Court Statistics - 1994. *Statistics Canada Catalogue No. 85-214-XPE*. 1996.

¹¹ For a detailed discussion of the jurisdiction of Provincial Courts in each province see: Profile of Courts in Canada 1995. *Statistics Canada Catalogue No. 85-511-XPE*.

¹² In Québec there are 67 Municipal Courts, including Montreal, Québec city and Laval, have jurisdiction over Criminal Code summary and hybrid-summary offences.

¹³ Some cases were excluded from the analyses reported in this *Juristat*: see Methodology section at end of report for further details.

Table 1

The Number of Cases, Charges and Sanctions Nine Jurisdictions: 1993 & 1994

Offence Category	Cases 100%=	Charges	Sanctions	Percent of Cases with One Charge	Cases with Multiple Charges	
					Percent of cases	Charges per Case
Against Person	91,939	117,234	203,935	73	27	2.0
Property	151,771	247,159	418,909	72	28	3.3
Motor Vehicle	126,908	149,233	290,753	83	17	2.1
Morals	10,506	11,762	16,402	89	11	2.1
Administration Of Justice	82,997	165,755	233,264	83	17	6.9
Other Criminal Code	10,106	17,255	27,677	84	16	5.5
Drugs	33,888	44,470	63,623	85	15	3.1
Other Federal Statutes	43,567	67,812	76,694	90	10	6.4
Total	551,682	820,606	1,331,183	79	21	3.4

when discussing sentencing patterns, this *Juristat* will focus on cases in which an offender was sentenced for a single criminal charge.

The overwhelming majority of sentenced offenders were males

The gender of the offender was known for 529,283 of the 551,682 cases in the data base. The vast majority of offenders (86%) were males, reflecting the fact that the overwhelming majority of adults (84%) charged with a criminal offence are males.¹⁴ The average age for all offenders was 32.1 years, with no difference between the average age of males and females. The modal, or most frequent age category for both males and females was the 20 to 25 year range. A higher percentage of men than women were convicted of a crime against the 'Person' (18% vs. 11%). Conversely, a higher percentage of women were convicted of a crime against 'Property' (41% of women sentenced compared to 25% of men).

Crimes against the person represent a small minority of Provincial Court caseload

Table 2 presents the distribution of cases across various offence categories. Crimes against the 'Person' accounted for only a small minority (91,939 or 17%) of all cases sentenced. 'Property' offences accounted for 28% of all the cases and constituted the single largest offence category, containing 151,771 cases. 'Motor Vehicle' offences were the next largest category of offences, accounting for 23% of the cases. Offences against the 'Administration of Justice' accounted for an additional 15% of cases sentenced. The other offence categories accounted for the remaining 33% of cases (see Table 2).

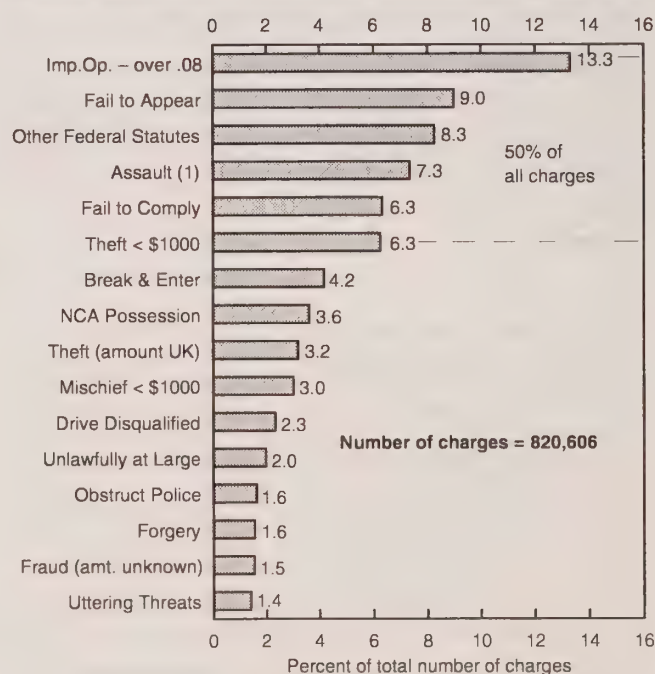
A small number of crimes account for a large proportion of charges

As can be seen in Figure 1, a small number of relatively minor offences accounted for a large percentage of the charges

resulting in a conviction. Five specific offences (impaired driving; failing to appear in court; simple assault; failing to comply with a judicial order; and theft under \$1,000) in conjunction with the category violations of 'Other Federal Statutes' accounted for half of all charges. In fact the 16 specific offences, including the category 'Other Federal Statutes', listed in Figure 1, accounted for 75% of all the charges recorded. Impaired driving was the single most frequently occurring offence, accounting for 13% of all charges.

Figure 1

**Most frequent offences accounted for 75% of all the charges
Nine jurisdictions: 1993 and 1994**



¹⁴ Canadian Crime Statistics 1995. Statistics Canada Catalogue No. 85-205-XPE, 1996

Table 2

All Cases: Number of Charges per Case Nine Jurisdictions: 1993 & 1994

Offence Category	Total Cases 100% =	Percent of Cases	One Charge		Two Charges		Three Charges		Four Charges		Five + Charges	
			N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Against Person	91,939	17	67,242	73	15,363	17	4,623	5	1,978	2	2,733	3
Property	151,771	28	109,916	72	22,381	15	7,645	5	4,071	3	7,758	5
Motor Vehicle	126,908	23	105,855	83	15,667	12	3,252	3	1,111	1	1,023	1
Morals	10,506	2	9,381	89	741	7	209	2	94	1	81	1
Administration Of Justice	82,997	15	68,897	83	9,287	11	2,291	3	935	1	1,587	2
Other Criminal Code	10,106	2	8,529	84	963	10	273	3	146	1	195	2
Drugs	33,888	6	28,915	85	3,350	10	803	2	355	1	465	1
Other Federal Statutes	43,567	8	39,114	90	2,144	5	540	1	248	1	1,521	3
Total	551,682	100	437,849	79	69,896	13	19,636	4	8,938	2	15,363	3

Sentencing Patterns

Multiple charge cases resulted in more severe punishments

Some offenders were convicted and sentenced for more than a single offence. Predictably, the number of charges in the case had a clear impact on the severity of the sentences imposed. (The reason for this is that the severity of the sentence for any one charge will be influenced by all the charges of which the offender has been convicted.) Thus, the probability that the offender will be imprisoned increased for multiple charge cases compared to single charge cases (Figure 2). Twenty-six percent of single charge cases received a term of imprisonment, compared to 47% of cases with two charges and 69% of cases convicted of five or more charges. Similarly, the use of fines *decreased* from single charge cases to multiple charge cases. Thus, fines were imposed in 45% of single charge cases but only 25% of dual charge cases and 10% of cases facing five charges or more. The amount of punishment also varied as a direct function of the number of charges. The average prison sentence length was 140% longer in multiple compared to single charge cases. The average probation term was 26% longer in multiple charge cases, and the average fine 110% greater in multiple charge cases.

As noted above, the existence of several charges obscures the relationship between each offence and the resulting sentence(s). For this reason, the remainder of this *Juristat* will focus on 79% of the cases which involve a single charge.

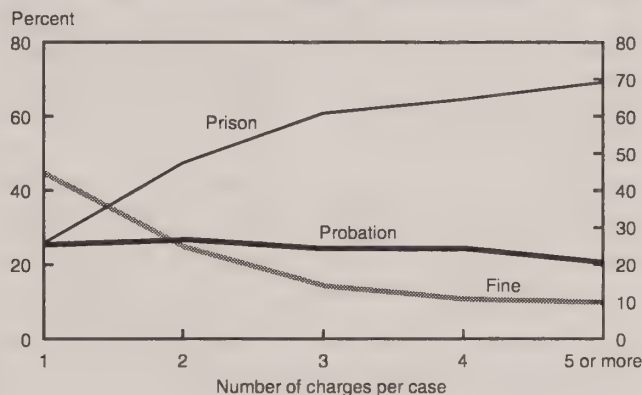
Single Charge Cases

In many cases a single conviction resulted in more than one sanction

Since judges can impose more than a single sentence, Table 3 presents a breakdown of all sanctions imposed in single charge cases. On average, 1.6 sanctions were imposed per charge. Offenders convicted of 'Motor Vehicle' offences were most likely

Figure 2

Severity of punishments increased with the number of charges Nine jurisdictions: 1993 and 1994



to receive multiple sanctions, an average of 2 per case. An average of 1.8 sanctions were imposed on offenders convicted of crimes against the 'Person', and 1.7 on persons sentenced for crimes involving 'Property'. Offenders convicted of offences against 'Other Federal Statutes' had the lowest average number of sanctions (1.1).

A fine was the most frequently-imposed sanction in single charge cases

In keeping with previous studies on sentencing patterns in Canada, a monetary fine was the most frequently imposed sanction. As seen in Table 3, a fine was imposed in 54% of all convictions. A period of probation, was imposed in just over one-third (34%) of charges. Approximately one quarter (26%) of the charges resulted in a term of imprisonment. Other sanctions (such as driving prohibitions, conditional and absolute discharges) were imposed in almost half the charges.

Table 3

Cases with One Charge: All Sanctions Imposed per Case Nine Jurisdictions: 1993 & 1994

Offence Category	Number of Cases 100%=	All Sanctions Imposed per Case										Total Imposed	Average Sanctions Per Case
		prison		probation		fine		restitution		other			
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%		
Against Person	67,242	18,547	28	45,802	68	19,230	29	1,425	2	34,283	51.0	119,287	1.8
Property	109,916	29,338	27	53,382	49	43,345	39	14,264	13	46,192	42.0	186,521	1.7
Motor Vehicle	105,855	21,038	20	18,437	17	85,134	80	280	--	86,605	81.8	211,494	2.0
Morals	9,381	1,211	13	2,669	28	4,445	47	--	--	4,468	47.6	12,838	1.4
Administration Of Justice	68,897	32,627	47	15,974	23	26,071	38	1,042	2	19,166	27.8	94,880	1.4
Other Criminal Code	8,529	1,526	18	3,147	37	4,547	53	--	--	3,356	39.3	12,813	1.5
Drugs	28,915	7,525	26	6,756	23	16,631	58	--	--	8,519	29.5	39,573	1.4
Other Federal Statutes	39,114	1,388	4	1,256	3	35,580	91	119	--	3,967	10.1	42,310	1.1
Total	437,849	113,200	26	147,423	34	234,983	54	17,554	4	206,556	47.2	719,716	1.6

The use of incarceration can be examined by means of the incarceration rate, or the average length of custody imposed. Offences against the 'Administration of Justice' received the highest incarceration rate (47%). These offences included obstructing justice, failing to appear in court, failing to comply with a judicial order and being unlawfully at large. Although almost half the offenders in this category were sent to prison, they were imprisoned for relatively brief periods in comparison to offenders imprisoned for crimes against the person. Crimes against the 'Person', crimes involving 'Property' and 'Drug' crimes had comparable incarceration rates (28%, 27% and 26% respectively — see Table 3).

Another way of examining sentencing patterns is to present the breakdown of the most severe sentence imposed. The three principal sanctions in this data base were ordered from most to least severe sanction (imprisonment, probation, fines). Using this categorization of the sentencing data revealed that a fine is still the most frequently-imposed sanction, accounting for 45% of cases (see Table 4). Imprisonment was the most severe sanction imposed in 26% of cases followed by probation (as a condition of a suspended sentence) in 25% of cases.

Table 4

Cases with One Charge: Most Severe Sanctions Imposed Nine Jurisdictions: 1993 & 1994

Offence Category	Number of Cases 100% =	Most Severe Sanction Imposed									
		prison		probation		fine		restitution		other	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Against Person	67,242	18,547	28	35,542	53	10,684	16	12	--	2,457	3.7
Property	109,916	29,338	27	43,684	40	30,856	28	111	--	5,927	5.4
Motor Vehicle	105,855	21,038	20	10,116	10	74,500	70	1	--	200	0.2
Morals	9,381	1,211	13	2,399	26	3,842	41	--	--	1,929	20.6
Administration Of Justice	68,897	32,627	47	10,670	15	22,873	33	5	--	2,722	4.0
Other Criminal Code	8,529	1,526	18	2,718	32	3,745	44	--	--	540	6.3
Drugs	28,915	7,525	26	4,830	17	14,612	51	--	--	1,948	6.7
Other Federal Statutes	39,114	1,388	4	1,074	3	35,062	90	--	--	1,590	4.1
Total	437,849	113,200	26	111,033	25	196,174	45	129	--	17,313	4.0

Table 5 contains a complete list of the most severe disposition imposed for all the offences and offence categories examined in this data base. It is important to point out that an analysis based on the most serious sanction masks the use of less serious punishments imposed for the same offence. For example, many offenders sentenced to imprisonment were also ordered to serve a term of probation (see section below).

Use of incarceration

Incarceration Rates were Higher for More Serious Offences

Incarceration rates varied from 89% for sexual assault (levels II and III combined) to less than 1% for gaming and betting. There were 18 offences that had an incarceration rate of at least 50% for single charge cases. These are presented in Figure 3. This list is consistent with similar analyses reported in an earlier report of sentencing practices published in 1993. Thus, there would appear to be consistency in sentencing trends from one period to another.

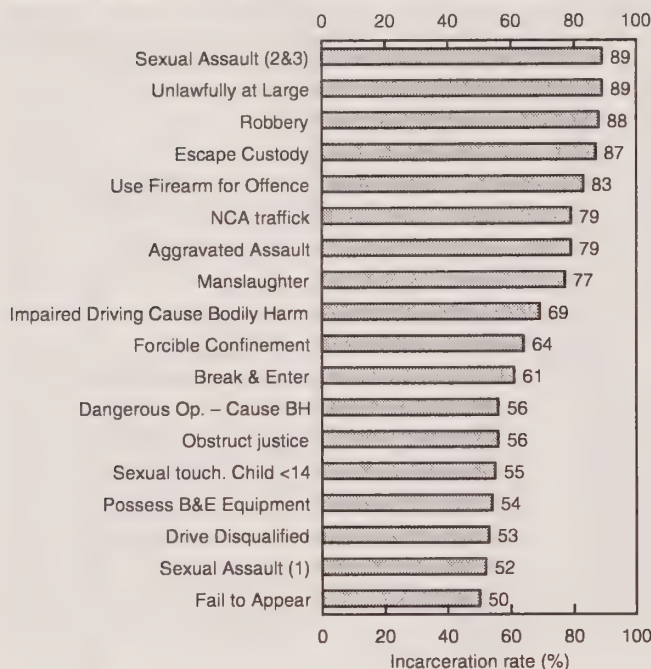
Table 5

Cases with One Charge: Most Severe Sanctions Imposed by Adult Provincial Courts Nine Jurisdictions: 1993 & 1994

Offence Category	Number of Cases 100% =	Most Severe Sanction Imposed									
		prison		probation		fine		restitution		other	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Manslaughter	103	79	77	4	4	18	17	...	--	2	1.9
Robbery	1,483	1,304	88	128	9	41	3	1	0.1	9	0.6
Sexual Assault (2&3)	57	51	89	4	7	2	4	...	--	...	--
Sexual Assault (1)	2,163	1,134	52	892	41	116	5	...	--	21	1.0
Assault (aggravated)	408	323	79	75	18	9	2	...	--	1	0.2
Assault (with weapon)	5,725	2,777	49	2,430	42	455	8	1	--	62	1.1
Assault (simple)	41,799	8,435	20	24,640	59	7,028	17	7	--	1,689	4.0
Assault Police	2,034	813	40	590	29	583	29	...	--	48	2.4
Forcible Confinement	58	37	64	18	31	1	2	...	--	2	3.4
Sexual touching child under 14	748	413	55	327	44	6	1	...	--	2	0.3
Uttering Threats	4,425	1,194	27	2,895	65	264	6	1	0.0	71	1.6
Harassing/Indecent Phonecall	955	120	13	702	74	105	11	...	--	28	2.9
Other Against Person	1,629	672	41	728	45	195	12	1	0.1	33	2.0
Use Firearm for Offence	18	15	83	2	11	1	6	...	--	...	--
Careless Use of Firearm	2,827	573	20	1,311	46	805	28	1	--	137	4.8
Possession of Firearm	2,292	528	23	710	31	837	37	...	--	217	9.5
Other Weapon Offences	518	79	15	86	17	218	42	...	--	135	26.1
Break & Enter	9,363	5,693	61	3,303	35	311	3	15	0.2	41	0.4
Possess B&E Equipment	309	167	54	116	38	20	6	...	--	6	1.9
Possess Stolen Goods >\$1000	3,210	1,482	46	1,327	41	358	11	...	--	43	1.3
Possess Stolen Goods <\$1000	4,443	1,363	31	1,147	26	1,794	40	...	--	139	3.1
Possess Stolen Goods (unknown)	4,924	1,910	39	1,760	36	1,119	23	3	0.1	132	2.7
Theft > \$1000	3,702	1,697	46	1,720	46	234	6	3	0.1	48	1.3
Theft < \$1000	37,056	7,353	20	11,559	31	14,782	40	5	--	3,357	9.1
Theft (amt. unknown)	12,225	1,897	16	4,571	37	5,112	42	7	0.1	638	5.2
Credit Card Theft/Forgery	1,562	445	28	734	47	321	21	1	0.1	61	3.9
Forgery	1,890	647	34	991	52	225	12	2	0.1	25	1.3
Personation	1,134	274	24	547	48	299	26	...	--	14	1.2
Fraud > \$1000	3,203	1,211	38	1,797	56	156	5	3	0.1	36	1.1
Fraud < \$1000	3,404	886	26	1,636	48	716	21	...	--	166	4.9
Fraud (amt. unknown)	2,813	651	23	1,451	52	557	20	10	0.4	144	5.1
False Pretenses	2,591	707	27	1,177	45	540	21	5	0.2	162	6.3
Mischief > \$1000	2,292	426	19	1,433	63	308	13	10	0.4	115	5.0
Mischief < \$1000	12,495	1,665	13	6,880	55	3,232	26	46	0.4	672	5.4
Other Property Offences	3,300	864	26	1,535	47	772	23	1	0.0	128	3.9
Imp.driving Cause Bodily Harm	354	243	69	52	15	59	17	...	--	...	--
Impaired Driving - over .08	87,337	14,118	16	9,032	10	64,077	73	...	--	110	0.1
Imp.driving Refuse Sample	4,336	739	17	194	4	3,395	78	...	--	8	0.2
Dangerous Op. - Cause BH	123	69	56	27	22	27	22	...	--	...	--
Dangerous Operation	2,655	600	23	324	12	1,715	65	...	--	16	0.6
Fail To Remain	1,676	296	18	211	13	1,151	69	...	--	18	1.1
Drive Disqualified	9,271	4,957	53	263	3	4,030	43	...	--	21	0.2
Other Motor Vehicle Offences	103	16	16	13	13	46	45	1	1.0	27	26.2
Procuring	67	31	46	28	42	7	10	...	--	1	1.5
Keep Bawdy House	449	7	2	153	34	208	46	...	--	81	18.0
Soliciting	6,185	854	14	1,100	18	2,897	47	...	--	1,334	21.6
Indecent Acts/Exposure	2,033	300	15	889	44	428	21	...	--	416	20.5
Gaming and Betting	552	5	1	187	34	279	51	...	--	81	14.7
Other Morals	95	14	15	42	44	23	24	...	--	16	16.8
Obstruct justice	675	377	56	159	24	122	18	...	--	17	2.5
Give False Information	2,225	368	17	815	37	979	44	...	--	63	2.8
Obstruct Police	6,088	1,282	21	1,184	19	3,352	55	1	--	269	4.4
Escape Custody	1,111	971	87	45	4	91	8	...	--	4	0.4
Unlawfully at Large	4,361	3,882	89	122	3	318	7	...	--	39	0.9
Fail to Appear	31,676	15,946	50	3,526	11	11,264	36	...	--	940	3.0
Fail to Comply	20,278	9,097	45	4,457	22	6,424	32	2	--	298	1.5
Breach of Recognisance	1,385	92	7	136	10	84	6	1	0.1	1,072	77.4
Other Admin. of justice	1,098	612	56	226	21	239	22	1	0.1	20	1.8
Cause disturbance	4,889	523	11	1,471	30	2,523	52	...	--	372	7.6
All Other Criminal Code Offences	3,640	1,003	28	1,247	34	1,222	34	...	--	168	4.6
NCA traffick	4,013	3,187	79	426	11	377	9	...	--	23	0.6
NCA Possession	23,160	3,455	15	4,077	18	13,719	59	...	--	1,909	8.2
NCA Other	1,193	692	58	236	20	259	22	...	--	6	0.5
FDA	549	191	35	91	17	257	47	...	--	10	1.8
Other Federal Statutes	39,114	1,388	4	1,074	3	35,062	90	...	--	1,590	4.1
Total	437,849	113,200	26	111,033	25	196,174	45	129	--	17,313	4.0

Figure 3

**Cases with one charge:
Prison as the most severe sanction,
offences with at least 50% incarceration rate
Nine jurisdictions: 1993 and 1994**



The offences in Figure 3 include the most serious crimes in the *Criminal Code*, several of which carry a maximum penalty of life imprisonment. Thus, the most severe offences had high incarceration rates.

When making comparisons between incarceration rates for different offences, the reader should be aware that an important variable affecting sentencing patterns is not captured in this data base. After the seriousness of the offence of conviction, an offender's criminal record is the next most important determinant of sentence severity. Some of the findings in Figure 3 may be explained by the influence of the offender's criminal record. For example, possession of burglary instruments had a higher incarceration rate (54%) than some crimes of violence such as assault with a weapon (49%) or sexual assault (1) (52%). This result may seem paradoxical, and may be interpreted as a violation of the principle of proportionality, since crimes against the person are considered to be more serious than crimes involving property. However, if offenders convicted of possessing burglary instruments generally have longer criminal records than offenders convicted of crimes of violence, this would explain why the former category of offender was punished more severely than the latter. Research suggests that this is, in fact, the case. Property offenders have significantly more involved criminal histories than violent offenders, and this may well have an impact on the sentences they receive.¹⁵

¹⁵ G. Campbell, (1993) An Examination of Recidivism in Relation to Offence Histories and Offender Profiles. Ottawa: Statistics Canada.

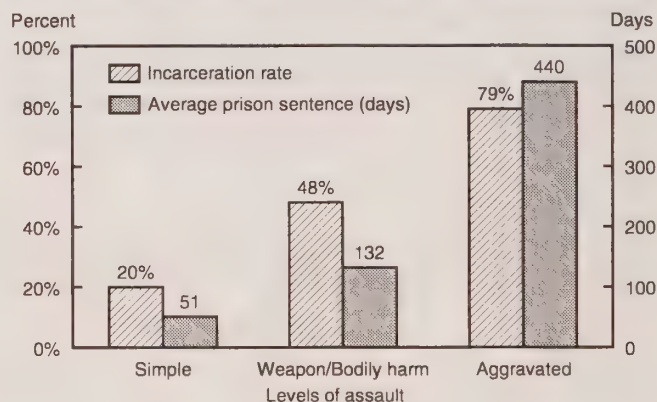
It is important also to note that the opinion of many people that all crimes against the person are inherently more serious than all other forms of criminality, reflects a stereotypical view of criminal behaviour. Some crimes against the 'Person' can be less serious than crimes against the 'Administration of Justice', and some 'Property' crimes result in very large monetary losses. Accordingly, the seriousness of these categories of offences overlap somewhat and it is not possible to state that *all* crimes of violence are more serious than *all* crimes of another category.

Proportionality in Sentencing: The more serious forms of assault result in higher incarceration rates

Consistent with the principle of proportionality in sentencing, the incarceration rate was related to the seriousness of the charge. This can be demonstrated by examining the offences in the *Criminal Code* that have a tiered structure of seriousness. For example, the *Criminal Code* defines three levels of assault. The most serious is aggravated assault which in the current study had an incarceration rate of 79% (Figure 4). The next most serious level of assault is assault with a weapon or causing bodily harm, which had an incarceration rate of 48%. The least serious (and also the most frequent) form of assault is simple assault which had an incarceration rate of 20%. Thus, the seriousness of the offence was a clear factor in determining the incarceration rate. The same phenomenon can be observed for sexual assault: the most serious levels had an incarceration rate of 89% while the least serious level of sexual assault had an incarceration rate of 52%.

Figure 4

**The sentence imposed increased in severity as the level of assault increased in seriousness
Nine jurisdictions: 1993 and 1994**



The seriousness of the offence also had an impact on the average length of prison sentence imposed. As shown in Figure 4, the average sentence for aggravated assault was 440 days, which was more than three times the average prison sentence for assault with a weapon (132 days) and almost nine times the average sentence for simple assault (51 days). These findings are also consistent with the principle of proportionality in sentencing, which, as noted earlier, requires that the more severe penalties be imposed upon offenders convicted of the more serious crimes.

The Average Prison Sentence was 85 Days

The average length of incarceration is another way of exploring the severity of sentences imposed. Table 6 provides incarceration rates and average sentence lengths (in months) for a list of offences which had average lengths of incarceration of six months or more. Manslaughter had the longest average, just over five years. This table reveals that offences that have the highest incarceration rates do not necessarily have the longest average terms of imprisonment. Thus, although aggravated assault, aggravated sexual assault, robbery and trafficking (contrary to the *Narcotic Control Act*) all had higher incarceration rates than manslaughter, the latter offence resulted by far in the longest average prison terms. These trends reflect differences in the nature of the offences. A number of cases of manslaughter do not result in the incarceration of the offender because the incident may have involved a high degree of mitigation. On the other hand, the extreme seriousness of the crime means that those offenders for whom incarceration is appropriate are imprisoned for longer periods. Table 7 provides a complete list of the average terms of imprisonment for all the offences and offence categories included in the data base.

Almost half the offenders sentenced to prison faced additional sanctions as well

In 46% of single charge cases resulting in a conviction, judges imposed other penalties in addition to a term of imprisonment. In four out of five cases involving a crime against the 'Person', the additional sentence was a period of probation to follow the period of custody. The average probation term imposed was 16 months. Table 8 provides a breakdown of the additional sanctions imposed on offenders sentenced to prison. Almost three-quarters (74%) of the offenders incarcerated for 'Motor Vehicle' offences also received some 'other' sanction such as a driving prohibition.

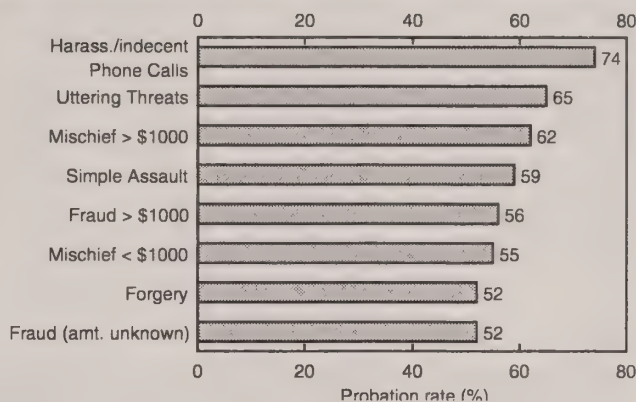
Use of probation

For 25% of cases with one charge, probation was the most severe sanction imposed on the offender. Over half of the single charge cases involving offences against the 'Person' received a term of probation as the most severe sanction (see Table 4). In comparison, only 40% of the cases with 'Property' offences received a probation term. These two categories of offences combined accounted for over 70% of the cases with probation as the most severe sanction. The higher probation rate for offences against the 'Person' was due to the high probation rate for simple assault which makes up over two-thirds of the crimes against the 'Person' category and had a probation rate of 59%.

Probation was the most severe sanction imposed for the less serious offences. There were eight offences for which the most severe sanction was a term of probation for at least 50% of cases. These include: harassment; uttering threats; mischief over \$1,000; assault (level I); fraud over \$1,000; mischief under \$1,000; forgery; fraud (amount of money unknown) (see Figure 5).

Figure 5

Cases with one charge: Probation as most severe sanction, offences with at least 50% probation rate Nine jurisdictions: 1993 and 1994



Average term of probation was 14 months

For single charge cases, the average length of probation orders¹⁶ was 14 months. The average terms of probation for the offences listed in Figure 5 varied from 11 months for mischief under \$1,000 to 21 months for Fraud over \$1,000.

As with the use of incarceration, the severity of probation terms was directly proportional to the seriousness of the crime committed. The longest average terms of probation were reserved for the most serious crimes. For example, the average term of probation imposed for manslaughter was 32 months, and the average term of probation for sexual touching a child under 14 years of age was two years. The duration of the probation order increased with the seriousness of the offence within a particular offence category. Thus, the average probation term for aggravated assault was 20 months whereas the average term for simple assault was 14 months.

There were 29,569 restitution orders listed in the data base. In most instances, restitution was associated with a probation term. There were 23,033 cases for which detailed monetary information was available¹⁷. The median¹⁸ restitution order was \$325. There was considerable variation in the magnitude of restitution orders, which ranged from \$1.00 to \$15,400,376.00. Fully 87% of the restitution orders were associated with 'property' offences. Mischief under \$1,000. was the single offence with the largest number of restitution orders. Almost one third (31%) of mischief under \$1,000. cases included restitution as one of the sanctions.

¹⁶ The maximum length of a probation order specified by the Criminal Code is three years.

¹⁷ There were no restitution values listed for Québec.

¹⁸ The median is the sentence which divides the distribution in half: 50% of sentences are above the median and 50% below.

Table 6

Cases with One Charge: Prison as Most Severe Sanction Offences with at least Six Month Average Sentence Nine Jurisdictions: 1993 & 1994

Offence Category	Number of Cases	Cases with Prison Sentence	Incarceration Rate %	Average Sentence (Months)
Manslaughter	103	79	76.7	61.6
Sexual Assault (2&3)	57	51	89.5	37.6
Robbery	1,483	1,304	87.9	21.5
Assault (3)	408	323	79.2	14.7
Procuring	67	31	46.3	13.9
Sexual Assault (1)	2,163	1,134	52.4	10.4
Forcible Confinement	58	37	63.8	10.3
Use Firearm for Offence	18	15	83.3	9.7
Sexual touch. Child <14	748	413	55.2	7.7
Break & Enter	9,363	5,693	60.8	7.0
Narcotic Control Act - traffick	4,013	3,187	79.4	6.7

Table 8

Cases with One Charge: Prison as the Most Severe Sanction in Case Sanctions Imposed in Association with Prison Sentences Nine Jurisdictions 1993 & 1994

Offence Category	Number of Cases 100% =	Sanctions Associated with Prison Terms									
		Prison only		probation		fine		restitution		other	
		N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Against Person	18,547	7,203	39	10,260	55	171	0.9	262	1.4	2,852	15
Property	29,338	18,478	63	9,698	33	262	0.9	2,046	7.0	1,656	6
Motor Vehicle	21,038	3,042	14	8,321	40	1,274	6.1	64	0.3	15,561	74
Morals	1,211	927	77	270	22	8	0.7	0	0.0	22	2
Administration of Justice	32,627	24,661	76	5,304	16	318	1.0	160	0.5	3,033	9
Other Criminal Code	1,526	1,024	67	429	28	17	1.1	25	1.6	106	7
Drug	7,525	5,183	69	1,926	26	137	1.8	36	0.5	565	8
Other Federal Statutes	1,388	1,111	80	182	13	55	4.0	19	1.4	60	4
Total	113,200	61,629	54	36,390	32	2,242	2.0	2,612	2.3	23,855	21

Use of Fines

The average fine was \$430 in single charge cases

As noted earlier a fine was the most frequent sanction imposed for single charge cases. A fine was the most severe sanction imposed in almost half (45%) of the single charge cases. The average fine amount was \$430. The offence category 'Other Federal Statutes', which includes a diverse collection of regulatory crimes, had the highest percentage (90%) of cases in which a fine was the most severe sanction. For these regulatory offences a fine is the normal sanction. Almost half (47%) of the fines imposed in single charge cases were for 'Motor Vehicle' offences. In fact, 70% of single charge cases of 'Motor Vehicle' offences received a fine as the most severe sanction. Offences against the 'Person' resulted in the smallest proportion of cases (5%) in which a fine was the most severe sanction.

Nine specific offences received a fine as the most severe sanction in over 50% of cases. These included: refusing to provide a breath sample; impaired operation of a vehicle; failing to remain at the scene of an accident; dangerous operation of a

vehicle; possession of a narcotic contrary to the *Narcotic Control Act*; obstructing police; causing a disturbance; illegal gaming and betting (see Figure 6).

Maximum Penalties are a poor guide to sentencing patterns or the relative seriousness of crimes

There have been several calls for a review of the current maximum penalty structure. As the federal government report on Sentencing has noted¹⁹, most of Canada's maximum penalties derive from the last century. This creates at least two problems which undermine the utility of the maximum penalty structure as a guide for judges. First, the current maxima are very high, and second they fail to reflect contemporary perceptions of the seriousness of the crimes for which they can be imposed. Both problems can be illustrated by the sentencing data base. It must be noted that cases heard in Provincial Courts tend to be relatively less serious in nature²⁰. The more serious crimes would be disposed of in higher level criminal courts.

¹⁹ Canada. (1984). Sentencing. Ottawa: Government of Canada.

²⁰ See Methodology section of this report for a more detailed discussion.

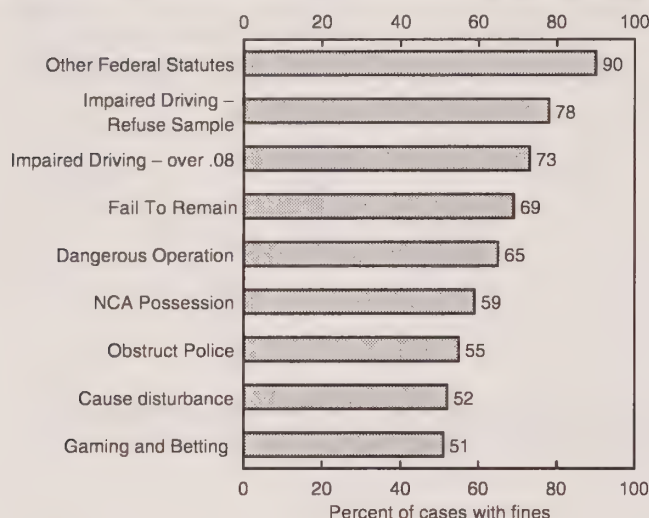
Table 7

Cases with One Charge: Prison as the Most Severe Sanction in Case Median and Average Prison Sentences Nine Jurisdictions: 1993 & 1994

Offence Category	N. of Charges	Prison Sentences (in Days)		
		Median	Average	Longest Sentence
Manslaughter	79	1,825	1,847	5,110
Robbery	1,304	480	646	3,650
Sexual Assault (2&3)	51	720	1,129	4,745
Sexual Assault (1)	1,134	120	312	3,285
Assault (aggravated)	323	300	440	2,920
Assault (with weapon)	2,777	90	132	2,190
Assault (simple)	8,435	30	51	2,190
Assault Police	813	30	54	730
Forcible Confinement	37	180	308	1,825
Sexual touching child under 14	413	120	230	1,825
Uttering Threats	1,194	30	72	2,190
Harassing/Indecent Phonecall	120	30	52	180
Other Against Person	672	90	258	2,190
Use Firearm for Offence	15	365	291	365
Careless Use of Firearm	573	60	93	1,460
Possession of Firearm	528	30	79	1,095
Other Weapon Offences	79	90	177	1,460
Break & Enter	5,693	120	210	2,190
Possess B&E Equipment	167	60	115	913
Possess Stolen Goods>\$1000	1,482	90	127	2,190
Possess Stolen Goods<\$1000	1,363	30	61	900
Possess Stolen Goods (unknown)	1,910	60	85	1,770
Theft > \$1000	1,697	90	140	1,740
Theft < \$1000	7,353	30	49	2,555
Theft (amt. unknown)	1,897	30	82	2,555
Credit Card Theft/Forgery	445	45	71	913
Forgery	647	60	90	1,095
Personation	274	30	66	1,095
Fraud > \$1000	1,211	90	142	2,555
Fraud < \$1000	886	30	73	913
Fraud (amt. unknown)	651	30	74	1,460
False Pretenses	707	30	83	900
Mischief > \$1000	426	30	49	390
Mischief < \$1000	1,665	30	44	1,825
Other Property Offences	864	60	116	2,920
Imp.driving Cause Bodily Harm	243	90	123	913
Impaired Driving - over .08	14,118	21	46	5,110
Imp.driving Refuse Sample	739	21	45	1,095
Dangerous Op. - Cause BH	69	90	146	730
Dangerous Operation	600	60	96	1,640
Fail To Remain	296	30	54	729
Drive Disqualified	4,957	30	53	900
Other Motor Vehicle Offences	16	540	627	2,190
Procuring	31	365	418	1,095
Keep Bawdy House	7	21	44	120
Soliciting	854	14	27	540
Indecent Acts/Exposure	300	30	45	360
Gaming and Betting	5	14	19	30
Other Morals	14	180	355	1,825
Obstruct justice	377	30	76	730
Give False Information	368	30	44	365
Obstruct Police	1,282	30	34	365
Escape Custody	971	60	76	2,190
Unlawfully at Large	3,882	30	39	1,095
Fail to Appear	15,946	30	32	2,700
Fail to Comply	9,097	30	42	1,500
Breach of Recognisance	92	21	28	240
Other Admin. of justice	612	30	116	1,825
Cause disturbance	523	30	36	365
All Other Criminal Code Offences	1,003	60	183	3,650
NCA traffick	3,187	120	202	4,380
NCA Possession	3,455	30	41	5,110
NCA Other	692	270	385	5,110
FDA	191	30	101	1,170
Other Federal Statutes	1,388	30	42	900
Total	113,200	30	85	5,110

Figure 6

**Cases with one charge:
Fines as the most severe sanction,
offences with at least 50% fines
Nine jurisdictions: 1993 and 1994**



Thus, there would be a certain ceiling effect evident in the sanctions imposed in Provincial Courts. However, the vast majority of cases are heard in Provincial Courts.

The crime of break and enter (private dwelling) illustrates the first problem. Although the maximum penalty for this offence is life imprisonment, this theoretical maximum bears no relation to current sentencing practice. Almost a quarter of offenders convicted of break and enter received a non-custodial sanction, and of those who were imprisoned, the median term of custody was under six months. No sentence for break and enter exceeded five years in duration over the period studied in this report. Fully 95% of prison sentences for break and enter were under two years. Other offences show the same pattern: trafficking in contravention of the *Narcotic Control Act* also carries a maximum penalty of life imprisonment, yet the median custodial sentence was under six months.

The other problem can be illustrated by comparing sentencing patterns for different offences. Sexual assault carries a maximum penalty of ten years, yet it is punished more severely than break and enter (of a private dwelling), a life imprisonment offence. Clearly, the maximum penalty structure provides little guidance to judges who sentence offenders convicted of these two crimes. Judges are following contemporary perceptions of crime seriousness and not the hierarchy of maximum penalties found in the *Criminal Code*. The existing maximum penalties appear to be of little use to judges, other criminal justice professionals or the public in terms of providing a guide to the relative seriousness of different crimes. They may well create the expectation that sentences are too lenient, since sentencing practices at the trial court level bear little relation to the severity of the maximum penalties proscribed by the *Criminal Code*. In fact, appellate courts establish acceptable sentences through their decisions.

Considerable sentencing variation exists between jurisdictions and within provinces

As with previous studies of sentencing patterns, a significant degree of variation emerged between provinces. The degree of inter-jurisdictional disparity varied according to the offence. Table 9 provides incarceration rates and average prison sentences for 11 high frequency offences. For some offences such as theft under \$1,000, the incarceration rate varied from 4% (in Newfoundland) to 27% in the Yukon. Other offences generated a greater degree of inter-jurisdictional variation. Thus, incarceration rates for break and enter varied between 33% in the Yukon to 78% in Prince Edward Island. (For variation in sentencing trends in different court locations within the same province, the reader is directed to the full report upon which this *Juristat* is based.²¹)

In the absence of case-specific information — such as the value of property stolen, the amount of harm inflicted or the extent of the offenders' criminal histories — it is not possible to identify the factors accounting for this variation in sentencing patterns. No specific jurisdiction had higher incarceration rates for all crimes examined. Except for Newfoundland and Labrador, each jurisdiction had the highest incarceration rate or the longest average prison sentence for at least one offence.

Methodology

Data Limitations

Several limitations on the data base should be borne in mind. First, the study lacks data from Superior Courts. The data for this study were compiled from the Adult Criminal Court Survey (ACCS) conducted by the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS). The ACCS²² currently compiles data only from provincial²³ or lower courts. The cases heard in Superior Courts²⁴ of criminal jurisdiction represent a relatively small proportion of the total number of criminal cases, but tend to be the more serious cases. The consequence of this limited coverage is that some of the more serious cases (which would result in the more severe sanctions) are not included in the present study. Previous research has demonstrated that sentence lengths for cases resolved in Superior Courts are significantly longer than those imposed at the Provincial Court level. Similarly, information on cases that were appealed to a higher court was not available to the study. Research has shown that appeals by the Crown, which result in harsher sentences than were imposed at the trial court level, are more likely than appeals on behalf of the accused. Thus, any changes to the sentence or disposition were not available. For both these reasons, the portrait of sentencing trends which emerges from this study underestimates somewhat the true severity of sentencing patterns in Canada.

²¹ Sentencing in Adult Provincial Courts - A study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 and 1994. Ottawa: Statistics Canada.

²² For Details on the ACCS see: Adult Criminal Court Statistics - 1994. Statistics Canada Catalogue No. 85-214-XPE. 1996.

²³ For a detailed discussion of the jurisdiction of Provincial Courts in each province see: Profile of Courts in Canada 1995. Statistics Canada Catalogue No. 85-511-XPE.

²⁴ CCJS is in the process of developing a survey to cover cases heard in Superior Courts of criminal jurisdiction.

Table 9

Cases with One Charge: By Jurisdiction Incarceration Rates and Average Prison Sentences Nine Jurisdictions: 1993 & 1994

Offence Category	Percent of Cases With a Prison Sentence									Total
	Nfld.	P.E.I.	N.S.	Qc.	Ont.	Sask.	Alta.	Yukon	N.W.T.	
Assault (2)	50	43	32	19	59	32	45	61	77	49
Assault (1)	10	39	8	5	25	11	16	23	26	20
Break & Enter	55	78	46	33	72	47	56	33	37	61
Possess Stolen Goods (UK)	18	16	16	12	43	29	25	43	18	39
Theft < \$1,000	4	9	7	20	26	9	11	27	24	20
Mischief < \$1,000	14	16	4	9	19	7	6	8	11	13
Impaired driving - over .08	20	75	4	8	23	12	12	29	20	16
Drive Disqualified	42	14	16	36	78	20	41	65	30	53
Fail to Appear	51	38	22	24	62	22	16	47	37	50
Fail to Comply	50	63	31	28	62	25	28	57	21	45
NCA Possession	5	3	3	9	20	6	5	6	2	15
Total for all offences	19	42	10	15	34	17	19	31	25	26

Offence Category	Average Prison Sentence (days)									Total
	Nfld.	P.E.I.	N.S.	Qc.	Ont.	Sask.	Alta.	Yukon	N.W.T.	
Assault (2)	61	167	147	164	115	195	161	119	200	132
Assault (1)	56	20	59	83	46	97	66	66	78	51
Break & Enter	92	270	337	275	190	245	236	70	171	210
Possess Stolen Goods (UK)	44	11	73	114	83	123	111	53	45	85
Theft < \$1,000	14	36	41	63	46	78	66	27	52	47
Mischief < \$1,000	38	17	33	67	38	66	55	38	54	44
Impaired driving - over .08	47	10	44	55	45	34	54	61	45	46
Drive Disqualified	53	85	29	51	47	79	67	30	30	53
Fail to Appear	22	17	39	32	32	37	33	23	26	32
Fail to Comply	27	32	37	53	39	49	40	29	36	42
NCA Possession	29	9	37	48	39	42	55	25	14	41
Total for all offences	48	33	101	71	54	85	80	54	84	60

Note: Only includes offences in which each jurisdiction had at least ten cases

Finally, this study lacks detailed information on important case characteristics such as the extent of the criminal record of the offenders, or the presence of other important mitigating or aggravating factors. Without this information, it is not possible to explain variation in individual sentencing patterns. However, the sentencing data base provides good aggregate data on a large number of sentencing decisions. The purpose of the study is to statistically describe the range of sentences imposed for various offences, not the aspects that may make each particular case unique.

Coverage

For purposes of this *Juristat*, the data base was edited to exclude the following cases: 3,909 cases where the accused was a company; 58 cases where the prison sentence length was either 'life' or a term exceeding 14 years. (In these cases the sentence length was given a fixed code which did not reflect the sentence length); 18,660 prison sentences which had a length of one day. These sentences reflected a sentence of "time served" or an addition of time for fail to appear or fail to comply.

The ACCS currently collects data from courts in seven provinces and territories. They are:

- A. Newfoundland and Labrador - 2 courts in St. John's and Clarendville (with an estimated coverage of 45% of federal statute cases);
- B. Prince Edward Island - all 5 courts;
- C. Nova Scotia - 13 courts (excludes Halifax City Court with an estimated 15% of federal statute cases);
- D. Québec - all 41 provincial courts (excludes 140 Municipal Courts, 67 of these Municipal Courts, including Montreal, Québec city and Laval, have jurisdiction over *Criminal Code* summary and hybrid-summary offences);
- E. Saskatchewan - all 16 courts centres;
- F. Yukon - all 16 courts; and
- G. The Northwest Territories - all 43 courts.

In addition, Alberta provided data from all 99 courts and Ontario provided data from all 67 courts to CCJS specifically for this study. These data were converted by CCJS to conform to ACCS data specifications and file structures. The number of cases in each jurisdiction is presented in Table 10.

Table 10

The Number of Cases by Jurisdiction

	Nfld.	P.E.I.	N.S.	Qc.	Ont.	Sask.	Alta.	Ykn.	N.W.T.	Total
Number of Cases	3,019	2,560	21,462	119,530	274,954	39,748	87,472	1,830	1,107	551,682
Percent of all Cases	0.55	0.46	3.89	21.67	49.84	7.20	15.86	0.33	0.20	100

The data used in the current study include all cases with a sentencing date during the calendar years of 1993 and 1994. The one exception is Ontario whose data cover the fiscal years 1993-94 and 1994-95. Thus, the analyses reported in this study dealt with full or partial data from nine provinces and territories.

Units of Count

Throughout the report several units of count and sorting criteria were used. They were as follows:

Charge - The charge was the basic unit of count used in the study. One record was created for each charge which contained the details of all the sanctions imposed on that charge.

Most Severe Sanction (MSS) - The sanctions were ranked using the following order of severity: incarceration, probation, fine, restitution and other. 'Other' sanctions include absolute discharge, suspended sentence, license suspension, forfeiture, restraining order *etc.* Cases were classified against the offence that received the most severe sanctions. If several different offences in the case received the same sanction then the sentence quantum was used. That is to say that if several offences in the case received a prison term, the longest prison term determined the classification of the case.

Most Serious Offence (MSO) - In this study the MSS was used to determine the MSO in the case.

Case - A case is the aggregate of all the charges resulting in a conviction with the same sentencing date for an accused. The case was classified against the charge that received the most severe sanction. The sole exception was Ontario, where one case was based on one information.

Provincial/Territorial Court Jurisdiction

The ACCS data base contains information on criminal matters that are heard in provincial or territorial criminal courts. All criminal matters are commenced in these courts but some more serious cases are then transferred to a higher level court. There are several factors that determine which offences are within the jurisdiction of provincial or territorial courts. One of the most important factors is the classification of the offence (summary, indictable or hybrid). All offences punishable on summary conviction are heard and disposed of in provincial courts. The maximum punishment for a summary conviction offence is a fine of \$2000., or a term of imprisonment of six months or both. Most indictable offences can be tried either in provincial/territorial courts or in higher level courts. The punishments, reflecting the more serious nature of the offence, are more severe (for example maximum terms of imprisonment of 2, 5, 10, 14 years or life). An indictable offence tried in a provincial/territorial court is subject to the penalties specified for the offence under the *Criminal Code*.

The third group of offences, namely *hybrid, mixed or dual procedure*, are deemed to be indictable unless the Crown counsel chooses to proceed by way of summary conviction procedures. For example, 'Property' offences that have a monetary value ceiling, such as theft under \$1000.²⁵, and that are under the limit are deemed to be *hybrid* offences. Thus the Crown, when prosecuting these offences, may choose to proceed by way of summary procedure. For most indictable offences²⁶, the accused has the right to elect the mode of the trial. The accused may elect to be tried in provincial/territorial court, in a higher level court by judge alone or in a higher level court by judge and jury. Thus, many indictable offences may be settled in provincial/territorial courts at the request of the accused. Sentencing information is available in the ACCS data base only on those cases that are tried, convicted and sentenced in provincial/territorial courts.

²⁵ After February 1995 the financial limit was increased to \$5000.

²⁶ The most serious offences such as murder, treason and piracy are the exclusive jurisdiction of the superior court of criminal jurisdiction.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613) 951-9023 or toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

- Vol. 15 No. 15 Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence
- Vol. 15 No. 16 Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994
- Vol. 16 No. 1 Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994
- Vol. 16 No. 2 Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur
- Vol. 16 No. 3 Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes
- Vol. 16 No. 4 Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 5 Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
- Vol. 16 No. 6 Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
- Vol. 16 No. 7 Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada: Faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 8 Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
- Vol. 16 No. 9 The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

- Vol. 16 No. 10 Canadian Crime Statistics, 1995
- Vol. 16 No. 11 Homicide in Canada — 1995
- Vol. 16 No. 12 Criminal Harassment



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 2



STREET PROSTITUTION IN CANADA

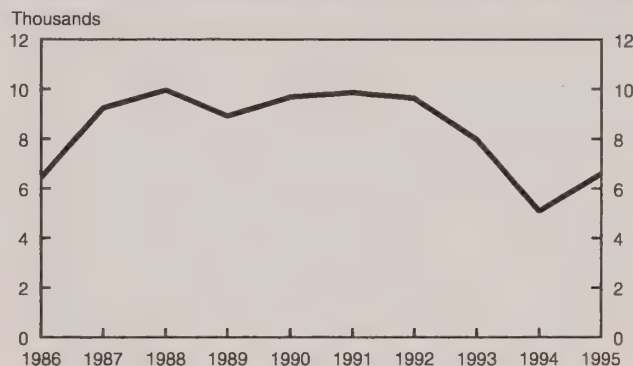
by Doreen Duchesne

Highlights

- In 1995, almost all of the 7,165 prostitution incidents reported by police nationally involved communicating to buy or sell the services of a prostitute (92%). The remaining incidents concerned procuring (5%) or bawdy-house (3%) offences.
- Annual fluctuations in the number of reported prostitution incidents within jurisdictions are common and usually reflect changes in the enforcement of the communicating law, rather than the volume of criminal activity (Chart A). For example, between 1994 and 1995, the total number of prostitution incidents in Canada rose 29%, largely due to a substantial rise in communicating offences in Vancouver. But this increase followed two years of steep declines, mainly traced to Toronto, Edmonton and Calgary (in 1994), and Vancouver (in 1993).
- The vast majority of persons accused of a prostitution-related offence in 1995 were adults aged 18 or older (97%). The relatively small proportion of youths (12 to 17 year-olds) charged may reflect their frequent diversion to social service agencies by police.
- Since December 1985, when the communicating law replaced the soliciting law, there has been a shift towards more males being charged. Between 1986 and 1995, almost half (47%) of all persons charged with communicating were male, compared with just over one-third (36%) of those charged with soliciting in the 1977 to 1985 period. This increase may reflect changes in enforcement practices, in that some police agencies are charging more men in an effort to hold customers more accountable for their participation in the sex trade; also, since 1985, the law in force has clearly applied to clients as well as prostitutes.
- Between 1991 and 1995, 63 known prostitutes were murdered. Almost all were female (60); seven of them were juveniles aged 15 to 17. Most deaths were related to the trade: 50 prostitutes were thought to have been killed by clients, and 8 by pimps or in a drug-related incident.
- In adult courts, women convicted of communicating tend to be sentenced more severely than men, perhaps because they are more likely to have had previous convictions, or cases involving multiple charges. For example, 39% of women convicted in 1993 or 1994 were imprisoned, compared with only 3% of men. Among the latter, the most severe penalty was usually a fine (in 56% of cases); in contrast, 32% of women received fines. (These proportions are based on a non-representative sample of court cases.)
- When prison sentences were imposed in adult courts for communicating, the median duration was the same for both sexes (30 days). However, when probation was the most severe penalty incurred, the median length of time was twice as long for women as for men (one year versus six months). In cases where a fine was administered, the median amount was \$200 for both sexes.

Chart A

Communicating incidents in Canada



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics



Price: Canada: \$10.00 per issue,
\$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue,
US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per
issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada
publications, please call our
National toll-free line
1-800-267-6677 or internet:
order@statcan.ca

February 1997
ISSN 0715-271X

Published by the authority of the
Minister responsible for Statistics
Canada.

© Minister of Industry, 1997.

All rights reserved. No part of this
publication may be reproduced,
stored in a retrieval system or
transmitted in any form or by any
means, electronic, mechanical,
photocopying, recording or
otherwise without prior written
permission from Licence Services,
Marketing Division, Statistics
Canada, Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its
statistical system to a longstanding
co-operation involving Statistics
Canada, the citizens of Canada, its
businesses, governments and other
institutions. Accurate and timely
statistical information could not be
produced without their continued
co-operation and goodwill.

The paper used in this publication
meets the minimum requirements
of American National Standard for
Information Sciences – Perma-
nence of Paper for Printed Library
Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Standards of service to the public

To maintain quality service to the
public, Statistics Canada follows
established standards covering
statistical products and services,
delivery of statistical information,
cost-recovered services and
services to respondents. To obtain
a copy of these service standards,
please contact your nearest
Statistics Canada Regional
Reference Centre.

INTRODUCTION

Many people do not realise that prostitution – the exchange of money for sex – is not illegal in Canada. However, it is unlawful to engage in peripheral activities, such as publicly communicating with another person for the purpose of buying or selling sexual services, or living on the avails of the prostitution of another individual.

Street prostitution is a controversial issue, with legal, social, health and economic implications. It is also closely linked to other criminal activities. Since the act of prostitution has traditionally been considered voluntary, it has often been perceived as a victimless crime. Yet the life of a street prostitute is frequently characterised by exploitation, violence, substance abuse and disease.

A different perspective is presented by ordinary citizens faced with street prostitution in their communities. Indeed, many of them feel that they are the victims, since the trade usually brings added traffic, loitering, noise and drugs. In some neighbourhoods, inhabitants are mistaken for prostitutes or clients, while children playing outside are exposed to discarded condoms and needles.

This *Juristat* deals with prostitution-related crime in Canada, that is, communicating, procuring and bawdy-house offences (see *Prostitution in the Criminal Code*). Incidents reported during the 1977-1995 period are examined, with a focus on recent years. A wide variety of data and other information sources dealing with street prostitution have been consulted to provide a multi-faceted look at these activities (see *Data Sources and Methodological Notes*).

Recent Legislative Developments

Until the early 1970s, prostitution was treated as a "status" offence associated with vagrancy; that is, a prostitute found in a public place who could not provide a satisfactory reason for being there could be arrested.¹ In contrast, the soliciting law, introduced in 1972, focused on behaviour by prohibiting individuals from soliciting others in a public place for prostitution. Enforcement of this legislation was problematic, however. "Public place" was not adequately defined, many types of sexual activity were not covered, and it was not clear whether it also applied to male prostitutes and clients. Furthermore, solicitation had to be "pressing and persistent," a condition of arrest that was open to various interpretations. The law remained ineffective, despite a 1983 amendment that noted its application to prostitutes of either sex and defined "public place."

Because of these problems, the federal government established the "Fraser Committee" in the early 1980s to assess the adequacy of the laws related to prostitution and pornography (SPE 1985), and the "Badgley Committee" to report on the efficacy of the current legislation in protecting children from sexual abuse, including juvenile prostitution (COM 1984). Recommendations were set forth, including the decriminalization of adult solicitation, and the creation of new offences to protect children and deter procurers (i.e. pimps).

Following these consultations, the "communicating" law replaced the soliciting law in December 1985, and two years later additional legislation imposed strong penalties for persons living on the avails of juvenile prostitutes, or purchasing their services. The purpose of the communicating law, which remains in force today, is to maintain public order by making prostitution less visible, and therefore less of a nuisance, to the general public. Although the law does not make the act of prostitution itself a crime, it is illegal to communicate with another person in public to buy or sell sexual services. The legislation applies to both prostitutes and clients of either sex.

A number of criticisms have since been levelled at the communicating law. Although prostitution remains legal, there are no clear guidelines on where it can take place. As

¹ For more information on the history of prostitution-related legislation in Canada, consult *Prostitution in Canada* (CAN 1984).

Prostitution in the Criminal Code

Communicating offences

The communicating law, found in section 213 of the Criminal Code, states the following:

Offence in relation to prostitution

- (1) Every person who in a public place or in any place open to public view
 - (a) stops or attempts to stop any motor vehicle,
 - (b) impedes the free flow of pedestrian or vehicular traffic or ingress to or egress from premises adjacent to that place, or
 - (c) stops or attempts to stop any person or in any manner communicates or attempts to communicate with any person for the purpose of engaging in prostitution or of obtaining the sexual services of a prostitute is guilty of an offence punishable on summary conviction.
- (2) In this section, "public place" includes any place to which the public have access as of right or by invitation, express or implied, and any motor vehicle located in a public place or in any place open to public view.

In addition, section 197 has been interpreted such that "the 'practice of prostitution' does not require ... physical contact between the customer and the performer. Prostitution merely requires proof that the woman offered her body for lewdness or for the purposes of the commission of an unlawful act in return for payment."²

The maximum penalty for being convicted of this summary offence is a fine of \$2,000 and/or six months of imprisonment.

Bawdy-house offences

Keeping a common bawdy-house, or transporting a person to a bawdy-house (sections 210 and 211)

In summary, a person keeping a common bawdy-house (i.e. a place kept, occupied or frequented for purposes of prostitution or indecent acts) may be imprisoned for up to two years. An individual occupying or found unlawfully in a bawdy-house, or taking someone there, or in control of such a place and allowing prostitution-related activities to occur, may be imprisoned up to six months and/or fined up to \$2,000.

Procuring offences

Procuring (section 212)

This offence encompasses a variety of crimes. To summarize, a person may be imprisoned up to 10 years for the following activities: procuring or soliciting another to engage in prostitution; enticing a person who is not a prostitute to a place for prostitution; concealing someone in a bawdy-house; procuring a person to enter or leave Canada for prostitution; encouraging or forcing someone to prostitute for gain; enticing an individual to take drugs or alcohol (or administering such) to enable anyone to carry out sexual activities with that individual; or living on income earned through another's prostitution activities. If the person is living on the income of a prostitute under 18, the maximum prison sentence is 14 years.

A procuring violation is also committed when a client purchases or attempts to purchase the sexual services of a person under 18; the maximum penalty for this offence is five years in jail.

Convicted procurers may also be fined. There is no maximum amount specified in the Criminal Code.

a result, enforcement is difficult, costly and erratic.³ An evaluation by the Department of Justice (1989) deemed the legislation ineffective in terms of reducing street prostitution and the aggravation experienced by members of the community.

Since early 1995 there have been ongoing consultations among the ministries responsible for justice at the federal, provincial and territorial levels and key stakeholders,⁴ with a view towards further reform of the prostitution-related sections of the Criminal Code (FED 1995). Issues being reviewed include devising better strategies for dealing with juvenile prostitution; expanding social services aimed at prevention and intervention; imposing more severe penalties for pimps and clients; facilitating law enforcement; empowering municipalities to deal with the problem; licensing the sex trade; creating zones of tolerance; and adopting new measures to curb the activities of clients.

In partial response to these issues, Bill C-27 – which deals with child prostitution and child sex tourism, among other items – was tabled in the House of Commons in April 1996. The Bill proposes a mandatory minimum sentence of five years for a new offence of aggravated procuring, which is committed when a person living on the avails of a prostitute under the age of 18 uses violence against that prostitute and assists her (or him) to

carry on prostitution for profit.⁵ It also modifies the current legislation to facilitate the arrest and prosecution of an individual obtaining or attempting to obtain the sexual services of a person under 18 years in Canada or elsewhere.

Risk Factors Associated With Street Prostitution

Studies have shown that most adult prostitutes began their career in their teens. Being sexually active at an early age and a runaway are recognized risk factors.⁶ The literature also suggests that a history of physical or sexual abuse compounds the risk, as does a family background involving drug or alcohol addiction. By the time such juveniles leave home, a number have already acquired a criminal record for offences such as theft, assault and possession of drugs.

The demand for young prostitutes is high, since many customers prefer the services of adolescents, who may be less threatening or perceived to be less likely to harbour sexually-transmitted diseases. Teenagers are often recruited into prostitution by friends who are already involved in the sex trade. Youths who have left broken or abusive homes are particularly susceptible to offers of material (e.g. food and shelter) or emotional support, which often precede an introduction to prostitution. Once implicated, many juveniles are coerced by pimps to continue working through the use of threats, outright violence or drugs.

² R. v. Tremblay (1991) in MAR (1996, 335). Presumably this interpretation applies to men and children as well.

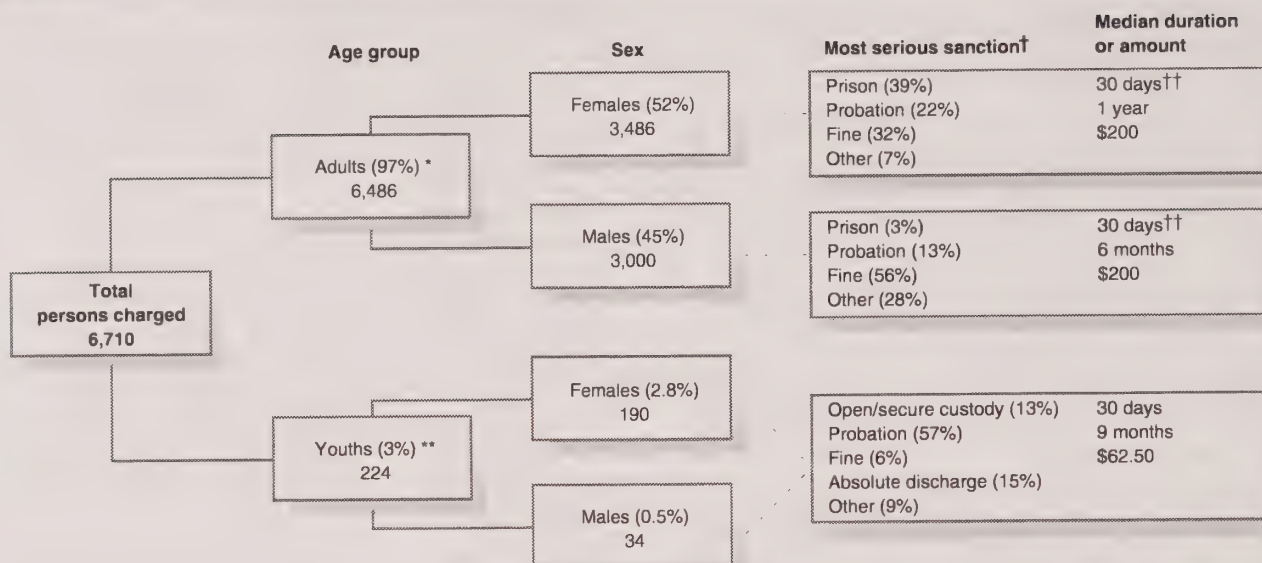
³ In order to arrest a prostitute or a customer, it is usually necessary for a police officer to pose as one or the other. Enforcing procuring legislation is also problematic since many prostitutes fear testifying against their pimps.

⁴ For example, police organizations, the Federation of Canadian Municipalities, community associations, social service agencies and prostitutes.

⁵ The current legislation does not impose a mandatory minimum sentence for procuring (see Prostitution in the Criminal Code).

⁶ As many as three in four prostitutes may be former runaways (COM 1984).

Overview of persons charged with communicating in 1995



Sources: Uniform Crime Reporting Survey, Sentencing Study database and Youth Court Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

* Persons aged 18 and over.

** Persons aged 12 to 17. Many youths are diverted to social service agencies in lieu of being charged.

† Adult court cases: Adults convicted of this offence in 1993 and 1994 (1993/94 and 1994/95 fiscal years in Ontario). Excludes New Brunswick, Manitoba and British Columbia; coverage is incomplete for Newfoundland, Nova Scotia and Quebec. Youth court cases: Youths convicted in Canada in 1993/94 and 1994/95 fiscal years.

†† Based on cases where the sentence duration was known.

But regardless of age or sex, street prostitutes are exposed to a dangerous lifestyle, including other criminal activities. Unfortunately, it is very difficult to find other work that pays as well, since many prostitutes lack education and formal job skills, are drug dependent, and in possession of a criminal record. Some continue working the streets to avoid the retribution expected from a pimp should they choose to quit.

Police Enforcement Practices Vary

In 1995, police in all provinces and territories reported 7,165 prostitution-related incidents (i.e. involving one or more communicating, procuring or bawdy-house violations).⁷ Although the number of incidents that year was 29% higher than in 1994, this increase was preceded by steep declines between 1992 and 1994. Furthermore, the number of incidents in 1995 remained one-third lower than the peak recorded in 1988, the third year following the implementation of the communicating law (Table 1). Such fluctuations are common and usually reflect changes in the enforcement of the communicating law, rather than criminal prevalence; for example, public complaints or media coverage can lead to a few large crackdowns, which temporarily inflate statistics (see *Methodological Notes*).

Since the communicating law has been in force, the focus of arrests has been on street prostitutes and their clients (Chart B). For example, in 1995 the vast majority of prostitution incidents

involved communicating (92%), distantly followed by procuring (5%)⁸ and bawdy-house incidents (3%). In contrast, only 22% of the incidents recorded in 1985 were for soliciting, while over half (58%) were related to bawdy-house activities, and 19% were for procuring.

Because most reported prostitution incidents involve communicating in public, and charges are often laid by police working undercover as prostitutes or clients, at least one person is usually charged. In 1995, 97% of communicating incidents resulted in someone being charged; in comparison, the charge rate in procuring incidents was 79%.

Most of the 7,646 persons charged⁹ in a prostitution-related incident in 1995 were accused of communicating (6,710). Just over half (55%) of those charged with a communicating offence were female (Table 2). (Although the data do not indicate whether

⁷ An incident refers to a criminal occurrence reported by police, which consists of one or more offences (i.e. crimes or violations) committed by one or more persons.

⁸ Procuring incidents reported by police may include offences found in sections 170 (parent or guardian procuring sexual activity) or 171 (householder permitting sexual activity) of the Criminal Code.

⁹ A person may be charged when there is sufficient evidence of culpability, even if that person has not been apprehended. An individual charged in more than one incident will be counted more than once; on the other hand, nobody may be charged in an incident. Thus the number of persons charged is not equal to the number of incidents, nor is it equal to the number of offences reported.

Table 1

Prostitution incidents reported by police*

Year	Total			Communicating or soliciting†		Bawdy-house		Procuring	
	Number	Rate **	%	Number	%	Number	%	Number	%
1995	7,165	24	100	6,595	92	185	3	385	5
1994	5,575	19	100	5,090	91	164	3	321	6
1993	8,517	29	100	7,971	94	157	2	389	5
1992	10,137	36	100	9,616	95	212	2	309	3
1991	10,567	38	100	9,860	93	382	4	325	3
1990	10,273	37	100	9,686	94	256	2	331	3
1989	9,717	35	100	8,922	92	371	4	424	4
1988	10,721	40	100	9,965	93	297	3	459	4
1987	10,457	39	100	9,243	88	684	7	530	5
1986 †	7,426	28	100	6,439	87	614	8	373	5
1985	1,225	5	100	274	22	715	58	236	19
1984	1,024	4	100	160	16	675	66	189	18
1983	935	4	100	223	24	561	60	151	16
1982	700	3	100	267	38	299	43	134	19
1981	1,551	6	100	744	48	699	45	108	7
1980	1,504	6	100	909	60	442	29	153	10
1979	1,283	5	100	684	53	453	35	146	11
1978	1,808	8	100	1,115	62	555	31	138	8
1977	2,843	12	100	1,783	63	888	31	172	6

Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

* Excludes incidents where prostitution was not the most serious offence.

** Number of incidents per 100,000 population.

† The communicating law replaced the soliciting law in December 1985.

Chart B

Distribution of prostitution incidents reported by police



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

* The communicating law replaced the soliciting law in December 1985.

Table 2

Persons charged in prostitution incidents in 1995*

	All offences		Communicating		Bawdy-house		Procuring	
	Number	%	Number	%	Number	%	Number	%
Total	7,646	100	6,710	100	602	100	334	100
Females	4,158	54	3,676	55	386	64	96	29
Males	3,488	46	3,034	45	216	36	238	71
Adults**	7,391	100	6,486	100	588	100	317	100
Females	3,945	53	3,486	54	373	63	86	27
Males	3,446	47	3,000	46	215	37	231	73
Youths†	255	100	224	100	14	100	17	100
Females	213	84	190	85	13	93	10	59
Males	42	16	34	15	1	7	7	41

Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

* Excludes persons who were charged in an incident involving a more serious offence.

** Persons aged 18 and over.

† Persons aged 12 to 17. Many youths are diverted to social service agencies in lieu of being charged.

the person charged was a prostitute or client, it is generally recognized that most prostitutes are female¹⁰ and almost all clients are male.) Females also predominated among those accused of a bawdy-house offence (64%), while seven in ten persons charged with procuring were male.

The vast majority of persons accused of a prostitution-related offence in 1995 were adults aged 18 or older (97%). The relatively small proportion of youths (12 to 17 year-olds) charged may reflect their frequent diversion to social service agencies by police, and the use of other deterrence practices aimed at juveniles.

Females charged with communicating were somewhat younger, on average, than males charged with this offence: 28 years versus 35. Findings were similar among those charged with a bawdy-house offence. As for procurers, females tended to be older than their male counterparts (36 years, on average, compared with 24).¹¹

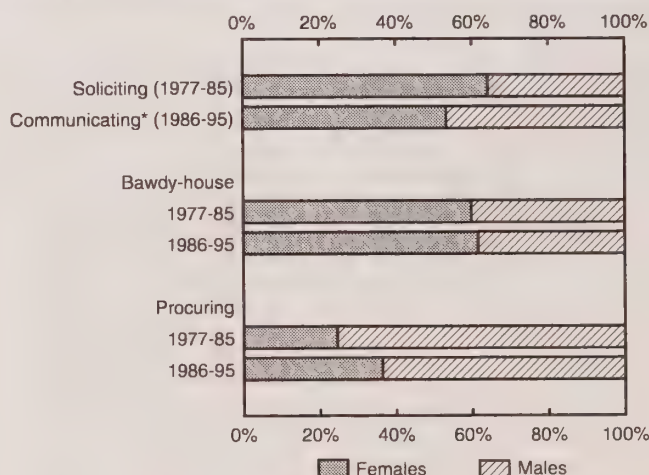
Since December 1985, when the communicating law replaced the soliciting law, there has been a shift towards more males being charged. Specifically, males accounted for just over one-third (36%) of all persons charged with soliciting between 1977 and 1985; in comparison, almost half (47%) of those charged with communicating during the 1986 to 1995 period were male (Chart C). This increase may reflect changes in enforcement practices, in that some police agencies are charging more men in an effort to hold customers more accountable for their

participation in the sex trade; also, since 1985, the law in force has clearly applied to clients as well as prostitutes.

In contrast, from 1986 onwards, a higher percentage of accused procurers have been female (36%), compared with 25% of procurers charged between 1977 and 1985. In both periods, 6 in 10 persons charged with a bawdy-house offence were female.

Chart C

Distribution of the sex of the accused by type of offence



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

* The communicating law replaced the soliciting law in December 1985.

¹⁰ For example, in Vancouver over 80% of prostitutes are female (Lowman, Atchison and Fraser 1996).

¹¹ These observations are based on the Revised UCR and include only those incidents involving a single offence.

Data Sources and Methodological Notes

Data Sources

Uniform Crime Reporting Survey (UCR and Revised UCR): The UCR provides basic police-reported information (dating back to 1977 in this report) on violent, property and other crime, for youths and adults and by sex. Only the most serious offence in an incident is recorded. This means that crimes, particularly those which are considered less serious, are undercounted. Virtually all police forces in Canada provide these data.

The Revised UCR, introduced in 1988, collects detailed information on up to four separate violations committed during an incident, including the characteristics of the accused, the victims and the offences committed. Coverage, which is rising every year, was about 46% of the volume of all reported crime in 1995. Although survey respondents do not provide a representative sample of criminal incidents nationally, there is good coverage of urban crime.

Homicide Survey: This data source provides police-reported information on the characteristics of homicide victims and those accused of homicide. The count for a particular year represents all homicides reported that year, regardless of when the death actually occurred. Extensive revisions to the survey were carried out in 1991, allowing for more comprehensive analysis of prostitution-related homicide.

Sentencing Study database: The database created for this study (Birkenmayer and Roberts 1997) contains information on sentences imposed on convicted offenders in adult Provincial Court cases over a two-year period (1993 and 1994 calendar

years, except for Ontario, which covers the 1993/94 and 1994/95 fiscal years). Most of the data were derived from the Adult Criminal Court Survey (ACCS).¹² Information is available from a limited number of jurisdictions only, that is, all courts in Prince Edward Island, Ontario, Saskatchewan, Alberta, Yukon and the Northwest Territories, and some courts in Newfoundland, Nova Scotia and Quebec. All courts in New Brunswick, Manitoba and British Columbia are excluded.

Youth Court Survey (YCS): The YCS provides information from all provinces and territories on persons aged 12 to 17 charged with federal statute violations. Data covering the 1993/94 and 1994/95 fiscal years are examined in this study.

Methodological Notes

The real extent of prostitution-related crime is not reflected in official statistics. Much of it goes undetected or unreported. For example, youths are often encouraged to take advantage of social services in lieu of being charged. And since charges are often laid by police officers working undercover as clients or prostitutes, the number of reported incidents can vary greatly within jurisdictions over time, depending on crime issues targeted by local police forces. Comparisons across jurisdictions may also be problematic because of different enforcement practices.

Other factors affecting the volume of crime reported include variations in conviction and sentencing practices, legislative changes, and the level of tolerance exhibited for prostitution in the community.

Arrests for street prostitution tend to occur in large cities

In 1995, almost two in three reported incidents of prostitution originated from the Toronto, Montréal or Vancouver CMAs (Census Metropolitan Areas¹³). Only 4% of incidents were reported from areas outside CMAs (Table 3).

Over half (55%) of the 1994-1995 increase in prostitution incidents noted earlier can be traced to a substantial rise in the number of communicating incidents reported from the Vancouver CMA (from 341 to 1,211). As a result of this "crackdown," Vancouver accounted for 17% of all prostitution-related incidents reported nationally in 1995, compared with only 7% the previous year. But, as previously mentioned, year-to-year fluctuations are common. For example, the total number of prostitution incidents in Canada dropped sharply in 1993, largely due to fewer communicating incidents in Vancouver; an even steeper decline occurred in 1994, mostly in Toronto, Edmonton and Calgary.

Although incident counts reflect the volume of enforcement activity taking place in a specific region, incident rates¹⁴ are more appropriate when comparing geographical areas with different population sizes. For example, communicating incident rates in 1995 were highest in Regina (107 incidents per 100,000 population), followed by Vancouver (66), Edmonton (49) and Halifax (48). Rates in the nation's two largest CMAs were somewhat lower: 42 in Toronto and 38 in Montréal (Chart D).

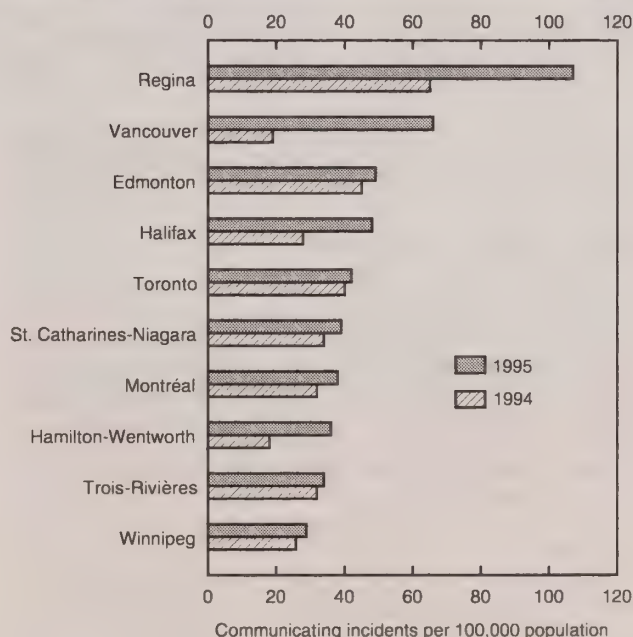
¹² Alberta does not participate in the ACCS, but provided data for this study.

¹³ A CMA is an urbanized core with a total population of at least 100,000, together with its main labour market area (determined by commuting patterns).

¹⁴ Incident rates represent the number of reported incidents per 100,000 population for a specific region and time frame (e.g. Toronto in 1995). They are calculated as follows: (number of incidents reported in the region during the period / population in the region in that period) x 100,000.

Chart D

Communicating rates in top ten CMAs*



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

* Census Metropolitan Areas with the highest 1995 rates.

Table 3

Prostitution incidents by Census Metropolitan Area (CMA)

CMA	All prostitution-related incidents*				Communicating incidents			
	1995		1994		1995		1994	
	Number	Rate**	Number	Rate**	Number	Rate**	Number	Rate**
Canada	7,165	24	5,575	19	6,595	22	5,090	17
CMA total	6,852	38	5,391	30	6,423	35	4,976	28
Toronto	1,892	44	1,793	42	1,804	42	1,705	40
Montréal	1,376	41	1,169	35	1,271	38	1,071	32
Vancouver	1,241	68	380	21	1,211	66	341	19
Edmonton	440	50	414	47	430	49	400	45
Hamilton-Wentworth	236	37	125	20	234	36	116	18
Regina	234	118	133	67	212	107	128	65
Winnipeg	202	30	187	28	196	29	178	26
Calgary	171	21	150	18	146	18	133	16
Halifax	170	50	98	29	164	48	96	28
St. Catharines-Niagara	163	39	140	34	163	39	140	34
Québec	153	22	187	27	149	21	176	26
Ottawa-Hull	132	13	160	16	119	12	149	15
Kitchener-Waterloo	112	27	60	15	50	12	40	10
London	83	20	86	21	77	19	77	19
Saskatoon	64	29	112	51	47	21	74	34
Windsor	58	20	63	22	57	20	63	22
Trois-Rivières	49	34	51	36	49	34	46	32
Other CMAs†	76	5	83	6	44	3	43	3
Non-CMA total	313	3	184	2	172	2	114	1

Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

* Includes communicating, bawdy-house and procuring incidents.

** Number of incidents per 100,000 population in the CMA (or other area) listed.

† Includes Thunder Bay, Sudbury, Oshawa, Victoria, Saint John, Chicoutimi-Jonquière, St. John's and Sherbrooke.

Only 2 incidents per 100,000 were reported by police forces in all non-CMA regions combined (small cities, towns and rural areas).

Street Prostitution Is Dangerous

A recent study confirms that physical and sexual assaults on street prostitutes are commonly carried out by clients, pimps and boyfriends.¹⁵ Police reports in 1995 reveal that four in ten incidents encompassing procuring also involved at least one other criminal violation; in almost half of these incidents, a sexual and/or other assault was recorded.¹⁶

Sometimes assaults are serious enough to cause death. Indeed, 63 known prostitutes were found murdered between 1991 and 1995 (Table 4). Most (50) appeared to have been killed by customers. Eight were thought to have been killed by pimps or in a drug-related incident. The remaining deaths were at the hands of husbands, common-law spouses and boyfriends.

Almost all of the murdered prostitutes were female: 60 of the 63 who died between 1991 and 1995. Seven of the prostitutes killed were juveniles aged 15 to 17 – all females. During this period, known prostitutes accounted for 5% of all female homicides reported (1,118 deaths).

The private nature of a street prostitute's activities can make the identification of a killer very difficult – all the more so when that person is also a stranger. In fact, most prostitute homicides go unsolved. At the end of 1996, 34 incidents (54%) reported between 1991 and 1995 remained unsolved. In comparison, 20% of homicide incidents involving victims other than known prostitutes were unsolved.

Clients are also at risk

Although prostitutes often face danger while exercising their profession, clients, pimps and other people also put themselves at risk when dealing with prostitutes. It has been estimated that about 40% of street prostitutes in Vancouver carry a weapon when working.¹⁷ Between 1991 and 1995, 18 prostitutes were

¹⁵ In 1994 and 1995, surveys on violence against prostitutes were carried out on behalf of the Department of Justice in Halifax, Montréal, Toronto, Calgary, Winnipeg and Vancouver (Brannigan 1996; Fleischman 1996; la boîte à qu'on-se-voir 1996; Lowman and Fraser 1996).

¹⁶ In contrast, the overwhelming majority (96%) of incidents involving a communicating offence consisted of that single criminal violation only, as did most (85%) incidents with a bawdy-house offence. These findings are based on the Revised UCR, which collects information on up to four violations in an incident.

¹⁷ According to a survey carried out in 1994 (Lowman and Fraser 1996).

Table 4

Prostitution-related homicide, by relationship to victim

Year	Prostitutes killed				Total
	By clients*	By pimps*	By persons involved in illegal drug activities*	By others**	
1995	9	-	1	2	12
1994	16	-	-	-	16 (2) †
1993	8	1	3	1	13 (1)
1992	3	2	1	2	8
1991	14	-	-	-	14 (4)
Total	50	3	5	5	63 (7)

Year	Persons killed by prostitutes			Total	Number of prostitutes charged
	Clients	Pimps	Others ††		
1995	2	1	-	3	3 (1)
1994	2	-	1	3	3
1993	3	-	-	3	3
1992	3	-	2	5	6
1991	-	-	2	2	3 (1)
Total	10	1	5	16	18 (2)

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

* Includes incidents where charges were laid, as well as incidents where no charges were laid but the killers were thought to have been clients or pimps, or involved in illegal drug activities.

** Mainly husbands, common-law spouses and boyfriends. Because the survey codes only the closest relationship to the victim, some of these killers could also have been pimps. For example, a prostitute killed by her husband who was also her pimp will be assigned to this category.

† Bracketed numbers represent youth prostitutes.

†† Mainly acquaintances.

implicated in the deaths of 10 clients, 1 pimp and 5 others (Table 4).

All but one of the prostitutes charged with homicide had a previous criminal record, as did most (11) of the victims. Virtually all of the victims were male (15), while most (15) of the prostitutes charged with homicide were female.

Provincial Court Statistics

Only cases¹⁸ resulting in convictions are examined in this section of the report. In cases involving more than one charge or sanction, only the most serious charge/sanction is discussed. Most of the findings are presented in the form of percentages, since adult court information was unavailable for some jurisdictions (see Data Sources) and there were only a few prostitution-related cases reported from youth courts.

¹⁸ A case represents an accused person facing one or more charges that are first presented together in the same court on the same date.

Adults convicted of communicating are most likely to be fined

According to the ACCS, which has more limited coverage than the Sentencing Study database, convictions were obtained in 87% of 1993-1994 adult court cases where communicating was the most serious charge,¹⁹ 64% of bawdy-house cases, and 33% of procuring cases.²⁰

Communicating was the most serious offence²¹ in 7,062 reported adult court cases resulting in convictions in 1993 and 1994²² (Table 5). The vast majority of all communicating cases (91%) involved one charge only. The most severe sanction imposed in

Table 5

Most serious sanction imposed on adults convicted in 1993 and 1994*

	Commu- nicating	Bawdy- house	Procuring
Total number of adult court cases resulting in convictions	7,062	493	96
Most serious sanction imposed (%):	100	100	100
Prison sentence	19	3	56
Probation	17	34	36
Fine	45	47	6
Other**	19	16	1
Number of adult court cases with one charge only	6,412	445	65
Most serious sanction imposed (%):	100	100	100
Prison sentence	17	2	48
Probation	17	33	42
Fine	46	47	9
Other**	21	18	2
Number of adult court cases with two or more charges	650	48	31
Most serious sanction imposed (%):	100	100	100
Prison sentence	44	6	74
Probation	19	40	26
Fine	36	54	-
Other**	1	-	-

Source: Sentencing Study database, Canadian Centre for Justice Statistics

* Excludes New Brunswick, Manitoba and British Columbia; coverage is incomplete for Newfoundland, Nova Scotia and Quebec. Ontario data are for the 1993/94 and 1994/95 fiscal years combined.

** Includes restitution, compensation, absolute and conditional discharges, suspended sentence, payment of legal costs, and suspension of driver's licence.

¹⁹ Conviction rates were similar for men and women.

²⁰ ACCS data reveal that 33% of procuring cases first appearing in Provincial Court in 1993 or 1994 were referred to Superior Court prior to disposition. Convictions resulting from these cases would not show up in the Sentencing Study database, which deals with cases heard in Provincial Court only.

²¹ In other words, cases involving communicating and at least one more serious offence (e.g. theft, assault) are excluded.

²² The Sentencing Study database combines provincial data for both years except for Ontario, which covers the 1993/94 and 1994/95 fiscal years.

46% of single-charge cases was a fine;²³ nevertheless, a conviction resulted in a prison sentence in 17% of cases. In marked contrast, convicted communicating offenders in multiple-charge cases²⁴ were much more likely to end up in prison (44%).

A bawdy-house violation was the most serious offence in 493 adult court cases covering the two-year period. Nine in ten bawdy-house cases consisted of one charge only. In almost half of single-charge cases, a fine was the strongest penalty imposed, while in a third, it was probation.

Only 96 cases dealt with procuring as the most serious offence. Compared with communicating and bawdy-house cases, a higher proportion of procuring cases involved multiple charges (9% and 10% versus 32%, respectively). Another significant difference observed in procuring cases was the high proportion of convicted offenders sent to jail (48% in single-charge cases and 74% in multiple-charge cases). Most of the remaining offenders were put on probation.

When prison sentences were imposed for any of the three types of prostitution offences, they tended to be longer in cases involving two or more charges than in those with a single charge (Table 6). Further, the median prison sentences observed were significantly longer for procuring than for other prostitution offences. Likewise, where probation was the most serious penalty administered, procurers generally faced longer periods of supervision. Median fines were relatively low for all three prostitution offences (in light of the maximum allowed in the Criminal Code).

²³ Convictions (i.e. guilty dispositions) in adult courts result in one or more of the following sanctions being imposed (ordered from most to least serious): prison; probation; fine; restitution or compensation; some other sanction (absolute discharge, conditional discharge, suspended sentence, payment of legal costs, suspension of driver's licence).

If more than one sanction was prescribed in a prostitution-related case, only the most serious is discussed here; for example, a convicted offender in a single-charge case who was both imprisoned and fined will be excluded from this measure (i.e. 46%), but included in the next one (i.e. 17%).

²⁴ The other charges may or may not have involved prostitution-related violations.

Table 6

Median sanctions imposed on adults convicted in 1993 and 1994*

	Commu- nicating	Bawdy- house	Procuring
Most serious sanction imposed:			
Prison sentence (median duration)**			
Cases with one charge only	15 days	21 days	1 year
Cases with two or more charges	35 days	30 days	1.2 years
Probation (median duration)			
Cases with one charge only	1 year	1 year	1.5 years
Cases with two or more charges	1 year	1 year	2 years
Fine (median amount)			
Cases with one charge only	\$200	\$250	\$300
Cases with two or more charges	\$250	\$200	†

Source: Sentencing Study database, Canadian Centre for Justice Statistics

* Excludes New Brunswick, Manitoba and British Columbia; coverage is incomplete for Newfoundland, Nova Scotia and Quebec. Ontario data are for the 1993/94 and 1994/95 fiscal years combined.

** Based on cases where the duration was known.

† No cases in this category.

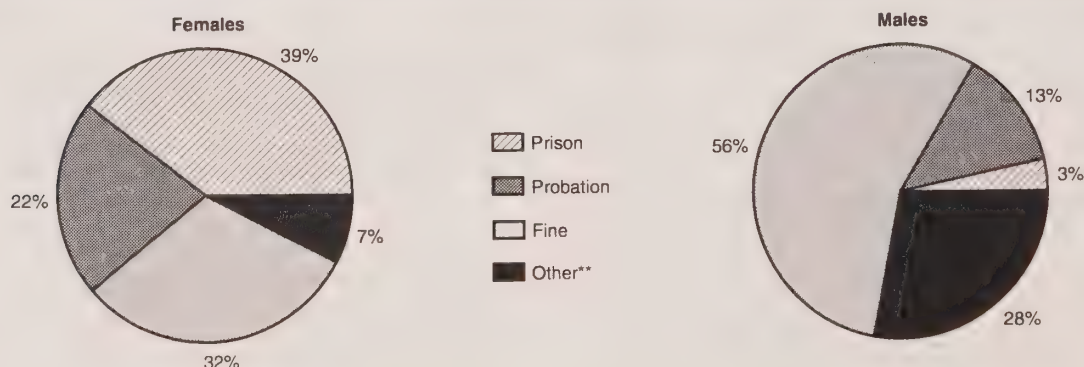
Women usually face more serious sanctions than men²⁵

Men accounted for over half (56%) of convicted communicating offenders. Nevertheless, women convicted of this offence in the 1993-1994 period were generally dealt with more severely than men, perhaps because they were more likely to have had previous convictions, or cases involving multiple charges. The data show that 39% of women were imprisoned and 22% were put on probation (Chart E). In contrast, the majority (56%) of men were fined; only 3% were jailed and 13% were given probation (see *The John School*).

²⁵ Single and multiple charge cases have been combined in this section.

Chart E

Most serious sanction imposed on adults convicted of communicating in 1993 and 1994*



Source: Sentencing Study database, Canadian Centre for Justice Statistics

* Excludes New Brunswick, Manitoba and British Columbia; coverage is incomplete for Newfoundland, Nova Scotia and Quebec. Ontario data are for the 1993/94 and 1994/95 fiscal years combined.

** Includes restitution, compensation, absolute and conditional discharges, suspended sentence, payment of legal costs, and suspension of driver's licence.

The John School

In contrast to the numerous social studies carried out on prostitutes, relatively little research has focused on customers, who are the driving force behind the trade. A recent report, however, provides wide-ranging motives behind the market for commercial sex, gleaned from the literature and representing the observations of buyers, sellers, researchers, feminists and medical practitioners (Lowman, Atchison and Fraser 1996). Motives include social ineptitude (which precludes normal relationships); the desire to avoid the "hassle" of a relationship; the wish to assert dominance; the unavailability of the regular partner, or certain forms of sexual activity; curiosity; sexual addiction; and closet homosexuality.

Regardless of their motives, clients are being held increasingly responsible for their actions. This rising accountability lies behind the establishment of the "john school." Initially developed in San Francisco by a former prostitute and a police officer, the concept of the john school has recently been imported to Canada, where some police forces (e.g. in Toronto, Ottawa and Edmonton) have been carrying out pilot projects. When available, the option of attending a john school session may be offered to

clients (i.e. "johns") arrested for the first time. A communicating charge is stayed or dropped in exchange for spending a few hours in a classroom setting, where the men are informed about the legal, medical and social ramifications of their activities.

Although these programs are still in their infancy, officials in San Francisco have reported a low rate of recidivism. This rehabilitative approach is cost-effective, since many of the speakers are volunteers and court costs are avoided; in some cities, school attendees are required to pay a fee or are asked for donations. Finally, community members feel that something tangible is being done to address the problem.

Several criticisms have been directed at the john school, however. Since customers dealing with prostitutes in indoor venues are rarely arrested for communicating, those dealing with street prostitutes are the most likely to be steered towards the school; furthermore, this option is not available to every client arrested. Also, there is no equivalent program for prostitutes at this time, although other interventions or facilities (such as safe houses) exist in some cities.

When prison sentences were handed out for communicating, the median duration was the same for both sexes (30 days). Median fines were also the same (\$200). However, the median probationary period imposed on females was double that for males (one year versus six months).

Seven in ten persons convicted of a bawdy-house offence were female.²⁶ Sanctions were similar for both sexes: a third were put on probation and just over two in five were fined.

About 85% of convicted procurers were men. Six in ten of these men were sentenced to prison and a third were put on probation.

Youths tend to be handled differently

The lack of maturity possessed by adolescent and child prostitutes adds to their victimization by procurers and clients, who are usually adults. Serious and lasting harm to these children, mental as well as physical, has been extensively documented. Social agencies and legislative measures have been focusing more on prevention, protection and redirection, through the creation and application of provincial child welfare legislation and municipal welfare programs.

Criminal legislation may also be applied to help redirect youths away from prostitution. For example, a juvenile may be arrested and offered the option of participating in an Alternative Measures program, whereby he or she admits responsibility for the offence committed and voluntarily engages in some form of remedial action, such as obtaining counselling or performing community service; in exchange, court proceedings and a possible criminal record are avoided. Youths who end up in court and are convicted may be given probation. Although more severe than a fine, probation can be used to keep youths off the street by requiring them to live in specified locations, avoid areas where they normally work, and report to probation officers on a regular basis.²⁷

An examination of youth court cases resulting in a guilty finding during the 1993/94 and 1994/95 fiscal years shows

communicating to have been the most significant charge in only 324 cases nationally.²⁸ Seven in ten communicating cases involved a 16 or 17 year-old female. Just over one in five cases concerned 13 to 15 year-olds (both sexes). And in 8% of cases, the offender was a 16 or 17 year-old male.

In 57% of communicating cases involving youths, the most serious penalty incurred upon conviction was probation — in contrast, this outcome was found in only 17% of 1993-1994 adult cases. A fine was the most significant disposition in only 6% of youth cases (but 45% of adult cases), and 13% of cases ended with the accused ordered in custody (versus 19% of adult cases).

When secure or open custody was imposed for communicating, the median time assigned to a juvenile was 30 days. When probation was the most severe penalty, the median term was nine months; when it was a fine, the median amount was \$62.50.

An absolute discharge was granted in 15% of youth communicating cases, while a community service order or some other relatively minor penalty was given in 9% of cases.

Concluding Remarks

Prostitution evokes strong and wide-ranging reactions and opinions. Some individuals abhor the exploitation and violence associated with the trade, while others resent the damage inflicted on their neighbourhoods. A number of these people want stronger laws enacted and less leniency shown by the courts.

²⁶ This observation is based on cases where the sex of the offender was known.

²⁷ Youths convicted of a prostitution offence can receive one or more of the following penalties (ranked from most to least severe): secure custody; detention for treatment; open custody (which may consist of a community residential centre, group home, wilderness camp, etc.); probation; fine; some other sentence (such as a community service order, restitution, prohibition, essay, apology, or counselling); or absolute discharge (found guilty but discharged).

²⁸ It is important to remember that youths are often diverted to social service agencies in lieu of being charged.

At the other end of the spectrum, there are those who feel that prostitutes have a right to exercise their profession freely. Other persons favour legalizing the trade to enable prostitutes to work at home or in brothels, subject to provincial regulation and municipal zoning and licensing.

In between lie suggestions to simply reduce the visibility of street prostitution through greater enforcement of the current law. Some proposals aim to contain the activity in clearly defined districts (e.g. outside residential neighbourhoods), through negotiation among sex trade workers, police officials, local politicians and affected citizens.

Other options target prevention or intervention through counselling, medical services, education and job training. Activities are also directed at hindering or deterring clients; for example, police in some cities have published the names of customers, impounded their automobiles, set up traffic barriers or introduced programs such as the john school.

The variety of approaches taken to deal with the problems associated with prostitution reflect the urgency felt by many stakeholders for solutions. Innovative strategies aimed at prevention as well as enforcement are being developed, and many affected communities are expending significant efforts grappling with these matters. Through such activities, an increasing number of Canadians are becoming aware of the issues involved and the need to address them.

References

Birkenmayer A, Roberts JV. "Sentencing in Adult Provincial Courts – A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994." *Juristat*. Catalogue no. 85-002-XPE, 17(1). Ottawa: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, 1997.

Brannigan A. *Victimization of Prostitutes in Calgary and Winnipeg*. Technical Report No. TR1996-15E. Ottawa: Department of Justice Canada, 1996.

British Columbia. Community Consultation on Prostitution in British Columbia: Overview of Results. March 1996.

(CAN) Canadian Advisory Council on the Status of Women. *Prostitution in Canada*. March 1984.

(COM) Committee on Sexual Offences Against Children and Youths. *Sexual Offences Against Children, Volume 2*. Ottawa: Minister of Supply and Services Canada, 1984.

Department of Justice Canada. *Street Prostitution: Assessing the Impact of the Law – Synthesis Report*. Catalogue no. J23-7/1-1989E (JUS-P-544E). Ottawa, 1989.

Department of Justice Canada. *Discussion Paper: The Report of the Committee on Sexual Offences Against Children and Youths and The Report of the Special Committee on Pornography and Prostitution*. Ottawa: Minister of Supply and Services Canada, 1985.

(FED) Federal-Provincial-Territorial Working Group on Prostitution. Results of the National Consultation on Prostitution in Selected Jurisdictions – Interim Report. October 1995.

Federal-Provincial-Territorial Working Group on Prostitution (The). *Dealing with Prostitution in Canada: A Consultation Paper*. March 1995.

Federation of Canadian Municipalities. Proceedings of The National Meeting on Prostitution in Canada, May 10 and 11, 1993 – Calgary, Alberta. September 1993.

Fleischman J. *Violence Against Street Prostitutes in Halifax (1980-1994)*. Technical Report No. TR1996-16E. Ottawa: Department of Justice Canada, 1996.

La boîte à qu'on-se-voir. *Étude sur les violences envers les prostituées à Montréal*. Technical Report No. TR1996-17F. Ottawa: Department of Justice Canada, 1996.

Larsen EN. "The effect of different police enforcement policies on the control of prostitution." *Canadian Public Policy*. 1996; XXII(1):40-55.

Lowman J, Atchison C, Fraser L. Men Who Buy Sex: Phase 1 Report. Draft, April 1996.

Lowman J, Fraser L. *Violence Against Persons Who Prostitute: The Experience in British Columbia*. Technical Report No. TR1996-14E. Ottawa: Department of Justice Canada, 1996.

(MAR) *Martin's Annual Criminal Code, 1997*. With annotations by EL Greenspan and M Rosenberg. Aurora, Ont.: Canada Law Book Inc., 1996.

Moyer S, Carrington PJ. *Street Prostitution: Assessing the Impact of the Law – Toronto*. Catalogue no. J23-7/4-1989E (JUS-P-548E). Ottawa: Department of Justice Canada, 1989.

Report of Subcommittees on Prostitution to the Federation of Canadian Municipalities Big Cities Mayor's Caucus. Calgary: November 1993.

(SPE) Special Committee on Pornography and Prostitution. *Pornography and Prostitution in Canada: Report of the Special Committee on Pornography and Prostitution, Volume 1 and Volume 2*. Ottawa: Minister of Supply and Services Canada, 1985.

Van Brunschot EG. "Youth involvement in prostitution." *Canadian Delinquency*, JH Creechan and RA Silverman, eds. Scarborough: Prentice-Hall Canada Inc., 1995: 298-310.

Wolff L, Geissel D. "Street prostitution in Canada." *Juristat*. Catalogue no. 85-002, 13(4). Ottawa: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, 1993.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at **(613) 951-9023** or call **toll-free 1 800 387-2231**. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

Vol. 15 No. 15	Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence
Vol. 15 No. 16	Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994
Vol. 16 No. 1	Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994
Vol. 16 No. 2	Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur
Vol. 16 No. 3	Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes
Vol. 16 No. 4	Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 5	Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
Vol. 16 No. 6	Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
Vol. 16 No. 7	Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 8	Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
Vol. 16 No. 9	The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

Vol. 16 No. 10	Canadian Crime Statistics, 1995
Vol. 16 No. 11	Homicide in Canada — 1995
Vol. 16 No. 12	Criminal Harassment
Vol. 17 No. 1	Sentencing in Adult Provincial Courts — A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994

Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 3



JUSTICE SPENDING IN CANADA

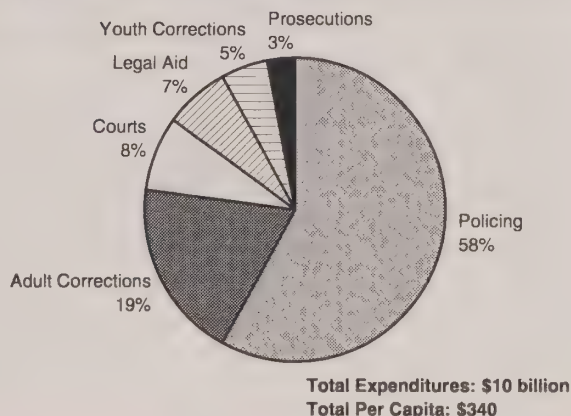
Integration and Analysis Program

Highlights

- Police, courts, and corrections accounted for 3 cents of every dollar spent in 1994/95. This share is low, relative to that spent on education (12 cents), health (13 cents), and social services (24 cents).
- Government spending on police, courts, corrections, legal aid, and criminal prosecutions approached \$10 billion in 1994/95, or \$340 for every person in Canada.
- Over half of this amount paid for policing (58%), and about one-fifth (19%) for adult corrections. The remainder was spent on courts (8%), legal aid (7%), youth corrections (5%), and prosecutions (3%).
- Since 1988/89, total expenditures have increased by 13% on an inflation-adjusted basis. Most of this increase occurred before 1990-91: spending grew by only 4% between 1990/91 and 1994/95, reflecting the 1990-92 slowdown in the economy. In 1994/95, the per capita bill (adjusted for inflation) was slightly lower than it was in 1990/91.
- In the jurisdictions, per capita spending in 1994/95 was generally the same or slightly higher than that reported four years earlier. There are four notable exceptions: constant dollar per capita costs were somewhat lower in Quebec, Alberta, and Yukon relative to 1990/91 levels, and moderately higher in British Columbia.
- While per capita spending on police, adult corrections and courts has been relatively stable since the early nineties, spending on other justice services has increased. Since 1990/91, constant dollar per capita spending on youth corrections and, notably, legal aid has risen.

Figure 1

Government spending on justice services, Canada, 1994/95



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Price: Canada: \$10.00 per issue,
\$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue,
US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per
issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada
publications, please call our
National toll-free line
1-800-267-6677 or internet:
order@statcan.ca

January 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the
Minister responsible for Statistics
Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this
publication may be reproduced,
stored in a retrieval system or
transmitted in any form or by any
means, electronic, mechanical,
photocopying, recording or
otherwise without prior written
permission from Licence Services,
Marketing Division, Statistics
Canada, Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its
statistical system to a long-standing
co-operation involving Statistics
Canada, the citizens of Canada, its
businesses, governments and other
institutions. Accurate and timely
statistical information could not be
produced without their continued
co-operation and goodwill.

The paper used in this publication
meets the minimum requirements
of American National Standard for
Information Sciences – Perma-
nence of Paper for Printed Library
Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Standards of service to the public

To maintain quality service to the
public, Statistics Canada follows
established standards covering
statistical products and services,
delivery of statistical information,
cost-recovered services and
services to respondents. To obtain
a copy of these service standards,
please contact your nearest
Statistics Canada Regional
Reference Centre.

Introduction

Fiscal restraint is one of the biggest challenges facing Canadian governments in the nineties. The justice sector is no exception. Like all publicly-funded agencies, those that provide justice services are searching for innovative ways to respond to the challenge of balancing citizens' expectations with fiscal restraint.

A number of efficiency initiatives have already been implemented within the justice sector. For example, out-of-court settlements are being encouraged through the availability of civil mediation services and alternative dispute resolution. Cost-savings may also be achieved through prevention. In the past, the justice system has focused almost exclusively on responding to crimes already committed, rather than tackling what are believed to be contributing factors. Today, there is more focus on community-based crime prevention strategies, which are integrated with education, health and social services. This approach, taken by many jurisdictions, supports the perception that there is a connection between social conditions and criminal justice.

This *Juristat* answers questions about the relative cost of justice services within the context of total government spending, and examines changes in spending patterns over time. In addition, financial profiles are provided for six major justice services: policing, courts, adult corrections, youth corrections, legal aid, and prosecutions. Some of the initiatives underway to give taxpayers more efficient and effective services are also discussed.

Trends in Total Government Spending

Spending levels for justice services are comparable to those for the environment, recreation, and culture (see *Financial Management System*). In 1994/95, spending on police, courts, and correctional services - the most costly components of the formal justice system - accounted for about 3 cents of every dollar spent. This share is low, relative to that spent on education (12 cents), health (13 cents), and social services¹ (24 cents).

Since the early 1970s, the share of government spending on justice and health services has been relatively consistent, while the proportions spent on education and social services have shifted. Governments are allocating a smaller share of the tax dollar to education relative to the early 1970s, and a much larger share to social services (Figure 2).

Per capita spending down in the nineties

Total government expenditures have levelled off in recent years, after more than two decades of steady growth. Average annual constant dollar per capita increases of 5% in the seventies and 2% in the eighties, have been followed by decreases in the first half of the nineties (Figure 3) (see *So, what does a "1996" dollar buy?*). These decreases reflect the 1990-92 slowdown in the Canadian economy (SC, 1996a).

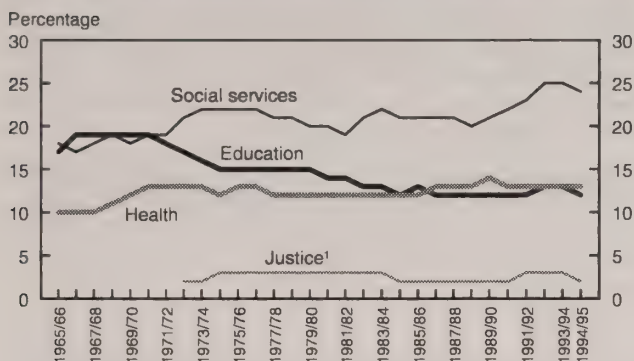
Historically, justice sector spending follows a similar pattern. For example, growth was most pronounced in the seventies. During that decade, constant dollar per capita spending on police, courts, and corrections rose by an average of 9% annually, outpacing the growth experienced by the health, education, and social service sectors.² In contrast, the rate of growth in justice spending was considerably lower in the eighties: less than 1% in each year, on average. Unlike the previous two decades, three of the four sectors experienced reductions in constant dollar spending during the first half of the nineties.

¹ Social services includes the following: social security, labour force plans, family allowances, veterans benefits, social welfare, tax credits and rebates, and other social services.

² Based on data reported for 1972/73 to 1979/80.

Figure 2

Spending on selected services as a proportion of total government spending, Canada

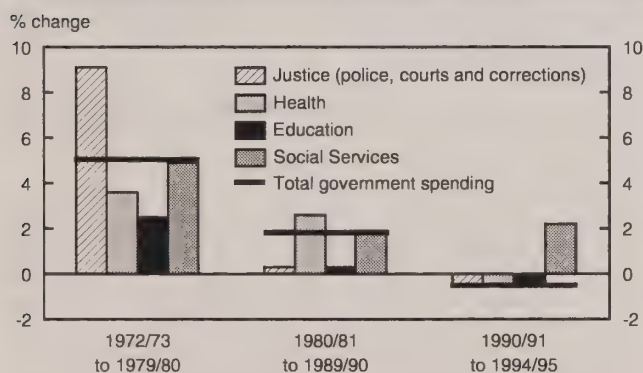


¹ Justice category includes: police, courts and corrections. Data are not available for these categories prior to 1972/73.

Source: Statistics Canada, Public Institutions Division, Financial Management System

Figure 3

Average annual percent change in per capita spending on selected services, constant (1986) dollars, Canada



Source: Statistics Canada, Public Institutions Division, Financial Management System

Slight annual decreases in per capita spending were reported for each of the justice, health and education sectors, while per capita spending on social services grew by 2%.

Recognizing inter-sector linkages

Since social service expenditures account for such a large share of total government spending (24% in 1994/95), escalating costs over the years have placed a heavy burden on the public purse. Proposals to control costs by reforming Canada's social safety net are highly relevant to the justice sector's focus on social

conditions as an approach to preventing crime. This is particularly so, given increases in the number of low-income families and persistently high levels of youth unemployment (SC, 1996a). Trends such as these illustrate the importance of designing government services from an integrated perspective where inter-sector linkages are evident. As noted earlier, many of the services provided by non-justice agencies – such as social services – can be viewed as demand-reduction programs from a criminal justice perspective (see *Crime prevention through social development ...*). For example, crime prevention programs aimed at pre-adolescents can be expected to reduce the risk of criminal involvement when these children enter their teenage years.

Crime prevention through social development ...

Crime prevention programs have achieved success in reducing crime (National Crime Prevention Council, 1996). Although Canadian studies are scant, American studies show that investing in crime prevention through social development pays. For example, the Perry Pre-school Program (Michigan) reduced crime among youth and adults, while promoting higher success rates in school, higher rates of employment, higher earnings, and less reliance on social assistance. In this case, a \$5,000 investment in early childhood education yielded an estimated \$28,000 return in dividends to society (National Crime Prevention Council, 1996).

So, what does a "1986" dollar buy?

The Consumer Price Index is used to calculate constant dollars over a base year (1986=100). For every \$100 spent on justice services in 1986, \$129 was spent in 1994/95. The reader is cautioned that monetary growth does not necessarily imply growth in level of service. For example, employment costs are important determinants of justice expenditures, and therefore, expenditure growth is closely linked to changes in salaries, wages, and benefits.

Financial Management System

Statistics Canada's Financial Management System (FMS), maintained by Public Institutions Division, provides time series data on government spending from 1965/66 to 1994/95. This system standardises the presentation of government financial information that is reported across the country, and employs a consolidation process. In consolidation, government is treated as a single entity, embracing all local, provincial, and federal levels. This process eliminates inter-governmental transfers so that an accurate measure of total government spending can be obtained.

Spending on three broad justice services are monitored by the FMS under activities related to the protection of persons and property: policing, courts of law, and corrections and rehabilitation. It should be noted that these categories are not directly compatible with those of the justice surveys administered by the CCJS, but serve as useful indicators within the broad context of total government spending. CCJS data are obtained directly from focal points for each justice service, while FMS data are gathered from each jurisdiction's audited financial statements.

Focus on Justice Spending

Government spending on police, courts, corrections, legal aid, and prosecutions approached \$10 billion in 1994/95 (Table 1). This represents a 13% constant dollar increase since 1988/89.³ Most of this increase occurred before 1990/91: spending grew by only 4% between 1990/91 and 1994/95, reflecting the 1990-92 slowdown in the economy (Table 1). On a per capita basis, the justice bill in 1994/95 was slightly lower than it was at the beginning of the decade.

It is important to note that some justice services provided by government are not included in this estimate (see *About the data ...*). For this reason, the \$10 billion figure does not reflect all government spending. For example, capital costs such as prison construction are generally excluded. Similarly, expenditures on justice policy, information, and research, and on the funding of direct services provided by non-government organizations are not included. Compensation to crime victims is another exclusion. Provincial victim compensation boards report that costs awarded to victims were in the order of \$90 million in 1992/93.⁴

Bill totals at least \$340 per person

Overall, the services surveyed cost \$340 per capita in 1994/95 (Table 1). Spending on policing accounted for the largest share of the justice dollar (58%). Adult corrections ranked second (19%), followed by courts (8%), legal aid (7%), youth corrections (5%), and prosecutions (3%).

About 120,000 people were employed in five of the six service areas (Table 2).⁵ Since 1992/93, when government entered a period of recession, personnel counts have declined in most sectors (by 2% overall). Most notably, headquarter staff in the adult corrections sector were reduced in number by 28% between 1992/93 and 1994/95.

The federal share

The cost of providing justice services is shared among the federal, provincial/territorial, and municipal governments. Overall, the federal government funded just over one-quarter of total service costs in 1994/95, ranging from 16% for criminal prosecutions to 48% for adult corrections (Table 3). On an inflation-adjusted basis, per capita federal spending was somewhat higher in 1994/95 than in 1990/91.³

Since 1990/91, the federal share of total spending on policing and courts have increased (by 3 and 2 percentage points respectively), while the proportions for youth corrections and legal aid have decreased (by 6 and 10 percentage points respectively). In the case of adult corrections, the federal share has remained relatively stable over the five-year period.

³ Prosecution service costs are not available prior to 1994/95, and are therefore excluded from this calculation.

⁴ This information was provided by provincial victim compensation boards.

⁵ Personnel data are not available for the youth corrections sector.

Spending levels in the provinces

In the provinces, 1994/95 per capita spending on police, corrections, courts and legal aid ranged from \$230 in New Brunswick to \$308 in Ontario (Table 4). Constant dollar spending levels were either the same or slightly higher than those reported in 1990/91, except in Quebec, Alberta, and Yukon, where they were somewhat lower; conversely, in British Columbia they were moderately higher.

In Quebec, where decreases were most pronounced, lower policing costs resulted in lower overall costs in 1994/95 (Table 5). Unlike most other jurisdictions, costs rose for all services in British Columbia, but most notably in the adult corrections and legal aid areas.

About the data ...

The CCJS collects resource and expenditure data on five justice services: policing, courts, adult corrections, legal aid, and prosecutions. In the case of youth corrections, estimates on spending are available from Justice Canada.

Police expenditures include actual operating expenditures that are paid from police force budgets, such as salaries and wages, purchases and leases of motor vehicles, and other operating costs. Revenues, recoveries and capital expenditures (with the exception of motor vehicle purchases and leases) are excluded. All police agencies are covered with the exception of the Canadian Security Intelligence Service, Ports Canada, the Canadian Railway and Military Police. Personnel involved in the enforcement of specific statutes in the areas of income tax, customs and excise, immigration, fisheries and wildlife are also excluded.

Court expenditures include all operating expenditures (salaries and benefits) for judges and support staff in Youth Court, the Supreme Court, the Tax Court, Federal/Provincial/Territorial Courts, and the Office of the Commissioner of the Federal Judicial Affairs and Judicial Council. Excluded are maintenance enforcement that falls outside the authority of local court services, native court-worker programs, prisoner escort services and computer-related costs in some jurisdictions.

Adult correctional expenditures include operating expenditures for federal and provincial correctional facilities (salaries and benefits for custodial and non-custodial staff), community supervision (community service orders, bail supervision, restitution), headquarters, and parole boards (federal and provincial).

Youth correctional expenditures include youth alternative measures, custodial services, probation supervision, judicial interim release supervision, medical and psychological reports, post-adjudication detention, pre-disposition reports, review boards and screening services. Excluded are those costs related to pre-trial detention and the adjudication of young offenders for provincial offences. Estimated figures are provided.

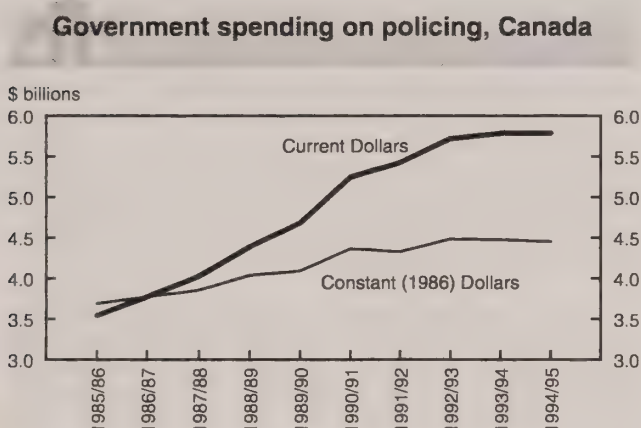
Legal aid expenditures include criminal, civil (proceedings related to divorce, separation, maintenance, custody and access, child protection) central administrative expenditures (salaries and benefits), private and staff lawyer costs, and the cost of community law clinics.

Prosecution expenditures include all operating expenditures (salaries and benefits) for full-time and contract lawyers, appointed by the Attorney Generals, who conduct the prosecution of criminal cases on behalf of the Crown. All direct support staff costs are also included.

Policing bill highest

Governments spent a total of \$5.8 billion on policing in 1994/95, representing an outlay of \$198 for every person in Canada (Table 1). Constant dollar expenditures have increased 18% between 1985/86 and 1990/91 (Figure 4). More recently, however, spending has levelled off. Since the early nineties, average annual increases of less than 1% have been reported. It is noteworthy that this reduced rate of growth coincides with a general decrease in police-reported crime; crime rates decreased for the fourth consecutive year in 1995 (Hendrick, 1996).

Figure 4



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics

Among the provinces, per capita spending on police services is generally highest in central Canada, followed by western Canada, then eastern Canada. Costs ranged from \$134 per person in Prince Edward Island, to \$194 in Ontario in 1994/95 (Table 5). Constant dollar per capita costs in 1994/95 were generally the same or slightly higher compared with those reported in 1990/91 with one notable exception. In Quebec, the 1994/95 per capita cost for policing was 13% lower than the 1990/91 figure.

Contract policing

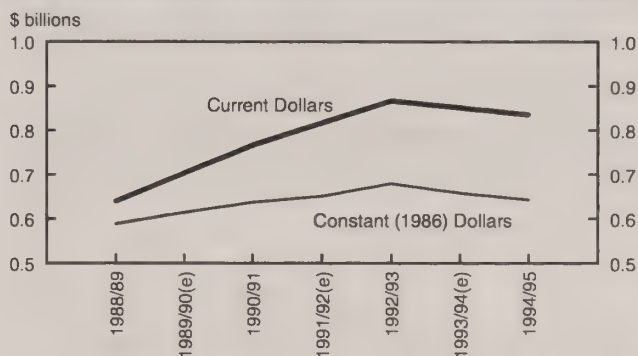
Municipal governments pay for the largest share of policing costs (55% or \$3.2 billion in 1994/95), followed by provincial governments (24% or \$1.4 billion), and the federal government (21% or \$1.2 billion). Policing contracts - in place since the 1930s - offer centralised services which may help reduce administrative costs. In 1994/95, RCMP contract policing accounted for 16% of total spending on police services by provincial, municipal, and territorial governments. An additional 20% was paid to provincial forces to police mainly rural areas. The remaining 64% was paid by municipalities having their own police services.

Court spending down

The administration of family, civil and criminal courts cost governments \$835 million in 1994/95, or \$29 dollars for every person in Canada (Table 1). On an inflation-adjusted basis, total spending was 9% higher than the amount reported in 1988/89, when national data were first collected (Figure 5). However, since 1992/93, constant dollar spending dropped 5%.

Figure 5

Government spending on courts, Canada



(e) denotes estimated values

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics

Among those provinces reporting complete data, per capita spending ranged from \$24 in Ontario to \$36 in British Columbia (Table 5). With the exception of Ontario and Alberta, constant dollar per capita costs among the jurisdictions were either the same or higher than those reported in 1990/91.

Reducing costs through diversion

Recent initiatives aimed at diverting cases from the formal court process are expected to reduce caseloads and costs. Alternative measures programs as well as restorative justice are designed to divert cases from the traditional court process; other initiatives, for example, mediation, family group conferencing and sentencing circles also have the effect of by-passing formal court proceedings. The proclamation of Bill C-41 (1996) has encouraged this development.

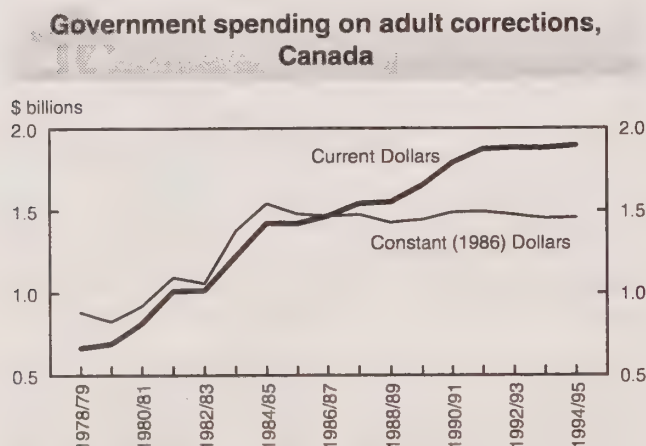
Pre-charge and pre-court screening are other approaches to containing court costs. For example, Ontario introduced a new case management approach in 1993, termed the Investment Strategy. This initiative emphasizes Crown disclosure of all information relevant to a criminal case, vigorous charge screening, and pre-trial resolution. The aim is to resolve or narrow issues prior to trial, thereby reducing the time spent in court or diverting relatively minor cases from the trial process.

Court diversion is also practiced on the civil side. For example, family mediation programs and pre-trial hearing programs are used to divert cases from the formal court process. Mediation processes are also being used more and more in the civil law area (e.g., labour law and small claims actions).

Spending on adult corrections levels off

Governments spent \$1.9 billion on correctional services for adults in 1994/95, or \$65 for every person in Canada (Table 1). Constant dollar expenditures increased by 68% between 1978/79 and 1985/86, or by an average of 7% in each year (Figure 6). More recently, however, growth has been relatively flat. Since 1986/87, average annual decreases of less than 1% have been reported.

Figure 6



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics

Federal and provincial corrections

In 1994/95, the federal share of total adult correctional operating costs (\$913 million) neared one-half (48%). Most of this money funded custodial services for offenders sentenced to two years or more in prison (75%). The remainder paid for community supervision services (7%), the National Parole Board (3%), and headquarters and regional office costs (15%). Provincial and territorial governments allocated a somewhat larger share of expenditures to custodial services (83% in 1994/95).

Among the provinces, per capita spending on adult corrections ranged from \$22 in New Brunswick to \$48 in Saskatchewan (Table 5). With the exception of Alberta, per capita spending in 1994/95 was higher than that reported four years earlier. Newfoundland, Saskatchewan and British Columbia reported the largest constant dollar increases. In British Columbia, where increases were most pronounced, the demand for services also rose substantially. The number of offenders in custody increased by 34%; the number for those under some form of community supervision rose at a comparable rate (Foran, 1996).

Unlike the other jurisdictions, the 1994/95 per capita cost of adult corrections in Alberta is comparable to the 1990/91 figure. This is due, in part, to government initiatives designed to reduce spending. In 1993/94, incentive pay to inmates was cancelled, and in 1994/95, salaries were cut by 5% province-wide (Foran, 1996).

Controlling prison costs

Although inmate counts have been rising, the cost of keeping offenders behind bars has been declining (Foran, 1996). For example, the average cost of housing a federal inmate was \$121 per day in 1994/95, down by 18% since 1990/91 on an inflation-adjusted basis. Over the same period, the average daily inmate count rose by 24%. Similarly, the average per diem inmate cost at the provincial/territorial level (\$107 in 1994/95) decreased 11% between 1990/91 and 1994/95. Over the same period, the average daily inmate count rose by 11%.

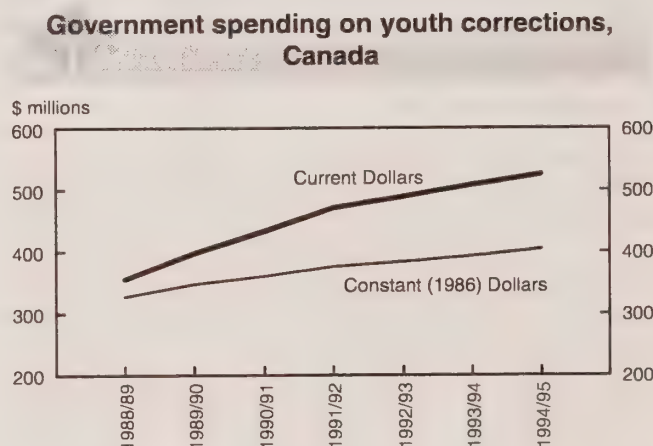
One of the factors that has enabled the federal government to contain prison costs is the use of "double-bunking." Today, about one-quarter of the cells originally built for one inmate are shared by two inmates. Although figures are not available, the provinces also use "double-bunking" to control costs.

Spending on youth corrections up

In 1994/95, spending on youth custody and community services was estimated at \$526 million, or \$18 on a per capita basis (Table 1). Since data were first reported in 1988/89, total expenditures have climbed by 23% on an inflation-adjusted basis (4% each year on average) (Figure 7). This growth coincides with an overall increase of 26% in the average daily inmate count. Average month-end probation counts have also risen (by 30%) since data were first collected in 1990/91 (St. Amand and Greenberg, 1996).

Among the provinces, 1994/95 expenditures ranged from \$12 per person in Quebec and Alberta, to \$36 in Prince Edward

Figure 7



Source: Justice Canada

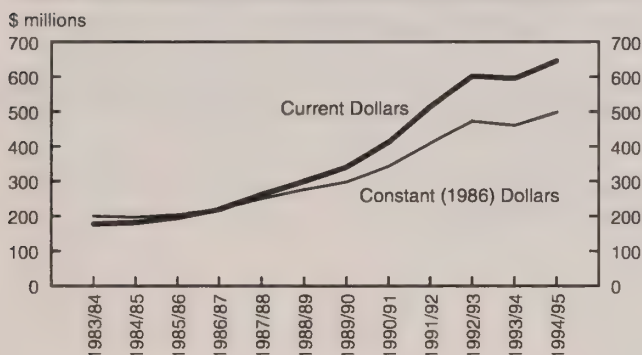
Island (Table 5). While spending has been rising at the national level, this trend is not common to all jurisdictions. In fact, seven jurisdictions reported decreases in spending, including - most notably - Yukon.

Legal aid expenditures out-pace those in other sectors

Canada's legal aid plans spent \$646 million in 1994/95, or \$22 on a per capita basis (Table 1). Inflation-adjusted expenditures have risen 149% since 1983/84 (or by 9% on an average annual basis). However, growth was strongest in the late eighties and early nineties (Figure 8): total spending almost doubled between 1988/89 and 1994/95. Some of the factors that contributed to escalating costs include: a rising number of court-directed cases, increases in fees paid to private lawyers, and more eligible clients resulting from the 1990-92 slowdown in the economy. Since 1988/89, applications for legal aid services have increased by 29% (CCJS, 1996b).

Figure 8

Government spending on legal aid, Canada

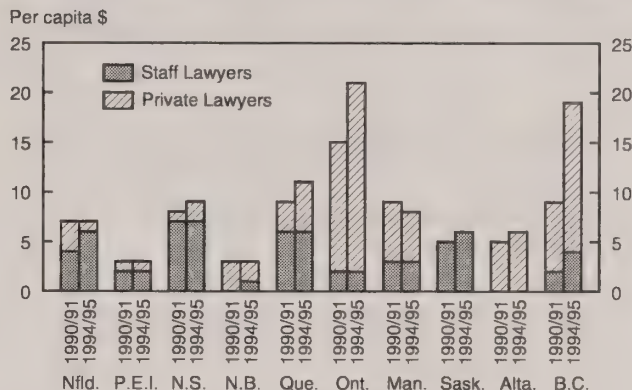


Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics

In 1994/95, among the provinces, per capita spending on legal aid ranged from \$4 in Prince Edward Island and New Brunswick to \$32 in Ontario (Table 5). These wide-ranging costs reflect, in part, differences in service delivery systems and the range of services provided by the legal aid plans. Increases in spending have been most pronounced in Ontario and British Columbia. Per capita expenditures on services provided by private lawyers have grown considerably in these two provinces since 1990/91 (Figure 9). However, recent efforts to contain costs are expected to result in decreased spending levels in subsequent years.

Figure 9

Per capita spending on direct legal aid services 1990/1991 and 1994/1995 (constant 1986 dollars)



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics

Cost of prosecutions lowest

In 1994/95, government spending on prosecutions totalled \$258 million - 40% of the amount spent on legal aid. This represented a cost of \$9 for every person in Canada.

Among the provinces, per capita costs ranged from \$5 in Prince Edward Island and Quebec, to \$13 in British Columbia (Table 5). Cost differences reflect, in part, variations in the range of services provided across the country. For example, differences in "out-of-court" responsibilities, the range of services offered to victims, and the extent to which prosecutors are involved in the charging process, can result in substantially different spending levels.

Summary

Like many publicly-funded services, the cost of justice services has levelled off in recent years: at \$340 for every person in Canada. In 1994/95, the justice bill was slightly lower than it was four years earlier. However, while total spending has been relatively constant, the costs associated with specific justice services have varied. In the case of youth corrections and, most notably, legal aid, expenditures have risen. In contrast, the bills for policing, courts, and corrections - the most costly of justice services - have been relatively stable. Even so, all sectors are searching for more cost-effective ways to provide services during this period of fiscal restraint (see *Some recent cost-saving measures and Modernizing justice services*).

Some recent cost-saving measures

Policing

- use of special constables rather than police officers to escort prisoners
- increased use of volunteers for security functions not requiring a gun
- creation of regional police forces to service urban and suburban areas

Courts

- pre-court screening to reduce "in-court" time
- measures to divert cases from the formal court process
- increased use of video conferencing to reduce transportation and court costs
- streamlining operations among court levels to reduce administrative costs

Corrections

- legislative amendments (Bill C-37, 1985 and Bill C-41, 1996) may result in increased use of community-based alternatives to imprisonment
- double-bunking adult inmates
- contract agreements between federal and provincial governments to share facilities
- electronic monitoring of non-violent adult offenders
- reductions in the number of custodial staff through the use of video-surveillance
- privatizing some functions (e.g., food services)

Legal Aid

- increased use of user fees
- reduced coverage for some legal matters

System-wide

- increased emphasis on crime prevention
- integrated case management systems
- streamlining services

Modernizing justice services

Some jurisdictions have begun to change the way they do business. For example, the streamlining of criminal, civil and family law processes is expected to reduce duplication of information and effort. In addition, integrated case management systems are envisioned whereby all agencies with a stake in justice services will have a mechanism for sharing information. Re-designed systems, intended to facilitate the sharing of information among all participants in the justice process, are expected to reduce the costs associated with collecting and managing data. Furthermore, the "integration" concept extends beyond the justice system itself. For example, information on an offender's health status and social support needs would also be available. Fundamental changes such as these are expected to result in more cost-effective and client-focused service delivery systems.

A recent example...

The government of New Brunswick has embarked upon a unique initiative that is expected to transform the province's administration of justice, and ultimately, reduce crime and related costs. Over the next few years, the province plans to develop the technology to support the streamlining of criminal, civil and family law services, enhance inter-agency co-operation, and implement new management practices and support services. A private-public partnership approach is being taken to fund this venture, estimated to cost \$60 million. Development costs will be covered by a private sector partner. The province will re-pay this money over a 12 year period out of anticipated cost savings.

References

- Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS), 1996a. "The Justice Data FactFinder." *Juristat*, Vol. 16, No.9. Ottawa: Statistics Canada.
- Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS), 1996b. Legal Aid in Canada: Resource and Caseload Statistics 1994/95. Catalogue # 85F0015XPB. Ottawa: Statistics Canada.
- Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS), 1996c. Legal Aid in Canada: Description of Operations October 1995. Catalogue # 85-217. Ottawa: Statistics Canada.
- Foran, Tim, 1996. "Government Spending on Adult Correctional Services." *Juristat*, Vol.16, No.3. Canadian Centre for Justice Statistics.
- Hendrick, Dianne, 1996. "Canadian Crime Statistics, 1995." *Juristat*, Vol. 16, No.10. Canadian Centre for Justice Statistics.
- National Crime Prevention Council, September 1996. Money Well Spent: Investing in Preventing Crime. Ottawa.
- St. Amand, Carol and Greenberg, Peter, 1996. "Youth Custody and Probation in Canada, 1994/95." *Juristat*, Vol. 16, No.5. Canadian Centre for Justice Statistics.
- Statistics Canada (SC), 1996a. National Income and Expenditure Accounts: Quarterly Estimates. Catalogue #13-001-PPB. Ottawa: Statistics Canada.
- Statistics Canada (SC), 1996b. *MegaTrends* (unpublished document). Ottawa.

Table 1

Spending on Justice Services, Current and Constant (1986) Dollars, Canada

Service Category	Current Dollars													
	1988/89 (\$'000's)		1989/90 (\$'000's)		1990/91 (\$'000's)		1991/92 (\$'000's)		1992/93 (\$'000's)		1993/94 (\$'000's)		1994/95 (\$'000's)	
	Total	Per capita	Total	Per capita	Total	Per capita	Total	Per capita	Total	Per capita	Total	Per capita	Total	Per capita
Police	4,389,414	163	4,684,760	171	5,248,530	189	5,426,887	193	5,716,833	200	5,790,165	200	5,783,656	198
Courts	639,891	24	..	..	766,334	28	..	..	867,006	30	..	..	835,404	29
Adult Corrections	1,477,721	55	1,653,785	60	1,791,705	64	1,872,371	67	1,879,819	66	1,878,892	65	1,893,530	65
Custodial	1,161,074		1,299,375		1,385,470		1,461,721		1,444,059		1,475,167		1,498,142	
Community	140,154		153,351		169,108		177,685		187,530		187,905		192,020	
Headquarters	152,445		178,483		204,423		203,013		216,151		181,779		171,049	
Parole Board	24,048		28,067		30,704		29,953		32,079		34,042		203,368	
Youth Corrections	355,926	13	397,785	15	433,691	16	471,211	17	489,078	17	507,960	18	525,545	18
Legal Aid	300,312	11	341,388	12	412,072	15	513,953	18	602,128	21	594,939	21	646,433	22
Prosecutions	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	257,855	9
Total¹	7,163,264	266	7,780,831(e)	284	8,652,332	311	9,101,107(e)	324	9,554,864	335	9,623,161(e)	332	9,942,423	340
Service Category	Constant (1986) Dollars													
	1988/89		1989/90		1990/91		1991/92		1992/93		1993/94		1994/95	
	Total	Per capita	Total	Per capita	Total	Per capita	Total	Per capita	Total	Per capita	Total	Per capita	Total	Per capita
Police	4,038,099	150	4,095,070	150	4,366,498	157	4,327,661	154	4,483,791	157	4,478,085	155	4,452,391	152
Courts	588,676	22	..	..	637,549	23	..	..	680,005	24	..	..	643,113	22
Adult Corrections	1,359,448	51	1,445,616	53	1,490,603	54	1,493,119	53	1,474,368	52	1,453,126	50	1,457,683	50
Custodial	1,068,145		1,135,817		1,152,637		1,165,647		1,132,595		1,140,887		1,153,304	
Community	128,936		134,048		140,689		141,695		147,082		145,325		147,821	
Headquarters	140,243		156,017		170,069		161,892		169,530		140,587		131,677	
Parole Board	22,123		24,534		25,544		23,886		25,160		26,328		156,557	
Youth Corrections	327,439	12	347,714	13	360,808	13	375,766	13	383,591	13	392,854	14	404,577	14
Legal Aid	276,276	10	298,416	11	342,822	12	409,851	15	472,257	17	460,123	16	497,639	17
Prosecutions	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	198,503	7
Total¹	6,589,938	245	6,801,425(e)	248	7,198,280	259	7,257,661(e)	258	7,494,012	263	7,442,505(e)	257	7,653,906	262
Minus Prosecutions													7,455,403	255

¹ In order to allow for annual comparisons, court expenditures for 1989/90, 1991/92 and 1993/94 are estimated, based on the average between the reporting years immediately preceding and following the reference period. These estimates are included in the total. Note that prosecution expenditures are included in the total for 1994/95 only.

.. denotes not available

(e) estimated values

Sources: Police Personnel and Expenditures. *Statistics Canada* - Cat. No. 85-002 Vol. 16 No. 1

Courts Resources, Personnel and Expenditures Survey, (1988/89, 1990/91, 1992/93, 1994/95).

Adult Correctional Services in Canada (1988/89 - 1994/95). *Statistics Canada* - Cat. No. 85-211.

Legal Aid in Canada: Resource and Caseload Statistics, 1994/95. *Statistics Canada* - Cat. No. 85F0015XPB.

Prosecutions Resources, Personnel and Expenditures Survey, 1994/95 *Statistics Canada* - Cat. No. 85-402-XPB.

Young Offenders Cost-Sharing Agreements, Total Shareable Costs, Justice Canada, 1994/95.

Population: Per capita figures are based on July 1st population estimates. Population. *Statistics Canada* - Cat. No. 91-002 (Vol. 8 No. 3).

Table 2

Personnel Counts by Justice Service, Canada

Service Category	1988/89	1989/90	1990/91	1991/92	1992/93	1993/94	1994/95
Police	72,719	73,759	75,293	76,214	77,051	76,857	75,351
Officers	53,312	54,233	56,034	56,774	56,992	56,901	55,859
Civilians	19,407	19,526	19,259	19,440	20,059	19,956	19,492
Courts	11,751	..	11,888	..	12,101	..	11,954
Adult Corrections	26,570	26,271	26,924	28,557	28,327	26,840	27,103
Custodial	21,517	20,913	21,261	22,823	22,608	21,725	22,099
Non-custodial	2,844	2,967	3,313	3,449	3,333	3,087	3,154
Headquarters	1,822	1,971	1,930	1,864	1,932	1,559	1,394
Parole Boards	387	420	420	421	454	469	456
Youth Corrections	..	..	..	..	..	..	..
Legal Aid	2,433	2,294	2,406	2,598	2,746	2,903	3,028
Prosecutions	..	..	..	..	..	..	3,198
Total ¹	113,473	114,144	116,511	119,364	120,225	118,628	120,634
						Minus Prosecutions	117,436

¹ In order to allow for annual comparisons, court personnel counts for 1989/90, 1991/92 and 1993/94 are estimated, based on the average between the reporting years immediately preceding and following the reference period. These estimates are included in the total. Note that prosecution personnel counts are included in the total for 1994/95 only.

.. denotes not available

Sources: Police Personnel and Expenditures, 1994. *Statistics Canada* - Cat. No. 85-002 Vol. 16 No. 1

Courts Resources, Personnel and Expenditures Survey, (1988/89, 1990/91, 1992/93, 1994/95).

Adult Correctional Services in Canada (1988/89 - 1994/95). *Statistics Canada* - Cat. No. 85-211.

Legal Aid in Canada: Resource and Caseload Statistics, 1994/95. *Statistics Canada* - Cat. No. 85F0015XPB.

Prosecutions Resources, Personnel and Expenditures Survey, 1994/95. *Statistics Canada* - Cat. No. 85-402-XPB.

Young Offenders Cost-Sharing Agreements, Total Shareable Costs, Justice Canada, 1994/95.

Table 3

Federal Spending on Justice Services, Canada

Service Category	1990/91 Total Government Expenditure ¹	Federal Share %	Federal Per Capita Cost		1994/95 Total Government Expenditure ¹	Federal Share %	Federal Per Capita Cost	
	(\$,000's)		Current Dollars	Constant (1986) Dollars	(\$,000's)		Current Dollars	Constant (1986) Dollars
Police	5,248,530	18	33	28	5,783,656	21	42	33
Courts	766,334	28	8	6	835,404	30	9	7
Adult Corrections	1,791,705	48	31	26	1,893,530	48	31	24
Youth Corrections	433,691	36	6	5	525,545	30	5	4
Legal Aid²	412,072	37	5	5	646,433	27	6	5
Prosecutions	..	..	..	..	257,855	16	1	1
Total	8,652,332	27	83	69	9,942,423	28	95	74
Minus Prosecutions					9,684,568	28	94	72

¹ Includes justice expenditures by all levels of government: municipal, provincial/territorial, and federal.

² Federal Share includes contributions for criminal and civil legal aid. Note that federal contributions for civil legal aid in Prince Edward Island and Alberta are not available and therefore, are excluded from the federal share shown for legal aid.

.. denotes not available

Sources: Police Personnel and Expenditures, 1994. *Statistics Canada* - Cat. No. 85-002 Vol. 16 No. 1

Courts Resources, Personnel and Expenditures Survey, (1990/91 and 1994/95).

Adult Correctional Services in Canada, 1994/95. *Statistics Canada* - Cat. No. 85-211.

Legal Aid in Canada: Resource and Caseload Statistics, 1994/95 *Statistics Canada* - Cat. No. 85F0015XPB.

Prosecutions Resources, Personnel and Expenditures Survey, 1994/95. *Statistics Canada* - Cat. No. 85-402-XPF.

Young Offenders Cost-Sharing Agreements, Total Shareable Costs, *Justice Canada*, (1990/91 and 1994/95).

Table 4

Justice Expenditures in the Provinces and Territories, Current and Constant (1986) Per Capita Dollars¹

Jurisdiction	1990/91 Per capita \$		1994/95 Per capita \$		% change since 1990/91 Constant \$
	Current \$	Constant \$	Current \$	Constant \$	
Newfoundland	230	192	258	205	7
Prince Edward Island	219	181	236	187	3
Nova Scotia ²	219	184	244	192	4
New Brunswick	205	170	230	180	6
Quebec ³	265	220	264	206	-6
Ontario	287	236	308	243	3
Manitoba	252	210	271	215	2
Saskatchewan	262	218	296	235	8
Alberta	242	202	250	198	-2
British Columbia	241	202	295	233	16
Yukon ⁴	1,028	854	1,084	836	-2
Northwest Territories ⁴	1,146	953	1,250	964	1
Total	266	221	286	220	-1

¹ Includes the cost of police, courts, adult and youth corrections, and legal aid. Prosecution expenditures are excluded.

² Excluded are municipal courts estimated to represent 15% of the caseload.

³ Excluded are municipal courts estimated to represent 20% of the caseload.

⁴ Per capita costs are higher in the Yukon and Northwest Territories due to the high cost of delivering services in remote and sparsely populated areas.

Population: Per Capita figures are based on July 1st population estimates. Population. *Statistics Canada* - Cat. No. 91-002 (Vol. 8 No. 3).

Table 5

Spending on Selected Justice Services in the Provinces and Territories, Current and Constant (1986) Per Capita Dollars

	1990/91											
	Police ¹		Courts ²		Adult Corrections ³		Youth Corrections ⁴		Legal Aid		Prosecutions ⁵	
	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$
Newfoundland	143	119	26	22	30	25	23	19	8	7	..	..
Prince Edward Island	120	99	22	19	34	28	39	32	4	3	..	..
Nova Scotia	134	112	32	27 ⁶	25	22	17	14	11	9	..	..
New Brunswick	141	117	24	20	22	18	14	12	4	3	..	..
Quebec	200	166	20	16 ⁷	22	19	10	8	13	11	..	..
Ontario	178	148	26	21	43	34	19	16	21	17	..	..
Manitoba	167	139	24	20	35	29	13	11	13	11	..	..
Saskatchewan	172	143	24	20	42	35	17	14	7	6	..	..
Alberta	157	131	29	24	36	30	12	10	8	7	..	..
British Columbia	153	127	31	26	28	24	16	14	13	11	..	..
Yukon ⁸	588	489	93	77	190	158	124	103	33	27	..	..
Northwest Territories ⁸	617	513	106	88	189	157	156	130	78	65	..	..
Total	176	147	26	21	33	28	16	13	15	12	..	..
	1994/95											
	Police ¹		Courts ²		Adult Corrections ³		Youth Corrections ⁴		Legal Aid		Prosecutions ⁵	
	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$	Current Per Capita \$	Constant Per Capita \$
Newfoundland	157	121	30	23	34	32	27	21	10	8	7	6
Prince Edward Island	134	103	29	22	33	31	36	28	4	3	5	4
Nova Scotia	154	119	35	27 ⁶	26	24	17	13	12	9	8	7
New Brunswick	159	122	30	23	22	20	15	12	4	3	6	5
Quebec	189	145	22	17 ⁷	24	22	12	9	16	13	5	4
Ontario	194	149	24	18	37	35	21	16	32	25	7	6
Manitoba	182	140	27	21	35	33	13	10	13	10	6	5
Saskatchewan	188	145	31	24	48	44	21	16	8	7	6	5
Alberta	169	130	28	22	32	30	12	9	9	7	7	5
British Columbia	173	133	36	28	38	35	20	16	28	21	13	10
Yukon ⁸	610	470	114	88	236	183	87	67	37	28	..	..
Northwest Territories ⁸	660	508	137	106	216	167	152	117	85	66	..	..
Total	185	142	27	21	34	26	18	14	22	17	7	5

¹ Excluded are RCMP headquarter and training academy costs. These costs totaled \$352 million in 1990/91 and \$412 million in 1994/95.

² Included are expenditures for federally appointed and paid judges. These costs amounted to \$153 million in 1990/91 and \$196 million in 1994/95. Excluded are Federal court expenditures which totaled \$57 million in 1990/91 and \$59 million in 1994/95.

³ Excluded are federal corrections. These costs totaled \$950 million in 1990/91 and \$1,063 million in 1994/95.

⁴ Excluded are non-shareable costs on pre-trial detention (remands and lock-ups) and the adjudication of young offenders for provincial offences.

⁵ Excluded are federal prosecutions. This cost totaled \$42 million in 1994/95.

⁶ Excluded are municipal courts estimated to represent 15% of the caseload.

⁷ Excluded are municipal courts estimated to represent 20% of the caseload.

⁸ Per Capita costs are higher in the Yukon and Northwest Territories because of the high cost of delivering services in remote and sparsely populated areas.

Population: Per Capita figures are based on July 1st population estimates. Population. *Statistics Canada* - Cat. No. 91-002 (Vol. 8 No.3).

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at (613) 951-9023 or call toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

- Vol. 15 No. 15 Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence
- Vol. 15 No. 16 Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994
- Vol. 16 No. 1 Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994
- Vol. 16 No. 2 Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur
- Vol. 16 No. 3 Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes
- Vol. 16 No. 4 Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 5 Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
- Vol. 16 No. 6 Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
- Vol. 16 No. 7 Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 8 Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
- Vol. 16 No. 9 The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

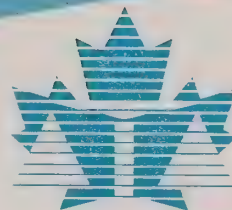
Catalogue 85-002-XPE

- Vol. 16 No. 10 Canadian Crime Statistics, 1995
- Vol. 16 No. 11 Homicide in Canada — 1995
- Vol. 16 No. 12 Criminal Harassment
- Vol. 17 No. 1 Sentencing in Adult Provincial Courts — A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994
- Vol. 17 No. 2 Street Prostitution in Canada

Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 4



ADULT CORRECTIONAL SERVICES IN CANADA, 1995-96

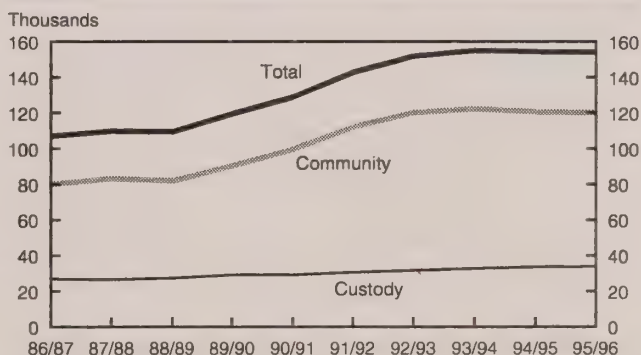
by Micheline Reed and Peter Morrison

Highlights

- After nearly a decade of rapid growth, Canada's adult correctional population has stabilized since 1993-94.
- On any given day in 1995-96, an average of 154,000 persons were under the supervision of correctional agencies, down less than 1% from 1994-95. About 14,100 (9%) were inmates in federal penitentiaries, 19,700 (13%) were in provincial/territorial facilities, and 120,300 (78%) were offenders on probation or some form of conditional release in the community (e.g. parole). Although the total correctional population dropped slightly for the second consecutive year, it was still 44% higher than a decade ago.
- The total number of adults in jail in 1995-96 remained almost unchanged from the previous year (+0.1%), but was 26% higher than a decade ago. By comparison, the community supervision caseload in 1995-96 was 50% higher than ten years ago.
- The typical offender serving a provincial sentence (under two years) was male, aged 31 years, convicted of a property offence, and serving a one month sentence. The typical federal offender (sentences of two years or more) was male, aged 33 years, convicted of robbery, and serving a 46 month sentence.
- One in four sentenced admissions to provincial custody were for failing to pay a fine.
- Aboriginal peoples accounted for 16% of total sentenced admissions, down from 18% in 1993-94 and 24% in 1991-92.
- Of the 94 inmate deaths in 1995-96, nearly one-half were suicides. The inmate suicide rate was more than twice that of the Canadian adult population.
- Adult correctional services cost \$1.9 billion in 1995-96. Spending at the national level increased 1% in 1995-96 from the previous year and 34% from 1986-87. Taking inflation into account, total spending increased 12% over the same ten year period. The average cost of keeping an offender behind bars was \$42,300 in 1995-96, up 5% from the previous year.

Figure 1

Average daily count of offenders in custody and in the community, 1986-87 to 1995-96



Source: Adult Corrections Survey, CCJS.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Price: Canada: \$10.00 per issue,
\$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue,
US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per
issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada
publications, please call our
National toll-free line
1-800-267-6677 or internet:
order@statcan.ca

March 1997
ISSN 0715-271X

Published by the authority of the
Minister responsible for Statistics
Canada.

© Minister of Industry, 1997.

All rights reserved. No part of this
publication may be reproduced,
stored in a retrieval system or
transmitted in any form or by any
means, electronic, mechanical,
photocopying, recording or
otherwise without prior written
permission from Licence Services,
Marketing Division, Statistics
Canada, Ottawa, Ontario, Canada
K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its
statistical system to a longstanding
co-operation involving Statistics
Canada, the citizens of Canada, its
businesses, governments and other
institutions. Accurate and timely
statistical information could not be
produced without their continued
co-operation and goodwill.

The paper used in this publication
meets the minimum requirements
of American National Standard for
Information Sciences – Perma-
nence of Paper for Printed Library
Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Standards of service to the public

To maintain quality service to the
public, Statistics Canada follows
established standards covering
statistical products and services,
delivery of statistical information,
cost-recovered services and
services to respondents. To obtain
a copy of these service standards,
please contact your nearest
Statistics Canada Regional
Reference Centre.

Introduction

When an offender is sentenced to confinement in a correctional facility, or to some community-based program, they come under the supervision of a correctional agency. These agencies will assume responsibility for implementing the sanctions imposed by the courts, assess the offender's needs (e.g. drug and alcohol treatment), and strive to minimize the offender's risk of re-offending.

During the past decade, Canadians have witnessed considerable increases in the correctional population. The most dramatic increases occurred between 1988-89 and 1992-93, when the total correctional population increased from 109,000 to 152,000 (+39%). While the total prison population in Canada has been relatively stable in recent years, the number of offenders serving a sentence in the community (e.g. parole or probation) has increased much faster than the institutional population. On any given day, one out of every 146 adult Canadians were either incarcerated or being supervised in the community in 1995-96.

In the fall of 1996, Bill C-41 was proclaimed into law and is intended to reform the sentencing system in Canada. The reforms are designed to protect the public, assist victims, instill a greater sense of responsibility in offenders, and support the principles of rehabilitation, restitution and deterrence. A further objective of this Bill is to promote the use of alternatives to imprisonment where appropriate. For instance, one-quarter of admissions to provincial correctional institutions are for failure to pay fines. Alternatives to imprisonment could result in less-crowded and safer prisons, and lower operating costs. In 1995-96, each inmate cost taxpayers an average of \$42,300 to keep in an institution, while the average annual cost of supervising an offender in the community on parole or statutory release last year was \$9,145. Under this Bill, the courts are required to consider all available options to imprisonment where appropriate (e.g. community service or probation) and consider imprisonment if no other course of action will ensure the protection of society.

Similar to programs for young offenders, the Bill allows the use of alternative measures for adults where the aim is to deal with minor offences without using valuable court and correctional resources. Alternative measures place an emphasis on victim-offender settlement as opposed to entry into formal court proceedings.

The reality of a changing corrections population raises a host of important questions: Is the corrections population growing? What type of offender is given a prison sentence? How many people are imprisoned for failing to pay a fine? What is the cost of imprisonment? How many offenders are serving part of their sentence in the community under supervision? This Juristat examines data from the Adult Corrections Survey (ACS) and provides readers with a comprehensive overview of the adult prison population, operating costs, charge and offence information, sentencing data, and community supervision services. The findings reported here are provided in greater detail in the annual report Adult Correctional Services in Canada, 1995-96 (Catalogue 85-211-XPB).

Background

Adult correctional services involves more than the custodial care of offenders sentenced to prison. Correctional authorities are responsible for the care of accused persons awaiting trial (remand¹), offenders sentenced to a period of probation, and offenders who are sentenced to prison but serve part of their custodial sentence in the community through a conditional release program. Almost all inmates serve part of their sentences in the community. Correctional authorities have responsibility for supervising these offenders until their sentences expire.

¹ Refers to a person ordered by the court to be held in custody while awaiting a further court appearance. These persons have not been sentenced and can be held for a number of reasons (e.g. risk that they won't appear for their court date, danger to themselves and/or others, risk to re-offend).

Different levels of government share responsibility for correctional services

The federal government (Correctional Service Canada) is responsible for all offenders sentenced to a term of imprisonment of two years or more, and has jurisdiction over those offenders released into the community under some form of conditional release (i.e. day parole, full parole and, statutory release²).

The provincial/territorial systems handle inmates serving a sentence of less than two years and are responsible for all accused persons awaiting trial or failing to pay a fine, and

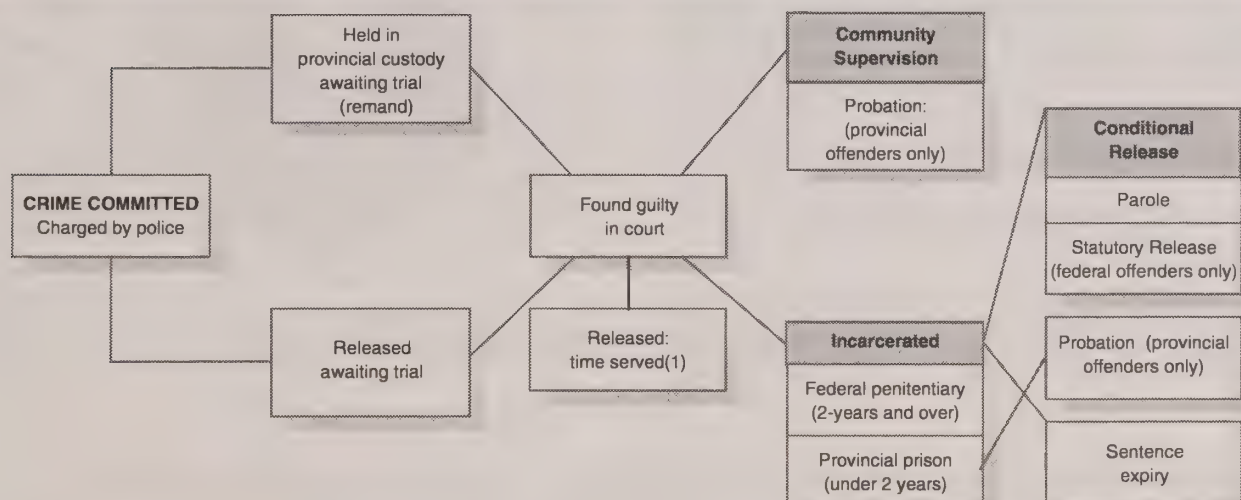
² A federal offender is eligible for parole after serving one-third of their sentence. Many federal offenders who are not granted parole must be released into the community after serving two-thirds of their sentence. This process is referred to as statutory release.

offenders placed on probation. Offenders who are to serve a federal sentence are first admitted to a provincial/territorial facility to allow them to exercise their right to appeal their conviction and/or sentence. Offenders are allowed 15 days to file notice of appeal before they are transferred to federal custody.

Many provincial/territorial offenders serve all of their sentence in the community on supervised probation. Others are sentenced to prison, but serve part of their custodial sentence in the community, through conditional release programs. Three provinces operate their own parole boards - Quebec, Ontario, and British Columbia. The remaining provinces and the two territories fall within the jurisdiction of the National Parole Board, which is also responsible for parole applications from inmates in federal institutions. Figure 2 provides the reader with an overview of the major events in the correctional system.

Figure 2

Overview of Events in the Adult Correctional System



(1) An individual whose sentence approximates time already served in custody (i.e. while awaiting trial) is generally released by virtue of having already served their sentence.

Source: Canadian Centre for Justice Statistics.

Measures of Correctional Activity: Admissions and Average Counts

Two different indicators are used in this report to describe the use of correctional services: the number of annual **admissions** to correctional facilities or to community supervision programs (also referred to as "intakes" when discussing entry into community programs) and the average **count** of inmates imprisoned or serving a sentence in the community at a given point in time.

While admission data describe and measure the changing caseflow of correctional agencies over time, these data do not indicate the number of individuals using correctional services. A person can be included several times in annual admission totals. For instance, a person held in custody before their trial (remand) could then be sentenced to nine months in prison and later be released on parole to complete their sentence in the community.

In this situation, the offender is counted three times in the admission totals. While it is important to monitor the workload associated with each individual (remand, sentenced to prison, parole), it is also equally important to be able to count the total number of offenders producing the admissions workload.

In order to determine how many offenders are imprisoned or serving a sentence in the community, corrections officials perform daily counts of inmates in their facility and monthly counts of offenders in community supervision. A person sentenced to 25 years in prison for committing a murder in 1990 would appear in the custodial count data for 1995-96, since they would still be in prison on the day or month the count took place. They would not, however, appear as part of the admission data for 1995-96, since they were actually admitted to prison several years earlier. Recent trends relating to both measures are presented in this Juristat.

A National Profile

The adult correctional population is comprised of four distinct groups: (1) people sentenced to a term of imprisonment or (2) are in custody on remand/temporary detention; (3) offenders placed on a term of probation; and, (4) offenders serving part of their prison sentence under supervision in the community (parole/statutory release).

Probation is the primary community-based court sanction in the provincial/territorial corrections system. The terms of probation vary from case to case, but usually include a requirement that the offender keep the peace, refrain from alcohol or drug use, appear before the court when required to do so, be under the supervision of a probation officer or other persons, and fulfil any other conditions imposed by the judge, such as, making restitution or reparation to any person having a grievance or injured during the commission of the offence. Probation orders may be combined with suspended sentences, fines, or jail sentences. The court can impose a term of probation in conjunction with a suspended sentence or along with another disposition such as imprisonment. A judge may suspend the passing of sentence and place the offender on probation for a period of up to three years. Conditional releases include parole and statutory release which are described in detail later in this report.

The Offender Population

Number of offenders declines for second consecutive year

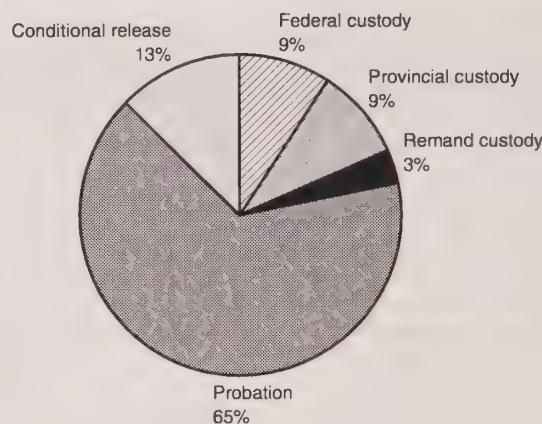
On any given day during 1995-96, an average of 154,000 persons were counted under the direct care or supervision of adult correctional agencies - about 28,500³ (19%) were serving a sentence in a correctional facility, another 5,300 (3%) were

being held in remand (e.g. offender is a risk to re-offend or not appear in court and is therefore held while awaiting trial) and 120,300 (78%) were completing their sentence in the community, either on probation or some form of conditional release such as parole (Figure 3). While the total correctional population in Canada has been relatively stable in recent years (down 0.2% in 1995-96), the average number of adults in custody and under community supervision was still 44% higher than a decade ago (Table 1).

³ Includes an average of 215 offenders on temporary/other detention.

Figure 3

Adult correctional populations, 1995-96



Percentages may not add to 100 due to rounding.
Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

Table 1

Average Daily Count of Offenders and Annual Admissions to Provincial and Federal Corrections, 1986-87 to 1995-96

Year	Average daily counts				Admissions/intakes			% change from previous year
	Custody	Community	Total	% change from previous year	Custody	Community ¹	Total	
1986-87	26,893	80,080	106,973	...	187,648	63,610	251,258	...
1987-88	26,634	83,318	109,952	2.8	194,129	64,489	258,618	2.9
1988-89	27,466	81,859	109,325	-0.6	202,264	63,909	266,173	2.9
1989-90	29,150	90,314	119,464	9.3	204,503	68,739	273,242	2.7
1990-91	29,233	99,658	128,891	7.9	212,242	75,786	288,028	5.4
1991-92	30,723	112,033	142,756	10.8	248,624	54,756	303,380	...
1992-93	31,709	120,116	151,825	6.4	251,329	53,185	304,514	...
1993-94	32,803	122,234	155,037	2.1	245,818	94,608	340,426	...
1994-95	33,759	120,542	154,301	-0.5	243,618	92,822	336,440	-1.2
1995-96	33,785	120,261	154,046	-0.2	234,732	89,976	324,708	-3.5

¹ The number of admissions/intakes into provincial probation were not available for Ontario in 1991-92 and 1992-93.

... figures not appropriate or applicable.

Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

Admissions to custody continue to decline

As noted earlier, admissions data indicate the flow of individuals through the different parts of the correctional system in a given year, whereas counts represent a "snapshot" of the corrections population at a specific point in time. In 1995-96, the total number of admissions to both federal and provincial/territorial correctional programs (324,700) decreased 4% from the previous year and was the largest annual decline in ten years. The number of admissions to prison in 1995-96 was down 4% from the year before, and represented the third straight annual decline. Despite the 4% drop, the number of admissions was still 25% higher than a decade ago (Table 1).

The relatively short stay in provincial/territorial jails (31 days) accounts for the large number of admissions. Many offenders may re-enter an institution more than once in a given year because of the shorter sentences served in the provincial system. Of the 324,700 admissions in 1995-96, 72% were to serve a sentence in a correctional facility or held in custody (remand) awaiting a further court appearance. The remaining 28% entered a community supervision program, mostly probation or parole.

Number of offenders in prison levels off

On an average day in 1995-96, about 33,800 adults were in prison in Canada. While this represents the highest number ever, the total number of adults in jail was about the same as last year. Over the past decade, the inmate population has consistently increased and is 26% higher than in 1986-87. An average of 14,055 offenders were in federal penitentiaries at

any one time during 1995-96, the sixth consecutive annual increase. This represents an increase of less than 1% over the previous year. The number of offenders in provincial facilities reached 19,730⁴, down less than 1% in 1995-96 (Table 2) and up 4% since 1991-92. Over the last five years, the percentage increase in the custodial population has been larger in federal institutions than in provincial institutions (19% as opposed to 4%). However, the long-term trend shows that over the last 10 years, the number of provincial and federal offenders increased at about the same rate (provincial 24% and federal 27%).

Of those in prison, a total of 5,300 inmates were being held (remanded to custody) in provincial/territorial facilities awaiting the completion of their trials or sentencing. Overall, the average number of offenders on remand status was down 1% in 1995-96, the first drop in several years. However, the average number of persons on remand has increased 6% since 1991-92.

Most new admissions are to serve time in prison

Overall, nearly one-half of new admissions to federal and provincial/territorial corrections were sentenced to custody, the majority of these (96%) were to provincial institutions. A total of 230,330 offenders (includes 115,768 on remand and other detention) were admitted to provincial/territorial correctional facilities in 1995-96, a 4% drop from 1994-95, but a 6% increase from five years ago. Sentenced admissions to federal penitentiaries (4,402) were down 8% while provincial sentenced admissions fell 3% (Table 3).

⁴ Includes an average of 215 offenders on temporary/other detention.

Table 2

Counts of Offenders in Provincial and Federal Custody, 1995-96

Jurisdiction	Sentenced count	% change from previous year	Remand count	% change from previous year	Other ¹	Total offender count	% change from previous year	Number sentenced to custody per 10,000 adults charged ²	% change from previous year
Newfoundland	319	-9.9	36	-7.7	-	355	-9.7	371	-1.1
Prince Edward Island	96	14.3	11	0.0	-	107	12.6	461	17.0
Nova Scotia	346	-7.2	61	-7.6	-	407	-7.3	223	7.7
New Brunswick	353	-6.1	48	11.6	10	411	-4.2	298	1.4
Quebec	2,303	-1.3	1,167	-4.3	-	3,470	-2.3	197	1.5
Ontario	4,690	1.5	2,465	-1.7	201	7,356	1.0	250	5.0
Manitoba	696	-1.0	272	14.8	4	972	3.3	259	3.6
Saskatchewan	1,088	1.1	179	9.2	-	1,267	2.2	362	-1.4
Alberta	2,084	-5.9	466	-6.2	-	2,550	6.0	362	5.5
British Columbia	1,933	3.2	501	2.9	-	2,434	3.1	258	2.0
Yukon	63	16.7	21	40.0	-	84	21.7	451	23.2
Northwest Territories	278	9.0	39	-7.1	-	317	6.7	864	20.3
Provincial Total	14,249	-0.5	5,266	-1.2	221	19,730	-0.4	266	3.9
Federal Total	14,055	0.8	...	...	...	14,055	0.8	262	4.8

¹ Includes offenders on temporary/other detention.

² The rate per 10,000 adults charged calculation is based on Criminal Code and Federal Statutes offences only.

- nil or zero.

... figures not appropriate or applicable.

Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

Table 3

Admissions to Provincial and Federal Custody, by Selected Characteristics, 1995-96

Jurisdiction	Sentenced admissions	% change from previous year	Remand admissions	% change from previous year	Other admissions ¹	Total admissions	% change from previous year	Sentenced admissions per 10,000 adults charged ²	Sentenced inmate characteristics		
									Per cent female	Per cent Aboriginal	Median age
Newfoundland	2,386	-13.8	254	0.0	9	2,649	-12.4	2,777	7	7	32
Prince Edward Island	993	23.8	93	2.2	-	1,086	21.6	4,765	5	3	29
Nova Scotia	2,622	-4.6	1,139	8.1	369	4,130	-2.7	1,692	5	4	30
New Brunswick	3,383	-7.8	988	4.2	-	4,371	-5.3	2,854	5	6	29
Quebec	28,075	8.6	34,167	-5.9	-	62,242	0.1	2,406	8	1	32
Ontario	37,110	-4.4	43,196	-7.1	5,148	85,454	-6.1	1,976	9	8	30
Manitoba	2,433	-19.9	3,600	-26.8	3,763	9,796	-0.1	904	8	55	29
Saskatchewan	6,397	-4.9	5,623	4.4	-	12,020	-2.1	2,129	10	72	28
Alberta	18,345	-7.2	8,618	-3.3	-	26,963	-6.0	3,191	13	36	30
British Columbia	12,425	-0.1	8,533	11.5	-	20,958	4.3	1,659	7	17	30
Yukon	393	6.8	256	10.3	12	661	8.5	2,815	8	67	32
Northwest Territories	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Provincial Total²	114,562	-2.9	106,467	-5.5	9,301	230,330	-3.0	2,135	9	16	31
Federal Total	4,402	-7.5	...	...	...	...	...	82	3	12	33

¹ Includes offenders on temporary/other detention.

² The rate per 10,000 adults charged calculation is based on Criminal Code and Federal Statutes offences only.

- nil or zero.

... figures not appropriate or applicable.

Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

Most serve their time in the community

As noted earlier, the majority of offenders in the correctional population are not in prison. Of the 120,300 offenders in the community, 84% were on probation, while the remaining 16% were on some type of parole or statutory release. Despite levelling off in the last two years, numbers have been steadily increasing each year since 1988-89. In fact, the community supervised population has increased 50% from ten years ago (Table 1).

Over the past ten years, the number of offenders on probation or parole has increased much faster than the prison population. The community supervision count has risen 50%, compared with only a 26% rise in the number in prison.

New admissions to community programs decline slightly, a break with long-term trend

Similarly, admissions to community supervision programs dropped 3% in 1995-96 but have risen a total of 41% over the previous ten years. Of the 89,976 new admissions, probation accounted for the largest proportion (85%) while the remaining 15% were either admitted to parole or statutory release. Provincial admissions to community supervision programs followed the same downward trend (Table 5). In contrast, federal admissions to community programs rose about 1% in 1995-96, following two consecutive years of declines.

Geographical Patterns

New admissions to jail decline in most provinces

Overall admissions to jail decreased in eight jurisdictions, with Newfoundland (-12%) showing the largest provincial decrease, followed by Alberta and Ontario (both -6%). Total federal admissions dropped 12%. Increases in custodial admissions were highest in Prince Edward Island (22%) and the Yukon (9%).

It is important to note that, due to the relatively small numbers reported within some of the smaller jurisdictions, correctional populations for these areas can change dramatically from year to year.

Average daily inmate population counts remain stable within most jurisdictions

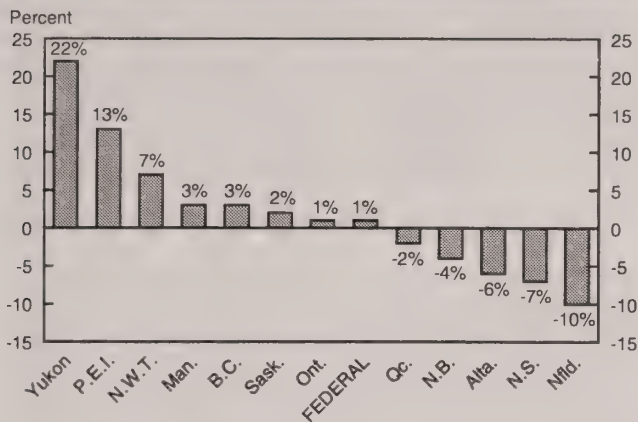
When compared to 1994-95, most jurisdictions had fairly stable inmate populations in 1995-96. Seven jurisdictions had less than a 4% change in their respective inmate populations. Even so, the average number of individuals behind bars rose sharply in Yukon (+22%) and Prince Edward Island (+13%). Newfoundland (-10%) and Nova Scotia (-7%) recorded the largest drops in their respective prison populations (Figure 4).

Admissions to community programs decline in most jurisdictions

New admissions to community supervised programs such as probation, parole or statutory release varied across the country. In 1995-96, only three provinces, New Brunswick (6%), British

Figure 4

Percent change in the average custodial counts from 1994-95 to 1995-96



Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

Columbia (4%) and Saskatchewan (1%) recorded increases. As well, federal parole admissions rose slightly (1%). Prince Edward Island (-16%), Newfoundland (-12%) and Manitoba (-11%) led the provinces/territories reporting decreases in community supervision admissions.

Compared with the average custodial counts, the change in community supervision counts was less extreme, and while most jurisdictions experienced a modest rate of change, there were some notable exceptions. Newfoundland's community supervision population decreased (-15%), whereas British Columbia experienced an increase of approximately 9%.

The average number of persons on probation continues to increase

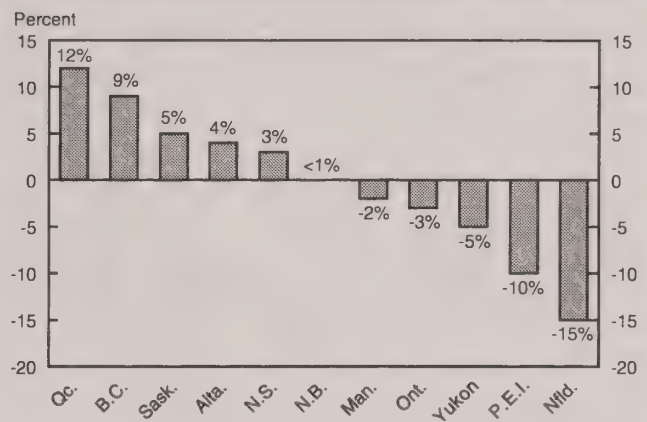
The average number of persons on probation represents a major indicator of workload for provincial/territorial correctional authorities. In 1995-96, the average count of probationers was 100,800 (Table 4), a 1% increase from the previous year and 8% since 1991-92. In 1995-96, almost half of the probationers were in Ontario. Newfoundland (-15%), Prince Edward Island (-10%), Yukon (-5%), Ontario (-3%) and Manitoba (-2%) experienced decreases in their average counts during the last year (Figure 5). Increases ranged in the seven other jurisdictions from less than 1% in New Brunswick to 12% in Quebec. With the exception of Prince Edward Island (-4%), Quebec (-18%) and the Yukon (-39%) all other jurisdictions have experienced increases in their average probation counts since 1991-92. On the whole, the Atlantic provinces experienced larger increases than the Western provinces.

Admission rates vary across the country

In order to provide readers with a comparative incarceration and community supervision measurement, rates of persons

Figure 5

Percentage change in the average probation counts from 1994-95 to 1995-96¹



¹ Excludes the Northwest Territories.

Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

admitted to provincial/territorial correctional service programs are calculated based on the number of persons charged with a criminal offence in each jurisdiction.

In 1995, 536,477 adults were charged with committing a Criminal Code and/or federal statute offence⁵. Across Canada, the 1995-96 sentenced incarceration rate was 266 per 10,000 adults charged, an increase from the previous year's rate of 256 per 10,000 adults charged. The Yukon experienced the largest increase (23%) in the incarceration rate between 1994-95 and 1995-96, followed by the Northwest Territories (20%) and Prince Edward Island (17%). Only Newfoundland and Saskatchewan reported a decrease (-1% each) in their incarceration rates.

Data from 1995-96 show considerable variation between jurisdictions in the use of probation (Table 5). Nova Scotia had the highest rate of 2,394 probationers per 10,000 adults charged. The lowest rate was observed in Quebec (554).

In 1995-96, 76,716 offenders began serving a term of probation, a 5% increase since 1991-92. Nationally, the probation intake rate went up 38% between 1991-92 and 1995-96. While this rate shows an increase in the number of offenders starting a term of probation, the comparable rate of offender counts has seen a larger increase. This increase in rates was evident in all jurisdictions with the exception of Prince Edward Island and the Yukon, where the rates declined by 31% and 7% respectively. Over the same period, the use of incarceration increased by 16%. Thus, there has been an increase in the use of probation as a sanction, relative to other dispositions such as incarceration.

⁵ Canadian Crime Statistics, 1995 (Catalogue 85-205-XPB) Canadian Centre for Justice Statistics. Traffic data include impaired driving related incidents only.

Table 4

Average Count of Offenders Under Community Supervision, 1995-96

Province	Probation	Conditional release		Total ¹	% change from previous year
		Federal and provincial parole	Federal statutory release		
Newfoundland	2,229	...	...	2,229	-14.9
Prince Edward Island	700	...	...	700	-9.8
Nova Scotia	4,339	...	...	4,339	2.7
New Brunswick	2,609	...	...	2,609	0.3
Quebec	9,520	1,918	...	11,438	9.1
Ontario	49,783	1,011	...	50,794	-3.2
Manitoba	5,361	...	...	5,361	-2.2
Saskatchewan	3,500	...	...	3,500	5.1
Alberta	7,657	...	...	7,657	3.7
British Columbia	14,648	283	...	14,931	8.7
Yukon	433	...	...	433	-5.3
Northwest Territories	..	..	..	..	..
Provincial Total	100,779	3,212	...	103,991	0.4
Federal Total²	...	6,550	2,742	9,292	-1.4

¹ The total caseload excludes 6,978 offenders on other forms of releases such as temporary absence.

² Includes provincial parolees in provinces not operating their own parole boards.

... figures not available.

... figures not appropriate or applicable.

Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

Table 5

Number of Admissions/Intakes to Community Supervision, Provincial and Federal, 1995-96

Jurisdiction	Total probation intakes	% change from previous year	Probation rate per 10,000 adults charged ¹	Selected probation characteristics			Conditional release		Total community supervision ²	% change from previous year
				Per cent female	Per cent Aboriginal	Median age	Federal and provincial parole	Federal statutory release		
Newfoundland	2,032	-11.7	2,365	13	9	28	...	...	2,032	-11.7
Prince Edward Island	428	-16.4	2,054	..	..	29	...	...	428	-16.4
Nova Scotia	3,709	-4.2	2,394	16	4	30	...	...	3,709	-4.2
New Brunswick	1,771	6.4	1,494	17	..	27	...	...	1,771	6.4
Quebec	6,461	0.2	554	11	5	29	3,246	...	9,707	-1.3
Ontario	32,002	-4.3	1,704	17	7	30	1,682	...	33,684	-6.4
Manitoba	3,209	-11.1	1,192	14	47	29	...	...	3,209	-11.1
Saskatchewan	3,345	0.5	1,113	19	56	28	...	...	3,345	0.5
Alberta	8,170	-2.5	1,421	22	22	..	...	...	8,170	-2.5
British Columbia	15,259	3.6	2,037	16	16	30	608	...	15,867	3.9
Yukon	330	-7.3	2,364	16	91	31	...	...	330	-7.3
Northwest Territories	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Provincial Total	76,716	-2.5	1,430	17	14	29	5,536	...	82,252	-3.4
Federal Total	...	...	...	...	...	...	3,024	4,464	7,488	1.2

¹ The rate per 10,000 adults charged calculation is based on Criminal Code and Federal Statutes offences only.

² The total community caseload excludes 236 other types of federal releases.

... figures not available.

... figures not appropriate or applicable.

Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

Characteristics of Offenders on Admission to the Correctional System

The following section presents an analysis of offender characteristics upon admission to either custody or a community supervision program. As noted earlier, 72% (234,732) of all correctional admissions in 1995-96 were to a custodial facility. The provincial/territorial offender characteristics are based on 114,562 sentenced admissions and 4,402 federal offenders. The remaining number of admissions (115,768) were either remanded or other/temporary detained offenders.

Women represent less than 10% of admissions

In 1995-96, males represented 91% and females 9% of sentenced admissions to provincial/territorial adult correctional facilities. Women have accounted for 9% of all sentenced admissions since 1991-92. In 1995-96, the median⁶ age of sentenced offenders on admission was 31, up from a median of 28 years in 1991-92.

While women are under-represented in the admissions population, aboriginal peoples are over-represented. Aboriginal peoples accounted for 16% of total sentenced admissions, down from 18% in 1993-94 and 24% in 1991-92. While natives made up less than 9% of provincial sentenced admissions to custody in all provinces east of Manitoba in 1995-96, they accounted for 72% in Saskatchewan, 55% in Manitoba, 36% in Alberta and 17% in British Columbia (Table 3). Overall, the number of Aboriginal peoples in the correctional population is more than five times their representation in the Canadian population (3%).

Over the past five years, the profile of federally sentenced offenders has changed only slightly. As in the provincial sector, almost all (97%) sentenced admissions to federal institutions were males. The average age of sentenced offenders was 33 years, up slightly from 32 years in 1991-92. Aboriginal peoples represented 12% of all sentenced admissions, increasing from 11% in 1991-92 (Table 3).

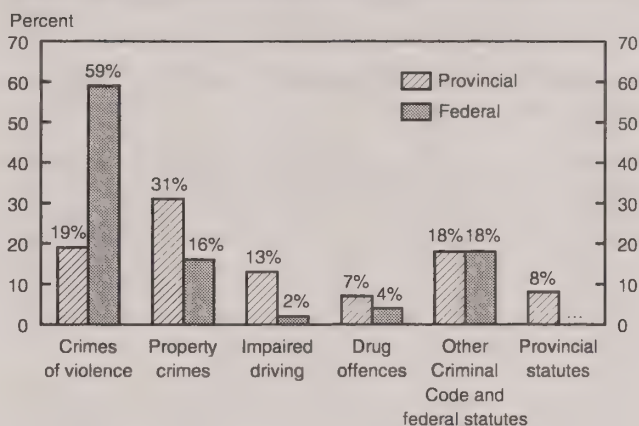
Property crimes account for the greatest percentage of provincial/territorial admissions

Most provinces/territories report the most serious offences for which persons are incarcerated. This means that if the offender is sentenced on more than one offence, the most serious of these offences is reported. Almost one-third of sentenced admissions in the nine provinces reporting data on the most serious offence or disposition, were offenders convicted of property offences (31%) (Figure 6). The next largest group of offenders were sentenced for crimes of violence (19%), followed by impaired driving offences (13%). The median provincial sentence was 31 days. In other words, half the inmates were serving more than 31 days and half were serving less.

Two factors account for the fact that property offences account for such a high percentage of admissions (relative to offenders convicted of crimes of violence). First, crimes involving property are far more frequent than crimes of violence. In fact, property offences account for over 50% of convictions in provincial courts.

Figure 6

Most serious offence committed on admission to custody¹, 1995-96



¹ The percentage breakdown shown in this chart represents jurisdictions reporting either most serious disposition or most serious offence.

Note: At the provincial level, municipal by-laws account for the remaining 4%. Federal offence data were known for 85% of admissions.

... figure not appropriate or applicable.

Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

The second explanation is that property offenders frequently have longer criminal records. In addition to the seriousness of the offence, an offender's criminal record is one of the most important determinants with respect to the likelihood of receiving a term of incarceration.

Persons admitted to federal institutions are most likely to have been convicted of robbery

As would be expected, federally sentenced offenders were typically serving longer sentences for more serious crimes than offenders in the provincial sector (Figure 6). Specifically, robbery accounted for 24% of admissions, sexual assaults 14% and major assaults 12%. Offenders convicted of homicide represented 8% of admissions, while drug trafficking accounted for 4%. The average sentence length (excluding life sentences)⁷ for federally sentenced offenders was 46 months.

Fine defaulters continue to place demands on correctional resources

In 1995-96, the median sentence to be served on admission to provincial/territorial facilities was 31 days, a small decrease from 33 days in the previous year. This median sentence length is markedly skewed by the shorter sentences associated with the large number of fine defaulters (31,149 or 26% of sentenced admissions) who are required to serve a short jail sentence in default of paying a fine.

⁶ A median represents the mid point when the values are arranged in order of magnitude, one-half of the observations have a value less than the median and one-half have a value greater than the median.

⁷ Offenders serving a life sentence accounted for 4.3% of federal sentenced admissions.

Though a number of jurisdictions have established "fine option" programs to divert fine defaulters from jail, fine default continues to account for a larger proportion of the total number of admissions. There was considerable variation across the country in terms of the percentage of fine default admissions, ranging from 5% in New Brunswick to 38% in Alberta.

Number of accused remanded to custody remains unchanged

In 1995-96, non-sentenced admissions⁸ totalled 115,768, of which 106,467 (92%) were remand admissions (Table 3). The 1995-96 total continues the downward trend and represents a decrease of 6% over the previous year and 9% since 1991-92. The vast majority of the accused persons on remand status are incarcerated for a short period of time relative to the general prison population - the median length of stay in jail for persons remanded to custody was six days.

Four jurisdictions followed the national decrease in remand admissions from 1994-95 to 1995-96. They were: Manitoba (-27%); Ontario (-7%); Quebec (-6%) and Alberta (-3%). Six jurisdictions reported increases: British Columbia (12%); Yukon (10%); Nova Scotia (8%); New Brunswick (4%); Saskatchewan (4%) and Prince Edward Island (2%). Newfoundland reported no change for the same time period (Table 3).

Females are more likely to get probation

Provincially, 17% of all probationers were female (Table 5), while representing only 9% of the sentenced inmate population. The percent distribution of female probationers in the jurisdictions varied from 22% in Alberta to 11% in Quebec. Aboriginal offenders accounted for 14% of all probation intakes in 1995-96, up from 13% the previous year.

⁸ Non-sentenced admissions include persons admitted on remand while awaiting trial or other forms of temporary detention such as an immigration hold.

⁹ See *Sentencing in Adult Provincial Courts*. Statistics Canada, Juristat Vol. 17, No. 1.

The average length of probation term remains one year

The national median period of probation was one year in 1995-96. This statistic is unchanged since 1991-92. Over half the probation terms imposed in 1995-96 were between six months and one year in duration. Two provinces had median probation lengths significantly above the national level: Quebec (26 months) and Newfoundland (20 months).

Men more likely than women to be put on probation for crimes of violence

Overall, 40% of the offenders who received a sentence of probation had been convicted of a crime of violence, 33% for a crime involving property and 6% for impaired driving. This does not necessarily mean that 40% of offenders received only probation for a crime of violence. A significant number of these offenders would have received another sentence in addition to the probation term. Previous research has shown that over one-quarter of probation terms imposed in provincial courts were accompanied by a period of imprisonment.⁹

When the probation statistics are broken down by gender, an interesting pattern emerges. In most provinces, men sentenced to probation are more likely to have been convicted of a crime of violence, while women were more likely to be placed on probation for crimes against property. This finding is independent of the fact that men are more likely to commit (and be convicted of) violent crimes. Across Canada, of all men sentenced to probation, 42% had been convicted of a crime of violence compared to 34% of a crime involving property. For women sentenced to probation however, 23% had been convicted of a crime of violence, compared to 53% of a crime involving property. This gender difference may reflect the possibility that men were more likely than women to receive a term of probation as well as a term of imprisonment.

Types of Conditional Release

There are three types of conditional release by which federal offenders can be released into the community; day parole, full parole and statutory release.

1) Full Parole is a form of conditional release, granted at the discretion of parole authorities, which allows an offender to serve part of a prison sentence in the community. The offender is placed under supervision and is required to abide by conditions designed to reduce the risk of re-offending and to foster re-integration of the inmate into the community. Under full parole, the person does not have to return nightly to an institution, but must report regularly to a parole supervisor, and in certain cases, to the police.

2) Day Parole provides offenders with the opportunity to participate in on-going community-based activities. Ordinarily, the offender resides at a correctional institution or community residence. Offenders are also granted day parole in order to prepare for full parole and statutory release.

3) Statutory Release requires that federally sentenced offenders serve the final third of their sentence in the community under supervision and under conditions of release similar to those imposed on offenders released on full parole. Offenders on statutory release are therefore inmates who either did not apply for release on parole, or who were denied release on full parole.

Provincial and federal full parole eligibility

Not all inmates are eligible to be considered for parole release, those in provincial institutions sentenced to a term of six months or longer are automatically eligible for parole consideration after having served six months. Inmates serving shorter sentences must apply for parole consideration. Federal offenders are normally eligible for full parole after serving one-third of their sentence, although the sentencing judge may set eligibility at one-half the sentence in cases of certain more serious offences. They are eligible for day parole six months prior to their full parole eligibility except in the provinces with their own parole board. Offenders serving life and indeterminate sentences have longer waiting periods before they can apply for parole.

While on parole or statutory release, the offender must conform to a set of release conditions. Standard conditions such as the requirement for offenders to remain within a specific area of the National Parole Board (NPB), keep the peace, be of good behaviour and obey the law, report to a parole supervisor and the police as required, keep the parole supervisor informed about changes of residence or employment, and refrain from criminal associates and contacts.

Additional conditions may be imposed for the specific needs of the offenders. For example, a board may require an offender to refrain from possession of firearms, to refrain from the use of alcohol and/or non-prescribed drugs, to reside in a halfway house for a period of time, or to attend a treatment or training program.

The number of offenders on full parole decreases

The average count of offenders on full parole on March 31, 1996 was 8,493. In the last two years, the average full parole count has decreased by 8% each year. However, the 1995-96 figure is 8% higher than in 1991-92. The jurisdictional trends since 1993-94 mirror the national picture, with Ontario showing the largest decrease (-42%) over the previous two years, and the NPB (provincial offenders) showing a 45% decrease. The number of federally sentenced offenders on full parole went down as well (11%). Quebec and British Columbia reported increases of 6% and 3% respectively for the same two-year period.

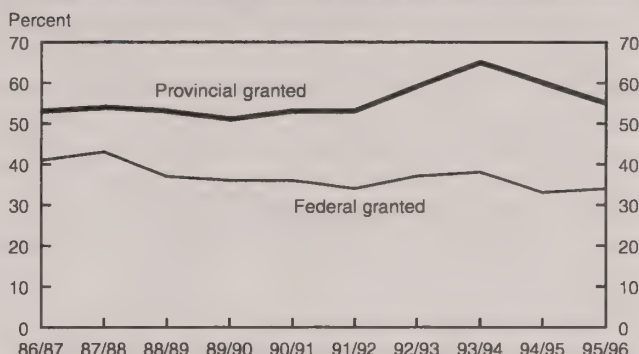
Full parole grant rates for provincial parole boards continue to decline

The changes in the number of individuals on full parole reflect changes in the parole grant rate. For the second straight year, provincial parole boards granted 5% fewer full paroles, but since 1991-92, the number of full paroles granted increased slightly (2%). The three provincial parole boards show very different patterns in their grant rates over the five-year period. The parole grant rate has decreased in Ontario: from 52% to 42%. The grant rate in British Columbia declined from 61% in 1991-92 to 48% in 1995-96. In Quebec, however, the parole grant rate rose from 53% in 1991-92 to 68% in 1995-96.

In contrast to the provincial parole boards, the full parole grant rate for federal inmates is considerably lower due to the more serious nature of the offences committed. The full parole grant rate for federal inmates in 1995-96 was 34%, which has remained the same as in 1991-92 (Figure 7).

Figure 7

Full parole granted, 1986-87 to 1995-96



Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

Use of day parole declines steadily since 1991-92

The NPB has the authority to grant day parole to offenders under its jurisdiction, the majority (95%, 1,212) being federal offenders. In 1995-96, the number of releases to day parole decreased by 15% from the previous year. The grant rate of day parole applications declined in 1995-96 for the fourth consecutive year. In 1995-96, 59% of applications for day parole were granted. This is down from 67% in 1991-92.

Few paroles are revoked

When offenders serve part of their sentence in the community, they can be returned to prison if they violate the conditions of parole or commit a new offence. In 1995-96, 1,277 offenders had their parole revoked by the NPB, a 16% decline from the previous year. Of the total number of parole revocations, 94% were federal offenders and 6% were provincial offenders.

Number of inmates on statutory release increasing

Many federal offenders who are not granted parole must be released into the community after having served two-thirds of their sentence. This process is known as statutory release.

The following types of offenders are not eligible for statutory release: offenders serving a life or indeterminate sentence (e.g. dangerous offenders) and those offenders who have been ordered detained by the NPB in view of their likelihood of committing an offence causing death or serious harm prior to the expiry of their sentence. A few offenders choose not to be released on statutory release because they would rather serve their entire sentence in prison than submit to the conditions of supervision that would be placed on them. In 1995-96, an average count of 2,700 federal offenders were released into the community under statutory release provisions. This represents a 2% increase over the previous year.

Suicide most frequent cause of death in the correctional population

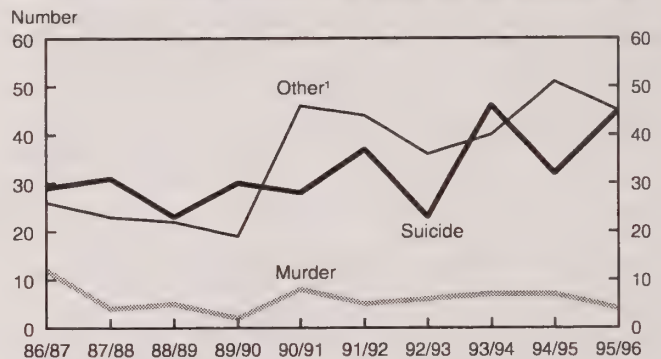
There were 94 inmate deaths across Canada in 1995-96 (Figure 8). Of these, 46 occurred within the provincial inmate population and 48 within the federal inmate population. The most common cause of death was suicide, which accounted for 28 of all deaths in provincial/territorial correctional institutions, and 17 in federal penitentiaries. The number of suicides increased in both the provincial/territorial and the federal correctional populations from 1994-95 to 1995-96. The increase was most apparent in the provincial/territorial population where the number of suicides grew from 18 to 28 over this period. There were 2 murders committed within each of the provincial and federal inmate populations in 1995-96. When looked at as a rate per 10,000 adults, the inmate suicide rate is more than twice that found in the adult Canadian population (4.0 and 1.7 respectively).

Escapes are rare

From 1991-92 to 1994-95, there were no escapes from federal multi-level or maximum security institutions; in 1995-96, one inmate escaped. In federal medium security penitentiaries, 6 escapes were reported in 1995-96. The number of escapes from provincial/territorial institutions is considerably higher. Of the 266 offenders unlawfully at large, 126 escapes were from secure facilities and the remaining 140 were from open facilities.

Figure 8

Causes of death in the federal and provincial custodial population



¹ Other includes deaths from natural causes, accidental, etc.

Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

Expenditures on Adult Correctional Services

Keeping an offender behind bars costs an average of \$42,300 per year

Government spending on adult corrections in Canada for 1995-96 was \$1.92 billion, compared with \$1.89 billion in 1994-95 (Figure 9). Taking inflation into account, total operating expenditures decreased 1% in 1995-96 and 3% from four years earlier. Federal expenditures in 1995-96 amounted to \$948.9 million, up 4% from the previous year and 8% over five years ago. When adjusted for inflation, federal expenses rose 2% in both 1995-96

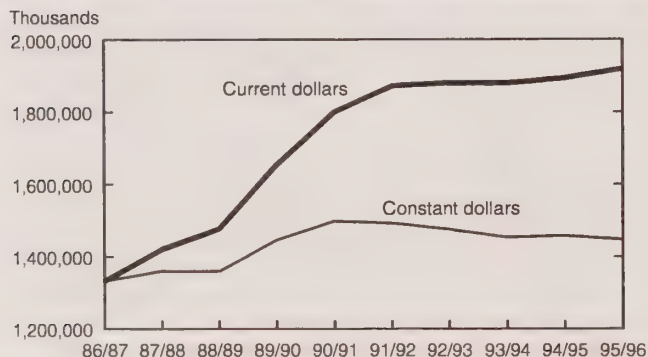
and over the same five year period. Provincial expenditures dropped 3% to \$970.0 million, and 8% over the past five years (down 1% and 3% respectively when adjusted for inflation).

The average annual cost of housing an offender in a federal penitentiary was \$46,250, an increase of 4% since 1994-95. At the provincial level, the average annual cost of keeping an offender behind bars, regardless of the hold status, was \$39,470 which represents an increase of less than one percent (0.2%) from the previous year.

More detailed analysis on the cost of adult corrections is discussed in the "Justice Spending in Canada" Juristat Vol. 17 No. 3, released in February 1997.

Figure 9

Total operating expenditures, 1986-87 to 1995-96 (in current and constant 1986-87 dollars)



Source: Adult Corrections Survey, CCJS.

Methodology and Data Limitations

The information presented in this Juristat is based on the operation of adult correctional services in Canada which is collected through the Adult Corrections Survey. This survey is conducted annually (on a fiscal year basis from April to March) and is designed to collect caseload and case characteristics information on adult offenders (18 years and over). The survey captures custodial and community corrections data for both provincial/territorial and federal corrections sectors.

For 1993-94 to 1995-96, the Northwest Territories could not provide community corrections caseload data. Accordingly, information from this jurisdiction has been excluded from all calculations.

Data relating to operating expenditures are also collected on a fiscal year basis through the Resource, Expenditures and Personnel Survey. It is important to note that the expenditure data reported do not include "capital costs" which are incurred over and above daily operational costs.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at (613) 951-9023 or call toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

Vol. 15 No. 15	Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence
Vol. 15 No. 16	Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994
Vol. 16 No. 1	Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994
Vol. 16 No. 2	Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur
Vol. 16 No. 3	Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes
Vol. 16 No. 4	Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 5	Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
Vol. 16 No. 6	Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
Vol. 16 No. 7	Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 8	Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
Vol. 16 No. 9	The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

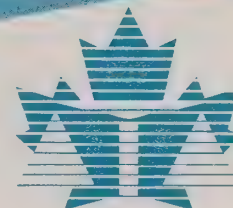
Vol. 16 No. 10	Canadian Crime Statistics, 1995
Vol. 16 No. 11	Homicide in Canada — 1995
Vol. 16 No. 12	Criminal Harassment
Vol. 17 No. 1	Sentencing in Adult Provincial Courts — A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994
Vol. 17 No. 2	Street Prostitution in Canada
Vol. 17 No. 3	Justice Spending in Canada



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 5



CRIME IN MAJOR METROPOLITAN AREAS, 1991-1995

by *Tim Leonard*

SEP 16 1997

University of Toronto

Highlights

- While many Canadians believe that large cities have higher crime rates than smaller cities or rural areas, crime statistics show otherwise. In 1995, Canada's 24 largest metropolitan areas accounted for 61% of the population and also for 61% of the crime reported to police.
- Large cities tend to have lower rates than smaller cities and towns for certain offences: sexual assault, common assault and weapons offences. Conversely, certain types of crimes exhibit higher rates in large cities: robbery, breaking and entering, motor vehicle theft and prostitution.
- Vancouver had the highest crime rate among the nine largest metropolitan areas (over 500,000 population), ranking highest for homicide, arson, weapons offences, break and enter and prostitution in 1995. Despite these high rates, a number of offences have declined from 1991 to 1995.
- The cities of Québec and Calgary reported the lowest crime rates in 1995 among the largest metropolitan areas. While Québec has historically displayed low rates, Calgary has experienced major declines in most offences since 1991.
- Among the 15 metropolitan areas with a population between 100,000 and 500,000, Regina reported the highest rates for attempted murder, weapons offences, breaking and entering, motor vehicle theft and prostitution in 1995. Thunder Bay also had high rates for several offences, while Sherbrooke and St. John's generally reported the lowest rates.
- Youth crime is not just a large urban phenomenon. In 1995, 57% of Canadian youths (aged 12-17) lived in the 24 major metropolitan areas but accounted for only 55% of all youths charged with a criminal offence.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 85-002-XPE, is published in a **paper version** for \$10.00 per issue or \$93.00 for an annual subscription in Canada. Outside Canada the cost is US\$10.00 per issue or US\$93.00 for an annual subscription. Please send orders to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 or by dialling (613) 951-7277 or 1 800 700-1033, by fax (613) 951-1584 or 1 800 889-9734 or by Internet: order@statcan.ca. For change of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada publications may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

May 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Standards of service to the public

To maintain quality service to the public, Statistics Canada follows established standards covering statistical products and services, delivery of statistical information, cost-recovered services and services to respondents. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



INTRODUCTION

Many Canadians believe that there is more crime in a large city than in a small city or rural community. However, statistics do not support this perception. Even though a greater number of crimes do occur in large cities, it is relative to the number of people living in those cities. In 1995, 61% of Canadians lived in 24 major metropolitan areas¹ (cities that have at least 100,000 people), and 61% of Canada's 2.6 million *Criminal Code* violations occurred within these metropolitan areas. Thus, a proportionate amount of crime occurred within the big cities as it did outside.

Another commonly held perception is that violent crime, in particular, tends to occur in major metropolitan areas rather than in smaller towns. Once again, the data do not support this notion. In fact, in 1995, 58% of violent crime occurred in the 24 biggest cities, which accounted for 61% of the population.

A third perception is that Canada's larger cities, Toronto, Montréal and Vancouver, have higher crime rates than other large Canadian cities. As will be shown, this is not necessarily the case.

The 1993 General Social Survey surveyed Canadians about their fear of crime. Almost half (46%) of the Canadian population felt that the level of crime in their neighbourhoods had recently increased (Gartner & Doob, 1994: 14). People said this in spite of Statistics Canada releasing statistics for Canada in 1993 that showed crime rates were decreasing. This finding suggests that people's perceptions may not necessarily relate to the official levels of crime reported in their cities. This *Juristat* will also attempt to examine this notion.

Canadians are concerned about youth crime. A lot of this concern is a result of the youth crime rate jumping 130% from 1986 to 1995 for violent offences. However, the majority of this increase can be attributed to the 173% rise in "common assault" rates, the least serious type of violent offence. When examining all *Criminal Code* violations (not just violent ones), the youth crime rate has only increased 5% since 1986. This report addresses this issue by examining youth crime rates for all major metropolitan areas.

New Approach to Urban Crime Analysis

In the traditional approach to urban crime analysis, crime statistics have been released by individual municipal police force. While useful for showing the differences between police forces, this type of analysis has one major limitation: variations in the composition of the areas being policed are not taken into account. For example, Montréal and Vancouver police forces patrol very different jurisdictions. Data from the Montréal police force represent 29 municipalities having a mixture of urban and suburban environments, while data from the Vancouver police force reflect mostly the urbanized core of the greater Vancouver area. As suburban areas generally have lower crime rates than urban centres, any differences in the mix of urban/suburban areas policed by various police forces can result in artificial differences in crime rates.

In response to this concern, the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) has adopted the Census Metropolitan Area (CMA) as the standard geographical unit for the reporting of urban crime data. A CMA represents an urbanized core of at least 100,000 population and includes adjacent urban and rural areas that have a high degree of economic and social integration. Since more than one police force is often responsible for enforcing the law within the boundaries of a CMA, the CCJS has organized the crime data to fit within the boundaries of a CMA (refer to Methodology section for greater detail). The terms "CMA" and "city" are used interchangeably throughout this report.

¹ There are 25 CMAs in Canada, but due to mapping difficulties between police jurisdictions and the geographical boundaries of the CMA, Oshawa has been excluded from the analysis.

Crime Rates

CMA's compared to non-CMA's

As mentioned in the *Introduction*, there was an equal proportion of *Criminal Code* offences reported in large urban centres (CMA's) as opposed to small cities, towns, and rural communities (non-CMA's). The rates for specific offences, however, are quite different for CMA's and non-CMA's (see Table 1). In 1995, CMA rates were notably higher than non-CMA rates for attempted murder, robbery, breaking and entering, motor vehicle theft and prostitution. However, non-CMA rates were higher for such offences as sexual assault, common assault, weapons and explosives offences, and impaired driving.

Offences Under Analysis

The offences selected for analysis were chosen for three reasons: consistency in reporting to police, high public interest, and/or a large enough number of occurrences at the CMA level for analysis. The 12 offences included are homicide, attempted murder, robbery, sexual assault, major assault, minor assault, arson, weapons and explosives, breaking and entering, motor vehicle theft, prostitution, and impaired driving.

Larger CMA's compared to smaller CMA's

In 1995, of the 18 million Canadians living within a CMA, 80% lived in the nine largest CMA's (a population of 500,000 or more). These larger CMA's also accounted for nearly 80% of all crime. Thus, crime occurred in larger and smaller CMA's in equal

Crime rates represent the number of actual incidents reported to police per 100,000 population. Note that for incidents involving multiple offences, only the most serious offence in the incident is counted. Thus when an offence is being discussed, that offence was the most serious offence in that incident. As a result, there is an undercounting of less serious offences.

Crime rates are an imperfect measure of the extent of crime. Many factors can affect crime rates, particularly the following: reporting of offences by the public to the police; the impact of new initiatives (e.g., community-based policing and new legislation); and quality control procedures that affect the reporting of offences to Statistics Canada by the police (refer to Hendrick (1996: 2-3) for more detail). Crime victimization surveys such as Statistics Canada's General Social Survey are often seen as an alternative to official crime statistics. The difference between the rates of unreported and reported crime is estimated to be considerable. The 1993 General Social Survey estimated that 90% of sexual assaults, 68% of other assaults, and 53% of robberies in that year were not reported to police (Johnson, 1996: 3).

Table 1

Rates of Selected Offences by Census Metropolitan Areas (CMA's), 1995

CMA's	Population	Homicide	Attempted Murder	Robbery	Sexual Assault	Major Assault	Common Assault	Arson	Weapons and Explosives	Breaking and Entering	Motor Vehicle Theft	Prostitution	Impaired Driving
CANADA	29,606,097	2.0	3.1	102	95	176	601	45	59	1,320	552	24	341
All CMA's	17,912,804	2.1	3.5	149	72	175	536	43	41	1,380	682	38	216
All Non-CMA's	11,693,293	1.9	2.7	30	131	178	702	48	87	1,227	351	3	534
Larger CMA's (500,000 +)													
Total	14,245,132	2.2	3.7	169	67	171	524	42	38	1,372	730	41	196
Toronto	4,338,374	1.7	2.8	139	63	170	528	24	41	859	445	44	138
Montréal	3,328,339	2.3	6.2	220	46	154	425	59	17	1,507	832	41	188
Vancouver	1,826,832	3.5	3.7	253	87	208	732	70	66	2,441	1,117	68	170
Ottawa-Hull	1,026,884	2.7	3.5	116	84	135	571	43	42	1,657	840	13	238
Ontario part	774,773	3.1	4.3	132	90	128	632	42	47	1,724	994	15	153
Québec part	252,111	1.6	1.2	68	66	154	384	46	27	1,449	366	5	499
Edmonton*	882,940	2.2	1.4	112	111	195	488	34	53	1,236	607	50	358
Calgary	828,516	2.1	1.3	104	68	165	388	25	42	1,170	636	21	311
Québec	695,203	0.6	2.6	105	40	90	327	42	8	1,304	437	22	317
Winnipeg	676,501	2.4	5.0	273	62	275	533	34	59	1,534	1,183	30	177
Hamilton	641,543	2.6	2.6	81	98	164	778	42	33	992	972	37	147
Smaller CMA's (100,000-499,999)													
Total	3,667,672	1.4	2.7	71	91	190	581	44	52	1,413	499	27	292
Kitchener	417,882	0.7	1.0	47	66	103	387	25	32	978	467	27	262
St. Catharines-Niagara	416,474	0.2	2.9	54	72	135	386	84	58	1,477	424	39	184
London	412,624	0.7	1.2	63	81	140	641	40	71	1,387	863	20	279
Halifax	342,771	1.8	3.2	75	97	204	758	37	64	1,215	281	50	265
Victoria	311,184	1.9	4.2	131	130	200	869	62	77	1,381	414	3	290
Windsor	286,230	2.8	1.0	55	81	133	574	48	49	785	377	20	341
Saskatoon	219,922	1.4	5.0	134	126	325	624	30	44	2,008	515	29	403
Regina	198,688	1.5	9.6	122	124	374	481	15	82	3,146	1,106	118	350
St. John's	177,258	2.3	-	23	173	472	649	29	42	800	138	1	324
Chicoutimi-Jonquière	167,228	0.6	1.2	35	42	127	411	41	9	1,513	329	1	318
Sudbury	166,344	2.4	1.8	67	110	208	736	45	59	1,663	673	11	201
Sherbrooke	148,039	-	6.1	67	26	69	232	36	34	1,575	545	-	315
Trois-Rivières	143,022	1.4	0.7	70	35	115	277	44	22	1,136	499	34	432
Thunder Bay	130,887	3.8	3.8	77	96	312	1,273	72	73	1,906	553	19	352
Saint John	129,119	2.3	-	27	132	133	531	42	13	1,025	151	4	267

Rates are calculated based on 100,000 population.

- nil or zero

* The crime statistics for Edmonton are preliminary.

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Uniform Crime Reporting Survey.
Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division as of July 1st 1995.

proportions. Again, there were differences for specific offences. In 1995, larger CMAs had higher rates for homicide, attempted murder, robbery, motor vehicle theft and prostitution; while smaller CMAs had higher rates for sexual assault, weapons and explosives offences, and impaired driving.

Larger CMAs (500,000 plus in population)

Toronto has a relatively low crime rate

Even though Toronto is Canada's largest metropolitan area, Toronto's rates for specific offences were generally below both the larger CMA average and the national average.

From 1991 to 1995,² Toronto has had a very low rate among the larger CMAs for the following offences: homicide, arson, breaking and entering, motor vehicle theft, and impaired driving. Further, during this time period, Toronto's rates have dropped for a number of offences: weapons and explosives offences (-69%), prostitution (-56%), homicide (-33%), major assault (-29%) and attempted murder (-28%).

Vancouver has the highest crime rate

In 1995, no other larger CMA had as high a crime rate as Vancouver. Vancouver had the highest rates for the following offences: homicide, arson, weapons and explosives, breaking and entering, and prostitution. Vancouver's rate was ranked either second or third highest for attempted murder, robbery, sexual assault, major assault, common assault and motor vehicle theft. Vancouver's rates for homicide, robbery, breaking and entering, and prostitution were nearly double or more than double the national rate.

Despite these high rates, a number of offences have declined over the last five years: impaired driving (-57%), prostitution (-27%), attempted murder (-18%), sexual assault (-17%), major assault (-14%) and homicide (-10%); only the motor vehicle theft rate experienced an increase (+8%).

Québec and Calgary have the lowest crime rates

Québec and Calgary generally had the lowest crime rates among the larger CMAs. In 1995, Québec's rate was ranked as either the lowest or second lowest for the offences of homicide, sexual assault, major assault, common assault, weapons and explosives, and motor vehicle theft. Calgary's rates were low for attempted murder, robbery, common assault, arson, and prostitution. Both CMAs' rates were at or below the national rate for nearly all offences; the only rate that was higher was for motor vehicle theft in Calgary.

² CMA crime data are only available beginning in 1991. Although the impact is minimal for this report, Metro Toronto police did change their counting procedures for incidents as of 1992. Therefore, comparisons to 1991 data for Toronto should be interpreted with caution.

Large drop in crime in Alberta's CMAs

Offence	Calgary	Edmonton
Homicide*	-17%	-26%
Attempted murder*	+46%	-52%
Robbery	-30%	-41%
Sexual assault	-28%	-29%
Major assault	-45%	-19%
Common assault	-28%	-29%
Arson	-39%	-12%
Weapons and explosives	-32%	-26%
Breaking and entering	-33%	-41%
Motor vehicle theft	-22%	-26%
Prostitution	-82%	-11%
Impaired driving	-63%	-54%

Note: Percentages represent the change in rates from 1991 to 1995

* The small number of homicide and attempted murder incidents are prone to wide fluctuations over time.

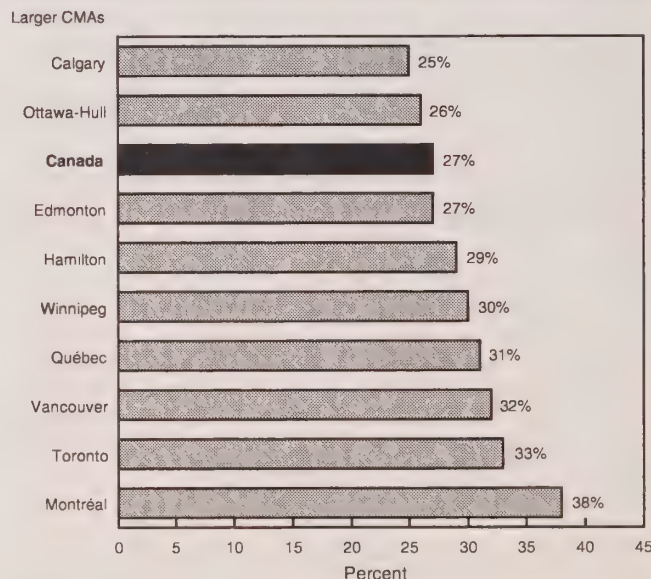
From 1991 to 1995, Québec has consistently reported low crime rates. Calgary, however, has not always had such low crime rates. During the five year period, Calgary's rate declined for all offences except attempted murder. Edmonton also experienced dramatic declines in its rates. A recent study points to increases in private security and new crime prevention practices (such as community-based policing) as the main reasons for the declining crime rate in Edmonton (Kennedy & Veitch, 1997: 66).

Fear is not necessarily related to crime rates

Among the larger cities, Montréal, Toronto, Winnipeg, and Vancouver residents reported higher than average levels of fear in 1993. The 1993 General Social Survey measured fear of

Figure 1a

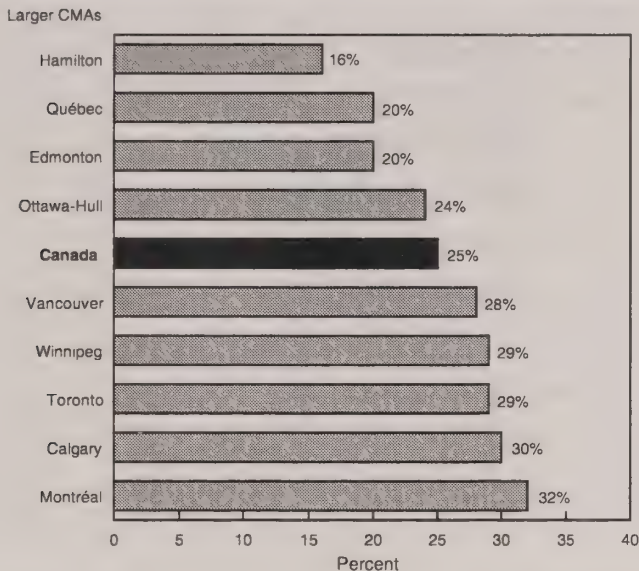
Percentage of population aged 15 years and over who feel unsafe walking alone in their area after dark by larger CMA, 1993



Source: The 1993 General Social Survey.

Figure 1b

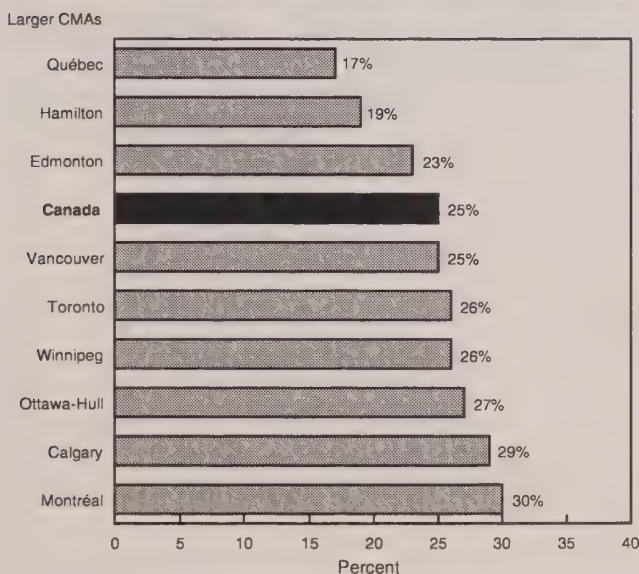
Percentage of population aged 15 years and over who are worried while waiting for public transportation by larger CMA, 1993



Source: The 1993 General Social Survey.

Figure 1c

Percentage of population aged 15 years and over who feel worried when home alone by larger CMA, 1993



Source: The 1993 General Social Survey.

crime using three criterion: feeling unsafe walking home alone in their area after dark (Figure 1a); being worried while waiting for public transportation (Figure 1b); and, being worried while at home alone after dark (Figure 1c). All four cities scored above the national average for each measure.

According to crime statistics, the higher level of fear experienced by people living in Toronto is not justified. For nearly every offence examined in 1993, Toronto had a lower rate than the average rate for larger CMAs. The fear felt by Toronto residents may have been associated more with the sheer number of criminal occurrences and the resulting media coverage rather than the crime rate.

Residents of Vancouver, however, may have been justified in their feelings of fear. Vancouver's crime rate was higher than the larger CMA rate for 10 of the 12 offences examined. Montréal and Winnipeg, which have higher than average levels of fear, had average levels of crime; some offences were above the larger CMA rate and others were below. Thus, fear is not highly associated with crime rates but, rather, is based on the perceived risk of victimization (Ferraro, 1996).

Robbery drops by 28% in Montréal but jumps 40% in Winnipeg

In 1995, Montréal's robbery rate had dropped 28% from 1991 while Winnipeg's rate had increased by 40% (Figure 2a). At the national level, the robbery rate has dropped 14% since 1991. Six of the nine larger cities reported substantial decreases in their robbery rates from 1991 to 1995 (Figure 2b). Winnipeg, Vancouver and Montréal have consistently had the highest robbery rates since 1991.

Ottawa-Hull's breaking and entering rate increases by 15%

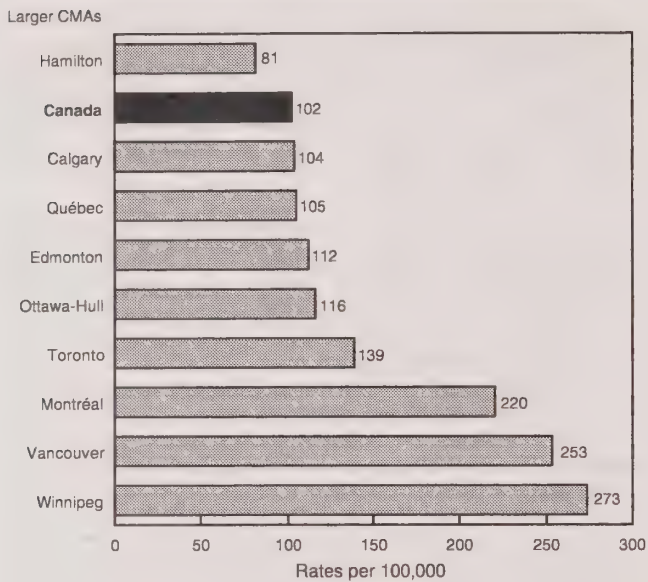
Vancouver has had the highest rate of breaking and entering since 1991, while Toronto and Hamilton have had the lowest rates (Figure 3a). From 1991 to 1995, Ottawa-Hull was the only large CMA to report a notable increase in rates of breaking and entering, despite a national decline of 15%. In fact, only the Ottawa portion (+30%) of the Ottawa-Hull CMA increased while the Hull portion (-20%) actually decreased over this time period. Edmonton's and Calgary's rates have dropped 41% and 33%, respectively (Figure 3b).

Motor vehicle theft is the only rate to increase nationally

Motor vehicle theft was the only offence among the 12 offences examined to have increased nationally (+11%) between 1991 and 1995. Winnipeg had the highest rate in 1995 followed closely by Vancouver (Figure 4a). Québec and Toronto have consistently had the lowest rates for motor vehicle theft. Winnipeg and Hamilton reported dramatic increases in their motor vehicle theft rates over this time, up 218% and 154%, respectively. Despite this trend, motor vehicle theft rates have decreased for Edmonton, Calgary, Montréal and Québec (Figure 4b).

Figure 2a

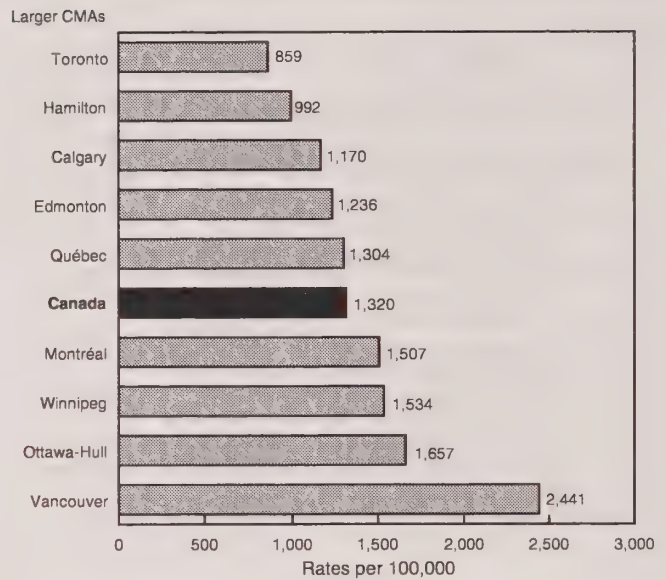
Robbery rates for larger CMAs, 1995



Source: UCR Survey.

Figure 3a

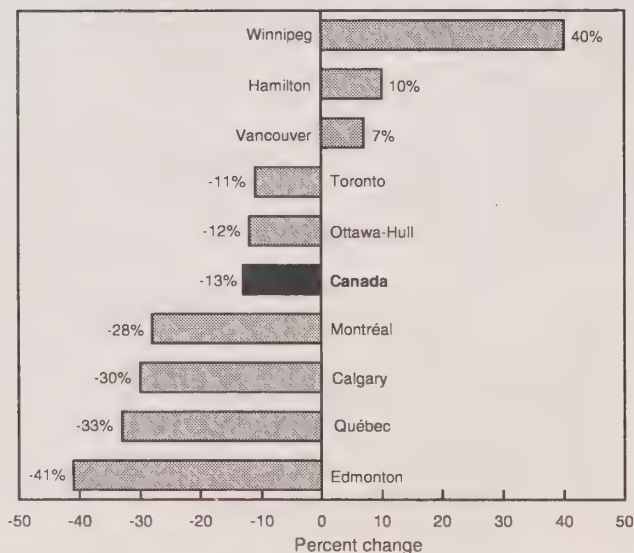
Breaking and entering rates for larger CMAs, 1995



Source: UCR Survey.

Figure 2b

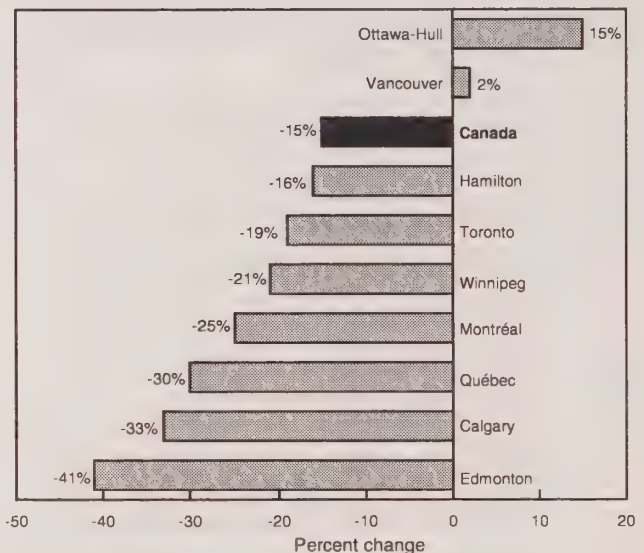
Percentage change in robbery rates for larger CMAs from 1991 to 1995



Source: UCR Survey.

Figure 3b

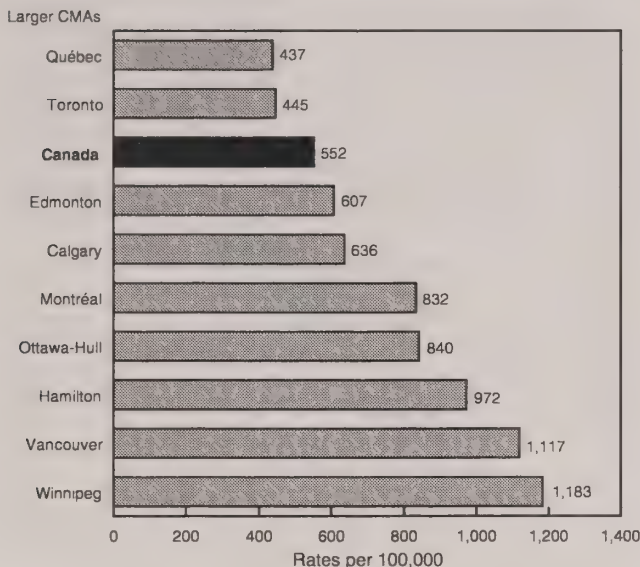
Percent change in breaking and entering rates for larger CMAs from 1991 to 1995



Source: UCR Survey.

Figure 4a

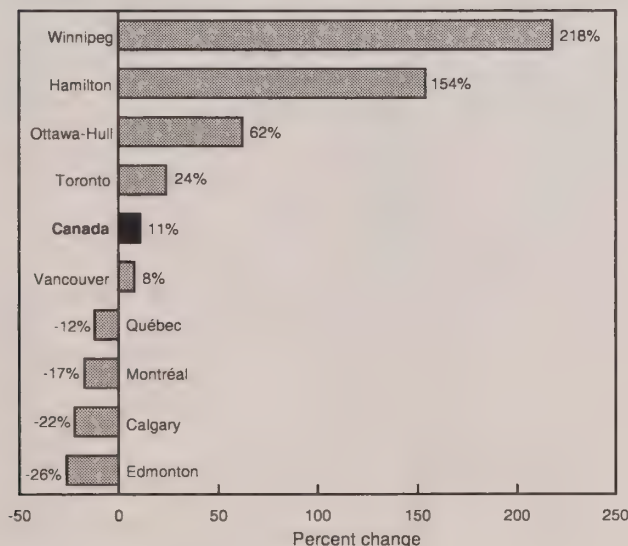
Motor vehicle theft rates for larger CMAs, 1995



Source: UCR Survey.

Figure 4b

Percent change in motor vehicle theft rates for larger CMAs from 1991 to 1995



Source: UCR Survey.

Smaller CMAs (100,000 to 499,999 population)

Regina and Thunder Bay have highest crime rates

Among the 15 smaller CMAs, Regina had the highest rates in 1995 for attempted murder, weapons and explosives offences, breaking and entering, motor vehicle theft and prostitution. Regina held the second highest rate for major assault, third highest for robbery, fourth for impaired driving, and fifth for sexual assault. Regina did, however, have the lowest arson rate.

Since 1991, Regina has reported consistently high rates for attempted murder, breaking and entering, and prostitution. These offences were often two to four times higher than the national rate. Motor vehicle theft (+87%) and weapons and explosives offences (+80%) have increased significantly during this period.

In 1995, Thunder Bay also reported high crime rates for all offences except prostitution. Thunder Bay's rates for homicide and common assault were about double the national rate. The rates, however, for impaired driving (-35%), attempted murder (-30%), major assault (-21%), arson (-18%) and sexual assault (-15%) have fallen substantially during the same time period.

According to crime statistics, Sherbrooke is a safe place to live

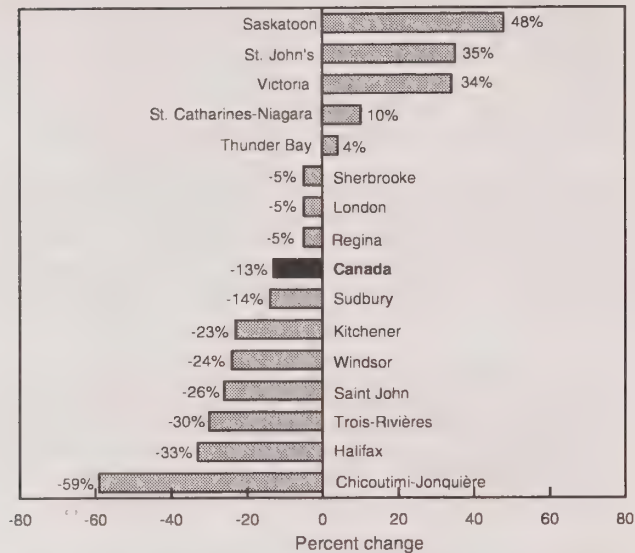
Sherbrooke and St. John's had the lowest crime rates of all smaller CMAs. From 1991 to 1995, Sherbrooke's rates were low for homicide, sexual assault, major assault, common assault and prostitution. Similarly, St. John's had low rates, but for different offences: attempted murder, robbery, breaking and entering, motor vehicle theft and prostitution. However, St. John's also held the highest rates for sexual assault and major assault during this period.

Robbery rates declining in two-thirds of smaller CMAs

In accordance with the national decline in robbery rates, 10 of the 15 smaller CMAs reported lower robbery rates in 1995 than in 1991; the largest decrease occurred in Chicoutimi-Jonquière (-59%). Robbery rates for Saskatoon, St. John's and Victoria, however, have increased by a substantial margin. Although St. John's robbery rate jumped by 35% over the five year period, this city still had the lowest rate in 1995; Saskatoon and Victoria had the highest (Figure 5).

Figure 5

Percentage change in robbery rates for smaller CMAs from 1991 to 1995



Source: UCR Survey.

Windsor's breaking and entering rate is cut in half since 1991

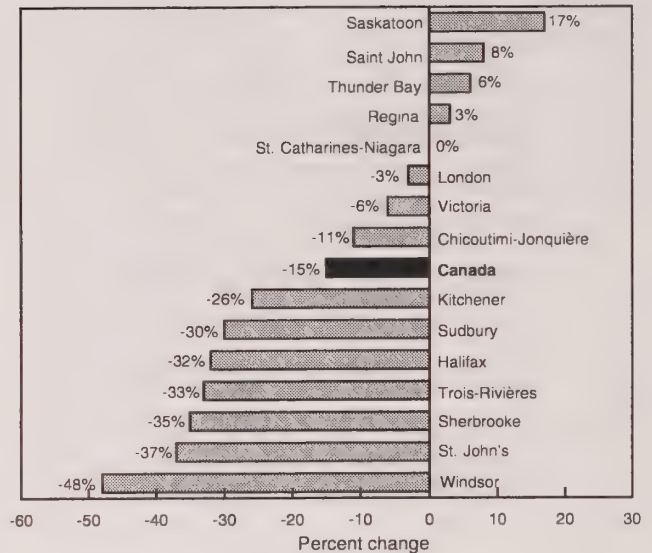
Breaking and entering rates in seven of the 15 smaller CMAs decreased by over 25% from 1991 to 1995. Windsor experienced the most dramatic decrease, falling 48% to the lowest rate of all smaller CMAs in 1995. Saskatoon, Saint John and Thunder Bay reported large increases in their rates, despite the national decline (Figure 6).

Motor vehicle theft more than doubles in London

Regina had the highest rate of motor vehicle theft in 1995, an 87% increase from 1991. London had the largest increase, jumping 144% in the same period. In contrast, Saint John (-56%), St. John's (-43%) and Sudbury (-36%) experienced large decreases in their motor vehicle theft rate. St. John's has had the lowest rate since 1991 (Figure 7).

Figure 6

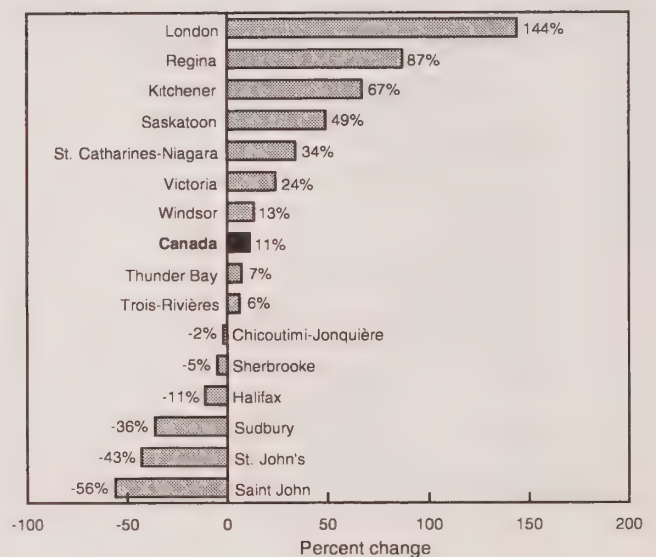
Percent change for breaking and entering rates for smaller CMAs from 1991 to 1995



Source: UCR Survey.

Figure 7

Percent change in motor vehicle theft rates for smaller CMAs from 1991 to 1995



Source: UCR Survey.

Clearance Rates

Clearance rates represent the percentage of actual incidents³ which are "solved"⁴ by the police. Clearance rates are often used as indicators of a police department's effectiveness in solving crime. However, clearance rates are influenced by several factors, such as available police resources and police policies and procedures related to enforcement, that will affect the comparability between CMAs.

Clearance rates are not examined for low volume offences such as homicide and attempted murder; nor those offences where there is virtually always a charge laid (e.g., impaired driving and prostitution). Therefore, the analysis for clearance rates is based on eight offences (see Table 2).

Clearance rates vary by CMA and by offence

Vancouver, one of the largest cities, had the lowest clearance rates for six of the eight offences examined, and the second lowest for the remaining two. It is interesting to note that Vancouver had the highest crime rate among the larger CMAs. By comparison, Québec and Winnipeg had some of the highest clearance rates for the offences examined.

Clearance rates vary a great deal among the CMAs for certain offences. For example, in 1995, the clearance rate for sexual assault ranged from 47% in Edmonton to 72% in Ottawa-Hull; the range was even wider for the smaller CMAs, from 27% in St. John's to 92% in Thunder Bay and Sudbury.

Clearance rates also varied substantially for breaking and entering and motor vehicle theft. Among the larger CMAs, Vancouver police solved 7% of the breaking and entering offences, while Toronto police were able to solve over 20%. Further, Vancouver had the lowest clearance rate for motor vehicle theft at 5%, while Québec's rate was 15%. Among the smaller CMAs, breaking and entering clearance rates ranged from 10% in Sudbury to 22% in London. Saskatoon had the lowest motor vehicle theft clearance rate at 9%, while St. John's and London's rates were highest at 23%.

³ An incident is deemed actual or founded when it is concluded, after the police investigation, that a violation of the law took place or was attempted.

⁴ An incident is "solved" when the police have enough evidence to lay a charge, whether that person was actually charged or "cleared" by other means (e.g., diversion or youth is under 12 years of age).

Table 2

Clearance Rates of Selected Offences by Census Metropolitan Areas (CMAs), 1995

CMAs	Robbery	Sexual Assault	Major Assault	Common Assault	Arson	Weapons and Explosives	Breaking and Entering	Motor Vehicle Theft
CANADA	32%	69%	81%	80%	20%	78%	16%	13%
All CMAs	29%	61%	76%	77%	17%	79%	13%	10%
All Non-CMAs	48%	75%	88%	82%	25%	78%	22%	25%
Larger CMAs (500,000 +)								
Total	28%	60%	76%	77%	16%	82%	12%	8%
Toronto	27%	68%	78%	75%	17%	83%	20%	10%
Montréal	30%	63%	80%	82%	15%	75%	12%	9%
Vancouver	21%	49%	66%	72%	12%	76%	7%	5%
Ottawa-Hull	30%	72%	73%	80%	21%	78%	11%	8%
Ontario part	28%	73%	76%	82%	19%	76%	11%	6%
Québec part	42%	65%	64%	74%	27%	88%	13%	21%
Edmonton*	30%	47%	75%	75%	21%	95%	14%	7%
Calgary	32%	58%	79%	80%	17%	90%	12%	10%
Québec	45%	66%	91%	86%	27%	80%	12%	15%
Winnipeg	33%	70%	80%	85%	20%	81%	11%	9%
Hamilton	26%	49%	74%	78%	18%	81%	12%	11%
Smaller CMAs (100,000-499,999)								
Total	37%	64%	76%	77%	19%	73%	14%	19%
Kitchener	35%	72%	86%	80%	14%	67%	11%	12%
St. Catharines-Niagara	33%	72%	86%	83%	13%	82%	16%	13%
London	43%	79%	83%	79%	33%	77%	22%	23%
Halifax	32%	57%	70%	68%	12%	64%	13%	14%
Victoria	42%	55%	80%	75%	19%	76%	13%	14%
Windsor	27%	78%	76%	88%	16%	81%	12%	14%
Saskatoon	31%	38%	63%	58%	15%	77%	11%	9%
Regina	40%	63%	73%	72%	30%	64%	11%	15%
St. John's	49%	27%	58%	59%	27%	52%	18%	23%
Chicoutimi-Jonquière	41%	90%	88%	85%	32%	53%	11%	21%
Sudbury	32%	92%	90%	87%	24%	78%	10%	10%
Sherbrooke	44%	82%	80%	87%	13%	67%	19%	12%
Trois-Rivières	41%	82%	97%	95%	24%	81%	17%	16%
Thunder Bay	44%	92%	90%	89%	13%	72%	14%	20%
Saint John	43%	54%	76%	67%	19%	88%	13%	18%

* The crime statistics for Edmonton are preliminary.

Note: Clearance rates represent the number of incidents cleared over the number of actual incidents.

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Uniform Crime Reporting Survey.

Youth Crime

A great deal of attention has been focused on issues surrounding youth crime. This section will show that youth crime is not uniform across Canada and that, for some CMAs, there are significantly more youths charged with an offence than in other CMAs.

Nearly the same proportion of youth crime occurs inside of the CMA boundaries as outside (see Table 3). In 1995, 57% of Canada's youth population lived in a CMA and 55% of the total youths charged were arrested within a CMA boundary.

There are some differences in the types of crime committed by youths that occur inside of a CMA as opposed to a non-CMA (i.e., small cities, towns, or rural communities). Of the eight offences examined, robbery and major assault were more likely to be committed by CMA youth; while non-CMA youth were more likely to commit a sexual assault offence or a breaking and entering offence. Smaller CMAs showed higher rates than larger

Youth crime can only be measured by the number of youths charged by police.

Youth charge rates represent the number of youths charged by police per 100,000 youths.

Youth charge rates are influenced by several factors, one of which is pre-charge screening practices by the Crown. The Crown decides whether or not the youth should be charged and formally processed through the courts or diverted to an alternative measures program as outlined in the *Young Offenders Act*. Consequently, the youth charge rate is not a perfect indicator of the prevalence of youth crime, particularly with respect to measuring relatively minor incidents (Hendrick, 1996: 14-15). This *Juristat* examines serious offences (except for common assault) in an effort to minimize this effect of diversion.

Homicide, attempted murder and prostitution were excluded for youth due to the low numbers. Impaired driving data are not collected by the UCR Survey for youths.

Table 3

Youth Charge Rates of Selected Offences by Census Metropolitan Areas (CMAs), 1995

CMAs	Youth Population (Ages 12-17)	Robbery	Sexual Assault	Major Assault	Common Assault	Arson	Weapons and Explosives	Breaking and Entering	Motor Vehicle Theft
CANADA	2,384,703	148	66	228	481	28	71	780	288
All CMAs	1,351,829	217	47	254	466	26	75	541	274
All Non-CMAs	1,032,874	57	92	194	501	32	65	1,094	306
Larger CMAs (500,000 +)									
Total	1,056,381	239	43	253	443	24	77	469	254
Toronto	311,779	256	62	315	516	14	101	417	183
Montréal	242,553	208	27	174	284	20	28	361	204
Vancouver	131,254	322	30	215	376	21	77	439	309
Ottawa-Hull	77,197	76	48	145	431	45	27	536	161
Ontario part	57,091	79	35	170	375	9	33	424	126
Québec part	20,106	70	85	75	592	149	10	855	259
Edmonton*	74,618	220	66	292	445	23	96	655	170
Calgary	65,790	230	33	360	629	24	138	643	353
Québec	54,500	61	13	94	237	33	9	336	145
Winnipeg	50,929	699	63	520	591	61	230	944	736
Hamilton	47,761	77	27	220	787	31	54	440	580
Smaller CMAs (100,000-499,999)									
Total	295,448	136	60	260	551	33	67	798	347
Kitchener	34,083	65	50	167	572	21	67	643	425
London	32,093	106	50	218	901	53	84	807	654
St. Catharines-Niagara	31,576	76	41	171	380	54	41	785	219
Halifax	25,144	163	119	370	612	28	107	748	330
Windsor	23,165	82	13	160	371	-	65	419	263
Victoria	20,849	422	34	374	595	24	77	624	240
Saskatoon	18,659	225	118	456	525	5	107	1,147	236
Regina	17,409	316	132	442	523	29	75	1,735	936
Chicoutimi-Jonquière	16,769	60	18	78	137	30	-	334	113
St. John's	15,983	44	63	413	651	38	69	951	206
Sudbury	14,031	86	114	356	784	64	71	969	306
Sherbrooke	12,299	106	24	81	138	8	65	496	57
Trois-Rivières	12,040	83	8	83	257	25	-	748	125
Thunder Bay	10,961	192	91	383	949	46	109	1,131	584
Saint John	10,387	48	39	241	780	87	29	789	193

Rates are calculated based on 100,000 youth population.

- nil or zero.

* The crime statistics for Edmonton are preliminary.

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Uniform Crime Reporting Survey.
Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division as of July 1st 1995.

CMAs for all offences except robbery and weapons and explosives offences.

Youth crime is going in opposite directions in Winnipeg and Calgary

Among larger CMAs, in 1995, Winnipeg had the highest rate of youths charged for six offences: robbery, major assault, arson, weapons and explosives, breaking and entering, and motor vehicle theft. For the other two offences, sexual assault and common assault, Winnipeg had one of the three highest rates. Further, Winnipeg also experienced the largest increases in youth charge rates for a number of offences. From 1991 to 1995, the youth charge rate increased in Winnipeg for robbery (+316%), arson (+139%), theft of motor vehicle (+109%), common assault (+65%), and weapons and explosives offences (+63%). Breaking and entering (-28%) was the only offence in which Winnipeg experienced a large decrease in its youth charge rate.

Calgary, on the other hand, has experienced a very different trend. In 1991, Calgary had the highest youth charge rates for six of the eight offences. But by 1995, youth charge rates dropped to such an extent that Calgary no longer had the highest rate for any offence. The following offences declined significantly: breaking and entering (-69%), sexual assault (-66%), arson (-54%), robbery (-50%), weapons and explosives (-48%), and major assault (-46%).

In 1995, Québec had the lowest youth charge rates among the larger CMAs for all offences except arson. This is likely a result of the extensive use of a pre-charge screening practice to an alternative measures program.

Regina and Thunder Bay have high youth crime rates

Among the smaller CMAs, Regina held the highest youth charge rates in 1995 for sexual assault, breaking and entering, and motor vehicle theft; and the second highest for robbery and major assault. Thunder Bay also had high rates for all offences. Chicoutimi-Jonquière, Sherbrooke and Trois-Rivières generally had the lowest youth charge rates; again, this may be due to the province of Quebec's extensive use of diversion (Alternative Measures).

From 1991 to 1995, Victoria experienced dramatic changes in their youth charge rates for several offences⁵: breaking and entering (-42%) and motor vehicle theft (-38%) dropped, while major assault and common assault rates doubled. Thunder Bay encountered a similar pattern as its youth rates decreased for major assault (-24%) and breaking and entering (-22%), but increased for motor vehicle theft (+57%) and common assault (+44%).

Concluding Remarks

This report has largely been a description of the varying crime levels for particular *Criminal Code* offences in the different major metropolitan areas in Canada. However, this report is not able

⁵ Due to low numbers among the smaller CMAs, only major assault, common assault, breaking and entering, and motor vehicle theft offences can be examined over time for youths.

to answer the question of "Why do crime rates differ between CMAs?". Many phenomena not covered in this report may provide some explanations of the varying crime rates. For example, differences in law enforcement practices (e.g., charging practices or use of diversion) may play a major role in explaining the crime levels. But little research has been done in this area. Similar research as conducted by Kennedy and Veitch (1997) for Edmonton is necessary for each of the major metropolitan areas to have a more comprehensive understanding of urban crime.

Methodology

This *Juristat* focuses on crime data reported to the Uniform Crime Reporting (UCR) survey by police forces located within CMAs. The UCR survey measures criminal incidents which come to the attention of the police, and which are then captured and forwarded to the CCJS according to a nationally-approved set of common scoring rules and definitions. These statistics are commonly referred to as "official crime statistics," and as such, any relationships described in this report should be interpreted as indicative, not definitive.

The geographical boundaries of the CMAs were adjusted slightly to match existing police detachment jurisdictions, without adjusting the official CMA populations where possible. In order to do this, three main issues had to be addressed:

1. **Rural Detachments which are partially in and out of a CMA** - If more than 50% of the rural detachment jurisdiction fell within the boundary of a CMA, then all the crime data for that detachment was included in the CMA total. Conversely, if less than 50%, all crime for that detachment were excluded. The amount of crime from a rural detachment would be a small percentage of the total crime of the CMA.
2. **Central Detachments of Royal Canadian Mounted Police (RCMP), Ontario Provincial Police and Québec Police Force** - All central detachments that did not have sole responsibility for policing a given location within a CMA were excluded to avoid including data from other regions of the province. As a result, drug offences were not included in this *Juristat* as the RCMP are primarily responsible for drug enforcement and report the majority of drug offences.
3. **Regional Police Forces in Ontario** - The Durham Regional Police, the Halton Regional Police, and the Niagara Regional Police have jurisdictions that overlap more than one CMA in southern Ontario. The proportion of overlap was applied to the crime data to match the jurisdictions to the CMAs. This adjustment was so significant for Oshawa that it severely limited the data's accuracy; thus, Oshawa was excluded from the analysis. The populations of the St. Catharines-Niagara and Kitchener CMAs were increased by 8.1% and 5.7%, respectively, for the purpose of matching police jurisdictions.

The 24 CMAs were divided into two groups: nine CMAs with a population of 500,000 or more, and the remaining 15 CMAs between 100,000 and 500,000. Although it is possible to group all of the CMAs together for analytical purposes, the differences between larger CMAs and smaller CMAs are significant enough to divide the CMAs into two groups. The urbanized core and

suburban areas of a smaller CMA is dwarfed by those of a larger CMA. Urbanization is a major criminological determinant that helps explain the prevalence of crime (Fischer, 1975, 1995; Hartnagel & Lee, 1990). Essentially, the theory proposes that more urbanized centres should exhibit a weakening of informal mechanisms of social control and higher rates of personal disorganisation, crime and disorder (Wirth, 1938). Therefore, the significant differences in city urban structures and population among the 24 CMAs makes for a logical split of the CMAs into two comparative groups.

This *Juristat* focuses on crime rates for selected *Criminal Code* offences from 1991 to 1995. By examining specific offences, a bias is eliminated that is sometimes introduced by only discussing aggregated totals, such as total violent or total property crime. For example, in 1995, common assault offences accounted for 60% of all violent crime. A significant increase in common assault would result in driving the violent crime rate upwards which could be misleading as other violent offences could, in fact, be dropping. For analytical purposes, however,

seven of the 12 offences used in this report are offence groups comprised of several offences that are similar in nature.

The Canadian Centre for Justice Statistics gratefully acknowledges the assistance of Canadian police agencies and the Canadian Association of Chiefs of Police in the preparation of this report.

References

Ferraro, K.F. *Fear of crime: Interpreting victimization risk*. Albany, New York: State University Press, 1995.

Fischer, C.S. "Toward a subcultural theory of urbanism." *American Journal of Sociology*. 1975; 80(6): 1319-1341.

Fischer, C.S. "The subcultural theory of urbanism: a twentieth-year assessment." *American Journal of Sociology*. 1995; 101(3): 543-577.

Gartner, R. and A.N. Doob "Trends in criminal victimization: 1988-1993." *Juristat*. Catalogue no. 85-002, 14(10). Ottawa: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, 1994.

Hartnagel, T.F. and G.W. Lee. "Urban crime in Canada." *Canadian Journal of Criminology*. 1990; October: 591-606.

Hendrick, D. "Canadian crime statistics-1995." *Juristat*. Catalogue no. 85-002, 16(10). Ottawa: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996.

Johnson, H. "Violent crime in Canada." *Juristat*. Catalogue no. 85-002, 16(6). Ottawa: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996.

Kennedy, L.W. and D. Veitch. "Why are crime rates going down? A case study in Edmonton." *Canadian Journal of Criminology*. 1997; January: 51-69.

Wirth, L. "Urbanism as a way of life." *American Journal of Sociology*. 1938; 44: 3-24.

Offence Group	Offences
Homicide	1 st degree murder, 2 nd degree murder, manslaughter, infanticide
Sexual Assault	aggravated sexual assault (level 3), sexual assault with a weapon (level 2), sexual assault (level 1)
Major Assault	aggravated assault (level 3), assault with weapon or causing bodily harm (level 2), unlawfully causing bodily harm, discharge firearm with intent, assault police officer, other assaults
Weapons and Explosives	prohibited weapons, restricted weapons, other offensive weapons, explosive related offences
Breaking and Entering	unlawful entry into a business, residence or other private property structure
Prostitution	keeping a bawdy house, procuring, solicitation, other offences in relation to prostitution
Impaired Driving	impaired operation of a motor vehicle, boat or aircraft, driving with over 80 milligrams of alcohol in 100 millilitres of blood, and failing to provide a breath and/or blood sample when requested by a police officer

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at (613) 951-9023 or call toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

Vol. 15 No. 15	Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence
Vol. 15 No. 16	Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994
Vol. 16 No. 1	Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994
Vol. 16 No. 2	Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur
Vol. 16 No. 3	Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes
Vol. 16 No. 4	Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 5	Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
Vol. 16 No. 6	Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
Vol. 16 No. 7	Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 8	Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
Vol. 16 No. 9	The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

Vol. 16 No. 10	Canadian Crime Statistics, 1995
Vol. 16 No. 11	Homicide in Canada — 1995
Vol. 16 No. 12	Criminal Harassment
Vol. 17 No. 1	Sentencing in Adult Provincial Courts — A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994
Vol. 17 No. 2	Street Prostitution in Canada
Vol. 17 No. 3	Justice Spending in Canada
Vol. 17 No. 4	Adult Correctional Services in Canada, 1995-96



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 6



ADULT CRIMINAL COURT STATISTICS, 1995-96

Craig Grimes

Highlights

- A large number of the cases heard in adult court involved relatively minor offences such as impaired driving (15% of all cases), common assault (12%), and theft (11%).
- Approximately 80% of cases were against males and 65% were against adults between 18 and 34 years of age.
- Two thirds of the cases heard resulted in a finding of guilt for at least one charge in the case. The highest conviction rates were recorded for cases involving impaired driving (79%), morals-sexual offences (76%), and drug possession (75%).
- Of the cases resulting in a prison sentence, almost 50% received terms of 1 month or less, while 3% had sentences of two years or more. The median sentence length for cases receiving prison, excluding one day prison sentences, was 46 days.
- A sentence of probation was given in 37% of cases resulting in conviction. The median length of probation for cases receiving probation was one year.
- The accused was ordered to pay a fine in 45% of the cases resulting in conviction. Of these cases, 56% were sentenced to pay a fine of \$300 or less and 20% were fined more than \$500.
- Approximately 20% of cases required 1 appearance to reach completion, while nearly 1 in 5 took more than 8 months.
- Almost three quarters of cases took five court appearances or less to reach completion. The median elapsed time from the first to the last appearance was 77 days.



Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 85-002-XPE, is published in a **paper version** for \$10.00 per issue or \$93.00 for an annual subscription in Canada. Outside Canada the cost is US\$10.00 per issue or US\$93.00 for an annual subscription. Please send orders to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 or by dialling (613) 951-7277 or 1 800 700-1033, by fax (613) 951-1584 or 1 800 889-9734 or by Internet: order@statcan.ca. For change of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada publications may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

May 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Introduction

Courts are the keystone of the criminal justice system. They are responsible for adjudicating the criminal case against the accused through an evaluation of the evidence presented by the Crown. This *Juristat* summarizes the activity of adult provincial / territorial criminal courts¹ in Canada for the 1995-96 fiscal year. Its main objective is to improve public understanding of provincial adult court activity.

Information is presented on the demographic characteristics of accused persons, court findings and sanctions for cases heard in provincial criminal courts.

The analysis in this report is based on case characteristics data from the Adult Criminal Court Survey (ACCS). These data on completed federal statute charges are collected by the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) in collaboration with provincial and territorial government departments responsible for provincial criminal courts.

The primary unit of analysis is the case, which is defined as one or more charges laid against an individual which are disposed of in court on the same day. The individuals involved are persons 18 years or older, companies, and youths that have been raised to adult criminal court.

At the time of this report, provincial criminal courts in seven provinces and two territories (representing approximately 80% of the national provincial criminal court caseload) reported to the ACCS. They are; Newfoundland (2.0%), Prince Edward Island (0.4%), Nova Scotia (4.1%), Quebec (20.6%), Ontario (50.9%), Saskatchewan (6.5%), Alberta (14.3%), Yukon (0.5%) and the Northwest Territories (0.7%).

Overview of Provincial Criminal Court Cases

Provincial criminal courts in participating jurisdictions disposed of 886,300 charges, or 435,500 cases during 1995-96. Most cases (55%)² contained only one charge, 27% had two charges, and the remaining 18% of cases containing three or more charges. All of these cases are for federal statute violations, of which 88% were Criminal Code offences. The remaining cases involve violations of other federal statutes, such as the *Narcotic Control Act* (NCA), *Food and Drugs Act* (FDA), and *Income Tax Act*. Provincial statute offences are not included in this report.

Adult court cases most often involve property offences

In 1995-96, participating jurisdictions reported 115,000 cases of crimes against property, 107,300 "other" Criminal Code violation cases, 86,600 cases involving crimes against the person, 73,700 traffic cases (primarily impaired driving), 27,800 drug-related cases, and 25,100 other federal statute cases. (Box 1) Figure 1 shows the relative frequency of 10 offence types heard in provincial criminal court, of which the four most common offences are impaired driving, common assault, theft, and failure to appear in court cases. (Box 2)

Most provincial criminal court cases involve males

During the reference period, approximately 85% of cases heard in provincial criminal courts were against males.³ In addition, most of the cases heard were against adults under 35 years of age. Cases involving 18 to 24 year olds represented 30% of all cases, while 35% of cases tried were against 25 to 34 year olds. The proportion of the provincial criminal court caseload decreased with each subsequent age group. Cases against individuals 35 to 44 years of age were 22% of completed cases, while the

¹ For the remainder of this *Juristat*, adult provincial/territorial criminal courts will be referred to as provincial criminal courts.

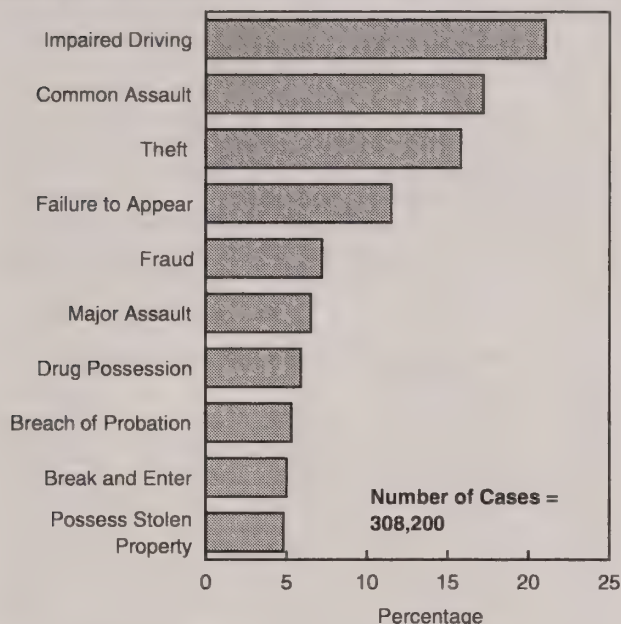
² The classification of a case as single-charge or multiple-charge is based on the total number of charges heard in the case, and not just those charges resulting in a conviction.

³ "Sex" is unknown in 14,631 cases, or 4% of the cases heard in provincial criminal court.

⁴ The age of the accused was unknown or less than 18 years of age in 22,120 cases, or 5% of provincial court caseload. Companies were involved in 1,253 of these cases.

Figure 1

Cases by Most Serious Offence, Nine Jurisdictions, 1995-96



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

Box 1

Standard offence categories used by the ACCS

Crimes against the person

- Homicide and related
- Attempted murder
- Robbery
- Kidnapping
- Sexual assault
- Sexual abuse
- Major assault
- Abduction
- Common assault

Crimes against property

- Break and enter
- Arson
- Fraud
- Possession of stolen property
- Theft
- Property damage/mischief

Other Criminal Code

- Weapons
- Administration of justice (Includes Failure to Appear)
- Public order offences
- Morals – sexual
- Morals – gaming
- Unspecified Criminal Code (Includes Breach of Probation)

Traffic

- Criminal Code traffic
- Impaired driving

Drug related offences

- Trafficking
- Possession

Other federal statutes

- all other federal statutes

Box 2

Unspecified CCC, Administration of Justice, and Other Federal Statutes

Unspecified Criminal Code

Two of the most frequently occurring "unspecified Criminal Code" offences are "failure to comply with a probation order", and "failure to keep the peace". These offences are related to previous court cases, where a court order has been made against the accused. Failing to follow this court order has resulted in another court case against the same accused. These offences are good examples of how some charges and cases are related to previous or ongoing court cases.

Administration of Justice

The "administration of justice" offence category encompasses a variety of offences focused on ensuring that individuals follow the decisions of the court. The court will lay additional charges when an accused fails to appear in court on a set date, escapes from custody, or when the accused breaks out of a correctional facility. "Failure to appear" is one of the most frequent offences heard in provincial criminal courts.

Other Federal Statutes

In addition to the Criminal Code of Canada, the ACCS collects information on a variety of other federal statutes. Offences under these statutes have been grouped into one of three offence categories: 1) trafficking/importing drugs; 2) drug possession; and, 3) other federal statutes. Trafficking/ importing drugs and drug possession cases involve specific NCA and FDA sections, which specify drug trafficking and drug possession offences. The remaining NCA, FDA, and federal statute offences are grouped under "other federal statutes".

Unspecified Criminal Code

	Number	%
Total unspecified Criminal Code	45,245	100
Failure to comply with probation order	16,455	39
Uttering threats	8,587	20
Failure to keep the peace	6,935	16
Conspiracy	1,975	5
Criminal harassment	1,935	5
Other unspecified	6,358	15

Administration of Justice

	Number	%
Total	39,806	100
Failure to appear	35,302	89
Unlawfully at large	3,446	9
Escape custody	688	2
Prison break	31	--
Other Administration of Justice	370	1

accused was over the age of 45 years in the remaining 13%.⁴

Most property crime is committed by males under 30 years of age

Only one offence type, crimes against property, had a significant difference in the age of males and females. In property cases, the median age of females was 31 years, while the median age of males was 27 years at the time of the offence. The median age of males and females was almost the same for all other offence groups. Overall, the median age of males appearing in court was 30 years, while the median age of females was 31 years. (Table 1)

Participating jurisdictions reported a total of 6,796 charges, or 1,253 cases against companies during 1995-96. Almost all of the cases heard against companies (89%) were for violations under federal statutes, other than the Criminal Code of Canada.

Cases against Companies	Number	%
Total	1,253	100
Criminal Code offences	143	11
Income Tax Act	232	19
Customs Act	27	2
Unemployment Insurance Act	27	2
All other federal statutes	824	66

Young adults commit more property offences

Young adults, 18 to 24 years of age, tended to appear in court for different kinds of cases than older adults. This age group had proportionately more cases heard for "crimes against property" than any other age group. One-third of the cases heard against young adults were property cases.

Younger adults were involved in proportionately more cases for property damage / mischief, possession of stolen property, break and enter, drug possession, failure to appear in court, and public order offences than any other age group. Theft cases were heard most often (13%) for individuals 18 to 24 years of age. In comparison to other age groups, young adults had the lowest proportion of impaired driving cases in provincial criminal court. (Table 2)

Impaired driving most frequent offence for adults over 25 years

The proportion of impaired driving cases increased with the age of the accused and was the most frequently heard case when the accused was 25 years of age and older. In addition, individuals over age 25 had proportionately fewer cases heard for crimes against property and more cases heard for other federal statute violations than were heard against young adults. Older individuals, 55 years of age and older, had the largest proportion of impaired driving cases (26%) and the lowest proportion of drug-related cases (2%).

Table 1

Median¹ Age of Accused by Sex, Nine Jurisdictions, 1995-96

Offence Group	Total Cases ²		Males ³		Females ³	
	Number	median	Number	median	Number	median
TOTAL OFFENCES	414,019	30	339,774	30	59,614	31
CRIMINAL CODE TOTAL	364,880	30	299,709	30	53,350	31
Crimes Against The Person	81,658	31	70,596	31	8,916	30
Crimes Against Property	110,559	28	83,601	27	23,143	31
Other Criminal Code	99,551	29	82,354	29	14,527	29
Traffic	73,112	34	63,158	34	6,764	34
FEDERAL STATUTE TOTAL	49,139	30	40,065	30	6,264	31
Drug-Related Offences	26,667	28	22,280	28	3,421	29
Other Federal Statutes	22,472	33	17,785	33	2,843	33

¹ Median refers to the middle value when data are ranged in order of magnitude.

² Excludes 14,631 cases in which the sex of the accused was unknown; and, 20,232 cases where the age of the accused was not stated, which includes 1,253 cases against companies.

³ The calculation of median age excludes age unknown.

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

Table 2

Cases by Age of Accused, Nine Jurisdictions, 1995-96

Offence Group ¹	Age Group													
	Total Cases		18 to 24		25 to 34		35 to 44		45 to 54		55 plus		Unknown ²	
	Number	%	Number	%	Number	%	Number	%	Number	%	Number	%	#	%
TOTAL OFFENCES	435,504	100	123,581	100	144,570	100	91,058	100	36,208	100	17,967	100	22,120	100
CRIMINAL CODE TOTAL	382,545	87.8	108,410	87.7	127,331	88.1	80,770	88.7	31,958	88.3	15,881	88.4	18,195	82.3
Crimes Against The Person	86,610	19.9	20,897	16.9	30,625	21.2	19,318	21.2	7,153	19.8	3,506	19.5	5,111	23.1
Homicide and Related	439	0.1	120	0.1	168	0.1	81	0.1	33	0.1	16	0.1	21	0.1
Attempted Murder	402	0.1	123	0.1	134	0.1	83	0.1	29	0.1	12	0.1	21	0.1
Robbery	4,124	0.9	1,655	1.3	1,541	1.1	646	0.7	88	0.2	20	0.1	174	0.8
Kidnapping	307	0.1	77	0.1	107	0.1	63	0.1	26	0.1	10	0.1	24	0.1
Sexual Assault	6,829	1.6	1,311	1.1	2,155	1.5	1,599	1.8	775	2.1	581	3.2	408	1.8
Sexual Abuse	1,546	0.4	222	0.2	429	0.3	348	0.4	201	0.6	192	1.1	154	0.7
Major Assault	19,882	4.6	5,826	4.7	7,159	5.0	4,053	4.5	1,464	4.0	638	3.6	742	3.4
Abduction	135	--	18	--	53	--	40	--	12	--	3	--	9	--
Common Assault	52,946	12.2	11,545	9.3	18,879	13.1	12,405	13.6	4,525	12.5	2,034	11.3	3,558	16.1
Crimes Against Property	114,958	26.4	42,015	34.0	35,804	24.8	20,570	22.6	7,915	21.9	4,078	22.7	4,576	20.7
Break and Enter	15,345	3.5	8,206	6.6	4,520	3.1	1,694	1.9	361	1.0	87	0.5	477	2.2
Arson	658	0.2	218	0.2	196	0.1	140	0.2	65	0.2	22	0.1	17	0.1
Fraud	22,195	5.1	5,706	4.6	8,106	5.6	4,776	5.2	1,732	4.8	526	2.9	1,349	6.1
Possess Stolen Property	14,796	3.4	7,144	5.8	4,276	3.0	1,959	2.2	640	1.8	202	1.1	575	2.6
Theft	48,788	11.2	15,438	12.5	14,407	10.0	9,857	10.8	4,384	12.1	2,970	16.5	1,732	7.8
Property Damage/Mischief	13,176	3.0	5,303	4.3	4,299	3.0	2,144	2.4	733	2.0	271	1.5	426	1.9
Other Criminal Code Violations	107,268	24.6	31,685	25.6	35,801	24.8	21,046	23.1	7,558	20.9	3,290	18.3	7,888	35.7
Weapons	8,930	2.1	2,562	2.1	2,595	1.8	1,757	1.9	896	2.5	475	2.6	645	2.9
Failure to Appear in Court	35,302	8.1	11,997	9.7	12,565	8.7	6,836	7.5	2,121	5.9	839	4.7	944	4.3
Other Administration of Justice	4,504	1.0	1,408	1.1	1,704	1.2	762	0.8	204	0.6	50	0.3	376	1.7
Public Order Offences	7,669	1.8	2,952	2.4	2,666	1.8	1,303	1.4	453	1.3	152	0.8	143	0.6
Morals-Sexual	4,754	1.1	909	0.7	1,876	1.3	1,182	1.3	424	1.2	220	1.2	143	0.6
Morals-Gaming	864	0.2	81	0.1	228	0.2	208	0.2	96	0.3	90	0.5	161	0.7
Breach of Probation	16,160	3.7	5,668	4.6	5,641	3.9	2,958	3.2	961	2.7	335	1.9	597	2.7
Other Unspecified Criminal Code	29,085	6.7	6,108	4.9	8,526	5.9	6,040	6.6	2,403	6.6	1,129	6.3	4,879	22.1
Traffic	73,709	16.9	13,813	11.2	25,101	17.4	19,836	21.8	9,332	25.8	5,007	27.9	620	2.8
Criminal Code Traffic	9,151	2.1	2,266	1.8	3,582	2.5	2,067	2.3	789	2.2	333	1.9	114	0.5
Impaired Driving	64,558	14.8	11,547	9.3	21,519	14.9	17,769	19.5	8,543	23.6	4,674	26.0	506	2.3
FEDERAL STATUTE TOTAL	52,959	12.2	15,171	12.3	17,239	11.9	10,288	11.3	4,250	11.7	2,086	11.6	3,925	17.7
Drug Related Offences	27,844	6.4	9,650	7.8	10,336	7.1	5,270	5.8	1,108	3.1	278	1.5	1,202	5.4
Trafficking	9,702	2.2	2,541	2.1	3,763	2.6	2,056	2.3	538	1.5	163	0.9	641	2.9
Possession	18,142	4.2	7,109	5.8	6,573	4.5	3,214	3.5	570	1.6	115	0.6	561	2.5
Other Federal Statutes	25,115	5.8	5,521	4.5	6,903	4.8	5,018	5.5	3,142	8.7	1,808	10.1	2,723	12.3

¹ The standard ACCS offence categories for the 'administration of justice' and 'unspecified Criminal Code' offence categories have been subdivided in this table. 'Failure to appear' in court and 'breach of probation' do not normally appear in standard ACCS offence groupings. The standard 'administration of justice' offence category equals the sum of 'failure to appear' and 'other administration of justice' offences. The standard 'unspecified Criminal Code' offence category equals the sum of 'breach of probation' and 'other unspecified Criminal Code' offences.

² Unknown includes not stated and age less than 18.

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

Dispositions

The frequency with which each province and territory uses available dispositional options offers insight into the complexity of jurisdictional caseloads, the mix of offences in the case, and the administrative and procedural considerations that have to be addressed in court. The wide range of possible court disposition types have been grouped into a small number of categories to improve comparisons across provinces and territories. These categories are guilty, committed for trial in Superior Court, stay / withdrawn, acquitted, and other. Due to the inconsistent use of stay, withdrawn, dismissed and discharged dispositions across reporting jurisdictions, cases with these disposition types have been grouped under one category, called 'stay / withdrawn'. (Box 3)

Two thirds of provincial criminal court cases result in conviction

A finding of guilt for at least one charge in the case was reached in a total 270,200 cases, or 64% of the cases tried in reporting provincial criminal courts during 1995-96. The final dispositions for the remaining cases completed included stayed / withdrawn (30% of cases heard), acquittal (3%), and other (4%). (Box 4)

Box 3

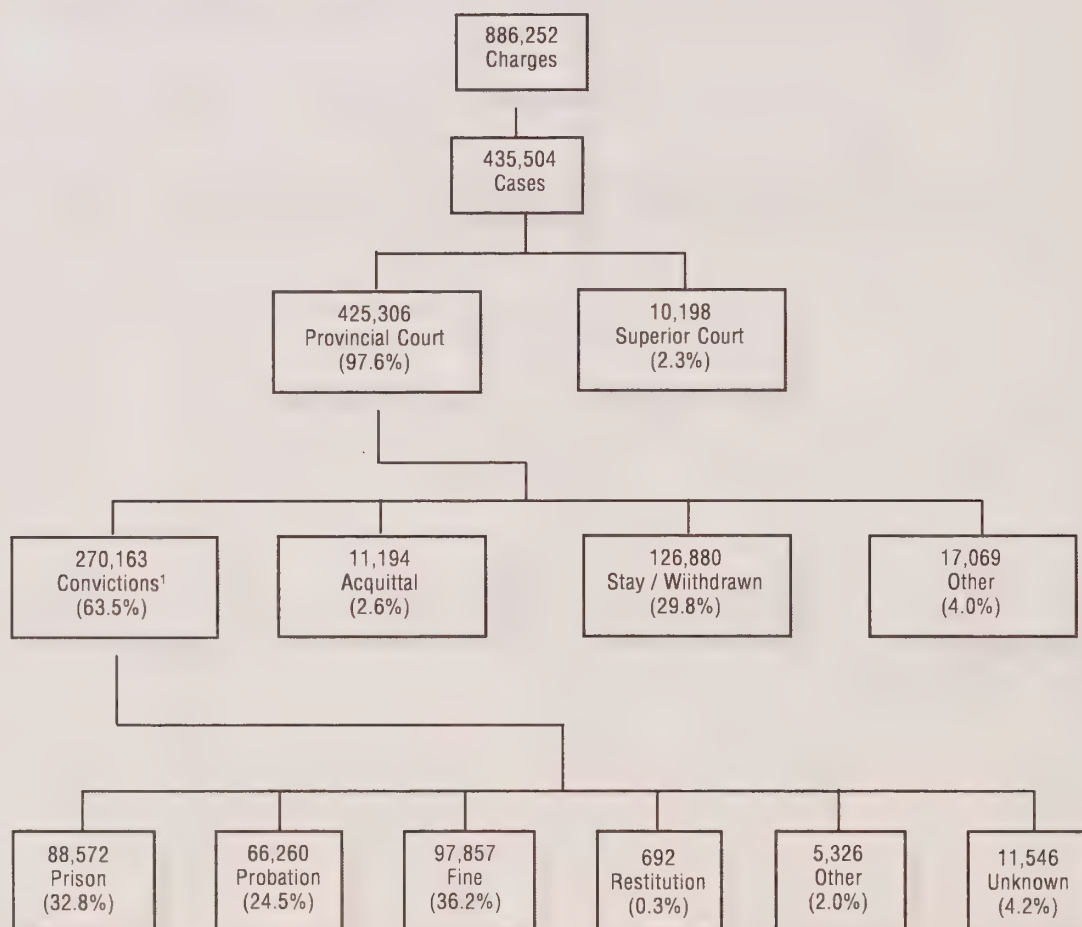
Dispositions in Adult Provincial/Territorial Criminal Court

The disposition categories in this report are grouped as follows:

- Guilty includes guilty of the charged offence, an included offence, an attempt of the charged offence, and attempt of an included offence.
- Superior Court represents the number of criminal proceedings that have been moved to a court of higher jurisdiction. The accused may re-elect to provincial court for the completion of the trial.
- Other disposition includes, for example, acquitted on account of insanity, waived in province/territory, and waived out of province/territory. This category also includes any order made against the accused that does not carry a conviction, and the court's acceptance of a special plea.
- Stay/Withdrawn includes stay of proceedings, and withdrawn/dismitted/discharged at preliminary. These disposition categories all refer to the court stopping or interrupting criminal proceedings against the accused.
- Acquitted means that the accused has been found not guilty of the charges presented before the court.

Box 4

Adult Court Processing of Federal Statute Cases



¹ Convictions are for "Most Serious Sentence."

Since provincial court dispositions of "committal for trial in Superior Court" do not result in the completion of criminal proceedings in provincial court, these cases (10,200 cases or 2% of all cases heard) have been removed from the calculation of conviction rates. For those cases reaching completion, the conviction rate was the highest for cases involving "other federal statutes" and traffic offences and lowest for cases involving violent offences. (Figure 2)

Inter-Jurisdictional Comparisons

The proportion of cases resulting in a conviction ranged from 57% in Ontario and 58% in the Yukon to 76% in Quebec and 86% in Prince Edward Island. (Table 3) The jurisdictions with the highest conviction rates, Quebec, Prince Edward Island and the Northwest Territories, also had among the lowest stay / withdrawn rates, 10%, 13% and 21% respectively. Conversely, jurisdictions with the lowest conviction rates, Ontario, Yukon, and Nova Scotia had the highest stay / withdrawn rates (40%, 28% and 29% of cases).

The differences in the distribution of dispositions across participating jurisdictions may be a reflection of varying Crown and police charging practices, pre-trial review practices, survey coverage limitations, offence distributions, case complexity, and administrative and procedural considerations that are addressed prior to case completion. ACCS rules for counting charges and cases may also affect the frequency of certain disposition types.⁵

Table 3

Cases by Disposition, 1995-96

Jurisdiction	Total Cases ¹	Convicted %	Other %	Stay / Withdrawn %	Acquitted %
TOTAL	425,306	63.5	4.0	29.8	2.6
Newfoundland	8,362	75.8	2.1	22.1	--
Prince Edward Island	1,520	85.9	0.2	12.8	1.1
Nova Scotia	17,573	62.9	5.3	29.1	2.7
Quebec	89,891	75.7	5.2	10.0	9.1
Ontario	215,317	56.5	3.2	39.8	0.5
Saskatchewan	27,737	70.0	4.4	24.6	1.0
Alberta	59,739	65.0	4.8	28.4	1.9
Yukon	2,051	58.4	11.8	28.0	1.7
Northwest Territories	3,116	77.2	1.2	20.6	1.0

¹ Excludes cases committed for trial in Superior Court.

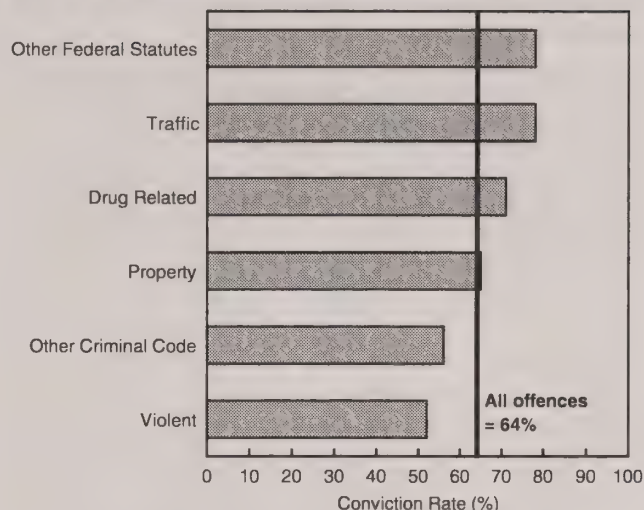
Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey

Sentencing

In an attempt to improve the understanding of sentencing practices, this section examines some of the factors considered by the court during sentencing. Of particular interest are the questions: how much does the type of offence influence the sentence, and is the sentence given to the most serious offence in the case affected by the number of charges in the case?

Figure 2

Case Conviction Rates, Nine Jurisdictions, 1995-96



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

When determining the sanctions to be imposed on an accused a judge may weigh the influence of many factors. Some of which may include the criminal history and attitude of the accused, aggravating and mitigating factors, and victim-impact statements. Information on these factors are not collected by the ACCS. Data

⁵ For reporting purposes, the ACCS considers any changes in court level or court location to be final. This recording practice may lead to more than one disposition for some charges and cases. Cases with more than one charge are categorized by the most significant disposition, most serious charge, and most serious sentence. Consequently, less serious dispositions, charges, and sentences in multiple charge cases are under-represented.

available on the type of most serious offence in the case and the number of charges associated with the case, offer some information on the nature of the case before the court.⁶

Fines were given more frequently than any other sanction

In participating jurisdictions, a fine was given as the sole sentence or as part of a combination sentence in a total of 121,500 convicted cases, or 45% of all convictions. Fines were the most frequently occurring sentence in five of the nine reporting jurisdictions (ranged 50 – 58%). In Quebec, probation, fines and other sentences were ordered in about half of all cases. Prison, probation and fines were used with approximately the same frequency in Ontario and the Northwest Territories (36% to 38% of cases), while prison and probation were the most common sentences in the Yukon.⁷ (Table 4)

Most Serious Sentence

If there are several convictions in the case, the type of offence and the magnitude of the sanction are used to determine the most serious conviction in the case. Sanction types are ordered from most to least serious as follows: prison, probation, fine, restitution / compensation, and other. In 1995-96, prison was the most serious sentence in 33% of the cases with a finding of guilt.⁸ Fines were given as the most serious sentence in another 36%, probation⁹ in 25%, and 'other sentence' in 2% of convicted cases.¹⁰ Restitution was the most serious sentence in less than 1% of convicted cases.¹¹

Most cases with convictions are given multiple sanctions

Forty percent of all cases with a guilty finding involved only one sanction, 45% resulted in two sanctions, and almost 10% involved three or more sanctions. For cases resulting in multiple

sanctions, the most frequent sanction combinations include probation with another sanction, fine with another sanction, prison and probation, and probation and fine.

Combination Sentences ¹²	Number	%
Probation and other	61,753	23
Fine and other	52,324	19
Prison and probation	33,304	12
Probation and fine	22,056	8

Prison Sentences

Prison is the most serious sentence handed out in provincial criminal court and is frequently given as the only sentence.¹³ In nine participating jurisdictions, a prison sentence was imposed in 88,600 convicted cases, or 33% of all convicted cases, and was the only sentence imposed in almost half of these cases.

⁶ Case sentencing information reflects the sanctions imposed on the most serious offence in the case. The most serious offence in the case is determined through a sorting of charges according to the seriousness of the final disposition (guilty dispositions are the most serious), the seriousness of the offence, and the sentence.

⁷ Sanctions may be used alone or in combination, and as such, the percentages presented in table four are not mutually exclusive and will, therefore total more than 100% when added across.

⁸ The sentence was unknown in 5% of cases with a finding of guilt.

⁹ Data on probation orders imposed in Nova Scotia are currently unavailable.

¹⁰ Figures for "other" as the most serious sentence are low since they are among the least serious sentence types, and are often used in combination with other more serious sentences. 'Other sentence' includes absolute discharge conditional discharge, suspended sentence and payment of legal costs. Many of the sanctions captured as 'other' by the ACCS may be conditions placed on a probation order.

¹¹ Sentence was unknown in 4% of convicted cases.

¹² The categories presented in this table may include additional sanctions, and are therefore not mutually exclusive.

¹³ The ACCS is unable to determine whether the prison sentence is to be served concurrently or consecutively with another prison sentence, and is not able to measure the length of the aggregate prison sentence given to an accused in cases involving convictions on more than one offence.

Table 4

Cases by Type of Sentence, Nine Jurisdictions, 1995-96

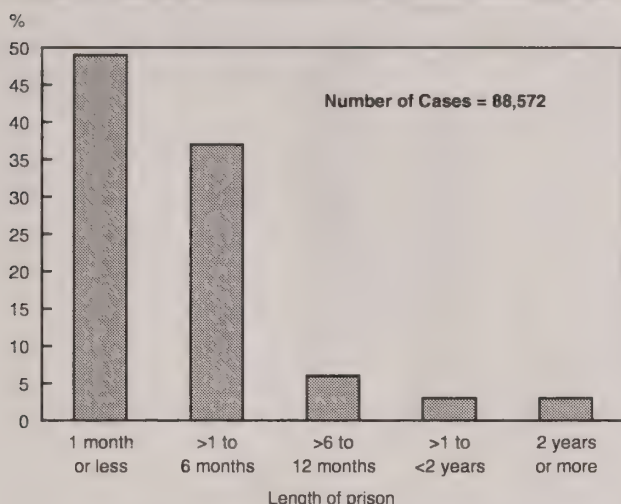
	Total Cases	Prison %	Probation %	Fine %	Restitution %	Other %
TOTAL¹	270,163	32.8	36.9	45.0	4.3	44.1
Newfoundland	6,337	31.3	43.2	49.8	5.9	64.2
Prince Edward Island	1,306	47.9	36.8	54.5	11.6	18.5
Nova Scotia	11,060	21.3	--	57.6	6.8	44.5
Quebec	68,086	30.2	50.6	50.2	2.7	50.1
Ontario	121,562	37.4	37.3	35.5	4.5	40.4
Saskatchewan	19,405	24.6	31.9	52.4	5.8	57.9
Alberta	38,803	29.6	22.9	57.9	3.5	37.2
Yukon	1,198	43.2	44.0	35.1	6.6	22.0
Northwest Territories	2,406	37.1	37.7	35.5	19.2	27.1

¹ Columns are not mutually exclusive and therefore will not balance when added across. The sentence was unknown in 4% of convicted cases.

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

Figure 3

Cases by Length of Prison for most serious offence, Nine Jurisdictions, 1995-96



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

Of the cases resulting in prison, almost 50% were sentenced to one month or less, while 3% had sentences of two years or more.¹⁴ (Figure 3)

Serious offences receive longer prison sentences

The median sentence length for all cases receiving prison was 46 days.¹⁵ The types of offences receiving a lengthy prison sentence were usually serious by nature, with violent offences receiving three of the four longest median prison sentences. In total there were twelve offences with a median prison sentence of 90 days or more. Common assault was the only violent offence with a median length of prison that was less than three months. (Table 5)

In general, offences with the longest median prison sentences also had the highest rates of incarceration. For example, homicide (median sentence 7 years), attempted murder (5 year median), and robbery (2 year) cases all had incarceration rates above 70%. There were only two offences – weapons and abduction offences – where a long median length of prison was associated with a low incarceration rate.

Probation Orders

Probation sentences are less serious than a prison sentence and most probation orders carry conditions that convicted individuals have to meet in order to continue serving their sentence in the community. Some of the conditions placed on probation orders include, firearms restrictions, license restrictions, community service, order of prohibition, or a restriction against the accused holding public office. Most of these sanctions are captured by the ACCS under 'other

sentence', which is reflected in the larger number of probation sentences (62%) associated with an "other sentence". When the accused fails to follow a probation condition, new charges and cases often appear in provincial criminal court. There were 16,500 breach of probation cases heard in reporting provincial criminal courts in 1995-96.

The median probation sentence was one year

A sentence of probation was imposed in 37% of the cases resulting in conviction. Of these cases, approximately 40% had a probation sentence length that was between six and twelve months.¹⁶ (Figure 4) Convicted cases for all offence categories had a median length of probation sentence of approximately one year.¹⁷

In total there were thirteen offences with a median length of probation that was 15 months or more. The types of offences receiving these lengthy probation orders were usually serious by nature, with eleven of the twelve offence types also having long median prison sentences. Fraud was the only offence type with a long median probation term that did not also receive a long median prison term.

Cases Receiving Probation	No.	Median Days
Attempted Murder	9	1,095
Homicide and Related	10	913
Robbery	937	730
Kidnapping	51	730
Sexual Assault	1,363	730
Sexual Abuse	666	730
Break and Enter	5,868	730
Arson	215	730
Drug Trafficking	2,721	730
Abduction	29	540
Major Assault	5,730	540
Weapons	2,097	540
Fraud	7,708	450
Total Cases	99,166	365

Most violent crimes were given long probation terms, with attempted murder cases receiving the longest probation term allowed by law, 3 years. Only three violent offences, abduction, major assault and common assault, had a median length of probation that was under 2 years. (see table 5)

Fines

Cases receiving fines tend to be less serious than those receiving other penalties. Only 3% of the cases with a prison sentence were also ordered to pay a fine. Almost half (46%) of all convicted cases ordered to pay a fine had no other sanction associated with the case. Of the convicted cases with a fine, 56% were sentenced to pay a fine of \$300 or less, 24% were fined between \$300 and \$500, and the remaining 20% were fined more than \$500.¹⁸ (Figure 5) The median fine amount was \$300.¹⁹

¹⁴ The length of the prison sentence was unknown in 1,787 cases, or 2% of the cases where a prison sentence was imposed.

¹⁵ The calculation of the median sentence length for prison excludes all cases where the sentence length was 1 day or unknown. One day prison sentences are usually a way of identifying prison sentences of time served, or prison time served in conjunction with a probation order, which cannot be given on its own.

¹⁶ The length of the probation sentence was unknown in 398 cases where probation was indicated.

¹⁷ The calculation of the median sentence length for probation excludes all cases where the sentence length was unknown.

¹⁸ The amount of fine was unknown in 1,280 cases, or 1% of the cases where a fine sentence was imposed.

¹⁹ The calculation of the median amount of fine excludes all cases where the amount of fine was unknown.

Table 5

Cases by Most Serious Offence and Type of Sentence, Nine Jurisdictions, 1995-96

Offence Group	Total Convicted Cases	Prison ¹			Probation ²			Fine ³		
		Cases	%	median days	Cases	%	median days	Cases	%	median \$ amount
TOTAL OFFENCES	270,163	80,361	30	46	99,166	37	365	120,208	44	300
CRIMINAL CODE TOTAL	232,066	74,686	32	45	92,683	40	365	93,164	40	300
Crimes Against The Person	42,567	15,670	37	90	27,597	65	365	9,487	22	300
Homicide and Related	76	64	84	2,555	10	13	913	8	11	450
Attempted Murder	51	37	73	1,825	9	18	1,095	—	—	—
Robbery	2,153	1,807	84	630	937	44	730	25	1	200
Kidnapping	83	46	55	180	51	61	730	7	8	500
Sexual Assault	2,033	1,339	66	240	1,363	67	730	182	9	500
Sexual Abuse	811	458	56	180	666	82	730	62	8	500
Major Assault	9,360	4,643	50	90	5,730	61	540	1,973	21	300
Abduction	37	7	19	90	29	78	540	4	11	250
Common Assault	27,963	7,269	26	45	18,802	67	365	7,226	26	300
Crimes Against Property	72,885	24,867	34	89	35,270	48	365	21,572	30	200
Break and Enter	9,864	6,332	64	180	5,868	59	730	845	9	300
Arson	291	152	52	270	215	74	730	31	11	500
Fraud	13,424	4,314	32	60	7,708	57	450	3,344	25	200
Possess Stolen Property	8,910	3,535	40	60	3,653	41	365	2,935	33	300
Theft	31,658	9,035	29	45	12,879	41	365	11,408	36	200
Property Damage/Mischief	8,738	1,499	17	30	4,947	57	365	3,009	34	200
Other Criminal Code	59,349	20,358	34	30	19,197	32	365	20,243	34	175
Weapons	4,822	1,475	31	90	2,097	43	540	1,765	37	200
Administration of Justice	22,587	10,619	47	30	4,180	19	365	7,064	31	145
Public Order Offences	5,633	750	13	30	1,617	29	360	3,225	57	200
Morals-Sexual	3,595	471	13	30	1,204	33	365	1,247	35	200
Morals-Gaming	281	2	—	—	60	21	360	148	53	500
Unspecified Criminal Code	22,431	7,041	31	30	10,039	45	365	6,794	30	200
Traffic	57,265	13,791	24	30	10,619	19	360	41,862	73	500
Criminal Code Traffic	6,450	2,921	45	30	1,447	22	360	3,160	49	500
Impaired Driving	50,815	10,870	21	30	9,172	18	300	38,702	76	500
FEDERAL STATUTE TOTAL	38,097	5,675	15	90	6,483	17	365	27,044	71	130
Drug Related Offences	18,528	4,966	27	90	5,706	31	365	9,278	50	200
Trafficking	5,016	3,515	70	120	2,721	54	730	982	20	600
Possession	13,512	1,451	11	30	2,985	22	365	8,296	61	200
Other Federal Statutes	19,569	709	4	30	777	4	365	17,766	91	100

¹ Prison sentences of one day or less have been excluded from the calculation of median days (N= 8,211)

² Probation sentences with unknown lengths have been excluded from the calculation of median days (N= 398)

³ Fine sentences where the fine amount is unknown have been excluded from the calculation of median fine amounts (N= 1,280)

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

Traffic offences receive the largest fines

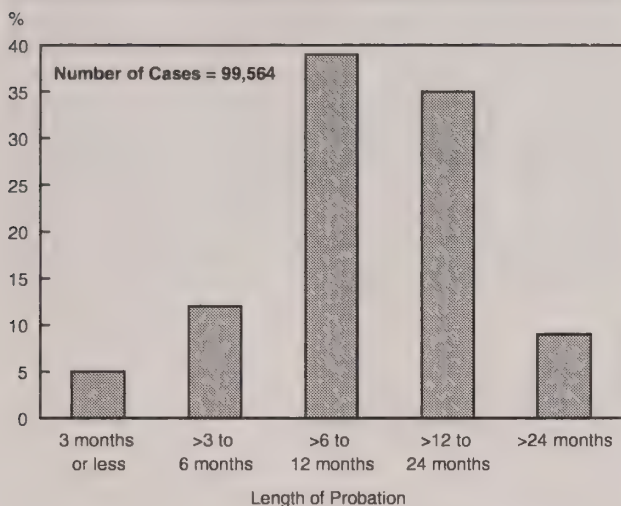
The median fine amount for traffic offence cases was \$500. This was the largest median fine amount imposed on any offence group, which reflects the mandatory \$300 fine for first time impaired driving convictions in this category. Almost one-third of all fine sentences were for impaired driving cases.

Sentencing in single-charge and multiple-charge cases

When examining the type, distribution and magnitude of sentences, it is very useful to distinguish between cases comprised of one charge versus those having more than one charge. Although it is not possible to establish the aggregate sentence given to an accused, the data indicate that the most serious offence in multiple-charge cases tend to receive longer sentences than the same offence in a single-charge case.

Figure 4

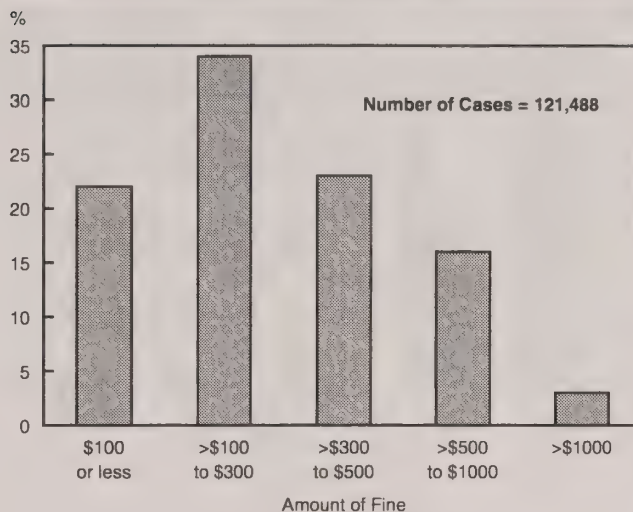
Cases by Length of Probation for most serious offence, Nine Jurisdictions, 1995-96



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

Figure 5

Cases by Amount of Fine for most serious offence, Nine Jurisdictions, 1995-96



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

Multiple-charge cases more likely to receive prison

The proportion of cases receiving prison as a sentence increased as the number of charges in the case increased. The most serious offence in approximately 40% of all convicted multiple-charge cases received prison as the most serious sentence, with almost two-thirds of cases with five or more charges receiving a prison sentence. In comparison, approximately one-quarter of single-charge cases were given a prison sentence. (Figure 6)

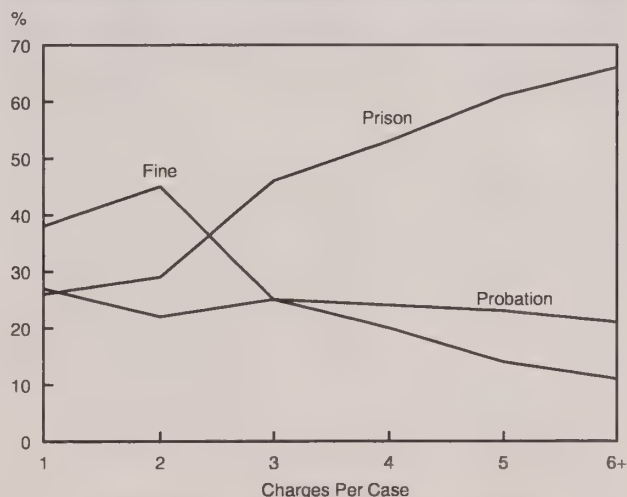
Length of prison increases with the number of charges in the case

The length of prison sentence also appears to be influenced by the number of charges in the case. Of the cases receiving prison, there were more short prison sentences for convicted single-charge cases than for the most serious offence in convicted multiple-charge cases. (Figure 7) The length of prison given was less than one month for 59% of single-charge cases compared to 42% for the most serious offence of multiple-charge cases. The median prison sentence length for multiple-charge cases was twice the duration of prison sentences given in cases with only one charge. The most serious offence in multiple-charge cases had a median prison sentence length of 60 days, whereas single-charge cases had a median prison length of 30 days.

In more serious cases (crimes against the person, crimes against property, and drug related cases) the median prison sentence length given to the most serious offence was at least 50% longer for cases with multiple charges. There was, however, no difference in the median length of prison sentence imposed for

Figure 6

Most Serious Sentence by Number Of Charges In The Case, Nine Jurisdictions, 1995-96

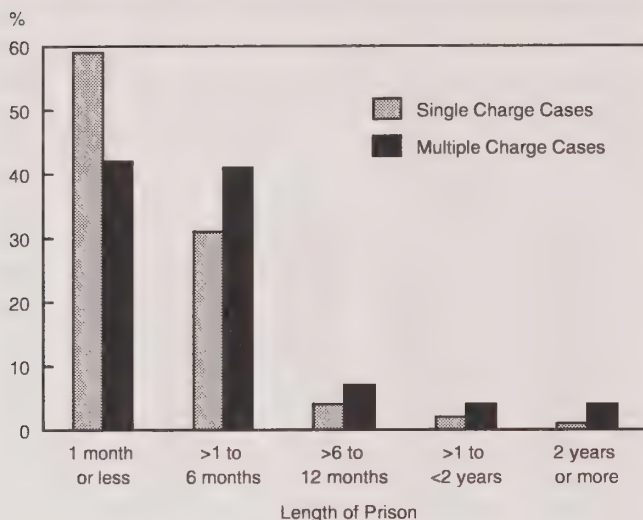


Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

less serious single and multiple charge cases. Convicted single and multiple-charge cases in the "other Criminal Code", traffic, and other federal statute offence categories were given the same median prison sentence length of 30 days.

Figure 7

Cases by Length of Prison, Nine Jurisdictions, 1995-96



Source : Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

Length of probation and amount of fine increase with the number of charges

Similar to prison sentences, the number of charges in the case appears to influence the use of probation and fine sentences. Cases with more than one charge are slightly more likely to receive probation as a sentence, with 39% of multiple-charge cases compared to 35% of single-charge cases receiving probation.

Cases by Length of Probation, Nine Jurisdictions, 1995-96

Case Type	Single Charge Case	Multiple Charge
Cases with probation	46,232	53,332
3 months or less %	6.0	4.9
>3 - 6 months %	14.2	10.0
>6 - 12 months %	44.2	33.7
>12 - 24 months %	29.5	39.3
>24 months %	5.8	11.6

A higher proportion of convicted single-charge cases were given a short probation term. A probation term of 12 months or less was given to the most serious offence in 64% of convicted single-charge cases, compared to less than 50% for convicted multiple-charge cases. The median length of probation for multiple-charge cases (480 days) was one-third longer than the median length of probation for single-charge cases (365 days).

The most serious offence in the case was given a fine as a sanction in more single-charge cases (46%), than in multiple-charge cases (44%). However, the fine amount imposed on the most serious offence was larger for multiple-charge cases. A fine of \$300 or less was given in 70% of convicted single-charge cases, compared to approximately 40% for multiple-charge cases. The median fine given in multiple-charge cases (\$400) was double the median fine amount given in single-charge cases (\$200).

Cases by Amount of Fine, Nine Jurisdictions, 1995-96

Case Type	Single Charge Case	Multiple Charge
Cases with a fine	61,176	60,312
\$100 or less %	33.2	11.3
>\$100 to \$300 %	37.3	30.6
>\$300 to \$500 %	16.6	29.5
>\$500 to \$1000 %	9.1	23.7
>\$1000 %	2.7	4.0

In September 1996, the federal government proclaimed legislation in force affecting sentencing. Bill C-41 contained a number of provisions designed to improve the nature of the sentencing process in Canada. One of these reforms is a statement of purposes and principles in sentencing which aims to provide guidance to judges and promote more uniform sentencing patterns. As well, Bill C-41 mandated harsher penalties for crimes motivated by hate or which involve a breach of trust. Finally, Bill C-41 also created a new disposition called a conditional sentence, and introduced a number of additional changes to the sentencing process.

The principles of sentencing outlined under this legislation state that sanctions imposed by the court shall take into account relevant mitigating or aggravating circumstances, sentences imposed in similar cases with similar circumstances, and the impact of aggregate sentences on the accused. A further objective of this Bill is to promote the use of alternatives to imprisonment where appropriate, which could result in less-crowded and safer prisons.

Data presented in the sentencing section depict sentencing practices prior to the proclamation of the sentencing reform legislation. This information should be helpful in future assessments of the impact of sentencing reform on convicted individuals, the court system and correctional facilities.

Case Processing

The time necessary to process a criminal case is dependent on many factors including the coordination of court resources, availability of crown attorneys, the number of judge sitting days, the complexity of the case, and the types of cases being heard.

One in five cases are completed in one appearance

Twenty percent of all cases were dealt with in a single appearance and most cases (59%) were completed within 16 weeks of the first court appearance. Almost one quarter of single-charge cases were completed in one appearance compared to 15% for multiple-charge cases.

Cases by Elapsed Time	Number	%
Single appearance cases	88,895	20
Up to 4 weeks	63,004	14
> 4 to 16 weeks	108,298	25
> 16 to 32 weeks	93,168	21
> 32 to 52 weeks	47,875	11
> 52 weeks	34,264	8
Total Cases	435,504	

Processing time increased with the number of appearances

Undeniably, the more appearances a case has, the longer it will take. However, what is not clear, is how many days and months each additional appearance will add to the processing of a case. A close examination of the elapsed time data revealed that each additional appearance added approximately one month to the median processing time of cases. (Figure 8)

Serious offences take longer to process

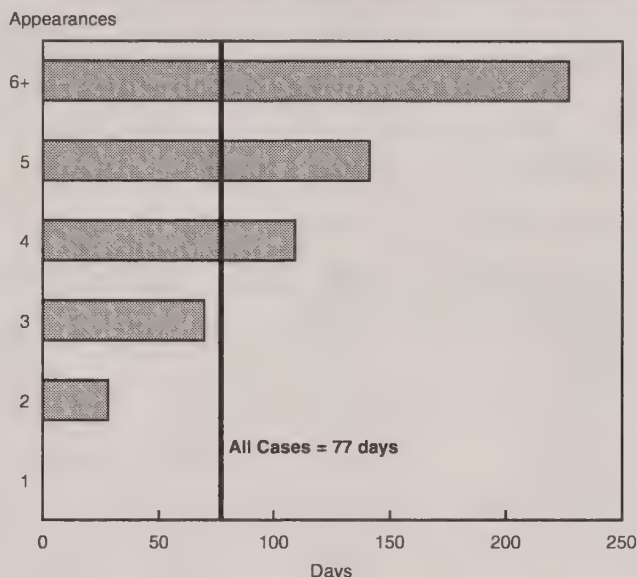
The median elapsed time from first appearance to last appearance was longer for more serious offences. Three of the five longest median elapsed times were for violent offences. (Table 6) Violent offences had the largest proportion of cases with four or more appearances and the longest median elapsed time. In contrast, cases for "other federal statutes" had the lowest median elapsed time and the largest proportion of single appearance cases.

Methodology

The objective of the Adult Criminal Court Survey (ACCS) is to develop and maintain a national adult criminal court database of statistical information on appearances, charges and cases. The survey is intended to be a census of federal and provincial / territorial statute charges and municipal by-law infractions heard in provincial criminal courts in Canada. The ACCS collects detailed data on completed charges, appearances and cases for federal statute offences, and aggregate data on completed and pending charges, appearances and cases for both federal and provincial statutes and municipal by-law offences.

Figure 8

Median Elapsed Time by Number of Appearances in the Case, Nine Jurisdictions, 1995-96



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

Coverage

Coverage limitations may also have an impact on the final dispositions reported by the ACCS. The absence of national coverage for provincial / territorial courts, and the lack of data from municipal, superior and appeal courts represent current limitations of the survey. In addition, not all provincial / territorial court locations in the participating jurisdictions report to the survey. Quebec's 140 municipal courts do not report to the survey. It is estimated that 20 percent of federal statute charges in Québec are heard in municipal courts.

The ACCS currently collects data from courts, including circuit court locations, in nine provinces and territories. They are:

Newfoundland – 10 courts
 Prince Edward Island – 5 courts
 Nova Scotia – 38 courts
 Quebec – 54 courts
 Ontario – 92 courts
 Saskatchewan – 16 courts
 Alberta – 104 courts
 Yukon – 18 courts
 Northwest Territories – 66 courts

Since the ACCS does not collect information from Superior Court, variations across jurisdictions for serious offences moving to the higher level of court may result in slight variations in the proportions reported for each disposition group. When the case is moved, in effect transferred, to another court – in another province, or a different court location in the same province – the criminal case against the accused continues in the new court location. For reporting purposes, such cases will have a final disposition in the originating court location and a second disposition, which determines the guilt or innocence of the

Table 6

Total Cases, Median Elapsed Time by Number of Appearances, Nine Jurisdictions, 1995-96

Offence Group	Elapsed Time in Days													
	Total Cases		Single Appearance		Cases with 2 Appearances		Cases with 3 Appearances		Cases with 4 Appearances		Cases with 5 Appearances		Cases with 6 Plus Appearances	
	Number	median	%	median	%	median	%	median	%	median	%	median	%	median
TOTAL OFFENCES	435,504	77	20.4	—	16.4	28	14.9	70	12.6	109	9.7	141	26.0	227
CRIMINAL CODE TOTAL	382,545	83	18.4	—	16.3	26	15.4	70	13.1	107	10.1	140	26.8	224
Crimes Against The Person	86,610	112	9.5	—	13.0	31	15.7	77	15.3	109	12.4	140	34.0	218
Homicide and Related	439	161	9.6	—	5.7	14	8.4	48	6.6	124	8.0	132	61.7	209
Attempted Murder	402	103	9.7	—	4.7	8	9.0	24	6.7	62	11.4	57	58.5	184
Robbery	4,124	99	6.1	—	6.0	9	9.4	34	13.4	46	12.1	72	53.0	177
Kidnapping	307	113	13.0	—	9.4	21	9.8	48	12.4	118	8.1	101	47.2	204
Sexual Assault	6,829	170	6.8	—	9.4	56	11.2	105	12.8	126	11.0	168	48.9	287
Sexual Abuse	1,546	188	6.2	—	8.6	55	10.3	93	11.7	140	11.4	168	51.7	306
Major Assault	19,882	122	8.0	—	10.8	29	14.6	77	15.4	113	13.3	143	38.0	224
Abduction	135	98	22.2	—	10.4	46	8.1	88	10.4	88	11.1	132	37.8	214
Common Assault	52,946	102	10.8	—	15.1	31	17.6	77	16.1	108	12.4	139	28.1	207
Crimes Against Property	114,958	68	19.6	—	17.7	23	14.6	59	12.3	97	9.5	132	26.3	218
Break and Enter	15,345	80	11.6	—	12.7	15	14.0	45	14.9	77	11.7	116	35.0	203
Arson	658	158	7.1	—	5.6	28	11.4	77	10.5	92	12.9	149	52.4	262
Fraud	22,195	99	16.9	—	14.8	25	13.5	63	12.3	110	10.2	147	32.3	263
Possess Stolen Property	14,796	91	14.1	—	13.9	21	15.2	62	13.1	101	11.1	130	32.6	203
Theft	48,788	43	25.5	—	21.6	22	14.9	57	11.0	93	7.8	129	19.3	211
Property Damage/Mischief	13,176	74	18.5	—	19.0	28	15.9	66	12.9	106	10.0	135	23.7	198
Other Criminal Code	107,268	56	21.9	—	17.1	16	15.2	56	12.0	92	9.0	124	24.8	208
Weapons	8,930	91	15.8	—	12.8	28	14.3	70	12.2	98	10.2	128	34.7	207
Administration of Justice	39,806	27	25.3	—	18.3	7	14.6	34	11.4	70	8.0	101	22.4	181
Public Order Offences	7,669	61	24.2	—	19.7	28	16.4	70	12.0	112	8.6	141	19.1	216
Morals-Sexual	4,754	49	20.5	—	21.7	16	16.8	51	10.8	85	8.3	123	21.9	208
Morals-Gaming	864	131	7.1	—	9.7	34	17.6	64	10.8	138	14.8	113	40.0	216
Unspecified Criminal Code	45,245	77	20.1	—	16.0	26	15.4	69	12.7	105	9.7	139	26.0	231
Traffic	73,709	98	21.9	—	16.6	33	16.3	96	13.4	140	9.9	175	21.9	269
Criminal Code Traffic	9,151	101	16.6	—	15.7	29	16.0	84	13.7	120	11.1	148	26.8	237
Impaired Driving	64,558	97	22.7	—	16.8	33	16.3	98	13.3	142	9.7	181	21.2	276
FEDERAL STATUTE TOTAL	52,959	48	34.9	—	17.6	40	11.3	85	8.5	120	6.9	151	20.7	260
Drug Related Offences	27,844	93	19.7	—	14.0	28	13.6	78	11.7	116	9.9	147	31.1	243
Trafficking	9,702	158	6.5	—	7.9	28	11.2	79	13.1	113	12.8	149	48.5	266
Possession	18,142	63	26.7	—	17.3	28	15.0	77	10.9	117	8.3	144	21.8	220
Other Federal Statutes	25,115	—	51.8	—	21.6	49	8.8	92	5.1	135	3.6	179	9.2	363

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey.

accused, in the court location where the cases was transferred. The relative impact on the distribution of dispositions will depend on the frequency of court transfers.

Differences in court structure will also affect the balance of disposition types within a jurisdiction. A higher number of "waived within province" dispositions, which are grouped in the 'other' category, are expected in those jurisdictions where a circuit court structure is employed.

Data Limitations

Charging policy is a provincial responsibility. In Quebec these policies require the approval of the Crown prosecutor before charges can be laid by police. The police will complete a "Report to Crown Counsel", which includes details of the case and the results of the investigation. Charges will be laid based on Crown Counsel's review of this report. Crown involvement in the charging process may influence Quebec's conviction rate. The police lay the charges in the other provinces and territories presently reporting to the ACCS.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at (613) 951-9023 or call toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

- Vol. 15 No. 15 Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence
- Vol. 15 No. 16 Recidivism in Youth Courts 1993-94 / La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994
- Vol. 16 No. 1 Police Personnel and Expenditures in Canada, 1994 / Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada, 1994
- Vol. 16 No. 2 Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur
- Vol. 16 No. 3 Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes
- Vol. 16 No. 4 Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 5 Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
- Vol. 16 No. 6 Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
- Vol. 16 No. 7 Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 8 Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
- Vol. 16 No. 9 The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

- Vol. 16 No. 10 Canadian Crime Statistics, 1995
- Vol. 16 No. 11 Homicide in Canada — 1995
- Vol. 16 No. 12 Criminal Harassment
- Vol. 17 No. 1 Sentencing in Adult Provincial Courts – A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994
- Vol. 17 No. 2 Street Prostitution in Canada
- Vol. 17 No. 3 Justice Spending in Canada
- Vol. 17 No. 4 Adult Correctional Services in Canada
- Vol. 17 No. 5 Crime in Major Metropolitan Areas



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 7



WEAPONS AND VIOLENT CRIME

by Tracey Leesti

Highlights

- In 1995, the majority of violent crime victims did not encounter a weapon (72%). Only 2% of violent crime victims encountered firearms.
- The use of knives or blunt objects during an assault was more likely to result in injury to the victim than when a firearm was present. In 1995, almost one-third (31%) of assault victims who encountered an assailant armed with a knife sustained major injuries, compared to 16% who encountered one armed with a firearm. This may be explained by the notion of compliance: when victims are faced with firearms they tend to be more compliant, resulting in fewer injuries.
- Firearm homicides represent only a small proportion of all annual firearm deaths in Canada. In 1995, there were approximately 1,100 deaths caused by firearms, of which 13% were homicides. Suicides, accounted for 81% of all firearm deaths, while accidents and undetermined firearm deaths comprised the remaining 6%.
- Between 1991 and 1995, the homicide rate decreased (26%). While each year approximately one-third of homicides involve a firearm, the type of firearms being used has changed. On average, between 1975 and 1990, 61% of firearm homicides involved shotguns and rifles, while 29% involved handguns. Since 1991, however, the use of handguns increased, accounting for one-half of all firearm homicides.
- The use of handguns in homicides is more common in large urban areas. Since 1991, handguns were responsible for three-quarters of all firearm homicides in Toronto, Montreal and Vancouver - Canada's largest Census Metropolitan Areas (CMA). Conversely, in smaller non-CMA areas with a population under 100,000, rifles and shotguns were most prevalent in firearm homicides (62%).



Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 85-002-XPE, is published in a **paper version** for \$10.00 per issue or \$93.00 for an annual subscription in Canada. Outside Canada the cost is US\$10.00 per issue or US\$93.00 for an annual subscription. Please send orders to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 or by dialling (613) 951-7277 or 1 800 700-1033, by fax (613) 951-1584 or 1 800 889-9734 or by Internet: order@statcan.ca. For change of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada publications may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

June 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



INTRODUCTION

The use of weapons in crimes is a concern for Canadians. Generally speaking, a weapon is anything that is used, or intended for use in causing or threatening death or injury, whether designed for such purposes or not. This *Juristat* examines the extent to which weapons, such as guns, knives and blunt objects, are used in violent crimes. In order to understand the prevalence of violent crime in general, the first section provides a brief explanation of the trends over time in Canada, while the second section of this *Juristat* provides a snapshot of the use of weapons in violent crime in 1995. The final section more specifically examines the national trends in weapon use in the crimes of homicide and robbery since 1975, with a particular focus upon the use of firearms.

I. Violent crime decreasing

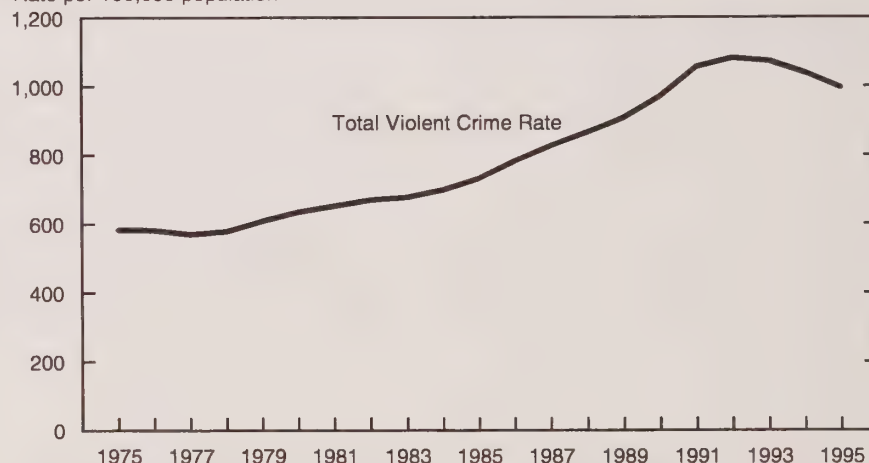
The violent crime category accounted for approximately one-tenth of all Criminal Code offences (11%) in 1995. And while many Canadians believe that violent crime is presently on the rise, police-reported data indicate otherwise. In fact, after years of increase, the level of violent crime has actually decreased since 1992 (Figure 1).

Figure 1



Violent Crime Rate, Canada, 1975 to 1995

Rate per 100,000 population



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

The violent crime rate increased substantially between 1975 and 1992, almost doubling from 583 to 1,077 violent crimes per 100,000 population. This was primarily due to large increases in level 1 assaults, in which there was no harm or a relatively minor injury suffered by the victim. Various other factors may have also contributed to the increase in rates over the years, including: more and better statistical reporting systems; reduced societal tolerance, hence a greater willingness to report certain types of crime incidents, such as spousal assault cases, and; definitional changes in legislation, such as Bill C-127 which replaced rape with the offence of sexual assault, and encouraged more victims to report sexual attacks to the police by downplaying the sexual nature of the offence.

Since peaking in 1992, the overall violent crime rate has decreased by 8%, to 995 violent crimes per 100,000 population in 1995. Between 1994 and 1995, every type of violent crime decreased, with the exception of robbery, which was up slightly (3%) from the previous year.

What is violent crime?

In this report, the violent crime categories include:

Homicide - first and second degree murder, manslaughter and infanticide. Deaths caused by criminal negligence, suicide, accident or justifiable homicide are not included;

Attempted murder - attempted murder and conspiracy to commit murder;

Assault - Level 1 - common assault (level 1);

Other assaults - aggravated assault (level 3), assault with a weapon or causing bodily harm (level 2), unlawfully causing bodily harm, discharge firearm with intent, assault against peace officer, criminal negligence causing bodily harm and other assaults;

Sexual assault - Level 1 - includes, for example, unwanted touching, grabbing, kissing or fondling.

Other sexual assaults - aggravated sexual assault (level 3) and sexual assault with a weapon or threats to a third party (level 2);

Robbery - theft offences where one uses violence or threats of violence to overcome resistance, assaults any person with intent to steal from him/her, or steals while armed with an offensive weapon or imitation thereof;

"Other" violent offences - all other violent offences not stated above, such as criminal negligence causing death, kidnapping, abduction, extortion and non-assault sexual offences.

What is a weapon?

The definition of a weapon can be quite expansive, ranging from guns and knives, to the use of fire or motor vehicles. In this *Juristat*, weapons categories include:

Firearms - prohibited weapons, such as fully automatic firearms, sawed-off rifles, restricted weapons, such as handguns, non-restricted firearms, such as hunting rifles and shotguns, and "other" firearms, such as, starters pistols and BB guns;

Knives and other sharp objects - knives (e.g., kitchen knives, pocket knives, switchblades) and any object other than a knife whose action would cut or pierce flesh (e.g., hatchet, razor blade, bow and arrow, sword, crossbow);

Blunt objects - any tool or article that is used to cause physical injury or death by hitting or bludgeoning (e.g., baseball bat, brick);

"Other" weapons - any other object used as a weapon, such as, poison, fire, motor vehicle, and unknown types of weapons. Caution must be taken when examining the "other" weapons category for Revised UCR data. The figures are somewhat inflated, as the Toronto police include a number of methods in this category that would normally be coded as physical force.

No weapon/physical force - situations where no weapon was involved or where there may have been injury sustained by the victim, yet it was not as a result of the weapon present. This category also includes a large majority of cases where physical force was used against the victim (e.g., beating with fists, kicking, choking, etc.).

II. Characteristics of Weapons Used in Violent Crimes in 1995

Data from the Revised Uniform Crime Reporting (UCR) Survey provide details of violent crimes against victims, including the use of weapons and the level of injury sustained by the victim. As of 1995, the Revised UCR data represented approximately 44% of violent incidents reported to the police in Canada and, as a result, are not representative of Canada, or of any particular region within Canada¹. These data do, however, provide useful information on the characteristics of offences involving weapons in 1995.

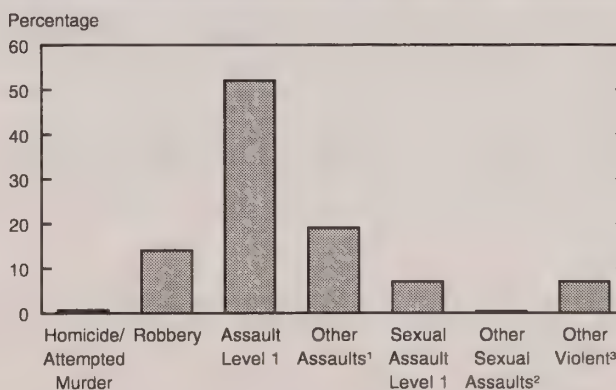
The majority of violent crime victims did not encounter weapons

In 1995, for the 120,100 violent incidents recorded in the Revised UCR Survey, there was a total of 126,668 victims. The type of weapon victims encountered varied depending on the nature of the violent incident. For example, homicide and attempted murder victims were most likely to have weapons used against them, however, they accounted for less than 1% of all violent crime victims. In fact, the majority of violent crime victims did not encounter a weapon. As indicated in Figure 2, more people were victims of common assaults, level 1, than of any other type of violent crime (52%). In addition, while sexual assaults accounted for 7% of all violent crimes, almost all of these were level 1 sexual assaults (96%). In both of these cases, weapons were not typically used (Table 1), and there was no physical harm or relatively minor injury suffered by the victim² (Table 2).

Figure 2



Victims of Violent Crime by Violent Crime Category, 1995



¹ Includes aggravated assault, assault with a weapon, assault against police/peace officer, unlawfully causing bodily harm, etc.

² Includes aggravated sexual assault, sexual assault with a weapon.

³ Includes criminal negligence causing death, kidnapping, abduction, etc.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

¹ In 1995, the Revised UCR had a coverage which included reporting from most major metropolitan areas. As a result, the data indicate a urban bias. This should be noted when examining revised UCR weapons data.

² This does not give any indication of the emotional injury suffered by victims, which is an important aspect of violent crime.

Of the remaining violent offences, the most common were "other" types of assaults, such as aggravated assault or assault causing bodily harm (19%). In these incidents, almost one-third of victims had a knife or blunt object used against them (31%), while a very small proportion encountered an assailant armed with a firearm (2%) (Table 1). Robberies were more likely than assaults to involve a firearm, however, the use of knives and blunt objects was much less prevalent (Table 1).

The same proportion of males and females were victims of violent crimes (50%). Two-thirds of females and three-quarters of males encountered assaults as the most serious violation. A slightly higher proportion of males were victims of robberies (17% versus 11%), while more females were victims of sexual assault (12% versus 2%). Overall, while males and females were both likely to encounter the same types of weapons during a violent incident, slightly more males encountered assailants armed with firearms, knives and blunt objects (14% and 6% respectively), while a slightly higher proportion of females faced unarmed assailants (74% versus 69%).

More injuries were caused by the use of knives or blunt objects than firearms

The use of a knife or blunt object during a *non-lethal* violent incident was more likely to result in injury to the victim than when the perpetrator was armed with a gun. For example, nearly one-third (31%) of "other" assault victims who had a knife used against them sustained major injuries, compared to 16% who encountered a firearm. In fact, victims who had physical force used against them were more likely to be injured than those who encountered assailants armed with firearms (Table 2). This may be explained by the notion of compliance: when victims are faced with firearms they tend to be more compliant, resulting in fewer injuries (Gabor, 1994). It is also important to note however, as research has shown, firearms tend to be the most lethal of weapons. For example, a slightly higher proportion of all violent crime victims died as a result of an incident involving a firearm (4%) compared to those involving knives (1%) or blunt objects (less than 1%) (Table 2).

Fewer robbery victims sustained injuries than victims of "other" assaults. This is not unexpected though, given the nature of

robberies; to gain compliance from the victim, avoid confrontations and leave with the valuables as quickly as possible (Gabor, 1994). Similar to assaults, however, the use of a knife or blunt object during a robbery increased the likelihood of injury to the victim. For example, a much larger proportion of robbery victims who encountered an assailant armed with either a blunt object (76%) or a knife (42%) sustained some form of physical injury compared to those who faced an assailant armed with a gun (24%) or no weapons at all (21%).

Type of weapons similar whether adults or youths accused³

The types of weapons present during violent incidents were similar whether adults or youths were accused. For example, both adults and youths accused of violent crimes were most likely to be involved in incidents where physical force or no weapons were present (65% each). In cases where a weapon was identified, 15% of adults and 17% of youths were involved in incidents where knives or blunt instruments were present. Firearms were the weapon least likely to be present in incidents where either adults or youths were accused (4% and 5%, respectively)⁴.

III. Trends in Weapons Use in Homicides and Robberies

Homicides generally account for a very small proportion of all violent crime; less than 1% in 1995. Though the number of homicides may be low relative to other types of violent crimes, the previous section demonstrated that it is this crime that most frequently involves the use of weapons⁵. Drawing on data from the Homicide Survey and the aggregate Uniform Crime

³ In cases of multiple accused it is not possible to ascertain the exact weapon used by each accused. For this reason, examination of accused focuses upon the characteristics of all the accused involved in the incident and the presence of weapons.

⁴ The remaining adults and youths accused of a violent crime were involved in incidents where either threats or other weapons were present.

⁵ Homicide is classified as first degree murder, second degree murder, manslaughter or infanticide. Homicide characteristics reported on the Homicide Survey may not match those reported to the Revised UCR survey. For detailed analysis of homicides in Canada, please refer to "Homicide in Canada-1995" Juristat, Vol. 16 no. 11, 1996.

Table 1

Type of Weapon Used Against Victims of Violent Crime, 1995

Weapon Used	Homicide/ Attempted murder	Robbery	Assault		Sexual Assault		Other Violent	Total
			Level 1	Other	Level 1	Other		
Total Number	860	17,923	65,637	24,678	8,743	393	8,434	126,668
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Firearm	29	7	-	2	-	3	2	2
Knife or sharp object	30	7	-	16	-	22	2	5
Blunt object	5	3	-	15	-	3	1	3
No weapon/physical force	20	69	80	51	79	59	72	72
Other weapons ¹	8	6	16	11	19	9	14	14
Unknown	8	8	4	5	2	4	10	5

¹ Caution must be taken when examining the "other" weapons category. The figures are somewhat inflated, as the Toronto police include a number of methods in this category that would normally be coded as physical force.

- nil or zero.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, 1995.

Table 2

Level of Injury Sustained by Violent Crime Victims by Type of Weapon Used, 1995

Violent Offence by Type of Weapon	Level of Physical Injury					
	Total	Unknown	None	Minor	Major	Fatal
Total Violent						
Firearm	100%	8	54	22	12	4
Knife or sharp object	100%	4	31	36	28	1
Blunt object	100%	4	13	56	27	--
No Weapon/Physical Force	100%	5	50	41	3	--
Attempted Murder						
Firearm	100%	4	28	14	55	-
Knife or sharp object	100%	2	5	14	78	-
Blunt object	100%	-	-	21	79	-
No Weapon/Physical Force	100%	2	62	15	21	-
Robbery						
Firearm	100%	11	66	18	6	-
Knife or sharp object	100%	9	50	28	14	-
Blunt object	100%	7	17	49	27	-
No Weapon/Physical Force	100%	3	76	19	2	-
Level 1 Assaults						
Firearm	100%	-	-	-	-	-
Knife or sharp object	100%	-	-	-	-	-
Blunt object	100%	-	-	-	-	-
No Weapon/Physical Force	100%	6	40	54	-	-
Other Assaults						
Firearm	100%	6	41	38	16	-
Knife or sharp object	100%	3	26	40	31	-
Blunt object	100%	4	12	57	27	-
No Weapon/Physical Force	100%	3	36	42	18	-
Level 1 Sexual Assaults						
Firearm	100%	-	-	-	-	-
Knife or sharp object	100%	-	-	-	-	-
Blunt object	100%	-	-	-	-	-
No Weapon/Physical Force	100%	11	75	13	-	-
Other Sexual Assaults						
Firearm	100%	17	33	33	17	-
Knife or sharp object	100%	11	35	43	10	-
Blunt object	100%	-	8	62	31	-
No Weapon/Physical Force	100%	11	31	39	18	-
Other Violent						
Firearm	100%	9	66	15	8	2
Knife or sharp object	100%	8	49	30	12	1
Blunt object	100%	13	33	40	15	-
No Weapon/Physical Force	100%	4	89	6	1	--

-- amount too small to be expressed.
- nil or zero.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, 1995

Reporting Survey, this final section of the *Juristat* provides a more detailed examination of the national trends in weapons use in the crimes of homicide and robbery. In recent years, high profile firearm incidents have caused the Canadian public much concern, and for this reason, the final section will have a particular focus on the use of firearms.

Only a small proportion of firearm deaths were homicides

Much of the media and public interest surrounding firearms has been directed towards the use of firearms in violent crimes, in particular, homicide. In 1995, Canada's rate of firearm homicide was 0.6 per 100,000 population. This is considerably lower than

some countries, such as the United States (5.8) (Bureau of Justice Statistics, 1996), yet still higher than others, such as Britain (0.13) (United Nations Report, 1997).

Firearm homicides, however, represent only a small proportion of all annual firearm deaths in Canada. In 1995, there were approximately 1,100 deaths caused by firearms, of which only 13% were homicides. Suicides, on the other hand, accounted for 81% of all firearm deaths, while accidents and undetermined firearm deaths⁶ comprised the remaining 6%. (Causes of Death Survey, 1997).

⁶ Unable to determine if the death by firearm was purposely or accidentally inflicted.

Firearms, How Common Are They?

In 1991, the Angus Reid Group conducted a survey for the Department of Justice on firearm ownership in Canada. The survey was based on a representative, random sample of 10,000 households from across Canada. The results indicate that in 1990, at least one firearm was owned in approximately 23%, or 2.2 million Canadian households, with rifles and shotguns, by far, the most common type. Within private households, there were 3.1 million rifles and 2.3 million shotguns. Hunting was given as the main reason for owning rifles (68%) or shotguns (78%). Data

from the Firearms Registration and Administration Section of the RCMP indicate that there are approximately 1 million handguns in Canada. Target shooting (41%) and collecting (32%) were given as the main reason for owning handguns. Researchers, however, have pointed out the difficulties in measuring the number of firearms. For example, surveys of the number of households possessing a firearm may not capture the actual number of firearms in circulation in the country, and should therefore be used as a crude estimation (Gabor, 1994).

Canadian Firearms Legislation

In 1976, Parliament put forward proposals to introduce stricter gun control provisions. In 1977, Bill C-51 was passed, and over the following year its provisions were implemented, including: new firearms offences, changes to police search and seizure powers, increases in penalties for gun-related offences, mandatory and discretionary prohibitions from possessing firearms, and additions to the categories of prohibited and restricted weapons. Two final changes in this Bill came into effect in 1979: the introduction of the Firearm Acquisition Certificate (FAC), a screening procedure for those wishing to acquire a firearm; and, the Firearms and Ammunition Business Permit systems.

In 1989, government officials began working on legislation to make changes that would strengthen the enforcement of the gun control provisions in the *Criminal Code*. In 1991, Bill C-17 was

passed. This set of amendments extended those made in the late 1970s. The 1991 legislation served to control access to firearms (including, among other things, the enhancement of the FAC screening process, strengthening of prohibition order provisions and regulation of safe storage, handling, display and transportation of firearms), control the availability and accessibility of specific firearms and deter offenders from using firearms in crimes.

Most recently, in December 1995, Parliament passed Bill C-68 which created a new *Firearms Act* and amended the *Criminal Code*. As part of the new legislation, firearm owners will be required to become licensed and to register all their firearms over the next few years. In addition, the legislation has created new offences for gun smuggling and trafficking, as well as prohibiting a number of different types of handguns, and introduced new mandatory penalties for those who use firearms during the commission of a crime (Department of Justice Canada, 1996).

Firearm homicides gradually decreasing

National homicide statistics were first collected in 1961, at which time the homicide rate was 1.28 per 100,000 population. The homicide rate in Canada increased steadily from this point, reaching an all-time high in 1975, of 3.02 homicides per 100,000 population. At this time, shootings were the most frequent method of committing a homicide (42%), followed by beatings (23%) and stabbings (18%). In 1977, Bill C-51 was passed, introducing stricter gun control provisions.

As can be seen from Figure 3, despite an overall drop in the homicide rate from 3.02 per 100,000 population in 1975 to 2.37 in 1990, the late 1980's saw an upward trend in both the homicide and firearm homicide rates. Between 1991 and 1995, however, both rates decreased (26% for homicide and 39% for firearm homicide), and as a result, have reached their lowest levels since 1969.

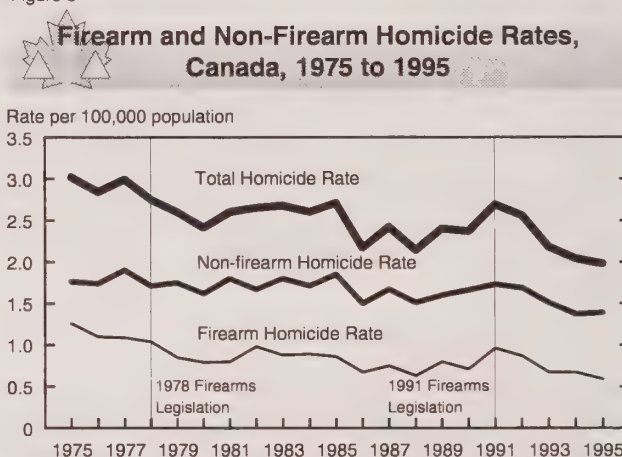
Recent UCR data from the United States have indicated similar, but less distinct trends in the overall homicide rate, as well as in firearm homicide rates. For example, while the characteristics of homicide victims and the weapons used have remained relatively stable since 1992, the proportion of firearm homicides has decreased slightly (Bureau of Justice Statistics, 1997).

The use of handguns in homicides has increased

While the Canadian homicide rate has decreased slightly over the years, the proportion of firearm homicides to all homicides has remained fairly constant, as indicated in Table 3. Since 1979, firearms have been used in approximately one-third of all homicides each year.

What has changed over the years are the types of firearms used in homicides (Figure 4). Between 1975 and 1990, the rate of

Figure 3



Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

handgun use remained relatively stable, accounting for, on average, 29% of all firearm homicides. During this time, the use of rifles and shotguns was more common, accounting for 61% of all firearm homicides. In 1991, however, the number of handgun homicides almost doubled; from 69 in 1990 to 135 in 1991. Since 1991, handguns have been used in half of all firearm homicides, while the proportion of rifles and shotguns have dropped to 37%. Other firearms, such as sawed-off rifles and shotguns, fully automatic firearms and other firearm-like weapons comprised the remaining 14% of firearm homicides since 1991.

Table 3

Homicides by Cause of Death, 1985 to 1995

Cause of Death	1995		1994		Average 1985-1994	
	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent
Shooting	176	30	196	33	208	32
Stabbing	183	31	154	26	191	29
Beating	120	21	106	18	129	20
Strangulation	68	12	83	14	71	11
Fire (burns)	20	3	17	3	20	3
Other Weapons ¹	19	3	40	6	33	5
Total	586	100%	596	100%	652	100%

¹ Includes unknown weapons.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

Handguns more common in homicides in large urban areas

Information about urban centres can be determined by looking at Census Metropolitan Area (CMA) data⁷. A CMA is a large urban centre with a population of 100,000 or more, including surrounding urban and rural areas that have a high degree of social and economic integration. On average, between 1991 and 1995, approximately one-third of Canada's population lived in the three largest CMA's - Toronto, Montreal and Vancouver - all over 1 million population. Between 1991 and 1995, Canada's homicide rate averaged 2.3 homicides per 100,000 population.

While Montreal and Vancouver had slightly higher than average homicide rates during these years (2.9 and 3.5, respectively), Toronto was consistently below average (2.0). Firearms were the weapon most frequently involved in homicides in these areas (35%), with handguns accounting for three-quarters of all firearm homicides (Table 4).

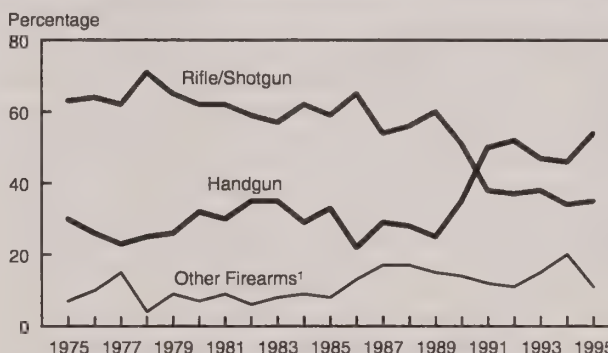
Between 1991 and 1995, a relatively large proportion of Canadians (39%) lived in non-CMAs, which are areas with a population of less than 100,000. With an average of 2.2 homicides per 100,000 population during this time, non-CMAs had a homicide rate comparable to the national average. Similar to the largest CMAs, firearms were the most common weapons used in the commission of a homicide (35%). While handguns were highly prevalent in firearm homicides in the largest CMAs, in non-CMAs, rifles or shotguns were the type of firearms most often used, accounting for almost two-thirds of firearm homicides (62%).

Use of firearms in spousal homicides declining

Spousal homicides include those involving people in registered marriages, common-law unions, as well as those separated or divorced from these unions. In 1995, almost one of every six solved homicide cases involved a victim killed by a spouse or ex-spouse. In 1995, as in previous years, three-quarters of spousal homicide victims were women. While these women were slightly more likely to be stabbed than shot in 1995, prior to this time, shooting was the most common cause of death (Table 5). In fact, between 1985 and 1995, the large majority of victims in spousal homicides involving a firearm were women (86%).

Figure 4

Firearm Homicides by Type of Firearm, Canada, 1975 to 1995



¹ Other firearms include sawed-off rifles/shotguns, fully automatic firearms (collected since 1991) and other firearm-like weapons.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

The use of firearms in all spousal homicides has declined slightly, from 36% of victims between 1985 and 1994 to 28% by 1995. Patterns in the types of firearms used, however, have not changed. For example, between 1985 and 1995, by far the most common type of firearms used by both husbands and wives were rifles and shotguns (71%). A further 24% of spousal homicides involved handguns, while 4% involved sawed-off firearms and 1% involved other types of firearms.

Male homicide victims more likely to encounter firearms

While females were more commonly victims in cases of spousal homicides, when looking at homicide in general, consistently over the years, the majority of victims have been male. For example, in 1995, males comprised approximately two-thirds of homicide victims. Moreover, male and female homicide victims

⁷ Available from the Homicide Survey since 1991.

Table 4

Homicide by Type of Weapon and Census Metropolitan Area, 1991 to 1995

Census Metropolitan Area Size	Type of Weapon	Number homicides	Percent of all homicides	Percent of firearm homicides
1 million+ population	Total Homicides	1,190	100%	
	Firearm Homicides	422	35	100%
<i>Includes: Toronto, Montreal and Vancouver</i>	Handgun	314		74
	Rifle/Shotgun	47		11
	Other ¹	61		14
500,000-999,999 population	Total Homicides	512	100%	
	Firearm Homicides	152	30	100%
<i>Includes: Ottawa-Hull, Edmonton, Calgary, Québec, Winnipeg, Hamilton</i>	Handgun	63		41
	Rifle/Shotgun	50		33
	Other ¹	39		26
250,000-499,999 population	Total Homicides	216	100%	
	Firearm Homicides	53	25	100%
<i>Includes: London, Kitchener, St. Chatherine-Niagara, Halifax, Victoria, Windsor, Oshawa</i>	Handgun	25		47
	Rifle/Shotgun	21		40
	Other ¹	7		13
100,000-249,999 population	Total Homicides	151	100%	
	Firearm Homicides	28	19	100%
<i>Includes: Saskatoon, Regina, St. John's, Chicoutimi-Jonquière, Sudbury, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint John, Thunder Bay</i>	Handgun	10		36
	Rifle/Shotgun	13		46
	Other ¹	5		18
Less than 100,000 population²	Total Homicides	1,231	100%	
	Firearm Homicides	427	35	100%
	Handgun	127		30
	Rifle/Shotgun	265		62
	Other ¹	35		8

¹ Includes fully-automatic firearms, sawed-off firearms and other types of firearms.

² Non-Census Metropolitan Areas

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

Table 5

Spousal Homicides by Cause of Death and Gender of Victim, 1985 to 1995

	1995			1994			Average 1985-1994		
	Males	Females	Total	Males	Females	Total	Males	Females	Total
Total Number	21	69	90	20	65	85	234	761	995
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Shooting	19	30	28	30	32	32	22	40	36
Stabbing	76	35	44	60	17	27	63	25	34
Beating	5	15	12	-	23	18	6	18	15
Other ¹	-	20	16	10	28	23	9	17	15

¹ Includes other methods such as strangulation, poisoning, fire (burns) and unknown methods.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

encountered different types of weapons. For example, on average between 1991 and 1995, males were more likely than females to face a firearm or sharp object. Females, on the other hand, were more likely than males to encounter blunt objects or physical force (Figure 5).

Firearm robberies also decreasing

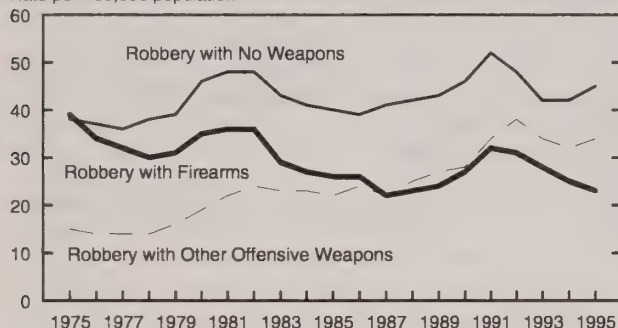
In 1995, robberies accounted for 10% of all violent crimes. Contrary to homicides, both the number and rate of robberies have increased in Canada over the past two decades. In 1995, weapons were involved in 56% of all robberies. While the proportion of all weapons involved in robberies has remained relatively stable over the years, the involvement of firearms has decreased by 41% since 1975 (Figure 6). In contrast, the rates of robberies involving both other offensive weapons, such as knives, as well as those where no weapons were present have increased. This shift may indicate a displacement in the type of weapons used in robberies, from firearms to other types of weapons that are more readily available.

Figure 6



Trends in Robberies with a Weapon, Canada, 1975 to 1995

Rate per 100,000 population



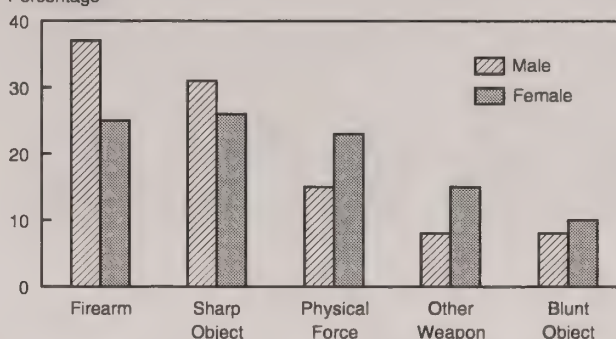
Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

Figure 5



Homicides Victims by Type of Weapon and Gender, Canada, 1975 to 1995

Percentage



Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics

Looking ahead

The use of weapons in violent crime is of concern for the Canadian public and policy makers alike. Recent changes to Canadian firearms legislation have drawn much attention; strong support from some areas, as well as harsh criticism from others. In order to evaluate the effectiveness of these and other amendments, as well as to examine changes in the patterns of weapon use in violent crimes, reliable data must be made available. In years to come, the Revised UCR Survey is expected to increase coverage, which will allow for analysis of weapons use over time. In addition, work is ongoing to develop links between Revised UCR data and sentencing data, whereby sentencing patterns for violent offences involving weapons may be compared to those where no weapons were present.

Offensive and prohibited weapons violations declining

While not classified as violent offences, the *Criminal Code* contains offensive weapons categories which pertain to the possession or use of prohibited and restricted weapons, as well as possessing a weapon for the purpose of committing a crime, and the careless use of a firearm. Prohibited weapons offences include carrying, pointing or possessing prohibited weapons such as sawed-off or automatic firearms, silencers or spring knives. These types of weapons may only be possessed by police/peace officers or members of the military. Restricted weapons offences include carrying, pointing or possessing restricted weapons, such

as handguns, without permits. Other weapons offences include the carrying or pointing of non-restricted firearms, such as shotguns, rifles and knives. While it is legal to own many types of non-restricted firearms, such as rifles and shotguns, certain types may be prohibited or restricted.

The rate of offensive weapons offences has shown moderate changes. In 1975, the rate of total offensive weapons offences was 54 per 100,000 population. This rate peaked in 1981 at 71 per 100,000 population, but has since gradually decreased to 59 in 1995.

Data Sources

Uniform Crime Reporting Survey (UCR and Revised UCR):

Since 1961, the UCR has provided basic police-reported information on violent, property and other crime, by age and gender. Only the most serious offence in an incident is recorded. This means that crimes, particularly those that are considered less serious, are under-reported. Virtually all police forces in Canada provide these data.

The Revised UCR, introduced in 1988, collects detailed information for up to four violations committed during an incident, including characteristics of the accused, the victims and the offences committed. Coverage, which has been increasing each year, was about 46% of the volume of all reported crime in 1995.

Although survey respondents do not provide a nationally representative sample of criminal incidents, there is good coverage of urban crime.

Homicide Survey: This survey provides police-reported data on the characteristics of homicide victims, as well as those accused of homicide. The count for a particular year represents all homicides reported that year, regardless of whether the death actually occurred in that year or not. The survey began collecting information in 1961, from which time information on cause of death, such as death by shooting, stabbing, beatings and other methods, as well as detailed firearms data have been available. Extensive revisions were made to the survey in 1991. Since this time, more detailed data on all types of weapons have been available.

References

Angus Reid Group, Inc. *Firearm Ownership in Canada*. Technical Report TR1991-8a. Ottawa: Department of Justice Canada, March 1991.

Department of Justice Canada. *An Evaluation Framework for the Firearms Control Initiative*. Evaluation Document ED1995-1e. Ottawa: 1995.

Department of Justice Canada. *A Statistical Analysis of the Impacts of the 1977 Firearms Control Legislation*. Evaluation Document ED1996-1e. Ottawa: July 1996.

Fedorowycz O. "Homicide in Canada - 1995." *Juristat*. Catalogue no. 85-002, 16(11). Ottawa: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996.

Gabor T. *The Impact and Availability of Firearms on Violent Crime, Suicide and Accidental Death: A Review of the Literature with Special Reference to the Canadian Situation*. Ottawa: Department of Justice Canada, 1994.

Statistics Canada. *Causes of Death, 1995*. Catalogue no. 84-208-XPB. Ottawa: Health Statistics Division, May 1997.

Taylor BM. "Changes in Criminal Victimization, 1994-95." Bureau of Justice Statistics *Bulletin*. NCJ-162032. U.S. Department of Justice, April 1997.

United Nations. *Criminal Justice Reform and Strengthening of Legal Institutions - Measures to Regulate Firearms*. Commission on Crime Prevention and Criminal Justice, April 1997.

Wolff L, Trevethan S, Hoskins T. "Weapons and Violent Crime." *Juristat*. Catalogue no. 85-002, 11(12). Ottawa: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, 1991.

United States Department of Justice, Bureau of Justice Statistics. *Sourcebook of Criminal Justice Statistics 1995*. Washington, D.C.: USGPO, 1996.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at (613) 951-9023 or call toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

Vol. 16 No. 4	Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 5	Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
Vol. 16 No. 6	Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
Vol. 16 No. 7	Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 8	Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
Vol. 16 No. 9	The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

Vol. 16 No. 10	Canadian Crime Statistics, 1995
Vol. 16 No. 11	Homicide in Canada — 1995
Vol. 16 No. 12	Criminal Harassment
Vol. 17 No. 1	Sentencing in Adult Provincial Courts – A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994
Vol. 17 No. 2	Street Prostitution in Canada
Vol. 17 No. 3	Justice Spending in Canada
Vol. 17 No. 4	Adult Correctional Services in Canada, 1995-96
Vol. 17 No. 5	Crime in Major Metropolitan Areas, 1991-1995
Vol. 17 No. 6	Adult Criminal Court Statistics, 1995-96



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 8



CANADIAN CRIME STATISTICS, 1996

by Rebecca Kong

Highlights

- The national police-reported crime rate declined (-2%) for the fifth consecutive year, falling to a level similar to that of 10 years ago. The crime rate had increased consistently between 1962 and 1991.
- Violent crime decreased by 2%, the fourth straight annual decrease. These declines follow 15 years of increases in the violent crime rate. The property crime rate fell 1%, continuing the general decline seen since 1991.
- In 1996, homicide and robbery were the only violent crimes to increase over the previous year. Except for residential breaking and enterings (+3%) and motor vehicle thefts (+9%), rates for all types of property crimes dropped.
- While most crimes have been decreasing in the last five years, motor vehicle thefts is the one crime which has been rising steadily. Since 1988, the rate of motor vehicle theft has grown by 79%, including a 9% jump in 1996.
- The rate of youths charged dropped 4% in 1996, with decreases reported across all crime categories. The decline in youths charged with violent crimes (-4%) marks the first notable annual decrease since comparable data on young offenders became available in 1986.
- Of Canada's nine largest Census Metropolitan Areas (CMAs), only Calgary (+4%) and Vancouver (+2%) reported increases in their rate of violent crime. Violent crime rates were lowest in Québec and highest in Vancouver.
- Property crime rose in three CMAs: Québec (+6%), Montréal (+4%) and Vancouver (+4%). Ottawa reported the greatest decrease (-15%). The property crime rate was lowest in Toronto and, as in previous years, highest in Vancouver.



Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 85-002-XPE, is published in a **paper version** for \$10.00 per issue or \$93.00 for an annual subscription in Canada. Outside Canada the cost is US\$10.00 per issue or US\$93.00 for an annual subscription. Please send orders to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 or by dialling (613) 951-7277 or 1 800 700-1033, by fax (613) 951-1584 or 1 800 889-9734 or by Internet: order@statcan.ca. For change of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada publications may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

July 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Introduction

This report is an examination of crime data reported to the Uniform Crime Reporting (UCR) survey during 1996. The data are presented within the context of both short and long term trends. Every year since 1962, Canada's police agencies have reported incidents that come to their attention to the UCR survey.

Analyses in this report focus on trends in violent crime, property crime, impaired driving offences, drug offences and youth crime. Crime rates are examined at the national, provincial/territorial and major metropolitan levels. The trend in Canada's crime rate is put into perspective by comparing it with trends in police-reported crime from the United States and England and Wales. Also, comparisons between Canadian crime statistics and results from a recent victimization survey are drawn.

Specific types of violent crime such as "home-invasions", wife assault and violent incidents involving weapons continue to be a concern to Canadians. Due to limits in the way crime statistics are collected from Canada's police agencies, it has traditionally been difficult to measure these areas. While national statistics are still unavailable, this *Juristat* will, for the first time, present trends for these crimes as reported by a sample of police agencies from 1993 to 1996.

Interpreting police-reported crime data

Data on incidents that come to the attention of police are captured and forwarded to the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) according to a nationally-approved set of common scoring rules and definitions. The reader should note, however, that many factors can influence official crime statistics. These include: reporting by the public to the police; reporting by police to the CCJS; and, the impact of new initiatives such as changes in legislation, policies or enforcement practices.

Reporting to police

Not all incidents are reported to the police. Whether or not a victim reports to the police can depend on such factors as their perception of an officer's ability to help, their perception of the seriousness of the crime and whether it is a private matter. Also, incidents may go unreported if the victim feels the situation can be resolved without police involvement. Estimates of unreported crime are available from victimization surveys, such as the 1993 General Social Survey (GSS)¹ and the recent International Criminal Victimization Survey (ICVS).² While this type of survey shows that crimes may go unreported for various reasons, reporting of certain crimes may increase if the level of tolerance among Canadians decreases. For example, increased education in the areas of family violence, sexual assault and youth crime have lowered society's tolerance for these behaviours which, in turn, may encourage victims and witnesses to report to police.

Reporting by police to the CCJS

Crimes reported to the CCJS by police agencies are subjected to extensive quality-control procedures, both on-site at the police agency and at the CCJS. Recently, however, concerns have been raised that tighter budgets are diminishing the ability of some police agencies to respond to, and document, all incidents reported to them, a situation which may result in a loss of UCR coverage. While it has been suggested that this may have contributed to the recent declines in the crime rate, these decreases have applied equally to serious crimes (those which are less prone to non-recording by police) and less serious crimes. Moreover, a comparison of trends among police agencies shows that agencies across all provinces/territories have been experiencing decreases in crime. With declining resources in the policing sector, this situation will require further monitoring. At present, however, the data do not suggest any systematic decreases in coverage.

¹ The General Social Survey is conducted by Statistics Canada. See "Trends in Criminal Victimization, 1988-1993" by Rosemary Gartner and Anthony Doob in *Juristat* (catalogue no. 85-002, vol. 14, no. 13).

² See "Criminal Victimization in the Industrialized World: Key findings of the 1989 and 1992 International Crime Surveys" by Jan J.M. van Dijk and Pat Mayhew. Ministry of Justice, The Netherlands, 1992; and, Hung, Kwing. *Victimization in Canada: Preliminary Findings of the 1996 International Crime Victimization Survey*. Justice Canada, August 1996.

Changes in legislation, policies and practices

Changes in legislation, policies and police enforcement practices may also impact upon police-reported statistics. For instance, where an amendment to the *Criminal Code* creates a new offence or broadens the definition of an existing one, reporting to police will likely increase. An example of such an amendment is the enactment of Bill C-127 in 1983 which re-defined physical and sexual aggression, creating three levels of both assault and sexual assault. The legislation had several aims, including encouraging victims to report to police and improving the criminal justice system's responses to them. In the years after the implementation of Bill C-127, the number of incidents of assault and sexual assault reported to police rose dramatically.

For certain crimes, the rise and fall of statistics is driven largely by police enforcement. Crimes like prostitution, drug offences and impaired driving are most often identified through police-enforcement, or "proactive" policing, and are rarely reported by the public. Therefore, police enforcement efforts, such as special operations to target prostitution, the drug trade and impaired driving will affect official crime statistics.

Some police agencies attribute recent declines in local crime rates to community-based policing. This type of policing centres around the idea that police should move toward a proactive approach, including working with individuals and businesses of the community to address community problems and concerns. Critics, however, suggest that rates of reporting to police may decrease as some community-based policing programs require complainants to appear in person at the community police centres to file a report. On the other hand, paying closer attention to community problems may result in improved police responses to minor violations, such as disturbing the peace, which can increase a community's overall crime statistics. While community-based policing can impact police-reported crime statistics, the direction and size of the impact are difficult to assess.

Key terminology and definitions Throughout this report, the terms "crime" and "crime rate" refer to total police-reported *Criminal Code* "actual" incidents, excluding traffic crime, unless noted otherwise. "Actual" incidents are those which have been substantiated through police investigation. It is also important to note that, for incidents involving multiple offences, only the most serious offence in the incident is counted. Unless otherwise stated, violent crime counts reflect the number of victims in the incidents, whereas non-violent crime counts reflect the number of incidents or occurrences of crime. Crime rates are based on 100,000 population (see Table 8 for population estimates used). Please refer to the Methodology section for further details on the UCR survey.

1996 Crime Trends

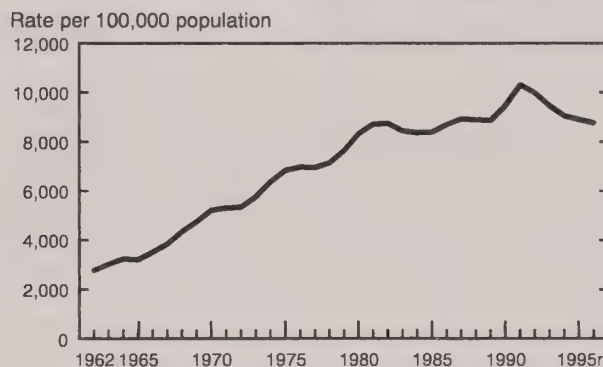
Crime rate declines for fifth consecutive year

Of the 2.6 million *Criminal Code* incidents (excluding traffic crime) reported in 1996, 11% were violent crimes, 59% were property crimes, and 30% were other *Criminal Code* crimes (e.g. mischief, prostitution, arson, bail violations, disturbing the peace). In addition, there were approximately 162,000 *Criminal Code* traffic incidents (mostly impaired driving), 65,000 drug incidents and 31,000 other federal statute incidents (e.g. *Excise Act*, *Immigration Act*, *Canada Shipping Act*) reported. In total, there were almost 2.9 million federal statute offences reported to police.

The police-reported crime rate fell for the fifth consecutive year in 1996 (-1.6%). The crime rate has decreased by 15.1% over these five years, making the 1996 rate virtually the same as in 1986 (Figure 1 and Table 1). Compared to twenty years ago, however, Canada's crime rate has grown 26%, and it is up almost 150% from thirty years ago. Over these years, as discussed earlier, amendments to Canada's definition of criminal behaviour and changes in our tolerance for certain crimes have influenced reporting to police.

Figure 1

Crime Rate, Canada, 1962-1996

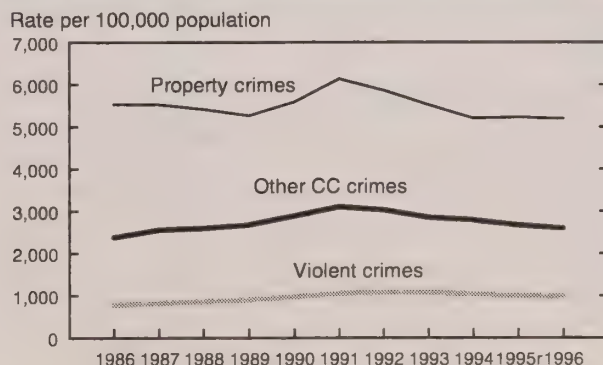


Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

The violent crime rate decreased for the fourth consecutive year (-2.2%) in 1996. These decreases followed 15 consecutive years of increases in violent crime. After remaining stable in 1995, the property crime rate fell 0.8%. In 1996, the property crime rate was 6.1% lower than that recorded a decade ago (Table 1). This is largely due to steady declines between 1991 and 1994. The rate of other *Criminal Code* crimes continued to drop in

Figure 2

Violent, property and other Criminal Code incidents, Canada, 1986-1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

Trends in police-reported crime and criminal victimizations, Canada, 1991-1995

	Police-Reported UCR Data % change in rate 91-95 ¹	ICVS Victimization Data % change in rate 91-95 ²
Theft of car/truck	+15%	+15%
Theft from car/truck	+15%	-16%
Theft of motorcycle	-43%	-50%
Theft of bicycle	-20%	-11%
Theft of personal property ³	...	+4%
Car vandalism ³	...	-27%
Breaking and entering (residence)	-10%	+2%
Robbery	-14%	-
Sexual incident ⁴	-13%	-31%
Assault or threat ⁵	-4%	-17%

... not applicable.

- nil or zero.

¹ Based on changes in the number of incidents per 100,000 population reported to police.

² The ICVS interviewed only persons aged 16 years or older.

³ While the UCR survey collects data on all incidents of theft and mischief, the ICVS collects information on only these specific types.

⁴ Under the ICVS, the term "sexual incident" refers to behaviour ranging from unwanted sexual touching to rape. Under the UCR survey, these behaviours are captured by the *Criminal Code*'s three levels of sexual assault. The following may account for the smaller decrease in the UCR rate: UCR data reflect incidents involving any victim, not just those 16 years or older; and, UCR data reflect incidents which could have occurred earlier than the year they were reported to police (e.g. incest cases).

⁵ UCR rates are based on the rate of physical assaults as defined by the *Criminal Code*. Threatening behaviour can be captured under various *Criminal Code* sections and may not be reflected here. The exclusion of some types of threats may explain the smaller decrease in police-reported rates.

Sources: Uniform Crime Reporting (UCR) survey; and, the International Crime Victimization Survey (ICVS), Canadian component.

1996 (-3.1%). In contrast to the declines reported for most crimes between 1995 and 1996, rate increases were reported for homicide (+6.4%), residential break and enter (+2.6%), robbery (+2.1%), motor vehicle thefts (+9.2%), gaming and betting offences (+23.0%) and cannabis offences (+5.8%) (Table 2).

Recent victimization survey confirms trends in police-reported crime

Results from a recent victimization survey confirm police-reported crime data showing most crimes have decreased between 1991 and 1995. In both 1991 and 1995, the International Crime Victimization Survey (ICVS) found that 30% of Canadians aged 16 years or older had been victims of violent or property crimes.³ Of all crimes measured by the ICVS, only three showed an increase from 1991 to 1995: motor vehicle thefts (+15%), thefts of personal property (+4%), and residential breaking and entering (+2%).

Crime also falling in the U.S. and in England & Wales

Other countries have also experienced recent declines in their crime rates. The 1996 preliminary data released by the Federal Bureau of Investigation show decreases in the U.S. for total crime, violent crime, and property crime for the fifth year in a row. All "index" crimes⁴ declined in 1996, except arson which remained stable. The crime rate in England and Wales has also fallen annually since 1992.

Crimes rates also falling in the U.S. and in England & Wales

	1992	1993	1994	1995	1996
	Year-to-year percent change in rate				
Canada ¹	-3%	-5%	-4%	-2%	-2%
United States ²	-3%	-2%	-1%	-1%	-3%
England and Wales ³	+5%	-2%	-5%	-3%	-2%

¹ Based on Total Criminal Code rate.

² Based on U.S. Index rates. U.S. Department of Justice, Federal Bureau of Investigation. 1996 data are preliminary.

³ Based on rate of total notifiable offences. The Home Office, Research and Statistics Department, London.

While crime rate down, so is number of young people in Canada

The field of criminology holds a wealth of research on factors that can influence the amount of crime in society. For instance, studies of criminal behaviour suggest that young people are at higher risk of engaging in criminal activity and that the prevalence of offending increases to a peak in teenage years and then decreases during one's twenties.⁵ While Canada's crime rate

³ Hung, Kwing. Victimization in Canada: Preliminary Findings of the 1996 International Crime Victimization Survey. *Justice Canada*, August 1996.

⁴ The US Crime Index is composed of the violent crimes of murder, non-negligent manslaughter, forcible rape, robbery, aggravated assault (not common assault), and robbery and the property crimes of burglary, larceny-theft, motor vehicle theft, and arson.

⁵ For instance, Gottfredson and Hirschi. A General Theory of Crime. *Stanford U. Press*: Stanford, 1990 and; Farrington, David P. "The Explanation and Prevention of Youthful Offending" in David J. Hawkins (ed.) *Delinquency and Crime: Current Theories*. Cambridge University, 1996, p.74.

has declined in recent years (i.e. 1992 to 1996), the number of persons aged 15 to 24 in our population has remained at a low point. From 1986 to 1991, the number of young people in this age group dropped steadily from 4.5 million to 4.0 million, a level at which it remains today. Population estimates suggest that this group should grow to 4.1 million in 1998 and will likely continue to climb, possibly reaching 4.5 million once again by the year 2006.⁶

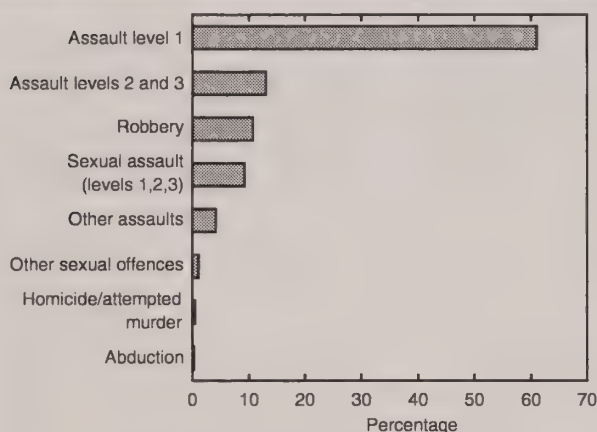
Violent Crime

Violent crime continues to drop

Violent criminal incidents (291,437 in 1996) include homicide, attempted murder, assault, sexual assault, other sexual offences, abduction and robbery (Figure 3). Violent crimes comprised 11% of Criminal Code offences in 1996, a slight increase from 9% a decade ago.

Figure 3

Violent crime categories, Canada, 1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

The violent crime rate declined by 2.2% in 1996, marking the fourth consecutive annual decrease. Prior to these declines, the violent crime rate increased for 15 straight years. Much of this increase is directly attributable to a large increase in the rate of common assaults (level 1), the least serious form of assault, which accounts for 6 in 10 violent crimes. Compared to 1986, the 1996 violent crime rate is 24.4% higher. If the category of assault level 1 is excluded from total violent crime, the increase drops to only 6.7%.

Despite the recent drops in violent crime, Canadians remain fearful. Findings from the 1995 ICVS show that 25% of Canadians reported feeling "a bit unsafe" or "very unsafe" when walking alone in their area after dark.⁷ This is up from the 20% who expressed these feelings in the 1991 ICVS.

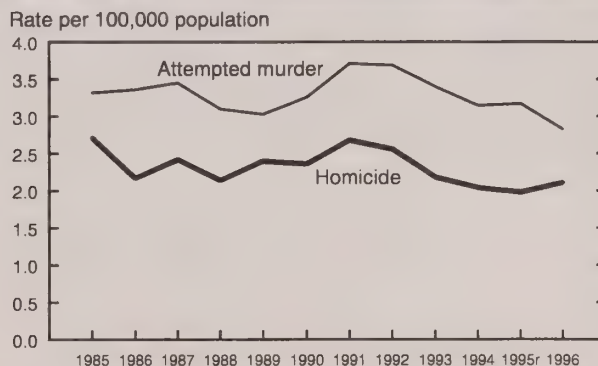
It is difficult to determine what proportion of the increase in violent crime reported to the police over the past decade is due to actual increases in the level of societal violence. As previously discussed, factors such as changes in reporting behaviour by the public, police charging practices, and policy and legislative changes may all have contributed to this increase.⁸ Findings from the ICVS show that the reporting of assaults and sexual incidents has increased, while victimizations have dropped off or remained stable. For example, in both 1991 and 1995, 13% of Canadians 16 years and over stated they had been the victim of a threat or an assault sometime during the five years prior to the survey. While this rate of victimization had not changed, the rate of reporting this crime to police had increased from 36% in 1991 to 40% in 1995.

Homicide rate turns upward after four years of decline

Homicide includes first and second degree murder, manslaughter, and infanticide. In 1996, there were 633 homicides and 848 attempted murders. Together these crimes continue to account for less than 1% of reported violent incidents. After four years of consecutive decreases, the homicide rate turned upward (+6.4%) in 1996, reaching 2.1 homicides per 100,000 population. Despite this increase, the 1996 rate is the third lowest since 1969. The growth in 1996 is largely attributable to an increase in multiple homicides, most of which were domestic. Although the rate of attempted murders (2.8 per 100,000) fell 10.7% in 1996, the general trend for attempted murder continues to follow that of murder (Figure 4).

Figure 4

Homicide and attempted murder incidents, Canada, 1986-1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

⁶ Statistics Canada. Population Projections for Canada, Provinces and Territories, 1993-2016 (catalogue no. 91-520), December 1994.

⁷ Hung, Kwing. "Victimization in Canada: Preliminary findings of the 1996 International Victimization Survey." Justice Canada, 1996.

⁸ For more information, see "Violent Crime in Canada", by Holly Johnson in Juristat (catalogue 85-002XPE/F vol. 16, no. 6).

1996 UCRII (Incident-based) Research File

The revised UCR survey captures detailed information on individual criminal incidents reported to police, including characteristics of victims, accused persons and the incidents. The survey presently collects data from 154 police agencies in six provinces. These data represent 47% of the national volume of actual Criminal Code crimes. **The reader is cautioned that these data are not nationally representative:** respondents from Quebec account for 39% of the sample and those from Ontario account for a further 38%. Moreover, these data are largely an urban sample. Please refer to the methodology section for more information. All calculations exclude records where the variable under study is reported as unknown, unless otherwise mentioned.

1996 UCRII (Incident-based) Time Series Database

To analyze trends in the characteristics of police-reported incidents, the CCJS has created a database which includes data from only those police agencies that have been reporting consistently to the revised UCR survey from 1993 to 1996. This sample of police agencies comprises one provincial force (Sûreté du Québec) and 60 municipal forces from New Brunswick, Quebec, Ontario, Saskatchewan and British Columbia. These police agencies account for 29% of the national volume of crime reported in 1996 and include Montreal, Toronto and Vancouver. **The reader is cautioned that these data are not nationally representative** and that the vast majority of incidents are from Québec (42%) and Ontario (36%). Unless otherwise noted, all references to comparisons between 1993 and 1996 in this report are based on this sample of 61 forces.

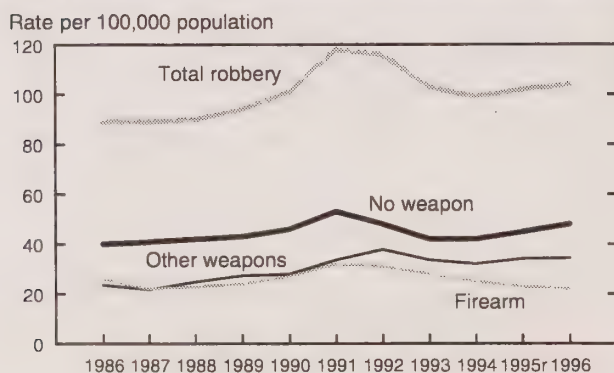
The number of homicides committed with a firearm increased 20% over the previous year. Consistent with the trend since 1979, firearm homicides accounted for one-third (33%) of all homicides in 1996. Other methods used to commit homicide in 1996 included stabbing (31%), beating (22%), strangulation/suffocation (9%), fire/arson (1%) and poisoning (1%). Of the homicides where an accused was identified, 49% of the victims were killed by an acquaintance, 37% by a spouse or other family member, and 14% by a stranger.⁹

Total robberies increasing, but robberies with firearms are down

The 31,242 robberies in 1996 accounted for 1 in 10 violent crimes. The rate for total robberies rose for the second consecutive year, up 2.1% from 1995. Despite decreases in the early 1990's, the rate of robbery has been generally increasing during the last ten years, up 17.4% from 1986 (Figure 5).

Figure 5

Robbery incidents, Canada, 1986-1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

Fewer robberies now involve firearms. The rate of robberies with firearms dropped (-1.8%) for the fifth consecutive year. Last year's rate of firearm robberies is 31.3% lower than five years ago and 15.4% lower than a decade ago. Though rising slightly from 1995 (+0.7%), robberies involving weapons other than firearms (e.g. knives) have shown the largest rate increases in the last decade. Robberies with no weapons also increased for the second year in a row (+5.0%). More than 4 in 10 robberies involve no weapons.

Commercial establishments are robbers' most frequent targets (56%) (1996 UCRII). These include convenience stores (13%), banks and financial institutions (8%), gas stations (7%) and other commercial establishments such as restaurants and liquor stores (28%). Other places, (e.g. transport/storage facilities, non-profit organizations, public institutions) accounted for a further 36% of places targeted by robbers. Robberies in private residences (e.g. a "home-invasion") accounted for 4%, and robberies targeting persons in motor vehicles made up a further 3%.

In recent years, a new type of robbery has been identified by police, one which occurs in the home and is commonly known as a "home invasion." While no official definition of this crime exists, it is normally characterized by a forced entry into a private residence while the occupants are home and involves violence against the occupants. This section will examine two types of definitions of this crime. The first, a narrow definition, includes only robberies of the occupants of a private residence. In 1996, a sample of 61 police agencies (including Montreal, Toronto and Vancouver) reported 857 of these types of incidents. In comparison to previous years, the number of these incidents has declined steadily from 1,016 in 1993. A second, broader definition also encompasses a breaking and entering into a private residence resulting in violence against the occupants. The sample of police agencies reported 1,738 of these in 1996, a decline from 2,092 in 1993. Compared to the total number of incidents of robbery and breaking and entering, this is a relatively rare type of crime. Yet, because this crime is an attack within the sanctity of one's home, it can greatly impact the level of fear among victims and their communities.

⁹ For a detailed analysis of homicide, please refer to "Homicide in Canada, 1996", Juristat (catalogue 85-002 XPE/F, vol. 17, no. 9).

Sexual assaults drop for the third year

Sexual assaults accounted for almost one in ten violent crimes in 1996. Sexual assault is classified into one of three levels according to the seriousness of the incident: level 1 sexual assault (the category of least physical injury to the victim); level 2 sexual assault (with a weapon, threats to use a weapon, or causing bodily harm); and, level 3 aggravated sexual assault (wounds, maims, disfigures or endangers life of victim).

There were 26,762 reported incidents of sexual assault in 1996, most of which (96%) were classified by police as level 1. In 1996, the rate of level 1 sexual assault decreased for the third year in a row (-6.3%). While the 1996 rate was 16.2% lower than five years ago, it was still 17.7% higher than a decade ago.

Sexual assaults causing bodily harm or involving weapons have also been decreasing in recent years. In 1996, rates for both level 2 (-2.4%) and level 3 sexual assault (-3.2%) fell below the previous year. Moreover, compared to both five and ten years ago, the rate for each has dropped by more than 37%.

Common assault down third year in a row after years of increase

The most frequently reported category of violent crime is assault. The *Criminal Code* defines several categories of assault: common assault (level 1), assault with a weapon or causing bodily harm (level 2), aggravated assault (level 3), and other assaults (i.e., assault on peace officer, unlawfully causing bodily harm, discharge of firearm with intent and other assaults). Common assault accounts for almost 8 in 10 assaults and 6 in 10 reported violent incidents.

Police recorded 177,728 incidents of common assault in 1996, an offence which includes behaviours such as pushing, slapping, punching, face-to-face verbal threats, and threats by an act or gesture. Although the rate for these assaults declined for the third straight year in 1996 (-1.3%), it was still 39.1% higher than a decade ago. Increases in common assault incidents have strongly influenced the overall increases in violent crime since 1986. Slightly more than half of victims of common assault experienced injuries, all of which were minor (1996 UCRII).

In 1996, police recorded 35,194 incidents of level 2 assault, and 2,731 incidents of level 3 assault. The rate for level 2 assault dropped (-3.2%) for the third year in a row and the rate for level 3 fell (-2.3%) for the fifth consecutive year. Compared to 1986, the rate for level 2 assault is only 6.1% greater and the rate for level 3 assault is 12.3% lower.

Sample of police agencies show drop in incidents of wife assault

The incidence of wife assault is difficult to measure given the reluctance of women to report to police. According to a sample of police agencies, the number of reported incidents has been dropping continuously since 1993. In 1996, almost 12,000

Number of victims of wife assault and criminal harassment, and incidents of home invasion, 1993-1996

	1993	1994	1995	1996
Wife assault ¹	14,420	14,075	13,001	11,829
Criminal harassment	...	2,840	3,735	3,313
Home invasions ²	2,092	2,115	1,896	1,738

... not appropriate.

¹ Includes women assaulted (level 1, 2 or 3) or sexually assaulted (level 1, 2 or 3) by their current or ex-spouse.

² Please refer to text for definition.

Source: Non-random sample of 61 police agencies accounting for 29% of the national volume of crime. The data are not nationally representative.

incidents of wife assault were reported to this sample of 61 police agencies compared to over 14,000 in 1993, a decline of 18%.

Criminal harassment

Legislation regarding criminal harassment, commonly referred to as "stalking", was first enacted in August 1993. This offence is generally defined as repeatedly following, watching or communicating with a person or someone known to them in a way that causes them to fear for their safety or for the safety of someone known to them. The number of incidents of criminal harassment increased by over 30% between 1994 and 1995, decreasing (-11.3%) in 1996 (1996 UCRII). The majority of victims continue to be women harassed by either a current or previous husband or boyfriend, or a male acquaintance.

Sample of police agencies show presence of weapons in violent crime declining

Between 1993 and 1996, the presence of weapons in violent incidents decreased. While firearms were present in 6.8% of violent incidents reported by a sample of 61 police forces in 1993, by 1996 they were present in only 6.1%. Similarly, the presence of clubs/blunt instruments declined from 7.6% to 6.5%. The presence of knives, however, increased slightly from 9.6% to 9.9%.

Violent incidents involving weapons, selected police agencies, 1993-1996

	1993	1994	1995	1996
Firearm	6.8%	6.4%	6.1%	6.1%
Knife	9.6%	9.6%	9.7%	9.9%
Club/blunt instrument	7.6%	8.4%	7.0%	6.5%
Total weapons	24.0%	24.4%	22.8%	22.5%

Source: Non-random sample of 61 police agencies accounting for 29% of the national volume of crime. The data are not nationally representative.

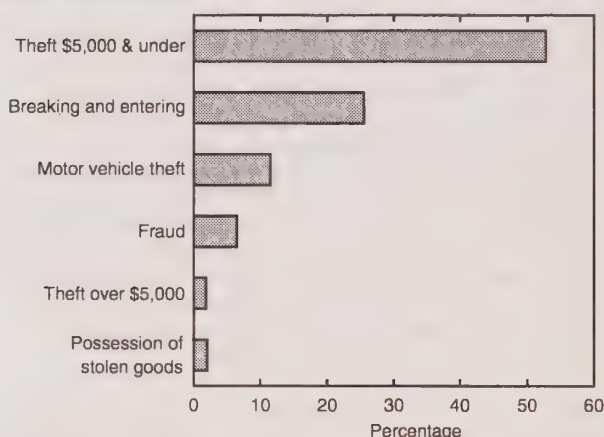
Property Crime

Property crime rate decreases

Property incidents involve unlawful acts with the intent of gaining property but do not involve the use or threat of violence. Theft, breaking and entering, fraud and possession of stolen goods are examples of property crimes (Figure 6). In 1996, there were 1.5 million property crime incidents. The property crime rate has generally been decreasing since 1991, including a 0.8% drop in 1996. The 1996 rate was 15.5% lower than the rate recorded five years ago and 6.1% lower than ten years ago (Table 1). Crimes against property as a proportion of all Criminal Code incidents have declined from 64% in 1986 to 59% in 1996. This is primarily due to a growth in the number of assaults reported over this period which caused violent crimes as a proportion to increase.

Figure 6

Property crime categories, Canada, 1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

Breaking and entering stable

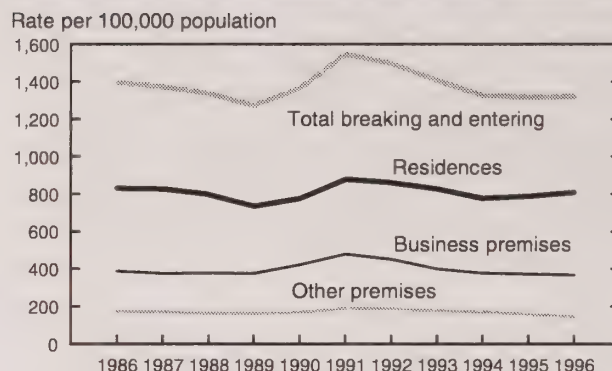
In 1996, there were 396,085 reported incidents of breaking and entering (B&E), representing one-quarter of property crimes. After declining from 1991 to 1995, the rate of B&E remained stable last year (Figure 7).

The majority of B&Es occurred at private residences (61.1%) as opposed to commercial establishments or businesses (27.8%), or other places (e.g. schools, non-profit organizations) (11.1%). Residential B&Es have fluctuated over the past 10 years, with the rate increasing (+2.6%) in 1996. According to the ICVS, 6.2% of Canadian households experienced a B&E (including attempts) in 1995, a very slight increase from 6.1% in 1991. The police-reported rate for business B&E (-1.6%) and other types of B&E (-7.3%) declined. Four in ten persons charged with B&E are youths (Table 3).

According to the Insurance Bureau of Canada, the average claim by home-owners for losses through B&E amounted to \$2,400 in 1995, while losses for commercial businesses amounted to an

Figure 7

Breaking and entering incidents, Canada, 1986-1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

average of \$5,417. In total, B&Es cost the insurance industry about \$382 million in 1995.

One-third of Criminal Code crimes are thefts

In 1996, the 849,529 incidents of theft (excluding motor vehicle thefts and B&Es) accounted for one-third of all Criminal Code incidents and over one-half of property crimes. The 1996 theft rate was 2.6% lower than the previous year and has generally been declining since 1991.

In February 1995, the *Criminal Code* was amended to change the dollar cut-off for "theft under" and "theft over" to \$5,000 from \$1,000. The previous revision to the cut-offs had taken place in 1986 when the limit was increased from \$200 to \$1,000. Therefore, the reader is advised not to make historical comparisons in the "theft under/over" counts.

Of all thefts, 41% were thefts from motor vehicles, 13% were shoplifting, 10% were bicycle thefts, and 36% were "other" types of theft. Decreases were reported for all types of theft in 1996, except for shoplifting (+1.9%). A relatively high proportion (29%) of persons charged with "theft \$5,000 and under" are females, most of whom were charged with shoplifting (Table 3).

Fewer firearms stolen

Canada's gun law requires firearm owners to properly secure and store their firearms. In December 1995, Parliament passed Canada's newest firearm legislation (Bill C-68) which created a new *Firearms Act* and amended the *Criminal Code*. The new legislation is intended to further reduce the theft of firearms by encouraging the safe use and storage of firearms and assisting police in identifying stolen firearms.

Last year, a firearm was reported stolen in 2,397 incidents of B&E, 2,204 incidents of theft and 55 robberies (1996 UCR II). Of the B&Es where a firearm was stolen, nine in ten were residential as opposed to commercial. Of the incidents of theft that resulted in a stolen firearm, 4 in 10 were thefts from motor

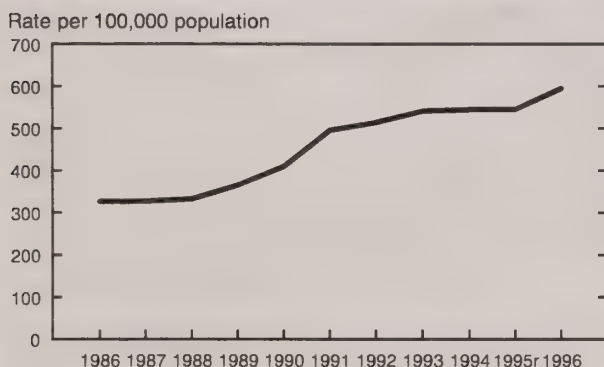
vehicles. The number of incidents of breaking and entering, thefts and robberies resulting in a stolen firearm has declined from 1993 to 1996 (-32.9%) (1996 UCR II).

Theft of motor vehicles increases

Motor vehicle theft accounted for roughly 1 in 10 property crimes in 1996 (178,580 incidents). This is one of the few crimes that has been rising in recent years. Since 1988, the rate of motor vehicle thefts has increased by 79.0%, including a 9.2% jump in 1996 (Figure 8). In particular, there has been a large increase in the number of "trucks" stolen, which includes mini-vans and sport-utility vehicles.

Figure 8

Motor vehicle theft incidents, Canada, 1986-1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

Theft of vehicles and their components cost the Canadian insurance industry approximately \$500 million in 1995.¹⁰ In 1996, the average theft claim by insured drivers for stolen motor vehicles and their components was \$3,633, up from \$3,058 in 1995.¹¹

Motor vehicle theft is generally described as a youth crime. In 1996, 43% of persons charged were youths aged 12 to 17 years (Table 3). In comparison, youth accounted for only 23% of total persons charged with Criminal Code offences.

The nature of fraud is changing

The 101,007 incidents of fraud reported by police last year accounted for 6.5% of property crimes. Fraud incidents include cheque fraud, credit card fraud (included automated banking cards) and "other" fraud (e.g. telemarketing fraud, fraudulent medical prescriptions, etc.). The rate of fraud dropped for the fifth consecutive year in 1996 (-3.9%). Over the last decade, the composition of fraud has changed. While cheque fraud accounted for 60% of frauds in 1986, it now accounts for only 40%. Meanwhile, "other" frauds made up 28% of frauds in 1986, but now account for 43%. This shift may be explained by new types of fraud (e.g. computer, telecommunications and automatic banking fraud), born from advances in technology.

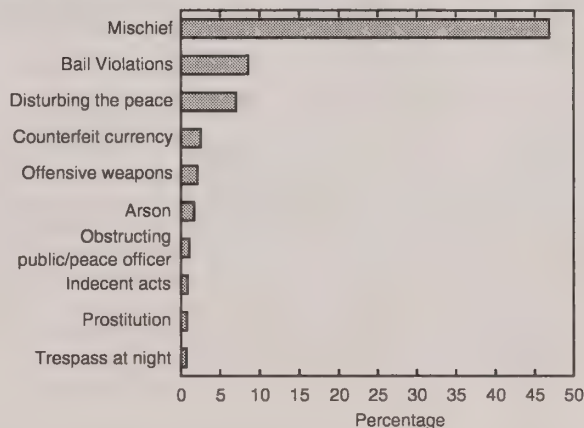
While the rate of cheque fraud (-9.5%) and other fraud (-4.2%) fell in 1996, the rate of credit card fraud rose 12.9%, marking the second consecutive increase. These recent increases in credit card fraud follow three years of declines. The Canadian Bankers Association (CBA) reports that credit card frauds (Visa, Mastercard and American Express) cost card issuers \$83 million in 1996. This is up from the \$72.6 million recorded in 1995 and marks a substantial jump from the \$28.9 million lost in 1990. According to the CBA, almost half of losses in credit card frauds in 1996 were due to counterfeit cards.¹²

Other Criminal Code Incidents

The 776,911 Criminal Code crimes which are not in the violent or property crime categories are reported under the category "other Criminal Code" (Figure 9). These crimes account for 3 in 10 Criminal Code incidents and include such crimes as weapons offences, mischief, prostitution, arson, bail violations and disturbing the peace.

Figure 9

Other Criminal Code categories, Canada, 1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

Weapons offences decrease

Offensive weapon crimes include possession/use of prohibited and restricted weapons, possession of a weapon for the purpose of committing a crime, and careless use of a firearm. Prohibited weapons are those which are illegal to possess. These include spring-loaded knives, nunchaku sticks, fully-automatic firearms, and sawed-off shotguns or rifles. Restricted weapons, such as handguns, are those which may be owned under certain conditions (e.g. lawful use and registration with the police). Non-restricted weapons may be possessed legally. In the case of rifles and shotguns, however, individuals are required to hold a valid firearms acquisition certificate (FAC) to acquire such guns.¹³

¹⁰ Vehicle Information Centre of Canada. "How Cars Measure Up, 1994-1995" (published 1996).

¹¹ Insurance Bureau of Canada, Don Mills, Ontario.

¹² Canadian Bankers Association, Security Division, Toronto, Ontario.

¹³ Please refer to the Criminal Code of Canada for exact definitions and conditions.

The 16,132 offensive weapons incidents reported by police in 1996 accounted for less than 1% of Criminal Code incidents. The rate of these incidents declined for the second consecutive year (-8.9%) and 8 in 10 persons charged with weapons offences were adults (Table 3).

Arson down, but still higher than a decade ago

Police reported 12,865 incidents of arson in 1996. While the rate dropped 3.3% below the previous year, it was still 49.0% higher than a decade ago. From 1989 to 1992, the rate of arson jumped by 70%. Since then, the rate has remained relatively stable. The most common targets for arson in 1996 were motor vehicles (28%), residences (26%), non-commercial enterprises (24%) and commercial or corporate places (15%). Four in ten persons charged with arson are youths (Table 3).

The rate of mischief offences continues to decline

In 1996, the 364,021 mischief incidents reported by police accounted for 14% of total Criminal Code crimes and almost half of "other" Criminal Code incidents. The general decline in the rate of mischief incidents continued in 1996 with a 5.2% decrease. The most common targets of mischief are motor vehicles (64%). Consistent with previous years, youths aged 12 to 17 years comprised one-third of persons charged with mischief in 1996 (Table 3).

Prostitution-related incidents drop

Most prostitution-related crimes involve communicating with a person for the purpose of engaging in prostitution (including both prostitutes and clients) or stopping a vehicle for the same purpose. The rate of prostitution incidents reported by police dropped by 18.5% in 1996. Despite an increase in 1995, the rate of prostitution incidents during the 1990s has generally been decreasing. The reporting of prostitution incidents is highly sensitive to police enforcement practices. The reader is cautioned that these practices may vary over time and across provinces and municipalities.

In 1996, 6,124 persons were charged with prostitution-related crimes, 55% of whom were female. Although some males charged were living from the avails of prostitution or were themselves prostitutes, the majority of them were clients. Only 3% of persons charged in prostitution incidents in 1996 were youths. Although child prostitution is a serious concern for Canadians, the UCR counts may not reflect their actual numbers, as youths are often diverted to social services by police in lieu of being charged.¹⁴

Criminal Code Traffic Incidents

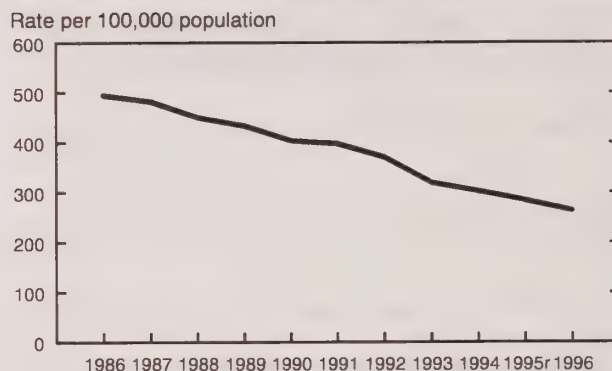
Police reported 161,805 incidents involving Criminal Code traffic crimes in 1996, down 6.9% from 1995. Impaired driving accounted for 59% of these incidents in 1996, failure to stop and remain at the scene of an accident accounted for 31%, and dangerous driving and driving while prohibited comprised the remaining 10%.

Impaired driving incidents continue to decline

Impaired driving offences include impaired operation of a motor vehicle, boat or aircraft, driving with over .08% alcohol in the bloodstream, and failing to provide a breath and/or blood sample when requested by a police officer. In 1996, police charged 78,894 persons with impaired driving, down 6.2% from 1995 and consistent with the long-term trend of declining rates (Figure 10). As with drug and prostitution offences, changes in statistics on impaired driving can be influenced by police enforcement.

Figure 10

Persons charged with impaired driving, Canada, 1986-1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

Drugs

Drug incidents increase for third year in a row

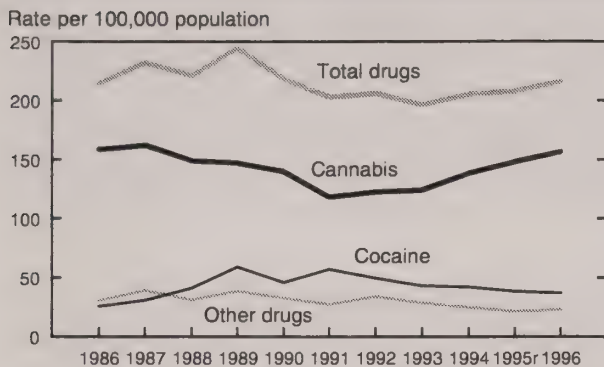
Drug incidents involve offences under two federal statutes: the *Narcotics Control Act*, which deals with illicit drugs, (e.g. cannabis, cocaine and heroin) and the *Food and Drugs Act*, which deals with controlled and restricted drugs (e.g., amphetamines and LSD). Cannabis offences accounted for 7 in 10 of the 65,106 drug-related incidents reported in 1996. Almost 9 in 10 persons charged with drug offences were adults.

The rate of drug-related incidents increased for the third year in a row. The 1996 rate was 4.4% higher than the previous year, primarily due to increases in cannabis offences. The rate of cannabis incidents climbed by 6.0% in 1996, the fifth consecutive year of growth. Conversely, the rate of cocaine incidents dropped for the fifth year in a row, falling 2.7% in 1996. The recent decline in cocaine incidents contrasts the sharp increases seen prior to 1992: the rate of cocaine incidents had more than tripled from 1985 to 1991 (Figure 11).

¹⁴ For more information, please see "Street Prostitution in Canada", by Doreen Duchesne in Juristat (catalogue 85-002-XPE/F vol.17, no.2)

Figure 11

Drug incidents, Canada, 1986-1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

After decreasing three years in a row, the rate of incidents involving "other" drugs turned upward in 1996 (+6.8%). This increase was fueled by increases in the trafficking of controlled drugs (e.g. amphetamines and barbituates) and of other drugs (i.e. drugs other than cannabis, cocaine or heroin that are regulated by the *Narcotics Control Act*).

Historically, the majority of drug incidents involve "possession" (64% in 1996) and most possession incidents involve cannabis. As with prostitution and impaired driving, trends in drug-related crimes are subject to police enforcement activities.

Youth Crime

Measuring youth crime

Young persons in conflict with the law may be charged or dealt with "otherwise". The decision to proceed with laying a charge is influenced by many factors, one of which is the eligibility of the youth for an alternative measures program. As outlined in the *Young Offenders Act*, the objective of alternative measures (AM) is to avoid court proceedings for young persons, provided certain conditions are met. Generally, referrals to AM programs are made before charges are laid and reserved for first time offenders.¹⁵ Charge rates are influenced by the extent to which AM is used, and the process established for AM. Consequently, the youth charge rate is not a perfect indicator of the prevalence of youth crime, particularly with respect to measuring relatively minor offences committed by first time offenders. However, the number of youths dealt with otherwise (i.e. not charged) has also been decreasing annually since 1993. This may suggest that the decreases in youths charged are not merely a symptom of increased use of alternative measures. The reader is cautioned that these data are not nationally representative.

¹⁵ See "National Summary of Alternative Measures Services for Young Persons" in *Juristat* (catalogue no. 85-002, vol. 10, no. 2).

First notable decline in rate of youth violence since the *Young Offenders Act*

The rate of youths charged dropped for all crime categories in 1996, resulting in a 3.6% decrease in the overall rate of youths charged with Criminal Code offences. In total, 117,773 youths aged 12 to 17 years were charged with Criminal Code offences in 1996. Over half (56%) of these youths were charged with property crimes, while 19% were charged with violent crimes. The remaining quarter were charged with other Criminal Code offences, such as mischief and offences against the administration of justice. This distribution has changed since a decade ago when 72% of youths were charged with property crimes and 9% with violent crimes. Increases in youths charged with level 1 (common) assaults and decreases in charges for theft and breaking and entering account for much of this shift (Table 4).

	Youths charged (100%)	Adults charged (100%)
Total violent	19%	28%
assaults	14%	24%
robbery	3%	2%
Total property	56%	40%
theft over & under	27%	19%
breaking and entering	16%	7%
theft motor vehicle	6%	2%
Total other Criminal Code	26%	32%
mischief	7%	4%

In 1996, the rate of youths charged with violent crime fell 3.9%, marking the first notable annual decrease since 1986, the first full year in which ages for youth were standardized across the country according to the *Young Offenders Act* (Table 4). Nevertheless, the rate remains 9% higher than five years ago and 121% higher than in 1986. This difference over the last ten years is largely due to increases in charges for assault level 1. By comparison, the rate of adults charged with violent crimes in 1996 was 14% lower than five years ago and 24% higher than a decade ago.

With the exception of robbery, the rate of youths charged decreased for all violent offences including assaults (-4.1%) and sexual assaults (-5.6%). In 1996, 51 youths aged 12 to 17 stood accused of homicide, a decrease of 14 youths from the previous year. Since 1986, an average of 48 youths were accused of homicide each year (Homicide Survey, 1996).

Rate of youths charged with property crimes continues to fall

In terms of property crimes, the rate of youths charged declined (-4.5%) for the fifth consecutive year (Table 4). The rate of youths charged dropped for all property offences including thefts (-6.5%), breaking and entering (-2.9%) and motor vehicle theft (-0.9%).

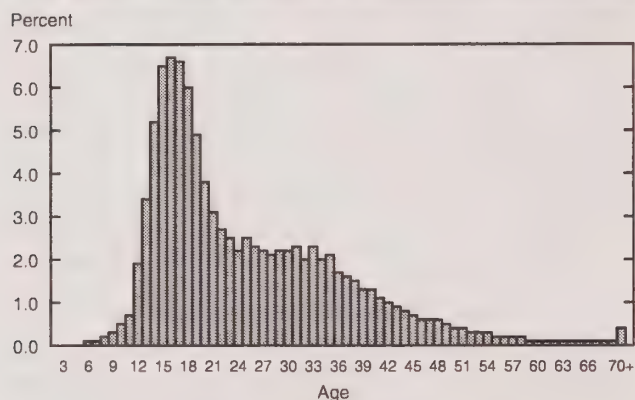
Youths charged with other Criminal Code offences also decreased (-1.2%) in 1996 (Table 4). While the rate of youths charged dropped for most of these offences such as weapons offences (-14.0%) and mischief (-1.8%), rates increased for youths charged with bail violations (+3.2%) and "other" offences against the Criminal Code (e.g. failure to appear) (+2.6%).

Persons accused of property crimes are younger than those accused of violent crime

While persons accused¹⁶ of property crimes are likely to be young, the age range of persons accused of violent crimes is much wider. While more than 4 in 10 persons accused of property crimes were aged 13 to 20 years (Figure 12a), this age group accounted for only one-quarter of persons accused of violent crimes (Figure 12b). The median age of persons accused of property crimes was 24 years, compared to 29 years for those accused of violent offences (Table 3).

Figure 12a

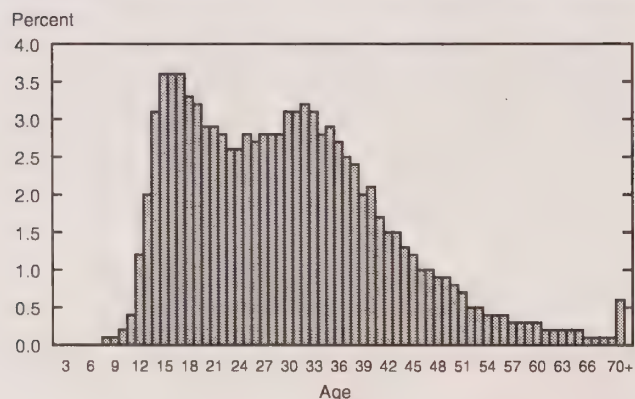
Persons accused of property crimes by age, 1996



Source: Non-random sample of 154 police agencies accounting for 47% of the national volume of crime. The data are not nationally representative

Figure 12b

Persons accused of violent crime by age, 1996



Source: Non-random sample of 154 police agencies accounting for 47% of the national volume of crime. The data are not nationally representative

¹⁶ Persons accused refers to those involved in incidents "cleared by charge" and "cleared otherwise".

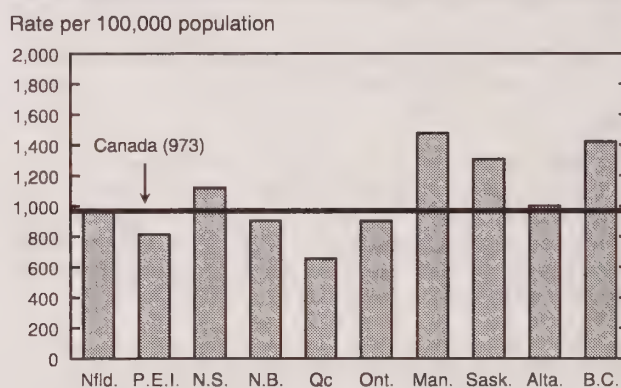
Provincial Comparisons

Crime down in most provinces

There is considerable regional variation in the distribution of reported crime across Canada. Historically, crime rates in the Atlantic provinces and Quebec have been lower than those in Ontario, which in turn have been lower than rates in the Western provinces. Since 1993, however, this pattern has changed, with Alberta reporting much lower crime rates than its neighbouring provinces (Figures 13a, 13b). Crime rates in the Northwest and Yukon Territories are usually higher than those in the provinces (Table 5).

Figure 13a

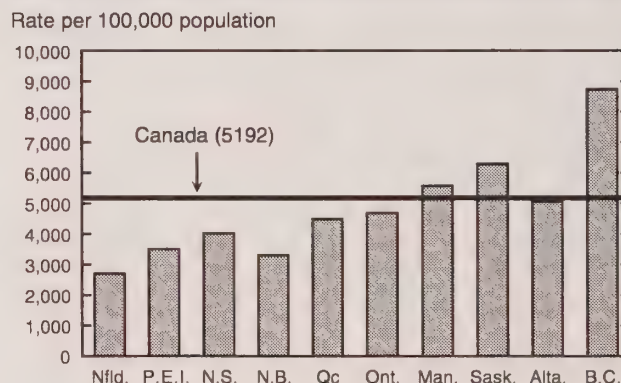
Violent crime, Canada and the provinces, 1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

Figure 13b

Property crime, Canada and the provinces, 1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada

In 1996, provincial crime rates ranged from a low of 5,927 incidents per 100,000 population in Newfoundland to 13,918 per 100,000 in British Columbia. For violent crimes, Manitoba, British Columbia and Saskatchewan reported the highest rates and Quebec the lowest (Figure 13a). For property crimes, Newfoundland reported the lowest rate while British Columbia continues to report a much higher rate than the other provinces (Figure 13b).

Three of the provinces followed the national decline in the crime rate in 1996, with the largest decrease reported in Ontario (-5.9%). Newfoundland (+10.4%), Nova Scotia (+4.3%) and Prince Edward Island (+3.9%) showed the largest increases (Table 5).

While Canada's violent crime rate declined (-2.2%) in 1996, increases were reported in Prince Edward Island (+8.4%), Saskatchewan (+3.3%) and Nova Scotia (+2.5%). The largest declines were found in Newfoundland (-8.5%) and Ontario (-5.1%).

The rate of property crimes increased in five provinces: Newfoundland (+11.5%), Quebec (+4.0%), Saskatchewan (+2.7%), British Columbia (+1.6%) and New Brunswick (+0.9%). While the rate for Nova Scotia remained stable, the remaining provinces reported decreases greater than the national decline of 0.8%.

Census Metropolitan Area Comparisons

The areas police forces serve may differ in their mix of urban/suburban populations, making the comparability of crime rates among these forces difficult. This lack of comparability is addressed by analyzing crime rates by Census Metropolitan Areas (CMA). A CMA refers to a large urban core (over 100,000 population) together with adjacent urban and rural areas that have a high degree of economic and social integration. Usually, more than one police force is responsible for enforcing the law within the boundaries of a CMA. Although there are 25 CMAs in Canada, only the nine largest (over 500,000 population) are examined in this report (Tables 6a and 6b). Data on the remaining CMAs are available from the CCJS upon request. In addition, the CCJS recently released an analysis of crime in all CMAs for the years 1991 through 1995.¹⁷

Violent crime down in most large cities

Three of the nine largest CMAs reported an increase in their overall crime rate in 1996: Québec (+4.9%), Montréal (+2.9%) and Vancouver (+2.7%). Although Québec showed the largest increase, it still remains the CMA with the lowest crime rate (Table 7). Consistent with previous years, the crime rate continues to be highest in Vancouver.

In 1996, Québec reported the lowest violent crime rate and Vancouver reported the highest. Compared to the previous year, the violent crime rate grew only in Calgary (+4.0%) and Vancouver (+2.2%). Except Edmonton, which remained stable, all remaining CMAs reported decreases (Table 6a). In most CMAs, except Winnipeg and Hamilton, the rate of violent crime

has dropped since 1991, with Edmonton (-29.3%) and Calgary (-29.9%) experiencing the largest decreases during this period (Table 6a).

While the rate of property crime was lowest in Toronto last year, it was highest in Vancouver (Table 6b). From 1995 to 1996, property crime rose in three of the nine CMAs: Québec (+6.1%), Vancouver (+4.3%) and Montréal (+4.0%). The greatest decrease was reported in Ottawa (-14.9%). Compared to rates reported in 1991, the property crime rate has fallen in all CMAs except Vancouver (+2.6%) (Table 6b). As with violent crime, Edmonton (-41.6%) and Calgary (-32.9%) reported the largest declines from 1991 to 1996.

Methodology - Uniform Crime Reporting Survey

The Uniform Crime Reporting (UCR) Survey was developed by Statistics Canada with the co-operation and assistance of the Canadian Association of Chiefs of Police. The aggregate UCR survey, which became operational in 1962, collects crime and traffic statistics reported by all police agencies in Canada. UCR survey data reflect reported crime that has been substantiated through police investigation.

Currently, there are two levels of detail collected by the UCR survey:

1. **Aggregate UCR Survey** - The aggregate-based UCR survey records the number of incidents reported to the police. It includes the number of reported offences and the number of actual offences (excluding those that are unfounded), the number of offences cleared by charge, the number of persons charged by sex and by an adult/youth breakdown. It does not include victim characteristics. Unless otherwise mentioned, all analysis in this report is based on aggregate survey counts.

2. **Revised UCR Survey - (UCR II Incident-based Research File and Time Series Database)**

The revised microdata survey captures detailed information on individual criminal incidents reported to police, including characteristics of victims, accused persons and the incidents. In 1996, detailed data were collected from 154 departments in six provinces through the Revised UCR Survey. These data represent 47% of the national volume of actual Criminal Code crimes. The incidents contained in the 1996 Research File are distributed as follows: 39% from Quebec, 38% from Ontario, 10% from Alberta, 8% from British Columbia, 4% from Saskatchewan, and 1% from New Brunswick. Other than Quebec, the data are primarily from urban police departments. The reader is cautioned that these data are not nationally representative. Continuity with the aggregate survey data is maintained by a conversion of the incident-based data to aggregate counts at year-end.

The UCR II Time Series Database is a subset of data collected by the Revised UCR Survey. It contains detailed information on incidents, accused persons and victims reported by a sample of 61 police forces to the Revised UCR Survey from 1993 to 1996. The incidents reported by these agencies, which include Montréal, Toronto and Vancouver, are distributed as follows: 42% from Quebec,

¹⁷ Leonard, Tim. "Crime in Major Metropolitan Areas, 1991-1995", Juristat (catalogue no 85-002XPE/F, vol. 17, no. 5).

36% from Ontario, 14% from British Columbia, 7% from Saskatchewan, and 1% from New Brunswick. In total, these incidents account for 29% of the national volume of crime. Being a subset of the Revised UCR data, the limitations and cautions noted above also apply here.

The aggregate UCR survey classifies incidents according to the most serious offence in the incident, (generally the offence which carries the longest maximum sentence under the *Criminal Code of Canada*). In categorizing incidents, violent offences always take precedence over non-violent offences. As a result, less serious offences are under-represented by the UCR survey.

The aggregate UCR survey scores violent incidents (except robbery) differently from other types of crime. For violent crime, a separate incident is recorded for each victim (i.e. if one person assaults three people, then three incidents are recorded; but if three people assault one person, only one

incident is recorded). Robbery, however, is counted as if it were a non-violent crime in order to avoid inflating the number of victims (e.g. persons in a bank during a robbery). For non-violent crimes, one incident (categorized according to the *most serious offence*) is counted for every distinct or separate occurrence.

In this report, the crime rate excludes traffic violations as these data have proven to be volatile over time. This volatility is the result of changes in police procedures which allow for traffic violations to be scored under either a provincial statute or the *Criminal Code* (e.g. failure to stop or remain at an accident).

The Canadian Centre for Justice Statistics gratefully acknowledges the assistance of Canada's police agencies and of the Canadian Association of Chiefs of Police in making this report possible.

Table 1

Rates of Criminal Code Incidents, Canada, 1986-1996¹

	1986	1987	1988	1989	1990	1991 ²	1992 ²	1993	1994	1995 ²	1996
Population ('000)	26,203.8	26,549.7	26,894.8	27,379.3	27,790.6	28,120.1	28,542.2	28,946.8	29,255.6	29,615.3	29,963.6
Violent crime rate	782	826	865	908	970	1,056	1,077	1,072	1,038	995	973
Year-to-year % change	6.9	5.7	4.7	5.0	6.8	8.9	2.0	-0.5	-3.1	-4.2	-2.2
Property crime rate	5,528	5,531	5,419	5,271	5,593	6,141	5,868	5,524	5,211	5,233	5,192
Year-to-year % change	1.8	0.1	-2.0	-2.7	6.1	9.8	-4.4	-5.9	-5.7	0.4	-0.8
Other Criminal Code rate	2,382	2,565	2,603	2,682	2,891	3,113	3,033	2,855	2,796	2,674	2,593
Year-to-year % change	7.4	7.7	1.5	3.0	7.8	7.7	-2.6	-5.9	-2.1	-4.4	-3.0
Total Criminal Code rate, excluding traffic infractions	8,692	8,923	8,887	8,860	9,454	10,309	9,978	9,451	9,045	8,902	8,758
Year-to-year % change	3.7	2.6	-0.4	-0.3	6.7	9.1	-3.2	-5.3	-4.3	-1.6	-1.6

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 population. The population estimates are provided by Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. Populations as of July 1st: revised intercensal estimates from 1986 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993, 1994 and 1995, preliminary postcensal estimates for 1996.

² Due to a change in counting procedures for Metro Toronto as of 1992, caution should be used when calculating year-to-year changes between 1991 and 1992 for Canada, Ontario and Toronto.

³ Revised.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 2

Federal Statute Incidents Reported to Police, by Most Serious Offence, Canada, 1992-1996

	1992		1993		1994		1995 ¹		1996		Percent change in rate 1995-1996 ¹
	Number	Rate*	Number	Rate*	Number	Rate*	Number	Rate*	Number	Rate*	
Population ('000)	28,542.2		28,946.8		29,255.6		29,615.3		29,963.6		
CRIMINAL CODE											
Homicide	732	3	630	2	596	2	588	2	633	2	6.4
Attempted murder	1,054	4	984	3	922	3	939	3	848	3	-10.7
Assaults - Total	232,910	816	238,503	824	236,564	809	230,110	777	227,678	760	-2.2
Level 1	175,745	616	181,807	628	181,577	621	177,964	601	177,728	593	-1.3
Level 2-Weapon	37,459	131	38,767	134	37,725	129	35,921	121	35,194	117	-3.2
Level 3-Aggravated	3,551	12	3,180	11	2,998	10	2,763	9	2,731	9	-2.3
Other	16,155	57	14,749	51	14,264	49	13,462	45	12,025	40	-11.7
Sexual assaults - Total	34,355	120	34,754	120	31,706	108	28,183	95	26,762	89	-6.1
Level 1	33,022	116	33,536	116	30,572	104	27,227	92	25,821	86	-6.3
Level 2-Weapon	935	3	860	3	769	3	659	2	651	2	-2.4
Level 3-Aggravated	398	1	358	1	365	1	297	1	290	1	-3.5
Other sexual offences	4,040	14	4,171	14	3,818	13	3,494	12	3,310	11	-6.4
Abduction	1,220	4	1,204	4	1,129	4	1,035	3	964	3	-7.9
Robbery - Total	33,201	116	29,955	103	29,010	99	30,254	102	31,242	104	2.1
Firearms	8,736	31	8,038	28	7,361	25	6,692	23	6,646	22	-1.8
Other Weapons	10,793	38	9,720	34	9,386	32	10,127	34	10,322	34	0.7
No Weapons	13,672	48	12,197	42	12,263	42	13,435	45	14,274	48	5.0
Violent crime - Total	307,512	1,077	310,201	1,072	303,745	1,038	294,603	995	291,437	973	-2.2
Break & enter - Total	427,153	1,497	406,421	1,404	387,867	1,326	390,682	1,319	396,085	1,322	0.2
Business	128,514	450	115,757	400	110,480	378	110,564	373	110,073	367	-1.6
Residential	245,453	860	239,322	827	227,199	777	233,314	788	242,132	808	2.6
Other	53,186	186	51,342	177	50,188	172	46,804	158	43,880	146	-7.3
Motor vehicle theft	146,801	514	156,685	541	159,469	545	161,696	546	178,580	596	9.2
Theft over \$1 000 (\$5 000 in 1995)	120,063	421	117,765	407	116,396	398	42,080	142	28,144	94	-33.9
Theft \$1 000 and under (\$5 000 in 1995)	823,469	2,885	774,293	2,675	727,414	2,486	820,202	2,770	821,385	2,741	-1.0
Have stolen goods	31,551	111	30,827	106	30,130	103	31,293	106	30,599	102	-3.4
Fraud	125,736	441	113,046	391	103,243	353	103,924	351	101,007	337	-3.9
Property crime - Total	1,674,773	5,868	1,599,037	5,524	1,524,519	5,211	1,549,877	5,233	1,555,800	5,192	-0.8
Mischief	453,547	1,589	415,508	1,435	396,904	1,357	379,500	1,281	364,021	1,215	-5.2
Gaming and betting	739	3	704	2	421	1	568	2	710	2	23.5
Bail violation	65,466	229	66,271	229	65,952	225	66,939	226	66,504	222	-1.8
Disturbing the peace	56,327	197	54,492	188	51,213	175	51,401	174	54,519	182	4.8
Offensive weapons	17,704	62	18,584	64	18,898	65	17,509	59	16,132	54	-8.9
Prostitution	10,137	36	8,517	29	5,575	19	7,170	24	5,912	20	-18.5
Arson	13,146	46	12,470	43	13,509	46	13,156	44	12,865	43	-3.3
Other	249,369	874	250,546	866	265,894	909	202,785	685	205,847	687	0.3
Other Criminal Code - Total	866,435	3,036	827,092	2,857	818,366	2,797	791,772	2,674	776,911	2,593	-3.0
Criminal Code without Traffic - TOTAL	2,848,720	9,981	2,736,330	9,453	2,646,630	9,047	2,636,252	8,902	2,624,148	8,758	-1.6
Impaired driving - Total ²	132,419	464	117,574	406	107,768	368	102,285	345	95,877	320	-7.4
Fail to stop/remain	67,053	235	60,066	208	60,138	206	54,180	183	49,871	166	-9.0
Other	20,221	71	20,185	70	18,529	63	17,419	59	16,057	54	-8.9
Criminal Code Traffic - TOTAL	219,693	770	197,825	683	186,435	637	173,884	587	161,805	540	-8.0
CRIMINAL CODE - TOTAL	3,068,413	10,750	2,934,155	10,136	2,833,065	9,684	2,810,136	9,489	2,785,953	9,298	-2.0
Drugs	58,881	206	56,817	196	60,153	206	61,613	208	65,106	217	4.4
Other Federal Statutes	44,671	157	48,282	167	40,525	139	36,121	122	31,365	105	-14.2
TOTAL FEDERAL STATUTES	3,171,965	11,113	3,039,254	10,499	2,933,743	10,028	2,907,870	9,819	2,882,424	9,620	-2.0

¹ Percent change based on unrounded rates.² Includes: impaired operation of a vehicle causing death, causing bodily harm, alcohol rate over 80mg, failure/refusal to provide a breath/blood sample.

* Rates are calculated based on 100,000 population. The population estimates are provided by Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. Populations as of July 1st: final postcensal estimates for 1992, updated postcensal estimates for 1993, 1994 and 1995, and preliminary postcensal estimates for 1996.

¹ Revised.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 3

Persons Charged by Gender and Age, Selected Incidents, 1996

	Sex		Age		Median Age ¹		
	Males	Females	Adults	Youths	Males	Females	Total
	%	%	%	%			
Homicides ²	88	12	90	10	25	29	26
Attempted murder	90	10	88	12	26	26	27
Assaults	84	16	85	15	30	27	30
Sexual assaults	98	2	85	15	33	27	32
Other sexual offences	96	4	85	15	35	30	34
Abduction	73	27	86	14	36	30	34
Robbery	88	12	66	34	22	18	21
Violent crime - Total	86	14	84	16	29	27	29
Break and enter	93	7	60	40	20	20	20
Motor vehicle theft	92	8	57	43	19	18	19
Fraud	71	29	92	8	29	28	29
Theft over \$5,000	81	19	80	20	23	30	24
Theft \$5,000 and under	69	31	71	29	25	27	25
Property crime - Total	78	22	71	29	23	26	24
Mischief	88	12	67	33	21	25	21
Arson	86	14	59	41	21	33	22
Prostitution	45	55	97	3	34	29	31
Offensive weapons	92	8	80	20	26	28	26
Criminal Code - Total	81	19	77	23	26	27	26
Impaired driving ³	89	11	100	...	35	35	35
Cocaine - Possession	82	18	96	4	30	30	30
Cocaine - Trafficking	83	17	97	3	30	29	30
Cannabis - Possession	90	10	83	17	22	24	22
Cannabis - Trafficking	85	15	87	13	26	26	26

... Figures not appropriate.

¹ 1996 Uniform Crime Reporting Incident-based Research File - CCJS, representing 47% of the national volume of crime.

² Homicide Survey, CCJS.

³ Includes impaired operation of a vehicle causing death, causing bodily harm, alcohol rate over 80mg, failure/refusal to provide a breath/blood sample.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 4

Youths Charged in Criminal Code Incidents, Canada, 1986-1996¹

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995 ²	1996
Population (aged 12-17)	2,272,400	2,260,900	2,249,500	2,245,700	2,260,100	2,284,800	2,315,800	2,341,200	2,360,900	2,386,400	2,416,500
Homicide											
number	38	35	48	48	49	49	53	36	52	63	50
rate	1.7	1.5	2.1	2.1	2.2	2.1	2.3	1.5	2.2	2.6	2.1
% change in rate	...	-7.4	37.8	0.2	1.4	-1.1	6.7	-32.8	43.2	19.9	-21.6
Assaults (levels 1, 2, 3)											
number	6,119	6,891	7,679	9,245	10,797	12,815	13,584	14,981	15,363	15,898	15,443
rate	269	305	341	412	478	561	587	640	651	666	639
% change in rate	...	13.2	12.0	20.6	16.0	17.4	4.6	9.1	1.7	2.4	-4.1
Sexual assaults (levels 1, 2, 3)											
number	1,059	1,220	1,247	1,478	1,609	1,906	2,074	2,132	1,896	1,586	1,516
rate	47	54	55	66	71	83	90	91	80	66	63
% change	...	15.8	2.7	18.7	8.2	17.2	7.4	1.7	-11.8	-17.2	-5.6
Robbery											
number	1,303	1,204	1,544	1,950	2,055	2,746	2,966	2,996	3,006	3,535	3,569
rate	57	53	69	87	91	120	128	128	127	148	148
% change in rate	...	-7.1	28.9	26.5	4.7	32.2	6.6	-0.1	-0.5	16.3	-0.2
Total Violent crime											
number	9,275	10,165	11,437	13,780	15,690	18,919	20,028	21,477	21,629	22,441	21,811
rate	408	450	508	614	694	828	865	917	916	940	903
% change in rate	...	10.2	13.1	20.7	13.1	19.3	4.4	6.1	-0.1	2.6	-3.9
Break and enter											
number	27,371	25,321	23,894	22,155	24,066	26,901	24,747	21,947	19,992	18,654	18,328
rate	1,204	1,120	1,062	987	1,065	1,177	1,069	937	847	782	758
% change in rate	...	-7.0	-5.2	-7.1	7.9	10.6	-9.2	-12.3	-9.7	-7.7	-2.9
Motor vehicle theft											
number	6,163	5,865	6,436	7,330	7,945	8,768	8,122	8,211	7,476	6,875	6,894
rate	271	259	286	326	352	384	351	351	317	288	285
% change in rate	...	-4.4	10.3	14.1	7.7	9.2	-8.6	0.0	-9.7	-9.0	-0.9
Theft											
number	38,132	36,397	36,368	38,897	42,514	45,221	39,648	35,301	32,228	33,762	31,955
rate	1,678	1,610	1,617	1,732	1,881	1,979	1,712	1,508	1,365	1,415	1,322
% change in rate	...	-4.1	0.4	7.1	8.6	5.2	-13.5	-11.9	-9.5	3.6	-6.5
Total Property crime											
number	78,862	74,769	74,316	76,317	83,741	91,656	83,603	74,981	68,907	68,105	65,835
rate	3,470	3,307	3,304	3,398	3,705	4,012	3,610	3,203	2,919	2,854	2,724
% change in rate	...	-4.7	-0.1	2.9	9.0	8.3	-10.0	-11.3	-8.9	-2.2	-4.5
Mischief											
number	7,856	7,832	8,643	8,491	8,647	9,725	9,066	8,214	7,687	7,745	7,703
rate	346	346	384	378	383	426	391	351	326	325	319
% change in rate	...	0.2	10.9	-1.6	1.2	11.3	-8.0	-10.4	-7.2	-0.3	-1.8
Offensive weapons											
number	1,470	1,416	1,514	1,702	1,809	2,020	1,906	1,932	1,963	1,693	1,475
rate	65	63	67	76	80	88	82	83	83	71	61
% change in rate	...	-3.2	7.5	12.6	5.6	10.5	-6.9	0.3	0.8	-14.7	-14.0
Total Other Criminal Code											
number	20,869	22,764	24,136	25,865	27,118	31,741	31,651	30,429	29,089	30,117	30,127
rate	918	1,007	1,073	1,152	1,200	1,389	1,367	1,300	1,232	1,262	1,247
% change in rate	...	9.6	6.6	7.3	4.2	15.8	-1.6	-4.9	-5.2	2.4	-1.2
Total Criminal Code											
number	109,006	107,698	109,889	115,962	126,549	142,316	135,282	126,887	119,625	120,663	117,773
rate	4,797	4,764	4,885	5,164	5,599	6,229	5,842	5,420	5,067	5,056	4,874
% change in rate	...	-0.7	2.6	5.7	8.4	11.2	-6.2	-7.2	-6.5	-0.2	-3.6

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 youths. The population estimates are provided by Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. Populations as of July 1st: revised intercensal estimates from 1986 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993, 1994 and 1995, preliminary postcensal for 1996.

² Revised.

... Figures not appropriate.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 5

Selected Criminal Code Incidents, Canada and the Provinces/Territories, 1996¹

	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Qc	Ont.	Man. ²	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
Population, 1996	570,700	137,300	942,800	762,500	7,389,100	11,252,400	1,143,500	1,022,500	2,789,500	3,855,100	31,500	66,600	29,963,600
Homicide													
number	7	1	18	9	153	187	45	31	53	125	0	4	633
rate	1.2	0.7	1.9	1.2	2.1	1.7	3.9	3.0	1.9	3.2	0.0	6.0	2.1
% change in rate*	41.4	-1.2	11.9	-35.9	12.6	1.9	65.7	46.8	-11.4	1.7	-100.0	31.7	6.4
Sexual Assault (1,2,3)													
number	801	165	1,151	986	3,258	9,366	1,438	1,462	2,999	4,612	89	435	26,762
rate	140	120	122	129	44	83	126	143	108	120	283	653	89
% change in rate	-11.5	-3.0	-3.1	-16.8	-1.9	-6.5	4.7	-6.8	-5.5	-8.9	-31.5	0.2	-6.1
Assault (1,2,3)													
number	4,249	898	8,433	5,273	30,879	76,909	12,658	10,128	20,666	42,037	850	2,673	215,653
rate	745	654	894	692	418	683	1,107	991	741	1,090	2,698	4,014	720
% change in rate	14.9	13.1	3.4	4.3	-4.9	-5.0	-1.2	4.2	0.4	1.2	0.8	-0.6	-1.6
Robbery													
number	52	17	433	202	9,799	9,413	1,838	803	2,328	6,305	15	37	31,242
rate	9	12	46	26	133	84	161	79	83	164	48	56	104
% change in rate	-17.9	-40.0	41.7	47.0	4.5	-3.0	-7.4	20.1	8.4	2.6	-15.1	-13.0	2.1
Violent crime - Total													
number	5,531	1,118	10,548	6,903	48,391	101,413	16,897	13,563	27,938	54,784	1,000	3,351	291,437
rate	969	814	1,119	905	655	901	1,478	1,326	1,002	1,421	3,175	5,032	973
% change in rate	-8.5	8.4	2.5	-0.3	-2.7	-5.1	-1.9	3.3	0.2	0.3	-3.5	-1.0	-2.2
Breaking & Entering													
number	4,223	1,091	9,502	6,882	106,286	120,469	16,532	18,433	31,326	78,622	760	1,959	396,085
rate	740	795	1,008	903	1,438	1,071	1,446	1,803	1,123	2,039	2,413	2,941	1,322
% change in rate	8.7	-1.5	7.0	2.5	3.1	-3.6	-0.4	1.2	-0.3	1.4	-5.8	-2.2	0.2
Motor Vehicle Theft													
number	553	209	2,409	1,492	48,071	58,419	10,231	6,494	14,321	35,747	188	446	178,580
rate	97	152	256	196	651	519	895	635	513	927	597	670	596
% change in rate	17.1	-11.4	33.3	3.8	11.5	0.7	6.6	21.9	12.3	18.2	-17.4	-6.2	9.2
Other Theft													
number	8,790	2,828	21,600	13,423	155,905	299,249	32,148	31,629	78,855	201,372	1,484	2,246	849,529
rate	1,540	2,060	2,291	1,760	2,110	2,659	2,811	3,093	2,827	5,222	4,711	3,372	2,835
% change in rate	13.6	1.5	-4.3	-2.7	3.1	-7.0	-7.7	1.9	-3.7	-0.3	-6.5	-2.3	-2.6
Property crime - Total													
number	15,425	4,813	37,880	25,174	331,742	527,119	63,779	64,323	141,120	336,869	2,615	4,941	1,555,800
rate	2,703	3,505	4,018	3,302	4,490	4,685	5,578	6,291	5,059	8,738	8,302	7,419	5,192
% change in rate	11.5	-3.8	-0.2	0.9	4.5	-5.3	-4.2	2.7	-2.3	1.6	-8.9	-3.3	-0.8
Offensive weapons													
number	167	44	496	341	1,279	6,567	1,127	776	2,063	3,048	60	164	16,132
rate	29	32	53	45	17	58	99	76	74	79	190	246	54
% change in rate	-10.3	40.2	-14.2	30.3	-13.2	-11.9	-2.7	-3.7	-9.3	-6.2	-11.2	-21.3	-8.9
Mischief													
number	5,430	1,878	12,862	7,728	63,687	125,727	21,172	16,498	34,853	70,520	915	2,751	364,021
rate	951	1,368	1,364	1,014	862	1,117	1,852	1,613	1,249	1,829	2,905	4,131	1,215
% change in rate	9.3	16.1	7.1	-0.7	7.9	-11.2	-4.3	4.1	-2.6	-12.3	15.2	19.7	-5.2
Other Criminal Code - Total													
number	12,872	4,316	30,311	18,873	130,242	265,292	40,491	41,075	79,238	144,894	2,686	6,621	776,911
rate	2,255	3,143	3,215	2,475	1,763	2,358	3,541	4,017	2,841	3,759	8,527	9,941	2,593
% change in rate	19.7	12.8	11.2	-0.4	-2.4	-7.3	-4.0	4.6	-0.4	-3.4	10.7	-12.6	-3.0
CRIMINAL CODE - TOTAL - without traffic crime													
number	33,828	10,247	78,739	50,950	510,375	893,824	121,167	118,961	248,296	536,547	6,301	14,913	2,624,148
rate	5,927	7,463	8,352	6,682	6,907	7,943	10,596	11,634	8,901	13,918	20,003	22,392	8,758
% change in rate	10.4	3.9	4.3	0.2	1.9	-5.9	-3.8	3.4	-1.3	0.1	-0.5	-7.2	-1.6

* In comparison to the 1995 rate.

¹ Excludes traffic crimes.

Rates are calculated on the basis of 100,000 population. The population estimates are provided by Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division.

Populations as of July 1st: preliminary postcensal estimates for 1996.

² Winnipeg Police have recently discovered an under-recording of minor offences that has been occurring in recent years, the magnitude of which has not yet been determined.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 6a.

Rates of violent crime for major Census Metropolitan Areas, 1991-1996¹

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	% change 1991 to 1996
Toronto	1,081	996	1,010	962	909	824	
% change	...	-7.9	1.4	-4.7	-5.5	-9.4	-23.8
Montréal	1,018	1,043	965	960	858	839	
% change	...	2.5	-7.5	-0.5	-10.7	-2.2	-17.5
Vancouver	1,350	1,425	1,397	1,319	1,297	1,325	
% change	...	5.5	-2.0	-5.6	-1.7	2.2	-1.9
Edmonton	1,305	1,283	1,184	961	924	922	
% change	...	-1.7	-7.7	-18.8	-3.9	-0.2	-29.3
Calgary	1,097	880	823	832	739	769	
% change	...	-19.7	-6.5	1.2	-11.2	4.1	-29.9
Ottawa	1,060	1,122	1,179	1,019	988	911	
% change	...	5.8	5.1	-13.6	-3.0	-7.8	-14.1
Québec	577	574	564	601	579	539	
% change	...	-0.5	-1.7	6.6	-3.7	-6.9	-6.5
Winnipeg²	949	1,128	1,270	1,289	1,196	1,137	
% change	...	18.9	12.6	1.5	-7.2	-4.9	19.9
Hamilton	1,060	1,163	1,125	1,112	1,139	1,131	
% change	...	9.7	-3.3	-1.2	2.3	-0.7	6.7

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 population.

Based on population estimates provided by Statistics Canada, Census and Demography Statistics, Demography Division.

Populations as of July 1st: final postcensal estimates for 1991 and 1992; updated postcensal estimates for 1993, 1994 and 1995; preliminary postcensal estimates for 1996.

² Winnipeg Police have recently discovered an under-recording of minor offences that has been occurring in recent years, the magnitude of which has not yet been determined.

... figures not appropriate.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 6b.

Rate of property crime for major Census Metropolitan Areas, 1991-1996¹

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	% change 1991 to 1996
Toronto	5,608	5,118	4,839	4,495	4,494	4,277	
% change	...	-8.8	-5.4	-7.1	0.0	-5.0	-23.7
Montréal	6,814	6,416	5,884	5,326	5,144	5,351	
% change	...	-5.8	-8.3	-9.5	-3.5	4.0	-21.5
Vancouver	10,233	10,008	9,575	9,477	10,050	10,494	
% change	...	-2.2	-4.3	-1.0	6.0	4.4	2.6
Edmonton	8,934	8,075	6,701	5,589	5,277	5,219	
% change	...	-9.6	-17.0	-16.6	-5.6	-1.1	-41.6
Calgary	8,026	7,689	6,930	5,841	5,376	5,384	
% change	...	-4.2	-9.9	-15.7	-8.0	0.1	-32.9
Ottawa	6,731	6,620	6,756	6,813	7,072	5,940	
% change	...	-1.6	2.1	0.8	3.8	-16.0	-11.8
Québec	5,596	5,234	4,671	4,042	4,129	4,380	
% change	...	-6.5	-10.8	-13.5	2.1	6.1	-21.7
Winnipeg²	7,234	6,810	7,103	7,383	6,656	6,272	
% change	...	-5.9	4.3	3.9	-9.9	-5.8	-13.3
Hamilton	5,534	5,256	5,644	5,078	5,060	4,770	
% change	...	-5.0	7.4	-10.0	-0.4	-5.7	-13.8

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 population.

Based on population estimates provided by Statistics Canada, Census and Demography Statistics, Demography Division.

Populations as of July 1st: final postcensal estimates for 1991 and 1992; updated postcensal estimates for 1993, 1994 and 1995; preliminary postcensal estimates for 1996.

² Winnipeg Police have recently discovered an under-recording of minor offences that has been occurring in recent years, the magnitude of which has not yet been determined.

... figures not appropriate.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 7

Selected Criminal Code Incidents for Major Census Metropolitan Areas, 1996¹

	Toronto	Montréal	Vancouver	Edmonton	Calgary	Ottawa	Québec	Winnipeg ²	Hamilton
Population, 1996	4,410,269	3,365,160	1,883,679	890,771	853,711	781,147	699,035	680,285	657,230
Homicide									
number	79	71	56	20	12	11	15	28	10
rate	1.8	2.1	3.0	2.2	1.4	1.4	2.1	4.1	1.5
% change in rate *	5.2	-8.6	-14.9	4.6	-35.0	-54.8	272.1	74.3	-42.4
Sexual assault (1,2,3)									
number	2,487	1,487	1,597	932	562	537	300	407	650
rate	57	44	84	105	66	69	43	60	99
% change in rate	-9.9	-3.7	-3.1	-6.6	-3.8	-19.1	6.7	-3.5	1.3
Assault (1,2,3)									
number	26,523	17,016	17,705	5,615	4,711	5,356	2,449	5,101	6,082
rate	601	506	939	630	552	686	350	750	925
% change in rate	-10.2	-5.8	2.4	-2.7	6.1	-6.1	-11.1	-4.8	-0.0
Robbery									
number	5,849	7,710	4,929	1,165	900	954	759	1,713	525
rate	133	229	262	131	105	122	109	252	80
% change in rate	-4.4	4.3	3.5	16.9	2.1	-7.2	2.7	-7.8	-1.6
Violent crime - Total									
number	36,327	28,248	24,956	8,215	6,564	7,113	3,769	7,735	7,433
rate	824	839	1,325	922	769	911	539	1,137	1,131
% change in rate	-9.4	-2.8	2.2	-0.2	4.0	-7.8	-7.0	-4.9	-0.7
Break & enter									
number	36,300	50,507	47,272	10,750	10,380	11,369	10,723	10,148	6,674
rate	823	1,501	2,510	1,207	1,216	1,455	1,534	1,492	1,015
% change in rate	-4.1	0.2	3.0	-2.1	4.3	-15.9	17.1	-2.6	2.6
Motor vehicle theft									
number	22,733	31,211	25,077	4,957	5,666	6,519	3,040	8,450	6,039
rate	515	927	1,331	556	664	835	435	1,242	919
% change in rate	16.0	11.8	19.4	31.7	4.7	-16.4	-0.0	5.2	-5.2
Other theft									
number	114,460	87,560	116,858	25,636	25,904	25,453	15,008	22,023	16,882
rate	2,595	2,602	6,204	2,878	3,034	3,258	2,147	3,237	2,569
% change in rate	-7.4	3.5	2.4	-5.0	-0.5	-14.2	1.0	-9.5	-9.6
Property crime - Total									
number	188,621	180,068	197,666	46,492	45,966	46,397	30,619	42,669	31,347
rate	4,277	5,351	10,494	5,219	5,384	5,940	4,380	6,272	4,770
% change in rate	-4.8	4.0	4.4	-1.5	0.1	-14.9	6.1	-5.8	-5.7
Offensive weapons									
number	1,503	483	1,233	435	313	351	88	401	218
rate	34	14	65	49	37	45	13	59	33
% change in rate	-16.5	-15.8	-1.3	-8.2	-10.6	-10.0	58.7	0.6	0.1
Mischief -									
number	38,341	32,089	31,322	10,174	8,550	9,851	6,338	11,454	6,610
rate	869	953	1,663	1,142	1,002	1,261	907	1,684	1,006
% change in rate	-14.4	10.6	-12.2	-0.4	-5.1	-21.3	6.8	-13.0	-14.8
Other Criminal Code - Total /									
number	80,248	60,259	57,440	21,625	14,424	19,862	10,338	16,459	13,974
rate	1,820	1,791	3,049	2,428	1,690	2,543	1,479	2,419	2,126
% change in rate	-10.9	2.4	-2.8	-0.3	-3.1	-14.4	6.5	-9.5	-8.6
CRIMINAL CODE - TOTAL -									
excluding Traffic									
number	305,196	268,515	280,062	76,332	66,954	73,372	44,726	66,863	52,754
rate	6,920	7,979	14,868	8,569	7,843	9,393	6,398	9,829	8,027
% change in rate	-7.0	2.9	2.7	-1.0	-0.3	-14.1	4.9	-6.6	-5.8

* Compared to the 1995 rate.

¹ Comparable data for all police services is available upon request. Rates are calculated based on 100,000 populations. The estimates are based on populations from Statistics Canada, Demography Division.

The intercensal estimates match the jurisdictional boundaries of the police department.

² Winnipeg Police have recently discovered an under-recording of minor offences that has been occurring in recent years, the magnitude of which has not yet been determined.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 8

Population Estimates of Canada and the Provinces/Territories, 1986 to 1996

Year	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
thousands													
1986													
Total	578.1	128.8	892.1	727.7	6,733.8	9,477.2	1,094.0	1,032.9	2,438.7	3,020.4	24.8	55.4	26,203.8
Adult (18+)	394.8	93.0	659.2	528.2	5,089.2	7,131.1	803.4	735.6	1,757.0	2,280.8	17.5	34.4	19,524.3
Youth (12-17)	70.0	12.7	84.4	72.3	545.2	818.5	99.3	95.0	215.1	251.6	2.3	6.4	2,272.4
1987													
Total	576.5	129.0	896.3	730.5	6,805.9	9,684.9	1,100.5	1,036.4	2,443.5	3,064.6	26.0	55.7	26,549.7
Adult (18+)	398.2	93.7	664.8	533.2	5,161.5	7,304.0	809.0	739.0	1,762.2	2,320.3	18.5	35.1	19,838.8
Youth (12-17)	68.3	12.4	83.3	72.0	545.3	818.0	98.8	94.0	212.3	248.0	2.3	6.2	2,260.9
1988													
Total	576.2	129.7	900.2	733.1	6,860.4	9,884.4	1,104.7	1,031.7	2,463.0	3,128.2	26.9	56.3	26,894.8
Adult (18+)	403.0	94.6	671.0	538.3	5,218.0	7,469.7	813.2	737.2	1,779.8	2,373.8	18.9	35.5	20,152.9
Youth (12-17)	67.4	12.2	82.0	71.4	545.5	814.3	98.0	93.4	210.5	246.5	2.3	6.1	2,249.5
1989													
Total	577.4	130.6	906.7	738.0	6,948.0	10,151.0	1,106.2	1,023.0	2,504.3	3,209.2	27.4	57.5	27,379.3
Adult (18+)	408.4	95.1	678.8	544.8	5,297.3	7,694.0	815.5	731.9	1,812.1	2,440.9	19.5	36.1	20,574.1
Youth (12-17)	65.7	12.1	79.9	70.6	551.2	811.1	96.6	92.7	210.6	247.0	2.3	6.0	2,245.7
1990													
Total	578.9	131.0	912.5	743.0	7,020.7	10,341.4	1,108.4	1,010.8	2,556.4	3,300.1	28.0	59.4	27,790.6
Adult (18+)	413.7	95.1	685.6	551.3	5,352.9	7,838.8	816.9	723.2	1,849.2	2,510.5	19.8	37.4	20,895.4
Youth (12-17)	63.6	12.0	78.3	69.2	561.2	813.1	95.9	92.0	214.6	252.3	2.4	6.0	2,260.1
1991													
Total	580.3	130.8	917.9	748.5	7,080.6	10,471.5	1,112.5	1,006.3	2,601.3	3,379.8	29.1	61.3	28,120.1
Adult (18+)	419.2	95.4	691.8	558.4	5,395.7	7,935.7	820.4	721.0	1,882.1	2,572.0	20.9	38.4	21,151.2
Youth (12-17)	61.4	11.9	77.2	67.9	573.4	817.8	95.5	92.1	219.4	259.5	2.4	6.2	2,284.8
1992													
Total	583.4	131.6	924.6	753.0	7,161.2	10,646.4	1,117.6	1,008.0	2,646.8	3,476.9	30.3	62.6	28,542.2
Adult (18+)	426.1	96.4	698.9	565.0	5,460.8	8,077.8	825.6	723.9	1,917.1	2,650.8	21.6	39.1	21,502.9
Youth (12-17)	59.8	11.8	76.6	66.8	586.3	826.6	94.8	92.3	224.5	267.1	2.4	6.4	2,315.8
1993													
Total	584.2	133.2	930.4	755.5	7,238.6	10,815.4	1,124.1	1,010.8	2,686.0	3,574.6	30.4	63.7	28,946.8
Adult (18+)	431.3	97.9	705.8	570.2	5,531.2	8,212.4	832.3	727.8	1,950.0	2,730.4	21.8	39.8	21,851.0
Youth (12-17)	58.1	11.8	76.0	65.4	593.2	836.4	94.3	92.9	229.7	274.6	2.5	6.4	2,341.2
1994													
Total	581.2	134.6	933.9	757.7	7,288.8	10,937.1	1,129.5	1,012.2	2,715.6	3,670.8	29.7	64.7	29,255.6
Adult (18+)	433.5	99.3	711.1	575.0	5,581.0	8,307.5	837.6	730.4	1,977.3	2,808.3	21.3	40.5	22,122.9
Youth (12-17)	56.0	11.9	75.0	64.3	596.0	843.7	94.1	93.6	234.3	283.1	2.4	6.5	2,360.9
1995													
Total	576.6	135.6	937.8	760.2	7,343.2	11,097.5	1,136.8	1,016.6	2,752.1	3,762.9	30.3	65.8	29,615.3
Adult (18+)	433.7	100.4	716.0	580.0	5,640.6	8,436.7	843.9	735.8	2,010.4	2,884.3	21.8	41.3	22,444.7
Youth (12-17)	54.6	12.0	75.3	63.5	591.8	859.3	94.7	94.7	240.1	291.7	2.7	6.7	2,386.4
1996													
Total	570.7	137.3	942.8	762.5	7,389.1	11,252.4	1,143.5	1,022.5	2,789.5	3,855.1	31.5	66.6	29,963.6
Adult (18+)	432.3	102.1	721.4	584.1	5,696.4	8,560.8	849.6	741.9	2,044.3	2,960.7	22.6	41.9	22,758.2
Youth (12-17)	53.4	12.0	76.0	63.1	587.3	877.0	95.3	95.9	246.7	300.7	3.0	6.7	2,416.5

Source: Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. 1986-1990: Revised intercensal estimates at July 1st; 1991-1992: final postcensal estimates at July 1st; 1993-1995: updated postcensal estimates at July 1st; 1996: preliminary postcensal estimates at July 1st.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at (613) 951-9023 or call toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

Vol. 16 No. 4	Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 5	Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
Vol. 16 No. 6	Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
Vol. 16 No. 7	Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 8	Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
Vol. 16 No. 9	The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

Vol. 16 No. 10	Canadian Crime Statistics, 1995
Vol. 16 No. 11	Homicide in Canada — 1995
Vol. 16 No. 12	Criminal Harassment
Vol. 17 No. 1	Sentencing in Adult Provincial Courts — A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994
Vol. 17 No. 2	Street Prostitution in Canada
Vol. 17 No. 3	Justice Spending in Canada
Vol. 17 No. 4	Adult Correctional Services in Canada, 1995-96
Vol. 17 No. 5	Crime in Major Metropolitan Areas, 1991-1995
Vol. 17 No. 6	Adult Criminal Court Statistics, 1995-96
Vol. 17 No. 7	Weapons and Violent Crime



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 9



HOMICIDE IN CANADA - 1996

Orest Fedorowycz

HIGHLIGHTS

- The national homicide rate increased by 6% in 1996, following four straight annual declines. The rate has generally been decreasing since the mid-1970's. The 633 homicides in 1996 were 45 more than in 1995, but fewer than the average for the previous ten years. Part of this increase in 1996 was due to an increase in multiple victim homicides.
- Most provinces/territories reported an increase in homicides, most notably in Manitoba, Quebec, and Saskatchewan. The only decreases were reported in Alberta, New Brunswick and Yukon.
- In general, homicide rates increase from east to west. Manitoba had the highest provincial rate in 1996, followed by British Columbia and Saskatchewan. The lowest rates were in Prince Edward Island, New Brunswick and Newfoundland.
- Among the nine largest metropolitan areas, Winnipeg reported the highest rate, followed by Vancouver. Calgary and Hamilton had the lowest rates. Montreal's rate was its lowest since 1981, when data were first collected by metropolitan area.
- All categories of firearm homicides increased in 1996. While the 211 shootings were 20% higher than in 1995, they were close to the previous ten-year average (204). Firearms have consistently accounted for about one-third of all homicides since 1979. Handguns once again comprised about half of all firearm homicides.
- Males continue to account for two-thirds of all homicide victims and almost nine out of ten accused.
- Homicides continue to be committed primarily by someone known to the victim. In 1996, 37% of victims were killed by a spouse or other family member, 49% by an acquaintance and 14% by a stranger. The 67 homicides committed by strangers in 1996 were down from 79 in 1995. Over the past 10 years, strangers have accounted for between 12% and 18% of all persons accused of homicide.
- Spousal homicides decreased, from 90 in 1995 to 80 in 1996, with females accounting for over three-quarters of the victims. In addition, 19 females were killed by a boyfriend or ex-boyfriend. In all, about 40% of female homicide victims were killed by someone with whom they had an intimate relationship with at some point in time.
- The youth homicide rate has remained relatively stable for the last decade. From 1986 to 1995, an average of 49 youths were charged with homicide each year, representing 9% of all homicide accused. In 1996, 51 youths were charged with homicide, accounting for 8% of all persons accused of homicide.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 85-002-XPE, is published in a **paper version** for \$10.00 per issue or \$93.00 for an annual subscription in Canada. Outside Canada the cost is US\$10.00 per issue or US\$93.00 for an annual subscription. Please send orders to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 or by dialling (613) 951-7277 or 1 800 700-1033, by fax (613) 951-1584 or 1 800 889-9734 or by Internet: order@statcan.ca. For change of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada publications may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

July 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984.



INTRODUCTION

Homicide tends to receive more media attention and consequently closer public scrutiny than any other criminal act. The act itself, especially if cruel in nature or targeting defenceless members of society, promotes fear in the general public. Despite a growing concern among Canadians about threats of attack or violence, the homicide rate has gradually been declining since the mid 1970s.

Virtually all homicides are brought to the attention of the police by the public or are discovered during police investigation. This Juristat examines long-term and short-term trends and the circumstances surrounding homicide incidents. In addition, this report compares rates among major metropolitan areas, provinces and territories, and selected countries.

In Canada, criminal homicide is classified as first degree murder, second degree murder, manslaughter or infanticide. Deaths caused by criminal negligence, suicide, accidental or justifiable homicide are not included in this classification.

GENERAL TRENDS

Homicide rate up, but generally declining since 1975

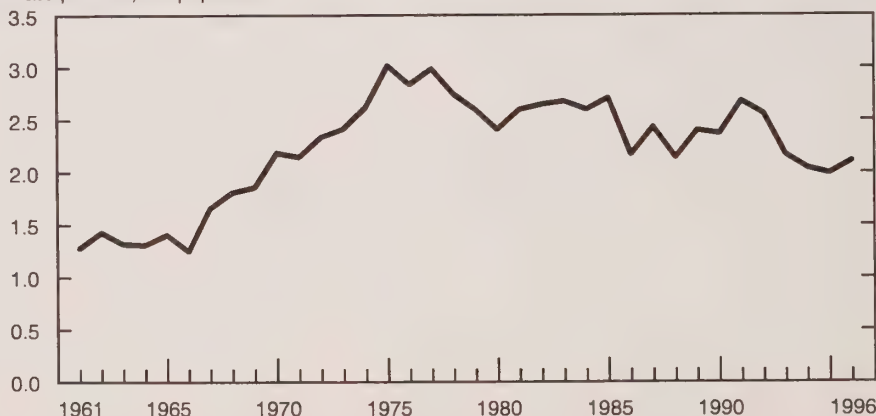
Homicide is a relatively rare occurrence in Canada, accounting for 0.02% of the almost three million *Criminal Code* incidents reported to police in 1996. After several years of decline, the homicide rate increased in 1996. There were 633 homicide offences reported in 1996, 45 more than the previous year, but still below the average of 640 for the previous decade. The 1996 homicide rate of 2.11 per 100,000 population represented a 6% increase from the 1995 rate. It is difficult to say if this increase is the start of a new trend or simply part of normal year-to-year fluctuations. Part of the increase seen in 1996 is due to an increase in multiple victim homicides.

Since 1961, when national homicide statistics were first collected, there have been two distinct trends. After several years of stability, the homicide rate increased steadily from 1.25 per 100,000 population in 1966 to a peak of 3.02 in 1975, an increase of 142%. From 1975 to 1996, despite yearly fluctuations, the homicide rate has gradually declined, from 3.02 per 100,000 to 2.11, a decrease of 30% (Figure 1).

Figure 1

Homicide Rate, 1961-1996

Rate per 100,000 population



Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

Table 1

Homicide Rates for Selected Countries

Country	1996 homicide rate per 100,000	Country	1996 homicide rate per 100,000
Northern Ireland	0.13	Ireland (1995)	1.62
Netherlands (1995)	0.20	Italy	1.67
Australia (1995)	0.97	France	2.01
Sweden (1995)	1.08	Canada	2.11
Switzerland	1.14	Scotland	2.55
England & Wales	1.40	Hungary	2.62
Germany	1.52	United States	7.50

Source: National Central Bureau - Interpol Ottawa.

Homicide rate decreasing in United States

According to preliminary figures, the Federal Bureau of Investigation reported an 11% decrease in the number of homicides in the United States in 1996. There were just over 19,000 homicides reported for that year, representing a rate of about 7.5 per 100,000 population. Although Canada's rate (2.11) was approximately one-quarter that of the United States, it was still higher than many European countries. For example, England and Wales reported a homicide rate of 1.4 per 100,000 population in 1996, almost 34% lower than Canada's rate (Table 1).¹

Violent crime rate decreasing since 1992

In contrast to the trend in homicide rates, the violent crime rate more than doubled from the early 1970s to the early 1990s, primarily because of large increases in Level I assaults, where physical injury inflicted on the victim is relatively minor. In the early 1980's, changes in legislation (rape and indecent assault), police charging or recording practices (eg. in spousal assault cases), and reduced societal tolerance of certain types of violence (eg. school violence) contributed at least partly to the increased rates of assault.² However, the violent crime rate has been decreasing since 1992.³

Speculation that the declining homicide rate over the past few years may in part be due to victims of attempted murders being saved by more advanced medical procedures and the increased use of paramedics, implies that the number of these incidents in Canada would have increased in recent years. In fact, the trend in the rate of attempted murders is almost parallel to that of homicide. Therefore, it appears that the general decline in the homicide rate must be attributed to other factors.

GEOGRAPHICAL PATTERNS IN HOMICIDE

Homicide rate increased in most provinces/territories

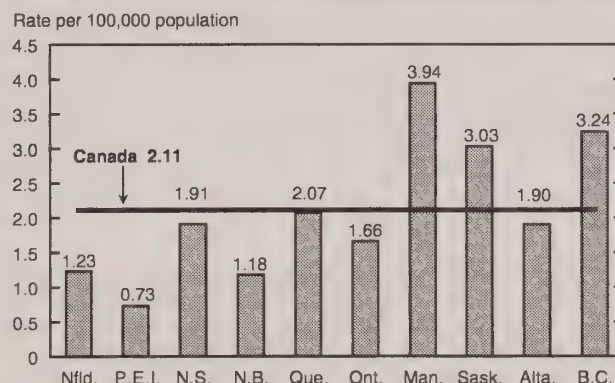
Most provinces have generally followed the national trend of declining homicide rates since the mid-1970's. The exception has been in the Atlantic provinces where homicide rates, while low to begin with, have remained relatively constant over the last 20 years.

Eight provinces/territories reported an increase in homicides in 1996 (Table 2), most notably Manitoba (+18), Quebec (+18), and Saskatchewan (+10). Despite the fact that Montréal had its lowest homicide rate since CMA data were first collected (1981), total homicides in Québec increased. The increases in Manitoba, Québec and Saskatchewan were primarily due to homicides involving acquaintances. The number of homicides fell in Alberta (-7), New Brunswick (-5), and Yukon (-4).

As is the case historically, rates were generally higher in the west than in the east (Figure 2). Manitoba recorded the highest rate (3.94 per 100,000 population), its highest since 1987, followed by British Columbia (3.24), and Saskatchewan (3.03). Prince Edward Island, with one homicide, once again recorded the lowest rate (0.73), followed by New Brunswick (1.18), and Newfoundland (1.23).

Figure 2

Homicide Rates by Province, 1996



Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

¹ Information provided by the National Central Bureau - Interpol Ottawa.

² Kingsley, B. *Crime Counts - A Criminal Event Analysis*, edited by L. Kennedy and V. Sacco, Toronto, Nelson Canada, 1996:101.

³ Kong, R., 1997. *Canadian Crime Statistics - 1996*, Catalogue 85-002-XPE, Vol. 17 No. 8. Ottawa: Statistics Canada.

Table 2

Homicides by Province/Territory, 1995 and 1996

Province/Territory	1996 ¹		1995 ¹		Average 1986-1995	
	Number	Rate ²	Number	Rate ²	Number	Rate ²
Newfoundland	7	1.23	5	0.87	5	0.86
Prince Edward Island	1	0.73	1	0.74	1	0.68
Nova Scotia	18	1.91	17	1.81	16	1.77
New Brunswick	9	1.18	14	1.84	14	1.85
Québec	153	2.07	135	1.84	165	2.34
Ontario	187	1.66	181	1.63	194	1.87
Manitoba	45	3.94	27	2.38	36	3.25
Saskatchewan	31	3.03	21	2.07	27	2.60
Alberta	53	1.90	60	2.18	70	2.69
British Columbia	125	3.24	120	3.19	105	3.11
Yukon	-	0.00	4	13.20	2	7.60
Northwest Territories	4	6.01	3	4.56	7	14.60
CANADA³	633	2.11	588	1.99	640	2.29

¹ The following number of homicides were reported and included in 1996 but occurred in previous years: Nfld - 1; N.S. - 1; N.B. - 1; Que. - 1; Ont. - 6; Sask. - 1; Alta. - 1; B.C. - 2; N.W.T. - 1; TOTAL - 15.

² Rates are calculated per 100,000 population using updated postcensal estimates.

³ Numbers may not add to totals because of rounding.

- Nil or zero.

⁴ Revised.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

Homicide rate in major metropolitan areas slightly lower than national average

Crime, particularly homicide, is often considered to be an urban phenomenon. In 1996, the homicide rate for all the 25 Census Metropolitan Areas (CMAs) was 2.04, slightly lower than the national rate of 2.11.

Census Metropolitan Area (CMA) - a large urban core (population of 100,000 and over) together with adjacent urban and rural areas which have a high degree of economic and social integration. It is important to note that, due to the relatively small number of homicides within some of the smaller CMAs, homicide rates for these areas can change dramatically from year to year.

Table 3 divides the CMAs into three population categories and shows that the nine largest CMAs (populations of 500,000 and over) had a homicide rate (2.13), slightly higher than the national rate of 2.11. The other CMA groups (250,000 - 499,999 population and 100,000 - 249,999 population) reported rates of 1.51 and 2.01, respectively.

Among the nine largest CMAs, Winnipeg reported the highest rate (4.12), followed by Vancouver (2.97). Québec City reported a rate (2.15) about 20% higher than its average rate for the previous ten years. The lowest rates were reported for Calgary (1.41) and Hamilton (1.56). Both Calgary and Edmonton had rates that were notably lower than their previous ten-year averages (-39% and -32%, respectively). Canada's largest metropolitan area, Toronto, continued to report a homicide rate (1.79) below the national average.

Among the seven CMA's with populations of 250,000 - 499,999, St. Catharines-Niagara reported the highest homicide rate (2.30), while Windsor, with two homicides, reported the lowest rate (0.68). Windsor's rate was its lowest since 1981, when CMA data were first collected.

For the nine CMA's with populations less than 250,000, Regina (4.02), Sherbrooke (3.36), and Sudbury (3.00) reported the highest rates, while Chicoutimi-Jonquière and Saint John recorded no homicides.

CHARACTERISTICS OF HOMICIDE INCIDENTS

First degree murders show a steady increase

With the abolition of capital punishment in 1976 (Bill C-105), murder was categorized into first and second-degree (see Glossary of Terms for definitions of homicide). First degree murder, as a proportion of all homicides, rose steadily from 36% in 1978 to 57% in 1996. There was a corresponding decline in the proportion of second degree murders reported by the police, from 54% in 1978 to 34% in 1996. During the same time period, the proportion of manslaughters has remained relatively stable at about 9%, as has the percentage of infanticides (less than 1% annually).

The classification of homicide offences in this report is based upon initial police investigation. In the transition period from initial police charging of the accused to final court disposition, the legal classification of an incident may be altered.

Multiple victim homicides increased in 1996

In 1996, 573 separate homicide incidents involving 633 victims were reported by the police. The majority of these incidents (93%) involved a single victim, while 7% were multiple-victim incidents. The 40 multiple-victim incidents (up from 27 in 1995) were distributed as follows: 30 incidents involved two victims, six incidents with three victims, two incidents with four victims, one incident with five victims, and one incident with nine victims. Almost 60% of these incidents were family-related.

Table 3

Homicides by Census Metropolitan Area, 1995 and 1996

Census Metropolitan Area	1996 ¹			1995 ¹			Average 1986-1995		
	Population (000s)	Number	Rate ²	Population (000s)	Number	Rate ²	Population (000s)	Number	Rate ²
500,000+ population									
Toronto	4,410.3	79	1.79	4,344.3	74	1.70	3,890.5	76	1.94
Montréal	3,365.2	71	2.11	3,337.2	77	2.31	3,148.4	97	3.08
Vancouver	1,883.7	56	2.97	1,831.0	64	3.50	1,585.6	52	3.30
Ottawa-Hull	1,039.3	17	1.64	1,022.7	28	2.74	915.0	16	1.72
Ontario	781.1	11	1.41	771.1	24	3.11	693.4	12	1.70
Québec	258.2	6	2.32	251.6	4	1.59	221.5	4	1.76
Edmonton	890.8	20	2.25	885.2	19	2.15	825.3	27	3.30
Calgary	853.7	12	1.41	831.8	18	2.16	737.2	17	2.32
Québec	699.0	15	2.15	693.5	4	0.58	647.4	12	1.78
Winnipeg	680.3	28	4.12	677.7	16	2.36	654.3	19	2.90
Hamilton	657.2	10	1.52	643.0	17	2.64	606.0	11	1.88
Total³	14,479.5	308	2.13	14,266.4	317	2.22	13,009.7	327	2.51
250,000 - 499,999 population									
London	420.6	4	0.95	413.0	3	0.73	376.2	5	1.33
Kitchener	404.2	6	1.48	395.4	3	0.76	353.4	6	1.61
St. Catharines-Niagara	391.1	9	2.30	386.3	1	0.26	364.7	9	2.33
Halifax	344.1	7	2.03	342.4	6	1.75	318.9	7	2.29
Victoria	315.2	6	1.90	311.2	6	1.93	284.7	5	1.72
Windsor	294.1	2	0.68	285.7	8	2.80	268.6	7	2.49
Oshawa	281.9	3	1.06	275.8	-	0.00	234.6	4	1.66
Total³	2,451.2	37	1.51	2,409.8	27	1.12	2,201.1	42	1.91
100,000 - 249,999 population									
Saskatoon	223.5	4	1.79	220.7	3	1.36	209.2	5	2.44
Regina	199.2	8	4.02	198.8	3	1.51	193.1	6	2.95
St. John's	185.2	3	1.62	178.5	4	2.24	171.3	2	0.99
Chicoutimi-Jonquière	167.9	-	0.00	167.0	1	0.60	161.3	2	1.24
Sudbury	166.7	5	3.00	166.4	4	2.40	158.7	4	2.71
Sherbrooke	148.9	5	3.36	148.3	-	0.00	140.8	1	0.99
Trois-Rivières	142.0	3	2.11	143.2	2	1.40	135.5	3	2.07
Saint John	129.4	-	0.00	129.4	3	2.32	126.1	4	2.78
Thunder Bay	130.0	2	1.54	131.0	5	3.82	127.7	4	2.82
Total³	1,492.8	30	2.01	1,483.3	25	1.69	1,423.7	30	2.11
CMA TOTALS	18,423.5	375	2.04	18,159.5	369	2.03	16,634.5	399	2.40
< 100,000 population	11,540.1	258	2.24	11,455.8	219	1.91	11,295.3	241	2.14
CANADA	29,963.6	633	2.11	29,615.3	588	1.99	27,929.8	640	2.29

¹ The following number of homicides were reported and included in 1996 but occurred in previous years: Toronto - 1; Vancouver - 1; Ottawa-Hull - 1; Calgary - 1; Kitchener - 1; Halifax - 1; Oshawa - 1; Sudbury - 1; Areas < 100,000 population - 7; TOTAL - 15.

² Rates are calculated per 100,000 population.

³ Numbers may not add to totals because of rounding.

- Nil or zero.

[†] Revised.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

Eight in ten homicides solved by police

During 1996, 78% of reported homicide incidents were solved by the police through the identification of at least one accused. Over the past ten years, this proportion has fluctuated between 77% and 85%. Since the process of solving a homicide can be time-consuming, an incident may not be solved until after the year in which it was initially recorded. These data, therefore, underestimate final police clearance rates.

Of those incidents cleared in 1996, 91% were cleared by a charge being laid, 8% by the accused having committed suicide immediately following the offence, and the remaining 1% were cleared by the death of the accused (other than suicide). Of the 36 incidents cleared by suicide, 30 were of a domestic nature.

Almost half of victims killed in own residence

Of the 552 homicide incidents with a known location (21 were unknown), almost two-thirds of these occurred in a private residence in 1996: 47% occurred in a residence occupied by the victim (either solely or jointly with the accused); 9% occurred in the residence of the accused; and the remaining 9% in other residences. The majority of spousal homicides (88%) and other homicides within the family (96%) occurred in private residences.

The remaining one-third of locations were distributed as follows: 22% in an open area (e.g., a parking lot, street or field), 8% in a commercial area (e.g., bar, bank, restaurant), 3% in a private vehicle and the remaining 2% in a public institution (correctional facility (7), school (1), group home (1) and hockey arena (1)).

In 1996, females were more likely to be killed in a private residence than males (80% versus 61%). This is not surprising, given two facts: females are killed in greater proportion by spouses and family members (61% for females compared to 24% for males), and spousal homicides usually occur in a private residence.

FIREARMS

Canada has adopted a number of legislative measures which are aimed at reducing firearm deaths and injuries. In 1977, Parliament passed legislation which amended the *Criminal Code* (Bill C-51), requiring individuals to obtain a Firearms Acquisition Certificate (FAC) before acquiring firearms. The legislation also introduced a variety of provisions including regulations on safe storage and display of firearms for businesses and bona fide gun collectors, and mandatory minimum sentences to deter the criminal use of firearms. In 1991, Parliament strengthened the screening provisions for FAC applicants by introducing new legislation (Bill C-17). A multi-page form with a variety of questions concerning the applicant's personal and criminal history, personal references, picture, and a mandatory 28 day waiting period for approved FAC applicants were incorporated. Under this legislation all firearm owners have to comply with safe storage, handling, display, and transportation of firearms. In 1995, Parliament passed Canada's newest firearms legislation (Bill C-68) which created a new *Firearms Act* and amended the *Criminal Code*. Under the 1995 legislation, all firearm owners and users will be required to obtain a firearm licence and all firearms will have to be registered (this includes non-restricted rifles and shotguns). In addition, strict new penalties have been created for firearms trafficking and smuggling, and tougher mandatory minimum sentences were introduced for 10 serious offences involving firearms. The new legislation is intended to reduce firearm deaths and injuries by further encouraging the safe use and storage of firearms, assisting police investigations, and deterring the misuse of firearms. Other countries (e.g. England and Australia) have also introduced stricter firearm legislation in recent years.

Homicides involving firearms increase in 1996

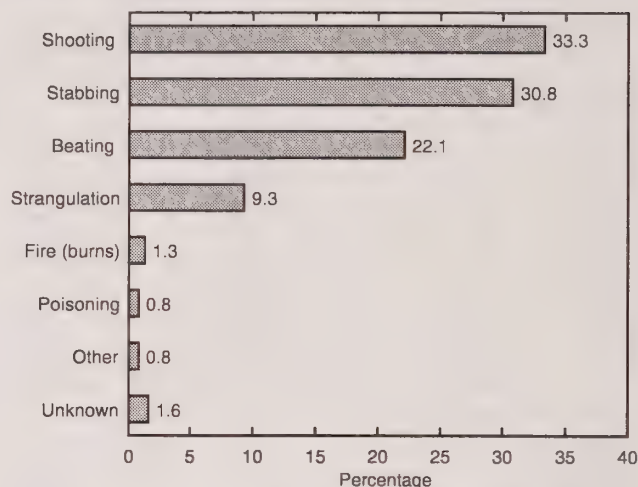
There are approximately 200 homicides each year using firearms. Homicides, however, account for a relatively small portion of all firearm-related deaths. Of the 1,125 deaths in Canada involving firearms in 1995 (the latest year that figures were available), the largest proportion of these deaths were due to suicide (81%), followed by homicide (13%), accidents (4%), and other types (2%).⁴

Since 1979, firearms have been used in about one-third of all homicides each year and this was also true in 1996 (Figure 3). While the 211 shootings in 1996 represented a 20% increase over the total in 1995, they were close to the average total (204) for the previous ten years. These shootings were distributed as follows: 106 (50%) with a handgun, 81 (38%) with a rifle/shotgun, 16 (8%) with a sawed-off rifle/shotgun, and 8 (4%) with a fully-automatic firearm. All types of firearm homicides increased in 1996, particularly homicides using rifles/shotguns (20 more than the previous year).

In the past, domestic homicides were less likely than other types of homicide to involve firearms. However, in 1996, 32% of domestic homicides involved firearms compared to 29% for non-domestic homicides (for unsolved homicides, 45% were

Figure 3

Methods Used To Commit Homicide, 1996



Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

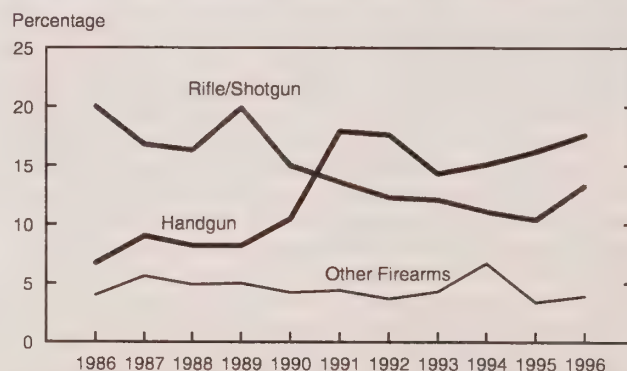
committed with firearms). In the 59 domestic firearm homicides in 1996, rifles and shotguns (including sawed-off guns) were used in 70% of the cases.

Between 1975 and 1990, one in ten homicides were committed each year with handguns. Since 1991, handguns have accounted for one in every six homicides. Despite an increase in 1996, the use of rifles/shotguns in homicides has generally been decreasing, from 30% in 1974 to 20% in 1989 to the present level of 13% in 1996 (Figure 4). Fully-automatic weapons were used in 1% of all homicides in 1996 (Table 4).

While firearms were the most common weapon used in homicides in 1996, stabbings accounted for 31%, beatings - 22%, strangulation/suffocation - 9%, fire (burns) - 1% and poisoning - 1% (Table 5).

Figure 4

Firearm Homicides as a Proportion of All Homicides, 1986-1996



Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

⁴ Statistics Canada. *Causes of Death, Catalogue 84-208, Health Statistics Division, 1997.*

Table 4

Homicides involving Firearms, 1976-1996

Year	Handgun		Rifle/Shotgun		Fully automatic firearm ¹		Sawed-off rifle/shotgun		Other firearms		Total homicides involving firearms	
	Number	% of Total Homicides	Number	% of Total Homicides	Number	% of Total Homicides	Number	% of Total Homicides	Number	% of Total Homicides	Number	% of Total Homicides
1976	68	10.2	165	24.7	...	...	5	0.7	20	3.0	258	38.6
1977	61	8.6	161	22.6	...	...	14	2.0	24	3.4	260	36.6
1978	63	9.5	177	26.8	...	...	2	0.3	8	1.2	250	37.8
1979	54	8.6	135	21.4	...	...	4	0.6	14	2.2	207	32.8
1980	62	10.5	120	20.3	...	...	4	0.7	9	1.5	195	32.9
1981	59	9.1	123	19.0	...	...	2	0.3	15	2.3	199	30.7
1982	88	13.2	146	21.9	...	...	9	1.3	5	0.7	248	37.2
1983	78	11.4	127	18.6	...	...	4	0.6	15	2.2	224	32.8
1984	66	9.9	142	21.3	...	...	2	0.3	18	2.7	228	34.2
1985	73	10.4	131	18.6	...	...	9	1.3	9	1.3	222	31.5
1986	38	6.7	114	20.0	...	...	1	0.2	22	3.9	175	30.8
1987	58	9.0	108	16.8	...	...	7	1.1	29	4.5	202	31.4
1988	47	8.2	94	16.3	...	...	7	1.2	21	3.6	169	29.3
1989	54	8.2	131	19.9	...	...	3	0.5	30	4.6	218	33.2
1990	69	10.5	99	15.0	...	...	1	0.2	27	4.1	196	29.7
1991	135	17.9	103	13.6	6	0.8	25	3.3	2	0.3	271	35.8
1992	129	17.6	90	12.3	12	1.6	15	2.0	-	0.0	246	33.6
1993	90	14.3	76	12.1	11	1.7	15	2.4	1	0.2	193	30.6
1994	90	15.1	66	11.1	14	2.3	26	4.4	-	0.0	196	32.9
1995 ¹	95	16.2	61	10.4	5	0.9	15	2.6	-	0.0	176	30.0
1996	106	16.7	81	12.8	8	1.3	16	2.5	-	0.0	211	33.3

¹ This category was introduced in 1991 and may account for some of the decrease in the numbers for the "other firearms" category.

... Figures not applicable or not appropriate.

- Nil or zero.

¹ Revised.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

Table 5

Homicides by Cause of Death, 1995 and 1996

Cause of death	1996		1995 ¹		Average 1986-1995	
	Number	Pourcentage	Number	Pourcentage	Number	Pourcentage
Shooting	211	33.3	176	29.9	205	31.9
Stabbing	195	30.8	183	31.1	186	29.1
Beating	140	22.1	120	20.4	129	20.1
Strangulation	59	9.3	70	11.9	71	11.0
Fire (burns)	8	1.3	20	3.4	21	3.2
Poisoning ²	5	0.8	6	1.0	4	0.6
Other ²	5	0.8	6	1.0	19	3.0
Unknown	10	1.6	7	1.2	7	1.0
Total³	633	100.0	588	100.0	640	100.0

¹ A separate category since 1991.

² Prior to 1991, included poisoning.

³ Numbers may not add to totals because of rounding.

¹ Revised.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

AGE AND SEX OF VICTIMS AND ACCUSED

Males continue to account for two-thirds of victims and nine in ten accused

Historically, about two-thirds of homicide victims are male. This pattern also held true in 1996. The median ages for male and female victims of homicide were 33 and 35 years of age, respectively.

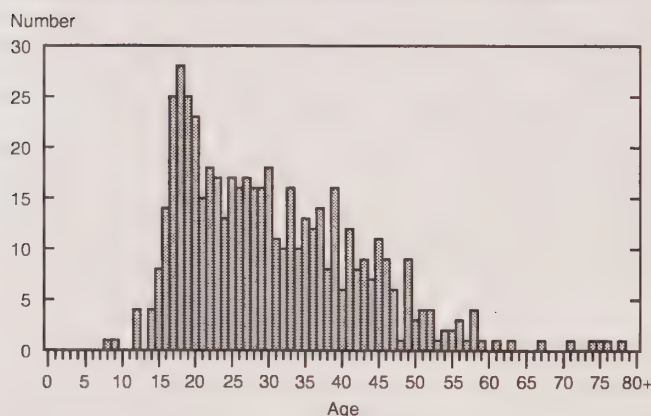
Males accounted for 89% of all those accused of homicide in 1996, consistent with the average for the previous ten years. Females accused of homicide tend to kill family members (56% of the time) more often than male accused (31%).

Age of accused increasing

In the United States, much has been made of the fact that persons accused of homicide have become increasingly younger over the past decade. This does not appear to be the case, however, in Canada. The median age of those accused of homicide has actually increased slightly over the past 25 years. From 1974 to 1986, the median age of the accused was either 26 or 27 years. Since 1986, the median age has ranged from 27 to 29 years. The most common single age for someone accused of homicide in 1996 was 18 years (Figure 5).

Figure 5

Homicide Accused by Age, 1996

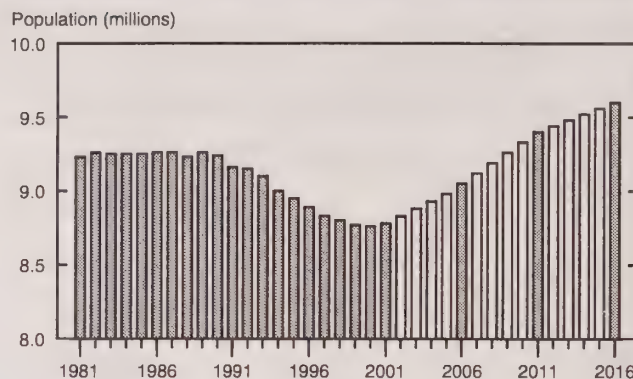


Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

The 15-34 age group tends to be the highest risk group for committing homicide, accounting for about 70% of all accused in a given year, while comprising approximately 30% of the total population. The population in this age group has been shrinking in number since 1990, and is expected to reach its smallest size around the year 2000, at which point it is projected to increase again (Figure 6). All other factors remaining constant, the homicide rate may be expected to continue its general decline until the end of this decade, due to the decreasing size of this high-risk age group.

Figure 6

Actual and Projected Population of 15-34 Age Group, 1981-2016



Note: Unshaded bars represent imputed values

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

ACCUSED-VICTIM RELATIONSHIP

Homicides committed by strangers decreased in 1996

In general, people are more fearful of being victims of violence at the hands of a stranger than of someone they know. Media coverage of murders perpetrated by strangers tends to reinforce this fear in the minds of the public. However, data indicate that homicides are more likely to be committed by someone known to the victim than by a stranger.

Of the homicides in 1996 where an accused was identified, 37% of the victims were killed by a spouse or other family member, 49% were killed by an acquaintance, and 14% were killed by a stranger (Table 6). Although 1996 showed a 12% decrease in the number of homicides committed by strangers, the proportion of stranger homicides has remained relatively stable over the past ten years, ranging from 12% to 18% (Figure 7). Almost 60% of incidents where victims were killed by strangers occurred during the commission of another offence, and in 87% of these cases the victims were male. Male victims were three times more likely to be killed by strangers (18%) than female victims (5%), as well as being at greater risk of being killed by a non-intimate acquaintance (54% versus 23%). These patterns are also evident for other violent crimes.

Spousal homicides decreasing

Spousal homicides include persons in registered marriages, in common-law relationships and persons separated or divorced from such unions. These homicides continue to account for one out of every six solved homicides. In 1996, 80 persons were killed by a spouse, down from 90 the previous year, with women representing three-quarters of these victims.

Table 6

Solved Homicides by Accused-Victim Relationship¹, 1995 and 1996

Relationship Type (Accused was)	1996		1995 ¹		Average 1991-1995	
	Number	Percent	Number	Percent	Number	Percent
Family Relationship						
Husband (legal and common-law)	39	7.9	53	11.0	55	10.3
Husband (separated/divorced)	23	4.7	16	3.3	19	3.6
Wife (legal and common-law)	15	3.1	20	4.1	20	3.7
Wife (separated/divorced)	3	0.6	1	0.2	2	0.3
Father	35	7.1	30	6.2	23	4.4
Mother	12	2.4	12	2.5	17	3.2
Child	25	5.1	9	1.9	18	3.4
Sibling	7	1.4	14	2.9	13	2.4
Other family relation	24	4.9	20	4.1	18	3.3
Total Family³	183	37.3	175	36.2	186	34.7
Acquaintance						
(ex) Boyfriend/girlfriend	29	5.9	25	5.2	29	5.3
Close Acquaintance	28	5.7	33	6.8	33	6.1
Business associate (legal)	8	1.6	12	2.5	19	3.5
Criminal relationships ²	36	7.3	31	6.4	40	7.4
Neighbour	30	6.1	19	3.9	24	4.5
Casual acquaintance	110	22.4	101	20.9	123	22.9
Total Acquaintance³	241	49.1	221	45.8	266	49.8
Stranger	67	13.6	79	16.4	76	14.1
Unknown relationship	-	0.0	8	1.7	8	1.4
TOTAL SOLVED HOMICIDES	491	100.0	483	100.0	535	100.0

¹ Includes only homicide incidents in which there are known suspects; if there was more than one suspect, only the closest relationship to the victim was recorded.

² Includes prostitutes, drug dealers and their clients.

³ Numbers may not add to totals because of rounding.

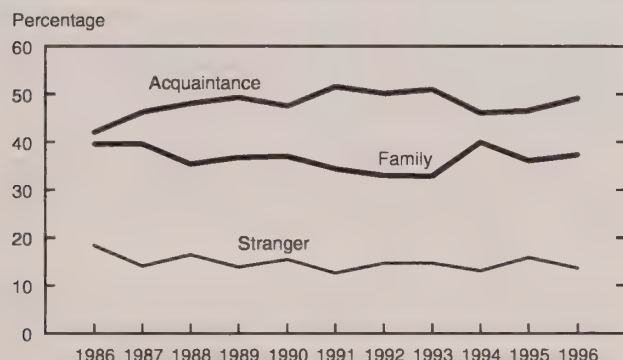
- Nil or zero.

⁴ Revised.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

Figure 7

Homicides by Accused-Victim Relationship, 1986-1996



Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

In 1996, 39 women were killed by a current spouse (legal or common-law), and 23 were killed by a separated or divorced spouse. The data also show that women were seven times

more likely to be killed by a spouse than by a stranger. Of the 18 men killed by a spouse in 1996, 15 were killed by a current spouse and 3 by a separated spouse. In 1996, 6 in 10 incidents of spousal homicides involved a history of domestic violence known to police (9 in 10 incidents when the victim was female).

Research has suggested that wives are at risk particularly within the first 2 months after separation.⁵ In addition to being killed by a spouse or ex-spouse, females are also at risk from boyfriends and ex-boyfriends. Nineteen females were killed in 1996 by current or former boyfriends. In all, about 40% of all female victims in 1996 were killed by a male with whom they had an intimate relationship at one point in time, either through marriage or dating.

Other family-related homicides

Other family-related homicides in 1996 included: 47 victims killed by a parent (35 by a father/step-father and 12 by a mother), 25 by one of their children (up from 9 in 1995), 7 by a sibling, and 24 by another relative. Of the 47 children killed by parents, the majority were male (61%), while almost three-quarters (72%) were less than six years old.

⁵ Wilson, M. and M. Daly. 1993. Spousal Homicide Risk and Estrangement, Violence and Victims 8.

Violence against children is a source of major concern in Canadian society. There were 53 children (under the age of 12) killed in 1996, compared with an average of 55 killed each year since 1986. Between 1986 and 1995, females were accused in 39% of homicides involving children compared to 10% of homicides involving adults; in 1996, the proportions were 28% and 9%, respectively. Research indicates that mothers who kill their children are younger than other female offenders, and those charged with infanticide are "barely more than children themselves".⁶ Of the females implicated in child homicide during the past decade, 13% were under the age of 18, and 39% were under the age of 25. In 1996, no females under 18 years were charged with killing a child; however, of the females charged, almost half were 18-24 years of age.

Infants at risk

During the previous ten years, there has been an annual average of 18 victims of homicide under one year of age, accounting for between 2.5% and 5.0% of all victims. The figure for infants may be under-reported since some claims of accidental childhood deaths such as falls or "sudden infant deaths" could actually be due to child abuse. However, in 1995, most provinces legislated mandatory coroner inquests into deaths of children less than two years of age, which may result in improved reporting of these cases in the future.

Of the 18 infants under one year of age who were killed in 1996, 14 were killed by a parent (11 by the father and 3 by the mother), one by a brother, one by an acquaintance, and in two cases the accused were unknown. Under Section 233 of the *Criminal Code*, there is a provision for diminished responsibility in the case of a mother killing her new-born child, if at the time of the act she was not fully recovered from the act of giving birth or the effect of lactation and consequently her mind was disturbed. In 1996, one of the three accused mothers was charged with *infanticide*.

Increase in children killing their parents in 1996

Since 1975, an average of 19 parents have been killed each year by their children. In 1996, 25 parents were killed by their children. The median age for the victims was 54 years and for the accused, 21 years. As for a motive, 70% of these homicides were the result of a quarrel or an assault, 15% were committed for financial gain and, for the remaining incidents, the motive was not known.

ALCOHOL/DRUG INVOLVEMENT

For the purposes of this report, "drugs" refer to illegal, controlled and restricted substances as defined by the Narcotic Control Act and the Food and Drugs Act.

One-half of accused and four in ten victims had consumed alcohol/drugs

Alcohol and drugs are known to play a role in the commission of many crimes including homicide. In 1996, police reported that 38% of homicide victims had consumed alcohol, drugs or both

at the time of the offence. This pattern has remained consistent since 1991 when this element was first collected in the homicide survey. Where the blood-alcohol concentration level of the victim was known to police (325 instances), 21% of these victims were found to be over the legal driving limit. Male victims were one-and-a-half times as likely to have consumed alcohol and/or drugs as female victims.

In 1996, consistent with previous years, police reported that one-half of all accused had consumed alcohol, drugs or both at the time of the offence. There was little difference between male and female accused.

One in ten homicides are drug-related

Drugs and drug-dealing are believed to be the causes of many types of crimes, including homicide. Accordingly, in 1991, the following question was added to the homicide survey: "was there evidence of drug trafficking or settling of drug-related accounts". In 1996, one in ten (56) homicide incidents were reported by the police to be drug-related and nine of the victims were drug dealers, similar to the averages for the previous five years.

One-quarter of all homicide incidents reported in 1996 occurred during the commission of another criminal offence. Of these 154 incidents, 110 were committed at the same time as another violent offence: 42 during an assault, 39 during a robbery, 17 during a sexual assault, 4 during a kidnapping, and 8 during other violent offences. A further 16 homicides occurred during a property offence, and 28 in combination with other types of criminal offences.

OCCUPATIONS AT RISK

Two police officers murdered in the line of duty

Some occupations involve more risk to personal safety than others. In Canada, the murder of police officers in the line of duty is a relatively rare occurrence. Since 1961, an average of three police officers each year have been murdered while performing their duties. In 1996, two police officers were victims of homicide (neither by a firearm). By comparison, 53 police officers were victims of homicide in the United States in 1996 (preliminary data), all but four killed with a firearm.

Taxi drivers are also a high-risk group because of the nature of their job. In 1996, three taxi drivers were killed, all believed to be in connection with a robbery attempt.

Prostitutes at high risk

Other victims of homicide killed in the course of their work included ten known prostitutes. It should be noted that the number of prostitutes reported killed most likely under-represents the actual figure: only those incidents where the police are certain that the victim was killed in the course of engaging in prostitution-related activities are counted.⁷

⁶ Silverman, R. and L. Kennedy. *Deadly Deeds - Murder in Canada*, Nelson Canada, 1988: 188.

⁷ For more information - Duchesne, D. 1997. *Street Prostitution in Canada*, Catalogue 85-002-XPE, Vol. 17 No. 2.

YOUTH HOMICIDE

Since the introduction of the *Young Offenders Act* in 1984, much publicity has focussed on youths accused of homicide and their subsequent treatment by the courts. In this report, "youths" represent persons 12 to 17 years of age.

Youth homicide rate stable

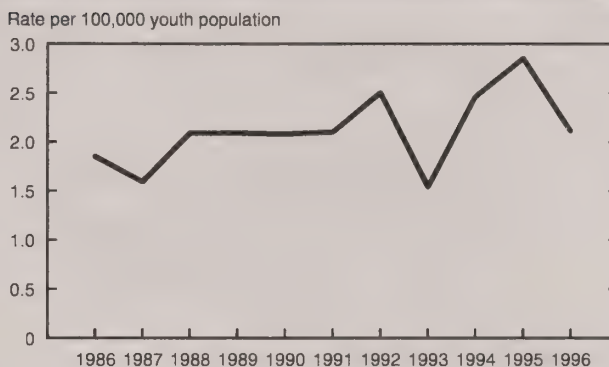
Over the last ten years, the youth homicide rate has remained relatively stable while the homicide rate for adults has generally been decreasing. From 1986 through 1995, an average of 49 youths were charged each year, accounting for an average of 9% of homicide suspects annually, similar to their population share (Table 7). In 1996, 51 youths were charged with homicide, representing 8% of all persons accused of homicide. This number was 17 fewer than the previous year, when an unusually high number of youths were charged with homicide. The youth homicide rate has remained between 1.5 and 2.9 per 100,000 youths since 1986 (Figure 8).

Youths tend to kill other youths

Between 1986 and 1996, there were almost 900 youth victims accounting for 13% of all victims. Youth victims accounted for 28% of all victims killed by a youth and accounted for 11% of all

Figure 8

Youths (Aged 12 to 17 Years) Accused of Homicide, 1986-1996



Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

victims killed by an adult. In comparison, for the same period, there were almost 2,600 adult victims aged 25-39 years accounting for 37% of all victims. This age group accounted for 20% of all victims killed by a youth and accounted for 38% of all victims killed by an adult (Table 8).

Table 7

Youths (12-17 Years) Accused of Homicide, Canada, 1986-1996

Year	Youth Population (Aged 12-17) (000s)	Number	Rate per 100,000 Youth Population	Percent of Total Accused (%)
1986	2,272.4	42	1.85	7.6
1987	2,260.9	36	1.59	6.1
1988	2,249.5	47	2.09	8.9
1989	2,245.7	47	2.09	8.4
1990	2,260.1	47	2.08	8.5
1991	2,284.8	48	2.10	7.5
1992	2,315.8	58	2.50	9.0
1993	2,341.2	36	1.54	6.6
1994	2,360.9	58	2.46	10.7
1995	2,386.4	68	2.85	12.2
1996	2,416.6	51	2.11	8.2

† Revised.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

Table 8

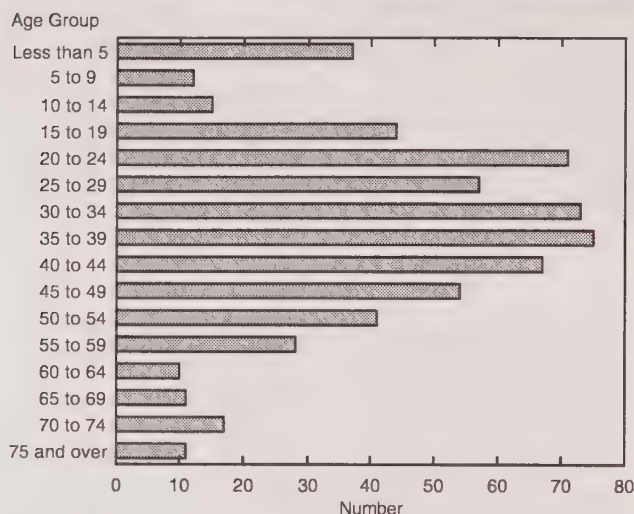
Homicide Victims and Accused by Age Group, 1986-1996

Victim Age Group	Youth Accused 1986-1996	Adult Accused 1986-1996
Less than 12 years	8.6%	7.9%
12-17 years	19.1%	3.4%
18-24 years	15.7%	16.5%
25-39 years	19.6%	37.9%
40-59 years	23.3%	24.8%
60 years and older	13.7%	9.6%
TOTALS	100.0%	100.0%

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

Figure 9

Homicide Victims by Age Group, 1996



Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

METHODOLOGY

The Homicide Survey has collected police-reported data on homicide incidents, including the characteristics of victims and accused since 1961. Whenever a homicide becomes known to the police, the investigating police department completes a survey questionnaire. This questionnaire remained virtually unchanged from 1961 to 1990. In 1991, in an effort to respond to changing information needs, the survey was revised and expanded.

Note that the homicide "count" for each year reflects the number of homicides "reported" to police in that year, regardless of the date that the homicide actually occurred.

GLOSSARY OF TERMS

Homicide is **murder** when a person intentionally causes the death of another human being, or means to cause bodily harm that the person knows is likely to cause death.

First degree murder occurs when:

- it is planned and deliberate or,
- the victim is a person employed and acting in the course of his/her work for the preservation and maintenance of the public peace (e.g., police officer, correctional worker) or,
- the death is caused by a person committing or attempting to commit certain serious offences (e.g., sexual assault, kidnapping, hijacking).

Second degree murder is all murder that is not first degree.

Manslaughter is generally considered to be a homicide committed in the heat of passion caused by sudden provocation. It also includes other culpable homicides that are not murders or infanticides.

Infanticide occurs when a female causes the death of her new born child, if her mind is considered disturbed from the effects of giving birth or effects of lactation.

Offence - one offence is counted for each victim of homicide.

Incident - an incident is defined as the occurrence of one (or more) criminal offence(s) during one single, distinct event, regardless of the number of victims. If there are multiple victims or multiple suspects, the offences must occur at the same location and at the same time if they are to be included within the same incident. The incident will normally be lower than the victim (or offence) count due to incidents involving multiple victims.

Table 9

Number of Homicides, 1961-1996

Year	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
1961	1	1	6	2	52	89	15	14	18	34	1	-	233
1962	-	1	10	8	62	76	19	13	18	55	3	-	265
1963	3	-	6	5	69	76	16	8	27	35	3	1	249
1964	5	-	13	5	52	81	16	20	25	32	1	3	253
1965	6	4	10	5	63	77	15	15	20	57	3	2	277
1966	3	1	9	6	56	71	17	12	27	48	-	-	250
1967	1	-	10	5	75	114	15	25	38	47	6	2	338
1968	5	-	9	5	102	104	28	23	25	73	1	-	375
1969	5	1	12	1	126	111	28	33	23	50	-	1	391
1970	1	1	15	8	141	115	29	24	42	78	6	7	467
1971	2	-	16	10	124	151	33	29	45	61	-	2	473
1972	2	2	14	11	157	141	36	28	37	88	3	2	521
1973	3	-	19	17	155	160	38	23	36	87	4	4	546
1974	3	2	8	21	169	160	42	31	44	107	5	8	600
1975	4	-	14	12	226	206	37	36	57	98	6	5	701
1976	6	2	25	14	205	183	31	34	68	88	4	8	668
1977	8	1	14	38	197	192	44	46	70	91	6	4	711
1978	9	4	13	27	180	182	39	32	84	85	2	4	661
1979	5	-	17	11	186	175	44	36	56	90	4	7	631
1980	3	1	12	9	181	158	31	31	55	105	2	4	592
1981	4	1	11	17	186	170	41	29	73	110	1	5	648
1982	6	-	12	13	190	184	35	39	70	109	2	7	667
1983	6	-	13	11	190	202	40	33	75	108	1	3	682
1984	6	-	15	14	198	190	43	30	54	110	2	5	667
1985	5	1	26	14	219	193	26	28	63	113	6	10	704
1986	4	-	15	12	156	139	47	26	64	89	3	14	569
1987	5	-	14	20	174	204	44	30	73	78	-	2	644
1988	7	1	11	8	154	186	31	23	66	80	1	8	576
1989	5	1	16	18	215	175	43	22	67	86	2	7	657
1990	-	1	9	12	184	182	39	36	74	110	1	12	660
1991	11	2	21	17	181	245	42	21	84	128	-	3	755
1992	2	-	21	11	166	242	29	32	92	122	2	13	732
1993	7	2	19	11	159	192	31	30	49	120	-	7	627
1994	4	1	19	15	126	192	29	24	66	113	3	4	596
1995 ^r	5	1	17	14	135	181	27	21	60	120	4	3	588
1996	7	1	18	9	153	187	45	31	53	125	-	4	633
Total	159	33	509	436	5,364	5,686	1,165	968	1,898	3,130	88	171	19,607

- Nil or zero.

^r Revised.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

Table 10

Homicide Rates¹, 1961-1996

Year	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
1961	0.22	0.96	0.81	0.33	0.99	1.43	1.63	1.51	1.35	2.09	6.85	0.00	1.28
1962	0.00	0.93	1.38	1.32	1.15	1.20	2.03	1.40	1.31	3.31	20.00	0.00	1.43
1963	0.63	0.00	0.80	0.82	1.26	1.17	1.69	0.86	1.92	2.06	20.00	3.85	1.32
1964	1.04	0.00	1.72	0.82	0.93	1.22	1.67	2.12	1.75	1.83	6.67	11.11	1.31
1965	1.23	3.67	1.32	0.81	1.11	1.13	1.55	1.58	1.38	3.17	21.43	7.41	1.41
1966	0.61	0.92	1.19	0.97	0.97	1.02	1.77	1.26	1.85	2.56	0.00	0.00	1.25
1967	0.20	0.00	1.32	0.81	1.28	1.60	1.56	2.61	2.55	2.42	40.00	6.90	1.66
1968	0.99	0.00	1.17	0.80	1.72	1.43	2.88	2.40	1.64	3.64	6.67	0.00	1.81
1969	0.97	0.90	1.55	0.16	2.11	1.50	2.86	3.44	1.48	2.43	0.00	3.23	1.86
1970	0.19	0.91	1.92	1.28	2.34	1.52	2.95	2.55	2.63	3.67	35.29	21.21	2.19
1971	0.38	0.00	2.00	1.55	2.01	1.92	3.30	3.10	2.69	2.71	0.00	5.45	2.15
1972	0.37	1.76	1.74	1.69	2.53	1.77	3.59	3.03	2.18	3.81	14.78	5.12	2.34
1973	0.55	0.00	2.33	2.58	2.49	1.98	3.76	2.52	2.08	3.66	18.78	9.73	2.42
1974	0.54	1.72	0.98	3.15	2.69	1.95	4.12	3.40	2.50	4.36	23.58	19.32	2.62
1975	0.72	0.00	1.69	1.77	3.56	2.47	3.60	3.91	3.14	3.90	27.27	11.57	3.02
1976	1.06	1.68	2.99	2.02	3.19	2.17	3.00	3.64	3.63	3.46	17.70	17.94	2.84
1977	1.41	0.83	1.66	5.45	3.05	2.25	4.23	4.86	3.58	3.53	26.09	8.89	2.99
1978	1.58	3.28	1.54	3.85	2.78	2.11	3.74	3.35	4.14	3.24	8.37	8.77	2.75
1979	0.88	0.00	2.00	1.56	2.87	2.01	4.23	3.74	2.66	3.36	16.60	15.18	2.60
1980	0.52	0.81	1.40	1.27	2.77	1.80	2.99	3.20	2.50	3.81	8.16	8.57	2.41
1981	0.69	0.81	1.28	2.40	2.83	1.92	3.95	2.96	3.17	3.88	4.15	10.44	2.60
1982	1.04	0.00	1.39	1.83	2.88	2.06	3.34	3.94	2.94	3.78	8.10	14.00	2.65
1983	1.03	0.00	1.49	1.53	2.87	2.23	3.76	3.28	3.13	3.70	4.20	5.83	2.68
1984	1.03	0.00	1.71	1.94	2.98	2.06	4.00	2.95	2.25	3.72	8.30	9.42	2.60
1985	0.86	0.78	2.93	1.93	3.27	2.07	2.40	2.72	2.61	3.78	24.39	18.18	2.71
1986	0.69	0.00	1.68	1.65	2.32	1.47	4.30	2.52	2.62	2.95	12.10	25.27	2.17
1987	0.87	0.00	1.56	2.74	2.56	2.11	4.00	2.89	2.99	2.55	0.00	3.59	2.43
1988	1.21	0.77	1.22	1.09	2.24	1.88	2.81	2.23	2.68	2.56	3.72	14.21	2.14
1989	0.87	0.77	1.76	2.44	3.09	1.72	3.89	2.15	2.68	2.68	7.30	12.17	2.40
1990	0.00	0.76	0.99	1.62	2.62	1.76	3.52	3.56	2.89	3.33	3.57	20.20	2.37
1991	1.90	1.53	2.29	2.27	2.56	2.34	3.78	2.09	3.23	3.79	0.00	4.89	2.68
1992	0.34	0.00	2.27	1.46	2.32	2.27	2.59	3.17	3.47	3.51	6.60	20.77	2.56
1993 [†]	1.20	1.50	2.04	1.46	2.20	1.78	2.76	2.97	1.82	3.36	0.00	10.99	2.17
1994 [†]	0.69	0.74	2.03	1.98	1.73	1.76	2.57	2.37	2.43	3.08	10.10	6.18	2.04
1995 [†]	0.87	0.74	1.81	1.84	1.84	1.63	2.38	2.07	2.18	3.19	13.20	4.56	1.99
1996	1.23	0.73	1.91	1.18	2.07	1.66	3.94	3.03	1.90	3.24	0.00	6.01	2.11

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 population.

² Estimates of population used:

1961-1990: (IR) Revised intercensal estimates

1991-1992: (PD) Final postcensal estimates

1993-1995: (PR) Updated postcensal estimates

1996: (PP) Preliminary postcensal estimates

As of 1971, population estimates were adjusted to reflect new methods of calculation.

[†] Revised.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, July 1997.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at (613) 951-9023 or call toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

Vol. 16 No. 4	Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 5	Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
Vol. 16 No. 6	Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
Vol. 16 No. 7	Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 8	Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
Vol. 16 No. 9	The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

Vol. 16 No. 10	Canadian Crime Statistics, 1995
Vol. 16 No. 11	Homicide in Canada — 1995
Vol. 16 No. 12	Criminal Harassment
Vol. 17 No. 1	Sentencing in Adult Provincial Courts — A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994
Vol. 17 No. 2	Street Prostitution in Canada
Vol. 17 No. 3	Justice Spending in Canada
Vol. 17 No. 4	Adult Correctional Services in Canada, 1995-96
Vol. 17 No. 5	Crime in Major Metropolitan Areas, 1991-1995
Vol. 17 No. 6	Adult Criminal Court Statistics, 1995-96
Vol. 17 No. 7	Weapons and Violent Crime
Vol. 17 No. 8	Canadian Crime Statistics, 1996



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics



Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 10

YOUTH COURT STATISTICS 1995-96 HIGHLIGHTS

*Dianne Hendrick**

Highlights

- From 1992-93 to 1995-96, the overall youth court caseload rate per 10,000 youths declined by 6.5%. The youth court property crime case rate decreased by 18.1%, while the violent crime case rate increased by 3.5%.
- In 1995-96, there were 111,027 cases processed in the youth courts of Canada. This total remains essentially unchanged from the previous year.
- Almost one-half of all cases involved property crimes in 1995-96. In contrast, one in five cases involved violent crimes; one-half of these were minor assaults.
- One-half of all youth court cases were dealt with in two months or less in 1995-96.
- Repeat offenders (defined as youths with at least one prior conviction) accounted for four of every ten convictions in 1995-96.
- Two-thirds of cases heard in youth court resulted in a conviction in 1995-96.
- Probation was the most serious sentence ordered in 49% of all cases with convictions in 1995-96.
- In 1995-96, custody (open and secure) was ordered for one-third of cases with convictions, with three-quarters of these cases having a sentence of three months or less.

* Senior Analyst, Youth Court Survey, Courts Program.



Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 85-002-XPE, is published in a **paper version** for \$10.00 per issue or \$93.00 for an annual subscription in Canada. Outside Canada the cost is US\$10.00 per issue or US\$93.00 for an annual subscription. Please send orders to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 or by dialling (613) 951-7277 or 1 800 700-1033, by fax (613) 951-1584 or 1 800 889-9734 or by Internet: order@statcan.ca. For change of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada publications may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

October 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



INTRODUCTION

Providing effective treatment and rehabilitation of young offenders and ensuring the safety of Canadian communities are primary objectives of the youth justice system. Increasingly, this system has felt the pressure of public and media scrutiny. The recent parliamentary review and the media have focused on the most serious criminal events involving youths. The Youth Court Survey, through the collection and dissemination of youth court information, assists policy-makers and program managers as they struggle to redefine the nature of Canada's youth justice system.

The Youth Court Survey provides data to monitor the current practice of the courts to deal with youths, aged 12 to 17 at the time of the offence, in the criminal justice system. This *Juristat* provides information on the nature and volume of cases processed by the youth courts of Canada, on accused characteristics, and on case outcomes during the 1995-96 fiscal year (April to March). National caseload trends are also included.

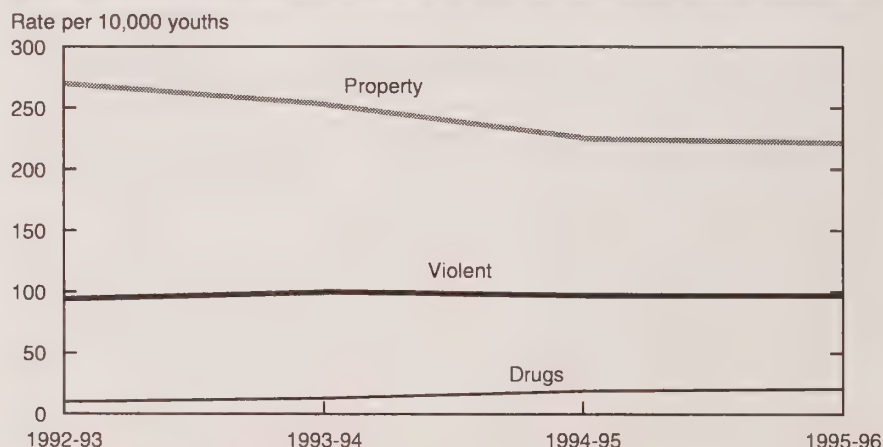
CASELOAD TRENDS

Youth Court caseload declining

Since 1992-93, the first year the YCS included complete data from all jurisdictions, the overall caseload rate per 10,000 youths has declined by 6.5%.¹ This drop largely reflects a decline in property crime case rate of 18.1% during these four years (Figure 1, Table 1). In contrast, the violent crime case rate increased by 3.5%, and the relatively small drug caseload (4,900 cases) by 103.1%. From 1994-95 to 1995-96, the national case rate remained stable. In 1995-96, 111,027 cases were processed.

Figure 1

Youth Court Criminal Code cases, Canada, 1992-93 to 1995-96



Source: Youth Court Survey, CCJS.

¹ Case rates were examined to remove the effects of the growth in the total population of youth.

The long-term trend in youth court case rate per 10,000 youths, from 1986-87 to 1995-96, is displayed in Figure 2a and excludes Ontario and the Northwest Territories. A comparison of cases rates from 1986-87 to 1991-92 shows annual increases. Since 1991-92, the rate of youth court cases declined by 14.0%. Overall, the 1995-96 rate remains 13.7% higher than in 1986-87.

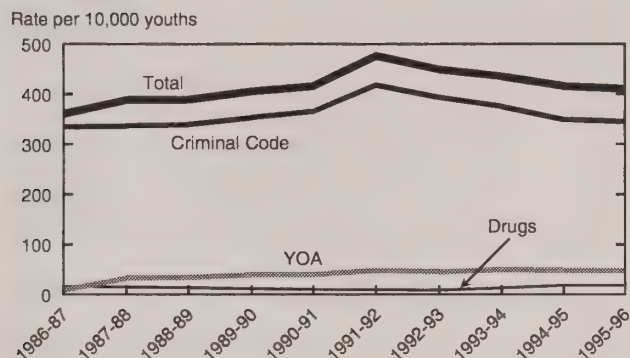
The growth and decline in the youth court cases from 1986-87 to 1995-96 follows the variation in the Criminal Code caseload, which accounts for the majority of cases (Figure 2a). During these years, the YOA case rate per 10,000 youths increased markedly. YOA cases, which are largely violations related to the proceedings and sentencing orders of the youth court, increased substantially after 1986-87 as a result of a legislative change which made the failure to comply with a court

disposition a chargeable offence. The rate of YOA cases increased by 42.9% from 1987-88 to 1995-96.

From 1986-87 to 1995-96, the components of Criminal Code crimes differed in rates of growth (excluding Ontario and the Northwest Territories). The rate of property crime cases per 10,000 youths increased by 11.7% from 1986-87 to 1991-92 then declined annually. Since 1991-92, the property crime case rate has declined by 27.7%. The rate of violent crime cases increased by 75.2% since 1986-87 (one half of these were minor assaults). Prior to 1994-95, the violent crime case rate rose annually, with the largest increase in 1991-92. During the past two years, the violent crime case rate has been on a slight decline. The rate of other Criminal Code crime cases (failure to appear in court is the most common) increased by 49.5% since 1986-87.

Figure 2a

Youth Court cases,¹ selected jurisdictions, 1986-87 to 1995-96

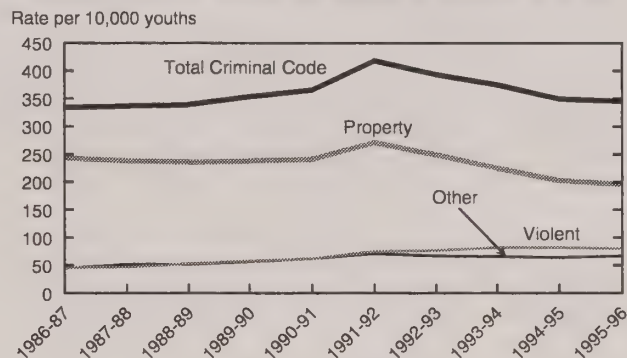


¹ Excludes Ontario and Northwest Territories data.

Source: Youth Court Survey, CCJS.

Figure 2b

Criminal Code cases,¹ selected jurisdictions, 1986-87 to 1995-96



¹ Excludes Ontario and Northwest Territories data.

Source: Youth Court Survey, CCJS.

Youth Court Statistics

The analysis is based on Youth Court Survey (YCS) data collected by the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) in collaboration with provincial and territorial government departments responsible for youth courts. The YCS collects data from youth courts on persons aged 12 to 17 appearing on federal statute offences. Federal statute offences in this report include *Criminal Code* offences, drug offences, the *Young Offenders Act* (YOA) offences, and other federal statute offences.

The unit of analysis is the case, which is defined by the YCS as one or more charges laid against a young person, and presented in a youth court on the same date. Case counts are categorized by the most serious charge, most serious decision and most serious disposition. Consequently, less serious charges, decisions and dispositions are under-represented.

Differences across the country in citizens reporting incidents to police, in procedures and eligibility requirements for police diversion and alternative measures programs may influence the volumes and characteristics of cases heard in youth courts. Consequently, analyses of YCS data should be limited to general comparisons. The data should not be used as an indicator of total youth criminal activity.

As of the 1992-93 reporting year, all youth courts in Canada reported to the YCS.

Youth and Youth Crime in Context

Population ¹	<ul style="list-style-type: none"> total population is 29.6 million in 1995 with 2.4 million youths 12 through 17 years of age (8% of the population of Canada) demographic projections for youths over the next 5 years suggest declines in the east, with the exception of PEI, and increases for Ontario and the western provinces
Persons charged by police in 1995 ²	<ul style="list-style-type: none"> 583,000 adults and youths charged with federal offences, excluding traffic crimes 129,000 youths charged - up slightly from 1994 youth represent 22% of all persons charged
Youths convicted in court, 1995-96	<ul style="list-style-type: none"> 46,194 young offenders (72,945 cases with youth convictions) 2% of the youth population of Canada were convicted 3% of 16 and 17 year old population were convicted

¹ Post-Censal Estimates, as of July 1st, Demography Division, Census and Demographic Statistics Branch, Statistics Canada.

² Uniform Crime Reporting Survey, 1995 (revised), Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada.

1995-96 Case Characteristics

Property crimes predominate

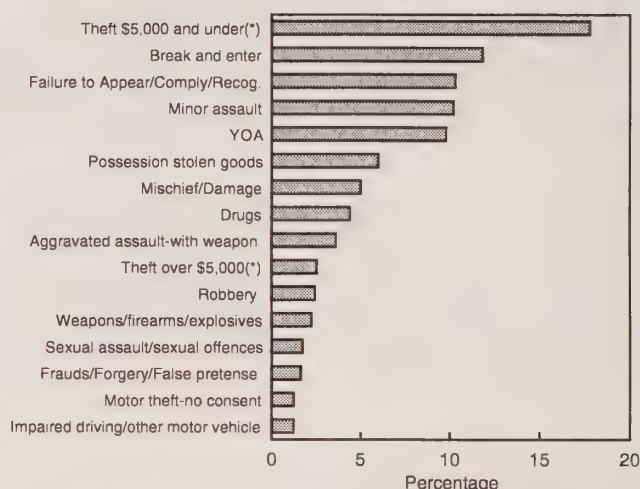
In 1995-96, there were 111,027 cases heard in youth courts in Canada (Table 1) and six in ten cases contained one charge. Generally, property crime cases account for almost half of the cases in youth courts. The most common youth court cases were: theft under, breaking and entering, a group of Criminal Code administrative offences (failure to appear in court or failure to comply with a previous court order, breach of recognizance), minor assault and the YOA crimes, e.g. failure to comply with a youth court disposition (Figure 3, Table 2). Together, these five crime types accounted for 60% of cases in 1995-96.

About half of violent crime cases involve minor assault

Violent crime cases account for 21% of the total youth court caseload. Almost half of violent offence cases are minor assaults, while murder/manslaughter and attempted murder cases account for less than one percent of cases heard in youth court. (See the Methodology section for a detailed list of violations within each crime category.)

Figure 3

Youth Court cases, Canada, 1995-96



(*) The monetary limit was raised from \$1,000 to \$5,000 as of February 15, 1995.

Source: Youth Court Survey, CCJS.

About one-half of youth court cases involved property crimes in 1995-96

	% of total cases
Property	48%
Volent	21%
Other Criminal Code	17%
YOA	10%
Drugs	4%
Other federal crimes	< 1%

About one-half of violent crimes are minor assault cases

	% of violent crime cases
Minor assault	49%
Aggravated assault/with weapon	17%
Robbery	11%
Weapons/firearms/explosives	10%
Sexual assault/offences	8%
Murder/manslaughter/attempted murder	< 1%
Other violent crimes	4%

Half of youth court cases involve 16 and 17 year olds

Sixteen and 17 year old youths appear more often in youth court than other age groups (Table 2). In 1995-96, 16 and 17 year olds accounted for 49% of cases, 14 and 15 year olds for 36%, and 12 and 13 year olds for 12%. In 3% of cases age was unknown.² The caseload for 12 and 13 year olds has increased in recent years (10% in 1992-93 versus 12% in 1995-96), while cases involving 16 and 17 year olds have decreased (52% in 1992-93 versus 49% in 1995-96).

Younger adolescents appeared in youth court for different kinds of cases than older youths. Twelve and 13 year old youths were proportionately more involved in theft under \$5,000,³ minor assault, and mischief than 16 and 17 year olds, who were proportionately more involved in drugs, YOA infractions and possession of stolen goods.

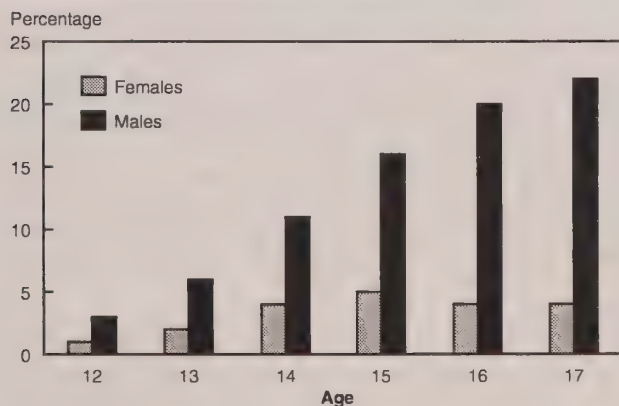
Twelve and thirteen year olds are more likely brought to court for cases of minor assault, mischief and theft under \$5,000 than are older youths		
	Cases for ages 12-13 (100%)	Cases for ages 16-17 (100%)
Theft under \$5,000	23%	16%
Minor assault	16%	8%
Mischief	7%	5%
Drugs	1%	6%
YOA	6%	10%
Possession of stolen goods	5%	7%

Males account for 80% of youth court cases

Males accounted for 80% of the youth court caseload and they predominate in all age groups (Figure 4). Male involvement in crime tended to increase with age while female

Figure 4

Youth Court cases, Canada, 1995-96



Source: Youth Court Survey, CCJS.

Note: There were 2,820 cases (3%) in which the age of the youth was under 12 or over 17 or unknown.

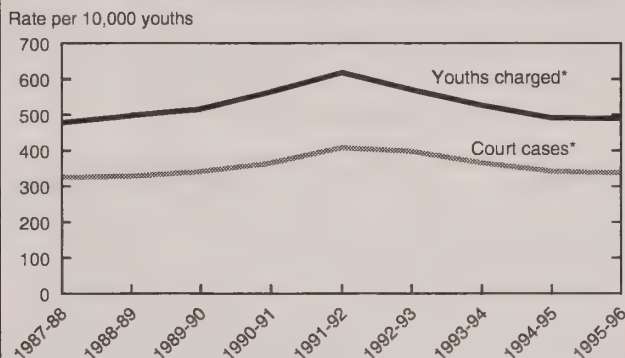
involvement peaked at 15 years of age. In 1995-96, males aged 16 or 17 accounted for 52% of cases involving males compared to 38% for females. The appearance of females before the court has slowly increased from 18% of cases in 1992-93 to 20% in 1995-96. Females appearing in youth court were more likely to be involved in cases of theft under \$5,000 (representing 26% of cases involving females versus 18% of cases involving males) and minor assault (15% versus 10%) in 1995-96.

Not all youths charged proceed to court

The rate of youth charged with Criminal Code crimes by police and the rate of Criminal Code cases heard in youth courts (excluding Ontario and the Northwest Territories) followed similar patterns of change from 1987-88 to 1995-96 (see below). Both measures increased steadily to 1991-92, then declined annually to 1994-95 then stabilized. From 1987-88 to 1995-96, the youth court case rate increased 4.0% compared to a 2.5% increase in the rate of youths charged with Criminal Code crimes.

The difference between the volume of youths charged and those who proceed to court can be attributed to the use of various processes, such as police diversion and alternative measures programs. These processes function to keep less serious cases out of court and reduce workload in court. The alternative measures programs differ among the jurisdictions in eligibility criteria (e.g. may be restricted to first-time offenders), timing (i.e. pre-charge or post-charge) and coverage (e.g. less serious crimes only).

UCR youths charged and YCS case counts, selected jurisdictions, 1987-88 to 1995-96



* To compare Criminal Code counts from the UCR and the YCS surveys, impaired driving cases and other motor vehicle cases were excluded from the YCS court case count. Also, Ontario and the Northwest Territories are excluded from the UCR and YCS counts due to missing data.

Source: Youth Court Survey (YCS), 1987-88 to 1995-96 fiscal year case counts and the Uniform Crime Reporting Survey (UCR), 1987 to 1995, calendar year youths charged counts.

² The age category "Unknown" also includes those cases where the reported age is less than 12 or greater than 17.

³ The monetary minimum was raised from \$1,000 to \$5,000 as of February 15, 1995.

Youth Court caseloads by province

Ontario accounts for the largest proportion of cases heard, 43% in 1995-96, although it accounts for just 36% of youth population. However, the youth population is only one of many factors which influence the rate of cases heard in court.

In 1995-96, there were 48,000 cases heard in Ontario youth courts, accounting for 43% of the national caseload			
	% of national youth court cases	% of national population 12-17	case rate per 10,000 youths
Ontario	43%	36%	558
Alberta	16%	10%	730
Quebec	9%	25%	174
British Columbia	9%	12%	347
Saskatchewan	8%	4%	909
Manitoba	7%	4%	765
Nova Scotia	3%	3%	472
New Brunswick	2%	3%	418
Newfoundland	2%	2%	313
Northwest Territories	1%	<1%	873
Yukon	<1%	<1%	2,038
Prince Edward Island	<1%	1%	282
Canada	100%	100%	466

The unique approach to justice administration in each province may account for some variation in the nature and volume of the court cases. Ontario, for example, requires all youths who participate in an alternative measures program to be charged and appear in court whereas Quebec and British Columbia do not. Therefore alternative measures cases have been removed from the caseload, where possible, to increase comparability among jurisdictions.

From 1994-95 to 1995-96, the national youth court caseload increased marginally (up 1%). The provinces with caseload increases were Saskatchewan (13%), Nova Scotia (9%), New Brunswick (4%), and Ontario (3%). The Yukon's small caseload increased by 55% (Table 3).

Recent changes to the YOA in C-37

The *Young Offenders Act* (YOA) has been changed to deal more severely with serious violent crimes. Although the 1995-96 youth court statistics may not reflect these revisions, which came into effect in December 1995, future reports will measure the shifts which follow from the legislative changes, specifically those dealing with transfers to adult court and sentencing. For example, sixteen and seventeen year olds proceed to adult court for crimes of first-degree and second-degree murder, attempt to commit murder, manslaughter and aggravated sexual assault, unless determined otherwise by the youth court. Young persons found guilty in youth court face longer sentences for first-degree murder (ten years) and second-degree murder (seven years).

Half of all cases processed in two months or less

The successful rehabilitation of a young offender is often reliant on a prompt court process. Half of all cases were processed in two months or less from the time of the youth's first court appearance to sentencing, with only 19% of cases lingering longer than six months. Full trials and cases related to transfers to adult court have the longest elapsed times. Thirty-five percent of all transfers to adult court cases spent four months or longer in the youth courts prior to the decision to transfer. The median elapsed time for all cases heard in youth courts in Canada is 68 days. Ontario and Manitoba have the longest median elapsed times of 88 and 71 days respectively.

Four in ten convictions involved repeat offenders

In 1995-96, 40% of cases with a conviction involved repeat offenders with at least one prior conviction. The definition of a repeat offender in this *Juristat* is a young person who was found guilty of at least one federal statute charge during 1995-96 and had been previously convicted in a youth court of at least one other federal statute charge since 1987-88.⁴

Repeat offenders made up a higher proportion of males than females (42% of male offender cases versus 30% of female offender cases). Repeat offenders tended to be brought to court more frequently for property crimes and conversely, for fewer violent crimes than first-time offenders. Violent crime cases accounted for 28% of first-time offender cases versus 24% of repeat offender cases. Repeat young offenders received increasingly harsher sentences from youth court as the number of prior convictions increased.

The most troublesome offender for the criminal justice system is the persistent offender, that is, the young offender who has been through the system many times, and defined here with at least three prior convictions. Persistent offenders accounted for 10% of the caseload with a conviction (11% of the male caseload versus 5% of the female caseload). As young offenders move towards persistent re-offending, the number of charges per case increased.

Decisions in Youth Court

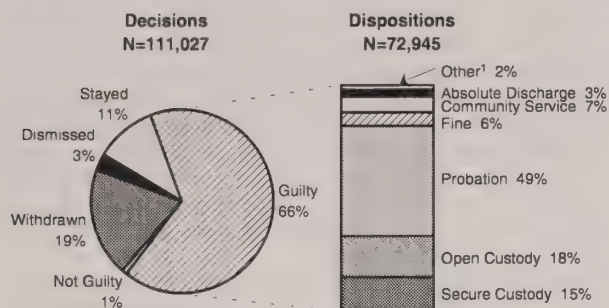
Two-thirds of youth court cases result in conviction

Two-thirds of cases heard in youth courts resulted in a finding of guilt for at least one charge in 1995-96. Proceedings were stayed or withdrawn in 30% of cases, and another 4% resulted in findings of not guilty or dismissal (Figure 5, Table 3). The most serious court decision for a youth, a transfer to adult court, is seldom ordered. There were 74 cases transferred to adult court, half of these involved violent crimes, and about one-third involved property crimes.

⁴ The repeat offender analysis excludes Nova Scotia for all years, Ontario prior to 1991-92 and NWT prior to 1989-90. All offences under the YOA and post-disposition administrative offences under the Criminal Code are also excluded. See *Juristat*, "Recidivism in Youth Courts 1993-94" by Glen Doherty and Paul de Souza (catalogue no 85-002XPB Vol. 15, No. 16) for more information.

Figure 5

Youth Court cases, decisions and dispositions, Canada, 1995-96



¹ "Other" dispositions include compensations, pay purchaser, detention for treatment, restitution, prohibition, seizure, forfeiture, or other dispositions. Source: Youth Court Survey, CCJS.

The proportion of cases resulting in a guilty finding ranged from 54% in Manitoba and 58% in Ontario to 88% in New Brunswick and 94% in Prince Edward Island (Table 3). These variations can in part be explained by differences in charging practices. For example, Manitoba recorded the highest proportion of cases stayed (43%) while Ontario reported 29% of cases withdrawn. High proportions of cases stayed or withdrawn are often indicative of charges set aside pending completion of alternative measures programs, or the systematic use of these decisions to correct or amend administrative records. (For more details, please see the Methodology section.)

Youths are most often found guilty in cases of:

Motor vehicle theft	78%
Impaired Driving/traffic crime	77%
Break and Enter	76%
Drug-related	71%

Youths are least often found guilty in cases of:

Sexual assault/other sexual offences	56%
Robbery	58%
Aggravated/weapon assault	61%
Theft	61%

Dispositions in Youth Court

Most youth court dispositions are served in the community

Probation was the most serious disposition in almost one-half the cases with convictions (49% in 1995-96) (Figure 5, Table 4). For other cases with convictions, the most serious sentence was open custody in 18% of cases with convictions, secure custody in 15%, a community service order in 7%, and fines in 6%. An additional 3% of cases with convictions ended in an absolute discharge and 2% received another type of sentence.⁵

The percentage of cases with a community service order appears low because, in most cases, these orders are used as a condition of probation or in conjunction with a more significant disposition. In fact, 29% of all cases resulting in a conviction included a community service order in 1995-96.

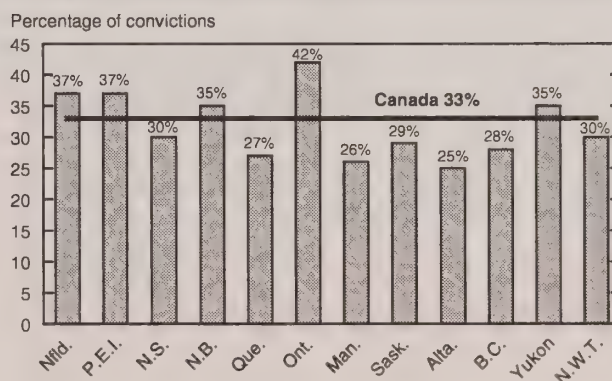
Many cases result in more than one sentence for a young offender. In 1995-96, 52% of all cases with a conviction involved only one disposition, 40% resulted in two sentences, and 8% involved three or more sentences in 1995-96. For those cases resulting in multiple sentences, the most frequent combinations include probation and a community service order (43%), open custody and probation (21%), and secure custody and probation (15%).

Custody sentences ordered for one-third of youths found guilty of a crime

In 1995-96, secure and open custody orders were the most serious sentences in 33% of the 72,945 cases resulting in convictions across Canada (Figure 6, Table 4). The proportion

Figure 6

Youth Court cases with custodial sentences, provinces/territories, 1995-96



Source: Youth Court Survey, CCJS.

⁵ Figures for "other" dispositions are low since they are among the less serious dispositions, and are often used in combination with other more serious dispositions. About 14% of all cases resulting in a conviction involved or were combined with one (or more) "other" types of sentences (e.g. restitution, prohibition, compensation).

of cases resulting in a custodial sentence ranged from 25% in Alberta to 42% in Ontario. Custody was the most common sentence ordered in cases involving crimes such as sexual assault with a weapon (68%), aggravated assault (65%), and robbery (59%). In addition, a small number of cases, which tended to result in terms of custody, include escape from custody (88%) and being unlawfully at large (91%).

Use of open custody stabilized for property crime

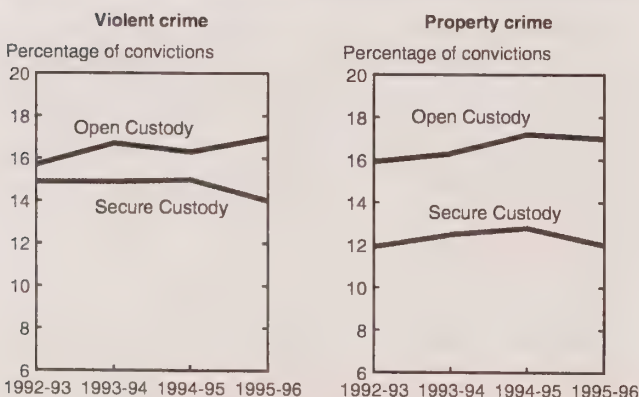
The use of most types of sentences has varied little in recent years; however, three types which showed some variation were open custody (up slightly), fines and absolute discharges (down slightly). In 1992-93, 17.0% of cases with convictions ended with an open custody order compared with 18.5% in 1995-96.

Percentage of Sentences							
	Secure custody	Open Custody	Probation	Fine	CSO	Absolute Discharge	Other
1992-93	14.6	17.0	49.1	6.9	6.7	3.7	1.9
1993-94	15.2	18.0	48.5	6.6	6.2	3.5	2.0
1994-95	15.7	18.4	48.2	6.0	6.6	3.3	1.9
1995-96	14.9	18.5	49.1	5.8	6.9	2.9	2.1

The use of open custody has generally increased for both violent and property crimes from 1992-93 to 1995-96 (Figure 7). Although the use of secure custody for property crimes rose from 1992-93 to 1994-95, the proportion declined in 1995-96 back to the 1992-93 level. Violent crime cases were slightly less likely to have a term of secure custody ordered in 1995-96 compared to the previous three years. Secure custody continued to be more likely ordered for violent crimes than property crimes.

Figure 7

Youth Court cases with custodial sentences, Canada, 1992-93 to 1995-96



Source: Youth Court Survey, CCJS.

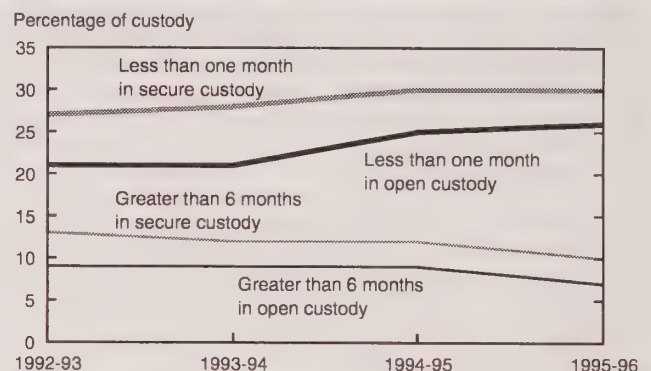
Majority of custodial sentences are for three months or less

Under the YOA, youth courts may sentence a youth found guilty of an offence to open or secure custody for a maximum of 3 years.⁶ Of the 24,312 cases resulting in a custodial disposition (open and secure) in 1995-96, 28% were sentenced to less than one month, 47% from 1 to 3 months, 17% from 4 to 6 months, and 8% were for more than 6 months in custody.⁷ Murder/manslaughter cases had the highest median sentence length of 25 months, followed by attempted murder at 5 months. Break and enter, and theft under \$5,000, the two most common cases, resulted in median sentence lengths of 90 days and 30 days, respectively.

The number of cases with shorter custodial sentences has increased since 1992-93 (Figure 8). Of the cases ordered to open custody in 1992-93, 21% were for terms of less than one month, compared to 26% in 1995-96. For secure custody cases, the proportion with orders of less than one month increased from 27% in 1992-93 to 30% in 1995-96.

Figure 8

Youth Court cases, length of custodial sentences, Canada, 1992-93 to 1995-96



Source: Youth Court Survey, CCJS.

Four in five probation cases for less than 12 months

Under the YOA, youth courts may sentence a young person found guilty of a crime to a term of probation of up to 2 years. In 1995-96, a probation order was the most serious sentence for 49% of all cases with a conviction. Of the 35,783 cases

⁶ The maximum custodial sentence is generally two years. However, this sentence can be three years if the offence would normally carry a maximum penalty of life imprisonment in adult court. In addition, the most serious crimes (first or second degree murder) carry a maximum custodial sentence of six years, to be followed by four years of conditional supervision (C 19, S.C. 1995).

⁷ The YCS does not distinguish between consecutive and concurrent sentences. As a result, sentence length in multiple disposition cases may be underestimated. For example, a case including two convictions, one with a sentence of 3 months custody and the other with a sentence of 4 months custody, will be reported on the YCS database as 4 months. If the intent of the youth court judge was a consecutive sentence of 3 months plus 4 months, this information is not available to the survey.

resulting in probation as the most serious sentence, 22% were for a period of 6 months or less, 55% ranged from 7 to 12 months, and 22% were for more than 12 months. The median sentence length for a probation disposition was just under 1 year.

Probation dispositions were ordered most frequently in cases involving minor assault (65%), motor vehicle theft (64%) and trafficking in drugs (62%). The median sentence length for each of these categories was 12 months. Sexual assault level 1 cases had the longest median term of probation at 18 months.

One half of fines are \$100 or less

Under the YOA, a young person found guilty of an offence may receive a fine of up to \$1,000. In 1995-96, fines were the most serious disposition for only 4,226 cases or 6% of the total resulting in conviction. In the majority of the cases receiving fines as the most serious disposition, the guilty were ordered to pay amounts of \$100 or less (54%), 44% were fined between \$101 and \$500, and 2% received a fine that was over \$500. The average dollar amount for fines was \$158.

Fines were ordered most frequently in cases involving the impaired operation of a motor vehicle (53%). Conviction for this offence had one of the highest average fines (\$348). The average fine amount imposed for break and enter was \$240, while the average amount for theft under \$5,000 was \$136.

Caseloads in Correctional Institutions

In 1994-95, youth correctional facilities in Canada housed an average of 3,766 young offenders each day⁸ (Tables 5). Generally, Ontario has the highest number of young offenders housed in correctional facilities daily, followed by Quebec, Alberta and British Columbia. The Quebec youth court caseload is relatively small yet results in one of the highest daily offender counts in correctional facilities. One explanation is the longer terms of custody ordered for Quebec young offenders.

The Youth Court Survey's 1994-95 data show that young offenders in Quebec were twice as likely as those in Ontario to be sentenced to an open custody facility for longer than 3 months and were 1.5 times more likely to be ordered this term in secure custody. Differences in the characteristics of the offender caseloads may contribute to the variance. Since Quebec offers young persons an extensive diversion program, the court caseload is comprised of more serious cases that would merit longer sentences. For example, in 1994-95, the Quebec youth court caseload contained larger proportions of robbery, drugs, aggravated/weapon assault and break and enter compared to the national caseload.

In addition to youths ordered to serve terms of secure and open custody, provincial and territorial correctional institutions house youths who are in custody temporarily. These youths on "remand" may be awaiting trial because they were refused bail or are currently awaiting the completion of their trials. In

some jurisdictions, youths temporarily in custody may represent a large proportion of the supervised custodial caseload. In Alberta, for example, there were 156 youths on remand on a daily basis in 1994-95, accounting for 28% of custodial caseload (Table 5). For the youth, time on remand may be considered by the court in imposing sentence when found guilty of a crime.

From 1991-92 to 1995-96, the average number of offenders in total custody each day increased in seven of eleven jurisdictions reporting complete data, while the number in the remaining four jurisdictions decreased slightly.

In most jurisdictions, the probation (community supervision) caseload has increased since 1991-92 (Table 5). Large increases were reported during these years in Manitoba (32%) and Alberta (13%), and British Columbia (13%), while caseloads declined in Prince Edward Island (12%), Newfoundland (4%), and Saskatchewan (2%).

Methodology

The Youth Court Survey (YCS) is a census of *Criminal Code* and other federal statute offences heard in youth court for youths aged 12 to 17 (up to the 18th birthday) at the time of the offence. Though every effort is made by respondents and the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) to ensure complete survey coverage, slight under-coverage may occur in some jurisdictions. Refer to the annual publication *Youth Court Statistics* for more information on data collection, editing, and compilation.

In this *Juristat*, the unit of analysis is the case, which is defined by the YCS as one or more charges laid against a young person and presented in a youth court on the same date. Case counts are categorized by the most serious charge, most serious decision and most serious disposition. Consequently, less serious charges, decisions and dispositions are under-represented.

The determination of the most serious charge at the beginning of court proceedings is by the ordering of charges from most to least serious. Violent charges are given first priority in the ordering process, followed by drug and narcotic offences, property offences, other *Criminal Code* offences, offences under the *Young Offenders Act* (YOA), and other federal statute offences. Offences are further ranked within these offence categories. Refer to the annual publication *Youth Court Statistics* for more information on the ordering criteria.

Since a case with more than one charge may have more than one type of decision, the "most significant decision" has been selected for analysis on the basis of the following order from most to least serious: transfer to adult court; guilty; other decision (e.g. not fit to stand trial); stay of proceedings; charge withdrawn; or transfer to other jurisdiction; and not guilty or charge dismissed. The case is described by the most serious or "significant" charge in the case, which is associated with the court decision.

⁸ See "Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders 1996-97", (catalogue no 85-002XPE/F) for more information.

The most significant disposition is determined by the effect the disposition has on the young person. Dispositions are ordered from most to least serious as follows: secure custody, detention for treatment, open custody, probation, fine, compensation, pay purchaser (a dollar amount to innocent purchaser of stolen goods), compensation in kind, community service order, restitution, prohibition/seizure/forfeiture, other disposition, and absolute discharge.

The reader is advised that the use of the decisions 'stay' and 'withdrawn' for administrative purposes (e.g. to reduce charges or to correct details on an information) varies by jurisdiction. To terminate and recommence a case for administrative purposes has been found to inflate the total number of cases reported to the Youth Court Survey. These cases where identifiable, are removed from YCS caseload. Ontario, Manitoba, Saskatchewan and British Columbia are most affected by this practice.

Consequently the reader is encouraged to analyze cases with guilty findings (convictions) to increase comparability among the jurisdictions, where possible.

Differences in data over time and across jurisdictions result from a number of factors that reflect how the YOA has been implemented. Pre-court screening procedures may affect the number of youth appearing in court. The Crown Attorney, for example, may decide not to proceed with a charge, or the initial charge may be changed. A youth may also be diverted from the court process into a program such as alternative measures (either before or after police lay charges) or a police diversion program. Differences in procedures and eligibility requirements of these programs may also influence the volume and characteristics of cases heard in youth courts. Consequently, analyses of YCS data should be limited to general comparisons.

Description of crime categories

Violent Crime: Murder; Manslaughter; Attempted Murder; Aggravated Sexual Assault; Sexual Assault/Weapon; Sexual Assault Level 1; Rape/Indecent Assault; Aggravated Assault; Assault With a Weapon; Cause Bodily Harm/Intent; Assault Level 1 (minor assault); Unlawfully Cause Bodily Harm; Assaulting Peace Officer; Other Assaults; Robbery; Dangerous Use of Weapon; Possession of a Weapon; Other Weapon Offences; Infanticide and Other Related; Kidnapping/Hostage Taking; Extortion; Other Sexual Offences; Criminal Negligence.

Property Crime: Break and Enter; Arson; Taking a Vehicle Without Consent; Theft over \$5,000; Theft under \$5,000; Theft Unspecified; Theft Other; False Pretences; Forgery; Fraud; Other Fraudulent Transactions; Possession of Stolen Property; Mischief/Damage.

Other Criminal Code: Impaired Operation; Escape Custody; Unlawfully at Large; Failure to Appear; Breach of Recognizance; Failure to Comply; Attempt/Accessories/Conspiracy; Disorderly Conduct/ Nuisances; Abduction; Procuring; Bawdy House; Soliciting; Other Motor Vehicle Offences; Gaming and Betting; Against the Administration; Currency Offences; Exposure/Nudity; Public Morals; Public Order; Offences Against the Person; Other Criminal Code.

Narcotic Control Act and Food (NCA) and Drugs Act (FDA): Importing/Exporting; Trafficking in Narcotics; Possession of Narcotics; Failure to Disclose Rx; Cultivation; Trafficking in Drugs; Possession of Drugs; Other FDA.

Young Offenders Act (YOA): Failure to Comply with a Disposition; Failure to Comply with Undertaking; Contempt Against Youth Court; Assist/Interfere/Other.

Table 1

Cases Heard in Youth Court by Major Crime Category¹, Canada, 1992-93 to 1995-96

	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	% change 1992-93 to 1995-96
Violent crime					
number	21,653	23,374	23,010	23,084	
% caseload change*	...	7.9%	-1.6%	0.3%	6.6%
rate per 10,000 youths	94	100	97	97	
% rate change*	...	6.8%	-2.4%	-0.8%	3.5%
Property crime					
number	62,456	59,138	53,007	52,743	
% caseload change*	...	-5.3%	-10.4%	-0.5%	-15.6%
rate per 10,000 youths	270	253	225	221	
% rate change*	...	-6.3%	-11.1%	-1.6%	-18.1%
Other Criminal Code crime²					
number	18,517	18,918	18,327	19,173	
% caseload change*	...	2.2%	-3.1%	4.6%	3.5%
rate per 10,000 youths	80	81	78	80	
% rate change*	...	1.1%	-3.9%	3.5%	0.5%
Drug crime					
number	2,331	3,130	4,522	4,897	
% caseload change*	...	33.8%	44.5%	8.3%	109.3%
rate per 10,000 youths	10	13	19	21	
% rate change*	...	32.3%	43.3%	7.1%	103.1%
YOA crime					
number	9,780	11,024	10,704	10,906	
% caseload change*	...	12.7%	-2.9%	1.9%	11.5%
rate per 10,000 youths	42	47	45	46	
% rate change*	...	11.5%	-3.7%	0.8%	8.2%
Other federal statute crime					
number	450	365	173	224	
% caseload change*	...	-18.9%	-52.6%	29.5%	-50.2%
rate per 10,000 youths	2	2	1	1	
% rate change*	...	-19.8%	-53.0%	28.1%	-51.7%
Total cases					
number	115,187	115,949	109,743	111,027	
% caseload change*	...	0.7%	-5.4%	1.2%	-3.6%
rate per 10,000 youths	497	495	465	465	
% rate change*	...	-0.4%	-6.1%	0.1%	-6.5%

¹ Refers to the principal charge.

² Includes traffic incidents.

* Refers to previous year

... Not applicable

Source: Youth Court Survey, CCJS

Table 2

Cases Heard in Youth Court by Most Serious Charge¹ and Age, Canada, 1995-96

	All Ages ²		12-13		14-15		16-17	
Theft \$5,000 and under*	19,709	18%	3,094	23%	7,804	19%	8,587	16%
Break and enter	13,132	12%	1,591	12%	4,814	12%	6,578	12%
Minor assault	11,280	10%	2,063	16%	4,439	11%	4,523	8%
Failure to Appear/Comply/Recog.	11,435	10%	1,155	9%	3,871	10%	5,710	10%
YOA	10,906	10%	763	6%	3,999	10%	5,426	10%
Possession of stolen goods	6,711	6%	604	5%	2,390	6%	3,627	7%
Mischief/Damage	5,568	5%	975	7%	2,067	5%	2,464	4%
Drugs	4,897	4%	152	1%	1,380	3%	3,321	6%
Aggravated assault - with weapon	4,007	4%	521	4%	1,414	4%	2,002	4%
Theft over \$5,000*	2,805	3%	235	2%	1,033	3%	1,503	3%
Weapons/firearms/explosives	2,406	2%	249	2%	845	2%	1,274	2%
Robbery	2,630	2%	264	2%	1,022	3%	1,297	2%
Escapes/Unlawfully at large	2,051	2%	147	1%	768	2%	1,041	2%
Sexual assault/Sexual offences	1,923	2%	441	3%	737	2%	681	1%
Frauds/Forgery/False pretense	1,755	2%	90	1%	485	1%	1,148	2%
Motor vehicle theft-no consent	1,341	1%	141	1%	594	1%	585	1%
Impaired driving/other motor vehicle	1,282	1%	7	--	107	--	1,160	2%
Other crimes ³	7,189	6%	738	6%	2,424	6%	3,857	7%
Total cases	111,027	100%	13,230	100%	40,193	100%	54,784	100%

¹ Refers to the principal charge.

² Includes 2,820 cases for which the age of the accused was unknown, greater than 17 or less than 12.

³ Includes violent, property, and Criminal Code crimes not listed above, and other federal statute crimes.

* The monetary limit was raised from \$1,000 to \$5,000 as of February 15, 1995.

-- Amount too small to be expressed

Source: Youth Court Survey, CCJS

Table 3

Cases Heard in Youth Court by Most Significant Decision, Canada and the Provinces/Territories, 1992-93 to 1995-96

		Total cases 100%	Transferred to Adult Court	Guilty	Not Guilty/ Dismissed	Proceedings stayed	Withdrawn	Other ¹
Newfoundland	1992-93	2,556	2 --	2,174 85%	129 5%	21 1%	230 9%	- -
	1993-94	2,126	1 --	1,805 85%	105 5%	13 1%	201 9%	1 --
	1994-95	2,061	3 --	1,810 88%	55 3%	11 1%	178 9%	4 --
	1995-96	1,697	- -	1,428 84%	69 4%	12 1%	187 11%	1 --
Prince Edward Island	1992-93	490	- -	441 90%	6 1%	32 7%	11 2%	- -
	1993-94	501	- -	410 82%	2 --	49 10%	40 8%	- -
	1994-95	404	- -	353 87%	8 2%	14 3%	29 7%	- -
	1995-96	338	- -	319 94%	5 1%	5 1%	9 3%	- -
Nova Scotia	1992-93	3,078	1 --	2,442 79%	335 11%	10 --	272 9%	18 1%
	1993-94	3,133	- -	2,446 78%	291 9%	11 --	364 12%	21 1%
	1994-95	3,240	- -	2,548 79%	306 9%	3 --	372 11%	11 --
	1995-96	3,546	- -	2,650 75%	373 11%	5 --	486 14%	32 1%
New Brunswick	1992-93	2,133	1 --	1,926 90%	36 2%	1 --	165 8%	4 --
	1993-94	2,527	- -	2,274 90%	37 1%	3 --	210 8%	3 --
	1994-95	2,550	- -	2,263 89%	30 1%	- -	249 10%	8 --
	1995-96	2,646	- -	2,340 88%	32 1%	1 --	262 10%	11 --
Quebec	1992-93	10,293	11 --	8,603 84%	828 8%	256 2%	554 5%	41 --
	1993-94	10,322	5 --	8,574 83%	860 8%	230 2%	608 6%	45 --
	1994-95	10,944	11 --	9,065 83%	932 9%	231 2%	666 6%	39 --
	1995-96	10,255	11 --	8,362 82%	793 8%	261 3%	753 7%	75 1%
Ontario	1992-93	47,970	20 --	28,469 59%	2,081 4%	185 --	17,192 36%	23 --
	1993-94	50,008	21 --	30,610 61%	1,836 4%	194 --	17,339 35%	8 --
	1994-95	46,355	25 --	28,085 61%	1,736 4%	642 1%	15,858 34%	9 --
	1995-96	47,955	16 --	28,028 58%	1,572 3%	4,530 9%	13,798 29%	11 --
Manitoba	1992-93	7,665	2 --	4,196 55%	160 2%	3,265 43%	7 --	35 --
	1993-94	8,329	46 1%	4,526 54%	133 2%	3,622 43%	2 --	- -
	1994-95	7,847	58 1%	4,352 55%	152 2%	3,272 42%	12 --	1 --
	1995-96	7,244	27 --	3,942 54%	111 2%	3,137 43%	24 --	3 --
Saskatchewan	1992-93	8,012	1 --	5,731 72%	500 6%	518 6%	1,259 16%	3 --
	1993-94	8,095	- -	5,652 70%	548 7%	581 7%	1,311 16%	3 --
	1994-95	7,577	2 --	5,308 70%	458 6%	594 8%	1,215 16%	- -
	1995-96	8,592	3 --	6,056 70%	447 5%	784 9%	1,290 15%	12 --
Alberta	1992-93	19,882	12 --	14,296 72%	984 5%	506 3%	3,986 20%	98 --
	1993-94	19,240	14 --	13,394 70%	866 5%	468 2%	4,400 23%	98 1%
	1994-95	17,505	15 --	12,309 70%	653 4%	487 3%	3,962 23%	79 --
	1995-96	17,502	11 --	12,178 70%	587 3%	460 3%	4,203 24%	63 --
British Columbia	1992-93	12,202	2 --	8,354 68%	423 3%	3,335 27%	39 --	49 --
	1993-94	10,613	7 --	7,615 72%	319 3%	2,612 25%	21 --	39 --
	1994-95	10,258	8 --	7,236 71%	277 3%	2,679 26%	16 --	42 --
	1995-96	10,137	6 --	6,923 68%	242 2%	2,881 28%	40 --	45 --
Yukon	1992-93	256	- -	150 59%	8 3%	76 30%	17 7%	5 2%
	1993-94	323	- -	172 53%	17 5%	112 35%	7 2%	15 5%
	1994-95	343	- -	181 53%	13 4%	132 38%	7 2%	10 3%
	1995-96	530	- -	296 56%	10 2%	198 37%	14 3%	12 2%
Northwest Territories	1992-93	650	- -	474 73%	16 2%	58 9%	100 15%	2 --
	1993-94	732	- -	532 73%	14 2%	45 6%	141 19%	- -
	1994-95	659	1 --	459 70%	8 1%	77 12%	113 17%	1 --
	1995-96	585	- -	423 72%	11 2%	51 9%	100 17%	- -
Canada	1992-93	115,187	52 -	77,256 67%	5,506 5%	8,263 7%	23,832 21%	278 --
	1993-94	115,949	94 -	78,010 67%	5,028 4%	7,940 7%	24,644 21%	233 --
	1994-95	109,743	123 -	73,969 67%	4,628 4%	8,142 7%	22,677 21%	204 --
	1995-96	111,027	74 -	72,945 66%	4,252 4%	12,325 11%	21,166 19%	265 --

¹ Includes transfer of jurisdiction and other decisions.

- Nil or zero

-- Amount too small to be expressed

Source: Youth Court Survey, CCJS

Table 4

Youth Court Cases with Guilty Findings by Most Significant Disposition and Most Serious Charge, Canada, 1995-96

	Total guilty findings	Secure custody	Open custody	Probation	Fine	Community Service	Absolute discharge	Other ¹
Murder/Manslaughter	7 100%	4 57%	3 43%	- -	- -	- -	- -	- -
Robbery	1,390 100%	484 35%	332 24%	534 38%	6 --	16 1%	7 1%	11 1%
Sexual assault/Sexual offences	1,041 100%	154 15%	204 20%	649 62%	6 1%	6 1%	14 1%	8 1%
Aggravated assault/with a weapon	2,048 100%	375 18%	392 19%	1,153 56%	22 1%	60 3%	24 1%	22 1%
Minor assault	7,432 100%	629 8%	1,057 14%	4,807 65%	192 3%	395 5%	255 3%	97 1%
Weapons/firearms/explosives	1,418 100%	202 14%	213 15%	819 58%	55 4%	51 4%	56 4%	22 2%
Other violent	400 100%	88 22%	89 22%	183 46%	5 1%	20 5%	8 2%	7 2%
Total violent crime	13,736 100%	1,936 14%	2,290 17%	8,145 59%	286 2%	548 4%	364 3%	167 1%
Theft \$5,000 or less	11,503 100%	715 6%	1,471 13%	6,292 55%	916 8%	1,386 12%	551 5%	172 1%
Motor vehicle theft - no consent	999 100%	55 6%	157 16%	639 64%	31 3%	82 8%	24 2%	11 1%
Theft over \$5,000	1,569 100%	359 23%	336 21%	771 49%	27 2%	53 3%	9 1%	14 1%
Break and enter	9,463 100%	1,711 18%	2,010 21%	5,253 56%	59 1%	283 3%	59 1%	88 1%
Possession of stolen goods	5,283 100%	851 16%	1,099 21%	2,675 51%	179 3%	280 5%	125 2%	74 1%
Fraud/Forgery/False pretense	1,219 100%	139 11%	180 15%	692 57%	51 4%	76 6%	41 3%	40 3%
Mischief/Damages	3,736 100%	248 7%	468 13%	2,262 61%	132 4%	327 9%	146 4%	153 4%
Other property	962 100%	113 12%	169 18%	569 59%	24 2%	50 5%	20 2%	17 2%
Total property crime	34,734 100%	4,191 12%	5,890 17%	19,153 55%	1,419 4%	2,537 7%	975 3%	569 2%
Failure to appear/Comply/Recog.	6,470 100%	1,011 16%	1,650 26%	2,443 38%	458 7%	451 7%	133 2%	324 5%
Escape/Unlawfully at large	1,876 100%	1,181 63%	496 26%	99 5%	8 --	32 2%	11 1%	49 3%
Impaired driving/other motor vehicle	1,100 100%	87 8%	85 8%	359 33%	454 41%	97 9%	4 --	14 1%
YOA crime	8,469 100%	1,845 22%	2,275 27%	2,317 27%	767 9%	907 11%	122 1%	236 3%
Drug crime	3,239 100%	249 8%	335 10%	1,534 47%	471 15%	232 7%	367 11%	51 2%
Other crimes ²	3,321 100%	350 11%	441 13%	1,733 52%	363 11%	216 7%	118 4%	100 3%
Total cases with guilty findings	72,945 100%	10,850 15%	13,462 18%	35,783 49%	4,226 6%	5,020 7%	2,094 3%	1,510 2%

¹ Includes restitution, prohibition, compensations, pay purchaser, and other dispositions such as essays, apologies, counseling programs and conditional discharges.

² Includes other Criminal Code and federal statute crimes not listed above.

- Nil or zero

-- Too small to be expressed

Source: Youth Court Survey, CCJS

Table 5

Daily Caseloads in Correctional Institutions and Community Supervision, Canada and the Provinces/Territories, 1991-92 to 1995-96

		Young Offenders in Custody per Day ¹		Total no.	% change over previous year	Persons Temporarily in Custody ²		Young Offenders in Community Supervision ³	
		Secure Custody no.	Open Custody no.			no.	% change over previous year	no.	% change over previous year
Newfoundland	1991-92	51	75	126		10		1,326	
	1992-93	68	77	145	15.1%	13	30.0%	1,397	5.4%
	1993-94	66	71	137	-5.5%	8	-38.5%	1,395	-0.1%
	1994-95	63	81	144	5.1%	8	-	1,258	-9.8%
	1995-96	51	77	128	-11.1%	15	87.5%	1,271	1.0%
Prince Edward Island	1991-92	18	16	34		4		425	
	1992-93	28	19	47	38.2%	3	-25.0%	485	14.1%
	1993-94	23	22	44	-6.4%	3	-	490	1.0%
	1994-95	16	16	32	-27.3%	4	33.3%	475	-3.1%
	1995-96	19	12	31	-3.1%	4	-	375	-21.1%
Nova Scotia	1991-92	33	95	128		16		1,334	
	1992-93	40	108	147	14.8%	16	-	1,372	2.8%
	1993-94	47	97	143	-2.7%	15	-6.3%	1,376	0.3%
	1994-95	45	107	152	6.3%	17	13.3%	1,446	5.1%
	1995-96	37	111	148	-2.6%	24	41.2%	1,597	10.4%
New Brunswick	1991-92	82	119	200		16		1,020	
	1992-93	86	100	187	-6.5%	14	-12.5%	1,028	0.8%
	1993-94	83	113	197	5.3%	14	-	1,124	9.3%
	1994-95	65	120	185	-6.1%	15	7.1%	1,175	4.5%
	1995-96	70	115	184	-0.5%	16	6.7%	1,257	7.0%
Quebec	1991-92	228	241	469		108		..	
	1992-93	237	258	495	5.5%	99	-8.3%	..	..
	1993-94	245	227	472	-4.6%	119	20.2%	..	..
	1994-95	282	261	543	15.0%	118	-0.8%	..	..
	1995-96	266	255	520	-4.2%	95	-19.5%	..	..
Ontario	1991-92	689	791	1,480		385		15,145	
	1992-93	785	868	1,653	11.7%	411	6.8%	16,079	6.2%
	1993-94	813	922	1,735	5.0%	405	-1.5%	16,584	3.1%
	1994-95	629	723	1,352	-22.1%	..	..	12,791	-22.9%
	1995-96	..	..	..	..	..	..	..	..
Manitoba	1991-92	103	102	205		77		1,496	
	1992-93	77	101	178	-13.2%	52	-32.5%	1,456	-2.7%
	1993-94	97	101	197	10.7%	77	48.1%	1,594	9.5%
	1994-95	98	117	215	9.1%	83	7.8%	1,759	10.4%
	1995-96	74	129	203	-5.6%	83	-	1,974	12.2%
Saskatchewan	1991-92	121	145	265		51		1,705	
	1992-93	129	119	248	-6.4%	43	-15.7%	1,769	3.8%
	1993-94	140	132	273	10.1%	45	4.7%	1,735	-1.9%
	1994-95	153	141	294	7.7%	57	26.7%	1,614	-7.0%
	1995-96	159	139	298	1.4%	56	-1.8%	1,671	3.5%
Alberta	1991-92	174	179	352		126		2,871	
	1992-93	209	194	402	14.2%	140	11.1%	2,962	3.2%
	1993-94	251	224	474	17.9%	151	7.9%	2,923	-1.3%
	1994-95	250	225	475	0.2%	156	3.3%	3,019	3.3%
	1995-96	218	223	441	-7.2%	146	-6.4%	3,237	7.2%
British Columbia	1991-92	108	146	254		47		3,989	
	1992-93	106	156	262	3.1%	54	14.9%	3,877	-2.8%
	1993-94	115	169	283	8.0%	76	40.7%	3,923	1.2%
	1994-95	123	194	317	12.0%	88	15.8%	4,399	12.1%
	1995-96	116	191	306	-3.5%	94	6.8%	4,509	2.5%
Yukon	1991-92	4	7	11		3		72	
	1992-93	4	3	7	-36.4%	3	-	81	12.5%
	1993-94	4	2	6	-14.3%	2	-33.3%	81	-
	1994-95	8	1	8	33.3%	4	100.0%	80	-1.2%
	1995-96	8	2	10	25.0%	5	25.0%	116	45.0%
Northwest Territories	1991-92	23	23	46		3		121	
	1992-93	21	29	50	8.7%	5	66.7%	429	254.5%
	1993-94	24	33	57	14.0%	5	-	366	-14.7%
	1994-95	27	22	49	-14.0%	4	-20.0%	308	-15.8%
	1995-96	24	26	50	2.0%	6	50.0%	..	..
Canada ⁴	1991-92	1,633	1,939	3,572		845		14,238	
	1992-93	1,790	2,032	3,822	7.0%	853	0.9%	14,457	1.5%
	1993-94	1,906	2,112	4,018	5.1%	919	7.7%	15,069	4.2%
	1994-95	1,758	2,008	3,766	-6.3%	554	-39.7%	15,589	3.5%
	1995-96	..	..	..	..	..	..	..	..

¹ Refers to the average daily count of sentenced young offenders.

² Refers to those on remand.

³ Refers to average month-end probation count.

⁴ Quebec and Ontario have been excluded from all years where data are unavailable. The Northwest Territories has been excluded from Community Supervision counts for the first nine months of 1992-93.

- Nil or zero

.. Not available

Source: Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders, 1995-96

Note: Due to rounding, figures may not add to totals

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at **(613) 951-9023**, or call toll-free 1 800 387-2231, or fax 1(613) 951-6615. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

- Vol. 16 No. 2 Motor Vehicle Crimes / Crimes liés aux véhicules à moteur
- Vol. 16 No. 3 Government Spending on Adult Correctional Services / Dépenses gouvernementales au titre des services correctionnels pour adultes
- Vol. 16 No. 4 Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 5 Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
- Vol. 16 No. 6 Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
- Vol. 16 No. 7 Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 8 Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
- Vol. 16 No. 9 The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

- Vol. 16 No. 10 Canadian Crime Statistics, 1995
- Vol. 16 No. 11 Homicide in Canada - 1995
- Vol. 16 No. 12 Criminal Harassment
- Vol. 17 No. 1 Sentencing in Adult Provincial Courts-A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994
- Vol. 17 No. 2 Street Prostitution in Canada
- Vol. 17 No. 3 Justice Spending in Canada
- Vol. 17 No. 4 Adult Correctional Services in Canada, 1995-96
- Vol. 17 No. 5 Crime in Major Metropolitan Areas, 1991-1995
- Vol. 17 No. 6 Adult Criminal Court Statistics, 1995-1996
- Vol. 17 No. 7 Weapons and Violent Crime
- Vol. 17 No. 8 Canadian Crime Statistics, 1996
- Vol. 17 No. 9 Homicide in Canada, 1996



ASSAULTS AGAINST CHILDREN AND YOUTH IN THE FAMILY, 1996

By Robin Fitzgerald*

HIGHLIGHTS

- In 1996, children under 18 were the victims of 22% of assaults reported to police agencies. They represented a much larger proportion of all sexual assault victims (60%) than physical assault victims (18%).
- While the majority of assaults against children were committed by non-family members, family members were accused in 24% of all assaults against children. This includes 32% of all sexual assaults and 20% of physical assaults.
- Family members were responsible for the majority of assaults against very young children. Almost 70% of victims under the age of three were physically assaulted by family members, and parents accounted for 85% of these.
- Girls were the victims of assaults by family members more often than were boys. Victims were female in 56% of physical assaults, and almost 80% of sexual assaults.
- Fathers made up a large majority (80%) of parents accused of assaulting their children, accounting for 98% of parents accused of sexual assault and 73% of parents accused of physical assault.
- Between 1974 and 1996, there were 1,994 victims of homicide under 18 years of age, accounting for 13% of all homicide victims in Canada during this period. Despite yearly fluctuations, the homicide rate for children has remained relatively constant. In 1996, the child homicide rate was half the rate for adults.
- A history of violence was considered to be a factor in 26% of all child homicides committed by a family member.

* Analyst, Integration and Analysis Program

Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 85-002-XPE, is published in a **paper version** for \$10.00 per issue or \$93.00 for an annual subscription in Canada. Outside Canada the cost is US\$10.00 per issue or US\$93.00 for an annual subscription. Please send orders to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 or by dialling **(613) 951-7277** or **1 800 700-1033**, by fax **(613) 951-1584** or **1 800 889-9734** or by Internet: order@statcan.ca. For change of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada publications may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

November 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Introduction

The abuse of children and youth in the family is a serious concern for Canadians. Child abuse and neglect often result in physical, emotional and developmental problems which can affect the victims throughout their lives. There are currently no national estimates of child abuse in Canada. Only those incidents that come to the attention of officials, such as the police and child welfare agencies, are known. Efforts to understand the nature and the scope of child abuse should therefore take into account the fact that available data reflect only a portion of the total.

This *Juristat* uses statistical databases of police reported incidents across Canada to describe what is currently known from a criminal justice perspective about violence against children and youth in the family. Although these police reported incidents account for only a portion of all abuse that occurs, they nonetheless provide an important tool for profiling the more serious cases. For the purposes of this analysis, "children" include all young persons under 18 years of age, and "family members" include persons related to the victim by kinship, either through blood, marriage, common-law or adoption, as well as legal guardians such as foster parents.

Defining child abuse

Part of the difficulty in measuring child abuse arises from the lack of a clear and consistent definition of the problem (Trocmé, McPhee, Tam, Hay, 1994). There is no consensus as to what constitutes child abuse across Canada at the provincial/territorial level where child welfare legislation and services are organized and delivered. As well, there is no agreement with respect to the maximum age of the child to be protected, nor the policies and practices underlying child protection (see Table 1 for details).

Differences in definition can have a considerable impact on the number of reported cases of child abuse. For example, in 1984 the Badgley Committee found that estimates of child sexual abuse doubled if threats and acts of indecent exposure were added to the definition (Canada, 1984). Similarly, the U.S. National Incidence Study estimates of child physical neglect tripled when "substantial risk of harm" was added to the definition of neglect (U.S. Department of Health and Human Services, 1988).

Another difficulty in defining child abuse is the distinction between corporal punishment and physical abuse. In 1993, a representative sample survey of the incidence of child maltreatment reported to child protection workers was conducted in Ontario (Trocmé, McPhee, Tam, 1995). These data showed that, in Ontario, physical abuse investigations were substantiated by the child protection workers at a low rate, due partially to the fact that, in over 70% of investigations, punishment of the child was also involved. The authors point out that the distinction between corporal punishment and abuse is not clear in Canada, given that parents are entitled by law to use "reasonable force" to correct their children (*Criminal Code of Canada*, S. 43). In determining whether the force used is reasonable, courts have considered the nature of the child's actions which require correction, the age and character of the child, the likely effect of punishment on the child, and the degree of force used to inflict the punishment (*R. v. Dupperon*, 1984; *R. v. Halcrow*, 1993).

Child abuse in this report is defined as *Criminal Code of Canada* incidents of physical and sexual assault against victims under 18 years of age that come to the attention of the police (see Box 1 for definition).

Measuring child abuse

Counting cases of child abuse is fraught with difficulties. In addition to definitional problems, circumstances such as the secrecy surrounding the issue, the dependency of the victim on the perpetrator, the lack of knowledge about available help, and fear of repercussions for reporting the event, lead to underreporting and consequently an underestimate of the extent of the problem (Della Femina, Yeager, and Lewis, 1990; Stein and Lewis, 1992; Widom, 1988).

Table 1

Provincial/Territorial Child Welfare Legislation

Province/ Territory	Child's age as defined in Child Protection Legislation	Abuse as defined in Child Protection Legislation	Child Abuse Registry	Witnessing Family Violence: Definition of a Child in Need of Protection
NFLD	Under 16	A child who is physically or sexually abused, physically or emotionally neglected, sexually exploited or in danger of that treatment (Child Welfare Act)	No	A child who is living in a situation where there is severe domestic violence;...
PEI	Under 18	Abuse is defined as physical, mental, emotional or sexual mistreatment of the child by a person responsible for his care and well-being (Family and Child Services Act)	No	A child: who is living in a situation where there is severe domestic violence;...
NS	Under 16	Child has suffered physical, sexual, or emotional harm by the person, or by the person's failure to supervise and protect the child adequately (Children and Family Services Act)	Yes	A child is in need of protective services where the child has suffered physical or emotional harm caused by being exposed to repeated domestic violence by or towards a parent or guardian, and the child's parent or guardian fails or refuses to obtain services or treatment to remedy or alleviate the violence;...
NB	Under 16	The security or development of a child is suspected to be in danger if he/she is physically or sexually abused, physically or emotionally neglected, sexually exploited or in danger of such treatment (Family Services Act, 1995)	No	The security and development of the child may be in danger when the child is living in a situation where there is severe domestic violence;...
QUE	Under 18	Sexual abuse and physical ill-treatment are the result of an action or failure to act which lead to trauma or physical injury (Youth Protection Act)	No	No legislation
ONT	Under 16	Child is in need of protection where...the child has suffered physical harm ...been sexually molested... been emotionally harmed demonstrated by anxiety, depression, withdrawal, or self-destructive behaviour... suffered from a mental, emotional or developmental condition that could impair the child's development (Child and Family Services Act)	Yes	No legislation
MAN	Under 18	Abuse is an act or omission of any person...that results in physical injury, emotional disability of a permanent nature, or sexual exploitation of the child with or without the child's consent (Child and Family Services Amendment Act, 1996)	Yes	No legislation
SASK	Under 16	Physical abuse occurs when a parent uses physical means or permits another person to use physical means which result in severe bruising, burns or ...Sexual abuse involves any parental behaviour which may involve erotic touching... emotional neglect or abuse (Child and Family Services Act)	No	The child has been exposed to domestic violence or severe domestic disharmony that is likely to result in physical or emotional harm to the child.
ALTA	Under 18	A child is emotionally injured if there is substantial and observable impairment of the child's mental or emotional functioning ...physically injured if there is substantial and observable injury to any part of the child's body...sexually abused if the child is inappropriately exposed or subjected to sexual contact, activity or behaviour (Child Welfare Act)	No	A child is emotionally injured if there are reasonable and probable grounds to believe that the emotional injury is a result of ...exposure to domestic violence or severe domestic disharmony.
BC	Under 19	A child needs protection if the child is or is likely to be physically harmed...sexually abused or exploited by a parent...or by another person if the child's parent is unwilling or unable to protect the child...or, if the child is physically harmed because of neglect...emotionally harmed...deprived of necessary health care... (Child, Family and Community Services Act)	No	No legislation
YUK	Under 18	A child is in need of protection if he is abandoned...if he is in probable danger of physical or psychological harm...if he is cut burned or physically abused in any other way...if he is deprived of necessities of life...(Children's Act)	No	No legislation
NWT	Under 18	Child abuse is a condition of physical harm where a child suffers physical injury but does not include reasonable punishment administered by a parent or guardian...malnutrition or mental ill-health of a degree that if not remedied could impair growth ... sexual molestation (Child Welfare Act)	No	No legislation

Source: Federal-Provincial Working Group on Child and Family Services Information. (1994). *Child welfare in Canada: The role of provincial and territorial authorities in cases of child abuse*. Ottawa: Ministry of Supply and Services (with updates).

Estimates of child abuse are also affected by shifts in the level of scrutiny that official agencies maintain in suspected cases. For instance, in recent years most provinces have legislated mandatory coroner inquests into sudden and unexpected deaths of children under two years of age. The re-evaluation of the cause of death could result in an increase in the number of reported homicides which previously would have been recorded as accidental or natural deaths.

At the present time, data on child abuse are available from a variety of sources including general population surveys, provincial/territorial child welfare caseload data, clinical sample studies and police statistics. Each has certain advantages and limitations. Population surveys have been used in an effort to identify cases which have not been reported to official authorities. These surveys rely on adult victims or parents to identify specific incidents of maltreatment, but it is assumed that these also result in an underestimate because victims and parents may be reluctant to disclose abuse, particularly if parents themselves are the abusers.

Differences in the way data are collected in each jurisdiction do not allow for inter-provincial comparisons of child welfare caseload data, nor do they provide a basis for estimating national child welfare statistics. Estimates based on clinical samples are typically small and not representative of the population.

Incidents of violence against children reported to the police also form only a partial estimate of the prevalence of child abuse. The Ontario Incidence Study of Reported Abuse and Neglect revealed that police agencies were involved in only 23% of all Children's Aid Society investigations, and criminal charges were laid in only 6% of investigations (Trocmé, McPhee, Tam, and Hay, 1994). However, the advantage of police data is that police record these events according to a common *Criminal Code* definition and provide a profile of cases that are detected and deemed serious enough for criminal justice intervention.

The nature of assaults on children reported to the police

The Uniform Crime Reporting (UCR) Survey, maintained by the Canadian Centre for Justice Statistics, has captured information about all criminal incidents known to the police in Canada since 1962. In 1988, new survey requirements were introduced in the UCRII including the collection of information about the relationship between the victim and the suspect in violent incidents. Police departments across Canada have been gradually changing their data collection systems to reflect these changes so that by 1996, the UCRII data reflected criminal incidents reported to 154 police agencies in six provinces. These data represent 47% of the national volume of actual *Criminal Code* incidents. Currently, UCRII data are not nationally representative, as they originate largely from Ontario and Quebec and reflect mostly urban populations. Similarly, it is not currently possible to provide provincial breakdowns of these data. Nonetheless, an analysis of these data provides insight into the nature of child abuse cases reported to the police.

General patterns

During 1996, children and youth from infancy to age 17 were the victims in over one-fifth (22%) of all incidents of assault reported to the police. Children accounted for 18% of all victims of reported physical assaults and a much higher proportion (60%) of all victims of reported sexual assaults (Figures 1 and 2). However, while children under 18 years accounted for a smaller proportion of all physical assault victims, the actual number of children physically assaulted was much higher than the number sexually assaulted. In 1996, there were over 16,300 incidents of physical assault against children reported to the sample of 154 police agencies, in contrast to 6,400 incidents of sexual assault.

Box 1

Police reported incidents of child abuse

In this *Juristat* child abuse includes police reported incidents of physical and sexual assault and homicide where the victim is under 18 years of age. "Family" refers to immediate and extended family members related by blood, marriage, common-law or adoption, as well as, those who would be considered to be the child's legal guardian.

If the accused is a boyfriend or girlfriend of an abused child's parent, he or she is likely to be reported as a non-family member.

In this report, *Criminal Code* offence categories include:

Homicide—first and second degree murder, manslaughter and infanticide. Deaths caused by criminal negligence, suicide, accident or justifiable homicide are not included;

Assault—

Level 1—Common assault includes behaviours such as pushing, slapping, punching, face-to-face verbal threats, and threats by an act or gesture;

Level 2—Assault causing bodily harm includes carrying or threatening to carry a weapon or imitation weapon for the purposes of causing bodily harm;

Level 3—Aggravated assault includes incidents where the accused wounds, maims, disfigures or endangers the life of the victim;

Other *Criminal Code* assaults—All other assaults not included above, such as criminal negligence causing bodily harm, or discharging a firearm with intent;

Sexual Assault—

Level 1—Sexual assault includes incidents of the least physical injury to the victim.

Level 2—Sexual assault causing bodily harm includes sexual assaults with a weapon, threats to use a weapon, or causing bodily harm;

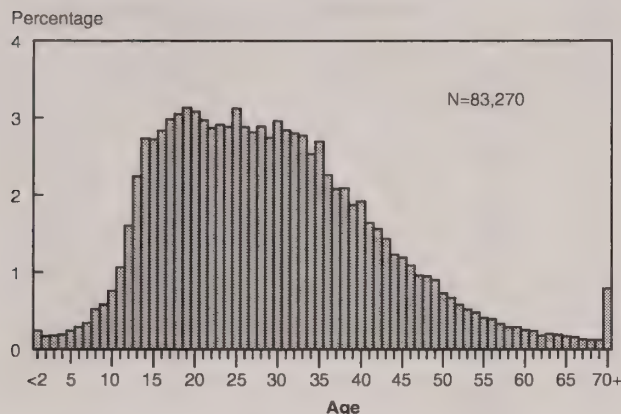
Level 3—Aggravated sexual assault includes sexual assaults in which the accused wounds, disfigures or endangers the life of the victim;

Other sexual offences—specifically designed to protect children from sexual abuse, including: incest, sexual interference (child under 14), sexual exploitation (child under 14), invitation to sexual touching (child under 14).

Child prostitution and child pornography could also be included within a definition of abuse, but are not covered in this report.

Figure 1

Victims of physical assault by age, 1996

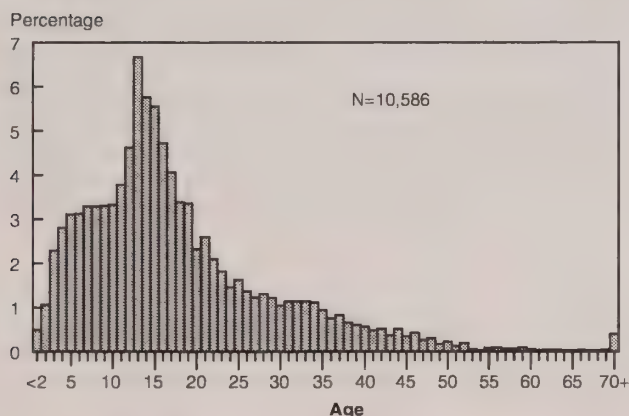


Excludes cases where the age of the victim is unknown

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996

Figure 2

Victims of sexual assault by age, 1996



Excludes cases where the age of the victim is unknown

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996

In 1993, a survey on personal risk related to criminal victimization was conducted for the second time as part of Statistics Canada's General Social Survey program. These data show a pattern similar to police data. A sample of approximately 10,000 respondents over the age of 15 were asked about the most serious crime that had ever happened to them, and at what age it happened. Extrapolating to the total adult population, three percent, or almost 700,000 Canadians, reported having been physically or sexually assaulted at some time before the age of 18.¹ Of those who reported being assaulted at some point in their lives, over half of sexual assaults (55%) and nearly one-quarter of physical assaults (24%) occurred when the victim was under 18 years. Over one-half (51%) of all sexual assaults occurred to girls under 18 years of age.

Police statistics (UCR11) indicate that the age distribution for child victims is different for physical and sexual assaults. In 1996, the majority of sexual assault victims were under 18, while physical assault was prevalent into the adolescent and adult years (see Figures 1 and 2). As shown in Table 2, youth between the ages of 12 and 17 made up the majority of child victims of physical assault (76%), and half (51%) of sexual assaults. An exception to the general pattern is aggravated assault where infants under the age of three and youth aged 15 to 17 were disproportionately represented, collectively accounting for three-quarters of all child victims of these incidents (16% and 59% respectively).

Police data show that one-quarter of all child assault incidents reported in 1996 were perpetrated by a family member (Table 3). In the majority of cases (52%), the accused person was an acquaintance or close friend, and in one-fifth of cases the accused was a stranger to the victim. While the proportion of accused who are acquaintances remained at about half regardless of the victim's gender or the type of assault (physical or sexual), this was not the case when accused were family members. For example, family members were accused in one-third of child sexual assaults, but in only one-fifth of physical assaults. In addition, female victims of physical assault were much more likely to have been assaulted by a family member than were males (30% versus 14%). Male victims of physical assault were more likely than females to be assaulted by strangers. This tendency increased with age as the accused person was a stranger in over one-third (34%) of all incidents of physical assault against male teenaged victims between 15 and 17 years.

Assaults within the family

The family members most often accused of physically assaulting children were parents, accounting for nearly two-thirds of physical assaults against children, compared to less than one-half of sexual assaults (Table 4). This general pattern holds true for both male and female victims of physical and sexual assault.

Police data also showed that a higher proportion of other immediate family members, including natural, step, half, adopted or foster siblings, were the accused in sexual assaults (28%) than in physical assaults (21%) of children. Extended family members, which include all other persons related to the victim by blood, marriage or adoption, are responsible for a similar proportion (27%) of sexual assaults against children but a much smaller proportion (7%) of physical assaults.

The pattern of physical assault by family members differs somewhat for male and female victims in one respect. Notably, spousal assaults represented a larger proportion (14%) of physical assaults against female victims under 18 years, than they did for male victims (1%). This is consistent with the finding from the Violence Against Women Survey that young women are at a particularly high risk of wife assault.²

¹ This number may be an underestimate of the extent of physical and sexual assault against children under age 18, since responses were dependent on the respondent's perception of what constitutes a crime and his or her ability to recall the event and the time at which it occurred.

² The Violence Against Women Survey (VAWS) was conducted by Statistics Canada in 1993. Findings show that age is strongly correlated with wife assault. The twelve month rate of wife assault among young women 18 to 24 years of age is four times the national average. The VAWS surveyed 12,300 women 18 years of age and over about experiences since age 16. For more information refer to Rodgers (1994).

Table 2

Type of assault by age group of victim, 1996

Type of Assault	Number	Total	Total Child & Youth (<18)	Total Adult (18+)	Age Unknown	Age Breakdown as a Proportion of Total Children and Youth (under 18)						
						Total	< 3	3-5	6-8	9-11	12-14	15-17
			%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Sexual Assault - Total	10,851	100	60	38	2	100	3	13	16	17	28	23
Aggravated Sexual Assault	139	100	34	63	3	100	2	6	11	17	21	43
Sexual Assault with a Weapon	291	100	33	65	2	100	-	6	8	11	29	45
Sexual Assault	9,037	100	58	40	3	100	3	14	15	17	27	24
Other Sexual Offences ¹	1,384	100	81	18	1	100	2	12	18	18	31	19
Physical Assault - Total	90,857	100	18	74	8	100	2	3	6	12	33	43
Aggravated Assault	1,526	100	12	83	5	100	16	3	3	8	12	59
Assault With Weapon/Causing												
Bodily Harm	18,168	100	17	75	8	100	2	3	5	10	30	49
Assault	65,743	100	20	74	7	100	2	3	6	13	34	42
Unlawfully Causing Bodily Harm	348	100	17	82	1	100	5	5	8	10	30	42
Discharge Firearm with Intent	113	100	14	83	3	100	-	-	13	31	19	38
Assault Peace-Public Officer	3,608	100	-	65	35	100	-	-	-	-	-	-
Criminal Negligence Causing												
Bodily Harm	96	100	29	65	6	100	4	14	11	11	43	18
Other Assaults ²	1,255	100	5	52	43	100	2	5	14	15	35	30
Assault Total	101,708	100	22	70	8	100	2	6	9	14	32	38

¹ The UCR II Survey groups other sexual offences including sexual interference, sexual touching, sexual exploitation, incest, etc., into one category.

² The UCR II Survey groups other assault including unlawfully causing bodily harm, criminal negligence causing bodily harm, trap to cause harm, interfering with transportation, etc., into one category.

- Nil or zero.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996.

Table 3

Child victims of assault by accused-victim relationship and gender of victim, 1996

Accused-Victim Relationship		Total Assault ²	Sexual Assault			Physical Assault		
			Victim Gender			Victim Gender		
			Total	Female	Male	Total	Female	Male
Total	Number	22,833	6,474	5,009	1,465	16,359	6,160	10,199
	Percent	100	100	100	100	100	100	100
Acquaintance ¹	Percent	52	49	48	52	53	52	53
Family	Percent	24	32	33	30	20	30	14
Stranger	Percent	19	13	13	11	22	14	27
Unknown	Percent	5	6	6	7	5	4	5

¹ "Acquaintance" includes any relationship in which the accused and victim are familiar with each other (either on a long term or short term basis), but are not related, or in a legal guardianship arrangement.

² Excludes cases for which the sex of the victim is unknown.

³ Figures may not add to 100% due to rounding.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996.

Table 4

Child victims of family assault by accused-victim relationship and gender of victim, 1996

Accused-Victim Relationship		Sexual Assault			Physical Assault		
		Victim Gender			Victim Gender		
		Total ³	Female	Male	Total ³	Female	Male
Total	Number Percent	2,102 100	1,662 100	440 100	3,328 100	1,855 100	1,473 100
Parent	Percent	43	42	48	64	59	70
Other immediate family ¹	Percent	28	29	24	21	21	21
Extended family ²	Percent	27	27	28	7	6	8
Spouse	Percent	1	2	1	8	14	1

¹ "Immediate family" includes natural siblings, or step, half, foster or adopted siblings.

² "Extended family" includes others related by blood or marriage, e.g., grandparents, aunts, uncles, cousins, in-laws.

³ Excludes cases for which the sex of the victim is unknown.

Figures may not add to 100% due to rounding.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996.

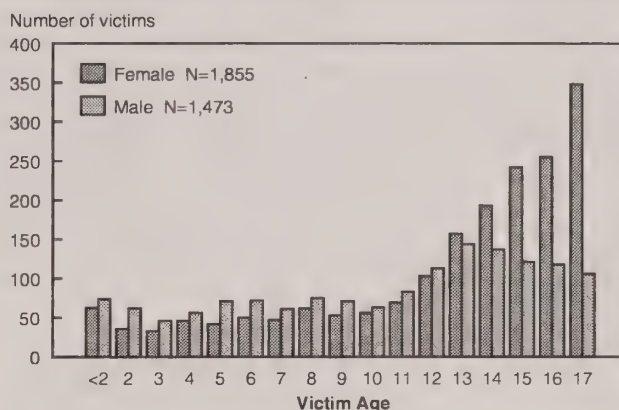
Girls primary victims of assaults by family members

Overall, girls under 18 were more frequently the victims of all types of assault by family members than were boys, but most particularly in the case of sexual assaults. Girls represented four-fifths (79%) of the victims of sexual assault, and virtually all (99%) of the perpetrators of these incidents were male. Girls were the victims in just over half (56%) of the cases of physical assault by family members, and in these cases over three-quarters of those accused were male family members.

The number of girls reported being victims of sexual assault by family members was highest between the ages of 12 and 15. In contrast, most sexual assaults occurred to boys between the ages of 4 and 8 (Figure 3). The likelihood of being physically assaulted increased with age for both boys and girls, reaching

Figure 4

Number of victims of family-related physical assault by age and gender of victims, 1996

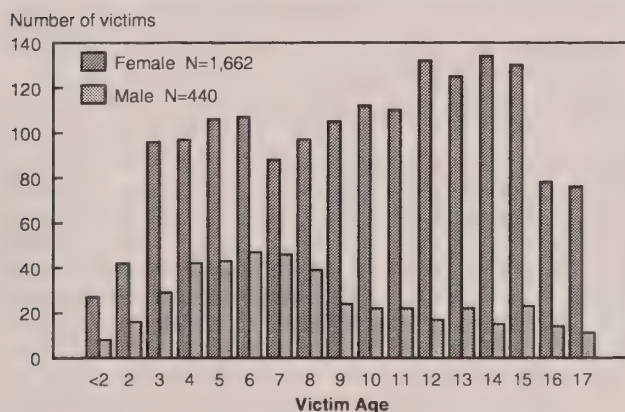


Excludes cases where the age and sex of the victim are unknown

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996

Figure 3

Number of victims of family-related sexual assault by age and gender of victims, 1996



Excludes cases where the age and sex of the victim are unknown

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996

a peak for girls at the age of 17, and for boys at the age of 13 (Figure 4). As shown in Figure 4, boys under 13 are more frequently the victims of physical assault than are girls of the same age (991 cases of physical assault against boys under 13 compared to 817 cases against girls).

It should be noted that when acquaintances and strangers are taken into account, the number of physical assaults against male victims increases dramatically (see Table 3). General population studies have reported a similar pattern. For example, the Ontario Health Supplement Survey³ indicated that when all types of relationships were taken into account, 13% of girls and 4% of boys suffered sexual abuse, whereas 31% of boys and 21% of girls suffered physical abuse while growing up (MacMillan, et al., 1997).

³ The Ontario Health Supplement surveyed a random sample of 9,953 Ontario residents aged 15 years and older about the history of abuse in childhood.

Table 5

Age group of victim and type of assault by accused-victim relationship, 1996

Accused-Victim Relationship		Sexual Assault							Physical Assault						
		Age of Victim							Age of Victim						
		Total	< 3	3-5	6-8	9-11	12-14	15-17	Total	< 3	3-5	6-8	9-11	12-14	15-17
Total	Number	6,481	164	867	1,026	1,101	1,805	1,518	16,371	342	509	961	1,997	5,465	7,097
	Percent ¹	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Acquaintance	Percent	49	25	41	46	47	56	51	53	17	25	40	54	60	52
Stranger	Percent	13	6	5	8	13	14	21	22	4	9	15	21	21	26
Unknown	Percent	6	12	7	5	5	5	6	5	10	8	7	5	4	5
Family Total	Percent	32	57	48	42	36	25	21	20	69	58	38	20	15	17
Spouse	Percent	-	-	-	-	-	1	-	2	-	-	-	-	-	4
Parent	Percent	14	30	20	15	16	11	10	13	58	49	33	15	10	7
Other immediate family	Percent	9	9	12	13	11	7	6	4	6	6	3	3	4	5
Extended family	Percent	9	18	16	14	9	6	4	1	5	4	2	2	1	1

- Nil or zero.

¹ Figures may not add to 100% due to rounding.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics.

Very young victims most likely to be assaulted by family members

Family members were responsible for a vast majority of physical assaults against young children in particular. Almost 70% of victims of physical assault under the age of three were assaulted by family members, and parents were accused in 85% of these (58% of all physical assaults against children of this age) (Table 5). Casual acquaintances and strangers were responsible for increasing numbers of physical assaults against older children. The majority (80%) of victims of physical assault 12 to 17 years of age were assaulted by acquaintances and strangers.

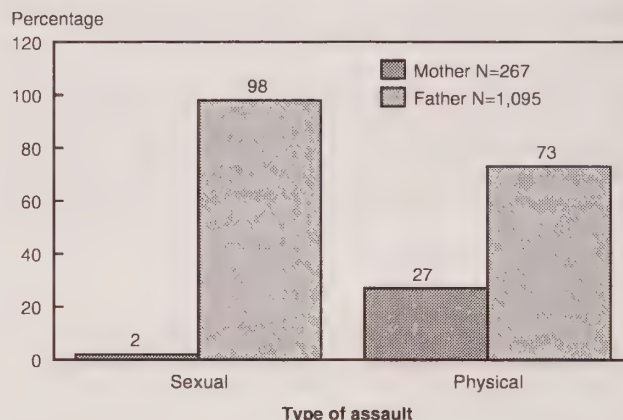
The same pattern holds true in the case of sexual assault, where the percentage assaulted by family members was highest for very young children (57% of victims of sexual assault who were under 3 years of age), and the proportion victimized by family members declines with age. Acquaintances were accused in one-quarter of sexual assaults against victims under 3 and rose dramatically to double that for youth 12 and over. Strangers accounted for only 6% of sexual assaults against infants, but by age 15, children were assaulted by strangers in more than 20% of sexual assaults. By comparison, family members accounted for less than one-quarter of those accused of sexual assault against children 12 and over.

Fathers more likely to be accused of assaulting their children

Fathers made up a large majority of parents who were accused of physically or sexually assaulting their children. Fathers were accused in 80% of incidents involving a parent, including 98% of sexual assaults and 73% of physical assaults (Figure 5). Both mothers and fathers were more frequently accused of physical assault than sexual assault, but this was particularly the case for mothers where physical assault accounted for 97% of all cases in which they were accused.⁴

Figure 5

Percentage distribution of mothers and fathers accused of assault, 1996



Includes incidents for which there is a single accused and a single victim. Counts the number of individual incidents by sex of accused.

Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996

Female children were the victims in the majority (88%) of incidents in which fathers were accused of sexual assault. Female children between the ages of 11 and 15 were most frequently sexually assaulted by fathers. Girls between these ages accounted for 46% of all girls who were sexually assaulted by fathers. Mothers who were accused of sexually assaulting their children were equally likely to assault female and male children.

⁴ Analysis of accused and victim characteristics in this section is based on only those incidents for which there is a single accused and a single victim. Thus, percentages are derived from a sample of incidents representing 47% of the sample size used in the remainder of the report.

In the case of physical assaults, fathers were equally likely to assault male and female children. Older children aged 12 to 17 years were most frequently the victims of physical assault perpetrated by fathers. Sixty-five percent of the physical assaults by fathers were against children of this age group. The mean age of child victims assaulted by fathers was 12 years. Mothers accused of physical assault were also equally likely to assault male and female children. The mean age of victims of physical assault perpetrated by mothers was 10 years.

Six in ten children sustain injuries during physical assaults by family members

The majority (61%) of child victims of physical assault by family members experienced some form of injury⁵ which was apparent to the attending police officer: 58% suffered minor injury and 3% major injury. Reported injury was much less apparent in cases of sexual assault in which 9% of children suffered apparent minor injury, and less than 1% suffered major injury. This finding reflects the nature of sexual assault which is frequently reported long after the incident when physical injuries may be less visible, and includes offences such as unwanted touching and invitation to sexual touching which cause emotional rather than physical injury. Very young children are at greatest risk of sustaining major physical injuries during any type of assault. Children under 6 years of age sustained injuries in 64% of physical assaults and in 11% of sexual assaults.

The weapon causing the most serious physical injury to the victim is also captured as part of the UCR database. In 1996, the physical force of the attacker was the most frequently reported method of causing injury to children during incidents of assault by family members. Physical force was reportedly used against child victims in 58% of sexual assaults by family members and in 75% of physical assaults by family members. This category includes actions such as choking, punching, shaking or pushing, as well as, other methods of assault such as poisoning.

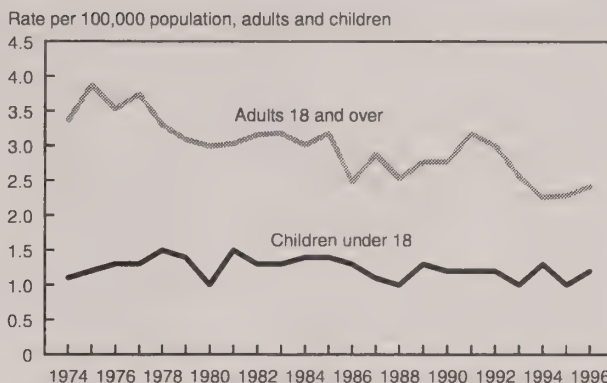
Weapons other than physical force were used in 7% of all assaults against children by family members (11% of physical assaults and only 1% of sexual assaults). Of these assaults, blunt instruments were used in 64% of cases, knives or sharp instruments were used in 31%, fires were intentionally or accidentally set in 4% of cases and firearms were used in 1% of cases.

Family-related homicides against children

Between 1974 and 1996,⁶ there were 1,994 victims of homicide under 18 years of age. This represented 13% of all homicide victims in Canada during this period, an average of 87 children each year. This age group made up the smallest proportion of homicide victims relative to their representation in the Canadian population which averaged 27% from 1974 to 1996. The homicide rate for children under 18 has remained relatively constant, fluctuating between 1.1 and 1.5 homicides per 100,000 children in the population from 1974 to 1996. The rate for adults aged 18 years and older has gradually declined from 3.4 to 2.4 homicides per 100,000 adult population, a decrease of 28% (Figure 6).

Figure 6

Homicide rates by age group, Canada, 1974-1996



Excludes cases where the age of the victim is unknown

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996

Nearly six in ten (58%) child homicides over this period were committed by family members and the majority (79%) of these were committed by a parent. As was the case with police reported assaults against children, the youngest victims of homicide were most likely to be killed by family members (usually parents), whereas older children were more likely to be killed by non-family members such as acquaintances and strangers (Table 6). The greater likelihood for children under 12 to be killed by a family member is consistent for both sexes.

During the 23 year period, 7 in 10 family homicides committed against children resulted in at least one charge being laid against an accused. In one quarter of the remaining cases that were not cleared by a charge, the accused, usually a parent, committed suicide prior to charges being laid in the incident.

Mothers who killed their children were relatively young. Of the females accused of child homicide during the past decade, 13% were under the age of 18, and 39% were under the age of 25.

Infanticide is a *Criminal Code* (Section 233) provision for diminished responsibility in the act of killing a child under the age of one. A woman is charged with this offence if at the time of killing her child, she is not fully recovered from the effects of giving birth or is otherwise affected mentally by the act of giving birth. From 1991 to 1996, there were 18 cases of infanticide which represented 16% of all homicides of victims under one year of age. The average age of this group of perpetrators was 20 years.

⁵ 'Apparent injury' refers only to physical injuries, sustained in the course of an assault, that a police officer identifies and records. Invisible forms of injury such as internal or emotional injury are not reported.

⁶ Although homicide data have been collected since 1961, manslaughter and infanticide statistics were first reported in the Homicide Survey in 1974. Where possible this report describes data beginning in 1974. Variables such as the history of domestic violence were introduced in 1991.

Table 6

Homicide victims by age group, gender, and accused-victim relationship¹, 1974-1996

Accused-Victim Relationship		Age Group and Gender						
		Under 18 years Total	Under 12 years			12-17 years		
			Total	Female	Male	Total	Female	Male
Total	Number	1,771	1,164	534	630	607	283	324
	Percent²	100	100	100	100	100	100	100
Family	Percent	59	79	78	79	25	27	23
Acquaintance	Percent	29	15	14	15	51	47	54
Stranger	Percent	13	6	7	5	24	26	23

¹ Excludes cases where victim age and sex, and accused-victim relationship were unknown.

² Figures may not add to 100% due to rounding.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996.

Box 2

Shaken baby syndrome and post-infant death inquiries

Shaken Baby Syndrome (SBS) has recently been identified as a cause of infant deaths. The cause of death is difficult to identify in these cases because there are no external signs of injury. Death occurs from abrupt or repeated motion which causes the infant's head to roll back and forth. In some cases, less violent but repeated shaking may cause deafness, blindness, seizures, paralysis, or developmental delay. Shaken Baby Syndrome occurs most often at two to six months of age, but babies up to two years are at risk.

The identification of the syndrome is a relatively recent phenomenon. It has not previously been identified as a separate

cause of death on the Homicide Survey, although these deaths could be identified through the "other cause" category. A total of 17 deaths were identified as SBS from 1993 to 1996, 17% of all homicides of infants less than 2 years old during the period. Beginning in 1997, the Homicide Survey will identify SBS as a separate cause of death.

Concerns about the investigation of infant deaths have led many provincial jurisdictions to draft new protocols for coroners' investigations of sudden and unexpected deaths of children under the age of two. These recent changes reflect a shift in the justice and child welfare communities toward greater scrutiny in all children's deaths and cases of child maltreatment.

Domestic violence a factor

The Homicide Survey defines "domestic violence" as a previously reported history of violence involving the victim and accused. Previous violence known to the police was a factor in one-quarter of family-related child homicides from 1991 to 1996. Homicides involving victims under two years of age were most likely to have been preceded by this type of abuse: three in ten victims in this age group were reported to have previously been subjected to violence (Table 7). Given the general underreporting of child abuse, it is likely that these percentages underestimate the extent of abuse in incidents of child homicide.

Precipitating crime

The Homicide Survey also captures data on incidents in which the accused committed an offence leading directly to the homicide. From 1991 to 1996 less than one-fifth of child homicides committed by family members were reported to be precipitated by another crime. Of these crimes, non-sexual assaults were most frequently (43%) reported. Sexual assault was a precipitating crime in one-fifth (20%) of cases.

Table 7

History of domestic violence in family homicides by age group of victim, 1991-1996

		Age Group			
		Total Under 18	Under 2	2-11	12-17
Total by age of victim	Number	271	115	119	37
	Percent²	100	100	100	100
Yes	Percent	26	31	24	20
No	Percent	74	69	76	80

¹ Figures may not add to 100% due to rounding.

Source: Homicide Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1996.

Box 3

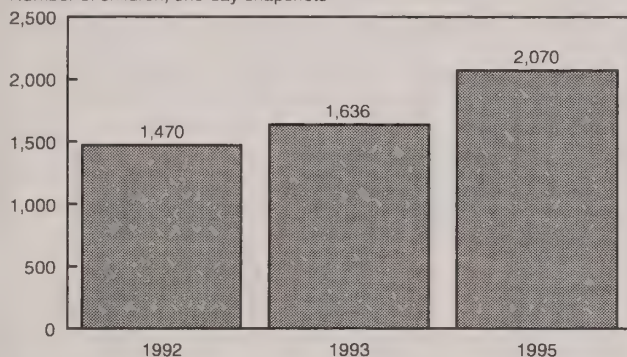
The Impact of Witnessing Violence

Empirical studies indicate that children who witness violence between their parents are at increased risk of behavioural and developmental problems (O'Keefe, 1995; Allan, 1991; Jaffe, Wolfe and Wilson, 1990; Egeland, Jacobvitz and Sroufe, 1988), and are at greater risk of becoming victims and perpetrators of violence themselves. Witnessing violence can encompass a wide range of experiences including visually witnessing violence between parents, hearing violence from another part of the house, or seeing the physical or emotional consequences of the battering of a parent (Jaffe, Wolfe and Wilson, 1990).

Figure 7

Number of children accompanying mothers to transition homes increasing

Number of children, one-day snapshots



Represents the number of children for whom age was provided on one-day snapshots of transition homes in 1992, 1993 and 1995.

Source: Transition Home Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, 1991-92, 1992-93, 1994-95

In response to the recognition that witnessing spousal abuse constitutes emotional and psychological abuse for children, six provinces have introduced legislation stipulating that a child who witnesses the abuse of a parent can be found in need of protection. Such legislation exists in the provinces of Newfoundland, Nova Scotia, Prince Edward Island, New Brunswick, Saskatchewan and Alberta (Table 1).

The prevalence of children who witness violence in the family can be estimated from the Violence Against Women Survey (VAWS) (Statistics Canada, 1993) and indirectly through the Transition Home Survey⁷. Estimates from the VAWS indicate that children witnessed violence between their parents in 39% of violent marriages which amounts to the children from over one million families although some of these children are now adults.

Moreover, much of this violence is serious. In 52% of violent relationships in which children witnessed violence, the battered mother feared for her life, and in 61% the woman was injured by her partner.

According to the Transition Home Survey, the majority of women who are admitted to shelters every year bring their children. Data from one-day snapshots of transition homes across Canada show that the number of children accompanying their mothers increased by 41% from 1992 to 1995 (Figure 7). In 1995 three-quarters of women escaping abusive situations were admitted to transition homes with children. Almost one-half of these children were under 5 years of age. The Violence Against Women Survey has indicated that women are more likely to use the services of a transition home or shelter when their children have witnessed violence against them. These data also show that 78% of women who stayed in shelters indicated that their children had witnessed violence at some point, compared with 39% of all abused women.

⁷ The Transition Home Survey collects data on services dispensed by the transition homes across Canada during a twelve month period as well as a one-day snapshot of the characteristics of residents. The first survey cycle was 1991-92 and there have been two subsequent cycles—1992-93 and 1994-95. The survey frame was developed during initial consultations for each cycle and therefore data may not include homes that began operation after 1991.

Looking ahead

The abuse of children and youth in the family is an issue of growing importance for the Canadian public, governments, and service providers. In recent years there has been a shift within child welfare and child abuse prevention communities toward the belief that, where possible, national estimates of the prevalence of abuse are necessary. To this end, the Child Maltreatment Division of Health Canada is supporting the development of a national incidence study of child abuse and neglect. The four principal forms of child maltreatment: sexual, physical and emotional abuse, and child neglect, will be addressed in the context of the study. In the near future, the

Revised UCR Survey is expected to increase coverage, which will allow for trend analyses of police reported cases of physical and sexual assaults against children and youth. In addition, work is ongoing to improve the links between sentencing and police data in order to provide a more complete picture of the criminal justice response to child abuse. However, these efforts will provide rates of prevalence for reported cases only. Factors such as the dependency of the victim on the perpetrator and the victim's fear of repercussions suggest that there will always be a degree of secrecy leading to an underreporting of child abuse. In the future, victimization or self-report surveys could, at least in part, remedy this underreporting.

Box 4

Data Sources

The **Revised Uniform Crime Reporting Survey (UCRII)** was introduced in 1988. The survey collects detailed data on the characteristics of violent incidents, victims and accused. In 1996, a non-representative sample of 154 police forces, which covered 47% of the criminal incidents in Canada were participating in the UCRII. Since the sample of participating police forces in the UCRII is not nationally representative it is not possible to calculate rates of occurrence. The largest proportion of cases in the survey originate in Ontario and Quebec. It should also be noted that an unknown number of crimes are never reported to the police. Secrecy surrounding crimes against children and youth means that these offences are prone to under-reporting.

Thus, police statistics are not representative of the range of offences against children and youth.

The **Homicide Survey** provides police reported data on the characteristics of all homicide incidents, victims and accused persons since 1961. When a homicide becomes known to the police a survey questionnaire is completed. The count for a particular year represents all homicides reported in that year, regardless of when the death actually occurred. The survey remained unchanged from 1961 to 1974 at which time more detailed information was collected. A question regarding the history of domestic violence between accused and victim was added to the survey in 1991. The upcoming 1997 survey will capture data on Shaken Baby Syndrome as a cause of death.

Box 5

Kid's Help Phone

The Kid's Help Phone is a national, bilingual, confidential help-line for children and adolescents. It is funded by the Canadian Children's Foundation, and provides services 24 hours a day, seven days a week. Professionally trained counsellors respond, and make referrals to other agencies. In 1996, Kid's Help Foundation data showed that over 80% of Canada's teenagers were aware of the services, and over 2.5 million calls had been

answered from 1989 to 1996. Approximately 30% of Kid's Help Phone callers are identified as "children at risk".

In 1996, the majority of calls were made by adolescents aged 10 to 14 (41%) and teenagers aged 15 to 19 (51%). The majority of these calls were placed by females (76%). In 15% of calls children indicated that they were experiencing abusive behaviour or violence, including physical, sexual, or verbal abuse.

The toll free number for the Kid's Help Phone is 1-800-668-6868.

References

- Allan, B. (1991). *Wife abuse: The impact on children*. Ottawa: The National Clearinghouse on Family Violence, Health Canada.
- Canada. (1984). *Report of the committee on sexual offences against children and youth* (Volume 1). Ottawa: Ministry of Supply and Services.
- Canadian Centre for Justice Statistics. (1994). *Family violence in Canada*. Ottawa: Statistics Canada.
- Della Femina, D., C.A. Yeager, and D.O. Lewis. (1990). Child abuse: Adolescent records vs. Adult recall. *Child Abuse and Neglect*. 14: 227-231.
- Durrant, J.E. and L. Rose-Krasnor. (1995). *Corporal Punishment: Research Review and Policy Recommendations*. Ottawa: Health Canada.
- Egeland, B., D. Jacobvitz and L. Sroufe, (1988). Breaking the cycle of abuse. *Child Development*. 59:1080-1088.
- Fedorowycz, O. (1996). Homicide in Canada – 1996. *Juristat*. 17(9). Ottawa: Statistics Canada.
- Jaffe, P., D. Wolfe and S. Wilson. (1990). *Children of battered women*. London: Sage.
- Johnson, H. (1995). Children and youths as victims of violent crimes. *Juristat*. 15(15). Ottawa: Statistics Canada.
- MacMillan, H. L., J. E. Fleming, N. Trocmé, M. H. Boyle, M. Wong, Y. A. Racine, W. R. Beardslee, and D. R. Offord. (1997). Prevalence of child physical and sexual abuse in the community: Results from the Ontario Health Supplement. *Journal of the American Medical Association*. 278(2): 131-135.
- O'Keefe, M. (1995). Predictors of Child Abuse in Maritally Violent Families. *Journal of Interpersonal Violence* 10(1), 3-25.
- Rodgers, K. (1994). Wife assault: The findings of a national survey. *Juristat*. 14(9). Ottawa: Statistics Canada.
- Regina v. Dupperon, 16 C.C.C. (3d) 453 (1984).
- Regina v. Halcrow, 80 C.C.C. (3d) 320 (1993).
- Stein, A., and D.O. Lewis. (1992). Discovering physical abuse: Insights from a follow-up study of delinquents. *Child Abuse and Neglect*. 14: 523-531.
- Trocmé, N., D. McPhee, K. K. Tam, T. Hay. (1994). *Ontario Incidence Study of Reported Child Abuse and Neglect: Final Report*. Toronto: Institute for the Prevention of Child Abuse.
- Trocmé, N., D. McPhee, K. K. Tam (1995). Child abuse and neglect in Ontario: Incidence and characteristics. *Child Welfare*. 74(3): 563-586.
- U.S. Department of Health and Human Services (1988). *Study of National Incidence and Prevalence of Child Abuse and Neglect*. Washington, DC: National Centre on Child Abuse and Neglect.
- Widom, C. S. (1988). Sampling biases and implications for child abuse research. *American Journal of Orthopsychiatry*. 58(2):260-270.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at (613) 951-9023 or call toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

- Vol. 16 No. 4 Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 5 Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
- Vol. 16 No. 6 Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
- Vol. 16 No. 7 Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
- Vol. 16 No. 8 Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
- Vol. 16 No. 9 The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

- Vol. 16 No. 10 Canadian Crime Statistics, 1995
- Vol. 16 No. 11 Homicide in Canada — 1995
- Vol. 16 No. 12 Criminal Harassment
- Vol. 17 No. 1 Sentencing in Adult Provincial Courts — A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994
- Vol. 17 No. 2 Street Prostitution in Canada
- Vol. 17 No. 3 Justice Spending in Canada
- Vol. 17 No. 4 Adult Correctional Services in Canada, 1995-96
- Vol. 17 No. 5 Crime in Major Metropolitan Areas, 1991-1995
- Vol. 17 No. 6 Adult Criminal Court Statistics, 1995-96
- Vol. 17 No. 7 Weapons and Violent Crime
- Vol. 17 No. 8 Canadian Crime Statistics, 1996
- Vol. 17 No. 9 Homicide in Canada — 1996
- Vol. 17 No. 10 Youth Court Statistics 1995-96 Highlights

85

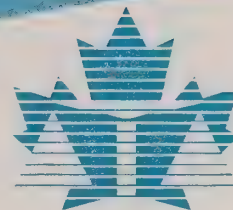
-002



Juristat

Canadian Centre for Justice Statistics

Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 12



IMPAIRED DRIVING IN CANADA, 1996

By Sylvain Tremblay

HIGHLIGHTS

- Since peaking in 1981, the number of persons charged with impaired operation of a motor vehicle has been decreasing over the last 15 years. The 78,894 persons charged by police in 1996 were approximately half the number charged in 1981, and represented a 6% decrease from 1995.
- Despite recent declines in the rate of impaired driving, over one-third of driver fatalities in 1995 involved alcohol. In 1996, 133 persons were charged with impaired driving causing death. This number has remained relatively constant during the 1990s.
- All provinces reported declines in the number of persons charged with impaired driving in 1996. Saskatchewan continued to report the highest rate of impaired driving among the provinces. For a second consecutive year, Newfoundland reported the lowest rate.
- Eight of the nine largest metropolitan areas have experienced large declines in impaired driving since 1991, ranging from 28% in Montreal to 54% in Vancouver. Over the past five years, Edmonton has consistently reported the highest rate of impaired driving, and Toronto the lowest.
- Although the general public often associates impaired driving with young drivers, data from a sample of 154 police agencies showed that drivers aged 16-19 years accounted for only 5% of both persons charged and licensed drivers.
- According to figures from the Traffic Injury Research Foundation, drivers represented more than half of all persons killed in traffic accidents in 1995. Among fatally-injured drivers who were tested for alcohol, the percentage found to be impaired has declined from 43% in 1987 to 35% in 1995.
- Of almost 50,000 persons found guilty of impaired driving in nine jurisdictions in 1995-96, 66% were sentenced to pay a fine (as the most serious sentence), 22% received imprisonment, 9% received probation and 3% received other types of sentences. The median fine was \$500, while the median prison term was 30 days.

440 15 1057



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 85-002-XPE, is published in a **paper version** for \$10.00 per issue or \$93.00 for an annual subscription in Canada. Outside Canada the cost is US\$10.00 per issue or US\$93.00 for an annual subscription. Please send orders to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 or by dialling (613) 951-7277 or 1 800 700-1033, by fax (613) 951-1584 or 1 800 889-9734 or by Internet: order@statcan.ca. For change of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada publications may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

November 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Introduction

Impaired driving continues to be a subject of considerable concern in Canada. Traffic accidents are the primary cause of death for 15 to 19 year-olds and the second leading cause for 20 to 44 year-olds¹. In all too many instances, the drivers involved have been drinking before getting behind the wheel. In 1995, statistics show that more than 3,600 persons died in traffic accidents and that over one-third of driver fatalities involved alcohol.

Impaired driving results from a combination of two behaviours which, separately, are socially acceptable: alcohol use and the driving of motor vehicles. Putting an end to this combination is precisely the challenge involved in reducing the incidence of impaired driving. The various stakeholders fighting against impaired driving (police departments, provincial and federal jurisdictions and community groups) have introduced programs to increase public awareness, educate the public and provide for preventive and alternative measures. The last major amendments to the *Criminal Code* dealing with impaired driving date back to 1985. However, since then, provincial jurisdictions have introduced certain regulations and created programs in order to reduce the frequency of this kind of behaviour.

This *Juristat* presents a quantitative analysis of impaired driving at the national, provincial and major metropolitan area level for 1996 as well as trend data. The cornerstone of the analysis will be justice statistics (from police and courts) as well as data on alcohol use among fatally-injured drivers. This *Juristat* will also provide a current description of provincial legislation concerning impaired driving.

Police data on impaired driving

Since impaired driving is an offence that is rarely reported by citizens, the official statistics presented in this *Juristat* are, to a great extent, the result of police intervention. In most cases, that intervention consists of proactive activities such as roadblocks, routine checks and arrests for other traffic violations. For example, under an administrative driver's licence suspension program in Nova Scotia, police activities resulted in suspension of the licences of 2,208 drivers for impaired driving offences in 1995-1996. Of that number, 59% of drivers were stopped at a roadblock or in the course of a routine check, 18% were stopped for traffic violations, 12% as the result of an accident and 11% pursuant to a public complaint.

In 1996, the rate of persons charged with an impaired driving offence under the *Criminal Code* declined for the thirteenth consecutive year. The 78,894 persons charged by police were about the half the number charged in 1981 (153,855), the year the downward trend began. The rate of individuals charged per 100,000 Canadians 16 years and older (the population pool that may hold a driver's licence) fell 8% over the past year from 362 in 1995 to 335 in 1996 (Table 1).

The reduction in the number of individuals charged with impaired driving is not unique to Canada. This trend has been observed in a number of countries. At a meeting in the Netherlands in 1993², a group of experts from Australia, Germany, the United Kingdom, Holland, Sweden and the United States reported a sharp decline in the phenomenon in their countries starting in the 1980s.

¹ Wilkins, K. (1996).

² The conference entitled "Traffic Safety on Two Continents" was held in the Hague in September 1993.

Table 1

Number and Rate¹ of Persons Charged with Impaired Driving, Canada 1986-1996

Year	Persons charged	Population 16 years and over ('000)	Rate per 100,000 population 16 years and over
1986	128,797	20,311	634
1987	128,030	20,635	620
1988	121,178	20,931	579
1989	118,722	21,330	557
1990	112,161	21,646	518
1991	111,917	21,915	511
1992	105,805	22,282	475
1993	92,531	22,631	409
1994	88,582	22,900	387
1995	84,085	23,230	362
1996	78,894	23,561	335

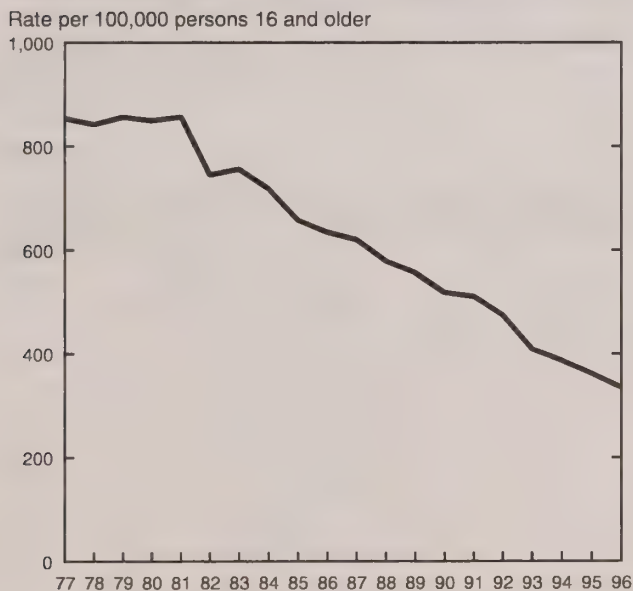
¹ Population estimates come from the Demography Division, Census and Demographic Statistics Branch, Statistics Canada.

Population as of July 1: Final post-census estimates from 1986 to 1992; updated post-census estimates from 1993 to 1995; preliminary post-census estimates for 1996.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Figure 1

Impaired Driving Rates in Canada, 1977-1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada.

Nature of Offences in 1996

In the vast majority of cases (93%), persons were charged with operating a motor vehicle with a blood alcohol concentration in excess of the legal limit (80 milligrams per 100 millilitres of blood) (Table 2). A small percentage (5%) were charged with refusing to provide a breath or blood sample.

Individuals charged with the more serious offences of impaired driving causing bodily harm or death represented the remaining 2% of total charges in 1996. Fatalities are the most significant consequence of impaired driving. In 1996, a total of 133 persons were charged with impaired driving causing the death of another individual. This number remained relatively constant during the 1990s.

Saskatchewan maintains highest rate of all provinces

In 1996, the rate of persons charged with impaired driving fell in all provinces and territories, except the Northwest Territories (Table 3). Saskatchewan experienced the smallest decline (-3%), while Nova Scotia saw the largest drop (-14%). Police departments in Manitoba, Quebec, Newfoundland and the Yukon also reported reductions of over 10%.

For a second consecutive year, Newfoundland reported the lowest rate (265) among the provinces. In 1996, Ontario ranked second lowest (279), followed by British Columbia (287). Saskatchewan continues to report the highest rate (718), followed by Prince Edward Island (507).

Impaired driving rates falling in most large metropolitan areas

Data for Canada's 25 Census Metropolitan Areas (CMAs) have been available since 1991. It should be noted that data for CMAs exclude provincial police detachments patrolling provincial highways that may cross through the CMA. Between 1991 and 1996, the rate of persons charged with impaired driving offences has fallen in eight of the nine largest metropolitan areas (Table 4). These areas have experienced declines ranging from 28% in Montreal to 54% in Vancouver. Only Quebec City has not followed this trend; its 1996 rate was slightly below that for 1991. Two observations have been constant over the past five years. First, Edmonton has always had the highest rate of persons charged with impaired driving (421 in 1996); and, second, Toronto has always had the lowest rate (133 in 1996).

Impaired Driving in the *Criminal Code*

Operation while impaired

Section 253 defines the general offence of impaired driving:

Everyone commits an offence who operates a motor vehicle or vessel or operates or assists in the operation of an aircraft or of railway equipment or has the care or control of a motor vehicle, vessel, aircraft or railway equipment, whether it is in motion or not,

- (a) while the person's ability to operate the vehicle, vessel, aircraft or railway equipment is impaired by alcohol or a drug; or
- (b) having consumed alcohol in such a quantity that the concentration in the person's blood exceeds eighty milligrams of alcohol in one hundred millilitres of blood.

Subsection 254 (5) concerns the refusal, without reasonable excuse, to comply with an order given by a peace officer such as the refusal to provide a breath sample.

Penalties

Subsection 255 (1) provides for the following minimum penalties for offences under sections 253 and 254:

- (i) for a first offence, to a fine of not less than three hundred dollars,
- (ii) for a second offence, to imprisonment for not less than fourteen days, and
- (iii) for each subsequent offence, to imprisonment for not less than ninety days;

and maximum penalties of:

- (a) where the offence is prosecuted by indictment, to imprisonment for a term not exceeding five years; and
- (b) where the offence is punishable on summary conviction, to imprisonment for a term not exceeding six months.

Subsection 255 (2) provides that everyone who commits an offence under paragraph 253(a) and thereby causes bodily harm to any other person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

Subsection 255 (3) provides that everyone who commits an offence under paragraph 253(a) and thereby causes the death of any other person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years.

Table 2

Persons Charged with Offences Related to Impaired Operation, by Type of Offence and Province/Territory, 1996

Province	Impaired operation of motor vehicle				Impaired operation of other vehicles				Fail or refuse to provide breath or blood sample			Total persons charged
	Over 80 mg	Causing bodily harm	Causing death	Total	Over 80 mg	Causing bodily harm	Causing death	Total	Breath	Blood	Total	
Newfoundland	1,079	9	6	1,094	2	-	1	3	89	5	94	1,191
Prince Edward Island	431	-	1	432	1	-	1	2	99	5	104	538
Nova Scotia	1,904	9	3	1,916	23	1	-	24	484	20	504	2,444
New Brunswick	2,187	15	5	2,207	3	1	-	4	400	24	424	2,635
Québec	17,971	441	44	18,456	21	3	-	24	591	27	618	19,098
Ontario	22,825	211	18	23,054	31	3	11	45	1,571	16	1,587	24,686
Manitoba	2,726	51	4	2,781	4	2	1	7	287	7	294	3,082
Saskatchewan	5,321	85	4	5,410	5	1	-	6	133	3	136	5,552
Alberta	9,975	77	15	10,067	5	3	-	8	227	9	236	10,311
British Columbia	8,448	106	15	8,569	15	4	2	21	171	6	177	8,767
Yukon	226	3	1	230	-	-	-	-	23	-	23	253
Northwest Territories	318	3	1	322	2	-	-	2	12	1	13	337
Canada	73,411	1,010	117	74,538	112	18	16	146	4,087	123	4,210	78,894

- Nil.

Source : Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Table 3

Number and Rate¹ of Persons Charged with Impaired Driving, 1991 to 1996

		1991	1992	1993	1994	1995	1996	% change 1991-1996 ²	% change 1995-1996 ²
Newfoundland	Number	2,467	2,326	1,737	1,754	1,333	1,191		
	Rate	560	520	385	388	295	265	-52.7	-10.3
Prince Edward Island	Number	714	585	611	509	554	538		
	Rate	718	583	600	493	530	507	-29.4	-4.4
Nova Scotia	Number	4,349	4,251	3,495	3,279	2,816	2,444		
	Rate	605	586	478	445	380	327	-46.0	-13.9
New Brunswick	Number	4,078	3,934	3,356	3,165	2,721	2,635		
	Rate	701	669	566	530	453	435	-37.9	-3.8
Québec	Number	23,119	22,811	20,710	20,734	21,324	19,098		
	Rate	414	403	362	359	365	324	-21.8	-11.4
Ontario	Number	32,296	31,295	26,180	26,240	25,995	24,686		
	Rate	393	374	308	306	298	279	-29.0	-6.4
Manitoba	Number	4,844	4,444	3,637	3,552	3,454	3,082		
	Rate	568	518	421	409	395	350	-38.4	-11.4
Saskatchewan	Number	7,595	6,929	5,806	5,523	5,675	5,552		
	Rate	1,011	919	766	726	741	718	-29.0	-3.0
Alberta	Number	17,946	15,358	14,003	12,921	10,660	10,311		
	Rate	919	771	691	630	511	486	-47.1	-4.9
British Columbia	Number	13,519	12,922	12,167	10,087	8,916	8,767		
	Rate	508	472	431	348	299	287	-43.7	-4.2
Yukon	Number	415	481	469	495	326	253		
	Rate	1,918	2,145	2,070	2,241	1,442	1,074	-44.0	-25.6
Northwest Territories	Number	575	470	359	323	311	337		
	Rate	1,426	1,144	857	758	716	766	-46.3	7.0
Canada	Number	111,917	105,805	92,531	88,582	84,085	78,894		
	Rate	511	475	409	387	362	335	-34.4	-7.5

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 persons 16 years and older. Population estimates come from the Demography Division, Census and Demographic Statistics Branch, Statistics Canada.

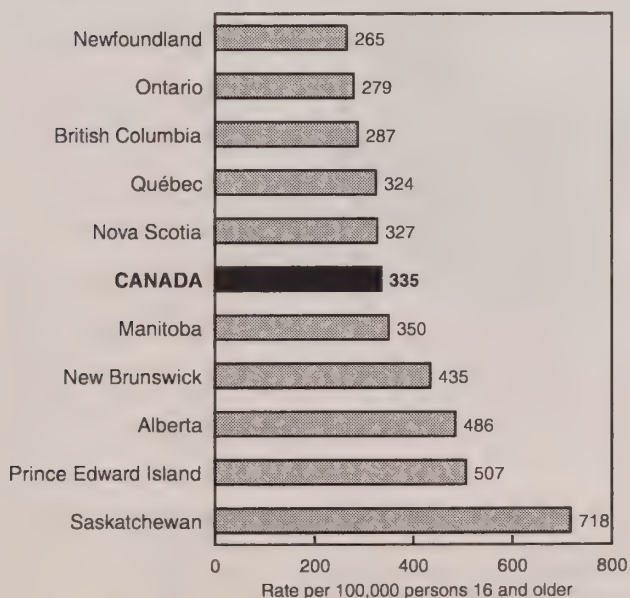
Population as of July 1: Final post-census estimates for 1991 and 1992; updated post-census estimates for 1993 to 1995; preliminary post-census estimates for 1996.

² Percent changes are based on non-rounded rates.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Figure 2

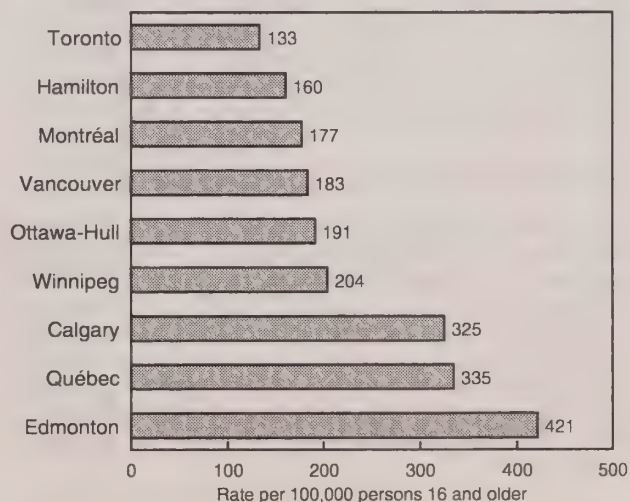
Impaired Driving Rates by Province, 1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada.

Figure 3

Impaired Driving Rates in Major Census Metropolitan Areas, 1996



Source: Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada.

Table 4

Number and Rate¹ of Persons Charged with Impaired Driving in the Largest CMAs, 1991 to 1996

		1991	1992	1993	1994	1995	1996	% change 1991-1996 ²	% change 1995-1996 ²
Calgary	Number	3,565	3,094	2,856	2,431	2,247	2,144		
	Rate	605	514	466	389	350	325	-46.3	-7.1
Edmonton	Number	5,009	4,702	4,151	3,650	2,839	2,875		
	Rate	771	711	619	542	419	421	-45.4	0.5
Hamilton	Number	1,465	1,475	1,188	1,029	866	832		
	Rate	298	298	238	205	171	160	-46.3	-6.4
Montréal	Number	6,305	6,198	5,595	5,946	5,582	4,773		
	Rate	244	238	212	224	209	177	-27.5	-15.3
Ottawa-Hull	Number	2,364	2,266	2,224	2,131	2,065	1,576		
	Rate	314	294	282	267	255	191	-39.2	-25.1
Québec	Number	1,794	2,128	2,188	2,018	2,093	1,910		
	Rate	337	394	398	362	372	335	-0.6	-9.9
Toronto	Number	8,090	7,340	5,920	5,878	5,387	4,651		
	Rate	251	224	177	174	156	133	-47.0	-14.7
Vancouver	Number	5,280	4,415	3,923	3,164	2,531	2,772		
	Rate	399	324	281	221	172	183	-54.1	6.4
Winnipeg	Number	1,512	1,579	1,254	1,224	1,166	1,093		
	Rate	289	300	237	231	219	204	-29.4	-6.8

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 persons 16 years and older. Population estimates come from the Demography Division, Census and Demographic Statistics Branch, Statistics Canada.

Population as of July 1: Final post-census estimates for 1991 and 1992; updated post-census estimates for 1993 to 1995; preliminary post-census estimates for 1996.

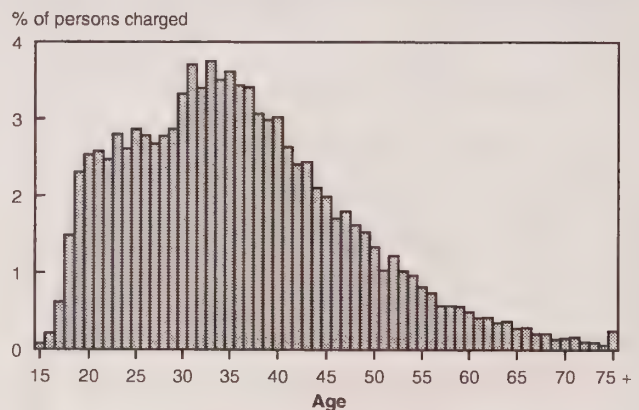
² Percent changes are based on non-rounded rates.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS.

Compared to rates reported in 1995, Vancouver was the only area that experienced a notable increase (+6%). The largest decrease was reported by Ottawa-Hull (-25%).

Figure 4

Impaired Driving by Age of Driver, 1996



Source: Revised Uniform Crime Reporting Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada.

* Sample of 154 police departments not nationally representative.

Vast majority of offenders are men

The vast majority of persons charged with impaired driving offences are men. In 1996, women represented only 11% of persons charged. However, between 1991 and 1996, the decrease in the number of women charged with impaired driving (-17%) was less than the decrease for men (-31%).

Impaired driving not highest among young drivers

In the public's perception, impaired driving is strongly associated with young people. Awareness campaigns and recent provincial legislation concerning new driver's licence holders, all designed to change attitudes, are very much targeted at young people. The Revised Uniform Crime Reporting (UCR II) Survey collects, among other things, the ages of persons charged. The data from the 154 police departments who reported to this survey in 1996 represented 49% of all persons charged with impaired driving. It should be noted that these data are not nationally representative.

Data from this survey show that young persons do not have the highest rates of impaired driving charges. Those aged 16 to 19 years represented only 5% of both persons charged with impaired driving and licensed drivers (Table 5).

While there is no significant difference among age groups from 20 to 44 years, persons aged 55 and over accounted, by far, for the lowest percentage of persons charged compared to their proportion among the population of licensed drivers.

Table 5

Proportion of Persons Charged and Licensed Drivers by Age Group, 1996

Age group	% of licensed drivers ¹	% of persons charged
16-19	5.1	4.6
20-24	10.4	13.0
25-34	24.4	31.8
35-44	22.6	29.1
45-54	15.3	14.2
55 and over	22.1	7.3

¹ Licensed drivers information consists of an amalgamation of data from Newfoundland, Nova Scotia, New Brunswick, Quebec, Ontario, Manitoba and Alberta.
Source: Data from 154 police services that reported to Revised Uniform Crime Reporting Survey in 1996, CCJS.

Traffic Fatalities

The Traffic Injury Research Foundation (TIRF) maintains a database on fatal traffic accidents in Canada. The data come from two sources of information: police accident reports and coroners' and medical examiners' reports from all jurisdictions. The first full year of national monitoring was 1987.

In 1995, provincial jurisdictions reported that 3,684 persons³ had been killed in traffic accidents. This was a slight increase (3%) over 1994. In general, however, the number of traffic fatalities has been declining since 1989.

The proportion of fatally-injured drivers who were impaired has fallen since 1987

Drivers represented more than half of all persons killed in traffic accidents in 1995. About 85% of these drivers were tested for alcohol. In total, 573 drivers were impaired (over 80 mg / 100 ml of blood) at the time of the fatal accident. The percentage of fatally-injured drivers who were impaired has declined gradually from 43% in 1987 to 35% in 1995 (Table 6).

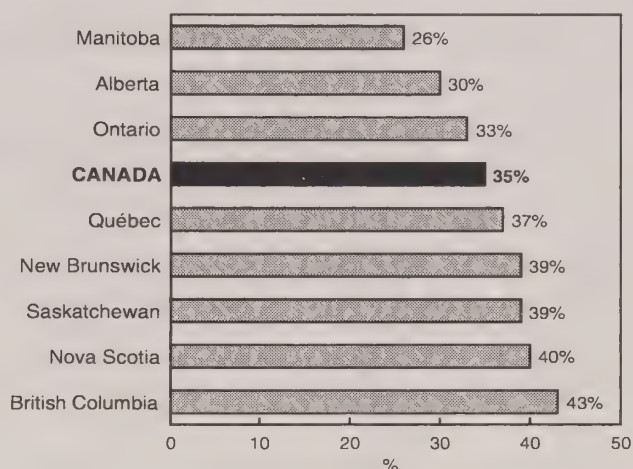
The proportion of fatalities tested with blood alcohol concentrations (BAC) of 80 mg and less (including 0 mg) remained relatively stable between 1987 and 1995. However, within this group, the proportion of those who had a BAC between 1 and 80 mg has generally fallen during that period, while those who were completely sober has remained stable.

At the national level, 35% of fatally-injured drivers had a BAC in excess of the legal limit. This proportion was 40% and over in Nova Scotia and British Columbia (Figure 5). Alberta had the largest percentage of victims who had not been drinking at the time of the accident (66%) (Table 7). Due to their small numbers, Newfoundland, Prince Edward Island and both territories are excluded from this analysis.

Of those who had been drinking (1mg and over), six out of ten fatally-injured drivers had a BAC over 150 mg. In 1995, the average BAC in this group of driver fatalities was approximately 170 mg, twice the legal limit. High concentration of alcohol in blood of drivers seems to be strongly associated with the number of fatalities.

Figure 5

Proportion of Fatally-Injured Drivers¹ Who Were Impaired by Province², 1995



¹ Excludes operators of bicycles, snowmobiles, farm tractors and other off-road vehicles.

² Due to their small numbers, Newfoundland, Prince Edward Island and both territories are excluded from this figure.

Source: Fatality Database, Traffic Injury Research Foundation of Canada.

Impairment highest among fatally-injured snowmobile and truck⁴ operators

Excluding the category of "other off-road vehicles" because of its low representation (24 victims), snowmobile⁵ (41%) and truck (40%) operators are the two groups with the largest percentage of driver fatalities with a BAC in excess of 80 mg (Table 8). Thirty-four percent of automobile drivers and 32% of motorcyclists killed in accidents had a BAC in excess of the legal limit.

³ This figure includes drivers and passengers of all types of vehicles (automobiles, motorcycles, snowmobiles, off-road vehicles and bicycles) as well as pedestrians.

⁴ Includes vans, tractor-trailers, heavy trucks, motor homes, light trucks, other trucks, buses and emergency vehicles.

⁵ The rate of fatal accidents per 100,000 registered snowmobiles was only 8.7, compared to rates of 9.6 for automobiles, 13.7 for trucks and 53.8 for motorcycles.

Table 6

Drivers Fatally Injured in Traffic Accidents, by Blood Alcohol Concentration, from 1987 to 1995*

Year	Number of fatally-injured drivers tested	Not legally impaired				Legally impaired			
		Total	0 mg	1 to 80 mg	Total	%	81 to 150 mg	>150 mg	Total
1987	1,721		807	172	979	57	191	551	742
1988	1,796		887	186	1,073	60	184	539	723
1989	1,872		1,002	143	1,145	61	206	521	727
1990	1,756		959	155	1,114	63	159	483	642
1991	1,635		850	127	977	60	168	490	658
1992	1,585		823	126	949	60	165	471	636
1993	1,677		928	115	1,043	62	162	472	634
1994	1,602		899	127	1,026	64	143	433	576
1995	1,617		915	129	1,044	65	143	430	573

*Excludes operators of bicycles, snowmobiles and other off-road vehicles.

Source: Mayhew, D.R., Brown, S.W. and Simpson, H.M. *Alcohol Use Among Drivers and Pedestrians Fatally Injured in Motor Vehicle Accidents: Canada, 1995*. Transport Canada, 1996.

Table 7

Alcohol Use Among Fatally Injured Drivers¹, Canada and Provinces, 1995

		Number of drivers	Drivers tested	Blood alcohol concentration (mg) ²			
				Zero	1-80	81-150	>150
Newfoundland	Number	11	10	7	-	1	2
	Percent		90.9	70.0	-	10.0	20.0
Prince Edward Island	Number	12	9	4	-	2	3
	Percent		75.0	44.4	-	22.2	33.3
Nova Scotia	Number	67	53	26	6	5	16
	Percent		79.1	49.1	11.3	9.4	30.2
New Brunswick	Number	70	56	30	4	2	20
	Percent		80.0	53.6	7.1	3.6	35.7
Québec	Number	465	361	201	28	43	89
	Percent		77.6	55.7	7.8	11.9	24.7
Ontario	Number	630	525	306	47	42	130
	Percent		83.3	58.3	9.0	8.0	24.8
Manitoba	Number	70	54	32	8	1	13
	Percent		77.1	59.3	14.8	1.9	24.1
Saskatchewan	Number	81	79	42	6	4	27
	Percent		97.5	53.2	7.6	5.1	34.2
Alberta	Number	225	215	141	10	15	49
	Percent		95.6	65.6	4.7	7.0	22.8
British Columbia	Number	287	249	121	20	27	81
	Percent		86.8	48.6	8.0	10.8	32.5
Yukon	Number	4	4	3	-	1	-
	Percent		100.0	75.0	-	25.0	-
Northwest Territories	Number	2	2	2	-	-	-
	Percent		100.0	100.0	-	-	-
Canada	Number	1,924	1,617	915	129	143	430
	Percent		84.0	56.6	8.0	8.8	26.6

¹ Excludes operators of bicycles, snowmobiles, farm tractors and other off-highway vehicles.

² Blood alcohol concentration = mg of alcohol per 100 ml of blood.

- Nil.

Source: Mayhew, D.R., Brown, S.W. and Simpson, H.M. *Alcohol Use Among Drivers and Pedestrians Fatally Injured in Motor Vehicle Accidents: Canada, 1995*. Transport Canada, 1996.

Table 8

Alcohol Use Among Fatally Injured Drivers, by Type of Vehicle Involved, 1995

		Number of drivers	Drivers tested	Blood alcohol concentration (mg) ¹			
				Zero	1-80	81-150	>150
Automobile	Number	1,266	1,047	607	83	97	260
	Percent		82.7	58.0	7.9	9.3	24.8
Truck ²	Number	503	445	241	28	37	139
	Percent		88.5	54.2	6.3	8.3	31.2
Motorcycle	Number	155	125	67	18	9	31
	Percent		80.6	53.6	14.4	7.2	24.8
Snowmobile	Number	86	73	24	19	11	19
	Percent		84.9	32.9	26.0	15.1	26.0
Bicycle	Number	90	44	34	1	2	7
	Percent		48.9	77.3	2.3	4.5	15.9
Other off-road vehicle	Number	24	18	8	2	2	6
	Percent		75.0	44.4	11.1	11.1	33.3
Total	Number	2,124	1,752	981	151	158	462
	Percent		82.5	56.0	8.6	9.0	26.4

¹ Blood alcohol concentration = mg of alcohol per 100 ml of blood.

² Trucks include vans, tractor-trailers, heavy trucks, light trucks, other trucks, motor homes, buses and emergency vehicles.

Source: Mayhew, D.R., Brown, S.W. and Simpson, H.M. *Alcohol Use Among Drivers and Pedestrians Fatally Injured in Motor Vehicle Accidents: Canada, 1995*. Transport Canada, 1996.

The Hard Core Drinking Driver

Repeat offenders are a significant factor in interpreting impaired driving statistics. Recidivism is often the result of drivers who frequently drive while strongly impaired and who resist changing their behaviour. A recent study⁶ indicated that "hard core drinking drivers" account for less than 1% of drivers on the road at night on a weekend, but their chances of being involved in a serious collision are hundreds of times greater than for sober drivers or drinking drivers with low BACs. The decline in the number of persons charged and in the number of deaths involving alcohol in the 1990s could be explained by a large number of occasional and light drinkers who have ceased to drive while impaired. On the other hand, there is no evidence of a comparable decrease in drinking and driving among "hard core drinking drivers":

Research to date indicates that drivers most likely to crash after consuming excessive amounts of alcohol are also least likely deterred by the threat of arrest and punishment and (probably) least likely persuaded by informational or educational programs (Donelson, 1989).

⁶ Simpson, H.M., Mayhew, D.R. et Beirness, D.J. (1996).

According to Donelson (1989), the recidivism rate of impaired operation in Canada is between 20% and 45%, depending on the jurisdiction and law enforcement practices. For example, the *Société de l'Assurance Automobile du Québec* reported a repeat offender rate of 23% in 1996. In a number of areas of provincial jurisdiction, certain mandatory education and rehabilitation programs have been established for repeat offenders. It should be added that the strengthening of provincial statutes in recent years has placed particular emphasis on repeat offenders.

Downward trend attributable to a number of factors

A number of cultural (e.g. change in attitudes), demographic (e.g. aging population), economic, legal, social and technological (e.g. air bags, ABS brakes, anti-shock doors) factors may have contributed to the decline in the number of driver fatalities. However, the number of fatal accidents involving alcohol has fallen even further. Consequently, factors more specific to the problem of impaired driving, such as public information programs, community programs against impaired driving and stronger acts and regulations concerning impaired operation, appear to provide a better explanation for the sharper decline.

Trends in Alcohol Consumption and Gasoline Sales

Impaired driving is a combination of two socially acceptable behaviours: driving and drinking. Consequently, it may be considered that a decline in either one of these two behaviours would partly explain the downward trend in the number of persons charged and the number of driver fatalities testing positive for blood alcohol concentration over 80 mg / 100 ml.

Statistics Canada conducts an annual survey of alcoholic beverage sales and a motor vehicle survey measuring gasoline sales. Although these measures do not encompass all aspects of total consumption, they are nevertheless very good indicators. The figures show that the total volume of gasoline sales in litres increased constantly between 1991 and 1995. Since 1992, sales of alcoholic beverages have risen slightly. These two trends provide no explanation for the decline in the number of persons charged with impaired operation and the number of fatally injured drivers who had been drinking.

Extending control over impaired driving through provincial acts and regulations

The provinces are responsible for road safety regulations and control (highway traffic acts, issuing and controlling driver's licences and motor vehicle registration, etc.). In the past few years, a number of provincial jurisdictions have introduced or amended certain acts and regulations designed to reduce the incidence of impaired driving. These measures have helped lower the legal tolerance for alcohol in new drivers, particularly young people. The following sections briefly describe the provincial acts and regulations, as of October 1997, which extend legal control over impaired driving.

Prohibition from transporting an open alcoholic beverage container in a motor vehicle

This provision exists in most provinces and territories (Table 9). The only minor difference concerns Quebec, where only the drinking of alcoholic beverages is illegal, but the presence of an open container in a motor vehicle is not.

Prohibition from the impaired operation of bicycles and horses

Section 253 of the *Criminal Code*, which defines the offence of impaired operation, applies to the operators of motor vehicles (including mopeds), boats and aircraft. Certain provincial jurisdictions have extended this *Criminal Code* limitation to other means of transportation. Prince Edward Island, Manitoba and

British Columbia have ruled that the impaired operation of a bicycle constitutes an offence under provincial law. In Québec, legislation applies to anyone drinking alcohol while riding a bicycle. The legislation of Prince Edward Island and Manitoba also covers impaired riding of a horse.

Suspension of licence for a determinate period of time for drivers with a BAC below the legal limit

Certain provinces have adopted a measure that enables the police to suspend the licence of a driver who is found with a BAC slightly below the legal limit of 80 mg of alcohol per 100 ml of blood. Statutes in Newfoundland, Prince Edward Island, New Brunswick and British Columbia provide for a 24-hour suspension for drivers who are stopped with a BAC of between 50 mg and 80 mg. Alberta's legislation provides for the same suspension for any BAC which, in the view of police, appears to affect driving ability. The Ontario and Manitoba legislation provides, respectively, for 12-hour and 6-hour suspensions. Lastly, police in Saskatchewan may enforce a 24-hour licence suspension for drivers with a BAC of between 40 and 80 mg.

New driver licensing programs more restrictive regarding alcohol use

In the past few years, a number of provinces have introduced, or made significant changes to, new driver licensing programs with respect to reduced tolerance for impaired driving. These programs are currently in effect in Prince Edward Island, New Brunswick, Nova Scotia, Quebec, Ontario and Saskatchewan.

Table 9

Comparison of Selected Impaired Driving Provincial Legislation - As in force in October 1997

	Newfoundland	Prince Edward Island	Nova Scotia	New Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	British Columbia
Transporting an open alcoholic beverage container within a motor vehicle	Yes	Yes	Yes	Yes	Consumption is prohibited	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
Impaired driving prohibited for other vehicles than specified in Criminal Code	No	Bicycle and horse	No	No	No	No	Bicycle and horse	No	No	Bicycle
Driving prohibition for BAC below Criminal Code limit	24 hours for 50 to 80 mg	24 hours for 50 to 80 mg	No	24 hours for 50 to 80 mg	No	12 hours for 50 to 80 mg	6 hours for 50 to 80 mg ⁴	24 hours for 40 to 80 mg	24 hours for any suspect levels <80 mg ⁶	24 hours for 50 to 80 mg
Graduated driver's licence holders program ¹	No	Term: 2 years Tolerance: 0 mg ²	Term: 2 years Tolerance: 0 mg	Term: 2 years Tolerance: 0 mg	Term: 2 years ³ Tolerance: 0 mg	Term: 2 years Tolerance: 0 mg	No ⁵	Term: 2 years Tolerance: 40 mg	No	No
Minimum fixed suspension depending on frequency of offence	1st: 1 year 2nd: 2 years 3rd: 3 years	1st: 1 year 2nd: 2 years 3rd: 3 years	1st: 1 year 2nd: 2 years 3rd: 5 years	1st: 6 months 2nd: 1 year 3rd: 1 year	1st: 1 year 2nd: 2 years 3rd: 3 years	1st: 1 year 2nd: 2 years 3rd: 3 years	1st: 1 year 2nd: 2 years 3rd: 5 years	1st: 1 year 2nd: 3 years 3rd: 5 years	1st: 1 year 2nd: 3 years 3rd: 5 years	1st: 1 year 2nd: 3 years 3rd: Indefinite
Administrative licence suspension	No	90 days	90 days	No	1st: 15 days ⁸ Other: 30 days	90 days	90 days	90 days	No	90 days ⁷
Seizure and impoundment measure	No	Yes	No	No	Yes ⁸	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes

¹ Only program characteristics related to impaired driving are shown.

² Zero tolerance is applicable to new drivers under 18. 40 mg for all other new drivers.

³ Program is applicable solely to new drivers under 25.

⁴ Will be increased to 24 hours in 1998.

⁵ Currently under review for novice drivers.

⁶ Any level which, in the view of police, may impair driving ability.

⁷ Technically, it is a driving prohibition.

⁸ Will be in force starting December 1st, 1997.

The programs apply to all new drivers, with the exception of the program in Quebec, where only drivers under 25 are enrolled in the program. In most provinces, there is zero alcohol tolerance for learning drivers during the two-year probationary or graduated licence period. In Saskatchewan, the tolerance level is 40 mg. In all cases, licence suspensions are provided for drivers caught in violation, and those suspensions are graduated depending on violation frequency.

Fixed licence suspension periods

Section 259 of the *Criminal Code* provides that a driver's licence will be suspended for a period of not less than three months for a first impaired driving offence. That period is doubled to six months for a second offence and to one year for subsequent offences. The maximum suspension period remains three years.

Most provinces have established their own fixed minimum licence suspension period: one year for a first offence in most provinces; one to three years for a second offence in certain provinces; and, up to five years for subsequent offences.

Administrative licence suspension program

A number of provinces have adopted an automatic administrative licence suspension program for drivers tested with positive BACs. The purpose of these programs is to suspend the licences of offending drivers prior to their court appearance date and the judge's final verdict. It should be noted that the court's judgement need not necessarily take the length of the suspension into account. These programs enable a province to suspend the licences of drivers from the date on which they obtain a positive BAC result (over 80 mg per 100 ml of blood). The term of this administrative suspension is 90 days in all provinces that have introduced it, with the exception of Quebec, where it is 15 days for a first offence.

In addition to these administrative and legal sanctions, it should be noted that provinces are increasingly requiring offenders to pay all costs relating to their arrest and rehabilitation. Offenders may also be required to pay any towing and vehicle storage expenses as well as the cost of the rehabilitation program, which is often mandatory. Lastly, in addition to a criminal court judgement and a criminal record, drivers charged with impaired operation face increased licensing costs and insurance premiums.

Seizure and impoundment of a vehicle

Some jurisdictions have adopted statutes that allow police the power to seize and impound, for a limited period of time, any vehicle driven by a prohibited or unlicensed driver. This measure aims to dissuade drivers of using their vehicle while their licence is suspended, and to place certain responsibilities on owners to ensure that their vehicle is operated by individuals who hold a valid driver's licence. Regulations of seizure and impoundment are in force in British Columbia, the Prairies, Ontario and Prince Edward Island. The impoundment period varies from jurisdiction to jurisdiction. For instance, the time period is 30 days in British Columbia for a first offence and 45 days in Ontario. Jurisdictions that put this measure in place also have a review process for particular cases.

Court reaction to drivers charged with impaired operation

The Adult Criminal Courts Survey (ACCS) collects information on provincial court cases. In 1995-1996, the survey covered nine of the 12 jurisdictions⁷. During that period, the courts handled the cases of 63,127 persons charged with an impaired driving offence. Of all the *Criminal Code* offences, persons charged with impaired driving were most likely to receive a guilty verdict. By reason of the nature of this type of offence, approximately 80% of persons charged either entered a guilty plea or were found guilty. The conviction rate for this type of offence is high relative to other types of incidents because the suspect has been identified and the police have solid evidence (BAC or testimony of arresting officers). Only 3% of persons charged were acquitted. The remaining cases resulted in a stay or withdrawal.

Fines are the most frequently used sentence

The *Criminal Code* provides for a minimum fine of \$300 for a first conviction of impaired driving causing neither bodily harm nor death. The type and degree of the sentences used are relative to repeat offenders and the sentencing policies in effect in the jurisdictions. Of the almost 50,000 persons found guilty, 66% were sentenced to pay a fine (as the most serious sentence), 22% to prison, 9% to probation and 3% received other types of sentences. In eight of the nine jurisdictions, the majority of persons convicted of impaired operation were required to pay a fine as the most serious sentence. In Prince Edward Island, over 80% of convicted persons were incarcerated. At the national level, the median⁸ fine was \$500. Fines were highest in Prince Edward Island (\$900) and lowest in Quebec (\$300).

Imprisonment more frequent in Prince Edward Island, but orders not as long

The *Criminal Code* provides minimum penalties of imprisonment for 14 days for a second offence and imprisonment for 90 days for subsequent offences. At the national level, the median jail term in cases of impaired driving offences was 30 days.

Due to a different sentencing policy from those of other jurisdictions, Prince Edward Island relies to a greater degree on imprisonment and combined sentences in impaired driving cases. However, it also orders, by far, the shortest prison sentences. The median prison term in Prince Edward Island was 4 days, followed by Newfoundland with 21 days. The Yukon Territory ordered the longest prison sentences (90 days).

Impaired driving (as the most serious offence) accounted for 13% of the sentenced admissions to provincial custody⁹ in 1995-1996; a decrease compared to the 1994-1995 proportion (14%) as well as the 1993-1994 proportion (15%). In 1995-1996, Saskatchewan reported the highest rate (25%) and Ontario the

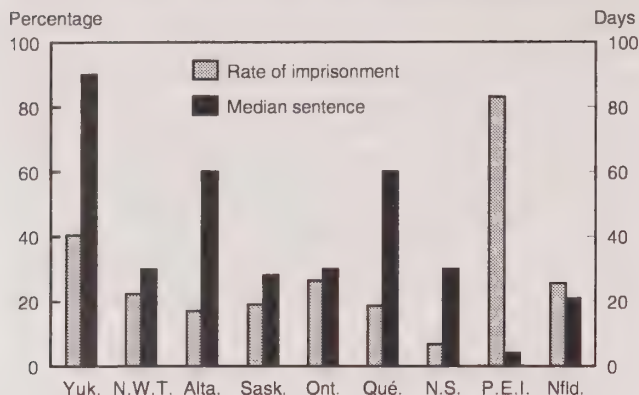
⁷ The survey period was from April 1, 1995, to March 31, 1996. New Brunswick, Manitoba and British Columbia were not included in the survey.

⁸ The median represents the middle-point of a set of values when arranged from lowest to highest value.

⁹ Data from Prince Edward Island were not available for 1994-1995 and 1993-1994. Also, due to a different unit of count use that makes data non-compatible, data from Alberta and the territories are excluded.

Figure 6

Imprisonment and Sentence Length for Impaired Drivers, Selected Jurisdictions, 1996



Source: Adult Criminal Court Survey, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada.

lowest (10%). In Prince Edward Island, 36% of provincial admissions in 1993-1994 were for impaired driving (more recent data are not available).

Conclusion

The number of persons charged with impaired driving offences and the proportion of fatally-injured drivers who were legally impaired are two indicators of the extent of impaired driving in Canada. It has been shown that both these indicators have been declining for several years. These trends are likely the result of sensitization and awareness on the public's part, combined with an increase in the severity of provincial and Criminal Code sanctions.

Methodology

1. Aggregate UCR Survey - The aggregate-based UCR survey records the number of incidents reported to the police. It includes the number of reported offences and the number of actual offences (excluding those that are unfounded), the number of offences cleared by charge, the number of persons charged by sex and by an adult/youth breakdown. Unless otherwise mentioned, all analysis in this report is based on aggregate survey counts.

2. Revised UCR Survey (UCRII) - The revised microdata survey captures detailed information on individual criminal incidents reported to police, including characteristics of accused persons and the incidents. The reader is cautioned that these data are not nationally representative. In 1996, detailed data were collected from 154 departments in six provinces through the Revised UCR Survey. These data represent 47% of the national volume of actual Criminal Code crimes. The incidents contained in the 1996 Research File are distributed as follows: 39% from Quebec, 38% from Ontario, 10% from Alberta, 8% from British Columbia, 4% from Saskatchewan, and 1% from New Brunswick.

3. Adult Criminal Courts Survey (ACCS) - Provincial criminal courts in seven provinces and two territories (representing approximately 80% of the national provincial criminal court caseload) reported to the ACCS. They are: Newfoundland (2.0%); Prince Edward Island (0.4%); Nova Scotia (4.1%); Quebec (20.6%); Ontario (50.9%); Saskatchewan (6.5%); Alberta (14.3%); Yukon (0.5%); and, the Northwest Territories (0.7%).

4. Adult Correctional Services Survey (ACSS) - This survey is based on the operation of adult correctional services (custodial and community corrections) in Canada at the federal and provincial level. It is conducted annually (on a fiscal year basis from April to March) and is designed to collect caseload and case characteristics information on adult offenders (18 and over).

References

- Birkenmayer, A. "Impaired Driving - Canada, 1994". *Juristat*. Catalogue 85-002, Vol. 15, No. 14, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada, 1995.
- Donelson, A.C. (1989). "The Alcohol-Crash Problem and Its Persistence: The Need to Deal Effectively With the Hard Core of Drinking Drivers". A paper presented to the 34th International Institute on the Prevention and Treatment of Alcoholism, France.
- Fedorowycz, O. "Impaired Driving - Canada, 1992". *Juristat*. Catalogue 85-002, Vol. 14, No. 5, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada, 1992.
- Jonah *et al.* (1997). *Police Officers' Perceptions and Attitudes About Impaired Driving Law Enforcement in Canada*. Report for the Traffic Committee, Transport Canada, Ottawa.
- Mayhew, D.R., Brown S.W. and Simpson, H.M. (1997). *Alcohol Use Among Drivers and Pedestrians Fatally Injured in Motor Vehicle Accidents: Canada, 1995*. Traffic Injury Research Foundation of Canada, Transport Canada, Ottawa.
- Simpson, H.M., Mayhew, D.R. and Beirness, D.J. (1996). *Dealing with Hard Core Drinking Driver*. Traffic Injury Research Foundation of Canada, Transport Canada, Ottawa.
- Simpson, H.M. and Mayhew, D.R. (1991). *The Hard Core Drinking Driver*. Traffic Injury Research Foundation of Canada, Transport Canada, Ottawa.
- Traffic Injury Research Foundation of Canada (1994). "Trends in Drinking Driver Fatalities in Canada" in *Canadian Journal of Public Health*, Vol. 85, No. 1.
- Transportation Research Board (1993). *The Nature of and the Reasons for the Worldwide Decline in Drinking and Driving*. Washington, D.C..
- Wilkins, K. "Principal Causes of Death at Various Ages in Canada" in *Canadian Social Trends*. Catalogue no. 11-008-XPF, No. 41, Statistics Canada, 1996.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at (613) 951-9023 or call toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

Vol. 16 No. 4	Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 5	Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995
Vol. 16 No. 6	Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada
Vol. 16 No. 7	Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995
Vol. 16 No. 8	Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995
Vol. 16 No. 9	The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice

Catalogue 85-002-XPE

Vol. 16 No. 10	Canadian Crime Statistics, 1995
Vol. 16 No. 11	Homicide in Canada — 1995
Vol. 16 No. 12	Criminal Harassment
Vol. 17 No. 1	Sentencing in Adult Provincial Courts — A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994
Vol. 17 No. 2	Street Prostitution in Canada
Vol. 17 No. 3	Justice Spending in Canada
Vol. 17 No. 4	Adult Correctional Services in Canada, 1995-96
Vol. 17 No. 5	Crime in Major Metropolitan Areas, 1991-1995
Vol. 17 No. 6	Adult Criminal Court Statistics, 1995-96
Vol. 17 No. 7	Weapons and Violent Crime
Vol. 17 No. 8	Canadian Crime Statistics, 1996
Vol. 17 No. 9	Homicide in Canada — 1996
Vol. 17 No. 10	Youth Court Statistics 1995-96 Highlights
Vol. 17 No. 11	Assaults against children and youth in the family, 1996

85
-002



Statistics Canada – Catalogue no. 85-002-XPE Vol. 17 no. 13



THE JUSTICE DATA FACTFINDER

By Richard Du Wors*

Introduction

The *Justice Data Factfinder Juristat* provides an annual summary for the public and the justice community of the most recent data from the surveys of the Canadian Centre for Justice Statistics. The format is organized to address some of the most frequently asked questions about crime and justice in Canada:

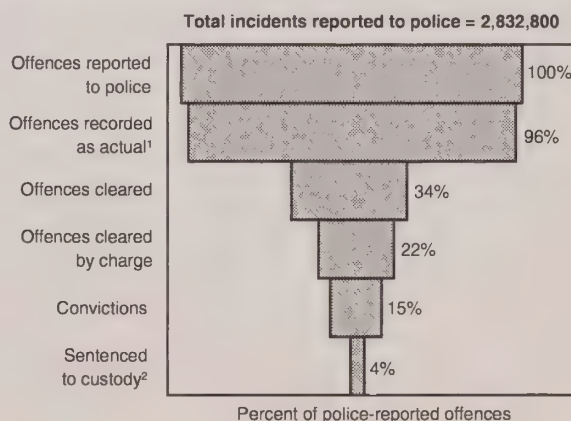
- Are police-reported crime rates increasing?
- Are reported crime rates higher in big cities?
- Are firearms frequently used to commit violent crimes?
- What are the most common offences brought to criminal court?
- How long does it take for cases to go through the court system?
- What proportion of adult criminal cases result in conviction?
- What proportion of adult convictions result in a prison sentence?
- How many adults are in custody or under some form of correctional supervision?
- With what offences are youth most likely to be charged?
- What type of sentences do young offenders receive?
- How much does policing cost?

This *Juristat* begins with an overview of the criminal justice system from the reporting of a crime to the serving of a sentence. However, there are many challenges to tracking the flow of persons or events from one justice sector to another. For example, the data for the different sectors do not always operate on the same time frames, such as calendar or fiscal years. Also, some justice surveys are still being implemented and have not yet achieved complete or representative coverage across Canada. There are also problems such as identifying repeat offenders in the same year, or linking police-reported offences with court cases, due to reporting variations. Despite these limitations, however, a useful high level picture of the criminal justice system can be presented.

* Senior Analyst, Integration and Analysis Program

Figure 1

Caseload within the Canadian Criminal Justice System, 1996



¹ An offence is considered to be "actual" when, following an initial investigation, the police have confirmed that a criminal offence has occurred. An offence is "cleared" when the police are satisfied they have identified an offender. However, it may not be possible to lay a charge against the offender because he/she is dead, under age 12, has diplomatic immunity, is already in prison, etc. If, in the view of the police, it is possible to lay a charge against an offender, the offence is cleared by charge.

² Includes secure custody only for young offenders and any custodial sentence for adults.

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Uniform Crime Reporting Survey, Adult Court Survey, and Youth Court Survey.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 85-002-XPE, is published in a **paper version** for \$10.00 per issue or \$93.00 for an annual subscription in Canada. Outside Canada the cost is US\$10.00 per issue or US\$93.00 for an annual subscription. Please send orders to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 or by dialling (613) 951-7277 or 1 800 700-1033, by fax (613) 951-1584 or 1 800 889-9734 or by Internet: order@statcan.ca. For change of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada publications may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

November 1997
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.

© Minister of Industry, 1997

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing co-operation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued co-operation and goodwill.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



According to victimization surveys, about four in ten criminal acts are reported to police.¹ Figure 1 shows that of those incidents reported to the police, 34% are cleared, 22% result in the laying of a charge, 15% result in conviction, and 4% result in a prison sentence.

Notable in Figure 1 is the sharp decline in the percentage points from "offences cleared by charge" by the police (22%) to "convictions" by the courts (15%). Discrepancies between the police-reported and courts surveys do not appear to account for this difference, as there are almost identical numbers of offences cleared by charge as there are total court cases. The decrease also cannot be explained by the dropping of secondary charges or plea-bargaining, as both police and court surveys report one offence or case no matter how many charges are associated with it. The decrease appears to be largely due to the proportion of stays and withdrawals in court. (Please see the section: "What proportion of adult criminal cases result in conviction?") A lesser factor is the absence of conviction data for Superior Court, although little more than 2% of all criminal cases are dealt with in Superior Court.

For a more detailed analysis of the questions and issues raised in this report, refer to the list of recently released publications at the end of this *Juristat*.

Are police-reported crime rates increasing?

In Canada in 1996, over 2.6 million incidents were reported to the police and were confirmed as actual *Criminal Code* incidents, excluding traffic.² Although there was a long-term increase in the police-reported crime rate from 1962 to 1991, the rate has dropped over the past five years. In 1996 the national rate was similar to that of ten years ago.³ This trend is similar to decreases in the crime rate reported in the United States, England and Wales.

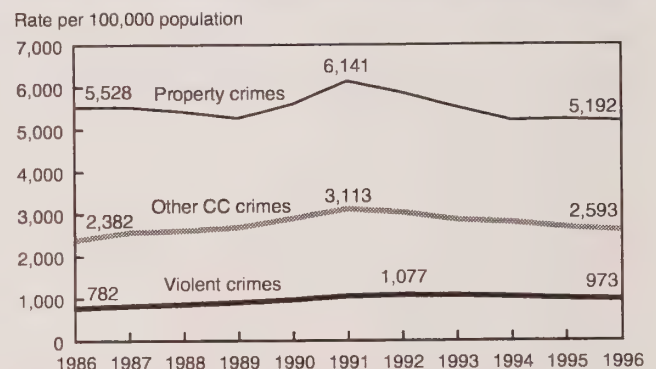
Victimization survey data also suggest that levels of criminal activity have not been increasing. In both 1988 and 1993 approximately one-quarter of Canadians reported being a victim of a crime.⁴ Of the crimes measured by Statistics Canada's General Social Survey, rates of robbery, theft, break and enter, motor vehicle theft, and vandalism declined.

Over the last five years, from 1992 to 1996, the police-reported crime rate decreased each year for a total reduction of 15%. For the fourth

year in a row, the violent crime rate decreased in 1996 (2%), while the property crime rate fell 1%. As well, the rate of Other *Criminal Code* offences such as mischief (vandalism), prostitution, breach of probation, and arson fell 3% (Figure 2). Although

Figure 2

Police-Reported Violent, Property and Other Criminal Code Incidents, Canada, 1986 to 1996



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Uniform Crime Reporting Survey.

¹ Gartner, Rosemary, and Anthony N. Doob. 1994. Trends in Criminal Victimization: 1988-1993. *Juristat* Vol. 14 No. 13. Ottawa: Statistics Canada.

² Crime rates based on police-reported data are calculated exclusively on "actual" incidents. See Figure 1, footnote 1.

³ Kong, Rebecca. 1997. Canadian Crime Statistics, 1996. *Juristat* Vol. 17 No. 8. Ottawa: Statistics Canada.

⁴ Gartner, Rosemary, and Anthony N. Doob. 1994. Trends in Criminal Victimization: 1988-1993. *Juristat* Vol. 14 No. 13. Ottawa: Statistics Canada.

rates have declined in general, in 1996, rate increases were reported for some offences, including homicide (6%), robbery (2%), motor vehicle theft (9%), and cannabis offences (6%).

Police-reported data are based on the Uniform Crime Reporting Survey (UCR) which gathers information on offences which come to the attention of the police. The reporting of offences to the police is affected by a number of factors including amendments to the law (eg., sexual assault), changes to police charging practices (eg., domestic violence), and citizens' changing tolerance for particular crimes and willingness to report these crimes to police (eg., schoolyard violence). Such changes can influence long-term trends in police-reported crime data. Despite these influences, however, trends in police-reported data are mirrored in data from victimization surveys, which enhance confidence in the information.

Are reported crime rates higher in big cities?

According to a detailed analysis⁵ of police-reported data for the nation's 25 Census Metropolitan Areas (CMAs) in 1995 (excluding Oshawa), these urban areas had an overall rate of *Criminal Code* violations similar to smaller cities, towns and rural areas.⁶ The analysis of CMA data for 1996 which follows is a previously unpublished update of this work.

In 1996, 61% of Canada's over 2.6 million *Criminal Code* violations occurred within these metropolitan areas, and 61% of Canadians lived in the 24 CMAs.

Violent crime does not occur with greater frequency in major metropolitan areas than in non-CMA areas. In 1996, 58% of violent crime occurred in the 24 biggest cities, and these cities accounted for 61% of the population.

The analysis also revealed that youth crime is not specifically an urban phenomenon. The proportion of youth crime occurring within CMA boundaries is less than the proportion of Canada's youth population living in these areas. In 1996, 51% of young offenders were charged within a CMA boundary, and 57% of Canada's youth population lived in a CMA.

The picture is somewhat different when examining specific offences. Specific offences show rates which vary considerably between CMAs and non-CMA areas. In 1996, CMA rates were notably higher for attempted murder, robbery, breaking and entering, motor vehicle theft and prostitution. Non-CMA rates were higher for such offences as sexual assault, common assault, weapons and explosives offences, and impaired driving.

⁵ Leonard, Tim. 1997. Crime in Major Metropolitan Areas, 1991-1995. *Juristat* Vol. 17 No. 5. Ottawa: Statistics Canada.

⁶ A CMA represents an urbanized core of at least 100,000 population and includes adjacent urban and rural areas that have a high degree of economic and social integration. The 25 identified CMAs in Canada in 1996 were: Toronto, Montreal, Vancouver, Ottawa-Hull, Edmonton, Calgary, Québec, Winnipeg, Hamilton, Kitchener, St. Catharines-Niagara, London, Halifax, Victoria, Windsor, Saskatoon, Regina, St. John's, Chicoutimi-Jonquière, Sudbury, Sherbrooke, Trois-Rivières, Thunder Bay, Saint John, and Oshawa. There are 25 CMAs in Canada, but due to mapping difficulties between police jurisdictions and the geographical boundaries of the CMA, Oshawa was not included in the analysis.

Similarly, the nine largest CMAs with 500,000 or more population may be compared to the smaller CMAs with populations between 100,000 and 499,999. Of the 18 million Canadians living within a CMA, 80% live in the nine largest CMAs. In 1996, these larger CMAs also accounted for nearly 80% of all crime in CMAs, so it may be concluded that crime occurred in larger and smaller CMAs in relative proportions. Larger CMAs had higher rates for homicide, attempted murder, robbery, motor vehicle theft and prostitution, while smaller CMAs had higher rates for sexual assault, common assault, weapons and explosives offences, and impaired driving.

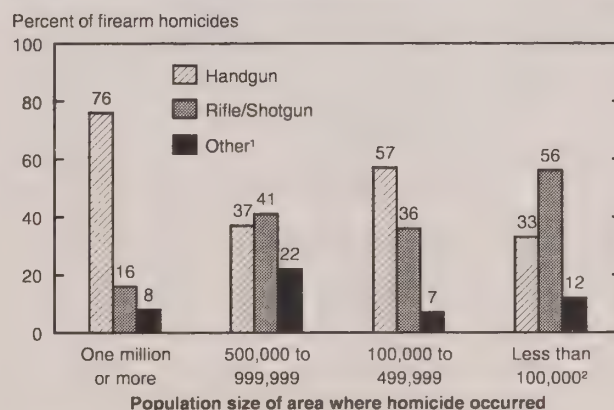
There is also considerable variation from one CMA to another. Vancouver had the highest crime rate among the nine largest metropolitan areas in 1996, ranking highest for robbery, arson, weapons offences, break and enter, and motor vehicle theft. By contrast, Toronto's rates for offences were generally below both the larger CMA average and the national average. In summary, the biggest cities do not necessarily have the highest crime rates.

Are firearms frequently used to commit violent crimes?

In 1996, there were 633 homicides in Canada, an increase of 6% in the homicide rate over the previous year. Firearms were the most common weapons used to commit a homicide (33%). Of these incidents, half involved handguns, and a further 38% involved rifles or shotguns. The remaining 12% of firearm homicides involved either a sawed-off rifle or shotgun or a fully-automatic firearm. Between 1995 and 1996, all types of firearm homicides increased by 20%, and those using rifles or shotguns increased by 33%. However, the levels are still significantly lower than they were in 1991 and 1992.

Figure 3

Type of Firearm Used in Homicide by Population Size of Area, 1996



Figures may not add to 100% due to rounding.

¹ Includes fully automatic firearms, sawed-off firearms, and other types of firearms.

² Non-Census Metropolitan Areas.

Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Homicide Survey.

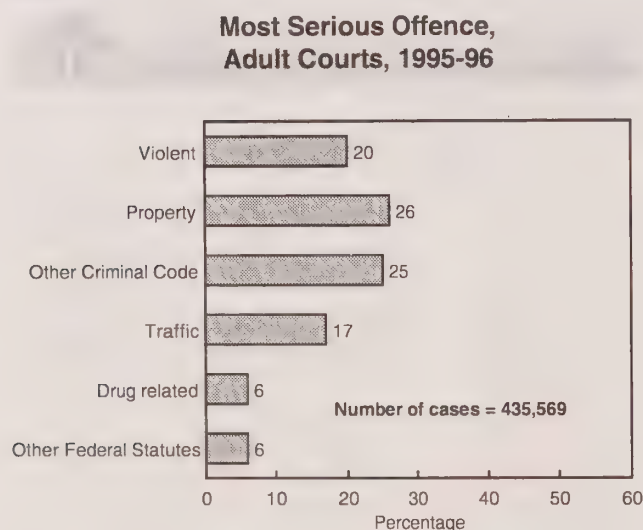
An interesting picture emerges when looking at the use of firearms in homicides for areas of different population size within Canada. In 1996, the three largest Census Metropolitan Areas - Toronto, Montreal and Vancouver - accounted for one-third of the national population, while non-CMAs accounted for 39% of the population. In both of these areas, firearms were the weapons most frequently involved in homicides. What differs, however, are the types of firearms used to commit homicides in these areas. While the use of handguns dominated firearm homicides in the larger areas (76%), in non-CMAs the majority of firearm homicides involved either shotguns or rifles (56%) (Figure 3)

In 1996, robberies accounted for 11% of all violent crimes, and weapons were involved in 54% of all robberies. While the rate of robberies involving weapons other than firearms has remained relatively stable since 1991 (an average of 34 per 100,000 population), the rate of firearm robberies decreased by 31% from 32 per 100,000 population in 1991 to 22 in 1996.

What are the most common offences brought to criminal court?

In fiscal year 1995-96, half of all cases heard by adult criminal courts involved either crimes against property (26%) or Other Criminal Code violations (25%) (Figure 4).⁷ The single most frequent type of case heard was impaired driving. Almost 15% of the 436,000 cases reported by participating jurisdictions in the Adult Criminal Court Survey involved impaired driving.⁸ The next most frequent type of case was the violent crime of common assault (12%), followed by the property crime of theft (11%). Apart from assault, most violent crimes accounted for a small number of cases. Homicide, attempted murder, robbery, kidnapping, sexual abuse and abduction each represented less than 1% of cases.

Figure 4



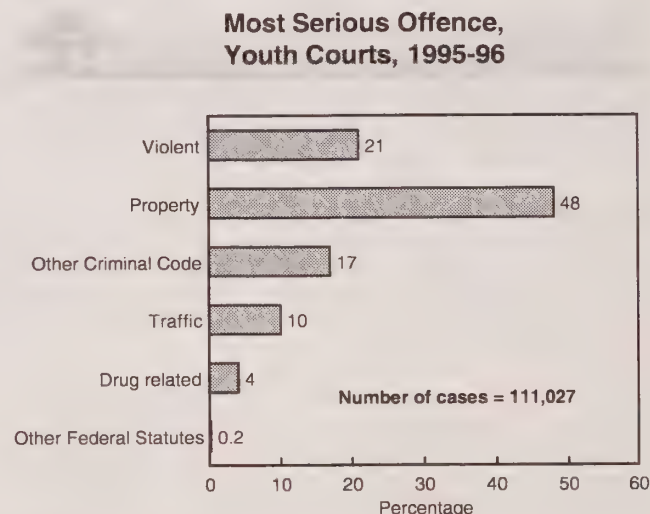
Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey (nine jurisdictions, Provincial and Superior Court cases).

All adult criminal proceedings begin in provincial/territorial courts, although some may end up in Superior Court, depending on the nature of the offence, decisions made by the Crown, and elections made by the accused. In 1995-96, just over 2% of the 436,000 cases first heard in provincial court were transferred to Superior Court. Three types of cases - sexual assault, drug trafficking, and major assault - made up almost half of those cases that were transferred.

The majority of accused persons (65%) were under the age of 35 and approximately 85% were males. The type and prevalence of cases varied with the age of the accused. For the 18-24 year age group, the most common offence type was theft. For individuals over 24 years of age, impaired driving was the most common type of case, and the frequency of these cases increased with age so that the highest proportion occurred in the 55+ age group (26% of all cases for this group).

The distribution of youth court cases differed from that for adults (Figure 5). In 1995-96, about half of the cases were property offences, such as theft under \$5000 (18%), break and enter (12%), and possession stolen goods (6%). There were 10% of cases which involved violations of the *Young Offenders Act*, such as failure to comply with a disposition. The only other types of offence which represented 5% or more of youth court cases were common assault (10%), fail to appear or comply (10%), and mischief (5%).

Figure 5



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Youth Court Survey.

Young offenders are rarely transferred to adult court. Seventy-four out of 111,000 cases were transferred in 1995-96. Of these, a majority (54%) involved violent offences.

⁷ Grimes, Craig. 1997. Adult Criminal Court Statistics, 1995-96. *Juristat* Vol. 17 No. 6. Ottawa: Statistics Canada.

⁸ Provincial criminal courts in 9 jurisdictions (Newfoundland, Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Ontario, Saskatchewan, Alberta, Yukon and the Northwest Territories) report to the survey. This represents about 80% of national coverage.

How long does it take for cases to go through the court system?

The courts have a responsibility to deliver justice services fairly and efficiently. In 1995-96 the median time for completion of cases in adult provincial court was 77 days.⁹ On average, four court appearances were required to complete a case. However, 60% of cases were completed in four months or less. The court process is complex, often involving a judicial interim release or bail hearing, resolution of questions concerning trial court jurisdiction, a preliminary inquiry, entering of a plea, a trial, a decision of guilty or not guilty, and a sentencing disposition. A particular case, however, may not involve all these steps.

In youth court, cases were processed more quickly. In 1995-96, the median time was 68 days for youth courts. Sixty-nine percent of all youth cases were dealt with in four months or less.

The median elapsed time of court cases was related to the number of appearances and the type of offence. For example, in 1995-96, the median number of days in adult court varied from 28 for cases with only two appearances to 109 for cases with four appearances. Sexual assault cases had the longest elapsed time (188 days); offences against the administration of justice, such as failure to appear in court, had the shortest (27 days). Court cases involving homicide and related offences were relatively long (161 days). Theft cases were very brief by comparison (43 days). Impaired driving cases exceeded the median at 97 days.

What proportion of adult criminal cases result in conviction?

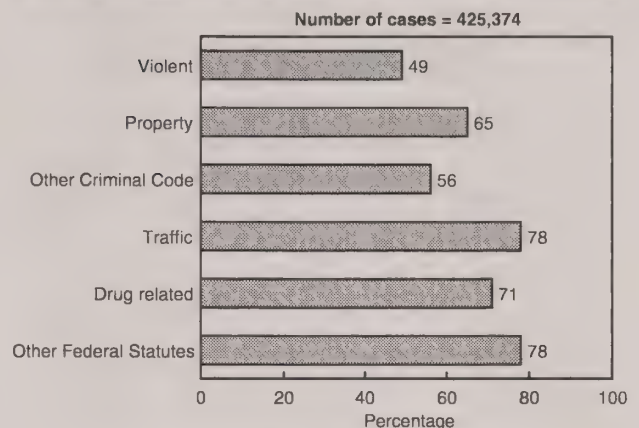
Two-thirds (64%) of adult provincial court cases, excluding those dealt with in Superior Court, resulted in a conviction in 1995-96, either by plea or by trial. Nearly one-third (30%) of cases resulted in a stay or withdrawal of charges.^{10,11} Only 3% of cases resulted in an acquittal, while 4% were resolved through other means, including not criminally responsible on account of mental disorder, and waived to another jurisdiction.¹²

The highest rates of conviction were for Other federal statute offences¹³ and traffic cases (both 78%). Traffic cases, for the most part, involve impaired driving-related offences. Violent crime offences had the lowest rates of conviction at 49% (Figure 6). Of the remaining 51% of violent crime cases not resulting in conviction, 5% were referred to Superior Court, 38% received a stay or withdrawal of charges, 4% were acquitted, while 4% received an "other" disposition. Among violent offences leading to a finding of guilt in provincial court, the highest rates of conviction were for robbery (60%) and sexual offences (60%), followed by common assault (53%).

Offences with high rates of referral to Superior Court, such as homicide offences (58% referred) and attempted murder (26% referred) had relatively low rates of conviction in provincial court (42% and 17% respectively). These homicide offences represent infanticide and manslaughter only, as first and second degree murder are under the absolute jurisdiction of Superior Court. Data on conviction rates for Superior Court are not currently available.

Figure 6

Case Conviction Rates, Adult Courts, by Most Serious Offence, 1995-96



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey (nine jurisdictions, Provincial Court cases only).

What proportion of adult convictions result in a prison sentence?

In 1995-96, one-third of convictions received a prison sentence. This was second only to fines, which were the most serious sanction in 36% of convictions.¹⁴ As would be expected, the frequency of prison sentences varied by offence type, ranging from 1% for morals/gaming cases (eg., book-making) to 84% for robbery cases.

The median prison term was 46 days. Half of all prison terms were one month or less and only 3% of terms were two years or longer (Figure 7), which implies federal penitentiary time. Again, the length of prison term varied by offence type, with more serious offences receiving longer sentences. Robbery offences, for example, had a median sentence of two years.

Probation was the most serious sanction in 26% of cases resulting in conviction. Offences such as property damage/mischief and common assault tended to receive probation sentences. The median probation term was one year.

⁹ The "median" is the value or score that exactly divides an ordered frequency distribution into equal halves. It is the outcome associated with the 50th percentile.

¹⁰ A "stay" is a temporary or permanent halt in proceedings; a "withdrawal" refers to a withdrawal of charges by the Crown.

¹¹ Quebec is the only jurisdiction included in the survey in which the decision to lay charges is made by Crown Prosecutors. Quebec has a relatively low percentage (10%) of stays/withdrawals. This suggests that this procedure may affect the outcome of cases. It is possible that the national rate of stays/withdrawals could be somewhat lower if the other two provinces with Crown charging, British Columbia and New Brunswick, were included in the survey.

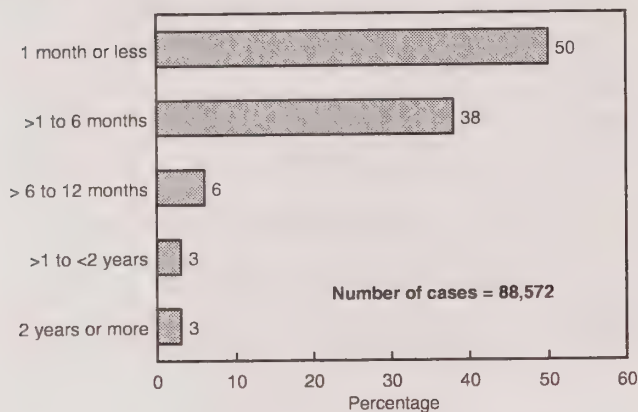
¹² Percentages do not add to 100% due to rounding.

¹³ Other federal statute offences include all federal statutes other than the Criminal Code and drug-related statutes; eg., the Income Tax Act and the Unemployment Insurance Act. Other Criminal Code offences include those other than violent or property crimes, such as mischief, prostitution, and arson.

¹⁴ Sanction types are ordered from most to least serious as follows: prison, probation, fine, restitution/compensation, and other. For example, a case resulting in both prison and fine would have a most serious sanction of prison.

Figure 7

Length of Prison Terms for Most Serious Offence, Adult Court, 1995-96



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Criminal Court Survey (nine jurisdictions).

Fines were the most frequently used sanction. The types of offences receiving fines as the most serious sanction included other federal statute offences (89% of cases), impaired driving (66% of cases), and morals/gaming (50% of cases). Other federal statutes are mostly regulatory and for that reason normally receive a fine. There is a mandatory minimum fine on first conviction for impaired driving of \$300. On the other hand, cases involving crimes against the person had a fine as the most serious sanction in only 10% of cases. Overall, the median fine amount was \$300.

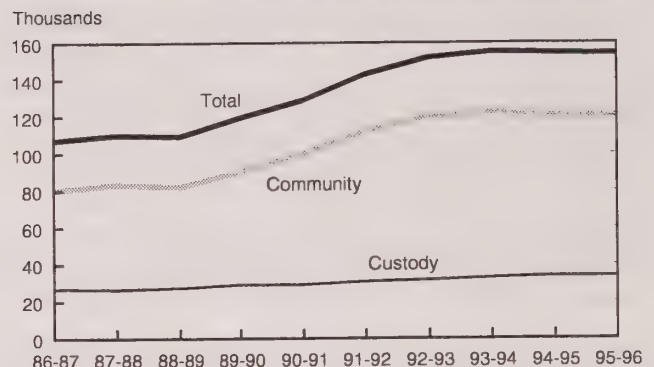
How many adults are in custody or under some form of correctional supervision?

There are three distinct groups in the adult correctional population: (1) those sentenced to a custodial term; (2) those in custody on remand/temporary detention; and (3) those serving all or part of their sentence under supervision in the community (such as parole or probation).

On an average day in 1995-96, 154,000 persons were under the supervision of correctional agencies.¹⁵ Nine percent were inmates in federal penitentiaries (serving sentences of two years or more), 13% were in provincial/territorial facilities (serving sentences of under two years or on remand/temporary detention), and 78% were offenders on probation or some form of conditional release in the community. After a decade of rapid growth, Canada's adult correctional population has stabilized since 1993-94. The increase from 1986-87 to 1993-94 was largely among those serving sentences in the community

Figure 8

Average Daily Count of Adult Offenders Serving Custodial and Community Sentences, Canada, 1986-87 to 1995-96



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Adult Corrections Survey.

(a 53% increase), rather than among those in custody (a 22% increase) (Figure 8).

A similar number of adults were incarcerated in Canada in 1995-96 as in the previous year (33,800 on an average day). Over the last five years, the percentage increase in the custodial population has been larger in federal institutions, where inmates serve a sentence of two years or longer, than in provincial institutions, where sentences are of less than two years duration (19% compared to 4%).

Men make up 91% of those admitted to provincial/territorial correctional institutions. In 1995-96, the median age of sentenced offenders on admission was 31. While women are under-represented among admissions, Aboriginal peoples are over-represented. Overall, the proportion of Aboriginal peoples in the inmate population (16%) is more than five times their representation in the Canadian population (3%). Aboriginal peoples made up less than 9% of provincial sentenced admissions to custody in all provinces east of Manitoba, but accounted for 72% in Saskatchewan, 55% in Manitoba, 36% in Alberta and 17% in British Columbia.

Almost one-third of sentenced admissions in the nine provinces reporting adult corrections data on the most serious offence or disposition were offenders convicted of property offences (31%). The next largest group of offenders were sentenced for crimes of violence (19%), followed by impaired driving offences (13%).

Offenders sentenced to federal facilities are admitted with convictions for more serious crimes than offenders in the provincial sector. The most frequent admissions to federal prison were for robbery (24%), sexual assault (14%) major assaults (12%), and break and enters (12%). Other offenders were incarcerated federally for homicide (8% of admissions), and drug trafficking (4% of admissions).

¹⁵ Reed, Micheline and Peter Morrison. 1997. Adult Correctional Services in Canada, 1995-96. *Juristat* Vol. 17 No. 4. Ottawa: Statistics Canada.

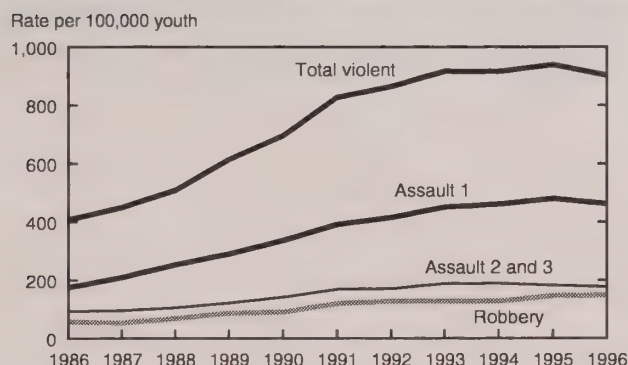
With what offences are youth most likely to be charged?

Continuing the decline between 1991 and 1995, the overall rate of youth charged with *Criminal Code* offences, per 100,000 youth, decreased by 4% in 1996, with the result that a total of 117,773 youth aged 12 to 17 years were charged. Of these youth, over half (56%) were charged with property offences, approximately one fifth were charged with violent crimes,¹⁶ and the remainder were charged for Other *Criminal Code* violations such as mischief and offences against the administration of justice (eg., breach of probation). The most frequent property crime charges were for theft (49% of youth property offenders). Just over one half (51%) of violent offence charges consisted of level 1 assaults (common assaults).¹⁷

The distribution of youth charged has changed since 1986, when seven in ten youth (72%) were charged for property offences and 9% with violent offences. This long term increase in the proportion of young offenders charged with violent crime is largely due to the increasing proportion of common assaults, the least violent or serious form of assault (Figure 9). However, youth are still less likely to be charged with violent crime than adults. For example, in 1996, 28% of adult offenders were charged with violent crimes, compared to 19% of youth.

Figure 9

Rate of Youth Charged for Selected Violent Offences, Canada, 1986 to 1996



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Uniform Crime Reporting Survey.

While the past decade has witnessed an increase in the proportion of youth charged with violent crimes, in 1996, the rate of youth charged decreased for most crime categories. This resulted in the first notable annual reduction (4%) in the total rate of violent youth crime since 1986, the first year following the implementation of the *Young Offenders Act* which standardized the age of youth to include 12 to 17 year olds. Charge rates for property crimes decreased for the fifth consecutive year (5%), and all property crime categories experienced reductions. Although an overall decrease between 1995 and 1996 in the youth charge rate for violent crime is noted, the 1996 rate is still more than two times higher than in 1986 (an increase of 121%).¹⁸

What type of sentences do young offenders receive?

About one-third of young offenders found guilty of an offence in 1995-96 were sentenced to either secure custody (15%) or open custody (19%).¹⁹ This is similar to the 33% of adult offenders who received a prison sentence in 1995-96.

Custody of Young Offenders

According to the *Young Offenders Act*, youth that are given custodial dispositions by the courts are kept in either *secure* or *open* custody facilities. Open custody refers specifically to the following: community residential centre, group home, childcare facility, forest or wilderness camp, or any other similar facility, all of which must be designated by the province. Secure custody implies custody in a facility designated for the secure containment or restraint of young persons. Secure custody is used only in the most serious cases or when all else fails. The young offender is obliged to serve the full length of the imposed disposition, unlike adults who may be released early under parole or mandatory supervision. All of these factors must be taken into consideration when making comparisons in sentencing patterns between adults and young offenders.

Three-quarters of custodial sentences for youth were for a period of three months or less. Murder/manslaughter cases had the highest median sentence length of twenty-five months. The two most common types of custodial cases, break and enter and theft under \$5000, resulted in median sentence lengths of 90 days and 30 days, respectively.

A major difference from sentencing patterns for adults was the proportion of cases for which a fine was the most serious disposition handed out.²⁰ For young offenders, only 6% received a fine as the most serious disposition, compared to 36% of adults. This perhaps reflects the recognition by the courts of the relative abilities of adults and youth to pay. As well, among the reasons for the difference could be the nature of the offences youth commit; for example, they commit fewer impaired driving and other federal statute offences which more frequently result in fines. As well, there is no mandatory fine in Youth Court for impaired driving.

The most frequent disposition given to young offenders was probation, the most serious disposition in 49% of cases. This far exceeded the adult figure of 26%.

Stand alone Community Service Orders (CSOs) were the most serious disposition in only 7% of cases. The percentage of CSOs appears low because in most cases they are used as a condition of probation or in conjunction with a more serious disposition. Overall, 29% of all cases resulting in a conviction included a CSO.

¹⁶ Violent youth (and adult) crime includes homicide and related, attempted murder, sexual assault, assault, robbery, weapons offences, kidnapping, extortion, other sexual offences, and criminal negligence.

¹⁷ An example of a common assault would be a minor fight at a party which leads to the police being called to break it up. A threatened assault, or an actual assault that did not produce a serious physical injury would be categorized as a common assault.

¹⁸ Kong, Rebecca. 1997. Canadian Crime Statistics, 1996. *Juristat* Vol. 17 No. 8. Ottawa: Statistics Canada.

¹⁹ Hendrick, Dianne. 1997. Youth Court Statistics 1995-96 Highlights. *Juristat* Vol. 17 No. 10. Ottawa: Statistics Canada.

²⁰ Dispositions are ordered in severity, from highest to lowest, as follows: secure custody, open custody, probation, fine, community service, absolute discharge, other.

Data also reveal that the pattern of dispositions for young offenders varies from one type of offence to another. For example, probation was the most serious disposition for 65% of minor assaults, but a fine was the most serious disposition in 53% of impaired driving cases.

How much does policing cost?

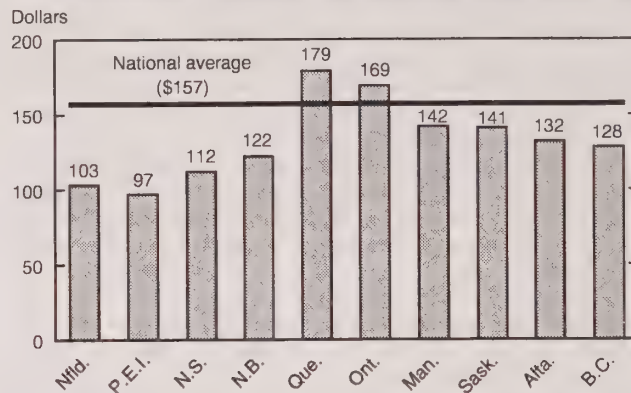
Expenditures on policing account for approximately 60% of the total justice bill of nearly \$10 billion.^{21,22} Other sectors account for smaller proportions: adult corrections (19%), courts (8%), legal aid (7%), youth corrections (5%), and prosecutions (3%). In 1995, governments spent a total of \$5.81 billion on policing.²³ This represents an average cost of \$196 per Canadian. Spending has levelled off for the last three years: average annual increases of less than 1% have been reported following annual increases of 7% between 1985 and 1992. There was one police officer for every 552 Canadians in 1996.

Approximately 80% of the policing budget goes towards salaries, wages and benefits. This has remained constant since 1985. Municipal policing accounts for the largest proportion of policing expenditures (56%), while provincial policing, including RCMP contracts, represents one quarter of spending, and federal policing and other RCMP costs account for the remaining amount (12% and 8% respectively).

Provincial comparisons reveal that Quebec and Ontario had the highest per capita cost for municipal and provincial policing in 1995 (\$179 and \$169 respectively), while Prince Edward Island and Newfoundland reported the lowest (\$97 and \$103 respectively) (Figure 10).²⁴ These patterns have remained unchanged since police expenditure data were first collected for 1985. Federal policing and other RCMP costs are excluded from this provincial expenditure analysis.

Figure 10

Per Capita Spending on Municipal and Provincial Policing by Province, 1995



Source: Statistics Canada, Canadian Centre for Justice Statistics, Police Administration Survey.

²¹ Integration and Analysis Program, Canadian Centre for Justice Statistics. Justice Spending in Canada. Juristat Vol. 17 No. 3. Ottawa: Statistics Canada.

²² Police expenditures include actual operating expenditures incurred during the 1995 calendar year or the 1995-96 fiscal year (April 1995 to March 1996). Most municipal police forces operate on a calendar year while the provincial forces and the RCMP operate on a fiscal year. For the purposes of this Juristat policing expenditures refer to calendar year.

²³ Swol, Karen. 1997. Police Personnel and Expenditures in Canada - 1995 and 1996. Catalogue No. 85F0019XPE. Ottawa: Statistics Canada.

²⁴ Per capita cost figures for Yukon and the Northwest Territories were not included in the comparative analysis because the sparse populations in these jurisdictions result in per capita costs which are considerably higher than the rest of Canada.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 at (613) 951-9023 or call toll-free 1 800 387-2231. To order a publication, you may telephone (613) 951-7277 or fax (613) 951-1584 or internet: order@statcan.ca. You may also call 1 800 267-6677 (Canada and United States) toll-free. If you order by telephone, written confirmation is not required.

Recent Juristat Releases

Catalogue 85-002-XPB

- | | |
|---------------|---|
| Vol. 16 No. 4 | Youth Court Statistics 1994-95 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse : Faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 5 | Youth Custody and Probation in Canada, 1994-95 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 6 | Violent Crime in Canada / Les crimes de violence au Canada |
| Vol. 16 No. 7 | Adult Correctional Services in Canada: Highlights for 1994-95 / Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 8 | Adult Community Corrections in Canada: 1994-95 / Les services correctionnels communautaires pour adultes au Canada : 1994-1995 |
| Vol. 16 No. 9 | The Justice Data Factfinder / Recueil de données sur la justice |

Catalogue 85-002-XPE

- | | |
|----------------|---|
| Vol. 16 No. 10 | Canadian Crime Statistics, 1995 |
| Vol. 16 No. 11 | Homicide in Canada — 1995 |
| Vol. 16 No. 12 | Criminal Harassment |
| Vol. 17 No. 1 | Sentencing in Adult Provincial Courts — A Study of Nine Canadian Jurisdictions: 1993 & 1994 |
| Vol. 17 No. 2 | Street Prostitution in Canada |
| Vol. 17 No. 3 | Justice Spending in Canada |
| Vol. 17 No. 4 | Adult Correctional Services in Canada, 1995-96 |
| Vol. 17 No. 5 | Crime in Major Metropolitan Areas, 1991-1995 |
| Vol. 17 No. 6 | Adult Criminal Court Statistics, 1995-96 |
| Vol. 17 No. 7 | Weapons and Violent Crime |
| Vol. 17 No. 8 | Canadian Crime Statistics, 1996 |
| Vol. 17 No. 9 | Homicide in Canada — 1996 |
| Vol. 17 No. 10 | Youth Court Statistics 1995-96 Highlights |
| Vol. 17 No. 11 | Assaults Against Children and Youth in the Family, 1996 |
| Vol. 17 No. 12 | Impaired Driving in Canada, 1996 |

